









REVUE  
DES  
DEUX MONDES

LV<sup>e</sup> ANNÉE. — TROISIÈME PÉRIODE

---

Paris. — Typ. A. Quantin, 7, rue Saint-Benoit.

---



REVUE  
DES  
DEUX MONDES



LV<sup>e</sup> ANNÉE — TROISIÈME PÉRIODE

---

TOME SOIXANTE-DOUZIÈME

---

PARIS  
BUREAU DE LA REVUE DES DEUX MONDES  
RUE DE L'UNIVERSITÉ, 15

—  
1885

AP  
20  
R5  
pér.3  
t.72

20337

6

---

# L'AMIE

---

DERNIÈRE PARTIE (1)

---

## XVI.

On peut se demander lequel vaut le mieux de n'avoir que très peu de cœur ou de ne pas en avoir du tout, autrement dit de n'en avoir point ou d'en avoir un dont on se serve mal. — Cette question, que Maxime Rivols ne songeait guère à traiter en roulant vers Paris, dans son wagon, comporte plus d'une solution ; car, s'il est manifestement avantageux pour soi-même d'être doué d'une certaine sensibilité morale ne dépassant pas les justes bornes d'un égoïsme rationnel, c'est-à-dire modéré, il l'est beaucoup moins, pour ceux dont la vie se trouve liée et confondue avec la vôtre, d'avoir à revenir des illusions et des erreurs où les ont induits vos semblans de pathétique.

Si Maxime Rivols avait eu beaucoup de cœur, il n'aurait pas rendu sa femme malheureuse après l'avoir épousée, et, s'il en eût manqué tout à fait, il ne l'eût vraisemblablement jamais épousée, — ce qui eût été, sans doute, une assez bonne manière de la rendre heureuse. Seulement, lui, dans un cas comme dans l'autre, eût été bien plus à plaindre qu'il ne l'était, puisqu'il fût à jamais demeuré dans l'ignorance de ces émotions renouvelables qui donnent à la vie tout son prix. —

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre, du 1<sup>er</sup> et du 15 octobre

Sans compter que, en tant qu'auteur dramatique, il eût failli à sa destinée, à la mission de l'écrivain, qui est de battre et de rebattre sans cesse sur l'enclume de son cœur les pensées qui, plus tard, frappées à son coin, marquées à son effigie, en vertu des droits régalien du talent, circuleront parmi les hommes, pendant plus ou moins de temps, comme une monnaie intellectuelle, jusqu'à ce que, usées par le frai de continuel échange, on les proscrive, on les démonétise et on les refonde, — sort commun à toutes les monnaies.

Quoi qu'il en soit, le jeune homme voyageait sans plus d'allégresse que de remords. Il ne savait pas bien ce qu'il allait faire à Paris, ayant purement et simplement obéi au besoin de revoir Germaine une fois encore et cédé à la crainte de ne pouvoir la rejoindre plus tard. — S'il se fût interrogé, d'aventure, sur sa conduite, il paraît bien probable qu'il n'eût pas déployé contre lui-même ses plus grandes rigueurs, d'abord parce que sa culpabilité était presque toute d'intention plutôt que de fait, ensuite parce qu'il faut prendre son parti de faire souffrir les autres quand on ne veut pas souffrir soi-même.

Cet épitome du code moral des hommes eût suffi pour le mettre à peu près d'accord avec sa conscience, au moins temporairement.

La présence de Germaine lui était devenue tellement nécessaire, il avait si bien pris l'habitude de la voir et de lui parler presque quotidiennement, elle était si profondément entrée dans son existence, qu'il n'avait pu se résigner à la perdre dans des circonstances aussi bizarres et aussi décevantes que l'étaient celles de leur séparation. Il n'avait pu surtout accepter la perspective d'un éloignement indéfini, éternel peut-être, sans de plus amples explications : perdre une femme aimée, passe encore ! mais savoir, à tout le moins, pourquoi on l'a perdue. Il n'y a jamais assez d'explications au gré d'un homme qui ne veut rien entendre. « Nous nous quitterons après-demain, soit ! Mais, demain, disons-nous bien pourquoi. » N'est-ce pas fort naturel, d'ailleurs, étant donné que le définitif et l'immuable nous épouvantent comme l'infini, et qu'il y a, entre une séparation momentanée et une rupture, la même différence qu'entre le sommeil et la mort ?

Maxime ne voulait donc rien que revoir Germaine hors de l'influence de sa femme, ou, du moins, c'était cela qu'il voulait avant tout. — Au surplus, le prétexte dont il s'était servi n'était pas si mensonger qu'il n'y eût là aucune excuse valable à ses yeux : on a toujours quelque chose à faire à Paris.

Toutefois, quand il se vit seul dans cet appartement vide, tout im-

prégné des habitudes et des goûts de Gisèle, aussi bien que de ses habitudes et de ses goûts à lui, dans ce logis qui avait gardé le reflet de leurs deux existences, longtemps mêlées et inféodées l'une à l'autre, Maxime ne fut pas sans ressentir une vague tristesse. Aucun des liens étroits de jadis n'était brisé, mais tous déjà semblaient relâchés et complaisans; rien d'irréparable n'était survenu, mais quelque chose s'accomplissait qui menaçait et engageait l'avenir : encore une secousse, encore un pas, et la disjonction serait complète, irrémédiable. Il éprouva le besoin de restituer aux objets qui l'entouraient un peu de la vie qu'il voulait communiquer à ses impressions rétrospectives; il lui plut d'évoquer les quelques années qu'il avait passées au milieu de ces choses. Et il enleva les housses, découvrit les tableaux et les statuettes, rangea ou déranger les meubles pour les remettre à leurs postes habituels. Les étoffes brodées par Gisèle apparurent parmi les fraîches tapisseries d'Aubusson, et, à côté de portraits signés Pagnest, Géricault, Gérard, Vigée-Lebrun, fragmens de l'héritage paternel, se montrèrent les petites toiles qu'ils avaient achetées ensemble : des cavaliers de Wouwermans, une minutieuse bataille, outrageusement léchée, mais attribuée à Breughel de Velours, et un Terburg authentique, superposé à un Metzou douteux. Puis, çà et là, les reproductions, en bronze ou en vulgaire terre cuite, de quelques chefs-d'œuvre de la statuaire moderne : la *Diane* de Houdon, le *Mercur* de Rude, la *Flore* de Carpeaux, le *Gloria victis* de Mercié. Enfin, tout contre le piano, les partitions préférées. — Ils avaient les mêmes goûts, pour la raison très simple que Gisèle avait pris tous les goûts de son mari; comme lui, elle aimait les maîtres hollandais et les flamands, la sculpture et la littérature françaises, la musique allemande. — Et il sentait que ces souvenirs-là seraient toujours partie intégrante de sa mémoire, tandis que, pour reconstituer et grouper entre eux les souvenirs de ses liaisons de jeunesse, il lui fallait déjà se livrer à un véritable travail de paléontologie amoureuse.

« Est-ce bien la peine, hélas ! songeait-il, de s'emparer à ce point d'une âme, de la modeler ainsi sur la sienne, d'en absorber la personnalité, de l'identifier à soi-même, pour reconnaître un jour que cette conquête est vaine et même qu'elle vous entrave à l'égal d'une servitude ? Allez donc tenter de vous satisfaire, s'il est prouvé qu'il vous faut l'impossible : des femmes qui soient tout à vous sans vous importuner de leur amour, ou des femmes que vous aimiez sans qu'elles en abusent ! »

Il n'en essaya pas moins, le jour même, de se donner satisfaction sur un point, en allant attendre Germaine à un coin de rue, tout près de chez elle. Rien ne l'empêchait de se présenter à l'hôtel de

Sauvecourt, dont M<sup>me</sup> April était désormais l'unique habitante et la souveraine maîtresse par suite de ses arrangemens avec son frère; mais, ignorant l'accueil qui lui serait fait, il se souciait peu de risquer l'aventure, préférant une rencontre en plein air. Et il monta la garde, pendant une demi-journée, sur un tronçon de trottoir, sans se rappeler qu'autrefois cet exercice, qu'il n'avait, du reste, jamais pratiqué qu'en l'honneur de Germaine, lui paraissait être le dernier mot du ridicule. — En bonne justice, si ce n'est pas là pour un homme la plus digne et la plus noble manière de faire montre d'un sentiment tendre ou passionné, il y a cependant quelque mérite à ces longues stations, à ces attentes indéfinies, au milieu du tumulte de la voie publique et parmi les coudoiemens des passans. Le mérite surtout s'affirme à partir d'une tentative infructueuse, et l'on conçoit qu'une femme se sente des velléités de gratitude aussi bien que des élans de fierté triomphante, en constatant qu'un amoureux qui a d'autres emplois pour son temps s'en tient provisoirement à celui-là, dans l'espérance de lui parler cinq minutes, parfois de l'entrevoir une seconde. Maxime dut attendre la troisième épreuve pour recueillir le bénéfice de sa patience.

Comme il contemplait une deux-centième fois la grande et la petite porte de l'hôtel, après avoir promené ses regards sur toutes les fenêtres de la façade, il eut enfin la joie de voir sortir M<sup>me</sup> April, seule et à pied. — C'est un moment unique, mais qui vous indemnice, il le faut confesser, de tous ceux qui l'ont précédé, que ce moment attendu de l'apparition sur le seuil. Si souvent la porte s'est ouverte pour laisser passer un fournisseur ou une femme de chambre! Si souvent l'espoir a été déçu, le flair en défaut, la vue désappointée! Enfin! c'est elle; cette fois-ci, ce n'est pas en vain que le cœur a battu, et, quel que soit votre âge, vous n'avez que vingt ans à ce moment béni. Il n'y a même pas de façon plus sûre de se rajeunir que de se soumettre à pareil régime.

Il faisait frais. Germaine, vêtue de noir, avec un grand paletot de velours très ajusté et un chapeau de dentelle à aigrette de jais, — ce qui n'était pas d'un deuil bien rigoureux, — marchait sans se presser, du pas majestueux sans lenteur qui lui était propre, ayant pris le milieu du trottoir, après un de ces regards demi-circulaires, si familiers aux femmes qui ont coutume d'être guettées ou suivies. Le cœur n'eût-il pas été de la partie que c'eût été une fête pour les yeux de la suivre à distance, sur ce large trottoir du boulevard Saint-Germain, où, droite, les coudes au corps, elle avançait comme en glissant. Aucun sautillerment, nulle torsion, nul roulis : une vraie démarche de déesse, — sauf un petit geste, périodique comme un mouvement d'automate, une application machinale du revers de la

main gantée sur la tournure, pour en assurer le bon aspect. Long-temps, jusqu'à la Seine, Maxime, qui n'avait pas l'inquiétude de la voir lui échapper, la suivit ainsi, sans se rapprocher ni laisser deviner sa présence; puis, sur le pont, il la rejoignit et l'aborda.

En le reconnaissant, elle devint très rouge sous son voile et sous sa poudre teintée d'incarnat; elle ne lui tendit la main qu'après une hésitation sensible et attendit qu'il lui parlât.

— Voilà une rencontre qui vous étonne, hein? lui dit-il, non sans montrer beaucoup d'embarras, plus même que n'en trahissait la jeune femme par sa contenance, sinon par la pourpre de ses joues.

— On serait surpris à moins, vous en conviendrez.

— Il n'y a pourtant pas de quoi... Me permettez-vous de vous accompagner un peu?

Sans attendre la réponse, il se remit à marcher.

— Oh! je vais vous expliquer, reprit-il, vous allez comprendre. Je disais qu'il n'y a pas matière à étonnement, parce que, en effet, si je vous rencontre, c'est que je me suis arrangé pour cela. Oui, je vous ai suivie; mieux: je vous ai guettée pendant trois après-midi... Entendons-nous. Je ne suis pas venu à Paris tout exprès pour vous voir: mes intérêts m'y appelaient; mais, une fois ici, je n'ai pas résisté...

Germaine, qui avait eu une moue très accentuée de contrariété, et même de mécontentement, en entendant la première partie de l'explication, se rasséréna et redevint souriante, comme malgré elle, aussitôt que Maxime eut fourni un prétexte plausible de sa présence à Paris, quoique le bénéfice de ce prétexte ne se pût guère étendre au guet et aux manœuvres qu'il venait d'avouer. — Que de manifestations diverses le jeune homme n'avait-il pas déjà saisies de cette sorte de dualité d'impression qui était le propre des sentimens de M<sup>me</sup> April à son égard! Indulgente ou enivrée lorsqu'elle écoutait chanter l'amour, craintive ou éperdue dès qu'elle en croyait entendre le cri de guerre et deviner les préparatifs d'assaut. Maxime, prudemment, chanta:

— Vous comprenez bien que je ne pouvais pas venir à Paris sans chercher à vous voir, sans profiter de cette occasion, qui n'aura peut-être pas sa pareille avant de longues années. Car vous ne savez pas vous-même quand il vous faudra vous expatrier de nouveau, ni combien de temps durera votre prochain exil... Et n'ai-je pas à me faire absoudre d'un crime, de bien pis que cela: d'une grossièreté? Vous n'eussiez pas voulu que je renonçasse, pour jamais peut-être, à vous voir, sans que je me fusse sérieusement efforcé d'innocenter ma brutale démençe?... Ah! c'était bien l'amour,

soyez-en très assurée, l'amour le plus ardent et le plus fou qui me dictait l'injure...

Ils avaient franchi le pont, et il continuait de lui parler avec cette chaleur contenue, cette difficile éloquence sans gestes, qui est la seule que l'on puisse se permettre à travers les rues ; il tirait toujours à gauche, se dirigeant vers les parages les moins fréquentés des Champs-Élysées. Tout à coup, il s'arrêta et arrêta Germaine.

— C'est ici, dit-il, ou bien près, ne vous en souvient-il pas ? que nous avons échangé nos premières confidences. Demeurons-y quelques instans. Remettez-vous là, madame l'Enigme, que, derechef, j'essaie de vous déchiffrer. Il n'y a plus entre nous, s'il y en eut un instant, ni rancune ni reproche. Je me suis excusé de mes torts, vous m'avez pardonné ; je vous avais calomniée dans un accès de colère et de dépit, c'est entendu. Vous voilà propre comme un sou, blanche comme une sainte Vierge ; je vous offre un piédestal... Prenez, en attendant, ce fauteuil isolé ; je vais quérir un escabeau : nous pourrons causer...

Ils avaient dépassé le bas de l'avenue et atteint cette partie touffue et déserte de la promenade, qui avoisine le Palais de l'Industrie et se trouve comprise entre le cours et la chaussée. Là, quelques sièges seulement, qui semblaient avoir été apportés pour eux par des amateurs de solitude, attendaient, clairsemés et inutiles, leur mélancolique clientèle d'automne.

— Mais je ne veux pas du tout m'asseoir ici !

— Aimez-vous mieux me recevoir chez vous ?

— Non, fit vivement Germaine. Quant à cela, non !

— Vous voyez bien!.. Mais, pourquoi ne me recevriez-vous pas ?

— Nous n'allons pas recommencer, je suppose ?

— Enfin, vous n'avez pas peur de moi?.. Asseyez-vous, je vous en prie. J'ai tant besoin de vous parler !

— Peur de vous ? fit-elle sans s'asseoir, et en redevenant très rouge, mais avec ce sourire charmé que ramenait invariablement sur ses lèvres toute parole d'amour murmurée près d'elle. Si, je vous ai dit que j'en ai peur.

— Oui ; mais, puisque vous n'avez pas peur de vous-même... Vous me l'avez dit aussi, cela.

— D'abord, je n'ai pas le droit de vous recevoir... Si j'ai quitté Houlgate dans le but unique de mettre de l'espace entre vous et moi, ce n'est pas pour... Et, tenez, je vous en veux d'avoir eu des affaires à Paris, en ce moment. Votre femme doit être plus triste et plus soucieuse que jamais. Ne pouviez-vous?.. Non, décidément, c'est mal ce que vous avez fait là, même si vous êtes sincère, s'il est vrai que vous ne soyez pas venu tout exprès pour moi.



— Eh bien ! oui, je suis venu surtout pour vous voir ! J'aime mieux vous le dire. Qu'y faire ?

— Couper court à l'entretien. Quittez-moi tout de suite, je le veux, et ne cherchez plus, plus jamais à me revoir... jusqu'à nouvel ordre.

— Ah ça, — fit-il, avec son grand geste d'impatience, son geste d'enfant gâté, en frappant de sa canne le dossier de la chaise de fer qu'il avait été prendre, à quelques pas de là, pour la mettre à côté du fauteuil, — m'aimez-vous ou ne m'aimez-vous pas ?

— Ce sont des redites, cela, mon ami, des redites pénibles.

— Cependant, voyons, si vous m'aimez, vous ne pouvez pas me traiter de la sorte, me congédier sans un mot qui vous explique enfin tout entière... Je veux bien avoir eu tort de vous taxer de coquetterie à mon endroit. Vous avez été sincère comme moi ; comme moi, vous avez transigé plus ou moins avec votre devoir ; mais, au contraire de ce que j'ai rêvé, vous n'avez jamais eu l'intention de donner suite à vos défaillances. Soit ! j'admets tout ; je vous blanchis, je vous virginise... Mais, mordieu ! si vous m'aimez, expliquez-moi votre conduite.

— L'explication tient dans un mot, dans un nom : Gisèle.

— Allons donc !

— Alors, vous ne me croyez pas encore ?

— Ma foi ! non. Comment voulez-vous qu'on croie ces choses-là ? L'amitié ! la belle affaire, quand l'amour est en jeu ! Quoi ! vous eussiez trahi votre mari !.. Ah ! vous l'avez dit...

— Je l'ai dit, interrompit Germaine, et je l'aurais fait... Encore n'est-ce pas certain, car, au dernier moment... Rappelez-vous ce que vous me disiez vous-même dans votre première lettre : on tient d'autant plus à sa place qu'on l'occupe depuis plus longtemps... Mais, admettons que j'eusse été capable d'oublier pour vous ce que je dois à mon mari et à son nom, restait et reste encore Gisèle.

— Allons donc ! allons donc ! répéta Maxime avec force, tout en souriant tant bien que mal, pour se donner une contenance. Le respect de l'amitié ! Une femme qui refuse de se laisser aimer par un homme qu'elle aime, sous prétexte que cela ferait de la peine à une autre femme !.. Ah ! c'est vous qui l'avez inventée, cette raison-là ; elle n'est cataloguée nulle part, sur aucun carnet de libretin... ou elle y figure parmi les causes de réussite... Mais songez donc que nous, nous hommes, qui avons moins que vous peut-être la faculté du sacrifice, mais qui possédons à un plus haut degré, certes, le sens de l'honneur et la haine du mensonge, cela ne nous arrête jamais, cette considération-là !.. La femme d'un ami !.. Mais c'est au point qu'on n'ose même plus plaisanter là-dessus ; c'est

comme les brocards dirigés contre les belles-mères : ça n'a plus cours que dans les journaux, en temps de disette. Enfin, enfin... puisque vous le dites...

Il secouait la tête d'un air incrédule et dépité, mais plus tragique que railleur. Germaine se rapprocha de lui.

— Je n'ai qu'un désir, dit-elle, c'est que vous ne gardiez pas de moi une trop mauvaise impression.

Elle lui avait dit déjà quelque chose comme cela ; il s'en souvenait et n'était point surpris de cette répétition, car il est bien dans le caractère des coquettes de se préoccuper sans cesse, non-seulement de l'impression qu'elles ont produite tout d'abord, mais de celle qu'elles laisseront après elles.

Autant par vague besoin de tenter un suprême effort, de jouer une dernière carte, que par une sorte de malice vengeresse, il lui répliqua avec une recrudescence d'emportement :

— Eh bien ! sachez-le, je garderai de vous le plus néfaste souvenir. Et ne comptez pas qu'un jour, à la faveur de la distance et du temps, tout cela s'atténue ou se poétise... Non, vous resterez pour moi la personnification la plus détestable de la coquetterie, de la lâcheté féminine, car vous m'aurez fait souffrir sans même vous exposer à ressentir le contre-coup de ma douleur : vous n'aviez ni amour ni sympathie pour moi. Vous avez accepté tous les compromis, vous avez pactisé avec toutes les trahisons,.. car vous avez trompé votre mari, trompé votre amie, tout autant que si vous aviez été ma maîtresse, et vous n'avez pas l'excuse de la passion, de l'enivrement, de la chute... Oui, la chute est une excuse, parce qu'elle est un sacrifice... Mais allez donc leur dire, à votre mari, à votre amie, de quelle façon vous avez respecté leurs droits et vos devoirs ! S'ils se contentent de vos subtilités et de vos arguties, ils ne sont vraiment pas difficiles !.. Et, si votre mari s'arrange de votre fidélité, certes, il n'y met pas de raffinement : le goût des baisers d'autrui sur les lèvres de sa femme ne l'inquiète ni ne le rebute...

Il s'était progressivement animé jusqu'à devenir aussi violent dans ses gestes qu'il était peu mesuré dans ses paroles. Porté par son sujet, entraîné par le flot de rancunes qui s'échappait, malgré lui, de son âme, il ne ménageait plus rien, il oubliait son but.

M<sup>me</sup> April, stupéfaite et atterrée d'abord, avait fini par prendre son parti de ce débordement d'insultes ; elle écoutait, les traits légèrement contractés, mais presque souriante néanmoins. Peut-être découvrait-elle une secrète harmonie dans ces imprécations et trouvait-elle que ce chant de colère, c'était encore la musique de l'amour. Quand Maxime se tut :

— Je vous ai laissé dire, faute de pouvoir vous arrêter, d'abord,

et puis parce que, tel que vous m'avez appris à vous connaître, je vous sais absolument incapable de vous maîtriser. En outre, je comprends, dans une certaine mesure, que vous me reprochiez amèrement de ne pas m'être jusqu'au bout mal conduite; je serais moins coupable, à vos yeux, si je l'étais tout à fait, et même, sans aucun doute, vous consentiriez à m'absoudre, aujourd'hui encore, si je vous promettais de faire plus grandement les choses à l'avenir : tout cela est assez naturel. Je regrette seulement que vous ne reconnaissiez pas à quel point mes scrupules étaient inévitables; s'ils furent imparfaits, vous n'êtes pas dans votre rôle en me le reprochant... Les femmes sont beaucoup plus capables d'amitié que vous ne le supposez. D'ailleurs, il y a eu ceci de particulier dans mon cas, que j'ai eu constamment à éprouver la patience et la bonté de mon amie; il y a surtout ce fait que Gisèle s'est fiée à moi, au lieu de me tenir à l'écart ou de me mettre en surveillance, qu'elle m'a chargée moi-même de réparer le mal que j'avais causé... Voyons, vous savez maintenant comment les choses se sont passées; dites s'il m'était possible, à moins de n'avoir ni cœur ni vergogne, de trahir une pareille confiance... Ah! si j'avais eu affaire à une amie vindicative ou rancunière, si Gisèle m'avait punie ou menacée de me punir, je ne sais pas, en vérité, ce qu'il serait advenu. Car je vous aimais, quoi que vous puissiez dire,.. et je vous aime. Adieu!

Elle s'éloigna sous les arbres, déjà tout défeuillés et tout jaunes, sans qu'il songeât à la retenir. Cette fois, il n'y avait plus pour lui ni aucun espoir de succès, ni aucune chance d'obtenir de son échec une autre explication que celle qu'on lui en avait fournie d'abord et qui était décidément la seule vraie. Il éprouvait, au reste, une lassitude réelle, symptôme de décroissance dans ce genre de maladies; et il rentra chez lui, le soir, sans le moindre désir secret de renouveler ses essais de conversion à rebours sur la demi-virtu de Germaine. Mais, en rentrant, il trouva une lettre ainsi conçue :

« J'ai averti M. April, qui vient d'arriver ici sans passer par Paris, car tu penses bien que je ne suis pas dupe de votre manège : Germaine est partie parce que tu devais la suivre. Son mari avisera aux mesures à prendre contre elle ou dans son intérêt. Moi, je m'en désintéresse. Je compte me rendre directement avec Jenny à Cannes ou à Menton, si tu ne t'y opposes pas. »

— Ah! fit Maxime, la révolte, la guerre... Eh bien! j'aime mieux cela... Quant à l'arme qui me manquait, la voici!

## XVII.

Gisèle, malgré l'état d'égarément où l'avait jetée le départ de Maxime, avait bien calculé la portée de la dépêche par elle envoyée au mari de Germaine, bien calculé aussi le temps qu'il faudrait à M. April pour la recevoir et se mettre en mesure de déférer à l'avis qu'on lui adressait. Germaine, à la vérité, avait dû écrire, de son côté, pour annoncer qu'elle quittait Houlgate; mais elle n'avait pu le faire que la veille, peut-être le jour même de son départ: la dépêche arriverait donc à peu près en même temps que la lettre, sinon avant, et M. April viendrait sans débrider, tenant plus de compte de la recommandation télégraphique de son alliée que de toutes les explications épistolaires de sa femme.

En effet, à peine plus de soixante heures après l'envoi de la dépêche, le mari de Germaine sonnait à la porte du chalet des Berceaux, dans la matinée. Il avait pris juste le temps de déposer sa valise à l'hôtel.

— Qu'y a-t-il donc de si grave? demanda-t-il, avec un sourire qui était probablement de commande.

Gisèle répondit à cette question par une autre question :

— Avez-vous reçu une lettre de Germaine?

— Oui; presque en même temps que votre dépêche.

— Alors, vous savez que Germaine a quitté Houlgate avec votre fille et votre gendre?

M. April eut un mouvement de violente impatience.

— Quoi! fit-il, serait-ce encore?... Auriez-vous remarqué?

— Non, non, s'empessa de dire Gisèle, qui devina sa pensée. Rien de ce côté. Hélas! il y a longtemps que M. Carjal n'est plus en cause.

— Pourquoi cette recommandation de brûler Paris, de venir sans arrêt?

— Ah! c'est que... c'est que...

Gisèle ne savait plus comment continuer. On eût dit qu'une pensée, jusque-là restée dans l'ombre, s'était imposée à elle tout à coup. Cependant, elle reprit :

— C'est qu'il était bon que vous ne vissiez pas Germaine avant de m'avoir vue. C'est à moi qu'il appartient de vous mettre au courant.

— C'est donc grave? demanda pour la seconde fois M. April, en s'efforçant de reprendre son sourire.

— J'en ai peur, répondit Gisèle.

— Voyons,.. il n'y avait personne ici... Qui Germaine a-t-elle vu?.. Ah! fou et sot que je suis! Votre mari?.. Dites?.. C'est cela? Gisèle demeura silencieuse.

— Parbleu! reprit-il avec amertume, ce devait être... Mais il est un peu tard pour s'en aviser. Pourtant, vous voyant ou vous croyant si unis, vous et lui, sachant l'adoration de Germaine pour vous, je n'aurais jamais... Non, l'idée de ce danger ne m'était pas venue, elle ne pouvait pas me venir... Mais lui, où est-il?

Quelque chose d'âpre et de dur avait subitement accentué sa voix, d'abord assez douce et plus affligée que colère. Gisèle dit avec précipitation :

— Vous ne savez rien. Laissez-moi parler. Ayez du sang-froid... J'en ai bien, moi.

— C'est qu'il y a là tout un ensemble de circonstances particulièrement répugnantes et odieuses... Vous! vous, sa meilleure amie, qu'elle jurait... Mais, au plus pressé! Où en sont les choses?

Gisèle, comprenant que toutes les exhortations du monde resteraient fatalement sans effet tant qu'elle n'aurait pas exposé la situation, raconta sans rien omettre les phases et les épisodes de l'intrigue. Puis, elle ajouta :

— Maintenant que je vous ai tout dit, faites que je n'aie jamais à me repentir d'avoir compté sur votre sagesse et votre bon sens. Dans la vie, voyez-vous, il y a souvent des drames; mais, dans la vie des gens comme nous, il ne doit point y avoir de mélodrames.

— Ah! oui, fit tristement M. April, vous avez peur pour votre mari!

— Pour mon mari et pour Germaine.

— Et c'est parce que vous aviez peur que vous m'avez recommandé de ne pas m'arrêter à Paris?

— C'est pour cela, et pour autre chose encore : je craignais les malentendus, les erreurs et les mensonges.

— Ah! que vous avez eu tort de ne pas m'avertir plus tôt, tout de suite, lorsque je suis venu vous trouver ici!

— Hélas! je le reconnais. Mais ma situation était plus que délicate. Rien d'irréparable ne s'était produit; je pouvais espérer, j'espérais qu'en faisant appel aux bons sentimens de Germaine et en déployant toutes les ressources de ma pauvre diplomatie, je parviendrais à guérir ou à ramener mon mari. Vous faire des révélations, à ce moment-là, c'eût été risquer de perdre Germaine sans aucune certitude de ravoir Maxime. Voilà mon excuse.

— Comment pouviez-vous espérer que votre mari se détacherait de Germaine!

— Je comptais qu'elle-même m'aiderait ; et puis, j'attendais beaucoup d'une fréquentation tout amicale, où se fussent naturellement accusées les différences profondes qui séparent toujours le rêve de la vérité. Car Maxime est plus capable de rêver que d'aimer ; le contact de la réalité peut seul le tirer de ses songes : j'en sais quelque chose, moi dont il s'est si promptement réveillé !

M. April secoua la tête, puis haussa les épaules avec une douloureuse compassion.

— Pour guérir un homme d'une femme, dit-il, il n'y a qu'un moyen : c'est de la lui donner... Et vous conviendrez que le remède est un peu bien héroïque...

Il se leva et se mit à marcher dans le salon, sans agitation fébrile, mais en proie à une évidente angoisse. Son visage, dont la noblesse un peu froide était à l'ordinaire tempérée par un reflet de grande bienveillance, avait pris un caractère d'extrême sévérité, qui inquiétait Gisèle. Comme il ne disait plus rien, elle se décida à lui adresser la parole.

— Qu'allez-vous faire ? demanda-t-elle.

Il s'arrêta devant la jeune femme, qui était restée assise, et, la regardant fixement, lui répondit :

— C'est vrai ; j'ai bien des résolutions à prendre, que vous attendez, anxieuse et effrayée... Car vous aimez votre infidèle...

Il mit sa main sur ses yeux, comme pour ne plus voir une image importune.

— Oui, reprit-il ; c'est un peu lâche, mais je conçois cela. Et je vous en excuse. Ce que je vous pardonnerai plus difficilement, c'est de ne pas avoir compris tout de suite à quels grands et irrémédiables dangers vous nous exposiez tous par votre funeste discrétion.

— Pourtant, qu'ai-je fait autre chose que ce que vous avez constamment fait vous-même pour Germaine ? J'ai pardonné.

— Vous vous trompez ; je n'ai pas, grâce à Dieu, à me reprocher de semblables imprudences. J'ai pardonné les légèretés, mais je me suis continuellement tenu en garde contre les méfaits. D'ailleurs, la situation n'était pas la même : je me défendais contre l'avenir ; vous aviez à vaincre le passé. Montrer de l'indulgence à sa femme tant qu'elle n'a pas irrémissiblement failli, cela peut être adroit ; témoigner de la condescendance pour les faiblesses d'un mari libertin, c'est l'encourager à se conduire de plus en plus mal.

— Je n'ai pas témoigné de condescendance ; j'ai accepté le fait accompli et tâché de sauvegarder l'avenir. A quel autre parti aurais-je dû m'arrêter ?

— A celui-ci : la séparation, la séparation sans cris, sans scènes...

la retraite, si vous le préférez. Enfin, vous auriez dû faire ce que vous allez faire forcément maintenant. Il est toujours temps d'abroger les lois d'exil et de revenir sur les mesures d'isolement.

Gisèle se leva et vint se placer en face de M. April, tout contre lui, pour lui dire d'un ton doux et insinuant :

— Vous avez raison, et je vous remercie de me tracer ma route... Mais... vous, vous, qu'allez-vous faire, encore une fois? Est-ce que vous ne pensez pas que ce qui est pour moi le meilleur des partis le serait aussi pour vous? L'éloignement, la séparation sans scandale, sans bruit...

— Non, fit M. April avec un mouvement de tête énergique. Non; parce que j'ai d'autres devoirs que les vôtres.

— Mais, alors?..

— Alors, je prendrai conseil des faits. S'il est temps encore de sauver Germaine, je la sauverai... Peut-être tout n'est-il pas perdu... Oh! je la sauverai par n'importe quels moyens : on sauve les gens malgré eux, quand on en a le droit, sans s'amuser à leur demander leur avis... Et c'est bien pour cela que vous avez eu tort; vous aviez affaire à deux passionnés, à deux fous, et vous leur avez dit : Tâchez de vous calmer. Autant dire à la vague : Ne démolis pas ma maison... S'il n'est plus temps, je... je ne sais pas, je verrai. En tout cas, il faut être fixé, n'est-ce pas? et, pour l'être, user de ruse, les surprendre. Ce soir même, je repartirai.

— Et moi? fit Gisèle avec effroi. Que deviendrai-je pendant ce temps, avec ma fille malade?

— Ah! oui, votre fille, un enfant... Moi aussi, j'en ai un, car il y a toujours des enfans pour souffrir de nos fautes ou hériter de nos hontes!.. Qu'une femme est coupable cependant, lorsque, pour le plaisir d'entendre cette médiocre et sempiternelle romance de l'amour, sans plus d'ivresse souvent qu'elle n'en éprouve à l'audition d'une cantilène de concert, elle sacrifie des affections comme la mienne et des devoirs comme ceux que personnifient les enfans!

Mais, tout de suite, il eut un geste à l'adresse de M<sup>me</sup> Rivols, par lequel il sembla s'excuser d'avoir trop insisté sur ses propres chagrins et trop oublié ceux de la jeune femme.

— Votre petite fille est souffrante? demanda-t-il, comme pour se faire pardonner l'égoïsme de sa plainte.

— Plus que souffrante : malade. On ne sait pas bien ce qu'elle a : ce sont de ces maladies vagues d'enfant délicat; cela ne se fixe nulle part et cela menace, à la fois, tous les organes essentiels, toutes les parties vitales de l'être, à commencer par le cœur et les poumons. Il va falloir l'emmener dans le Midi... Ah! je vous assure que j'étais bien assez soucieuse, assez tourmentée avec la santé de

cette enfant!.. Et son père l'adore, pourtant!.. Voyons, monsieur, ménagez-moi... N'aggravez pas mes peines déjà si lourdes et si nombreuses, ne me vouez pas à un redoublement d'angoisses. Promettez-moi que vous serez calme jusqu'à la fin, que vous n'écoutez pas la rancune, la haine, toutes ces perfides conseillères, si promptes et si basses, si indignes de vous... Je vous en prie!

La voix de Gisèle, d'une douceur infinie, et que l'émotion rendait chantante, entraînait comme une amollissante mélodie dans l'oreille de M. April.

— Pourquoi, dit-il sur un ton presque attendri, m'avez-vous appelé, si vous avez peur de mes résolutions et de mes actes?

— L'outrage,.. non, pas l'outrage, la blessure était trop cuisante. J'étais seule, abandonnée, trahie deux fois... J'ai crié : Au secours!

M. April parut s'absorber, pendant quelques instans, en une méditation douloureuse, puis, relevant la tête :

— Répétez-moi, dit-il, tout ce que vous m'avez dit de la conduite de Germaine, de la vôtre, de celle de votre mari. Allons, depuis le commencement...

Et il se remit à l'interroger comme l'eût fait un magistrat instructeur, mais avec un tact et une habileté remarquables, qui ne laissaient rien dans l'ombre, donnaient aux mots, aux attitudes, aux circonstances, tout leur relief, toute leur valeur.

— Et maintenant, demanda-t-il pour finir, voulez-vous me montrer la lettre que vous avez conservée, la lettre de Germaine?

Gisèle ne souleva aucune objection, alla chercher la lettre dans sa chambre et l'apporta. M. April la lut sans qu'aucun geste, non plus que l'expression de son visage, trahît ses sentimens. Seulement, quand il eut achevé sa lecture, un demi-sourire éclaira ses traits, qui, jusque-là, étaient restés empreints d'une gravité rigide.

— Eh bien! dit-il en rendant la lettre à Gisèle, je reviens sur mes impressions premières, sur celles que m'avait communiquées tout d'abord votre désarroi, grâce à la contagion du désespoir; comme vous, j'ai cru tout perdu. Cette fuite de votre mari, après ce départ de Germaine, et dans des conditions pareilles, cela m'avait l'air d'une honte authentique... C'était aller trop vite. Ou je me suis persévérément trompé sur le compte de ma femme, je n'ai jamais rien compris à sa nature, rien deviné de son caractère, ou elle est moins coupable que vous ne l'avez supposé. Elle s'est mal défendue, c'est certain, — elle est si mal organisée pour la défense! — Mais elle a dû continuer à se défendre; le respect de mon nom et de mon affection ne l'aurait pas arrêtée, soit! Elle le dit... Hélas! il faut



bien l'en croire ; et, de toutes manières, l'avenir est sombre pour moi... Mais la femme qui a écrit cette lettre est bien la Germaine que vous avez vue à l'œuvre, également impuissante, sous le double joug de ses sentimens anciens et d'une fantaisie nouvelle, à faillir et à se redresser... Elle n'est pas la maîtresse de votre mari. Et elle ne la deviendra pas, si j'arrive à temps... Je pars ; mais c'est pour vous, plus que pour moi, que je vais livrer bataille... Oh ! soyez tranquille, je ne tuerai personne : après ce que j'ai lu, si vous n'étiez en cause, il ne me resterait guère qu'à prendre mon fils et à m'en retourner là-bas, puis plus loin encore.

— Et moi ? demanda timidement Gisèle.

— Vous, partez pour le Midi avec votre fille, et prévenez votre mari, pour ne mettre aucun tort de votre côté... Ah ! tout en le prévenant de votre départ, ne l'avertissez pas de mon intervention... Mais plus d'abattement. Vous avez été forte, un moment : continuez.

Gisèle, après réflexion, n'en résolut pas moins d'écrire sur l'heure à Maxime : elle craignait les conséquences d'une surprise. Et, avant midi, c'était chose faite.

## XVIII.

Profondément irrité contre sa femme en apprenant qu'elle n'avait pas craint de recourir à d'autres dérivatifs que les larmes, mais vaguement joyeux de se sentir ou de se croire dégagé de tout lien moral, comme aussi de se trouver nanti d'une nouvelle arme de guerre, Maxime n'hésita pas longtemps sur l'emploi de ce renfort inattendu : c'était une chance nouvelle qui s'offrait, et, par surcroît, l'attrait d'un grief à venger, — car tous les torts de l'agresseur disparaissent et les rôles se renversent instantanément dès que la victime essaie de se défendre. Il y avait lieu pour lui de revoir Germaine, et rien ne lui interdisait plus l'espoir. Que M. April, en effet, se montrât encore une fois magnanime ou qu'il se résolût à une séparation, la jeune femme, débarrassée des entraves de son amitié pour Gisèle, serait libre désormais de ne pas mieux fermer son cœur que ses oreilles. Le difficile, sans doute, serait d'arriver à sa personne, si, comme la chose semblait probable, le mari prévenu était déjà près d'elle. En tout cas, il fallait essayer, et surtout savoir.

Dès le matin, Maxime envoya un commissionnaire demander si M. April était de retour. La réponse fut affirmative. Alors, il prit un fiacre et se mit en embuscade, à une certaine distance de l'hôtel, de l'autre côté du boulevard, guettant de l'œil, à travers la

lucarne de derrière, les entrées et les sorties. Cette nouvelle faction lui parut quelque peu différente de celles qu'il avait accomplies à la même place. L'élément dramatique, qui se combine si merveilleusement avec les émotions d'amour, venait de pénétrer dans sa vie, pour la seconde ou pour la troisième fois peut-être, mais jamais il n'en avait, au même degré, apprécié la valeur. Avec cette finesse de perception et cette disposition *cabotine* à jouer toujours son personnage comme un rôle, — double caractéristique de la gent écrivassière, — le jeune homme jouissait en maître de ces mille angoisses qui sont, par excellence, le charme de la passion. Guetter la femme qu'on aime, l'attendre sans être sûr qu'on la verra, tout en ne désespérant pas de la tenir bientôt dans ses bras et de lui parler lèvres à lèvres, c'est quelque chose, c'est bien. Mais savoir que le mari est là, lui aussi; que, lui aussi peut-être, il vous guette, il vous épie, il vous voit; qu'il va, sans doute, vous interpeller ou vous sauter à la gorge; et, dès lors, préparer la phrase ou le geste défensif dont on l'accueillera, ah! que c'est mieux! Que de battemens le cœur d'un homme peut avoir alors en une seconde! Et n'est-ce pas par ces battemens-là, mieux que par le nombre des années, que se mesure la vie?..

La petite porte bronzée à ferrures sombres venait de s'ouvrir : M. April sortit.

Le mari de Germaine, sans rien regarder autour de lui ni rien voir, s'éloignait en marchant vite.

Maxime s'élança hors de son fiacre et courut presque à l'hôtel. Il ne ralentit sa démarche qu'au pied de l'escalier, où il était parvenu sans rien demander et sans qu'on lui demandât rien. Il monta posément, d'un air indifférent, en visiteur familier, sous les regards surpris d'un valet, qui s'était avancé jusqu'à la rampe, au premier étage.

— M. April... ou M<sup>me</sup> April?.. Je dois être attendu : le comte Rivols de la Lozère.

Se présentant comme quelqu'un qui force les consignes et les portes, il éprouvait le besoin d'imposer à la valetaille. Il fallait cette considération pour qu'il prit à la fois son titre et le nom de son département, qu'il dédaignait d'ordinaire, l'un et l'autre. — Au surplus, il est toujours agréable de pouvoir jeter quelque chose de sonore à la tête d'un laquais qui vous toise.

Celui qu'il venait d'abasourdir par son assurance s'empressa de l'introduire dans un grand salon bouton d'or, — la couleur favorite de feu la douairière, — puis dans le boudoir Louis XV où il avait été reçu le premier jour. De là, une femme de chambre, avertie, le fit passer dans un petit salon attenant à une immense chambre à coucher, dont la porte était ouverte et où se trouvait Germaine.

M<sup>me</sup> April, en apercevant Maxime, changea deux ou trois fois de couleur, sans faire un pas ni un geste. Enfin, elle s'avança, renvoya sa femme de chambre et vint au-devant du visiteur, dans le salon, après avoir fermé derrière elle la porte de l'autre pièce.

— Savez-vous, dit-elle d'une voix basse et consternée, ce qui s'est passé ?

— Oui.

— Et vous venez ici?.. Je ne comprends plus.

— Je viens vous dire...

— Savez-vous, interrompit M<sup>me</sup> April en haussant le ton, que mon mari était à la place où vous êtes, il n'y a pas dix minutes? que vous auriez pu le rencontrer? qu'il... Je ne vous dirai pas qu'il vous eût tué peut-être, car je ne lui crois guère de goût pour les scènes de carnage domestique, plus ridicules encore que barbares. Mais enfin, qu'auriez-vous fait?.. Qu'auriez-vous dit?.. Savez-vous que M. April ne veut pas, ne veut plus me croire?

Il semblait bien qu'elle était encore sous l'influence d'un bouleversement récent ; outre l'altération de son teint, qui pouvait être le résultat de l'étonnement et de la frayeur que lui avait causés la présence inopinée de Maxime, le gonflement livide des paupières et l'amincissement des narines indiquaient chez elle un trouble grave. A coup sûr, elle venait d'essuyer une scène terrible.

Sans donner le temps au jeune homme de répliquer, elle ajouta, fiévreuse et agitée :

— Savez-vous bien que je suis menacée non-seulement de me voir abandonner par mon mari, mais d'être privée de mon enfant?.. Et tout cela pour avoir un instant écouté vos galanteries et vos antiennes ! Pourquoi m'avez-vous persécutée de vos protestations d'amour ? Pourquoi vous êtes-vous adressé à moi ? En conscience, pouvez-vous dire que je vous aie sérieusement encouragé?..

Évidemment, elle était dupe d'elle-même et n'avancait rien qu'elle ne pensât. Maxime eut la délicatesse de garder le silence. Et elle reprit encore :

— Vous ai-je, une seule fois, pendant une minute, pendant une seconde, autorisé à croire que je vous céderais?.. Eh bien ! alors?.. Oui, je vous ai aimé... Mais était-ce ma faute ? Et que je le paie cher!.. Et maintenant, maintenant, qu'est-ce que vous venez faire ici ? Ah ! partez, partez vite!.. il ne manque plus, n'est-ce pas ? que l'on vous trouve en tête-à-tête avec moi !

Elle tomba tout en larmes sur une chaise. Maxime, évitant de s'approcher d'elle, lui dit avec douceur, mais avec fermeté :

— Eh ! si l'on m'y trouve, tant mieux ! Qui sait ? Je parviendrais peut-être à vous justifier.

— Qui vous entendrait ? Il y a contre moi plus que des apparences :

je vous ai écrit, on le sait. Je ne suis coupable qu'à moitié, mais comment le croirait-on?.. Mais, de la part de Gisèle, que c'est mal ! que c'est mal !

— Écoutez, Germaine, voulez-vous que je parle à votre mari ? Il est des cas où la parole d'un homme...

— La parole d'un homme qui ne peut plus nier ni son amour, ni son manque de scrupule, quelle garantie !

— Enfin, que vous a dit votre mari, qu'a-t-il décidé ?

— Il m'a interrogée ; il a sincèrement essayé d'ajouter foi à mes sermens... Mais le doute l'emporte. J'ai eu beau jurer sur la tête de mon fils... Savez-vous ce qu'il m'a répondu ? « Les femmes jurent toujours sur la tête de leurs enfans. Pauvres maris ! pauvres enfans ! » C'est fini, vous dis-je. Un de ces jours, il s'en ira, emmenant avec lui son fils, le mien, que j'aime pourtant plus que je ne vous aime, je vous l'atteste ! Et je serai seule...

Elle ne pleurait plus, regardant fixement devant elle, comme en proie à la terreur de la solitude. Maxime, étrangement remué, ne songeait plus guère à ses plans nouveaux. Le dernier mot de M<sup>me</sup> April les lui rappela. Il s'approcha et fléchit le genou :

— Seule ! fit-il. Moi aussi, je serai seul, Germaine... Que ma faute surpasse la vôtre, que la vôtre même me soit tout entière imputable, soit ! En serai-je moins à plaindre ? Pour tout ce que j'ai sacrifié, qu'ai-je gagné ?

Il se pencha vivement à l'oreille de la jeune femme, et, plein d'un beau feu de passion, auquel, à défaut de son émotion profonde, son instinct dramatique et ses réminiscences d'auteur eussent servi d'aliment, il reprit, la voix haletante, avec une singulière force de persuasion :

— Si vous vouliez, Germaine, si vous vouliez pourtant ! Vous ne seriez jamais seule et je ne serais plus désespéré... Si je vous désire, c'est que je vous appartiens. Chère abandonnée, chère victime, vous n'êtes plus à personne, vous ne devez plus rien à qui que ce soit... Ah ! laissez-moi vous prendre,.. non : me donner, me consacrer à vous... Si tu voulais, Germaine !.. Ne répondez pas ; j'ai peur de votre réponse... ou répondez plutôt aux questions que je veux vous poser encore... Y a-t-il quelque chose d'arrêté ? Votre mari a-t-il précisé ses vues ?

— Nous devons partir ensemble pour Roquefeuille ; de là, il retournera sans doute en Hongrie, me laissant toute seule ; puis, il avisera. Il se propose, je crois, de séparer complètement sa vie de la mienne, sans aucun esclandre, et de prendre avec lui mon fils, sans me priver tout à fait de le voir. C'est, du moins, ce que j'ai compris.

— Si les choses se passent ainsi, me repousserez-vous encore ?

— Ah! Dieu, oui! Quelle joie vous ai-je due? Vous avez bouleversé ma vie...

— C'est vrai, mais je vous offre la mienne, — interrompit Maxime, de cette voix grave qui, ne lui étant pas du tout habituelle, avait une étrange puissance quand il y recourait. — Cependant, puisque vous refusez de l'accepter, il faut bien que je me retire... Et je m'en vais.

Avec une dignité froide, il se releva. Germaine déchiquetait son mouchoir et se tordait les doigts. Maxime répéta en la regardant :

— Je m'en vais!

Puis, il ajouta :

— Jamais plus vous n'entendrez parler de moi.

Comme il se retournait vers la porte, Germaine se redressa avec effort et cria d'une voix alanguie :

— Maxime!

Le jeune homme s'élança et, s'emparant des mains tendues vers lui, il les baisa avec furie, sans rien tenter de plus audacieux, mais en murmurant :

— Tu vois, tu vois... Cela devait être.

— C'est affreux... Mon mari!.. Gisèle!

— Gisèle vous hait, ce qui est assez dans l'ordre; et elle vous a dénoncée, ce qui était vous perdre à coup sûr, et compromettre jusqu'à votre existence. Car la colère d'un mari, même indulgent et peu jaloux de sa nature, peut avoir de terribles conséquences.

— C'est vrai; et elle l'a fait sans preuves! Après tout ce qui s'était passé entre nous, tout ce que nous nous étions dit, de quel droit?..

— Laissez cela, n'y songez plus, — se hâta de dire Maxime, qui craignait qu'un peu de réflexion ne suffît à remettre en lumière la part qui lui revenait dans la soudaine et rigoureuse détermination que sa femme avait prise après l'avoir vu partir. — Les faits, hélas! ne sauraient être modifiés. Ce qu'il faut prévoir, autant que possible, et, dès à présent, préparer, c'est l'avenir.

Il s'assit à côté d'elle, lui tenant toujours les mains. Mais il la devinait hésitante; au degré de passion, ou de griserie, où il était monté, il la trouvait froide et sourdement s'en irritait. Comme elle demeurait inerte, les yeux baissés, la contenance indécise, il reprit :

— Écoutez, Germaine, les résolutions que vous allez prendre sont graves. Je ne veux pas vous influencer. J'ai pénétré ici pour m'offrir à vous, bien plutôt que pour m'emparer de votre personne; ce n'est pas un butin que je suis venu cueillir, mais des ordres que je suis venu chercher. Je ferai ce que vous voudrez. Si la perspective de la vie qui vous attend avec votre mari, ou seule, loin de

lui, ne vous effraie pas, ou vous effraie moins que ce que je puis vous proposer, il faut me congédier sans plus de faiblesse. Si, au contraire, votre amour est égal au mien, s'il vous paraît appelé, par les joies de la vie commune et de la possession, à compenser les sacrifices ainsi que les petites humiliations qui constituent la rançon nécessaire de tout bonheur irrégulier, disposez de moi : je suis à vous... Vous ne dites rien ?

Il ouvrit les doigts et lâcha les mains de Germaine, comme on lâche une proie quand on n'a pas assez de force ou qu'on a trop de scrupule pour la garder, avec découragement et avec dépit.

— Allons ! c'est bien, fit-il en se levant de son fauteuil. Vous ne m'aimez décidément pas assez...

Germaine le retint encore, le suppliant du regard.

— Si, je vous aime, je vous aime ! Mais...

Elle n'osait continuer. Il la contempla quelque temps avec fixité. Sensiblement calmé, pour l'instant, par l'espèce de douche froide qu'il s'était attirée, ses facultés lui revenaient, il recouvrait sa clairvoyance des meilleurs jours.

— Voulez-vous que je descende dans votre âme ? dit-il. C'est facile. Vous m'aimez un peu, mais vous aimez surtout que je vous aime ; vous avez peur de perdre votre mari et votre enfant, mais vous craignez aussi de me perdre, de ne plus entendre une sérénade qui vous berce et vous flatte, peut-être de ne plus sentir un contact qui vous effraie, mais vous enchante... Descendons encore, là, tout au fond... Vous ne voudriez pas me congédier définitivement sans être bien sûre qu'il n'y a plus aucun replâtrage possible avec votre mari...

Elle l'interrompit en lui plaçant deux doigts sur la bouche, dans un geste de confusion qui était un demi-aveu.

— Vous vous trompez, Maxime, je vous aime autant que je puis aimer, et c'est beaucoup plus que vous ne croyez... Seulement, que pouvons-nous faire quant à présent ? Allez-vous abandonner à tout jamais votre femme et votre fille ? Vais-je rompre avec ce qu'il me reste de devoirs tracés et de légitimes affections pour vous suivre dans l'inconnu et dans la honte ? Combien de temps m'aimerez-vous ?.. M'aimerez-vous encore après que vous m'aurez eue ?

Elle se penchait vers lui, triste et câline, avec cet abandon plein de restrictions dont elle avait le secret ; sa voix renfermait d'incomparables caresses. Et lui se sentait déjà repris, corps et âme, enlacé dans les mots, bercé par de vagues promesses, prisonnier d'incertaines espérances. De quel ton elle avait prononcé ces paroles : *Après que vous m'aurez eue !*

Il voulut secouer le charme et d'un bond se leva.

— Allons ! allons ! dit-il, il faut que chacun ait le courage de son opinion. Je ne suis pas un Amadis, un platonique, moi. Je vous désire, je vous veux !.. Quant à vous attendre indéfiniment,.. non, franchement, non ! Je ne saurais pas... L'amour que j'ai pour vous ne me ravit pas en extase ; il me brûle, il pétille dans mes veines avec mon sang : c'est un amour humain, c'est un amour exigeant, égoïste, brutal, je n'y contredis point, mais combien profond, pourtant !..

Elle lui mit alors ses bras au cou et se serra contre lui, sans aucun souci de pudeur, comme si elle se fût efforcée de lui laisser l'empreinte de son corps.

— Ne dis pas cela ; dis, au contraire, que tu penseras à moi toujours, sans cesse, comme toujours et sans cesse ma pensée t'appartiendra... quand nous serons séparés.

Certainement, cette solution était celle qui lui plaisait le plus et à laquelle il ne semblait pas qu'elle désespérât encore de pouvoir s'arrêter. Mais Maxime lui répondit :

— Non, je t'oublierai vite, parce que rien de toi-même, rien de ta personne ne se sera attaché à moi et ne sollicitera ma mémoire...

— Et cela, n'est-ce donc rien ?

Elle venait, pour la seconde ou pour la troisième fois, de mettre spontanément sa bouche sur celle du jeune homme et de l'y unir étroitement, en un baiser très appuyé.

Maxime se ressouvint, en cet instant, qu'elle lui avait confessé jadis n'avoir pas attendu d'être femme pour goûter à ces baisers d'amante ; c'était décidément sa manière de se donner, et elle y apportait de la conviction. Mais, la pensée lui venant de toutes ces caresses éhontées au-devant desquelles elle avait dû si souvent courir, il la repoussa en s'écriant avec colère :

— Tenez, je vous jure, je vous jure, entendez-vous ? que jamais femme, à ma connaissance, ne fut moins excusable que vous... Je vous pardonne, parce que je vous aime, mais je ne puis avoir pour vous ni estime, ni respect...

— Ah !.. Eh bien ! prenez-moi, je vous appartiens.

Avec une soumission douloureuse et une grâce explorée, elle s'inclinait devant lui, comme une esclave ou une captive éprise de son vainqueur. Il la baisa au front, avec un attendrissement qui fut tout près de lui amener des larmes dans les yeux.

— Je vous remercie, dit-il, d'avoir compris mes doutes et de leur imposer silence... Enfin ! vous me faites don de votre personne ; je ne pousserai pas la magnanimité jusqu'à refuser l'offrande, mais je veux que vous vous gardiez jusqu'au jour où vous n'aurez plus

que moi pour consolateur et pour soutien. Ce jour est proche peut-être. En tout cas, je l'attendrai. Si votre vie peut s'arranger loin de moi sans trop de froissemens ni de tristesse, je m'effacerai. Au contraire, si vous êtes seule, si vous souffrez, si vous avez besoin de moi... Je vais guetter, et, à l'heure opportune, avant même que vous m'ayez appelé, j'apparaîtrai.

Il se retira sans même lui baiser les doigts, également satisfait de son tardif triomphe et de sa générosité conditionnelle.

Il n'y eût eu même rien d'excessif à le supposer plein d'admiration pour sa propre grandeur d'âme : quelquefois, un malfaiteur montre de la délicatesse dans ses rapports avec ses complices et s'en fait gloire.

## XIX.

Il écrivit à sa femme, pour lui accorder l'autorisation qu'elle paraissait solliciter et pour lui faire part des mesures qu'il comptait prendre en vue d'assurer, pour quelque temps, leur indépendance réciproque. Sa lettre était, d'ailleurs, des plus convenables ; il alléguait la nécessité de ne pas se réunir trop tôt après un dissentiment du genre de celui qui avait momentanément troublé leur union, reconnaissait ses torts, et donnait à entendre qu'il ne désespérait pas de les réparer, un jour ou l'autre. Enfin, il mettait l'appartement à la disposition de Gisèle pour l'époque de son passage à Paris, disant qu'il allait sans doute voyager pendant quelques semaines. Le *post-scriptum* était consacré à Jenny, aux espérances de prompt guérison et aux conseils. Le choix de Menton comme lieu de séjour était vivement recommandé, ainsi que celui d'un médecin de Paris en résidence dans cette ville. — Ce *post-scriptum* fut la partie de la lettre la plus pénible à écrire, peut-être la seule pénible. Maxime pouvait bien, en effet, grâce à la largeur et aux complaisances de sa conscience d'homme, s'aveugler sur la gravité de l'offense qu'il avait faite à sa femme. Il le pouvait d'autant mieux qu'il se croyait en droit de garder rancune à Gisèle de sa dénonciation ; et puis, si lâche qu'il soit de trahir et de torturer une femme qui n'a eu pour vous que tendresse et dévouement, cette femme peut toujours se défendre, se venger plus ou moins. Même quand elle use de clémence ou fait preuve de longanimité à votre égard, on sent qu'il faut compter avec elle, qu'elle a des droits et qu'il dépend d'elle de les faire valoir, de vous rappeler au respect de vos engagemens ou de vous prouver que vous l'avez déliée des siens... Mais un enfant ! Être obligé de s'avouer que l'on manque à ses devoirs envers son



enfant, envers un être que l'on a appelé soi-même à la vie, et qui n'a ni le moyen de se défendre, ni le droit de se plaindre ! c'est plus humiliant et plus dur.

Le jeune homme prit momentanément ses quartiers dans une maison meublée de la rive gauche, et se tint, jour par jour, au courant des faits et gestes de M. et de M<sup>me</sup> April. Il sut que les préparatifs de départ étaient activement poussés ; il apprit aussi que le mari de Germaine avait été, seul, voir Giséle, qui se trouvait de passage place du Trocadéro. Après bien des hésitations et des combats intérieurs, il résolut de ne pas s'y montrer, tenant à aller jusqu'au bout de son aventure, dont il sentait le dénouement tout proche. Une semaine, en effet, ne s'était pas écoulée que l'hôtel du boulevard Saint-Germain était vide ; les deux époux avaient pris ensemble le chemin de Roquefeuille.

Maxime laissa passer trois ou quatre jours, puis il se mit en route à son tour, sans avoir essayé de communiquer avec Germaine. Son projet était simple : sachant que M. April avait l'intention d'installer sa femme dans sa terre de Provence et de l'y laisser, au moins provisoirement, pour regagner la Hongrie, où sa présence était nécessaire, il n'y avait qu'à guetter et à attendre ; dès que Germaine serait seule à Roquefeuille, l'approcher serait facile. Et il était clair que le programme dont on lui avait fait part ne se trouvait pas modifié, puisque l'exécution en était commencée.

Il partait donc avec la résolution d'attendre dans le pays, sans se faire voir, que M. April se fût éloigné. Et il partait avec assez d'espoir pour que ses remords lui parussent tout à fait supportables. Ne se proposait-il pas, du reste, de rejoindre promptement sa femme et sa fille, au cas où cette suprême tentative avorterait comme les précédentes ? Au fond, si réelle et si exigeante qu'eût été longtemps sa passion, elle entraînait dans la phase du déclin, ne vivant plus guère que d'entêtement ; et il n'était pas fâché de se dire que, jusqu'alors, rien de définitif ne s'était accompli. Quiconque eût été en position de lui mettre le marché à la main, en lui prescrivant de s'arrêter, sous peine d'avoir à renoncer pour jamais à sa femme et à sa fille, l'eût, sans doute, cruellement embarrassé. Et d'ailleurs, si les hommes ne se sentaient ou ne se croyaient toujours à peu près maîtres de l'avenir, il n'y aurait pas beaucoup plus de maris volages qu'il y a d'épouses infidèles, — ce qui serait encore très suffisant, quoique bien moins copieux.

Rivols se rendit à Aix, dont le château de Roquefeuille était distant de deux lieues à peine. La vieille cité provençale, toute décapitalisée qu'elle est, a conservé assez d'animation pour qu'un étranger y puisse faire séjour sans y provoquer aucune émeute de

curiosité. Néanmoins, Maxime, qui voulait que sa présence demeurât aussi secrète que possible, se fit inscrire à l'hôtel sous un nom d'emprunt et résolut de n'aller reconnaître les abords de Roquefeuille qu'à la nuit tombée.

Il se mit en marche par une claire soirée de la fin de septembre, et, s'étant renseigné sur la direction qu'il devait suivre, ne demanda plus aucune indication avant d'avoir parcouru les deux tiers du chemin. Habitant, depuis de longues années, Paris et le nord de la France, médiocrement familiarisé, par suite, avec les paysages de la Provence, que l'on ne comprend bien qu'après une initiation plus ou moins lente du regard, il n'en subit pas tout d'abord le charme étrange, un peu théâtral. Mais, quand le ciel se fut franchement étoilé; quand cette verdure incolore ou roucissée qu'est un étonnement, presque une insulte pour des yeux accoutumés aux tons gras et veloutés des pâturages normands, eut revêtu les teintes confuses de la terre ensommeillée; quand toutes les lignes et toutes les saillies furent devenues uniformément grises comme le sol lui-même; quand la grande clarté mystérieuse des belles nuits du Midi enveloppa, baigna le jeune homme de ses ondes sidérales, lui donnant l'illusion d'une promenade en plein firmament, sur un nuage égaré dans l'éther et que figurait la campagne environnante, à découpures nettes, s'enlevant sombres sur un azur pointillé d'or, alors il s'enivra de cette lumière vaguement épanchée et ne tarda guère à s'imaginer qu'il circulait à travers les espaces interstellaires. La légèreté de l'atmosphère favorisait encore cette illusion; ne semblait-il pas qu'on échappât aux lois de la pesanteur pour s'élever graduellement vers les astres, en une assumption féérique?

Sous l'empire de cette hallucination de poète, l'amour de Maxime s'allégeait, lui aussi, d'une étrange manière. La hâte et la fièvre de la folie passionnelle faisaient place, de plus en plus, aux contemplations intérieures et prolongées. Le jeune homme, voyant clair dans son âme et ayant peur de ce qu'il y voyait, se rendait compte qu'il eût accepté peut-être, s'il eût rencontré le soir même celle qu'il aimait, et qu'elle le lui eût encore demandé, la perspective d'une attente indéfinie ou même d'une tendresse platonique. La passion s'use vite, fût-ce contre les obstacles, et c'est pour cela qu'elle est si réellement grotesque ou si profondément répugnante, selon le point de vue, comme l'ivresse, à quoi on la compare toujours avec raison. Il lui manque, entre autres choses, d'être incurable pour mériter le respect; et la preuve, c'est qu'on en rougit, après coup, aussi volontiers que d'avoir, ne serait-ce qu'une fois, roulé ivre-mort au ruisseau ou de s'être, un beau matin, éveillé sous la table. — Mais il n'était pas probable que

Maxime pût causer avec Germaine, ni même l'apercevoir, dès la première tentative.

Parvenu à une bifurcation de la route où se voit une antique ferme délabrée, un vieux *mas* qui sert d'auberge maintenant, le jeune homme s'arrêta, et, sous prétexte de se restaurer, se fit servir, sur une table dont la couleur lie de vin n'avait rien d'apéritif, diverses choses modérément comestibles. L'auberge était tenue par un vieux ménage d'origine marseillaise, qui comprenait assez le français du nord pour répondre couramment en français méridional à toutes les questions. Aussi Maxime, après une séance d'une demi-heure, était-il fixé, non-seulement sur le plus court et le meilleur chemin à suivre pour arriver à Roquefeuille, mais sur tous les tenans et aboutissans de la propriété de M. April; on lui avait décrit le hameau, dépeint le château, nommé les voisins. Il résultait de ce bavardage en partie double, savamment entretenu et adroitement dirigé, qu'un vieux journalier, étranger au pays par sa naissance et qui allait de temps à autre travailler au château, demeurant, d'ailleurs, à deux cents mètres de la propriété, était, plus qu'aucun autre, hormis les serviteurs de la maison, en état de renseigner un visiteur ou un curieux.

Le vieillard en question se trouvait justement assis dans l'ombre, près de sa porte ouverte, à l'intérieur d'une mesure qui était la première d'un petit groupe d'habitations misérables au-dessus duquel on apercevait, se dressant toute blanche dans la nuit, une belle et vaste maison, sans doute restaurée depuis peu, car elle avait un faux air de bâtisse neuve et était entourée d'un mur en pierres sèches fraîchement cimentées.

— Pardon... Pourriez-vous me dire si M. April est, en ce moment, à Roquefeuille?

— Je ne crois point, monsieur, répondit le vieux sans se lever. A ce qu'il paraît, il est reparti. Mais madame y est encore, pour sûr. En tout cas, ce n'est guère loin, n'est-ce pas? Et m'est avis que les domestiques vous en diront plus long que moi.

Le bonhomme s'exprimait avec une politesse douteuse, qui révélait sa méfiance; mais, en revanche, son accent traînant, qui n'était certes pas du cru et ne travestissait pas trop les mots, qui était bien de langue d'oïl enfin, rendait sa conversation précieuse. Maxime lui mit une pièce de cinq francs dans la main, sans plus de façons, en lui disant :

— Mon brave, je suis fatigué. Prêtez-moi donc une chaise.

— Vous faut-il de la lumière? demanda le vieux, en se levant, très assoupli.

— Non, non, fit vivement Maxime. Inutile, la lumière, tout à fait

inutile. Dites-moi seulement si j'aurai quelque chance de trouver M<sup>me</sup> April chez elle demain, dans la journée... ou dans la soirée. Quand elle est seule ici, sort-elle?

— Pour ça, oui. Il y a deux chevaux qui ne démarrent de l'écurie que quand elle s'en mêle; toute l'année, ça fainéante et ça mange... Le contraire de nous. Mais, pour sûr, quand elle y est, ça trotte dur. Je t'attelle par-ci, je t'attelle par-là...

— Mais... elle a son fils avec elle, n'est-ce pas?

— Bien sûr qu'elle l'aime trop pour s'en séparer.

— Ah! il est avec elle? Il n'est pas parti avec M. April?

— Non pas, pour sûr. Je l'ai vu rentrer ce soir avec l'Anglaise, en voiture. La patronne n'y était pas, ni hier non plus; ça m'étonne, car elle sort toujours avec eux. Il faut qu'elle soit malade. Car, bien sûr, elle s'embête vraiment trop à la maison, à ce qu'on dit... Bien sûr, elle est malade.

Maxime, qui s'était assis sur la chaise de bois que lui avait offerte le vieux, se leva avec une involontaire vivacité. Puis, s'apaisant, il reprit d'une voix atone :

— Enfin, vous êtes sûr que ce soir M<sup>me</sup> April est chez elle, et qu'elle y est seule?.. Je vais vous dire, je suis un ami. Je me trouve à Aix en passant; croyant que la propriété était tout près de la ville, à dix minutes de marche, je me suis mis en route; et, dame! arrivant ici à neuf heures passées, et apprenant que M<sup>me</sup> April est seule, je n'ose pas trop me présenter. J'ai vraiment peur d'être indiscret.

— Oh! il n'y a pas de risque; elle se couche tard, madame, à ce que raconte le jardinier. Sauf qu'elle serait malade, ce qui est bien possible tout de même, vous ne la dérangerez pas, soyez sans peur.

Rivols se dirigea vers la maison blanche, que d'obliques rayons de lune argentaient comme une lueur tombant d'invisibles frises. Tout, au reste, rappelait la décoration de théâtre, l'effet de nuit, dans ce nocturne paysage qu'éclairait une lumière crue, intense et froide, comme métallique: à droite et à gauche, au loin, en amphithéâtre, des coteaux nus, rocheux, aux contours secs et heurtés; au fond, une masse compacte et noire de feuillage; et, en avant, sur la pente d'une médiocre colline, le château, isolé, presque sans arbres alentour, avec ses maigres pelouses ceintes d'un petit mur bas, grisâtre, où le ciment frais dessinait de jaunes arabesques.

Il fallut parlementer, un quart d'heure durant, avec le jardinier, afin de faire ouvrir la porte qui donnait sur la route; puis, pendant un autre quart d'heure, avec les domestiques, afin d'obtenir

l'accès du château. Enfin, ayant acquis la certitude que Germaine était seule à Roquefeuillade, et ayant insisté pour la voir, Maxime fut introduit dans le vestibule, où brûlait tristement une lampe solitaire, suspendue au plafond voûté. Là, il y eut encore à vaincre les hésitations et les frayeurs d'une femme de chambre. Mais le jeune homme fut bientôt reconnu; on alluma les deux candélabres du grand salon, et on le pria de patienter.

La vaste pièce était solennelle, avec son mobilier datant de l'autre siècle, mais soigneusement ornée; les rideaux de soie verte avaient été récemment renouvelés, et partout des fleurs s'épanouissaient dans les grands vases. L'aspect, néanmoins, était glacial; la vie était depuis trop longtemps absente de ce salon, et le cœur de Maxime se serrait en regardant les hautes glaces dorées où se répercutaient les flammes torses des bougies ondulant au vent des portes. Il s'attendait à ce qu'on le fit monter au premier étage, après une station raisonnable dans cette salle d'apparat. Aussi fut-il surpris presque autant qu'ému, lorsque, sur le seuil de l'une des deux portes, il vit Germaine paraître, enveloppée d'une robe de laine blanche à cordelière de soie noire, qui, dans ce froid décor, évoquait des idées de couvent. Elle tenait une lettre ouverte dans ses mains.

La jeune femme avait un air pensif et contraint qui ne lui était pas du tout habituel.

— Vous voilà, dit-elle en s'avançant; je vous attendais.

— Étiez-vous donc sûre de me voir venir?

Elle sourit; et, dans son sourire, il passa comme un reflet de ses mines d'autrefois.

— Oui, répondit-elle. Et je n'étais pas seule à prévoir votre visite.

— Qui donc, à part vous, pouvait compter sur ma présence?

— Mon mari.

Maxime se contenta de l'interroger du regard.

— Oui, mon mari, reprit-elle. Il m'a quittée avant-hier. Mais il se doutait bien que, lui parti, vous viendriez... Une autre personne s'en doutait aussi... Et voilà une lettre, qui a été adressée à M. April... Mais, attendez, laissez-moi fermer les portes... Maintenant, lisez.

Maxime, singulièrement inquiet, prit, en hésitant, la lettre qu'on lui tendait; à peine y eut-il jeté les yeux qu'il fit un haut-le-corps et reporta ses regards sur Germaine, avec une expression d'interrogation et de stupeur.

— De Gisèle! s'écria-t-il.

— Pardonnez-moi, dit M<sup>me</sup> April, de vous remettre ainsi cette

lettre, sans ménagement, sans préparation ; mais je n'agis pas de moi-même : j'obéis.

Le jeune homme lut rapidement, puis murmura, en baissant la tête :

— Jenny, ma fille,.. plus malade, peut-être mourante... à Menton... Mais pourquoi, comment?..

— Vous n'aviez, paraît-il, donné aucune adresse à votre femme.

C'était vrai. Incertain de l'avenir, ne sachant pas bien ce qu'il allait faire, ayant peut-être aussi, par pudeur, voulu tenir tout à fait secrets ses pas et ses démarches, il avait quitté Paris sans rien laisser derrière lui qui pût mettre sur sa trace. Il rougit, gardant une attitude de confusion et d'embarras. Mais, au bout d'un instant, relevant la tête :

— Enfin, dit-il, expliquez-moi...

— Mon mari a vu votre femme pendant notre séjour à Paris ; c'est lui, paraît-il, qui lui avait conseillé de partir au plus tôt pour le Midi. Arrivée à Menton, dans de mauvaises conditions, après un voyage fatigant pour l'enfant, c'est à lui qu'elle a écrit...

— A lui !

— Vous le voyez.

— Mais, entre lui et vous, que s'est-il encore passé ?

— Nous étions ici depuis deux jours, moi fort triste et fort inquiète, M. April froid et silencieux. Quand il a reçu la lettre, il me l'a montrée et m'a dit : « Si, quand je vous aurai quittée, M. Rivols vient vous rejoindre, vous lui remettrez cette lettre : ce sera son châtiment de la recevoir de vos mains, le vôtre aussi peut-être de la lui donner. » J'étais bouleversée, bouleversée par le remords de ma faute, si légère qu'elle me parût, autant que par l'anxiété que me causait l'incertitude du sort qui m'était réservé, sentant bien que je serais à votre merci après que mon mari m'aurait définitivement repoussée. Mais, à la pensée que l'on me croyait tout à fait coupable, plus que jamais je me révoltais ; et, à la fin, avec un grand cri, je protestai, une fois encore, de mon innocence relative. Mon mari doutait toujours : « Ce que vous me dites, me demanda-t-il, iriez-vous le dire à votre amie, pendant que sa fille agonise ? » Et je m'écriai : « Oui, je le lui dirais,.. je veux aller le lui dire, avec vous, en tenant mon fils par la main, près du lit de sa fille, et je le lui jurerai sur la tête de mon enfant ! Elle et vous, vous me croirez peut-être, enfin ! » Je fondis en larmes... Cette fois, on a bien voulu me croire. Mais M. April m'a dit : « C'est à moi plutôt qu'à vous, dans les circonstances présentes, d'aller auprès de M<sup>me</sup> Rivols. Je me rendrai à Menton avant de retourner à Pesth. Vous m'attendrez ici tout l'hiver. Ensuite, nous reprendrons la vie commune, pour votre hon-

neur et pour le mien, car mon honneur est solidaire du vôtre, et je vous dois ma protection jusqu'au bout. Faites en sorte que je n'aie plus à vous menacer de vous en priver. Vous m'avez fait tort de bien des choses : restituez-moi la dignité de ma vie ; je ne vous demande rien en outre. Dans tous les cas, si M. Rivols vient ici, je veux qu'il reçoive cette lettre de vos mains. » Et c'est là-dessus qu'il est parti.

Maxime avait écouté, immobile et sombre.

— C'est bien, dit-il dès que M<sup>me</sup> April eut achevé, votre mari est un homme de cœur : vous n'auriez rien gagné au change... Mais qu'est-il allé faire à Menton ?

— Informer votre femme de cette scène, d'où je suis sortie presque innocente... et... l'assister, peut-être... Il ne devait, d'ailleurs, y passer qu'un jour. Vous pouvez vous y rendre à votre tour, sans crainte de l'y rencontrer.

— Je vais le faire, dès cette nuit.

Ils n'avaient plus rien à se dire, pas grand'chose du moins qui se pût aisément formuler. Pourtant, Maxime demanda encore :

— Et moi ? que dois-je croire, après tout cela ?

Germaine hésita, mais répondit bientôt :

— Rien qui me soit trop défavorable. Je vous aimais.

— Vous m'aimiez « passionnément, » n'est-ce pas ? fit le jeune homme avec amertume et ironie.

— Peut-être pas tout à fait autant que cela, murmura Germaine d'une voix à peine distincte.

— A qui donc avez-vous le plus menti, à moi ou à Gisèle ?

— A Gisèle.

— Allons donc ! A tous deux également. Dire à peu près la vérité une fois sur deux, ce serait trop beau !.. Je vais vous la dire, moi, une fois pour toutes. Ce que vous avez aimé, c'est le malheur de votre amie.

— Ah ! non, pas cela ! s'écria Germaine avec un accent de douloureuse et sincère indignation. Pas cela ! vous le savez bien !

— Alors, ce que vous avez aimé, c'est l'amour... Et vous l'avez aimé souvent, l'amour !

Le sourire de Germaine, cet indestructible sourire qui pouvait s'effacer momentanément de sa bouche, mais non pas la désertier à jamais, reparut, énigmatique et captivant.

— Non, dit lentement la jeune femme, ce n'est pas l'amour que j'ai aimé, mais c'est peut-être votre amour.

— Mon amour !.. Après bien d'autres ! s'écria Maxime avec dureté.

Il l'enveloppa d'un regard désenchanté et la vit ou la revit enfin telle qu'elle était, médiocrement séduisante sous le factice de sa

beauté, très inférieure, en tous cas, à beaucoup de femmes qu'il avait négligé d'aimer, à la sienne, entre autres, et parfaitement insensible au-delà de l'épiderme.

Il aurait dû être loin déjà ; il n'avait vraiment plus rien à ajouter, rien à entendre ; moins que jamais sa place était là... Et, néanmoins, une dernière question lui vint aux lèvres :

— Enfin, vous vous seriez pourtant donnée... à la longue ? Rappelez-vous : vous en étiez venue à vous offrir.

— Je savais bien, répondit-elle avec sa plus grande douceur de ton, que vous ne me prendriez pas... ce jour-là. Et, plus tard, je ne me serais donnée que si mon mari n'avait plus voulu de moi, mon amie m'ayant déjà repoussée et maltraitée : je puis demander beaucoup à l'amour, mais je ne sais rien lui sacrifier.

Machinalement, Rivols la salua avec une gravité pleine de stupeur, qui ressemblait à du respect, et il s'en alla.

## XX.

Après un lent et terrible voyage, durant lequel ses appréhensions de père eurent constamment à lutter contre le souvenir de ses déceptions d'amant, le jeune homme débarqua à Menton. Mais là une nouvelle épreuve lui était réservée, avant d'autres plus graves qu'il pressentait : il ne savait où habitait sa femme. Il s'était remis en route tout affolé, sans avoir songé à consulter la lettre de Gisèle à M. April, ou sans avoir voulu le faire en présence de Germaine. Aussi dut-il courir d'abord à la poste, pour tâcher d'avoir sur l'heure l'adresse de M<sup>me</sup> Rivols ; le nom n'y avait pas été inscrit, et une partie de la soirée se passa en courses et en enquêtes.

Lorsque, vers neuf heures, il monta enfin l'escalier de marbre d'une vieille et grande maison de la place du Cercle, il était plus las, plus épuisé, plus meurtri surtout que l'enfant prodigue au moment du retour. Il n'avait que vingt marches à gravir, et il lui fallut dix minutes pour atteindre la porte de l'appartement qu'on lui avait désigné comme étant celui de M<sup>me</sup> Rivols, car il faisait halte, le cœur battant, sur chaque degré. Il n'avait rien osé demander. Qu'y avait-il derrière cette porte banale d'asile garni ? Probablement une enfant morte et une femme en larmes, son enfant et sa femme. Et, quand il aurait bien pleuré l'enfant, comment consolerait-il la femme ? à quel titre ? de quel droit ?

Sur une antichambre obscure, le salon, étroit et gai, avec sa grande fenêtre drapée de mousseline et son plafond à l'italienne, tendu de papier peint, s'ouvrait devant Maxime, l'aveuglant des



clartés blondes d'une lampe encapuchonnée de dentelle écruë. A droite, une porte entre-bâillée laissait voir un lit d'enfant sur lequel reposait Jenny, blanche et endormie... de quel sommeil ?

Gisèle était debout au milieu du salon et regardait Maxime d'un regard très profond. La lumière de la lampe éclairait de côté le pâle et doux visage de la jeune femme, où il y avait déjà comme une accoutumance de tristesse rendant difficilement saisissables les nuances du chagrin et les reflets d'impressions douloureuses.

Rivols s'était arrêté tout près de la porte, craintif, anxieux, confus, paralysé. Mais, bientôt, d'un coup d'œil vivement reporté de sa fille sur sa femme, il interrogea cette dernière, qui comprit et murmura à voix très basse :

— Elle dort.

Maxime s'appuya au mur et respira fortement ; puis, les yeux rivés sur ceux de Gisèle, il balbutia :

— Bien.., bien vrai ?

Et silencieusement il pleura, encore debout près du seuil de ce logis, qui était celui de sa femme et dans lequel il semblait qu'il n'osât pénétrer. Quelque temps, elle le laissa faire. Puis, elle alla à la porte de la chambre voisine, se pencha vers l'intérieur et revint en tirant le battant derrière elle. Maxime se redressa précipitamment :

— Gisèle, dit-il, les excuses, le pardon ou la condamnation, tout cela viendra plus tard... Où en es-tu de tes inquiétudes ?

— Au même point que quand tu m'as quittée, répondit la jeune femme avec calme.

— Mais alors, cette lettre, cette lettre que j'ai lue ?

— Ah ! Germaine te l'a montrée ? Tu viens de Roquefeuillade ?

— Oui.

— Et tu en viens dans quelles intentions, dans quelles dispositions plutôt ?

— Te raconter ce que j'ai vu, entendu, senti, ce sera te répondre.

Il lui fit le récit fort exact de sa visite à Roquefeuillade, sans lui taire aucune de ses impressions, aucune des pensées qui l'avaient assailli là-bas et pendant le trajet de Marseille à Menton. Il eut le courage et le bon sens de tout dire : son enivrement et ses déboires, ses illusions intermittentes, si dangereusement entretenues ou renouvelées, et enfin sa tardive clairvoyance, qui lui avait montré, avec tout l'artificiel de la beauté de Germaine et tout le frelaté de ses charmes, le caractère étrange, presque monstrueux, et pourtant bien féminin, de cette sensibilité purement superficielle qui était le principe et l'essence de sa coquetterie.

— Ce ne serait point un mal vraiment, conclut-il, qu'il y eût beaucoup de Germaines, pour servir de leçons vivantes aux Rivols, s'il ne devait toujours aussi y avoir bon nombre de Gisèles pour en souffrir.

— Ainsi, demanda Gisèle, tu reviens désabusé... et repentant?

Et, sans attendre la réponse, elle poursuivit :

— Eh bien ! maintenant, à mon tour de t'expliquer... J'ai agi d'après les conseils de M. April. Il m'a reproché la résignation et l'apathie de mon chagrin, succédant à un acte résolu ; c'est sur son avis que j'ai décidé de hâter mon départ pour le Midi. Puis, à Paris, où il est venu me voir une fois, étant lui-même en proie à de bien cruelles incertitudes, il m'a priée de l'aider et de m'aider moi-même. « Votre mari, m'a-t-il dit, cherchera à rejoindre Germaine ; je m'arrangerai, du reste, pour lui faciliter la chose. Nous n'avons que deux moyens d'action sur ces deux pauvres natures : par devoir et par pitié, sinon par tendresse, nous nous devons à nous-mêmes d'y recourir. On n'a pas le droit d'abdiquer, quand on n'est pas seul en cause... et on n'est jamais seul en cause, car c'est une loi de ce monde que chacun ait à agir sur quelqu'un ou sur plusieurs, loi de solidarité et de cohésion. Il faut donc s'adresser encore à l'amitié chez Germaine, à cette amitié qui subsiste, malgré tout, et à l'amour paternel chez votre mari. M. Rivols vous annonce un prochain départ, des voyages, une absence plus ou moins longue enfin, et cela sans vous dire même où vous pourrez lui écrire en cas d'urgente nécessité... Eh bien ! partez demain. Votre fille est toujours à peu près dans le même état, mais peut-être un peu plus souffrante ou plus faible que naguère ; aussitôt arrivée là-bas, adressez-moi à Roquefeuille, où je serai dans deux jours, une lettre qui exprimera la plus grande anxiété, toute la tristesse de votre abandon et les embarras de votre solitude. Cette lettre, je la ferai lire à Germaine, et ce sera d'abord un moyen, peut-être, de savoir jusqu'où elle a pu vous offenser ou projeter de descendre ; ce sera aussi, pour le cas où votre mari viendrait, profitant de mon départ, que je saurai ne pas lui faire attendre, ce sera un appel suprême de vous à lui, et d'autant plus saisissant qu'il sera plus indirect : il l'entendra... S'il ne l'entend pas, vous n'aurez même plus à le pleurer : le cœur et l'honneur seront morts en lui. » M. April était hier ici. Il m'a dit quel cri sincère Germaine avait eu. Après les six mois de retraite qu'il lui impose, il reviendra la chercher à Roquefeuille, et il lui rendra sa place auprès de lui, avec moins d'illusion que jamais, mais avec la conscience d'accomplir un devoir... Moi non plus, Maxime, je ne puis guère m'illusionner ; mais, plus ceux que nous aimons sont faibles, plus nous devons les aimer,...

et, si tu viens réclamer ta place entre moi et ta fille, assieds-toi : je t'attendais.

Elle dormait encore, la petite Jenny, quatre mois plus tard, un jour de carnaval, tandis que, sous le balcon de la maison de la place du Cercle, défilaient, devant le jury des mascarades, les masques gambadans et hurlans, les voitures enguirlandées et fleuries, les groupes allégoriques et les orchestres discordans ; mais elle dormait d'un autre sommeil, les fenêtres closes et entre deux flambeaux allumés, guère plus pâle qu'à l'ordinaire, et si jolie !

Une forme de femme, les bras en croix, affaissée au pied du lit, qui était presque un berceau, s'agitait sur le tapis, secouée sans trêve par de convulsifs sanglots. Le père, les yeux brûlans et secs, vides de larmes, regardait, depuis deux grandes heures, debout et immobile, cette morte de quatre ans, sortie de lui et qui s'en allait... où ? emportant son sourire à peine effacé et ses grâces enfantines mal éteintes. Et, au son des cuivres faux, avec toute la constance rabâcheuse de l'obsession, une pensée versifiée lui revenait sans cesse à l'esprit, unique, énervante :

O Dieu juste ! pourquoi la mort ?

La clameur du dehors s'enflait, dominant la musique. Il s'approcha de la fenêtre et regarda un instant sur la place, à travers les lames de la persienne. Une voiture remplie de pierrots fantaisistes, de toutes couleurs et de toutes nuances, portant sur le visage le masque de treillis, était assiégée par une bande de jeunes filles indigènes, costumées en *zingaras*, qui la criblaient de *confetti*. Les pierrots se défendaient sans galanterie aucune, puisant leurs projectiles dans d'immenses sacs à farine et lançant, par énormes pelletées, les petites boules de plâtre, qui s'écrasaient sur le velours fripé des costumes, dont les éraillures luisaient au grand soleil du Midi. La foule des spectateurs : figurans du cortège arrêté dans sa marche, masques et dominos grouillant autour du kiosque municipal, et jusqu'aux simples curieux étagés sur l'estrade, devant le Cercle, tout ce monde bariolé s'ameutait, prenant parti pour les jeunes filles et les aidant à bombarder la voiture. Et tous vociféraient et riaient, en piétinant dans la pâte blanchâtre des confetti pulvérisés. — Le jeune homme contempla deux minutes ce spectacle tumultueux. Puis, laissant retomber le rideau, il se dit : « Pourquoi la vie, plutôt ? »

---

# PROMENADES ARCHÉOLOGIQUES

---

## ÉNÉE EN SICILE.

---

Je croyais en avoir fini avec Énée ; je l'avais conduit pas à pas d'Ostie à Laurente, assistant à ses derniers combats, et je ne m'étais séparé de lui qu'après l'avoir vu vainqueur de Turnus, maître de Lavinie, et près d'établir pour jamais ses dieux sur la terre italienne (1). Voici qu'une gracieuse invitation me ramène en arrière. Avant d'aborder dans le Latium, qui était le terme de ses destinées, le héros troyen avait séjourné deux fois en Sicile. On m'a engagé, quoique j'eusse pris congé de lui, à l'accompagner dans cette autre aventure. L'offre était séduisante : je n'y ai pas résisté. Mettons-nous donc de nouveau à la suite de Virgile. Le pays où il va nous conduire est l'un des plus beaux du monde, et nous aurons un plaisir particulier à le parcourir avec lui.

### I.

Le biographe de Virgile nous raconte qu'il aimait beaucoup la Campanie et la Sicile et qu'il y demeurait volontiers. Comme il était né au pied des Alpes, dans un pays où les hivers sont quelquefois pluvieux et rudes, il éprouvait sans doute cette sorte d'instinct qui pousse les gens du Nord vers les contrées du Midi. Peut-être aussi trouvait-il que sa santé, qui fut toujours mauvaise, s'accommodait mieux des climats chauds. Il ne se plaisait pas à Rome et n'y restait guère, quoiqu'il y possédât une maison sur l'Esquilin,

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre 1883, du 1<sup>er</sup> et du 15 décembre 1884.

près du palais de Mécène. C'était pour lui une ville trop bruyante, trop affairée, et il ne pouvait écrire qu'au milieu du calme et du silence. Pour mettre la dernière main à ses *Géorgiques*, il s'enfuit à Naples ; quand il s'agit de l'*Énéide*, il éprouva le besoin d'aller plus loin encore : on nous dit qu'il en composa une partie en Sicile.

Il est probable que la première révélation qu'il eut de la Sicile lui était venue des Idylles de Théocrite, et que c'est là qu'il apprit d'abord à la connaître et à l'aimer ; or nous savons à quel moment et de quelle manière son attention fut appelée sur le poète sicilien. Il avait vingt-cinq ans et vivait dans la ferme de son père, un paysan aisé, qui lui avait donné l'éducation d'un grand seigneur. Il y était revenu, après la fin de ses études, et vraisemblablement il ne songeait pas à en sortir. Tandis qu'il menait une existence oisive et rêveuse dans ces belles campagnes « où le Mincius promène son cours paresseux, » la poésie fermentait en lui et cherchait à se répandre. Son imagination, encore assez mal réglée, l'entraînait de tous les côtés ; il semblait ne pas se bien connaître et ne savait pas se fixer : tantôt il composait de petites pièces de circonstance sur les événemens futiles dont on parlait autour de lui ; tantôt il enflait la voix, et, passant d'un extrême à l'autre, il ébauchait un commencement d'épopée. Les vers qu'il écrivait ainsi au hasard étaient lus de ses amis et devaient lui faire dans le voisinage une certaine réputation. Pollion gouvernait alors la Cisalpine : c'était un homme d'esprit, historien et poète à ses heures, qui a toujours eu le goût de patronner la littérature. Il devina sans doute le talent de son jeune administré, et, fâché des incertitudes où s'attardait un si beau génie, il voulut le mettre dans une voie régulière et lui indiqua un modèle à suivre.

Ce modèle était Théocrite, que les écrivains romains semblaient avoir jusque-là négligé. L'étude de Théocrite charma si bien Virgile que, pendant trois ans au moins, il n'a fait autre chose que de l'imiter. Quoiqu'aucun critique ancien ne nous ait dit par quelles qualités cet auteur a dû surtout lui plaire, il ne me semble pas qu'il soit difficile de le deviner. Je m'imagine que, dans cette confusion des premières années, quand les élémens dont s'est composé son génie ne s'étaient pas encore unis et fondus ensemble, il devait sentir en lui deux tendances diverses qui l'entraînaient en sens contraire. En réalité, il a reçu deux éducations différentes dont jusqu'à la fin il a gardé l'empreinte. La nature fut d'abord son maître, un maître dont les leçons l'ont ravi et qu'il a toujours aimé avec passion. Son enfance s'est passée dans les champs, et les champs, pour qui sait les comprendre, sont une école de naturel et de simplicité ; ils donnent le goût du vrai, du naïf, du sin-

cère, la haine de la recherche et du maniéré. Voilà ce qu'il a dû d'abord apprendre dans cette première contemplation de la nature, et ce qui est resté le fond même de son talent. Mais, de bonne heure aussi, il a étudié les livres : à Crémone, à Milan, à Rome, il fréquenta les grammairiens, les rhéteurs, les philosophes ; il fit la connaissance des lettres grecques, il lut Homère, Sophocle, Platon : ce fut une autre ivresse, et cette âme, qui ne sentait rien à demi, se livra tout entière à cette admirable poésie. Les maîtres chargés d'en expliquer les beautés étaient en général des esprits ingénieux, délicats, qui faisaient surtout apprécier à leurs élèves la finesse et la grâce, ce qu'on appelle les qualités littéraires. Virgile, disciple docile, prisa beaucoup ces qualités charmantes ; mais il ne perdit pas les autres, et il résulta sans doute des deux éducations qu'il avait successivement reçues qu'il eut à la fois le sentiment de cette grandeur simple que la vie des champs apprend à aimer, et des beautés plus recherchées qu'enseigne l'école, qu'en un mot il devint artiste et resta paysan.

S'il était véritablement, comme je le pense, dans ces dispositions quand il lut Théocrite, je ne m'étonne pas qu'il en ait été si frappé. Le poète sicilien a précisément cette grande qualité d'unir à un degré merveilleux l'art et le naturel (1). Au fond, c'est un délicat, un ami des poètes d'Alexandrie, nourri comme eux « dans la volière des Muses ; » ce qui ne l'empêche pas de choisir pour héros ordinaires de ses vers des conducteurs de chèvres et des piqueurs de bœufs. Il trouve sans effort le moyen de descendre jusqu'à eux et de rester lui-même. Il les fait chanter sous les grands arbres, « tandis que les abeilles harmonieuses bourdonnent autour des ruches, que les oiseaux gazouillent sous le feuillage, que les génisses dansent sur l'herbe épaisse, » et leurs chants ont, à la fois, un accent rustique et toutes les finesses d'un art laborieux. Ils s'attaquent quelquefois grossièrement comme on fait au village, ils médisent de leurs maîtres, ils insultent leurs rivaux ; et la langue dans laquelle ils échangent ces injures est composée des sons les plus exquis ; elle chante à l'oreille comme une musique. C'est une succession de rythmes compliqués qui s'appellent, qui se répondent, qui s'opposent les uns aux autres et se combinent entre eux d'après des lois savantes dont assurément un pâtre n'a jamais eu la moindre idée. Les bergers de Théocrite sont d'ordinaire des gens naïfs, superstitieux, crédules, qui crachent trois fois dans leur sein pour échapper aux maléfices, et qui croient que leur maîtresse va revenir quand ils éprouvent un tressaillement à l'œil droit ; mais ils

(1) Voyez, sur Théocrite, les deux études de M. Girard, dans la *Revue* du 15 mars et du 1<sup>er</sup> mai 1882, M. Couat s'est occupé aussi du poète sicilien dans sa *Poésie alexandrine*.

sont aussi des artistes qui comprennent, qui détaillent toutes les beautés d'un vase dont les parois sont couvertes de fines sculptures, des chanteurs habiles, qui tirent des sons harmonieux de la syrinx, et qui trouvent « que le sommeil et le printemps ne sont pas si doux que la muse. » Tous sont amoureux, mais leur façon d'aimer n'est pas la même; tandis que quelques-uns expriment leur passion en quelques mots d'une vérité profonde et naïve, d'autres la décrivent avec une finesse ingénieuse, en gens d'esprit qui s'observent, comme on devait le faire à la cour de Ptolémée ou d'Hiéron. Délaissés par leurs maîtresses, les uns gémissent et se plaignent doucement, ainsi qu'il convient à des personnes bien élevées; d'autres sont moins endurans et moins convenables : « ils appliquent sans façon à l'infidèle un coup de poing sur la nuque, qui est bientôt suivi d'un second. » Même variété dans leurs plaisirs : celui-ci considère comme le plus grand de tous les bonheurs de contempler, pendant l'hiver, le hêtre sec qui brûle dans le foyer et « les tripes fumantes qui cuisent sur le feu. » Il y en a d'autres qui ne se contentent pas à si bon marché : ils ne se plaisent que couchés sur des lits épais de lentisque odorant et de pampres récemment coupés, « tandis que les peupliers et les ormeaux se balancent au-dessus de leur tête, et qu'une onde sacrée, sortant d'une grotte habitée par les nymphes, murmure harmonieusement à leurs pieds. » Pour rapprocher ces élémens contraires et les associer ensemble, il fallait toute la souplesse du génie grec; mais aucun poète de la Grèce ne les a si parfaitement unis que Théocrite : chez lui, dans ce charme de grâce et de poésie qui enveloppe tout, les contrastes s'effacent. De son œuvre entière, composée de parties si différentes, il sort une impression unique qui donne aux raffinés l'illusion du naturel et fait deviner aux simples les séductions de l'art. Virgile était l'un et l'autre, nous venons de le voir; il aimait également l'art et la nature et trouvait dans Théocrite de quoi contenter ses deux passions à la fois. Voilà pourquoi il fut si heureux de le lire et prit tant de plaisir à l'imiter.

On trouve, parmi les œuvres qui lui sont attribuées, une pièce qu'on voudrait croire de lui, parce qu'elle est fort agréable, et qu'il a vraisemblablement composée dans sa jeunesse. C'est un tableau de la vie champêtre, qui présente un caractère très différent de ceux qu'il a tracés dans les *Bucoliques*. Ici, il n'a d'autre visée que de peindre exactement une vérité vulgaire; c'est, comme nous dirions aujourd'hui, un morceau réaliste. Quoiqu'il soit fort ancien, il semble fait d'après toutes les règles de la nouvelle école. L'auteur ne s'est pas mis en frais d'invention et de composition; il se contente de reproduire ce qu'il a sous les yeux, sans prétendre y rien changer. Il veut décrire la matinée d'un paysan depuis le moment où il se lève

jusqu'à l'heure où il va travailler. Remarquons d'abord que l'homme ne s'appelle pas Tityre ou Ménalque, comme dans une idylle, mais « le Camard, » *Simulus*, ce qui est un nom tout à fait romain. Nous le voyons qui se lève lentement de son lit. La nuit est noire ; à moitié endormi, il se dirige à tâtons, les mains en avant, vers le foyer. Quand il se cogne, il se dit : « J'y suis. » Puis il allume sa lanterne, avec toutes sortes de précautions, « étendant la main du côté de la bise pour empêcher la lumière de s'éteindre. » Il réveille ensuite son unique servante, une vieille négresse, dont il nous fait un portrait frappant : « Elle a les cheveux crépus, la lèvre épaisse, la peau noire, la poitrine large, les mamelles pendantes, le ventre plat, les jambes grêles, avec un pied qui s'étend à l'aise.

Pectore lata, jacens mammis, compressor alvo,  
Cruribus exilis, spatiosa prodiga planta.»

Aidé par la servante, *Simulus* cuit son pain, et confectionne le plat qu'il doit emporter pour son dîner. C'est un plat national qui s'appelle *moretum*, et d'où notre poème a pris son nom. L'auteur a soin de nous en donner la recette, qui ne nous engagera pas beaucoup à l'imiter : il y entre de l'ail, de l'oignon, du céleri, de la rue et du fromage. Tous ces ingrédients sont placés dans un mortier, et pendant que *Simulus* les écrase, une odeur âcre le saisit aux narines, son front se plisse, et souvent, du bout de sa main, il frotte ses yeux qui pleurent. Quand le pilon ne ressaute plus, il fait avec ses deux doigts le tour du mortier pour rejeter au centre ce qui couvre les bords. L'opération finie, il chausse ses fortes bottes, met son *galerus* sur sa tête, sort pour aller au travail, et voilà notre petit poème achevé.

L'ouvrage, dans sa rusticité, est piquant et curieux. Je ne serais pas surpris qu'avec les dispositions où nous sommes et le goût que manifeste le public, on ne fût tenté aujourd'hui de le préférer aux *Bucoliques*. On se demandera certainement pourquoi Virgile, s'il en est vraiment l'auteur, n'a pas continué de décrire ainsi la vie rustique. Comment se fait-il qu'il ait cru devoir changer de méthode, et qu'ayant commencé par marcher dans une voie qui était nouvelle, il l'ait brusquement quittée pour se mettre sur les pas de Théocrite ? Il faut bien croire qu'il n'était pas aussi satisfait que nous de son œuvre, et que ces peintures, servilement exactes, ne lui semblaient pas la perfection de l'art. Peut-être pensait-il que notre existence de tous les jours étant d'ordinaire si médiocre et si plate, il ne vaut vraiment pas la peine de la vivre deux fois, dans la réalité et dans le rêve ? Comme il était triste de nature, et enclin à



prendre les choses par leurs mauvais côtés, il lui semblait doux d'échapper un moment à la vie réelle ; plus que personne il devait tenir à cette vie d'imagination où nous pouvons au moins corriger les misères de l'autre et qui nous aide à les supporter. La lecture de Théocrite lui révéla un genre de littérature où la réalité est relevée par une pointe d'idéal : c'était celle qui convenait à ses goûts ; il n'en a plus connu d'autre.

Le voilà donc jeté dans l'imitation du poète grec : du même coup, sa muse est forcée de se dépayser un peu ; il faut qu'elle s'éloigne des lieux qu'elle avait d'abord fréquentés. Tityre et Ménéalque ne peuvent pas être, comme Simulus, des habitans des bords du Pô : jamais bergers de cette espèce n'ont mené leurs troupeaux dans les plaines de la Cisalpine. Pour qu'on puisse admettre leur existence, il est nécessaire de supposer qu'ils viennent de plus loin. Théocrite les place dans la Sicile : c'est un pays admirable pour y loger des fantaisies qui participent à la fois de la réalité et de l'idéal ; Virgile n'avait rien de mieux à faire que de les y laisser. La Sicile est donc devenue pour lui la patrie de l'églogue par excellence ; c'est à peine si l'Arcadie lui dispute quelquefois ce privilège. Quand il veut se représenter des bergers qui jouent de la syrinx et composent des chansons rustiques, il songe à la Sicile. Elle obsède son imagination ; elle revient partout dans ses vers. La muse qu'il invoque au moment d'entamer des chants nouveaux est une muse sicilienne :

*Sicelides Musæ, paulo majora canamus.*

La poésie champêtre lui rappelle le souvenir de Syracuse, et il commence sa dernière églogue en saluant la charmante fontaine d'Ortygie dont les poètes content tant de légendes :

*Extremum hunc, Arethusa, mihi concede laborem.*

Si Corydon veut éblouir son ami par le tableau de son opulence, il lui fait le compte de ses brebis qui paissent dans les pâturages de la Sicile :

*Mille mee siculis errant in montibus agnæ.*

Quoiqu'on soupçonne qu'il est un Cisalpin et n'a guère quitté les environs de Mantoue, il nous dit, comme Polyphème, qu'il a vu son image dans les flots de la mer tranquille et qu'il ne s'est pas trouvé trop laid :

*Nec sum adeo informis ; nuper me in littore vidi  
Quum placidum ventis staret mare.*

Cette mer, n'en doutons pas, est celle qu'on voit étinceler au soleil des hauteurs de Taormine ou des rampes de l'Etna, celle dont il est question dans ces vers divins du berger de Théocrite : « Je ne désire pas posséder les domaines de Pélops ou entasser des monceaux d'or, je n'ai souci de courir plus vite que les vents. Mais puissé-je, sous ce rocher, te tenir entre mes bras, et, regardant pâître mes brebis, lancer mes chants vers la mer de Sicile ! »

## II.

C'est ainsi que Virgile fit connaissance avec la Sicile ; et, comme il ne la vit d'abord qu'à travers les idylles de Théocrite, il était difficile qu'il n'en fût pas séduit. Il faut croire que, lorsqu'il la visita plus tard lui-même, son plaisir fut aussi vif, et que la réalité confirma toutes les illusions du rêve. La Sicile est un de ces beaux pays où les déceptions ne sont pas à craindre et qui répondent à tout ce qu'on peut attendre d'eux.

Nous avons la bonne fortune assez rare de savoir en quel état à peu près Virgile a dû la trouver. D'ordinaire on connaît mal la situation des provinces romaines ; personne presque ne nous parle d'elles ; tous les yeux étaient alors fixés sur la capitale, et ils n'aimaient pas à se détourner vers les pays qui l'entouraient. Mais par suite d'un événement particulier, quelques années avant l'époque d'Auguste, l'attention générale s'était un moment arrêtée sur la Sicile. Un grand seigneur, qui la gouvernait au nom du peuple romain, l'ayant, selon l'usage, très rudement traitée, ses administrés l'attaquèrent devant les tribunaux de Rome. Ils furent soutenus par le parti démocratique, qui, dans la personne du prêteur concussionnaire, voulait déconsidérer toute sa caste, et Cicéron se chargea de le poursuivre. Les procès de ce genre étaient fort communs en ce moment, et, une fois qu'ils étaient jugés, on n'en gardait pas le souvenir. Grâce au talent de l'orateur, celui de Verrès est devenu immortel. Les discours de Cicéron se sont par bonheur conservés et ils abondent en détails curieux sur la situation de la Sicile. Puisse à cette source intarissable pour savoir ce qu'elle était à ce moment et l'effet qu'elle pouvait produire sur les Romains qui allaient la visiter.

Nous y voyons d'abord que, bien que la population de la Sicile eût des origines très diverses, un des élémens dont elle se composait avait à peu près absorbé tous les autres, et qu'une seule langue, la langue grecque, dominait dans l'île entière. Seulement les Romains étaient frappés de voir que les Grecs de ce pays ne ressemblaient pas tout à fait à ceux qu'ils rencontraient ailleurs. Ils avaient, comme tous leurs compatriotes, beaucoup de finesse et d'agrément

dans l'esprit, le goût de la dispute, surtout celui de la raillerie : « Dans leurs plus grandes épreuves, dit Cicéron, ils trouvent toujours quelque occasion de plaisanter ; » mais de plus ils étaient sobres et laborieux, deux qualités qu'on ne trouvait pas au même degré chez les habitans de la Grèce propre et de l'Asie. Cicéron ajoute qu'ils avaient bien accueilli la domination romaine. Ils s'associaient volontiers aux négocians de Rome, qui leur apportaient leurs capitaux et leur industrie, et ils exploitaient leurs terres en leur compagnie, comme ils ont depuis exploité leurs vignobles et leur soufre avec des Allemands et des Anglais. Ce n'est pas qu'ils eussent pour les Romains une affection particulière, mais ils sentaient qu'il leur était impossible de se passer d'eux ; ils comptaient sur leurs secours pour échapper à un péril dont ils ne pouvaient pas se tirer tout seuls. La culture des céréales était la grande industrie de la Sicile, et là, comme ailleurs, les paysans étant devenus rares, il avait fallu les remplacer par des esclaves : nous savons que les gens riches en possédaient des milliers. Ces esclaves n'étaient pas établis dans des villages ou disséminés dans des fermes, comme le sont chez nous les gens qui travaillent les champs ; la Sicile ne devait pas posséder alors plus de villages et de fermes isolées qu'elle n'en a de nos jours. On les rassemblait en grandes troupes, comme ces laboureurs que nous voyons faire les semailles ou la moisson dans les plaines de l'Italie méridionale ; mal nourris, peu vêtus, durement traités, ils étaient menés à l'ouvrage par des *villici* qui devaient ressembler beaucoup aux *caporali* d'aujourd'hui. Ils travaillaient les fers aux pieds, et, pendant le jour, la surveillance du *villicus* les empêchait de communiquer entre eux. Mais le soir, dans ces campemens provisoires où on les entassait, il leur était facile de se concerter. C'est ainsi qu'il éclata en quelques années deux révoltes qui épouvantèrent le monde. On vit un Syrien et un Cilicien, à la tête de plus de soixante mille pâtres ou laboureurs, tenir en échec des généraux romains, dévaster la province et verser à flots le sang des hommes libres. Depuis ce moment, les Siciliens vivaient dans une sorte de terreur perpétuelle. On avait fait des lois qui défendaient, sous peine de mort, aux esclaves de porter jamais aucune arme sur eux, et ces lois étaient observées avec la dernière rigueur. « Un jour, dit Cicéron, on apporta un sanglier énorme au préteur Domitius. Surpris de la grosseur de l'animal, il voulut savoir qui l'avait tué. On lui nomma le berger d'un Sicilien ; il ordonne alors qu'on le fasse venir ; le berger accourt, s'attendant à des éloges et à des récompenses. Domitius lui demande comment il a tué cette bête formidable. « Avec un épieu, » répond-il. A l'instant le préteur le fit mettre en croix. » Depuis quelques années, à ce fléau toujours menaçant il s'en était joint un autre. Des flottes de pirates, parties

de la Cilicie, couvraient la Méditerranée. Leurs vaisseaux légers passaient entre les escadres qu'on envoyait pour les surveiller et se jouaient des lourdes galères romaines. On les vit un jour entrer par bravade dans le port même de Syracuse, et, après avoir fait le tour des quais, sortir tranquillement, sans qu'on osât les poursuivre. Contre tous ces dangers les Siciliens avaient besoin de l'appui de Rome; aussi s'étaient-ils toujours montrés, depuis la fin des guerres puniques, des sujets soumis. Ils ne cessaient de faire des avances à leurs vainqueurs, et Cicéron remarque avec quelque surprise que beaucoup d'entre eux prenaient des noms romains, ce qui semblait indiquer qu'ils voulaient renoncer à leur ancienne nationalité pour accepter celle de leurs nouveaux maîtres (1). Les deux races commençaient donc à se mêler ensemble et déjà se préparait cette assimilation de la Sicile avec l'Italie qui de nos jours est devenue si complète.

Ce n'est pas que Rome ait toujours accordé aux Siciliens une protection bien efficace. Elle choisissait quelquefois, pour les gouverner, des gens qui remplissaient fort mal leurs fonctions et qui pillaient ceux qu'ils auraient dû défendre. Verrès, en gardant pour lui l'argent destiné à l'entretien de la flotte, en la mettant sous les ordres du mari de sa maîtresse, qui était aussi mauvais amiral que mari complaisant, l'avait livrée aux pirates. Lui-même ne s'était occupé, dans les deux années de sa préture, qu'à remplir ses coffres ou ses galeries. Il avait mis en vente toutes les charges municipales de la province, fait payer aux laboureurs deux fois plus d'impôts qu'ils n'en devaient, et confisqué, sous prétexte de crimes imaginaires, la fortune des personnes les plus distinguées et les plus riches. « La Sicile, disait Cicéron, est aujourd'hui tellement affaiblie et perdue qu'elle ne retrouvera jamais son ancienne prospérité. » C'était une prédiction, et elle s'est accomplie à la lettre. L'empire donna sans doute à la Sicile, comme au reste du monde, la paix au dehors et la sécurité intérieure. Pendant près de trois siècles on n'entendit plus parler des pirates. Il y eut encore quelques révoltes d'esclaves, par exemple celle de Selurus, qu'on appelait *le fils de l'Etna*, parce qu'il avait longtemps couru et dévasté les environs de cette montagne. Strabon le vit dévorer par les bêtes, dans le grand cirque de Rome, à la suite d'un combat de gladiateurs. « On l'avait placé, dit-il, sur un échafaudage très élevé qui figurait l'Etna. Tout à coup l'échafaudage se disloqua, s'écroula, et lui-même fut précipité au milieu de cages remplies de bêtes fé-

(1) Ce fut Antoine qui, après la mort de César, donna le droit de cité romaine à toute la Sicile. Il prétendit avoir trouvé le décret qu'il publia dans les papiers du dictateur, mais Cicéron croit que les Siciliens l'avaient payé pour le fabriquer.

roces qu'on avait mises au-dessous. » Ces tentatives, comme on voit, étaient rigoureusement réprimées et elles ne prirent jamais le caractère terrible de celles d'Eunus et d'Athénion. Cependant, malgré le calme dont la province a joui sous l'empire, elle ne parvint jamais à se relever (1). N'est-il pas étrange que la paix, qu'elle a tant souhaitée et si peu connue, n'ait pas pu lui rendre un moment cette prospérité, cet éclat, cette intensité de vie, cette gloire des lettres et des arts, dont elle avait été favorisée d'une façon si merveilleuse pendant qu'elle se débattait dans d'effroyables désordres ?

Il lui restait heureusement ce qu'elle tenait de la nature, ce que rien ne pouvait lui ôter : les richesses d'un sol inépuisable, dans une petite étendue une étonnante variété de sites, des montagnes pittoresques, des côtes bien découpées, un climat d'une admirable sérénité, qui frappait de surprise même des Italiens : « On prétend, disait Cicéron, qu'à Syracuse il n'y a pas de journée si sombre que le soleil n'y luise quelques instans. » Ajoutez-y tous ces phénomènes volcaniques, mentionnés si complaisamment par Strabon, et qui causaient d'autant plus d'admiration qu'on savait moins les expliquer, ces sources brûlantes qui jaillissent de terre, ces montagnes qui jettent des torrens de feu ou de boue, ces flammes qui courent capricieusement sur les flots, ces îles qui sortent tout d'un coup de la mer et qui s'y replongent, enfin tous ces spectacles extraordinaires dont on rendait compte par des légendes, faute d'en savoir la raison, et qui donnaient à la Sicile la réputation d'être un pays de merveilles.

Ce n'était pas là pourtant ce qui attirait surtout chez elle les voyageurs. L'auteur d'un poème sur l'Etna se plaint qu'on ne se dérange guère pour admirer les grands spectacles de la nature, tandis qu'on traverse les terres, qu'on passe les mers, qu'on se donne mille peines lorsqu'il s'agit de contempler des tableaux célestes ou de vieux monumens. Les curieux allaient donc voir Agrigente ou Syracuse, comme Athènes ou Corinthe : ils venaient y visiter les chefs-d'œuvre de l'art grec. Il est sûr que leur attente n'était pas trompée et qu'ils ne devaient pas regretter leur voyage. Songeons que tous ces édifices, dont les débris nous étonnent, quoique nous n'en ayons plus que le squelette, étaient alors intacts et complets. Les temples conservaient leurs frontons et leurs frises

(1) Les empereurs semblent s'être découragés de s'occuper d'elle. Elle est un des rares pays où l'on n'a pas retrouvé de ces bornes milliaires qui sont si fréquentes ailleurs, ce qui semble montrer que les grandes routes n'y existaient pas ou qu'elles n'étaient pas réparées par l'autorité publique. Voyez les réflexions que fait Mommsen à ce propos dans le volume du *Corpus inscriptionum Latinarum* où il est question de la Sicile.

sculptées ; le vent et la pluie n'avaient pas rongé les cannelures des colonnes ; elles étaient couvertes d'une couche de stuc assez forte pour les protéger, assez légère pour ne pas les alourdir, semblable à ces vêtemens de gaze qui dessinent si parfaitement les formes des statues antiques. Les métopes produisaient tout leur effet, placées au-dessus des colonnes, à l'endroit même pour lequel on les avait faites, au lieu d'être, comme aujourd'hui, rangées le long des murs d'un musée. Il faut ajouter que toute cette architecture dorique, qui nous paraît si majestueuse, si grave, était alors relevée et comme égayée par des couleurs que le temps a effacées. On sait aujourd'hui que les Grecs appliquaient sur le marbre et sur le stuc des peintures qui avaient l'avantage de corriger, dans les premiers temps, la crudité des tons naturels, et qui plus tard, à mesure que les monumens vieillissaient, les empêchaient de prendre ces variétés de nuances qui détruisent l'unité de l'ensemble. Faisons un effort d'imagination et tâchons de nous figurer l'aspect que devaient alors présenter ces beaux édifices. Les grandes parties extérieures sont peintes d'ordinaire en jaune clair, couleur moins éblouissante au soleil, moins crue que le blanc, qui se détache mieux sur les nuages et contraste plus agréablement avec la verdure. Sur ce fond uniforme, des teintes plus vives accusent les détails de la décoration. Les triglyphes sont peints en bleu ; le fond des métopes et des frontons en rouge. Les colonnes s'enlèvent en clair sur un soubassement plus foncé. Quelquefois des lignes délicatement tracées indiquent les joints des pierres. Pline, parlant d'un temple de Cyzique, dit « que l'or n'y semblait qu'un trait de pinceau, aussi fin qu'un cheveu, et qu'il produisait néanmoins de merveilleux reflets. » Vers le haut, le long des frises et au-dessus, les ornemens sont plus nombreux, les couleurs plus variées, plus vives, comme pour former une sorte de couronne à l'édifice (1). Voilà pour l'extérieur ; on voit à quel point il différerait alors de ce qu'il est aujourd'hui. Quant à l'intérieur, nous n'en avons plus rien conservé. Les murs de la *cella*, c'est-à-dire de la demeure même du dieu, ont presque partout disparu, et c'est grand dommage, car ils étaient souvent couverts de belles peintures. A Syra-

(1) Je me sers ici des idées et souvent même des expressions de M. Hittorff. C'est lui, on le sait, qui a le premier soutenu, non sans soulever de violentes polémiques, que les monumens grecs étaient recouverts de couleurs, et c'est l'étude qu'il avait faite des temples de Ségeste et de Sélinonte qui lui avait révélé cette vérité. Son grand ouvrage sur *l'Architecture antique de la Sicile*, qu'il avait laissé incomplet, a été achevé par son fils, M. Ch. Hittorff, et publié en 1870. M. Ch. Hittorff a tenu à s'effacer devant son père, dont il avait été le collaborateur le plus dévoué, et il n'a pas voulu mettre son nom sur la première page ; cette piété filiale ne doit pas le priver de la juste part qui lui revient dans l'œuvre commune.

cuse, dans le temple de Minerve, une suite de tableaux représentait les incidens d'une bataille de cavalerie livrée par Agathocle. « Il n'y a pas, dit Cicéron, de peinture plus fameuse et qui attire plus les étrangers. » Ils allaient voir aussi, dans le même temple, des portes sculptées, comme on visite celles de Ghiberti à Florence. On les tenait pour une œuvre admirable, et les critiques d'art de la Grèce avaient composé plusieurs ouvrages pour en détailler les beautés. Ce qui paraissait plus curieux encore, c'était de voir rangés le long des murs les dons qu'on avait offerts aux dieux; il y en avait de toute sorte. Pline le jeune raconte qu'ayant fait un héritage, il s'était permis d'acheter une statuette en airain de Corinthe, représentant un vieillard debout, qui lui semblait un bel ouvrage. « Je n'ai pas l'intention, nous dit-il, de la garder pour moi. Je veux l'offrir à Côme, ma patrie, et l'y placer dans un lieu fréquenté, de préférence dans le temple de Jupiter : c'est un présent qui me semble digne d'un temple, digne d'un dieu. » En effet, de belles statues n'y sont pas déplacées, même quand elles ne représentent pas la divinité qu'on vient y prier; mais il y avait bien autre chose. Pour ne parler que de ceux de la Sicile, Cicéron rapporte qu'on y voyait des tables de marbre, des vases en airain, des lingots d'or, des dents d'ivoire d'une grandeur extraordinaire, et, pendant aux murs, des casques, des cuirasses travaillées avec goût, ainsi que des piques de bois, qui sans doute avaient servi de sceptre aux anciens princes du pays. Les temples n'étaient donc pas seulement des musées, comme on l'a dit souvent, mais de véritables magasins de curiosités.

Au milieu de ces richesses entassées, il devait être quelquefois difficile au voyageur inexpérimenté de se reconnaître. Heureusement, il avait la ressource de s'adresser à des personnages empressés et obligeans, dont la race ne s'est pas perdue en Italie, qui faisaient profession de guider les étrangers et de leur faire admirer les monumens antiques. On les appelait *mystagogues* ou *périégètes*. Il y en avait beaucoup en Sicile, comme dans tous les pays de la Grèce que visitaient les curieux, et Cicéron nous les dépeint fort embarrassés après que Verrès eut dévalisé tous les temples. « Ne pouvant plus, dit-il, faire voir les objets précieux, qui n'y sont plus, ils sont réduits à montrer la place qu'ils occupaient; » ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Indépendamment des monumens publics, gymnases, théâtres ou temples, qui contenaient tant d'œuvres remarquables, il y avait en Sicile beaucoup de galeries qui appartenaient à des particuliers et que les étrangers étaient admis à visiter; c'est ce qui arrive encore aujourd'hui à Rome et dans les villes importantes de l'Italie. Cicé-

ron parle de plusieurs de ces riches collections, qui, pour leur malheur, excitèrent la convoitise de Verrès. Mais il y en a deux dont il fait surtout l'éloge, celle de Stenius, à *Thermæ Himerenses* (aujourd'hui Termini), et celle d'Heius, à Messine. Heius avait eu l'idée de réunir dans une pièce arrangée exprès les chefs-d'œuvre de sa galerie : c'est ce qu'on a fait depuis longtemps dans la Tribune de Florence, ce qu'on imite dans presque tous les musées de l'Europe. Il possédait une petite chapelle, bien tranquille, bien recueillie, avec des autels pour venir prier les dieux, et il l'avait ornée seulement de quatre statues, quatre merveilles : le Cupidon de Praxitèle, l'Hercule en bronze de Myron, et deux canéphores de Polyclète. Le Cupidon avait fait le voyage de Rome : l'édile C. Claudius l'avait emprunté à son ami Heius pour embellir une fête qu'il donnait au peuple romain. On ne manquait pas de le dire aux visiteurs, de même que de nos jours on pense augmenter le prix d'un tableau en racontant qu'il est de ceux qui furent enlevés par les Français et placés au Louvre. La chapelle d'Heius était ouverte tous les jours, et les étrangers qui passaient à Messine ne manquaient pas de l'aller voir. « Cette maison, dit Cicéron, ne faisait pas moins d'honneur à la ville qu'à son maître. »

On allait donc visiter alors la Sicile pour les mêmes raisons qu'à présent. Elle attirait surtout les artistes, les connaisseurs, ou ceux qui croyaient l'être, les admirateurs de l'art grec, qui savaient qu'elle était au moins aussi riche en monumens anciens que la Grèce ou l'Asie. Le voyage était sans doute moins commode et moins rapide qu'aujourd'hui ; mais peut-être se faisait-il plus aisément qu'il y a quelques années. Cicéron rapporte que, lorsqu'il voulut dresser l'acte d'accusation de Verrès, il parcourut l'île entière en cinquante jours, « de façon à recueillir tous les griefs des villes et des particuliers, » ce qui suppose qu'il y avait alors des moyens assez faciles pour se transporter d'un endroit à l'autre. Aussi voyait-on beaucoup de Romains se mettre en route pour la Sicile. Dans les *Verrines*, toutes les fois que l'orateur parle de quelque ville importante ou de quelque monument fameux, il paraît supposer qu'il y a, dans son auditoire, des personnes qui les connaissent.

C'est là précisément ce qui nous cause une certaine surprise : nous sommes étonnés qu'il y ait eu tant de gens à Rome qui aient pris la peine d'aller si loin pour voir de beaux édifices et de riches musées. Longtemps les Romains avaient affiché un souverain mépris pour les arts et, à l'époque même dont nous nous occupons, les magistrats en exercice, les orateurs qui voulaient paraître sérieux, affectaient de n'avoir jamais entendu parler des grands artistes de la Grèce ; mais c'était une comédie : en réalité, ceux



même qui se donnaient le plaisir d'écorcher à la tribune le nom de Praxitèle ou de Polyclète commençaient à payer très cher leurs ouvrages, et l'on venait de voir, à Rome, un bronze de moyenne grandeur vendu publiquement 120,000 sesterces (24,000 francs), le prix d'une ferme. Verrès se trouvait être un de ces Romains que l'art grec avait séduits ; mais, comme il se mettait au-dessus des préjugés et qu'il ne se piquait pas de pratiquer les vertus anciennes, il avait le courage d'avouer ses goûts et ne se gênait pas pour les satisfaire. Ce fut un grand malheur pour lui d'être envoyé en Sicile ; la vue des chefs-d'œuvre dont ce pays était plein enflamma sa passion et la porta à tous les excès. J'imagine que, devant nos tribunaux, cette sorte de fureur dont il était atteint pour les objets d'arts lui mériterait peut-être quelque indulgence ; à Rome, au contraire, elle contribua beaucoup à le perdre. S'il s'était contenté de prendre l'argent des provinciaux, il aurait causé moins de scandale, c'était un crime alors fort commun et l'on s'y était accoutumé ; mais voir un Romain qui se donnait tant de mal pour voler des statues et des tableaux, voilà ce qui n'était pas habituel, et l'indignation s'augmentait par la surprise. Un crime aussi extraordinaire paraissait indigne de pardon.

Le portrait que Cicéron trace de Verrès doit être fidèle ; je remarque que certains détails de cette figure n'ont pas cessé d'être vrais ; c'est un original dont nous connaissons des copies. Il ne suffit pas de dire qu'il avait le goût des œuvres d'art, il en avait la manie. Cicéron rapporte que quelques jours avant qu'on jugeât son procès, il assistait à une fête donnée par un riche Romain, Sissenna, où l'on avait sorti, pour faire honneur aux invités, toutes les curiosités que possédait le maître de la maison. Verrès avait un grand intérêt à paraître indifférent à ce spectacle. Il lui importait de cacher sa folie pour ne pas donner raison à ses accusateurs ; mais il ne put pas se contenir : il lui fut impossible de ne pas s'approcher de ces richesses étalées pour les regarder de plus près, pour les toucher, pour les manier, à la grande frayeur des esclaves, qui connaissaient sa réputation et ne le perdaient pas de vue. Quand un objet lui plaisait, il ne pouvait plus s'en passer : c'était une maladie. Il demandait à l'emporter pour quelques jours et ne le rendait plus. Souvent il proposait de l'acheter, et d'abord le propriétaire refusait : « Les Grecs, dit Cicéron, ne vendent jamais volontiers les objets précieux qu'ils possèdent. » Mais Verrès était maître absolu de la province ; il avait mille moyens de perdre ceux qui ne se montraient pas complaisans pour lui. Après avoir prié, il menaçait, et les malheureux finissaient par s'exécuter en gémissant. Voilà comment il lui arriva de ne donner que 6,500 sesterces (1,300 francs) pour quatre statues de maîtres et de payer 1,600 sesterces (320 francs) le Cu-

pidon de Praxitèle. C'était un vol manifeste ; Verrès l'appelait simplement une bonne affaire. Ce mot est commode pour déguiser un marché douteux ; les collectionneurs l'emploient volontiers ; rien ne leur plaît tant que de ne pas payer un objet ce qu'il vaut : ils y trouvent en même temps qu'une économie une satisfaction de vanité. Quand il s'agissait de dépouiller les monumens publics, Verrès rencontrait encore moins de résistance ; ils étaient plus directement sous sa main et, d'ailleurs, il est de règle que chacun a moins d'ardeur à défendre ce qui appartient à tous. Une fois pourtant il fut forcé de lâcher prise. Ses suppôts étaient arrivés de nuit dans Agrigente pour enlever une statue d'Hercule que les habitans honoraient d'un culte particulier. « Elle avait, dit Cicéron, le menton et la bouche tout usés des baisers que lui donnaient ses adorateurs. » Par malheur pour Verrès, les esclaves qui gardaient le temple donnèrent l'éveil ; les Agrigentins se réunirent de tous les quartiers de la ville et, à coups de pierres, mirent les voleurs en fuite.

Mais il n'était pas accoutumé à trouver en face de lui des adversaires si décidés. Aussi sa passion, que rien ne gênait, n'avait-elle pas besoin de se contraindre. Il ne recherchait pas seulement les statues de bronze ou de marbre, les vases de Corinthe, les tableaux célèbres, tous ces objets que la curiosité se disputait à prix d'or ; sa manie s'étendait à tout. Il faisait aussi collection de bijoux, de tapis, de meubles, d'argenterie. Toutes les familles riches de la Sicile possédaient des patères, des cassolettes, des vases précieux pour le culte de leurs divinités domestiques. Quand Verrès avait la discrétion de ne pas les prendre, il enlevait au moins les ornemens de métal qui les entouraient et qui étaient d'ordinaire des œuvres d'art remarquables. Puis il faisait appliquer ces ornemens sur des coupes d'or et fabriquait ainsi de faux antiques. Il avait à Syracuse des ateliers où des ouvriers habiles travaillaient pour lui et il y passait des journées entières, vêtu d'une tunique brune et d'un manteau grec. C'est encore un goût assez ordinaire aux collectionneurs : il leur semble que par ces réparations et ces restaurations, en se permettant d'achever ou de modifier les œuvres des maîtres, ils se font leurs collaborateurs, et leur amour s'accroît pour des ouvrages où ils ont mis quelque chose d'eux-mêmes.

Cicéron ajoute, comme dernier trait, que Verrès était en somme fort ignorant et peu capable d'apprécier par lui-même tous ces chefs-d'œuvre qu'il entassait. Il avait à ses ordres deux artistes grecs fort expérimentés, qui étaient chargés de le renseigner. « Il voit par leurs yeux, dit Cicéron, et prend par ses mains. » Les amateurs ne sont pas toujours des connaisseurs ; ce qui ne les empêche pas d'aimer avec fureur des objets dont ils ne comprennent pas tout le prix, car on sait que les passions les moins éclairées sont quelquefois les plus

fortes. Celle de Verrès s'augmentait de ce qu'il y avait d'ordinaire de violent et de grossier dans l'âme des Romains. C'étaient toujours des soldats et des paysans; la Grèce, avec tous ses raffinemens, n'était pas parvenue à détruire ce fond de barbarie et de brutalité qu'ils tenaient de la nature, et il leur arrivait encore d'unir les emportemens du sauvage aux goûts délicats du civilisé. Supposons qu'un amateur de ce caractère possède une autorité sans limites, qu'il se trouve en pays vaincu, avec des sujets soumis à ses pieds et des flatteurs empressés autour de lui, il perdra vite la tête et se croira tout permis. C'est cette ivresse du pouvoir absolu, dans une nature détestable, jointe à un mélange malsain de Romain et de Grec, qui, sous l'empire, a produit Néron; Verrès fut une ébauche de Néron sous la république.

Heureusement pour la Sicile, les Romains qui venaient s'établir chez elle ne ressemblaient pas tous à Verrès. Pour revenir enfin à Virgile, que nous avons depuis trop longtemps quitté, il n'est pas douteux qu'il n'ait été, lui aussi, très sensible aux beautés de l'art grec. Soyons assurés qu'il n'a pas pu parcourir sans une vive émotion des villes comme Sélinonte, Agrigente ou Syracuse; il a certainement visité leurs temples et leurs théâtres, admiré les statues et les tableaux qui leur restaient après les larcins du terrible préteur; mais lui au moins s'est contenté d'admirer. On peut croire que le souvenir des monumens qu'il avait vus en Sicile lui revenait à la pensée lorsqu'il avait à décrire des édifices semblables. N'avait-il pas dans l'esprit Agrigente ou Ségeste quand il nous parle de ces temples « qui s'élèvent sur un rocher antique et dont cent colonnes soutiennent le faite? » Ne se rappelait-il pas les riches colorations dont j'ai dit un mot tout à l'heure, lorsqu'il nous dépeint ces toits magnifiques où l'or étincelle, *aurca tecta*? Cependant je suis tenté de penser que, comme il était venu surtout chercher le repos en Sicile, il fut encore plus touché des agrémens du climat et des beautés de la nature. Je m'imagine qu'il dut choisir quelque part, dans un site gracieux, le long de ces montagnes qui descendent vers la mer, une demeure solitaire où il pouvait travailler, sans être distrait, à sa grande épopée. La Sicile avait pour lui le mérite de rappeler la Grèce. Jeune encore, il avait exprimé dans des vers célestes le bonheur qu'il éprouverait à parcourir les belles vallées de la Thessalie ou de la Thrace et à voir les jeunes filles de Sparte bondir sur les hauteurs du Taygète :

O ubi campi,  
Sperchiusque, et virginibus baccata Lacœnis  
Taygeta!

On est fort étonné qu'il n'ait entrepris ce voyage si souhaité que la dernière année de sa vie ; il est probable que la Sicile lui fit prendre patience. La Sicile, c'était la Grèce aussi, mais une Grèce plus voisine de lui, plus à sa portée, et qui surtout était presque italienne : c'était pour Virgile une grande raison de l'aimer. Aussi a-t-il fait beaucoup d'efforts pour la rattacher tout à fait à l'Italie ; il affirme qu'elle en a fait primitivement partie, et qu'en réalité elle lui appartient, quoiqu'elle soit grecque d'apparence et de langage. « Ces lieux, nous dit-il, furent autrefois secoués et bouleversés par des convulsions profondes. Les deux terres ne faisaient qu'une, quand la mer furieuse se fraya entre elles un passage et les sépara par ses flots. C'est ainsi qu'elles furent détachées violemment l'une de l'autre et qu'un canal étroit courut entre ces villes et ces campagnes autrefois réunies. » Dès lors Virgile se trouvait autorisé à les confondre dans son affection et à traiter la Sicile comme le reste de l'Italie. Puisque l'origine des deux pays est la même, il pouvait bien lui donner une place dans ce poème national, qui devait contenir toutes les traditions et toutes les gloires de la patrie italienne. Cette place, nous allons le voir, est très large, et il n'y a que le Latium qui soit mieux partagé : la Sicile remplit un livre entier de l'*Énéide* et presque la moitié d'un autre.

### III.

Le troisième livre de l'*Énéide* nous montre Énée à la recherche d'une nouvelle demeure. Le poète nous raconte qu'après s'être échappé de Troie, il s'est réfugié sur les cimes de l'Ida, où il passe une saison à se reposer de ses fatigues et à préparer son voyage. Il part ensuite, sans trop savoir où il va. Il a formé le dessein de se laisser guider par les oracles ; mais les oracles, comme on sait, ne sont pas toujours fort clairs, et il n'est pas aisé de les bien entendre. Ils recommandent à Énée de se retirer dans l'*Hespérie*, c'est-à-dire dans les régions de l'Occident. C'est une expression très vague qui lui fait connaître à peu près la direction qu'il lui faut suivre, mais ne lui permet pas de savoir le point précis où il doit s'arrêter. Même quand la prophétesse Cassandre lui parle du Latium et du Tibre, ces noms parfaitement inconnus d'un habitant de l'Asie-Mineure ne lui apprennent pas grand'chose. Quant à cette autre indication qu'il faut qu'il retourne dans le pays d'où ses pères sont sortis, pour qu'elle pût lui suffire, il aurait fallu qu'il connût à fond l'histoire de ses aïeux les plus lointains, et nous voyons que le souvenir s'en était perdu. Il n'est pas surprenant qu'ayant une connais-

sance si imparfaite du pays où les dieux lui ordonnent d'aller, il se soit souvent trompé de route. Heureusement ils ont soin de le remettre dans la bonne voie, toutes les fois qu'il s'en écarte. C'est ainsi qu'après beaucoup d'erreurs un coup de vent envoyé par la Providence le jette dans l'Adriatique, en face de l'Italie, puis le pousse jusque dans le golfe de Leucate, c'est-à-dire à l'endroit même où fut livrée la bataille d'Actium. On pourrait être tenté de croire que c'est Virgile qui a imaginé cet incident, qui lui permettait de rapprocher la fortune d'Énée et celle d'Auguste. Il n'en est rien, et la légende était beaucoup plus ancienne qu'Auguste et que Virgile, puisque Varron l'avait rapportée ; mais on comprend que le poète en ait tiré un grand profit. Il est heureux de conduire le héros troyen sur les rivages où son grand descendant remportera la victoire qui doit le rendre maître du monde, de nous le montrer s'y arrêtant avec complaisance, entrevoyant d'une manière confuse et par une sorte de divination les grandes destinées auxquelles ces lieux sont réservés et déjà célébrant, avec sa petite troupe, des jeux qui semblent annoncer et préparer ceux qu'établira le grand empereur après la défaite d'Antoine.

D'Actium, Énée se rend en Épire, où il retrouve Andromaque avec Hélénus, son nouveau mari. Hélénus est un devin fort habile, et comme Énée ne manque jamais une occasion de connaître la volonté des dieux, il a grand soin de le consulter. C'est par lui qu'il apprend d'une manière un peu claire la route qu'il doit tenir. Les destins ordonnent qu'il porte ses dieux en Italie, mais la partie de l'Italie où il doit s'établir n'est pas celle qu'on aperçoit en face de l'Épire. Il faut qu'il longe les côtes de la Calabre, « que ses rames battent les flots de la mer de Sicile, » qu'il visite la Campanie et qu'il voie de près le rocher de Circé avant d'arriver à cette plage tranquille où il doit fixer sa demeure. Cette fois, Énée est très clairement renseigné, et, « lorsqu'il étend au souffle des vents les ailes de ses voiles, » il sait où il va et le chemin qui doit le mener au terme de son entreprise. — C'est dans ce voyage que nous allons le suivre.

Mais, dira-t-on peut-être, convient-il de prendre ainsi au sérieux des fictions poétiques? Devons-nous accompagner pas à pas un héros de légende, essayer de retrouver les lieux par lesquels il n'a jamais passé, et prendre la peine de dresser un plan régulier de ses courses imaginaires, comme s'il s'agissait de voyages véritables? — Pourquoi pas? Les poètes antiques aiment à mettre la raison dans la fantaisie et à donner à la fable les couleurs de la vérité. Le bon sens, quand on les lit, n'a qu'une concession à faire : il faut qu'il accepte le personnage fictif qu'on lui présente et les données merveilleuses du récit qu'on va lui raconter; cela fait, nous rentrons dans la réalité et nous n'en sortons plus guère. Ce héros d'imagi-

nation ne fera plus en général que des choses raisonnables, et son existence se déroulera le plus souvent dans les conditions ordinaires de la vie humaine. Cette façon d'introduire le vrai jusque dans le chimérique et de satisfaire à la fois l'imagination et le bon sens est un des plus grands charmes de la poésie ancienne. N'ayons donc aucune répugnance à nous mettre à la suite d'Énée; soyons convaincus que Virgile va nous décrire des paysages parfaitement réels et que, la plupart du temps, il ne nous dépeindra que ce qu'il a vu de ses yeux.

Il faut d'abord qu'Énée passe des rivages de l'Épire à ceux de l'Italie: c'est un bras de mer étroit à franchir, une traversée de quelques heures qui ne serait qu'un jeu pour un vaisseau de nos jours. Mais alors les pilotes n'osaient pas abandonner le rivage. Il faut voir toutes les précautions que prend celui d'Énée avant de se hasarder au milieu des flots et d'oser perdre la terre de vue. « La Nuit, conduite par les Heures, n'avait pas encore atteint le milieu du ciel, lorsque le vigilant Palinure se lève, interroge tous les vents et prête l'oreille au moindre souffle. Il observe les astres qui glissent dans l'espace silencieux; l'Arcture, les Hyades pluvieuses, les deux Ourses, Orion armé de son épée d'or. Puis, quand il voit que tout est calme dans le ciel tranquille, il donne du haut de la poupe le signal du départ. » Le voyage s'accomplit sans incident. Aux premiers rayons du jour, les Troyens aperçoivent en face d'eux un promontoire couronné par un temple, et, au pied de la colline, un port naturel, ouvert du côté de l'orient, où ils abritent leurs vaisseaux (1). C'est là que, pour la première fois, Énée touche à la terre d'Italie; il la salue pieusement, mais, fidèle aux ordres qu'il a reçus d'Hélénus, il n'y séjourne que quelques heures et continue son chemin, en rasant la côte.

« Ensuite, ajoute-t-il dans son rapide récit, nous arrivons à l'entrée du golfe de Tarente. De l'autre côté se dresse le temple de Junon Lacinienne; plus loin on aperçoit Caulon et Squillax fécond en naufrages. » Voilà tout, et trois vers lui suffisent pour dépeindre toute la côte de l'Apulie et de la Calabre, c'est-à-dire l'un des plus beaux paysages de l'Italie. Je suppose qu'il a dû lui en coûter un peu d'être si sobre. S'il n'avait pas pris la résolution de tout sacrifier à l'unité de son œuvre, il lui aurait été difficile de ne pas parler avec complaisance de cet admirable pays, et sa poésie s'y serait volontiers arrêtée un moment; mais il appartenait à une école sévère, qui se fait une loi de retrancher les descriptions inutiles.

(1) La description est si exacte qu'on n'a pas eu de peine à reconnaître de quel endroit Virgile veut parler. Il s'agit du petit village de Castro, à quelques lieues d'Otrante, non loin du promontoire d'Iapygie, aujourd'hui appelé *Santa-Maria di Leuca*.

C'est ainsi qu'il s'est résigné à ne rien dire des villes illustres qui peuplaient ce rivage; rien de Sybaris, dont le luxe était si célèbre dans l'antiquité; rien de Crotone, où vécut Pythagore; rien de Métaponte, où il mourut. Il n'a fait d'exception que pour Tarente; encore s'est-il contenté de prononcer son nom; ce qui ne semble guère, si l'on se souvient de l'importance qu'elle avait alors et de la place qu'elle tenait dans la vie de quelques riches Romains. Tarente était devenue un des lieux de villégiature qu'ils préféraient, quoiqu'elle eût l'inconvénient d'être bien loin de Rome. Mais lorsqu'une génération de gens ennuyés est prise de la manie des voyages, qu'elle éprouve le besoin de sortir de chez elle et de quitter ses affaires pendant une partie de l'année, il est de règle qu'elle ne reste pas longtemps fidèle aux lieux où elle va chercher quelque repos; comme tous les remèdes, ils cessent bientôt d'être efficaces et ne la guérissent plus de l'ennui. Il faut alors en chercher d'autres qui aient les agréments de la nouveauté, et, en général, elle les choisit plus éloignés, moins abordables que les premiers, pour qu'ils lui rendent plus sensible le plaisir de changer de place. Les grands seigneurs de Rome s'étaient longtemps contentés du séjour de Tusculum ou de Véies, lorsqu'ils voulaient se délasser un moment des fatigues de la vie politique. Ils allèrent ensuite un peu plus loin, à Préneste, à Tibur, puis, quand toute l'Italie fut conquise, à Naples, à Baïes, à Cumès, à Pompéi, ce qui était déjà un voyage. A l'époque où nous sommes arrivés, Baïes semblait à beaucoup de ces dégoûtés un lieu trop couru, presque vulgaire, et pour se dépayser davantage, ils s'enfuyaient jusqu'à Tarente. Il faut reconnaître que « la molle Tarente » méritait la peine qu'on se donnait pour l'aller chercher. Horace avait bien raison de dire que rien au monde ne lui semblait préférable à ce coin de terre :

*Ille terrarum mihi præter omnes  
Angulus ridet.*

C'était une ville de délices, faite à souhait pour être le séjour favori d'un épicurien, et qui, bercée par les flots, embaumée par l'odeur de ses jardins, achevait, depuis un siècle, de s'éteindre doucement dans l'oisiveté et le plaisir. Elle est située entre deux mers: d'un côté, le golfe qui porte son nom et qu'Énée traverse en cinglant vers la Sicile, de l'autre, un vaste lac intérieur, de 50 kilomètres de tour, qui ne communique avec le golfe que par une étroite coupure, et que cette langue de terre, sur laquelle la ville est bâtie, met à l'abri des tempêtes. Rien n'est plus intéressant, quand le temps est mauvais, que le contraste des flots irrités et des flots tranquilles. Tandis qu'en se tournant vers la haute mer, on a

le spectacle des navires battus par l'orage, dans la mer intérieure les petites barques des pêcheurs circulent tranquillement pour jeter les filets ou les relever (1). Un peu plus loin, s'étend une vaste plaine, sans grands accidens de terrain, mais riche et riante, comme les anciens les aimaient. Elle s'élève peu à peu vers les montagnes qui la ferment au nord et d'où descendent de petits ruisseaux qui vont se jeter dans la mer, après avoir répandu un peu de fraîcheur sur leur route. L'un d'eux est le Galèse, que Virgile a chanté dans ses *Géorgiques*, car Virgile était, comme Horace, un des visiteurs de Tarente. Il est difficile d'oublier le tableau qu'il nous fait de ce bon vieillard, qui, dans les lieux fortunés « où le noir Galèse traverse des champs jaunes d'épis, » défriche quelques arpens de terre abandonnée. Après y avoir semé, au milieu des broussailles, des carrés de légumes entourés d'une bordure de lis, de verveine, de pavots, et planté quelques ormes et quelques platanes pour abriter sa table rustique, il se croit l'égal d'un roi parce qu'il cueille avant tout le monde la rose au printemps, les fruits à l'automne. C'est dans ce passage charmant des *Géorgiques* qu'il faut chercher l'impression que Tarente a faite sur Virgile ; dans l'*Énéide*, comme son héros n'y séjourne pas, il n'a pas cru devoir s'y arrêter non plus, et se contente d'en prononcer le nom ; mais il était bien sûr que ce nom seul suggérerait à ses lecteurs des souvenirs que j'ai tenu à rappeler en passant.

Pendant Énée continue à longer les côtes de la Calabre. Quand il est arrivé à l'extrémité de la péninsule et qu'il en a franchi le dernier promontoire (*capo Spartivento*), il aperçoit tout à coup un magnifique spectacle : c'est la Sicile, dont il voit les rivages fuir dans le lointain ; c'est surtout l'Etna qui se dresse en face de lui. L'Etna tient une grande place dans l'admiration et la curiosité des anciens. On sait pourtant qu'ils n'étaient pas très sensibles aux beautés des sites sauvages ; les glaciers les épouvantaient, et il semble qu'ils n'aient jamais consenti à regarder de près les Alpes, tant il leur répugne d'en parler. Mais l'Etna, placé au cœur d'un pays qu'ils fréquentaient volontiers, s'imposait à leur attention ; il frappait trop souvent leurs regards, il était le théâtre de phénomènes trop redoutables pour qu'il leur fût possible de n'en rien dire. Voilà pourquoi, malgré leurs préférences pour les paysages calmes et reposés, ils se sont beaucoup occupés de la terrible montagne. Il y avait alors, comme de nos jours, d'assez nombreux tou-

(1) Déjà, dans l'antiquité, le *Mare piccolo* avait la réputation d'être un lieu de pêche incomparable. Horace nous dit que les gourmets faisaient grand cas des coquillages de Tarente



ristes qui se hasardaient à en faire l'ascension ; Strabon, qui nous l'apprend, invoque plusieurs fois leur témoignage. On parlait de la petite ville d'Etna, comme aujourd'hui de Nicolosi ; de là on s'élevait péniblement, en suivant une région désolée, à travers la cendre et la neige, jusqu'aux approches du sommet. Le long de la route, on assistait quelquefois à de singuliers spectacles : des prêtres, penchés sur les bouches du volcan, y faisaient des sacrifices, ou, à l'aide de diverses pratiques, essayaient de deviner l'avenir. Arrivés presque au terme de la course, quelques superstitieux s'arrêtaient saisis d'une sorte de terreur subite : ils craignaient, en achevant le voyage, de surprendre des secrets dont les dieux se réservaient la connaissance. D'autres, plus audacieux, s'avançaient aussi loin qu'on pouvait aller. Les plus véridiques racontaient qu'il était presque impossible d'atteindre les bords du cratère, dont l'accès était défendu par la fumée et par la flamme. Du reste, leurs récits ne concordaient guère ; Strabon en concluait que le sommet du volcan ne doit pas toujours présenter le même aspect, et que, sans doute, chaque éruption en modifie la forme. Le témoignage des voyageurs modernes confirme tout à fait cette opinion.

Une autre curiosité qui se comprend bien chez des gens qui étaient si souvent les témoins ou les victimes des colères de l'Etna, c'est d'en chercher et, s'il se peut, d'en découvrir la cause. D'où peut venir qu'à certains momens des pluies de cendre couvrent la montagne et des fleuves de lave coulent jusqu'à la mer ? Comme il était naturel, on en donna d'abord des raisons empruntées à la mythologie : ce sont les vaincus des grandes batailles de l'Olympe que les dieux triomphans ont précipités dans l'abîme ; c'est Typhée, c'est Encelade, ce sont les géans de la Fable, sur qui pèsent de lourdes montagnes et dont la poitrine écrasée par ce poids vomit la flamme. « Toutes les fois, dit Virgile, qu'ils retournent leur flanc fatigué, la Sicile entière tremble et mugit, et le ciel se voile de fumée. » Ces explications poétiques et enfantines, dont Énée se contente aisément, ne pouvaient pas toujours suffire. Un siècle après Virgile, un écrivain qui appartenait vraisemblablement à l'école hardie des Sénèques, ennemie des traditions antiques, voulut en donner une autre qui fût plus sérieuse et plus savante (1). Il suppose que l'eau de la mer s'engouffre dans les profondeurs de l'Etna par des cavités souterraines, tandis que le vent y pénètre par d'autres ouvertures ; une fois entrés, il est naturel qu'ils se rencontrent dans ces couloirs étroits, qu'en se heurtant ensemble, ils se livrent des luttes

(1) On pense, sans en être certain, que c'était Lucilius, celui auquel Sénèque adresse ses fameuses lettres. Il fut intendant de la Sicile et il eut l'occasion, pendant qu'il y séjournait, d'étudier l'Etna.

furieuses qui font trembler la terre, et qu'enfin, quand ils trouvent quelque issue, ils s'échappent en tourbillons de feu. Tel est le système que l'auteur expose assez lourdement, dans un poème de plus de six cents vers. Il n'en garantit pas tout à fait la certitude, et le donne le plus souvent pour une hypothèse ; il est pourtant fort heureux de le développer, parce qu'il le dispense d'accepter les fictions mythologiques. C'est un libre penseur, très fier de l'être, qui malmène beaucoup ses malheureux confrères quand ils se permettent de nous parler d'Encelade ou de Vulcain, et qui, pour son compte, fait profession de n'avoir souci que de la vérité, *in vero mihi cura*. Mais, malgré ses rodomontades, c'est au fond un libre penseur timide, mal dégagé de ces histoires fabuleuses dont il se moque et qui se rend coupable lui-même des faiblesses qu'il reproche durement aux autres. Il invoque Apollon, avant de commencer son poème, sous prétexte « que ce dieu nous aide à marcher avec plus d'assurance dans les routes inconnues, » et pour nous faire comprendre l'effrayante beauté des éruptions de l'Étna, il nous dit sérieusement « que Jupiter lui-même admire de loin ces jets de flammes et qu'il craint que les géans ne songent à se remettre en campagne, ou que Pluton, mécontent de son partage, ne veuille échanger les enfers contre le ciel. » Ce poète si peu d'accord avec lui-même me paraît l'image fidèle de la société au milieu de laquelle il vivait et que travaillaient des instincts contraires. Sceptique et croyante à la fois, railleuse et dévote, elle se moquait des dieux anciens et en cherchait partout de nouveaux.

Si rapide que soit la navigation d'Énée, il était impossible que l'Étna n'arrêtât pas un moment ses regards. Virgile était donc forcé de le décrire ; il le fait en quelques vers où il le représente tantôt lançant dans les airs des nuages de fumée mêlés de cendres brûlantes, avec des flammes qui vont toucher les astres, tantôt vomissant des pierres calcinées et des roches fondues, tandis que la montagne bouillonne jusqu'au plus profond de ses abîmes :

Horrificis juxta tonat Ætna ruinis,  
Interdumque atram prorumpit ad æthera nubem  
Turbine fumantem piceo et candente favilla,  
Attollitque globos flammaram et sidera lambit ;  
Interdum scopulos avulsaque viscera montis  
Erigit eructans, liquefactaque saxa sub auras  
Cum gemitu glomerat, fundoque exæstuat imo.

Ces vers sonores et brillans furent, dès les premiers jours, appréciés des connaisseurs et cités dans les écoles comme un modèle achevé de description, si bien que Sénèque, qui n'est pas un juge prévenu, déclarait qu'il n'y a rien à y reprendre ou à y ajouter. Ce-

pendant un critique du II<sup>e</sup> siècle, fort respectueux d'ordinaire des réputations établies et des opinions reçues, s'avisa de protester contre l'admiration générale ; il signala beaucoup de faiblesses dans ce prétendu chef-d'œuvre et conclut que c'était un de ces passages que le poète aurait refaits, s'il en avait eu le temps, et dont l'imperfection le tourmentait à son lit de mort. Voilà sans doute une grande exagération, et Scaliger n'a pas eu de peine à prouver que ce morceau célèbre contient beaucoup de beaux vers. Pour moi, je serais tenté de penser que les vers y sont trop beaux peut-être. On s'aperçoit que le poète cherche les mots à effet et accumule les hyperboles ; s'il faut dire toute ma pensée, j'y trouve, comme Aulu-Gelle, un peu de fracas et d'effort (1). Ce n'est pas le défaut de Virgile ; mais il s'agissait ici de l'Etna ; le poète a senti qu'il était aux prises avec un sujet important, difficile, et dont les imaginations étaient occupées. Il s'est un peu surmené pour répondre à l'attente du public.

Énée est trop prudent pour faire un long séjour au pied de l'Etna. Il faut d'ailleurs qu'il évite la colère des Cyclopes, qui sont les habitans du pays, et de Polyphème, leur chef, qui voudrait bien venger sur lui le mal qu'Ulysse lui a fait. Il se remet donc en route le plus promptement qu'il peut. Les vaisseaux troyens passent tout près de ces immenses blocs de lave qui, aux environs d'Acì-Castello, ont été projetés dans la mer par le volcan. Le peuple les appelle *Scogli de' Ciclopi*, et suppose que ce sont des quartiers de roches que Polyphème lança contre Ulysse qui lui échappait. Pour moi, quand je voyais de loin leur masse noire couverte d'écume blanche et dominant les flots de plus de 60 mètres, je croyais avoir sous les yeux les Cyclopes eux-mêmes s'avancant dans la mer à la poursuite d'Énée. « Nous les voyons debout, dit Virgile, nous menaçant de leur œil farouche, et portant jusqu'aux cieux leur tête altière. Effroyable assemblée, *concilium horrendum* ! » Énée se sauve à force de rames. L'Etna s'éloigne peu à peu à l'horizon ; on passe à côté de Pantagia, du golfe de Mégare, de Thapsus « au soleil prosternée, » et l'on ne s'arrête qu'un peu plus loin, « à l'endroit où une île s'avance dans la mer de Sicile, en face de Plemmyre arrosé de tous côtés par les flots. » Cette île porte un nom illustre dans l'histoire : « Les premiers habitans l'ont appelée Ortygie. » C'est là qu'a commencé Syracuse. Plus tard, la ville immense a débordé sur le continent ; elle s'est sans cesse avancée dans la plaine jusqu'aux hauteurs des Épipoles et au fort d'Euryale ; mais l'île est toujours restée le cœur et le centre de la grande cité. Hiéron y avait bâti son pa-

(1) Aulu-Gelle, xvii, 10 : *In strepitu sonituque verborum laborat.*

lais, Denys la peupla de monumens magnifiques, elle fut la résidence des préteurs romains. Aujourd'hui, la ville entière y est renfermée, comme Tarente dans son ancienne acropole. C'est là qu'emprisonnée de tout côté par les flots, gardée par les bastions de Charles-Quint, Syracuse, avec ses rues étroites, ses vieilles maisons, ses balcons de fer, ses fenêtres monumentales, transporte le voyageur à quelques siècles en arrière, et lui donne le plaisir d'oublier un moment les banalités des villes modernes. De toutes ces curiosités Virgile n'en mentionne qu'une, celle que Syracuse tient de la nature et qui a dû exister chez elle de tout temps. C'est la fontaine d'Aréthuse, sur laquelle les Grecs faisaient tant de récits merveilleux. On pense bien que le pieux Énée, tout pressé qu'il est, s'arrête sur ce rivage pour y rendre ses devoirs à la source sacrée. Les voyageurs modernes font comme lui et ne manquent pas en passant d'aller voir Aréthuse. Il y a quelques années, ils éprouvaient un grand mécompte en la visitant. Elle était alors fort abandonnée, et les femmes de la ville, qui ne ressemblaient guère à Nausicaa, y venaient sans façon laver leur linge. Depuis, on l'a réparée, et nous la voyons à peu près dans l'état où elle était du temps de Virgile. C'est un bassin demi-circulaire, où pousse le papyrus et qu'une étroite jetée sépare de la mer ; il est rempli d'une eau limpide et contient en abondance des poissons de toute espèce et des oiseaux aquatiques de toute couleur. Le jour où je l'ai visité, le sirocco soufflait avec violence et les flots se brisaient en écumant contre le rivage. C'était vraiment une scène de légende que j'avais sous les yeux : Neptune acharné contre une pauvre nymphe qui lui résiste et travaillant à forcer le refuge tranquille où elle s'est retirée. Je dois dire qu'Aréthuse ne paraissait guère troublée de ce fracas. Pendant que la mer faisait rage, les poissons continuaient à courir après les morceaux de pain que leur jetaient les enfans, et les cygnes se promenaient gravement entre les touffes de papyrus. Cependant, quand j'entendais le bruit sourd des vagues, et que je voyais les panaches d'écume s'élever au-dessus de la jetée, je ne pouvais m'empêcher de craindre que la mer ne fût la plus forte. En regardant l'étroite langue de terre qui protège la petite source, je tremblais pour elle, et j'étais tenté de répéter le cri de Virgile :

*Doris amara suam non intermisceat undam !*

Au sortir d'Ortygie, Énée franchit le promontoire de Pachinum, un des trois qui donnent sa forme à la Sicile ; puis il longe toute cette côte parallèle aux rivages de l'Afrique, que les Grecs avaient peuplée de leurs colonies. C'était un pays illustre entre tous et qui

avait tenu une grande place dans l'histoire de l'humanité. Mais Énée passe vite. Il nous dit qu'un vent favorable le pousse ; il faut qu'il en profite pour arriver où les dieux l'envoient : il n'a le temps que d'indiquer quelques-unes des villes qu'il aperçoit au passage. Voici Camarina, Gela, Agrigente « qui se dresse sur la hauteur et montre au voyageur ses vastes remparts ; » voici Sélinonte, avec sa ceinture de palmiers ; voici enfin Lilybée « qui cache sous ses ondes des écueils perfides. » Dans ces vers rapidement jetés, je ne vois guère à retenir que le tableau d'Agrigente :

Arduus inde Acragas ostentat maxima longe  
Mœnia.

il reste encore des débris de ces immenses murailles qui avaient frappé Virgile, et, à côté des grands blocs de pierre, que le temps a renversés, on peut voir une série de temples à moitié détruits qui formaient, quand ils étaient intacts, une sorte de couronnement aux remparts. L'effet devait être saisissant quand on voyait d'en bas d'abord une ligne de temples et de murs, puis la ville, avec ses admirables édifices, monter en étages jusqu'au rocher de Minerve (*Rupe Atenca*) et à l'Acropole. Le vers de Virgile nous donne assez bien l'idée de ce spectacle, et la précision de sa description nous montre qu'il avait Agrigente devant les yeux quand il nous parle d'elle. Il paraît s'être peu préoccupé de savoir si, à l'époque de la guerre de Troie, elle était comme il l'a décrite ; c'est un souci d'historien et d'archéologue qui le touche médiocrement. Quelques critiques rigoureux l'en ont blâmé ; d'autres ont essayé de le défendre en disant qu'à la vérité Agrigente ne fut fondée que plusieurs siècles après le voyage d'Énée, mais qu'il y avait déjà, sur les lieux où devait s'élever la ville grecque, une bourgade de Sicules, et que le poète veut parler de celle-là, quoiqu'il lui donne le nom de l'autre. Ce débat a peu d'importance ; mais nous voilà certains, dans tous les cas, que Virgile a visité ce qui, de son temps, restait des villes grecques le long de la mer africaine. Elles ne devaient pas être tout à fait dans l'état où nous les voyons aujourd'hui. Camarina et Gela n'avaient pas entièrement disparu, et les colonnes des temples de Sélinonte ne jonchaient pas le sol. Cependant, Strabon dit en termes formels « que la côte qui va du cap Pachinum à Lilybée est déserte et qu'on y trouve à peine quelques vestiges des établissemens que les Grecs y avaient fondés. » Il n'y avait donc déjà sur cette plage que des ruines. Nous voudrions savoir quel effet elles produisaient à Virgile et les pensées qui agitaient son âme pendant qu'il parcourait les rues de ces villes abandonnées et qu'il errait dans ces grands espaces vides d'où la vie s'était retirée. Il ne

nous l'a dit nulle part, mais je ne crois pas qu'il soit téméraire de l'imaginer. Il me semble qu'en contemplant ces ruines il devait remonter aux causes qui les avaient produites. Il se remettait devant les yeux l'histoire de ces malheureuses villes déchirées par les factions, passant de la plus extrême liberté à la plus dure servitude, toujours prêtes, dans leurs querelles domestiques, à invoquer l'appui de l'étranger et se détruisant sans pitié les unes les autres. Il se disait sans doute qu'une nation n'est pas uniquement faite pour bâtir d'admirables monumens, pour avoir des musiciens, des sculpteurs, des peintres, des poètes, qu'il faut avant tout qu'elle soit capable de sagesse, de modération, de discipline, qu'elle sache se conduire, conserver la paix intérieure, s'entendre avec les voisins. Puis il faisait un retour vers son propre pays, si pauvre dans les arts et dans les lettres, et je suppose qu'il prenait son parti de cette infériorité quand il le voyait posséder à un si haut degré les qualités politiques dont l'absence a perdu les Grecs, le respect de l'autorité, l'esprit de suite, l'oubli des querelles particulières en face de l'ennemi du dehors, l'union étroite des citoyens vers un dessein commun. Il lui semblait alors, quelle que fût la gloire de la Grèce, que Rome, par d'autres côtés, pouvait soutenir la comparaison : c'était assurément un grand peuple que celui qui, en sachant se gouverner lui-même, était devenu digne de gouverner le monde. C'est le sentiment qu'il exprime, avec un éclat incomparable, dans ces vers du sixième livre que quelques critiques, je ne sais pourquoi, lui ont reprochés : « D'autres sauront mieux animer et assouplir l'airain, tailler dans le marbre des figures savantes ; ils parleront avec plus d'éloquence... Toi, Romain, souviens-toi que c'est ta gloire de commander à l'univers. Forcer tous les peuples à se tenir en paix, épargner les vaincus, humilier les superbes, voilà les arts que tu dois cultiver. »

Excudent alii spirantia mollius æra...

Tu regere imperio populos, Romane, memento !

Je ne puis m'empêcher de croire qu'en visitant les ruines des villes grecques de la Sicile le contraste des deux pays, de leurs qualités contraires, de leurs destinées diverses est apparu à Virgile d'une manière plus saisissante et que c'est ce qui lui a inspiré ces beaux vers.

Nous voici arrivés au terme du premier voyage d'Énée en Sicile. De Lilybée il se dirige « vers le triste rivage de Drepanum (1), » et

(1) *Drepani illætabilis ora*. Est-ce seulement parce qu'il y a perdu son père qu'il l'appelle ainsi ? Les commentateurs font remarquer que cette côte est marécageuse et

là, au moment où il croit approcher de la fin de ses peines, il perd son père. La légende plaçait la mort d'Anchise en différens endroits, et l'on montrait son tombeau dans presque tous les pays où les Troyens s'étaient arrêtés. Virgile était donc libre de le faire mourir comme il voulait. Il a tenu à le laisser accompagner son fils le plus longtemps possible; il lui convenait de placer à côté du pieux Énée une sorte d'interprète des dieux qui pût lui expliquer leurs oracles et lui transmettre leur volonté. Mais il ne pouvait pas sans de graves inconvéniens le lui conserver davantage. Nous touchons au moment où une tempête va jeter Énée sur les côtes d'Afrique; il doit y trouver l'hospitalité de Didon et « passer tout un long hiver dans les plaisirs. » Quelle figure aurait faite le vertueux Anchise au milieu de cette aventure amoureuse? Il ne pouvait ni l'empêcher puisque les dieux y consentaient, ni la permettre sans manquer à la gravité de son caractère; il valait mieux qu'il n'y assistât pas. Virgile a donc pris le parti de le faire disparaître à propos.

Après la mort de son père, Énée quitte la Sicile, mais ce n'est pas pour toujours : il doit y revenir quelques mois plus tard, lorsqu'il s'est enfui de Carthage, et y séjourner pendant toute la durée du cinquième livre.

#### IV.

On a souvent remarqué que le cinquième livre n'est pas uni d'une manière bien étroite au reste du poème. On pourrait le supprimer sans qu'il manquât rien, sinon à l'agrément de l'ouvrage, au moins à la suite et au développement de l'action. Il n'y est guère question que de cérémonies et de spectacles, et cette lutte acharnée d'un homme contre les divinités contraires pour accomplir une mission divine, qui est le sujet de l'*Énéide*, semble s'y reposer un moment. Énée, obéissant aux ordres de Jupiter, vient d'abandonner Didon et il navigue vers l'Italie. Tout d'un coup, le vent fraîchit; le pilote, qui s'épouvante vite, déclare qu'il n'ose pas continuer sa route avec un ciel aussi menaçant. Le prudent Énée se laisse aisément toucher par ces craintes et consent à s'arrêter en chemin. La Sicile est voisine : c'est une terre amie sur laquelle règne un Troyen,

stérile. Pour les anciens, c'était un pays désolé depuis le combat d'Éryx et d'Hercule, et longtemps il a gardé cette apparence. Aujourd'hui, tout est en train de se transformer; dans la partie basse, on a établi des salines qui paraissent très florissantes. La plaine qui les entoure se peuple de maisons neuves. On a même essayé, près du port de Trapani, de planter un jardin dont les arbres résistent courageusement au mistral qui les courbe.

le vieil Aceste, et qui contient la tombe d'Anchise. Il va justement y avoir une année qu'Anchise est mort ; et, puisque l'occasion se présente de célébrer cet anniversaire, il convient d'en profiter.

Voilà donc la flotte troyenne revenue au port de Drepanum. Cette partie de la Sicile où Énée s'arrête n'a pas eu tout à fait les mêmes destinées que le reste de l'île. Elle échappa de bonne heure à la domination grecque et fut occupée par les Carthaginois, qui, pendant plus de deux siècles, en furent les maîtres. Il est clair que ce long séjour des Sémites doit avoir exercé quelque influence sur les anciens habitans, quoiqu'il soit aujourd'hui difficile de l'apprécier. Après les premières résistances, les Grecs de ce pays durent finir par s'entendre avec les conquérans ; malgré les différences de mœurs et de races, on s'arrangea pour vivre ensemble, comme firent, au moyen âge, les Siciliens et les Arabes. Une tessère conservée au musée de Palerme représente d'un côté deux mains serrées ensemble et contient de l'autre une inscription qui nous apprend « qu'Imilcon Hannibal, fils d'Imilcon, a fait un pacte d'hospitalité avec Lison, fils de Diognète et ses descendans. » Les contrats de ce genre ne devaient pas être rares entre les deux peuples. Il est vraisemblable aussi que les vainqueurs, quoique leur esprit ne fût pas tourné de ce côté, ne résistèrent pas entièrement à la séduction de l'art grec. Quand ils prirent Ségeste, ils enlevèrent une statue de Diane en bronze, qui passait pour un chef-d'œuvre. « Transportée en Afrique, dit Cicéron, la déesse ne fit que changer d'autels et d'adorateurs. Ses honneurs la suivirent dans ce nouveau séjour et son incomparable beauté lui fit retrouver chez un peuple ennemi le culte qu'elle recevait à Ségeste. » Carthage dominait sur toute la partie occidentale de la Sicile ; mais, pour ne pas s'affaiblir en disséminant ses forces, elle s'était fortement établie dans trois villes importantes : à Lilybée (Marsala), à Drepanum (Trapani) et à Panormos (Palerme). C'est au-dessus de Drepanum, au centre de la côte occupée par les Carthaginois, que s'élevait l'Eryx (aujourd'hui *monte San-Juliano*), dont ils avaient fait une de leurs principales citadelles. Il faut d'abord le parcourir et le décrire, car toute l'action du cinquième livre de Virgile va se passer autour de cette montagne.

La réputation du mont Eryx était très grande dans l'antiquité. Quoiqu'il ne s'élève pas tout à fait de 8,000 mètres au-dessus de la mer et qu'il y ait en Sicile plus d'un pic, sans compter l'Etna, qui le dépasse de beaucoup, il est d'une si belle forme, si régulièrement découpé et si bien posé, il se montre de tous les côtés avec tant d'avantages, que son nom revient de lui-même à Virgile, quand il veut nous donner l'idée d'une haute montagne : *Quantus Athos, aut quantus Eryx!* L'accès aujourd'hui en est facile ; une



belle route en lacets y mène de Trapani, et l'on atteint le sommet en trois ou quatre heures. Là, on est surpris de trouver une des petites villes assurément les plus curieuses qu'on puisse voir. Enfermé dans de solides murailles, qui remontent aux temps les plus reculés, défendu par des tours et des bastions, San-Juliano contient près de quatre mille habitans qui ont grand'peine à tenir dans un espace fort resserré. La ville a un air antique et sévère et peu de chose y a été fait pour l'agrément. Quand on parcourt ces rues étroites et escarpées, que bordent de petites maisons avec des portes basses et des fenêtres rares, quand on sent l'âpre bise qui souffle pendant les plus belles journées, et qu'on songe que, dans l'hiver, le temps doit y être souvent fort rigoureux, on se demande comment des hommes ont pu être tentés de placer si haut leur demeure. Cependant ce lieu est un des plus anciennement peuplés du monde ; on y a trouvé des restes d'armes en silex, ce qui prouve qu'avant même que l'on connût les métaux, il avait des habitans. Une montagne isolée, facile à défendre, dont les racines plongent dans la mer, et qui est pourvue, à son sommet, de sources d'eau intarissables, offrait un asile sûr à ceux qui voulaient mettre leur fortune et leur vie à l'abri d'un coup de main. Plus tard elle servit de forteresse à tous les conquérans de la Sicile, et les Grecs, les Carthaginois, les Romains, s'en disputèrent avec acharnement la possession. Les habitans y furent plus nombreux que jamais, au milieu des violences du moyen âge, et c'est alors que, pour leur faire place, les maisons furent obligées de se serrer, comme nous le voyons, les unes contre les autres. Aujourd'hui qu'on peut vivre sans danger dans la plaine, la montagne se dépeuple peu à peu, et l'on peut prévoir qu'un jour la petite ville, devenue presque déserte, ne sera plus guère fréquentée que par les curieux qui visitent ce pays à la recherche des souvenirs antiques.

Ce qui les attire surtout ici, c'est la renommée du fameux temple de Vénus qui couronnait autrefois la montagne. Ils ne l'y trouveront plus ; le temple a péri tout entier, et il n'est guère possible que d'en reconnaître la place. Un peu au-dessus de San-Juliano s'étend un large plateau auquel on arrive par une petite promenade plantée d'arbres et bordée de fleurs. Ce plateau devait être primitivement plus étroit ; on l'avait agrandi au moyen d'énormes substructions qui plongent quelquefois très bas et vont s'appuyer sur les saillies du rocher. Les ouvrages de ce genre étaient fréquens chez les anciens, qui ne reculaient devant aucun travail pour asseoir solidement les bases de leurs édifices. Mais celui-ci avait frappé par ses vastes proportions les anciens eux-mêmes, et, n'en connaissant pas l'auteur, ils l'attribuaient à Dédale, l'artiste légendaire,

absolument comme nous disons quelquefois que ce sont des monumens cyclopéens : ces façons de parler n'apprennent rien, mais elles sont commodes pour déguiser une ignorance. Nous sommes aujourd'hui plus avancés que les anciens, et nous pouvons dire quel peuple a bâti au moins les plus basses assises de ces murs immenses. Un archéologue distingué de Palerme, M. Salinas, a reconnu que les grands blocs de pierre sur lesquels reposent les murailles portent des lettres, et que ce sont des lettres phéniciennes. Nous avons donc la preuve que les premiers travaux pour établir le soubassement du temple et de la ville furent faits par les Carthaginois. Mais nous venons de voir que bien avant leur arrivée en Sicile le mont Eryx était peuplé, et rien n'empêche de croire que, sur l'emplacement où ils bâtirent leur édifice somptueux, il existait déjà un modeste sanctuaire construit par les anciens habitans. C'est ce que confirme de tout point le récit de Virgile. Il nous montre à l'approche d'Énée les gens du pays qui, du haut de la montagne, ont l'œil fixé sur la mer pour observer de loin les hôtes inconnus que les flots vont leur amener. Il les représente grossiers et à demi sauvages, comme ils devaient être, « tenant des javelots à la main et couverts de la peau d'une ourse de Libye. » Quant au vieux sanctuaire, qui avait précédé le temple phénicien, il en attribue la fondation à Énée lui-même. Au moment de partir, « le héros, nous dit-il, élève à Vénus sa mère, sur le sommet de l'Eryx, une demeure sacrée, voisine des astres. »

La divinité d'Eryx avait cet avantage d'être reconnue et honorée par tous les peuples qui naviguaient sur les rivages de la Méditerranée. Sous des noms différens, les matelots phéniciens, grecs, étrusques et romains, rendaient hommage à une déesse de la mer qu'ils invoquaient dans leurs dangers, et à laquelle ils se croyaient redevables de leur salut ; qu'on l'appelât Astarté, Aphrodite ou Vénus, c'était au fond la même pour tous : ils lui accordaient les mêmes attributions, ils lui reconnaissaient la même puissance. Dans son sanctuaire d'Eryx, à côté d'inscriptions grecques et latines, on trouvait des *ex-voto* phéniciens où des Carthaginois se mettaient sous la protection d'Astarté « qui donne une longue vie. » Comme tous honoraient également la déesse, il arriva que, malgré leurs rivalités furieuses, son temple ne fut jamais détruit et qu'il traversa sans dommage ces guerres terribles où l'on se permettait tout. Cette heureuse fortune augmenta le crédit dont il jouissait auprès des dévots. Elle était d'autant plus extraordinaire que le temple d'Eryx passait pour être l'un des plus riches du monde. Thucydide raconte que les habitans de Ségeste y menèrent les envoyés athéniens, quand ils voulurent les tromper sur les ressources

dont ils disposaient, et qu'ils leur firent croire qu'ils étaient les maîtres de tous les trésors qu'on y avait déposés. Parmi les dons qu'on avait faits à la déesse, Elien signale particulièrement des bagues et des anneaux; ce qui nous fait songer à *la Madonna di Trapani* dont l'église se trouve précisément au pied du mont Eryx. C'est une Vierge miraculeuse, en faveur de laquelle beaucoup de femmes du monde se sont dépouillées d'une partie de leurs parures. Elle est surchargée de diadèmes, de colliers, de bracelets, de bijoux, qui étincellent au feu des cierges, et porte même, accroché au bas de sa robe, un lot de montres de tout âge et de toute façon, qui ferait la joie d'un collectionneur. D'après le rapport d'Elien, j'imagine qu'on devait trouver quelque chose de semblable dans le temple de Vénus Érycine. Ainsi pensait-on que la déesse aimait beaucoup une demeure aussi opulente et qu'elle y séjournait volontiers. C'était une de ses résidences favorites; Théocrite lui dit en l'invoquant : « O toi, qui habites Golgos, Idalie ou le haut Eryx. » Les gens du pays prétendaient même qu'elle ne s'en éloignait qu'une fois par an, pour aller faire un tour en Afrique. Son absence se reconnaissait à ce signe qu'on ne voyait plus voler aucune colombe autour de l'Eryx : elle les emmenait toutes dans son voyage. Neuf jours après, elle revenait, et les colombes avec elle. Son départ et son retour étaient l'occasion de brillantes cérémonies.

Le culte de Vénus Érycine avait le caractère sensuel et voluptueux qui était ordinaire aux religions de l'Orient. La déesse était servie par de jeunes et belles esclaves, qu'on appelait en grec des *hiérodoules*. Il y en avait mille dans le temple d'Aphrodite à Corinthe, qui faisaient oublier aux capitaines de navire, quand ils s'arrêtaient quelques jours, les ennuis des longues traversées. Il en devait être de même à Eryx; les marins de passage y venaient célébrer Vénus avec ces élans et ces excès que fait naître la joie de vivre chez des gens qui sont toujours en danger de mourir. On a trouvé, sur un des versans de la montagne, un grand dépôt d'amphores brisées, dont les anses portent des inscriptions grecques, latines et carthagiноises : il est vraisemblable que les matelots de tous les pays qui gravissaient l'Eryx apportaient leur vin avec eux, et le buvaient là haut en joyeuse compagnie. Les hiérodoules les aidaient à dépenser l'argent qu'ils avaient laborieusement amassé dans leurs pénibles voyages. Aussi quelques-unes de ces femmes arrivaient-elles bientôt à faire fortune. Cicéron parle de l'une d'elles, nommée Agonis, d'abord esclave, puis affranchie de Vénus, qui était devenue très riche et qui possédait notamment des esclaves musiciens qu'on lui envoyait et qu'on finit par lui enlever. Ces plaisirs de toute sorte qu'on trouvait sur l'Eryx font aisément comprendre la renommée dont il jouissait parmi les gens de mer dans toute la Méditerranée.

Le temple, situé au sommet de la montagne, s'apercevait de loin comme un phare. J'imagine que le pilote ou le capitaine qui venait de faire un long voyage, plein de fatigues et de périls, sentait son cœur battre de joie quand il voyait, en arrivant d'Italie ou d'Afrique, apparaître à l'horizon ce lieu de délices où il allait un moment oublier ses peines, et que, quand il partait de Drepanum il, devait tenir longtemps les yeux fixés sur la montagne qui lui rappelait de si agréables souvenirs. Du reste, les gens de cette sorte n'étaient pas les seuls qui venaient honorer Vénus Érycine dans son sanctuaire : on y voyait quelquefois des visiteurs plus importants. Diodore nous dit que les magistrats les plus considérables du peuple romain, les consuls, les préteurs, quand leurs fonctions les amenaient de ce côté, montaient au temple d'Eryx. Il ajoute qu'on leur savait gré d'oublier un moment leur gravité et de rendre hommage à la déesse en se prêtant aux plaisanteries et aux jeux des femmes qui la servaient. C'était pour eux une manière aisée de faire leurs dévotions (1).

Aujourd'hui le plateau de l'Eryx est désert ; le temple de Vénus, la demeure des hiérodules, tous ces édifices consacrés au plaisir ont disparu. Le silence s'est fait dans ces lieux où longtemps ont retenti des chants de fête. Ce qui leur reste, c'est l'admirable vue dont on jouit du haut de la montagne, cette série de plaines et de collines riantes qui s'étagent jusqu'au-delà du cap Saint-Vit, cette immense étendue de mer qui se déroule devant nous jusqu'aux côtes de l'Afrique. Mais ne portons pas nos regards si loin ; contentons-nous d'un horizon plus étroit. Nous devons nous borner à tenir nos yeux fixés sur cette petite bande de terre qui s'étend à nos pieds entre la montagne et la mer. C'est elle que Virgile a choisie pour y mettre la scène de son cinquième livre. Des hauteurs où nous sommes, nous allons en suivre sans peine les divers incidens.

On a vu plus haut que ce qui détermine Enée à s'arrêter pour la seconde fois en Sicile, c'est l'occasion qui s'offre à lui de visiter la tombe d'Anchise et de lui rendre de nouveaux honneurs. A peine débarqué, il rassemble ses soldats, et du haut d'un tertre, comme un empereur, il leur tient une de ces harangues solennelles qui plaisaient tant à la gravité romaine :

*Dardanidæ magni, genus alto a sanguine divum, etc.*

Il leur annonce, dans ce discours, la série des fêtes qu'il prépare

(1) Les femmes d'Eryx passent pour être les plus belles de toute la Sicile : c'est tout ce qui reste à ce pays de la protection de Vénus. Elles avaient déjà cette réputation au moyen âge. Le voyageur arabe Ben-Djobair, qui le constate, ajoute : « Que Dieu les fasse captives des musulmans ! »

pour honorer la mémoire de son père, et tout s'exécute comme il l'a dit. On se rend d'abord au tombeau d'Anchise, pour y jeter des fleurs et y faire des libations de lait, de vin et de sang. Ce n'est pas un mort ordinaire que celui qui a été honoré de l'amour de Vénus et qui est le père d'Énée ; c'est un dieu, et il le fait bien savoir à son fils, quand il suscite ce serpent qui sort de sa tombe et vient goûter aux mets qu'on lui a consacrés. Énée ne saisit pas très bien d'abord le sens de cette apparition merveilleuse, et il se demande si c'est le génie familier du lieu qu'il vient de voir, ou une sorte de démon domestique au service de son père dans l'autre vie. Il finit par comprendre, et immole à celui qu'il regarde comme une divinité nouvelle des brebis, des porcs et des taureaux. C'est une ébauche timide et un peu confuse d'apothéose. Quelques années plus tard, quand Auguste mourut et qu'il fut proclamé dieu par le sénat, on régla minutieusement les cérémonies de ses funérailles, et le rituel de l'apothéose impériale fut fixé. « Des soldats avec leurs armes, des cavaliers avec leurs enseignes, courant autour du bûcher funèbre, y jetèrent les récompenses qu'ils avaient reçues pour leur valeur. Des centurions s'approchant ensuite avec des flambeaux y mirent le feu. Pendant qu'il brûlait, un aigle s'en échappa, comme pour emporter avec lui l'âme du prince. » Ces cérémonies, il faut l'avouer, avaient plus grand air que les libations de lait et de vin versées par Énée sur la tombe de son père et le serpent mystérieux qui se glisse hors du mausolée. Mais Virgile n'a pas prévu ce qui se ferait après lui, et il s'est contenté, selon son usage, d'approprier à des circonstances nouvelles les pratiques anciennes de la religion nationale.

Les jeux funèbres qu'Énée a d'avance annoncés à ses soldats ont lieu neuf jours après le sacrifice : c'était l'usage, Servius nous l'apprend. La trompette en donne le signal ; les Troyens et les gens du pays se réunissent avec empressement pour y assister, et le poète emploie plus de cinq cents vers, presque tout le cinquième livre, à les décrire. Pour comprendre qu'il leur ait donné tant de place dans son œuvre, il faut se rappeler celle qu'ils tenaient dans la vie des Romains de son temps. Ils en étaient devenus le principal intérêt, depuis que le souci de leurs affaires leur était indifférent, et l'amphithéâtre ou le cirque occupaient le temps que le forum laissait libre. Il avait fallu, pour leur plaire, multiplier les jeux sans mesure, et, dans le 1<sup>er</sup> siècle de l'empire, après qu'on eut supprimé ceux qui semblaient inutiles, ils remplissaient encore cent trente-cinq jours de l'année. Virgile avait donc la certitude de charmer ses lecteurs en les entretenant de ce qui était leur plus violente passion. Il y trouvait de plus l'avantage de pouvoir imiter Homère,

qui, lui aussi, s'était plu à décrire longuement les jeux institués par Achille aux funérailles de Patrocle. La plus grande partie du morceau de Virgile est copiée de l'*Illiade*; mais là, comme ailleurs, il sait garder, même dans les traductions les plus exactes, une allure indépendante; il s'assimile ce qu'il reproduit, et, malgré l'empire que son grand prédécesseur exerce sur lui, il conserve la disposition de son génie propre. Il y a d'ailleurs deux de ces tableaux qui lui appartiennent tout à fait. D'abord il a remplacé la course des chars par celle des navires. On voit sans peine ce qui lui a donné l'idée de ce changement : les Troyens, qui naviguent depuis sept ans, ne doivent pas avoir beaucoup de chevaux à leur service, et, dans tous les cas, ils n'ont pas eu l'occasion de s'exercer à les conduire; comme ils ne se sont guère appliqués qu'à la direction de leurs vaisseaux, c'est dans ce genre d'exercice qu'il était naturel de les faire lutter entre eux. Les courses de char étaient un lieu-commun dont la poésie grecque avait abusé; on avait plus rarement dépeint les courses de vaisseaux, et elles pouvaient fournir quelques descriptions nouvelles. L'autre spectacle que Virgile n'a pas emprunté à Homère est celui qu'on appelait le jeu troyen (*ludus Trojanus*), sorte de carrousel où la jeunesse se livrait à des luttes d'adresse et de force et auquel on attribuait une antiquité très vénérable. Par elles-mêmes, ces évolutions des jeunes gens sous les yeux de leurs pères avaient quelque chose de touchant et de gracieux qui devait plaire à Virgile; il savait, de plus, qu'en les décrivant il entraînait dans les desseins d'Auguste, qui les remit en honneur, sans doute pour y faire briller ses petits-fils et montrer au peuple, au milieu de pompes antiques, les maîtres futurs de l'empire. Le poète est ici fidèle à son système ordinaire, qui consiste à rapprocher le présent du passé et à redonner la vie à ces vieilles histoires en les animant des passions de son temps.

Je ne veux pas analyser ces récits, qui n'auraient pas pour nous le même intérêt que pour les contemporains de Virgile. Qu'il me suffise de dire qu'ici, comme partout, le poète a décrit exactement les lieux où se passe son drame. Du haut de l'Éryx, on peut remettre à leur place les divers jeux par lesquels Énée honore la mémoire de son père et s'en donner le spectacle. Voici d'abord la course des vaisseaux, par laquelle la fête commence. Le point d'où ils partent n'est pas indiqué; c'est sans doute quelque mouillage dans les environs du port de Drepanum, où ils se sont réfugiés pendant le mauvais temps. Mais, en revanche, on désigne très clairement l'endroit vers lequel ils doivent se diriger. « Au milieu des flots, vis-à-vis de la rive écumante, se dresse un rocher que les vagues furieuses battent et recouvrent quand les tempêtes de l'hi-

ver obscurcissent le ciel. Silencieux pendant le calme, il domine l'onde immobile, et les oiseaux de la mer aiment à s'y reposer au soleil. » Je l'aperçois à quelques kilomètres du rivage, et la description de Virgile m'aide à le reconnaître. On l'appelle aujourd'hui *Isola d'Asinello*. C'est autour de cette petite île, décorée pour la circonstance de branches de chêne, que les vaisseaux doivent tourner. Voilà bien l'écueil où la galère de Sergeste a brisé ses rames et sa proue; je la vois qui essaie péniblement d'avancer, avec les voiles qui lui restent, « semblable à un serpent sur lequel a passé la roue d'un char au milieu du chemin, qui se consume en efforts inutiles et se replie sur lui-même sans pouvoir faire un pas, » tandis que devant elle passe, comme un éclair, le vaisseau de Mnesthée, avec ses rameurs haletans courbés sur l'aviron. Cette première joute finie, Énée, qui en a suivi les péripéties des environs du port de Drepanum, se rend, en longeant le rivage, « jusqu'à une prairie entourée d'un cercle de collines qu'ombragent des forêts. » Il serait aisé de trouver, le long des rampes de l'Éryx, plus d'un lieu qui répondrait exactement à la description de Virgile. L'Éryx ne tombe pas dans la mer d'une pente unie; il jette à droite et à gauche des contreforts qui s'avancent, enfermant entre eux de petites vallées verdoyantes adossées aux flancs de la montagne. Ces vallées ressemblent assez, selon l'expression du poète, à la partie circulaire d'un théâtre antique, et elles paraissent faites exprès pour des foules qui veulent assister commodément à quelque spectacle. Figurons-nous Énée assis au fond de cette espèce de cirque, sur un siège plus élevé; autour de lui, les Troyens et les Siciliens se placent comme ils peuvent sur le penchant des collines, et de là tous regardent, avec un intérêt passionné, la course à pied, la palestre, le tir de l'arc. Mais, pendant qu'ils sont tout entiers livrés au plaisir que leur causent les évolutions compliquées du jeu troyen, le spectacle est arrêté par un incident imprévu. Un messager accourt pour annoncer que les femmes, qu'on a laissées à Drepanum, désespérées de se remettre en route et cédant aux mauvais conseils de Junon, ont mis le feu aux navires. De l'endroit où Énée se trouve, le port est caché et il n'est pas possible d'apercevoir la flotte qui brûle; mais, par-dessus les hauteurs, on voit la fumée s'élever, comme un nuage, dans les airs. Iule, le premier, puis tous les Troyens à sa suite, se précipitent pour éteindre l'incendie.

Malgré la promptitude des secours et l'aide de Jupiter, on ne peut pas sauver tous les vaisseaux; quelques-uns sont tout à fait détruits, ou beaucoup trop endommagés pour être réparés. Il n'est donc plus possible à Énée d'emmener avec lui tout son monde, il

lui faut faire un choix. Les plus braves, les plus résolus l'accompagneront seuls ; quant à ceux « qui n'éprouvent pas le besoin de la gloire, » ils resteront en Sicile. Il y laisse aussi les femmes, qui sont épuisées par sept ans de pénibles aventures ; mais, avant de partir, il s'occupe à leur bâtir une ville dont il trace l'enceinte à la manière italienne, avec une charrue, et qu'il place sous l'autorité du bon Aceste. Cette ville est Ségeste, qui fut importante à son heure, et qui, pour vaincre sa rivale Sélinonte, appela les Athéniens et les Carthaginois à son aide. Elle était déjà bien déchue quand les Romains devinrent les maîtres de la Sicile. Elle se ressouvint alors à propos qu'on disait qu'elle avait été fondée par Enée, et se réclama auprès des vainqueurs de son origine troyenne. A l'appui de cette tradition, elle montrait une chapelle antique qu'elle avait élevée à son fondateur, elle rappelait que deux petits ruisseaux, qui coulent au fond de la vallée, avaient reçu le nom du Simois et du Scamandre. Les Romains accueillirent bien ses prévenances et la regardèrent comme une ville alliée et parente. On affecta de la traiter honorablement, on l'exempta d'impôts, et Virgile célébra sa naissance dans son poème. Mais ces honneurs n'arrêtèrent pas sa décadence, elle devint de plus en plus pauvre et déserte sous l'empire ; au moyen âge, elle a tout à fait disparu.

Cependant on va toujours visiter l'emplacement qu'elle occupait ; car, si la ville n'existe plus, il reste d'elle deux monumens, un temple et un théâtre, qui conservent son souvenir et attirent les curieux. Le temple n'est peut-être pas le plus beau de ceux que possède encore la Sicile, mais il n'y en a pas qui produise un plus grand effet sur les voyageurs. Il est bon, pour en jouir pleinement et l'apprécier à sa valeur, de le voir d'un peu loin : c'est le caractère des monumens grecs qu'ils sont faits pour la place qu'ils occupent et que leur situation est un des élémens de leur beauté. Ici le temple s'élève sur une hauteur ; la colline même sur laquelle il est bâti lui sert de piédestal ; il fait corps avec elle, il en est le couronnement, et si l'on veut l'en isoler, on le tronque et on le mutilé. Son aspect change entièrement suivant le côté d'où on le regarde. Quand on vient de Calatafimi, on l'aperçoit tout d'un coup, à un détour de la route, par une fente de rochers : c'est un coup d'œil merveilleux. Il apparaît de profil, et ses colonnes se dessinent dans le bleu du ciel avec une admirable netteté. Du pied du *Monte Barbaro*, on le voit de face ; son fronton s'applique sur une belle montagne qui se dresse par derrière et lui sert de toile de fond. Il paraît alors plus ramassé, plus puissant, plus sévère. Cette qualité est celle qui domine à mesure qu'on approche. Il peut même se faire que l'ensemble, quand on est tout près, semble d'abord lourd



et trapu. Les colonnes, comme dans tous les temples siciliens, y sont très rapprochées les unes des autres, moins élancées, plus massives que dans les édifices de la Grèce propre. Mais songeons que les architectes avaient à résoudre ici un problème difficile : ils bâtaient avec des matériaux inférieurs sur un sol agité et mouvant. Ils se sont résignés à faire leurs monumens un peu moins légers pour qu'ils fussent plus solides; et ils y ont réussi, puisqu'ils existent encore. C'est du reste un défaut auquel on s'habitue vite; la première surprise passée, on admire sans réserve cette noble architecture dorique, si sobre, si vigoureuse, si claire, si rationnelle, où il n'y a pas un ornement qui ne s'explique, pas un détail qui ne concoure à l'effet de l'ensemble, et qui est une satisfaction pour l'esprit autant qu'un régal pour l'œil (1). Le temple de Ségeste n'a pas été fini; les cannelures des colonnes sont à peine entamées. les frises n'ont jamais reçu de sculptures. Il est vraisemblable qu'on était en train de le bâtir quand Agathocle prit Ségeste d'assaut. On sait qu'il massacra sans pitié dix mille de ses habitans et vendit le reste. Depuis cette exécution terrible, la ville, qui ne fit plus que végéter, ne se trouva jamais assez de ressources pour terminer le temple qu'elle avait commencé sur de si vastes proportions au temps de sa prospérité. On dut l'approprier, tant bien que mal, au culte, et s'en servir pendant des siècles comme il était. C'est ce qui est arrivé depuis lors à beaucoup de cathédrales gothiques que la renaissance ou la réforme ont surprises avant qu'elles fussent achevées.

Quant à la ville elle-même, elle était située sur une montagne voisine, le *Monte-Barbaro*. On y grimpe avec peine à travers des rochers éboulés, et l'on rencontre en montant quelques pans de murs détruits, quelques seuils de porte de l'époque romaine : voilà tout ce que nous avons conservé de Ségeste. Une des choses qui étonnent le plus quand on court le monde à la recherche des souvenirs antiques, c'est de voir des villes importantes comme celle-ci, qui tint tête à Syracuse, périr si complètement qu'on n'en trouve presque plus la trace. Le théâtre, qui était taillé dans le roc, a survécu seul à la ruine commune. On en reconnaît l'orchestre et la scène; les gradins sont à peu près intacts, avec les escaliers qui conduisaient les spectateurs à leur place. Si l'on excepte celui de Taormine, qui est une merveille, je ne crois pas qu'il y en ait un

(1) A propos de ces qualités de l'ordre dorique, on peut lire les premières pages du *Cicerone* de Burckhardt. Cet excellent livre, qui rend tant de services à tous ceux qui veulent faire un voyage sérieux en Italie et y bien juger les chefs-d'œuvre de l'art, est aujourd'hui tout à fait à notre disposition. Il vient d'être traduit en un français très élégant par M. Auguste Gérard. (Paris, 1881; Firmin-Didot.)

autre en Sicile d'où l'on jouisse d'une vue plus large et plus variée. Il est placé au fond d'un cirque de montagnes pittoresques, dont le sommet forme tantôt de grandes lignes majestueuses, tantôt des dentelures bizarres et tourmentées. Devant lui, la plaine s'étend jusqu'à la mer, qu'on distingue à l'horizon, dans un cadre de collines, avec la petite ville de Castellamare, qui sans doute servait autrefois de port à Ségeste. Si l'on regarde à ses pieds, on est frappé de la variété d'aspects que présente le pays à ses diverses hauteurs. On peut y passer en revue d'un coup d'œil toutes les cultures qui en font la richesse : en bas, au bord des ruisseaux, les orangers, les citronniers, dont les fruits jaunes tranchent sur les feuilles d'un vert foncé ; un peu plus haut, à mi-côte, le blé, la vigne, l'olivier, tous ces produits qui ont fait de la Sicile, suivant l'expression de Caton, le grenier de l'Italie ; plus haut encore, le long des pentes abruptes, des palmiers nains, des aloès, une végétation vigoureuse, qui monte jusqu'en haut des collines et que broutent des moutons et des chèvres. Mais, malgré l'admiration que cause ce spectacle, on ne peut s'empêcher d'éprouver une vive surprise. Aussi loin que plongent les regards, on n'aperçoit ni village, ni ferme, ni chaumière, et, à l'exception de quelques pâtres à la mine sauvage, pas une figure d'homme. Les laboureurs n'arrivent ici que lorsqu'il faut semer ou récolter ; l'ouvrage fini, ils retournent chez eux, et ce pays fertile, un moment animé, redevient un désert. La solitude y est alors si profonde qu'on a grand'peine à se figurer que ces lieux, où aucun bruit humain ne frappe l'oreille, étaient autrefois si peuplés, si vivans, et que si l'on ne voyait à ses pieds les gradins d'un théâtre, et, sur le coteau voisin, le temple avec sa *cella* vide et son toit effondré, on n'imaginerait jamais qu'on se trouve sur l'emplacement d'une grande ville.

Après qu'Énée a fondé Ségeste et qu'il y a établi les Troyens qu'il n'emène pas avec lui, il n'a plus rien à faire en Sicile. Il prend congé d'Aceste, immole aux dieux des brebis et des taureaux, et fait couper les câbles qui retiennent les vaisseaux au rivage. « Lui-même, la tête ceinte d'une couronne d'olivier, debout sur la proue, élevant la coupe qu'il tient à la main, jette dans la mer salée les entrailles des victimes et verse des libations de vin sur les flots. » Le vent souffle du côté de la poupe et le conduit vers l'Italie, où doivent s'achever ses destins.

---

# EMMA

## REINE DES ILES HAVAI

---

En 1789, la goëlette américaine *Pandora*, commandée par John Metcalf, mouillait en rade de Mauï, l'une des îles de l'archipel havaïen, auquel le capitaine Cook avait donné le nom, en 1778, d'*îles Sandwich*, en l'honneur de lord Sandwich, président de l'Amirauté. Situé dans l'Océan-Pacifique du Nord, sous les tropiques, à égale distance du continent américain et du Japon, cet archipel, découvert en 1555 par Juan Gaetano, navigateur espagnol, visité depuis par le capitaine Cook qui y avait trouvé une mort tragique, inspirait aux rares marins qui se hasardaient dans ces parages peu connus une terreur superstitieuse. On le disait secoué par de violents tremblemens de terre, dévasté par des éruptions volcaniques, peuplé de cannibales toujours en guerre, vivant de vol et de pillage. On ajoutait aussi que le pays contenait des richesses fabuleuses, des forêts de bois de santal, d'orangers, de citronniers, des fruits inconnus et merveilleux. Metcalf avait déjà fait un voyage dans ces îles et en avait rapporté un chargement qu'il avait vendu fort cher en Chine. Malgré son succès, on n'avait pas été tenté de l'imiter. Metcalf était peu communicatif. Il avait obtenu aux îles la faveur d'un jeune chef indigène dont il devinait la haute fortune et qui, en échange du fer que Metcalf lui appor-

tait d'Amérique, lui livrait du bois de santal dont il ignorait la valeur.

Ce jeune chef avait conçu le projet audacieux de réunir toutes les îles sous sa domination. Par la ruse, l'intrigue et les armes, il poursuivait son but, divisant ses adversaires, gagnant ceux qu'il ne pouvait vaincre, abattant ceux qu'il ne pouvait rallier, supérieur aux revers, ramenant la fortune par sa ténacité, sauvage de génie, capable de former et de réaliser de hautes conceptions.

Il avait nom Kaméhaméha (le solitaire). Son père était chef de Kona, l'un des districts de la grande île de Havaï, qui donne aujourd'hui son nom au royaume. A la mort de son père, et bien jeune encore, il lui succéda. Abrisé des vents alizés par la haute montagne de Mauna-Loa, ce district, l'un des plus riches de l'île, était renommé pour ses pêcheries. Kiwalao, son voisin, chef de Kau, convoitait Kona et crut le moment opportun pour s'en emparer. Sous prétexte de venir assister, suivant la coutume, aux funérailles du père de Kaméhaméha, Kiwalao convoqua ses principaux guerriers et arma une flottille de pirogues de guerre pour se rendre à Kailua, capitale du district de Kona. Une tradition faisait, en effet, de Kailua le lieu consacré à la sépulture des grands chefs de Havaï. Kaméhaméha, soupçonnant ses desseins, l'invita à réduire son escorte et, sur le refus hautain de Kiwalao, déclara qu'il s'opposerait à le laisser entrer dans Kailua. Une lutte, d'autant plus acharnée que les deux chefs étaient parens, et qu'à la mort de l'un d'eux l'autre lui succédait de droit, s'engagea sur la plage. Les forces étaient égales et la bataille, alternativement reprise et suspendue, continua sans avantages marqués de part et d'autre jusqu'au soir du huitième jour, où Kiwalao fut tué dans la mêlée. Ses troupes se débandèrent et Kaméhaméha resta maître du champ de bataille, chef légitime de Kona et de Kau.

Néanmoins il lui fallut conquérir une à une les places fortes de son rival, défendues par ses lieutenans soutenus par les renforts que leur envoyaient les chefs de l'île de Mauï. Maître enfin de Kau, il entraîna ses soldats aguerris à la conquête du reste de l'île de Havaï, prodiguant les terres et le butin, attirant à lui par ses promesses et sa générosité les plus intrépides, s'ouvrant aux plus intelligens de ses projets de réunir sous ses lois des tribus divisées, en lutte perpétuelle entre elles-mêmes, de substituer l'ordre à l'anarchie, la paix à la guerre, et leur montrant, avec le but à atteindre, la récompense promise à leurs efforts.

Vainqueur d'Havaï, il tourna ses armes contre l'île de Mauï, dont le séparait un chenal de quinze lieues. Une prompte traversée, une descente heureuse, plus encore son courage et son sang-froid, lui

assurèrent une victoire éclatante. Le carnage fut considérable. Un cours d'eau, l'Iao, était tellement entravé de cadavres que cette digue humaine détourna son cours. Le champ de bataille en reçut le nom de Kapaniwaï : digue des eaux. C'est aujourd'hui une des plus riches plantations de l'île.

Pendant que Kaméhaméha luttait ainsi dans l'île de Mauï, une insurrection éclatait dans Havaï à la voix des partisans vaincus, mais non soumis de Kiwalao. Kiana, son lieutenant, auquel il avait confié le soin de le remplacer, tenait tête à ses ennemis avec des alternatives de succès et de revers, quand Kaméhaméha faisant force de rames vint le rejoindre et par sa présence assurer la victoire. Des repréailles terribles brisèrent les dernières résistances et mirent un terme à toute tentative de révolte. Rassuré de ce côté, il retourna dans Mauï, où ses guerriers essayaient, lui absent, défaits sur défaits et en étaient réduits à se tenir sur la défensive.

Lors de la visite de Cook, en 1778, Kaméhaméha, bien jeune alors, s'était cependant rendu compte de la supériorité des étrangers sur ses compatriotes. Il devinait l'avantage qu'il y aurait pour lui à s'attacher quelques-uns de ces hommes blancs, habiles dans l'art de manier les outils, de travailler le fer et le bois, de construire des embarcations en état de tenir la mer, alors que ses pirogues de guerre étaient à la merci d'un coup de vent. Au-delà de Mauï, il rêvait la conquête d'Oahu, de Kauaï, de l'archipel entier. Comment l'entreprendre avec des pirogues creusées dans un tronc d'arbre? Comment franchir avec ces frères esquifs les cent lieues de mer qui le séparaient de Kauaï?

Mouillé en rade de Mauï, Metcalf attendait avec impatience le retour de Kaméhaméha pour obtenir de lui un chargement de bois de santal. En échange il lui apportait des outils, du fer et du cuivre, qui furent acceptés avec empressement. Mais ce que Kaméhaméha convoitait surtout, c'était une des embarcations de la goëlette, que Metcalf lui promettait, mais ne se pressait pas de lui livrer. Une nuit, la veille du départ de Metcalf, Kaméhaméha donna ordre aux siens de s'en emparer par la force. Ils échouèrent, la goëlette ouvrit sur eux un feu meurtrier, et Metcalf, levant l'ancre précipitamment, gagna le large, laissant une centaine de cadavres d'indigènes sur la plage et abandonnant à terre un quartier-maître de son équipage, Isaac Davis, et un matelot anglais, John Young, qui ne purent rallier le bord. Kaméhaméha les sauva de la fureur des Kanaques, les prit sous sa protection, les attacha à sa fortune par les liens de la reconnaissance, les éleva plus tard au rang de chefs et les combla d'honneurs et de bienfaits. Tous deux épousèrent des femmes indi-

gènes, tous deux ont laissé des descendans qui ont occupé aux îles des positions élevées. Emma, reine douairière des îles Havaï, qui vient de mourir à Honolulu, âgée de quarante-neuf ans, était petite-fille en ligne directe du matelot Young, devenu l'ami, le confident du fondateur de la dynastie des Kaméhaméhas.

Ce fut une étrange destinée, celle de ce matelot anglais abandonné sur une plage lointaine de l'Océanie, soustrait à la mort par le caprice prévoyant d'un chef avide d'apprendre de lui les rudimens d'une civilisation dont il sentait la supériorité, instructeur prisonnier d'un sauvage intelligent, grandissant avec lui et par lui, mourant enfin riche et honoré, gouverneur de l'île où le hasard l'avait jeté. Soixante années après sa mort, la petite-fille du matelot recevait à Windsor l'hospitalité de la reine Victoria et les honneurs rendus aux souverains.

## I.

Emma naquit à Honolulu le 2 janvier 1836. Elle était fille de George Naea, chef indigène, et de Fanny Young. Elle perdit ses parents de bonne heure et fut adoptée par Thomas-Charles Rooke, riche médecin anglais établi dans l'archipel. En moins de cinquante années, la civilisation avait fait de rapides progrès. Kaméhaméha I<sup>er</sup> était mort le 8 mai 1819, après avoir achevé son œuvre et fondé l'unité nationale. Impatient de civilisation, ce conquérant sauvage avait brisé toutes les barrières lentement édifiées par des siècles de barbarie. Maître incontesté de l'archipel, il en avait ouvert l'accès au commerce, à l'industrie, aux idées religieuses de l'Europe, demandant à l'Amérique et à l'Angleterre des matelots, des artisans, des armes, des missionnaires. En 1793, Vancouver reçut de lui l'accueil le plus empressé, et, en échange des approvisionnements et des présens de toute nature que Kaméhaméha I<sup>er</sup> lui prodigua, il lui remit des instrumens de labourage dont il lui enseigna l'usage, des graines, des outils, du fer; et, à sa visite suivante, il lui amena, sur sa demande, un taureau, cinq vaches, des brebis et quelques bœufs. Les immenses troupeaux qui paissent aujourd'hui les pâturages de l'archipel proviennent de ce présent de Vancouver.

L'Amérique, de son côté, répondait avec empressement à l'appel de Kaméhaméha I<sup>er</sup> et à celui de ses successeurs. Les États-Unis entrevoyaient dans un avenir peu éloigné l'importance maritime de l'archipel comme point de ravitaillement de leur flotte baleinière. Conquérir à leur foi une population païenne, ouvrir à leur com-

merce des débouchés nouveaux, prendre pied dans l'Océan-Pacifique, la perspective était trop tentante pour y résister. Les sociétés religieuses de la Nouvelle-Angleterre se disputaient l'honneur d'évangéliser les îles; les armateurs de New-Bedford et de New-Haven devinaient les avantages que leur offraient les ports de l'archipel havaïen, situés à peu de distance des nouvelles pêcheries et où leurs navires devaient trouver un hivernage facile et des vivres abondans. Les négocians de New-York, dont l'esprit d'entreprise grandissait avec le succès, aspiraient à ouvrir de nouveaux marchés à leurs produits; le gouvernement des États-Unis, enfin, sorti à son avantage de la guerre qu'il venait de soutenir, en 1812, avec l'Angleterre, tenait à honneur de devancer sa rivale et d'étendre au loin son influence politique. Le sentiment religieux, l'instinct commercial, l'ambition patriotique se réunissaient donc pour favoriser une tentative à laquelle les fonds, la sympathie et le dévouement ne firent pas défaut un instant.

Fidèles à leurs traditions, les missionnaires américains se préoccupaient avant toute chose de l'éducation. L'école était le vestibule du temple. Sur tous les points où ils s'établirent, ils fondèrent des écoles publiques et gratuites. La première, créée à Honolulu, était destinée aux enfans des chefs. Emma y fut admise de droit et élevée avec les héritiers du trône, le prince Lot Kaméhaméha, né en 1831; son frère, Alexandre Liholiho, né en 1834; et leur sœur, la princesse Victoria. Elle y apprit moins l'anglais, qu'elle savait parfaitement, que l'histoire, la géographie, le piano, le dessin, et y reçut l'éducation que l'on donnait alors aux jeunes filles de Boston et de New-York.

Kaméhaméha II n'avait fait que passer sur le trône. Kaméhaméha III lui avait succédé et marchait dans la voie tracée par son ancêtre. Sous lui, les missionnaires étaient maîtres; ils gouvernaient en son nom sans rencontrer de résistance, réformant les mœurs à coups de décrets, faisant sur cette terre nouvelle et sur cette race, avide de civilisation et essentiellement maniable, l'essai longtemps caressé d'un gouvernement théocratique et libéral. Érigeant la Bible en code, à la fois éducateurs, législateurs et administrateurs, forts de la droiture de leurs intentions et de la sincérité de leurs convictions, ils n'admettaient aucun de ces tempéramens que suggère le maniement d'intérêts complexes et qu'impose un état de transition. En trente années, ils amenèrent le peuple havaïen de la barbarie à la civilisation; ils lui enseignèrent l'usage des vêtemens, leur langue, leur foi, leurs idées; ils lui imposèrent la monogamie, l'abstinence des liqueurs fortes; ils lui apprirent ses

droits et ses devoirs, la lecture, l'écriture, le calcul, travaillant sans relâche, semant sans compter les idées nouvelles sur ce sol où la semence germait si vite et si facilement.

Mais plus on forçait les étapes sur cette route d'ordinaire âpre et rude du progrès, plus la marche en avant était rapide, exempte de heurts et de résistance, plus aussi la mortalité croissait. Par un étrange phénomène, elle progressait en raison directe des conquêtes de la civilisation, conquêtes pacifiques en apparence, meurtrières en réalité. Tout ce qui, en Europe, en Amérique, contribue au bien-être de l'homme, au maintien de sa santé physique, à la prolongation de son existence, aboutissait à un résultat diamétralement opposé. L'usage du vêtement, brusquement imposé à une race primitive, sous un ciel tropical, lui inoculait des maladies jusqu'alors inconnues ; une vie plus sédentaire, des habitations mieux closes, une alimentation différente, plus conforme aux lois de l'hygiène, ne faisaient qu'activer la dépopulation ; cette civilisation nouvelle agissait sur cette race comme un poison mortel et sûr qu'elle absorbait avidement, confiante dans ceux qui la lui offraient et dont la bonne foi égalait l'impuissance.

Déconcertés par des résultats qui dépassaient toutes leurs espérances dans le présent, mais justifiaient les plus vives appréhensions pour l'avenir, les missionnaires américains se virent en outre en butte aux attaques et aux réclamations de ceux de leurs compatriotes que le négoce et l'espoir du gain attiraient seuls dans l'archipel. Ces lois restrictives, cette discipline austère les gênaient dans leurs affaires non moins que dans leurs plaisirs. Ils voulaient écouler leurs produits, vendre à haut prix leur gin et leur whiskey, acquérir des terres, cultiver la canne à sucre, fabriquer du rhum ; or, les lois faites par les missionnaires interdisaient la vente des spiritueux, la fabrication des liqueurs fortes, le transfert des propriétés aux étrangers non naturalisés. Les capitaines et matelots baleiniers qui, après six mois de pêche dans les rudes parages de la mer d'Ochotsk et du détroit de Behring, venaient passer quelques semaines sous le chaud soleil des tropiques, dans ces îles qu'ils avaient entendu vanter comme une nouvelle Cythère, s'irritaient d'y trouver les cabarets fermés, les femmes cloîtrées chez elles par l'ordre des missionnaires, l'ivresse et la débauche punies comme des crimes.

Ces prescriptions excessives avaient leur raison d'être. La population indigène, livrée depuis des siècles à une licence sans frein, luttait avec peine contre les entraînemens de sa nature passionnée pour le plaisir et la volupté. Chez elle, comme chez la plupart des races primitives, l'idée de pudeur n'existait pas plus dans l'ordre



moral que le mot dans la langue. On avait fabriqué le mot, mais l'idée était lente à pénétrer ces cerveaux, qui n'en comprenaient pas l'utilité et n'en appréciaient pas les avantages. Ils se soumettaient pourtant, en apparence, sans conviction aucune, toujours prêts à revenir à leurs anciens errements, et trouvant dure, parce qu'elle leur était inintelligible, la loi nouvelle que leur prêchaient les missionnaires.

L'histoire des règnes de Kaméhaméha II et de Kaméhaméha III fut celle des luttes soutenues par les missionnaires pour conserver le pouvoir et suscitées par leurs adversaires pour le leur enlever. Les indigènes n'y prirent pas part. Bien qu'investis de droits politiques, entre autres celui de voter les lois par l'intermédiaire d'un parlement où ils siégeaient en grande majorité, l'habitude de l'obéissance passive sous un maître absolu paralysait toute velléité de résistance. Puis ils reconnaissaient la supériorité intellectuelle et morale de ces nouveaux instituteurs, qui leur en imposaient, autant par la confiance que leur témoignaient le roi et les chefs, que par une vie irréprochable, conforme aux maximes qui faisaient le fond de leur enseignement.

Législateurs médiocres, les missionnaires américains furent, en revanche, des initiateurs éminents. Ils introduisirent aux îles les méthodes d'enseignement adoptées aux États-Unis, où l'instruction primaire est si largement répandue. Intelligente et docile, la race indigène fit, sous leur direction, des progrès rapides, et si, à l'heure actuelle, on trouverait difficilement dans l'archipel havaïen un ou une indigène de vingt ans ne sachant pas lire, écrire et compter, c'est à eux qu'est dû ce résultat remarquable. À côté des écoles primaires, ils créèrent des écoles normales où se formèrent des instituteurs kanaques. L'éducation des enfans des chefs fut l'objet de leurs soins particuliers. À ces héritiers des traditions féodales ils enseignèrent les principes politiques, les doctrines égalitaires des États-Unis et aboutirent à ce résultat de convertir ces représentans des idées rétrogrades en partisans des théories avancées et en chefs d'un mouvement qui, en peu d'années, effaça toute trace de féodalité et substitua au pouvoir absolu les formules du gouvernement parlementaire.

Cette organisation nouvelle date de 1840. À sa tête, comme ministre de l'intérieur et président du conseil, figurait John Young, oncle d'Emma, l'un des partisans les plus dévoués du parti missionnaire. Ce parti reconnaissait pour chef le docteur Judd, homme sincère et convaincu, autoritaire par tempérament, d'idées étroites, mais de volonté tenace, puisant dans la foi que sa cause lui inspirait le sentiment de son infailibilité, administrateur intègre, mauvais diplomate, comptant trop sur la Providence pour réparer les

bévues auxquelles l'entraînait son zèle à la servir. Pendant quelques années, conseiller occulte et tout-puissant du roi, le docteur Judd consentit, en 1840, à prendre en mains le pouvoir avec le titre de ministre des finances et à appeler auprès de lui pour le seconder, en qualité de ministre des affaires étrangères, M. R.-C. Wyllie.

Né en Écosse, M. R.-C. Wyllie avait beaucoup voyagé; possesseur d'une fortune considérable, acquise au Mexique et aux Indes, les hasards d'une vie aventureuse l'avaient amené aux îles, où le retenaient les charmes d'un climat merveilleux et l'étude d'une civilisation naissante. Curieux d'observer et d'apprendre, il avait réuni et publié, sous forme de notes, le résultat de ses excursions dans les îles et les travaux statistiques auxquels il s'était livré sur la population, la production agricole, les recettes et les dépenses de l'administration. Ce travail, qui se terminait par des appréciations dont le temps a démontré la justesse, avait attiré l'attention sur lui et le désignait pour être l'un des ministres du régime nouveau que l'on inaugurerait. Pas plus que le docteur Judd, M. R.-C. Wyllie ne consultait son intérêt en entrant aux affaires. L'ambition d'être utile le décida seule à accepter.

Chaque année voyait grossir le nombre des étrangers, des Américains surtout, que le développement du commerce, l'affluence des navires baleiniers, les fortunes rapides réalisées par les premiers colons attiraient dans l'archipel. Américains, Anglais, Allemands fondaient des comptoirs, créaient des plantations. Bien accueillis du roi, des chefs et de la population, leurs prétentions croissaient avec leurs forces. Les Américains, bien que jalousant l'influence prépondérante des missionnaires de Boston, en tiraient orgueil; la conquête religieuse de l'archipel ne suffisait plus à leur ambition nationale; ils y voyaient le prélude d'une annexion qu'autorisait à leurs yeux la décroissance rapide de la race indigène.

Sur la demande de Kaméhaméha III, la France et l'Angleterre s'étaient engagées, en 1843, à reconnaître et à respecter l'indépendance havaïenne. Invité à suivre l'exemple de ces deux puissances et à se joindre à elle, le gouvernement des Etats-Unis avait refusé, alléguant sa politique traditionnelle de ne se lier par aucun acte diplomatique de nature à l'obliger, à un moment donné, à une action collective. Il protestait toutefois de sa volonté bien arrêtée de respecter, en toute circonstance, l'autonomie d'un royaume à l'indépendance duquel il avait toujours pris le plus vif intérêt. Le cabinet de Washington était sincère dans ses déclarations. Il n'entrait pas dans ses intentions d'annexer à son immense territoire un archipel situé à sept cents lieues de ses côtes. L'influence considérable qu'il y exerçait par ses missionnaires, par son commerce, ses baleiniers

et ses nationaux lui suffisait. Mais ce point de vue n'était point celui où se plaçaient les missionnaires et les colons américains. Pour les premiers, l'annexion était la consécration politique de leur œuvre religieuse. Pour eux, comme pour les colons, elle assurait, en outre, en l'augmentant, leur fortune personnelle. L'annexion, c'était la hausse considérable du prix des terrains dont ils étaient propriétaires, c'était une grande impulsion donnée à l'exploitation du sol, au commerce, aux armemens pour la pêche de la baleine; aucun de ces avantages n'échappait à l'œil clairvoyant et pratique de l'Américain du Nord.

Divisés sur presque toutes les questions, les missionnaires et les colons américains se recontraient sur ce terrain commun. Par des moyens différens ils tendaient au même but. Les missionnaires, par leurs rapports et leurs publications, s'attachaient à gagner à leurs vues l'opinion publique si puissante aux États-Unis et à vaincre par elle la résistance du cabinet de Washington et du congrès lui-même. Les colons s'efforçaient de persuader le roi et les chefs, de les amener à prendre l'initiative d'une demande d'annexion, leur faisant entrevoir des indemnités considérables, le maintien de la plupart de leurs privilèges, une existence large et facile sous la protection des États-Unis, et, en cas de refus, une annexion inévitable dans un délai peu éloigné, sans aucun des avantages qu'ils pouvaient encore stipuler.

A la population indigène hésitante, répugnant par instinct à l'aliénation de ses droits, on parlait de l'occupation de Tahiti et des îles Marquises par la France; on affectait de craindre qu'après avoir pris pied dans l'Océan-Pacifique du sud, elle ne convoitât l'archipel havaien. On exagérait à dessein quelques difficultés locales entre le représentant de la France et le gouvernement au sujet des missionnaires catholiques; on attribuait enfin à l'Angleterre des visées de même nature et on s'efforçait de persuader aux indigènes que la perte de leur indépendance n'était qu'une question de temps, et qu'ils avaient tout à gagner à devenir citoyens libres de la grande république.

La découverte de l'or en Californie en 1848 donnait un point d'appui inattendu à la propagande annexioniste. Un nouvel état se créait et se peuplait en peu d'années; une ville riche et puissante surgissait sur la côte du Pacifique, attirant à elle des flottes entières, devenant le centre d'un commerce considérable, offrant à l'archipel un débouché qui dépassait de beaucoup sa puissance de production. Au début, tout manquait, sauf l'or, à San-Francisco, et l'or de San-Francisco affluait à Honolulu, où les navires se succédaient sans interruption, achetant à haut prix fruits, légumes, bé-

tail, sucre, café, enrichissant les Kanaques, qui d'ailleurs partaient en foule pour ces merveilleux placers où la fortune, semblait-il, était aux premiers arrivés. Quelle preuve plus palpable, plus tangible de la puissance et de la richesse des États-Unis que cet afflux soudain de l'or, que ces nombreux navires se disputant les produits du sol, que cette hausse énorme et soudaine du prix de la main-d'œuvre, décuplant le salaire des matelots, des ouvriers du port et de toute cette population indolente, vivant de peu et brusquement envahie par la fièvre du gain !

Autour du roi les intrigues, les sollicitations redoublaient. Elles assombrirent les dernières années de son règne. Sous la pression des principaux chefs du parti missionnaire et des résidents américains, il consentit enfin à examiner le traité de cession qu'on lui soumettait ; il hésitait à le signer quand il mourut subitement le 15 décembre 1854. Il est constant que les excès dans lesquels on l'entraînait, pour lui arracher une signature qu'il ajournait, tantôt sous un prétexte, tantôt sous un autre, hâtèrent sa fin. Les honteux moyens auxquels on eut recours et auxquels les missionnaires restèrent étrangers, se tournèrent ainsi contre leurs auteurs. Kaméhaméha III, vieux avant l'âge, usé par les excès d'une jeunesse dissolue et les luttes d'un règne de vingt-neuf années, n'avait que quarante et un ans lorsqu'il mourut. Il ne laissait pas d'héritiers directs, mais il avait adopté pour fils et successeur son neveu, le prince Alexandre Liholiho, fils cadet de Kekuanaoa et de Kinau, fille de Kaméhaméha I<sup>er</sup>.

Né le 9 février 1834, le nouveau souverain n'avait que vingt ans quand la mort de son oncle l'appela au trône. Comme presque tous les nobles havaïens, il était de haute stature, mais l'obésité, autre signe caractéristique des chefs, ne déformait pas sa taille mince et élancée. Ses traits étaient réguliers, le front haut, le sourire charmant. Ses yeux vifs et intelligens éclairaient une physionomie très sympathique. Ses manières étaient celles d'un gentilhomme anglais de haute race ; il en affectait volontiers la tournure et la tenue. Son intelligence était plus prompte qu'étendue, plus en superficie qu'en profondeur. L'imagination dominait chez lui ; il concevait rapidement, mais se rebutait facilement, et la mobilité de son esprit nuisait à la fixité de ses plans. Son frère, le prince Lot, son aîné de deux ans, et depuis roi sous le nom de Kaméhaméha V, offrait avec lui un contraste frappant. Plus sérieux, plus réfléchi, le prince Lot avait toutes les qualités qui manquaient à Kaméhaméha IV, moins ce don de séduction qui, chez ce dernier, suppléait à ses lacunes. La plus sincère amitié unissait les deux frères, et bien qu'il fût l'aîné, le prince Lot avait vu, sans le moindre sen-

timent de jalousie, son frère cadet appelé, par la préférence de leur oncle, à hériter du trône.

En 1848-1849, les deux princes âgés de quinze ans et de dix-sept ans, avaient fait un voyage en Europe. Ils avaient successivement visité les Etats-Unis, l'Angleterre et la France. Ce voyage laissa dans leur esprit des impressions très vives et très différentes de celles qu'en attendait le docteur Judd, chargé de les accompagner. Aux Etats-Unis, ils furent blessés par les préjugés de couleur et le peu de distinction que l'on y semblait faire entre la race cuivrée et la race noire. En Angleterre, ils reçurent au contraire un excellent accueil ; la cour et l'aristocratie leur firent fête. En France, les préoccupations politiques dominaient tout ; aussi revinrent-ils très imbus des idées anglaises et grands admirateurs d'un système politique dont la stabilité ressortait encore à leurs yeux par le contraste de la France révolutionnaire et des États-Unis républicains.

Élevée auprès des deux jeunes princes et de leur sœur, la princesse Victoria, Emma avait pris part à leurs études et à leurs jeux. Née en 1836, elle était de deux ans plus jeune que le roi. De taille moyenne et bien prise, elle avait le front haut, les traits réguliers, les yeux beaux, beaucoup de grâce et de charme dans les manières. Sa physionomie respirait la douceur et la bonté. Bonne musicienne, éprise des choses de l'intelligence, elle était très au courant de la littérature anglaise. De goûts sérieux et d'esprit réfléchi, elle aimait s'occuper d'œuvres de charité et de questions religieuses. Ses qualités, autant que son rang, la désignaient au choix du nouveau souverain, épris d'elle depuis son enfance.

## II.

Leur mariage fut célébré le 19 juin 1856. La popularité du roi, l'estime et l'affection dont la jeune reine était l'objet, donnèrent aux fêtes officielles le caractère de réjouissances nationales. On espérait que Kaméhaméha IV, uni à la femme de son choix, à la compagne de son enfance, renoncerait aux amours faciles et à des excès de nature à compromettre sa santé. On augurait favorablement de l'influence qu'Emma devait exercer sur cette nature brillante, mais faible, si facilement dominée par son entourage immédiat. Aussi, dès le début, la reine s'occupait-elle d'introduire dans le palais des habitudes d'ordre et d'étiquette, de réformer et de monter leur maison, d'ouvrir ses salons, d'attirer autour du roi et d'elle une société agréable et de l'y retenir par le charme de son accueil. Très épris

de sa jeune femme, Kaméhaméha IV se prêta de bonne grâce à ses projets. Préoccupée de l'avenir de la race havaïenne, de la décroissance constante de la population, elle prit l'initiative de la fondation d'un hôpital national et réunit par ses efforts et ses contributions personnels un capital assez considérable pour créer et assurer le maintien d'un vaste établissement construit et outillé d'après les données les plus récentes de la science, dirigé par des médecins bien rétribués et auquel la population reconnaissante donna le nom d'hôpital de la Reine.

Très imbue des idées anglaises sur le rôle et les devoirs de la femme, Emma était sévère pour elle-même et pour les autres. Ce n'était pas chose facile de réformer dans l'entourage du roi les mœurs dissolues, tradition d'un passé encore bien récent, et de convertir en une cour correcte l'assemblage assez hétérogène de jeunes chefs et de jeunes étrangers que la conformité des goûts et des amusemens groupait autour d'un roi jeune lui-même et amoureux de plaisirs. Si rapides qu'eussent été les progrès faits par la race indigène, si favorablement accueillis qu'eussent été les enseignemens des missionnaires, ils n'avaient pu changer en quelques années le fond même de la nature d'une population sensuelle. C'était déjà beaucoup pour les missionnaires d'avoir obtenu, comme ils l'avaient fait, une décence apparente, d'avoir contraint le vice à se dissimuler, d'avoir gagné à leur foi et converti à leur morale une grande partie des indigènes.

Kaméhaméha IV était un de leurs adeptes les plus sincères. Les dogmes du christianisme avaient séduit et charmé son imagination. Sa nature délicate et fine répugnait aux traditions grossières de la théogonie kanaque, mais il n'avait pu secouer entièrement le joug des vices héréditaires. En dépit de lui-même, il se laissait ressaisir à certains jours par les passions violentes et brutales de sa race et de son sang. Il se plongeait alors dans l'orgie, noyant sa raison dans l'eau-de-vie, s'abandonnant aux instincts sensuels qui sommeillaient en lui. Terrible dans sa colère et ses emportemens, il rougissait, la crise passée, des excès auxquels il s'était laissé entraîner et dont sa santé délicate subissait longtemps le contre-coup. Ces crises étaient rares; laissé à lui-même, il les eût peut-être évitées, mais il avait dans son intimité, comme amis et aides-de-camp des jeunes hommes de son âge, Américains et Anglais, adonnés, eux aussi, au vice de la race anglo-saxonne, qui l'entraînaient par leur exemple et faisaient naître l'occasion pour satisfaire leurs passions et réveiller les siennes. L'influence de la reine le retenait sur cette pente dangereuse; il l'aimait sincèrement; mais imbue des traditions du respect et de la soumission que les femmes devaient

à leurs maris et surtout aux chefs, Emma se bornait à de timides remontrances et n'osait demander au roi d'éloigner de lui des compagnons dangereux. Une circonstance pourtant lui permit d'intervenir et elle le fit avec énergie.

En janvier 1857, le roi réunissait à dîner son frère, le prince Lot, sa sœur, la princesse Victoria, ses aides-de-camp et ses secrétaires. Aucun excès n'avait été commis pendant le repas auquel la reine présidait. Suivant la coutume anglaise, les dames se retirèrent après le dessert ; les invités se mirent à fumer et à boire. Le roi et le prince Lot les quittèrent pour rejoindre la reine, et les libations continuèrent jusqu'à une heure assez avancée de la soirée. Au nombre des convives du roi se trouvait M. M..., son aide-de-camp. Excité par le vin et les liqueurs, il avait quitté la salle du banquet sans que ses compagnons eussent remarqué son absence, lorsque des cris dans le parc qui entourait le palais vinrent donner l'alarme. Au détour d'une allée, ils rencontrèrent le prince Lot, le roi et M. M... Le roi, très ému et très irrité, donna ordre à l'officier de service d'arrêter et de détenir au palais M. M..., l'accusant d'avoir insulté la princesse Victoria. Le lendemain, la jeune femme de M. M... vint supplier le roi de pardonner à son mari, coupable, disait-il, d'avoir, trompé par l'obscurité et en état d'ébriété, abordé la princesse qu'il prenait pour une des femmes de la reine. Le roi était disposé à se montrer indulgent, mais Emma, blessée dans sa dignité et résolue à obtenir du roi qu'il fit un exemple, insista si vivement que M. M... ne recouvra la liberté qu'à la condition de quitter le royaume et de s'engager à n'y plus rentrer. Peu s'en fallut que cet incident n'amenât des complications graves. M. M... se refusait à partir ; excipant de sa qualité d'étranger, il en appelait au représentant de l'Angleterre. Le roi fit acte d'autorité. M. M... fut transporté de nuit à bord d'un paquebot en partance pour San-Francisco, et le gouvernement anglais s'abstint d'intervenir, estimant qu'en acceptant, sans lui en avoir référé, les fonctions d'aide-de-camp du roi, il avait aliéné sa qualité de sujet anglais.

Toujours mobile dans ses impressions, Kaméhaméha IV, renonçant, pour un temps au moins, aux plaisirs de la table et d'une vie oisive, se consacra avec ardeur aux soins du gouvernement et aux œuvres charitables dont la reine Emma avait pris l'initiative. Généreux par nature, bon et compatissant, il apportait dans ses aspirations philanthropiques l'ardeur et l'enthousiasme qu'il mettait en tout, ainsi qu'un fond d'exaltation religieuse qui se réveillait en lui à la suite des écarts dans lesquels l'entraînait trop facilement son tempérament. La reine encourageait en lui ses dispositions nouvelles ; l'annonce de sa grossesse augmentait encore

son influence. Le 20 mai 1858, elle accouchait d'un enfant mâle qui recevait le titre de prince de Havaï. La joie des souverains fut partagée par le pays tout entier, qui vit dans la naissance d'un héritier la consolidation d'une dynastie reconnue par les puissances étrangères et chère aux indigènes. De grandes réjouissances publiques fêtèrent cet heureux événement, et la jeune reine reçut de tous côtés les preuves les plus évidentes de la sympathie qu'elle inspirait.

Le seul danger qui pouvait menacer l'indépendance havaïenne venait des tendances annexionnistes de la colonie américaine, riche, nombreuse et puissante. Le contrepoids naturel se trouvait dans les sympathies de la France et de l'Angleterre. Celles de l'Angleterre n'étaient pas douteuses, mais avec la France les rapports étaient tendus. L'hostilité des missionnaires américains contre les missionnaires catholiques, les lois restrictives sur l'importation des vins et des spiritueux avaient provoqué, de la part de la France, des remontrances dont il n'avait pas été tenu compte, et la proposition de négocier un traité, proposition à laquelle le gouvernement havaïen n'avait répondu jusqu'ici que par des fins de non-recevoir. Cette situation préoccupait Kaméhaméha IV; il se décida à y mettre un terme et à ouvrir avec le représentant de la France qui, depuis trois ans, attendait vainement une réponse, des conférences pour régler par un traité les questions pendantes. Il désigna comme plénipotentiaires M. Wyllie, son ministre des affaires étrangères et son frère, le prince Lot, qu'il venait d'appeler au ministère de l'intérieur. C'est de cette époque que datent mes premiers rapports avec ce prince qui devait, plus tard, être roi sous le nom de Kaméhaméha V, et dont je devins le ministre et l'ami. Rien alors ne faisait prévoir ces changemens. Kaméhaméha IV était jeune et plein de vie, la reine venait de donner un héritier au trône et, pour le moment, simple chancelier du consulat, je devais seconder mon chef dans ses négociations comme secrétaire des conférences.

J'aimais le pays où je me trouvais; je ne désirais pas changer de résidence, j'étudiais beaucoup et je m'appliquais surtout à me rendre un compte exact des forces productrices du sol, des conditions du commerce, de la législation qui le régissait et de l'avenir qui lui était réservé. Entouré de gens qui prédisaient, dans un avenir peu éloigné, l'absorption de la race indigène par les États-Unis, je cherchais à démêler si tel était vraiment le cours fatal et nécessaire des choses. Je m'intéressais à ce peuple dont les qualités comme les défauts sont tout en dehors, dont l'hospitalité, vis-à-vis des étrangers, méritait un autre retour. Partisan sincère de son indépendance, j'avais peu à peu épousé cette idée avec passion. Je



me révoltais contre ce fatalisme politique et religieux qui condamnait un peuple à périr pour ajouter une étoile de plus au drapeau de l'Union. Une race autochtone, au sein d'un archipel distant de plus de sept cents lieues de mer du continent américain et de l'Asie, offrant à tous un sol hospitalier et une sécurité absolue, sollicitant timidement son admission dans les rangs des nations civilisées, me paraissait avoir des droits incontestables à vivre de sa vie propre et à conserver sa place au soleil. Mes convictions n'étaient un secret pour personne; on me considérait comme un adversaire déclaré de l'annexion, mais mon opinion n'avait alors que peu de poids; plus théorique que pratique, elle ne s'appuyait pas encore sur les données de l'expérience, sur des argumens solides. Je demandais les unes au temps, les autres au travail et j'accumulais patiemment des provisions de faits et d'observations, arsenal dans lequel je devais un jour puiser pour édifier et défendre tout un système politique.

Ouvertes le 12 août 1856, les conférences se terminèrent par la signature, le 29 octobre 1857, du nouveau traité. La discussion fut vive et, sur certains points, notamment celui relatif à la réduction des droits de douane sur les spiritueux, la résistance des plénipotentiaires havaïens était pleinement justifiée. Ils représentaient que la réduction de ces droits ne profiterait en rien à la France, qui n'entretenait aucun commerce direct avec l'archipel; ils prouvaient, en outre, ce qu'il était impossible de contester, que la consommation des spiritueux était un fléau pour la race indigène et que la France, qui l'interdisait à Tahiti aux indigènes, ne pouvait logiquement l'imposer aux îles Havaï. Mais de Paris les ordres étaient péremptoires, et le gouvernement havaïen, forcé d'accepter le traité tel quel ou de courir les risques d'une rupture, céda. Le traité fut signé à la grande satisfaction des négocians allemands, anglais et américains, qui profitèrent seuls de la réduction des droits sur les spiritueux en important du gin et du whiskey. Pas un baril d'eau-de-vie français ne bénéficia de ce dégrèvement, dont la France assumait bénévolement la responsabilité.

Plus habile, l'Angleterre recueillait les avantages de nos exigences et s'appliquait, en toute occasion, à ménager les légitimes susceptibilités d'un peuple vis-à-vis duquel elle se posait en protectrice et amie. Ses navigateurs, Cook et Vancouver, avaient laissé dans l'archipel d'impérissables souvenirs. Un Anglais, M. Wyllie, possédait la confiance du roi et dirigeait la politique extérieure; Kaméhaméha IV et son frère n'avaient pas oublié l'accueil sympathique qu'ils avaient reçu en Angleterre; enfin, la reine Emma, Anglaise d'origine, était, en ce moment même de la part de la reine

Victoria, l'objet d'une offre délicate qui flattait à la fois son amour-propre de femme et de mère, celle d'être marraine du jeune prince de Havai, dont le prince de Galles acceptait d'être parrain.

Tout entier à la joie que lui causait la naissance de son fils, Kaméhaméha IV semblait avoir entièrement renoncé aux liqueurs fortes. Sa santé s'était rétablie, mais toujours impuissant à résister à la tentation quand la vigilance de la reine ne réussissait pas à l'écarter, il devait une fois encore se laisser entraîner à des excès plus graves, destinés à avoir une profonde influence sur le reste de sa vie.

Le 3 août 1859, le roi, accompagné de la reine, de son secrétaire particulier, M. Neilson, et de ses aides-de-camp, quittait Honolulu pour aller passer deux mois dans l'île de Maui, où il possédait des terres considérables. Les habitudes d'intempérance de M. Neilson n'étaient un secret pour personne, et la reine Emma avait plusieurs fois sollicité le roi de l'écarter de sa personne. Le roi s'y était refusé : son intimité avec Neilson datait de plusieurs années, il avait pour lui une amitié que justifiaient, d'ailleurs, les qualités d'esprit et de cœur de ce compagnon de sa jeunesse. Ainsi que le roi, Neilson semblait avoir, depuis quelque temps, réformé ses habitudes, mais dans l'oisiveté de la vie de la campagne il se laissa entraîner par son vice avec d'autant plus de violence qu'il s'était abstenu plus longtemps. Dans le pavillon détaché qu'il occupait à quelque distance de la demeure du roi, on jouait et on buvait chaque soir. Kaméhaméha IV ne sut pas résister à la tentation de l'exemple ; pendant plusieurs jours, il se plongea dans l'orgie, noyant sa raison dans l'eau-de-vie, sourd à toutes les sollicitations de la reine jusqu'au jour où, dans un paroxysme de rage, de colère et de folie, il s'arma d'un revolver et tira sur son compagnon de débauche en lui disant : « Que Dieu vous damne, Neilson ! » Le malheureux tomba, frappé à mort. Subitement revenu à lui-même à la vue du sang qui coulait et de sa victime qui râlait, Kaméhaméha IV s'abandonna à un accès de désespoir tel que les assistans réussirent à grand'peine à l'empêcher de tourner contre lui-même l'arme dont il venait de se servir.

Extrême dans ses résolutions, aussi passionné dans ses remords que dans ses emportemens, le roi n'avait qu'une idée : rentrer dans sa capitale, faire l'aveu public de son crime, se condamner, abdiquer en faveur de son fils, remettre la régence aux mains de la reine et de son frère, et chercher l'expiation dans la solitude. La reine avait peine à modérer ses transports. Agenouillé au pied du lit de sa victime, il sollicitait son pardon. Immédiatement prévenu, le prince Lot accourait auprès de lui. Son influence et son affection,

les soins de la reine ramenèrent enfin un peu de calme dans l'esprit du roi. Ils le décidèrent à surseoir à ses résolutions extrêmes et à se laisser guider par leurs avis. Prenant les devans, le prince revint à Honolulu, où la nouvelle du meurtre commis était l'objet de tous les commentaires. Il réunit le conseil privé, exposa les faits, les remords du roi, son désir d'abdiquer, sa résolution bien arrêtée de s'y opposer et de refuser la régence. Il invita le conseil à joindre ses efforts aux siens pour ramener le roi à une appréciation plus saine de la situation. Son dévouement, son affection pour son frère, la sympathie que Kaméhaméha IV inspirait à tous, provoquèrent des manifestations publiques, des adresses dans lesquelles on invitait le roi à ne pas se démettre de ses fonctions. A Lahaina, la reine s'efforçait de relever son courage et secondait de son mieux le prince Lot. Elle montrait à Kaméhaméha IV l'expiation dans l'accomplissement de ses devoirs de père et de souverain, dans le bien qu'il pouvait encore accomplir, elle faisait appel à ses sentimens religieux. Les adresses qu'il reçut l'émurent, et il revint à Honolulu, où son frère l'attendait, profondément repentant, résolu à racheter les écarts de sa vie passée et à justifier la confiance et l'affection de ses sujets.

Dès son retour, il s'en expliqua nettement devant le conseil privé, fit, sans rien atténuer, l'aveu de ses excès et de son crime, proclama son fils héritier du trône en cas de décès, désigna la reine comme régente, et confirma son frère son successeur au cas où le prince de Havai viendrait à mourir sans héritiers. Puis, reprenant une idée de son ancêtre Kaméhaméha I<sup>er</sup>, il écrivit en Angleterre pour solliciter l'établissement, dans ses états, d'une branche de l'église réformée, l'envoi d'un évêque et d'un clergé anglican. Sa nature imaginative s'accommodait mal des formes ascétiques du culte méthodiste, mais, élevé dans la religion protestante, il répugnait à l'adoption du catholicisme. La liturgie et les cérémonies du High Church, fort en faveur en Angleterre, le séduisaient. De son côté, la reine, anglicane elle-même, désirait vivement l'établissement d'une église avec laquelle elle fût en parfaite communion d'idées. Tous deux enfin se proposaient de confier à l'évêque dont ils demandaient l'envoi l'éducation du jeune prince. Kaméhaméha IV appuyait sa demande de l'offre d'un terrain pour l'érection d'une église et d'une souscription annuelle assez considérable pour défrayer en grande partie les dépenses du nouveau clergé. Cette demande, bien accueillie en Angleterre, fut prise en sérieuse considération. Kaméhaméha IV s'occupait lui-même de tout préparer pour l'installation de cette mission, et se plongea dans l'étude et l'examen des questions théologiques avec l'ardeur qu'il mettait

à tout ce qu'il entreprenait. Le temps n'avait ni affaibli ses résolutions, ni diminué l'amertume de ses regrets. Agité de sombres pressentimens, il croyait sa fin prochaine; il redoutait de n'avoir pas le temps d'expié sa faute et cherchait dans ses études religieuses une consolation et une espérance. La reine l'y encourageait. Elle connaissait mieux que personne cette nature impressionnable à l'excès, toujours en lutte avec elle-même, chez laquelle les aspirations les plus élevées se heurtaient aux appétits violens, les élans vers le bien aux vices héréditaires, nature complexe, mais si étrangement séduisante qu'on ne pouvait l'approcher sans sympathie, ni la connaître sans l'aimer.

La mort de mon chef, la gestion du poste, m'avaient beaucoup rapproché du roi. Je le voyais alors fréquemment et intimement. Spirituel et intelligent, il causait bien, avec tact et simplicité. Il avait beaucoup lu et retenu. Passionné pour la littérature anglaise, il appréciait surtout Shakspeare, Tennyson, Dickens et Thackeray. D'un commerce aimable et facile, il était très aimé de ses inférieurs. Son attachement pour la reine avait quelque chose de chevaleresque et de touchant. Il adorait son fils. Le jeune prince était d'une santé délicate; il portait la peine des excès de son père et Kaméhaméha IV suivait avec une sollicitude inquiète sa croissance lente et tardive. Dans les anxiétés qu'elle lui causait, il voyait le châtiment de sa faute, la peine du talion, et maintes fois, les larmes aux yeux, je l'ai entendu dire : « Je mourrai jeune, mais je verrai mourir mon fils. » Il ne se trompait pas. Le 27 août 1862, le prince de Havaï succombait à un accès de fièvre après une maladie de huit jours.

Le désespoir du roi fut navrant et, pour ceux qui le voyaient de près, il n'était pas douteux qu'il n'avait plus lui-même longtemps à vivre. Par une singulière ironie du sort, le jeune prince expirait au moment même où la corvette anglaise *Terrible* amenait dans le port de Honolulu l'évêque anglican et son clergé, ainsi que le consul général anglais et sa femme, chargés de représenter la reine Victoria et le prince de Galles, marraine et parrain du prince de Havaï, dans la cérémonie du baptême. Le coup ne fut pas moins terrible pour la reine Emma; elle le supporta plus vaillamment, s'attachant à relever le courage du roi, demandant et trouvant des consolations dans ses devoirs de religion et dans ses œuvres de charité, qui l'absorbaient de plus en plus.

La mort du jeune prince de Havaï faisait du prince Lot l'héritier présomptif du trône. Ministre de l'intérieur, le prince Lot, s'il n'avait pas les qualités brillantes de Kaméhaméha IV, possédait une rare fermeté, beaucoup de bon sens pratique et une volonté opi-

niâtre. Comme son aïeul, Kaméhaméha I<sup>er</sup>, auquel il ressemblait beaucoup physiquement et moralement, il aimait la solitude, n'avait aucun goût pour les cérémonies d'apparat et les réceptions officielles. Les différens partis qui se disputaient l'influence et le pouvoir ne savaient trop ce qu'ils avaient à espérer ou à redouter de son avènement. Bien que plus âgé que son frère, sa santé robuste, son genre de vie ne permettaient pas de douter qu'il ne lui survécût. Kaméhaméha IV, en effet, dépérissait lentement. Le 30 novembre 1863, il s'éteignait subitement.

Il avait régné huit ans. Dans ce court espace de temps l'archipel havaïen avait franchi une nouvelle et considérable étape dans la voie du progrès et de la civilisation. Il ne restait plus trace de l'antique barbarie ; le régime féodal, fondé par Kaméhaméha I<sup>er</sup>, avait disparu. Un roi jeune, épris des idées modernes, entraîné lui aussi par le courant de son siècle, avait inauguré une ère nouvelle, attiré et retenu l'immigration, développé l'agriculture, pratiqué le régime constitutionnel. Malgré ses écarts et ses fautes, il emportait avec lui l'affection de ses sujets et de la colonie étrangère, dont il avait encouragé l'esprit d'entreprise et favorisé la propagande religieuse. Le jour même de la mort de son frère, le prince Lot était proclamé roi sous le nom de Kaméhaméha V.

Le premier acte du nouveau souverain fut un acte de déférence et de courtoisie à l'adresse de la reine Emma. Il l'invita à continuer de résider au palais, au moins jusqu'après les funérailles de son mari, et lui témoigna, par les attentions les plus délicates, la part qu'il prenait à son chagrin. Puis, après avoir pourvu à l'expédition des affaires courantes, il quitta Honolulu et se retira dans sa résidence de Waikiki, à quelques kilomètres de la ville, où il se renferma dans une solitude absolue pour mûrir ses plans et arrêter le choix de ses ministres. Il projetait, en effet, des changemens considérables et voulait, pour les mener à bonne fin, s'entourer d'hommes résolus, en communion d'idées avec lui et sur le concours desquels il pût faire fond. La constitution essentiellement démocratique de 1852, œuvre du parti américain, imposée à l'ignorance de Kaméhaméha III, subie ensuite par Kaméhaméha IV, lui inspirait une répugnance absolue et lui paraissait incompatible avec les traditions monarchiques du royaume et le maintien de son indépendance. A l'époque où cette constitution avait été élaborée, le parti américain poussait de toutes ses forces à l'annexion des îles aux États-Unis. Aussi un article spécial de sa constitution donnait-il au souverain le droit d'aliéner son royaume et d'en négocier la cession à la république américaine.

Bien résolu à ne jamais faire usage de ce droit, Kaméhaméha V

estimait que, tant qu'il serait maintenu, il provoquerait et justifierait les tentatives annexionistes. Il répugnait également à la nomination des membres de l'assemblée par le suffrage universel sans aucune restriction, la loi accordant le droit de vote à tout étranger qui se faisait naturaliser, et le nombre de ces derniers croissant d'année en année. D'autre part, et aux termes de cette même constitution, le roi devait, à son avènement, prêter serment de l'observer et de la maintenir. Kaméhaméha V était bien décidé à n'en rien faire. Il entendait détruire complètement cette œuvre de parti et lui substituer une constitution nouvelle, libérale, mais essentiellement monarchique et qui affirmât hautement l'autonomie de la race indigène. L'entreprise n'était pas sans danger ; il était évident que les Américains résisteraient et pousseraient les indigènes à la résistance, qu'ils se poseraient en défenseurs de l'ordre et de la légalité, en partisans d'une constitution ratifiée par deux souverains et que ne pouvait supprimer le caprice de leur successeur.

Le parti américain ignorait absolument les intentions du roi. Très silencieux d'ordinaire, il s'était jusqu'ici renfermé dans un mutisme absolu sur les questions de politique générale. A la chambre, au conseil, il prenait rarement la parole et n'abordait la tribune que pour les discussions administratives de son ministère de l'intérieur. Il vivait retiré, sans autre véritable intimité que celle de son frère et de sa belle-sœur. Son entourage se composait de quelques Américains qu'attiraient auprès de lui sa fortune, sa générosité et l'absence d'étiquette de sa vie de garçon. Ils étaient ses commensaux, se croyaient ses amis et, depuis que la mort du prince de Havaï et la santé chancelante de son frère l'avaient rapproché du trône, ils aspiraient à devenir ses conseillers et ses ministres.

L'opinion publique partageait leurs illusions ; aussi apprit-on avec étonnement que le roi, rompant ouvertement avec le parti américain, appelait au ministère des hommes nouveaux, connus pour leur hostilité à l'annexion et à la constitution de 1852. Le ministère des affaires étrangères, celui de l'intérieur et la place de secrétaire du roi étaient confiés à des Anglais ; le roi m'appela au ministère des finances ; un Américain, ancien sénateur au congrès des États-Unis, mais antiannexioniste, M. E.-H. Allen, devenait garde des sceaux et juge en chef de la cour suprême. Ces choix étaient une déclaration de guerre très nette aux partisans de l'annexion ; ils ne s'y trompèrent pas et commencèrent, dans les journaux locaux et dans la presse des États-Unis, très répandue dans l'archipel, une campagne violente contre le nouveau ministère.

Sommé par eux de prêter serment à la constitution de 1852, Kaméhaméha V fit savoir qu'il n'en ferait rien. Il invita ensuite par une

proclamation ses sujets à élire des délégués spéciaux, chargés de discuter avec les nobles et lui une constitution nouvelle et me désigna, avec l'un de mes collègues, pour le représenter dans les discussions, porter la parole en son nom, exposer ses vues et soutenir ses idées. Un moment égarée par les accusations violentes que le parti américain dirigeait contre le roi et contre nous, affirmant que nous ne tendions à rien moins qu'au rétablissement du pouvoir absolu, à la suppression du droit de vote, de la liberté de la presse, etc., l'opinion publique subit dans une certaine mesure la pression de nos adversaires, et lorsque la convention s'ouvrit, le 5 mai 1864, les Américains ne mettaient pas en doute que le ministère ne fût bientôt obligé de se retirer et le roi de renoncer à ses projets.

Abandonnant la clause relative à la cession de l'archipel, clause impossible à soutenir et à justifier, c'était sur la question du suffrage universel que l'opposition entendait livrer bataille. Le roi était convaincu, ainsi que nous, que la république est le dernier mot du suffrage universel, et que la république aux îles n'avait aucune espèce de raison d'être. Les traditions monarchiques y étaient trop enracinées, les institutions républicaines trop peu goûtées et trop peu comprises des indigènes. L'article 62 de la constitution soumise par le roi à l'approbation des délégués substituait au suffrage universel un cens électoral restreint et exigeait certaines conditions de séjour avant d'obtenir la naturalisation. Les articles précédens furent vivement discutés, mais, sur aucun d'eux, l'opposition ne réussit à rallier la majorité. Sur celui-là seul elle avait concentré tous ses efforts. Le roi et ses représentans à la convention étaient, de leur côté, bien décidés à ne pas céder sur ce point, qu'ils estimaient le plus important de tous, aussi la lutte se poursuivit-elle pendant plusieurs jours avec une violence passionnée de la part de l'opposition et une persévérance obstinée de la part du gouvernement. L'agitation n'était pas moins vive au dehors que dans la salle des séances. Chacun sentait qu'une crise était imminente. Les uns s'étonnaient de la longanimité du roi et de notre patience, que l'on attribuait à la crainte que nous inspiraient les menaces de l'opposition. Les autres, convaincus de notre chute prochaine, en concluaient la défaite de la monarchie et voyaient poindre l'annexion. Les partisans de cette mesure, enhardis par leur succès, pleins d'ardeur, se croyaient soutenus au dehors et suppléaient à la force du nombre, qui leur faisait défaut dans le pays, par l'audace qui en tient souvent lieu.

Les amendemens se succédaient, successivement rejetés par les deux partis, qui ne voulaient entendre à aucun compromis. Le roi

présidait l'assemblée, sans prendre part aux débats, que mon collègue et moi soutenions en son nom. Le 13 août, la discussion s'ouvrit sur un dernier amendement présenté par un membre de la chambre des nobles. Je me disposais à prendre la parole pour le combattre lorsqu'un huissier me prévint que le roi désirait m'entretenir dans le salon qui lui était réservé. Je me rendis auprès de lui. Il me demanda si j'augurais favorablement de la tournure que prenaient les débats. Je lui répondis que je n'en attendais aucun résultat satisfaisant ; que l'amendement proposé serait peut-être accepté par les délégués, mais qu'il était inadmissible pour nous et ne tranchait nullement la question. Le roi s'enquit ensuite de ce que je pensais d'un projet qu'on lui avait suggéré et qui consistait à provoquer un ajournement de six semaines pour laisser le temps aux passions de se calmer et nous permettre de ramener à nos vues les délégués dissidens. Je dis au roi que je considérais ce plan comme impolitique et dangereux ; qu'au point où nous en étions, provoquer, ou même accepter un ajournement, c'était renvoyer dans les districts une opposition triomphante qui se présenterait aux électeurs comme défenseurs de leurs droits, et qui mettrait cet ajournement à profit pour organiser la résistance et achever d'entraîner l'opinion publique. J'ajoutai qu'au cas où le roi s'arrêterait à ce projet, il serait indispensable de modifier son ministère et que, pour moi, j'estimerais ma présence dans le cabinet impossible.

Le roi m'écouta jusqu'au bout sans m'interrompre ; puis il me dit que, dans une entrevue qu'il venait d'avoir avec sa belle-sœur la reine Emma, elle avait soutenu la même thèse et développé les mêmes argumens ; quant à lui, son parti était pris, il refusait tout compromis et était prêt à agir. Il nous pria de tenter un dernier effort, il attendrait le résultat du vote. Je rentrai avec lui. Le roi prit place au fauteuil et la discussion commença. La partie réservée au public était comble, les couloirs regorgeaient de monde. On sentait que l'on touchait à la crise, on attendait les événements. L'amendement fut rejeté.

Le résultat du scrutin fut accueilli par un profond silence. Le roi se leva et s'adressant à l'assemblée :

« Depuis cinq jours, cet article fait l'objet de vos délibérations et il est devenu évident pour moi que la majorité des délégués se refuse à l'adopter. Dans mon opinion, cet article est le plus important de tous. S'il est rejeté, mon gouvernement cesse d'être une monarchie pour devenir une république. Je vous déclare donc qu'ici s'arrêtent vos travaux.

« Je remercie les délégués de leur empressement à répondre à



mon appel. La constitution de 1852 a été octroyée par mon oncle, Kaméhaméha III, lequel a déclaré en termes exprès qu'il l'octroyait à titre d'essai et se réservait le droit de l'abroger. Ce droit, j'en suis le dépositaire. Aussi longtemps qu'il plaira à Dieu de me maintenir sur ce trône, j'en suis le seul défenseur. Je déclare donc la constitution de 1852 abrogée ; j'en octroierai une nouvelle.

« J'invite mes ministres à conserver leurs portefeuilles ; si toutefois quelques membres ou officiers de mon gouvernement désirent se retirer dans les circonstances actuelles, je suis prêt à accepter leur démission.

« Si quelque jour mon peuple, par la voix de ses députés, exprimait le désir de discuter avec les nobles et moi les termes d'une constitution nouvelle, il me trouverait prêt à faire droit à une si juste requête.

« Les travaux de la convention sont terminés, et la convention est dissoute. »

Les délégués ne croyaient pas à tant d'audace de la part du roi ; ils s'attendaient en effet à une proposition d'ajournement qui, laissant le gouvernement sous le coup d'un échec, leur permettrait de se rendre dans leur districts respectifs pour rendre compte de l'exercice de leur mandat. Aucun d'eux ne se dissimulait qu'il avait été beaucoup plus loin que ne le voulaient ses électeurs. Ils n'ignoraient pas que presque tous les indigènes étaient avec le roi, sympathisaient avec lui et voyaient en lui, plus encore qu'en son prédécesseur, le véritable représentant de leur race et de leurs aspirations. La tâche des délégués opposans devenait difficile. Ils n'étaient pas prêts, quoi qu'ils en pussent dire, à tenter une résistance à main armée. Très peu les eussent suivis sur ce terrain. Ils en avaient fait la menace ; essayer de l'exécuter, c'était courir au-devant d'un échec certain ; s'abstenir était un aveu d'impuissance. Ils se décidèrent à attendre les événemens et à laisser se dessiner l'opinion publique. Elle leur fut hostile, et ils purent s'en apercevoir à leur sortie de la salle des séances. Les membres de l'opposition furent accueillis par un profond silence, tandis que de nombreux hurrahs saluaient le roi qui, remontant en voiture, se faisait conduire au palais.

La reine Emma l'y attendait et le félicita chaleureusement. Elle était au courant de ses projets, elle savait la répugnance que lui inspirait la constitution de 1852, elle approuvait son refus de prêter serment. Maintes fois elle avait assisté aux entretiens intimes de son mari et de son beau-frère, aux sollicitations de ce dernier pour décider Kaméhaméha IV à prendre l'initiative d'une révision, aux atermoiemens du roi, peu soucieux d'entreprendre une si lourde

tâche. Elle estimait très haut le caractère énergique du nouveau souverain ; elle était sensible aux témoignages de confiance et aux marques de sympathie qu'il lui prodiguait. Longtemps elle avait varessé le désir et l'espoir de visiter l'Europe avec son mari. Kaméhaméha IV l'entretenait souvent du voyage qu'il y avait fait avec son frère. Née à Honolulu, n'ayant jamais quitté l'archipel, la reine Emma souhaitait ardemment voir l'Angleterre, patrie de son aïeul. Kaméhaméha V l'encourageait à donner suite à ce projet. La mort de son fils et de son mari avait éprouvé sa santé et rendait désirable un changement de climat et de milieu. La fortune personnelle de la reine ne lui permettait guère une aussi forte dépense ; le roi lui vint en aide, et, en mai 1865, elle acceptait l'invitation de la reine Victoria de se rendre à Windsor et s'embarquait à bord de la *Clio*, bâtiment de guerre anglais, que l'amirauté mettait à sa disposition.

### III.

Fort bien reçue aux États-Unis, elle n'y séjourna cependant que peu de temps et se rendit en Angleterre, où on lui fit un chaleureux accueil. L'aristocratie anglaise rivalisa d'attentions auprès de la petite-fille d'un matelot anglais abandonné sur une plage presque inconnue de l'Océan-Pacifique et qui n'avait certes jamais rêvé qu'un demi-siècle après sa mort son unique descendante serait traitée à Windsor, par la reine d'Angleterre, en souveraine et en amie. En France, l'empereur et l'impératrice l'accueillirent avec une sympathie marquée. Elle passa l'hiver en Italie et revint s'embarquer en Angleterre pour New-York et San-Francisco, où le gouvernement américain avait donné ordre à l'amiral Thatcher, commandant l'escadre du Pacifique, de ramener la reine à Honolulu.

Les impressions qu'elle rapportait de ce voyage n'étaient nullement celles que l'on aurait pu attendre d'une femme, jeune encore, intelligente et instruite, mais n'ayant jamais rien vu d'autre que l'archipel des Sandwich. Je m'attendais bien à ce que le climat de l'Angleterre, de la France et même de l'Italie lui paraîtrait sombre et triste après le radieux soleil et les merveilleux paysages des tropiques, mais je n'avais pas prévu que ce qui l'impressionnerait le plus serait l'aspect, et, pour elle, la révélation de la misère. Toujours préoccupée de questions religieuses et philanthropiques, elle avait beaucoup lu sur ces sujets, mais jamais elle n'avait vu, rencontré des êtres humains souffrants de la faim, du froid, aux prises avec les privations matérielles, et ce spectacle semblait avoir terni

à ses yeux l'éclat de notre civilisation européenne. Dans les fréquens entretiens que j'eus avec elle, elle y revenait constamment, et le souvenir des pauvres, des malheureux, avait plus vivement frappé son imagination que les splendeurs de Windsor et des Tuileries. Elle s'estimait heureuse de vivre dans un pays où la misère est inconnue, où le climat, les productions du sol et les conditions économiques rendent la pauvreté facile à subir, facile aussi à éviter. Elle revenait plus passionnée que jamais pour ses œuvres charitables, pour la diffusion de l'enseignement et la moralisation de la race indigène, auxquelles elle consacrait ses loisirs et ses revenus.

Elle retrouvait l'archipel calme et prospère. Le roi avait eu raison de l'opposition à ses projets de réforme. L'agriculture faisait chaque jour de nouveaux progrès ; la production du sucre, du riz, du coton, du café, augmentait rapidement, et, avec elle le bien-être, l'aisance et la fortune publique. Il n'y avait qu'une ombre à ce tableau : le roi était le dernier de sa race, et, s'il venait à mourir sans héritier direct, il fallait procéder à l'élection d'un nouveau souverain et traverser une crise qui pouvait être redoutable pour l'indépendance havaïenne. La nouvelle constitution avait prévu le cas et remis l'élection à la chambre des nobles et à celle des représentans, mais tous les partisans sincères de l'autonomie souhaitaient ardemment le mariage de Kaméhaméha V.

J'avais eu plusieurs fois l'occasion d'aborder cette question avec lui. Depuis la mort de M. Wyllie, le roi m'avait appelé aux fonctions de ministre des affaires étrangères. L'amitié qu'il me témoignait, l'intimité qui existait entre nous, me permettaient d'insister auprès de lui pour qu'il donnât satisfaction aux désirs de son peuple ; mais, sous ses ajournemens, je devinais une autre cause que l'indifférence ou le désir de conserver sa liberté. Je soupçonnais la vérité ; il me la dit enfin dans un entretien que nous eûmes ensemble quelques semaines avant le retour de la reine Emma. Le culte chevaleresque qu'il professait pour elle, la confiance qu'il lui témoignait, prenaient leur source dans un sentiment plus vif qu'une affection fraternelle. Il aimait la reine ; mais, connaissant ses idées religieuses et l'opposition du clergé anglican aux mariages entre beau-frère et belle-sœur, il doutait fort qu'elle consentît à l'épouser. Il m'autorisa cependant à lui en parler à son retour, à lui transmettre l'assurance qu'il saurait respecter son refus et à la prier, si ses scrupules religieux ou ses propres sentimens ne lui permettaient pas de l'accepter pour mari, de lui conserver l'amitié d'une sœur. L'impression que me laissa cet entretien fut que, si la reine Emma refusait, Kaméhaméha V ne se marierait jamais.

Dans une conversation avec la reine j'abordai ce sujet délicat, mais, ainsi que je le prévoyais, et que le roi le devinait, ses scrupules religieux et le souvenir de son premier mari étaient d'insurmontables obstacles. Je crois que, dans une situation autre et moins en vue, elle eût plus écouté ses sentimens personnels, et que l'estime et l'affection qu'elle avait pour lui eussent triomphé de ses hésitations. Elles étaient telles qu'il était impossible d'insister, et le roi s'appliqua par tous les moyens en son pouvoir à lui faire oublier sa demande et à maintenir leurs rapports sur le même pied qu'autrefois.

De retour à Honolulu, la reine prit possession de la villa que son beau-frère avait fait préparer pour elle pendant son voyage en Europe, dans un des plus beaux sites de la vallée de Nunanu et à peu de distance de la ville. Elle en fit sa résidence favorite et y passait la plus grande partie de l'année. A la mort de son père adoptif, le docteur Rooke, elle avait hérité de sa fortune et de la maison qu'il possédait en ville. Elle la fit aménager et l'habitait de temps à autre quand quelque cérémonie officielle ou la présence sur rade d'un vaisseau amiral obligeaient le roi à recevoir. La reine Emma présidait à ces réceptions et à ces dîners, pour lesquels il s'en reposait entièrement sur elle.

Pendant le règne de Kaméhaméha V, Emma s'adonna exclusivement à ses œuvres de bienfaisance, créant et présidant des associations charitables, usant de son influence sur le roi, qui l'appelait en riant son ministre des aumônes, pour venir en aide à ses nombreux protégés.

Kaméhaméha V mourut subitement le 11 novembre 1872, jour anniversaire de sa naissance. Il atteignait sa quarante-troisième année. Fort et vigoureux, il semblait avoir de longues années devant lui. Comme son frère, il fut emporté en quelques heures sans que les médecins, appelés trop tard, lui fussent d'aucun secours. Avec lui s'éteignait la dynastie des Kaméhaméhas. Aux termes de la constitution, les chambres se réunirent pour désigner un nouveau souverain. Ce choix ne pouvait toutefois porter que sur un chef, de la race des *aliis* ou nobles. Trois candidats étaient désignés par leur rang. En première ligne venait le prince William Lunalilo, cousin du roi, âgé de trente-trois ans. Membre de la chambre des nobles, actif, intelligent, ambitieux, il avait eu une jeunesse orageuse. Possesseur d'une grande fortune, il en avait usé pour s'abandonner à tous les excès d'une nature ardente, mais telle était la vigueur de sa constitution qu'il avait résisté à cette vie de plaisirs et que sa santé ne paraissait même pas en être affectée. Très populaire parmi les indigènes, aimé des étrangers, William Lunalilo avait

contre lui le souvenir de son passé et la crainte de le voir retomber dans des excès qui avaient eu un regrettable retentissement. Le seul parmi les chefs qui pût lui porter ombrage était David Kalakaua, jeune noble, de moindre rang, mais bien vu et estimé de tous, et dont la vie régulière contrastait avec celle du prince William.

Aucune loi n'excluait les femmes du trône. La reine Emma pouvait donc être élue, et son inépuisable charité, sa vie exemplaire, lui auraient rallié les suffrages, si elle avait consenti à se mettre sur les rangs ; mais ce nouveau deuil qui la frappait ravivait ses douleurs passées. Elle déclara qu'elle n'acceptait aucune candidature et invita ses partisans à voter en faveur du prince William. Le choix était donc circonscrit entre ce dernier et David Kalakaua. Le 8 janvier 1873, William Lunalilo fut élu à l'unanimité moins 3 voix.

Je l'avais beaucoup connu alors qu'il siégeait à la chambre des nobles. A une beauté physique remarquable il joignait une intelligence active, éveillée, beaucoup de dignité. Prodiges comme un grand seigneur, adoré de ses inférieurs, il gâtait tous ses dons naturels par son penchant à l'ivrognerie. Comme Kaméhaméha IV, il luttait vainement pour s'en rendre maître ; pendant des mois entiers il étonnait par son absolue sobriété ceux qui l'approchaient, jusqu'au jour où le prétexte le plus futile, le hasard d'une rencontre ou d'une réception, l'amenaient à goûter un verre de champagne ou d'eau-de-vie. Alors commençait l'orgie furieuse dont il sortait brisé ; quelques jours de repos suffisaient à sa merveilleuse constitution pour en effacer toutes traces apparentes.

Élevé par les missionnaires américains, il avait reçu d'eux une éducation soignée, des convictions religieuses et des idées libérales avancées qui faisaient de lui, dans le parlement, un chef d'opposition éloquent et redoutable, et, parmi les nobles, l'unique adversaire du régime monarchique et le seul partisan des institutions républicaines. On n'avait d'abord vu dans son attitude politique que le désir de se singulariser et de faire au roi, son cousin, une opposition peu dangereuse, à tout prendre. Il n'en était rien. Avec la naissance et les qualités extérieures d'un chef et d'un prince, il avait les instincts et les goûts d'un radical. Élu roi, il apportait sur le trône ces contradictions et, dès le début, il s'en expliquait franchement, discutant lui-même sa raison d'être et tout prêt à mettre en doute sa propre autorité. Il n'était pas marié ; invité par le parlement à désigner son successeur pour le cas où il mourrait sans héritier, il s'y refusa nettement, alléguant que, n'étant pas convaincu de l'excellence de la forme monarchique, il ne se reconnaissait pas le droit de désigner un roi ; il laissait donc à ses sujets, lui mort, et même

lui vivant, toute liberté d'exprimer leurs préférences et de lui demander, s'ils le désiraient, le mandat qu'il tenait d'eux. Il eût été plus logique de ne pas le solliciter, mais il ne devait pas le conserver longtemps. Le 3 janvier 1874, il mourait après un règne de treize mois.

Une fois de plus le trône était vacant et l'assemblée appelée à procéder à une nouvelle élection. David Kalakaua se présentait. Les partisans de la reine Emma la décidèrent à se mettre sur les rangs. C'était une faute. Quels que fussent sa popularité et ses titres, son élection ne résolvait rien. Veuve sans enfants, décidée à ne pas se remarier, elle ne pouvait fonder une dynastie ni donner au pays des garanties d'avenir. David Kalakana était marié, assez jeune pour avoir des héritiers, à défaut desquels son frère pouvait lui succéder. Ces considérations militaient en sa faveur et, dans l'assemblée, elles entraînaient la grande majorité. Au dehors, il n'en allait pas de même. La reine Emma était l'idole des classes inférieures; sa charité lui avait conquis tous les cœurs. Son règne leur apparaissait comme un millénium, un âge d'or, et leurs acclamations passionnées pour celle qu'ils appelaient la bonne reine, leurs objurgations violentes à l'adresse des membres de l'assemblée connus pour leurs sympathies en faveur de la candidature de David Kalakaua, faisaient redouter un mouvement populaire et des désordres graves.

On savait, en outre, que le gouvernement des États-Unis, désireux d'assurer à sa marine de guerre un port de ravitaillement dans l'Océan-Pacifique, avait offert au gouvernement havaïen de lui acheter, à l'embouchure de la rivière la Perle, à quelque distance de Honolulu, une zone de territoire pour y installer un dépôt de charbon et des magasins de vivres. La reine était hostile à ce projet, dans lequel elle voyait, avec raison, une menace pour l'avenir et un premier pas dans la voie de l'annexion. On affirmait, au contraire, que David Kalakaua était favorable à cette cession. Il n'en avait pas fallu davantage pour surexciter encore la population indigène, réveiller sa passion pour son autonomie et lui inspirer tout à coup une défiance profonde vis-à-vis de tous les résidents étrangers, même de ceux qui, établis depuis de longues années dans l'archipel, s'étaient toujours montrés partisans déclarés de l'indépendance.

En réalité, aucun des deux candidats n'était en faveur de la cession d'une partie quelconque du territoire; aucun d'eux, l'eût-il voulu, n'eût pu la faire accepter par la population; l'assemblée le savait; douée de plus de sens politique, elle écarta, dès le début, ces appréhensions aussi vaines que passionnées et élut, par 39 voix, David Kalakaua roi des îles Havaï; 6 voix seulement se portèrent sur la reine Emma.

La foule entourait la salle des séances. Presque tout entière favorable à la reine, elle accueillit la proclamation du scrutin par des clameurs violentes. Un comité de six membres délégués par l'assemblée pour porter au nouveau souverain la nouvelle de son élection fut assailli à la sortie par la multitude exaspérée. En un instant, la salle des séances fut envahie, les membres de l'assemblée arrachés de leurs sièges et obligés de s'enfuir ; plusieurs furent grièvement blessés. Vainement la force armée intervint ; la populace dispersa les troupes, mit à sac le palais de l'assemblée, brisant les meubles, détruisant les archives. Maîtresse de la ville, tout était à redouter de sa fureur ; la présence dans le port de deux frégates américaines, le *Portsmouth* et le *Tuscarora*, et d'une corvette anglaise, le *Ténédos*, prévint de grands malheurs. Sur la demande du ministère, les commandans firent débarquer leurs équipages en armes et rétablirent l'ordre par la force.

La responsabilité des violences commises n'incombait d'ailleurs en aucune façon à la reine Emma, qui avait fait ce qui dépendait d'elle pour les prévenir et fut la première à les désavouer publiquement. Le jour même de l'élection, elle s'inclinait devant le choix de l'assemblée et faisait acte d'adhésion au nouveau souverain, lequel, de son côté, s'empressait de la maintenir en possession de ses titres et privilèges.

A dater de ce jour, la reine Emma se tint à l'écart de la politique et de la cour. Retirée dans sa villa, elle se consacra de plus en plus à ses œuvres de charité et à ses pratiques religieuses. C'est là qu'elle mourut, en mars dernier, âgée de quarante-neuf ans. La reconnaissance et l'affection des indigènes ont déjà créé autour de son nom une légende. Dans l'histoire de ce petit pays de l'Océanie, elle gardera le nom de la bonne reine. La petite fille du matelot anglais a largement payé à la dynastie éteinte des Kaméhaméha la dette de reconnaissance contractée par son grand-père le jour où le chef barbare de cette dynastie lui sauva la vie sur la plage de Lahaina. A l'œuvre naissante de civilisation dont son aïeul avait été l'instrument elle donna la consécration suprême. Montée sur ce trône, que John Young avait aidé Kaméhaméha I<sup>er</sup> à édifier par la force, elle enseigna par son exemple la loi d'amour du christianisme : la charité.

---

---

LA

# VIE DE SHAKSPEARE

ET LE

## PARADOXE BACONIEN

---

I. J.-O. Halliwell Philipps, *Outlines of Shakspeare*. — II. *The Promus of formularies and elegancies*, by Francis Bacon, illustrated and elucidated from Shakspeare, by M<sup>rs</sup> Henry Pott. — III. *Did Francis Bacon write Shakspeare? 32 reasons for believing that he did*. — IV. *Der Shakspeare-Mythus*. — *William Shakspeare und die Autorschaft der Shakspeare Dramen*, von Appleton Morgan. Deutsche Bearbeitung, von Karl Müller-Mylius.

« *Who wrote Shakspeare?* — Qui a écrit Shakspeare? » — Cette question irrévérencieuse, posée il y a environ vingt ans dans une des premières revues de l'Angleterre (1), semble avoir fouetté le sang des critiques shakspeariens et leur avoir donné une nouvelle ardeur au travail. Ces vingt dernières années ont été fécondes en découvertes, en observations nouvelles. Au point du siècle où nous en sommes, Shakspeare n'est pas un inconnu, comme il l'a été si longtemps. Je voudrais résumer ce qu'on sait de certain sur sa vie, ne m'attachant qu'aux faits, et laissant de côté les œuvres.

Les œuvres, en effet, ont été l'objet d'innombrables commentaires. On a, dès longtemps, analysé les caractères, interprété les pensées et les paroles, supposé même, plus qu'il n'aurait fallu, des systèmes psychologiques et moraux. On a divisé le génie de Shakspeare en provinces, et on se les est partagées. Lord Campbell a étudié ses connaissances juridiques; il a été surpris de trouver,

(1) *Fraser's Magazine*.



dans le poète, un juriste presque érudit, rompu aux rubriques des tribunaux, et au difficile usage du langage judiciaire anglais. Bucknill et Stearns l'ont montré instruit de la médecine, et spécialement de la pathologie mentale (1); suivant R. Smith, il avait des notions d'agriculture; d'autres ont remarqué qu'il dut posséder la pratique du jardinage, et quelque teinture de botanique, qu'il fut au courant de l'étiquette de la cour, que l'équitation et le dressage des chevaux lui étaient familiers. Thoms voit en lui un soldat à qui l'art de la guerre n'était pas inconnu. Blades le croit initié au métier ardu du typographe. L'évêque Wadsworth lui attribue une science étendue des saintes Écritures. Paterson, poussant la minutie plus loin que tout autre, a écrit une *Entomologie shakspearienne*, histoire naturelle de tous les insectes que Shakspeare a nommés. Partout où il y a des Anglais, et c'est à dire dans le monde entier, on parle et on écrit sur Shakspeare; à New-York, à Bombay, à Montréal, à Melbourne, il paraît sans cesse des livres, des articles, des brochures. C'est une des singularités de ce merveilleux génie, que chacun se cherche en lui, et s'y retrouve; il semble qu'aucune des directions de la pensée humaine ne lui soit demeurée étrangère et que son esprit ait été une véritable encyclopédie de son temps et de son pays.

L'homme dont l'esprit, naturellement si beau, paraissait orné d'une culture si variée et si rare, ne fut longtemps connu que par des traditions sans preuves, des anecdotes peu authentiques, des biographies insuffisantes. Ce que l'on savait de positif se réduisait à ceci : fils d'un cultivateur illettré du Warwickshire, devenu un acteur médiocre, il était mort ayant acquis quelque fortune, et n'avait pas pris la peine de réunir les œuvres que la postérité devait si avidement rechercher, ni même de les publier toutes. Cela a paru si peu satisfaisant que Schlegel n'hésitait pas à traiter de fable cette histoire tout entière.

De ce contraste, si saisissant, entre la splendeur du génie et l'obscurité de la vie, est né il y a trente ans bientôt, le plus étrange paradoxe littéraire. Avant de m'attacher à la personne de Shakspeare, il faut rappeler que cette personne même a été contestée. C'est un curieux incident des études shakspeariennes.

Voici le paradoxe : Shakspeare n'est qu'un pseudonyme. L'obscur acteur n'a pas pu écrire les drames ni les poèmes que nous possédons sous son nom; il y a eu une longue supercherie, ou, comme on l'a écrit, « une mystification de trois siècles. » Le grand philo-

(1) Voir aussi, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> avril 1876, l'étude de M. Onimus sur *la Psychologie médicale dans les drames de Shakspeare*.

sophe et écrivain Francis Bacon est le véritable, le seul auteur des drames ; il les a fait paraître sous le nom d'un acteur pour éviter la défaveur qui s'attachait alors à la production des œuvres théâtrales.

Une demoiselle américaine, miss Delia Bacon, flattée sans doute d'apporter une nouvelle gloire à son illustre homonyme, lança l'hypothèse pour la première fois, en 1856, dans le *Putnam's Magazine*, et l'appuya, l'année suivante, d'un gros volume. Miss Delia n'eut pas de bonheur. Elle se plaignait avec raison que des plagiaires peu scrupuleux lui eussent, dès l'origine, dérobé son idée sans la nommer. Il était injuste d'oublier l'auteur d'une pareille invention. Il faut dire pourtant que l'idée gagna à passer dans d'autres mains que les siennes. Elle ne l'avait pas soutenue, à sa naissance, d'argumens bien sérieux. La pauvre demoiselle semble avoir été d'un esprit rêveur, enthousiaste et vague, plein de songes philosophiques et d'utopies. On apprend avec regret, mais sans surprise, qu'elle est morte dans une maison de santé. C'est le sort ici-bas de bien des inventeurs. Les héritiers de sa pensée, le juge Holmes aux États-Unis, et William Smith en Angleterre, furent plus heureux.

Smith eut la bonne fortune d'attirer l'attention de lord Palmerston, qui, comme tous les grands politiques anglais, se piquait de littérature. Peu de temps avant sa mort, en 1864, comme il recevait quelques amis, à la campagne, Palmerston les régala de la théorie baconienne, encore peu connue, et qu'il soutenait avec une parfaite conviction. Comme on lui opposait le témoignage positif de Ben Jonson et des acteurs, camarades de Shakspeare : « Bah ! — répondait-il, — ces gens-là sont toujours d'accord ensemble ; et puis, il est possible aussi que Jonson ait été trompé comme les autres ! » Enfin, comme peut-être les argumens lui manquaient, il sortit du salon, passa dans sa bibliothèque, revint en tenant le livre de Smith, et dit : « Tenez ! lisez cela, et vous vous rendrez à mon opinion. »

Vingt ans ont passé, et l'Angleterre ne s'est pas rendue à l'opinion du noble lord. La haute société intellectuelle a résisté. Les écrivains spéciaux, la Société Shakspearienne, n'ont pas même daigné examiner le problème étrange que l'on venait jeter au travers de leurs études.

Ce n'est pas à dire que le paradoxe n'ait eu, même en Angleterre, de nombreux partisans. Par sa nouveauté, il a surtout séduit les femmes, et une femme est aujourd'hui son plus ferme soutien. M<sup>rs</sup> Henry Pott, avec la ferveur que les Anglaises apportent souvent aux choses nationales et littéraires, a entrepris un véritable apostolat. La foi et le dévouement dont elle fait preuve sont vraiment

méritoires. Elle a contribué à la fondation d'une Société Baconienne, qui compte environ cent cinquante adhérens. La Société s'efforce de faire naître un mouvement d'opinion ; elle publie les *tracts* qu'écrivit M<sup>rs</sup> Pott et mène une propagande à l'anglaise. Elle a gagné quelques partisans dans la curieuse et chimérique Allemagne, ainsi que le prouve un article inséré en 1884 dans la *Deutsche Allgemeine Zeitung*.

Des observations ingénieuses, et une certaine coïncidence entre les faits et les dates des deux vies de Bacon et de Shakspeare, ont donné à la théorie une apparence sérieuse, où de bons esprits ont pu être trompés. On a remarqué notamment, chez Bacon, une inclination vers les choses du théâtre, qui ne paraît point naturelle en un philosophe et un juriconsulte. Il avait du théâtre une haute opinion, qui n'était point celle de son siècle, le considérant comme « un moyen de développer l'esprit des hommes. » Il n'était pas d'ailleurs sans génie poétique, comme l'a observé Macaulay ; mais il en faisait surtout preuve dans ses ouvrages en prose, car, jusqu'à présent, on ne connaît de lui que de mauvais vers. Sa vie ne fut pas toujours aussi grave que le comportaient ses hautes fonctions. A vingt-huit ans, il fut nommé membre du parlement, et s'y trouva mêlé à la jeune noblesse dorée, aux Southampton, Essex, Rutland, Montgomery, avec lesquels il se lia d'amitié. C'était une compagnie galante et lettrée, curieuse du théâtre et le fréquentant. Bacon en mena la vie : il fit des sonnets et des dettes, dédia ses vers à la reine, et signa des billets chez les lombards et les juifs. Il tomba ainsi dans une piteuse situation, et, en 1592, l'année même où l'on représenta le premier drame historique de William Shakspeare, le futur chancelier d'Angleterre, « pauvre et malade, travaillait pour vivre. » Ce travail misérable et nécessaire était celui que Bacon appliquait aux pièces de théâtre ; il avait obtenu que l'obscur acteur Shakspeare lui prêtât son nom, moyennant quelque part dans les bénéfices. Telle est la conjecture.

En effet, ajoute-t-on, Bacon n'était point tout à fait étranger à la production dramatique. Il écrivit, à plusieurs reprises, pour des fêtes de Noël ou du carnaval, de ces sortes de pièces de circonstance, coupées de pantomimes, que l'on appelait *Masques*. M. Spedding, l'excellent biographe de Bacon, a retrouvé et publié les fragmens de ces *masques*. Après les avoir lus, on peut pourtant se demander pourquoi l'auteur qui a avoué ces médiocres productions, aurait nié *Jules César* et *Hamlet*. Cependant le jeune seigneur passait une partie de son temps en des occupations inconnues. Sa mère, lady Ann, l'austère et guindée protestante, s'en alarmait. « Francis, écrit-elle, est continuellement souffrant par l'habitude qu'il a de se coucher à des heures indues et de rêvasser, *nescio quid*, aux heures où il devrait dormir. »

Elle s'effrayait aussi de le voir fréquenter une compagnie dissipée et aimer à paraître dans des représentations théâtrales privées, « pour la joie, dit-elle, d'Essex et de sa joyeuse bande, mais pour le péril de l'âme de mon fils. »

Bacon aurait donc écrit les pièces pour satisfaire à un goût naturel et à des besoins d'argent. On remarque, de plus, qu'il en eut le loisir, car sa conduite douteuse, lors du procès d'Essex, ne l'empêcha pas d'encourir la disgrâce d'Élisabeth, et, pendant les dernières années du règne, il fut privé de tout emploi public. En 1613, l'année même où l'on croit généralement que Shakspeare renonça au théâtre, lord Bacon fut nommé attorney général, et, tout naturellement, le labeur énorme de cette nouvelle fonction le détourna du théâtre. Ici, les baconiens triomphent, pensant expliquer un mystère qui, depuis deux siècles, a intrigué les critiques : la retraite prématurée de Shakspeare et le silence de ses dernières années. Sans entrer dans une discussion qui me semble vaine, je ferai remarquer que le mystère reste le même : Bacon, comme Shakspeare, passa ses dernières années dans la retraite, et personne n'a prétendu qu'il ait pu écrire aucun drame de 1621 à 1626.

Voilà des argumens historiques. Il en est de critiques. M<sup>rs</sup> Pott, dont le zèle est infiniment respectable, a cru en découvrir une nouvelle source en publiant un manuscrit inédit de Bacon, le *Promus des formules et des élégances*. C'est une collection bien précieuse de toutes les formes du langage, proverbes, bons mots, citations d'auteurs, formules de politesse, que cet esprit coquet et raffiné notait au passage, pour s'en servir dans ses écrits ou dans sa conversation. C'étaient des parures pour la pensée : *ornamenta rationalia*. Il les recueillait « comme provision et munition préparatoire pour la fourniture du langage et la promptitude de l'invention. » M<sup>rs</sup> Pott rend aux lettres et à l'histoire un service notable en publiant le *Promus*. Sans le paradoxe baconien, le manuscrit eût dormi longtemps encore dans la poussière du *British Museum*. Ainsi, les erreurs dans les sciences ont souvent leur utilité. Cette publication est d'ailleurs le profit le plus net de la discussion. En effet, les analogies qu'a laborieusement relevées M<sup>rs</sup> Pott sont de celles, à nos yeux, qui ne prouvent absolument rien. Souvent ces analogies sont purement imaginaires. S'il en est de réelles, il est aisé de les expliquer : ne serait-il pas extraordinaire qu'il n'y eût aucune rencontre de pensée ou d'expression entre deux auteurs si voisins l'un de l'autre et qui avaient sous les yeux les mêmes spectacles, les mêmes hommes et les mêmes livres ? Si l'on prenait fantaisie de comparer Bossuet et Corneille, on ne serait pas surpris de rencontrer des pensées communes et des tours de phrase tout semblables.

Il y a, selon M<sup>rs</sup> Pott, trente-deux raisons de croire que Bacon a écrit les drames de Shakspeare. Trois ou quatre sont curieuses. Ce sont des argumens dès longtemps connus et classés par les baco-niens, et dont quelques-uns sont assez fameux parmi eux pour avoir reçu des noms, comme les syllogismes de l'ancienne scolastique. Il y a, par exemple, une phrase d'Aristote que l'on trouve inexactement citée par le poète et le philosophe, sans que l'on connaisse une traduction d'Aristote d'où ils auraient pu tirer leur commune erreur; il y a aussi une énumération de fleurs et de plantes presque identique chez les deux auteurs. Si l'on admet qu'ils ont pu se faire l'un à l'autre des emprunts, l'observation n'en demeure pas moins intéressante. La correspondance de Bacon a fourni les argumens les plus singuliers. On y trouve des phrases mystérieuses, des mots inexplicables. Une fois, par exemple, il s'agit de « poètes cachés. » Une autre fois, un correspondant de Bacon joue sur ces mots : « mesure pour mesure, » qui sont précisément le titre d'une comédie de Shakspeare. Bacon envoyait toutes ses œuvres, à mesure qu'elles paraissaient, à sir Tobie Matthew, son ami et correspondant familier; quelquefois, à l'œuvre sérieuse, il joignait une « récréation. » Que pouvaient être ces « récréations, » sinon des pièces de théâtre? Mais surtout, à une lettre fameuse, et qu'il eût rendue plus claire, s'il eût su quels tourmens il préparait aux critiques futurs, sir Tobie a ajouté un *post-scriptum* qui fait presque toute la force de la théorie baco-nienne. Il s'agit ici de l'argument que l'on appelle couramment *the Matthew Postscript*. Voici la phrase dans toute son obscurité : « L'esprit le plus prodigieux que j'aie connu, de ma nation et de ce côté de la mer, est du nom de Votre Seigneurie, quoique connu sous un autre. » Je ne prétends pas expliquer le sens exact de ce compliment entortillé; il est possible que sir Tobie ait joué sur les diffé-rens noms que porta Bacon, tels que lord Verulam et vicomte Saint-Albans. De plus, il semble probable que Bacon et son confi-dent intime aient fait usage, comme il arrivait souvent dans les an-ciennes correspondances, d'un jargon convenu dont nous ne pos-sédons pas la clé. Je ne saurais décider; mais il paraîtra à tous les esprits critiques que quelques obscurités dans la correspondance d'un auteur du xvi<sup>e</sup> siècle ne peuvent suffire pour trancher d'aussi graves questions.

Tous ces argumens ont été de nouveau mis en lumière par un critique américain qui ne manque ni de finesse ni d'érudition, M. Appleton-Morgan. Le livre de M. Morgan, dont il a paru cette année, à Leipzig, une édition allemande, fort augmentée par l'au-teur mérite d'être lu. Il fait au moins ressortir avec un grand re-lief les difficultés des études shakspeariennes. Ce livre, en effet,

est moins baconien que antishakspearien. Il tend surtout à prouver que Shakspeare n'est pas l'auteur des drames, des sonnets et des poèmes. M. Morgan a apporté au service de cette cause détestable une remarquable pénétration. Il s'est appliqué surtout à infirmer la valeur des témoignages contemporains et a été amené ainsi à étudier de très près une partie de la société littéraire anglaise, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle. Il fait bien apercevoir, par exemple, quel pauvre diable besogneux et sans scrupules dut être Ben-Jonson.

La théorie baconienne, pour fausse qu'elle soit, n'aura pas moins servi à appeler une attention minutieuse sur les œuvres de Shakspeare et sur plusieurs personnages et livres de son temps. Elle a excité l'activité de bien des esprits divers. Wyman, qui dressait, en 1882, la bibliographie de la discussion, relevait à cette époque 255 livres, brochures ou articles ; dans ce nombre, l'Amérique figurait pour 161 et l'Angleterre pour 69 (1). Mon intention n'est pas d'ajouter un 256<sup>e</sup> *item* à ce volumineux catalogue. Mais je ne pouvais passer sous silence une controverse qui a donné naissance à une si abondante littérature. J'ai donc exposé cette théorie en abrégé, mais avec une parfaite bonne foi et sans rien dissimuler d'important. On a prouvé, non sans réplique, mais d'une ingénieuse façon et avec quelque vraisemblance, que lord Bacon eût pu écrire les drames de Shakspeare. Ce qu'on n'a pas prouvé, c'est que Shakspeare lui-même ne les a pas écrits. Et pourtant, tout est là. La partie la plus importante de la discussion aurait dû être la *destructive*, comme disent les baconiens. Elle a été la plus négligée. On a rejeté d'avance tous les témoignages contemporains : de Greene, de Nash, de Meres, de Davis, de Carew et de tant d'autres, en déclarant, en bloc, comme Palmerston le faisait pour Ben Jonson, que tous ces gens-là étaient dupes ou complices. Mais, en passant même sur ces impossibilités, il nous faudra toujours revenir à une affirmation première, qui est celle-ci : William Shakspeare n'a pas pu posséder assez de science ni de culture littéraire pour écrire les drames qui sont venus jusqu'à nous sous son nom.

Ce que l'on sait aujourd'hui de la vie de Shakspeare suffit pour démentir cette affirmation. Une critique patiente et sagace a réussi à dégager la figure de Shakspeare, écartant les brouillards du temps et des légendes. On s'est attaché à connaître les moindres faits de sa vie, sa famille, sa demeure, son caractère. Résistant à la tentation dangereuse de deviner l'homme au travers de ses œuvres, ne se fiant qu'aux documens certains et authentiques, on a ressuscité

(1) M. H. Wyman, *Bibliography of the Bacon-Shakspeare Controversion*. Cincinnati, 1882.

et rendu vivant celui dont la pensée seule nous était connue. Rien de ce qui se rapportait à lui n'a paru indigne d'être noté : on a fait sortir du tombeau les familles entières, oubliées depuis des siècles, de paysans, de bourgeois du Warwickshire, dont les seuls titres à l'attention de la postérité sont quelques relations d'affaires, de parenté et de voisinage avec William Shakspeare. Qui ne suivrait avec une émotion profonde cette exhumation de tout ce qui a touché à cet homme, cette recherche patiemment conduite à travers cinquante villes d'Angleterre et menée à bien, grâce à la bonne volonté de tous pour une œuvre vraiment nationale? On apercevra vite combien cette recherche a été ingénieuse et efficace. La fantaisie baconienne fait voir combien elle était nécessaire.

Mon dessein n'est pas de relever, point par point, tous les détails de cette immense enquête. Je veux apporter seulement les résultats les plus nets, énumérer les faits certains, y ajouter les probables, écarter les douteux, et voir, dans cet état, quelle image on peut aujourd'hui se faire de William Shakspeare.

## I.

Vers le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, sous les règnes de Henry VIII et d'Édouard IV, vivait à Smitterfield, petit hameau du Warwickshire, non loin de Stratford-sur-Avon, le fermier Richard Shakspeare. On ne sait rien de lui, si ce n'est qu'un voisin, du nom de Thomas Atwood, lui légua en 1543 une paire de bœufs. Ce fut sans doute un des plus graves événemens de sa vie. Il vécut, comme ses bœufs, de la terre et sur la terre, et mourut sans avoir seulement rêvé de l'immense gloire qui allait tout à coup éclater sur son nom. On l'eût bien surpris en lui disant que quelqu'un se soucierait de lui et de sa vie modeste, trois siècles après qu'il serait mort.

C'est pourtant de cette souche vigoureuse de paysans anglais que devait sortir William Shakspeare. Des deux fils de Richard, l'un, Henri, continua la vie paternelle et garda la chaumière, les prés et les bœufs ; l'autre, John, eut d'autres ambitions, et sortit du village où s'était écoulée la paisible vie des ancêtres. En 1551, nous trouvons John Shakspeare établi à Stratford, où il exerce, dans Henley-Street, le commerce de gantier.

Stratford-sur-Avon n'était pas alors la ville riante et proprette que l'on visite aujourd'hui. Aucune tentative de drainage ou d'irrigation n'avait été faite dans la boueuse et humide vallée de l'Avon. La rivière, dont la pente est insuffisante, se répandait en toute

liberté, se dispersant, à travers la ville, en bras et en ruisseaux, dont plusieurs avaient assez d'importance pour faire tourner des moulins, s'étalant en fossés et en mares d'eau dormante, croupissant dans les bas-fonds. Presque chaque rue était bordée de fossés mal curés, où l'eau ne circulait pas et débordait sans cesse. Des porcs et des oies s'ébattaient à plaisir parmi toute cette humidité dégouttante. C'est l'image d'une bourgade sordide et malsaine. Au *xvi<sup>e</sup>* siècle, pour la première fois sans doute, la municipalité de Stratford s' alarma de ce fâcheux état de choses, et résolut d'y remédier par des arrêtés de police. Elle prétendait empêcher au moins que les ordures et les détritrus de toutes sortes fussent jetés directement à la rue, ou au fossé, ainsi que les bourgeois de Stratford en avaient la séculaire habitude. On créa donc des dépôts d'ordures, où chaque habitant reçut ordre de porter chaque jour les résidus de la vie domestique. La chose n'alla pas toute seule, et nous apprenons notamment que John Shakspeare n'y mit point d'empressement. Il fut condamné en avril 1552 pour avoir négligé de porter ses ordures au dépôt municipal, et avoir laissé se former devant sa maison une véritable sentine. Il était d'ailleurs sans excuse, nous dit-on, car le dépôt public était à peine à un *jet de pierre* de sa porte. Mais il fit comme les autres, et l'histoire locale nous informe que, deux siècles plus tard, on condamnait encore les citoyens de Stratford aux mêmes amendes pour les mêmes contraventions, sans plus de succès. La ville était et resta longtemps déplorablement sale.

Cette amende de douze *pence* nous donne une peu flatteuse idée des lieux où va paraître William Shakspeare. Elle nous apprend beaucoup sur son enfance, sur les jeux aquatiques et malpropres où elle dut se passer. La vérité est ainsi faite : il est rare qu'elle s'accorde avec les images poétiques que l'on se crée.

Le commerce de John Shakspeare fut longtemps prospère. Il ne se bornait pas à faire et à vendre des gants. Les professions n'étaient passées exactement définies, ni la séparation des métiers bien absolue. Comme les autres gantiers de Stratford, John étendait son commerce autour de son métier principal. Des gants il passait aux cuirs, aux peaux, des peaux aux animaux mêmes, aux moutons, au bétail. Il revenait ainsi à son origine paysanne, et, resté en rapport avec son frère et les fermiers de son village natal, il achetait et vendait des grains. La spéculation sur les grains occupait d'ailleurs toute la ville : les greniers et les granges y étaient presque aussi nombreux que les maisons. John Shakspeare fut heureux. Il gagna de l'argent, et put acheter, en 1556, « deux petites maisons libres de redevances. » Il gagna aussi de la considération, et



fit un brillant mariage, qui dut satisfaire le plus complètement du monde son amour-propre. Il épousa, en 1557, Mary, fille de feu Robert Arden, riche paysan propriétaire, et devint ainsi le maître de ces terres de Smitherfield et de Wilmecote, dont son père Richard avait été fermier. Mary lui apportait aussi une forte somme d'argent liquide, chose rare à l'époque et dans ces contrées rurales, et de plus une petite gentilhommière, un « fief absolu, » *the Ashbies*, avec soixante acres de terre. Du coup, la famille entra dans la haute bourgeoisie, et presque dans la noblesse, à laquelle le nom militaire de *Shake-speare (secoue-lance)* et certaines traditions semblaient lui avoir donné des prétentions.

La fortune de John et son mariage le portèrent à ces fonctions municipales, si estimées et si enviées par tout le moyen âge. Il fut d'abord *aletaster*, officier chargé de la police des boissons ; puis il entra dans la *Corporation des bourgeois* et fut, en 1558, élu un des quatre constables de la *Court-leet*. C'était une magistrature municipale importante, une sorte de justice de paix, avec des pouvoirs étendus. Il y fut réélu l'année suivante et, en même temps, comme *affeoror*, reçut mission de fixer le *quantum* des amendes aux cas où la loi l'omettait. Il occupait encore cette fonction délicate, lorsqu'il fut élu *chamberlain* de la ville pour deux ans. A sa sortie de charge, en 1564, il rendit compte de son administration à la corporation. John était illettré ainsi que la plupart de ses concitoyens. Il signait d'une croix, au bas des actes, et le clerc de la ville notait en marge : *Signum Johannis Shakspeare*. Il n'en résulte pas qu'il s'acquittât plus mal de l'administration de la ville, ni qu'il rendît plus mal la justice sous l'orme, où l'on dit qu'elle se rendait.

Pendant ses années fortunées, John eut ses douleurs : il perdit en bas âge ses deux filles premières-nées. Mais une grande consolation lui fut envoyée. Il lui naquit un fils le 22 avril 1562, qu'il fit baptiser le 26 avril sous le nom de William Shakspeare. Elle existe encore, cette maison de Henley-Street où il a vu la lumière, cette voûte sombre d'église gothique, où ses vagissemens ont retenti lorsqu'il a goûté pour la première fois l'amertume du sel de la sagesse.

La tradition, qui orne si volontiers de traits miraculeux l'enfance des grands hommes, garde ici le silence. Je ne m'en plains pas ; et j'aime à croire que cette enfance fut semblable à toutes les enfances, qu'elle eut ses joies et ses pleurs, ses jeux, ses maladies, sa beauté et son charme naïf. J'aime à croire que l'enfant parut le plus beau et le plus intelligent à sa mère, et peut-être à son père, qu'il grandit, comme une vigoureuse plante d'Angleterre, dans le limon natal de sa ville obscure. Mais il est bon de savoir quels objets rencontrèrent ce premier regard jeté sur le monde par un des plus

grands parmi les hommes, quels furent pour lui ces premiers souvenirs et ces premières images, qui restent toujours, à travers toutes les vies, imprimées si fortement dans toutes les âmes.

Il fut élevé dans une maison confortable et vaste, pour le temps et le pays, dans un milieu bourgeois et rural à la fois, dans l'aisance. Les premiers mots sérieux qu'il put entendre furent d'agriculture, de commerce et aussi de jurisprudence et d'administration municipale. L'existence de sa famille a peu d'incidens, mais, si minces qu'ils soient, il les faut noter, car ils durent faire longtemps le sujet des propos qu'écoutait l'enfant. L'année même de sa naissance avait été sinistre : une peste avait ravagé la contrée. Les Shakspeare ne perdirent aucun parent, et l'on apprend que John se montra digne de sa situation dans la ville et contribua charitablement au soulagement des malades. Quoique ses charges publiques fussent parvenues à leur terme, il s'occupait encore des affaires. Il semble avoir été très apte à la comptabilité. Différentes personnes et la commune le chargeaient de faire leurs comptes. Deux fois il revise les comptes des *chamberlains*, et, en 1566, reçoit, pour sa peine, la somme de 3 livres sterling. Chacun a connu de même des paysans qui ne savaient pas écrire et n'en faisaient pas moins des comptes fort exactement. En 1567, John prétend à la dignité de haut-bailli de la ville, et s'il n'y parvient pas, on remarque au moins qu'il est, pour la première fois, distingué dans les actes par le titre de *mister* Shakspeare, ce qui avait son importance. Il devenait vraiment une personne notable, et, en 1568, il atteignit au point culminant de sa carrière municipale et fut élu enfin haut-bailli. William avait quatre ans, capable déjà peut-être de prendre sa part de la gloire paternelle, au moins des réjouissances domestiques.

John Shakspeare, pendant ses fonctions, put donner à Stratford un divertissement fort goûté : la ville fut visitée par deux troupes de comédiens, celle de la reine et celle du comte de Worcester. Chacune donna sans doute plusieurs représentations ; elles en donnèrent d'abord deux gratuites et publiques, pour lesquelles le haut-bailli, voulant « montrer aux comédiens le cas qu'il faisait de leur talent, » leur paya les sommes modiques de 12 pence et de 9 shillings. Il est peu douteux que l'enfant William fût présent à ses représentations, car il est prouvé que les enfans étaient conduits aux spectacles et aux divertissemens populaires. Un certain Willis, de Gloucester, a laissé un récit d'une représentation dramatique à laquelle il assista vers l'âge de cinq ans et à l'époque justement où nous nous trouvons. On peut, sans hasarder rien de grave, changer les noms et croire que le jeune Shakspeare vit les mêmes choses et reçut les mêmes impressions. De quels yeux il dut dévorer ces rares

et mystérieux spectacles, ces costumes aux couleurs éclatantes, ces actions violentes ou grotesques, ces masques bizarres dont s'affublaient les acteurs !

Il vit sans doute, comme Willis, quelqu'une de ces allégories dramatiques que le goût français avait mises à la mode dès le xv<sup>e</sup> siècle et dont les personnages, bien vivans aux imaginations symboliques du moyen âge, s'appelaient Luxure, Orgueil, Avarice. C'étaient de rudes moralités (*morals*), où le bien triomphait du mal par des artifices compliqués et naïfs à la fois, où les auteurs sacrés et profanes mêlaient leurs préceptes en la plus parfaite confusion. Mais l'enfant dut voir aussi des Mystères, car, jusqu'en 1580, la représentation en était encore fréquente et populaire. L'église les avait encouragés, car elle y trouvait de puissans secours pour pénétrer les esprits, par les yeux, de la réalité des histoires sacrées. Le peuple les aimait, par un goût naturel des spectacles et des drames, par un sentiment de foi très primitif, avide de représentations sensibles. Des foules immenses accouraient de toute l'Angleterre centrale à Coventry, où les Mystères se célébraient avec une pompe et un luxe extraordinaires. Mais les acteurs de Coventry transportaient aussi, par les villes et les bourgs, leur énorme chariot dramatique, s'arrêtant partout où la piété et la curiosité populaires leur promettaient une recette acceptable. Là, ils disposaient le chariot, découvrant une assez vaste scène à deux étages, dont le plus haut seul était ouvert : le bas servait aux machines.

Il y avait des praticables, des trucs et des trappes, des apparitions venant du ciel et des disparitions dans les enfers ; parfois des accessoires aussi compliqués que des navires, des nuages, des chars. Le théâtre était garni de tentures et de tapisseries, dont les dessins désignaient le lieu de la scène. Il y avait des accessoires permanens et populaires, tels que la gueule de l'enfer : c'était une tête colossale, avec des yeux lumineux et un nez énorme et très rouge. La bouche était munie de deux rangs de dents aiguës ; les mâchoires s'agitaient et l'on apercevait des flammes au fond de la gorge. Par cette gueule flamboyante on voyait passer les têtes noires des âmes damnées, leurs corps bariolés de jaune et de noir. Parfois le Christ venait en saisissant quelqu'une et la tirer à lui, à travers l'horrible mâchoire du monstre. Ainsi était représentée la Rédemption. Les costumes ne variaient guère et étaient composés suivant une constante tradition. Pilate portait un manteau vert ; Adam et Ève avaient des vêtemens de cuir, afin de paraître nus ; Hérode, dont l'apparition sur la scène causait toujours la plus vive impression, avait des gants rouges, un costume multicolore, et, brandissant un sabre, se démenait comme un possédé. Tout ce matériel

était tenu en bon état, comme on l'apprend par les compt d'es acteurs de Coventry ; c'est chaque jour : tant pour avoir raccommodé l'Enfer, repeint la tête d'Hérode, repris Pilate, mis à neuf les masques des personnages.

Il y avait de la terreur tragique dans ces représentations. Le moyen âge ne reculait jamais devant l'horreur, et la scène de Coventry présentait aux yeux la Mort toute décharnée et rongée de vers. Mais les scènes grotesques et plaisantes y trouvaient place aussi, comme dans le bizarre Mystère des bergers, qui fait penser à la farce de *Pathelin*. Il est peu douteux que les souvenirs de Shakspeare aient été peuplés de ces images aux vives couleurs. La troupe de Coventry dut passer à Stratford en se rendant à Bristol, en 1570. Mais aussi il a bien pu arriver que le gantier John et sa famille se soient transportés à Coventry pour jouir du spectacle qui faisait courir toute l'Angleterre. Quoi qu'il en soit, Shakspeare connut les Mystères ; les souvenirs qu'il en garda se tournèrent au comique : le nom d'Hérode, le terrible Hérode de la juiverie (*Herod of Jewry*) lui revient souvent aux lèvres, et, dans Hamlet, il forge un mot pour critiquer le jeu exagéré d'un acteur, et l'accuse de vouloir *surhéroder Hérode*. Ailleurs, une mouche posée sur le nez rubicond de l'ivrogne Bardolph lui rappelle les *âmes noires* dans les flammes de l'enfer.

Des spectacles, des cérémonies, des mascarades et des processions, telles étaient les seules fêtes de la vie dans une petite bourgade rurale. William dut en jouir comme tous les enfans. D'ailleurs, il n'eut pas la triste enfance des fils uniques : son frère Gilbert, sa sœur Jeanne, n'étaient guère plus jeunes que lui. Quoique élevé dans une ville, il eut les amusemens et la vie d'un enfant des champs. Tous les parens de son père et de sa mère cultivaient ; et le souci des saisons, les sains travaux de la terre, l'élève du bétail devaient tenir plus de place dans les propos de ce petit monde modeste que les mouvemens de la politique, ou même les querelles religieuses qui agitaient l'Angleterre. La société où se retrouvait l'enfant était d'abord celle de son oncle Henry Shakspeare ; il habitait une grande ferme auprès de Smitterfield, dont les ruines se voient encore, le long de la grand'route, à droite en quittant Stratford. Agnès Arden, la seconde femme de son aïeul maternel, vivait à Wilmecote ; Alexandre Webbe, frère d'Agnès Arden, était aussi des amis de la famille, puisqu'il nomme John Shakspeare dans son testament et le choisit pour exécuteur testamentaire. Puis c'étaient les Hill de Bearley, parens proches des Arden, les Lambert, de Barton-on-the-Heath, les Stringers de Bearley, les Etkyns de Wilmecote, tous fermiers et petits propriétaires.

L'enfant pouvait donc apprendre à aimer la nature et à connaître

les champs ; on ne s'étonnera plus autant de le trouver versé dans l'agriculture, l'élevage et même l'entretien des jardins. De même, les magistratures de son père peuvent être la source de ce goût que montra Shakespeare pour les matières juridiques, et de la connaissance qu'il en acquit plus tard. Ce goût et cette connaissance sont choses si notables, qu'on a voulu croire que William avait dû traverser au moins la carrière judiciaire : une patiente recherche à travers les archives de tous les hommes de loi, par toute l'Angleterre, n'en a pu fournir la moindre preuve. Il n'est pas indifférent de savoir qu'il put apprendre les premières notions du droit, auprès de son père, à Stratford. L'enfant qui devait être un tel homme dut posséder, dès ses premières années, la puissance pour percevoir, comprendre et se souvenir.

A l'âge de sept ans, comme il était d'usage, l'enfant fut mis à l'école libre (*free school*) de Stratford. Il devait, pour y pouvoir entrer, avoir reçu d'avance les premiers élémens. Il est donc probable qu'il apprit à lire et à écrire chez ses parens, qui tinrent à honneur, comme il arrive souvent, de lui donner l'instruction qu'eux-mêmes ne possédaient pas. L'école libre ne se bornait pas à l'enseignement primaire. On y apprenait le latin, assez, dit-on, pour pouvoir entretenir en cette langue une correspondance ; assez du moins pour pouvoir lire quelques auteurs classiques : cela est plus important. Quels furent les livres que l'enfant put trouver, enchaînés à son pupitre, dans l'école de Stratford ? Bien peu nombreux devaient-ils être, et bien élémentaires. Ce fut le livre de rudiment que l'on nommait « *Accidence* », et dont une page entière est citée dans les *Joyeuses Commères*. Ce furent les *Sententiæ pueriles*, un de ces recueils d'adages et d'apophtegmes, tant sacrés que profanes, comme le moyen âge en vit tant compiler. Ce fut encore la grammaire latine de Lilly, et peut-être aussi quelque auteur classique, quelque fragment des *Métamorphoses* d'Ovide, quelque ancien recueil de fables. Peu de choses assurément. La Renaissance mit du temps à faire pénétrer l'usage des classiques dans les parties reculées de l'Angleterre. L'enfant ne put pas acquérir une connaissance bien sérieuse de l'antiquité ; il acquit du moins un instrument, indispensable en ce temps plus qu'en tout autre à toute étude et à toute lecture, la langue latine. Shakspeare, au dire de Ben Jonson, possédait « peu de latin et moins de grec. » On peut même admettre qu'il ne sut pas de grec du tout ; mais ce peu de latin suffit pour expliquer l'usage d'auteurs non traduits, si l'on trouve vraiment la preuve que Shakespeare dut les connaître.

Cependant William ne put achever ses études. Son père le retira brusquement de l'école en 1579. Il n'en résulte pas qu'il n'apprit rien. Il avait quinze ans, et il était depuis huit ans écolier. Il eut

seulement, plus tôt qu'on ne devait craindre, une soudaine rencontre avec les réalités de la vie. La spéculation, comme il arrive souvent, avait mené John Shakspeare de la prospérité à la misère, au moins aux embarras d'argent. Ces embarras paraissent dès 1578 : John emprunte 40 livres sterling à son parent John Lambert, et donne en hypothèque *the Ashbies*, la petite terre seigneuriale qu'il tient de sa femme. Aussi ne se trouve-t-il plus en mesure de subvenir à l'éducation classique de William, et, pour lui donner un bon état, il le met en apprentissage chez un boucher. La boucherie est encore, dans bien des campagnes, le plus lucratif des commerces ruraux. Il ne faut pas s'exclamer, ni voir là rien qui pût dégrader le fils du gantier John Shakspeare. On ne dit pas que William se déplût à ce métier vigoureux, ni qu'il y fût malhabile ; bien au contraire, s'il faut en croire Aubrey, auteur peu critique, mais auquel la tradition locale était familière : « s'il tuait un veau, dit Aubrey, il le tuait dans un grand style, et faisait un discours. »

En quelle circonstance, et pourquoi, trois ans après sa sortie de l'école, le jeune garçon de dix-huit ans prit-il le parti de se marier ? C'est ce qu'on ne peut savoir certainement. Voici un des points où l'imagination des auteurs a pu se donner le plus librement carrière. Et cela est naturel. Ce mariage fut sans doute une action romanesque et inconsidérée, et il n'est pas bien vraisemblable que le bonheur domestique s'ensuivit. Anne Hathaway, née d'une famille de cultivateurs aisés, avait huit ans de plus que son mari. S'aimèrent-ils ? Un entraînement de jeunesse rendit-il le mariage nécessaire ? C'est ce qu'il est permis de supposer, si l'on considère que le *bond* (acte) de mariage porte la date du 28 novembre 1582, et que Suzanna, la première née de William Shakspeare, fut baptisée moins de six mois après, le 26 mai 1583. La chose paraît bien claire, et cette naissance prématurée ne semble guère laisser de doute. Mais les critiques shakspeariens ont une si complète admiration pour le poète national, qu'ils ne veulent pas d'ombre au tableau et n'admettent pas une faute à l'entrée de cette grande vie. N'ont-ils pas été chercher dans des livres de médecine les exemples des gestations les plus courtes, pour justifier Shakspeare et Anne Hathaway ? C'est aller bien loin. La faute est probable, elle est naturelle, d'après ce que nous pouvons supposer d'un tempérament vif et indiscipliné. C'est bien assez que William Shakspeare ait été un homme de génie, sans vouloir encore en faire un saint. Ce serait tomber dans l'in vraisemblance.

Pourtant, il faut le reconnaître, un autre argument a été mis en avant, qui est plus sérieux. Il est utile de savoir que les fiançailles solennelles et religieuses, le *precontract*, étaient souvent, aux yeux

du peuple, aussi efficaces que le mariage même. Les écrivains ecclésiastiques se sont plaints souvent de cet abus. Quelques-uns plus tolérans, comme l'évêque Watson, qui écrivait en 1558, admettent que les fiancés « sont parfaitement mariés ensemble, quoique, — ajoute-t-il naïvement, — leur mariage à la face de l'église, par le ministère d'un prêtre, ne soit pas superflu. » Il y avait là assurément une tolérance usuelle, dont il me paraît juste d'étendre le bénéfice à la mémoire de Shakspeare. On sait d'ailleurs combien sont larges encore aujourd'hui, en Angleterre, les idées courantes en matière de mariage, et le peu de souci qu'on y prend des formes, quand le consentement mutuel est certain. L'histoire de Gretna-Green est d'hier.

Quoi qu'il en soit, il est certain que le mariage était mal assorti, et que le bonheur conjugal, s'il exista, ne fut pas de longue durée. Trois ans après son mariage, William quitta Stratford, et, pendant les longues années de son séjour à Londres, il est peu probable que sa femme ait jamais été le rejoindre. Mais, pendant même les trois ans qu'ils passèrent ensemble, la tradition ne veut pas qu'ils aient été des époux bien unis, ni que William ait montré des qualités de ménage que son âge ne comportait guère.

Le biographe Rowe, qu'on trouve, le plus souvent, prudent et bien renseigné, place ici une histoire qui doit être vraie et qu'on ne peut rejeter. Le jeune Shakspeare ne fréquentait point la bonne société, mais vivait de compagnie avec les vauriens et les jeunes étourdis. La bande se livrait au braconnage et s'en trouva mal. Un gentilhomme campagnard, sir Thomas Lucy, de Charlecote, qui tenait sans doute la chasse plus encore pour un privilège nobiliaire que pour un divertissement, fit poursuivre les mauvais garçons qui dérobaient ses cerfs et ses lapins. Shakspeare, qui n'était peut-être pas bien coupable, le devint, aux yeux de sir Thomas, par une ballade satirique qui courut le pays et fit beaucoup rire aux dépens du gentilhomme. Sir Thomas, qui eût peut-être pardonné les lapins, ne pardonna pas la satire ; l'autorité d'un seigneur était redoutable en tous lieux, mais surtout en un canton rural reculé, loin de toute publicité et de toute autorité supérieure. La famille prit peur ; le jeune coupable, dont l'humeur indépendante devait se fatiguer d'ailleurs de la plate vie de province, se laissa effrayer. Shakspeare prit la fuite et quitta tout, laissant trois enfans derrière lui, car deux jumeaux venaient encore de lui naître, son fils Hamnet et sa fille Judith.

## II.

Chassé de son pays par un méfait auquel on aime à trouver une couleur littéraire, entrant dans la vie d'homme par une voie irrégulière,

lière, hanté sans doute de rêves grandioses, où devait-il aller ? Là où s'en vont des campagnes tous les rêveurs et tous les dévoyés, là où l'on cherche la gloire et la fortune, là où se trouve souvent la misère, à la grande ville, à Londres. Arrivé à Londres, il disparaît à nos yeux pour de longues années. Qui garde le souvenir des jours misérables que traînent tant d'hommes dans les bas-fonds des grandes villes ? Un compatriote de Shakspeare qui vint à Londres vers la même époque, John Sadler, de Stratford-sur-Avon, a laissé un récit de ses propres débuts dans la ville. Sadler alla d'abord vendre son cheval : ainsi dut faire Shakspeare ; c'était la première chose pour vivre et pour s'ôter l'espoir du prompt retour. Puis, « n'ayant aucune relation à Londres pour le recommander ou l'aider, il alla de rue en rue, de maison en maison, demandant si l'on avait besoin d'un apprenti ; il reçut bien des refus et mille rebuffades à perdre le courage... » Ce douloureux pèlerinage, Shakspeare le fit assurément.

Le hasard le conduisit à travers champs, à un petit village de banlieue, à Shoreditch, à la porte d'un théâtre. Là, il put utiliser au moins ses habitudes campagnardes ; il s'offrit pour tenir les chevaux des *gentlemen* qui entraient au théâtre, et, pour quelques liards, il en prenait soin tout le temps du spectacle. Telle est du moins l'antique tradition, venue à nous de bouche en bouche. Jonson la tenait de Pope, qui l'avait reçue de Rowe ; à Rowe, elle venait de Betterton, et celui-ci l'attribuait à sir William Davenant, qui avait connu personnellement Shakspeare. Ainsi une critique ingénieuse remonte de proche en proche et trace une généalogie des propos, des bruits publics et des anecdotes pour arriver à jeter une lueur dans ces obscures années. Une discussion intelligente donne à cette tradition toute la valeur d'un fait historique. On observe d'abord qu'elle est assurément fort ancienne, car l'usage se perdit très tôt d'aller au théâtre à cheval. Cela était regardé déjà comme un ridicule en 1599 ; la dernière comédie où il y soit fait allusion est de 1632. La coutume tomba d'elle-même lorsque les principaux théâtres furent bâtis au sud de la Tamise et que les bacs du fleuve furent la meilleure et presque la seule voie pour s'y rendre. En 1585, il n'y avait probablement à Londres que deux théâtres, le *Théâtre* et le *Curtain* (rideau), tous deux au nord de la Tamise, tous deux au village de Shoreditch. Le voyageur qui voit la Londres moderne et traverse le quartier populeux et tumultueux de Shoreditch a peine à se représenter que c'était là, aussi tard que la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, la pleine campagne. Le botaniste Gerard rapporte qu'un jour, allant au théâtre, il découvrit dans un pré une nouvelle sorte de renoncule. Le fait vaut la peine d'être noté et l'on sera moins surpris de rencontrer dans les épigrammes de Davis ce personnage



qui « chevauche par les champs pour voir des comédies. » N'est-ce pas charmant ?

Les abords des théâtres, comme il arrive encore aujourd'hui, n'étaient pas très bien hantés. Un lord-maire nous les représente comme le rendez-vous des « vagabonds, gens sans aveu, filous, *voleurs de chevaux*, escrocs, farceurs et autres personnes désœuvrées et dangereuses. » Aussi le bourgeois ou le gentilhomme, qui venait « par les champs pour voir des comédies, » en ce temps où carrosses et chaises étaient peu connus, était-il anxieux de trouver à qui confier son cheval. On dit que Shakspeare eut quelque succès dans cette modeste profession, y acquit un certain renom et engagea plusieurs jeunes gens pour l'aider à satisfaire aux demandes. Quand un cavalier s'arrêtait au Théâtre, un enfant se présentait à la bride avec ces mots : « Je suis un des garçons de Shakspeare, monsieur. » Et plus tard, quand William eut passé la porte du théâtre et monté à de plus hauts emplois, les enfans qui tenaient les chevaux s'intitulaient encore « les garçons de Shakspeare » (*Shakspeare's boys*). Il faut ajouter que James Burbage, le propriétaire du théâtre, homme de ressources variées, tenait une hôtellerie et aussi une écurie à Smithfield, où il louait des chevaux et en prenait en pension. Si Shakspeare vendit son cheval en arrivant à Londres, ce dut être dans Smithfield, où se faisait tout le commerce des chevaux. On peut donc supposer qu'il entra ainsi d'abord en relations avec le théâtre et le propriétaire du théâtre, et que le premier pain qu'il gagna à Londres, le premier travail qu'il y trouva pour échapper à la faim ou à la mendicité lui vinrent du théâtre.

Toutes ces conjectures sont raisonnables et doivent être bien voisines de la vérité.

Cependant les choses n'allaient pas bien à Stratford. En 1587, John Shakspeare, n'ayant pu payer ses dettes, était mis en prison. Il proposa alors à John Lambert, son principal créancier, un arrangement par lequel il lui cédaît the Ashbies, la terre qu'il lui avait hypothéquée, moyennant quittance de sa dette, et 20 livres sterling. Il est certain que William prit part à cet arrangement, et il paraît probable qu'il revint alors pour la première fois à Stratford, bien misérable lui-même et pour une misérable cause, afin de tirer son père de prison (1). Lors de cette première visite à sa femme, à ses enfans, à sa ville natale, on sait qu'il était déjà lié à une troupe de comédiens et qu'il y remplissait un emploi très humble. William Castle, qui fut vicaire à Stratford vers le milieu du xvii<sup>e</sup> siècle et

(1) L'arrangement n'eut pas de suite, sans doute par l'inexécution des conditions, John Lambert étant mort sur ces entrefaites. Les Shakspeare soutenaient encore à ce sujet, en 1589, un procès contre Edmond Lambert, fils de John.

vécut certainement en rapports avec plusieurs personnes de la famille de William, dit qu'il entra d'abord au théâtre comme « serviteur. » On croit que sa fonction fut celle de *prompter's attendant* (aide souffleur), ou autrement *call boy*. Il avertissait les acteurs d'entrer en scène. Il était *avertisseur*.

On voudrait savoir au moins à quelle troupe Shakspeare fut lié d'abord. Il y en avait alors plusieurs, existant chacune sous le patronage d'un grand seigneur, d'un ministre ou de la reine, et s'intitulant *serviteurs* du personnage qui leur accordait protection. En cette même année 1587, où Shakspeare retourna pour la première fois à Stratford, les *serviteurs* des lords Essex, Leicester et Stratford y vinrent donner des représentations. Mais il n'y a pas de raisons de croire que Shakspeare en fit partie. Il est certain qu'il était attaché au théâtre de Burbage; mais cela n'apprend rien, car le fameux entrepreneur théâtral n'avait plus alors de troupe à lui et louait sa salle à toutes celles qui lui en offraient un bon prix.

Aussi l'obscurité devient de plus en plus profonde. L'arrangement auquel Shakspeare intervint en 1587 est le dernier fait connu de sa jeunesse. Jusqu'en 1592, nous n'entendrons plus parler de lui. Il est au théâtre, passant d'un emploi infime à un autre moins bas, apprenant le métier dramatique par le plus long et le plus dur apprentissage.

Le théâtre en ce temps, pas plus qu'en tout autre, n'était un lieu bien pur. Les gens moraux, les hauts bourgeois de la cité, les pasteurs, les puritains surtout, le regardaient comme un antre de Satan, un palais de Vénus, une des abominations de l'Antéchrist. « Satan, dit Northbrook, n'a pas de moyens plus sûr, ni de meilleure école pour conduire les hommes et les femmes dans les embûches de la concupiscence et dans les sales plaisirs de la criminelle débauche. » En 1580, après un tremblement de terre qui terrifia la ville, les prédicateurs tonnèrent en chaire contre les horreurs des théâtres, qui appelaient sur Londres les éclats de la colère divine. C'est que les représentations étaient pour les prêches une redoutable concurrence, et un prédicant se trahit lorsqu'il dit : « Un coup de trompette vous réunira mille pour voir une sale comédie, et la cloche pourra tinter une heure sans vous réunir cent pour entendre un sermon. » Pourtant les femmes ne paraissaient pas sur la scène, et tous les rôles étaient tenus par des hommes. Cela semble exclure une des sources les plus communes de scandale. Mais les théâtres n'en paraissaient pas moins aux yeux des bourgeois rigides, comme de dangereux mauvais lieux. Il faut dire que le peuple de la plus basse classe y accourait en foule; des rixes et des désordres y étaient fréquents. On y avait de mauvaises façons, mangeant et buvant,

aspirant, dans des pipes de terre, la fumée de cette herbe de Tabago qui s'appelait en France *herbe de la reine mère*. Les représentations, d'ailleurs, n'étaient pas toujours d'un ordre bien relevé. Après les tragédies, les comédies, les moralités et les farces, les théâtres étaient loués pour toutes sortes d'exhibitions : on y dansait des ballets ; on y donnait aussi des assauts d'escrime et, pour attirer la foule, les bretteurs et les spadassins parcouraient la ville en procession, quelques heures avant le combat. On y montrait les grandes curiosités d'outre-mer, les monstres et les animaux féroces. Le goût naturel de l'époque portait les esprits vers les contrées lointaines et les choses inconnues. Le peuple n'était pas seul à se plaire à ces spectacles variés ; les nobles et la cour y trouvaient aussi leur plaisir. Elisabeth, avant d'être reine, assistait un jour, avec la reine Marie, « au divertissement d'un combat d'ours, » et l'on rapporte que leurs altesses en furent « tout à fait contentes. » Elles aimaient les mêmes plaisirs que leur peuple.

Faut-il enfin ajouter aussi que les théâtres étaient, comme toujours, le facile rendez-vous des gens de plaisir ? « Dans les théâtres, à Londres, écrit Gosson, la mode des jeunes gens est d'aller d'abord au parterre et de promener leurs yeux autour des galeries ; puis ils volent et s'empressent, le plus près qu'ils peuvent, des plus jolies femmes ; ils leur offrent de petites pommes, jouent avec leurs vêtemens pour passer le temps, font la conversation et les mènent dans les tavernes à la sortie du théâtre. Celui-là se croit le meilleur compagnon qui se fait remarquer pour être le plus empressé auprès des femmes. » — En vérité, rien n'est nouveau sous le soleil.

Vus d'un mauvais œil par le lord-maire et les membres du *Privy Council*, les théâtres ne purent, de longtems, s'établir dans la cité de Londres. Les plus fameux seront construits au sud de la Tamise, à Southwark, les plus anciens, au nord, dans le village de Shoreditch. Quand Shakspeare arriva à Londres, il n'y avait pas dix ans qu'un théâtre permanent existait ; jusque-là, à travers tout le moyen âge, les représentations se donnaient sur les tréteaux roulans que j'ai décrits, ou dans les *halls* des municipalités et des *guilds*. James Burbage, d'abord menuisier, puis acteur dans la troupe du comte de Leicester, loua, le 13 avril 1576, un terrain à Shoreditch, au lieu dit « la Liberté de Halliwell, » et y éleva le bâtiment de bois qui porta toujours, par excellence, ce nom : *le Théâtre*. Le lieu était marécageux et il y poussait des saules. On y voyait tourner, comme dans l'ancienne banlieue de Paris, les grandes ailes des moulins à vent. Shakspeare put y retrouver quelque souvenir de Stratford et du Warwickshire. Le paysage pourtant n'était

point gai, quoiqu'on commençât à construire de ce côté quelques maisons de plaisance : il y avait un gibet et l'on pendait près du théâtre.

James Burbage avait loué, pour vingt et un ans, les deux jardins, les quatre mesures et la grange qui devinrent le « Théâtre. » Il ne dirigea les représentations que trois ans ; en 1579, tout en restant propriétaire du théâtre et locataire du terrain, il céda la direction à un certain John Hyde, qui la garda jusqu'en 1589. Très près du « Théâtre, » dans un pré que l'on appelait le « Rideau vert » (*Green Curtain*), s'était élevé, un an après le premier, un second théâtre, le *Curtain*. Les spectacles que l'on y donnait étaient d'un caractère plus varié, quoique la tragédie y eût aussi sa place. Ces salles de spectacle étaient ouvertes au plein air ; c'étaient des sortes de cours, entourées de tribunes et de galeries. La scène et les galeries étaient ouvertes ; le centre, *the pit* ou *the yard*, où le public populaire se tenait debout, était exposé à toutes les intempéries des saisons. Les représentations, comme il paraît naturel, avaient lieu le jour, et il en fut ainsi tant qu'il n'y eut pas de théâtre couvert. L'entrée au théâtre, qui donnait seulement droit à se tenir debout dans le *pit*, était de un penny. On payait deux pennys pour être admis aux galeries, trois pennys pour les loges (*rooms* ou *boxes*). Les gens à la mode s'asseyaient sur les côtés de la scène, comme il fut longtemps d'usage en France, au grand détriment de l'illusion scénique ; ils payaient six pence ou un shilling. Quoique la valeur de l'argent soit bien changée, on voit que le théâtre était un divertissement à bon marché et, par conséquent populaire.

Les décors et les trucs, quoique évidemment simples, n'étaient point aussi puérils qu'on se le figure souvent. La machination déjà compliquée des mystères nous est une preuve que les légendes courantes à ce sujet se trompent de siècle et doivent remonter à une époque plus ancienne.

On peut se figurer le jeu des acteurs comme très libre et violent, leur déclamation comme forte et un peu enflée ; le côté comique, grotesque même des scènes, devait toujours être mis en relief, en faveur d'un public qui, nous dit-on, supportait avec peine de rester longtemps grave. L'acteur, alerte et bien découplé, ignorait la crainte du ridicule. Ainsi nous savons que Richard Burbage, jouant *Hamlet*, avec un immense succès, ne craignait point d'emporter dans ses bras, en sortant de scène, le cadavre de Polonius. Ceci était presque une nécessité, car le théâtre n'avait point de rideau. Mais l'acteur recherchait d'autres effets dont la bizarrerie était la seule raison. Dans la scène entre Hamlet et sa mère, au moment où le spectre paraissait, Burbage, qui était assis, se levait brusquement

et renversait son siège. Au cinquième acte, Burbage sautait dans la tombe d'Ophélie, ce que peu d'acteurs, en Angleterre même, osent faire aujourd'hui. Le fossoyeur, avant de se mettre à l'ouvrage, réjouissait fort le public du parterre, par une facétie qui est encore de mode dans nos cirques forains. Il ôtait lentement une douzaine de vestes qu'il avait enfilées les unes par-dessus les autres. A chacune, c'était un éclat de rire. Ces précieux détails, qui nous sont parvenus sur la représentation d'*Hamlet*, peuvent donner quelque idée de ce qu'un public anglais du xvi<sup>e</sup> siècle goûtait dans le jeu des acteurs.

Ce public était tumultueux, passionné, impressionnable. Il se prenait vivement aux choses, il était saisi par les entrailles. On raconte comme un fait naturel qu'une femme, meurtrière de son mari, se dénonça elle-même, en voyant un drame où le spectre d'un mari assassiné hantait les nuits d'une femme coupable. *Hamlet* contient une péripétie semblable. Le peuple anglais était avide de drame, passionné pour le jeune art dramatique, né du génie national, au souffle de la Renaissance. L'acteur James Burbage avait deviné son temps, et, après son premier essai, de nombreux théâtres s'élevèrent. Un grand mouvement littéraire et mondain se produisit. Les théâtres furent le rendez-vous des jeunes seigneurs élégans : ils menaient ou suivaient la mode vers les choses du théâtre et des belles-lettres. Nous allons retrouver Shakspeare, toujours attaché au théâtre, mais lié avec cette jeunesse élégante et lettrée, lié aussi avec des libraires, dans les boutiques desquels il put assurément beaucoup apprendre. C'était le monde de la cour et le monde des lettres. Ces relations nous permettent d'imaginer comment il passa son temps pendant les cinq années d'obscurité profonde. Il fit son métier d'acteur et n'y brilla pas d'un grand éclat ; il jouait des rôles secondaires, ce qu'on appellerait des *utilités*. Les Burbages le regardaient, nous dit-on, comme « un homme méritant » (*a deserving man*). Il était bien ce *Johannes factotum* du théâtre que ses ennemis lui reprochaient d'être.

Cependant il pensait, il observait, il étudiait. Le spectacle de la vie humaine passait sans cesse devant ses yeux, dans ces salles de théâtre où défilait la cour et la ville : c'était l'homme à la mode avec son langage fleuri d'*euphuisme*, l'homme de lettres barbouillé de latin, le bourgeois et le spadassin, le fermier des banlieues et l'ouvrier de la ville, le tire-laine et le ruffian, l'étudiant et l'homme de loi. C'était la vie enfin, toute la vie d'un peuple et d'un siècle, cette vie qu'il devait faire passer tout entière dans ses drames. Il était là, ses grands yeux bleus ouverts, l'oreille tendue, l'âme palpitante d'ambitions et de désirs.

Puis on partait pour ces longs voyages d'aventures, ces tournées de province où les troupes passaient une bonne partie de l'année. On courait de ville en ville, de bonheur en malheur, jouant où l'on pouvait, dans les granges, dans les salles des châteaux, dans les halles communales, souffrant le froid, la faim, poussant les chars à la roue et rapiécant les costumes. Les acteurs n'étaient point, comme aujourd'hui, de grands personnages cités dans les gazettes pour leurs moindres actions. Leur existence était joyeuse, mais accidentée et misérable. Une troupe errante, fût-ce celle de Molière ou de Shakspeare, est toujours ce qu'on peut se figurer : une bande assez pauvre, à la merci de la mode locale, de la bonne ou de la mauvaise société, promenant les accidents divers de son éternel roman comique, un chariot de Thespis, où, depuis les siècles, on se barbouille toujours le nez pour faire rire, on se hausse toujours sur les cothurnes pour faire trembler. Mais le poète était là, se remplissant l'esprit de paysages, de figures et d'aventures, connaissant par le menu ce peuple anglais, dont il allait, pour les siècles, fixer la pensée.

Je demeure persuadé que, pendant ces sept années d'obscurité, Shakspeare ne se contenta pas de voir les hommes et d'observer les mœurs. Mais, par tous les moyens et à toute occasion, il dut acquérir toutes les connaissances qui lui manquaient, tout ce que son éducation insuffisante et tronquée lui laissait à apprendre. On appuie toujours sur ce point, qu'il n'avait point terminé ses études. Mais l'école n'est pas le seul lieu où l'on puisse apprendre, et c'est trop avoir la superstition scolaire que de conclure qu'un homme ignore tout parce qu'il n'a pas fini ses études. Il est à croire qu'un jeune homme intelligent, vivant pendant sept années dans une grande ville, dans une profession qui confinait à la littérature, put lire tous les livres qui avaient cours de son temps. Si j'ajoute que ce jeune homme avait du génie, c'est-à-dire au moins la perception rapide, la mémoire fidèle, l'imagination puissante, la faculté toujours en éveil de généraliser et d'associer les idées, — je ne m'étonnerai plus de trouver dans ses œuvres la preuve de connaissances variées et l'indice d'une vaste culture. Il paraîtra naturel que ce jeune homme ait lu dès livres de droit quand les continuel procès de sa famille et de ses théâtres avaient dû exciter son attention, des livres de théologie quand l'Angleterre était pleine de disputes théologiques, des livres de médecine dans un temps qui goûtait les sciences naturelles. Je trouverai même facile à croire qu'il ait appris quelques notions de français et d'italien pour mieux connaître le mouvement littéraire de son siècle. Mais surtout je le vois dévorant les anciennes chroniques anglaises, tous les auteurs antiques qui purent tomber en ses mains, les recueils de nouvelles et de romans

étrangers dont les traductions avaient déjà paru. D'ailleurs, il ne faut rien exagérer : il était plus aisé d'acquérir une teinture de toute la science courante de l'époque que ce ne serait aujourd'hui ; tous les livres alors imprimés en Angleterre n'auraient pas formé une bien considérable bibliothèque. Je repousse donc absolument l'argument fondé sur l'ignorance probable de Shakspeare ; les dures années d'épreuve, passées à Londres dans des emplois modestes, furent le temps où le génie se forma et acquit les matériaux qu'il lui fallait. Et si l'on demande : Un obscur acteur a-t-il pu écrire des pièces qui contiennent en abrégé toute la science de son temps ? — Oui, répondrai-je, s'il avait du génie.

Je puis reprendre maintenant la vie de Shakspeare presque jour par jour. Étant parvenu à la période de production, je serai amené à prononcer le titre de quelques drames et à indiquer la date de leur première apparition publique. Il n'entre pas dans mon dessein de discuter la chronologie, ni la difficile question des sources. Par cette étude, on pourrait s'assurer que Shakspeare n'a peut-être jamais inventé aucun de ses drames. Si l'on aperçoit à travers tous la constante unité de son esprit, on reconnaît, dans chacun aussi, une part impersonnelle, le bagage ordinaire du théâtre de son temps. Les situations qu'il a faites immortelles étaient, le plus souvent, au répertoire avant lui. Le théâtre était un divertissement où peu de gens cherchaient une haute production littéraire ; il fallait donner au peuple les situations qui lui plaisaient, et, souvent même, celles que le succès avait déjà éprouvées. Aussi Shakspeare a mis la main aux pièces des autres et d'autres ont mis la main à ses pièces. Avant lui, il y avait déjà une tragédie de *Hamlet, prince de Danemarck*, où paraissait un fantôme. Cela va-t-il diminuer Shakspeare ? En rien. On sourira seulement en pensant aux petites querelles littéraires de nos jours et aux procès solennels qui se soulèvent pour établir la priorité d'une bien modeste invention dramatique et la propriété d'une mince intrigue. Le génie fait d'une histoire banale un drame palpitant. En ramassant toutes les histoires qui étaient venues de l'antiquité et des traditions populaires, par les ténèbres du moyen âge, en fournissant à son temps, à son peuple suivant ses désirs, ses besoins et ses goûts, Shakspeare a formé une œuvre nationale et vivante. Son drame est fait de la substance même de sa nation. Il doit à sa race autant qu'il lui apporte. De quelle veine du sol anglais est sorti chaque flot de son inspiration ? Quelle est, dans chaque œuvre, sa part et son rôle ? C'est un sujet tout autre que le mien et d'un profond intérêt pour l'histoire de l'esprit humain. Ce que j'ai dit suffira, car je cherche seulement à dégager la figure de Shakspeare et à montrer quel fut son caractère.

## III.

Le 3 mars 1592, les « serviteurs » de lord Strange, sous la direction de l'acteur Henslowe, jouaient, dans un théâtre qui se trouvait au sud de la Tamise, un drame dont le sujet était tiré de la vie du roi *Henry VI*. Il est fort vraisemblable qu'il s'agit ici du premier *Henry VI*, qui serait ainsi le premier drame représenté de Shakspeare. Ce drame, tiré des chroniques de Holinshed, fut remanié et augmenté par Shakspeare plutôt qu'écrit par lui. Il obtint un immense succès. Nash, qui écrivait au mois de juillet, assure que plus de 10,000 spectateurs avaient vu déjà *Henry VI*.

Le succès attire toujours l'envie; Shakspeare en goûta l'amertume. La méchante attaque d'un confrère jaloux, Robert Greene, est le premier témoignage que nous ayons de l'importante situation qu'avait subitement conquise Shakspeare. On n'envie que les gens enviabes, et ce devait être déjà un personnage de quelque importance que celui dont Greene a écrit : « Il y a un parvenu, un corbeau embelli de nos plumes, qui, « avec un cœur de tigre sous une peau d'acteur, » se croit aussi capable que le meilleur d'entre nous d'enfler un vers blanc, et, n'étant qu'un vrai *Johannes factotum*, se croit, dans sa pensée, le seul « secoueur de scène » de ce pays. » Il s'agit assurément de Shakspeare et d'*Henry VI*. En effet, Greene s'indigne de voir un acteur, « embelli des plumes » des auteurs, aspirer lui-même aux succès dramatiques; il parodie un vers de *Henry VI* : « O cœur de tigre caché sous une peau de femme ! » Il joue même sur le nom du jeune poète, l'appelant *Shake-scene* (secoueur de scène), au lieu de *Shake-speare* (secoueur de lance). Par l'effet de ce mauvais calembour, personne, au xvi<sup>e</sup> siècle, ne put s'y tromper.

Shakspeare ne s'y trompa pas, et il paraît qu'il se trouva blessé. En effet, Greene étant mort sur ces entrefaites, l'éditeur Henry Chettle crut devoir un peu plus tard s'excuser auprès de Shakspeare, dans un livre dont il était lui-même l'auteur. Par les termes dont il se sert, on aperçoit, pour la première fois, que Shakspeare, à travers les aventures de sa vie irrégulière, avait su s'assurer quelque considération : « J'ai pu moi-même, dit Chettle, reconnaître la civilité de ses façons et son excellence dans sa profession; de plus, diverses personnes respectables m'ont rapporté la droiture de ses procédés, ce qui prouve son honnêteté, et la grâce facétieuse de ses écrits, ce qui prouve son art. » Il courait sans doute déjà quelque copie manuscrite de ses poèmes, au moins de *Vénus et Adonis*, qui allait voir le jour.

C'est un enfant de Stratford qui imprima le premier poème de



Shakspeare. Toujours fidèle à sa province, le poète, qui ne signa jamais son nom sans ajouter : *of Stratford-upon-Avon*, dut naturellement fréquenter à Londres ses compatriotes du Warwickshire. L'imprimeur Richard Field avait avec la famille Shakspeare des relations de voisinage et d'amitié. L'année même où Richard Field s'occupait à Londres d'imprimer le premier poème de William, John Shakspeare, à Stratford, se chargeait de l'inventaire après décès de John Field, père de l'imprimeur. Je pense bien que ce fut un service réciproque. Field n'était pas un imprimeur médiocre ; son édition des *Métamorphoses* d'Ovide est charmante, et il préparait déjà sans doute le *Plutarque* de North, où Shakspeare devait si abondamment puiser. Ayant imprimé le poème du jeune acteur, il lui trouva un bon éditeur, et *Vénus et Adonis*, que Shakspeare regardait comme « le premier fils de son invention, » était mis en vente chez le libraire Harrison, près de Saint-Paul, à l'enseigne du *Lévrier blanc*.

Le poème était dédié au comte de Southampton. Cette dédicace, où la familiarité se mêle au respect, nous montre Shakspeare en relations cordiales avec un jeune seigneur de vingt ans, chéri de la mode, riche, élégant, dissipé. Cette protection n'était pas à dédaigner, elle rapprochait Shakspeare de la cour, du monde poli et raffiné. L'année suivante, le jeune lord recevait la dédicace d'un second poème *Tarquin et Lucrece*. Il restera à sa gloire d'avoir encouragé les débuts de Shakspeare pauvre et ignoré. D'ailleurs les poèmes furent appréciés. Comme il arrive souvent, ce que les contemporains goûtèrent le plus est précisément ce qu'a le plus négligé la postérité. Ces deux poèmes, gracieux et d'un beau style, mais auxquels manque l'originalité, firent plus pour la gloire de Shakspeare et pour sa situation dans le monde que bien des drames admirables. Écrire des drames était une partie de sa fonction au théâtre ; c'était un article de son traité, et, à un moment de sa vie, il s'était engagé à en écrire deux par an, bien différent en cela de ces artistes qui doivent toujours attendre les rares momens de l'inspiration. Ses drames lui assuraient l'estime de ses directeurs, et aussi une large popularité plébéienne. Mais ses poèmes le faisaient sortir de sa situation inférieure, et il prenait pied dans la société des honnêtes gens. Son succès y fut grand : lady Helen Branch le cite parmi « les plus grands poètes ; » il est loué par Drayton, par Willobie ; on l'appelle *sweet Shakspeare*, le doux Shakspeare !

Sans doute, dès cette époque il commença, pour le plaisir de ses élégans amis et pour son plaisir, à composer des sonnets. C'est bien en vain qu'on s'est efforcé à y voir de nos jours autre chose qu'un très ingénieux exercice littéraire. Les détails autobiographiques

qu'on a voulu y découvrir paraissent de pure fantaisie, et on n'a pu établir aucun lien entre les sonnets. Ce sont de petits poèmes très soignés dans la forme, faits pour le seul plaisir de renfermer dans une forme rare et agréable une pensée gracieuse ou forte, amoureuse ou morale, descriptive ou lyrique. Il n'y a pas autre chose dans ces « sonnets sucrés, qui sont connus par les intimes amis de Shakspeare. » Mais ils plurent tant par la beauté du mètre et de l'invention que le poète fut comparé à Ovide : « L'âme douce et délicate d'Ovide revit dans Shakspeare à la langue de miel (1) ».

Cet homme à la langue de miel venait de fournir au théâtre et de disposer pour la scène un drame sombre et sanguinaire, dont il n'était pas sans doute l'auteur principal, *Titus Andronicus*. Presque en même temps il s'essayait dans la comédie, ayant tiré des *Ménechmes* de Plaute la *Comédie des erreurs*; elle fut représentée à la Noël, pendant les fêtes, joyeusement célébrées par les étudiants, dans la grande salle de Gray's Inn, dont la belle voûte de bois est encore aujourd'hui debout. Cependant, l'auteur de plusieurs drames applaudis passait de troupe en troupe, recherché à cause de ses succès, et commençait à gagner quelque argent. Il appartint à la troupe de lord Strange, à celle du comte d'Essex, enfin à la troupe de lord Chamberlain, qui devint celle de lord Hunsdon.

C'est aux « serviteurs » de ce lord qu'il fournit l'occasion d'un triomphe inouï, et c'est avec eux qu'il parut vraiment ce qu'il était : le premier génie de l'Angleterre. Pendant l'été de 1596, le théâtre du *Curtain* donnait *Roméo et Juliette*. On dit que Shakspeare lui-même jouait le rôle de Mercutio ; il y mettait une fougue extrême, et disait plaisamment : « J'ai dû le tuer au troisième acte, sans quoi c'est lui qui m'aurait tué. » Dryden, qui rapporte le propos, a pu connaître encore des spectateurs de ces incomparables représentations.

A partir de ce moment, la vie de Shakspeare est gloire et prospérité. Déjà, deux ans plus tôt, il est assez notable comédien pour être cité, parmi ceux qui ont joué, à Greenwich, devant la reine Élisabeth, à côté d'acteurs aussi renommés que Kemp et Burbage. On ajoute à son nom, dans les actes publics, le titre de *gentleman*, » qui ne se donnait pas à la légère. Vers cette époque, il commence à insister auprès du « collège des armes, » pour faire accorder à son père une *coat-of-arms*, c'est-à-dire une reconnaissance authentique des droits de sa famille à la noblesse. Il ne semble pas que cette demande ait été jamais admise ; mais la prétention même est un indice curieux qui nous renseigne sur les désirs de Shaks-

(1) Francis Meres, *Palladis Tamia*. 1598.

peare et ses goûts. Il ne songe dès lors qu'à acquérir fortune et considération, pour pouvoir un jour, riche et honoré, retourner à Stratford, qu'il a si piteusement quitté. Souvent cet esprit de retour, cet amour du village natal reste au fond des âmes les plus aventureuses, traverse les vies les plus agitées.

Aussi Shakspeare fut économe. Son histoire privée est surtout celle de ses heureux placemens et de ses bonnes opérations. L'argent ne lui manqua pas. Southampton avait payé, dit-on, 1,000 livres sterling la dédicace d'*Adonis* et de *Lucrece*. L'usage de l'aristocratie a souvent été d'encourager les lettres et d'aider les auteurs; mais rarement on trouve la preuve d'un don aussi magnifique. Il honore la noblesse anglaise et explique cet esprit aristocratique que l'on retrouve dans toutes les œuvres de Shakspeare et qui choque si fort les critiques américains.

Dès lors aussi, les drames avaient une valeur marchande. Les libraires cherchaient à s'en assurer la propriété en les faisant enregistrer à la *Stationer's Company*. En effet, les lois étaient si mal fixées sur la propriété littéraire, que les éditions de contrefaçon abondaient, et qu'un auteur n'avait nulle arme pour s'en défendre. Les directeurs de théâtre étaient d'ailleurs très peu enclins à laisser imprimer les pièces avant que le succès en fût usé; car elles tombaient alors dans le domaine public, et la première troupe venue pouvait s'en emparer. Mais les pirates littéraires prenaient fréquemment les devans, et, sur des notes prises maladroitement à la représentation, publiaient, à grand bruit, le drame à la mode. Ils ne se gênaient même pas pour attribuer à l'auteur en renom telle ou telle production inférieure où il n'était pour rien. Cette mésaventure arriva plusieurs fois à Shakspeare. Ce sont des preuves de la vogue de ses pièces, et, par conséquent de sa gloire et de sa fortune croissantes.

A ce moment heureux de sa vie, une douleur cruelle le frappa; son fils unique Hamnet mourut et fut enterré à Stratford, le 11 août 1596. Il est impossible de douter que Shakspeare fut frappé au cœur, et, pour une fois, on peut bien voir l'expression d'un sentiment personnel dans ces paroles touchantes, écrites vers le même moment: « On dit qu'au ciel nous verrons et nous connaissons nos amis. Si cela est vrai, je verrai encore mon petit enfant... Ma douleur remplit la chambre de mon enfant absent, dort dans son lit, va et vient avec moi; elle prend ses jolis regards, redit ses paroles, me rappelle toutes ses grâces; elle remet ses formes dans ses vêtemens vides. Aussi j'ai bien raison d'aimer ma douleur (1). »

Il semble, à partir de cette douloureuse année, que Shakspeare

(1) *King John* (publié en 1598).

ait été plus fortement attiré vers Stratford, où reposait son petit enfant. Pourtant il ne s'exempta pas du labeur de sa vie de comédien, joua à la Noël, la même année, devant la reine à Whitehall, puis suivit la troupe, à laquelle il était lié, dans une grande tournée à travers les comtés de Sussex et de Kent. Mais sa pensée était ailleurs, dans son Warwickshire. Son père revenait peu à peu à la prospérité, après de difficiles années ; il faisait une demande pour recouvrer le fief, the Ashbies, dont les Lambert avaient pris possession dix ans plus tôt. Il est bien vraisemblable que William l'y aida, et que l'argent gagné par l'enfant prodigue fut le salut de la famille.

William, en même temps, se trouvait assez riche pour devenir lui-même propriétaire d'une petite maison et d'un jardin. C'était une pauvre mesure à moitié ruinée, bien qu'on l'appelât *New-Place* (la maison neuve). Shakspeare la rebâtit à nouveau et vendit à la ville, sans doute pour combler les fondrières des rues, une partie des décombres de l'ancienne bâtisse. Il fit faire un verger et put goûter des fruits de son jardin. La tradition veut qu'il ait aimé le jardinage. Il avait même planté de ses mains un mûrier, à l'époque où cet arbre fut à la mode en Angleterre. Les fragmens du mûrier sont encore aujourd'hui les reliques les plus authentiques que l'on ait gardées de Shakspeare. En effet, l'arbre, plein d'années et vigoureux encore, fut mis à bas, au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, par un certain Gastrell, peu soucieux des souvenirs nationaux, et impatient de l'ombre portée sur ses fenêtres par les branches feuillues de l'arbre historique. Du bois de l'arbre on fit des encriers et des *tobacco-stoppers*, qui se vendirent un grand prix, par toute l'Angleterre, et dont quelques-uns ont été conservés.

On aimerait à se représenter Shakspeare dans sa maison et son jardin, dans ce lieu où il venait se reposer et qu'il s'appliquait à embellir. Mais tout change, et les lieux mêmes. Il ne reste pas debout, dans Stratford, dix maisons que Shakspeare ait pu voir : il faut que l'imagination remette à leur place ces chaumières de boue et de chaume, ces moulins à vent, ces rues non pavées, ces innombrables ruisseaux que traversaient des ponts en bois. La maison même de *New-Place* a été démolie, moins de cent ans après la mort du poète. Les ruines qu'on vénère aujourd'hui sont celles d'un bâtiment plus récent. Sur le mur d'une maison voisine, où s'appuyait celle de Shakspeare, on découvre seulement la trace des poutres de son toit. La forme du toit qui a abrité Shakspeare, voilà tout ce qui reste. On ne connaît même pas bien les bornes e

limites exactes de cette parcelle de terre qu'il a foulée ; les propriétaires successifs, par des ventes et des acquisitions, en ont changé les contours. Il avait deux granges et deux jardins, et d'un

côté l'enclos était bordé d'une haie vive ; d'un autre, il était longé par *Chapel-Lane*, une infecte ruelle à la mode de Stratford. Cette ruelle, moins large que le fossé stagnant qu'elle suivait, était creuse et presque toujours pleine de boue. On y jetait les débris et les ordures du quartier : c'étaient, tout le long, des tas de fumier, de cendres, de pots cassés. Malgré ce voisinage malsain, Shakspeare ne dut pas moins trouver charmant ce coin du monde qui était à lui.

Il installa sans doute à New-Place sa femme et ses enfans, puis il retourna au travail. *Richard III*, *Peines d'amour perdues*, *Henry IV* sont joués devant la reine. Elle prit tant de plaisir aux bouffonneries de Falstaff qu'elle ordonna au poète de lui faire une pièce où sir John serait amoureux. Sur cet ordre royal, Shakspeare écrivit *les Joyeuses Commères de Windsor*, ce tableau si plaisant des mœurs anglaises contemporaines. On dit qu'il ne mit pas une semaine à l'achever. La reine vierge ne détestait pas les farces gaillardes.

Pour peindre les mœurs de la province, Shakspeare se souvint du Warwickshire et de sa jeunesse. Il n'avait pas oublié le petit braconnier de Stratford qui fuyait, douze ans plus tôt, la colère ridicule d'un gentilhomme campagnard. Sir Thomas Lucy de Charlecote ne dut pas être bien flatté d'être représenté devant la cour et d'y faire rire ; il aurait bien donné quelques lapins pour éviter la mésaventure. Shakspeare était alors hors de son atteinte. Stratford, malgré les préjugés de la province, commençait à faire quelque cas du comédien qui jouait devant la reine, approchait les grands et gagnait de l'argent. La preuve de sa fortune était sous tous les yeux, sa maison neuve de New-Place, ses greniers, où nous le voyons, en 1598, rentrer six *quarters* de blé. Aussi on commençait à s'adresser à lui pour des services privés et publics. Un bourgeois de la ville, Richard Quiney, lui emprunte trente livres sterling, et l'appelle son « très cher ami et compatriote. » La municipalité lui recommande les affaires en souffrance.

Son crédit devait être grand, en effet, si on le mesure à ses succès. Les éloges qu'il reçoit deviennent plus nombreux et plus magnifiques. On ne le compare plus seulement à Ovide, mais à Catulle et à Térence. « Notre Térence anglais » semble avoir été une expression à la mode. Les drames, d'ailleurs, se succédaient avec une continuité merveilleuse. Il n'est point d'année où l'on n'en voie représenter quelqu'un devant la reine à Whitehall, à Hampton-Court ou à Richmond. On les choisit pour les représentations de gala que l'on offre aux ambassadeurs et aux princes étrangers. Shakspeare est assez maître de sa situation pour songer à aider les autres. Par son influence, Ben Jonson fait accepter à la troupe

du lord Chamberlain une comédie d'abord refusée. Et pourtant, celui que l'on appelait le « rare Ben » n'était plus un débutant, ni comme auteur ni comme acteur.

Le théâtre faisait de bonnes affaires et les Burbages profitaient de la vogue des pièces. A la mort de James Burbage, un long procès commença entre Allen, propriétaire du terrain où était bâti le *Théâtre*, et Cuthbert et Richard, fils de James. Les Burbages construisaient alors leur nouveau théâtre, le fameux *Globe*, dans Southwark ; ils avaient la prétention d'enlever de Shoreditch les matériaux de leur ancienne bâtisse de bois. De là le procès, dont ils n'eurent pas la patience d'attendre la fin. Avec une audace cavalière ils se jetèrent un jour, avec tous leurs acteurs et employés, sur le théâtre de Shoreditch, et, de force, malgré les cris d'Allen, ils enlevèrent eux-mêmes tout ce qui valait quelque chose pour l'emporter à Southwark. Il est bien probable que Shakspeare était là, prenant sa part du joyeux pillage. Ni sur lui, ni sur les Burbages ces procédés sommaires n'attirèrent aucun désagrément. Il y avait une grande liberté d'allures et peu de police.

#### IV.

La fortune de Shakspeare fut liée à celle du *Globe*. Tous ses drames les plus fameux, *Hamlet*, *le Roi Lear*, *Othello*, *Macbeth*, furent donnés dans ce vaste théâtre rond. Les profits du théâtre étaient les siens, car il était associé à l'exploitation. Aux fêtes, telles que la Noël, le jour des Rois, le mardi gras, la troupe jouait devant la reine et recevait de beaux honoraires. Le reste du temps, elle jouait au *Globe* avec un succès considérable. Les principaux acteurs étaient Heminge, Condell et surtout Richard Burbage, qui tenait les premiers rôles. Shakspeare ne semble pas être jamais sorti des *utilités*, où il avait débuté. Un frère cadet de Shakspeare, parvenu à une vieillesse avancée, se rappelait, dit-on, l'avoir vu jouer le rôle du vieil Adam dans *Comme il vous plaira*. C'est un rôle qui n'est pas de premier plan, mais qui a pourtant son importance. Shakspeare s'y montrait fort touchant. Cependant, d'après un passage assez obscur de Ben Jonson, il semble qu'on lui reprochât de tourner volontiers ses rôles au comique.

Jouant sans cesse, écrivant avec une facilité et une abondance surhumaines, livrant au théâtre ces manuscrits tout d'une venue et sans rature aucune, dont s'émerveillaient les comédiens, Shakspeare trouvait encore le temps de songer à Stratford, à sa famille, à ses affaires. Il reste patiemment économe et habile à faire valoir son épargne. En 1602, il se trouve en mesure d'acheter, pour 20 livres sterling, une terre auprès de Stratford, dont son frère

Gilbert prend possession pour lui. Peu de mois après, il va lui-même prendre possession d'une petite maison, qu'il a achetée dans la ville, en face de ses terrains de New-Place.

Il reçut aussi quelques legs, qui s'ajoutèrent à ses profits du théâtre. Et il continua à acheter des immeubles : 20 acres de pâturages en 1610; en 1613, une maison à Londres, moyennant 140 livres sterling. Son père était mort en 1601, sans avoir obtenu sans doute cette *coat armour*, cette assurance de noblesse authentique, qu'il avait tant désirée. William avait perdu aussi sa mère, Mary Arden, en 1608, son frère Richard en 1612; plusieurs de ses frères et sœurs étaient morts déjà. Enfin tout nous montre que, par ses économies aussi bien que par les héritages de sa famille, il devenait peu à peu un propriétaire de quelque importance. Il avait de plus entrepris en 1605 une affaire lucrative. Il avait acheté pour 440 livres sterling la moitié restante d'un bail de quatre-vingt-douze ans sur les dîmes de Stratford, Old Stratford, Bishopton et Welcombe. Il devint fermier des dîmes et toucha, de ce chef, un revenu annuel de 60 livres. C'était un heureux placement.

Un homme aussi entendu en affaires ne pouvait faire moins que prendre un soin très précis de ses intérêts et de ne rien laisser perdre. Aussi le voyons-nous assez âpre à harceler les débiteurs peu exacts. Il poursuit un certain John Clayton, qui lui devait 7 livres; puis Philippe Rogers, avec qui il avait été en affaires pour la vente de plusieurs boisseaux de drêche; Rogers lui redevait 1 liv. 15 shillings 10 pence. Il eut encore un long procès contre John Addenbroke, qu'il fit condamner à lui payer 6 livres. Addenbroke n'ayant point payé, Shakspeare reprit la poursuite contre Horneby, qui s'était porté caution.

Shakspeare ne gaspillait point son argent; rien ne prouve pourtant qu'il fût avare, comme on n'a pas manqué de le dire. Il savait ouvrir la main à l'occasion, et on le voit notamment souscrire pour la réparation des routes dans son pays natal. Ses opérations financières me paraissent parfaitement naturelles et légitimes. Les critiques prêtent à rire qui se sont indignés de trouver chez le grand poète ce qu'ils appellent des préoccupations bourgeoises. L'homme ne vit pas seulement d'ambroisie. Je suis persuadé qu'en notre siècle même, les romantiques les plus truculens ont touché bourgeoisement leurs revenus et ont été heureux de les augmenter. L'épargne et la propriété ont toujours honoré l'homme; à mon sens, elles honorent Shakspeare. Il n'était pas l'homme des attitudes convenues, des systèmes et des paradoxes. Un inaltérable bon sens est le fond de toutes ses œuvres au travers des fantaisies de son imagination.

Il était sans cesse sur la route de Stratford ; il y était lors de la mort de sa mère, car peu de temps après, dans l'église où il avait été baptisé lui-même, il tenait sur les fonts un enfant qui reçut le nom de William Walker. Il y était encore sans doute lorsqu'il donna en mariage au docteur Hall, médecin, sa fille Susanna. A mesure que l'âge lui venait, il se rapprochait plus du lieu natal.

En se rendant à Stratford, il s'arrêtait à Oxford à l'auberge de la Couronne, *Crown's Inn*, chez son ami l'honnête aubergiste John Davenant, homme de savoir et d'esprit, aimé des gens de lettres et fort célébré par la poésie locale. L'hôte de la Couronne était de complexion mélancolique, bien qu'il aimât les comédiens et les reçût volontiers lorsqu'ils venaient jouer à Oxford. Il possédait une fort belle femme, renommée par la ville pour ses charmes, son intelligence et l'agrément de ses propos. Après plusieurs autres enfans, M<sup>rs</sup> Davenant avait mis au monde, le 3 mars 1606, un fils. Le bon Davenant désira que le fils fût tenu sur les fonts par son illustre ami Shakspeare, et l'enfant, qui devait à son tour acquérir quelque renommée, fut baptisé William. Les méchantes langues, et il n'en manque jamais, ont trouvé à gloser sur ce parrainage. On a fait courir de mauvais propos alors que John Davenant, sa femme et Shakspeare n'étaient plus là pour se défendre. Le pire fut que le filleul, devenu sir William Davenant et poète, ne trouva pas aussi mauvais qu'il aurait fallu qu'on pût lui attribuer un tel père ; il défendit sa mère plus mollement qu'on n'aurait voulu ; il laissa dire et sourit. Plus d'un, dans d'autres temps, n'a-t-il pas fait de même, sans que l'histoire fût plus vraie ? La vanité n'épargne rien, pas même l'honneur d'une mère.

M<sup>rs</sup> Davenant était la plus honnête femme du monde, je suis incliné à le croire, et les critiques anglais m'y encouragent, car, avec ce souci pudique que nous les avons déjà vus prendre de la mémoire de leur héros, ils ont établi, preuves en mains et par le testament même de sir John, que le ménage Davenant fut le plus tendre des ménages, cité dans tout Oxford comme modèle achevé de l'amour conjugal. Ainsi souvent doit-on renoncer à ce qu'on avait aperçu de romanesque dans la vie d'un grand homme. La vie est bien plus simple qu'on ne l'imagine. N'est-on pas heureux déjà de s'arrêter devant un tableau vrai et pittoresque ? Je me figure Shakspeare, attablé avec ses camarades à la table de chêne de l'auberge gothique, devisant gravement avec l'hôte, gaîment avec l'hôtesse, s'approchant du berceau où dormait le nouveau-né. Rarement il nous est arrivé de le voir devant nous aussi vivant ; nous aimons à l'imaginer courtois et cavalier, beau diseur et gracieux compagnon, avec sa belle tête chauve encadrée de barbe et d'une couronne de



cheveux blonds ardents, son œil clair et bleu; sur la collerette blanche du règne d'Élisabeth se dessine un type bien complet de vigoureuse race anglaise.

## V.

La troupe du lord Chamberlain joua encore le 2 février 1603 devant la reine Élisabeth. Moins de deux mois plus tard, le 24 mars, la reine mourait à Richmond. La troupe, dont elle avait été l'intelligente et généreuse patronne, ne perdit pas, autant qu'on aurait pu croire, à l'avènement de Jacques I<sup>er</sup>. Le roi aimait les lettres; il manda près de lui les comédiens en renom, prit plaisir à les voir jouer et leur accorda une « licence. » Le 15 mars 1604, quand le roi fit son entrée solennelle dans Londres, les neuf acteurs qui avaient reçu la « licence » suivaient le cortège, et, parmi eux Burbage, Heminge, Condell et William Shakspeare. Chacun reçut la largesse de quatre *yards* de drap rouge. La troupe ne fut plus celle du lord Chamberlain et passa au service personnel du roi; les comédiens prirent place parmi les *grooms* de la chambre royale.

La plupart des pièces paraissaient devant le roi avant d'être produites au *Globe*. Ni la faveur royale, ni la popularité ne manquaient à Shakspeare. On a trouvé de cette popularité une preuve bien particulière : peu d'années après la première représentation d'*Othello*, un bourgeois de Shoreditch, William Bishop, fit baptiser sa fille sous le nom de Desdemona. Voilà qui en dit plus que bien des éloges.

Donc, Shakspeare jouissait, vivant, de la gloire, de la fortune et de la considération. Chaque année a son triomphe; c'est *le Roi Lear*, *le Conte d'hiver*, *Macbeth*, *Antoine et Cléopâtre*, *Cymbeline*, *la Tempête*; c'est ce bizarre et grossier *Périclès*, que nous comprenons à peine, et qui fit fureur alors. Au *Globe*, ou au théâtre de *Blackfriars*, où la troupe du roi se transporta en 1609, après l'incendie du *Globe*, partout Shakspeare retrouve la même faveur populaire.

A ce moment même où on attend de lui des œuvres nouvelles, où on le voit en pleine possession de sa gloire et de son génie, il s'arrête et se retire; il quitte Londres et retourne à Stratford. « Quand tu sentiras ta bourse bien garnie, dit un auteur contemporain, achète-toi quelque bien ou quelque seigneurie dans ton pays, et ainsi, lorsque tu seras las de jouer, ton argent t'apportera dignité et bon renom. » Ce conseil pratique, Shakspeare le suivit. Depuis le 1<sup>er</sup> novembre 1611, où fut représentée *la Tempête*, avec la musique de Robert Johnson, « un des musiciens royaux pour les luths, » jusqu'à la mort de Shakspeare, quatre ans et demi vont

s'écouler. L'on n'a pu découvrir aucune preuve certaine qu'une pièce nouvelle ait été représentée pendant ce temps. Dès longtemps on s'est étonné de ce silence prolongé. J'ai dit quel parti les baconiens ont voulu en tirer.

S'il s'agissait d'un autre homme que Shakspeare, on serait moins surpris de le voir prendre du repos. Mais sa fécondité fut telle que l'on s'étonnera toujours de la voir subitement interrompue. Cependant, malgré tout, il était un homme; après trente ans du travail physique et intellectuel le plus effroyable, il a pu se trouver épuisé, peut-être malade; il a bien pu être tenté de ces loisirs, de cette retraite honorable, acquise au prix de tant de soins. Le désir de cette retraite avait rempli sa vie d'homme et constamment soutenu son courage et excité son génie. J'en demeure convaincu. En se retirant à Stratford, il accomplissait donc un vœu ancien et cher à son cœur. Rien ne nous prouve, d'ailleurs, qu'il voulût tout à fait renoncer au théâtre; nous n'avons aucun moyen de savoir quels étaient ses desseins au moment où la fièvre native, sortie des bas-fonds de l'Avon, est venue le prendre pour mourir.

Il y a donc bien des façons d'expliquer le silence de Shakspeare pendant les dernières années de sa vie. Il semble, d'ailleurs, que ce silence ne fut pas si long qu'on l'a cru. Il y a six pièces, toutes authentiques, au moins en partie, toutes insérées à l'in-folio de 1623, et dont la place chronologique, dans la vie de Shakspeare, n'a pu être établie (1). Quelques-unes peuvent appartenir aux dernières années de sa vie. Une au moins y appartient très probablement, c'est *Henry VIII*; les principaux critiques sont d'accord à ce sujet. La période de quatre ans et demi est donc déjà diminuée.

D'ailleurs, la retraite à Stratford ne dut pas être définitive avant 1613. En 1612, Shakspeare y avait été appelé pour un procès au sujet des dîmes. Mais il fut encore à Londres l'année suivante, où il achetait sa maison de Black-Friars. Peu après, il revenait à Stratford, où sa famille était émue par un grave procès: sa fille Susanna, ayant été faussement accusée d'adultère avec un certain Ralph Smith, le docteur Hall poursuivit les calomniateurs devant la cour ecclésiastique, à Worcester, et les fit condamner à l'excommunication. L'avocat Whatcot, ami personnel de Shakspeare, plaidait pour le docteur Hall.

En 1614, nous voyons Shakspeare intéressé à des affaires municipales assez obscures au sujet des biens communaux. Il semble qu'il fût en dissentiment avec la corporation de la ville, qui lui adressa une lettre de représentations. Les actes où il est question

(1) *Henry VIII*, *Tout est bien qui finit bien*, *Timon d'Athènes*, *la Méchante Femme domptée*, *Jules César*, *Coriolan*.

de ce différend nous apprennent qu'il était allé à Londres en novembre. Son exil à Stratford n'était donc pas bien absolu.

L'obscurité se répand sur les dernières années de cette vie, comme elle s'est répandue sur les premières. Shakspeare est un bourgeois notable; il a pignon sur rue, il cultive ses terres et vit de ses rentes. Son revenu était estimé, dans le pays, à 1,000 livres sterling, ce qui, d'après le calcul ordinaire, vaut bien 75,000 francs de notre monnaie. C'était un personnage, et sir Thomas Lucy, s'il eût vécu, lui eût tiré son chapeau. Il vivait, entouré d'une nombreuse famille : sa femme, sa fille Susanna et son gendre Hall, sa fille Judith et son gendre Thomas Quiney, sa sœur Joan Hart et ses trois neveux William, Thomas et Michael, sa petite-fille Élisabeth Hall, qui devint plus tard lady Barnard.

Il n'avait pas rompu toute relation avec ses amis de Londres, et l'on sait que Ben Jonson et Drayton étaient venus le visiter à Stratford en 1616. On prétend même qu'il les régala à la taverne si joyeusement, que son équilibre en souffrait lorsqu'il rentra chez lui. Cela est vraisemblable, et je n'y contredis pas : ce n'est pas un Anglais du xvi<sup>e</sup> siècle qui pouvait boudier devant quelques brocs de bière, en fêtant de vieux camarades. Mais je refuse d'admettre que cet excès eût été tel que Shakspeare dût s'en aliter pour mourir. Ce sont de mauvais propos ; ou bien il faut croire, comme j'ai été déjà amené à le supposer, que Shakspeare était malade. C'est bien possible, car on a la preuve que, le 25 janvier, il songeait à faire son testament. Il le signa le 25 mars, d'une main déjà tremblante. La mort était sur lui.

Pour la première fois, un document, venant de Shakspeare lui-même, nous instruit de ses pensées, de ses affaires, de ses affections, de ses sentimens intimes.

« Moi, dit-il, William Shakspeare, de Stratford-sur-Avon, dans le comté de Warwick, *gentleman*,.. je recommande mon âme entre les mains de Dieu, mon créateur, espérant et croyant avec certitude, par les seuls mérites de Jésus-Christ mon Sauveur, que je jouirai de la vie éternelle, et mon corps ira à la terre, dont il est fait. »

Ces paroles religieuses ne semblent point être une banale formule ; elles ne nous éclairent pourtant pas sur la religion de Shakspeare, question qui demeure parfaitement obscure. Après s'être au moins ouvertement déclaré chrétien, il dispose de ses biens avec sagesse, en ami fidèle, en bon père de famille, et aussi en homme rompu aux affaires. Il règle la succession entre les différentes branches de la famille, au cas où l'une viendrait à défaillir. Les biens immeubles dont il fait mention sont le manoir de Rowington, la maison de New-Place, « où, dit-il, j'habite présentement, » une autre

maison dans Henley-Street, une maison à Londres, dans le quartier de Blackfriars, enfin « toutes mes granges, étables, vergers, jardins, terrains et droits, dans les villes, villages, hameaux, champs et terres de Stratford-sur-Avon, Oldstratford, Bishopton et Welcombe. »

La liste des legs mobiliers comprend le nom de tous ses parens et amis; le total des legs en argent est de 473 livres sterling 11 shillings 4 pence, c'est-à-dire, en calculant comme je l'ai déjà fait, près de 40,000 francs de notre argent. Outre les sommes d'argent, il désigne peu d'objets particuliers; pourtant Judith sa fille devait avoir sa tasse de vermeil, à laquelle il semble attacher une valeur particulière; son gendre Hall héritait de ses bijoux, et sa petite-fille Élisabeth, de son argenterie.

On s'est souvent étonné du legs, en apparence dérisoire, que Shakspeare fit à sa femme. « *Item*, je lègue à ma femme mon second meilleur lit, avec la fourniture. » C'est la seule mention d'Anne Hathaway qui soit faite au testament, et l'on peut croire que, devant la mort même, la pauvre femme délaissée n'avait pas trouvé grâce aux yeux de son époux. Ici, du moins, il faut savoir gré à la pieuse diligence des critiques, et reconnaître qu'ils ont lavé Shakspeare de la méchante intention qu'on lui prête. Shakspeare n'avait pas lieu de léguer aucun bien à sa femme, puisqu'un douaire, suivant la loi, devait assurer son existence. Le legs d'un objet particulier, quel qu'il fût, était toujours regardé comme une preuve d'affection. On a vu des testateurs laisser un objet aussi humble qu'une paire de bottes, sans avoir voulu par là offenser le légataire. Mais un lit était une importante pièce de mobilier; les lits du moyen âge étaient pompeux, artistement sculptés; c'était un des plus précieux meubles de la maison, et le *second* lit n'était autre que le lit conjugal, le *premier* étant un lit de parade, destiné aux étrangers. On voit qu'il ne faut jamais se hâter de juger les actions des temps passés avant d'en connaître parfaitement les coutumes.

A ces derniers momens de sa vie, Shakspeare n'avait pas oublié le théâtre. Les vieux compagnons de travail et d'aventure étaient présens à sa pensée, Richard Burbage, John Heminge, Henry Condell, « *my fellows*, dit-il, mes camarades. » Il leur lègue à chacun 26 shillings, « pour s'acheter des anneaux. » Ce souvenir, si délicat, nous en apprend beaucoup sur Shakspeare et sa vie au théâtre; c'est un attribut de noblesse qu'il laisse, un anneau, en mémoire de cette profession dramatique, qu'il avait tant fait pour ennoblir.

Il mourut le 23 avril 1616. On l'enterra avec honneur, comme bourgeois notable, et surtout comme fermier des dîmes, dans le chœur de l'église paroissiale, sous une pierre, avec cette inscription, qu'il avait composée lui-même: « Bon ami, pour l'amour de Jésus,

garde-toi, — de profaner la poussière ici enfermée : — Béni soit l'homme qui respecte ces pierres, — et maudit celui qui toucherait à mes os. »

Cette dernière prière a été exaucée ; Shakspeare repose encore, dans le coin obscur de l'église de campagne ; ni la curiosité malsaine, ni le désir de faire au poète un monument digne de sa gloire n'ont pu décider le respectueux peuple d'Angleterre à violer cette volonté formelle. On n'a pas touché à ses os.

Le plus beau monument lui fut élevé par ses camarades du théâtre, qu'il n'avait point oubliés, et qui, eux non plus, ne lui furent point ingrats. C'est l'in-folio de 1623, sans lequel assurément la plus grande partie du théâtre de Shakspeare ne nous serait point parvenue, livre d'un prix inestimable, que nul ne peut voir ni toucher sans émotion.

Voilà le dernier, le plus précieux des témoignages. Les camarades de Shakspeare, ceux qui ont suivi son esprit pas à pas, pénétré et interprété tous les jours sa pensée, vécu sa vie pendant vingt ans, Heminge, Condell, se sont levés pour rendre hommage à une chère mémoire. Toute idée d'une vaste supercherie littéraire, si elle n'était pas écartée déjà, ne tomberait-elle pas devant ce seul fait ? Si toute une ville, tout un pays ont été trompés, Heminge et Condell pouvaient-ils l'être ? Laissons cette inutile question, pour les écouter seulement, lorsqu'ils nous disent : « Lisez-le, encore et encore. Et si alors vous ne l'aimez pas, c'est que vous risquez fort de ne pas l'avoir compris. »

La parole de ces acteurs oubliés est ce qui nous reste de plus touchant. Après cela, j'entends avec joie les vers éloquentes de Ben Jonson, qui crie : « Lève-toi, mon Shakspeare ! Tu vis encore ! »

Oui, il se lève. Il est devant nous, vivant, présent, réel. Les traits épars, réunis par la patiente recherche des critiques et des érudits, forment une figure complète ; la suite logique des actions de sa vie apparaît ; l'histoire raisonnable de sa pensée se développe. On le voit et on le connaît.

Désormais, et quelles que soient les nouvelles découvertes de l'avenir, la vie de William Shakspeare appartient à l'histoire certaine et établie. On conçoit comment s'est formé ce singulier esprit. Il sort du peuple, et il parle pour un peuple entier. Il vint, au seuil du moyen âge, l'esprit plein de l'abondance de pensées et d'images qui fleurissait alors dans l'âme de sa nation. Il donne à cette pensée débordante une forme merveilleuse dans sa force et sa variété. Ben Jonson a bien dit, et l'on ne saurait dire mieux :

« Toutes les muses étaient dans leur jeunesse, quand il vint, comme Apollon ! »

HENRY COCHIN.

---

---

# EN DEÇA ET AU DELA DU DANUBE

---

V<sup>1</sup>.

DE BELGRADE A SOPHIA. — LA BULGARIE ACTUELLE.

---

Pour mieux étudier les conditions économiques, je me décidai à me rendre à Constantinople par la voie de terre, en traversant la péninsule balkanique diagonalement, d'un bout à l'autre. Le chemin de fer de Belgrade à Nisch, qui a été inauguré depuis, n'était pas encore terminé, mais mon voyage fut singulièrement facilité par la gracieuseté du gouvernement serbe, qui voulut bien mettre à ma disposition une voiture de poste, en me donnant pour guide et interprète un jeune Français, M. Vavasseur, qui, étant venu combattre comme volontaire dans la guerre de l'indépendance, avait épousé une jeune fille serbe et était attaché ici au ministère des affaires étrangères. Nous partons pour Smederevo (Semendria) par un temps splendide. Les étés sont secs et chauds dans toute l'Europe orientale; sauf en cas d'orage, il ne pleut guère. En sortant de Belgrade, je suis surpris de voir la terre si mal cultivée. Point de villas, nulle culture maraîchère, l'aspect d'une lande déserte. Les légumes qu'on consomme à Belgrade sont cultivés par les Bulgares, de l'autre côté de la Save, et apportés chaque matin de Semlin; ils coûtent très cher. On gagnerait gros à établir, près de Belgrade, des laiteries

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin, du 1<sup>er</sup> août, du 15 septembre et du 15 octobre.

avec jardins potagers. Cela vaudrait mieux que de solliciter des places ou de créer des industries précaires et aléatoires.

Quand la route que nous suivons se rapproche du Danube, elle devient charmante; elle passe au pied de collines couvertes de vignes, de noyers et de chênes. De temps à autre apparaît une habitation entourée de pruniers. En Serbie, comme en Bosnie, les prunes séchées sont un grand objet de commerce. On en a exporté en 1881 plus de 12,000 tonnes, valant 0 fr. 50 le kilogramme. On fait aussi de l'eau-de-vie de prunes, la slivovitza, connue chez tous les Jougo-Slaves. La slivovitza commune, très faible, ne vaut que 0 fr. 20 le litre; mais quand elle est concentrée, elle se vend 1 franc.

Nous changeons de chevaux à Grotchka. Près d'ici, les Autrichiens, sous le général Wallis, subirent en 1739 une humiliante défaite qui mit fin à la guerre de trois ans qu'ils avaient entreprise contre les Turcs. La force de résistance de l'empire ottoman était encore énorme à cette époque. C'est l'essai de s'assimiler notre civilisation qui le tue aujourd'hui. Nous arrivons vers midi à Smederevo. Quel aspect imposant présente sa vieille forteresse avec ses hautes tours du moyen âge, qui se dressent fièrement sur les bords du Danube! Elle a été bâtie par George Brankovitch en 1432. La principale église, dédiée à Saint-George, a été construite par un architecte tzintzare. Les Tzintzares, comme je l'ai dit, sont les grands bâtisseurs de ces pays-ci. Grande activité sur le port: de longs bateaux plats embarquent des porcs, d'autres déchargent du sel de roche splendide, clair comme du cristal; il vient des salines de Maros Ujvar en Transylvanie. J'y ai vu exploiter des couches d'une puissance de plus de 100 mètres, comme des carrières de pierres de taille. L'hôtel où nous dînons à l'autrichienne, c'est-à-dire très bien, est rempli de marchands serbes et hongrois. Sur les murs, des cadres, où s'étaient des femmes peu vêtues et en des poses par trop provocantes, ne donnent pas une haute idée des mœurs de Smederevo. Dans l'intérieur du pays, je n'ai rien retrouvé de pareil. Les gravures des murs représentent les saints nationaux, les souverains actuels et surtout les héros de la dernière guerre. En Serbie, la moralité est partout très grande, m'affirme-t-on.

Notre route quitte ici le Danube. Nous remontons les bords de la Jessava, qui forme une des bouches de la Morava, dont le bassin, ramifié en tous sens, comprend la plus grande partie de la Serbie. Sur les collines qui dominent Smederevo, j'admire de beaux vignobles. C'est l'*aureus mons*, planté de vignes, affirme Eutrope, par les soldats de l'empereur Probus. Un chemin de fer est établi, parallèlement à notre route, de l'autre côté de la Jessava: c'est un tronçon provisoire qui est destiné à amener les matériaux du Danube sur la

Morava; ce tronçon devra être conservé, car il est le chemin le plus court vers un port d'embarquement sur le Danube. La vallée de la Morava est très ouverte jusqu'à Nisch, et les montagnes qui la bornent des deux côtés sont boisées et point abruptes. C'est, en des proportions un peu moindres, la vallée du Rhin entre Strasbourg et Bâle. La terre est riche et pas trop mal cultivée. L'assolement dominant est le triennal : froment ou seigle, maïs et jachères. Il en est de même presque partout, avec cette différence que, dans les parties fertiles, on cultive du maïs plusieurs années de suite et que, dans les terres ingrates, c'est la jachère qui est maintenue pendant un temps plus ou moins long. Les maisons d'habitation sont grandes et accompagnées de plusieurs dépendances, écurie, étable, gerbier à maïs, grange, le tout réuni dans une grande cour entourée de haies, où vaguent les animaux domestiques. Ces constructions sont ordinairement couvertes en chaume et faites en pisé ou en bois ; mais, blanchies à la chaux, elles offrent un aspect riant, parmi les arbres fruitiers qui forment un vrai bocage. Près de chaque village, on remarque, le long de la route, au milieu d'une grande prairie ouverte, un bouquet de vieux chênes qui fait bon effet dans le paysage. C'est là que se reposent et que peuvent brouter librement les troupeaux en voyage et les attelages de buffles et de bœufs. Chaque famille de paysans possède un petit domaine de 5 à 10 hectares et, en outre, des droits d'affouage dans les bois de la commune et de l'état. Les oies, les canards ou les poules sont très abondants, et le cultivateur n'a pas besoin de les vendre pour payer la rente. Propriétaire de son exploitation, il les mange lui-même ; il a la « poule au pot. »

Les chevaux de poste qui traînent notre voiture viennent tous de Hongrie. Le cheval serbe n'est pas plus grand qu'un poney ; il est laid de formes, mais très dur à la fatigue et aussi sobre qu'un mulet. C'est une bête de somme plutôt que de trait. Aussi le prix en est minime : de 70 à 150 fr. dans l'intérieur du pays, 300 fr. pour les meilleurs types. Le prince Michel désirait beaucoup améliorer la race chevaline. Il a fondé deux haras, l'un à Pazarevatz, l'autre à Dobritchevo, près de Tchoupria. Pour obtenir des résultats appréciables, il faudra du temps et le concours des cultivateurs eux-mêmes. Ce serait pour eux une source facile de profits. Sur la route, nous rencontrons un nombre incalculable de chars, de forme très primitive, traînés par une couple de buffles noirs et maigres. Les uns transportent au Danube des céréales, du froment et surtout du maïs ; les autres en rapportent du sel, du sel et toujours du sel, et parfois quelques ballots d'étoffes et de denrées diverses. Le mécanisme de l'échange se montre ici dans toute sa simplicité. Il ne s'applique qu'à un pe-



tit nombre d'objets, parce que chaque famille produit encore sur place presque tout ce qui lui est nécessaire.

Nous soupçons à Bagredan, dans une *mehana* (auberge) tenue, comme partout, par un Tzintzare. On m'y sert le mets national par excellence, la *kissala tcherba*, c'est-à-dire « la soupe aigre. » C'est une sorte de brouet aigrelet, fait de bouillon de poulet, où nage le volatile découpé en morceaux. Je le trouve excellent. Puis vient du mouton rôti avec des haricots verts à la crème. Le vin des environs ressemble à du mâcon. Je m'étais préparé à jeûner ; je suis donc très agréablement surpris de trouver la cuisine serbe si bonne et l'écot à payer si étonnamment modéré. Il est vrai que, dans les *mehanas*, tout est soumis à un tarif officiel, comme dans nos gares de chemins de fer. Ce sont des entreprises publiques et privilégiées. La *mehana* de première classe paie une taxe spéciale de 300 francs, celle de la seconde de 250 fr. et celle de la troisième, de 200 fr. Le nombre de chambres de voyageur que chaque *mehana* doit avoir est aussi déterminé d'après la classe. Si l'hôtelier rançonne le voyageur, il s'expose à perdre sa patente. Pour ouvrir un café ou un débit de boissons, il faut également une autorisation. En aucun pays, la réglementation n'a été aussi généralement et aussi logiquement appliquée. Ce n'est pas le voyageur qui s'en plaint. Par ce temps d'alcoolisme envahissant, il faudra bien finir par limiter partout le nombre des débits de boissons.

Nous passons, la nuit, par deux localités importantes, Jagodina et Tchoupria. Elles ressemblent à de petites bourgades autrichiennes ; mais elles n'offrent rien de remarquable. Le matin, nous déjeunons à Alexinat. La ville a été à moitié brûlée par les obus turcs, durant la dernière guerre. Elle en a profité pour s'embellir : jolies maisons très gaies, rues plantées d'arbres, beaucoup de boutiques et de cafés, et, au bord d'un petit affluent de la Morava, une immense et magnifique brasserie. Je constate de nouveau ici que cet irrésistible conquérant, le dieu de la bière, Gambrinus, envahit les domaines de Bacchus. Nous gravissons une colline qui domine Alexinat. On y a élevé une pyramide en l'honneur des volontaires russes morts dans les sanglantes batailles qui ont eu lieu dans les environs. A nos pieds s'ouvre la vallée de la Morava bulgare, par où s'avançaient les armées turques venant de Nisch. Des combats acharnés s'y sont livrés, trois jours durant. Autour de nous, sur les hauteurs, on voit encore les relèvemens de terre qui protégeaient les batteries serbes. Vers le nord-ouest, du côté de Stalatch, au pied de hautes montagnes, on entrevoit le confluent de la Morava serbe et de la Morava bulgare.

On a reproché aux Serbes de s'être mal battus dans la dernière

guerre. On n'a plus retrouvé chez eux, dit-on, cette héroïque bravoure qu'ils avaient déployée dans la lutte de 1805 à 1815, où ils avaient conquis leur indépendance. Le reproche me paraît peu fondé. Quand les Serbes ont fait la guerre en guérilleros, comme les Monténégrins, ils se sont montrés aussi braves que ceux-ci. Mais quand on a opposé, en rase campagne et avec la tactique régulière, des milices mal armées et mal encadrées à de vieux soldats munis des meilleurs fusils et des meilleurs canons, ceux-ci devaient nécessairement l'emporter. Stuart Mill remarque que les pertes et les ruines occasionnées par un incendie ou une guerre se réparent extraordinairement vite, quand les forces productives de la nation ne sont pas atteintes. Alexinatz apporte à l'appui de la vérité de cette observation une preuve nouvelle, qui vient s'ajouter à celle que fournit le merveilleux relèvement de la France après 1870.

Pour arriver à Nisch, nous traversons pendant deux heures une immense plaine, très fertile, emblavée en maïs et en froment, mais sans une maison et sans un arbre. Nous entrons dans un territoire récemment occupé par les Turcs. Les environs des villes turques sont toujours déserts, parce que les cultivateurs n'osaient s'y établir, crainte des exactions des gouvernans et des rapines de la soldatesque. Nisch a déjà pris l'aspect d'une ville hongroise. Après la cession à la Serbie, les musulmans ont émigré. Leurs maisons, tout en bois, ont été vendues à vil prix. La municipalité les a démolies pour tracer de larges rues, où s'élèvent des maisons neuves en pierres, avec des boutiques d'aspect occidental. Je vais présenter mes respects au consul de France, qui habite une maison turque, au milieu d'un joli jardin au bord de la Nischava. Rien ne rappelle plus la domination ottomane, sauf quelques Turcs riches, qui sont revenus pour régler la vente de leurs biens. Voici la femme de l'un d'eux qui rentre dans sa demeure. On dirait un ballot de soie violette. Deux servantes la suivent, aussi enveloppées dans leurs feutres.

Le seul monument remarquable de Nisch est une grande forteresse qui date de la conquête; elle sert encore de caserne. Il est inouï combien, depuis l'annexion si récente à la Serbie, tout s'est transformé et a pris des allures occidentales. Rien ne me surprend plus que l'hôtel dans lequel nous sommes logés. C'est un bâtiment si vaste, qu'il renferme, dans le quadrilatère de ses dépendances, un grand jardin planté d'arbustes et de fleurs, où le soir nous soupons en plein air, en nombreuse compagnie et aux sons d'une musique jouant des tsardas hongroises. Les chambres sont propres, élégantes même. Un immense café, avec salle de billard, est rempli de monde. Tous les lits sont occupés. C'est que Nisch est déjà un centre

commercial important ; par la route de Lescovatz, il attire les produits de la Macédoine, laine, cuirs, peaux, et reçoit, en échange, des étoffes et des quincailleries d'Angleterre importées par Salonique. A Nisch, le chemin de fer où nous voyons déjà rouler la locomotive, se bifurquera : il ira rejoindre d'un côté, par Pirot et Sophia, la ligne déjà construite de Sarambey-Constantinople, de l'autre par Vrania, celle de Mitrovitza-Salonique, soit à Varosch, soit à Uskub.

Le médecin du département vient souper avec nous. Il me donne des détails sur l'application du fameux règlement sanitaire que j'ai analysé précédemment, et sur la façon de vivre des habitans. « Le Serbe, me dit-il, se soumet volontiers aux prescriptions de la loi quand il croit qu'elles ont son intérêt en vue. Ainsi la vaccination générale et obligatoire ne rencontre pas de résistance. Elle se fait gratuitement ; mais les médecins des districts et des communes touchent sur le fonds sanitaire 0 fr. 40 par vacciné, ce qui les engage à tenir la main à l'exécution du règlement. Notre population est très saine et très robuste. Quoique le maïs soit sa principale nourriture, la pellagre italienne est inconnue ici, parce que nos paysans mangent tous du porc, du mouton et du sel à suffisance ; chose excellente, le sel est très peu imposé. Nous consommons déjà par tête, environ 10 kilogrammes de sel, 2 kilogrammes de sucre et 1/2 kilogramme de café ; n'est-ce pas la preuve d'une certaine aisance ? Ce qui affaiblit nos cultivateurs, ce sont les jeûnes et les jours « maigres, » qui prennent presque un jour sur deux. Ils y tiennent plus qu'à la fréquentation de l'église, même le dimanche. »

Quoique les routes soient complètement sûres, quand je quitte Nisch pour me rendre à Pirot, le préfet et le médecin départemental nous accompagnent dans leur voiture, jusqu'à la prochaine étape, et deux gendarmes à cheval nous précèdent ; c'est encore une amabilité de M. Pirotchanatz. A peu de distance de la ville, on me fait mettre pied à terre, et on me conduit vers un monument très étrange qui semble la ruine d'une tour romaine. Elle est faite en un béton singulier : on dirait de grosses pierres rondes et blanches engagées dans du ciment. Je m'approche, et je vois que ces pierres sont des crânes humains. On me rappelle cet héroïque épisode de la guerre de l'indépendance. En 1809, les Serbes attaquent les Turcs non loin d'ici, au village de Kamenitza, et sont vaincus. Leur chef Singgelitch se retranche dans un fort sur le Vojnik, et au moment où l'ennemi emporte les retranchemens, il se fait sauter. La bande héroïque et les assaillans sont ensevelis sous les ruines. Le pacha vainqueur, pour dompter les populations par la terreur, fait construire la tour des crânes, la *Kele-Kalessi*. Les alentours font contraste avec cet

horrible monument. Mahmoud-Pacha y a construit, en 1860, une jolie fontaine en marbre blanc avec inscriptions du Koran. L'eau y a fait pousser un groupe de saules magnifiques et gracieux. La gelée et les passans emportent peu à peu des débris de la tour sinistre. Si on ne la préserve pas, elle disparaîtra. Naguère les rayas le désiraient. Maintenant qu'ils sont affranchis, ne vaudrait-il pas mieux conserver un monument qui leur inspire l'horreur de la domination étrangère? En tout cas, il faudrait ériger là une dalle qui rappelle l'exploit de Singgelitch.

Si j'essaie de résumer l'impression que me laissent mon séjour en Serbie et l'étude des documens qui m'ont été fournis, j'arrive à cette conclusion, que la nation serbe est une des plus heureuses de notre continent, et qu'elle possède tous les élémens d'un brillant avenir. Elle réunit les conditions de la vraie civilisation, de celle qui apporte à tous moralité, liberté, lumières et bien-être. Ici ont survécu des autonomies locales et des libertés communales intimement rattachées au passé, tandis que, dans notre Occident, nous devons les reconstituer et leur donner une vie nouvelle. La production de la richesse est encore limitée; mais toutes les familles vivent sur une terre qui leur appartient. Un certain bien-être est le lot de chacun, et l'on ne rencontre pas ce poignant contraste, trop fréquent chez nous, entre l'extrême opulence et l'extrême dénûment. L'instruction n'est pas assez répandue, et comme l'a bien compris le gouvernement, c'est à la développer qu'il faut consacrer tous les efforts. Mais la poésie et l'histoire sont apportées au foyer domestique par les chansons populaires. La nation se gouverne elle-même par ses représentans, qu'élisent tous ceux qui paient l'impôt. La démocratie, qu'ailleurs on s'efforce de fonder, parfois au prix de sanglantes révolutions, existe ici comme une institution antique et une coutume héréditaire. En outre, les meilleures lois, les réglemens les plus parfaits sont empruntés à l'Occident pour favoriser le progrès. Ainsi que je l'ai dit, ce que je redoute, c'est que, pour imiter l'éclat extérieur de nos capitales, qui nous coûte si cher de toutes façons et qui crée de si sérieux dangers, on ne rompe trop brusquement avec le passé, au risque de sacrifier la liberté.

La centralisation, l'action énergique de l'autorité imprime certainement à la marche en avant d'une nation une allure plus rapide, plus régulière, plus uniforme. Mais elles affaiblissent l'initiative individuelle et diminuent l'énergie native du peuple, en le jetant de force dans une voie qui n'est pas la sienne. C'est ce qu'a fait la main de fer de Pierre le Grand, et je ne crois pas que les Russes aient eu lieu de s'en féliciter. La situation de notre Occident n'est

pas assez enviable, pour qu'on s'efforce de reproduire dans la péninsule balkanique les causes qui ont fait naître les difficultés qui nous assaillent de toutes parts.

— L'étape de Pirot jusqu'à la capitale de la Bulgarie, Sophia, est longue et difficile à franchir. La route est mal entretenue et il n'y a ni poste ni relais. On m'a accordé que la voiture de Belgrade pourrait m'amener jusqu'à Sophia, mais trouverons-nous à changer de chevaux? La question est grave, car, récemment ici, le contrôleur général des finances, M. Queillé, a perdu l'un des siens, mort de fatigue en chemin. A la sortie de Pirot, jusqu'à la frontière bulgare, nous traversons une plaine assez bien cultivée, mais sans une maison de ferme, sans une habitation. Comme à Nisch, c'est la conséquence de l'administration turque qui portait les habitans à se réfugier dans les lieux écartés. La chaussée que nous suivons est plantée de saules. C'est la signature que Midhat Pacha a apposée sur les routes qu'il a fait construire. Des femmes se rendent au travail; sur leur longue chemise se détachent un tablier noir et une ceinture rouge; la tête est protégée par un mouchoir rouge à l'italienne, et sur le dos elles portent un enfant dans un sac. Plus loin, une petite fille dort dans un hamac suspendu aux saules, et un chien la garde. On laboure la terre où sont restées les tiges desséchées du maïs. La charrue est étonnamment lourde et grossière. Deux couples de bœufs la traînent en tirant sur des perches qui rattachent ensemble les deux jougs. Je remarque à un char attelé de deux buffles l'aspect ultra-primitif des roues. Les quatre parties qui en forment le cercle ou plutôt le « polygone » laissent entre elles un certain intervalle. On les dirait inachevées, et elles sont toutes ainsi. Le cocher me dit que c'est pour leur donner plus d'élasticité.

Nous entrons en Bulgarie, au poste de douane de Soukofski-Most. On voit que ce n'est ni l'histoire, ni la configuration géographique, mais un traité qui a tracé ici la frontière. Rien ne l'indique, sauf deux poteaux. Comme nous voyageons dans une voiture de l'administration serbe, les gendarmes bulgares nous présentent les armes et les douaniers ne visitent pas nos bagages; mais j'assiste aux nombreuses formalités que l'on fait subir à un juif qui transporte, dans un grand chariot, des étoffes autrichiennes de Smederevo à Sophia. Quel long trajet et que de frais de transport! Comme le chemin de fer sera bien venu ici! La Serbie a jusqu'à présent un tarif douanier très réduit, qui ne dépasse pas de 3 à 5 pour 100 de la valeur et, chose exceptionnelle, il s'applique aussi aux exportations. Le tarif bulgare est plus élevé et a des tendances protectionnistes. Ainsi il frappe le vin d'un droit de 0 fr. 25 l'oka de 1 kil. 20 gr. Il en résulte que le vin, qui coûte à Pirot 0 fr. 20, se vend à Sophia 0 fr. 80

et 1 franc. Le douanier me dit que les importations de Serbie en Bulgarie se composent surtout de beurre et de fromage qui vont jusqu'à Constantinople, puis de chanvre et de cordes pour plus de 10 millions de francs. Cependant la valeur de toutes les marchandises passées par Soukofski-Most n'a été en 1882 que de 2 millions 1/2 de francs. Tout le commerce entre la Bulgarie et la Serbie, importations et exportations, ne s'est élevé, la même année, qu'à 4 millions 1/2 de francs, c'est prodigieusement peu. Ne dirait-on pas qu'une muraille de la Chine sépare les deux pays ? Il est vrai que les communications sont très difficiles. Les deux états voisins auraient intérêt à supprimer cette ligne de douanes. Elle ne doit guère rapporter à chaque état, au-delà de 30,000 fr., et comme il y a sept bureaux de douane avec leurs employés, sans compter les gardes pour la surveillance de la frontière, la dépense doit être bien plus considérable. Ce serait une union douanière de fait qui pourrait se réaliser, de ce côté-ci, même sans convention pour établir l'identité du tarif et un partage des recettes. Quand le chemin de fer sera terminé entre Sophia et Belgrade, il suffirait de rétablir un seul bureau à l'endroit où il franchirait la frontière bulgare. Mais le but élevé, vraiment national, qu'il faut poursuivre à la fois et dans l'intérêt du progrès général et dans celui de l'avenir de la race jougo-slave, serait l'union douanière entre les deux pays voisins. Ce n'est pas le fisc qui peut y mettre obstacle, car la recette totale de la douane en Serbie n'a été, en 1883, que d'environ 3 millions, dont à déduire les frais de trente et un bureaux de douane. Ce que l'union douanière pourrait faire perdre en revenu serait donc tellement insignifiant qu'il n'y a pas lieu de s'en préoccuper. En outre, les pays importateurs, l'Autriche-Hongrie principalement, applaudiraient à la suppression d'une barrière intérieure qui entrave les échanges et qui les gênera bien plus encore quand la ligne ferrée Belgrade-Sophia-Constantinople sera entièrement achevée.

Nous continuons de courir en plaine jusqu'à Tzaribrod, mais déjà au nord, au sud et surtout vers l'est, s'élève la barrière des Balkans, avec ses ramifications couvertes de broussailles. C'est là que se décidera la question importante pour nous des chevaux de rechange. Le préfet de Piroto nous a fait accompagner par son *pissar* (secrétaire) jusqu'à Sophia pour lever toutes les difficultés. Quoique ce digne et obligeant fonctionnaire ait conservé son habit noir et toutes ses décorations, il ne peut obtenir qu'un cheval, et il nous en faut trois ou quatre. Nous continuerons donc avec les nôtres à tout hasard.

A Tzaribrod, je me crois soudainement transporté en Russie. Voici une enseigne bien russe : Dimitri Bochkoff ; c'est cependant

celle d'un Bulgare. Le sous-préfet qui vient nous souhaiter la bienvenue est vêtu tout de blanc, comme Skobeléf, à qui il ressemble. Sa grande barbe rousse se déploie en éventail. Il a une casquette blanche avec un liséré vert, de hautes bottes fortes et il porte son sabre en bandoulière, à la façon russe. Ses pandours, avec leurs larges pantalons et une veste brune à soutaches noires et des bonnets en astrakan, ont un aspect très martial. La petite bourgade est formée d'une seule large rue, bordée de maisons de bois et d'échoppes basses et ouvertes « à la turque ; » mais déjà on bâtit des maisons en briques à étage, et ce qui fait plaisir à voir, voici une école toute neuve, bon signe pour l'avenir. J'invite le sous-préfet à dîner avec nous à la *mehana*. Elle est bien blanchie à la chaux et tout y est très propre ; mais presque point de meubles. Dans les deux chambres à coucher, rien ; au lieu de lit une plate-forme sur laquelle le voyageur peut arranger ses tapis et ses coussins pour dormir. Sur les murs quelques gravures représentant des saints du rite orthodoxe et un cadre plus grand, où l'on voit le prince Alexandre « knèze de Bulgarie. » Deux lions redressés lui présentent des strophes rimées, et plus bas, deux femmes enchaînées, la Macédoine et la Thrace, implorent son secours, aussi en vers, afin qu'il les délivre du joug ottoman.

C'est dans cette région que les Russes sont restés le plus populaires. Je remarque partout, outre des images de saints venues de Moscou, les portraits des héros de la dernière guerre, l'empereur Alexandre, le prince Nikita, du Montenegro, Skobeléf, Gourko et Kiréef. Rien de plus héroïque que la mort de Kiréef ; elle a été racontée par l'éminent historien anglais Froude, dans la préface qu'il a écrite pour le livre *Russia and England*, de M<sup>me</sup> Olga de Novikof, sœur de ce martyr de la cause slave. Combattant les Turcs à Isvor, Kiréef s'avance à la tête des milices serbes, le drapeau à la main ; une balle lui casse le bras. Il saisit l'étendard de son autre main et continue à s'avancer. Deux balles le jettent à terre, il n'est pas encore tué. Il se relève, crie : « En avant ! » et fait quelques pas jusqu'à ce qu'une nouvelle volée l'achève. Cette mort légendaire, portée aux nues dans tous les journaux russes et surtout dans les églises, où des services solennels furent célébrés, produisit un tel soulèvement de l'opinion, qu'elle fut une des causes qui hâtèrent ou décidèrent l'intervention de la Russie. Je me plais à croire, avec Froude, que si la Serbie ou la Bulgarie ont été défendues par les armes russes et ainsi définitivement affranchies, c'est à Kiréef, ce héros digne des anciens temps, qu'on le doit.

Le sous-préfet est de Sistow ; il a fait la dernière guerre contre les Turcs. Il est enthousiaste de Gourko. — « Si on l'avait

écouté, dit-il, la guerre aurait été terminée presque au début et on n'aurait pas vu la Russie obligée de concentrer toutes ses forces, pour ne réussir à vaincre qu'avec l'aide des Roumains. Il fallait masquer Plewna, au lieu de s'acharner à s'en emparer, soutenir Gourko au-delà du Chipka et marcher bravement sur Andrinople. A Constantinople, on avait perdu la tête. Le sultan se préparait à passer en Asie. Il aurait rappelé en arrière Osman-Pacha, et on aurait ainsi pu terminer la campagne sans verser des flots de sang, et avec un tel prestige, que l'Angleterre n'eût même pas songé à s'opposer à l'affranchissement complet de la péninsule. Maintenant, la besogne est à moitié faite : c'est à recommencer. » Le sous-préfet me parlait en allemand, mais il savait aussi quelques mots de français. Au télégraphe, l'employé me répond en cette langue. En Bulgarie, la plupart des personnes instruites la connaissent suffisamment.

Nous partons vers une heure. — Vous aurez de la chance si vos chevaux vous mènent ce soir à Sophia, me dit le sous-préfet. Un orage récent a mis la route en très mauvais état. — Autour de Tzaribrod, la culture est pauvre ; les paysans sont occupés à biner le maïs, qui forme également ici leur principale nourriture. Quelques champs d'avoine sont empoisonnés de mauvaise herbe. Bientôt nous entrons dans la gorge de Derwent, en suivant le cours d'un torrent qui en occupe tout le fond. Les parois du ravin sont formées, non de rochers à pics, mais de pentes très abruptes et hautes, couvertes de broussailles. Par-ci, par-là, on aperçoit, se découpant sur le ciel bleu, des sommets saupoudrés de neige ; mais pas de sapins, ni de roches perpendiculaires, comme dans l'Oberland suisse. La route a été très mal faite ; elle n'est pas défendue contre les attaques des eaux, qui la minent, de sorte que des parties en ont été enlevées. Nous sommes obligés de nous hasarder dans le cours même du torrent. A un autre endroit, ce qui reste du chemin est si étroit qu'il faut dételer le troisième cheval ; c'est à une montée : les deux autres s'arrêtent, la voiture recule, elle est à un pouce du précipice. Heureusement, le *pissar*, doué d'une force herculéenne, l'arrête en plaçant une grosse pierre sous la roue. Un bon coup de fouet et nous sommes sauvés. Plus loin, un pont, le seul que nous rencontrons, est fait en poutres juxtaposées et recouvertes de terre ; mais l'une d'elles a cédé et un trou béant s'est formé. Ici encore nous passons sans accident. Qu'on veuille bien remarquer que ceci est la grande route qui unit la Serbie à Sophia et à Constantinople. Ce devrait être la voie de communication la plus importante de la péninsule. Toutes les migrations, toutes les expéditions, toutes les armées, toutes les relations postales et administratives n'ont pas eu



d'autre passage. C'est encore à Midhat qu'on doit ce qui existe. Seulement, l'orage a fait tous ces dégâts il y a un mois déjà, et on ne travaille pas à les réparer. Cela ne semble pas indiquer un empressement très grand de la part de la Bulgarie à faciliter les relations avec la Serbie. Il est vrai que récemment encore on se trouvait ici en Turquie, et cela explique tout.

Nous laissons souffler un moment nos chevaux devant un cabaret, la seule demeure humaine que nous rencontrons durant les cinq heures que dure le trajet dans cette gorge sinistre. Nous y entrons pour prendre un petit verre de slivovitz (eau-de-vie de prune). Je crois pénétrer dans une caverne. Sous les pieds, la terre battue est couverte d'os et de débris de toute espèce; la charpente, les poutres et le toit sont noircis par la fumée et la suie que dégorge un poêle en fer sans cheminée et sans issue au dehors. Ni chaise, ni table; quelques escabeaux grossiers; sur les murs en moellons crus, aussi noirs que le reste, pendent des peaux de moutons récemment écorchés; elles répandent une odeur infecte. L'hôte et sa femme sont couverts d'une couche de bistre aussi foncée que leur taudis. Ils vivent ici, dans ce désert farouche, de deux arpens plantés en maïs et du produit d'un petit troupeau de moutons et de porcs qui paissent dans les montagnes voisines. Ce sont aussi des Tzintzares, et l'on prétend qu'ils ont 100,000 francs à eux. On a raison de dire que le Tzintzare est aussi économe que laborieux. Un peu plus loin je ramasse, le long du chemin, une grosse tortue qui va devenir notre compagne de voyage. Je m'étonne de la trouver dans une région aussi élevée, mais le cocher me dit qu'elles ne sont pas rares ici.

Nous arrivons enfin au col du Dragoman. La route abandonne le torrent que nous avons suivi jusque-là et monte en zigzags très raides. La végétation devient plus maigre. Les rochers, nus et couleur de sang, manquent de grandeur. Aucune belle montagne ne profile ses arêtes; l'aspect est désolé et morne. Arrivé au sommet, je m'attends à redescendre la pente opposée; mais point: un vaste plateau se déroule devant nous à perte de vue. Ce n'est pas un pâturage, mais une terre en friche. Cependant, de distance en distance, quelques parties sont emblavées en maïs. Le long de la route, pas une habitation à voir; seulement, très loin, dans le repli d'un relèvement de rochers qui borde la plaine vers le nord, j'aperçois quelques toits de chaume: c'est là que vit cachée la population. Dans cette laide et triste solitude, un objet tout à coup se présente qui rappelle la civilisation sous sa forme la plus charmante: c'est une fontaine en marbre blanc où sont gravés des versets du Coran. Deux petites filles, venues je ne sais d'où,

étaient là, puisant de l'eau dans des vases en poterie grossière, mais de forme élégante. Je m'avance pour boire; mais ces enfans se cachent la figure et fuient épouvantées. Voilà bien le contraste entre l'idéal religieux de l'islamisme et la réalité politique et administrative actuelle. Comme le christianisme, le Coran recommande les œuvres utiles aux hommes. Sans doute, un musulman pieux se sera souvenu qu'il avait manqué d'eau en passant le col du Dragoman et il aura constitué en vakouf quelque bien pour y ériger une fontaine. C'est ainsi que, partout en pays musulman, on rencontre, sous l'ombrage d'arbres magnifiques, ces gracieux monumens qui offrent leur onde bienfaisante aux bêtes et aux gens altérés par la chaleur et aux croyans pour leurs ablutions; mais, en même temps, la terre est abandonnée, la population est invisible, et les femmes fuient à l'approche de l'étranger. Le régime administratif et judiciaire est si détestable qu'il ruine le pays.

Après avoir cheminé pendant une heure encore, au petit trot de nos chevaux fatigués, nous voyons s'ouvrir devant nous une plaine infinie, qui paraît avoir sept ou huit lieues de longueur sur deux à trois de largeur. Elle est plate, nue et couleur d'herbe séchée. On n'y aperçoit ni un arbre ni une habitation, sauf, au milieu, un point d'un blanc éclatant, qui est Sophia. Si ce vaste bassin n'était pas entouré d'un cercle ininterrompu de hauteurs, j'aurais cru me retrouver dans le désert africain. Rarement ce que les géographes appellent un plateau élevé apparaît aussi clairement. Depuis Tzaribrod, nous avons monté, cinq heures durant, pour atteindre le sommet du passage, et voilà cette plaine immense qui est presque au même niveau. Elle semble le fond d'un ancien lac; elle est située au nord des Grands-Balkans, et si l'Isker ne s'y était pas frayé un passage à travers une sorte de fissure, la seule qui perce la chaîne, tout le plateau de Sophia serait encore sous les eaux.

Il est six heures du soir quand nous arrivons à Slivnitza, et il faut encore quatre heures pour atteindre Sophia. Les chevaux et nous-mêmes avons besoin de nous réconforter; mais ils sont plus heureux que nous: l'avoine et le foin ne leur font pas défaut, tandis que nous ne trouvons rien dans l'auberge, tenue comme partout par des Tzintzars. Quelle différence avec les *mehanas* serbes! Nous ne pouvons obtenir que de la polenta de maïs, quelques morceaux de mouton froid, horribles amas de suif couverts de mouches, et un vin exécrable. Heureusement, le Tzintzare jette le filet dans le petit ruisseau qui traverse le village et nous prend une friture de goujons. L'aspect de l'intérieur de l'auberge est presque aussi repoussant que celui de l'affreuse hutte de Derwent. Dans une vaste chambre noircie par la fumée, sur la terre glaise battue qui

sert de pavement, point d'autres meubles que des tables et des bancs de bois; dans un coin, à l'abri d'un grillage, comme un caissier dans une banque, on entrevoit l'aubergiste, et, sur des rayons, des verres à côté de quelques bouteilles de slivovitza et de raki. Dans la chambre commune destinée aux voyageurs qui logent, absolument rien, sauf quelques planches mal jointes, en forme de banc, le long du mur : c'est là qu'on peut s'étendre pour la nuit dans son manteau. Ce n'est que dans les montagnes de la Galice, en Espagne, que je me rappelle avoir rencontré des *posadas* isolées aussi dénuées de tout que l'est ce han de Slivnitza. Si je rapporte ces détails, c'est pour montrer dans quel état l'administration ottomane a laissé la route principale de cette région. Celle qui réunit Sophia au Danube à Lom-Palanka, par Berkovitch, n'est pas plus facile ni mieux pourvue de ce qu'il faut aux voyageurs. Il est vrai qu'ils sont rares : depuis la frontière serbe jusqu'ici, nous n'avons rencontré ni voiture, ni chariot, ni piéton, littéralement personne.

De Slivnitza, la route se dirige vers Sophia, en ligne droite. Quoiqu'elle traverse une plaine parfaitement horizontale, elle est très mal entretenue. Quand déjà, l'obscurité venue, nous apercevons au loin les lumières de la ville, nous sommes arrêtés net : un gros ruisseau qui se creuse un lit dans le sol argileux, entre des berges à pic, a emporté le pont, et nous nous apprêtons à passer la nuit dans notre voiture, quand le cocher découvre un gué, plus bas, dans la prairie. Nous n'arrivons à Sophia qu'à onze heures du soir. Là, après une longue journée de seize heures de voiture, je puis me reposer, en jouissant de tout le confort de l'hospitalité française la plus exquise. M. Queillé avait mis à ma disposition, en attendant son arrivée, sa maison, son domestique et son cheval. Après ce rude passage des Balkans et ces habitations semblables à des antres, se trouver transporté tout à coup dans un intérieur d'artiste, avec des tapis d'Orient à terre et aux murs, des tentures de Perse, des trophées d'armes rares, des aquarelles, des tableaux, des livres, tous les raffinemens de la vie parisienne, c'était vraiment un rêve.

L'indestructible vitalité de la nationalité bulgare s'est révélée surtout dans sa résistance à l'hellénisation. Ceci est un très important chapitre de l'histoire de ces pays-ci. Après la conquête ottomane, l'église bulgare, auparavant autonome, avait perdu son indépendance. Elle resta jusque tout récemment soumise au patriarche grec de Constantinople. Le Phanar exploitait la Bulgarie d'après les mêmes procédés que la Bosnie. La Porte accordait au plus offrant le pontificat suprême de l'église orientale, qui, pour rentrer dans ses avances, vendait les sièges épiscopaux. L'évêque, à son tour,

vendait les paroisses aux papes et les pauvres rayas avaient à rembourser tous les frais de cette échelle descendante de transactions simoniaques. Tous les évêques étaient des phanariotes ignorant et méprisant le dialecte national. Le grec était la langue du culte et le turc celle de l'administration. Dans les écoles, on enseignait en grec ; dans les églises, les offices avaient lieu en grec. Les Bulgares, qui généralement ne savaient pas le grec, étaient ainsi privés de toute culture intellectuelle, et l'on put croire un moment que le pays s'était complètement hellénisé. Le haut clergé était l'ennemi acharné du réveil national. Après que le gouvernement turc eut fait une loi pour obliger les communes à créer des écoles, les évêques phanariotes s'y opposèrent par tous les moyens. On cite, à ce propos, le mot de l'archevêque de Nisch : « Les écoles ne font que des hérétiques. Mieux vaut employer l'argent à bâtir des églises. » On affirme que le métropolitain de l'ancienne capitale, Tirnovo, fit brûler une admirable collection de manuscrits relatifs à l'histoire de la Bulgarie du VII<sup>e</sup> au XVI<sup>e</sup> siècle, qui se trouvait conservée dans le trésor de la cathédrale. Il n'est point pour un peuple de pire destinée que de trouver dans les chefs de sa religion les ennemis de sa nationalité.

A la résurrection de la nationalité et de la langue bulgares se rattache le nom vénéré de l'évêque Sophronius, qui, le premier en ce siècle, se servit dans ses sermons de l'idiome populaire au lieu du grec. Il enseigna en bulgare dans sa ville natale, Kazan, pendant plus de vingt ans et fit naître ainsi l'idée de la patrie bulgare. Parmi les patriotes qui ont donné le branle au mouvement littéraire et national, on cite encore Pierre Béron, qui a publié des livres très utiles pour l'enseignement et est mort à Paris en 1871, et Rakowski, poète et historien, à qui l'on doit un poème sur les haïdouks et des études sur les anciens tzars bulgares.

Les événemens de 1830, en éveillant les aspirations populaires, fortifièrent la résistance à l'hellénisation. En 1835, s'ouvrit la première école où l'on enseigna en bulgare. Après la guerre de Crimée, les écoles bulgares se multiplièrent. On alla jusqu'à demander au patriarche de ne plus nommer que des évêques parlant la langue nationale et, en outre, d'admettre dans le synode supérieur quelques évêques bulgares. Ces demandes si justes ne furent pas agréées. Un refus aussi peu explicable provoqua une indignation profonde. Les évêques phanariotes furent chassés de leur diocèses par leurs ouailles ; c'était une insurrection sur le terrain ecclésiastique. Le gouvernement turc, sous l'inspiration d'Ali-Pacha, favorisait alors le mouvement bulgare. Il voulait diminuer l'influence du patriarcat, qui, fort des droits obtenus jadis, à l'époque de la

conquête ottomane, et appuyé sur la Russie, se montrait souvent disposé à résister au grand-visir. Il désirait aussi affaiblir l'élément hellénique, en qui il voyait l'adversaire irréconciliable et le successeur probable de la puissance musulmane.

La lutte dura quinze années. Les Bulgares y déployèrent une persistance et une habileté diplomatique remarquables ; un moment même, ils se tournèrent vers Rome, qui espéra les voir accepter la situation mixte des grecs unis. Enfin, en 1872, le sultan reconnut par un firman impérial l'autonomie de l'église nationale, sous le nom d'exarchat bulgare. Ce firman soumet à l'autorité religieuse de l'exarque qui réside à Constantinople et obtient son investiture du sultan, toutes les éparchies (évêchés) dont la population est entièrement bulgare. Celles des vilajets d'Andrinople et de Macédoine où, d'après le recensement à faire, les deux tiers des habitans se trouveront être des Bulgares ont le droit de se mettre sous la juridiction de l'exarchat bulgare. Peu de temps avant la dernière guerre, les deux éparchies de Velese (Keupruli) et d'Ochrida se soumirent ainsi à l'exarque bulgare ; mais il reste encore neuf éparchies où domine l'élément bulgare qui réclament en vain d'être réunies à leur église nationale. Aujourd'hui, dans cette question, le gouvernement turc a complètement changé de politique. Il s'est retourné contre les Bulgares et il appuie le Phanar. Récemment il avait nommé deux évêques bulgares pour la Macédoine ; mais il s'est laissé intimider par les violentes attaques de l'église grecque, et, jusqu'à ce jour, il n'a pas accordé l'investiture aux prélats qu'il avait désignés. Le traité de Berlin garantit aux chrétiens de l'empire ottoman la liberté de conscience et celle des cultes ; il donne, par conséquent, aux Bulgares de la Macédoine le droit de se rattacher à l'église de leur choix. Malgré cette disposition récente, et, malgré le firman de 1872, qui renferme un engagement formel de la Porte, on maintient ces malheureux sous le joug des évêques grecs, ligués contre eux avec les Turcs. On ferme les écoles et les églises qu'ils construisent de leurs deniers ; on emprisonne, on exile leurs popes, leurs maîtres d'écoles surtout. Tous les moyens de culture morale et intellectuelle leur sont refusés. N'y aura-t-il donc aucune puissance qui réclamera en ceci l'exécution du traité de Berlin, qu'on invoque sans cesse pour mettre obstacle à la réalisation des vœux des populations ?

Le clergé bulgare n'a guère d'influence sur le peuple et il s'occupe peu de politique. Il est ignorant, parce que les évêques grecs ne désiraient nullement qu'il s'instruisît. Il vit d'une minime rétribution qu'il reçoit de l'état et de ce qu'il touche pour les services religieux. Les paysans ne se font pas plus qu'en Serbie un devoir

d'aller régulièrement à la messe, et cependant ils sont très attachés à leurs popes et à leurs moines, parce que ceux-ci représentent la nationalité.

Sophia a été, du temps des Romains, sous le nom de Serdica, une ville peuplée et importante. Constantin, avant qu'il se fût fixé à Byzance, disait : « Ma Rome est Serdica. » On voit encore vers le sud, sur la route de Berkovitsa, les traces de ses anciens murs. Au moyen âge, elle partageait avec Tirnovo et Preslaw l'honneur d'être la capitale du pays. Aujourd'hui c'est une ville de 20,000 habitans et de 2,968 maisons. La vieille ville a l'aspect d'une cité turque : rues étroites et tortueuses, bordées d'échoppes ouvertes et de pauvres maisons en bois ; les seuls monumens non récents sont huit ou neuf mosquées, dont une est très belle et imposante, et un grand établissement de bains, où jaillit en abondance une eau fort chaude, dans un vaste bassin en marbre blanc. Plus de 5,000 Turcs ont émigré ; leurs maisons sont tombées en ruine ou ont été achetées et démolies, et ainsi a pu surgir, vers l'est de la ville, tout un quartier nouveau, avec de larges rues disposées en damier. C'est là que s'élève le palais du prince, construction imposante qui a coûté, dit-on, plus de 4 millions de francs ; en face, un magnifique hôtel, imitation de ceux du Ring à Vienne, avec restaurant, café à dorure et boutiques à grandes glaces ; plus loin, de magnifiques hôtels ou plutôt des palais pour les consulats d'Angleterre, de Russie, d'Autriche, d'Italie et d'Allemagne. Près de là s'élèvent de grands bâtimens tout blancs : ce sont les ministères, l'école militaire créée par les Russes, le casino des officiers, et dans des jardins un assez grand nombre de jolies villas, avec un rez-de-chaussée sans étage, comme la maison romaine. Ceci est très commode, mais prend beaucoup de place. Voici la distribution de la maison de M. Queillé, où je suis logé : sur un vestibule central s'ouvrent, à droite, la salle à manger et le salon, en face, le cabinet de travail et la principale chambre à coucher ; à gauche, encore trois chambres à loger ; en arrière, un petit corps de logis contenant la cuisine et la dépendance. Beaucoup de caves, mais pas de grenier ; car le toit recouvert de tôle peinte, comme en Russie, est très plat. Cette maison peut valoir 30,000 francs. Le terrain se vend déjà ici 40 à 50 francs le mètre, près du grand marché, ailleurs 14 à 15 francs. Les constructions se font en moellons qui viennent des environs et qui disparaissent sous un stucage en ciment élégant et soigné. Le bois de construction coûte très cher, car il est amené ici par charrettes à buffles d'une distance de quatre à cinq journées.

Je ne connais pas de ville aussi malheureusement située que So-

phia. De toutes parts s'étend, à perte de vue, l'immense plaine déserte, sauf vers le sud, où s'élève l'imposant massif granitique du Vitosch, dont le sommet, à l'altitude de 2,330 mètres, conserve de la neige une partie de l'année. Mais cette montagne, assez imposante de ligne, est complètement dénudée. Les arbres y ont été coupés et les chèvres n'y laissent repousser que des broussailles. On vient de faire contre elles un règlement sévère qui permettra aux chênes et aux hêtres de repousser. La seule promenade est celle de Bali-Effendi, où, à côté d'un ruisseau et de quelques saules, se trouvent un bon restaurant et des cafés. On y arrive par une route poussiéreuse, sans ombre, où les chevaux et les voitures soulèvent une poussière si épaisse qu'on en est aveuglé. La steppe commence au sortir de la ville, sans transition. Aux alentours, les arbres font complètement défaut. Chez le consul d'Angleterre, on discute longuement la question de savoir s'il y en a trois ou quatre. Les Turcs les ont coupés, comme en Bosnie, pour éviter les surprises. Dans la plaine, grande comme dix fois la campagne romaine et bien plus déserte et mélancolique, il y a, paraît-il, des villages cachés dans les plis des terrains. Invisibles à distance, ils sont habités par la tribu des Chops, qui descendent, croit-on, des Petchènegues vaincus, que les Byzantins ont établis ici au XI<sup>e</sup> siècle. Le climat est très rude sur ce plateau situé à 545 mètres au-dessus du niveau de la mer. L'hiver, la bise vous gèle et, l'été, le soleil vous grille. Souvent aussi le sol est ébranlé par les tremblemens de terre. Celui de 1858 a renversé un grand nombre de maisons et fait jaillir des sources thermales. Et le pire est que, quand on veut s'en aller, il faut deux jours d'un voyage fatigant et d'une durée incertaine, pour regagner soit le Danube au nord, soit le chemin de fer ottoman à Tatar-Bazardjik. Le siège du gouvernement aurait dû être Tirnovo, qui se trouve dans une ravissante vallée descendant des Balkans et qui est la capitale historique. Sophia, placée à l'extrémité sud-est du pays, est si éloignée de tout, que certains députés n'y arrivent qu'après cinq ou six jours de voyage. On attribue le choix de cette ville à deux motifs principaux. Premièrement, elle est assise sur la grande ligne stratégique et sur le chemin de fer qui réunira l'Occident à Constantinople. En second lieu, située sur le versant sud des Grands-Balkans, elle est plus rapprochée que Tirnovo de la Roumélie et de la Macédoine, dont elle doit un jour devenir la capitale. Cette dernière considération rentrerait dans celles qui ont dicté le traité de San-Stefano.

La première chose à faire pour rendre le séjour de Sophia plus agréable serait de créer près de la ville un grand parc comme celui

de Topchidéré, près de Belgrade, et, dans toute la plaine, des massifs boisés. Rien de plus facile, car beaucoup de terres appartiennent à la ville et à l'état. Si le prince Alexandre aimait les arbres autant que le roi de Roumanie, comme il pourrait transformer les tristes alentours de sa capitale ! Il est plus urgent de planter des arbres que de construire des palais.

La Bulgarie possède-t-elle du charbon ? De ceci dépend son avenir industriel, car aujourd'hui la grande industrie est impossible là où manque le précieux combustible. J'obtiens à ce sujet les renseignemens les plus précis ; car je rencontre ici un de nos jeunes ingénieurs sortis de l'école spéciale de Liège, M. Thonard, qui a été nommé récemment directeur-général des mines de la Bulgarie. Il m'apprend qu'on a trouvé du charbon de différens côtés. D'abord sur le penchant septentrional des Balkans, près de Travna, se rencontre une formation qui paraît s'étendre jusqu'aux environs de Gabrovo et d'Élena. Puis au sud des Balkans, près de Slivno et au nord-ouest de Kezanlik, on a reconnu des couches qui pourraient bien appartenir au même bassin que celles du nord, dont elles auraient été séparées par le relèvement de la chaîne balkanique. Les trois couches de Travna ont été mises en exploitation par les Turcs, avant la dernière guerre, et le charbon est de bonne qualité ; mais les transports étaient trop coûteux : ils se faisaient jusqu'à Tirnovo et même jusqu'à Sistow, sur le Danube, par charrettes à bœufs et pour le tiers de la route, soit 50 kilomètres, à dos de cheval. Impossible de continuer ainsi : l'exploitation a été abandonnée. La présence de la houille a été aussi constatée près de Trojan et de Belagradtchik. Au sud-ouest, à 28 kilomètres seulement de Sophia, un dépôt de lignite tertiaire de très bonne qualité s'étend sur 90 kilomètres carrés. Ce bassin houiller de Tcherkova est une vraie bonne fortune pour la capitale, car le bois y est excessivement cher et il le devient chaque année davantage. Le charbon coûte à Sophia 24 francs la tonne ; on n'en extrait encore que 16,000 tonnes par an. Le transport par charrettes coûte cher. Pour l'amener, il faudrait construire un petit chemin de fer à voie étroite. Il est probable qu'il sera exécuté par M. Grosef, entrepreneur bulgare, à qui le gouvernement vient de concéder l'exploitation de ces houillères pour quinze ans.

Le minerai de fer se rencontre en différentes parties des Balkans, mais dans des lieux où il est actuellement impossible d'en tirer parti. Les forges de Samakof produisent du fer supérieur même à celui de la Suède. Le minerai se présente sous une forme très spéciale. La syénite, dont est formé le mont Vitosch, renferme de petites particules de fer titané. Les pluies, et surtout la fonte des



neiges, entraînent dans les vallées des alluvions où ces sables ferrugineux se déposent en mince couche noirâtre qu'on recueille par des lavages. Ils contiennent 60 à 70 pour 100 de fer magnétique. On les traite dans des fours catalans. Quand le Vitosch a eu beaucoup de neige, les dépôts sont plus abondans. En Suède, j'ai vu des lacs d'où on extrayait des dépôts ferrugineux de première qualité et du même genre. Les forges de Samakof obtiennent leur force motrice des eaux de l'Isker. Elles envoyaient leurs produits, employés surtout à faire des armes, dans toute la Turquie et jusqu'en Asie-Mineure. Leur production annuelle est encore d'environ 2,000 tonnes; mais elle décroît parce que le fer anglais, bien meilleur marché, enlève leurs débouchés. L'exploitation des minerais de plomb argentifère deviendra une source de richesse quand les routes seront faites, car on en trouve de différens côtés dans les environs d'Elena et de Kustendil, dans les Balkans de Trojan et d'Étropole, et surtout près de Tschiprovitza, où des mineurs saxons ont jadis exécuté des travaux dont on reconnaît encore les traces; mais les exigences des Turcs les ont mis en fuite.

— Je porte au ministre d'Angleterre, M. Lascelles, la lettre que lord Edmond Fitz-Maurice du *foreign office* m'avait donnée pour lui. On m'introduit dans son cabinet de travail. Au moment où il entre, il me trouve examinant avec la plus vive attention une grande carte de la péninsule, où sont indiquées en couleur rouge très visible les limites de la Bulgarie créée par le traité de San-Stefano, et en couleur bleue moins apparente, les frontières fixées par le traité de Berlin : « Mes collègues prétendent, dit M. Lascelles, que je devrais enlever cette carte, parce qu'elle suggère des idées dangereuses et révolutionnaires. — Non, répondis-je, des idées justes qu'un prochain avenir réalisera; mais en même temps, permettez-moi de l'ajouter, de profonds regrets du mal qu'a fait votre cabinet tory en annihilant les conditions obtenues par la Russie à San-Stefano. »

Le fait est que tout ce que je vois, tout ce que j'apprends ici me porte à maudire l'œuvre de lord Beaconsfield au traité de Berlin. Et dire que l'Angleterre l'a applaudie quand il est revenu, après avoir accompli ce crime de lèse-justice et de lèse-humanité! En coupant la Bulgarie en deux tronçons séparés : la principauté et la Roumélie, et en remettant la Macédoine sous le joug des Turcs, il a non-seulement sacrifié les populations chrétiennes à ce qu'il croyait être, très à tort, l'intérêt de l'Angleterre, mais il a fait une chose inintelligente, car il a préparé un champ toujours ouvert à l'influence russe qu'il voulait éliminer, et il a fait naître ainsi des causes de complications et de conflits pour l'avenir. En constituant la grande Bulgarie de San-Stefano, la Russie avait apporté à la question

d'Orient une solution presque définitive et à laquelle les amis de l'humanité devaient applaudir. Presque toutes les populations de langue bulgare se trouvaient réunies et affranchies. Elles constituaient un état d'environ 5 millions d'habitans, assez fort pour se développer et même pour se défendre, et, en tous cas, n'ayant plus à appeler le secours de l'étranger pour atteindre son idéal. C'était là un résultat considérable.

On a objecté que cette grande Bulgarie aurait absorbé un certain nombre de villages mixtes, ce qui aurait sacrifié l'élément grec. Si cette difficulté n'a pas empêché de faire de la Roumélie un état semi-indépendant, elle ne peut pas être invoquée contre l'affranchissement de la Macédoine, où le nombre des Grecs n'est pas relativement plus considérable. Dans des contrées où les races sont si mêlées, il faut nécessairement prendre pour base des limites géographiques celles de la race qui y est en grande majorité. Quant aux minorités, si on les laisse libres de conserver leur langue et leur culte et si, d'ailleurs, elles jouissent du droit commun, elles n'ont point lieu de se plaindre. Le morcellement de la Bulgarie a créé une cause d'agitation permanente qui ira s'irritant sans cesse. On l'a vu l'été dernier (1884), lors du pétitionnement universel en faveur de l'union de la Roumélie à la principauté, et, récemment, quand cette union a été proclamée d'enthousiasme par la population tout entière.

La situation actuelle des chrétiens de la Macédoine est bien plus affreuse que jadis, parce que les Ottomans comprennent que le seul moyen d'empêcher l'émancipation des rayas est de les écraser complètement. Et c'est ce qu'ils font, loin des yeux de l'Europe, car l'Angleterre y a même supprimé les deux vice-consulats qu'elle y entretenait précédemment. Elle ne veut pas voir les tristes conséquences de l'œuvre de Beaconsfield. Heureusement, les voyageurs parlent, et ici, à Sophia, et à Philipopoli, arrive l'écho des plaintes des victimes. En traçant d'après les « livres bleus » anglais, le tableau de tout ce qu'avaient à souffrir les chrétiens dans les provinces de la Turquie, Saint-Marc Girardin n'a pas peu contribué à faire naître en Europe les sentimens de sympathie pour ces infortunées populations, qui ont abouti à l'émancipation de la Bosnie, de la Servie, de la Bulgarie et de la Roumélie. Aujourd'hui, il faudrait venir en aide de la même façon aux rayas sacrifiés par l'Angleterre dans le traité de Berlin. Leur situation est désolante : rien ne peut donner une idée de ce qu'ils ont à souffrir de la part des Arnauts et de la soldatesque turque. Voici ce que dit à ce sujet un tory, un ami de lord Beaconsfield et de lord Salisbury, le marquis de Bath, dans un livre publié récemment, après un voyage

dans la péninsule : « La Macédoine offre en ce moment l'exemple de la condition d'une province soumise au joug de la Turquie. L'anarchie règne partout : le gouvernement est sans autorité, ou bien il refuse de faire usage de celle qu'il possède. Il n'y a nulle part ni ordre, ni sécurité, ni pour les personnes, ni pour les propriétés. Là où passe un chemin de fer, on risque d'être assassiné à deux cents pas des gares. Hors des portes des villes, la vie est en danger. Les marchands n'osent voyager qu'avec une forte escorte, et, souvent, ils sont enlevés, rançonnés ou égorgés malgré l'escorte ou avec sa complicité. Chaque jour, quelque raya est assassiné par les beys albanais ou turcs, qui outragent les femmes, pillent les villages ou lèvent sur eux de fortes rançons, et il n'y a moyen d'obtenir des autorités turques ni protection, ni répression. Et tout cela se passe sous les yeux des Bulgares affranchis et frémissant d'indignation. » (*On Bulgarian Affairs*, p. 80.) M. Arthur Evans, qui, récemment, vient de visiter la Macédoine, trace de cet infortuné pays un tableau tout aussi affligeant et peint sur le vif.

La publicité est le seul moyen de porter remède à une situation plus cruelle que nulle autre en ce monde. Aussi les patriotes de Sophia ont-ils eu raison de fonder un journal, *la Voix de la Macédoine*, où est publié en français le récit de tous les crimes commis en Macédoine, ainsi que l'a fait, avec tant de courage, M. Arthur Evans dans les journaux anglais. En envoyant cette feuille aux députés et aux ministres des grandes puissances, on finira par créer dans l'opinion publique un tel sentiment d'indignation, que le gouvernement turc se rappellera les obligations que le traité de Berlin lui a imposées, ou que l'Europe, enfin remuée, interviendra comme en 1828 et en 1876.

— D'après le dernier recensement, dont j'ai vu les élémens classés avec soin par M. Sarafof, la Bulgarie comptait, en 1881, 349,905 ménages établis dans 339,870 maisons, chacun ayant donc la sienne ; 1,016,730 hommes et seulement 975,253 femmes, total : 1,998,983. Les chiffres suivans, relatifs à la production et à l'exportation, donnent une idée de la richesse du pays. Production : froment 800,000 tonnes ; maïs 150,000 ; orge 375,000 ; seigle 185,000 ; avoine 225,000. Le nombre des têtes de gros bétail est de 489,115. L'exportation de céréales diverses s'élève, année moyenne, à plus de 200,000 tonnes, dont 78,684 expédiées par les ports du Danube, Routschouk, Nicopoli, Sistow, Rahowa, Lom-Palanka et Widdin, et le reste par le port de Varna sur la Mer-Noire. Les transports, à défaut de chemins de fer, doivent se faire par charrette, et comme on paie de 1 à 2 francs par tonne-kilomètre, les marchandises pondéreuses ne peuvent être profita-

blement amenées jusqu'au point d'embarquement; aussi à l'intérieur les prix restent-ils très bas. On récolte du vin surtout dans les environs de Varna et de Kustendil; mais il est si mal fait qu'il ne supporte pas le transport; quand il arrive à Marseille, il est aigri.

Par suite de l'émigration considérable de musulmans qui partent pour ne pas obéir dans l'armée à des chrétiens, la population a beaucoup diminué dans les villes. Celle de Widdin, qui est maintenant de 13,602 âmes, était, dit-on, avant la dernière guerre de 30,000. On prétend que 200,000 musulmans ont émigré. Qu'on ne s'en plaigne pas et qu'on les laisse partir. Leurs maisons et leurs biens se vendent à vil prix: grand avantage pour qui les achète. Un élément de discord se trouve ainsi éliminé pour l'avenir. Le pays n'a pas trop souffert de leur départ, car le commerce a notablement augmenté: de 52,230,654 francs en 1879; il s'est élevé à 90,279,000 francs en 1882. En si peu d'années il a presque doublé. Comme en Serbie, le principal trafic se fait avec l'Autriche, puis vient l'Angleterre, et en troisième ligne la Roumanie. Les relations avec la France sont presque nulles. Les importations françaises en Bulgarie ont été seulement de 3,019,800 francs en 1881.

La Russie s'efforce de faire rentrer la Serbie dans la sphère de son commerce. Elle vise à la construction d'un chemin de fer qui irait des bouches du Danube à Sophia, en traversant diagonalement tout le pays. En octobre 1882, elle a accordé au prince Gagarine un subside annuel de 1,200,000 roubles pour l'aider à maintenir la navigation à vapeur entre Odessa et les échelles du Danube, mais le succès est douteux. L'industrie russe, ultra-protégée, ne peut lutter contre l'Occident, et, en outre, les conditions économiques de la Russie et de la Bulgarie sont trop semblables pour que beaucoup d'échanges puissent se faire.

Malgré les efforts du délégué français, M. Queillé, qui apporte dans l'exécution de sa mission un dévouement absolu au pays et une expérience consommée, acquise dans l'inspection des finances en France et en Algérie, la réforme du système d'impôts est loin d'être achevée. On en est toujours au régime turc, sauf que la dîme en nature a été convertie en un impôt fixe, réglé d'après la moyenne de la taxe perçue durant les trois dernières années. Il n'y a point, comme chez nous, de receveurs et de contrôleurs pour les contributions. Les villages paient collectivement à l'état l'impôt qui est perçu par le maire (*kmète*), sans quittance régulière, après qu'il a été réparti entre les habitans. De là beaucoup d'inégalités et d'irrégularités. On m'affirme que, par exemple, le district de Widdin est parvenu à dissimuler la moitié de son revenu imposable. L'impôt foncier, le *verghi* turc, comprend 4 par

1,000 sur la valeur des immeubles et 3 pour 100 sur leur valeur locative; il y a en outre un impôt de 3 pour 100 sur le revenu, une taxe sur le bétail, sur les tabacs, sur les boissons. Le revenu total est de 35 millions de francs, dont la moitié provient des impôts fonciers et de la taxe sur le bétail. Les douanes rapportent 5 millions, le tabac 2 millions. Quant aux dépenses, le budget de la guerre prend 11 millions, et la gendarmerie, qui dépend du ministre de la guerre, 2 millions, la liste civile du prince 600,000 fr., la chambre 300,000 francs: ses membres reçoivent une indemnité de séjour pendant les sessions et des frais de déplacement. Plus de 2 millions sont accordés au ministère de l'instruction publique, le seizième du revenu total; c'est bien pour un commencement.

Un point noir pour les finances de la Bulgarie, c'est l'obligation que le traité de Berlin lui impose de reprendre le chemin de fer de Rouchouk-Varna, très utile à l'Europe pour les communications avec Constantinople, mais parfaitement inutile aux Bulgares. On exige 50 millions de cette ligne, qui n'en vaut pas 20 et qui sera entièrement délaissée quand la ligne Belgrade-Sophia-Sarembej sera achevée. On s'étonne de voir l'Angleterre appuyer d'iniques exigences. La Bulgarie a adopté, comme la Serbie, la Grèce, la Roumanie et la Finlande, le système monétaire français; seulement le franc s'appelle ici *leff*. Une banque nationale a été fondée sur le modèle de celle qui existe en Belgique. Elle a le droit d'émettre des billets de banque, de faire l'escompte et même, sous certaines conditions, de faire des avances. Elle est dirigée par l'un des hommes les plus distingués de sa nationalité, M. Guéchof, ancien ministre des finances en Roumélie. D'après ce qu'il m'apprend, la banque fait encore peu d'affaires, faute de « matière escomptable. » Une cour des comptes a été établie, mais elle se borne à faire le relevé des dépenses effectuées. Pour empêcher le renouvellement des graves abus commis récemment, il faudrait qu'elle fût complètement indépendante, ses membres étant inamovibles, et qu'elle fut investie du droit d'examen préalable de tous les mandats, dont aucun ne serait payable que revêtu de son approbation (1).

Comme en Serbie, les conditions sociales en Bulgarie sont aussi bonnes qu'on les peut désirer. Point de grande propriété, point d'aris-

(1) Ce qui prouve la nécessité de ce système de contrôle, ce sont les faits qu'a révélés l'enquête ordonnée par la chambre (1885) sur les abus commis sous le ministère du coup d'état. On voit que, 2,553,556 francs n'étant pas suffisants pour la construction et l'ameublement du palais, 200,000 francs ont été dépensés en plus, sur un ukase du prince, sans vote de l'assemblée! 200,000 francs pour les voyages princiers et des supplémens de traitement ont été pris au trésor ou à la banque nationale, toujours sans le vote préalable ou postérieur de la chambre, ce qui était contraire à la constitution, même telle qu'elle était modifiée par le coup d'état.

tocratie, aucune hostilité de classe. Presque partout les cultivateurs possèdent la terre qu'ils font valoir et qui suffit à leurs besoins. Le bail à ferme est inconnu. Dans quelques districts le métayage existe, mais il est devenu rare aujourd'hui, parce que les begs turcs, ayant émigré en grand nombre, ont vendu leurs terres à vil prix aux paysans. Au sud-ouest du pays, du côté du Rhodope, le régime féodal turc avait survécu. Le territoire des villages appartenait aux begs. Les paysans leur donnaient pour les fêtes du Bairam une certaine quantité de blé, de beurre, de fromage et de bois, et en outre ils étaient tenus à exécuter des travaux de culture sur les terres des tchifliks (fermes). A la mort du père de famille, le beg avait le droit de réclamer certaines prestations en nature, à titre d'impôt de succession, ce qui équivalait au droit du *meilleur chastel*, général en Occident au moyen âge. Cet état de choses ne date, m'affirme-t-on, que du commencement de ce siècle. Les begs musulmans des districts de Vrania et de Kustendil, qui étaient allés combattre les Serbes et Karageorge, exaspérés d'être repoussés, s'en prirent aux rayas et leur enlevèrent la propriété du sol, en les y laissant à l'état de tenanciers corvéables.

Les Bulgares ont au plus haut degré la qualité qui assure la prospérité des nations : ils sont d'admirables travailleurs, infatigables, intelligents, économes. Ils sont bons agriculteurs, bons charpentiers, bons maçons. Comme je l'ai déjà dit, ce sont eux qui, dans toute la péninsule et même le long du Danube, depuis Semlin jusqu'à Bucharest et Braïla, cultivent les légumes, aux environs des villes. Trente mille d'entre eux vont, chaque année, aider à faire la récolte en Serbie et en Roumanie, et on les y rencontre aussi en grand nombre, maçonnant et préparant charpente et menuiserie. Dans les plaines, partout où passaient les soldats turcs, la culture est encore primitive. Avec une charrue informe, attelée de quatre ou six bœufs, la terre est déchirée plutôt que labourée ; elle donne une récolte de blé, puis une ou deux de maïs, et après elle reste en jachère, à l'état vague, parcourue par le bétail. C'est cette mauvaise agriculture entrevue par M. de Blowitz, voyageant en train-éclair, entre Rouchouk et Varna, qui lui a fait émettre un jugement si sévère sur tout ce qui se fait en Bulgarie. Il ignorait probablement que c'est dans cette partie du pays que domine l'élément musulman, pour lequel il réserve toutes ses sympathies. S'il avait, comme M. Kanitz, parcouru la région des collines et surtout les vallées aux abords des Balkans, loin des grandes routes, il aurait trouvé des bourgs prospères, de charmans villages cachés parmi des arbres fruitiers, des champs bien exploités, des vignes, des mûriers, des cultures industrielles, tabac, lin, chanvre.

Toujours prêt au travail, le Bulgare saura aussi créer le second agent de la production, le capital, car il est très âpre au gain et très économe. Dans la plupart des villes, on trouve des marchands qui habitent des maisons confortables et qui ont épargné de petites fortunes. Ils entendent le commerce et entrent volontiers en relation avec les pays étrangers. Ils visitent régulièrement les places commerciales de l'Occident pour y faire leurs achats.

Le Bulgare diffère beaucoup du Serbe. Celui-ci est plus vif, plus ouvert, plus dépensier, plus éloquent, plus chevaleresque, plus poète, mais moins laborieux et moins persistant. Le Bulgare est froid, concentré, réfléchi, même taciturne ; il marche lentement et sûrement vers son but. Le Serbe ressemble au Polonais, le Bulgare au Tchèque ou au Saxon. Le premier contribuera plus au développement littéraire ; le second, au progrès économique. On m'affirme que la moralité est grande. Rares sont les jeunes filles et plus rares encore les femmes mariées qui se conduisent mal. Les cafés-concerts ornés de beautés complaisantes, que Midhat-Pacha avait fait ouvrir dans les villes du Danube, pour y apporter la civilisation occidentale, et ceux qu'on a essayé de naturaliser à Sophia, n'ont pas réussi. Les hommes sont occupés et ils passent volontiers les soirées au foyer de la famille. Au total, race solide, forte, prolifique, morale, qui fournira d'excellens matériaux pour une société libre et prospère. La plupart des voyageurs, même les Anglais, en font grand éloge. Je citerai, outre lord Bath, sir George Campbell, Forster, l'ancien ministre de l'instruction publique, et même, dans ses écrits réunis par sa femme, lord Stratford de Redcliffe, un juge non suspect. Dans les derniers jours de la guerre russo-turque, les légions bulgares, nouvellement organisées, montrèrent le plus grand courage. A Eski-Zagra, sur 1,800 volontaires engagés dans le combat, 800 furent tués ou blessés. A Chipka, la légion bulgare Depreradovitch se battit admirablement.

— En allant en voiture visiter les abords du Vitosch, je vois exercer les jeunes recrues sur la plaine des manœuvres. Ils sont habillés de toile grise, avec la coiffure nationale en peau de mouton, le kalpak, et portent le sabre en bandoulière. Ils sont commandés en russe par des officiers russes. Ceux-ci viennent de donner leur démission. Un capitaine me dit que les Bulgares forment d'excellens soldats, sobres, obéissans, durs à la fatigue. Je les vois manœuvrer avec une correction irréprochable. D'après le dernier recensement qu'on m'a remis et qui est rédigé en bulgare et en français, l'armée active compte 16,625 hommes sur une population totale de 1,998,983. Mais, comme d'après la constitution, tout Bulgare est soumis au régime militaire, il sera facile de créer des réserves, dans la mesure où

le budget le permettra. Actuellement la principauté pourrait appeler, dit-on, 60,000 hommes sous les drapeaux en cas de guerre, non compris les volontaires.

On a dit que, pour Napoléon III, la liberté était un article d'exportation. Ceci a été bien plus vrai pour la Russie, quand elle a doté la Bulgarie de l'une des constitutions les plus libres et les plus démocratiques qu'il y ait en Europe. C'est à peu près la constitution belge, mais avec le suffrage universel et sans seconde chambre. Les libertés les plus larges sont garanties. La presse est libre sans cautionnement ni censure. Droit de réunion sans arme et droit d'association. Les tribunaux seuls prononcent des peines, même en matière de presse, et jugent les contestations civiles. Plus de confiscation. La propriété et le secret des lettres sont inviolables. Toute loi, tout impôt doivent être votés par l'assemblée nationale. L'enseignement est obligatoire et gratuit. L'assemblée nationale se compose de représentans élus au suffrage direct pour trois années, dans la proportion d'un député par 10,000 habitans. Tout citoyen est électeur à l'âge de vingt ans et éligible à trente ans, s'il sait lire et écrire. L'assemblée a le droit d'initiative et d'amendement. Le budget doit être présenté et voté chaque année. La session ordinaire dure du 15 octobre au 15 décembre, mais elle peut être prolongée avec le consentement du prince et de l'assemblée. La constitution ne peut être modifiée que du consentement de la grande assemblée nationale, composée d'un nombre double de députés et à la majorité des deux tiers des voix des membres présens. Le prince a les droits habituels d'un souverain constitutionnel : il ne peut agir que par l'intermédiaire des ministres responsables qu'il nomme, qu'il révoque et qui ont le droit et le devoir d'assister aux séances de l'assemblée. Comment la Russie a-t-elle fait voter à Tirnovo, en 1879, une constitution donnant aux Bulgares tant de droits dont aucun n'est accordé aux Russes, ce qui est certes très peu flatteur pour ceux-ci ? On peut y voir la preuve d'un grand désintéressement, car la Bulgarie sera peu disposée à échanger ses libertés pour le régime despotique qui règne dans l'empire moscovite. D'autres, les malveillans, supposeront qu'elle a voulu, en partant, laisser à la nouvelle principauté une boîte de Pandore, d'où devaient sortir tant de maux qu'elle serait bientôt rappelée pour y porter remède.

Et c'est bien en effet ce qui a failli arriver. Mais par la faute de qui, de la constitution, du prince ou de ses sujets ? Les premières élections amenèrent, à deux reprises, une majorité libérale et démocratique. Celle-ci, quoi qu'on ait dit, ne se montra nullement ingouvernable ; mais elle était défiante, portée à l'économie et nulle-



ment à la dévotion du pouvoir. Cela déplut au prince, mieux préparé à commander un régiment qu'à se plier au rôle difficile et délicat d'un souverain constitutionnel. On lui persuada qu'il était impossible de gouverner avec des institutions aussi républicaines. L'Autriche, prétend-on, lui conseilla un coup d'état et la suspension de la constitution. Quand je me trouvai à Sophia, cet essai de gouvernement personnel continuait. Les élections s'étaient faites *manu militari*. Les chefs du parti libéral modéré étaient exilés, et le principal d'entre eux, Zankof, interné. Les généraux russes Kaulbars et Sobolef étaient les maîtres. Quoique non naturalisés, ils entraient à la chambre, qu'ils faisaient marcher haut la main. Trois partis s'étaient formés : les conservateurs, les libéraux et les radicaux. Les conservateurs soutinrent d'abord le prince et le régime despotique; mais bientôt ils se lassèrent d'être menés, comme des conscrits, par les généraux étrangers, dont l'administration autoritaire et peu capable provoquait un mécontentement universel. Ils tendirent la main aux libéraux : l'entente s'établit entre les chefs des deux partis, Zankof et Natchovitch, et, d'un commun accord, ils demandèrent au prince le retour à la constitution de Tirnovo. Alexandre céda et un ministère libéral se forma renfermant des hommes de grand mérite : Zankof, Balabanof, Sarafof, Pomianof. Tout récemment, il a dû se retirer pour faire place à un ministère radical, sous la présidence de M. Karavelof. Cet homme d'état a fait preuve d'une grande habileté, car il semble inspirer toute confiance au prince, en même temps qu'au peuple. Si l'on veut connaître l'histoire parlementaire de la Bulgarie depuis la proclamation de la constitution de Tirnovo, il faut lire l'ouvrage d'un écrivain bulgare, M. Drandar, intitulé *le Prince Alexandre de Battenberg; cinq ans de règne*. Ce livre est à la fois amusant et instructif. Il prouve que, comme on l'a vu en Belgique, un souverain ne peut se maintenir sous un régime démocratique qu'en s'inspirant toujours de la volonté de la nation, mais à ce prix il acquerra popularité et autorité.

Il est très probable que le régime constitutionnel démocratique établi en Bulgarie finira par y fonctionner régulièrement, mais à deux conditions : premièrement que le prince renonce définitivement au gouvernement personnel et qu'il accepte les ministres que lui indique la majorité; en second lieu, qu'on respecte l'antique autonomie communale et qu'une centralisation excessive n'impose pas une trop difficile besogne au parlement. Quand le roi Léopold arriva en Belgique, il crut également que la constitution de 1830 donnait si peu d'autorité au pouvoir exécutif qu'il lui serait impossible de gouverner. Son ami Stockmar lui conseilla d'essayer, et

l'on a vu depuis un demi-siècle que l'épreuve a réussi. Il en sera de même en Bulgarie ; mais qu'on s'y défie du fonctionnarisme et du parlementarisme, deux fléaux dont souffre particulièrement un autre pays libre de la péninsule, la Grèce. L'assemblée nationale compte un grand nombre de « peaux de mouton, » c'est-à-dire de paysans portant la veste fourrée du costume national. La toilette de ces ruraux est assez peu en harmonie avec les élégances des dîners et des bals de la cour ; ils sont, en outre, très économes, très défiants de l'étranger, — en quoi ils n'ont pas tort, — et ils ne voteront peut-être pas facilement des fonds pour des dépenses de luxe ; mais ils forment une excellente base d'opération pour tout gouvernement qui restera fidèle aux traditions du pays, qui en respectera les institutions séculaires et qui n'empruntera pas à l'Occident la déplorable habitude de trop dépenser et de combler les déficits par des emprunts périodiques.

Il est une question que je voudrais poser à tout le monde ici : Et les Russes, les aime-t-on ? Les tories anglais avaient-ils oui ou non raison de craindre que ces provinces affranchies ne fussent les avant-postes de l'empire du Nord, dans sa marche sur Constantinople ? Tout ce que j'apprends me fait croire que le marquis de Bath a parfaitement résumé les sentimens des Bulgares à l'égard des grands états, quand il a dit qu'ils les aimaient dans la mesure où ils croyaient pouvoir compter sur l'appui de chacun d'eux. Ils ont des sympathies pour la France et sans arrière-pensée ; ils n'ont rien à craindre d'elle. Elle a toujours défendu le principe des nationalités et elle a créé l'Italie en 1858. En Orient, elle a protégé les chrétiens et elle n'aurait rien à objecter à la réunion des populations bulgares. Faut-il ajouter que la France a été représentée ici par un homme instruit, aimable, dont la table hospitalière était un des charmes de Sophia, M. Schefer, nommé récemment au Montenegro ? Pour l'Angleterre, leurs sentimens sont bien mêlés. Ils ont un vrai culte pour Gladstone et ils savent par cœur ses discours au sujet des *Bulgarian atrocities*, mais ils exècrent les tories et Beaconsfield, les aveugles amis des Turcs. Ils n'aiment pas l'Autriche. Ils lui reprochent d'être hostile à leurs libertés, de pousser le prince dans la voie de la réaction, d'être l'ennemie des Slaves, et surtout de s'opposer à l'affranchissement de la Macédoine, afin de pouvoir s'en emparer et de favoriser le prosélytisme de l'église romaine. Ils ne sont nullement intolérans, ils voient même dans les Pomaks musulmans des frères, parce qu'ils sont de race bulgare ; mais, depuis les débats ecclésiastiques de 1860 à 1872, ils redoutent extrêmement les intrigues des agens du pape et des jésuites. Envers la Russie, qui les a récemment délivrés au prix de tant de sacrifices en hommes et en argent, ils sont profondément

reconnaissans. Ils vénèrent le tsar « libérateur et protecteur. » La communauté de race et de religion constitue un lien puissant. Les soldats russes, doux, bons, complaisans, s'étaient fait aimer de tous. Enfin, le premier gouverneur, le prince Dondoukof, avait admirablement administré le pays, créant l'armée, ouvrant des écoles, poussant à la construction des routes, inspirant à ces populations, brisées par un despotisme séculaire, le respect de leur dignité et la confiance en l'avenir. Malgré tout cela, les Bulgares n'ont nulle envie de devenir Russes, ni même de continuer à être gouvernés par les Russes. La façon dont on s'est affranchi de leur bienveillant appui, et en Roumélie et récemment en Bulgarie, le prouve suffisamment. Mais s'ils ne devaient rencontrer chez toutes les autres puissances qu'indifférence ou hostilité, ils se tourneraient vers la Russie : qui pourrait leur en faire un reproche ? D'ailleurs, par opposition à l'Autriche, les envoyés russes, et surtout M. Joanin, ont toujours soutenu le parti libéral. Veut-on écarter définitivement tout danger de voir les Bulgares devenir un jour les instrumens des desseins ambitieux que l'on prête à la Russie dans ces parages, qu'on leur permette de constituer un état assez fort pour se suffire et pour n'avoir plus à redouter un retour offensif de la Turquie. L'union de la Bulgarie et de la Roumélie, qui vient d'être proclamée, était ardemment désirée par la population entière. Imposée par les convenances ethniques, géographiques et historiques, elle est certes aussi justifiée que le fut naguère celle de la Valachie et de la Moldavie, qui fut appuyée par la France, et même par lord Cecil, aujourd'hui lord Salisbury, chef du cabinet anglais. Cette union, sous la suzeraineté de la Porte, devrait être sanctionnée par l'Europe et par la Turquie, car elle ferait disparaître une cause de perturbation dans la Péninsule balkanique, qui menace la paix de l'Europe et qui achèverait la ruine des finances ottomanes.

ÉMILE DE LAVELEYE.

---

# ALEXANDRE FARNÈSE

## PRINCE DE PARME

---

Correspondance d'Alexandre Farnèse avec Philippe II, dans les années 1578, 1579, 1580 et 1581, publiée par M. Gachard.

Quand don Juan d'Autriche, épuisé par la fièvre, sentit venir la mort (1), il laissa tous ses pouvoirs à Alexandre Farnèse, prince de Parme ; il ne pouvait choisir un successeur plus capable d'entreprendre la tâche de remettre les Pays-Bas sous l'autorité du roi d'Espagne. Au moment où il remplaçait don Juan, Farnèse avait trente-cinq ans ; il était né en 1544, à Rome, d'Octave Farnèse, deuxième duc de Parme et de Marguerite d'Autriche, fille naturelle de Charles-Quint. Les amours du grand empereur eurent toujours quelque chose de bas et d'obscur. Don Juan était le fils d'une servante : vingt-cinq ans avant la naissance de don Juan, Charles-Quint avait passé par Audenarde, il y avait remarqué une femme de chambre de la baronne de Montigny, Jeanne Vanderghyst ; celle-ci devint mère d'un enfant qui fut élevée par les tantes de Charles-Quint et qu'on maria à l'âge de quatorze ans à Alexandre de Médicis ; la jeune Flamande ne vit pas même son époux, qui fut assassiné avant qu'elle eût pu aller le trouver en Italie. Elle fut donnée ensuite à Octave Farnèse, petit-fils du pape Paul III, qui avait besoin de conquérir la faveur impériale pour conserver son duché de Parme. Farnèse n'eut que des froideurs pour une femme qu'il n'avait épousée que par ambition, qui était laide, d'aspect masculin,

(1) Voyez, dans la *Revue* du 15 février 1884, l'étude sur *Don Juan d'Autriche*.

avec de la barbe au menton et aux lèvres, gauche et brusque. Marguerite, de son côté, méprisait son époux ; pourtant, après que Farnèse eut suivi Charles-Quint pendant la guerre d'Alger, elle le reçut avec quelque joie à son retour ; et ce feu d'un moment donna le jour à deux frères jumeaux, dont l'un seulement devait vivre, qui fut Alexandre Farnèse. Marguerite avait pour confesseur Ignace de Loyola, elle était fort livrée à la dévotion et aux œuvres de piété, et son esprit était d'un ordre si sérieux que Charles-Quint lui offrit le gouvernement de la Belgique, qu'elle conserva depuis 1559 jusqu'à 1568. On connaît l'histoire de ces années troublées ; la régente tenta en vain de faire triompher la politique, qui, plus tard, devait si bien réussir à son pays ; elle voulut s'appuyer sur la haute noblesse, sur le prince d'Orange, sur Egmont, sur de Horn ; elle remit, avec leur concours, toutes les villes dans l'obéissance. Elle protesta en vain contre l'envoi du duc d'Albe : « A présent, écrivait-elle à Philippe II, que l'autorité est plus assurée que du temps de l'empereur, le roi veut en donner l'honneur à d'autres ; moi j'ai eu seule les fatigues et les dangers ; » et, en effet, elle ne s'était pas épargnée, elle se levait de grand matin, tenait deux conseils par jour et remplissait sa journée d'audiences. Quand l'envoi du duc d'Albe fut décidé, elle osa écrire à son frère : « pour le bien de ce pays, pour la réputation et les intérêts du roi, nos choix ne pouvaient être plus funestes. Cet homme est tellement détesté par la population qu'il suffirait seul à faire haïr toute la nation espagnole. » Elle se souvenait de qui elle était fille ; le duc d'Albe arrivé, elle donna sa démission et obtint l'autorisation de se retirer à Parme. Violente, prompte à changer ses amitiés en haines, la régente n'était pas exempte de fourberie ; aussi cruelle par momens que Philippe II lui-même, elle dut pourtant à la férocité du duc d'Albe une sorte de popularité qui dura longtemps dans les Flandres. Fille naturelle, elle avait un respect instinctif pour Orange et pour la grande noblesse belge ; et ce respect lui avait plus d'une fois tenu lieu de modération et de sagesse.

Pendant que la régente était à Bruxelles, son jeune fils était à Madrid, où Philippe II le faisait élever avec don Carlos, son fils et don Juan d'Autriche. Le jeune prince avait, à l'âge de douze ans, suivi Philippe II dans sa campagne de France ; il avait, disent les historiens, pleuré de dépit de ce que le roi ne lui avait point permis de monter à l'assaut de Saint-Quentin. Quand il atteignit sa vingt et unième année, le roi le maria à Marie de Portugal, fille du prince Edouard et d'Isabelle de Bragance, et petite-fille d'Emmanuel, roi de Portugal. Farnèse n'avait nulle envie d'épouser cette princesse, qui parlait grec et latin, qui s'entendait aux ma-

thématiques, à la théologie, passait son temps en prières et poussait la prudence jusqu'à fuir tous les spectacles et à fermer Pétrarque quand elle tombait sur un passage un peu tendre. Quand la flotte amena Marie de Portugal aux Pays-Bas, où le mariage devait avoir lieu, Farnèse, lit-on dans les papiers de Granvelle, souhaita que « la flotte et tout ce qu'elle contenait restât au fond de la mer. » Peu s'en fallut que ce vœu ne fût exaucé, car le vaisseau qui portait la princesse n'arriva à Flessingue qu'après avoir essuyé une furieuse tempête et après un commencement d'incendie. Les noces furent célébrées à Bruxelles et les jeunes époux se rendirent en Italie. Marie de Portugal eut deux fils en deux ans : Ranuce, qui devint prince de Parme, et Odouard, qui entra dans l'église.

Alexandre Farnèse, n'ayant aucune occupation sérieuse à Parme, passait son temps à la chasse et aux tournois ; il se promenait la nuit sous des déguisemens, cherchant des adversaires pour les forcer à se battre à l'épée. Cette folie ne dura pas trop longtemps, car don Juan d'Autriche invita Farnèse à le rejoindre sur sa flotte. Celui-ci amena avec lui une troupe de 700 soldats et 82 gentilshommes de Parme et de Plaisance ; il prit la part la plus glorieuse à la fameuse journée de Lépante, où, l'espadon à la main, il sauta le premier sur une galère turque.

Don Juan, qui avait son neveu en grande affection, l'appela auprès de lui dans les Flandres et Philippe II donna à Farnèse la permission de s'y rendre après la mort de Marie de Portugal. Alexandre rejoignit son oncle au mois de décembre 1577, et, quelques jours après, quand arrivèrent les 6,000 Espagnols qu'attendait impatiemment don Juan, Farnèse trouva du premier coup l'occasion qu'il venait chercher. L'armée des états s'était mise en retraite : le 31 janvier, Alexandre Farnèse, allant en reconnaissance dès l'aube avec quelques cavaliers, surprit l'infanterie des états en marche, la chargea, et mit le plus complet désordre dans ses rangs. La vigueur de Farnèse assura une victoire facile à don Juan ; en deux heures, les Espagnols tuèrent 6,000 ennemis, prirent les drapeaux, l'artillerie, les bagages. La bataille de Gembloux fut le dernier sourire de la victoire à l'infortuné don Juan, qui était près de sa fin. Son neveu l'avait trouvé très changé : il avait été frappé de sa tristesse et de son air hagard. Don Juan lui avait témoigné la plus entière confiance ; il lui avait montré toutes les lettres de Philippe, l'avait mis au courant de toutes les affaires, il l'avait forcé à recevoir tous les mois mille couronnes d'or, la somme qu'on ne donnait qu'aux vice-rois et aux généraux en chef.

Après la journée de Gembloux, Farnèse fut occupé à la réduction de diverses places. Il se montra très dur envers Sichem pour

punir cette bicoque d'avoir osé résister à une armée espagnole. Il livra la ville au pillage, fit pendre en plein jour trois habitans sur les murailles de la citadelle et étrangler de nuit soixante-dix soldats, qui furent jetés à la rivière. Plusieurs villes, effrayées de ces rigueurs, ouvrirent leurs portes sans combat : Diest, Lierre, Nivelles. Don Juan et son neveu prirent en quinze jours Binche, Maubeuge, Reux, Beaumont, Soignies, Barlemont, Chimay et Philippeville. Chimay fut enlevé de force, Philippeville capitula après une courte résistance.

Pendant que don Juan, déjà miné par la maladie, était contraint de demeurer à Namur, Farnèse fit le siège de Limbourg, place importante qui donne un pied dans le Luxembourg. Il se porta devant la ville par une marche de nuit, enleva les faubourgs et ouvrit aussitôt la tranchée. Au bout de peu de jours, la garnison capitula et quand Farnèse entra dans la place, il y trouva tout en si bon état de défense qu'il s'étonna d'avoir rencontré si peu de résistance.

Les états ayant refait leur armée et donné le commandement au comte de Boussu, don Juan alla le chercher dans ses retranchemens entre Malines et Lierre, et, malgré l'avis de Farnèse, il livra bataille le 1<sup>er</sup> août 1578. Cette fois, don Juan, après un combat long et indécis, dut se mettre en retraite et les états reprirent Arschot, Genappe, Nivelles. Le duc d'Anjou, qui était en Hainaut, s'empara de plusieurs places. Don Juan, irrité du mauvais résultat de la dernière bataille qu'il avait livrée, s'enferma dans son camp de Bouges. Il se sentait perdu ; la veille de sa mort, il fit ses adieux au prince de Parme, qu'il aimait comme un frère et lui transféra tous ses pouvoirs civils et militaires. Le fardeau était lourd : le représentant de l'Espagne avait à lutter contre bien des ennemis, contre les peuples irrités, contre l'archiduc Mathias, que les états avaient élu gouverneur, contre le prince d'Orange, qui cherchait à réunir tous les Pays-Bas dans le même faisceau, contre le frère du roi de France qui occupait le Hainaut, contre Casimir, le frère du palatin, établi à Gand avec ses mercenaires allemands. L'état déplorable des affaires aurait fait reculer plus d'un courage ; mais le prince de Parme, impatient de trouver un théâtre digne de lui, aimait passionnément les armes et se sentait propre en même temps aux négociations les plus difficiles. Sa finesse italienne devait se trouver tout de suite à l'aise au milieu de tant d'intérêts divers et de consciences troublées : après un moment d'hésitation, il accepta l'héritage qui lui était offert. Il écrivit dans ce sens au roi, qui confirma le choix fait par don Juan. Les ennemis de l'Espagne n'étaient pas toujours d'accord, et Philippe II avait réussi à fomenter un parti de *malcontents* ; le sieur de La Motte, qui commandait à Gravelines, avait, peu

de temps avant la mort de don Juan, abandonné la cause des états et était entré en négociation avec Emmanuel de Lalaing, seigneur de Montigny, pour attirer au parti du roi les troupes wallonnes. M. Gachard, le savant archiviste du royaume de Belgique, a publié la correspondance que Farnèse eut à ce sujet avec Philippe II en même temps que les lettres relatives aux négociations que le prince de Parme ouvrit lui-même avec les états d'Artois, du Hainaut, avec Lille, Douai et Orchies. Du premier coup, Farnèse se montrait ce qu'il devait toujours demeurer, aussi prêt à traiter qu'à se battre, habile diplomate autant qu'homme de guerre. Par nous ne savons quel miracle, l'esprit de Philippe II s'était ouvert enfin à une vision plus claire des nécessités; il avait fait longtemps violence à ses sujets les plus loyaux, désespéré les fidélités les plus complaisantes, donné du courage aux plus timides; sa politique sans merci avait déjà enlevé plusieurs provinces à l'Espagne; pour conserver le reste, une autre politique était nécessaire, et Philippe II s'y était résigné, soit qu'il fût capable d'apprendre quelque chose de l'expérience, soit plutôt qu'il crût devoir dissimuler quelque temps, espérant reprendre plus tard ce qu'il était contraint de donner : « Il convient, écrivait-il dans les premières instructions qu'il donna à Farnèse, que, par tous les moyens possibles, vous tâchiez d'arranger les affaires. C'est la fin que je désire et que j'ai toujours désirée, comme mon intention est de pardonner toutes les choses passées. Que les Pays-Bas se réduisent à mon obéissance, que la religion catholique romaine y soit observée : pour tout le reste, vous pouvez prendre les arrangemens que l'état des affaires vous fera juger convenables. »

Les négociations de Farnèse amenèrent la conclusion d'un traité conclu à Arras, le 17 mai 1579, entre les commissaires du roi d'Espagne et les députés des provinces d'Artois, de Hainaut et des villes de Lille, Douai et Orchies. « Les provinces wallonnes, dit M. Gachard, obtinrent, par le traité d'Arras, des concessions qui allaient au-delà de tout ce que, avant les troubles, les plus ardens patriotes avaient jamais espéré. Ainsi, le roi confirmait la pacification de Gand et l'union de Bruxelles; il accordait l'oubli du passé; il prenait l'engagement de faire sortir du pays les troupes étrangères, et même les régimens bourguignons; de ne commettre au gouvernement général que des princes du sang; de faire décider par le conseil d'état toutes les affaires, comme du temps de Charles-Quint; de ne composer le conseil que de naturels du pays, dont les deux tiers devaient être agréables aux états, et avoir suivi leur parti depuis le commencement jusqu'à la fin; de ne conférer de même qu'à des personnes agréables aux états les charges des con-



seils privé et des finances, ainsi que les gouvernemens des provinces et des villes; de restituer tous les privilèges, etc. On peut s'étonner que de telles concessions n'aient pas engagé les autres provinces des Pays-Bas, le Brabant et la Flandre surtout, à rentrer sous l'obéissance de Philippe II : elles se seraient épargné par là bien des maux, des calamités, des ruines, et le traité d'Arras serait devenu la base du droit public des Belges dans leurs rapports avec leurs princes, tandis qu'il tomba en désuétude, les grandes villes de la Flandre et du Brabant n'ayant pas obtenu des conditions aussi avantageuses lorsqu'elles furent forcées de se soumettre. »

Farnèse réussit à se débarrasser des reîtres de Jean-Casimir, il n'eut qu'à leur offrir un sauf-conduit pour les faire partir; il sema la division parmi les mécontents; distribua adroitement les biens confisqués sur les rebelles, prodigua les titres; il fit un véritable trafic des faveurs du roi d'Espagne, il caressa dans tout le pays wallon la grande haine qu'on y portait à l'hérésie : il comprit que l'intolérance religieuse divisait secrètement ceux qui s'étaient un moment liés à Gand contre l'Espagne; qu'ici les catholiques, ailleurs les protestans, voulaient être les maîtres; et qu'ils se lasseraient bien vite de leurs complaisances réciproques. Il n'y avait pas d'union véritable dans les Provinces-Unies; dès que le poids d'une tyrannie intolérable cessa de peser sur elles et de les tenir immobiles, elles se séparèrent en deux groupes : l'un fut retenu en faisceau par Orange, l'autre fut soudé par l'habile politique de Farnèse. Au moment où celui-ci préparait ses forces, les états étaient déchirés par les factions. « Ils oublient, s'écriait le prince d'Orange, qu'ils doivent pourvoir à la chose publique; » il prédisait que leurs vaines querelles feraient tout « choir en la fosse; » il se plaignait en ces termes : « Chascune province a son conseil, et presque chascune ville, chascun païs, ses forces et son argent. » (*Correspondance de Guillaume d'Orange*, tome iv, décembre 1581.)

Après s'être débarrassé des reîtres sans effusion de sang et avoir réussi à ramener beaucoup de Wallons sous ses drapeaux, Farnèse alla mettre le siège devant Maëstricht. Le prince d'Orange avait fait mettre cette place en bon état de défense par Sébastien Tapin, un Lorrain, qui s'était rendu fameux à la défense de La Rochelle. L'attaque et la résistance furent également tenaces; c'est dans ce siège, qui dura quatre mois, qu'Alexandre Farnèse disait avoir appris que le mineur était de plus d'usage que le soldat; il savait pourtant être soldat, et dans une des attaques on eut beaucoup de peine à l'empêcher de marcher avec la colonne d'assaut la pique à la main. Tapin se couvrit de gloire, mais il fut grièvement blessé, et la ville fut enfin prise. Il s'y fit un horrible carnage; les femmes ayant pris part à

la lutte, on ne leur fit aucune grâce. Les ministres calvinistes cherchèrent une mort volontaire dans la Meuse. Alexandre faillit mourir au milieu de sa victoire; il tomba gravement malade; mais, un abcès étant crevé, il recouvra rapidement la santé et fit son entrée triomphale parmi 20,000 hommes de guerre, parés de hoquetons, de chaînes d'or, de casques chargés de plumes. On entra par la brèche de la porte de Bruxelles; Alexandre, encore faible, était porté sur une chaise dorée. Il fit traiter avec grand soin Tapin et le fit conduire à Limbourg, où ce brave soldat mourut de ses blessures. En portant son heureux effort sur Maëstricht, Alexandre Farnèse s'assurait d'une position de la plus haute importance, politiquement et stratégiquement. Il se plaçait sur le flanc des Pays-Bas, toujours prêt à couper en deux les Provinces-Unies, et, en cas de défaite, à se replier sur la Meuse et le pays wallon.

Si l'argent n'eût pas manqué à Farnèse, la conquête de toute la Belgique aurait suivi d'assez près la prise de Maëstricht; mais, non content de le laisser sans argent, Philippe II lui ordonna de congédier les Espagnols. Le prince fut désespéré et demanda la permission de retourner en Italie. Philippe la lui refusa et lui permit seulement de faire de nouvelles levées chez les Wallons. Il fallut licencier les Espagnols en leur promettant que l'arriéré de leur solde leur serait payé à Milan. Alexandre leur distribua nombre de chaînes d'or, de bagues, de casques, d'épées, de poignards. Il fallut renvoyer du même coup les Bourguignons et les Allemands. Sitôt que les troupes étrangères furent parties, les Hollandais reprirent leur audace. Montigni prit Courtrai; l'Anglais Norris surprit Malines et mit la ville au pillage pendant un mois: on garda longtemps le souvenir de ce pillage sous le nom de « la furie d'Angleterre. » Alexandre tint conseil à Mons, avec le marquis de Roubaix, le comte de Lalaing, le comte de Rossinghem, et leva une armée de 30,000 hommes de pied et de 5,000 chevaux. Roubaix fit lever le siège de Ninove et fit prisonnier La Noue; le duc de Parme traita le huguenot français avec les plus grands égards, mais le retint prisonnier pendant cinq ans.

C'est au moment où le prince organisait une armée en quelque sorte nationale que Philippe II envoya Marguerite de Parme pour gouverner avec lui la Belgique. La régente n'avait obéi qu'à regret aux ordres du roi; elle arriva à Namur, où son fils vint la recevoir, quand les Allemands se mutinaient pour obtenir leur solde; à peine avait-elle passé quelques jours avec lui, il dut courir à Mons: partout les garnisons réclamaient leur paie, celle de Maëstricht menaçait d'ouvrir les portes aux Hollandais; Alexandre fut contraint de donner aux mutins 2,000 écus que son père Octave lui envoyait.

La régente semblait prisonnière à Namur et ne pouvait entrer à Bruxelles, qui tenait alors pour les Hollandais. L'archiduc Mathias, qui pendant quelque temps avait servi d'instrument au prince d'Orange, était tombé sous le mépris général et était reparti pour l'Allemagne. Les états hollandais, réunis à Anvers, avaient secoué ouvertement le joug du roi d'Espagne et appelé à leur aide François de Valois, duc d'Alençon. Le prince d'Orange ne partageait point l'entraînement qui poussait la noblesse du Brabant vers un fils de Catherine de Médicis. Il craignait que ce prince ne voulût livrer les provinces à la France; certes, l'occasion était belle, l'anarchie des Pays-Bas semblait tout permettre; mais la France n'avait plus de pilote et sa dynastie expirante ne pouvait suivre de longs desseins. L'histoire a été sévère pour le duc d'Alençon et pour son entreprise; elle pourrait l'être aussi pour son frère, qui le désavoua et se fit contre lui le soutien de l'Espagne, dans un moment où les provinces belges se portaient tout naturellement vers la France. Le duc d'Alençon était au reste peu digne du rôle auquel il avait aspiré. Il se fatigua vite des Pays-Bas et offrit lui-même au roi d'Espagne de les lui vendre pour 300,000 écus d'or et la souveraineté de Dunkerque et de Calais. Alençon essaya de mettre des garnisons françaises dans toutes les villes; mais on sait que son entreprise échoua, et il fut bientôt, suivant le mot de d'Aubigné, «*moqué en France, en mépris aux Espagnols, en horreur aux états.* »

Farnèse n'avait pu l'empêcher d'entrer dans les Pays-Bas, ni l'attirer à une bataille rangée, mais il avait pris Tournai, Audegarde, Cateau-Cambrésis, L'Écluse, Ninove, où son armée fut contrainte de manger des chevaux, d'où vint le mot «*la faim de Ninove.* » Il avait battu dans la Campine les Écossais, les Hollandais et les Français, commandés par le maréchal de Biron. Aussitôt que le duc d'Alençon fut sorti de Dunkerque pour retourner en France, il y vint mettre le siège, et en six jours il fit tomber la place et enleva Nieuport, Furnes, Dixmude, Menin et plusieurs petites places. Tournant ses efforts sur la Flandre, il prit Ypres après sept mois de siège, sentant bien que c'était le vrai moyen de ramener Gand et Bruges sous l'obéissance. Bruges lui ouvrit, en effet, ses portes, et il y entra triomphalement presque au même temps où la mort vint frapper à Château-Thierry, où il s'était retiré, François de Valois, qui, entré en Belgique comme un protecteur, en avait été chassé comme un tyran. Ce prince avait été duc de Brabant sans avoir vu Bruxelles. Biron, son lieutenant-général, ne pouvant se faire recevoir dans aucune ville de la Belgique, s'en retourna en France en prenant la route de la mer.

Dans le même mois de juillet 1583 où mourut le duc d'Alençon, Alexandre Farnèse fut débarrassé d'un ennemi bien autrement redoutable. Le 10 juillet, le prince d'Orange fut assassiné par Balthazar Gérard. Philippe II avait envoyé, dès le 30 novembre 1579, à Farnèse l'ordre de publier un ban contre Orange et de mettre sa tête à prix; le prince avait résisté. On estime, écrivait-il, qu'il « pourra sembler une bassesse et indécence à un prince si grand que, ayant contre lui commencé la guerre et employé telles forces, maintenant il en viendrait à un autre remède... » Philippe II avait d'autres sentimens, l'assassinat d'un rebelle lui semblait chose légitime; il renouvela ses ordres; Farnèse garda six mois le texte du ban; il obéit enfin, mais en protestant: « Jamais je n'ai approuvé ce ban ou placard » (lettre du 4 avril 1581); en l'envoyant aux gouverneurs, il ajouta: « Comme le roy, par deux réitérées lettres siennes, nous a mandé expressément de faire incontinent publier la prescription et le ban ci-joint, nous ne pouvons laisser, pour obéir au commandement de Sa Majesté, de vous l'envoyer. » Le ban promettait à l'assassin du prince d'Orange 25,000 écus et l'anoblissement.

Le 16 mars 1582, Jean Sauréguy essaie de tuer le prince d'Orange; il le blesse seulement, mais le bruit de sa mort se répand partout. Farnèse s'était-il habitué à l'idée de l'assassinat? Voulait-il flatter la passion de Philippe? Il lui écrit: « Je ne saurais exprimer à Votre Majesté le contentement d'avoir vu infliger à ce personnage (le prince d'Orange) le châtement qu'il méritait; on ne saurait assez louer, assez vanter la décision et l'incroyable audace du jeune homme qui a accompli une action si héroïque, avec des intentions si salutaires, sous l'inspiration de Jésus-Christ. » Quand, plus tard, Balthazar Gérard réussit dans sa criminelle entreprise, Farnèse écrivit que celui-ci « laissait de lui et de son acte si héroïque la mémoire pour exemple au monde. » (*Correspondance de Guillaume*, t. VI.) Ainsi, dans ces temps troublés, les âmes les plus nobles devenaient indulgentes au crime; l'épaisse nuit morale où vivait Philippe II jetait une ombre sur tous ses serviteurs.

Après la mort de Guillaume le Taciturne, Alexandre Farnèse se hâta de faire des ouvertures aux états et aux villes. Ses avances furent repoussées en Hollande et en Zélande, mais rencontrèrent des dispositions moins intractables dans les Flandres et en Brabant. Les ducats d'Espagne n'y nuisaient point. Des Pruneaux l'envoyé écrivait à Catherine de Médicis que l'or espagnol avait vaincu beaucoup de courages. Farnèse menaçait à la fois Gand, Dendermonde, Malines, Bruxelles et Anvers. Le 17 août 1584, il prit Dendermonde, Gand fit sa soumission le 17 septembre, et la reddition de cette ville lui donna toute la Flandre occidentale, à l'exception de la côte. Guil-

laume le Taciturne avait fort bien compris que Gand était le point qu'il fallait défendre à outrance, l'attache et, pour ainsi dire, le cordon ombilical entre les provinces catholiques et celtiques et les provinces calvinistes et flamandes. Philippe II lui-même avait senti qu'il fallait bien traiter cette ville et que le traitement qui lui serait fait déciderait la conduite des autres villes. Il ne réserva que la question religieuse, ne voulant à aucun prix accorder la liberté de conscience; on donna deux ans à ceux qui ne voulaient point aller à la messe pour mettre leurs affaires en ordre avant de partir pour l'exil; mais on laissa à la ville tous ses privilèges municipaux. Cette politique porta bientôt ses fruits: Bruxelles et Malines eurent le sort de Gand.

Restait Anvers, le centre commercial des Pays-Bas, avec son fleuve magnifique, son port immense ouvert sur la Mer du Nord et uni aux îles de Zélande par d'innombrables canaux. Farnèse avait considéré tout de suite cette ville comme l'objectif le plus important de la guerre; si on pouvait la remettre sous l'autorité du roi d'Espagne, toute union politique entre les provinces des rives opposées ne pouvait être de longue durée. Si elle demeurait la tête de pont de la Hollande, l'autorité espagnole dans le Brabant et dans les Flandres ne pouvait plus être rétablie que d'une manière éphémère. Aussi le siège d'Anvers reste-t-il, même en ces temps où les sièges étaient continuels, un épisode du plus haut intérêt.

## II.

Anvers était si bien considéré comme la clé des possessions espagnoles, que les soldats avaient coutume de dire: « Si nous prenons Anvers, vous irez à la messe avec nous, si vous gardez Anvers, nous irons au prêche avec vous. » Le duc de Parme commença son entreprise avec de faibles moyens. Son armée active n'était guère que de 8,000 à 10,000 hommes; il n'avait pas d'argent. Philippe II ne répondait pas à ses demandes incessantes. Orange avait toujours dit que, si Farnèse entreprenait le siège d'Anvers, il y trouverait sa perte. Comment prendre une ville située si près de la mer, entourée de ses bras, libre de communiquer avec la Hollande et la Zélande? Le prince d'Orange avait conseillé de couper les digues de la Scheldt pour faire l'inondation, isoler complètement la ville et empêcher toutes les approches. Les digues principales étaient le Blaw-Garen et le Kowenstyn; en les perçant, en entourait la ville d'une véritable mer et rien ne pouvait plus empêcher l'arrivée des flottes de la Zélande et le ravitaillement de la ville. Le bourgmestre de la ville était

Sainte-Aldegonde; il avait accepté ces fonctions par dévouement, sans ignorer qu'il aurait à lutter contre une oligarchie municipale jalouse et turbulente. Philippe de Marnix de Sainte-Aldegonde avait été élevé à Genève sous les yeux de Calvin, il avait épousé avec passion les principes de la réforme; théologien, poète, jurisconsulte, pamphlétaire, soldat, il était au premier rang parmi les ennemis de l'Espagne; il avait été un moment séduit par les grâces du duc d'Anjou, puis il s'était donné cœur et âme à Guillaume le Taciturne.

A quelque distance de la ville, en aval, les états avaient deux forts sur les deux rives de la Scheldt. Il était essentiel pour Farnèse de s'en emparer, pour construire le pont qu'il méditait de jeter sur la rivière afin d'isoler la ville de la mer. L'un de ces forts, Liefkenshoek, fut surpris par les Wallons du marquis de Richebourg et emporté sans résistance. Le jour même où eut lieu la prise de ce fort, le 10 juillet 1584, Guillaume le Taciturne était assassiné à Delft. Lillo, le second fort, avait une garnison composée d'Anversois, commandée par Téligny, le fils de La Noue, « Bras de Fer, » de quelques Français et Écossais, en tout de 1,000 hommes. Farnèse donna 5,000 hommes à Mondragon pour s'en emparer à tout prix. Le siège dura trois semaines, et Mondragon perdit 2,000 soldats dans les tranchées; après une brillante sortie de Téligny, il dut renoncer à vaincre la résistance de Lillo.

Farnèse s'était établi sur la rive gauche de la Scheldt; il avait mis le comte Pierre Mansfeld sur la rive droite et il résolut de jeter un pont fortifié sur la rivière à Kalloo. Des batteries furent élevées sur les deux rives, mais il ne se passait pas de jour que de hardis bateaux n'allassent porter du blé et des vivres à Anvers. On n'avait malheureusement pas suivi les conseils d'Orange à temps; les grandes digues émergeaient au-dessus de la plaine inondée et l'espace laissé à une navigation chaque jour plus périlleuse était ainsi beaucoup trop étroit. Quand l'ordre fut donné de percer le Blaw-Garen et le Kowenstyn, il était trop tard. Farnèse s'empara de cette dernière digue et s'y établit fortement. Le pont avançait lentement, à travers le pays inondé, avec ses pilotis, ses palissades, ses canons, ses arquebusiers; protégé par les batteries de la côte, il arrivait déjà à la Scheldt; de distance en distance, il portait des redoutes, et déjà 5,000 Espagnols étaient établis sur la longue forteresse de bois.

Anvers ne voulait pas croire à ce pont et disait que Farnèse était fou, qu'on ne fermerait jamais entièrement la Scheldt, que les eaux, les glaces de l'hiver, les flottes de la Zélande viendraient à bout de cette vaine barrière. L'inondation, faite trop tard, était mise à profit par le duc de Parme et lui servit à mieux investir le fort

de Kalloo avec ses bateaux. Le pont résistait à tout ; mais, au milieu du courant, on ne put le faire sur pilotis et il fallut se contenter d'un plancher sur des bateaux. Le prince était nuit et jour avec ses Espagnols, qui souffraient du froid, de la faim souvent, car on ne lui envoyait pas d'argent et l'on manquait de pain. Le 22 février 1585, le pont était fini, la Scheldt était bridée ; deux énormes constructions en bois, appuyées sur des jetées, se rattachaient par un pont de bateaux permanent ; ces constructions portaient deux forts qu'on appela Saint-Philippe et Sainte-Marie ; devant chacun de ces forts étaient 20 vaisseaux, 120 canons défendaient tout ce grand ouvrage, encore protégé des deux côtés par de grands radeaux. Quand les Anversois virent se fermer sur eux à travers leur beau fleuve la ceinture de bois et de fer, ils se sentirent perdus ; ainsi plus tard La Rochelle fut réduite par la digue de Richelieu. Des efforts suprêmes furent tentés. Les Anversois essayèrent d'abord de reprendre le fort de Liefkenshoek ; ils tenaient toujours celui de Lillo, sur la rive du Brabant. Justin de Nassau avec une flotte, Hohenlohe avec les troupes du fort de Lillo, menèrent l'attaque ; on chassa les Wallons et les Espagnols du petit fort, mais la digue qui menait de ce point à Kalloo, où était le quartier-général du prince de Parme, avait été coupée, et les vainqueurs ne purent rien entreprendre de plus de ce côté. Un Mantouan, nommé Gianibelli, établi à Anvers, avait présenté au sénat de la ville un projet pour la destruction du pont palissadé des Espagnols ; on lui permit de faire un essai de machine infernale avec deux petits vaisseaux ; il les remplit de poudre et livra d'abord au courant du fleuve trente-deux bateaux plus petits, pleins de matières combustibles, les deux gros vaisseaux pleins de poudre devaient suivre quand le feu aurait déjà été mis au pont. La petite flottille de bateaux embrasés descendit lentement le fleuve par une soirée noire et calme. Farnèse était sur le pont, attendant une attaque, toutes ses troupes étaient sous les armes : l'un des deux vaisseaux brisant tous les obstacles sur son passage était arrivé jusqu'au pont : le marquis de Richebourg se trouvait sur ce point : il envoya des soldats à bord du mystérieux navire. Alexandre Farnèse approchait : à peine arrivait-il près de la porte du fort de Sainte-Marie qu'une terrible explosion se fit entendre. Le vaisseau disparut dans la fumée ; 1,000 soldats furent tués en un instant, Richebourg était du nombre. Une brèche de 80 mètres de large était faite dans le pont. Le travail de sept mois semblait perdu : Farnèse était tombé, paralysé par l'explosion. Un moment on le crut mort : à peine revenu à lui, il s'élança l'épée à la main, examina la brèche et regarda avec anxiété du côté de la mer, pensant voir arriver une flotte de secours ; ses meilleurs officiers étaient morts,

les survivans étaient frappés de stupeur. Toute la nuit, il resta sur pied, donnant ses ordres pour reconstruire les ouvrages endommagés; les signaux avaient été mal faits par les Anversois : la flotte de secours ne bougea point, et au bout de trois jours le pont était de nouveau fermé.

Les assiégés tournèrent alors leurs efforts d'un autre côté et essayèrent de reprendre la digue de Kowenstyn; cette mince ligne de terre, à peine sortant des eaux, devint le théâtre d'une lutte acharnée. Un moment, les Anversois s'en crurent les maîtres, mais les Espagnols finirent par les déloger au bout de huit heures de combat. Tout était maintenant fini, et l'agonie d'Anvers allait commencer. Le 12 août, Sainte-Aldegonde alla au camp du prince pour faire des offres de soumission. Le prince n'insista que sur quelques points, l'abolition des cultes hérétiques, la construction d'une citadelle, le maintien d'une garnison. Le traité fut signé quelques jours après, et Parme fit son entrée, entouré seulement d'Allemands et de Wallons, suivi de nobles belges, du duc d'Arschot, du prince de Chimay, d'Egmont et d'Arenberg. Il n'infligea aucun châtement à la ville rebelle; il y arriva plutôt comme un souverain que comme un vainqueur; il se rendit à la cathédrale, restituée au culte catholique, et fit chanter le *Te Deum*. Son terrible pont, qui avait bridé la ville, fut orné de branchages, d'arcs de triomphes et de fleurs; les troupes espagnoles et italiennes y donnèrent une grande fête, et l'on y servit un grand banquet. Pendant trois jours, la ville se livra à la joie, se donna sans vergogne au bonheur de revivre. Anvers n'avait pas été secourue par la Hollande : elle aima mieux expliquer sa chute par l'abandon de ses alliés que par l'aveu de ses fautes. Farnèse ménagea sa faiblesse, lui donna une kermesse après les privations d'un siège, lui montra la mer de nouveau ouverte, le commerce renaissant : il l'étonna par son faste et par sa générosité. « Si Guillaume le Taciturne avait été vivant, dit Motley, l'écusson espagnol, relevé avec une hâte si indécente, n'aurait sans doute jamais été revu sur les murailles des Pays-Bas. La Belgique serait devenue une partie constituante d'un grand royaume indépendant, au lieu de languir jusqu'à notre siècle, simple dépendance d'une métropole éloignée. » Pour être moins sanglans que les triomphes du duc d'Albe, ceux de Farnèse furent bien plus complets et plus durables; tous les protestans sincères, tous ceux qui avaient été l'âme de la résistance, prirent la route de l'exil et allèrent chercher des temples dans d'autres pays; ceux qui restèrent ne se regardaient pas comme des vaincus, et rentrèrent sans effort dans l'obéissance rendue plus facile et plus douce.

La correspondance de Farnèse et de Philippe II sur le fait de la



religion est des plus intéressantes : « Vous me transmettez, écrit le roi, cette opinion de quelques hommes graves, sages et consciencieux, qu'on pourrait laisser indéfinie la limite de temps durant laquelle les hérétiques pourraient vivre sans scandale ; mais je ressens vivement le danger de cette proposition. En ce qui concerne la Hollande et la Zélande, ou toutes autres provinces et villes, le premier pas qu'elles aient à faire est de recevoir et de maintenir seulement l'exercice de la religion catholique et de se soumettre à l'église romaine, sans tolérer l'exercice d'aucune autre religion dans les villes, les villages, les fermes, ni aucun autre lieu ; et dans cette règle il faut qu'il n'y ait ni échappatoire, ni variation, ni concession par convention ou autrement d'une paix religieuse, ou de toute autre chose de ce genre. Il faut que tout le monde embrasse la religion catholique, et son exercice seul doit être permis. » (Philippe II à Parme, 17 août 1585.) Tout ce que le roi d'Espagne permit à Farnèse ce fut de ne point rechercher ce que les hérétiques faisaient dans leurs propres maisons « les portes fermées, sans scandales, sans exhibition publique de leurs rites. » Il ajoutait que « cette connivence, et toute abstention d'exécutions ou de châtimens des hérétiques, même s'ils vivent avec beaucoup de circonspection, devait être exprimée dans les termes les plus vagues. »

Philippe II sortit un moment de son calme habituel quand il apprit la reddition d'Anvers. Il était au lit, il se leva et alla à la porte de la chambre de sa fille Clara-Isabelle ; il frappa à la porte et cria par le trou de la serrure : « Anvers est à nous ! » puis retourna dans son appartement. Sainte-Aldegonde avait promis de faire ses efforts pour obtenir, après la soumission d'Anvers, celle de la Hollande et de la Zélande. Philippe II crut un moment que la résistance des provinces rebelles allait prendre fin. Mais Sainte-Aldegonde ne devait rien obtenir ; suspect à tout le monde, il s'enferma dans la solitude et chercha une vaine consolation dans les lettres.

## II.

L'idée fixe de Philippe II était l'invasion de l'Angleterre ; à peine Anvers était-elle réduite, il écrivit à Farnèse que les temps lui semblaient venus ; il fallait chercher la racine de tant de maux toujours renaissans dans la Grande-Bretagne et l'y couper. Il demanda au prince le secret sur ce projet et lui fit sentir combien il serait important de prendre un port en Hollande comme base d'opérations. « Sans un port, nous ne pouvons rien faire. » Le grand commandeur de Castille, sur des notes envoyées par le prince de Parme, prépara tous les détails d'un projet d'invasion. Tout était prévu, même ce

qu'il y aurait à faire de l'Angleterre après la conquête. « Il faudra, écrivait le grand commandeur, délivrer la reine d'Écosse et la marier, pour la brouiller avec son fils et pour satisfaire ses adhérens. Le mari devra être naturellement un neveu de Votre Majesté, et nul ne vaudrait mieux que le prince de Parme, un grand capitaine que ses talens et la part qu'il prendra dans toute cette affaire désignent pour cet honneur. » Dans ce rapport confidentiel, on n'oublia rien : le prince de Parme ne pourrait-il pas devenir gênant par son ambition, comme roi d'Angleterre? Sans doute, mais il pouvait également devenir inquiétant dans les Flandres, où il était aimé, triomphant; il était peut-être temps de le faire sortir de ces provinces. Les Farnèse avaient des prétentions au trône de Portugal, et, rois d'Angleterre, ils pourraient chercher à les faire valoir. A cela, le grand commandeur avait sa réponse; la reine d'Écosse n'aurait pas d'enfans. Il l'affirmait, il en était sûr.

Pendant qu'on disposait ainsi de l'avenir, on s'occupait peu du présent : Farnèse et sa petite armée étaient sans ressources; Philippe II ne lui envoyait pas plus d'argent qu'Élisabeth d'Angleterre n'en envoyait à Leicester en Hollande. Il était contraint, pour gagner du temps, à s'amuser à de feintes négociations; il travaillait à endormir la reine d'Angleterre et demandait qu'on ne laissât pas les Français un moment inoccupés, et distraits de leurs guerres civiles. Les Flandres étaient ruinées, les troupes avaient tout dévoré; Philippe se décida à envoyer 600,000 ducats par la voie de Gènes; un tiers de cette somme resta en France pour solder le duc de Guise. « Il faut, écrivait Philippe, tenir les Français dans la confusion et nourrir leurs guerres; nous ne pouvons permettre qu'ils en viennent à une paix générale. » Élisabeth se sentait menacée d'un grand péril; elle renouait de temps en temps le fil de la négociation avec Farnèse, sans trop croire à la paix. « Les Espagnols, écrivait-elle à Parme, comme le chasseur qui distribuait libéralement à ses amis le corps et les membres du loup, avant qu'il fût tué, ont partagé ce royaume et celui d'Irlande avant d'en faire la conquête. Mais mon cœur royal n'est point intimidé par de telles menaces. » La paix, en effet, était impossible : rien ne pouvait plus distraire le roi d'Espagne de son projet : le prince de Parme, sans cesse harcelé, envoyait un plan détaillé d'invasion. Trois points, disait-il, étaient essentiels : le secret, la continuation de la guerre civile en France, un traitement judicieux des Flandres. Les Français pouvaient, en s'unissant, rendre tout impossible. Il fallait de bonnes garnisons dans les Flandres; le prince de Parme emmènerait avec lui tous les grands personnages belges pour les empêcher de remuer dans les provinces. Le secret était essentiel : car la reine d'Angleterre, avertie,

pouvait trouver des alliés, des vaisseaux en Hollande, des troupes en Allemagne. L'expédition devait être organisée dans les Pays-Bas, c'est là qu'il fallait réunir les troupes, les munitions ; l'embarquement devait se faire à Dunkerque, à Gravelines et à Nieuport. Des bateaux plats, d'un faible tirant d'eau, préférables aux grands navires, pouvaient passer par un temps favorable, en douze heures. Farnèse demandait 30,000 hommes d'infanterie, et, en outre, 500 hommes qu'on monterait en Angleterre. Il comptait prendre 6,000 Espagnols, 6,000 Italiens, 6,000 Wallons, 6,000 Allemands et 3,000 Bourguignons. Le point choisi pour le débarquement était la côte entre Douvres et Margate, pays divisé par des haies et avantageux à l'infanterie, riche et fertile. On marcherait droit sur Londres, ville non fortifiée et aisée à prendre. La reine chercherait sans doute le salut dans la fuite et laisserait tout en confusion.

L'avis du duc de Parme était que le roi d'Espagne n'eût aucun allié dans son entreprise, qu'il réunît une grande *Armada* contre la flotte anglaise au moment du débarquement, et qu'il choisît pour ce débarquement le mois d'octobre, saison où les granges anglaises sont pleines de grains et de fourrage.

Pour exécuter ces grands projets, il fallait être bien solidement établi dans les Pays-Bas ; ce n'était pas assez de tenir Anvers, il importait de s'emparer des places qui restaient aux Hollandais et aux Anglais, de Flessingue, sur la Meuse, de Venloo et de Grave, sur l'Yssel, de Deventer : il fallait tenir toute cette région, traversée de fleuves, qui sépare le territoire batave de l'Allemagne. Farnèse voulait se rendre maître d'abord de tout le cours de la Meuse, qui forme comme un grand fossé circulaire de la province de Brabant, et fit mettre le siège devant Grave, petite place extrêmement bien fortifiée. Leicester réussit à y jeter un secours : mais, le 11 mai, Farnèse arriva en personne de Bruxelles, et se mit au milieu de ses vétérans. La tranchée fut ouverte le 31 mai ; le 6 juin, tandis que le prince faisait une reconnaissance, un boulet emporta tout l'arrière-train de son cheval ; Farnèse en fut quitte pour une chute. L'assaut fut livré le lendemain ; et bien que les Espagnols eussent été repoussés, au bout de quelques heures, le gouverneur demanda à capituler. Farnèse ne perdit pas un moment ; il fit investir Venloo, une ville fortifiée de la Meuse, qui se rendit après une belle résistance.

Après avoir nettoyé la Meuse, Farnèse pensa à nettoyer le Rhin, qui, dans cette région, coule dans la même direction et forme comme un grand fossé parallèle. Neuss fut assiégée et soumise à un traitement sévère. Farnèse était naturellement humain, mais la garnison de Neuss était composée de bandits de tout pays, qui avaient commis de grandes horreurs, et quand la ville fut prise d'assaut les Espa-

gnols et les Italiens passèrent tout au fil de l'épée et livrèrent la ville aux flammes.

Farnèse était désormais maître du Rhin jusqu'à Cologne et de la Meuse jusqu'à Grave; il secourut Zutphen et permit à cette place de résister aux efforts des Anglais et des Hollandais. Ses ennemis commençaient à se diviser : les Anglais étaient, malgré les hauts faits de quelques-uns d'entre eux, dénoncés par les Hollandais comme des traîtres. La politique d'Élisabeth était énigmatique : en faisant tomber la tête de Marie Stuart, elle semblait vouloir provoquer toutes les colères de Philippe II; mais, toujours bizarre et artificieuse, elle irritait en même temps les états-généraux et tournait le dos aux protestans français; bien plus, elle affectait de traiter Farnèse comme un ami et entretenait une correspondance amicale avec le roi d'Espagne. Elle voulait sincèrement la paix; pour Farnèse et son maître, leurs protestations couvraient des desseins hostiles bien arrêtés. La comédie des négociations continuait pendant qu'on faisait des préparatifs contre l'Angleterre à Cadix, à Lisbonne, comme à Gand et à Anvers. On ne voulait à Londres voir dans le prince de Parme qu'un soldat chevaleresque, mais il y avait un diplomate des plus fins dans le grand capitaine; la reine croyait ou feignait de croire à son amour de la paix, dont elle recevait sans cesse la chaleureuse expression. Oubliait-elle que, derrière Parme, était toujours Philippe? que la volonté du roi d'Espagne était aussi obéie à Bruxelles qu'à Madrid? que seul, il tenait tous les fils de la politique espagnole au fond de sa chambre, et que le duc de Parme, si grand qu'il fût, n'était que son obéissant serviteur? Personne mieux que lui ne savait garder un secret : ce secret d'ailleurs, il l'avait demandé au début. Tout le monde, le pape lui-même, resta dans l'ignorance des vrais desseins de Philippe.

Farnèse se contentait de se plaindre de l'exiguïté des moyens qu'on mettait à sa disposition : il continuait la guerre, il faisait des sièges, il montrait les obstacles, il demandait sans cesse de l'argent et des troupes. Le roi d'Espagne était pressé; il s'était dit d'abord que l'Angleterre serait conquise pendant l'automne de 1587 et mis dans l'esprit qu'elle pouvait l'être avant l'arrivée de Santa-Cruz et de l'Armada espagnole. « Vous êtes prêt, » écrivait-il à Farnèse, quand celui-ci disait que rien n'était prêt. L'automne avançait; le 4 novembre, il écrit à Farnèse : « Si vous croyez pouvoir passer en Angleterre avant qu'arrive la flotte anglaise, passez tout de suite. Vous pouvez tenir pour certain que je ne serai pas long à vous secourir. Mais si vous aimez mieux attendre, attendez. » Au commencement de décembre, le roi écrivait à Mendoza, son envoyé à Paris : « Le duc est probablement en ce moment en Angleterre. » Il se trompait :

Farnèse n'avait point d'argent. « J'avais toujours pensé, écrivait-il au roi, que Votre Majesté me donnerait tout le nécessaire et même le superflu et ne me limiterait point au-dessous de l'ordinaire. Je ne supposais pas, quand il était si important d'avoir de l'argent comptant, qu'on me tiendrait de court. » Il faisait de son mieux, achetait des bateaux, des munitions de guerre, mais, sur toute la côte, les croiseurs hollandais étaient les maîtres. Traverser la Manche sans être protégé par une flotte était une pure folie. L'effectif de l'armée avait été réduit de moitié par les maladies. Entre Dunkerque et Nieupoort, Farnèse avait une flottille de transports, et il comptait la faire sortir dès que paraîtrait Santa-Cruz.

Le secret n'avait pas été si bien gardé que les agens de l'Angleterre ne connussent tous ces préparatifs : « Le prince de Parme, écrivait l'un d'eux, fait de grands préparatifs guerriers ; il va mettre en marche une grande armée et se prépare à un triomphe. » Il savait le nombre des pièces de velours achetées pour les soldats du prince, il avait vu les riches selles, les rapières, les épées, les lances de toutes couleurs, bleu et blanc, vert et blanc, rouge, les couvertures des mules du bagage, brodées d'or et d'argent ; il connaissait les tailleurs, les bijoutiers, les brodeurs qui travaillaient pour le grand Alexandre, mais beaucoup se figuraient que tout cet attirail de guerre et de triomphe serait dirigé contre la France. La comédie des négociations de paix continuait néanmoins : des conférences étaient ouvertes ; on consumait les mois et les mois en vaines formalités, en délais, en lenteurs calculées. Parme avait des doutes, il montrait l'invasion anglaise devenant chaque jour plus difficile et n'était pas entièrement rassuré du côté de la France. Il continuait pourtant ses préparatifs avec vigueur ; tout s'appêtait pour la grande entreprise : de nouvelles levées étaient faites en Espagne, en Italie ; le fameux *Terzio* de Naples, fort de 3,500 hommes était arrivé. A la fin d'avril 1588, le duc avait une belle armée de 50,000 hommes dans les Pays-Bas et 300 transports ; mais il ne savait pas comment il ferait sa jonction avec la flotte, et il ne pouvait livrer son armée sans défense, en pleine mer, aux Anglais et aux Hollandais.

La grande Armada arriva dans la Manche dans les premiers jours d'août, et le duc de Medina-Sidonia envoya message sur message à Farnèse ; mais les Hollandais bloquaient toute la côte de Dunkerque à Flessingue. Sur la flotte espagnole on ne recevait aucune nouvelle, on commençait à murmurer et à parler de trahison. Farnèse jouerait-il son propre jeu ? Voudrait-il partager la souveraineté des Pays-Bas avec Élisabeth ? Le bruit courut que Medina-Sidonia, dès qu'il verrait Farnèse, le ferait arrêter, l'enverrait en Espagne et le remplacerait par le duc de Pastrana.

On sait quel fut le sort de la fameuse Armada : des 30,000 Espagnols qui la montaient, plus des deux tiers ne devaient jamais revoir l'Espagne : la tempête eut raison de ce qui échappa aux Anglais et aux Hollandais. Farnèse, pour emprunter un mot de l'amiral anglais Drake, était pendant tout le temps comme un ours à qui on a pris ses petits. En vain avait-il répété cent fois que sa flottille et ses transports ne pouvaient prendre la mer que par un beau temps et sous la protection d'une flotte. On voulait qu'il eût fait ce que l'Armada invincible n'avait pu faire. Dans ce grand malheur de l'Espagne, il devint l'objet d'universels reproches. Dès qu'il avait su que la flotte était devant Calais, il s'était rendu à Nieuport, où il avait embarqué 16,000 hommes, puis à Dunkerque, où il avait mis plusieurs régimens sur des transports. Après deux jours d'attente fiévreuse, on apprit que la flotte espagnole était dispersée.

La santé du prince de Parme s'altéra profondément après la défaite de « l'invincible Armada ; » son découragement était grand ; une noire mélancolie s'empara de lui, il était miné par une maladie que ses amis attribuaient au poison, à un poison qui aurait été administré par ordre du roi d'Espagne. Il fallait donner quelque fiche de consolation à ce maître exigeant ; l'armée qui devait envahir l'Angleterre fut menée au siège de Berg-op-Zoom, la seule ville du Brabant qui fût encore aux états. La place fut très bien défendue par sa garnison anglaise et hollandaise, et le siège traîna en longueur. Le 29 septembre, Farnèse était dans sa tente, quand on lui amena un étranger, Giacomo Morone, porteur d'une lettre de Horace Pallavicini, un Génois depuis longtemps établi à Londres. Farnèse lut la lettre et, s'interrompant au milieu de sa lecture, il se jeta sur Morone et le saisit à la gorge ; puis, réprimant sa colère, il le lâcha : « Si je tenais Pallavicini, je le traiterais comme je viens de vous traiter. Et si je soupçonnais que vous ayez connaissance du contenu de cette lettre, je vous ferais pendre à l'instant. » Le messager protesta de son ignorance et on le renvoya. Que disait cette lettre de Pallavicini ? C'était une ouverture inspirée par le gouvernement anglais. On offrait à Farnèse, s'il voulait conserver pour lui-même la souveraineté des états, l'appui et l'alliance de la reine, à la condition de lui laisser les places qu'elle occupait sur les côtes. Il fallut raconter ces incidens au roi d'Espagne, au risque d'entretenir des soupçons toujours renaissans. Berg-op-Zoom, entouré d'une ceinture d'eau, n'avait pu complètement être investi, et tous les efforts se brisèrent devant la résistance des assiégés. Farnèse se vit forcé à la retraite ; il brûla son camp le 13 novembre et alla prendre ses quartiers d'hiver en Brabant. La campagne suivante fut plus heureuse ; au commencement d'avril 1589, les Espa-

gnols entrèrent dans Gertruydenberg, qui leur donnait entrée au cœur de la Hollande. Le gouverneur anglais, dont la garnison était mutinée, ne put défendre la place et la livra, à la grande colère du comte Maurice et des états.

### III.

Au printemps de 1590, Farnèse concentra des troupes nombreuses sur la frontière française de l'Artois et du Hainaut, et se prépara à entrer en France. Mayenne était venu le voir à Bruxelles et s'était concerté avec lui pour la campagne qui allait s'ouvrir. Farnèse n'était guère enclin à quitter les provinces belges ; il eût préféré y rester, y asseoir fermement son autorité et travailler à reprendre la Hollande ; mais Philippe II en avait décidé autrement et lui avait donné l'ordre d'entrer en France. Le roi de France assiégeait Dreux, attendant des renforts d'Angleterre, des Pays-Bas et d'Allemagne. Parme, obéissant aux ordres de Philippe, envoya d'abord à Mayenne 1,800 chevaux, commandés par le comte d'Egmont. Mayenne passa la Seine à Mantes avec 10,000 hommes de pied et 4,000 chevaux. On sait que l'armée de la ligue fut vaincue à Ivry et qu'après sa victoire Henri IV alla faire le blocus de Paris.

Farnèse était désespéré ; l'armée des Pays-Bas était bien payée, bien disciplinée, au lieu que la sienne était mécontente ; il avait dû licencier un régiment, le régiment Manrique était mutiné à Courtrai et réclamait deux ans de gages. Chaque jour il fallait garrotter ou pendre des vétérans. Il avait auprès de lui un espion, Moreo, qui le dénonçait au roi d'Espagne. Farnèse, au dire de Moreo, travaillait pour son propre compte, il était dégoûté de son maître ; comme tous les petits princes italiens, il voulait devenir un grand prince. Moreo le suivait comme une ombre, à Anvers, à Bruxelles, aux eaux de Spa ; quand le sol manquait sous ses pas dans les Flandres, quand il tremblait de perdre le fruit de ses longs efforts, on lui demandait l'impossible, la conquête de la France, on rejetait sur lui la responsabilité de la défaite d'Ivry, des souffrances endurées par les Parisiens. Le duc de Parme avait été sondé par des envoyés du roi de Navarre comme par ceux d'Élisabeth d'Angleterre ; on avait fait miroiter devant lui l'espoir d'une souveraineté : il avait été sourd à toutes les promesses. Les motifs de mécontentement ne lui manquaient pourtant pas : il n'avait pas le droit de faire un emprunt pour le roi d'Espagne, il dut emprunter pour son propre compte quelques milliers de couronnes pour ses soldats, mettre son argenterie et ses bijoux en gage ; sans argent, sans cré-

dit, sans provisions, dans un pays ruiné, il ne savait plus comment entretenir son armée. Philippe, qui vivait dans un rêve, lui écrivait de faire lever le siège de Paris, de prendre et de garder Calais et Boulogne; il se décida enfin à envoyer quelque argent, et Farnèse dut se résoudre à partir. « Votre Majesté, écrivait-il, me demande des choses impossibles, car Dieu seul peut faire des miracles. Elle suppose qu'avec le peu d'argent qu'elle m'a envoyé, je peux satisfaire tous les soldats qui servent dans ses provinces, en finir avec les mutins espagnols et allemands, donner de l'or à Mayenne et aux Parisiens, payer les Allemands et m'assurer des places maritimes. La pauvreté, le mécontentement, le désespoir de ce malheureux pays ont été si souvent dépeints à Votre Majesté que je n'ai rien à ajouter. » Farnèse rappelait au roi que tout était dévasté autour de Paris; il quitta pourtant les Pays-Bas avec 12,000 hommes de pied et 3,000 chevaux au commencement du mois d'août. Il emmenait avec lui toute la grande noblesse belge. L'avant-garde était commandée par le marquis de Renty; Farnèse avait la bataille, et l'arrière-garde était confiée à La Motte. On resta huit jours à Valenciennes, puis l'armée se rendit par Guise et Soissons à Meaux, où elle fit sa jonction le 22 août avec Mayenne, qui avait encore 6,000 hommes d'infanterie.

A Meaux, le duc de Parme lança une déclaration dans laquelle il affirmait qu'il ne prétendait faire aucune conquête, mais qu'il venait simplement secourir la cause catholique. De Meaux, l'armée alla à Chelles. A son approche, Henri IV fut contraint de lever le siège de Paris; il ne pouvait, avec 6,000 hommes d'infanterie et 5,000 chevaux, ce qui était le montant de ses forces, laisser un rideau de troupes suffisant autour de la capitale et courir les risques d'une bataille rangée. Il garda pourtant Corbeil et Lagny, qui étaient les clés du passage de la Marne et de la Seine. Il était résolu à chercher Farnèse et à s'essayer contre lui. « Le roi quitte ses lignes, dit le duc d'Aumale dans son *Histoire des princes de Condé*, et marche au-devant de Farnèse; l'escarmouche s'engage près de Claye; l'ennemi semble avoir accepté la bataille pour le lendemain; tout était prévu pour la livrer. Mais le duc de Parme, dérochant sa marche, file entre la Marne et les hauteurs, et tandis que son adversaire, après l'avoir attendu dans la plaine, se heurte au camp retranché où il a laissé une partie de son armée, Farnèse enlève le poste important de Lagny (5 et 6 septembre); le blocus de Paris est levé, et le secours de Paris est assuré. »

Pendant sept jours entiers, les deux ennemis avaient été en présence l'un de l'autre, dans leurs lignes. Henri IV avait envoyé un héraut d'armes à Farnèse pour l'inviter à la bataille; le duc de



Parme avait un moment été tenté de se mesurer contre lui, il aimait mieux manœuvrer, mit la Marne entre lui et le roi de France, et saisit Lagny sous les yeux de son adversaire. Après la prise de Lagny, Henri IV écrivit de son camp de Chelles au duc de Montpensier : « De sorte que voyant la bataille quasi hors d'espérance et la prise de Paris retardée pour un long temps, et mon armée composée de noblesse volontaire et la leur soldoyée et nouvellement payée, mes provinces dégarnies pour l'espérance de la bataille qui avait amené la plus part de la noblesse en mon armée, je suis conseillé de renvoyer chacun en sa province. » (5 septembre 1590.) Peu après la prise de Lagny, Farnèse mit le siège devant Corbeil et emporta cette place; la Seine et la Marne redevenues libres, Farnèse entra dans Paris, où il fut reçu avec de grandes acclamations. Au commencement du mois de novembre, il reprit le chemin des Pays-Bas et traversa la Champagne, pour donner le change à Henri IV; à peine eut-il le dos tourné, Lagny et Corbeil retombèrent aux mains des royaux. A Guise, Farnèse prit congé de Mayenne et s'en retourna à Bruxelles, où il arriva le 4 décembre.

Pendant la campagne de 1592, Henri IV se rendit maître de tout le cours de la Seine; il tenait Pont-de-l'Arche et Caudebec et il ne lui restait qu'à prendre Rouen. Farnèse reçut l'ordre d'aller sauver cette ville, comme il avait sauvé Paris : cette fois encore, il fit toutes sortes d'objections; il demanda des hommes, de l'argent; il dut pourtant se mettre en route au cœur de l'hiver. Il fit sa jonction avec Mayenne à Guise; il avait 13,500 hommes de pied et 4,000 chevaux, Mayenne avait promis 13,000 hommes, mais il en amenait beaucoup moins; le pape avait fourni 2,000 Suisses et le duc de Lorraine 700 cavaliers. Farnèse fut mis en possession de La Fère et prit le commandement de toutes les troupes.

Le duc de Parme était à Aumale, en Picardie, vers le milieu du mois de février. Henri IV, laissant Biron devant Rouen, se mit en marche, avec le gros de sa cavalerie et alla en personne reconnaître les positions de l'ennemi; il faillit tomber entre les mains de son adversaire. Farnèse n'avait pas voulu croire que, parmi les cavaliers venus pour insulter ses lignes, était le roi de France en personne; il refusa d'engager son avant-garde, et Henri IV, poursuivi par le fameux chef albanais Basti, ne dut la vie qu'à la vitesse de son cheval et à 400 dragons qui se jetèrent entre lui et les cavaliers de la ligue.

Farnèse marcha lentement sur Rouen; il voulait attaquer l'armée royale dans ses lignes et la forcer à lever le siège, quand Villars, qui défendait la place, lui fit dire qu'il avait fait une sortie très heu-

reuse et qu'il se faisait fort de conserver la place. Il demandait seulement quelques renforts et quelques munitions. Farnèse lui envoya 800 hommes d'infanterie et ramena son armée en Picardie. Pendant que, pour complaire à Mayenne, dont il affecta pendant toute cette campagne de vouloir suivre les avis, il assiégeait la petite ville de Rue, près de l'embouchure de la Somme, Villars continuait à défendre Rouen; mais il implora bientôt le secours qu'il avait d'abord refusé et marqua le 20 avril comme le terme au-delà duquel il ne pourrait plus tenir la ville. Farnèse résolut de marcher droit aux lignes de Biron; le roi n'attendit pas l'attaque et, le 20 avril, il leva le siège. Farnèse entra sans combat à Rouen et tout de suite il attaqua Caudebec; il avait été malade pendant toute la campagne et, bien que très souffrant, il voulut aller lui-même avec l'ingénieur italien Propertio choisir l'emplacement des batteries. Une balle vint le frapper au bras, entre le coude et l'épaule. L'hydropisie dont il souffrait l'avait mal préparé à supporter la douleur d'une blessure; la fièvre le prit et il dut céder le commandement à Mayenne. La situation de son armée devenait critique; il voulait reprendre le chemin de la Picardie, ne pouvant rester dans un pays épuisé. Les vaisseaux hollandais bloquaient l'embouchure de la Seine: Henri IV avec son armée était prêt à lui disputer le passage du fleuve. Il n'y avait pas de temps à perdre, car l'armée affamée commençait à murmurer. Farnèse part pour Caudebec, élève une redoute sur les bords du fleuve; il en construit une autre sur la rive opposée; dans chacune il met 800 de ses meilleurs soldats. Il ramasse tous les bateaux qu'il peut trouver et, dans la nuit du 22 au 23 mai, il fait passer toute l'infanterie et toute la cavalerie de l'autre côté de la Seine, sous la protection des deux forts. Il envoie toute l'artillerie, avec la cavalerie flamande, à Rouen, réunit tant bien que mal les arches du pont de la ville, qui étaient rompues, et réussit à faire passer les canons. Pendant ce temps, l'arrière-garde escarmouchait avec les troupes royales, et Henri IV n'apprit le passage que quand il était déjà terminé. Pour la seconde fois, le roi de France avait été vaincu par la stratégie du duc de Parme.

Farnèse alla passer quelques jours à Paris, donna de bons quartiers à son armée dans la Brie; il avait secouru Rouen comme il avait, un an avant, secouru Paris; tandis que ses contemporains exaltaient sa science militaire et le comparaient aux plus grands capitaines, il ne se faisait lui-même aucune illusion sur l'œuvre qu'il avait accomplie; il ne s'était engagé que par obéissance dans une entreprise qu'il jugeait comme sans issue; il devinait bien que les victoires de l'Espagne en France étaient condamnées à être stériles et que rien ne pourrait à la longue prévaloir contre Henri de Na-

varre. Il savait que Mayenne, tout en recevant l'or de l'Espagne, ne songeait point à mettre la couronne de France sur la tête de Philippe II ou d'une infante et qu'il la donnerait plutôt, comme l'écrivait Feria, au Grand-Turc.

Pendant ces campagnes de France, qui portèrent au comble la réputation du capitaine, le gouverneur des Pays-Bas, le politique prévoyant demeurait inquiet, et sans cesse Moreo, que Philippe II avait envoyé à Paris après la mort de Henri III, dénonçait sa tiédeur dans ses lettres au secrétaire d'état Idiaquez. « J'ai vu clairement que le duc est dégoûté de Sa Majesté, et un jour il m'a dit qu'il lui était bien égal que le monde entier allât de travers, sauf les Flandres... » — « Mais ceci, écrivait-il encore, n'est qu'une petite partie de ce que je pourrais dire. Soyez certain que personne, dans les Flandres, ne veut du bien à l'Espagne ni à la cause catholique, et que les associés du duc de Parme s'en vont disant qu'il ne convient pas aux princes italiens que Sa Majesté soit un aussi grand monarque qu'elle prétend l'être. » Le poison entraîna lentement dans le cœur toujours jaloux et défiant de Philippe. Aussi le roi écrivait-il à Farnèse qu'il devait conférer régulièrement avec Moreo et avec deux autres envoyés, Mendoza et Tassis : le bruit courait déjà que le duc de Pastrana allait être envoyé pour arrêter le duc de Parme. Farnèse connaissait toutes ces intrigues ; il se plaignait quelquefois à Idiaquez : Était-ce là la récompense qu'il devait attendre pour avoir négligé, pour le service de son roi, sa famille, ses parens, ses enfans, son duché, pour avoir sans cesse livré sa vie aux hasards ? Moreo mourut subitement, et les mauvaises langues parlèrent tout de suite de poison ; on trouva la preuve, dans les papiers de cet envoyé, qu'il avait sans cesse noirci le duc de Parme. Celui-ci se plaignit cette fois directement au roi d'Espagne : « Je me plains, après tous mes labeurs et les dangers encourus au service de Votre Majesté, oubliant enfans, maison, amis, quand déjà je suis prêt à rendre l'âme, et la mort entre les dents, d'être ainsi traité, au lieu de recevoir des récompenses et des honneurs, et qu'on me permette de laisser à mes enfans, ce qui vaut mieux que tous les biens que peut donner une main royale, un nom honoré et sans tache. » Il ose demander à Philippe de regarder toute cette affaire « de l'œil non d'un roi, mais d'un gentilhomme. »

Farnèse n'avait cessé de représenter au roi qu'on ne pouvait songer à conquérir la France sans de puissans moyens d'action ; il y voyait les grands disposés à accepter l'or d'Espagne, mais peu disposés à en recevoir un roi : « Si j'étais entré, écrivait-il, en France avec une armée suffisante, bien payée et disciplinée, avec une quan-

tité d'artillerie et de munitions, avec assez d'argent pour permettre à Mayenne d'acheter les nobles de son parti et de se concilier les meneurs par des présents et des promesses, peut-être seraient-ils adoucis ; peut-être l'intérêt et la peur leur auraient rendu agréable ce qui leur plaît si peu aujourd'hui. » (3 octobre 1590.) Il avait toujours mis la vérité sous les yeux du roi ; il avait prédit que, si les difficultés religieuses pouvaient être arrangées, même en apparence, tout le monde irait à Henri IV : il se méfiait de Mayenne et le croyait prêt à trahir le roi d'Espagne.

Philippe II était un visionnaire qui détestait tout ce qui venait traverser ses rêves ; Farnèse lui était devenu importun. Il lui écrivit qu'il avait besoin de son assistance, qu'il voulait conférer avec lui sur les affaires de la chrétienté et lui commanda de se rendre en diligence à Gênes, en laissant le gouvernement des Pays-Bas, en son absence, au comte Mansfeld ; il envoyait en même temps le marquis de Cerralbo aux Pays-Bas pour servir en apparence de second au vieux Mansfeld, mais l'objet véritable de la mission de Cerralbo était d'enlever le commandement à Farnèse, ou de gré ou de force. Tout était prévu : le cas où Farnèse montrerait sa lettre de rappel à Cerralbo, le cas où il ne la montrerait pas, où il prétexterait de sa mauvaise santé, où il voudrait laisser le pouvoir à son fils Ranuce. Cerralbo avait des pouvoirs secrets, des ordres pour tous les commandans de l'armée, pour les nobles du pays ; il devait remplacer Farnèse par le cardinal archiduc Albert, fils de l'archiduc Ferdinand.

Après la levée du siège de Rouen, Farnèse s'était rendu, pour sa santé, à Spa. La mission secrète, d'abord destinée au marquis de Cerralbo, avait été donnée au comte de Fuentes ; mais la maladie fit ce que la malice des hommes n'eut pas le temps de faire. Vieilli avant l'âge, hydropique et goutteux, Farnèse ne vécut pas assez longtemps pour recevoir le coup que son maître s'appêtait à lui porter. La bibliothèque de Madrid possède un manuscrit intitulé : « *Los sucesos de Flandes y Francia, del tiempo de Alexandro Farnese, por el capitan Alonzo Vasquez.* » Cette relation a été imprimée dans les Mémoires de la Société historique espagnole. Voici comment le capitaine Vasquez peint Farnèse au moment où, quittant Bruxelles, depuis plusieurs jours, il s'appêtait à retourner une troisième fois en France. « Je le vis le jour qu'il sortait de Bruxelles, avec toute sa cour. Quoique le froid fût très rigoureux, il était vêtu d'une manière magnifique, et il me parut que, pendant tout le temps que je l'avais connu, je ne lui avais jamais trouvé un meilleur air. C'était merveille, en vérité, car il allait combattre non contre les hérétiques de France, qui l'attendaient,

mais contre la mort. Je puis assurer, comme témoin oculaire, qu'il se tenait à cheval avec une peine extrême; et, s'il n'avait eu à ses côtés deux laquais pour le soutenir, il serait tombé plus d'une fois; ce qui n'empêchait pas que, avec le courage invincible dont il était doué, il ne s'efforçât de rester ferme sur ses étriers et ne fit la meilleure contenance possible, en ôtant son chapeau, selon sa courtoisie accoutumée, pour saluer ceux qui le regardaient. »

La conduite de Philippe II était enveloppée d'un tel mystère que toute la conspiration contre Farnèse (si le mot était permis) resta ignorée jusqu'au moment où le savant archiviste du royaume de Belgique, M. Gachard, fouilla les archives de Simancas. Philippe avait prudemment ordonné au comte de Fuentes et au duc de Sesa, les seuls ministres qui eussent été mis dans la confiance, de brûler toutes les dépêches qu'il leur envoyait; il avait ordonné au secrétaire du marquis de Cerralbo de rapporter à Madrid le bureau où étaient les papiers de cet envoyé, sans l'ouvrir, ni permettre que personne ne l'ouvrit.

Le 3 décembre 1592, Alexandre Farnèse rendit le dernier soupir à Arras. On porta son corps en grande pompe dans l'église de Saint-Vaast, et, suivant les ordres qu'il avait donnés, on le revêtit de l'habit de capucin. Il fut transféré plus tard dans l'église de la Paix, à Parme, où il avait marqué sa sépulture. Dès que Philippe II reçut la nouvelle de la mort de Farnèse, sa première pensée fut de cacher au pape les intentions qu'il nourrissait à son endroit et son projet de lui enlever le gouvernement des Pays-Bas espagnols. Il écrivit à son ambassadeur à Rome de brûler tous les papiers qu'on lui avait envoyés, et dans lesquels la conduite du prince de Parme était peinte des plus noires couleurs. Farnèse, mort n'était plus gênant, et il suffisait de se parer de la gloire de celui qui s'était montré un des plus grands capitaines de son temps, qui avait arraché définitivement les Pays-Bas espagnols à la maison d'Orange, qui avait pendant deux ans fait reculer la fortune d'Henri IV. Moins fidèle à son roi, moins scrupuleux, plus disposé à écouter les ouvertures du roi de France, de la reine d'Angleterre, des Hollandais, le prince de Parme aurait peut-être pu se rendre indépendant et fonder, dans les dernières années du XVI<sup>e</sup> siècle, une Belgique libre. Il ne lui eût pas été bien difficile de garder les provinces qu'il avait remises sous l'obéissance de l'Espagne. Mais, soit que la principauté de Parme, où pourtant il ne mit jamais les pieds, lui parût suffisante, soit que la gloire militaire suffît à son ambition, soit qu'il fût retenu par une sorte de timidité qu'on trouve quelquefois chez les hommes de guerre les plus hardis, il ne songea jamais à porter la main sur une part quelconque

de l'empire de ce Charles-Quint dont le sang coulait dans ses veines. Il vit clairement à quelles conditions l'Espagne pouvait conserver les Pays-Bas, il força Philippe II à changer sa politique ; s'il importunait sans cesse le roi d'Espagne par des demandes d'argent, ce n'était pas seulement pour assurer l'entretien de son armée, c'était aussi pour acheter des consciences. L'or d'Espagne n'allait pas seulement aux mains de Mayenne et des ligueurs français. On voudrait pouvoir défendre Farnèse contre certaines accusations qui furent portées contre lui ; mais il était difficile, quand une partie si considérable des sommes destinées aux services publics trouvait toute sorte d'emplois corrupteurs, que la médisance épargnât sinon sa propre personne, au moins ses favoris, ses favorites, et il en avait de l'ordre le plus infime, on pourrait dire le plus vil. Il faut faire la part de la haine dans les accusations qui furent portées contre Farnèse : toutefois, on ne peut nier que la corruption était un de ses moyens préférés et qu'il ne se piqua jamais de mettre l'ordre dans les finances. Son secrétaire intime, un jeune Italien, Cosmo Massi, obtenait de lui tout ce qu'il voulait : son valet de chambre pouvait tirer sur le trésorier des Pays-Bas ; ses maîtresses en obtenaient beaucoup d'argent. Il aimait la magnificence dans les vêtements, et quand il n'avait plus un écu pour ses vétérans, il empruntait pour habiller superbement ses gardes. Il savait qu'une certaine pompe militaire en impose aux peuples, et, sans doute, le sang italien parlait aussi en lui. Régnant à Parme, il eût vécu à la façon des autres princes italiens : pour les plaisirs et pour les arts. La fortune, en l'exilant dans les Pays-Bas, le servit bien et lui donna l'occasion de se montrer digne de son aïeul Charles-Quint ; elle lui refusa quelques-unes des parties qui font les véritables grands hommes, mais il eut certainement le mérite et l'on pourrait dire la gloire de reconquérir une moitié des provinces qui, un moment, s'étaient unies dans une commune révolte et une commune destinée. S'il ne fit pas la Belgique libre, il fit la Belgique et la tint sous la souveraineté de la maison d'Autriche. On n'y dut pas regretter que Farnèse n'eût pas songé à s'y rendre indépendant, car son fils Ranuce fut un des plus détestables princes dont les villes italiennes eurent à subir la tyrannie.

---

LA

# FAMILLE BUCHHOLZ

ET LES

ÉTUDES DE MOEURS BERLINOISES DE M. JULIUS STINDE

---

La famille Buchholz, qui se compose de M<sup>me</sup> Wilhelmine Buchholz, de son mari M. Carl Buchholz, de ses deux filles M<sup>lles</sup> Emmi et Betti Buchholz, et de son frère cadet, connu sous le nom de l'oncle Fritz, habite dans un quartier nord-est de Berlin, ou, pour parler plus exactement, dans une maison de la rue Landsberger, laquelle conduit de la place Alexandre au Friedrichshain. La façade de cette maison est décorée de deux grands pilastres, dont on ne peut expliquer l'existence que par une fantaisie ou une distraction d'architecte, mais qui la distinguent avantagement et des petites maisons basses du vieux Berlin qui s'en va, et des grandes casernes du Berlin nouveau, capitale de l'empire allemand. Une porte bâtarde en plein cintre et à deux battans, presque toujours ouverte ou entr'ouverte, permet aux passans d'apercevoir un vestibule et une petite porte vitrée, qui donne accès dans une cour. A travers le vitrage on entrevoit un petit jardin, où quelques seringats et un pommier se disputent péniblement le jour et l'air. Des fumées de fabriques, apportées par le vent, font quelque tort à ce jardin. Les fleurs du pommier sont plus noires que roses, et les seringats exhale une vague odeur de suie. Chaque année, on tâche d'avoir du gazon, on en sème abondamment ; vaine entreprise : ce que laissent les moineaux, les poules ont bientôt fait de l'arracher. Toutefois au mois de mai, après de tièdes ondées, il y a quelque verdure dans le jardinet de la maison aux pilastres, et on peut s'imaginer en pas-

sant devant cette porte entr'ouverte qu'on vient d'apercevoir le printemps au fond d'une cour de Berlin. C'est une surprise qui a du charme.

Il était naturel de croire que père, mère, oncle et filles, les Buchholz mèneraient à jamais une vie paisible et très obscure, en compagnie de leurs seringats et de leur pommier, que jamais ils n'auraient rien à démêler avec la célébrité. Il faut convenir, en effet, que leur intelligence est assez bornée, qu'ils n'ont rien fait de remarquable, rien inventé, qu'ils n'ont joué aucun rôle dans les événemens de l'histoire contemporaine ni dans la restauration de l'empire d'Allemagne. Leur existence se compose d'une infinité de petits riens, et quand du premier jusqu'au dernier ils viendraient tous à disparaître, la terre n'en tournerait ni plus vite ni plus lentement. Il n'est qu'heur et malheur ; ces braves gens ne cherchaient pas la renommée, la renommée est venue les chercher, et les voilà presque aussi célèbres en Allemagne que le maréchal de Moltke et le chancelier de l'empire.

Un écrivain d'un talent fort inégal, mais souvent heureux et parfois exquis, M. Julius Stinde, qui, sans être né à Berlin, a su pénétrer les secrets du caractère et du dialecte berlinois, s'est chargé de révéler les Buchholz à l'univers. Les trois volumes où il a raconté tout ce qui se passait dans la maison et dans le cœur de M<sup>me</sup> Buchholz ont été lus avec avidité. Ce fut un grand succès de librairie ; vingt mille exemplaires furent enlevés en quelques semaines, les éditions succèdent aux éditions. Les critiques s'accordèrent à reconnaître que cette petite bourgeoise de la rue Landsberger était une figure aussi réelle, aussi vraie, aussi vivante que le fameux inspecteur Bräsig, peint jadis avec autant d'amour que de franchise de touche par Fritz Reuter, le grand maître du roman *plattdeutsch*. Il ne se trouvait personne à Berlin qui ne l'eût rencontrée une fois ou l'autre, et qui une fois aussi n'eût cherché à l'éviter, car elle n'est pas toujours commode. Mais de tous les suffrages qu'a pu recueillir M. Stinde, le plus précieux assurément fut celui de M. de Bismarck, qui lui écrivait, le 9 juillet de l'an dernier, pour le remercier du plaisir dont il lui était redevable et des agréables momens qu'il venait de passer dans la société de M<sup>me</sup> Buchholz. Il espérait, ajoutait-il, que cette digne personne vivrait assez longtemps pour fournir à son biographe la matière d'un nouveau volume. Le vœu du chancelier a été exaucé, et le nouveau volume a paru. Les écrivains allemands comme ceux des autres pays aiment à tirer deux moutures du même sac, et la seconde ne vaut pas toujours la première.

Il y a quelques années, les Buchholz firent un voyage en Italie. M. Carl Buchholz avait des rhumatismes, et le docteur Wrenzen, qui depuis est devenu son gendre, lui ordonna une cure de soleil. M<sup>me</sup> Buchholz avait entendu dire que l'Italie est un pays où les femmes ont de très beaux yeux et où les hommes portent toujours un stylet



dans leur poche. Elle résolut d'accompagner son mari pour le défendre contre les coquetteries des Italiennes et contre les sauvages rancunes des Italiens. En vain, son Carl, désireux de se dérober à son incommode surveillance, essayait-il de lui représenter qu'elle était un ange et que le devoir des anges est de rester paisiblement à Berlin, pendant que leurs maris voyagent en garçons. Elle avait son idée, et, quelle que soit son idée, elle n'en démord jamais; elle voulait aller, elle alla. L'oncle Fritz, qui était de la partie, eut soin d'emporter de Berlin un jeu de cartes tout neuf, et de Milan jusqu'à Naples, en wagon, en voiture, à l'hôtel, la principale occupation des deux beaux-frères était de jouer à l'écarté, en buvant du cognac. M<sup>me</sup> Buchholz seule observait, s'instruisait, admirait.

Elle s'était promis de profiter de cette occasion unique pour cultiver son esprit et son cœur berlinois, pour s'initier à la connaissance des chefs-d'œuvre et aux principes du grand art. Elle ne voulait pas être de ces gens « qui regardent une statue ou une madone avec l'air d'indifférence méprisante que peut avoir un carlin en contemplant un poêle qu'on a oublié de chauffer, *wie der Mops den kalten Ofen.* » Elle arriva très vite à se convaincre que les tableaux des maîtres se divisent en deux genres, le *molto bello* et le *molto interessante*. Le genre *molto bello* comprend toutes les peintures assez bien conservées pour qu'on puisse à peu près deviner ce que le peintre a voulu dire; quant aux vieilles fresques aux trois quarts effacées, où l'on ne distingue plus rien, tout ce qu'il est permis d'en penser, c'est qu'elles sont *molto interessanti*. M<sup>me</sup> Buchholz consignait ses observations dans un journal que M. Julius Stinde a publié, et que nous nous refusons à tenir pour authentique (1). Il n'était pas encore maître de son sujet, il n'avait pas suffisamment étudié M<sup>me</sup> Buchholz. Il lui fait dire des platitudes, elle n'est jamais plate; il lui prête d'assez lourdes plaisanteries, M<sup>me</sup> Buchholz ne plaisante jamais. Qui peut le savoir mieux que nous? Nous l'avons vue à Berlin en 1869. Nous doutons, quoique M. Stinde l'affirme, qu'elle se soit attendrie à Naples sur le sort de Conradin, méchamment mis à mort par Charles d'Anjou, et qu'elle ait juré de venger sur les Français le supplice du dernier des Hohenstaufen. M<sup>me</sup> Buchholz s'occupe très peu des Hohenstaufen, et la politique comme l'histoire ne lui dit rien. Elle ne s'intéresse qu'à ses petites affaires, à ce qui bout dans sa marmite; elle laisse les empereurs et les rois écumer la leur comme ils l'entendent.

La vraie M<sup>me</sup> Buchholz, la seule authentique, est celle que M. Stinde nous représente dans sa rue Landsberger, dans la maison aux deux pilastres, s'occupant de gouverner son ménage, de surveiller son mari et

(1) *Buchholzens in Italien, Reise-Abenteuer von Wilhelmine Buchholz*, herausgegeben von Julius Stinde. 17<sup>e</sup> Auflage. Berlin, 1885.

de marier ses deux filles (1). Il a de bons yeux ; descriptions et récits, tout est pris sur le fait et sur le vif. M<sup>me</sup> Buchholz se plaindra peut-être que son portrait n'est pas flatté ; mais la ressemblance n'en est pas cruelle. Personne n'ignore à Berlin qu'elle joint à d'excellentes qualités et aux meilleures intentions une foule de petits travers qui, quelquefois, la rendent insupportable. Bonne ménagère, cuisinière expérimentée, elle a des principes, des vertus, et sa conduite fut toujours irréprochable. Si jamais elle a ressenti des curiosités dangereuses ou malsaines, elle s'est contentée de tourner autour du fruit défendu ; elle a regardé la pomme, elle n'y a pas touché. Elle sait ce qu'une petite bourgeoise se doit à elle-même et que la considération est un élément essentiel du bonheur. Mais, sévère pour M<sup>me</sup> Buchholz, elle l'est encore plus pour ses amies et ses voisines, et c'est ainsi qu'elle se console de ses vertus. Bavarde, médisante, tracassière, sujette au péché d'envie, implacable pour les prétentions des autres, toujours prête à remettre les gens à leur place, malheur aux imprudens qui irritent cette guêpe ou inquiètent son nid ! En vraie Berlinoise, elle a une langue pointue, l'humeur sèche, le propos sec, le talent de la riposte et de l'épigramme. Jamais l'idée ni le mot ne lui manque, et, selon l'usage de son pays, elle donne du piquant à son éloquence en l'assaisonnant de quelques adjectifs français : *scharmant, nett, pompös, indezent, miserabel, solid, fidel*, tout étonnés d'avoir perdu à la fois leur orthographe et leur sens.

Deux défauts surtout la rendent vraiment redoutable. Elle a une confiance absolue dans l'infaillibilité de son jugement, elle se croit en possession de la souveraine sagesse. Il n'y a qu'une façon raisonnable de faire les choses : c'est la sienne, et elle prétend imposer à l'univers ses oracles, ses méthodes et ses recettes. A l'amour de l'autorité elle joint un penchant malheureux au pathétique. Attendrissemens ou colères, elle a le goût des scènes ; elle en fait pour des vétilles. Si l'on ne s'attendrissait, si l'on ne se fâchait, la vie ne serait « qu'un air de vieille guitare. » Ce qui l'irrite surtout, ce qui lui échauffe la bile et le sang, c'est qu'elle soupçonne son mari d'avoir des pensées de derrière la tête et de ne lui dire que la moitié de ses secrets. Lui cacher quoi que ce soit, c'est le crime irrémissible, le péché contre le Saint-Esprit. Elle se plaint aussi de la dissimulation de ses filles : « Quand les filles sont devenues grandes, dit-elle, et commencent à aimer autre chose que leur Seigneur Dieu et leurs parens, elles sont renfermées en elles-mêmes comme la montagne où est assis le prince enchanté. Pour savoir quel visage a le prince, pour connaître ses noms de baptême et de famille, les mères en sont réduites aux expédiens et doivent suivre la piste comme un juge d'instruction criminelle. »

(1) *Die Familie Buchholz, aus dem Leben der Hauptstadt*, von Julius Stinde. 31<sup>e</sup> Auflage. — Zweiter Theil, 28<sup>e</sup> Auflage. Berlin, 1885.

Quoique M<sup>me</sup> Buchholz se pique d'être une femme sans préjugés, elle est attachée aux traditions, elle regrette et vante le bon vieux temps, elle se défie des nouveautés. Elle prétend qu'autrefois la toile, le drap, les meubles, les affections et les cœurs, tout était plus solide. Elle se plaint aussi que désormais tout se fait au galop, même l'amour, et qu'on ne sait plus savourer son bonheur. Elle regrette que certains usages se perdent. C'était jadis une coutume à Berlin de faire coudre une robe de noces par les amies de la mariée; on se rassemblait à cet effet, et les aiguilles, les yeux, les langues, tout allait. On emploie aujourd'hui la machine à coudre, qui travaille bien, mais qui n'a pas de cœur; dans le bon vieux temps, on mettait un peu de son cœur dans tout ce qu'on faisait et jusque dans ses ourlets. C'était également la coutume qu'en entrant en ménage, le premier soin fût de se réserver « une bonne chambre, *die gute Stube*, » qu'on décorait de son mieux, dans laquelle on entassait ses plus beaux meubles, ses plus précieux bibelots et dont on ne se servait que dans les grands jours. Les médecins ont décidé que, les petits jours étant beaucoup plus fréquents que les grands et l'air pur étant un objet de première nécessité, la bonne chambre devait, par des raisons d'hygiène, servir de chambre à coucher, sur quoi M<sup>me</sup> Buchholz fait cette remarque profonde : « Encore un changement déraisonnable ! Autrefois on se portait bien sans hygiène. » Elle a raison; si le microbe est un fléau, la peur du microbe en est un autre, et il est triste de passer sa vie à la défendre contre un danger qui n'est visible qu'au microscope.

Personne n'a plus que M<sup>me</sup> Buchholz la religion de la famille et le fanatisme de la propriété. Elle entend qu'on la respecte, elle et les siens, et le pardon des injures n'est pas au nombre de ses vertus. Elle s'est brouillée avec les Heimreich, et en vérité il y avait de quoi. On avait donné à ses filles, Emmi et Betti, un joli théâtre de marionnettes. Ces demoiselles y jouèrent un soir, devant une nombreuse assistance, une pièce intitulée : « Une personne légère, farce en trois actes, remaniée pour les théâtres d'enfants par le docteur Sperzius. » Il n'était question là dedans que d'amans, de maîtresses et de filles mises à mal. Dès les premiers mots, M<sup>me</sup> Heimreich s'émut. — « Voilà qui commence bien, dit-elle, et je vous félicite, ma chère, de la jolie éducation que vous donnez à vos filles. » M<sup>me</sup> Buchholz sentait bien que M<sup>me</sup> Heimreich avait raison; elle maudissait la pièce du docteur Sperzius, elle eût étranglé de grand cœur celui qui l'avait faite, le libraire qui l'avait vendue et ses filles qui l'avaient choisie sans consulter leur mère. Mais elle n'admet pas qu'il puisse rien se passer d'inconvenant dans sa maison, et elle a pour principe qu'une femme se diminue en avouant ses torts. — « Vraiment, cette pièce me plaît beaucoup, dit-elle à M<sup>me</sup> Heimreich; c'est une image assez fidèle de ce qui se passe tous les jours dans le monde. — J'étais à mille

lieues de m'en douter, ma chère, répondit aigrement M<sup>me</sup> Heimreich. — Quand on fait semblant d'être sourde et aveugle, riposta M<sup>me</sup> Buchholz, on n'entend et on ne voit que ce qu'on veut. » M<sup>me</sup> Heimreich se leva, emmena précipitamment ses filles, en déclarant que sa chère petite Agnès et son innocente Paula ne remettraient plus les pieds dans une maison qui était une Gomorrhe. On a rompu à jamais ; quand on se rencontre dans la rue, on n'a pas l'air de se reconnaître.

M<sup>me</sup> Buchholz s'est brouillée aussi avec les Bergfeldt ; mais on s'est accommodé. Elle leur reprochait de ne se rien refuser, de manger quelquefois des primeurs. Elle leur en voulait surtout d'attirer des étudiants chez eux et d'avoir trouvé un mari pour leur fille, dont les mouvemens sont anguleux et les coudes très pointus. Elle laissa échapper à ce sujet quelque paroles mordantes, qui furent répétées. M<sup>me</sup> Bergfeldt lui écrivit une lettre par laquelle elle lui donnait à entendre que telle femme qui se permet de dauber sur son prochain ferait mieux d'avoir l'œil à ses propres affaires, et que tel mari dont on se croit sûr n'est pas toujours très délicat dans le choix de ses plaisirs. Le premier mouvement de M<sup>me</sup> Buchholz fut de courir chez le commissaire de police. Elle eut d'orageuses explications avec son mari ; mais M. Carl Buchholz est un homme de belle humeur, qui s'entend à arranger, à colorer les choses et qui se tire aisément d'un mauvais pas. Il a cherché à réconcilier sa femme avec M<sup>me</sup> Bergfeldt. Ce n'est qu'une paix plâtrée. Aussi bien, M<sup>me</sup> Buchholz héritera prochainement d'une tante, et du haut de son héritage, elle regardera les Bergfeldt en pitié. « Ce ne sont pas des gens à voir, disait-elle ; en vérité, ces Bergfeldt étaient une erreur. »

Ce qui la travaillait, la consumait et la rongeaît, c'était l'éternel et dévorant souci de marier ses deux filles. A la campagne comme à la ville, elle faisait la chasse aux gendres. Peu s'en fallait qu'elle ne happât les gens au collet en leur disant : « Avez-vous des yeux ? Ne sont-elles pas charmantes ? Prenez l'une, prenez l'autre. Les grâces et les principes, rien ne leur manque ; c'est de la marchandise toute fraîche et de premier choix. » Elle était trop pressante, et sa façon de recommander sa marchandise en dégoûtait l'acheteur ; c'était un sauve-qui-peut. Emmi, qui est une sournoise, a fait elle-même ses petites affaires. Elle a filé le parfait amour avec le docteur Wrenchen. On se rencontrait en tramway et peut-être aussi chez le confiseur du coin, car les confiseries de Berlin sont des endroits où l'on se rencontre. Le docteur a dit enfin : « Voulez-vous ? » Elle a répondu oui, et M. Buchholz a dit amen. On se promettait de faire une surprise à M<sup>me</sup> Buchholz ; on comptait lui dire, le soir de Noël : « Mère adorée, le plus beau présent qu'on puisse t'offrir est un gendre ; le voici, et il est docteur. » Mais l'avisée M<sup>me</sup> Buchholz n'est pas une femme à qui

on fasse des surprises; elle a tout deviné: « Je pénétrai sans que personne s'en doutât dans la chambre où étaient déposés les présens de Noël et où l'oncle Fritz avait clandestinement introduit le docteur. Alors il se dressa devant moi comme un voleur dans la nuit. Je le saluai, il me souhaila le bonsoir, mais il semblait ne pas trop savoir comment s'excuser. — Aidez-moi, lui dis-je, à allumer l'arbre. — Il s'y prit si bien que j'ajoutai d'un ton badin: Vous me semblez fait pour être père de famille. — Puis, je le forçai à s'asseoir dans un fauteuil couronné de fleurs, devant la table où était l'arbre, et il avait l'air aussi majestueux, aussi digne qu'un conseiller ecclésiastique. Cela fait, j'ouvris la porte, et tous contemplèrent avec étonnement le sapin allumé et le docteur qu'éclairait la flamme de cent bougies. » M<sup>me</sup> Buchholz a le génie de la mise en scène, elle ferait peu de cas du bonheur si le bonheur n'était un spectacle.

Il n'est pas de joies sans mélange. Elle est ravie d'avoir un gendre, mais ce n'est pas elle qui l'a trouvé; on s'est fiancé derrière son dos, on a méconnu son autorité. Son gendre est docteur, elle l'adore; son gendre est un sournois, elle l'exècre. Un des traits distinctifs de son caractère est l'impudeur des contradictions. Toutefois dans ce cœur partagé la vanité l'emporte. La noce sera brillante et bruyante: on ne regardera pas à la dépense, on dînera à la Maison anglaise, et le banquet sera suivi d'un grand bal, où l'on verra danser onze docteurs. M<sup>me</sup> Bergfeldt le saura, elle en crèvera de dépit. Mais pourquoi M<sup>me</sup> Buchholz s'est-elle avisée de faire à son tour une surprise aux mariés? À leur insu, elle a décoré de plantes vertes et transformé en serre l'appartement fort modeste qui les attend. Les plantes vertes sentaient le moisi; elle y a remédié en les inondant d'eau de fleurs d'orange. C'est de tous les parfums le plus antipathique à son gendre, qui est sujet aux migraines. Quand il rentre chez lui après le bal: « Qui m'a joué ce tour? » s'écrie-t-il en frappant du pied, et il emploie la meilleure partie de la nuit à transporter dans le corridor l'une après l'autre ces maudites plantes vertes; sur quoi on vient le chercher en hâte pour un cas très pressant. Le lendemain matin, dès neuf heures, M<sup>me</sup> Buchholz se présentait à la porte des jeunes mariés; il lui traita de savoir comment cela s'était passé. Elle trouve sa fille dans sa robe de bal et pleurant à chaudes larmes, à demi couchée sur un sofa. Pour prévenir le retour de pareils accidens et de si tristes mécomptes, elle coupe secrètement le fil de la sonnette de nuit; mais de ce jur elle a décidé que son gendre n'était pas seulement un sournois, c'était un vilain homme, un affreux égoïste, un tyran, un Moloch et désormais elle emploiera tous ses soins à faire l'éducation de ce monstre.

M<sup>me</sup> Buchholz est une petite bourgeoise au sang aduste, au regard toujours flambant, à l'âme ardente et tragique, qui dépense pour satisfaire

ses petites ambitions et pour humilier les Bergfeldt plus de volonté, de passion et de ruse qu'il n'en faut à un conquérant pour ajouter une province à ses états. Son biographe lui-même, quelque bienveillance qu'il ait pour elle, s'égaie quelquefois à ses dépens et semble lui reprocher l'âpreté de ses efforts et la vanité de ses entreprises. Elle peut s'en consoler en pensant qu'aux yeux de tel philosophe épicurien, les conquérans et les grands politiques sont des hommes qui souvent se remuent et se tracassent beaucoup pour arriver à peu de chose. Un de ces épicuriens nous disait quelques jours après la mort de lord Beaconsfield : « C'était une grande figure que cet homme. Quelle destinée que la sienne ! Que d'intrigue, que de génie, quelle âpre persévérance il lui a fallu pour faire oublier à l'Angleterre ses origines suspectes, l'humilité de ses commencemens, et pour s'imposer à la plus fière des aristocraties, qui l'avait accablé de ses mépris et de ses lardons ! » Il ajouta, un instant après : « Reste à savoir si le jeu en valait la chandelle. Cache ta vie, a dit Épicure, qui se connaissait en vrai bonheur. »

On trouverait facilement dans le roman anglais et français plus d'une petite bourgeoise de la même famille, de la même espèce que M<sup>me</sup> Wilhelmine Buchholz, et il en est dans le nombre de plus intéressantes. Mais M<sup>me</sup> Buchholz ne peut être confondue avec personne ; elle est de son pays ; son esprit et sa sottise sont des vins surs, mais francs, qui sentent le terroir. Comme beaucoup de ses compatriotes, elle a du talent pour l'ironie aigre. Elle n'est ni bonne ni méchante. Si jamais elle devenait bonne, elle serait fade, et c'est malheureusement ce qui lui arrive dans la seconde partie de son histoire, telle qu'*M. Stinde* la raconte, rien n'étant plus rare dans les romans de nos voisins que la netteté rigoureuse du parti-pris et qu'un caractère sans défaillances. Mais dans ses beaux jours et avant sa fâcheuse et invraisemblable réforme, elle attendait pour être aimable d'avoir découvert à quoi cela peut servir. Elle avait aussi la prétention de ne s'étonner de rien. Le vrai Berlinoise se pique de tout savoir ; il a tout vu, tout connu, tout approfondi, il a fait le tour du monde sans sortir de sa coquille ou de sa *kneipe* ; bien habile qui réussirait à lui apprendre quelque chose. M<sup>me</sup> Buchholz s'étonne quelquefois malgré elle, mais elle s'en cache avec soin. Elle considère l'étonnement comme une marque certaine d'infériorité, et elle entend ne jamais perdre un pouce de sa petite taille.

Si coriace qu'elle soit, elle a des accès courts, mais fréquens d sensibilité romantique et larmoyante. Elle s'extasie devant les beaux de la nature, devant les grâces du printemps ; elle estime que, 'il est agréable de vivre à la ville, ce doit être un vrai bonheur que d'être enterré à la campagne. Elle soutient avec chaleur que l'amour est un sentiment beaucoup trop élevé, trop éthéré, trop sublime pour qu'il

soit permis d'en plaisanter, que le véritable amour est tout autre chose « que ce que disent les hommes quand les dames n'y sont pas. » Elle tient la musique pour une invention céleste; elle prétend que lorsqu'elle entend une symphonie, il faudrait lui jeter un grand seau d'eau sur la tête pour la faire revenir à elle. Aussi fait-elle un crime à M<sup>me</sup> Bergfeldt de tricoter dans les concerts; est-il convenable de partager son attention « entre un bas et les divines inspirations de Beethoven? »

Elle a eu grand soin de l'éducation de ses filles; elle leur a fait apprendre et les arts utiles et les arts d'agrément; il est bon de mêler à la science du fricot comme aux travaux d'aiguille un peu d'idéalité. La blonde Emmi, qui s'entend comme personne à confectionner des boulettes de viande hachée, a appris à chanter dans le célèbre, mais compromettant conservatoire de musique que dirige M<sup>me</sup> Grün-Reiffers-tein. Elle a suivi des cours où on lui enseignait que Richard III d'Angleterre serait devenu un homme de bien s'il avait eu d'autres parens. Elle a fréquenté le Holbeinklub, où elle s'appliquait à broder des torchons d'après des modèles empruntés au vieil art allemand. Le samedi, elle s'exerçait avec des amies à la conversation anglaise; d'autres jours, on se réunissait pour lire à haute voix *Cabale und Liebe*, en se distribuant les rôles à l'amiable, et parmi les cadeaux qui lui sont offerts à l'occasion de son mariage, figure un joli buste de Schiller, monté sur un petit socle noir où se trouve encastré un petit thermomètre, car il faut bien que l'idéal serve à quelque chose. M<sup>me</sup> Buchholz elle-même fait grand cas de Schiller, qu'elle admire de confiance, sans l'avoir beaucoup lu. Elle affirme également que *le Roi des aunes* est un ouvrage immortel et que *Faust* sera peut-être immortel aussi; mais elle reproche à Goethe de n'avoir pas composé un plus grand nombre de ces jolies poésies qu'on peut faire déclamer par des jeunes filles. M. Stinde nous apprend que, dans un discours prononcé en 1882, M. Dubois-Reymond, recteur de l'université de Berlin, déplorait le regrettable usage que Faust avait fait de ses puissantes facultés et de sa vie, et le funeste exemple qu'il avait donné. Qui donc l'empêchait d'épouser Gretchen, de légitimer leur enfant et de s'employer au bonheur de l'humanité en inventant la machine pneumatique ou en découvrant la variation négative des muscles? Si M<sup>me</sup> Buchholz avait eu le plaisir d'entendre M. Dubois-Reymond, elle aurait sûrement approuvé les conclusions de l'éminent professeur.

M<sup>me</sup> Buchholz est fière de vivre à Berlin, dans la ville de l'intelligence et de la bière blanche. Elle professe un grand respect pour la science. Elle a des égards pour les instituteurs qui ont gagné la bataille de Sedan. Elle se promet chaque été de lire le *Cosmos* de Humboldt l'hiver suivant. Elle a entendu dire que les savans modernes expliquent tout par des

causes naturelles, et elle se souvient d'avoir lu, dans la *Gazette des ménagères*, que ce n'est pas le printemps qui ramène la chaleur, que c'est la chaleur qui ramène le printemps, sur quoi elle s'écrie : « Quel autre air a la nature quand on la contemple à travers les lunettes de la science ! » Elle n'en est pas moins la plus superstitieuse des femmes; elle a peur des esprits et des revenans. On lui a dit aussi que les savans ne croient plus à l'enfer ni au diable; elle y croit de tout son cœur. Ne craignez pas qu'elle lise jamais Schopenhauer, ni qu'elle se convertisse au *nirvana*; elle est trop attachée à la conservation de son bien-aimé petit moi, qu'elle entend protéger et contre les accidens d'ici-bas et contre toutes les surprises de la résurrection. La seule vie future dont elle se soucie est celle où M<sup>me</sup> Buchholz aura le bonheur de se retrouver tout entière, corps et âme, os et cuir. Donnez-lui, si vous voulez, des ailes et faites-lui entendre des symphonies de Beethoven exécutées par un orchestre de séraphins; mais elle ne conçoit point de paradis sans une rue Landsberger, sans une maison à pilastres, sans commérages ni tracasseries, sans un mari à suivre de l'œil, sans un gendre qu'on chapitre et à qui on dispute sa femme.

Il a paru récemment à Stockholm un volume d'études sociales, intitulé *Giftras, ou les Mariés* (1). L'auteur, M. Auguste Strindberg, qui possède également l'art d'observer et celui de conter, a eu maille à partir avec les autorités de son pays, qui ont jugé son livre licencieux et révolutionnaire. M. Strindberg est à la fois un radical et un pessimiste convaincu. Cette cruelle maladie que les Allemands appellent le *Weltschmerz* n'exerce tous ses ravages que dans les contrées du Nord. Nous ne connaissons guère dans notre cher pays de France qu'un pessimisme bien mangeant, bien buvant et bien disant, un pessimisme littéraire et mondain, lequel a fait sa rhétorique et trouve tant de plaisir à arrondir sa phrase que la beauté de ses adjectifs l'a bientôt consolé de ses chagrins, qui se tournent en félicités. Il n'y a pas de chagrins qui tiennent quand l'amour-propre est content. Les tristesses et les colères de M. Strindberg sont beaucoup plus sérieuses. Son seul tort, comme conteur, est de prêter à tous les petits bourgeois scandinaves qu'il met en scène sa philosophie morose et dure, qui suppose en eux un effort de réflexion soutenue dont la plupart sont incapables. Ils sont convaincus comme lui que le mariage est une déplorable institution, un attentat à la liberté « et le meilleur moyen de manquer sa vie. » Ils tiennent pour constant que le genre humain est gouverné « par une grande congrégation jésuitique, qui a rédigé dans l'intérêt de sa tyrannie les catéchismes comme les manuels scolaires, » et qui,

(1) *Études sociales : les Mariés, douze caractères conjugaux*, par Auguste Strindberg; traduction française. Lausanne, 1885.



sous le nom de classe dominante, prêche aux petits l'humilité et le respect des bonheurs injustes. Ils se plaignent « que des montagnes de sottises séculaires pèsent sur eux, » que la doctrine chrétienne n'est « qu'un système d'émascation morale, » et ils se comparent « à une plante de salade que l'on attache et que l'on emprisonne sous un pot à fleurs pour la rendre aussi blanche, aussi tendre que possible et l'empêcher de pousser des feuilles vertes, de fleurir et de fructifier. » Ils dénoncent les cruautés de la nature, qui ne respecte que les forts et ourdit de criminels complots contre les faibles. Ils s'indignent « de la bêtise du monde; » ils s'écrient que l'univers n'est qu'une immense imposture.

M<sup>me</sup> Buchholz raisonne peu et ne déclame guère; elle n'a pas de temps à donner à de mélancoliques et stériles contemplations; elle ne s'est jamais disputée ni avec le bon Dieu, ni avec le diable. On lui persuaderait difficilement que l'univers est une immense imposture; elle croit de toutes ses forces à l'entière réalité de la rue Landsberger et de ses habitans, et elle estime que le monde a sa raison d'être puisque M<sup>me</sup> Buchholz existe. Assurément, elle ne s'endort pas dans un béat optimisme. Elle considère le mariage comme un train de guerre et de combats. Les maris demandent à être surveillés de très près; l'esprit est prompt, la chair est faible, et Berlin est « un nid de péchés, » Berlin est une Babylone où les tentations abondent; le jour et la nuit, elles y battent le pavé; salles de bal ou petits théâtres, elles guettent partout leur proie; elles s'embusquent dans l'épaisseur des fumées bleuâtres qui remplissent de leur brouillard les brasseries-concerts et leurs cavernes dorées et, si l'on n'y prenait garde, la petite dame plâtrée que vous voyez là-bas aurait bientôt fait de ravir à M<sup>me</sup> Buchholz l'homme qui lui a juré fidélité devant les autels, son Carl adoré, quoique toujours soupçonné, qui est son bien, sa propriété et sa chose. Mais M<sup>me</sup> Buchholz a bec et ongles, et elle aime à se battre. Elle a les joies inquiètes, hérissées, mais glorieuses d'une poule qui couve ses œufs et les défend victorieusement contre tous les larrons au museau pointu.

Quant aux classes dominantes, M<sup>me</sup> Buchholz ne leur veut ni bien ni mal; elle les laisse vivre à leur guise et gouverner l'état comme il leur convient; elle leur interdit seulement de gouverner son ménage et de mettre le nez dans ses affaires domestiques et particulières. Elle fut priée un soir à un raout dans le grand monde, chez des gens qui se glorifiaient de compter une excellence parmi leurs plus proches parens. Ce raout l'a fort ennuyée, et elle a cru s'apercevoir « que les excellences occasionnaient de grandes dépenses dans les familles et produisaient un maigre effet, *mageren Effekt.* » Au surplus, elle s'est laissé dire qu'il y avait déjà des Buchholz au xv<sup>e</sup> siècle, que le plus

ancien s'appelait Claus, qu'il habitait la rue Stralauer et qu'il avait des armoiries représentant un chevalier de fer, qui tenait un hêtre dans sa main droite : « Cela prouve que nous ne sommes pas d'hier, » s'écrie-t-elle en faisant la roue. L'illustre voyageur Grou disait : « J'ai parcouru les deux hémisphères ; je n'ai vu que des fripons qui trompent des sots, des charlatans qui escamotent l'argent des autres pour avoir de l'autorité ou qui escamotent de l'autorité pour avoir de l'argent, qui vous vendent des toiles d'araignées pour manger vos perdrix, qui vous promettent richesses et plaisirs quand il n'y aura plus personne, afin que vous tourniez la broche pendant qu'ils existent. » M<sup>me</sup> Buchholz n'a jamais tourné la broche, ni mouché les chandelles pour personne, et elle n'attend pas d'être morte pour être heureuse.

Elle a fait sans doute de fâcheuses expériences. Elle a découvert que les grandes joies sont presque toujours gâtées par de méchants incidens, que les parties de campagne sont rarement des parties de plaisir, que les héritages se font attendre et sont moins considérables qu'on ne le pensait, que les oncles d'Amérique n'existent que sur le papier et qu'on ne saurait trop se défier des grandes espérances, qui n'accouchent le plus souvent que de grandes déconvenues. Elle en a conclu que, dans la vie comme à la bourse, il y a une perpétuelle alternative de hausse et de baisse ; mais il n'est que de savoir s'y prendre, on réussit toujours à se rattraper aux branches. C'est son idée, elle n'en changera pas. Argumentez, discutez, vous ne lui ferez jamais croire que la nature soit cruelle ni qu'elle ait manqué sa vie. Elle vous répondra que le premier degré de bonheur est d'être M<sup>me</sup> Buchholz ; le second, de vivre à Berlin, quoique Berlin soit une Babylone ; le troisième, d'habiter une maison qui a des pilastres et d'avoir des seringats dans son jardin.

Il est bon qu'il y ait des mécontents, des esprits inquiets, des chercheurs, des poètes, des philosophes chagrins et même des pessimistes ; mais M<sup>me</sup> Buchholz la mère, M. Buchholz le père et les petites Buchholz ont aussi leur rôle à jouer et sont des termes importants de la grande équation, des rouages de première nécessité dans le mystérieux agencement de notre univers. Que deviendrait ce pauvre monde si on en supprimait tous les optimistes qui ne raisonnent pas, tous les petits bourgeois à qui le bonheur suprême d'exister et de contempler leur ombre au soleil fait oublier les grandes et les petites misères, les criantes injustices, les lourdes servitudes dont s'indignent les délicats et les superbes ?

---

---

# REVUE LITTÉRAIRE

---

L'ÉLOQUENCE DE FLÉCHIER.

---

*Fléchier orateur*, par M. l'abbé Fabre. Paris, 1885; Perrin.

On ne lit pas beaucoup Fléchier, ses sermons ni même ses Oraisons funèbres, encore moins sa *Vie du cardinal Commendon* ou son *Histoire de Théodose le Grand*; cependant sa réputation continue de survivre à ses œuvres, et depuis deux cents ans bientôt, il demeure l'évêque de Nîmes, comme Bossuet l'évêque de Meaux, Fénelon l'archevêque de Cambrai, Massillon l'évêque de Clermont : à Nîmes, on l'appelle même le « Cygne » du pays. Considérable au xvii<sup>e</sup> siècle, et, jusque vers le milieu du siècle suivant, presque égale à celle de Bossuet, cette réputation a décliné lentement, puis elle s'est relevée de nos jours, quand la publication de ses spirituels *Mémoires sur les grands jours d'Auvergne* a ramené l'attention sur Fléchier. Il semble bien que ce soit une marque de la valeur de l'homme, et la médiocrité ne connaît point de ces alternatives ; on n'a jamais hésité sur Pradon, par exemple, ou sur le père Bretonneau ; sitôt lus, sitôt jugés, et personne qui se soit avisé d'y contredire. — J'ai pris naguère occasion d'un livre intéressant, bien fait, un peu long peut-être, agréable pourtant à lire : *la Jeunesse de Fléchier*, par M. l'abbé Fabre, pour examiner sur quels fondemens reposait la réputation de l'évêque de Nîmes (1). Je voudrais m'aider aujourd'hui d'un autre livre

(1) Voyez dans la *Revue* du 15 avril 1882, la *Société précieuse au xvii<sup>e</sup> siècle*.

du même auteur : *Fléchier orateur*, non moins consciencieux, mais plus diffus, trop complet, plus chargé de détails inutiles et surtout trop connus, pour étudier de plus près le personnage, la nature de son talent, et celle de son influence.

On ne juge ordinairement de Fléchier que sur ses *Oraisons funèbres*, et de ses *Oraisons funèbres* on ne connaît guère que celle de Turenne, pour l'avoir lue dans tous les *Recueils de morceaux choisis*. « Chose étrange ! dit à ce propos M. l'abbé Fabre, la postérité ne cesse de reprocher à Fléchier ses défauts : abus de l'esprit, fines antithèses, recherche de tours ingénieux et d'expressions nobles ou délicates, et, par une contradiction assez bizarre, elle n'a guère retenu de lui qu'un seul ouvrage, celui précisément où abondent le plus les imperfections dont elle se plaint. » C'est trop peu, M. l'abbé Fabre a raison de le dire, et raison de vouloir qu'à défaut de ses histoires ou de ses vers latins on y joigne la lecture au moins de quelques-uns des *Panegyriques* et de quelques-uns des *Sermons* de l'évêque de Nîmes. Fléchier d'ailleurs a-t-il vraiment « mieux compris que Bossuet et que Bourdaloue ce que demande le panégyrique des saints ? » c'est une question, et le biographe l'a peut-être un peu bien promptement et décidément tranchée ; mais, ce qui paraît certain, c'est qu'au xvii<sup>e</sup> siècle panégyriques et sermons, panégyriques surtout, firent autant pour la gloire de Fléchier que ses *Oraisons funèbres*. Cent ans plus tard, l'opinion des contemporains était celle encore de l'éditeur de Fléchier, le chanoine Ducreux. « Dans la carrière du panégyrique, dit-il, Fléchier ne trouva parmi ceux qui l'avaient précédé, même avec quelque succès pour leur temps, personne qu'il pût suivre et qu'il pût imiter. La route qu'il suivit, nul autre ne l'avait frayée avant lui ni même entrevue. » La critique sembla souscrire à l'admiration de l'honnête chanoine ; Laharpe mit les *Panegyriques* de l'évêque de Nîmes au-dessus de ceux de Bossuet et de Bourdaloue ; et il fut entendu que Bossuet l'avait emporté dans l'*Oraison funèbre*, Massillon dans le *Sermon*, mais Fléchier dans le *Panégyrique*. Heureux temps que celui où, dans des genres si voisins, pour ne pas dire si semblables, et réglés par les mêmes conditions, une critique si sûre savait si nettement distinguer des nuances si subtiles !

Laissons là les comparaisons. Aujourd'hui, le véritable intérêt des *Panégyriques* et des *Sermons* de Fléchier, c'est de nous être utiles, et même indispensables pour une exacte connaissance de la nature de son talent. On peut dire, en effet, que l'*oraison funèbre* est un genre d'apparat ; prêtre ou laïque, évêque ou académicien, on peut dire que l'orateur s'y croit obligé, — je ne sais trop pour quelle raison, — d'appeler au secours de son éloquence toutes les ressources de la rhétorique ; et, soit enfin qu'il lui faille égaler la majesté d'un grand sujet ou, au contraire,

dissimuler l'infertilité d'une petite matière, on peut dire qu'il y est toujours au-dessus ou au-dessous, et, en tous cas, hors de lui-même et de son naturel. Je n'en crois rien, s'il faut l'avouer; mais, puisqu'on peut le dire, puisqu'on l'a dit, puisqu'on le répète, il suffit; et, en ce qui regarde Fléchier, puisqu'il est effectivement emphatique, précieux et guindé dans l'oraison funèbre, lisons-le donc dans ses *Sermons* et dans ses *Panegyriques*.

Je ne dirai point qu'il y est ceci, qu'il y est cela, mais, en deux mots, qu'il y est avant tout et surtout homme de lettres. On pouvait s'y attendre, si l'on se rappelle sa jeunesse et ses débuts. Bel esprit, formé à l'école du sieur de Richesource, puis à l'école des précieuses, et non pas les premières, mais leurs imitatrices, aussi mondain que pouvait l'être au dix-septième siècle un homme de sa naissance et de sa condition, avide de succès, doué d'ailleurs de très réelles qualités littéraires et d'infiniment d'esprit, prédestiné enfin, si jamais quelqu'un le fut, à célébrer l'hôtel de Rambouillet, la chambre bleue, l'incomparable Arthénice, Julie d'Angennes après sa mère, et le mari après la femme, le marquis après la marquise, le duc après la duchesse, les Montausier après les Rambouillet, Fléchier ne fut rien de plus ni de moins dans ses *Sermons* que ce qu'il avait été dans ses petits vers à M<sup>lle</sup> Delavigne ou à M<sup>lle</sup> Dupré, dans ses lettres à M<sup>me</sup> ou à M<sup>lle</sup> Deshoulières, ce qu'il est dans ses *Mémoires sur les grands jours d'Auvergne*: un homme du monde, un homme d'esprit, un homme de lettres.

C'est ce qui nous explique ici que, de tous nos grands prédicateurs, puisqu'il en est encore, il soit le seul qui ait lui-même imprimé ses *Panegyriques* et ses *Sermons* (1). — Je ne parle pas des *Oraisons funèbres*: on en devait la publication, si je puis ainsi dire, à la famille du mort, et à l'honneur qu'elle vous avait fait de vous choisir pour le louer. — Massillon, dont le talent, d'ailleurs, et même le caractère ne sont pas sans quelque analogie avec le caractère et le talent de Fléchier, avait bien de sa main recopié ses *Sermons*, et non pas une fois, mais plusieurs, dit la légende; il ne les avait pas publiés cependant; et, tout en les préparant soigneusement pour l'impression, il n'avait pas voulu du moins qu'ils parussent de son vivant. Bourdaloue ne s'inquiéta seulement pas d'un pareil soin; et,

(1) *Panegyriques et autres sermons prêchés par messire Esprit Fléchier*. A Paris, chez Jean Anisson, directeur de l'imprimerie royale, 1696. Les sermons proprement dits sont précédés d'un court avertissement où Fléchier nous explique qu'il les a choisis, entre plusieurs autres, « soit à cause de la dignité des personnes à qui il a eu l'honneur d'annoncer quelques-unes de ces vérités, soit à cause de l'utilité des matières qui y sont traitées, soit enfin pour la singularité des sujets. » Il n'est peut-être pas indifférent d'ajouter que l'édition est fort belle.

pour Bossuet, on sait dans quel état et à travers quelles vicissitudes les manuscrits de ses *Sermons* sont parvenus jusqu'à nous. Il n'y en a qu'un seul dont il ait surveillé l'impression : c'est le *Sermon sur l'unité de l'église*, parce qu'il a toute la valeur d'un manifeste politique et d'une déclaration de l'église de France. Mais Fléchier publia les siens, et, non content de les publier, il y mit une longue *Préface*. Est-il rien, je le demande, qui sente plus l'homme de lettres, si ce n'est ce qu'il dit dans cette *Préface* même de quelques traits de satire qu'il a glissés dans ses *Panegyriques* « pour en ôter le dégoût d'une louange continue, et pour donner quelque sel à des discours qui sont ordinairement insipides? » Insipides! ô Bossuet, le panégyrique de saint Augustin, ou celui de saint Bernard, ou celui de sainte Thérèse! et la bizarre idée que d'y vouloir « donner du sel! » ou plutôt, et encore une fois, comme elle est bien d'un homme de lettres, préoccupé d'abord de plaire, d'instruire en amusant, et au besoin d'amuser sans instruire!

C'est un point délicat, et qu'il faut cependant toucher. En réalité, pas plus que le savant Huet, évêque d'Avranches, que je nomme de préférence parce qu'il fut de ses amis, Fléchier n'était né pour l'église. Il y entra par occasion plutôt que par vocation ou par choix, et comme il était d'ailleurs d'esprit sain et de conscience droite, personne plus honorablement que lui ne remplit les fonctions qu'il y exerça. Mais comparez encore ses débuts à ceux de Bossuet, de Bourdaloue, de Fénelon, de Massillon; j'entends ses débuts dans la vie, et non pas dans la chaire. Vous n'y trouvez pas trace de ce je ne sais quoi d'impérieux qui, dès l'âge de seize ans, contre le gré de son père, faisait entrer Bourdaloue dans la compagnie de Jésus, ni rien non plus qui rappelle cette ardeur dont Fénelon se sentait enflammé quand il écrivait cette lettre célèbre sur les missions du Levant : « Je vois déjà le schisme qui tombe, l'Orient et l'Occident qui se réunissent, et l'Asie qui voit renaître le jour après une si longue nuit... » M. l'abbé Fabre regrette qu'il y ait tant d'allusions aux auteurs profanes, mais si peu de citations de l'écriture et des pères dans les premiers morceaux de l'éloquence de Fléchier; que celles que l'on y rencontre soient toujours si faiblement traduites, plus faiblement commentées; qu'il s'y en trouve même d'inexactes ou d'erronées, d'interprétées à contresens ou de faites à faux. N'en serait-ce pas la vraie raison? On ne devait guère employer le temps à méditer l'écriture, dans le précieux salon de M<sup>lle</sup> de Scudéri, non plus que dans la fastueuse maison des Caumartin; et le ton, certes fort agréable, mais plutôt léger, des *Mémoires sur les grands jours d'Auvergne*, nous assure aussi bien que le goût naturel de Fléchier ne l'y portait guère. La vocation n'y était pas. Et quelle explication plus simple encore de

ce caractère mondain que M. l'abbé Fabre est bien obligé de noter dans les *Sermons* eux-mêmes de la maturité de Fléchier? Si Fléchier ne prêche pas le dogme, s'il se borne à la morale, et, sans autrement parler de quelques complaisances, si ce qu'il aime surtout de la morale, c'en est les applications, où en effet il peut montrer toute sa connaissance des mines, des manèges, des vices qui sont ceux du monde, c'est qu'aucun décret, si je puis ainsi dire, ne l'avait appelé particulièrement à la prédication. Il faut donc se le représenter comme un très honnête homme, d'esprit modéré, de goûts simples, engagé par hasard dans l'église, n'ayant d'ailleurs aucun effort à faire pour accorder sa conscience avec ses devoirs d'évêque ou sa conduite avec sa foi; mais qui, dans toute autre carrière, si sa condition, si sa fortune, si les circonstances l'eussent permis, apportant les mêmes qualités, eût obtenu le même succès, gagné les mêmes éloges et mérité le même respect. Et je ne crois pas rien dire, en le disant, qui puisse diminuer ce respect, mais seulement éclairer certains côtés de son caractère et de son talent, lesquels, sans cette supposition, nous demeureraient obscurs.

C'est, en effet, comme si je disais que tout ce que l'art peut mettre dans les genres où il s'est exercé, dans l'*Oraison funèbre*, dans le *Sermon*, dans le *Panegyrique*, Fléchier l'y a effectivement mis, et rien de l'accent, ou de l'âme, si l'on veut, qu'il n'y pouvait pas mettre. Il est correct, de cette correction supérieure, qui est le sens inné du génie de la langue, il est harmonieux, il est élégant, il est net; sa phrase a du nombre, sa période a de l'ampleur, et, quoique les transitions y soient souvent faibles ou brusques, sa composition ne manque ni de clarté, ni de logique, ni parfois de grandeur. On lui a reproché des antithèses; mais ni dans Massillon, ni dans Bourdaloue les antithèses ne manquent, et, après tout, n'a-t-on pas pu prétendre que l'antithèse était le fond ou l'essence même de la prédication chrétienne? On l'a repris sur cette préoccupation de la musique de la phrase, qui, en effet, ne le quitte guère; mais ne serait-ce pas peut-être se méprendre sur les conditions de la parole publique? On a enfin critiqué dans son style une recherche trop visible du choix de l'expression et de l'ingéniosité du tour; et le reproche est mieux fondé. Mais tout cela ne serait rien, pour parler ici comme lui, si cela n'était tout dans ses *Panegyriques* ou dans ses *Oraisons funèbres*, et s'il n'y manquait, non pas le naturel, comme on l'a dit souvent, mais quelque chose de plus et de plus rare, à savoir cette ardeur de gagner des âmes qui est le principe et la source de l'éloquence souveraine de Bossuet, de la dialectique passionnée de Bourdaloue, de la sensibilité diffuse de Massillon. Voilà ce qu'il n'a pas, mais à aucun degré; et voilà ce qui fait son évidente infériorité. Les autres, Bossuet et Bourdaloue surtout, sont

d'abord de grands chrétiens ; il ne leur suffit pas de croire, mais ils croient avec force et ils veulent que l'on croie avec eux et comme eux ; l'éloquence, qui est un but et une fin pour Fléchier, n'est qu'un moyen pour eux ; ils ne songent jamais à eux-mêmes quand ils parlent, mais à leur auditoire, à leur « audience, » comme ils disent. Et voilà ce qui fait aussi que l'on a tour à tour trop vanté ou trop abaissé l'éloquence de Fléchier, selon l'idée même que l'on se faisait de l'éloquence de la chaire. Mais nous, il nous devient facile de concilier les contradictions : l'éloquence de Fléchier est réelle, seulement ce n'est pas l'éloquence de la chaire. Essayons de marquer bien nettement la distinction.

Parce qu'il n'y a rien dans notre littérature française qui soit au-dessus des *Oraisons funèbres* de Bossuet, et peu de choses qui soient comparables aux *Sermons* de Bourdaloue, c'est-à-dire parce que les qualités littéraires s'en imposent à l'admiration de ceux mêmes qui d'ailleurs se sentent le moins disposés à penser comme Bossuet et Bourdaloue, l'habitude s'est établie d'en parler littérairement, comme on fait d'une tragédie de Racine ou d'une comédie de Molière, sur la forme, pour la forme, et sinon sans égard au fond, du moins en n'en considérant le fond qu'après la forme. Aimez-vous mieux d'autres comparaisons, et tirées de moins loin ? On loue donc dans les *Oraisons funèbres* de Bossuet ou dans les *Sermons* de Bourdaloue, ce que l'on louerait aussi bien dans le *Discours sur la couronne* ou dans les *Verrines*, dans un discours de Mirabeau sur le *Droit de paix et de guerre*, ou dans un réquisitoire de Burke contre *Warren Hastings*. C'est la grandeur de la composition, c'est la beauté de l'ordonnance, c'est la splendeur de l'imagination, c'est la hardiesse du mouvement, c'est l'invention du style, c'est la véhémence de l'expression, c'est, en un mot, toute une rhétorique dont les procédés, s'ils ont à la tribune ou dans le prétoire quelque valeur par eux-mêmes, la perdent et n'en ont aucune dans la chaire chrétienne. Dans la chaire chrétienne, où il s'agit d'intéresser toutes les puissances de l'homme à la grande affaire du chrétien, qui est la conversion, et, par la conversion, le salut, toutes ces qualités ne valent qu'autant qu'elles sont un reflet, si je puis ainsi dire, ou une communication de la grandeur elle-même du christianisme. On ne les applique point par le dehors ; « comme l'or et les pierreries dont on orne et dont on enrichit les châsses où l'on enferme les reliques des saints, » elles doivent procéder du dedans ; on ne les détache point de leur fond, elles font corps avec lui. Et en ce sens le plus grand orateur chrétien n'est pas celui que la nature a le mieux doué pour l'éloquence, mais celui qui a eu de sa religion, de sa force et de la diversité des moyens qu'elle possède pour agir sur l'homme, la plus profonde intelligence. « Ne cherchons pas de vains ornemens au Dieu



qui rejette l'éclat du monde. Si notre simplicité déplaît aux superbes, qu'ils sachent que nous craignons de leur plaire, que Jésus-Christ dédaigne leur faste insolent, et qu'il ne veut être connu que par les humbles. Abaissons-nous donc à ces humbles, et faisons-leur des prédications dont la bassesse tienne quelque chose de l'humiliation de la Croix. » Ainsi s'exprime Bossuet quand il veut louer l'Apôtre Paul, ce petit Juif « si méprisé, » dont la mine est aussi peu relevée que la parole est inculte, et le style aussi peu régulier que sa doctrine est dure à recevoir.

Appliquez maintenant ce principe, et servez-vous-en pour juger à leur tour les jugemens que l'on a portés sur nos grands sermons. Laharpe a déclaré Bossuet « médiocre dans le sermon. » Ce n'est pas là seulement, comme on le croit d'ordinaire, une erreur de goût, c'est une inintelligence réelle du christianisme. Il y a dans les *Sermons* de Bossuet une certaine rudesse, un sensible mépris des artifices de la rhétorique, une évidente négligence de tout ce qui ne ferait qu'embellir son discours et le rendrait plus régulier, mais non pas plus fort, ni plus chrétien ; et Laharpe ne croit s'étonner que de cette négligence ; mais, en réalité, il s'indigne de cette façon sommaire d'en user avec lui. Il veut lire un sermon de Bossuet comme il lit un pamphlet de Voltaire, en épicurien lettré, pour s'y plaire, et non pas y être choqué dans son philosophisme. La médiocrité de Bossuet consiste à s'être fait de l'éloquence de la chaire une idée plus conforme à celle de saint Paul qu'à celle de Laharpe. D'autres ont reproché à Bourdaloue l'excès de ses divisions, de ses subdivisions, et des redivisions de ses subdivisions, et, en effet, il en abuse ou plutôt il en abuserait, s'il n'avait ses raisons, dont l'une des principales est de rendre son discours plus touchant, plus instructif aux plus humbles de ses auditeurs. Il ne prêche pas pour plaire à M<sup>me</sup> de Sévigné, quoique peut-être il ne fût pas insensible à cette gloire, ni pour suivre « les usages des Grecs et des Romains, » comme l'eût voulu Voltaire, mais pour opposer les leçons du christianisme aux pratiques du monde, et il ne lui importe pas d'être loué dans les rhétoriques à venir, mais de convaincre ses auditeurs. C'est encore le reproche qui a tort ; et que l'on accepte ou non la religion de Bourdaloue, il faut s'en faire une idée juste, et s'il se peut, entière, avant de juger son éloquence. Au contraire, on loue Massillon de n'avoir pas prêché le dogme et de n'avoir pas donné à la morale chrétienne « une dureté capable de la rendre odieuse. » En effet, il est certain que ses *Sermons* sont déjà des sermons laïques, et, comme tels, ce sont ceux que d'Alembert préfère à tous les autres. Je comprends sa préférence, mais je ne puis m'empêcher de songer que si la morale chrétienne n'était pas plus sévère ou « plus dure » que celle des philoso-

phes, nous n'aurions pas besoin de prédicateurs, ni même peut-être de religion. Massillon a trop donné à l'esprit de son siècle. De même encore, lorsque Thomas admire dans Fléchier « l'art et l'harmonie d'Isocrate » avec la « tournure ingénieuse de Pline, » je ne suis pas si grand Grec, je l'avoue, que de pouvoir juger de la comparaison, mais elle ne me paraît pourtant pas être de nature à convenablement caractériser un orateur chrétien. Je ne vois point, en effet, ce que saint Antoine ou saint Benoît peuvent avoir de commun avec l'empereur Trajan, et, puisque les *Panegyriques* de Fléchier ressemblent à celui de Pline autant qu'on nous le dit, la même conclusion s'impose : ils sont donc très littéraires, et vraisemblablement moins chrétiens.

Et c'est bien l'impression qu'ils produisent : ils ne sont pas froids, ni languissans, comme on l'a prétendu, mais, ainsi que ses belles *Oraisons funèbres*, celle de Lamoignon, celle de Montausier, celle de Turenne, parfaitement nobles et parfaitement polies, toutes ces compositions répondent à l'idée de leur genre, elles la remplissent même et l'égalent si l'on commence par la vider de tout ce qu'elle devrait contenir de chrétien. L'*Oraison funèbre de Turenne* est le chef-d'œuvre de l'oraison funèbre laïque, et le *Panegyrique de sainte Madeleine*, est un modèle en effet de panegyrique mondain. Ce que l'on y regrette uniquement, c'est une certaine chaleur de cœur, une ferveur de zèle, un feu caché qui devrait pénétrer et fondre ensemble, pour ainsi dire, toutes les parties du discours. L'orateur ne se livre jamais, ni jamais ne s'oublie lui-même ; le goût le lui défend, et il manquerait plutôt à tout qu'aux convenances de son auditoire ; il accepte ceux qui l'écoutent et ceux qui le liront pour juges ; c'est un rhéteur et non pas un orateur chrétien. Mais les qualités littéraires y sont, toutes ou presque toutes, supérieures peut-être à ce qu'elles sont dans les *Panegyriques* ou dans les *Sermons* mêmes de Massillon et de Bourdaloue. Car, ne nous y trompons pas : Massillon n'est pas plus élégant ni plus harmonieux que Fléchier, mais plus facile, plus abondant, moins étudié ; et Bourdaloue, s'il a certes de bien autres qualités, cependant il est doué d'une imagination moins vive, et certainement son style, toujours exact et judicieux, n'a pas l'éclat de celui de Fléchier. Mieux encore que cela : j'ose dire qu'il n'y a pas plus d'inversions, plus de comparaisons, plus de prosopopées, plus d'apostrophes, plus de prétéritons et autres « figures » dans les *Oraisons funèbres* de Fléchier que dans celles de Bossuet ; seulement, dans Bossuet, pour les trouver il faut les y chercher, et, dans Fléchier, c'est ce qui brille aux yeux d'abord. Et c'est la supériorité de Bossuet, mais non pas une supériorité de l'ordre littéraire, ni même ce que l'on appelle communément, pour se dispenser d'approfondir davantage, une

supériorité de génie, mais bien une supériorité d'intelligence de la religion, et, si je puis ainsi dire, un rapport plus étroit, plus intime, plus profond de la nature de Bossuet avec l'essence du christianisme. Les qualités de Fléchier, au contraire, sont faciles à détacher du genre où il les a exercées. Aussi le plus beau jour de sa vie publique fut-il sans doute celui de sa réception à l'Académie française. C'était le 12 janvier 1673, et les discours, tenus jusqu'alors à huis-clos, s'échangeaient pour la première fois à portes ouvertes : le succès de Fléchier fut si grand que Racine, que l'on recevait le même jour, en fut découragé au point de ne vouloir pas même faire imprimer son *Remerciement*.

Les qualités littéraires de l'éloquence de Fléchier suffiraient à expliquer l'estime que les grammairiens et les rhéteurs ont faite et font encore aujourd'hui de lui. Nul à ce point de vue ne l'a loué plus brillamment que Villemain, et c'est à bon droit que M. l'abbé Fabre a placé ses conclusions sous l'autorité d'un tel nom. Une autre raison, cependant, plus matérielle, doit être ici donnée pour rendre compte de l'influence assez longue et très réelle que Fléchier a exercée sur la prose française. Il faut se rappeler que les *Sermons* de Bossuet ne parurent seulement, pour la première fois, qu'en 1772, ceux de Massillon en 1745, et ceux enfin de Bourdaloue en 1713 et 1714 : ceux de Fléchier avaient paru depuis 1696. Si l'on fait attention maintenant au caractère de beauté grave, et presque triste, qui distingue les *Sermons* de Bourdaloue, qui ne s'apprécie bien qu'à la longue, qui a fait de ce jésuite le prédicateur préféré des protestans, on voit que, pendant près d'un demi-siècle, les *Panegyriques* et les *Sermons* de Fléchier ont presque seuls représenté l'éloquence de la chaire au temps de Louis XIV. Fléchier s'est donc trouvé le maître des prédicateurs, et le maître si bien reconnu, que Massillon, nous l'avons dit, procède effectivement de lui pour une large part, pour tout ce qu'il y a, dans sa propre éloquence, de plus mondain et de plus littéraire. Ses qualités ou ses défauts sont ainsi devenus, pour plusieurs générations, les défauts ou les qualités mêmes, acceptés, reconnus et, en un mot, classiques de l'éloquence de la chaire. Et par une communication, ou, si l'on veut, une contagion toute naturelle, comme l'éloquence de la chaire avait fait presque autant que la tragédie française pour la gloire de notre littérature ; comme d'ailleurs c'était la plus brillante application qu'il y eût encore eu de la prose à des matières sérieuses, puisque ni Montesquieu, ni Voltaire, ni Buffon, ni Rousseau n'avaient écrit ; comme enfin la prélature, jusqu'aux environs de 1750, dans une société très aristocratique, n'avait rien perdu de son prestige, il en résulta que les modèles de l'éloquence de la chaire devinrent pour les critiques les modèles mêmes de la prose française. Étant donné le caract-

tère de l'éloquence de Massillon et de celle de Fléchier, l'*Oraison funèbre de Turenne* et le *Petit Carême*, on voit les conséquences, et comment la prose française en dévia du courant où l'avaient autrefois guidé Pascal et Bossuet, l'*Histoire des variations* et les *Provinciales*. « L'art de choisir les mots, l'emploi des tours heureux, des constructions savantes, enfin tous les secrets de l'élégance et de l'harmonie, » qui sont précisément ce que Villemain a vanté dans Fléchier, allaient l'emporter sur le reste ; — le reste, c'est-à-dire le souci de convaincre et de prouver, qui peut-être est la seule raison qu'il y ait d'écrire en prose. Il ne devrait être permis qu'aux poètes seuls de composer pour ne rien dire, et les seuls romanciers ont le droit de n'écrire que pour « raconter. »

Nous ne manquons pas aujourd'hui de stylistes ni de rhéteurs, mais on entend quelquefois aussi des écrivains se vanter d'écrire sans aucune préoccupation ni prétention littéraire. Ils n'ont pas tout à fait raison, mais ils n'ont pas tout à fait tort ; et il faut seulement savoir ce qu'ils veulent dire. S'ils veulent dire, en effet, qu'ils ont écrit sans ordre, au hasard de la pensée, sans égard à la constitution du sujet qu'ils traitent, en confondant le naturel avec la négligence et l'allure du désordre lui-même avec l'originalité, il est évident qu'ils ont tort, et le lecteur se passera bien que je prenne ici la peine de le démontrer. Mais s'ils voulaient dire peut-être qu'il a existé, qu'il existe un art de surfaire la pensée ; des « élégances » et des « secrets, » — un peu bien publics aujourd'hui, — pour faire illusion sur sa maigreur et sur sa pauvreté ; des « tours heureux » pour lui donner une valeur qu'elle n'aurait pas d'elle-même, des « constructions savantes » pour en envelopper le vide et la banalité ; et qu'il faut mépriser cet art, ils auraient raison et cent fois raison. En fait d'« élégances » il n'y en a que de fausses ; les tours heureux ne le sont qu'autant qu'on les rencontre sans les avoir cherchés ; et pour les constructions, elles sont toujours assez savantes quand elles accusent naturellement le contour et le relief de l'idée. Toute recherche de style est vaine qui n'a pas pour unique objet d'amener l'idée au dernier degré de netteté qu'elle puisse recevoir.

Cependant, comme dit Pascal, « toutes les fausses beautés que nous blâmons dans les rhéteurs ont des admirateurs, et en grand nombre ; » et toute une école, dans l'histoire de notre littérature, s'est fait, se fait encore gloire de les imiter. On y professe que le style se surajoute à l'idée pour lui donner un prix qu'elle n'aurait pas sans lui ; qu'il y a des figures, cataloguées dans les rhétoriques sous des noms grecs, la catachrèse et la synecdoque, l'hypotypose et la prosopopée, dont l'objet serait d'embellir ou d'orner le discours ; et que, quand on a dit tout ce que l'on avait à dire, il reste à trouver une

manière de le dire « qui ne s'attende point. » Balzac, Voiture, Fléchier, La Rochefoucauld, Fontenelle, Massillon, Thomas, Rivarol, dans des genres différens, et chacun avec des qualités diverses, ont tour à tour été les représentans éminens de cette école, mais Massillon et Fléchier les plus considérés peut-être, d'autant que l'éloquence de la chaire s'élève au-dessus de la lettre familière ou de la nouvelle à la main, et que naturellement on se défie moins de la préciosité d'un évêque. Les mécréans eux-mêmes, les mécréans surtout estiment qu'un évêque a d'autres affaires que d'arrondir des phrases et de filer des métaphores. Mais on voit qu'ils se trompent.

Dirai-je que cet art a sa raison d'être? Il le faut bien, puisqu'il a sa tradition, comme l'on voit, et qu'elle s'est continuée jusqu'à nous. La rhétorique est une imitation en même temps qu'une corruption de l'éloquence : elle peut donc plaire à ce titre et réussir quelquefois à se faire prendre pour elle ; un versificateur a souvent passé pour poète, comme Delille, et souvent un rhéteur pour un orateur, comme j'en connais trop pour en nommer un seul. Cette imitation a d'ailleurs ses difficultés, tous ceux qui s'y essaient n'y réussissent pas de la même manière ; c'est assez pour en faire un objet d'émulation parmi les hommes. Tous les épistoliers ne sont pas Balzac ou Voiture, tous les prédicateurs ne sont pas Massillon ou Fléchier. Certaines qualités de nature, une oreille délicate, un goût fin, une imagination vive, un sentiment heureux des ressources de la langue, une connaissance étendue du monde, y sont encore nécessaires. Et, pour être tout à fait juste, quand on veut mettre à leur rang les *Oraisons funèbres* de l'évêque de Nîmes ou le *Petit Carême* de l'évêque de Clermont, il faut se souvenir combien de prédicateurs ou même de prélats n'ont pas pu les écrire. Ajouterai-je, enfin, que cette rhétorique a son utilité? Je le puis bien, si l'on y tient. Elle accroît donc, d'âge en âge, les ressources de la langue, et, de rhéteur en rhéteur, elle met à la disposition du véritable orateur un vocabulaire plus étendu, plus riche de mots et surtout de nuances, une syntaxe plus souple, plus docile, plus capable de plier sa rigidité première aux exigences nouvelles d'une pensée qui va toujours s'enrichissant, se compliquant, se subtilisant. Ne l'a-t-on pas vue quelquefois, en ne travaillant qu'à choquer des mots, en faire jaillir, à notre grande surprise, des commencemens ou des semblans d'idées! Et, après cela, quand elle ne nous rendrait d'autre service que de nous préparer à une intelligence plus éclaircie des chefs-d'œuvre qu'elle imite, ne faudrait-il pas bien lui en savoir quelque gré? Pour goûter Bossuet et Bourdaloue, il n'est pas bon seulement, il est utile, nécessaire d'avoir lu Massillon et Fléchier, et même de s'y être plu, tout comme il est utile d'avoir ri à Regnard, franchement ri et beaucoup ri, pour bien comprendre Molière. Pascal, encore, le dit d'une

façon plus vive : il dit que le froid est agréable... pour se chauffer. S'il n'y avait pas eu dans l'histoire de notre littérature une grande abondance de rhéteurs, il me semble effectivement que je connaîtrais moins le prix de l'éloquence, et c'est pourquoi, sans les aimer, je ne suis pas fâché qu'il y en ait.

Mais n'oublions pas que ce sont des rhéteurs, et qu'ils font de la rhétorique. Or c'est précisément ce que l'on pourrait bien avoir trop oublié quelquefois en parlant de Fléchier, et c'est, je crois, l'explication des alternatives que sa réputation a subies. Il y a deux manières de le lire, et deux manières de le juger : à ne le prendre que pour un rhéteur, il mérite en effet toutes les louanges que l'on en a faites, et même de plus vives ; c'est Pline, c'est Cicéron, c'est Isocrate, si vous le voulez ; mais à le prendre pour un orateur, et surtout pour un prédicateur chrétien, il en mérite moins, beaucoup moins. C'est la distinction que je ne trouve point assez nettement marquée dans le livre récent de M. l'abbé Fabre ; et c'est pourquoi j'ai tâché de la mettre bien en lumière. Car, d'une part, elle nous permet de reconnaître à Fléchier les qualités très réelles qui furent les siennes ; elle nous permet, d'autre part, de ne nous faire illusion sur aucun de ses défauts ; et elle nous aide à comprendre enfin pour quelles raisons Fléchier sera toujours un personnage intéressant dans l'histoire de la littérature française. A l'un des moments les plus intéressants de l'histoire de la langue et de l'esprit français, il a été le représentant peut-être le plus éminent de ce que peuvent l'art, le travail, et l'ambition de réussir, dans un genre pour lequel il n'était point particulièrement né. C'est bien là quelque chose. Sans partager pour l'évêque de Nîmes toute l'indulgente admiration de M. l'abbé Fabre, remercions-le donc sincèrement du temps et de la peine qu'il lui a consacrés. Disons même qu'il serait à souhaiter que de plus grands que Fléchier, dans notre histoire littéraire, eussent rencontré un pareil biographe. Avertissons-le seulement, « pour ôter, comme dit Fléchier, le dégoût d'une louange continue, » et « donner quelque sel à un discours ordinairement insipide, » qu'il est temps maintenant de s'arrêter, que quatre forts volumes l'ont plus qu'acquitté de sa tâche, et qu'après avoir successivement écrit une *Étude sur la correspondance de Fléchier avec M<sup>me</sup> Deshoulières et sa fille*, deux volumes sur *la Jeunesse de Fléchier*, un autre enfin sur *Fléchier orateur*, ce serait trop d'en écrire un cinquième sur *l'Épiscopat de Fléchier*. Je n'ai pas remarqué sans quelque inquiétude qu'à la six-cent-troisième page du présent livre Fléchier n'était pas encore mort.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

31 octobre.

●

Maintenant que tout est fini et qu'au premier scrutin du commencement du mois est venu s'ajouter le dernier scrutin du 18 complétant et couronnant les élections françaises, il reste à savoir ce qui sortira de ce mouvement d'opinion aussi instructif qu'imprévu. — Quelle sera l'influence de la grande et récente consultation populaire sur la direction des affaires de la France? Comment s'organiseront et se conduiront les partis qui vont se retrouver en présence dans des proportions sensiblement différentes? Quel esprit, quels projets, quelles intentions vont-ils porter dans le nouveau parlement qui se réunira d'ici à peu? Que feront-ils tous, et cette majorité républicaine qui revient aussi effarée de ses mécomptes qu'embarrassée de ses incohérences, et cette minorité conservatrice si soudainement fortifiée, et ce ministère qui a perdu quelques-uns de ses membres à la bataille, qui n'a retrouvé les autres qu'au second scrutin? Où prendra-t-on son orientation, comme on dit aujourd'hui? Voilà les questions qui se présentent et se succèdent depuis quelques jours, qui s'agitent de toutes parts dans une assez bizarre confusion, et naturellement, dans tous les camps, chacun a sa manière de résoudre ces questions, d'expliquer les incidens d'une lutte fertile en surprises, d'interpréter à son avantage l'opinion du pays. Chacun a sa consultation, ses commentaires, ses pronostics; on finit presque par ne plus se reconnaître dans ce tourbillon d'interprétations et de divagations. Le fait est cependant qu'avec un peu de bonne volonté, avec quelque impartialité et quelque sang-froid, il n'y a rien de plus facile que de démêler le sens, le caractère

général et persistant des dernières élections françaises, de dégager de cette grande manifestation publique une certaine lumière, un certain enseignement profitable pour tout le monde.

Et d'abord il faudrait s'entendre sur une prétendue contradiction entre le premier scrutin, qui n'aurait été qu'une surprise, et le second scrutin, qui serait, dit-on, un retour de l'opinion réfléchie et avertie vers les partis régnans, une revanche républicaine. On peut bien, si l'on veut, parler ainsi par tactique, pour se donner un semblant de dédommagement, pour se rassurer ou pour rassurer ceux qui se contentent de peu. En réalité, il n'y a ni contradiction ni oscillation ou retour d'opinion, et rien n'est changé, rien n'a modifié ou altéré la situation telle que l'ont moralement faite les élections premières. Le scrutin du 18 a certainement sa valeur, surtout pour le résultat matériel et numérique, il n'a pas l'importance et la signification qu'on lui attribue pour plusieurs raisons. La première raison, c'est que, quoi qu'il ait pu arriver, le vote du 4 octobre ne subsiste pas moins tout entier avec son caractère, avec sa portée morale. Il reste ce qu'il a été : la manifestation spontanée et libre de l'opinion appelée à se prononcer sur la direction des affaires du pays. Du premier coup le suffrage universel a attesté ses tendances avec une autorité suffisamment imposante, en déposant dans les urnes l'impression de ses griefs, de ses malaises, de ses désillusions si l'on veut, de ses ressentimens intimes contre tout un ensemble de faits, contre toute une politique. C'est là ce qui reste acquis et indélébile ; ce qui est dit est dit. La seconde raison, c'est qu'à ce scrutin du 18, qu'on s'est hâté d'exalter, dont on se prévaut aujourd'hui comme d'une victoire, comme d'une revanche éclatante, il n'est arrivé que ce qui devait arriver, ce qui était prévu, ce dont personne ne doutait. On savait bien que là où les républicains s'étaient divisés dans un premier vote, ils se réuniraient, ils concentreraient tous leurs efforts à un second scrutin. C'était une tactique connue d'avance et dont les résultats n'ont pu avoir rien d'inattendu. Qui donc, parmi les conservateurs les plus optimistes, avait pu croire qu'il n'y aurait pas en définitive une majorité républicaine dans le nouveau parlement ? Est-ce que ceux qui ont si bruyamment triomphé du scrutin du 18 avaient par hasard douté un moment du succès ?

On s'y attendait. Et cependant, pour obtenir ce singulier succès, que n'a-t-on pas dû faire ? Il a fallu que radicaux et opportunistes oubliassent pour un moment que, la veille encore, ils se déchiraient, qu'ils avaient échangé les plus cruels outrages, qu'ils s'étaient mutuellement accusés de tous les crimes ou de toutes les folies. Oui, il a fallu que des républicains, qui se disent des modérés et des politiques, allassent au scrutin les yeux fermés et le cœur contrit, résignés à tout, acceptant tout, votant en Seine-et-Oise pour des radicaux plutôt que pour



des libéraux, à Paris pour un ancien agent de la commune et pour un gréviste d'Anzin. Ils ont fait cet effort de soumission à la discipline, ils ont abdiqué leur raison devant le mot d'ordre, au risque d'en avoir le cauchemar, ils l'ont avoué, et de n'être même pas sûrs de la reconnaissance de leurs alliés. Ce n'est pas tout. Le gouvernement, qui avait un instant paru présider avec une certaine impartialité aux élections, le gouvernement lui-même, pressé et sommé par ses amis, n'a point hésité à se jeter cette fois dans la mêlée, à mettre en jeu la puissance officielle, à tirer de l'arsenal administratif des moyens que l'empire ne désavouerait pas pour servir l'intérêt électoral des alliés républicains, radicaux ou opportunistes. M. le ministre de l'intérieur, M. le ministre de l'instruction publique se sont empressés d'envoyer en province des circulaires pour organiser l'intimidation, pour menacer les fonctionnaires et prévenir les instituteurs qu'on était décidé à « ne tolérer aucune défaillance. » Le ministère, qui est peut-être un peu novice dans ce genre de pratiques, a même commis par excès de zèle une singulière bévue. Comme on lui disait que le Tonkin avait fait beaucoup de mal aux républicains dans les premières élections, il a imaginé d'ordonner à grand bruit des poursuites contre des journaux qui parlaient du Tonkin, qui annonçaient que des opérations étaient engagées sur le Fleuve-Rouge, qu'on s'occupait d'envoyer des renforts à notre armée. Il a fait afficher dans toutes les communes de France, par la voie officielle, que ce n'étaient là que de fausses nouvelles, qu'il n'y avait pas d'opérations engagées, qu'on n'expédiait pas de renforts. Or ce qu'on niait sans scrupule la veille du scrutin était notoirement vrai et se trouvait confirmé le lendemain. Nos généraux étaient en pleine campagne, les ordres de départ des hommes de renfort recevaient leur exécution dès le soir du 18, — et c'est le ministère qui aurait pu se décréter lui-même d'accusation pour fausses nouvelles, à la place des journaux, qui, bien entendu, n'ont pas été poursuivis.

C'était tout simplement un coup de tactique électorale, ce qu'on appelle, dans le langage des partis, une manœuvre de la dernière heure. De sorte que, pour mieux s'assurer un succès qu'on aurait eu vraisemblablement dans tous les cas, on n'a pas craint de recourir aux combinaisons les plus équivoques, aux alliances avec le radicalisme le plus extrême, aussi bien qu'aux subterfuges administratifs les plus étranges. Et même, avec ces moyens plus ou moins avouables, à quoi est-on arrivé? A-t-on réussi à intimider le sentiment conservateur du pays, à obtenir une de ces victoires qui ont vraiment, comme on le dit, le caractère d'une revanche, d'un retour d'opinion? Nullement. Ce que le vote du 4 avait fait, le vote du 18 ne l'a pas démenti. Les choses ont suivi leur cours. Nulle part les conservateurs n'ont perdu de terrain, et, dans bien des départemens, ils ont eu plus de voix

qu'à la première épreuve. A Paris même, où ils ne pouvaient certes compter sur le succès, les candidats conservateurs sont passés de 92,000 à 110,000 voix. Que les républicains aient gardé ou reconquis à une dernière épreuve, comme on le prévoyait bien, la majorité numérique, ce n'est pas ce qui donne aux élections dernières leur caractère et leur importance. Ce qu'il y a de réellement significatif, c'est cette vérité certaine, évidente, positive, que, dans l'ensemble des élections, les conservateurs ont eu 3,600,000 voix contre 4,300,000 suffrages donnés aux républicains. Sur huit millions de votans, les conservateurs ont eu près de la moitié, et, d'un scrutin à l'autre, ils ont gagné près de deux cent mille voix. Voilà les faits, voilà la situation après le 18 comme après le 4 octobre. C'est le pays provisoirement partagé en deux camps presque égaux.

Reste une grande question qui, à vrai dire, se lie à cette situation même, qui en est inséparable : c'est la question de conduite pour les partis que la fortune de scrutin ramène au parlement dans des conditions toutes nouvelles. C'est là, en définitive, le fond de toutes ces polémiques, de tous ces discours par lesquels on s'efforce d'expliquer, d'interpréter les élections, au risque de les obscurcir le plus souvent, et c'est ici justement qu'on peut redire avec une vérité devenue plus saisissante que le succès, que l'avenir sera aux plus sages. Pour les conservateurs, s'ils sont clairvoyans, s'ils veulent rester de vrais conservateurs, il n'y a certes rien de plus simple que la conduite qu'ils ont à suivre dans des circonstances où, même en ayant reconquis des avantages, ils ne sont encore qu'une opposition. Cette conduite, elle est toute tracée d'avance par l'intérêt le plus évident du pays qui les a élus comme les mandataires de ses griefs. Oh ! sans doute, il y a toujours des esprits impétueux et irréflechis qui ont plus d'ardeur de conviction que de mesure, qui sont persuadés qu'ils n'ont été envoyés au parlement que pour détruire la république, pour enlever de vive force une restauration monarchique. C'est avec ce genre de soldats que les causes se perdent assez souvent. Si on veut les suivre, la confusion sera bientôt dans le camp ; dès les premiers pas on se divisera, et tout ce qu'on a regagné de crédit, d'influence sur le pays ne tardera pas à être perdu de nouveau. Il y a certainement aussi parmi les élus d'hier bien des conservateurs plus calmes, sincèrement animés d'un esprit de prudence et de mesure, convaincus qu'ils n'ont pas reçu un mandat de passion et d'agitation. Ces conservateurs, et ils sont probablement en plus grand nombre que les autres, sentent bien que ce qu'ils ont de mieux à faire, c'est d'éviter tout ce qui pourrait les diviser, de rester unis pour préserver de tous leurs efforts les intérêts publics de toute sorte compromis ou menacés par la politique de ces dernières années. Ils comprennent parfaitement qu'il y a « bien d'autres débats à engager avec les radicaux de la chambre que ceux de la forme du gou-

vernement, » ainsi que le disait il y a peu de jours M. le duc de Broglie, à qui il n'a manqué que quelques voix pour être élu et qui eût été l'honneur de l'assemblée nouvelle. Plus les conservateurs d'aujourd'hui mettront de mesure et de sagesse, même de désintéressement d'opinion dans leur opposition, plus ils pourront avoir une influence utile et efficace dans l'intérêt du pays. Ils ont à se faire ou à suivre non une politique de faction, mais une politique de réparation, de défense, et c'est en restant sur ce terrain, où le sentiment de leurs électeurs les a placés, qu'ils peuvent, même en n'étant qu'une minorité, servir sérieusement la France. Leur rôle est d'aider à réparer autant que possible le mal qui a été fait depuis quelques années et d'empêcher le mal qui se prépare peut-être encore, si les républicains à leur tour ne se laissent pas éclairer par les élections dernières.

Cette question de conduite, qui a certes son importance pour une minorité, elle est bien plus grave encore, en effet, pour les républicains, qui, eux, sont la majorité, et qui, précisément parce qu'ils ont le pouvoir, sembleraient intéressés à ne pas le perdre complètement par des fautes nouvelles. Malheureusement, c'est ce qu'ils comprennent le moins. Les républicains ont un don singulier : ils ne peuvent ou ils ne savent jamais rester dans la vérité. S'ils ont quelque succès, ils se laissent aller à leurs passions et à leurs infatuations, ils se croient tout permis ; s'ils éprouvent quelque échec bien mérité, ils s'irritent, ils menacent et ils divagent pour échapper à la cruelle réalité qui les presse. Ils font comme aujourd'hui, ils commencent par n'avoir pas même le sentiment le plus simple des causes de leurs mécomptes, et naturellement ils ont encore moins l'idée de chercher quelque lumière, quelque enseignement profitable dans une défaite qu'ils se sont attirée. Assurément, il n'y a rien d'obscur ni même de bien compliqué, quoi qu'on en dise, dans ces scrutins qui ont si brusquement et si étrangement troublé l'optimisme républicain. S'il y a une chose évidente, parlante dans ces élections et dans ce revirement d'opinion dont elles sont l'expression, c'est que le pays, fatigué, excédé, ruiné, a voulu protester contre une domination qui ne s'est manifestée que par des promesses trompeuses, par des turbulences stériles, par des excès de parti, par de perpétuelles concessions à l'esprit de révolution et d'anarchie. Ces trois millions et demi d'électeurs français, qui, le 4 et le 18 octobre, ont donné leurs voix à des conservateurs, n'ont peut-être pas fait de profonds calculs et n'ont pas songé, si l'on veut, à préparer par leur vote quelque révolution nouvelle ; mais ils savaient à coup sûr ce qu'ils faisaient en refusant leurs suffrages aux dominateurs du jour, ils ont parlé assez clairement pour qu'on ne puisse se méprendre sur ce qu'ils pensent et ce qu'ils sentent. Ils ont dit comme ils pouvaient le dire qu'ils en avaient assez d'une politique qui, depuis quelques années, n'a su que tourmenter le pays, inquiéter les consciences et les

croyances par les guerres de secte, compromettre la fortune publique par les abus de crédit et les gaspillages, aventurer le drapeau de la France dans des expéditions conduites sans prévoyance, ébranler toutes les institutions, décourager la confiance. C'est aussi simple et aussi clair que possible ; c'est là ce que les élections signifient ou elles ne signifient absolument rien ; et c'est justement cette vérité des choses que les républicains s'efforcent de ne pas voir, qu'ils s'obstinent à contester dans leurs explications et leurs interprétations des derniers scrutins.

Ces républicains sont étranges ; ils ont une manière à eux de tout expliquer. Si le pays leur a manqué et a passé en partie aux conservateurs, croyez-vous qu'ils se décident à voir que les fautes de leur politique pourraient n'être pas étrangères à cette évolution de la France électorale ? Pensez-vous qu'ils consentent à reconnaître qu'il pourrait bien y avoir eu quelque imprudence à troubler les mœurs religieuses en bataillant contre les cultes et contre le concordat, à épuiser les ressources de la France par des dépenses démesurées, à mettre en doute toutes les institutions par de prétendues réformes qui ne sont que la destruction organisée ? Ce serait bien naïf. Les républicains ne peuvent pas convenir qu'ils se sont trompés. Ils ont des manières de se faire illusion et d'expliquer un événement qui les importune : c'est que tout le monde a trahi ou conspiré, les hobereaux qui ont exercé leur influence néfaste dans les campagnes, les bourgeois, les financiers, les prêtres qui reçoivent un traitement de l'état et ont troublé les paysans de leurs propagandes, les fonctionnaires qui ne sont que des réactionnaires déguisés, et même les femmes des fonctionnaires ; c'est que la république n'a pas fait sentir assez énergiquement son action dans le pays, dans les campagnes. La conséquence, c'est qu'il faut des épurations nouvelles dans l'administration, c'est qu'il faut plus que jamais accentuer la politique républicaine, reprendre les grandes réformes, la séparation de l'église et de l'état, l'impôt sur le revenu, l'élection des juges, en commençant au besoin par donner des exemples d'une salutaire sévérité, par invalider un certain nombre d'élections conservatrices ! De sorte qu'au moment même où le suffrage universel témoigne ses antipathies contre les politiques violentes, ses mécontentemens et ses inquiétudes, les républicains ne trouvent rien de mieux que de répondre par des violences nouvelles, par des menaces et des jactances de parti effaré. Ils se donnent en vérité l'air de vouloir renouveler cette époque de fructidor où la France, comme aujourd'hui, venait d'envoyer des conservateurs aux assemblées, de faire des élections réactionnaires. Alors aussi, à cette époque d'heureuse mémoire, on parlait de sauver la république, on imposait de la bonne manière silence aux modérés, on voulait reconstituer les clubs, qui devaient raviver dans tout le pays le feu républicain ; on avait des procédés particuliers

d'invalidation à l'égard de ceux qu'on accusait d'être les ennemis de la république ! C'est fort bien. Seulement, les républicains oublient que les époques ne se ressemblent pas, qu'on ne se donne pas à volonté le luxe des fantaisies violentes ; ils ne voient pas que, dans tous les cas, les fructidors plus ou moins déguisés conduisent aux dix-huit brumaire, et qu'avec tout cela, c'est le pays qu'ils mettent en péril, c'est la France qui souffre dans ses intérêts, dans sa sécurité, dans sa paix intérieure comme dans sa dignité devant le monde.

En attendant, le monde marche, et tandis que la France se sent forcément réduite à un rôle effacé ou embarrassé par la politique qu'on lui fait, les questions se succèdent. Elles naissent du travail des races, du choc des influences, du mouvement perpétuel des ambitions ; elles ne font le plus souvent que renaître et passer par des phases toujours nouvelles, à vrai dire. Ainsi a reparu la question d'Orient presque tout entière avec cette révolution bulgare, qui a subitement remis en doute et la paix des Balkans et l'ordre diplomatique créé par le congrès de Berlin. Il y a déjà six semaines qu'a éclaté à Philippopoli le mouvement plus ou moins spontané qui a aussitôt retenti à Sofia, qui avait pour objet de réunir les deux Bulgaries en un même état sous le commandement du prince Alexandre, et, jusqu'ici, on n'est pas plus avancé que le premier jour ; on ne distingue pas un progrès sensible dans une situation qui reste plus que jamais troublée et obscure. On ne voit rien de distinct, si ce n'est que l'effervescence s'est répandue parmi les populations orientales, parmi ces jeunes états toujours prêts à saisir une occasion favorable, au risque de tout compliquer, et que l'Europe, à son tour, s'est trouvée inopinément placée en présence de son propre ouvrage, à demi aboli sans son aveu, contre ses volontés.

S'il y a une chose évidente aujourd'hui, c'est que cette révolution de Philippopoli a mal choisi son moment, et que ceux qui l'ont décidée et dirigée ont médiocrement évalué les conditions dans lesquelles ils tentaient l'aventure. Les Bulgares ont cru peut-être trouver quelque appui ou tout au moins des sympathies dans les nouveaux états formés des démembrements de la Turquie ; ils ont pensé qu'un mouvement accompli au nom de l'idée de nationalité ne rencontrerait que faveur, qu'ils auraient de la popularité et des alliances, que leur cause serait la cause de tout l'Orient. Bien au contraire : entre les populations orientales de toute race, Bulgares, Serbes, Hellènes, Roumains, il y a malheureusement des antagonismes invétérés, des diversités de traditions, des rivalités, des jalousies qui ont éclaté aussitôt. Serbes et Grecs, loin de se montrer favorables à la cause rouméliote, ont vu avec ombrage une tentative faite pour constituer une grande Bulgarie, et la révolution de Philippopoli n'a été pour eux qu'une occasion de réclamer dans leur propre intérêt, d'exercer des revendications nouvelles. Ils se sont mis précipitamment sous les armes pour être prêts à se

jeter au besoin dans la mêlée; ils ont prétendu que, si les Bulgares s'affranchissaient des conventions de Berlin, ils avaient, eux aussi, le droit de se dégager, d'obtenir des compensations territoriales; ils ont invoqué l'équilibre des Balkans, et, par un phénomène singulier, les Bulgares, qui croyaient n'avoir à se défendre que contre les Turcs, en sont depuis quelques jours à se demander s'ils n'auront pas à faire face à l'armée serbe qui borde leur frontière, qui menace Widdin. C'est la manière dont les Serbes leur témoignent leurs sympathies.

Les Bulgares ne se sont pas moins trompés dans l'idée qu'ils se sont faite de l'état de l'Europe. Ils se sont étrangement abusés s'ils ont cru qu'ils trouveraient quelque concours ou du moins une certaine tolérance chez les grands gouvernemens, que le fait de l'union une fois accompli serait accepté comme tant d'autres, qu'il n'y avait qu'à marcher sans hésitation, à trancher d'abord la question. Un des ministres du prince Alexandre assurait récemment, dans une conversation à Sofia, que les chefs bulgares n'avaient reçu ni mot d'ordre ni encouragement, qu'ils avaient agi sous leur responsabilité, qu'il n'était pas moins vrai que la Russie, par ses consuls, par tous ses agens, avait constamment favorisé les idées, les agitations qui conduisaient à l'union. La Russie, on n'en peut douter, a favorisé ces idées, puisqu'elle a été la première à leur donner une forme dans le projet de traité de San-Stefano : elle les a favorisées tant qu'elle a cru y voir son intérêt; mais elle ne les favorise plus aujourd'hui, elle les désavoue au contraire par ses actes comme par son langage. Les délégués de la Bulgarie, envoyés il y a quelques jours auprès du tsar, à Copenhague, ont pu en juger, particulièrement à l'accueil sévère qu'ils ont reçu, et les rigueurs russes iraient même, dit-on, jusqu'à menacer le prince Alexandre de Battenberg dans sa position souveraine pour s'être associé à la révolution du 18 septembre. Ce qu'il y a de clair, c'est que le cabinet de Saint-Petersbourg, par des raisons d'opportunité ou par quelque autre calcul, n'admet pas les événemens qui se sont passés à Philippopoli, et il agit certainement de concert avec les cabinets de Vienne et de Berlin. Les trois empires du Nord, sans être bien intimement d'accord peut-être, sans avoir les mêmes intérêts, semblent du moins aujourd'hui assez décidés à ne pas se diviser. Ils sont d'intelligence pour sauvegarder la paix de l'Orient, pour écarter tout ce qui pourrait la troubler, en maintenant autant qu'ils le pourront l'intégrité et l'autorité du traité de Berlin. De sorte que cette malheureuse révolution bulgare se trouve, pour le moment, dans des conditions assez difficiles, entre les autres Orientaux, qui ne lui ont été rien moins que sympathiques, et les cabinets européens, occupés depuis quelques semaines à chercher les moyens de ramener aux proportions les plus simples l'événement de Philippopoli.

Quels seront les moyens qu'on trouvera et qu'on emploiera? Com-

ment empêchera-t-on cette crise assez inopportune des Balkans de devenir la crise de l'Orient tout entier? C'est justement la question autour de laquelle on tourne et dont on a fini par confier la solution à une conférence qui va se réunir, qui se réunit en ce moment même à Constantinople. La Porte, qui n'a certes manqué ni d'habileté ni de modération dans ces affaires où elle est si singulièrement intéressée, la Porte s'est chargée d'en appeler à une délibération des grandes puissances, et tous les cabinets ont accepté le rendez-vous avec plus ou moins d'empressement, en faisant plus ou moins de réserves. Il est entendu d'ailleurs que, dans cette réunion nouvelle, due à l'initiative de la Porte ottomane, il ne s'agit que de traiter les affaires de Roumélie en prenant pour point de départ le traité de Berlin et en reconnaissant les droits du sultan. A vrai dire, même dans ces limites, qu'on ne pouvait officiellement dépasser, la conférence qui se réunit aujourd'hui n'aura pas une œuvre facile. Tout le monde assurément va à la réunion de Constantinople avec l'intention de maintenir ou de rétablir la paix déjà assez menacée; mais toutes les puissances n'ont pas les mêmes vues, les mêmes intérêts. La Russie et l'Angleterre, par exemple, ne paraissent pas avoir les mêmes idées sur les affaires de la Roumélie, et une des curieuses particularités de la situation présente est même le changement de rôle qui semble s'être opéré entre les deux puissances. Autrefois, c'était la Russie qui avait imaginé cette combinaison d'une grande Bulgarie, et elle ne l'abandonnait qu'avec peine au congrès de Berlin; aujourd'hui, c'est le cabinet de Saint-Petersbourg qui met le plus de vivacité à combattre l'union bulgare accomplie par une révolution, qui n'hésiterait peut-être pas à aller jusqu'à la dépossession du prince Alexandre. Au congrès de Berlin, l'Angleterre, représentée par lord Beaconsfield et lord Salisbury, s'enorgueillissait d'avoir fait échouer les projets russes, d'avoir suggéré cette création bizarre d'une Roumélie orientale, et, maintenant, ce sont encore les conservateurs anglais qui, sans craindre de se démentir, se font les patrons de l'union bulgare, qui seront les défenseurs du prince Alexandre contre la Russie. L'Autriche, de son côté, a ses vues et ses intérêts particuliers qu'elle essaiera de faire prévaloir, et elle sera vraisemblablement soutenue par l'Allemagne. — Avec de bonnes intentions, on se mettra d'accord, nous le voulons bien, on finira par découvrir une solution qui, en maintenant à peu près le traité de Berlin, fera jusqu'à un certain point la part des événemens par un régime inoffensif d'union personnelle en Bulgarie. C'est justement la question de savoir comment on arrivera à se mettre d'accord, à découvrir une combinaison assez ingénieuse pour tout concilier, et, cette combinaison une fois trouvée, quelles mesures on prendra pour faire exécuter les résolutions qu'on aura adoptées dans l'intérêt de la paix des Balkans.

Ce ne sera pas facile avec l'incandescence qui règne dans ces contrées.

Un des dangers de la situation présente, en effet, il ne faut pas s'y méprendre, c'est la surexcitation à laquelle se sont laissés aller ces jeunes états qui ont cru voir se rouvrir à leur profit la question d'Orient avec la révolution rouméliote, et qui attendent aujourd'hui avec une impatience fébrile ce que décidera la conférence de Constantinople. On a beau essayer de calmer leur ardeur et leur rappeler qu'ils n'ont, après tout, aucun droit, qu'ils ne sont ni attaqués, ni menacés : ils n'écoutent guère la sagesse et les conseils de prudence. Ils sont lancés, ils ont pris feu, ils se sont épuisés depuis quelques semaines en armemens ruineux, et il leur semble qu'on leur doit au moins quelques compensations, qu'on doit aux Serbes quelque peu de la vieille Serbie, aux Grecs la frontière du mont Olympe, qui leur avait été promise à Berlin, la Crète, qui irait si bien à leur ambition maritime. Ils ne manquent pas de raisons spécieuses pour démontrer que ce qu'on va faire pour rajuster tant bien que mal le traité de Berlin ne sera qu'un expédient chimérique et sans durée, que les Turcs ne rentreront en Roumélie, s'ils y sont autorisés, que pour semer sur leur passage les massacres et les ruines, que l'Europe ferait beaucoup mieux, dans l'intérêt d'une paix durable, de résoudre plus largement la question d'Orient en faisant aux uns et aux autres leur part légitime. C'est ainsi qu'on peut s'abuser à Athènes comme à Belgrade et se laisser aller à des fantaisies de conquête qui seraient aujourd'hui un vrai péril. La Grèce est certainement une des nations les plus intéressantes de l'Orient, et, en songeant à son passé, elle a bien le droit de croire à son avenir. Cet avenir cependant, qu'elle ne s'y trompe pas, elle ne l'assurera que par l'esprit de conduite, qui vaut mieux que l'esprit d'aventure, en sachant surtout éviter de se mettre en contradiction avec les vœux les plus évidens de l'Europe, qui a bien assez à faire aujourd'hui de régler les difficultés les plus pressantes, de limiter le feu au lieu de l'étendre en Orient.

Les difficultés, les complications diplomatiques ou autres ne manquent certainement pas aujourd'hui ; elles sont partout, elles ne finissent sur un point que pour recommencer sur un autre, et même en dehors de ces affaires d'Orient qui sont le perpétuel embarras de l'Europe, il reste toujours ce conflit qui s'est élevé il y a quelque temps entre l'Espagne et l'Allemagne, qui est loin d'être fini. Qui régnera, quel pavillon flottera sur l'archipel, ou tout au moins sur quelques îles de l'archipel des Carolines ? C'est la question qui se débat encore entre Madrid et Berlin, qui a déjà passé depuis trois mois par des phases assez diverses sans toucher à une solution. On croyait, il est vrai, que ce différend né dans les mers lointaines était entré depuis quelques



semaines dans une voie d'apaisement définitif. Les deux gouvernemens d'Allemagne et d'Espagne ont eu l'idée d'invoquer la médiation ou l'arbitrage du souverain pontife. Le pape Léon XIII a accepté le rôle qui lui était offert comme au conciliateur le plus éminent et le plus désintéressé. Le tribunal se trouve donc constitué, tous les documens de la cause ont dû lui être soumis, et par le fait, c'est désormais au saint-père de prononcer dans son équité souveraine, de dire le dernier mot de ce démêlé entre deux nations. Chose assez curieuse cependant ! La médiation pontificale n'exclut pas, à ce qu'il paraît, la continuation d'une négociation directe, qui prend même un ton quelque peu acerbe. M. de Bismarck, qui a eu le premier sans doute l'idée de cette médiation déferée au saint-père, ne semble pas s'en tenir absolument au médiateur, et tandis que le pape délibère, le chancelier allemand fait publier sans façon, dans son journal officiel, quelques-unes des dépêches qu'il a récemment échangées avec le cabinet de Madrid, qui sont quelquefois d'un ton assez tranchant et assez hautain. A en juger par ces pièces livrées un peu étrangement au public européen, l'instruction de la cause n'est pas très avancée, et la conciliation ne sera pas bien facile. Évidemment M. de Bismarck ne renonce à aucune de ses prétentions sur les Carolines, ou, si l'on veut, sur l'île qu'il a fait occuper par un officier de la marine allemande ; il continue à contester tous les droits de l'Espagne, ou du moins aux droits traditionnels de souveraineté que peut invoquer le cabinet de Madrid, il oppose le droit nouveau, le droit du premier occupant effectif. Le saint-père aura certes besoin de toute sa finesse, de toute sa droiture supérieure de jugement, de toute son autorité de conciliateur désintéressé pour mettre la paix entre les prétentions contraires, comme aussi entre les susceptibilités nationales, toujours prêtes à se réveiller.

Au fond, il faut en convenir, M. de Bismarck, dans le sentiment de son omnipotence, fait un peu à l'Espagne une querelle d'Allemand avec cette question où il y a deux points essentiels, un de droit et un de fait. S'agit-il de la souveraineté de l'Espagne dans l'archipel des Carolines et de Palaos ? Cette souveraineté semble assez évidente ; elle est inscrite dans l'histoire, elle est une tradition continue. Elle n'a pas cessé de passer pour réelle, quoiqu'elle ne se soit manifestée quelquefois que par la présence de quelques-uns de ces moines et de ces missionnaires dont M. de Bismarck se moque plus ou moins agréablement. On n'en a jamais parlé parce qu'on croyait qu'elle n'avait pas besoin d'être affirmée. Dans des dictionnaires et des annuaires qui datent de quarante ans, les Carolines sont toujours indiquées comme une dépendance de la capitainerie-générale des Philippines. — S'agit-il de l'occupation réelle et des faits récents qui ont pris tout à coup une gravité si disproportionnée, qui sont devenus un objet de dispute diplomatique entre les deux gouvernemens, une cause d'animosité entre les deux

pays? Ces faits, nous en convenons, sont assez obscurs, quoique les témoignages des acteurs de ces lointaines affaires commencent à arriver. Il est vrai qu'à la fin du mois d'août dernier, une canonnière allemande arrivait devant l'île de Yap et que, dès son arrivée, le commandant du navire se hâtait d'arborer le pavillon allemand sur l'île en signe de prise de possession ou de protectorat au nom de l'empereur Guillaume; mais ce qu'il faut ajouter, c'est qu'au moment où la canonnière allemande se présentait, des bâtimens espagnols étaient déjà depuis plusieurs jours dans les eaux de Yap, portant le gouverneur de l'île. Des officiers espagnols étaient déjà descendus à terre, ils avaient choisi un terrain pour établir une résidence. Les commandans espagnols, surpris par l'acte du commandant allemand, mais ne se croyant pas autorisés à soutenir leur droit par la force, se bornaient à protester, et il y a même une question de conduite militaire soumise en ce moment au conseil suprême de la guerre et de la marine à Madrid. Toujours est-il que la question internationale se réduit à ceci : Quel est le premier occupant? Est-ce celui qui a planté le drapeau? Est-ce celui qui était comme gouverneur dans les eaux de Yap, qui était envoyé pour s'établir dans l'île, qui avait déjà fait ses préparatifs d'établissement? Voilà, on en conviendra, une bien grosse querelle pour peu de chose! Après tout, quel intérêt ont les Allemands dans les Carolines? Ils sont intéressés à obtenir là comme partout, dans les mers lointaines, des droits, des garanties, des privilèges pour leur commerce. Ces garanties ou ces privilèges, ils n'ont sans doute rien d'incompatible avec la vieille souveraineté de l'Espagne, et c'est probablement en conciliant ces intérêts divers que le pape Léon XIII s'efforcera de juger l'étrange procès porté par l'Allemagne et par l'Espagne devant lui.

CH. DE MAZADE.

---

## LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE

---

Le résultat des élections du 4 octobre et la gravité de la situation dans la péninsule des Balkans avaient provoqué sur le marché de

Paris, pendant la première quinzaine d'octobre, un mouvement de baisse considérable. On redoutait à la fois l'explosion d'une guerre en Orient et des difficultés gouvernementales presque insurmontables chez nous. Gâchis au dehors et gâchis au dedans, ainsi se résumait la situation du lendemain pour les spéculateurs et les banquiers, qui avaient à prendre un parti immédiat s'ils ne voulaient se laisser surprendre par les événemens. Aussi la première impression fut-elle fort mauvaise et détermina des ventes sur toute la ligne. On peut mesurer par quelques exemples l'étendue et la portée des pertes infligées par ce courant d'opinion pessimiste à la fortune publique. Du 1<sup>er</sup> au 15 octobre, notre rente 3 pour 100 avait reculé de 1 fr. 60, la rente amortissable de 1 fr. 35, le 4 1/2 de 1 franc; l'Italien, de 0 fr 70; le Hongrois, de 1 fr. 40. Sur certaines valeurs, la dépréciation avait dépassé toute mesure raisonnable. Ainsi, la Banque de France perdait 300 francs; le Crédit foncier, 45 francs; le Nord, 47 francs; le Lyon, 16 francs; le Suez, 50 francs.

La liquidation de quinzaine s'est donc effectuée dans les plus bas cours, avec toutes facilités, d'ailleurs, au point de vue du bon marché des reports et de l'abondance des ressources, mais sous l'influence de dispositions générales très peu favorables. Il semblait que cette fois les portefeuilles eussent pris peur à la suite de la spéculation et qu'à la fin du mois on dût se trouver sous le coup de grosses livraisons de titres.

Il s'est produit pendant la seconde quinzaine une modification très sensible dans les tendances et dans l'allure du marché. Alors que le 3 pour 100, déjà en reprise assez vive sur ses plus bas cours (il avait reculé un moment jusqu'à 78.75) ne paraissait pas pouvoir dépasser 79.50 pendant les quelques jours qui ont précédé le second tour de scrutin du 18 octobre, il s'est élevé subitement au-dessus de 80 francs sur le résultat de ces élections complémentaires. La première journée électorale avait été une victoire pour le parti conservateur, la seconde était un succès décisif pour le parti républicain, auquel elle assurait une majorité considérable dans le prochain parlement. La Bourse a considéré que ce succès du parti en possession du pouvoir était de nature à atténuer les appréhensions qu'avait provoquées la perspective d'un partage éventuel de forces entre conservateurs et républicains dans une chambre où il eût été impossible de trouver les élémens d'une majorité de gouvernement et de constituer un ministère. La situation politique paraissant ainsi plus nette et l'horizon parlementaire moins chargé de nuages, les acheteurs, qui avaient subi au début du mois une défaite si écrasante, pensèrent que le moment de la revanche était venu et que les circonstances permettaient de donner une leçon au découvert.

Dès le 19, les cours étant enlevés brusquement, le découvert s'est mis, en effet, à racheter, non-seulement sur le marché de nos rentes, mais aussi sur celui des valeurs. Les vendeurs ont d'autant moins hésité à procéder à cette liquidation que, contrairement aux prévisions pessimistes qui avaient eu cours jusque-là, l'incident oriental semblait entrer sérieusement en voie d'arrangement et que, sur toutes les places étrangères, les cours des valeurs internationales étaient l'objet d'un vif mouvement de reprise.

Le premier pas fait dans la voie du règlement de la question bulgare a été la déclaration collective des ambassadeurs, qui blâmait hautement la révolution rouméliote et louait la Turquie de son attitude conciliante et sage. Les puissances avertissaient, en outre, la Serbie et la Grèce qu'elles n'avaient à attendre du bon vouloir du concert européen aucune indemnité pour les griefs chimériques dont ces deux petits états se plaignaient, puisque l'objet de la diplomatie européenne allait être de rétablir le *statu quo ante*, c'est-à-dire l'ordre des choses existant légalement avant le coup d'état des comités du Philippopoli.

C'est sur la base du rétablissement du *statu quo ante* que vont commencer les délibérations de la conférence réunie à Constantinople. Les négociations qui ont préparé cette réunion ont été assez pénibles. Les puissances ne paraissaient pas d'accord sur le but à poursuivre, non plus que sur les moyens à employer. Certains cabinets, notamment celui de Londres, ont soulevé jusqu'au dernier moment des objections assez graves. De plus, on redoutait à tout instant d'apprendre l'entrée des troupes serbes sur le territoire de la Bulgarie. Cette entrée a été plusieurs fois annoncée et démentie. Enfin le prince Alexandre s'est engagé à se soumettre aux décisions de la conférence; le roi Milan a promis d'ajourner toute action militaire, l'Angleterre s'est ralliée en partie aux vues des autres puissances; et l'on peut tenir pour vraisemblable le succès de l'intervention diplomatique et le maintien de la paix.

Les valeurs internationales ont largement profité de cette éclaircie dans les affaires d'Orient. Le Hongrois, après avoir fléchi au-dessous de 78 quand les impatiences de la Serbie semblaient devoir entraîner l'Autriche dans des complications belliqueuses, a repris successivement jusqu'à 80 1/2. L'Italien, compensé le 16, à 94.50, a franchi d'abord le cours de 95 francs, puis celui de 96, et se tient à 96.12. Le Turc a été porté de 13.60 à 14.50. La Banque ottomane, après avoir touché au plus bas 480, a dépassé 500 francs, et oscille de 503 à 508. Les Obligations helléniques ont remonté d'une quinzaine de francs; les fonds russes de 3/4 à une unité, les Obligations serbes de 20 francs, la Banque des Pays-Autrichiens de 12 francs, le Crédit foncier d'Autriche de 15 francs.

La mission de sir Drummond Wolff à Constantinople ayant enfin réussi après de longues péripéties, et un iradé du sultan ayant sanctionné la convention anglo-turque relative à la réorganisation politique, financière, administrative et militaire de l'Égypte, l'Unifiée s'est vue plus vivement recherchée à Londres et ici et n'a pas gagné moins de 10 francs, d'une quinzaine à l'autre. Les derniers états de la caisse de la dette publique constatent qu'il restera un excédent considérable après paiement de l'intérêt d'octobre sur les titres de la dette privilégiée et de celui de novembre sur l'Unifiée.

Le marché de nos fonds publics, après avoir suivi d'abord l'impulsion générale, n'a pas tenu jusqu'au bout compagnie aux fonds étrangers. Des offres ont reparu sur le 3 pour 100 aussitôt que le cours de 80.50 eut été atteint. Le recul, lent d'abord, puis plus vif, ne s'est arrêté qu'à 79.80; les échelliers, qui dans les derniers jours de chaque mois règlent les cours à leur gré, semblent avoir décidé que la réponse des primes ne devait avoir lieu ni au-dessous ni trop au-dessus de 80. Le cours de 80.05, coté vendredi en clôture, répondait bien à ce programme. Tout compte fait, le 3 pour 100, dans la soirée du 30, est en perte de 0 fr. 60, l'amortissable de 0 fr. 35 et le 4 1/2 de 0 fr. 20, sur les cours de compensation de la dernière liquidation mensuelle.

La faiblesse des derniers jours est imputable aux préoccupations qui se sont fait jour de nouveau au sujet de la prochaine réouverture des séances parlementaires. Le parti républicain a une grande majorité, il est vrai, mais il est divisé lui-même en deux fractions de forces à peu près égales et qui peuvent être très éloignées de s'entendre en dépit des efforts tentés pour une fusion des anciens groupes. Les opportunistes ont une politique et les radicaux en ont une autre. Le suffrage universel a hautement condamné la première, mais les opportunistes objecteront, avec raison, que cette condamnation n'implique pas l'approbation de la seconde, le premier tour de scrutin l'a démontré assez clairement. Les divergences vont donc subsister entre les deux groupes et il sera bien difficile de réunir une majorité sur un programme commun.

Les plus récentes nouvelles du Tonkin ont été sur notre place une autre cause de préoccupation. Elles annonçaient un succès important d'une de nos divisions sur les Pavillons-Noirs et faisaient connaître que le général de Négrier était engagé dans une opération contre les pirates dont le nord du Delta était infesté. Cette opération était assez sérieuse pour que le commandant en chef crût urgent d'y assister personnellement, et le dernier télégramme portait que le général de Courcy allait rejoindre le général de Négrier. Depuis, on n'a plus reçu de nouvelles. On ne redoute d'ailleurs rien de grave; l'opération contre les pirates ne

comporte sans doute aucun fait de guerre brillant; elle est plus pénible que périlleuse et peut durer quelque temps. Mais il est établi que les hostilités ont recommencé sur toute la ligne des points occupés par nos garnisons, que nous sommes serrés de près aussi bien au nord qu'à l'ouest du Delta, et que, loin d'occuper toute la région que nous concédait le traité de Tien-Tsin, nous sommes comme assiégés dans nos forteresses du bas Fleuve-Rouge. Faudra-t-il donc envoyer là-bas de nouveaux renforts et dépenser de nouveaux millions pour une possession qui nous a déjà tant coûté et que l'hostilité invincible des populations et le voisinage dangereux de la Chine rendront toujours précaire?

Le mois d'octobre se termine ainsi avec beaucoup de fermeté sur les valeurs étrangères et une certaine faiblesse sur les rentes françaises. Nos grandes valeurs nationales se sont un peu relevées des plus bas cours cotés au milieu du mois. La Banque de France a regagné 120 francs, le Crédit foncier 25 francs, le Lyon 11 francs, le Nord 8 francs, l'Orléans 12 francs, le Suez 37 francs, le Panama 18 francs. Les Chemins étrangers ont été également un peu mieux tenus, les Autrichiens se relevant de 6 francs, les Lombards de 5 francs. Le Nord de l'Espagne et le Saragosse, un moment très offerts et précipités de 442 et de 325 à 417 et 317, ont repris une partie de cette moins-value. Les Chemins méridionaux ont monté de 15 francs à 697.

Pendant presque toute la quinzaine, l'attitude du marché au comptant a été très satisfaisante, les cours des fonds publics y étant constamment plus élevés qu'à terme. Les obligations des chemins de fer, toujours très recherchées, ont monté de 2 à 5 francs, celle du Nord touchant 395 francs. Les recettes continuant à être médiocres, l'épargne préfère actuellement les obligations aux actions; celles-ci seront préférées à leur tour lorsque le réveil des transactions commerciales aura rendu l'activité au trafic. Mais quand sonnera l'heure de ce réveil?

Depuis longtemps les circonstances ont été peu propices au lancement des affaires nouvelles. Aussi les émissions sont-elles rares. Il s'en est produit une cette quinzaine. Le Crédit industriel et la Société marseillaise ont mis en souscription le 29 courant, au pair, 20,000 actions de 500 francs, libérées de 250 francs. Il s'agissait de former le capital de la Compagnie des Chemins de fer du sud de la France, concessionnaire, avec une garantie d'intérêt de l'état à 5 pour 100, d'un réseau de lignes à voie étroite dans les départements du Var, des Basses-Alpes et des Alpes-Maritimes.

---

LES

ÉCRIVAINS RUSSES

CONTEMPORAINS

---

NICOLAS GOGOL.

---

*Oeuvres complètes*, 4 vol. in-8°. Moscou; 1880, Hagen. — Biographies et critiques, MM. Polévoï, Chevyref, Schébalsky. — *Les Ames mortes*, traduction française, par Charrière, 2 vol. in-18. Paris; 1885, Hachette (1).

C'est par lui qu'il eût fallu commencer, si j'avais pris ces études dans leur ordre naturel de succession. Malgré moi et sans calcul, je les ai prises dans l'ordre de justice; j'ai couru tout d'abord au plus pressé de l'inconnu, au plus vif de mon plaisir; j'ai recommandé à nos lecteurs les romanciers qui m'avaient le plus séduit

(1) *Les Ames mortes* furent traduites en 1858 par Eug. Moreau, 1 vol. in-4°, chez Havard, et en 1859 par E. Charrière, 2 vol. in-12. Ces deux éditions sont introuvables aujourd'hui, et pourtant *les Ames mortes* ont été fort peu lues en France. La consommation lente de certains livres que personne ne lit tient du mystère. C'est la seconde de ces traductions que la maison Hachette réimprime dans sa collection des romans étrangers. Je crois devoir indiquer les autres œuvres de Gogol traduites dans notre langue : *Tarass Boulba*, traduction de Viardot, dans la collection des romans étrangers, même librairie. — Chez C. Lévy : *l'Inspecteur général (le Réviseur)*, traduction de Mérimée; *le Manteau*, traduction de X. Marmier, dans le volume intitulé : *Au bord de la Néva*.

et qui représentent le génie de leur pays dans son entier épanouissement. Il est temps de rétrograder de quelques années, jusqu'à leur instituteur. Celui-là pouvait attendre. Mérimée a révélé le nom de Gogol, il a dit ici même, avec la sagacité habituelle de son jugement, ce qu'il fallait admirer dans le premier des prosateurs russes. Toutefois, Mérimée ne connaissait qu'une partie de l'œuvre de son ami ; et dans cette œuvre, il a surtout étudié une rareté littéraire. Nous exigeons davantage aujourd'hui ; notre curiosité s'attache à l'homme ; à travers l'homme elle poursuit le secret de la race. L'écrivain consacré par les suffrages de ses compatriotes nous apparaît comme un gardien à qui tout un peuple a confié son âme pour un moment. Que veut cette âme dans ce moment ? Quel est le rôle historique du gardien ? Dans quelle mesure a-t-il préparé les transformations ultérieures ? Voilà ce que j'essaierai de chercher dans les livres de Gogol, dans les polémiques passionnées soulevées par ces livres depuis bientôt un demi-siècle.

## I.

Il était Petit-Russien, fils de Cosaques. Donnée à des lecteurs russes, cette simple indication n'a pas besoin de commentaires ; elle éclaire le plus particulier de l'homme, elle dessine à l'avance le trait saillant que nous relèverons dans son caractère et dans son œuvre : une bonne humeur maligne avec un dessous de mélancolie. Pour comprendre cet écrivain, il faut connaître la terre qui le porta comme son fruit naturel. Cette terre, — l'Ukraine, *la frontière*, — est un objet de dispute entre les influences de l'extrême Nord et de l'extrême Midi. Durant quelques mois, le soleil s'empare d'elle en maître, il y accomplit ses miracles constans. C'est l'Orient, des jours lumineux sur des plaines enchantées de fleurs et de verdure, des nuits douces dans un ciel enchanté d'étoiles. Le sol fertile porte d'incomparables moissons, la vie est facile, partant joyeuse, dans cet éveil universel de la sève et du sang. Le grand magicien fond la tristesse avec la neige, il élabore des esprits plus ardents et plus subtils, il tire de l'âme tout ce qu'elle contient de gaieté, chaleur qui monte aux lèvres en rires bruyans. Pays de soleil, mais aussi pays de grandes plaines. L'inquiétude des horizons sans fin diminue le plaisir que les yeux trouvent autour d'eux ; on n'est pas joyeux longtemps en face de l'illimité. L'habitude du regard fait celle de la pensée, ce vide lointain l'attire, elle se poursuit dans l'espace sans parvenir à se perdre ; c'est le vol d'oiseaux parti dans la clarté, qu'on accompagne machinalement comme il décroît dans l'ombre, qu'on cherche encore évanoui dans l'éther. De là, pour l'homme de la steppe, l'inclination au rêve, la



retombée sur lui-même, l'essor en dedans de l'imagination. Il y a dans le Petit-Russien du Provençal et du Breton. L'hiver le refait russe. Cette saison revient sur le Dnièpre presque aussi rigoureuse que sur la Néva; rien n'arrête les vents et les glaces du Nord qui ressaisissent ce pays; la mort contraire brusquement l'œuvre du soleil; la terre et l'homme s'engourdissent. De même qu'elle fut conquise et asservie par les armées de Moscou, l'Ukraine est reconquise chaque année par le climat de Moscou: il égalise la dure condition de toutes les provinces. Sur ce champ de luttés, l'histoire physique semble avoir tracé le plan de l'histoire politique; et les vicissitudes de cette dernière n'ont pas moins contribué que celles du climat à former une physionomie originale à la Petite-Russie.

Elle a subi le Turc, et d'un long contact avec lui elle a gardé bien des traits orientaux. Puis la Pologne l'entraîna dans son orbite agitée; cette Italie du Nord a laissé à son ancienne vassale quelque chose de ses mœurs magnifiques et turbulentes. Enfin, les ligues cosaques lui ont fait une âme républicaine; de cette époque datent les traditions les plus chères au Petit-Russien, le fonds de liberté et de hardiesse qui décèle son origine. J'ai eu l'occasion de dire à cette place ce qu'étaient les Cosaques Zaporogues: un ordre de chevalerie chrétienne, recruté parmi des brigands et des serfs fugitifs, toujours en guerre contre tous, sans autres lois que celles du sabre. Dans les familles qui descendent directement de cette souche, — et la famille de Gogol en était, — on retrouve les révoltes héréditaires, les instincts errans, le goût de l'aventure et du merveilleux.

Il fallait noter les élémens complexes de cet esprit semi-méridional, plus jovial, plus prompt et plus libre que celui du Grand-Russe; notre écrivain va le faire triompher dans la littérature de son temps, il le représentera avec d'autant plus d'exactitude que son cœur tenait plus fort à la terre natale. Il y plonge par toutes ses racines; la première moitié de l'œuvre de Gogol n'est que la légende de la vie de l'Ukraine.

Nicolas Vassiliévitch naquit en 1809, à Sorotchinzky, près de Poltava, au centre des terres noires et de l'ancien pays cosaque. Son premier éducateur fut son grand-père. Ce vieillard avait été écrivain régimentaire des Zaporogues. Malgré son intitulé, cette charge d'épée n'avait rien à voir avec les lettres, c'était une des dignités de la milice républicaine. L'enfant fut bercé aux récits de l'aïeul, survivant des époques héroïques, intarissable sur les grandes guerres de Pologne, sur les hauts faits des écumeurs de la steppe. La jeune imagination s'emplit de ces histoires, tragédies militaires et féeries paysannes; elles nous ont été transmises presque intactes, — Gogol l'a souvent répété, — dans les *Soirées du Hameau* et sur-

tout dans le poème de *Tarass Boulba*. Ce que le grand-père racontait, l'enfant l'apprenait sous une autre forme en écoutant les kobzars, ces rhapsodes populaires qui vont chantant l'épopée ukrainienne. Tout, dans ce milieu, lui parlait d'un âge fabuleux à son déclin, d'une poésie primitive encore vivante dans les mœurs. Quand l'artiste va condenser pour nous cette poésie flottante dans l'air qu'il respire, on devine qu'elle aura passé à travers deux prismes ; celui de la vieillesse, qui se rappelle avec regret ce qu'elle narre, celui de l'enfance, qui imagine avec éblouissement ce qu'elle entend.

Ce furent là, paraît-il, les premières classes du jeune Gogol et les plus profitables. On le plaça par la suite au gymnase de Niéjine, on lui montra le latin et les langues étrangères ; ses biographes nous assurent qu'il fut un détestable écolier. Les biographes agrémentent volontiers de ce trait la vie de tous les grands hommes, c'est un siège fait. Il ne faut pas le répéter trop haut, on pourrait être lu dans les collèges. D'ailleurs, si l'éducation première de l'écrivain eut des lacunes, il y pourvut plus tard ; tous ses contemporains témoignent de sa vaste lecture, de sa connaissance approfondie des littératures d'Occident. Comme il va quitter les bancs de l'école, ses lettres à sa mère nous déclarent déjà les inclinations de son esprit : une verve observatrice et satirique, exercée aux dépens de ses camarades, un fonds de piété sérieuse, le désir d'une grande destinée. Parfois un découragement subit ravale le vol de ces hautes espérances ; des affaissemens de volonté, des déclamations contre l'injustice des hommes datent les lettres ; on reconnaît l'influence des premières lectures romantiques, la contagion du byronisme de l'époque. « Je me sens, écrit le jeune enthousiaste, la force d'une grande, d'une noble tâche, pour le bien de ma patrie, pour le bonheur de mes concitoyens et de tous mes semblables... Mon âme aperçoit un ange envoyé du ciel, qui l'appelle impérieusement vers le but auquel elle aspire... » Nos pessimistes de vingt ans souriront de cette rhétorique ; on sourira de la leur dans un demi-siècle, et avec moins d'indulgence. Malheur aux générations qui ne sont pas un instant crédules au mensonge de la vie, qui ne se brûlent pas à leur propre flamme et laissent refroidir la vieille humanité ! Comme tout ce qui existe, elle ne dure que par une perpétuelle combustion.

Un Russe qui voulait faire le bonheur de ses semblables sous l'empereur Nicolas n'avait pas le choix des moyens ; il devait entrer au service de l'état et gravir laborieusement les degrés de la hiérarchie administrative : on sait que, depuis Pierre le Grand, ce mandarinat obligatoire aspire toutes les forces vives de la nation. Après avoir terminé les études qui y donnent accès, Gogol partit

pour Pétersbourg. Ses lettres nous instruisent de son histoire morale. C'était en 1829, il avait vingt ans ; léger de bourse, riche d'illusions, il entra dans la capitale comme ses pères les Zaporogues dans les villes conquises, persuadé qu'il n'avait qu'à étendre la main avec hardiesse pour saisir toutes les félicités. Oh ! le curieux spectacle, une nature d'homme qui se forme pour l'emploi auquel elle est prédestinée ! Surprenez à l'œuvre la volonté obscure, toujours agissante, qui tisse adroitement chaque fil dans la vaste trame de l'histoire. Voici un futur écrivain, commissionné pour guider une évolution de l'esprit, pour arracher la littérature à la vie imaginaire et la ramener à la vie réelle ; à cet homme, la volonté dont je parle a donné d'abord une bonne part de rêve, une libre crue d'imagination, tout ce qu'il fallait de poésie pour lui affermir les ailes ; maintenant elle va l'astreindre au dur noviciat de la réalité. En quelques semaines, Nicolas Vassiliévitch fit son apprentissage. Non-seulement on ne lui offrait rien de ce qu'il attendait, mais on refusait partout ce provincial sans appuis. Il apprit que la grande ville était un désert plus inclément que sa steppe natale ; il connut les portes sourdes au débutant qui frappe, les vaines promesses, toute la défense inerte de l'établissement social contre l'assaut des nouveaux arrivans. Alors, dans son cœur pris de désespoir, le sang du Cosaque, de l'aventurier errant, s'attesta par un brusque retour d'atavisme. Un jour, il reçoit de sa mère une petite somme destinée à libérer la maison paternelle d'une hypothèque ; au lieu de porter cet argent à la banque, Gogol se jette sur un bateau en partance, sans but, comme l'enfant qui s'est grisé du *Robinson*, pour fuir n'importe où devant soi, dans le vaste monde. Ce bateau le laisse à la première escale, à Lubeck ; il débarque là indifféremment, comme il eût débarqué aux Indes, il vagabonde trois jours dans la ville, et revient à Pétersbourg, soulagé de son trésor, guéri de sa folie, résigné à tout supporter.

Après bien des démarches, il obtint une modeste place d'expéditionnaire au ministère des apanages. Il ne passa qu'une année dans les bureaux ; elle exerça une influence décisive sur son esprit. Tandis qu'il copiait la prose de son chef de division, la bureaucratie russe posait devant lui ; les silhouettes des *tchinovniks* se gravaient dans sa mémoire, il étudiait le monstre qui devait hanter toute son œuvre : Akaky Akakiévitch, le triste héros qui personnifiera dans *le Manteau* ce monde de misère, lui apparut là en chair et en os. Bientôt las de ce métier, Gogol en essaya quelques autres. Il se croyait un grand talent d'acteur, il offrit ses services à la direction des théâtres ; on ne lui trouva pas assez de voix. Le comédien rebuté se fit précepteur ; il entreprit sans grand succès des éducations dans des familles de l'aristocratie pétersbourgeoise. Enfin,

des amis lui procurèrent une chaire d'histoire à l'université; le professeur dépensa tout son feu dans un brillant discours d'ouverture; dès la seconde leçon, ses élèves ne le reconnurent plus, il ne réussissait qu'à les endormir. Au bout de tant de naufrages, cette épave ne pouvait manquer d'arriver à la littérature; c'est le refuge habituel, le tombeau des propres à rien et le tremplin des propres à tout. Plus souvent le premier.

De timides essais, publiés dans les journaux sous le couvert de l'anonyme, avaient procuré au jeune homme quelques relations. Pletnef l'encourageait, Joukovsky l'introduisit chez Pouchkine. Gogol a raconté avec quelles palpitations il sonna un matin à la porte du grand poète. Celui-ci dormait encore, ayant veillé toute la nuit; comme le visiteur ingénu s'excusait de troubler un pareil travailleur, le valet de chambre lui certifia que son maître avait passé la nuit à jouer aux cartes. C'était une désillusion, l'émule de Byron ne les épargnait pas à ses admirateurs; mais l'accueil fut si cordial! Les lettres russes doivent beaucoup à Pouchkine, peut-être plus encore à sa bonté qu'à ses chefs-d'œuvre. Exempt d'envie, libéral de son trop plein d'idées et de gloire, il aimait naturellement le succès d'autrui, comme on aime le soleil sur les fleurs; c'est la vraie marque du génie, celle qui est au cœur. Son ardente sympathie, prodigue d'encouragemens et d'éloges, a fait lever des légions d'écrivains; entre tous, Gogol demeura son préféré. Je dirai plus loin quelle part revient au poète dans les maîtresses œuvres du prosateur; pour commencer, Pouchkine l'engagea à traiter des scènes tirées de l'histoire nationale et des mœurs populaires. Gogol suivit le conseil; il écrivit *les Veillées du hameau*. Au moment où notre Petit-Russien se jette dans le courant littéraire, il faut dire en quelques mots où portait ce courant, dans la Russie de 1830. Nous avons vu de quels élémens l'homme s'était formé; pour le bien connaître, il nous reste à savoir quelles influences l'artiste dut subir à ses débuts et seouer plus tard en leur substituant la sienne.

Le dogme romantique régnait encore sans discussion, personne ne tentait de s'y soustraire. Contemporain du nôtre, le romantisme russe devait fort peu à la France; Joukovsky et les premiers initiateurs l'avaient importé directement d'Allemagne. Burger, Wieland et Schiller furent les maîtres exclusifs de la nouvelle poésie durant les premières années du siècle. Quand Pouchkine prit la tête du mouvement, vers 1820, son génie plus large agrandit l'horizon romantique et s'orienta vers l'Angleterre; à ce moment, Byron donnait la note dominante. Chez nous, la lyre russe n'emprunta qu'une seule corde, celle d'André Chénier. Lamartine, Hugo et notre cénacle n'eurent aucune influence appréciable; Pouchkine faisait peu de cas des novateurs français, il leur préférait nos classiques. Après

1830, à l'heure où Gogol entrait en scène, une nouvelle évolution s'accomplissait, celle-ci tout à fait parallèle à l'évolution de notre littérature au même instant. Las de planer trop haut dans les espaces imaginaires, le romantisme cherchait dans l'histoire un terrain plus solide où se poser : les faiseurs d'élégie et de ballades se tournaient vers le drame historique, vers la vie du passé. On reculait de Byron à Shakspeare, qui apparaissait comme le docteur universel. Les Russes découvraient leur moyen âge à l'heure même où nous exhumons le nôtre. Pouchkine se donnait tout entier à cette résurrection du passé, avec *Boris Godounof*, le poème de *Poltava* et *la Fille du capitaine*. Ses disciples le suivaient dans cette voie, comme on suivait chez nous les inventeurs d'*Henri III*, de *Marion Delorme* et de *Notre-Dame de Paris*. Il y eut rencontre et non imitation; la parfaite simultanéité des deux mouvemens exclut toute subordination de l'un à l'autre. Dans toute l'Europe, les mêmes causes produisaient les mêmes effets. Le romantisme ne pouvait guère durer sous sa forme lyrique, pas plus que ne dure une crise de passion; sous cette forme, il avait été surtout une réaction inconsciente contre l'idéal philosophique du xviii<sup>e</sup> siècle. A la fin de ce siècle, des prophètes et des apôtres étaient venus, qui annonçaient aux hommes le bonheur fondé sur la raison, le règne de la vertu et de la liberté, organisé par un miracle métaphysique. Les hommes avaient cru au nouveau mythe, ils en avaient poursuivi le fantôme à travers les ruines; comme ils ne pouvaient l'êtreindre, comme leurs passions continuaient de leur déchirer le cœur et de les tenir en esclavage, malgré la grande promesse de bonheur et de liberté, ils tombèrent en mélancolie ou se révoltèrent contre la fatalité. De là le sanglot des René, des Child-Harold, des Olympio, de toute la famille éplorée. Certes, ils n'apercevaient pas encore la source de leur mal; seul peut-être, ce grand fou de Rolla y vit clair. Aujourd'hui même, après cent ans d'expériences qui ont crevé le mensonge, nous commençons à peine à comprendre que notre pessimisme et notre découragement proviennent de cette immense banqueroute de l'idéal philosophique.

Le désespoir tout seul n'est pas un aliment pour une littérature. D'ailleurs le nouvel état d'âme avait créé une rhétorique particulière, qui demandait à s'essayer sur des objets plus substantiels. Elle s'empara de l'histoire et des côtés pittoresques de la vie populaire. Comme cette rhétorique était aussi conventionnelle que celle des périodes classiques, elle faussa longtemps les images qu'elle évoquait; la personnalité exaspérée qui était au fond de l'esprit romantique ne sut pas s'effacer pour faire parler les gens d'un autre âge et d'une autre condition; les écrivains soufflèrent aux acteurs qu'ils mettaient en scène leurs doctrines et leurs sentimens. Ils avaient invoqué contre

les vieilles règles le besoin de vérité; ce besoin devait bientôt se retourner contre eux et réagir contre leur emportement d'imagination. Quelques années encore, et des observateurs moins suspects allaient venir, qui prendraient plaisir au spectacle de la vie et l'étudieraient attentivement en dehors d'eux-mêmes. De légers symptômes les annonçaient déjà : l'héritage du romantisme leur était si nécessairement dévolu qu'ils apparurent partout en même temps, pour accomplir la même tâche, sans se connaître ni s'imiter : ce furent Dickens, Balzac, Gogol. Nous allons voir ce dernier se dégager promptement des influences ambiantes.

## II.

*Les Veillées dans un hameau près de Dikanka*, c'est toute l'enfance du jeune auteur, tout le souvenir et l'amour de la terre d'Ukraine, épanchés de son cœur dans un livre. Un vieil éleveur d'abeilles est censé conter ces histoires à la veillée; il bavarde au hasard, et la Petite-Russie se déroule devant nous sous tous ses aspects : paysages et foules, tableaux de mœurs rustiques, dialogues populaires, légendes grotesques ou terribles. Deux élémens assez contradictoires font corps dans ces récits : la gaité et le fantastique. Il y a beaucoup de diablerie, il y en a trop; les sorcières, les ondines, pâles spectres de noyées, le Malin sous tous ses déguisemens, passent et repassent sans cesse, effrayant les villageois. Mais on ne les prend guère au sérieux; la gaité l'emporte, saine et robuste. Rien encore du rire amer qui creusera bientôt son pli sur la lèvre de Gogol; seulement le bon et franc rire d'un joyeux Cosaque, gavé d'une copieuse écuelle de gruau, et qui s'étire au soleil en écoutant les farces dont se vante son compère : entreprises galantes de jeunes gars, bons tours joués au juif ou aux autorités du village, soulaisons rabelaisiennes avec force gourmandes. Tout cela est conté dans une langue grasse et savoureuse, chargée de mots petits-russiens, de locutions naïves ou triviales, de ces diminutifs caressans qui rendraient seuls la traduction impossible dans un idiome plus formé. Par instans; le style s'élève et s'affine; un flot de poésie emporte l'auteur quand revient sous ses yeux un des paysages où il a grandi. Ainsi, au début de la *Nuit de mai* (1) :

Connaissez-vous la nuit d'Ukraine? Oh! vous ne connaissez pas la nuit d'Ukraine! Contemplez-la. Du milieu du ciel, la lune regarde; la

(1) Dans cet essai de traduction et dans les suivans, je me suis attaché à transposer la phrase russe mot pour mot, avec ses répétitions et sa redondance. Le lecteur jugera ainsi le fort et le faible de ce style.

voûte incommensurable s'étend et paraît plus profonde encore ; elle s'embrase et respire. Sur la terre, une lumière argentée ; l'air est frais, et pourtant il oppresse, chargé de langueur, charriant des parfums. Nuit divine ! Nuit enchanteresse ! Immobiles et pensives, les forêts reposent pleines de ténèbres, projetant leur grandes ombres. Voici des étangs silencieux ; leurs eaux sombres et froides sont tristement emprisonnées dans les murailles de verdure des jardins. La petite forêt vierge de merisiers et de prunelles risque timidement ses racines dans le froid de l'eau ; par momens, ses feuilles murmurent, comme dans un frisson de colère, quand un joli petit vent, le vent de nuit, se glisse à la dérobee et les caresse. Tout l'horizon dort. Au-dessus, là-haut, tout respire, tout est auguste et triomphal. Et dans l'âme, comme au ciel, s'ouvrent des espaces sans fin ; une foule de visions argentées se lève avec grâce dans ses profondeurs. Nuit divine ! nuit charmante ! Soudain tout s'anime, les forêts, les étangs et les steppes. Le trille majestueux du rossignol d'Ukraine a retenti ; il semble que la lune s'arrête au milieu des nuées pour l'entendre. Sur la colline, le village dort d'un sommeil enchanté. L'amas de chaumières blanches brille d'un éclat plus vif aux rayons de la lune ; leurs murailles basses surgissent éblouissantes des ténèbres. Les chants se sont tus. Tout repose chez ces braves gens assoupis. Ça et là, pourtant, une petite fenêtre scintille. Sur le seuil d'une cabane, une famille attardée achève de souper.

Brusquement, à la ligne suivante, nous sommes tirés de cette contemplation émue par la dispute de joyeux drilles qui dansent la farandole. Les voilà partis pour administrer une volée à l'ancien du village, caché dans un sac chez sa commère. Au milieu de la folle nuit, le décor change de nouveau : la dame de l'étang sort de son lit humide, elle embrouille, puis dénoue l'aventure par ses sortilèges. D'autres fois, entre deux éclats de rire, un soupir mélancolique échappe au vieux conteur ; c'est le trait qui achève la physionomie de ce peuple, dont Gogol dit avec justesse : « Il verse sa gaité dans des chansons où perce toujours une note triste. » Voyez l'épilogue du premier de ces récits, *la Foire de Sorotchinzj*. Le long convoi de charrettes quitte le marché, les appels et les refrains bruyans meurent sur la route...

Ainsi la joie, la belle visiteuse inconstante, s'envole loin de nous. Vainement une voix isolée tente d'exprimer l'allégresse : son propre écho lui rapporte le chagrin et l'ennui ; elle s'attriste en s'écoutant. Ainsi les gais amis de notre libre et turbulente jeunesse, l'un après l'autre, solitairement, se perdent par le monde et laissent à la fin leur frère tout seul, vieillissant. Triste, l'abandon ! Triste et lourd, le cœur ! Et rien pour le soutenir !

On devine ce que tous ces contrastes mettent de couleur et de mouvement dans *les Veillées*. L'effet du livre fut considérable ; il avait par surcroît le mérite de révéler un coin de Russie inconnu. Gogol se trouva classé d'emblée. Pouchkine, dont l'âme claire aimait par-dessus tout la bonne humeur, porta aux nues l'œuvre qui l'avait fait rire. Les Russes la tiennent jusqu'à présent pour un de leurs meilleurs titres littéraires. Je demande à faire quelques réserves. Serait-ce que nous sommes trop vieux pour nous plaire aux contes de nourrices, trop moroses pour nous réjouir avec les bonnes gens ? Je ne sais, mais malgré toutes les qualités incontestables que je signale, *les Veillées* me laissent assez indifférent. La farce y est parfois un peu grosse, et dans le sac ridicule où le scapin cosaque s'enveloppe, moi non plus je ne reconnais pas le grand satirique des *Ames mortes*. La diablerie ne nous séduit que si elle nous épouvante ; or Gogol fut très influencé par Hoffmann, il a tenté de l'imiter dans une assez médiocre nouvelle, *le Portrait* ; mais il n'avait pas la fantaisie inquiétante de l'Allemand ; ses diables sont bons enfans et le diable bon enfant m'ennuie. Enfin, à côté des pages où les émotions de jeunesse entraînent librement la plume, il y en a d'autres où je sens la rouerie du lettré, travaillant sur des thèmes populaires. *Les Veillées* font souvent penser aux histoires provençales de nos félibres ; elles en ont l'agrément, mais aussi la naïveté voulue, qui est l'écueil du genre. Peut-être n'y a-t-il entre nous et les lecteurs enthousiastes de 1832 qu'une question d'optique ; pour eux, ce livre était singulièrement en avance par la franchise et le naturel ; pour nous, il est en retard, encore suspect de prétentions romantiques. Rien n'est plus difficile à apprécier et à faire sentir que la mesure dans laquelle une œuvre d'art a vieilli ; quand il s'agit d'une littérature étrangère, la difficulté devient impossibilité. Que les Russes me pardonnent une indication qui n'est certes pas une comparaison : je vais résumer mes critiques et les confondre en même temps par une simple question. Vous amusez-vous à *la Dame blanche* ? Assurément oui, presque tous les honnêtes gens s'y divertissent. En ce cas, vous vous plairez aux dames du lac de Gogol, vous n'aurez rien à passer dans *les Veillées du hameau*.

En 1834, l'auteur leur donna une suite sous ce titre : *Récits de Mirgorod*. C'était son règlement de comptes avec le romantisme. Il prend congé de la sorcellerie dans *le Viy*, ce cauchemar de la légende slave ; une belle demoiselle maléficie ses admirateurs, elle consume lentement et réduit en une pincée de cendres l'imprudent qui touche son petit pied ; les naïves populations de l'Ukraine font honneur de ce phénomène au démon. La possédée a distingué un bachelier en théologie ; elle exige en mourant qu'il vienne pen-



dant trois nuits lire les prières à l'église sur son corps. Pour la première fois, Gogol a su mettre une vraie puissance de terreur dans la lutte du pauvre clerc contre le fantôme. Voilà une belle histoire de revenans et qui donne la chair de poule.

L'œuvre capitale dans ce recueil, celle qui assura la célébrité de l'écrivain, c'est *Tarass Boulba*. *Tarass* est un poème épique en prose, le poème de la vie cosaque d'autrefois. Gogol se trouvait dans d'heureuses conditions, refusées à tous les modernes faiseurs d'épopées. En empruntant le cadre et les procédés consacrés depuis le vieil Homère, il les appliquait au pays, aux hommes, aux mœurs qui offrent la plus exacte ressemblance avec le monde homérique. Il avait eu l'impression directe de ce qu'il chantait; il avait vu mourir autour de lui ces débris atardés du moyen âge. Comme il l'a dit, il ne faisait que rédiger les récits de son aïeul, témoin et acteur de cette Iliade. A l'époque où le poète écrivait, il ne s'était guère écoulé plus d'un demi-siècle depuis la dissolution du camp des Zaporogues, depuis la dernière guerre de Pologne, où Cosaques et Polonais avaient fait revivre les exploits, la licence et la férocité des grands compagnons du temps de Bogdan. Cette guerre forme le nœud de l'action dramatique : le vieux Tarass y incarne, dans la rudesse héroïque de ses traits et de son âme, le type légendaire des aventuriers de la steppe. Les Zaporegues se sont levés pour la foi et pour le pillage, ils partent contre l'ennemi héréditaire; Tarass rappelle ses deux fils de l'université de Kief, il les conduit au camp, dans l'île du Dnièpre. Nous entrons avec lui dans la vie quotidienne de la sauvage république; nous le suivons à travers les batailles, les sièges et le sac des villes polonaises; il nous mène dans Varsovie, où un juif l'introduit sous un déguisement, pour y assister à l'exécution de son fils prisonnier; il nous épouvante par les vengeances qu'il tire de ce meurtre; sa mort symbolique nous montre la gloire et la liberté des Cosaques disparaissant dans la tombe avec leur dernier ataman. Sur ce canevas, le poète a prodigué les descriptions pittoresques, les divers ingrédients qui entrent dans la composition d'une épopée.

Nous devons à M. Viardot une honnête version de *Tarass Boulba*; elle révèle du moins à l'étranger un des mérites de l'œuvre, la vivacité du sens historique. Cette représentation animée nous en apprend plus, sur la république du Dnièpre, que toutes les dissertations des érudits. Ce que la traduction ne pouvait rendre, c'est la magnificence de la prose poétique. Imaginez *les Martyrs* traduits, trahis dans un autre langage; il faudrait beaucoup de courage pour les lire; il en faut déjà un peu pour aborder l'original, ajouteraient les gens irrévérencieux. Ici il s'agit d'une langue dont Mérimée disait avec raison : « Elle est le plus riche des idiomes de l'Europe.

Douée d'une merveilleuse concision qui s'allie à la clarté, il lui suffit d'un mot pour associer plusieurs idées qui, dans une autre langue, exigeraient des phrases entières. Le français, renforcé de grec et de latin, appelant à son aide tous ses patois du Nord et du Midi, la langue de Rabelais enfin, peut seule donner une idée de cette souplesse et de cette énergie. » Je dois pourtant faire entrevoir quelques-unes de ces pages classiques ; on les apprend en Russie dans toutes les écoles. J'essaie, en serrant le texte d'aussi près que possible.

Les fils de Tarass sont revenus au logis, pour une nuit seulement. A l'aube, leur père doit les emmener au camp.

Seule, la pauvre mère ne dormait pas. Penchée sur le chevet de ses chers fils, qui reposaient côte à côte, elle peignait ces jeunes boucles de cheveux, frisant en désordre, elle les regardait à travers ses larmes ; tout son être, tous ses sentimens et ses facultés se concentraient dans ce regard ; elle ne pouvait pas s'en rassasier. Elle les avait nourris de son lait, élevés, choyés ; et voilà qu'on lui accorde une seule minute pour les voir ! « Mes fils, mes fils bien-aimés ! qu'arrivera-t-il de vous ? qu'est-ce qui vous attend ? » murmurait-elle ; et ses larmes s'arrêtaient dans les rides qui avaient changé son visage, si beau jadis. C'est qu'elle était profondément à plaindre, comme toutes les femmes de ce siècle turbulent. Elle avait vécu de l'amour un instant, la durée du premier éclair de passion, du premier bouillon de jeunesse ; puis son farouche séducteur l'avait abandonnée pour le sabre, les compagnons de guerre, les aventures. Elle voyait son époux deux ou trois jours par an, parfois elle n'entendait plus parler de lui pendant des années. Et quand elle le retrouvait, quand ils vivaient ensemble, quelle était sa vie ? Il fallait subir les outrages, les coups même ; les rares caresses n'étaient qu'une aumône de pitié pour la pauvre créature, égarée dans cette horde de soldats célibataires, dont les mœurs brutales donnaient au camp des Zaporogues sa rude physionomie. Elle avait vu fuir sa jeunesse sans bonheur ; ses joues fraîches et ses lèvres délicates s'étaient flétries sans baisers, couvertes de rides prématurées. Amour, instincts, tout ce qu'il y a de tendre et de passionné dans la femme s'était concentré dans le sentiment maternel. Elle couvait ses enfans avec fièvre, avec passion, avec larmes, elle planait sur eux comme la mouette des steppes. Et on les lui prend, ces fils adorés, on les lui prend pour jamais. Qui sait ? Peut-être qu'à la première rencontre, un Tartare leur coupera la tête ; elle ne saura jamais où gisent leurs corps abandonnés, sur quelle route les oiseaux de proie les dévorent. Et pour chaque goutte de leur sang, elle aurait donné tout le sien ! Secouée par les sanglots, elle contemplait leurs yeux, que le tout-puissant sommeil commençait à fermer ; elle pensait :

« Peut-être que Boulba, quand il s'éveillera, retardera son départ d'un jour ou deux : peut-être n'a-t-il décidé de partir aussi vite que parce qu'il avait beaucoup bu ! »

« Du haut du ciel, la lune éclairait depuis longtemps toute la cour, les groupes de serviteurs endormis, les épaisses touffes des saules, les folles avoines où disparaissait la palissade de l'enceinte. La mère était toujours assise au chevet de ses fils, elle ne les quittait pas des yeux une minute, elle ne pensait pas au sommeil. Déjà les chevaux, flairant l'aurore, dressaient leurs têtes dans l'herbe et cessaient de manger ; les feuilles commençaient de trembler au sommet des saules, insensiblement le frisson murmurant descendait, gagnant les branches basses. De la steppe arriva le hennissement sonore d'un poulain ; des bandes rouges illuminèrent tout d'un coup le ciel...

« ... Quand la mère vit ses fils déjà en selle, elle se précipita vers le plus jeune, dont le visage laissait paraître quelque expression de tendresse ; elle saisit l'étrier, se cramponna à l'arçon ; le désespoir dans les yeux, elle ne voulait plus lâcher prise. Deux vigoureux cosaques l'enlevèrent avec précaution et l'emportèrent dans la maison. Mais dès qu'ils eurent repassé le seuil, elle s'élança derrière eux avec une agilité de chèvre sauvage qu'on n'eût pas attendue de la vieille femme ; elle arrêta le cheval d'un effort surhumain, elle embrassa son fils d'une étreinte folle, convulsive ; on l'emporta de nouveau...

« Les jeunes Cosaques chevauchaient en silence, retenant leurs larmes, craignant leur père ; lui aussi, il était un peu troublé, quoiqu'il s'efforçât de n'en rien laisser voir. Le jour était gris ; la verdure se découpait nettement ; des oiseaux criards chantaient sans unisson. Quand les cavaliers furent à quelque distance, ils se retournèrent. Leur hameau semblait descendu sous terre ; on ne voyait plus à l'horizon que les deux cheminées de leur humble toit et les sommets de quelques arbres, aux branches desquels ils avaient tant de fois grimpé comme des écureuils. Plus rien sous leurs yeux que la grande prairie, où était écrite toute l'histoire de leur vie : depuis les années où ils se roulaient sur son herbe trempée de rosée, jusqu'à celles où ils venaient attendre la fille cosaque aux yeux noirs, dont les petits pieds rapides couraient en tremblant dans cette herbe. Voilà la perche, au-dessus du puits, avec la roue de télègue qui sert de poulic, attachée là-haut : c'est le dernier objet qui surnage dans le ciel vide ; le ravin qu'ils viennent de franchir semble de loin une montagne et masque tout... Adieu enfance, jeux, souvenirs ; adieu tout, tout ! »

A la suite de ce passage vient la description fameuse de la steppe : j'ai déjà eu l'occasion de la citer ici (1). Je détache encore un ta-

(1) Voir la *Revue* du 15 novembre 1881.

bleau très vivant de la foule polonaise, assemblée à Varsovie pour assister au supplice des Cosaques. Ce morceau fait penser aux toiles historiques de MM. Brosicz et Matejko, chargées de personnages, aveuglantes de couleur. Il est intéressant parce qu'on y saisit bien le procédé de Gogol, cette extrême curiosité du détail qui sera de plus en plus sa marque de facture et celle de toute l'école sortie de lui.

Sur la place des exécutions, le peuple affluait de partout. En ce siècle de mœurs violentes, un supplice était le plus attrayant des spectacles, non-seulement pour la populace, mais pour les classes supérieures. Personne ne résistait à la curiosité ; ni les vieilles dévotes, qu'on voyait là en grand nombre, ni les timides jeunes filles ; le cauchemar de ces corps ensanglantés les poursuivra toute la nuit d'après, elles se réveilleront en sursaut, avec des cris de hussard ivre. « Ah ! quelle horreur ! » s'écrient beaucoup d'entre elles avec un frisson de fièvre ; elles ferment les yeux, détournent la tête, mais ne s'en vont pas. Un homme, la bouche et les mains tendues en avant, semble vouloir sauter sur les épaules de ses voisins pour mieux voir. De la masse des têtes communes, étroites et indistinctes, saillit la grosse face d'un boucher ; il examine toute l'opération de l'air d'un connaisseur, il échange ses impressions avec un armurier qu'il nomme son compère, parce que tous deux s'enivrèrent dans le même cabaret à l'une des dernières fêtes. Quelques-uns discutent avec chaleur, d'autres engagent des paris ; mais la majorité est formée de ces gens qui regardent tout l'univers et tout ce qui s'y passe en se fourrant les doigts dans le nez. Au premier rang, tout contre les sergens moustachus de la milice urbaine, on distingue un jeune gentillâtre ou qui du moins paraît tel, sous son habit militaire ; celui-là s'est mis sur le dos à la lettre tout ce qu'il possède ; dans son logement vide il ne reste qu'une chemise trouée et de vieilles bottes. Deux chaînes, l'une sur l'autre, pendent à son cou, soutenant un ducaton. Il est venu avec sa dame, Yuzicée : celle-ci fort occupée à regarder si quelqu'un ne tache pas sa robe de soie. Il lui explique tout avec tant de détails qu'il serait impossible d'y rien ajouter. « Tenez, ma petite âme Yuzicée, tout ce peuple que vous voyez là est venu à cette fin, pour voir comme on va supplicier les condamnés. Cet homme que vous voyez par ici, petite âme, qui tient dans ses mains une hache et d'autres instruments, c'est le bourreau ; c'est lui qui exécutera. Quand on commencera à rouer et à faire les autres tourmens, le criminel sera encore vivant ; mais quand on lui tranchera la tête, alors, petite âme, il mourra tout de suite. Avant cela vous l'ouïrez crier, se démener ; mais aussitôt qu'on le décollera, il ne pourra plus crier, ni manger, ni boire, parce

que, voyez-vous, petite âme, il n'aura plus de tête. » Yuzicée écoute toutes ces explications avec épouvante et curiosité.

« Les toits des maisons sont noirs de peuple. Par les lucarnes, d'étranges figures regardent, avec de longues moustaches sous une coiffe semblable à un bonnet. Sur les balcons tendus d'étoffes, le monde aristocratique est assis. La jolie petite main d'une *panna* (1), souriante, éclatante comme du sucre candi, est appuyée sur la balustrade. Les illustrissimes *panes*, d'une belle prestance, regardent majestueusement. Un serviteur chamarré de galons, les manches flottantes par derrière, passe des friandises et des rafraîchissements. Parfois une petite gamine aux yeux noirs prend à poignée des gâteaux, des fruits et les jette au peuple. La foule des chevaliers meurt-de-faim tend adroitement ses bonnets; un hobereau de haute taille dépasse les autres de la tête; il est vêtu d'une casaque rouge râpée, aux brandebourgs d'or noircis; grâce à ses longs bras, il attrape le premier la manne, baise galamment son butin, le met sur son cœur et le porte à sa bouche. Un épervier, prisonnier sous le balcon dans une cage dorée, prend sa part du spectacle; le bec incliné sur son aile, une serre levée, lui aussi il considère attentivement le peuple. Soudain un frémissement court dans la foule et des cris éclatent de toute part : « On les amène, on les amène ! les Cosaques !

La fin du poème, la mort du Roland de l'Ukraine, accablé sous le nombre, son apostrophe prophétique à la Russie, qui recueillera l'âme du peuple cosaque et vengera sa défaite, — cette fin est d'un très grand souffle. Mais tout n'est pas du même aloi. La partie amoureuse est franchement mauvaise; c'est du placage littéraire, sans l'ombre d'un sentiment personnel, le dernier mot du genre troubadour. La belle Polonaise, pour qui le jeune Boulba trahit ses frères, est copiée sur une estampe de 1830; les scènes de passion ont été vues sur les tapisseries de l'époque, où Roméo fait pendant à Juliette. L'exercice littéraire ! voilà ce qui nous met en défiance contre les meilleurs tableaux de l'épopée. Ces combats singuliers, ces prouesses des chefs cosaques dans la mêlée, nous les connaissons; quand deux armées s'arrêtent pour regarder des héros qui se battent, on a beau les russifier à grand renfort de couleur locale, nous les appellerons toujours Achille ou Hector, Enée ou Turnus. Le malheur est peut-être que le moule a trop servi. Un des hommes les plus compétents en cette matière, mon savant ami M. G. Guizot, me disait naguère qu'à son avis *Tarass Boulba* est le seul poème épique vraiment digne de ce nom chez les modernes. Je le crois aussi; mais est-il bien nécessaire de faire un

(1) *Pane*, seigneur; *panna*, dame de qualité, en polonais et en petit-russien.

poème épique? Le plaisir que nous prenons à ce chef-d'œuvre de style est un plaisir de raison, celui que nous imposait notre régent de rhétorique quand il nous faisait admirer les *beautés* des auteurs : nous sommes émus dans notre seconde âme, celle qu'on acquiert au collège; le fond de l'homme se dérobe, ce fond sauvage qu'un mot bien simple trouble et qui se glace devant les apprêts magnifiques.

Les descriptions de paysages elles-mêmes, ce qu'il y a de plus sincère dans *Tarass*, ne correspondent plus tout à fait à notre sentiment de la nature. Il les faut comparer à celles de Tourguénéf pour mesurer le chemin parcouru. Tous deux admirent et sentent la nature; mais pour le premier de ces artistes, c'est un modèle qui pose devant le chevalet et dont on choisit certaines attitudes; pour le second, le modèle est devenu une maîtresse despotique, dont on exécute humblement toutes les fantaisies. On comprendra mieux les nuances que je signale par des exemples pris en terrain connu. Rappelez-vous comment le paysage est vu dans *Atala*; regardez ensuite comme il est subi dans tel livre récent, disons dans *Dominique*. Entre ces deux points de repère, le pouvoir du monde extérieur sur l'âme humaine a grandi presque autant qu'il avait grandi de *Phèdre* à cette même *Atala*. Le classique avait fait de la nature un décor; le romantique en fit une lyre où chantaient toutes ses passions; nous avons renversé les rôles; aujourd'hui c'est l'homme qui est la lyre passive, résonnant au moindre soufflé du grand Pan. Le moderne se rapproche en ce point de l'homme primitif; il se subordonne et se livre chaque jour davantage à la puissance mystérieuse de la terre.

J'ai insisté sur *Tarass Boulba* un peu par scrupule. Je comprends l'orgueil que ce livre donne aux Russes, je vois bien comme il en faut démontrer les mérites dans une chaire de littérature; j'ai essayé de le faire, mais je ne suis pas conquis. Serait-ce que nous sommes trop près, en pleine réaction contre le genre? Serait-ce tout simplement que j'ai peu de penchant pour l'épopée? C'est peut-être là le dernier mot de toute critique, une idiosyncrasie, terme commode inventé par les savans pour justifier un éloignement qu'on ne peut pas expliquer.

Nous en avons fini avec la période douteuse où Gogol se cherchait; dans ce même volume, une courte nouvelle éclaire la transformation de son talent et garantit la voie où il va s'engager. Cela s'appelle *les Petits Propriétaires d'autrefois*. C'est une histoire très simple, la vieille histoire de Philémon et Baucis. Ces deux bonnes gens servent de prétexte à de nouvelles peintures de la vie petite-russienne; nous attendons quelque joyuseté, quelque fantaisie démoniaque : rien de tel n'arrive, seulement l'observation

minutieuse d'une existence sans incidens, avec un grain de tristesse; élément si essentiel de l'âme russe qu'elle ne retrouve toute sa force qu'en y touchant. La femme meurt, on amène l'autre vieux sur la tombe, on ne lui arrache que ce mot : « Ainsi, vous l'avez enterrée! Pourquoi? » Demeuré seul, il ne sait plus vivre, il décline; l'étude du chagrin gâteux de ce vieillard est de trente ou quarante ans en avance; Tolstoï pourrait signer les dernières pages. Celui qui les a écrites nous appartient désormais; il a déposé son panache romantique et triomphé dans la délicate épreuve où l'on juge les forts. Épreuve inévitable, qui attend tout écrivain aux époques de transition, — autant dire à toutes les époques, — sous la forme d'un cruel sacrifice. Par cela même qu'un homme est né pour les lettres et qu'il en a l'amour, il s'attache aux doctrines régnantes à l'aurore de sa jeunesse; les premiers chefs-d'œuvre qu'il a admirés lui sont sacrés. Aux jours de la maturité, quand il voit les générations nouvelles inquiètes d'autres dieux, c'est déjà beaucoup s'il peut les suivre : comment lui demander de les devancer? Telle est pourtant la condition de sa gloire : oublier et détruire ce qu'il a aimé, partir pour l'inconnu en tête de l'esprit de son temps. C'est presque le déchirement d'une religion que l'on quitte. La plupart s'y refusent, et parmi ceux qui fournissent l'étape, plus d'un avance à contre-cœur, tourné encore vers les chères admirations. Autant de vaincus. Le flot ne porte bien que ceux qui l'ont déchaîné.

Gogol fut de ces derniers. Tout ce que la terre natale lui avait suggéré, tout ce qu'il avait senti et entendu dans sa jeunesse, tout cela est maintenant sorti de lui, pieusement embaumé dans *les Veillées* et dans *Tarass*, avec les rites de l'ancien culte. La vie va lui montrer d'autres expériences, qui nécessitent un langage nouveau; il continuera de les enregistrer, avec l'ardeur et la docilité de la machine qu'on transforme pour un labeur différent. Je connais peu d'auteurs chez qui l'on discerne mieux que chez ce Russe la nature particulière et, si l'on peut dire, la nutrition spéciale à l'écrivain. Il ne reçoit pas les impressions pour les garder, comme les autres hommes. Chez ceux-ci, elles pénètrent une fois pour toutes, elles s'incorporent à l'individu; ce trésor, lentement grossi, ne se dissipera qu'avec la dernière poignée de la poussière dont il fait partie. Pour le serviteur de la plume, rien de pareil; comme le miroir, il a derrière le cristal de son âme je ne sais quel rideau d'argent qui défend aux images de passer outre et les réfléchit intactes, aussitôt reçues. Il sent, il aime, il souffre à titre de prêt, il est comptable de toutes ses acquisitions à la communauté humaine. Rien n'est à lui, et il n'est à personne; il doit remplir et vider sans

trêve sa besace de moine mendiant. Ses flatteurs lui disent que c'est-là une condition supérieure ; ils mentent. C'est une infériorité, la misère navrante du comédien qui vit pour les autres, du débiteur qu'on saisit. Mais c'est peut-être une excuse ; quand on considère sa fonction organique, on est moins tenté de le blâmer que de le plaindre, s'il use plus vite et change plus souvent que les autres ses idées, ses opinions et ses amours.

### III.

En 1835, Nicolas Vassiliévitch résigna ses fonctions universitaires et quitta définitivement le service public. « Me voici redevenu un libre Cosaque, » écrit-il à cette date. C'est le moment de sa plus grande activité littéraire. Il mène de front des nouvelles, des comédies, des essais d'inspiration très variée, réunis sous ce titre : *Arabesques*. Ce recueil ne doit guère nous arrêter. Gogol y a déversé sans choix le déblai de sa table de travail, articles critiques, canevas pour ses leçons d'histoire du moyen âge, chapitres de romans mort-nés. Le morceau le plus curieux est *le Carnet d'un fou* ; l'auteur essaie de suivre dans sa chute une raison qui disparaît.

Les nouvelles de cette même époque nous le montrent tâtonnant dans son réalisme ; tantôt il s'y engage à fond, tantôt il pointe par vieille habitude dans le domaine de la fantaisie. Parmi ces compositions inégales, *le Manteau* mérite une place à part. Plus je lis les Russes, plus j'aperçois la vérité du propos que me tenait l'un d'eux, très mêlé à l'histoire littéraire des quarante dernières années : « Nous sommes tous sortis du *Manteau* de Gogol. » Si vous prenez Dostoïevsky, par exemple, la filiation est évidente ; le terrible romancier est tout entier dans son premier livre, *les Pauvres Gens*, et *les Pauvres Gens* sont en germe dans *le Manteau*.

Leur triste héros, le scribe Diévouchkine, n'est qu'une épreuve plus développée et plus noire d'Akaky Akakiévitch, le type grotesque d'employé créé par Gogol. Cet Akaky est un grotesque touchant ; on rit de lui et on le plaint. Au début, le personnage est posé comme les deux célèbres bonshommes de Flaubert, Bouvard et Pécuchet ; pour plus de ressemblance, Akaky est un copiste, il a le génie et la passion de la copie. — « Dans cette copie il mettait tout un monde d'impressions variées et agréables. Certaines lettres étaient ses favorites ; quand elles revenaient sous sa plume, il en éprouvait de la joie ; on aurait pu les reconnaître sur sa physionomie tandis qu'il les traçait... Un jour que son chef de division lui avait confié une pièce où il fallait modifier le titre et le protocole, ce travail lui coûta un tel effort qu'il finit par dire, en essuyant son front ruisselant de sueur : — Non, donnez-moi plutôt



quelque chose à copier. — Il semblait qu'en dehors de la copie rien n'existât pour lui. » — On le voit, c'est presque trait pour trait le crétin particulier imaginé par Flaubert. Mais bientôt s'accuse la divergence radicale qui va creuser un abîme entre le réalisme russe et le réalisme français. Chez nous, le caricaturiste s'acharne sur son bonhomme, il le bafoue, il le conspué, il décharge sur cet idiot toute sa haine de l'imbécillité humaine. Au contraire, Gogol plaisante le sien avec une sourdine de pitié: il se moque de lui comme on rit des naïvetés d'un enfant, avec une tendresse intérieure. Pour le premier, l'infirme d'esprit n'est qu'un monstre haïssable; pour le second, c'est un frère malheureux.

L'histoire du commis Akaky n'est ni longue ni compliquée: ce pauvre diable, grelottant sous ses haillons dans la neige, n'a qu'un rêve au monde: posséder un manteau neuf. Toute sa force de pensée se tend sur cette idée fixe. A coups de privations, par des prodiges d'épargne, il réalise son rêve; alors, son immense bonheur est en raison de la violence de son désir. La vie n'a rien de mieux à lui offrir. Mais le soir même, des malfaiteurs le dépouillent du bienheureux manteau; les fonctionnaires de la police qu'il va supplier se gaussent de lui; le chétif animal tombe dans un noir chagrin, s'alite, et meurt timidement, sans bruit, comme il convient à ces rebuts du corps social.

Et Pétersbourg resta sans Akaky Akakiévitch, comme s'il n'eût jamais soupçonné l'existence de cet homme. Elle disparut et s'évanouit, la créature que personne ne protégeait, qui n'était chère à personne et n'intéressait personne, pas même le naturaliste qui pique sur un liège la mouche commune et l'étudie au microscope; — la créature passive qui avait supporté les lardons d'une chancellerie et s'en était allée au tombeau sans aucun événement notable. Du moins, avant de mourir, elle avait vu entrer l'hôte radieux que chacun attend; il était venu sous la forme d'un manteau. Puis, le malheur s'était abattu sur elle, aussi soudain, aussi accablant que lorsqu'il s'abat sur les puissans de ce monde.

La donnée semblera puérile. Qu'on veuille bien réfléchir aux lois essentielles de l'art dramatique; ce qui fait la puissance du drame, ce n'est pas la grandeur de l'objet en cause, c'est la violence avec laquelle une âme désire cet objet. Qu'on se rappelle la cassette d'Harpagon.

*Le Manteau*, c'était le souvenir et la vengeance de l'année de galères passée par Gogol dans les bureaux du gouvernement, le premier coup porté au minotaure administratif; *le Réviseur* fut le second. L'écrivain avait toujours eu de l'inclination pour le théâtre;

sa verve satirique l'appelait de ce côté ; il esquissait à cette époque plusieurs scénarios de comédie, assez mal venus d'ailleurs ; celui du *Reviseur* fut le seul qui aboutit. L'intrigue de la pièce est un simple quiproquo de vaudeville. Les fonctionnaires d'un chef-lieu de province attendent un inspecteur qui doit venir incognito passer la revue des services publics ; un voyageur tombe à l'auberge ; plus de doutes, c'est le redoutable justicier. Les consciences bureaucratiques sont terriblement lourdes ; aussi chacun d'accourir en tremblant, de plaider sa cause, de dénoncer un collègue et de glisser à l'inspecteur des roubles propitiatoires. Abasourdi d'abord, l'inconnu entre dans son rôle et empoche l'argent. La confusion augmente jusqu'au coup de foudre final, l'arrivée du véritable commissaire. — *Le Reviseur* n'est ni une comédie de sentimens, ni une comédie de caractères ; c'est un tableau de mœurs publiques. Dans cette nombreuse galerie de coquins, aucun ne pose pour l'ensemble, comme disent les peintres ; l'artiste ne dessine de ses personnages qu'un seul trait, identique chez tous, il les met à contribution pour un vice unique. Ou plutôt il n'y a qu'un personnage, abstraction toujours présente à nos yeux sur le devant de la scène : c'est la Russie administrative, dont on met à nu la plaie honteuse, la vénalité et l'arbitraire. Gogol nous a dit son intention dans la *Confession d'un auteur*, testament littéraire écrit sur la fin de sa vie et auquel il faut toujours revenir quand on étudie la genèse de ses œuvres.

Dans *le Reviseur*, je me suis attaché à rassembler en un tas tout ce qu'il y a de mauvais dans la Russie, telle que je la connaissais alors, toutes les iniquités qui se commettent dans les situations où l'on devrait exiger de l'homme le plus de droiture. Je voulais railler en une fois tout ce mal. L'impression produite, on le sait, fut celle de l'effroi. A travers le rire, qui ne s'était jamais échappé de moi avec plus de force, le spectateur sentait mon chagrin. Moi-même je m'aperçus que mon rire n'était plus le même et que je ne pouvais plus être dans mes ouvrages l'homme que j'avais été jusqu'alors. Le besoin de m'égayer par d'innocentes inventions avait disparu avec mes jeunes années.

Oui, cette gaîté n'est pas communicative, du moins pour un étranger. L'odieux l'emporte, il n'est pas sauvé par la légèreté de main et la bienséance élégante qui empêchent le *Tartufe* d'être le plus noir des drames. Quand je parlerai du théâtre russe, j'essaierai de montrer pourquoi cette forme de l'art est bien moins développée que les autres. Dans un pays divisé en deux catégories de civilisation très inégale, la poésie et le roman ont fait de rapides progrès, parce qu'ils s'adressaient à la société polie ; le théâtre, obligé

de divertir le peuple, est resté enfant comme ce dernier. Ce que sa naïve clientèle lui demande, c'est *Maitre Patuelin* et les tabarinades. Même dans les chefs-d'œuvre, — il n'y en a que deux, la célèbre comédie de Griboïédof, *le Mal de trop d'esprit*, et *le Réviseur* de Gogol, — le comique est dégrossi plutôt qu'affiné. Ce comique du Nord ne connaît pas de milieu entre la grosse farce et l'amertume. On n'y rencontre guère l'esprit tel que nous le goûtons, le trait léger et fin qui glisse sans blesser. Il n'a pas le mot étincelant qui fait sourire, il a le mot cruel qui fait penser. Gogol trouve de ces mots, ils éclairent d'un jour sombre tout un état social; par exemple, l'apostrophe du gouverneur au petit officier de police qui a tondu de trop près un marchand : « Surveille-toi. Tu ne prends pas selon ton grade! » Enfin le sentiment du ridicule serait mieux nommé chez le Russe le sentiment du drôle; il est purement national; je veux dire qu'il s'exerce sur la tournure extérieure et sur des travers locaux plus que sur la tournure de l'esprit; ce n'est pas le ridicule humain de Molière.

J'ai vu souvent *le Réviseur* à la scène : le bon public se pâmait aux charges énormes qui nous laissent assez froids, qui seraient incompréhensibles si l'on ne connaissait pas le détail de la vie russe. Au contraire, l'impression douloureuse dont parle Gogol demeurait prédominante pour l'étranger, surtout pour l'étranger; il ne m'a pas semblé qu'elle attristât outre mesure ce même public. C'est qu'aujourd'hui encore, dans la Russie nettoyée et assainie par les réformes, la bonhomie populaire n'est pas aussi révoltée qu'on pourrait le croire par le spectacle de la vénalité administrative. Il n'y a pas la moindre épigramme dans ceci; je constate simplement un état de civilisation différent. Tous ceux qui ont pratiqué les races orientales savent que leur morale est plus large que la nôtre en cette matière, parce que leur idée du gouvernement est autre. Pourvu que le concussionnaire ne soit ni trop tracassier ni trop avide, l'Oriental considère que tout service mérite rémunération, et qu'il faut payer ceux d'un agent très redoutable, très mal rétribué par l'état; de son côté, ce dernier envisage le pot-de-vin comme un casuel, comme les épices que nos pères offraient à leurs juges sans que plaideurs ni magistrats vissent là un si gros péché. Si l'on reprenait à la racine la conception d'où découlent ces rapports, on y retrouverait l'idée primordiale du tribut, de la vieille prime d'assurance prélevée par le fort sur le faible qu'il protège. — Il n'était que juste de rappeler cet état de conscience aux honnêtes gens qui s'indigneraient, en apprenant la Russie dans *le Réviseur* et dans les *Ames mortes*. Après quoi ces honnêtes gens, s'ils sont candidats, iront sans scrupules faire largesse au peuple souverain; s'aviseront-ils que le délit moral est de même espèce,

et qu'ils corrompent le maître dont ils ont besoin, comme le Russe son *ispravnik* ou le Turc son pacha ?

Ce qu'il y a de plus étonnant dans cette comédie, c'est qu'elle ait été jouée. Avec les idées tout d'une pièce que nous avons sur l'empereur Nicolas, on a peine à se figurer pareille satire de son gouvernement, applaudie à Pétersbourg en 1836 ; aujourd'hui, sur notre libre théâtre, je doute que la censure tolérât des attaques analogues. Heureusement l'audacieux satirique eut l'empereur lui-même pour censeur. Le tsar lut le manuscrit, porté au palais par une amie ; il éclata de rire, il ordonna à ses comédiens de jouer la parodie de ses fonctionnaires. Le jour de la représentation, il vint donner de sa loge le signal des applaudissemens. Les relations de l'autocrate avec Gogol sont pleines d'enseignemens ; elles nous montrent l'impuissance du pouvoir absolu contre ses propres conséquences. Nicolas aimait les choses de l'esprit, tant qu'elles lui paraissaient inoffensives ; notre écrivain rapporte (1) une curieuse anecdote, confirmée d'autre part dans une ode de Pouchkine (2), témoin oculaire du fait. Il y avait grand bal au Palais-d'Hiver ; la cour était réunie depuis longtemps, la musique jouait déjà ; on ne s'expliquait pas le retard de l'empereur, on le croyait retenu par quelque affaire urgente. Enfin le monarque parut, l'air distrait : il s'était oublié dans son cabinet à lire l'*Iliade*. Nul souverain ne fit plus et plus délicatement pour les gens de talent qui honoraient son empire ; ils vivaient matériellement de ses bienfaits ; seulement ils mouraient de langueur dans l'air raréfié de cet empire. Nicolas agissait avec les poètes comme un amateur d'oiseaux rares qui nourrirait ses pensionnaires sous la cloche d'une machine pneumatique. Ce fut le cas pour Gogol. Je tiens les détails suivans de la famille qui servit d'intermédiaire entre l'empereur et l'écrivain. Une personne de cette famille signala au maître le dénûment du jeune auteur : « A-t-il du talent ? » demanda le tsar. Et, sur l'assurance qu'on lui donnait, il mit à la disposition de la solliciteuse une somme de 5,000 roubles. « Surtout, ajouta-t-il avec une bonne grâce exquise, que votre protégé ne sache pas que ce don vient de moi ; il se croirait obligé d'écrire dans un sens officiel. » — Par la suite, Nicolas chargea le poète Joukovsky de faire passer à son ami ces secours déguisés. Grâce à la munificence impériale, l'incorrigible nomade put voyager, s'expatrier pour respirer à l'aise en dehors de l'empire.

L'année 1836 fut climatérique pour Gogol. En plein succès, sa vie s'empoisonne ; les peines d'imagination, aigrissant un mal physique, commencent à ravager cette âme ; des deux élémens qui en

(1) *Lettres à mes amis*, lettre X.

(2) *Ode à N.*, tome 1 des *OEuvres complètes*, édition de Gennadi, p. 471.

faisaient l'équilibre, gaité et mélancolie, le premier s'appauvrit, le second prend le dessus. Le monde pétersbourgeois avait applaudi *le Réviseur* : il fallait bien applaudir après l'empereur. Mais la coalition de rancunes suscitée par une telle œuvre ne devait pas épargner l'auteur. Il eut à subir des vexations, des attaques; le regard chagrin qu'il portait déjà sur toutes choses vit dans ces misères une persécution. « Tous sont contre moi, — écrit-il à un ami; — fonctionnaires, gens de police, marchands, littérateurs; tous déchirent ma pièce... Je l'ai prise en horreur, ma pièce! Je vous jure que personne ne peut soupçonner ce que je souffre. Je suis las d'âme et de corps. » Il ressentait les premières atteintes de l'affection nerveuse, compliquée d'hypocondrie, qui allait miner son organisme. Tourmenté par l'instinct de migration, comme au temps de son adolescence et de la fugue à Lubeck, il résolut de partir; il disait : « de fuir. » Cette fois la fuite fut plus sérieuse; il ne revint dans sa patrie qu'à de lointains intervalles, et enfin pour y traîner ses dernières années. Il prétendait, comme le fit plus tard Tourguénef, qu'il ne voyait bien le pays objet de ses études qu'alors qu'il en était loin. Le voyageur parcourut diverses parties de l'Europe, puis il se fixa à Rome. Il s'y lia étroitement avec le peintre Ivanof; cet artiste étrange et puissant, retiré chez les capucins du mont Soracte, travaillait depuis vingt ans au tableau qu'il n'acheva jamais, *l'Apparition du Christ*. Les deux amis se fortifièrent mutuellement dans la ferveur d'une piété ascétique; de cette époque date ce qu'on a appelé le mysticisme de Gogol. Nous verrons quelle valeur il convient d'attribuer à ce mot. Mais je ne dois pas anticiper sur le cours d'une vie qu'il faut suivre dans les œuvres où elle se dépense. Avant que de tristes ombres viennent obscurcir cet esprit, voyons-le se rassembler pour son dernier et plus grand effort.

Le transfuge emportait de Russie l'idée du livre souverain, du livre essentiel où il devait « tout dire. » Quel écrivain aux ambitions un peu hautes ne l'a rêvé, ce livre où l'on doit tout dire? Du jour qu'on l'entrevoit, il vous tient jusqu'à la mort, il devient le confident de toutes les pensées, le maître et parfois le tyran de toute l'existence. Il chasse les autres projets de travail comme l'amour chasse les amitiés. Chez les faibles, chez presque tous, hélas! ce n'est qu'un germe qui tressaille et tourmente le cerveau dans lequel il avorte. Les plus forts, les plus grands, parviennent rarement à l'achever. Goethe et son *Faust* ont donné le plus bel exemple d'une pareille association, continuée pendant trente ans, toujours dominée par le poète. Gogol a donné le plus douloureux. Chez lui, ce fut une véritable possession; après dix années de lutte, il succomba, terrassé par le fantôme qu'il avait évoqué. Ce que de-

vait être son œuvre, s'il lui eût été permis de la compléter, il nous l'apprend dans *la Confession* et dans les quatre *Lettres sur les âmes mortes* : l'encyclopédie de la Russie contemporaine, la somme de la pensée de l'auteur sur toutes les questions de son temps. — Nicolas Vassiliévitch faisait à honneur à Pouchkine de la paternité du sujet :

Pouchkine m'engageait depuis longtemps à entreprendre une grande composition. Un jour il me représenta ma faiblesse de complexion, mes infirmités qui pouvaient amener une mort prématurée; il me cita l'exemple de Cervantes, auteur de quelques nouvelles de premier ordre, mais qui n'aurait jamais occupé le rang qu'on lui accorde parmi les grands écrivains s'il n'eût pas entrepris son *Don Quichotte*. Pour conclure, il me donna un sujet de son invention, d'où il comptait tirer un poème et qu'il n'eût jamais donné, ajouta-t-il, à un autre qu'à moi. C'était le sujet des *Ames mortes*. L'idée première du *Be-visieur* m'était aussi venue de lui. »

Malgré la précision de ce témoignage, également honorable pour les deux amis, je demeure persuadé que le véritable père des *Ames mortes* est ce même Cervantes, dont Gogol vient d'écrire le nom. A sa sortie de Russie, le voyageur se dirigea d'abord sur l'Espagne; il étudia de très près la littérature de ce pays, et surtout le *Don Quichotte*, qui avait été de tout temps le livre de ses préférences. L'humoriste espagnol lui fournit un thème merveilleusement accommodé à son projet : les aventures d'un héros, poussé par sa manie dans toutes les régions et dans tous les milieux, prétexte pour montrer au spectateur, dans une suite de tableaux, la lanterne magique de l'humanité. Tout donne un air de parenté aux deux œuvres : l'esprit sardonique et méditatif, la tristesse voilée sous le rire, l'impossibilité même de leur trouver un nom dans les genres bien définis. Gogol protestait contre l'appellation de roman appliquée à son livre; il l'a intitulé : poème, il l'a divisé en chants et non en chapitres. Ces termes ambitieux sont ici détournés de leur vrai sens, soit; dites quel nom vous donnez au *Don Quichotte*, vous aurez trouvé celui qui convient aux *Ames mortes*.

Le « poème » devait avoir trois parties. La première parut en 1842; la seconde, inachevée et rudimentaire, brûlée par l'auteur dans un accès de désespoir, fût imprimée après sa mort sur une copie échappée à l'autodafé (1). Quant à la troisième, le poète la

(1) Il est regrettable que, dans la traduction française, rien n'indique cette division si nécessaire pour l'intelligence des *Ames mortes*. Je crois devoir avertir le lecteur que la première partie, la seule que l'auteur ait jugée digne d'être publiée, finit avec

rêve peut-être sous le bloc de pierre qui porte son nom dans un cimetière de Moscou.

## IV.

La voilà partie sur les mornes chaussées de provinces, la *britchka* légendaire de Tchitchikof, conduite par le cocher Séliphane, tirée par les trois maigres chevaux ; elle court à travers les paysages russes, « dans le lointain perpétuellement assombri par des bois de pins d'un bleu ennuyé. » Où va-t-il, cet inquiétant personnage ? Chez tous, chez le seigneur et le petit propriétaire, chez le maître de police et le procureur, au bal du gouverneur et dans l'izba du paysan. Que cherche-t-il ? Une idée lui est venue, simple comme les idées de génie, une illumination financière que le code pénal n'a pas prévue ; si Gogol en avait beaucoup de pareilles, il eut bien tort d'écrire, il pouvait acquérir à la Bourse une gloire solide, et le reste. Chacun sait que les paysans, les « âmes, » comme on disait dans le langage courant, étaient une valeur mobilière, objet de négoce au même titre que les autres valeurs. On possédait mille âmes, on les vendait ou échangeait, on les engageait aux banques de crédit, qui prêtaient sur dépôt d'âmes. D'autre part, le fisc les imposait ; le propriétaire payait tant par tête de serf mâle et adulte. Les recensemens se faisaient à de longs intervalles, durant lesquels on ne revisait jamais les listes contributives : le mouvement naturel de la population devant compenser et au-delà les décès. Si une épidémie dépeuplait le village, le seigneur était en perte, continuant d'acquitter la taxe pour des bras qui ne travaillaient plus. Tchitchikof, un gueux ambitieux et malin, s'était tenu en substance ce propos : « J'irai dans tous les coins perdus de notre Russie ; je demanderai aux bonnes gens de prélever sur leur cote les âmes mortes depuis le dernier recensement ; ils seront trop heureux de me céder une propriété fictive et de se libérer d'un impôt réel ; nous ferons enregistrer mes achats en bonne et due forme, nul tribunal n'imaginera que je le requiers de légaliser une vente de morts. Quand j'aurai acquis quelques milliers de serfs, je porterai mes contrats à une banque de Pétersbourg ou de Moscou, j'emprunterai sur ces titres une forte somme, et me voilà riche, en état d'acheter des paysans de chair et d'os. »

On devine les avantages de cette donnée pour les fins de l'auteur. Elle introduit naturellement notre guide dans toutes les mai-

le chant xi, à la page 47 du tome II. M. Charrière a complété la seconde avec un épilogue imaginé par un professeur de Kief. Les éditions russes écartent toutes ce pastiche ; en revanche, elles donnent les deux rédactions successives de Gogol et de nombreuses variantes, où l'on peut surprendre le travail acharné de l'écrivain.

sons, dans tous les groupes sociaux qu'il nous importe d'étudier. Elle fournit une pierre de touche qui décèle de prime-abord l'intelligence et le caractère de chacun. L'industriel se présente chez un homme et lui pousse son étrange proposition : « Cédez-moi vos âmes mortes, » sans expliquer, bien entendu, ses motifs secrets. Après le premier ahurissement, l'homme comprend plus ou moins vite ce qu'on veut de lui et agit d'instinct, selon sa nature ; les simples donnent *gratis* et remercient leur bienfaiteur ; les méfians retombent vite en garde, ils épiloguent, ils essaient de pénétrer le mystère et de gagner quelque chose : les avares exigent à tout hasard un prix exorbitant ; Tchitchikof trouve plus malin que lui, des coquins le mettent dedans. Le seul cas qui ne se présente jamais, c'est un refus indigné ou une dénonciation ; le financier était fixé d'avance sur les scrupules de ses compatriotes.

La donnée convenait surtout à Gogol par la source inépuisable de comique triste qu'elle renferme. L'habile écrivain n'appuie jamais sur le fondement lugubre qui supporte sa plaisanterie ; il semble l'ignorer ; l'odieux sort tout seul des entrailles du sujet pour réagir sur nous. Je ne sais même si l'auteur et ses premiers lecteurs aperçurent toute la puissance de cette opposition. Leur sensibilité était émoussée par la longue habitude du servage, l'ensemble de transactions auquel il donnait lieu paraissait chose naturelle. A mesure que la Russie s'éloigne de ce temps, l'effet du livre grandit ; on sent mieux et plus vite l'atroce dérision de ces marchés d'âmes mortes, qui semblent prolonger les misères de l'esclavage jusque dans le repos libérateur. Ce comique macabre confine souvent à celui de Regnard dans *le Légataire*. On trouvera dans la seconde partie une scène identique à celle de la comédie, le faux testament signé par une femme, grimée et costumée à la ressemblance d'une riche défunte. Voyez, dans cet ordre d'idées, la longue discussion avec dame Korobotchka : « Comment puis-je vous vendre mes morts ? Vous voulez donc les déterrer ? — Mais non, vous garderez leurs os et leurs cendres, je ne vous demande que leurs noms... » Voyez surtout l'apostrophe de Tchitchikof à ses nouveaux sujets enfermés dans sa cassette ; nous reviendrons sur ce morceau capital.

Je ne puis songer à passer en revue les types innombrables créés par Gogol : foule qui monte de tous les points de l'horizon, et dont chaque figure se grave dans notre mémoire par des traits et des gestes originaux. Une pointe de caricature accuse la silhouette, pourtant elle est réelle et vivante. La Russie se lève de ce livre comme le peuple d'une composition de Callot. Dès les premières pages, voici des exemplaires choisis avec soin, représentant des espèces les plus répandues dans le monde de province : Sobakié-



vitch, le frondeur universel, hargneux et mauvaise langue ; Nozdref, le viveur bruyant et vantard, toujours pris de vin, corrigeant volontiers la fortune « à cette table de jeu qui est la consolation de toute la Russie ; » la dame Korobotchka, têtue et intéressée, refusant de comprendre le troc singulier qu'on lui propose, ramenant tout à son idée fixe : vendre son miel et son lard ; bonne femme, d'ailleurs, et scrupuleuse observatrice des règles de l'hospitalité ; elle n'oublie pas de demander à son hôte s'il a l'habitude qu'on lui gratte les pieds pour l'endormir ; feu son mari ne s'endormait jamais sans cela. C'est encore Manilof, une étude de niais comme nous en rencontrons souvent chez Gogol ; il aimait à travailler dans le gris, sur des êtres neutres, comiques par leur sottise plate. N'oublions pas l'amusant Pierre Pétouch, l'homme heureux, qui répond si drôlement à ceux qui s'ennuient chez lui : « Vous mangez trop peu, voilà toute votre affaire. Essayez seulement de bien dîner. L'ennui, c'est encore une invention qu'ils ont faite dans ces derniers temps. Autrefois personne ne s'ennuyait. »

Mais le plus curieux de ces types, le plus laborieusement calculé, c'est le héros du poème. Tchitchikof n'est pas, comme on pourrait le croire, un cousin de Robert Macaire, un vulgaire filou ; c'est un Gil Blas sérieux et sans esprit. Ce pauvre diable est né sous une mauvaise étoile : « La vie le regarda, dès le début, d'une fenêtre chargée de neige. » Fonctionnaire chassé de quelque bureau, il exploite sa trouvaille, dont il ne paraît pas sentir l'immoralité ; au fond, il ne fait de tort à personne, il compte bien mourir dans la peau d'un honnête homme ; exact et correct en toutes choses, il est sans portée et sans énergie quand on le sort de son affaire d'âmes mortes. Le signalement physique du personnage est purement négatif ; rien en lui que d'ordinaire et d'indéterminé. « Un monsieur ni beau ni laid, pas trop gros, pas trop mince ; on ne pouvait pas dire qu'il fût vieux, mais ce n'était plus un jeune homme... » Et tout le reste à l'avenant. Gogol s'efforce d'élargir le type pour y faire rentrer une série plus nombreuse d'individus, et nous devinons bientôt l'intention de l'auteur. Tchitchikof doit avoir aussi peu de personnalité que possible, car ce n'est pas tel ou tel homme qu'on veut nous montrer en lui ; c'est une image collective, c'est le Russe, irresponsable de sa dégradation. Comme le héros principal, la plupart des louches comparses qui l'entourent ne sont pas foncièrement mauvais ; ce sont des produits nécessaires, excusables : produits de l'histoire, des mœurs publiques, du gouvernement, de toutes les fatalités qui déforment le Russe ; car le Russe est un être excellent, corrompu par l'état social où il vit. Voilà la théorie sous-entendue dans *les Ames mortes* comme dans *le Révisseur* ; Tourguénéf la reprendra dans *les Récits d'un chasseur*. Chez

tous les moralistes de ce temps, vous reconnaissez le sophisme fondamental de Rousseau, qui a empoisonné la raison européenne.

A la fin de la première partie, en racontant les origines de Tchitchikof, l'auteur essaie de le défendre dans un plaidoyer moitié ironique, moitié sérieux :

Qu'il ne fût pas un héros, rempli de perfections et de vertus, c'est évident. Qu'était-il donc? Un gredin? Pourquoi un gredin? Pourquoi cette sévérité à juger autrui? Aujourd'hui, il n'y a pas de gredins chez nous; il n'y a que des gens aimables, bien intentionnés... Le lecteur, qui est l'ami de Tchitchikof dans la vie quotidienne, qui fraternise avec lui et le trouve d'un commerce agréable, ce même lecteur va le regarder de travers, en tant que personnage d'un drame ou d'un poème. Le sage ne s'indigne d'aucun caractère; il les pénètre tous d'un regard attentif et les décompose en leurs élémens premiers... Les passions de l'homme sont nombreuses comme le sable de la mer, aucune d'elles ne ressemble aux autres; nobles ou basses, toutes commencent par obéir à l'homme et finissent par prendre sur lui une domination terrible... Elles sont nées avec lui, dès la première minute de son apparition en ce monde, et il est sans force pour leur résister. Sombres ou lumineuses, elles accompliront toute leur carrière...

De cet essai de psychologie positiviste, l'écrivain remonte par un adroit circuit aux desseins de la Providence, qui a tout ordonné pour le mieux et saura se retrouver dans ce chaos. — Je ne fais qu'indiquer la marche des idées; il faudrait citer en entier le fragment, indispensable pour bien entendre la conception de Gogol. Je découvre avec stupéfaction que le traducteur français l'a retranché. Les traducteurs ont parfois un singulier critérium pour les mutilations qu'ils croient devoir pratiquer.

Ce que j'eusse voulu montrer dans ce livre, c'est le réservoir de la littérature contemporaine, l'eau mère où sont déjà cristallisées toutes les inventions de l'avenir. Forme et fond, Gogol a tout digéré pour ses successeurs.

La forme, c'est le réalisme, instinctif dans les œuvres précédentes, conscient et doctrinal dans *les Ames mortes*. J'emploie ce terme parce qu'il est d'un commun usage; je ne me dissimule pas qu'il est mal défini et je ne prétends point trancher les débats qu'il soulève. Le réalisme, diront ses adeptes, est la méthode d'observation et de représentation littéraires par laquelle nos contemporains voient la vie telle qu'elle est. Le sceptique répondra : telle qu'elle est pour eux, c'est-à-dire telle qu'il leur plaît de la voir. Si le mot se flatte d'exprimer un résultat certain, je le récuse; on n'a pas encore démontré que la réalité objective puisse être saisie et

rendue autrement que par une âme humaine, par un instrument saturé d'impressions et d'idées préconçues, variable à chaque instant, différemment préparé dans chaque génération et dans chaque individu. Laissons donc à ce mot un sens plus modeste; il exprime une tendance, un effort pour décrire les phénomènes dans leur ensemble et leur complexité, avec le moindre parti-pris possible; effort aujourd'hui général, souvent sincère, et qui nous paraît plus heureux que celui de nos devanciers. A défaut d'une définition rigoureuse, recourons au grand maître de la métaphysique, à Molière: le réalisme est la doctrine des réalistes. Les réalistes, en Russie, s'appellent Tourguénef, Tolstoï, Dostoïevsky. Vous les avez lus, vous connaissez leurs traits communs: abondance et minutie du détail, analyse perpétuelle des sentimens et des actes, préférence marquée pour les caractères moyens et changeans, par opposition aux types nobles et absolus de l'ancienne école; indifférence morale apparente de l'écrivain, vue triste et désabusée sur les choses; seulement, et c'est là qu'ils se séparent de leurs frères d'Occident, on devine sous leur représentation de la vie une sourde protestation d'espérance, une certitude consolante que la vue rationnelle peut nous tromper, et que sa faiblesse avérée permet toujours de supposer un horizon meilleur.

Tous ces traits sont réunis dans *les Ames mortes*. On pourrait donner pour épigraphe à la littérature contemporaine cette fine remarque de l'auteur sur « les petites choses qui ne paraissent petites que racontées dans un livre, mais qu'on trouve très importantes dans le train de la vie réelle. » Et Gogol a conscience de la direction nouvelle qu'il imprime à l'art d'écrire; il en formule la rhétorique dans vingt endroits, d'abord avec timidité, puis avec plus de hardiesse :

L'auteur s'excuse d'occuper si longtemps le lecteur avec des gens de petite condition, sachant par expérience combien il répugne à la fréquentation des basses classes. (Chant 1.)

Ingrat est le sort de l'écrivain qui ose mettre en évidence tout ce qui passe à chaque minute sous nos yeux, tout ce que ne remarquent pas ces yeux distraits: tout l'affreux et dégoûtant limon de petites misères où notre vie est empêtrée, tout le dessous de ces caractères tièdes, ordinaires, hachés menu, qui encombrent et ennuient notre route terrestre... Il ne recueillera pas les applaudissemens de la foule; le juge contemporain traitera ses créations d'inutiles et de basses, on lui assignera une place dédaignée entre les écrivains diffamateurs de l'humanité, on lui refusera tout, âme, cœur, talent. Car le juge contemporain n'admet pas que ce soient des verres également merveilleux, celui qui fait voir le soleil et celui qui révèle les mouvemens des insectes invi-

sibles; il n'admet pas qu'il faut beaucoup de profondeur d'âme pour éclairer un tableau emprunté aux côtés méprisables de la vie, pour en faire un chef-d'œuvre. (Chant VII.)

J'emprunte aux *Lettres sur les âmes mortes* deux passages tout à fait significatifs :

Ceux qui ont disséqué mes facultés d'écrivain n'ont pas su discerner le trait essentiel de ma nature. Ce trait n'a été aperçu que du seul Pouchkine. Il disait toujours qu'aucun auteur n'a été doué comme moi pour mettre en relief la trivialité de la vie, pour décrire toute la platitude d'un homme médiocre, pour faire apercevoir à tous les yeux les infiniment petits qui échappent à la vue. Voilà ma faculté maîtresse. — Le lecteur est révolté de la bassesse de tous mes héros; il lui semble, en fermant le livre, qu'il sort d'une cave asphyxiante et revient à la lumière du jour. On m'eût pardonné si j'avais montré des scélérats pittoresques; on ne me pardonne pas leur bassesse. L'homme russe s'est effrayé de voir son néant. (Lettre III.)

Mon ami, si vous voulez me rendre le plus grand service que j'attende d'un chrétien, ramassez pour moi ces trésors (les petits faits quotidiens) partout où vous les trouverez. Que vous coûterait-il d'écrire chaque soir, sous forme de journal, des notes dans ce genre : — Entendu aujourd'hui telle opinion, causé avec tel homme : il est de telle condition, de tel caractère, convenable et de bonne mine, ou bien le contraire : il tient ses mains ainsi, il se mouche ainsi; il prise son tabac ainsi... En un mot, tout ce que votre œil perçoit, des plus grosses choses aux plus petites. (Postface des *Lettres*.)

On voit que le « document humain » était inventé en Russie il y a beau temps.

Avec la forme, Gogol laisse à ses héritiers le fond commun où ils vont puiser. La plupart des types généraux sur lesquels vit le roman russe ont leur embryon dans *les Ames mortes*. Voyez surtout, dans le chant VII, ce propriétaire rural, Tentétnikof. Son histoire intellectuelle nous est contée dans toutes ses phases, éducation, jeunesse, stage dans l'administration. Lassé « d'administrer sur le papier des provinces distantes de 1,000 verstes et où il n'a jamais mis le pied, » Tentétnikof revient s'établir dans sa terre, tout brûlant de grands projets, d'amour pour ses paysans, de zèle pour l'agronomie et les réformes. L'idylle s'évanouit vite; la mésintelligence naît entre les paysans et le seigneur, qui se méconnaissent réciproquement; ce dernier, pris de dégoût, abandonne ses beaux desseins, jette le manche après la cognée et tombe dans la torpeur finale. Toute l'activité des Russes s'est réfugiée dans l'idéal de Can-

dide, mais ils n'ont même pas la possibilité ou la force de cultiver leur jardin. — Nous connaissons cet homme : où l'avons-nous vu ? Partout. C'est le Lavretzky de Tourguénef, le Bézouchof et le Lévine de Tolstoï. On le creusera à l'infini, on le dessinera sous toutes ses faces, mais on ne changera rien aux cinq ou six traits générateurs de l'ébauche jetée par Gogol. Ainsi pour beaucoup d'autres, le fonctionnaire, l'officier retraité, le domestique ; quant au paysan, toutes les monographies futures ajouteront peu de chose à ce qu'a dit de lui l'écrivain qui l'a le mieux pénétré.

Fond de caractères et fond d'idées. Les grands courans qui vont féconder l'esprit russe sortent du livre initiateur. Je ne m'attacherai qu'au principal, à celui qui donne à la littérature slave sa physionomie particulière et sa haute valeur morale. Nous trouvons dans maint passage des *Ames mortes*, palpitant sous le sarcasme du railleur, ce sentiment de fraternité évangélique, d'amour pour les petits et de pitié pour les souffrans, qui animera toute l'œuvre d'un Dostoïevsky. Ce n'est plus chez Gogol, comme chez quelques-uns des poètes ses prédécesseurs, l'instinct vague de la race qui affleure ; l'écrivain a observé la vertu nationale, il l'analyse et la vante en connaissance de cause. Impossible de la mieux décrire et différencier qu'il ne fait dans une des *Lettres*. L'auteur de *la Maison des morts* ne trouvera pas de termes plus justes :

La pitié pour la créature tombée est un trait bien russe. Rappelle-toi le touchant spectacle qu'offre notre peuple quand il assiste les déportés en route pour la Sibérie. Chacun leur apporte du sien, qui des vivres, qui de l'argent, qui la consolation d'une parole chrétienne. Aucune irritation contre le criminel ; rien non plus de cet engoûment romanesque qui ferait de lui un héros ; on ne lui demande pas son autographe ou son portrait, on ne vient pas le voir par curiosité, comme cela se passe dans l'Europe civilisée. Ici, il y a quelque chose de plus : ce n'est pas le désir de l'innocenter ou de le soustraire au pouvoir de la justice, c'est le besoin de reconforter son âme déchue, de le consoler comme on console un frère, comme le Christ nous a ordonné de nous consoler les uns les autres. (Lettre X.)

Et, plus loin encore, qui s'égaré dans un songe trop beau ? N'est-ce pas Dostoïevsky ?

On entend déjà les sanglots de souffrance morale de toute l'humanité ; le mal gagne tous les peuples d'Europe, ils s'agitent, les malheureux, ne sachant pas comment se soulager ; tous les remèdes, tous les secours que leur raison invente leur sont insupportables et ne pro-

curent aucun bien. Ces gémissemens vont encore augmenter, jusqu'au jour où le cœur le plus dur se brisera de pitié, où une force de compassion inconnue jusqu'ici suscitera une force d'amour également inconnue. L'homme s'enflammera pour l'humanité d'un amour plus ardent que le monde n'en vit jamais. (*Ibidem.*)

Dans *les Ames mortes*, le sentiment est plus contenu, presque toujours masqué ; c'est dire qu'il émeut davantage. Je crains de lasser en multipliant les exemples : je cours au plus probant, au morceau qui est à mon sens le point culminant du livre. Tout y est réuni, fantaisie éblouissante, entrain endiable, sourd grondement de passion, et une langue à rendre jaloux Michelet, toute en mouvemens imprévus, tour à tour populaire, éloquente, précise comme l'image ou fuyante comme le rêve. Je suis sans doute incompetent, mais je ne sais rien dans la langue russe qu'on puisse opposer à ces pages. J'eusse voulu les citer en entier ; elles sont intraduisibles ; chaque mot éveille et déroule une vision de mœurs trop lointaines ou une douleur d'esclave ; grâce à Dieu, nous ne connaissons pas celles-là.

Tchitchikof est de retour dans son auberge, après une fructueuse tournée d'achats. Il se frotte les mains, il danse de joie devant la précieuse cassette : puis il se met à recopier les listes d'âmes mortes qu'elle contient. « Quand il regarda de nouveau ces petits feuillets, ces moujiks, qui étaient jadis de vrais moujiks, qui travaillaient, labouraient, charriaient, qui se soulaient et volaient leur maître, à moins qu'ils ne fussent tout simplement de bons et braves paysans, — un sentiment étrange et indéfinissable s'empara de lui. Chacune de ces fiches semblait avoir un caractère particulier, comme si elles trahissaient les caractères respectifs des moujiks. » Tel nom est suivi de la mention : « Bon menuisier ; » tel autre de celle-ci : « Intelligent, ne boit pas. » Sous un troisième on lit : « Né de père inconnu et d'une fille à mon service ; bonne conduite, pas voleur. » — « Tous ces détails précis communiquaient aux paperasses quelque chose d'animé ; on eût dit que la veille encore ces gens-là étaient vivans. Tchitchikof inspecta longuement tous les noms ; un attendrissement lui vint, il s'écria en soupirant : « Y en a-t-il d'inscrits là-dessus ! Dites-moi, mes petits chéris, qu'avez-vous bien pu faire dans votre temps ; comment vous êtes-vous débrouillés ? » — Et le drôle, mis en bonne humeur, s'ingénia à reconstituer la vie de ces hommes dont les noms obscurs ou baroques défilent sous ses yeux. Les divers métiers y passent, des scènes de mœurs rapides et justes, des traits touchans où l'âme résignée du paysan se révèle d'un mot. De cette cassette, devant cet escroc, nous voyons surgir

ver le fantôme géant du peuple russe, vivre et prendre corps le bétail dont on trafique. Endurcis par l'habitude, les mots de la langue rudoient ou caressent les pauvres serfs comme on fait pour les petits des animaux ; mais, sous le ton familier, on sent la tendresse émue de l'écrivain. Peut-être songe-t-il à cette heure que trente ans auparavant ces âmes serves et mortes étaient les héros de 1812 ; que, sans rien demander ni espérer, par un exemple unique dans l'histoire, ces esclaves ont libéré la patrie envahie, arrosé de leur sang la glèbe où on les retenait attachés.

L'acquéreur continue son inventaire ; voici des listes de serfs marrons, des fuyards qu'on lui a cédés au même taux que les morts, car ils ne valent pas plus. Où sont-ils maintenant ? L'imagination du poète vagabonde à leurs trousses, dans les forêts où ils battent l'estrade, en Sibérie, sur les grands fleuves. « — Abakum Thyrof ! Que fais-tu, frère ? Dans quels lieux flânes-tu ? Le vent t'aurait-il porté sur le Volga ? As-tu goûté de la vie libre, enrôlé parmi les haleurs de barques ? — Ici Tchitchikof s'interrompt, pensif. A quoi pensait-il ? Au sort d'Abakum Thyrof ? Ou bien rêvait-il sur lui-même, comme rêve chaque Russe, quels que soient son âge, son rang et sa fortune, quand il évoque l'image de la vie d'aventures, de la folle vie au hasard ? » Et Gogol trace le tableau de cette vie, il dit les plaisirs, les danses, les querelles furieuses des *bowlakis*, ce ramassis de forçats, d'outlaws et de serfs en fuite qui halent les bateaux sur le Volga. Ce tableau s'achève par une image où se concentrent toutes les misères et les aspirations du peuple dont nous venons d'entendre le bruit souterrain ; les pages précédentes sont comme ramassées dans cette dernière phrase, superbe et impossible à rendre, qui fuit au loin avec le chant de peine des aventuriers : « C'est là que vous peinez, *bowlakis* ! Fraternellement, comme vous étiez tout à l'heure au plaisir et à la folie, vous êtes maintenant au travail et à la sueur, tirant votre cordeau sous votre chanson toujours la même, et comme toi sans fin, ô Russie ! »

Ils éclatent à maintes reprises, au travers des récits réalistes, ces élans de fantaisie et de lyrisme. On a cité partout le plus célèbre, la comparaison de la Russie avec sa *troïka*, emportée dans l'espace, ivre de sa vitesse et de sa force. Presque toujours, c'est un patriotisme ardent qui les inspire ; il eût dû faire beaucoup pardonner au satirique ; mais il y avait trop à pardonner. Quand la première partie des *Ames mortes* parut, en 1842, ce fut un cri de stupeur chez les uns, d'indignation chez les autres. C'était donc cela, la patrie ! Une caverne de coquins, d'idiots et de misérables, sans une exception consolante ! Un mot fameux de Pouchkine avait déjà averti l'auteur : « Je lui lisais les premiers chapitres de

mon livre. Il s'apprêtait à rire, comme il faisait toujours quand il entendait quelque chose de moi. Mais je le vis devenir soucieux, son visage s'assombrit par degrés. Quand j'eus fini, il s'écria d'une voix accablée : « Dieu ! que notre Russie est triste ! » — Chacun répéta l'exclamation du poète. Beaucoup de lecteurs refusèrent de se reconnaître aux portraits noirs de leur ressemblance ; ils accusèrent l'écrivain de les avoir vus à travers sa bile de malade, ils le traitèrent de diffamateur et de renégat. On lui objectait avec raison que, malgré les mœurs du servage et la corruption administrative, il ne manquait pas de braves cœurs et d'honnêtes gens dans l'empire de Nicolas. Le malheureux Gogol comprit qu'il avait frappé trop fort. A partir de ce moment, il multiplie les lettres publiques, les explications, les préfaces ; il conjure ses lecteurs d'attendre pour le juger la seconde partie de son poème, le contraste de la lumière avec les ténèbres du début. Mais cette partie réparatrice ne venait pas ; les douces visions se refusaient à naître sous le crayon attristé du caricaturiste. Nous le voyons assez par les fragmens que nous possédons. Quelle différence de relief entre les noires mais vigoureuses créations du premier livre, et les pâles figures qu'on leur oppose dans le second ! Le prince-gouverneur, ce prince « ennemi de la fraude » qui anéantit les fonctionnaires coupables et ramène le règne de l'équité dans sa ville, l'auteur l'a ressuscité des vieux contes moraux. De même pour Mourasof, le riche et pieux industriel. Mourasof, c'est M. Madeleine des *Misérables*, dégonflé du grand souffle épique : un saint laïque et millionnaire, qui prêche, pardonne, influence et arrange tout. Ces deux justes ont tout au plus la vie des mornes béatifiés qu'on voit sur les anciennes fresques des couvens de Moscou. Julienne, la jeune fille qui devait venger la femme russe, assez maltraitée jusque-là, traverse la scène comme une ombre ; à peine née, elle échappe aux mains de Gogol ; il n'a jamais su créer une figure de femme attrayante, c'est la grande lacune de son œuvre.

Malgré tout, cette œuvre incomplète s'emparait des imaginations ; elle n'a cessé d'y grandir et d'y personnifier la Russie du temps jadis. Depuis quarante ans, elle fait le fond de l'esprit national ; chaque boutade est passée en proverbe, chaque personnage est grandement établi dans la société idéale que tout pays se compose avec sa littérature classique. L'étranger qui n'a pas lu *les Ames mortes* est souvent arrêté dans la conversation ; il ignore les traditions de la famille et les ancêtres auxquels on se réfère à tout propos. Tchitchikof, le cocher Séliphane et leurs trois chevaux, ce sont là pour un Russe des amis aussi présens que peuvent l'être pour l'Espagnol don Quichotte, Sancho et Rossinante. Vous les rencon-



trerez surtout dans les vieilles provinces, où Gogol les a perdus sans achever leur histoire. Car Tchitchikof n'est pas mort ; le prévaricateur et l'intrigant attendent toujours sa visite. Que de fois, durant les longues traites sur les routes de la steppe, en croisant dans le brouillard la britchka solitaire du marchand ou de l'officier, je me suis surpris à regarder sous le tas de fourrures, pensant que c'était lui ! Et dans l'aigre carillon des sonnettes qui riaient ou sanglotaient, — on ne sait jamais avec les sonnettes russes, — je croyais entendre l'écho du rire mystérieux, dominant le bruit de la pluie d'automne, le murmure inquiet des trembles.

## V.

Gogol revint de Rome vers 1846. Sa santé déclinait rapidement, les accès de fièvre lui rendaient tout travail difficile. Il se reprenait avec une passion désespérée à ses *Ames mortes* ; sa plume, errante au gré de ses nerfs, le trahissait. Ce fut dans une des crises de son mal qu'il brûla tous ses livres et le manuscrit de la seconde partie du poème. Les choses de la foi l'absorbèrent bientôt tout entier. Il désirait faire le pèlerinage de terre-sainte ; pour se procurer les fonds nécessaires, dit-il dans une préface, et pour solliciter les prières de ses lecteurs, il publia son dernier écrit, les *Lettres à mes amis*. Ce sont des épîtres de direction spirituelle, entremêlées de plaidoyers littéraires auxquels j'ai fait plusieurs emprunts. Aucun de ses ouvrages satiriques ne lui valut autant d'ennemis et d'injures que ce traité de morale religieuse. J'aurais bien de la peine à faire comprendre l'émoi qu'il suscita et les polémiques prolongées jusqu'à nos jours ; pour y réussir, il faudrait esquisser une histoire des idées durant cette période si peu connue, la seconde moitié du règne de l'empereur Nicolas. La matière déborderait mon sujet ; je me borne à de courtes indications, en renvoyant les curieux aux excellents travaux de M. Schébalisky (1). Au cours des années qui allèrent de 1840 à la guerre de Crimée, on vit se constituer les deux grandes écoles intellectuelles qui se disputent la Russie contemporaine et y tiennent lieu de partis politiques. L'école « libérale » se manifestait à l'aide de subterfuges et triomphait presque sans contradicteurs. Tous ceux qui se piquaient de penser professaient une philosophie transcendante, empruntée à Hegel et à Feuerbach pour l'Allemagne, à Saint-Simon, à Fourier, à Proudhon pour la France. « Je me passerais plutôt de souliers que des livres de ces apôtres, » écrivait un étudiant. La jeunesse était ralliée tout entière derrière

(1) *Messenger russe*, novembre-décembre 1884, février 1885.

Herzen et Biélinisky, les promoteurs du mouvement. Bien entendu, cette philosophie masquait des revendications politiques et sociales, dont elle n'était que le langage hiéroglyphique. La question religieuse n'existait pas. Pour les classes cultivées, l'Église était une institution d'état, inviolable comme les autres, ignorée en dehors des jours où l'on accomplissait ses rites par devoir d'étiquette. Ce devoir civil rempli, l'athéisme reprenait ses droits, à peu près avec les nuances qu'il offrait chez nous au XVIII<sup>e</sup> siècle : doctrinal et insidieux chez les philosophes, déférant et discret dans la société polie. Si l'un des fonctionnaires ecclésiastiques avait interrompu sa psalmodie pour jeter l'idée religieuse dans les batailles intellectuelles, on eût trouvé cette intrusion du plus mauvais goût.

Qu'on juge maintenant du scandale. Un laïque dressait son livre comme une chaire de vérité pour gourmander l'indifférence de ses concitoyens, pour leur rappeler que l'esprit de l'évangile devait pénétrer toute leur vie intime et leur vie sociale; dans la lettre sur le clergé, il prenait la défense d'un corps universellement méprisé; dans les lettres politiques, il formulait le catéchisme slavophile, il préconisait le pouvoir nécessaire du tsar comme « un pouvoir d'amour » adoucissant la dureté de la loi; selon lui, le « tsar d'amour » était seul capable de guérir les souffrances exaspérées du peuple : les vaines inventions des philanthropes d'Occident s'étaient montrées impuissantes à cette fin. Le prédicateur parlait beaucoup de ce peuple, tout comme Herzen et Biélinisky; mais, au lieu de revendiquer ses droits et d'en faire un levier d'opposition, il rappelait aux classes intelligentes leur devoir étroit de tutelle et d'assistance envers le paysan; enfin, il prodiguait les conseils aux gens de tous les états, il déclarait que, pour lui, il n'écrirait plus, parce qu'il était uniquement occupé de chercher le bien de son âme et le bien des autres. Il insinuait, d'ailleurs, qu'il fallait admirer ses œuvres précédentes et développait longuement les raisons qu'il y avait de le faire.

On trouve de tout dans cet écrit : pas mal de fatras philosophique, aussi nuageux que celui du camp adverse; des vérités anciennes, toujours bonnes à dire parce qu'elles sont toujours oubliées, et quelques idées nouvelles, sur lesquelles on vit aujourd'hui dans le monde slave. Comme il est d'usage, ce fut précisément pour ces dernières qu'on traita l'auteur de réactionnaire. La presse, représentée alors par les revues littéraires, se déchaîna contre l'imprudent qui remontait le courant du jour. Elle avait beau jeu. Pensez donc! L'homme qui prêchait ainsi, sur le ton d'un père de l'Église, c'était l'auteur comique chargé jusque-là de faire rire, le détracteur satirique de la Russie officielle, applaudi la veille par toutes les oppositions! Gogol était vulnérable

en un point; il s'arrogeait naïvement la direction des consciences au nom de la royauté intellectuelle qu'on lui avait décernée. Ses épîtres présentent un singulier alliage, assez fréquent d'ailleurs, d'humilité chrétienne et de bouffissure littéraire.

On décréta qu'il était tombé dans le mysticisme, on l'enterra sous ce mot. Le mysticisme de Gogol est un fait acquis. L'opinion fut si bien prévenue que je crains d'étonner les Russes en demandant la revision du procès. Je relis attentivement les *Lettres* de l'accusé; j'ai recueilli le témoignage de personnes qui vécurent à cette époque auprès de lui. Si les mots de notre langue ont un sens défini, Nicolas Vassiliévitch ne fut pas un mystique. Je voudrais traduire et citer les lettres sur l'aumône, sur la maladie; on les taxerait plutôt de jansénisme, elles sont telles qu'auraient pu les rédiger un Arnauld ou un Saci. Les théories politiques et sociales répugnent aux conceptions françaises, c'est une autre question; mais M. Aksakof et les coryphées de l'école slavophile développent aujourd'hui les mêmes thèmes avec plus d'exaltation encore; personne en Russie ne les accuse de mysticisme. Le fait de renoncer à écrire pour se consacrer à son salut a semblé à d'autres époques tout naturel et raisonnable; je n'ai jamais vu la qualification de mystique accolée au nom de Racine; quant à Pascal, on ne la lui prodigue plus que dans la pharmacie de M. Homais. Tolstoï, qui a agi comme Gogol, proteste alors qu'on lui applique cette épithète; pourtant il nous propose une théologie nouvelle; son prédécesseur s'en tenait docilement au dogme établi. Mais peut-être les mots n'ont-ils qu'une valeur de relation et de moment; ce qui était mystique en 1840 ne le fut pas deux siècles plus tôt et ne l'est plus après un demi-siècle.

Je laisse ces querelles obscures. On sera plus curieux d'apprendre ce que devenait le pauvre écrivain au milieu de la tempête qu'il avait soulevée. Il fit le voyage de Jérusalem, il erra quelque temps à travers ces ruines grises, paysage tentant et dangereux pour les âmes en détresse. De retour à Moscou, il fut recueilli dans des maisons amies. Le Cosaque ne pouvait parvenir à se fixer. Il ne possédait rien, donnant tout aux pauvres. Dès 1844, il avait abandonné le produit de ses œuvres à la caisse des étudiants nécessiteux. Ses hôtes le voyaient arriver avec une petite valise, bourrée d'articles de journaux, de critiques et de pamphlets dirigés contre lui; ce bagage de gloire et d'amertume était tout son avoir. Une personne qui grandissait alors dans une des familles où il fréquentait le plus me retrace le portrait de Gogol à cette époque. C'était un petit homme, trop long de buste, marchant de travers, gauche et mal mis, assez ridicule avec sa mèche de cheveux battant sur le front et son grand nez proéminent. Il se communiquait peu, avec

difficulté. Par instans, il retrouvait des éclairs de son ancienne gaieté, surtout près des enfans, qu'il aimait. Bientôt il retombait dans son hypocondrie. Ces souvenirs concordent avec des notes écrites par Tourguénéf, après sa première visite à l'auteur des *Ames mortes*. — « De petits yeux bruns, une pointe de malice encore dans le regard fatigué ; une physionomie de renard ; dans toute la tournure, quelque chose du répétiteur d'une école de province (1). » De tout temps, Nicolas Vassiliévitch avait eu cet extérieur ingrat et cette gaucherie, avec la timidité qu'elle engendre. Cela explique peut-être pourquoi les biographes n'ont trouvé dans sa vie aucune trace du passage d'une femme ; et l'on comprend ensuite l'absence de la femme dans son œuvre.

Une légende universellement acceptée, comme celle du mysticisme, veut que Gogol soit mort halluciné, épuisé par les macérations et par les jeûnes. On m'assure de bonne source qu'il fut emporté par une complication typhoïde, survenue pendant une recrudescence de son mal. La nature de ses souffrances est imparfaitement connue, comme l'état de son esprit durant les dernières années. On avait cessé de regarder dans ce puissant cerveau, depuis longtemps vide d'images et de joie. A l'âge où d'autres commencent leur tâche, il terminait la sienne ; la rapide usure de l'homme russe avait triomphé de lui. Une fatalité mystérieuse a pesé sur tous les écrivains de sa génération. Balle ou coup d'épée, désordre nerveux ou consommation, quand ce n'est pas un accident tragique, c'est une langueur inexplicquée qui les abat aux environs des quarante ans. Cette hâtive et prodigue Russie traite ses enfans comme ses plantes ; elle les fait magnifiques, les presse de fleurir, elle ne les achève pas et les engourdit en pleine sève. D'elle, de ses fils et de leurs idées, on peut dire ce que le philosophe écrivait à une pauvre femme : « Vous êtes sacrifiée d'avance, parce qu'il n'y a pas d'équilibre entre votre esprit et votre action. » — A trente-trois ans, après la publication des *Ames mortes*, les facultés productrices étaient déjà ruinées chez Nicolas Vassiliévitch ; à quarante-trois, il finissait de s'éteindre, le 21 février 1852. L'incident fit peu de bruit. La faveur impériale avait oublié ce littérateur ; depuis 1848, ils portaient tous ombrage. On blâma le gouverneur de Moscou, qui avait revêtu les cordons de ses ordres et accompagné le cercueil. Tourguénéf fut exilé dans ses terres en punition d'une lettre où il appelait le défunt : grand homme.

La postérité s'est chargée de ratifier ce titre. Quelle place faut-il assigner à Gogol dans le panthéon littéraire ? Mérimée la trouvait « entre les meilleurs humoristes anglais. » Le rang me semble

(1) Tourguénéf, t. I, p. 64 des *OEuvres complètes*, édition de Moscou.

modeste, à moins que le critique ne fit allusion à Swift, ce qui serait honorable et juste. Je voudrais rapprocher l'écrivain russe de ses maîtres naturels et le rencontrer à mi-hauteur entre Cervantes et Le Sage. Mais il est encore trop tôt. Goûterions-nous le *Don Quichotte*, si les choses d'Espagne n'étaient pas entrées depuis trois siècles dans notre littérature? Dès l'enfance, nous nous apprêtons à rire quand on nous parle d'un alguazil ou d'un alcade. Gogol nous entretient d'un monde trop nouveau. Je prévient avec loyauté le lecteur français qu'il sera rebuté par ces livres. L'abord en est pénible; des mœurs ignorées, une armée de personnages sans lien commun, des noms d'autant plus étranges qu'ils comportent des intentions comiques. Qu'on ne s'attende pas à trouver là les séductions qui ont recommandé Tolstoï et Dostoïevsky. Ceux-ci nous montrent des résultats et non des origines; ils nous touchent surtout parce qu'ils sont humains, au moins pour ce moment de l'histoire européenne; les maladies dont ils souffrent ont débordé hors de leur pays, l'état d'âme qu'ils étudient tend à se généraliser en Occident; sur certains points ils nous côtoient, et sur d'autres ils nous devancent. Gogol est plus loin, plus attardé, quand on ne le regarde pas avec la loupe de l'historien; par le fond et par l'accessoire, il est exclusivement russe. Pour le faire aimer des lettrés, il faudrait d'excellentes traductions; c'est malheureusement le contraire qu'on nous offre.

Laissons-le donc en Russie. Là, tous les plus grands entre les nouveau-venus saluent en lui le père et le maître. Ils lui doivent leur langue; plus subtile et plus harmonieuse chez Tourguénef, elle a plus de jet, de variété et d'énergie chez le prosateur qui l'a façonnée le premier. Quant aux idées, j'ai assez dit ce qu'il en fallait rapporter à Gogol. Il a surgi au moment où sa patrie, incertaine de ce qu'elle allait être, s'ignorait elle-même et enfantait obscurément; ce médecin brutal l'a délivrée, il lui a montré ce qu'elle devait aimer en flétrissant ce qu'elle devait haïr. L'écrivain réaliste, au meilleur sens de ce terme, a fourni l'outil convenable à la pensée et à l'art de notre temps; il en a vu l'emploi futur d'un regard très clair; il a même aperçu l'aboutissement dernier, au moins en Russie, de cette enquête exacte sur les phénomènes et sur l'homme, inaugurée par lui. Si l'on en doute, qu'on retienne cette phrase, l'une des dernières tombées de sa plume, dans *la Confession d'un auteur* : « J'ai poursuivi la vie dans sa réalité, non dans les rêves de l'imagination, et je suis arrivé ainsi à Celui qui est la source de la vie. »

---

LE

# DÉBUT DE LYDIA

---

C'était un mardi, au foyer des artistes de la Comédie ; beaucoup de monde. Les autres soirs, ce salon ravissant est presque vide. Naguère, on y voyait plus d'animation. D'illustres comédiens jouaient aux échecs avec la solennité qu'ils mettent aux choses les plus ordinaires de la vie ; et l'on entendait souvent une plainte mélancolique, lorsque l'avertisseur, encadré dans la porte de velours vert, disait de sa voix monotone : « C'est à vous, monsieur Provost ! » A cette époque déjà lointaine, les jolies femmes daignaient honorer de leur présence les visiteurs assidus. Aujourd'hui, elles se cantonnent dans leurs loges pour y bavarder à l'aise avec les adorateurs et les amis. Quelquefois, les soirs d'abonnement, ces déesses veulent bien se rappeler qu'elles sont de simples mortelles. Alors le vieux foyer en frémit d'aise, et c'est comme un renouveau de quelques heures. Corrects, élégans, les abonnés causent par petits groupes ou vont coqueter avec les gracieuses sociétaires.

Ce mardi-là, assis dans un large fauteuil, à droite, sous le tableau fameux qu'on attribue à M. Ingres, un artiste célèbre discutait avec un critique influent. Ils parlaient d'une fine brochure que le comique venait de publier sur *Tartufe*. Le critique, déjà grisonnant, répondait d'un ton grave, en homme qui a pâli sur ses classiques :

— Vous vous trompez, mon cher ami ; je vous affirme que vous vous trompez. Dorine n'est plus jeune. Elle a nourri et élevé les enfans :

Vous êtes, m'amie, une fille suivante,  
Un peu trop forte en gueule et fort impertinente ;  
Vous vous mêlez sur tout de dire votre avis...

— Quelle hérésie ! répliquait l'artiste. Mais Dorine a au plus trente-cinq ans ! Elle est appétissante, puisque Tartufe lui recommande de cacher un sein qu'il ne saurait voir...

Et la discussion continuait, savante et passionnée, entre les deux moliéristes, pendant qu'une gaieté rieuse montait dans le fouillis des conversations. L'académicien Germance, frisé, pommadé, le monocle à l'œil, expliquait sérieusement à la comtesse Almaviva que les parfumeurs de Paris ne valaient rien. Oh ! rien du tout.

— Pas un, ma chère enfant... Pas un qui soit... comment dirais-je?... qui soit à la hauteur ! De bons sachets, à Paris ? Allons donc ! Je ne connais que le *sachet powder from S. Johnson (London)*.

La grande salle s'emplissait de mouvement, de couleur et de lumière. Le bruissement soyeux des robes, le murmure vague des causeries, les éclats de rire de Suzanne, tout cela était joyeux, vivant, avec une exquise allure de bonne compagnie. Une voix mordante dit tout à coup, à l'entrée du foyer :

— Eh ! Germance ! Comme vous êtes beau, ce soir, mon cher !

C'était la doyenne de la Comédie, en robe de ville. Elle ne jouait pas, et venait en visite. Germance répliqua :

— Vous, mon amie, vous êtes belle tous les soirs !

— Un compliment ? à mon âge ? Taisez-vous, ou on va vous prendre pour un antiquaire ! Eh bien ! vous avez deux fauteuils vacans à l'Académie ? Qui nommerez-vous ?

Germance rejeta la tête en arrière, et lissant avec coquetterie sa moustache grise :

— Oh ! très demandés, les fauteuils, ma chère ! très demandés ! Six concurrens : deux romanciers, un poète et trois auteurs dramatiques.

La doyenne de la Comédie se mit à rire.

— Des hommes de lettres ! Y pensez-vous ? L'Académie se déshonorerait. Il faut mettre là un ingénieur et un général.

— Méchante ! s'écria Germance. Je ne vous donnerai plus « de billet de centre ! »

Tout à coup, il aperçut un jeune homme, presque imberbe, auquel il se hâta de faire signe.

— A propos, permettez-moi de vous présenter mon ami, M. de Rentz.

Le jeune homme, timide avec des yeux ronds, couleur bleu faïence, salua en cassant le cou.

— Heureux,.. très heureux,.. madame.

La doyenne le regardait avec son fin sourire.

— Vous êtes un de nos abonnés, monsieur ?

Le jeune homme rougit un peu plus.

— Depuis ce mois,.. ce mois-ci, madame. Heureux,.. très heureux... On dit que vous quitterez bientôt la Comédie ?

— Mais oui, monsieur. L'âge vient, et l'on prend le goût du repos.

Il restait bouche bée, cherchant quelque chose de très spirituel.

— C'est vrai, balbutia-t-il. On ne peut pas être... et avoir été.

La phrase jetait un froid. La doyenne souriait toujours, montrant ses dents blanches. Elle riposta doucement, sans avoir l'air d'y toucher.

— Oh ! si, monsieur ; on peut avoir été bête... et l'être encore !

Il y eut un rire étouffé. M. de Rentz ne comprenait pas. D'ailleurs, l'attention fut vite détournée. Une splendide créature entra au foyer et chacun la regardait curieusement. Elle n'avait pas vingt ans ; ses cheveux blonds se tordaient sur la tête fine, éclairée par des yeux d'un bleu changeant, pareil à ce bleu particulier d'une pierre des Pyrénées que les paysans béarnais appellent le labrador. Par instans, ils s'adoucissaient et l'expression devenait délicate. Presque toujours une flamme chaude y luisait. Les lèvres, un peu fortes, brillaient humides et fraîches comme une grenade mûre. On sentait la race en cette femme étrange, qui semblait échappée d'un roman de chevalerie, la race, et aussi une fierté profonde que trahissaient la lèvre dédaigneuse et le regard hautain. Le critique influent ne put retenir un cri d'admiration.

— Pristi ! qu'elle est belle !

— Comment ! vous ne la connaissez pas ? s'écria Jeanson, l'abonné qui savait tout.

— Ma foi, non.

— Mais c'est « la nouvelle. »

— Ah ! Lydia Menko.

— Lydia Menko, oui. Elle débutera dans trois semaines. Voilà six mois qu'elle travaille ferme.

— Tant que cela ?

— Son accent ! Il y a son diable d'accent ! Mais du feu,.. du tempérament... Une nature !

— Vraiment ?



— Et sage. Quand je dis sage... Eh! eh!.. Avis très partagés. Le baron de Tresme la serre de près. Les uns disent que... oui! vous comprenez!.. c'est ça! Les autres que... non! Il ne ferait encore que frôler!

Et Jeanson prenait le bras du critique influent, donnant des détails, avec le scepticisme gouailleur du Parisien, l'homme du monde qui parle le plus légèrement des amours des autres. Pendant ce temps-là, on entourait « la nouvelle, » on l'accablait de compliments. Les abonnés, s'entend! Car ces dames esquissaient un sourire aimable et perfide. Les actrices sont deux fois femmes, leurs vanités craintives étant éveillées deux fois. Lydia Menko accueillait du même visage les adorateurs et les rivales. Les sourcils légèrement froncés, les yeux brillans, elle restait debout au milieu du foyer, répondant d'une voix presque indifférente, comme si sa rêverie se fût envolée au loin. Jeanson pérorait toujours avec animation.

— Une Roumaine, mon cher... Hein! voilà qui est nouveau? Une Roumaine à la Comédie. Du plein Bucharest. Toute une histoire!.. Venue à Paris, on ne sait comment. Oh! bonne famille, très bonne famille. Un sociétaire la présente à l'administrateur-général. Du flair, l'administrateur! Il reconnaît tout de suite... une nature! Il l'engage et lui donne le rôle de Croizette dans *le Sphinx*. Vous devinez la fureur de Mary Sorell! Son affaire, le rôle de Croizette!

L'académicien Germance se rapprochait de Jeanson et du critique en consolidant son monocle. Il voulait la regarder encore, cette belle et poétique Lydia Menko.

— Jeanson a raison. Quelque chose, cette petite... Je crois qu'elle sera... hum! Comment dirais-je?... qu'elle sera à la hauteur!

Il y eut tout à coup une sorte de remous dans ce flot d'habits noirs et de robes élégantes. L'avertisseur annonçait le troisième acte du *Mariage*. Soudain un éclat de voix : le sociétaire célèbre continuait la discussion sur *Tartufe*, et sa voix dominait le bruit soulevé par les départes.

— Vous vous trompez, mon cher! Molière n'avait que dix-huit chemises de nuit!

— Dix-neuf!

— Non! dix-huit!.. Ah! si vous parliez des perruques!.. Sur les perruques on n'est pas fixé. Vous comprenez que je sais à quoi m'en tenir.

— Moi aussi. Dix-neuf chemises!..

— Dix-huit! Je vais publier une brochure sur la question. Vous verrez, vous verrez...

Les voix s'éteignaient. Les deux moliéristes disparaissaient dans la galerie. Le foyer des artistes se vidait lentement. Le troisième acte appelait les abonnés dans la salle, et les comédiens sur le

théâtre. Lydia Menko demeurait seule. Toujours debout, elle semblait songeuse et préoccupée, écoutant d'une oreille distraite les voitures rouler sur la grande place sonore. Un instant, elle s'assit près de la cheminée, jetant un regard inquiet sur le cadran de la haute pendule en bois noir. La fierté patricienne de son visage disparaissait lentement, remplacée par une tristesse vague, par une inquiétude inavouée.

— Il est encore en retard, murmura-t-elle. Déjà?..

## II.

La jeune femme habitait un très modeste appartement, au quatrième étage, rue de Rivoli. Sa petite fortune, cinq ou six mille livres de rente, et les appointemens du théâtre, lui permettaient de vivre indépendante. Elle avait peu d'amis. Dès son entrée à la Comédie, les mains s'étaient tendues vers elle. Mais Lydia apportait dans sa nouvelle carrière un peu de cette méfiance craintive qui est naturelle aux Latins des Balkans. On connaissait mal son genre d'existence; et Jeanson lui-même ignorait quelles relations unissaient la jeune femme et le baron de Tresme. Un jour par semaine, Lydia recevait les rares personnes qui la venaient voir; quelques amis de sa famille, retrouvés dans l'immensité de Paris, à l'annonce de ses prochains débuts, quelques camarades, curieux de l'observer ou de la connaître. Peu à peu, ces visites s'espaçaient pour cesser bientôt. La jeune femme n'y prenait qu'un plaisir vague et ne le cachait pas. Et puis sa vie calme et monotone n'excitait plus la curiosité. Elle ne s'en inquiéta pas. La solitude lui plaisait. Elle usait ses journées presque entières dans son petit salon, meublé de façon fort simple. Quelques jolis tableaux, deux ou trois meubles de prix, rares épaves d'un passé plus riche; de lourdes tentures sombres couvraient les murs, séparées par des divans bas. Elle travaillait là avec l'acharnement d'une volonté opiniâtre qui veut triompher. « — Vous aurez du succès, lui disait l'administrateur général; à une condition: il faut corriger votre accent. » Et elle s'épuisait à corriger son accent. Quand elle avait travaillé longtemps, pour se délasser, elle s'asseyait à son piano. Alors elle berçait ses rêves avec les airs de sa patrie; des mélodies roumaines, d'une mélopée traînante, qui l'emportaient dans les pays bleus du rêve.

A quatre heures, tous les jours, elle s'en allait à pied chez son professeur, un sociétaire du théâtre, qui demeurait fort loin, rue de Courcelles. La leçon prise, elle revenait gaîment, avec la bonne humeur d'une créature humaine qui a bien accompli sa tâche. Le soir, elle travaillait encore, en écoutant ses camarades au théâtre.

Elle suivait les représentations avec assiduité, étudiant la diction de ces parfaits comédiens. C'est ainsi qu'elle connaissait le baron Lucien de Tresme. Une présentation banale comme toutes les autres. Lucien se montrait tendre, amoureux, empressé ; il venait la voir souvent, lui faisant une cour discrète. Non pas si discrète qu'on ne jasât un peu.

Ce mardi-là, après avoir longtemps attendu dans le foyer, Lydia partit de mauvaise humeur, sans même entrer dans la salle. Il faisait un froid sec. Elle marchait vite, rêveuse, toujours triste. Pourquoi Lucien ne venait-il pas la chercher, selon sa promesse ? Il l'aimait cependant. Elle ne doutait pas de lui ; elle ne se sentait pas jalouse. Un retard... mon Dieu ! ce n'est rien qu'un retard. Et, cependant, cela fait souffrir. Elle lui appartenait depuis quelques semaines seulement. Pourquoi se montrait-il si peu exact, lui qui témoignait naguère une passion si vive ?

En un quart d'heure, elle eut franchi la distance qui la séparait de sa maison. La solitude pesait sur son cœur : sa tristesse vague augmentait. Il lui semblait qu'un malheur allait la frapper. Une heure plus tard, Lydia était encore dans sa chambre à coucher, au coin du grand feu clair, rêvant à ces premières déceptions de l'amour heureux et confiant. Elle était bien jolie pourtant, dans le peignoir de foulard blanc qui moulait son corps sculptural. De temps en temps la haute porte de la maison se fermait sourdement. Et la jeune femme frissonnait, se demandant :

— Est-ce Lucien ?

Soudain elle entendit une clé grincer dans la serrure. C'était bien lui ! Alors, tout fut oublié : les craintes imaginaires et les jalousies irraisonnées. Elle le revoyait ; elle le serrait dans ses bras. Il ne lui en fallait pas davantage.

Lucien de Tresme avait trente ans. Joli garçon, très élégant, il prenait son destin comme il se présentait, sans souci de la veille et du lendemain. Élevé par sa mère, follement gâté par une femme tendre qui dépensait tout son cœur dans les élans d'une maternité plus passionnée que prudente, il ne connaissait de la vie que les sourires. Riche, à peu près ignorant, parfaitement content de lui-même, il réalisait le type exact de l'égoïste. Lucien haïssait tout ce qui eût exigé un effort de l'esprit. Il lisait le livre à la mode, afin de pouvoir en parler, et il bâillait à la pièce nouvelle, afin de pouvoir la discuter. Dans les succès qu'obtient un jeune homme, il ne cherchait guère que ceux qui pouvaient flatter sa vanité.

Lydia l'avait adoré tout de suite. Stendhal a appelé « coup de foudre » cette impression immédiate et profonde produite par la créature qu'on aimera. Cette impression, la jeune femme la subissait sans la raisonner. La jolie tête brune de Lucien, ses grands

yeux noirs alanguis, ombragés de cils très fins, sa taille gracieuse, lui plaisaient par leur finesse native. Lucien ne manquait pas d'aisance; elle crut que c'était de l'esprit. Il exprimait de manière assez vive le désir physique qu'il appelait l'amour; elle crut que c'était du cœur. Moins jeune et connaissant mieux la vie, elle eût étudié davantage l'homme à qui elle se livrait dans un élan de passion. Mais la créature éprise ne raisonne jamais. Et puis, Lydia était seule au monde. Elle ne possédait plus de parens. Elle sentait le besoin d'aimer et d'être aimée. Elle n'avait mis qu'une seule condition : c'est qu'elle continuerait à vivre comme par le passé. Pauvre elle était, pauvre elle voulait rester. Lucien l'aimait : tant mieux. Elle n'acceptait de lui que son cœur. Ce désintéressement étonnait le baron. Les Parisiennes sont plus prévoyantes. A la réflexion, il haussait les épaules en se disant : « Bah ! c'est une originale ! »

En se donnant à celui qu'elle aimait, Lydia n'apprit pas à le connaître. Toujours calme et maître de lui-même, Lucien lui apparaissait sous son vernis de bonne éducation. Puis une femme aimante est aveuglée à l'avance. Pour elle, les défauts apparens deviennent des qualités réelles. Lydia ne vit pas la froideur du jeune homme, mais sa distinction. Comment n'eût-il pas eu de cœur : il parlait si souvent de sa mère !

Elle se croyait adorée. Lucien exprimait sa passion avec la chaleur d'un homme qui se porte bien et qui a des sens. Au fond, il était flatté de l'emporter sur ses nombreux rivaux, de posséder une si jolie maîtresse. Les chroniques bavardaient sur Lydia Menko, sur ses prochains débuts, sur son origine exotique. Il était très chic « d'avoir » une femme comme celle-là. On l'envierait dès que tout Paris serait au courant de l'aventure. Chez la plupart des hommes l'amour est composé pour les deux tiers de vanité. Que la jeune femme eût appartenu à dix amans ou fût vierge, Lucien ne s'en inquiétait pas. On s'occupait de la future étoile ; le baron n'en demandait pas davantage. Et c'est ainsi que Lydia livrait ses vingt ans, sa pureté, ses illusions et ses espérances aux caresses d'un bellâtre qui s'éprenait d'elle, comme il se fût passionné pour un pur sang dont on disait merveille.

— Comme tu viens tard ! s'écria-t-elle, en se jetant passionnément dans les bras de Lucien.

— Veuillez m'excuser, ma chère. J'ai fait la sottise de m'engager dans une grande partie au cercle. Impossible de partir.

— Je vous ai attendu au théâtre, comme c'était convenu, reprit-elle en souriant doucement.

Elle voulait atténuer jusqu'à l'apparence d'un léger reproche.

Lucien se chauffait tranquillement, installé dans un grand fauteuil au coin du feu.

— C'est justement parce que vous m'attendiez au théâtre, que je ne me suis pas inquiété. A propos, c'est demain la première de Sardou, au Vaudeville. Vous êtes bien décidée à n'y pas venir avec moi?

Lydia poussa du pied un large coussin et s'assit aux pieds de son amant.

— Pourquoi me fais-tu encore cette demande? dit-elle, avec une nuance de tristesse. Tu sais que nous ne sommes pas d'accord. Avant mes débuts, je ne veux pas me montrer en public.

— Et moi je serais si fier qu'on te vit à mes côtés!

— Comme tu es bon!

Elle prenait ce cri de vanité pour un cri d'amour. Lucien se mit à rire.

— En vérité, ma chère, vous êtes unique. Quand on pense que vous habitez un petit appartement au quatrième étage et que vous portez des robes d'institutrice! On rirait bien, si l'on se doutait de vos entêtements de simplicité. Sans doute, sans doute, vous êtes très désintéressée. Mais la maît... l'amie du baron de Tresme devrait penser plus à l'homme qu'elle a choisi et moins à elle-même. Voyez-vous, ma chère, vous êtes une Roumaine. Vous ne connaissez pas notre Paris. L'apparence y est tout. Rien n'est mauvais pour une femme qui veut se lancer, comme de paraître pauvre. Sans compter que je passerai pour un pingre, à la fin.

— Que voulez-vous, Lucien? Je suis décidée à ne rien devoir qu'à mon talent... si j'en ai. Une femme dont le cœur est bien placé n'accepte rien de l'homme qu'elle aime. Quant à,.. quant à me lancer (je n'aime pas beaucoup cette expression-là, mais enfin, je l'emploie, puisque vous vous en êtes servi), je n'y tiens guère, vous le savez. A quoi bon revenir toujours là-dessus? Je vous aime, n'en demandez pas plus. Voyez-vous, je n'ai pas été élevée comme vos Parisiennes, moi. Je suis une sauvage. J'ai grandi là-bas dans nos solitudes farouches, libre comme un cheval échappé. Ma mère, une Française, végétait dans la nostalgie du pays perdu. Quand je suis restée seule, je n'ai pas hésité. J'avais la passion du théâtre. Pourquoi? Est-ce qu'on sait! Ma mère parlait si souvent de la France! Il me suffisait de fermer les yeux pour voir briller mes deux rêves dans la poussière d'or du lumineux Paris; être aimée,.. être célèbre... La gloire, c'est si beau!.. C'est si bon, l'amour! Je t'aime!

Cette nature franche, naïve, primesautière, étonnait toujours Lucien. Oh! non! elle ne ressemblait pas aux Parisiennes, celle-là avec ses élans de passion et ses idées bizarres d'amour désintéressé. Cet être égoïste et sec éprouvait, en face d'elle, la même surprise qu'un voyageur placé tout à coup en face d'un phénomène.

Sans doute, il aurait voulu se parer de Lydia Menko, porter son amour comme un gardénia à la boutonnière, se montrer avec elle aux courses et aux premières. Cela viendrait plus tard, quand elle serait illustre. Après tout, aucun de ses amis ne possédait pour maîtresse une actrice célèbre. En attendant, c'était une jolie femme, qu'il trouvait fort agréable d'avoir. Il la prit entre ses bras, appuyant ses lèvres sur les lèvres de Lydia.

— Je t'aime!.. dit-il, après une longue étreinte.

— Moi, je t'adore!..

— Comme tu es belle!..

Elle fermait les yeux, s'abandonnant dans un frisson qui courait de sa nuque jusqu'à ses pieds. La nuit les berçait de son silence. Ils restaient à demi pâmés dans les bras l'un de l'autre ; et Lucien sentait avec volupté ce beau corps frémir sous ses baisers, comme le violon d'un maître sous l'archet vainqueur.

Pourquoi eût-elle douté de lui ? Les grands yeux noirs de Lucien étaient si ardents, sa voix si douce, ses gestes si câlins ! Et tout bas, grisée par ses caresses, elle se disait avec un ravissement intime : « Il m'aime, et je serai célèbre. » La gloire... l'amour...

Etre aimée, ce n'est rien. Le difficile, c'est d'aimer. C'est pourquoi la créature humaine éprouve toujours une gratitude inconsciente pour l'être qui remplit son cœur. Lydia aimait en Lucien moins Lucien que son amour à elle-même. Lui, ne cédait qu'à la volupté du désir. D'ailleurs, il ne se donnait pas la peine de réfléchir. A peine souriait-il vaguement lorsqu'il écoutait les phrases de Lydia Menko, pleines d'un bel élan romantique. Cependant il préférerait que les camarades blagueurs ne les entendissent pas.

La vie est un drame pour ceux qui sentent, mais une comédie pour ceux qui regardent.

### III.

Le public des premières représentations est, certes, le meilleur. S'il se trompe quelquefois, il est toujours sincère. Et quand on a su le faire vibrer, il ne ménage à l'heureux auteur ni les sourires ni les applaudissemens. La pièce de Sardou devenait un triomphe. Les trois premiers actes avaient été acclamés. Pendant l'entr'acte du quatrième acte, un ami de Lucien de Tresme, qui se trouvait placé à côté de lui à l'orchestre, lui dit en riant :

— Tu connais Mary Sorell, des Français ?

— Oui.

— Eh bien ! tu devrais lui faire une visite dans sa loge.

— Pourquoi ?

— Parce qu'elle ne te perd pas de vue.

— Quelle folie !

— Ce n'est pas une folie. Elle te lorgne comme un simple cabotin.

Un homme est toujours flatté d'être lorgné par une jolie femme. Bien plus quand cette jolie femme joue les premiers rôles à la Comédie-Française. Si Mary Sorell est fort belle, son talent est ordinaire. Après de médiocres succès au Conservatoire, elle entra au théâtre sans grande espérance de réussite. Mais la chance, en ce monde, est plus utile que le génie. Tel petit écrivain, servi par la fortune, devient rapidement illustre, et plus d'un vrai poète meurt de faim. Mary Sorell plut au public autant par ses défauts que par ses qualités. Sa superbe beauté commença son succès. Élégante, bien faite, elle frappait à première vue par un teint éblouissant. Son visage ressemblait à une touffe de camélias blancs. Les yeux, très grands, annonçaient une intelligence vive. En réalité, elle était bête, mais rusée. La ruse pour une femme est plus utile que l'esprit. Mary Sorell possédait l'art de donner à son regard faux une apparence de loyauté. Au fond, elle en eût remontré à trois huissiers retors. Sa taille mince, d'une élégance couleuvrine, dégagait bien une gorge opulente : un genre de beauté fort goûté par les hommes plus sensuels que sentimentaux. Devenue chef d'emploi par la retraite d'une illustre rivale, elle rêvait de jouer le superbe rôle du *Sphinx*, d'Octave Feuillet, qu'une puissante comédienne a rendu fameux. Et voilà qu'on trompait sa légitime ambition en le donnant tout à coup, à qui ? A une autre. Et quelle autre ? Une nouvelle venue ! Une Roumaine engagée par protection ! Elle nourrissait contre Lydia Menko une de ces jolies haines de théâtre qui feraient peur à un bandit des Abruzzes. On essayait de la consoler en énumérant tous les beaux rôles qui lui restaient. Mais une femme aimerait mieux perdre tous les diamans qu'elle possède que de ne pas posséder le strass dont elle a envie !

— Nous verrons, disait-elle quelquefois avec un mauvais sourire. Il paraît qu'elle a un accent ridicule.

Malheureusement, on racontait au théâtre que Lydia travaillait avec assiduité et que tous les jours elle corrigeait cet accent étranger. Elle avait un conseiller excellent, professeur au Conservatoire, grand comédien, homme sûr et d'un goût parfait. Bien plus, les semainiers qui se succédaient parlaient d'elle avec éloge. Elle montrait de l'énergie et de la volonté. Quant à son talent, on ne pouvait pas le nier. Elle avait du feu, du tempérament. C'était... une nature ! comme disait Jeanson, l'abonné qui savait tout.

Quand Mary Sorell apprit que Lucien de Tresme s'amourachait de Lydia, sa colère devint de la rage froide. Comment ! ce joli gar-

çon, riche, bien posé, allait lancer cette Roumaine? On eût dit que le baron lui volait quelque chose.

Jusqu'à ce moment, elle le regardait vaguement quand il venait au foyer, ne le distinguant pas des autres abonnés. Elle ne lui accordait aucune attention spéciale. Du jour où Lydia le prenait pour amant, Lucien devenait quelqu'un pour elle. Et c'est pourquoi, ce soir-là, dans l'éclat lumineux d'une brillante première, elle lorgnait obstinément le jeune homme. Elle étincelait dans sa loge comme un bijou dans son écrin. Et quelle toilette! Un amour de petit chapeau blanc et or, une coiffure plutôt, qui faisait ressortir l'éclat de ses cheveux noirs. Et posé avec une coquetterie excitante! La robe de velours épinglé gris perle s'ouvrait par-devant, laissant voir une gorge blanche.

L'entr'acte allait finir quand l'ami de Lucien lui dit pour la seconde fois :

— Décidément, mon cher, Mary Sorell ne vous perd pas des yeux. Allez donc lui serrer la main.

La comédienne n'était point seule. Depuis cinq ou six ans, une liaison l'unissait à un *gentleman* laid et riche; liaison avouée à personne, connue de tout le monde. Ce *gentleman* se nommait M. Rigaud. Il existait deux Rigaud dans le monde parisien. Et on ne les désignait jamais par leurs prénoms. L'un s'appelait « Rigaud, celui qui est avec Mary Sorell; » l'autre, « Rigaud, celui qui fait courir. » Le premier était bienveillant; le second rageur. Tout cela constituait un état civil fort détaillé. Lucien connaissait les deux Rigaud. Rien ne l'empêchait de monter dans la loge de la comédienne.

— Comme c'est gentil à vous de venir me faire une petite visite! s'écria la jeune femme en tendant la main au baron.

Et, jouant avec son éventail, elle riait pour montrer ses dents, coquetant de son mieux avec Lucien, qu'elle désirait d'autant plus que le jeune homme adorait Lydia. Elle le croyait du moins. Rigaud ne la gênait guère. Quoiqu'il n'eût des « muets » que le silence, il n'élevait jamais la voix devant Mary. D'ailleurs, il lui obéissait avec une docilité de *king's-charles*. Il se contentait de jeter un mot discret de temps à autre, mais il ne se fût jamais permis d'importuner sa compagne. Lucien se trouvait bien auprès de Mary Sorell et se brûlait doucement au feu de ses grands yeux enflammés. Il ne songeait nullement à s'en aller. A la fin du quatrième acte, il y était encore. La comédienne cachait à peine sa joie.

— Vous restez avec nous jusqu'à la fin du spectacle et nous irons souper chez moi, s'écria-t-elle tout à coup. Oh! ne dites pas non. Ce serait inutile. D'ailleurs je me fâche avec vous si vous refusez. Vous voulez vous fâcher avec moi? Vous auriez tort...



Et elle lui jetait des regards qui eussent fait flamber un homme gelé au pôle Nord. Pendant le dernier entr'acte, elle loua beaucoup la pièce de Sardou. Comme c'était beau, l'amour de ces deux jeunes gens ! Ah ! l'amour pur ! l'amour idéal ! Car les femmes vantent surtout cet amour-là quand elles veulent en inspirer un autre.

A la chute du rideau, elle prit le bras de Lucien.

— Vous soupez avec nous, je le veux, dit-elle d'une voix très gaie.

— Merci, madame. C'est impossible, malheureusement. Je suis attendu.

— Eh bien ! on vous attendra !

Lucien voulait se défendre encore. Mais, avec une légère pression de bras, Mary Sorell triompha de ces derniers scrupules. Après tout, il en serait quitte pour s'excuser auprès de Lydia. Il inventerait le premier prétexte venu : une migraine. C'est si fatigant, les premières !

— Je n'aime pas souper au cabaret, reprit Mary, pendant que le coupé de l'excellent Rigaud les emportait tous les trois vers l'avenue du Bois-de-Boulogne. Si vous n'êtes pas content de la maison, vous ne reviendrez plus : voilà !

Lucien regardait la jeune femme enfoncée dans sa pelisse fourrée, et jolie à la façon d'un diable de féerie. Ses yeux flambaient dans l'ombre de la voiture comme des prunelles de chat. Elle se serrait doucement contre lui, souple et provocante. Lucien se grisait au parfum de ce beau corps. Par instans, l'image de Lydia Menko, seule, dans sa petite chambre, traversait bien son souvenir. Mais le baron n'était point de ceux que gêne une délicatesse trop active. Parce qu'on possède une chasse gardée, ce n'est pas une raison pour ne marauder jamais sur les terres du voisin. Et, d'ailleurs, le voisin paraissait de si bonne composition ! M. Rigaud regardait sa compagne d'un air bienveillant, aussi indulgent que paternel.

— Vous ne vous doutez pas du service que vous *nous* rendez, continua la jeune femme. Sans vous j'aurais été obligée de souper seule. *Notre ami* part demain matin pour Valenciennes, et il est obligé de me quitter de bonne heure.

La langue parisienne, cet idiome particulier qui ne se parle qu'entre l'Arc-de-Triomphe et le Gymnase, contient des euphémismes adorables. « *Notre ami* » ne bronchait pas. Il se contenta de dire avec bienveillance :

— Mary a raison ; je ne peux pas souper avec vous. Mais vous me revaudrez une autre fois le plaisir de votre compagnie, mon cher baron.

Était-il sot ? Ou aimait-il mieux fermer de temps en temps les yeux, afin de garder une maîtresse qu'on lui enviait ? Nul n'aurait

pû le dire. Lucien ne se perdait point dans ces rêveries philosophiques. La perspective d'un souper en tête-à-tête avec la belle comédienne le ravissait. Il ne trahissait point Lydia parce qu'il régalaît ses yeux d'un spectacle appétissant.

Mary Sorell était riche. Elle n'habitait pas un modeste appartement comme sa rivale, mais un petit hôtel, au milieu de l'avenue du Bois-de-Boulogne. Et là, elle entassait cent bibelots, comme en peut rêver le caprice ou la fantaisie d'une jolie femme. Un feu clair luisait gaiement dans la cheminée du salon où Mary introduisit Lucien. M. Rigaud les avait aimablement quittés à la porte. Le baron regardait étonné autour de lui, s'avouant tout bas qu'il est bien heureux que Valenciennes existe et que les Rigaud y aient des affaires.

Si l'actrice manquait de goût, elle connaissait à coup sûr un amateur qui n'en manquait pas. Le salon frappait tout de suite par une élégance de bon aloi. Au fond, le buste en marbre de la comédienne, un buste exquis de Franceschi, qui excelle à rendre les chairs fermes et les visages altiers. Sept ou huit tableaux modernes bien choisis, sans parti-pris d'école : une réduction de la *Jeanne d'Arc* de Bastien-Lepage et la *Fuite en Égypte* de Luc-Olivier Merson ; un délicieux Cazin d'une incomparable fraîcheur ; et des bibelots ravissants parmi lesquels éclatait, dans la délicatesse de sa beauté, une aiguière de Froment-Meurice, digne de Benvenuto. De vieilles tapisseries, drapées en tentures, et des meubles disparates, plaisans à l'œil sans choquer le goût par des nuances violentes. Au fond, par une large baie, on apercevait le petit jardin, frileusement endormi dans le grand silence de cette nuit d'hiver.

— Ai-je été longue ? demanda Mary Sorell, qui entra brusquement.

Lucien jeta un cri. La séductrice était irrésistible. Un peignoir de dentelles modelait son corps souverain, comme une draperie de statue. C'était à la fois exquis et indécent. On ne pouvait la regarder sans penser à une déesse et à une femme.

— Vous êtes adorable ! dit-il en lui baisant la main.

— Je ne sais qu'une chose : je meurs de faim. Avez-vous bon appétit ?

— Ma foi, oui.

Certains philosophes grincheux ont prétendu que l'amour commandait la frugalité. C'est une théorie au moins imprudente. La frugalité a des conséquences dont l'amour ne s'accommode pas. Les jeunes gens mangèrent gaiement, comme on mange lorsqu'on a faim et qu'on n'est pas plus gêné par sa conscience que par son estomac. Lucien se disait bien, en dégustant un verre de romanée, que sa maîtresse l'attendait toujours. Mais il faut être juste. La

vie n'a point tant de gaités qu'on puisse jeter au vent celles qui se présentent avec un sourire de bonne fille. Sans doute Lydia l'adorait. Eh ! il y a des heures où, pour les hommes de la trempe du baron de Tresme, l'adoration d'une femme ne vaut pas un bon souper et une convive excitante.

D'ailleurs, quel mal faisait-il ? Aucun. Certes, Lucien espérait vaguement que le souper aurait un dessert. Mais il ne précisait pas en quoi il consisterait. Lui qui connaissait de réputation la coquetterie raffinée de Mary Sorell, il n'osait pas espérer qu'elle le renverrait... complètement heureux. Mais qu'elle lui permit seulement d'être de... l'avant-dernière inconvenance, il n'en demandait pas davantage. En attendant, elle bavardait, montrant ses jolies dents blanches qui luisaient entre ses lèvres rouges. Ayant l'esprit de comprendre qu'elle n'en avait pas, Mary empruntait celui des autres. Elle contait des *potins* de coulisse ; les amours de celui-ci et les tromperies de celle-là ; les mots du monologue à la mode, le fameux Grandin, dont les cheveux blonds, la figure fine et pâle, suffisaient à rendre hilare toute une salle en délire. Lucien s'amusa et ne le cachait pas. Il riait de franc cœur. Et, le souper fini, quand il alluma une cigarette, il était d'aussi bonne humeur que peut l'être un parfait égoïste qui jouit de la complète satisfaction de ses sens.

Mary Sorell avait la finesse des femmes bêtes qui ont un but. Devinant sa rivale plus passionnée de cœur que de corps, elle jouait le jeu contraire. Au lieu d'être élégiaque, elle se montrait sensuelle. Ils revenaient au salon et tous les deux causaient, en camarades, au coin du feu. Mary se chauffait, étendue dans un fauteuil, laissant voir sa jambe nerveuse, bien modelée par un bas de soie. Elle racontait à Lucien qu'elle le remarquait depuis longtemps. Oh ! il ne s'en doutait guère ! Est-ce que les hommes « dont le cœur est pris » voient ces choses-là ? Unique allusion à Lydia Menko. Et bien inutile ! En ce moment, Lucien ne pensait pas plus à Lydia qu'au dernier perdreau de sa dernière chasse. Il se rapprochait peu à peu de la jeune femme, absolument grisé par ses yeux étincelans, par ses allures provocantes, par ses demi-sourires qui promettaient tout et n'accordaient rien.

Tout à coup, il se trouva à genoux devant elle, les bras noués autour de sa taille. Elle le regardait. Quelque chose remuait dans ses yeux.

— Lucien ! .. Lucien ! .. dit-elle.

Le jeune homme ne répondait rien, Mary ne se défendait que pour la forme. Elle laissa tomber sa tête sur l'épaule de Lucien.

Elle restait pâissante, et comme emportée par une brûlure de chair, par une griserie des sens qui la jetaient avec des frissons de fièvre dans les bras de ce beau garçon. En réalité, elle était parfaitement maîtresse d'elle-même. Elle ne subissait ni désir, ni excitation : à peu près l'impression de plaisir d'un joli chat qui, ayant longtemps joué avec une souris, se décide à enfoncer ses quenottes blanches dans la chair tendre. Et, au moment où Lucien, enivré, murmurait : « Je t'aime!.. je t'adore!.. » en étreignant follement son corps souple, elle se disait tout bas :

— Décidément, je n'ai de plaisir que quand je sais que je vais faire pleurer une femme!..

#### IV.

Une après-midi, comme Lydia arrivait à la répétition, elle rencontra Jeanson. L'abonné qui savait tout alla vers la jeune femme avec empressement.

— Eh bien ! c'est donc pour vendredi, ce début ? Bravo ! Très content au théâtre ! Et cet accent ? Ce diable d'accent ?.. Hein, disparu ? Bien ! Pas plaisanter là-dessus ! Parce que... vous comprenez ? C'est ça ! N'avez pas peur... Du feu, du tempérament,.. une nature !

Elle écoutait vaguement, préoccupée, le cœur dans un étai, secouée par un pressentiment. Depuis quinze jours, elle souffrait. Elle sentait que Lucien ne l'aimait plus. Pourquoi ? Elle ne pouvait pas le dire. C'était irraisonné. Le baron de Tresme lui semblait tout autre. Elle ne le reconnaissait plus. Il avait des accès de colère inexplicable. Fréquemment il parlait avec amertume de la coquetterie des femmes en général, et des comédiennes en particulier.

Jeanson voyait bien que Lydia Menko l'écoutait à peine. Alors il lui prit le bras et bounement :

— Je vais vous accompagner sur le théâtre, dit-il.

Alors, il se faisait paternel. Il fallait être pratique. Tout le monde voyait bien que le baron lui plaisait. Et comme elle avait un geste de colère, en entendant salir son amour par cet être indifférent et banal :

— Voyons, voyons, ma chère petite, c'est dans votre intérêt que je parle. Ce garçon-là n'est pas sérieux. C'est un coureur. Il rôde autour de Mary Sorell...

Mary Sorell ! A ce nom, Lydia Menko s'arrêta court, dans la ga-

lerie qui conduisait au foyer du théâtre. Une ombre grise emplissait le couloir. En pleine lumière, Jeanson aurait vu que la jeune femme pâlisait affreusement. Mary Sorell? Était-ce donc pour la courtoiser que Lucien venait au théâtre chaque fois qu'elle jouait? Pour elle qu'il devenait triste et d'humeur quinteuse? Elle serra nerveusement le bras de Jeanson.

— Vous savez quelque chose! dit-elle les dents serrées.

Il eut peur de cette douleur qui se révélait subitement à lui. Puis haussant les épaules, car il ne croyait jamais à l'amour, il reprit de son ton badin :

— Que vous êtes naïve, ma chère petite! La passion? Une blague! Une vraie comédienne ne doit penser qu'à son art, qu'à son théâtre. Il ne faut pas faire de bêtises, quand on est... quand on est une nature!

Et comme ils arrivaient sur le théâtre :

— Allons! répétez bien, comme une femme sérieuse que vous êtes! A ce soir!.. Vous viendrez au foyer, ce soir?

Lydia balbutia vaguement :

— Oui,.. oui.

Et elle tomba écrasée sur le banc de velours rouge, qui garnit le petit guignol, juste à l'entrée de la scène. Mary Sorell! Sa rivale! Son pressentiment ne la trompait pas. Eh bien! puisque le hasard précisait les soupçons éveillés chez elle, tant mieux. Elle saurait du moins à quoi s'en tenir. Lucien devait venir la chercher après la répétition. Elle aurait avec lui une explication nette et franche.

— A vous, mademoiselle! lui cria le régisseur.

Il fallait travailler. L'amour viendrait après. Était-ce la surexcitation des nerfs ou le résultat de six mois d'un travail acharné? Elle se montrait ce jour-là vraiment supérieure. Elle jouait avec fièvre, avec passion. Si bien que l'administrateur-général, le semainier et les artistes qui assistaient aux dernières répétitions, ne lui marchandèrent pas les éloges.

— Oui, je la trouve bien, dit son professeur, chargé du principal rôle d'homme. Il est inutile de la surmener davantage. On pourra passer vendredi et mettre la répétition générale à mercredi. Voulez-vous, ma chère Lydia?

— Parfaitement.

— Vous êtes sûre que vos toilettes seront prêtes?

— Très sûre.

— Voilà qui va bien.

La jeune femme pouvait enfin partir. Elle regarda l'heure. Lucien devait l'attendre dans sa loge ou sous les galeries de pierre. Et de nouveau la jalousie la hantait. De nouveau elle se demandait avec fièvre : « Aime-t-il Mary Sorell? M'a-t-il trompée? » Lucien

l'attendait en effet. Il se promenait de long en large. Pour la vingtième fois, il cherchait à s'expliquer le caractère de Mary Sorell. Et il se butait à quelque chose d'incompréhensible. Depuis cette nuit où elle tombait dans ses bras, comme affolée d'amour, elle se dérobaît obstinément à son amant de quelques heures. Il se présentait chez elle. Toujours la même réponse : « Madame était absente » ou « Madame ne pouvait pas recevoir. » Quand elle jouait, il courait au théâtre. La comédienne ne descendait plus au foyer. Il montait dans sa loge ; il frappait. L'habilleuse sortait, et, d'une voix plaintive, elle expliquait que « M. Rigaud ayant à parler à madame... » Ce Rigaud devenait une éternelle obsession. Mary Sorell ne se montrait plus sans lui. Si bien que la rusée fille changeait lentement en passion furieuse un simple caprice des sens.

Au moment où Lydia Menko le rejoignait, Lucien tournait et retournait dans son esprit cette éternelle question : « Pourquoi me fuit-elle et que s'est-il passé ? »

— Vous venez avec moi ? lui demanda la jeune femme.

— Sans doute.

Elle le regardait, cherchant à voir clair sur ce visage muet. Mais si Lucien semblait préoccupé, il ne livrait pas aisément son secret. Au moment où ils allaient traverser la place, un valet de pied, dont Lydia ne connaissait que trop bien la livrée, s'approcha du jeune homme, le chapeau à la main, et lui remit un pli fermé.

— Madame m'a bien recommandé, dit-il, de ne donner cette lettre qu'à M. le baron lui-même.

Le valet de pied s'éloignait, et Lydia se sentait furieusement mordue au cœur. Son amant avait glissé le fin papier dans sa poche, sans pouvoir cacher le léger tremblement de ses doigts. Qu'allait-elle faire ? On ne demande pas à voir une lettre. Et puis cette nature fière et aristocratique se révoltait à l'idée de descendre jusque-là. Et cependant c'était son droit, à elle, de savoir ce que Mary Sorell écrivait à Lucien ! Elle marchait, les yeux troublés, les dents serrées. Le chemin lui paraissait interminable. Le baron se sentait dans une position fautive. Follement désireux de lire ce que *l'autre* lui écrivait, il n'osait pas devant sa maîtresse. Et il accompagnait Lydia sans parler, mais un peu bête, comme est toujours bête un homme qui ment. Enfin ils arrivaient. Et quand ils furent entrés dans le salon, sans même ôter son chapeau, sans retirer son manteau, pâle, frissonnante, Lydia dit en le regardant bien en face :

— Qu'est-ce que vous écrit Mary Sorell ?

— Mais...

— Pas de phrases. Une réponse bien nette et bien franche. Qu'est-ce que vous écrit Mary Sorell ?

Le baron reprenait peu à peu sa présence d'esprit et son aplomb naturel.

— Ma cousine voulait qu'elle vînt réciter des vers, chez elle, dans une soirée. Je lui ai écrit pour le lui demander. Elle me répond qu'elle accepte ou qu'elle refuse. Voilà tout.

Il disait cela d'un air assez franc et qui eût trompé toute autre qu'une femme aimante et jalouse. Lydia ne croyait pas un mot de cette réponse. Mais elle n'osait pas répliquer en face à son amant : « Vous mentez !... » Elle eût sacrifié un trésor pour tenir ce papier entre ses doigts et lire enfin cette lettre révélatrice. Il lui répugnait de la demander. Il eût été si simple au baron de la lui donner, de calmer d'un seul coup ses angoisses et ses incertitudes !

— Je vais faire un tour au cercle et je viendrai après le dîner, dit-il d'un ton dégagé.

Et, sans attendre qu'elle répondît, il l'embrassa sur le front et sortit.

Restée seule, la jeune femme demeura un instant écrasée, anéantie. Puis brusquement, dans un élan de rage :

— Lâche ! lâche ! lâche ! s'écria-t-elle.

Et elle fondit en larmes. Elle pleura longtemps, amèrement. Ah ! ses belles illusions ! ses chères illusions ! Comme cet homme les effeuillait brutalement les unes après les autres ! Que faire maintenant ? Et puis opérant une réaction inévitable sur elle-même, elle repassait un à un les incidens de cette journée. Jeanson se trompait-il ou bien disait-il vrai ? Lucien rôdait-il autour de Mary ? Que contenait cette lettre maudite ? Et avec le besoin d'espérer qui est au fond de toute créature humaine, elle cherchait à se prouver que l'infidèle était fidèle.

Quelle preuve exacte possédait-elle, en somme ? Aucune. Les tristesses de Lucien, ses préoccupations depuis quelques jours ? Mais ce pouvait être des pertes au baccarat. Elle savait que son amant jouait. Ses visites dans la loge de Mary ? Il pouvait ne pas mentir en affirmant qu'il s'était chargé d'une commission pour elle. Folie sans doute que d'être si crédule ! Mais est-ce que l'amour ne vit pas de crédulités ? Cette lettre, oh ! cette lettre ! Pourquoi ne l'avoir pas demandée ou prise de force ? On est toujours la dupe de sa délicatesse. Était-elle trompée ? Et si elle était trompée, aurait-elle le courage de rompre, ou pardonnerait-elle ? Voilà qu'elle acceptait presque maintenant la pensée d'une trahison ! Lydia descendait un à un tous les degrés avilissans de la passion qui se débat. D'abord, elle frémissait de colère et de douleur à la seule idée d'une infidélité. A présent, elle se demandait si elle serait clémente ou cruelle devant un repentir sincère. Peu à peu, elle cherchait des excuses à cet homme, qu'une demi-heure auparavant elle traitait de

lâche ! Mary Sorell la haïssait, elle, l'étrangère qui lui volait un rôle ; elle, la nouvelle venue, qui menaçait de l'égaliser sur la scène. Sans doute elle avait joué une hideuse comédie avec Lucien. Car Lucien était bon. Oh ! oui, bon ; elle le savait. Et si tendre ! Mary le menaçait de se tuer, peut-être ? Il cédait par pitié, par effroi : mais il l'aimait toujours, elle ! Elle qui lui gardait tous les trésors de son cœur sans s'être trainée dans des lits suspects comme cette fille !

Même en subissant la honte d'une trahison, Lydia accumulait les excuses pour diminuer les torts de celui qu'elle aimait, qu'elle adorait, hélas ! quoi qu'il eût fait. C'est qu'elle s'en voulait de l'avoir accusé si vite. Sa jalousie l'emportait trop loin. Pourquoi ne pas admettre que Lucien eût dit vrai ? qu'il eût reçu de Mary Sorell une banale réponse à une demande banale ? La malheureuse tournait et retournait chacun de ces incidens, souffrant le martyre, ne comprenant même pas ses illogismes et ses inconséquences ; ne saisissant même pas les absurdités de ses doutes.

Elle aimait et ne voulait pas cesser d'aimer ! Voilà ce qu'elle ne s'avouait pas à elle-même. Il lui en coûtait d'arracher la passion de son être, comme il en coûte au blessé à qui on retire le trait qui l'a percé.

L'heure coulait, et Lydia se torturait toujours l'esprit et le cœur. La petite pendule, sur la cheminée, sonna neuf heures. Neuf heures, déjà ! Pourquoi Lucien ne paraissait-il pas ? Il devait dîner au cercle et revenir tout de suite. Un autre soir, elle eût pensé qu'une partie le retenait, ou une conversation, ou un rendez-vous. Mais ce soir-là ! Après la courte et violente scène sur laquelle ils se quittaient ! Soudain, une pensée lui traversa le cerveau, flambant dans son esprit comme une lueur d'incendie. Mary Sorell jouait. Il avait été la voir au théâtre. Quelle folie de n'y pas songer plus tôt ! Oh ! elle saurait ! Au théâtre ! auprès d'elle... le misérable ! Eh bien ! soit, ce serait une preuve cela, et une preuve indéniable. En un clin d'œil, elle fut prête à sortir. Mais en allant la chercher, cette preuve si désirée et si crainte, mais en courant là où son cœur devait se briser ou revivre, elle eut une crise de désespoir navré. Elle avait été si heureuse dans ce petit appartement dont elle sortait ! Tant de souvenirs d'amour y laissaient flotter leur poussière impalpable ! C'est que les choses deviennent une partie intégrante de la créature humaine. Elle y met à son insu l'inconscient égoïsme du bonheur qu'elle a goûté. Et en partant la pauvre Lydia jetait un regard désolé sur cette petite chambre, sur ces meubles familiers, sur ce lit désert, témoins et confidens de ses dernières pudeurs et de ses premières larmes.



## V.

A peine dans la rue, Lucien courait sous un bec de gaz et dévorait des yeux la lettre de Mary. Missive bien courte, mais pleine d'expression : « Si tu savais ce qui s'est passé! J'ai cru que j'en mourrais! Je n'y tiens plus. Il faut absolument que je te parle. Viens dans ma loge, ce soir à neuf heures. Je t'adore!

« MARY. »

« Je t'adore! » Lucien répétait ces trois mots avec le ravissement d'un chat qui se trouve subitement placé en présence d'un quartier de miel. Elle l'adorait? Alors, pourquoi le laissait-elle se morfondre et se désoler depuis quinze jours? Sans doute, elle lui expliquerait ce mystère : « Si tu savais ce qui s'est passé!.. » Et ce mystère-là devait être plein d'horreur, puisque Mary ajoutait : « J'ai cru que j'en mourrais!.. »

Tant de femmes depuis quelque cinq mille ans ont répété cette même phrase niaise et mélodramatique, qu'il est très curieux de penser que d'autres femmes s'en servent encore. On peut aisément croire, du reste, que les moyens les plus vieux sont les plus sûrs. Le nombre des imbéciles est illimité, et ce qui a réussi avec les uns doit réussir avec les autres. Au surplus, Lucien croyait deviner « ce qui s'était passé. » La présence obstinée de Rigaud dans la loge de Mary Sorell en disait bien long à ce Parisien au courant de tous les secrets d'alcôve.

Les premières heures de la soirée lui parurent interminables. Le moment du rendez-vous n'arriverait donc pas! Et ce blasé attendait dans les salons du cercle avec des impatiences de collégien :

— Enfin! toi! s'écria Mary quand il entra dans sa loge.

Ce fut un long baiser, un de ces baisers qui font sauter la moelle d'un homme amoureux.

— Si tu savais!.. Rigaud est follement jaloux de toi... Il m'a déclaré qu'il ne voulait plus que je te visse. Impossible de me débarrasser de lui. Il ne me quittait pas d'un instant. Ce soir, je suis libre, parce qu'il a une attaque de goutte. D'ailleurs, j'ai pris mes précautions. La loge voisine de la mienne est inoccupée. Je l'ai demandée à l'administrateur-général. Mon habilleuse guette sur l'escalier. Au premier visage suspect, elle m'avertira. Tu aurais le temps de te glisser à côté et de disparaître pendant qu'on entretrait chez moi...

Et, de nouveau, elle se jetait dans les bras de Lucien absolument affolé.

Il eut un geste superbe de mépris.

— Si Rigaud t'ennuie, est-ce que je ne suis pas là ?

Mary eut l'air plein de dignité d'une reine lisant son discours du trône aux chambres assemblées.

— Rigaud a été parfait pour moi, mon ami. Je ne dois pas l'oublier. Un père ! Je puis le tromper... L'amour ne se commande pas, et si je t'aime, c'est malgré moi... Mais je ne ferai pas souffrir un homme qui a toujours été excellent. Mon devoir est même, autant que je le pourrai, de ménager son amour-propre, de sauvegarder sa dignité.

— Alors, je ne te verrai plus !

Elle laissa errer dans le vide ses yeux désolés, comme Hermione au cinquième acte.

— Hélas ! murmura-t-elle...

Les philosophes se sont toujours demandé comment les femmes s'y prenaient pour mener les hommes. Ève, la première coquette, a reçu du serpent une recette qui a servi à toutes les autres. Chacune la repasse à sa voisine, et tout le monde s'en trouve bien, puisque les femmes ne pensent pas encore à changer la recette du serpent, ni les hommes à s'en plaindre. Mary Sorell jouait la comédie aussi bien à la ville qu'au théâtre. Pendant un quart d'heure elle jongla comme un clown avec sa reconnaissance pour Rigaud, avec ses devoirs envers lui. Bon Rigaud ! Il devenait utile même en n'allant pas à Valenciennes ! Si bien que Lucien passa là où la rusée coquette voulait qu'il passât, courbant gentiment la tête sous les gracieuses fourches caudines de la séductrice.

Mary Sorell employait un argument vainqueur. Elle n'était pas sûre de Lucien. Le baron de Tresme ! Connu pour ses succès de femmes ! Comment pouvait-on se fier à lui ? Comment sacrifier quelque chose à cet infidèle qui promenait son cœur dans tous les boudoirs ? Et comme il la suppliait de le recevoir encore, là-bas, dans le petit hôtel de l'avenue du Bois-de-Boulogne, comme il insistait avec fougue, lui jurant qu'il l'aimait avec passion (ce qui était faux), et qu'il la désirait avec folie (ce qui était vrai), Mary le regarda bien en face de ses yeux étincelans.

— Alors, si je vous demandais une preuve d'amour,.. vous me la donneriez ?

— Demandez-moi ce que vous voudrez !..

— Bien.

— Mary...

— Je t'adore...

Et elle se laissait glisser dans ses bras, et Lucien se grisait de nouveau au parfum pénétrant de ces cheveux tordus et de ces chairs fermes, quand un bruit sec arracha la jeune femme

à son étreinte. L'habilleuse entra et d'un geste brusque avertissait Mary d'un danger prochain. La comédienne dit tout bas au jeune homme : « Sortez vite. Je vous écrirai demain. » Et elle poussa Lucien dans la loge voisine, cette loge vide qui devait lui servir de refuge. Il avait parfaitement compris ce qu'il devait faire : sortir lorsque s'ouvrirait la porte de Mary. De cette façon, nul ne l'ayant vu entrer, nul ne le verrait partir.

Mary Sorell, dès que le baron eut disparu, se rassit tranquillement devant la haute glace qui surmontait sa toilette. Avec sa patte de lièvre, elle corrigeait le rouge et le blanc de son visage, quand elle entendit frapper un coup violent.

— Entrez ! dit-elle.

C'était Lydia, livide, secouée de frissons, les yeux cerclés de noir. Elle se précipita dans la loge, regardant autour d'elle, et comme hébétée devant sa rivale paisiblement assise, pendant que l'habilleuse attendait ses ordres, installée sur une chaise. Mary Sorell se leva, avec un sourire charmant et tendant sa main à Lydia :

— Comment ! vous êtes assez gentille pour me venir voir, ma chère camarade ?

Lydia restait toujours immobile, ne sachant que dire, et n'osant rien dire. Elle s'attendait à trouver là son amant. Et personne ! Rien que Mary Sorell, qui faisait son visage, très calme, sans l'apparence de trouble ni d'émotion, sans que rien pût accuser une surprise. D'ailleurs, où Lucien se serait-il caché ? Les loges d'actrices sont très simples et point machinées comme un décor de féerie. Lydia s'assit enfin, balbutiant, s'excusant. Mais sa rivale se chargea de la tirer d'embarras. Elle venait lui annoncer sans doute que la répétition générale aurait lieu le lendemain ? Elle le savait, elle comptait même y assister. C'est un plaisir que de voir la Comédie s'enrichir d'un talent nouveau ! Mary Sorell se montrait souple et câline. Elle était touchée, oh ! très touchée de cette visite. Lydia savait qu'elle, Mary, désirait jouer le rôle ; et elle ne pouvait qu'être très reconnaissante d'une démarche aussi délicate.

Lydia Menko reprenait peu à peu sa connaissance, sa liberté de penser. Non, Lucien n'était point là ; non, elle ne le trouvait pas auprès de cette femme. Et, cependant, tout lui criait la trahison, tout ! Ces tentures muettes où tombait son regard chargé de douleur, ces meubles banals, où il s'asseyait peut-être une heure auparavant ! La malheureuse voyait s'enfuir la preuve décisive qu'elle espérait saisir. Et jamais elle n'eut plus qu'en cette minute suprême la *sensation* d'une infâme infidélité. Sa chair se révoltait en touchant la chair de sa rivale. Elle éprouvait une répulsion irraisonnée, une rancœur instinctive.

Sans savoir ce qu'elle disait, elle balbutiait quelques mots hachés.

Oui, justement... Elle venait,.. elle venait prier sa camarade d'assister à la répétition générale.

— Comment donc ! et à la première aussi ! s'écria Mary Sorell avec un sourire adorable.

Lydia était dehors. Enfin ! Elle s'appuya contre le mur, en respirant à peine. Elle ne trouvait pas Lucien. N'importe ! Jamais elle ne se sentait plus sûre d'être trahie. Une lassitude immense s'emparait de ce pauvre corps brisé. Elle n'en pouvait plus. L'amour ! voilà donc ce qu'il lui donnait, l'amour ! Une telle douleur qu'elle en avait comme des nausées ! L'amour et la gloire, ses deux rêves ! Le second fuirait-il comme s'évanouissait le premier ? Elle ne croyait plus à rien. Elle ne désirait plus rien. Seule, la pensée de son prochain début lui donnait un peu de courage encore. Que ferait-elle cependant, si le succès la trahissait comme la passion ? Si tout croulait autour d'elle, le passé, le présent, l'avenir ?

Cette nature fougueuse ne devait concevoir que des idées excessives. La pensée de la mort lui vint. Elle s'arrêta dans trois ou quatre boutiques de pharmacien. Après tout, la mort, si ce n'est pas le repos, si ce n'est pas l'oubli, — est-ce qu'on peut savoir ! — c'est le changement. Et elle souffrait tellement qu'elle voulait changer, comme si elle pouvait rejeter loin d'elle sa peau enfiévrée qui la brûlait !

## VI.

La toile venait de se lever, et Lydia s'apprêtait à entrer en scène. Après la répétition générale, tout le monde annonçait un triomphe. Une excitation intense la soutenait. Il lui semblait qu'elle marchait sur des nuées. Elle se sentait forte, sûre d'elle-même, confiante dans la grande bataille qu'elle allait livrer au public. Lucien lui-même ne lui apparaissait plus que dans une vague pénombre, comme un souvenir déjà lointain. L'artiste, cette fois, dominait la femme. Quand elle parut, il y eut un murmure que soulevait sa beauté souveraine. Un feu sombre luisait dans ses yeux, et tout de suite les applaudissemens éclatèrent. Elle jouait avec tant de flamme qu'on était saisi par ce talent inégal, mais violent. Cette créature primesautière s'abandonnait à elle-même. Elle mettait dans son rôle ses rages de femme blessée, ses ardeurs d'amante passionnée. Son dangereux accent avait absolument disparu, et la voix forte, bien timbrée, vibrait dans la salle conquise. Le succès grandit encore au second acte. On n'attendait plus la débutante qu'à la fameuse scène du trois, la scène de la forêt. Là devait se décider le sort de la bataille. Seulement alors, on prononcerait. Ou un triomphe, ou une déroute. Un profond silence régnait, coupé par des applaudissemens, par des : « Très bien ! très bien ! » Les habitués se regar-

daient. Est-ce qu'on allait revoir les belles soirées disparues, et cette petite Roumaine deviendrait-elle l'étoile de l'avenir?

Juste à ce moment, une loge de côté s'ouvrit, et Mary Sorell entra. Derrière elle, Lucien de Tresme, un peu gêné de son rôle, mais docile à la volonté de la jeune femme. « Si je vous demandais une preuve d'amour... » disait-elle l'avant-veille. Et elle avait demandé au baron d'assister dans sa loge, auprès d'elle, au début de Lydia Menko. Mary s'assit, pendant que Lucien, vaguement honteux de sa lâcheté, essayait de se dissimuler derrière elle.

Mais Lydia le voyait. Elle eut un mouvement brusque, portant la main à sa gorge, comme si elle étouffait. Et puis elle s'arrêta court au milieu d'une réplique. Il y eut un silence d'une minute. Et c'est effroyablement long, une minute de silence, dans une pièce, au milieu d'une scène bien lancée. On se regardait à l'orchestre; on se demandait : « Qu'est-ce qu'elle a ? » Dans les loges, au balcon, aux premières galeries, courait ce murmure vague, avant-coureur des désastres, pareil à une brise qui caresse avant de renverser. Cependant Lydia reprenait son rôle, hésitante, haletante, les yeux fixés sur cette loge maudite, ne sachant plus ce qu'elle disait, ne sachant plus ce qu'elle faisait.

Mais le terrible défaut vaincu par l'art et le travail reparaisait dans cette créature, encore mal assouplie, et qu'un brusque désespoir ramenait à l'état de nature. Elle oubliait les leçons de son maître, les conseils tant de fois écoutés. Elle parlait maintenant avec son accent natif, cet accent rauque et guttural, presque ridicule pour des Parisiens, qui produisait l'effet d'une série de fausses notes dans un ensemble harmonieux.

Il y eut d'abord quelques rires étouffés; puis des mots blagueurs; enfin des haussemens d'épaules. Dans les loges, les femmes se regardaient avec des sourires railleurs. La déroute commençait. Pour quelques-uns, la présence du baron de Tresme dans la loge de Mary Sorell expliquait le drame, d'autant que l'insuccès commençait avec l'apparition du jeune homme. Mais ce drame soupçonné ne pouvait pas sauver la malheureuse. Le public n'entre pas dans ces questions-là. Il applaudit ou il se fâche sincèrement mais brutalement. Lydia ne jouait même plus. Elle récitait comme une automate, les yeux ardemment fixés sur sa rivale. Et toujours ce terrible accent qui faisait rire. Dans tout autre théâtre on eût sifflé. A la Comédie, la solennité du lieu et les glorieux souvenirs qu'il évoque imposent une certaine réserve. C'était maintenant un grand murmure, presque général, irrésistible et régulier, qui couvrait à demi la voix des acteurs comme un bruit de vague qui déferle. Et c'est ainsi que le rideau baissa, sans un applaudissement, net et raide ainsi qu'un couperet de guillotine qui tombe.

Lydia resta une minute encore sur la scène, écrasée, vaincue. Puis, relevant fièrement la tête, dans un élan de courage reconquis, elle traversa le théâtre, franchit la galerie, monta lentement un à un les degrés de l'escalier et entra dans sa loge. Elle demeurait debout devant la haute glace qui reflétait son visage livide sous une plaque de rouge. Elle dit tout haut :

— Alors, ni gloire, ni amour?

Et, pendant ces courts instans, elle évoqua tout un monde de souvenirs : son enfance, là-bas, dans les vertes et grasses prairies où court le puissant Danube ; puis son arrivée à Paris, sa rencontre avec Lucien, l'infâme trahison dont il payait sa virginité donnée ; et enfin cette soirée lugubre où s'obscurcissaient ses derniers espoirs, cette soirée plus atroce que ne l'est, pour le condamné à mort, l'attente au pied de l'échafaud.

Une voix traînarde, qui glapissait dans le couloir des loges, vint la rappeler à elle.

— En scè-è-ène pour le quatrième acte !

Oui, oui, c'était vrai. Elle n'en avait pas encore fini avec son hideux supplice. Il fallait reparaitre devant ce public et subir de nouvelles humiliations sous les yeux de sa rivale triomphante et détestée. D'une main fiévreuse, elle saisit un petit flacon, à demi caché entre les pots de blanc et de rouge, sur la table de toilette. Et elle descendit, avec un geste hautain, comme si elle jetait un défi à cette foule qu'elle bravait. A l'entrée du guignol, elle aperçut son professeur, le camarade qui jouait avec elle. Cet échec navrait cet homme de cœur, d'autant qu'il devinait toute la vérité.

— Vous avez du courage, lui dit-il, en voyant son air résolu, son allure décidée.

Elle eut un sourire étrange. Elle répliqua d'une voix bizarre, qui sonnait faux :

— Du courage ? Ne craignez rien, mon ami. Ce n'est pas cela qui me manque !

Elle tenait la main gauche ouverte et la droite fermée, comme si elle eût pressé nerveusement quelque chose.

— Que serrez-vous donc là ? demanda-t-il étonné.

— Ça ? répliqua-t-elle avec une lueur fauve dans les yeux ; ça, c'est le dénoûment !

Et elle entra en scène. Elle brûla tout ce dernier acte, délirante, avec des cris de douleur, avec des emportemens de folle. Le public restait stupéfait. Cette fois, personne ne pensait plus à rire. On était pris aux moelles. La scène de l'empoisonnement fut d'une réalité si atroce, qu'une femme manqua de se trouver mal. L'actrice qui était en scène avec Lydia la vit étendre la main dans un geste brutal et dire deux fois : « — Misérable ! misérable ! » comme

si elle voulait maudire en même temps, et le public qui lui volait sa gloire, et cet homme qui lui volait son amour. C'était si beau, si farouche, que les applaudissemens éclatèrent. Le critique influent s'écria :

— Elle a mal joué, mais elle est bien morte !

Oui, elle était bien morte.

Malheureusement la strychnine ne tue pas tout de suite. A trois heures du matin, Lydia agonisait encore, couchée dans sa loge, sur un lit de sangle, les yeux fermés. Près d'elle, quelques amies, l'administrateur général et le baron de Tresme, fort pâle, debout au pied du lit. Personne ne parlait. On n'entendait que le râle aigu de cette pauvre créature qui souffrait le martyre. Le médecin hochait la tête et pensait que plus tôt elle mourrait, plus tôt elle serait délivrée. Au matin, elle fut administrée. Il y avait quelque chose de très impressionnant à voir dans cette loge d'actrice un prêtre parlant du pardon de Dieu. Soudain, elle eut une violente secousse nerveuse. Puis, brusquement, elle ouvrit les yeux. Elle voyait Lucien ! Elle le voyait et une expression terrible de haine et de colère convulsait sa figure livide. Elle aurait voulu crier pour le maudire, elle aurait voulu étendre le bras pour le chasser ; et elle ne pouvait pas prononcer un mot, elle ne pouvait pas faire un geste. Elle concentrait sa volonté dernière dans son regard fixe de moribonde. Alors Lucien, épouvanté, recula devant ces yeux agrandis où l'aube de l'éternité mettait une lueur fulgurante. Il recula lentement, lâchement, pas à pas, comme un homme qui a peur. Il voulait se sauver et il n'osait pas. Lydia le poursuivait de son regard implacable. Tremblant, le baron se réfugia sur le palier, derrière la porte entr'ouverte. Et derrière cette porte, il la contemplait encore grelottant, stupide, décomposé, épiant la mort avec angoisse, attendant que ces yeux éteints cessassent enfin de le maudire et de le chasser.

## VII.

Le service eut la gaîté particulière aux enterremens de théâtre. Cette mort dramatique faisait beaucoup de bruit. Des artistes de tous les théâtres s'étaient donné rendez-vous aux obsèques de Lydia Menko. Dehors, une foule avide guettait la sortie du corps. A Paris, le populaire adore les militaires et les acteurs. Dès qu'il peut voir de près les uns ou les autres, il attend patiemment pendant des heures la satisfaction désirée. Dans l'église on se parlait bas.

— Grassagnac est bien en voix. Il a chanté admirablement le *Pie Jesu*.

— L'orgue est bon. Qui est l'organiste d'ici?

— Ce qu'il y a de mieux, ce sont les fleurs.

— Oui. A cause de la saison.

— Cette pauvre Mary Sorell a un chagrin!.. Elle pleure à chaudes larmes.

Le défilé commençait. Et on se rejoignait, on se parlait, on se donnait des rendez-vous, discrètement.

— Venez donc déjeuner avec moi un de ces jours. Il y a un siècle qu'on ne vous a vu!

Un temps superbe. Une belle matinée d'hiver, sèche et pleine de lumière. Quelques-unes de ces dames pleuraient; et le soleil tombant d'aplomb sur leurs visages, on voyait les sillons noirâtres creusés par les larmes dans la poudre de riz. La foule, massée sur deux rangs, regardait avide et curieuse.

— Tiens! voilà Louise Hardier, du Vaudeville. O mes enfans, est-elle assez vieille!

— Et Pauline Faure, des Français. Ah! bien, il ne faut pas la voir de près!

— Là, le gros chauve, c'est Dambry, le poète. Est-il assez rouge!

Brusquement, un remous, et un rire à demi étouffé courait dans les rangs du populaire, qui apercevait tout à coup son comique préféré, le monologuiste fameux.

— Voilà Grandin! voilà Grandin!

Les gens qui suivaient le convoi se donnaient le bras, ou parlaient de leurs affaires.

— Hum! il fait froid ce matin.

— Moi, j'ai une faim de loup. Pourvu que ce ne soit pas long! Le sociétaire célèbre causait avec le critique influent.

— Vous lirez mon livre, mon cher. Molière s'est fait arracher une dent la veille de la première du *Misanthrope*. Est-ce assez curieux!

— Vraiment! la veille du *Misanthrope*?

Et les deux moliéristes se pâmaient d'aise.

Jeanson devisait avec l'académicien Germance. Ils étaient les seuls qui parlassent de Lydia Menko.

— Qui aurait cru? Cet accent, ce diable d'accent!.. Mais du feu, du tempérament!.. Une nature!

Germance consolida son monocle et répliqua:

— Pauvre enfant! Elle n'a pas été... hum! comment dirais-je?... pas été à la hauteur!

Puis, après une pause:

— Hein! mon cher, rude réclame pour le baron de Tresme!



---

---

# MELCHIOR GRIMM

---

## II<sup>1</sup>.

### LA CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE.

---

Grimm, ayant pris le parti de demander la fortune aux lettres, cherchait sa voie, travaillant pour les libraires, publiant des brochures, essayant de fonder des journaux. Une lettre à Gottsched nous apprend qu'il avait fourni un article sur le théâtre allemand à un *Almanac historique de tous les spectacles*. *Le Petit Prophète* était également né du goût du théâtre, et montrait en même temps un esprit aux aguets, une plume qui épiait l'occasion de placer son mot. Une tentative moins heureuse fut la publication d'un *Journal étranger*, recueil mensuel qui devait mettre la France au courant des littératures de « l'Europe savante. » Grimm en écrivit la préface et fut chargé un moment de la direction. Il ne trouva malheureusement pas au dehors les collaborateurs dont il avait besoin ; la *Correspondance* qu'il venait précisément de commencer lui prenait d'ailleurs trop de temps ; il fut donc obligé de renoncer à une tâche qui semblait particulièrement faite pour lui. Sa préface ou prospectus est tout à fait dans le ton des articles du *Mercur*, une protestation contre la suffisance d'un public à la fois ignorant et dédaigneux. Grimm veut bien reconnaître aux Français le privilège de faire les bons livres, mais il s'indigne contre leurs prétentions exclusives à la philosophie, et « ce mépris offensant pour des nations

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre.

estimables, qui n'ont qu'un reste des préjugés barbares de l'ancienne ignorance. » Il est certain, en revanche, que Grimm n'avait pas encore appris à écrire. Les fautes de langue qu'on a relevées dans *le Petit Prophète* sont peu de chose à côté de celles qui déparent l'introduction du *Journal étranger* (1).

L'époque décisive dans la vie de Grimm est le moment où il commença la correspondance qu'il envoya tous les quinze jours, pendant vingt ans, à diverses cours d'Europe, et dont la publication posthume lui a fait un nom dans les lettres. Rien de nouveau, au surplus, ni d'original dans cette entreprise du jeune Allemand ; il y avait eu des prédécesseurs et il y eut des concurrents. La situation intellectuelle de la France et l'état de la presse à cette époque expliquent la curiosité que le journalisme manuscrit était destiné à satisfaire. Paris, dans la seconde moitié du XVIII<sup>e</sup> siècle, fut plus qu'à aucun autre moment le foyer des idées propres à agiter le

(1) On a rapporté à ces premières années du séjour de Grimm à Paris des écrits qui ne lui appartiennent point. Règle générale : se défier quelque peu de l'érudition allemande. Il y a là parfois bien de la légèreté sous le zèle des recherches et sous l'appareil des discussions. M. Danzel commet une double erreur au sujet d'une traduction de la grammaire allemande de Gottsched ; il attribue ce travail à Grimm et il le dit dédié à M<sup>me</sup> Gottsched. Les deux assertions sont également erronées ; le livre dont il s'agit n'a point de dédicace, et le traducteur M. Quand, qui se fait connaître dans la préface comme un maître d'allemand, est nommé en toutes lettres sur le titre. Ce qui est vrai, c'est que Grimm avait recommandé l'ouvrage à Raynal, qui rédigeait alors le *Mercure*, et que l'article du *Mercure* (n<sup>o</sup> d'avril 1753) fait une allusion amicale à cette recommandation. Je trouve un exemple de la même légèreté dans un autre ouvrage de M. Danzel, sa biographie de Lessing, continuée et terminée par M. Gubrauer. L'auteur attribue à Grimm une brochure intitulée : *Petits Discours sur les grands bouquets à la mode*, qui parut en 1749, et dont une traduction allemande fut publiée la même année. Le titre de cette traduction indiquait le chevalier G... comme auteur de l'original ; M. Danzel ne paraît pas avoir eu d'autre raison que cette initiale pour mettre la brochure au compte de Grimm, et il n'a pas fait attention que celui-ci n'était point chevalier, qu'en 1749 il venait à peine d'arriver à Paris, et qu'il n'était guère alors en position d'écrire sur les modes.

Ces erreurs sont, du reste, peu de chose en comparaison de celle où est tombé M. Hermann Hettner, dans le volume qu'il a consacré à l'histoire littéraire de la France au XVIII<sup>e</sup> siècle. Qui croirait qu'un écrivain, versé d'ailleurs dans la connaissance des lettres françaises, ait pu citer comme authentiques les prétendus Mémoires de Grimm, publiés en 1830, l'une des innombrables fabrications du même genre qui parurent à cette époque. M. Hettner s'appuie sur cette compilation pour représenter Grimm comme un espion politique, en correspondance secrète avec des princes étrangers, et trahissant, pendant la guerre de sept ans, le pays où il avait trouvé un asile. Il va jusqu'à reprocher à Sainte-Beuve de n'avoir pas su ou pas voulu, dans ses articles des *Causeries du lundi*, toucher à ce fâcheux côté de la vie de l'écrivain. La vérité est que personne, en France, ne songerait, je ne dis pas à réfuter les Mémoires dont il s'agit, mais à en faire seulement mention ; ce n'est qu'à l'étranger qu'on peut se tromper à ce point dans des questions de tact littéraire.

monde. Ce que les lettres avaient perdu en pureté et en charme était compensé par la hardiesse des spéculations. Tout était remis en question ; mœurs, lois, croyances, on s'efforçait de tout ramener à la nature et à la raison, et l'on allait, les uns avec crainte, la plupart avec entraînement, au-devant d'un avenir qui devait être régi par la philosophie. C'était à la fois étrange et divertissant. Aussi avec quel intérêt ne suivait-on pas le travail qui s'accomplissait dans cette capitale où éclatait à chaque instant quelque surprise, un conte de Voltaire ou un discours de Rousseau, un livre de Montesquieu ou un volume de l'*Histoire naturelle*, les lourds in-folio de l'*Encyclopédie* et les mille brochures enfantées par les mille controverses. Avec quelle avidité ne recueillait-on pas à Berlin, à Saint-Pétersbourg, et à plus forte raison dans l'ennui des petites cours allemandes, les nouvelles de notre remuante et puissante république des lettres ! Cette curiosité, la presse ne pouvait la satisfaire. Elle était trop peu libre pour dire ce que l'on tenait précisément le plus à savoir. La *Gazette de France*, qui était officieuse, allait devenir officielle, et le *Mercur*e était un privilège qui se donnait et se retirait. A part, d'ailleurs, les hardiesses de la philosophie, n'y avait-il pas les poésies libertines, les anecdotes grivoises, les scandales personnels, les dessous de cartes mondains de la politique, autant de choses dont on était doublement friand loin de Paris et qui ne se pouvaient imprimer ? C'est à commettre tous ces genres d'indiscrétion que les correspondances secrètes étaient destinées.

L'histoire de ces correspondances serait à faire. On laisserait de côté celles qui conservèrent une destination strictement personnelle, les lettres, par exemple, que les frères et les amis de la marquise de Balleroy lui adressaient pour égayer sa retraite de Normandie. On négligerait également les « nouvelles à la main » qui se rédigeaient dans le salon de M<sup>me</sup> Doublet, et d'où sont sortis les Mémoires dits de Bachaumont. La Correspondance de Metra ne rentre pas davantage dans le sujet que je voudrais esquisser, mais plutôt dans la classe des journaux, étant imprimée comme eux et n'en différant que par le caractère anecdotique et par l'enveloppe cachetée sous laquelle les souscripteurs la recevaient. Avec Thiriôt, au contraire, nous arrivons à la correspondance littéraire proprement dite, envoyée de Paris à des souverains étrangers, et destinée à les tenir au courant du mouvement intellectuel de la France. Thiriôt écrivait pour Frédéric. Celui-ci n'était encore que prince héréditaire lorsque Voltaire lui donna son camarade de jeunesse pour correspondant. Un métier peu lucratif ! Thiriôt en était réduit aux espérances : « Le prince, lui écrivait Voltaire, doit, par vos

lettres, vous aimer et vous estimer aussi, cela est indubitable, mais ce n'est pas assez. Il faut que vous soyez regardé par lui comme un philosophe indépendant, comme un homme qui s'attache à lui par goût, par estime, sans aucune vue d'intérêt ; il faut que vous ayez auprès de lui cette espèce de considération qui vaut mieux que mille écus d'appointemens et qui, à la longue, attire, en effet, des récompenses solides. C'est sur ce pied-là que je vous ai cru tout établi dans son esprit, et c'est de cela que je suis parti toutes les fois qu'il s'est agi de vous. » Frédéric renvoyait au jour où il régnerait la récompense des services qu'on lui rendait ; il fallait donc savoir attendre et chercher à s'assurer l'avenir en se montrant désintéressé dans le présent : — « Je vous répète, poursuit Voltaire, que je suis bien content de la politique habile et noble que vous avez mise dans le refus adroit d'une petite pension... Continuez sur ce ton ; que vos lettres insinuent toujours au prince le prix qu'il doit mettre à votre affection à son service, à vos soins, à votre sagesse, à votre désintéressement, et je vous réponds, moi, que vous vous en trouverez très bien. Je vous prédis que vous serez chargé un jour des affaires du prince devenu roi, mais, d'une manière ou d'une autre, soyez sûr d'une fortune. »

La prédiction ne se réalisa pas. Le prince royal une fois arrivé au trône, le chiffre des honoraires de Thiriot avait bien été fixé, mais l'infortuné ne parvenait pas à se les faire payer. Il faut avouer d'ailleurs qu'il s'acquittait médiocrement de son office. Le roi se plaint que son correspondant ne pût avoir un rhume sans qu'il en fût informé, lui, Frédéric, par un galimatias de quatre pages. Tant il y eut que le souverain et le scribe se brouillèrent, je ne sais trop à quelle occasion. Voltaire, pour le remplacer, fit agréer au roi un autre de ses protégés, Baculard d'Arnaud, naguère enfant prodige, et qui, encore étudiant au collège d'Harcourt, recevait de son illustre patron de petites sommes et de petits manuscrits à négocier à son profit : « Faites une bonne œuvre, écrivait le philosophe à l'abbé Moussinot ; envoyez chercher le jeune d'Arnaud, c'est un jeune homme qu'il faut aider, mais à qui il ne faut pas donner de quoi se déboucher. Donnez-lui cette fois dix-huit francs. » On sait comment ces bienfaits réussirent ; d'Arnaud gagna la faveur de Frédéric, fut appelé à Berlin et y devint l'une des causes du misérable éclat que fit Voltaire dans cette ville. Plus tard, lorsque la paix de Paris rendit à Frédéric des loisirs pour la littérature, Thiriot paraît avoir repris ses fonctions de correspondant parisien et les avoir conservées jusqu'à sa mort, en 1772. Voltaire écrit alors à D'Alembert : « J'ai pensé, mon cher ami, qu'il faut un successeur à Thiriot auprès du roi de Prusse. Je suppose que le prophète Grimm est déjà en fonc-

tions, mais si cela n'était pas, si ce grand prophète était employé ailleurs, il me semble que cette petite place conviendrait fort à frère La Harpe, et que le roi de Prusse serait bien content d'avoir un correspondant littéraire aussi rempli de goût et d'esprit. Je crois que personne n'est plus en état que vous de lui procurer cette place, et, si la chose est praticable, vous y avez déjà songé. J'en ai écrit un petit mot au roi. » Mais Frédéric en avait assez de ces gazettes manuscrites : « Le roi de Prusse, reprend Voltaire un mois après, ne veut plus de correspondant littéraire, c'est du moins ce qu'il m'a mandé ; il est trop dégoûté de nos rapsodies et il a raison. Je lui avais proposé Suard avant que La Harpe y eût songé ou que vous y eussiez songé pour lui. » Voltaire, à ce moment-là, était en grande tendresse pour La Harpe et en grande indignation au sujet des traverses qu'essuyaient les hommes de lettres : « La littérature, s'écriait-il, est dans la plus déplorable situation où elle ait jamais été ; je ne saurais y penser sans fiel et presque sans fureur. »

La Harpe, ainsi que nous venons de le voir, s'était présenté pour remplacer Thiriot et avait éprouvé un refus. Quelques semaines plus tard, il trouvait l'équivalent de cette position et adressait au tsarevitch Paul une correspondance littéraire qu'il rédigea jusqu'en 1789 et qu'il était en train de publier lorsque la mort le surprit. Heureusement que l'écrivain, vieilli et converti, s'était abstenu, pour une raison ou pour une autre, de conformer ses anciennes lettres à ses nouvelles opinions et s'était contenté de se réfuter lui-même dans des notes. La Harpe ne s'était pas acquitté de sa correspondance comme d'une tâche ; il y avait mis du soin et de l'agrément. Ses six volumes sont une causerie variée et facile qui n'a ni le tour didactique du *Lycée*, ni le ton de discussion approfondie que nous rencontrons chez Grimm. Point d'idées, point d'enthousiasme pour ou contre la philosophie, point de jugemens éclairés sur les étrangers ou sur les novateurs, mais, dans les limites de certaines conventions, de l'impartialité et du goût. La Harpe parle très bien de Voltaire mourant, des *Confessions* de Rousseau : « Ce livre, dit-il, où l'auteur dit du mal de beaucoup de gens et surtout de ceux qui lui ont fait du bien, mais où personne n'est si mal traité que lui-même. » Cette correspondance rappelle tout à fait le genre et le style des critiques du *Journal des Débats* sous la restauration, les Dussault et les Feletz. Peut-être mériterait-elle d'être réimprimée.

La Harpe, dans la préface qu'il mit en tête de ces volumes, parle du grand nombre de correspondances « fabriquées à Paris pour circuler dans les cours d'Allemagne, qui presque toutes avaient à Paris leurs nouvellistes en titre d'office, depuis que Thi-

riot avait été celui du roi de Prusse. » Et il ajoute : « J'ai vu quelques-uns de ces papiers, il y en a même d'imprimés : c'étaient le plus souvent des chroniques de scandale et de mensonge, de vrais sottisiers, des nouvelles d'antichambre ou de café. » Je suppose que La Harpe faisait une exception en faveur de l'une au moins de ces correspondances parisiennes. La duchesse de Saxe-Gotha recevait, depuis 1747, des lettres périodiques de Raynal, celles-là même que M. Tourneux vient de publier pour la première fois. Or Raynal n'était nullement le premier venu. Il est, dans tous les cas, l'une des physionomies du XVIII<sup>e</sup> siècle. La nature lui avait malheureusement donné, avec la verve et la loquacité du Midi, le goût de la déclamation et de l'emphase; le besoin fit de lui, en outre, pendant la plus grande partie de sa vie, un compilateur aux gages des libraires. Ce n'est que vers le tard qu'il arriva à la célébrité par l'*Histoire des deux Indes*, à la fortune par le commerce, ou, selon d'autres, par un intérêt dans la traite des nègres, à la modération des idées, enfin, par l'effroi que lui causa la révolution. Son intimité avec Rousseau, Grimm, Diderot, et tout ce jeune et brillant cercle de 1750 ou environ, doit suffire pour nous convaincre qu'il avait une valeur dont nous sommes devenus mauvais juges. Voltaire lui-même le recommandait en termes très chauds à Berlin au moment où d'Arnaud venait de laisser vacante la place de correspondant. « C'est un homme d'un âge mûr, écrit-il à Darget, très sage, très instruit, d'une probité reconnue, et qui est bien venu partout. Personne dans Paris n'est plus au fait de la littérature, depuis les in-folio des bénédictins jusqu'aux brochures du comte de Caylus; il est capable de rendre un compte très exact de tout, et vous trouverez souvent ses extraits beaucoup meilleurs que les livres dont il parlera. Je puis vous assurer, monsieur, qu'il est de toute façon digne d'une pareille correspondance. »

Une correspondance qui a bien le droit de trouver sa place ici, puisqu'on l'a trouvée digne d'être publiée, est celle que Favart fournit, de 1760 à 1770, au comte de Durazzo, intendant des spectacles de la cour de Vienne. Favart s'était engagé à envoyer tous les quinze jours un courrier théâtral, auquel il joignait les paroles des nouveaux opéras comiques, des siens en particulier, afin qu'ils pussent être mis en musique et joués à Vienne en concurrence avec Paris. De fait, le librettiste, dans cette espèce de chronique, ne s'est point borné au théâtre; on y trouve les nouvelles littéraires, et même des pièces de vers et des anecdotes, absolument comme dans les autres correspondances.

Nous voici enfin arrivés à Grimm. Raynal, au dire de Meister, lui céda sa correspondance avec plusieurs cours du Nord et du Midi

de l'Allemagne. Raynal ayant continué d'envoyer ses lettres à Gotha pendant près de deux ans encore lorsque Grimm avait commencé les siennes, j'en conclus que celui-ci marcha d'abord sur les brisées de son ami et lui fit quelque temps concurrence. Il avait eu soin, d'ailleurs, de se préparer le terrain. Je trouve dans une lettre à Gottsched, du 2 mai 1754, la trace d'un voyage qu'il venait de faire en Allemagne; c'était la première fois qu'il y retournait depuis son arrivée à Paris, et il est naturel de supposer qu'il avait eu pour objet d'y nouer des relations utiles à son entreprise. On ne sait trop, cependant, qui furent les premiers souscripteurs de la *Correspondance*. La duchesse de Saxe-Gotha et la landgrave de Hesse la reçurent dès 1754, la reine de Suède en 1756, et l'impératrice de Russie en 1763. La liste s'étendit peu à peu; on y voit figurer successivement Stanislas-Auguste, le margrave d'Anspach, le grand-duc de Weimar, la princesse de Nassau-Saarbruck. Ce fut Frédéric qui se montra le plus revêche. Grimm fit jouer tous les ressorts pour obtenir la souscription de ce prince: d'Alembert, d'Argens, la duchesse Louise. Frédéric avait d'abord refusé, prétextant les affaires dont il était accablé, il avait ensuite cédé aux instances de la duchesse, mais Grimm n'en fut pas beaucoup plus avancé. Le roi, comme nous le verrons, ne refusait pas seulement à Grimm tout témoignage de satisfaction, il ne payait pas plus sa prose qu'il n'avait payé celle de Thiriôt. Le pauvre Melchior dut reconnaître alors combien il s'était trompé, dans sa *Lettre sur Omphale*, en vantant la générosité du royal joueur de flûte. Il se garda, toutefois, de céder à un mouvement d'humeur, continua d'admirer, de louer, et se crut certainement dédommagé de tous les déboires lorsque Frédéric le reçut à Potsdam en lui citant des vers de *Banise*.

On a prétendu qu'à côté des souscriptions princières, il y avait des abonnés d'un rang moins élevé. Barbier parle de copies qui circulaient tant en France qu'en pays étrangers, au prix de 300 francs l'abonnement. Cela ne peut guère se rapporter qu'à l'époque où Grimm avait remis l'entreprise en d'autres mains. « Je me suis fait depuis longtemps, écrivait-il en 1766, une loi de ne donner cette *Correspondance* qu'à des princes, et plusieurs bonnes raisons m'obligent de m'y tenir. On m'a fait quelquefois des offres de 100 pistoles et de 1,200 francs par an, pour l'envoyer à des particuliers très considérables en Angleterre, mais je n'ai jamais voulu. » Pour les souverains eux-mêmes, il paraît que les prix n'étaient pas constans: le roi de Pologne, par exemple, ne payait que 40 ducats par an, ce qui faisait 400 francs de notre monnaie, tandis que l'impératrice de Russie payait 360 roubles, c'est-à-dire environ 1,500 fr.

Le journal, dans les dernières années, avait accru sa clientèle. Il en existait, selon Meister, « depuis les bords de l'Arno jusqu'à ceux de la Neva, » quinze ou seize exemplaires. Goethe en parle comme adressé à des princes et à des personnes riches en Allemagne; cette correspondance coûtait fort cher, dit-il (*gegen bedeutende Vergeltung*), mais elle satisfaisait « l'intérêt extrême que l'on mettait à savoir ce qui se passait à Paris, justement considéré à cette époque comme le centre du monde cultivé. » Goethe ajoute que, grâce à une haute faveur, — celle de la cour de Weimar, évidemment, — ces feuilles lui étaient communiquées et qu'il les lisait avec une grande attention. Il n'y trouvait pas seulement des nouvelles littéraires, mais les ouvrages les plus remarquables de Diderot, *la Religieuse*, *Jacques le Fataliste* et autres, communiqués par morceaux, ce qui servait à entretenir et piquer la curiosité. On reconnaît les procédés du feuilleton moderne! *Le Neveu de Rameau*, dont Goethe eut connaissance et qu'il traduisit en allemand alors qu'on n'en savait pas même l'existence en France, n'avait pourtant pas été envoyé aux souscripteurs de la *Correspondance*; c'est de Schiller que Goethe en avait reçu le manuscrit, et Schiller, sans s'expliquer davantage, disait le tenir d'un heureux hasard.

La gazette manuscrite de Grimm parvenait aux souscripteurs deux fois par mois. De longueur inégale, chaque numéro remplit de six à dix pages d'impression de l'édition de M. Tourneux. Dans les quelques mots de prospectus que l'écrivain mit en tête du premier, il annonce qu'il rendra compte des livres, des théâtres et des arts, et telle est, en effet, la marche qu'il a suivie, sauf que les arts restèrent en souffrance jusqu'au jour où Diderot vint, pour cette partie, au secours de son ami. Dès les premières lettres nous voyons défiler Voltaire avec son *Siècle de Louis XIV*, Buffon et son discours de réception à l'Académie, Rousseau et sa *Lettre sur la musique*, Condillac et le *Traité des sensations*, les tragédies de Crébillon père et les romans de Crébillon fils. La littérature étrangère, la littérature anglaise, du moins, Fielding, Richardson, Hume, reçoivent leur part d'attention. Les pièces nouvelles n'occupent, dans ces lettres, guère moins de place que les livres. Les théâtres de Paris n'étaient-ils pas comme aujourd'hui l'objet d'un intérêt tout particulier à l'étranger? La *Correspondance* de Grimm est une mine de renseignements sur l'art dramatique de l'époque. Elle marque les créations et discute les talents d'une foule d'auteurs, depuis Clairon, dont notre critique ne goûtait point le jeu, jusqu'à Raucourt, dont il raconte les débuts. Le récit, à distance, en est encore émouvant. « Lorsqu'on vit la plus belle créature du monde et la plus



noble s'avancer en Didon sur le bord du théâtre; lorsqu'on entendit la voix la plus belle, la plus flexible, la plus harmonieuse, la plus imposante; lorsqu'on remarqua un jeu plein de noblesse, d'intelligence et des nuances les plus variées et les plus précieuses, l'enthousiasme du public ne connut plus de bornes. On poussa des cris d'admiration et d'acclamation; on s'embrassa sans se connaître; on fut parfaitement ivre. Après la comédie, ceux qui avaient vu la pièce se dispersèrent dans les différens quartiers, arrivèrent comme des fous, parlèrent avec transport de la débutante, communiquèrent leur enthousiasme à ceux qui ne l'avaient pas vue, et les souters de Paris retentirent du nom de Raucourt. »

Le Théâtre-Français, malheureusement, lorsque la *Correspondance* commença, était en pleine décadence. Destouches avait déjà donné ses meilleures pièces, Piron *la Métromanie*, Crébillon *Rhétoricien*, Voltaire *Zaïre*, *Alzire*, *Méropé*, *Mahomet*. On était livré aux Marmontel, aux Saurin, aux La Touche. Pour un ouvrage de mérite qui paraissait de loin en loin, il en était une foule qui se traînaient misérablement dans l'imitation des maîtres. Aussi cette partie de la *Correspondance* est-elle assez fastidieuse. Grimm analyse les pièces, nous explique comment il les aurait conçues, et les refait. L'examen du *Cosroès* d'un M. Le Fèvre n'occupe pas moins de dix pages. En général, mais cela était inévitable, la *Correspondance* pèche par le défaut de proportion; l'importance donnée aux sujets n'y est pas toujours en rapport avec celle qu'ils conservent pour nous. Les ouvrages qui ont fait époque dans l'histoire du siècle passé se perdent dans un océan de plats romans, de poésie insipide, dans un déluge de pamphlets surtout, dont on n'aurait pas l'idée si l'on ne feuilletait justement les catalogues que Grimm en a dressés. Rien ne lui paraît indigne de l'attention de ses lecteurs ou plutôt de ses lectrices; il leur signalera un *Abrégé de l'art des accouchemens*, des *Soins faciles pour la propreté de la bouche*, et une brochure sur le *Traitement des cors aux pieds*.

Grimm est le véritable précurseur de la critique telle qu'elle est comprise de nos jours, de celle qui ne se contente pas d'analyser et de citer, mais qui juge les ouvrages, motive les appréciations, discute les doctrines, rattache aux livres les considérations qu'ils suggèrent, et fait parfois d'un article une œuvre originale. Et Grimm possède les qualités du genre, ayant son mot à dire sur tout sujet, unissant en lui le chroniqueur et le penseur, le mondain et l'érudit, le nouvelliste et le philosophe. Avec un penchant à la dissertation, surtout dans les commencemens, et n'attendant pas toujours pour discuter qu'un livre ou une pièce de théâtre lui en fournisse l'occasion. Grimm aime ce qu'on appelle les questions. Il les traite *ex professo*, en re-

montant aux principes et en se livrant aux idées générales. Un bon sens qui ne se dément point, mais un bon sens un peu pesant et discoureur. On sourit d'une allure si grave, d'entrées en matière si doctorales. « Il n'y a point, lisons-nous, de spectacle plus agréable pour le sage que celui d'un grand homme ou d'un homme extraordinaire. Il semble que notre existence s'ennoblisse par les vertus de nos semblables, et que l'éclat des grandes actions l'empêche de tomber dans l'engourdissement, état si déplorable pour un être pensant, etc. » Tout cela pour arriver à nous raconter la disgrâce imméritée d'un ministre espagnol. Grimm commence d'ordinaire par de vastes propositions générales : « De tous les arts, le plus ignoré et le plus mal exercé est celui de la dispute. Rien ne serait plus propre à l'établissement et aux progrès de la vérité parmi les hommes que la voie de la discussion, si nous avions un désir constant et sincère de discerner le vrai avec le faux, » et ainsi de suite; le lieu-commun se poursuit, s'étale avec la paisible allure qui lui est propre. L'écrivain, d'autres fois, divise son sujet comme un sermon : « On peut envisager la question de la liberté de deux manières différentes : la première en se plaçant hors de l'univers, embrassant du même coup d'œil tous les êtres... »

Grimm, à tout prendre, est un bon esprit, et même, nous le verrons, un esprit vigoureux; il a la solidité, la sagacité, mais il n'a pas le goût et il tombe souvent dans la déclamation. Bien de son siècle, en cela, et de son pays d'adoption ! Il est vrai qu'au contact de Diderot il y était plus exposé qu'un autre. Nous retrouvons dans ses lettres tout le jargon du temps, l'éloge de la nature, l'horreur du fanatisme, l'affectation de la sensibilité; le cœur se remplit d'émotions délicieuses; les larmes tombent des yeux à tout propos, pour un trait de vertu, pour une pièce de théâtre, pour un livre de Voltaire. Style et langue à l'avenant. On passerait sur des incorrections, mais le sanctuaire de la vérité et les fantômes de l'erreur, mais les sons célestes de l'Ausonie pour dire la musique italienne ! Je viens de faire allusion à l'influence de Diderot; Grimm prend les tics de son ami; comme lui, il apostrophe les personnes et les choses. On sent souvent, dans ces feuilles, le résumé de quelque conversation du Grandval, l'écho de quelque tirade du « philosophe. » Ou mieux encore, Diderot est là, au coude de Grimm, l'inspirant, lui faisant son article en pérorant.

Grimm a une foule de théories; il en a sur les femmes, sur l'art, sur le goût, sur les langues; tous les grands sujets de discussion d'une époque éminemment raisonneuse passent devant le lecteur. La royauté est laissée hors du débat, mais nous avons des morceaux sur les finances, sur la tolérance, sur l'éducation, sur l'inoculation,

— une grosse et longue controverse, celle-là ; nous en avons sur les jésuites, sur les convulsionnaires, sur les engouemens du jour, les aérostats, la tactique de Guibert, les sciences qui se font mondaines. « Les métaphysiciens et les poètes ont eu leur temps, fait remarquer notre chroniqueur : les physiciens systématiques leur ont succédé ; la physique systématique a fait place à la physique expérimentale, celle-ci à la géométrie, la géométrie à l'histoire naturelle et à la chimie, qui ont été en vogue ces derniers temps et qui partagent les esprit avec les affaires de gouvernement, de commerce, de politique, et surtout la manie de l'agriculture, sans qu'on puisse deviner quelle sera la science que la légèreté nationale mettra à la mode par la suite. » Et, à côté de ces amusettes scientifiques, les divertissemens proprement dits. Tout le monde, un jour, s'est mis à jouer des charades ; voici l'éclosion du proverbe ; il y a des séances de ventriloquie. Il n'est pas jusqu'au parfilage et au trou-madame qui ne figurent chez Grimm à leur date.

La *Correspondance* fait une part aux nouvelles. Les lecteurs sont tenus au courant des causes célèbres, des intrigues académiques. Grimm n'est pas tendre pour l'Académie ; il la représente « partagée entre deux partis ou factions : le parti dévot, qui réunit aux prélats tous les académiciens minceement pourvus de mérite, et d'autant plus empressés, par conséquent, à faire leur cour avec bassesse ; et le parti philosophique, que les dévots appellent encyclopédique, qui est composé de tous les gens de lettres qui pensent avec un peu d'élévation et de hardiesse, et qui préfèrent l'indépendance et une fortune bornée aux faveurs qu'on n'obtient qu'à force de ramper et de mentir. Il y a, au reste, dans ces deux partis, comme entre armées opposées, un fond de déserteurs qui se rangent, suivant la fortune, de l'un ou de l'autre côté, et dont l'un ou l'autre se fortifie en les méprisant également ; il y a aussi de ces âmes fières et libres qui dédaignent d'être d'aucun parti, comme M. de Buffon, par exemple, et que leur neutralité expose à la calomnie des deux factions. » Nous avons vu que Grimm se défendait de rapporter des anecdotes ; il en conte pourtant quelques-unes en courant et il les conte bien. Mais faut-il vraiment croire au récit qu'il nous fait des impiétés de Chanteloup ? La charmante petite duchesse de Choiseul écoutait-elle sans sourciller les couplets dont sa société saluait le saint-esprit en parfilage d'or que la princesse de Beauvau avait envoyé à la duchesse de Grammont ? A considérer le cercle dans lequel ces plaisanteries se produisaient, ce serait certainement une pièce à mettre au dossier du xviii<sup>e</sup> siècle. Les articles nécrologiques donnent lieu parfois à de remarquables portraits. Il y a de la gaité, et peut-être un peu de caricature, dans celui du chimiste Rouelle ;

il y a de la finesse dans celui d'Helvétius, de qui la tolérance venait d'une habitude « de généraliser les idées et d'aller aux derniers résultats qui équivalent généralement à zéro; » il y a de la verve dans une tirade indignée contre l'avocat-général Séguier, non pas mort, celui-là, trop vivant au contraire, et coupable d'un réquisitoire contre le *Système de la nature* et autres ouvrages philosophiques. « On croit voir Arlequin affublé d'une robe de magistrature et se battant contre son ombre. Je puis assurer M. le requérant que remplir un ministère public de ce ton-là, c'est se donner l'air d'un polisson. » La notice sur Croismare, que ses amis appelaient le charmant marquis, est le chef-d'œuvre de cette galerie de portraits; la plume, trop souvent pesante, devient tout à coup déliée, aimable. Je ne puis m'empêcher de soupçonner que, ce jour-là, c'est M<sup>me</sup> d'Épinay qui la tient (1).

Un journal ne va pas sans quelque remplissage, et les feuilles de Grimm ne font pas exception à la règle. Quand les sujets ou le temps lui manquent, il se tire d'affaire avec des citations, et quelles citations ! Ici cinq pages tirées, mot pour mot, d'un médiocre roman, *l'Histoire de Geneviève*, par M<sup>me</sup> la comtesse de Revel ; là, de petits vers de société, de fades romances, des madrigaux :

Si tu ne veux jamais aimer que moi,  
O ma Dèlie,  
Reçois ma foi.

Grimm, dans les momens de pénurie, fait flèche de tout bois ; il accueille le bout-rimé ; il ne recule pas devant le rébus. Ce qui occupait les salons de Paris n'était-il pas assez bon pour Gotha ou Weimar ? En général, il importe de le remarquer, la tenue du journal a été se modifiant. Les grands sujets une fois épuisés, Grimm devient davantage nouvelliste. Il passe aussi plus souvent la plume à d'autres, remplit plus volontiers son numéro des lettres qu'il a reçues, des manuscrits qui lui ont été communiqués. C'est l'époque où il s'absente fréquemment, et alors la *Correspondance* se fabrique comme elle peut ; heureux les lecteurs quand Diderot s'en charge ! On sent fort bien, vers la fin, que Grimm a pris sa tâche en dégoût et qu'il la quittera dès qu'il aura trouvé mieux.

Mais aussi quelle tâche, et pendant vingt années ! « Je suis écrasé d'écritures et d'occupations, écrit-il en 1766 ; mon ami Diderot, au lieu de feuilles, m'a fait un livre sur le Salon ; je n'ai pas le courage d'en rien retrancher, mais il faut rédiger ses feuilles à

(1) On peut comparer le portrait de Croismare qui a pris place dans les Mémoires de M<sup>me</sup> d'Épinay, t. II, chap. VI (édition Boiteau).

mesure qu'il me les donne, il faut les copier moi-même pour les mettre en état d'être recopiées, et cela demande beaucoup de temps. Je passe sous silence mille autres occupations qui me tiennent cloué à mon bureau du matin au soir. » Grimm employait des secrétaires pour la reproduction de ses lettres à plusieurs exemplaires; son cabinet était un vrai cabinet de rédaction, une boutique, comme il l'appelait lui-même. Ses amis lui en voulaient d'un travail si continuel qui le leur enlevait; ils l'avaient baptisé *la Chaise de paille*. Lorsqu'il devint plus tard diplomate et voyageur, Galiani disait plaisamment que la chaise de paille était devenue chaise de poste.

La *Correspondance* tire son principal intérêt de la liberté avec laquelle l'écrivain s'y exprimait, et cette liberté avait pour garant le petit nombre de lecteurs auxquels les lettres parvenaient et la discrétion que ces lecteurs s'étaient imposée. Prudent de son naturel, Grimm avait pris ses précautions. « Après tout, pensait-il, il vaut mieux dormir tranquillement et se taire; et le raisonnement le plus profond et le plus lumineux ne vaut pas une nuit passée à la Bastille. » Ses lettres ne parvenaient aux souverains auxquels elles étaient destinées que par la voie de leurs légations de Paris. Le secret était en outre expressément stipulé. M<sup>me</sup> Geoffrin, en enrôlant Stanislas-Auguste parmi les souscripteurs, a soin de lui faire la leçon à ce sujet : « Voici le premier paquet, lui dit-elle; j'y joins la lettre que Grimm m'a écrite en me l'envoyant. Votre Majesté verra qu'il est très important pour lui que ces feuilles-là ne soient pas copiées. On garde à Grimm une grande fidélité dans les cours d'Allemagne où il les envoie. J'ose même dire à Votre Majesté que cela pourrait me commettre, ayant passé par ma main. »

Grimm, en revanche, s'était engagé à la sincérité. « La sûreté qu'on a bien voulu permettre à ces feuilles, écrivait-il, exige de notre part une franchise sans bornes. » « Ces feuilles, aimait-il à répéter, sont consacrées à la vérité, à la confiance et à la franchise. L'amitié qui nous lie à plusieurs gens de lettres, dont nous sommes obligé de parler, n'a aucun droit sur nos jugemens. » Il semble, en effet, qu'on ne puisse refuser l'impartialité à l'écrivain, un mérite que lui facilitaient, d'ailleurs, son caractère un peu dédaigneux et une certaine rudesse de conviction. Diderot, qui avait eu plusieurs fois à supporter son humeur, avait donné le houx pour enseigne à l'officine où se fabriquait la *Correspondance*. Et il ne se plaignait pas seulement de la rudesse, mais aussi, à l'occasion, de l'injustice des sentences de son ami. On connaît la lettre amusante qu'il lui adressa un jour à propos d'une critique superficielle et inexacte : « Monsieur le maître de la boutique du Houx

*toujours vert*, vous rétractez-vous quelquefois? Eh bien! en voici une belle occasion. Dites, s'il vous plaît, à toutes vos augustes pratiques que c'est très mal à propos que vous avez attribué l'inconnu à la traduction des *Nuits* d'Young, par M. Le Tourneur. Dites, sur ma parole, que cette traduction, pleine d'harmonie et de la plus grande richesse d'expression, une des plus difficiles à faire en toute langue, est une des mieux faites dans la nôtre... Vous n'ignorez pas que la gloire qu'un auteur tire de son travail est la portion de son honoraire qu'il prise le plus, et voilà que vous en dépouillez M. Le Tourneur! Et c'est vous qu'on appelle le juste par excellence! C'est vous qui commettez de pareilles iniquités! Ah! monsieur Grimm, monsieur Grimm! votre conscience s'est chargée d'un pesant fardeau! Si vous rentriez en vous-même ce soir, lorsque vous serez de retour de la Comédie italienne, où vous vous êtes laissé entraîner par M<sup>me</sup> de Forbach, lorsque les sons de Grétry ne retentiront plus dans vos oreilles, lorsque, tout étant en silence autour de vous, vous serez en état d'entendre la voix de votre conscience dans toute sa force, vous sentirez que vous faites un métier diablement scabreux pour une âme timorée.»

Grimm reconnut la justesse du reproche, il inséra la lettre de Diderot dans sa *Correspondance*, et déclara même qu'il allait la faire graver sur une table d'airain et la suspendre dans sa boutique pour lui rappeler sans cesse les misères de son métier. Il est certain que si le secret de sa *Correspondance* lui facilitait l'impartialité, l'absence de responsabilité se faisait aussi sentir dans la précipitation de bien des jugemens. Et il en fut de ce défaut comme de quelques autres que j'ai déjà marqués : il s'accrut à mesure que Grimm se lassait de son travail. Sa conscience s'émousse; il lui arrive de ne plus lire les livres dont il parle et de suppléer à la critique raisonnée par une plaisanterie sur le titre de l'ouvrage ou sur le nom de l'auteur. Aussi est-il le premier à parler avec dédain d'un métier qui consiste à tout juger à tort et à travers; il n'est, à ses propres yeux, qu'un maître bavard en philosophie et en littérature, un pharmacopole littéraire, un épicier-droguiste! S'il faut distinguer, dans la *Correspondance*, la part de Grimm de celle de Meister, il ne faut pas moins distinguer, dans celle de Grimm, l'œuvre des premières et celle des dernières années. On ne s'étonne que d'une chose, lorsque le critique pose enfin la plume, c'est qu'il ait continué si longtemps à la tenir lorsqu'il avait cessé de trouver aucun intérêt à son travail.

Nous avons vu l'aversion que Grimm professait pour la musique française et la conviction où il était que notre langue n'était pas

faite pour être chantée. La vérité est que Grimm la tenait en général pour un instrument ingrat. Il se refusait à lui reconnaître, même en prose, les qualités qu'on s'accorde le plus communément à lui attribuer. La clarté, la précision, l'énergie sont, selon lui, le mérite de nos écrivains plutôt que celui de la langue. Le français, il ne se lasse pas de le répéter, n'a ni simplicité ni grâce; il est sourd, timide, naturellement embarrassé; exact, mais froidement exact; sévère en matière de goût, mais compassé. De toutes les langues vivantes, c'est sans contredit celle qui a le moins de génie. La rigueur de ce jugement ne viendrait-elle pas de ce que la langue française se distingue précisément par des qualités étrangères à la nature de notre tudesque critique? On s'expliquerait ainsi en même temps l'étonnement qu'il éprouvait en remarquant le cas qu'on faisait du style à Paris. L'Académie donnait des prix d'éloquence; des pièces de théâtre, sans action ni intrigue, se soutenaient parce qu'elles étaient « bien écrites; » Buffon était lu pour l'harmonie et la magnificence de sa phrase. Grimm n'était pas éloigné de considérer tout cela comme des *welcheries*.

Notre versification ne lui paraissait pas plus favorable à la poésie que notre langue. Il jugeait notre prosodie vague, notre rime tyrannique et notre alexandrin pompeux. « Je crois le vers héroïque, s'échappe-t-il à dire, si diamétralement opposé au genre dramatique que peu s'en faut que je n'aie l'audace d'écrire, en cette année 1767, que la véritable tragédie et la véritable comédie ne sont pas encore trouvées en France; mais il ne s'agit pas de se faire lapider; ainsi renfermons nos hérésies au fond de notre cœur. » L'antipathie de Grimm pour la tragédie française tenait, du reste, à tout un ensemble de notions littéraires. Épris de la simplicité et de la grandeur du drame antique, Grimm voulait, en même temps, le naturel au théâtre; il était à la fois classique dans le sens des Grecs et réaliste selon le sentiment moderne. Au lieu de faire, dans la pièce racinienne, par exemple, la part inévitable du convenu, il la comparait aux produits d'une littérature primitive ou lui appliquait la loi de la vraisemblance absolue. Il manquait de la souplesse d'esprit nécessaire pour se placer, en face d'une œuvre, au point de vue qu'exigent les conditions dans lesquelles cette œuvre a pris naissance.

Aucun des arts de notre pays, au surplus, ne trouve grâce dans la *Correspondance*. Nous naissons, déclare l'impitoyable auteur, avec des dispositions médiocres pour la peinture. « Ce qu'il y a de plus décrié, à l'entendre, après la musique de la France, ce sont ses tableaux. » On proclame Soufflot le premier architecte du royaume et de l'Europe, ce qui n'empêche pas qu'il n'ait fait à Lyon

une salle de comédie où l'on n'entend point, et, à Paris, une salle d'opéra où l'on ne voit point. Le dessin de nos parcs est également médiocre. « Quand nous nous serons défaits de la petite morgue nationale qui ne sied qu'aux enfans, nous conviendrons qu'il faut apprendre des Italiens et des Allemands à faire de la musique, et des Anglais à former des jardins. »

La conclusion serait forcée quand même elle ne se trouverait pas si expressément indiquée : Grimm n'aime point notre pays. Le Français, à ses yeux, n'a d'autre supériorité sur les autres nations que la gaité du caractère, une vivacité qui touche à la pétulance, mais qui lui donne du ressort dans l'adversité et le tire parfois de l'abîme où elle l'a jeté. Ce qui domine chez nous, c'est la présomption, la vanité, l'enfantillage. « O Athéniens, s'écrie ce barbare égaré dans l'Attique, vous n'êtes que des enfans ! »

Il faut, il est vrai, faire attention à la date des lettres lorsqu'on lit la *Correspondance*. Bien des événemens survinrent pendant les vingt années que Grimm tint la plume, bien des changemens s'accomplirent et modifièrent ses jugemens. En particulier, son sentiment sur le temps même où il vivait. Il parle souvent de décadence, surtout au commencement ; il note les progrès du bel esprit, du mauvais goût ; il est des momens où il croit voir l'ignorance, la superstition, la barbarie reprendre le dessus. Quelques années passent et l'impression a changé. La frivolité du Français, qui tient d'ailleurs à ses grâces et à ses agrémens, ne l'empêche pas de s'acheminer vers un caractère de solidité. Le goût de l'instruction et des sujets sérieux s'est répandu. Si les hommes de génie sont rares, l'empressement que leur montre le public témoigne de la considération dont ils jouissent. Bref, ce siècle qu'en 1764 on nous déclarait ingrat et stérile, on reconnaît, en 1770, qu'à tout prendre il en vaut bien un autre. Voilà, du moins, pour la *Correspondance littéraire* ; vienne la révolution, Grimm, dans ses lettres à Catherine, deviendra naturellement plus hostile qu'il n'avait jamais été.

Grimm n'a pas une philosophie, mais il est philosophe. Il l'est en ce sens qu'il s'est fait un certain nombre de questions sur les origines et les fins du monde, et il ne l'est pas si, pour l'être, il faut avoir trouvé une réponse à ces questions. Il diffère en cela de Diderot. Diderot, avec son ardeur d'esprit et son génie divinatoire, court plus vite aux solutions ; il a l'hypothèse dogmatique ; il s'imagine volontiers être en voie de saisir le mot de l'univers. Grimm, au contraire, reste habituellement préoccupé de la faiblesse de l'esprit humain et du caractère relatif de nos connaissances. Il se rend compte, au reste, de cette différence de tempérament philosophique



entre lui et son ami, et il l'a accusée dans une lettre à M<sup>lle</sup> Voland, qu'il jugea lui-même assez intéressante pour l'envoyer à ses lecteurs de la *Correspondance*. Les deux amis étaient à la campagne, probablement à La Chevrette; ils se promenaient un soir sur les bords de la Seine, conversant, discutant et revenant sans cesse à la même question. « Diderot voit toujours la vérité et la vertu comme deux grandes statues élevées sur la surface de la terre et immobiles au milieu des ravages et des ruines de tout ce qui les environne. Moi, je les vois aussi, ces grandes statues, mais leur piédestal me paraît semé d'erreurs et de préjugés, et je vois se mouvoir autour une troupe de niais dont les yeux ne peuvent s'élever au-dessus du piédestal; ou, s'il se trouve parmi eux quelques êtres privilégiés qui, avec les yeux pénétrants de l'aigle, percent les nuages dont ces grandes figures sont couvertes, ils sont bientôt l'objet de la haine et de la persécution de cette petite populace hargneuse, remplie de présomption et de sottise. Qu'importe que ces deux statues soient éternelles et immobiles s'il n'existe personne pour les contempler, ou si le sort de celui qui les aperçoit ne diffère point du sort de l'aveugle qui marche dans les ténèbres? Le philosophe m'assure qu'il vient un moment où le nuage s'entr'ouvre, et qu'alors les hommes prosternés reconnaissent la vérité et rendent hommage à la vertu. Ce moment, Sophie, ressemblera au moment où le fils de Dieu descendra dans la nuée. Nous vous supplions que celui de votre retour soit moins éloigné. »

Grimm ne conteste donc pas la réalité substantielle du vrai, si j'ose ainsi parler, mais il doute que personne ici-bas arrive à le découvrir, et c'est pourquoi, dans la même lettre, il reproche à la philosophie de prêter à ses idées plus d'évidence qu'elles n'en comportent, de donner pour démontré ce qui est seulement vraisemblable, d'établir, enfin, trop impérieusement ses opinions. Il n'aime pas que le penseur abonde dans son propre sens. Il redoute les convictions sûres d'elles-mêmes. « Une vue grande et sublime, dit-il, une idée profonde et lumineuse, négligemment jetée, vous frapperont bien plus sûrement qu'une vérité laborieusement démontrée. » La science au fond n'est point faite pour l'homme : elle sert surtout à délasser l'intelligence et à adoucir les mœurs. Pourquoi des systèmes là où les conjectures seraient seules à leur place? Pourquoi confondre les degrés de certitude et exiger le respect de la foi pour de simples opinions? « Quelle folie, quelle faiblesse, quelle pauvreté malheureusement inséparable de la nature de ce petit animal orgueilleux qu'on appelle homme, d'élever sur deux ou trois faits, qu'il peut savoir au bout de plusieurs siècles de recherches, un édifice que le souffle d'un enfant peut renverser, et

dont la masse informe, appuyée sur des roseaux, fait pitié au vrai philosophe ! »

La circonspection intellectuelle de Grimm était l'une des choses qui l'isolaient dans cette France du XVIII<sup>e</sup> siècle, si avide d'affirmations. Mais il ne se dément jamais à cet égard. « En m'arrêtant de bonne foi à ce que je ne peux ni nier, ni comprendre, j'évite une foule d'inconvénients, d'absurdités et de contradictions. » Grimm veut qu'on sache dire : Je ne sais pas ; et qu'on enseigne à la jeunesse « le grand art de douter. » Chacun ne lit-il pas dans le livre de la nature comme il peut, avec les yeux qu'il a reçus ? Et tout ne change-t-il pas avec les siècles ? « Je crains, suggère notre sceptique, qu'il ne vienne un temps où les termes favoris de la philosophie moderne soient aussi absurdes que le jargon de l'école péripatéticienne. Alors notre gravitation, notre attraction, nos forces centrifuges et centripètes, pourront paraître aussi barbares que les quiddités et les entéléchies de la philosophie scolastique, et le mot d'esprit que nous mettons à toute sauce jouera un aussi beau rôle que les facultés occultes. »

On devine ce que deviennent, avec cette méthode, la religion tant naturelle que révélée, et jusqu'au déisme de Voltaire. « Tout ouvrage démontre un ouvrier, mais qui vous a dit que l'univers est un ouvrage ? » « Le patriarche ne veut pas se départir de son *rémunérateur vengeur* ; il le croit nécessaire au bon ordre. Il veut bien qu'on détruise le dieu des fripons et des superstitieux, mais il veut qu'on épargne celui des honnêtes gens et des sages. Il raisonne là-dessus comme un enfant, mais comme un joli enfant qu'il est. »

La personnalité humaine ne résiste pas plus à cette analyse que les conceptions théologiques. Grimm permet bien qu'on dise avec Descartes : Je pense, donc je suis ; mais il lui déplaît qu'on dise : Il y a au dedans de moi un être qui pense. « Car qu'est-ce que c'est que cet être ? Il y a en moi *moi*, voilà tout ce que je sais clairement. Vous me demandez comment je pense ; je n'en sais rien, mais je ne sais pas mieux comment je digère, comment je marche, comment je dors. Pourquoi voulez-vous que je conçoive mieux la pensée que le mouvement ? N'est-il pas plus philosophique de dire : je l'ignore, que d'abuser de son imagination pour inventer des explications incompréhensibles et des mots qui ne signifient rien ? Vous me dites que la matière ne peut penser, mais connaissez-vous assez l'essence de la matière pour me dire quelles sont les propriétés qu'elle peut avoir de celles qu'elle ne saurait avoir ? »

Avec sa défiance de la métaphysique, Grimm est bien près de ce

que nous appelons aujourd'hui le positivisme. Il croit au fait comme à la donnée première et dernière hors de laquelle on ne peut faire un pas, et dont il est vain par conséquent de chercher l'explication. Il se refuse à appliquer à la nature nos mesures de grandeur et de petitesse, de dignité et de bassesse, de bien et de mal. Le monde n'a point d'autres lois que celles qu'il tire de sa constitution même. Ce qui est n'a pas à se justifier, il est, cela lui suffit et doit nous suffire. Tel est le sentiment constant de Grimm, et une vue qu'il trouva un jour l'occasion d'exprimer tout à son aise. C'était au sujet de la catastrophe qui fit une si vive impression sur le XVIII<sup>e</sup> siècle et qui produisit *Candide*. Une fois piqué au jeu par ce qui lui semblait les atroces caprices de la Providence, Voltaire avait attaqué l'optimisme en vers comme en prose, et c'est sur son poème de *Lisbonne* que Grimm le prend à partie. Il n'admet pas qu'avec Leibniz et Pope on dise : Tout est bien, mais il n'admet pas davantage qu'on appelle mal la destruction de quelques milliers de personnes. Un mal, et pourquoi cela ? « Quel est votre orgueil de vous compter pour quelque chose dans l'immensité et d'attaquer l'ordre général sur l'anéantissement de quelques êtres auxquels vous vous intéressez par un retour involontaire sur vous et sur votre faiblesse, parce que vous êtes de leur espèce, ou parce qu'ayant une vie et le sentiment de votre existence comme eux, vous vous sentez exposé aux mêmes dangers ? Il y a du bonheur et du malheur, mais le bien et le mal sont deux mots vides de sens pour le vrai philosophe. Tout ce qui est doit être par cela même que cela est. »

A cette conception de la nature se rattachent des vues que l'on rencontre également chez Diderot, une sorte de darwinisme avant Darwin. Le monde a-t-il proprement commencé ? Savons-nous les formes par lesquelles il a passé et passera encore ? Qui peut assurer qu'il n'y a pas autant d'espèces perdues qu'il en existe actuellement ? La destruction des uns sert à la naissance et à la conservation des autres. La guerre est un fait de nature, et le loup obéit aussi bien à ses lois en déchirant sa proie qu'en nourrissant et défendant ses petits. Tout est si bien force et droit du plus fort sur la terre que, si les hommes se sont réunis en société, c'est pour se tenir réciproquement en échec.

Le déterminisme moral de Grimm appartient au même ordre d'idées. Nos perceptions, selon lui, ne sont ni volontaires ni libres, et nos actions ne le sont pas davantage. Notre conduite est toujours le résultat de modifications de notre être amenées elles-mêmes par les circonstances. Mais, et c'est ici une notion favorite de l'écrivain, loin d'être contraire à la morale, la croyance à la

fatalité est le fondement de toutes les vertus civiles comme de tout l'ordre humain. « Affranchissez, dit-il, un seul homme sur la terre des liens de la fatalité, enlevez-le à la main invisible du sort, dissipez autour de lui les ténèbres de l'incertitude, et par ce seul acte vous l'aurez rendu le plus injuste, le plus immodéré, le plus exécrationnable de tous les hommes. »

Nous ne demanderons pas plus à Grimm qu'à aucun autre d'être toujours d'accord avec lui-même. Il lui arrive, comme à tout le monde, de donner à de simples impressions une forme plus générale, plus affirmative qu'il ne faudrait, quitte à en faire autant une autre fois pour des impressions contraires. Il est des jours, par exemple, où il ne veut pas entendre parler de progrès. Le genre humain lui semble rester toujours le même, « ni meilleur ni plus pervers, malgré le changement perpétuel de ses vices et de ses vertus. » Tout est évolution ou révolution, et « les plus beaux siècles sont précisément le germe des siècles de décadence. » — « Qui osera résoudre ce problème? écrit-il ailleurs. Lorsqu'on voit d'un côté l'influence de la liaison politique et mutuelle de tous les peuples, la prompt communication des lumières d'une extrémité de l'Europe à l'autre, le mouvement prodigieux porté dans toutes les parties par l'industrie et le commerce, l'établissement des postes et de l'imprimerie, on est tenté de croire que les progrès de la raison ne finiront plus qu'avec notre planète, et que le genre humain, à mesure qu'il vieillira, deviendra de plus en plus éclairé, sage et heureux. Quand on considère, en revanche, combien les bons esprits sont rares, combien il y a de têtes absurdes; quand on pense que la multitude se paie toujours de mots, que ceux qui parlent le même langage, qui emploient les mêmes expressions, n'ont quelquefois pas une notion commune entre eux, alors on commence à douter que la raison et la vérité soient faites pour l'homme. » Cependant, ces doutes ne sont pas constans, et il est d'autres jours, nous l'avons dit, où sa mauvaise humeur habituelle contre le siècle fait place à un sentiment de confiance. Grimm, dans ces rares momens d'optimisme, ne craindra pas d'avancer que nous valons mieux que nos pères et que nos neveux vaudront mieux que nous. Les esprits, en France, lui paraissent devenus plus sérieux, plus portés aux choses utiles; l'Europe tout entière s'acheminie vers une époque où les droits de l'humanité seront mieux connus et reposeront sur leur propre force.

Parmi les progrès que la société lui semblait sur le point d'accomplir, Grimm rangeait une révolution qui devait avoir sur toutes les précédentes l'avantage de ne pas coûter de sang. Il était frappé d'une « lassitude » générale du christianisme qui se manifestait de

toutes parts et qui lui semblait présager l'avènement du règne de la tolérance. « A moins, dit-il, — et l'on remarquera cette réserve, — qu'il n'arrive quelque grande catastrophe physique ou morale, qui dérouté ou dérange la pente générale des esprits, on peut prédire, sans risquer son caractère de prophète,

Que dans l'Europe enfin l'heureux voltairianisme  
De tout esprit bien fait sera le catéchisme. »

Grimm, on le voit, partage, au sujet de la religion, les opinions extrêmes des encyclopédistes. Chez lui comme chez eux, l'horreur du fanatisme a produit un fanatisme à rebours. Il confond tout dans son aversion, les institutions et leurs abus. Il estime les vertus chrétiennes trop sublimes (lisez : trop extravagantes) pour s'accorder avec les devoirs civiques. L'esprit de l'évangile, d'après lui, n'a jamais pu s'allier avec les principes d'un bon gouvernement; et si les nations modernes ont dégénéré de la grandeur qui caractérise les peuples anciens, la faute en est à l'établissement du christianisme en Europe. Que voulez-vous, écrira-t-il, que produise une doctrine d'enthousiasme sur les hommes dont le plus grand nombre est déjà porté à l'absurde? Il n'est pas jusqu'à la charité religieuse que notre philosophe ne maudisse lorsqu'il voit ce que sont devenues ses œuvres les plus vantées. « Ce que je sais, dit-il, c'est que, si j'avais la police d'un état à conserver, tous les hôpitaux seraient démolis, au risque de laisser mourir dans les rues ceux qui n'auraient su se ménager un asile pour leur vieillesse. » Ici encore, toutefois, c'est Grimm lui-même qui mettra le correctif à des opinions excessives. Il a, dans une autre occasion, sur le christianisme primitif, une page qui témoigne d'une véritable impartialité historique; on croit y surprendre comme un souvenir de Leipzig et des leçons d'Ernesti. Il arrive à Grimm, comme à Diderot, de se prendre d'impatience contre les extravagances du parti. Diderot, en lisant l'écrit posthume d'Helvétius *sur l'Homme*, n'avait pu s'empêcher de le cribler de ses critiques, de ses sarcasmes même, sans s'apercevoir que plus d'un trait retombait sur ses propres doctrines; Grimm éprouve également le besoin de protester lorsqu'il lui tombe entre les mains quelque une des lourdes productions de la coterie, oubliant alors que cette coterie est la sienne et ne se doutant pas que l'écrivain qui lui remue ainsi la bile est l'un de ses meilleurs amis. Il vient de lire le *Système social* du cher baron, et il n'y tient plus; la pédanterie de ces déclamations, la déraison de ces novateurs lui donnent des nausées. « L'auteur est certainement un très honnête homme, embrasé de zèle pour le bien, haïssant le mal et le vice de

tout son cœur; il n'y a que des prêtres qui pourraient mettre en doute la pureté de ses intentions; mais, au fond, tout cela n'est que du bavardage. Il faudrait mieux connaître, mieux approfondir le génie de l'homme quand on veut écrire sur ces matières. Les capucinades sur la vertu, et il y en a beaucoup dans le *Système social*, ne sont pas plus efficaces que les capucinades sur la pénitence et la macération. Incessamment nous aurons des capucins athées comme des capucins chrétiens, et ces capucins athées choisiront l'auteur du *Système social* pour leur père gardien. Il nous faudrait aujourd'hui des têtes neuves ou des gens qui voulussent garder le silence. La vie est si courte pour la passer avec des bavards! »

Pourquoi faut-il que le même écrivain qui s'exprime si sensément se soit donné le ridicule de tracer le programme d'une religion nouvelle, ou, pour mieux dire, d'une société future dans laquelle la religion serait remplacée par « le respect de soi-même? » Il ne devait rien manquer à cette église de l'avenir, pas même les cérémonies, car les hommes ont besoin de solennités, voire d'enthousiasme, peut-être même de superstition. Seulement, ces solennités « consisteraient dans des hommages rendus à la vertu, dans la démonstration de respect pour l'homme de bien, dans la joie pure et auguste sur la sainteté des mœurs publiques. » Il est curieux de voir le philosophisme préluder au culte de la raison! Grimm, pour sa part, y met tant de candeur qu'il a pensé aux enfans et esquissé à leur usage un catéchisme de l'humanité. Ce catéchisme a quinze articles, formulés en résolutions et en exclamations. L'Être suprême n'en est pas tout à fait absent. « O toi, qui règles ma destinée, lisons-nous aux dernières lignes, donne-moi beaucoup de devoirs à remplir afin que mon cœur ait beaucoup de sujets de satisfaction! »

La *Correspondance* de Grimm excluait la politique au sens où nous l'entendons aujourd'hui; on n'y trouvera point de commentaires sur les événemens publics. Il faut qu'ils deviennent bien graves et les préoccupations bien fortes, — au début de la guerre de sept ans, par exemple, — pour que l'écrivain en parle dans ses feuilles, et encore n'est-ce qu'en passant. Dans une autre acception du mot, comme théorie du gouvernement et matière administrative, la politique revient souvent, au contraire, sous la plume de Grimm. N'était-ce pas le thème de prédilection du XVIII<sup>e</sup> siècle, le sujet d'une foule de livres et de brochures? Grimm nous montre dans toute son activité le besoin fiévreux d'innovations qui aboutit à la révolution, le travail de critique qui s'attaquait à toutes les institutions, qui voulait simplifier les lois et l'administration de la

justice, qui s'efforçait d'introduire la raison dans l'éducation et l'humanité dans l'assistance publique et dans la pénalité. Il est, en général, du parti des novateurs. Il accueille les idées de Beccaria, qu'il garantit « un des meilleurs esprits qu'il y ait en Europe. » Il réclame l'état civil pour les protestans. L'horreur du fanatisme suffirait pour expliquer l'initiative qu'il prit d'une souscription en faveur de la famille Calas, et l'indignation que lui fit éprouver le supplice de La Barre, mais Grimm va fort au-delà de la liberté de conscience puisqu'il pose en principe l'incompétence de l'état en matière de foi. « La religion, selon lui, est chose absolument indifférente pour le gouvernement. » Et encore : « Aussi longtemps qu'on se bornera à ne point décider dans les querelles de religion, on ne fera que la moitié de ce qu'il faut faire. Il faut encore la liberté plénière de déraisonner tout à son aise. »

On assiste, dans la *Correspondance*, à la naissance de l'économie politique ; à mesure qu'on avance, les questions de cet ordre, population, agriculture, commerce des grains, industrie, impôts, marine, prennent plus de place. « Ce sujet devient tous les jours plus intéressant, écrit Grimm dès 1755. » En 1757 paraît *l'Ami des hommes* de Mirabeau ; le critique lui consacre cinq ou six lettres, ne se lassant pas de reprendre en sous-œuvre, les unes après les autres, les diverses discussions soulevées par le marquis. Sans préjugé aveugle contre les réformes, mais sans épouser non plus toutes les idées des nouveaux apôtres, et avec ceux-là mêmes dont il partage les vues conservant la liberté de son jugement. Tout en se prononçant pour la liberté et contre les privilèges, tout en demandant que l'état ne se mêle point du commerce de ses sujets, il reste en défiance à l'égard des systèmes. Le vieux Quesnay lui est suspect avec ses allures de chef de secte. Ce Mercier de La Rivière, que Diderot avait si follement vanté à Catherine, n'est, au jugement de Grimm, qu'un homme ivre d'eau. La description des « mardis » de Mirabeau est plaisante. « On commence d'abord par bien dîner ; ensuite on laboure, on bêche, on pioche, on défriche, et on ne laisse pas dans toute la France un pouce de terrain sans valeur ; et quand on a bien labouré ainsi pendant toute une journée, dans un bon salon bien frais en été ou au coin d'un bon feu en hiver, on se sépare le soir bien content et avec la bonne conscience d'avoir rendu le royaume plus florissant. » Et après quelques pages d'un vigoureux bon sens sur les ridicules de la nouvelle église : « En général, le mardi rural, dans sa constitution actuelle, me paraît être dans cet état mitoyen de pauvreté d'esprit, d'idées brouillées, de lueurs, d'abandon, de présomption, de confiance, où étaient les apôtres en attendant le Paraclet après l'ascension de leur patron.

Pénétré de cet état de viduité, je m'humilie devant le souverain distributeur de toute lumière, et le prie avec ferveur de répandre son esprit d'entendement sur ces bons laboureurs, et de leur ôter l'esprit d'exagération et l'abondance des mots vides de sens, afin qu'ils apprennent à parler et à écrire intelligiblement, à savoir ce qu'ils disent, à fuir l'emphase ténébreuse servant de passeport aux lieux-communs, à labourer, bêcher, piocher, défricher, fumer, engraisser, dégraisser, dessécher, arroser, améliorer, féconder, fertiliser tous les champs de la terre dans toute sa circonférence, de l'extrémité d'un pôle à l'autre, avec un peu plus de profit pour l'utilité commune et un peu plus d'avantage pour leur propre récolte. *Amen.* »

La tendance essentielle chez Grimm n'est point douteuse. Il porte dans la politique à la fois son esprit critique et son sens rassis. Les abstractions des théoriciens lui sont aussi antipathiques que les déclamations des frondeurs. Il ne croit ni au contrat social, ni au droit monarchique. Celui-ci, « je ne sais quelle émanation divine dont on n'a jamais vu ni patentes ni diplôme; » celui-là, une idée métaphysique dont « on n'a jamais trouvé trace dans l'histoire de l'homme. » Grimm en politique est un réaliste, croyant au fait plus qu'au droit, et estimant que les lois de l'histoire tiennent de fort près à celles de la nature. « Celui, dit-il, qui regarderait le temps qu'il fit le jour de l'assassinat de César comme une circonstance indifférente à l'événement ne connaîtrait pas la marche de la nature. » — « Voulez-vous savoir ce que c'est qu'une loi naturelle, écrit-il ailleurs, en voici une : Tu ne mettras pas ton doigt dans la mèche d'une chandelle allumée. Et savez-vous pourquoi c'est là une loi naturelle ? C'est que s'il vous prend fantaisie d'y manquer, vous vous brûlerez le doigt et que cela vous fera mal, et que vous n'aimez pas le mal. » Ce n'est pas sans une certaine brutalité que notre écrivain va jusqu'au bout de sa pensée en ces matières. « Je n'entends parler dans les écoles que de principes et de droit; j'ouvre l'histoire et n'y trouve que pouvoir et fait. Ne vaudrait-il pas mieux partir du principe simple qu'à la vérité tout est force dans la morale comme en physique, que le plus fort a toujours droit sur le plus faible, mais que, tout calcul fait, le plus fort est celui qui est le plus juste, le plus modéré, le plus vertueux? » Et, enfin, dans une page qui résume toute la doctrine sociale de Grimm : « Voulez-vous à présent que je vous dise ce que je pense ? Ne soyons pas enfans, et n'ayons pas peur des mots. C'est que, de fait, il n'y a pas d'autre droit dans le monde que le droit du plus fort ; c'est que, puisqu'il faut le dire, il est le seul légitime. Le monde moral est un composé de force



comme le monde physique : ne vouloir pas que le plus fort soit le maître, c'est à peu près aussi raisonnable que de ne vouloir pas qu'une pierre de cent livres pesant pèse plus qu'une pierre de vingt livres. C'est la science du calcul et des différentes forces qui fait les véritables élémens du droit naturel et du droit des gens. Que ce soit par la force des armes, ou par celle de la persuasion, ou par celle de l'autorité paternelle, que les hommes aient été subjugués dans le commencement, cela est égal ; le fait est qu'ils n'ont pu éviter d'être gouvernés, et qu'ils le seront toujours ; qu'un homme seul ne peut rien contre la masse, et qu'il faut, quelque hypothèse que vous supposiez, qu'il souffre la pression de cette masse ; que l'état des sociétés est un état forcé dont l'action et la réaction sont continuelles, et qu'il est aussi absurde de vouloir assurer aux empires une tranquillité permanente qui consisterait dans la cessation de la réaction, que de certifier à un homme qu'il ne recevra jamais de dommage injuste de la masse générale, ou qu'il peut transiger à volonté avec elle. »

Quand on a l'esprit aussi libre en politique, on est bien près d'être indifférent en ce qui concerne les formes de gouvernement. Il n'en est point de parfaite, pense Grimm, et il est vain d'en chercher une qui convienne à tous les peuples, la meilleure étant pour chacun celle qui va le mieux à son génie. « Celui qui conseillerait aux Turcs de changer leur manière de se gouverner contre un gouvernement républicain ou même monarchique proposerait une chose absurde. » Au fond, et il ne s'en cache guère, les préférences de Grimm sont pour un despotisme éclairé. Les hommes, dira-t-il dans ses momens de désillusionnement, ne sont pas plus faits pour la liberté que pour la vérité, bien qu'ils aient sans cesse ces deux mots à la bouche ; l'élite seule du genre humain en est capable. Après quoi, et ne voulant pas se montrer plus crédule dans un sens que dans l'autre, Grimm reconnaîtra qu'on sommeille facilement sur le trône, que les Titus et les Antonin sont rares, et que le despotisme amène les révolutions.

Si le droit se confond avec le fait et si le pouvoir le plus légitime est celui qui est le mieux exercé, combien ne serait-il pas nécessaire de mieux élever les fils des rois ! Cet excellent Grimm, qui, nous l'avons vu, avec son esprit aiguïlé, n'en a pas moins des côtés de naïveté, a rédigé un projet d'éducation pour le trône. Nous connaissons son catéchisme social à l'usage de l'enfance ; il en a composé un dans le même style à l'usage des princes. L'apprenti souverain y est instruit à former toute espèce de bonnes résolutions. « Que je suis effrayé de ma vocation ! s'écrie-t-il ; je ne suis qu'un faible mortel et j'ai à remplir les devoirs d'un dieu. » Il s'adresse à ceux qu'il gouvernera un jour : « O vous, mes sujets moins que

mes enfans, leur dit-il, soyez tous bons afin que je puisse vous aimer tous et que nous puissions être tous heureux. » On enseigne du reste aussi à ce prince les saines colères : « Le prêtre cruel et atrabilaire, lui fait-on dire, dont le Dieu demande le sang de mon peuple ne sera point mon sujet ; je le chasserai loin de ma vue, car il n'est pas digne de vivre parmi ceux qui sont heureux. »

On est toujours de son temps par quelque côté, mais n'est-il pas vrai que Grimm nous paraissait devoir être le dernier à tomber dans les solennelles niaiseries de son siècle ?

Si la politique et la philosophie trouvent place dans la *Correspondance*, c'est de la littérature et des arts que Grimm entretient surtout ses lecteurs. Pour les arts, sauf la musique, il ne paraît pas avoir de compétence particulière. Les comptes-rendus qu'il donnait des *Salons* avant d'en charger Diderot, sont insignifiants. Il parle de la peinture comme de l'architecture, comme de la danse (sur laquelle il a une longue dissertation), avec son sens accoutumé, voilà tout. Mais, bien que manquant du tempérament de l'artiste, il avait de l'art une notion élevée. C'est la poésie, juge-t-il, qui fait le mérite de l'œuvre pittoresque, et de celle qui est empruntée à la vie réelle aussi bien que de celle qui représente une scène héroïque. Il y a un élément d'imagination dans un tableau de Teniers ou de Van Ostade, dans une paysannerie de Sedaine. Le charme, dans les arts, vient toujours d'une secrète communication d'idées tantôt sublimes, tantôt délicates et fines.

Grimm aurait applaudi à cette définition égarée dans un roman de Jean-Paul et qui veut qu'un ouvrage ait le caractère de la nécessité. Une lettre de Diderot nous fait assister à une discussion qu'il eut avec son ami sur la méthode. Grimm la détestait ; il n'y voyait que pédanterie : « Ceux qui ne savent qu'arranger, soutenait-il, feraient aussi bien de rester en repos ; ceux qui ne peuvent être instruits que par des choses arrangées feraient tout aussi bien de rester ignorans. » Il n'excluait pas précisément la critique, on le comprend, puisqu'il en faisait lui-même son métier, mais il ne permettait pas qu'elle se crût capable de former des artistes. L'artiste est l'ouvrage de la nature et il faut que la nature agisse en lui, il faut qu'un pouvoir inconnu le presse, qu'un feu l'embrase, qu'un démon l'agite. Le poète doit être comme le jeune homme qu'une sève de puberté jette dans un trouble inconnu.

Laissons de côté ce qui, dans ces idées, ne concerne évidemment que des genres déterminés de poésie, et il nous restera le sentiment fondamental de Grimm : le besoin du vrai et du naturel, un goût pour la force, même désordonnée. Que le génie soit inculte, il n'y voit pas grand mal ; sa crainte est plutôt que la lecture, c'est-

à-dire les idées des autres, n'enlève à l'homme supérieur « l'originalité, et, pour ainsi dire, la virginité. » Plus un peuple est policé, selon lui, moins il est poétique et pittoresque. Grimm ne se lasse pas de vanter Homère et les tragiques grecs ; il reproche à Voltaire de ne pas les sentir. Mais qui les lit ? Qui, en France, est en état de les comprendre ? « Nous sommes ici un petit troupeau de vrais croyans, reconnaissant Homère, Eschyle et Sophocle pour la loi et les prophètes, nous enivrant des dons du génie partout où il se trouve, sans acception de langue ni de nation. » Et, en effet, le voilà qui salue, dès sa première apparition, cet Ossian qui va exercer une si singulière séduction sur la fin du siècle et sur le commencement du suivant : « Cela est beau, dit-il, comme Homère ! » C'était pour le coup aller un peu loin, mais Grimm avait été séduit par l'attrait de la sauvagerie.

En regard des qualités qui font de Grimm l'un des maîtres de la critique littéraire, il n'y a guère à noter que les défauts qui sont le revers de ses mérites. La solidité, par exemple, n'entraîne-t-elle pas le plus souvent un peu de pesanteur ? Notre chroniqueur n'a pas proprement d'esprit (l'esprit français, du moins) ; peu de vivacité et d'agrément ; la plaisanterie volontiers massive. J'ajoute que les jugemens de Grimm ne sont pas tous sans appel. L'humeur, la prévention, y ont quelquefois part. Il est des passages où il s'est décidé, inexplicablement fourvoyé, l'éloge extraordinaire, par exemple, qu'il fait de *la Conquête de Naples* d'un certain Gudin de La Brunellerie, une épopée badine qu'il est tenté de comparer à l'Arioste. Et que dire d'Anquetil-Duperron, ce noble pionnier de la science, traité de voyageur indigne de confiance et d'écrivain frivole ? De pareilles appréciations font tache dans la *Correspondance* et nuiraient singulièrement à l'autorité de l'auteur s'il fallait y voir autre chose que la légèreté de l'homme distrait ou pressé.

Là même où le jugement de Grimm ne manque pas d'équité, l'expression risque de manquer de justesse, ou du moins de finesse. Je n'aime pas l'entendre dire que le livre des *Maximes* est faux quant à la forme et pernicieux quant à l'esprit : c'est de la critique de convention. Je ne voudrais rien rabattre de son enthousiasme pour Montaigne ni pour Molière, mais ce n'est pas rencontrer le mot propre que d'en faire des sublimes. J'en dis autant de Voltaire vanté pour son coloris ! Montaigne, Molière et La Fontaine, dont Grimm ne voudrait pas retrancher une ligne, sont, du reste, les seuls de nos classiques qu'il admire sans réserve. Les beautés de Corneille, à ses yeux, sont « cachées et éparses dans un fumier immense. » Racine a beau être appelé immortel et divin, notre Teuton m'a tout l'air de ne le louer que du bout des lèvres : « C'est un beau défaut, écrit-il, d'être toujours élégant,

mais c'est un défaut. » Il ne rencontre qu'une fois le nom de Bossuet, et avec quel dédain ne l'écarte-t-il pas ! Un homme à citer, il le reconnaît, parmi les écrivains qui ont illustré le règne de Louis XIV, mais une gloire qui ne vivra pas ; de la controverse, des sermons et des oraisons funèbres, l'histoire rapidement tracée d'un peuple barbare et malpropre tel que les juifs, on ne va pas à la postérité avec cela. Si Cicéron ne nous avait laissé que de pareils monumens de son génie, qui diable se soucierait aujourd'hui de le lire ?

Les jugemens de Grimm sur son propre siècle offrent également une sagacité mêlée de gaucherie, et parfois même en défaut. Fontenelle est médiocrement caractérisé : « un homme célèbre à qui il ne manquait, pour être grand, qu'une imagination plus vive, échauffée par un cœur sensible. » Grimm avait d'abord été assez touché de l'éloquence de Thomas ; sous une manière trop abondante, trop fastueuse, il avait cru découvrir des qualités de premier ordre. Il est vrai qu'alors même, dans un remarquable passage, il signalait le vice et le vide de ces talens académiques. Il leur manque, selon lui, la connaissance des hommes et des affaires. « C'est cette connaissance qui mûrit l'esprit, qui lui donne cette gravité des anciens inconnue parmi nous, qui le dégoûte de l'abondance fastidieuse de mots qui ne signifient rien, et qui ôte à l'orateur je ne sais quel enfantillage dont les enfans qui l'écoutent sont épris, mais qui déplaît aux hommes de sens et d'un goût véritable. » On remarquera que l'auteur de la *Correspondance* est constamment rigoureux pour Crébillon fils, qu'il préfère M<sup>me</sup> Riccoboni à Marivaux, qu'il ne laisse à Duclos que « de petites tournures et de petites finesses. »

Devant le vrai mérite, au total, Grimm prend rarement le change. Les Mémoires de M<sup>me</sup> de Staal l'ont à bon droit enchanté ; à part la prose de Voltaire, il n'en connaît pas de plus agréable que celle de cette femme. Avec Sedaine également, aucune hésitation. Il y avait dans ce talent naïf, un peu rude, quelque chose qui devait plaire à un esprit novateur. Grimm ne craint pas d'avancer que, si Sedaine eût su écrire, il aurait fait revivre la comédie de Molière. Rapprochement plus inattendu encore, le génie de Sedaine lui paraît analogue à celui de Shakspeare. C'était du reste aussi l'avis de Diderot, qui, plus exubérant encore que son ami, et parlant du *Philosophe sans le savoir*, s'écriait : « Malheur à ceux qui n'en seront pas fous ! » Sedaine reste un chapitre de notre histoire littéraire à écrire ; Sainte-Beuve, qui a tout su, tout vu, tout dit, a oublié celui-là.

On assiste, dans la *Correspondance*, à l'éclosion d'une foule de réputations, débuts qui n'ont pas toujours tenu ce qu'ils promettaient, succès terriblement oubliés aujourd'hui : Dorat, Colardeau,

Léonard, Saint-Lambert. Ce dernier est du cercle des amis : Grimm se borne à lui reprocher sa sécheresse. Léonard est plus rudement mené : « On dit qu'il est jeune et qu'il doit être encouragé ; moi, au contraire, je trouve qu'il mérite d'être découragé. » Dorat était fécond, aussi son nom revient-il souvent : « C'est un ramage plein de grâce que la poésie de M. Dorat, mais cet aimable serin n'a pas une idée dans son petit cercelet. » On sera plus surpris de voir que ni Ducis, ni Beaumarchais ne trouvent faveur. Il est vrai qu'ils en étaient encore à leurs premiers ouvrages. Ducis débute, avec *Amélie*, par « une chute des plus rudes et des plus éclatantes ; » il se relèvera plus tard un peu avec *Hamlet* et *Roméo* ; mais en résumé il n'a, au jugement de Grimm, ni génie, ni jugement, ni rien qu'une chaleur factice. Sur Beaumarchais, le critique se refuse à ratifier les arrêts du public. Sifflée à la première représentation, *Eugénie* avait réussi à la seconde, mais la *Correspondance* reste hostile, et, après *les Deux Amis*, elle déclare que l'auteur est dépourvu de talent, n'entend pas le théâtre, n'a pas l'ombre de naturel et ne sait point écrire. La Harpe, au contraire, finit par triompher des résistances. Grimm, malgré l'éclat du succès, s'était refusé à ratifier la vogue de *Warwick* : « On dirait, écrit-il, le coup d'essai d'un jeune homme de soixante ans. Je meurs de peur que M. de La Harpe ne reste toute sa vie froid et sage. » Sept ans après, au contraire, il est gagné par *Mélanie*, qu'il place immédiatement après les pièces de Voltaire ; « depuis cet homme immortel, dit-il, on n'a pas vu sur notre théâtre de vers de cette beauté. » De tous ces débutans, c'est Delille qui s'en tire le mieux. L'obscur professeur du collège de La Marche est d'emblée salué maître ; sa traduction des *Géorgiques*, au jugement de Grimm, est un travail prodigieux ; il n'y a rien dans la langue qui puisse lui être comparé, et l'Académie française fera bien de tenir sa première place vacante en réserve pour l'auteur de ce chef-d'œuvre.

Grâce à ses nombreux ouvrages de toutes sortes, Marmontel se rencontre souvent sur le chemin de la *Correspondance*. Il côtoyait trop, d'ailleurs, le mouvement philosophique, il tenait de trop près aux coteries littéraires, pour qu'on le dédaignât tout à fait. Grimm en reste avec lui à la froideur. C'est un homme d'esprit, nous dit-il, un homme de talent, mais qui manque de sentiment, de goût et de délicatesse ; un homme de bois, qui a vécu avec des philosophes, des enthousiastes de belle poésie et qui a appris à parler leur langage ; ses qualités ont un air factice. « Bélisaire n'est qu'un vieux radoteur, débitant des lieux-communs méthodiquement et sans mesure, bavard à l'excès, reprenant chaque jour bien exactement et bien ennuyusement la conversation où il l'avait laissée la veille.

Son ton est bourgeois, sa petite morale est lourde et triviale, sa monotonie est capable d'endormir l'homme le plus éveillé... Il me paraît manquer absolument de sentiment et d'élévation, deux qualités sans lesquelles je ne puis imaginer une bonne morale. »

Dans le portrait de d'Alembert, une sévérité qui étonnerait si l'on ne se rappelait le refroidissement du géomètre avec Diderot au sujet de l'*Encyclopédie*. Un très bon esprit, lisons-nous, et qui a un air de hardiesse, remplaçant par des raisonnemens et des règles didactiques le tact qui lui fait défaut dans les matières de goût. « Vous ne trouverez rien chez lui qui vous élève, qui vous touche, qui vous embrase. Il a peu d'idées, peu de vues, peu de profondeur de tête. Son style n'a point de caractère. S'il faut absolument assigner un rang à chaque auteur, je mettrais M. d'Alembert à côté de M. de Maupertuis. Sous un coloris chamarré, on trouve un composé de petites vues fausses auxquelles il a su donner un air philosophique. »

Le meilleur moyen de mettre à l'épreuve l'intégrité littéraire de Grimm est de voir comment il parle de ses amis et de ses ennemis, de Diderot, par exemple, et de Rousseau. De Rousseau surtout, car, pour Diderot, l'amitié qui unissait le critique et le philosophe emportait évidemment beaucoup de favorable prévention. Il n'est pas aisé, cependant, de comprendre l'attrait que ces deux hommes éprouvaient l'un pour l'autre. Les différences de nature allaient, en effet, jusqu'au contraste : l'un, de première impulsion, bouillant, brouillon, brillant, volcan en éruption permanente, flamme et fumeuses vapeurs ; l'autre, au contraire, éminemment réfléchi, maître de lui-même, d'une exigeante raison. Peut-être chacun trouvait-il chez l'autre ce qu'il prisait d'autant plus qu'il en manquait lui-même, Grimm reconnaissant les vues de génie qui se faisaient jour dans les divagations de son ami, et Diderot comprenant le poids des objections qu'un scepticisme raisonné opposait à ses écarts d'imagination. Cette explication paraît, dans tous les cas, plus plausible que celle qu'on va répétant depuis Sainte-Beuve, et d'après laquelle Grimm, le plus Français des Allemands, et Diderot, le plus Allemand des Français, se rencontraient à mi-chemin. Antithèse agréable, mais qui boite des deux côtés à la fois, car je ne vois vraiment ni ce qu'il y a de bien français dans le rédacteur de la *Correspondance*, ni ce qu'il y a de spécifiquement germanique dans l'auteur du *Neveu de Rameau*.

Est-il certain, au surplus, que Grimm ait surfait Diderot et que, dans le secret de sa pensée, il ne l'ait pas jugé plus posément que dans une *Correspondance* écrite, pour ainsi dire, à côté de lui ? Je sais bien que Grimm n'a que des éloges pour le *Fils naturel*, qu'il ne trouve rien à reprendre dans le *Père de famille*, mais l'exa-

gération même, l'emphase de la louange, me mettent ici en défiance. On croit sentir que l'écrivain n'a pas toute sa liberté. Partout ailleurs, s'il parle de son ami avec admiration, il ne l'admire pourtant pas au hasard. L'éloge tombe au bon endroit. Grimm sait que Diderot ne brille ni par la discrétion et l'usage du monde, ni par la sûreté du jugement. « C'est l'homme, écrit-il, le moins capable de prévoir ce qu'il va faire ou ce qu'il va dire, mais, quoi qu'il dise, il crée et il surprend toujours. La force et la fougue de son imagination seraient quelquefois effrayantes si elles n'étaient tempérées par la douceur des mœurs d'un enfant et par une bonhomie qui donne un caractère singulier et rare à toutes ses autres qualités. » Et ailleurs, avec bien de la justesse, après avoir signalé ce qu'il appelle « le tour de tête » de son ami : « La qualité rare et peut-être unique de M. Diderot consiste à apercevoir des rapports entre les sujets les plus éloignés et à les rapprocher ainsi dans un clin d'œil. J'avoue que ce talent peut quelquefois mener à l'erreur comme à la découverte de la vérité; mais, jusque dans ses égaremens, il est en droit d'étonner et de séduire. »

Passons maintenant à la contre-épreuve et voyons comment Grimm s'exprime sur le compte d'un écrivain dont il avait eu personnellement à se plaindre, qui enveloppait dans d'injurieux soupçons tous ses anciens amis, et qui avait traité M<sup>me</sup> d'Épinay avec l'indignité que l'on sait. Grimm soutient honorablement l'épreuve à laquelle on met ici son impartialité. Sa brouille avec Jean-Jacques est de 1757, et Rousseau, dans les premiers volumes de la *Correspondance*, est naturellement encore le vertueux citoyen de Genève, à l'éloquence mâle et touchante. Toutefois, même à cette époque, rien d'absolument cordial; on sent que la manière outrée et sophistique du Genevois n'a jamais convenu au robuste sens commun de l'Allemand. Ces dissidences plus tard s'accusent, les réserves se font jour, mais Grimm est alors gardé par un autre sentiment, le soin de sa propre dignité. Et puis, ainsi qu'il le dit lui-même plus d'une fois dans ses lettres privées, il n'a jamais su haïr. Que s'il est amené à rappeler les événemens de la vie de Rousseau et ses anciennes relations avec lui, il le fait sans dénigrement ni récriminations. Depuis leur rupture, il l'affirme, Grimm ne s'est jamais permis de mal parler de la personne de Rousseau : « J'ai cru, dit-il, qu'on devait ce respect et cette pudeur à toute liaison rompue. » Voltaire, qui, à la vérité, n'était pas lié par les mêmes considérations, mais qui ne consultait jamais les convenances dans ses controverses, avait publié un pamphlet injurieux contre la *Nouvelle Héloïse*; Grimm ne cache pas le dégoût que lui inspirent ces « personnalités odieuses, » ces « malhonnêtetés. » La biographie qu'il donne de l'auteur de l'*Émile*, à l'occasion de la

publication de ce livre, est en somme d'une honorable équité. Il relève sans amertume les traits d'un caractère qu'il ne connaissait que trop bien, l'orgueil joint à la timidité, l'absence de simplicité, l'excès en tout. Pour ce qui est du talent, il reconnaît sans se faire prier le don d'éloquence, le style simple et mâle, l'art infini. Il y a de la rigueur, du parti-pris, si l'on veut, dans l'appréciation que voici, mais y a-t-il de l'injustice? « En général, on peut dire que le *Traité de l'éducation* est un recueil de choses vraies et fausses, de contradictions, de beautés grandes et sublimes et d'impertinences plates et inutiles, de choses touchantes et de choses arides, de systèmes extravagans et absurdes et de vues justes, de choses consolantes pour l'humanité et de satires et de calomnies contre le genre humain. Le grand défaut de M. Rousseau, c'est de manquer de naturel et de vérité; l'autre, plus grand encore, c'est d'être toujours de mauvaise foi... On admire son talent, mais on est fâché qu'il n'en puisse faire un meilleur usage. M. Rousseau a toujours raison quand les hommes ont tort, et toujours tort quand les hommes ont raison, car il cherche moins à dire la vérité qu'à dire autrement qu'on ne dit et à prescrire autrement qu'on ne fait. On s'est étonné de voir, à côté d'une idée pleine d'élévation et de charme, une platitude qui n'a pas le sens commun. »

Bien qu'il reconnaisse, et très sincèrement, la supériorité d'un Montesquieu ou d'un Buffon, ses habitudes d'esprit mettent Grimm en garde contre ces génies systématiques. L'auteur de l'*Histoire naturelle* sera prononcé une tête saine et sage; son style, on ne fera pas difficulté de le déclarer, « agrandi pour ainsi dire le lecteur; » mais, d'un autre côté, ses hypothèses indisposent un esprit défiant: « Philosophe peut-être peu profond, ainsi se résume l'arrêt; écrivain élevé et magnifique. » Pour Montesquieu de même. C'est un grand homme que Charles de Secondat, baron de Montesquieu; c'est la réunion du génie et de la vertu; il a mené une vie irréprochable et il a honoré l'humanité par des écrits admirables; mais pourquoi toujours chercher les causes des événemens dans les institutions des peuples et les formes de gouvernement? Pourquoi ne pas faire plus large la part des causes fortuites? Pourquoi déduire avec tant d'assurance et se montrer si sûr de son fait?

Il n'est pas aisé de résumer l'opinion de Grimm sur Voltaire. D'abord parce qu'il a eu continuellement à parler de cet écrivain pendant les vingt années qu'il a rédigé la *Correspondance*, de sorte que ses impressions ont pu et dû se modifier bien des fois. Ce n'est, en effet, que peu à peu, à force de tentatives nouvelles, en revenant sans cesse devant le public, en l'étonnant, en l'amusant, en l'intriguant à tout propos, en donnant dans une foule de productions la preuve de ses inépuisables ressources, c'est par la variété et



l'immensité de son œuvre que Voltaire arriva à la royauté littéraire de ses dernières années. Il y a cependant une autre cause de l'incertitude dans laquelle la *Correspondance littéraire* nous laisse sur le sentiment définitif de Grimm au sujet de Voltaire. Grimm n'a de parti pris ni pour ni contre un auteur qu'il connaissait personnellement très peu, qui vivait au loin et n'appartenait pas proprement au monde philosophique. Le critique se laisse donc tout bonnement aller à l'impression du moment, et s'abandonne tour à tour, selon l'occasion, à l'admiration et à l'humeur. Il loue en termes généraux, — et, de plus en plus, à mesure que le temps met l'aurole au front du personnage, — mais quand il en vient au fait et au prendre, quand il a devant lui la dernière tragédie, la dernière histoire, le dernier pamphlet arrivé de Ferney, il use du privilège d'une correspondance secrète et dit franchement ce qu'il en pense. Et, de fait, les deux hommes ne s'alliaient guère. Probe, instruit, sérieux, et resté étranger, nous l'avons vu, à quelques-unes des plus vives qualités de l'esprit français, Grimm ne pouvait éprouver une sympathie complète pour un écrivain qui se distinguait surtout par ses grâces indéfinissables, mais à qui manquaient le goût de l'antiquité, la force philosophique, et la droiture du caractère. Diderot, au fond, ne comprenait et ne goûtait pas plus Voltaire que ne faisait Grimm. Avec des exceptions, je le répète, avec des moments dans lesquels l'un et l'autre se laissaient gagner par l'admiration pour la variété des dons, pour l'œuvre totale si considérable, pour l'éclat des services rendus à la cause commune.

Nous voici avertis, et nous ne nous étonnerons plus de trouver sur presque tous les points l'alternative de l'enthousiasme et de l'aigreur; quelquefois là où l'on attendrait précisément tout l'opposé. La célèbre et charmante épître sur le lac de Genève, par exemple,

O maison d'Aristippe, ô jardins d'Epicure!

est traitée avec le dernier mépris. « C'est un de ces enfans contrefaits et sans ressource, que son père, s'il eût été Spartiate, aurait condamné dès sa naissance. » Il paraît, du reste, que tel fut le sentiment commun au premier moment, car Grimm nous assure, en son médiocre français, que la pièce « n'a encore trouvé aucun partisan contre la censure générale du public de Paris. » *Candide* n'est pas plus heureux. Il n'y a ni ordonnance, ni plan, ni... sagesse! « En revanche, beaucoup de choses de mauvais goût, d'autres de mauvais ton, des polissonneries et des ordures qui n'ont point ce voile de gaze qui les rend supportables. » Singulier jugement de la part d'un critique qui, dans *la Pucelle*, n'avait trouvé à reprendre que le manque d'invention! Son admiration, Grimm la

réserve pour le poème de *la Religion naturelle*. C'est de l'enthousiasme, c'est de l'attendrissement. Il lance « l'anathème contre celui dont les yeux ne se rempliraient pas de larmes à la lecture d'un ouvrage qui fait tant d'honneur à l'humanité. » Décidément, il y a du philistin dans ce tempérament-là !

Nous n'avons pas à rechercher ce que pense Grimm du théâtre de Voltaire, les principales tragédies de celui-ci étant antérieures à la *Correspondance*. Il ne marchande pas trop l'éloge à *l'Orphelin de la Chine* et à *Tancrède*, mais pour les autres pièces qui se succédaient chaque année, il ne dissimule pas la décadence croissante qu'elles trahissent. La fausseté du ton et de la couleur lui rendent *les Scythes* insupportables, *les Pélopidés* ne laissent pas même sentir la griffe du lion, et *les Lois de Minos* ne sont plus qu'un radotage.

Les ouvrages historiques de Voltaire sont, au commencement, traités avec peu de faveur. Le *Siècle de Louis XIV* est une ébauche légère qui laisse voir la hâte et le manque de soin. Les *Annales de l'empire* sont un ouvrage négligé et mal fait. *L'Histoire de Pierre le Grand* manque de caractère; « il semble que le crime dont l'écrivain s'est rendu coupable en déguisant la vérité par des réticences ait influé sur son propre esprit et lui ait rendu son travail insipide. » Grimm avait donc l'air de penser que Voltaire n'était point fait pour le genre historique, lorsqu'en 1756 parut, sous sa forme avouée et complète, *l'Essai sur les mœurs des nations*. Aussitôt changement subit et total; l'admiration ne connaît plus de bornes; on dirait un croyant parlant des livres saints. Voltaire aura la consolation d'avoir « édifié tous les gens de bien, réuni les suffrages de tous les cœurs sensibles, et, en mille endroits, fait venir les larmes aux yeux. » Toujours des larmes, on le voit; il faut que ces gens aient eu les voies lacrymales autrement faites que nous (1).

Grimm, à l'égard de Voltaire, est comme la postérité elle-même; il reste jusqu'au bout balancé, entre l'admiration et l'éloignement, sans qu'on puisse dire lequel finit par l'emporter. On ouvre la *Correspondance* et l'on trouve Voltaire représenté comme le plus bel esprit du siècle, le plus redoutable ennemi de la sottise, le premier homme de la nation, celui qui, dans un temps ingrat et stérile, soutient presque seul la réputation de la France en Europe; nous continuons et, dans les mêmes volumes, aux mêmes dates, nous voyons le même écrivain accusé de toutes les faiblesses, pour ne pas dire de

(1) Grimm, dans une lettre à la duchesse de Saxe-Gotha, se plaint d'avoir trouvé le *Traité sur la tolérance* de Voltaire trop amusant; « c'est là mon grand grief, écrit-il, je l'ai lu d'un oeil sec d'un bout à l'autre, et je ne pardonnerai jamais à un auteur de traiter ce sujet sans me faire fondre en larmes. »

toutes les infamies. « Le grand Tien ou patriarche de Ferney continue toujours à avoir un peu d'humeur contre son siècle ; deux sujets de crainte l'ont indisposé contre nous : il craint que les portes du *Système de la nature* ne prévalent contre le roc sur lequel il a fondé l'église de Ferney, et il craint que la tragédie en prose de Sedaine, si elle est jouée, ne fasse tort aux tragédies en vers. » Voltaire a été d'une mauvaise foi insigne dans ses attaques contre le théâtre anglais, et Grimm le lui prouvera. Il s'est rendu coupable de personnalités odieuses contre Rousseau. Il a justifié un arrêt inique du parlement, ménageant ce corps afin d'en être ménagé, portant la bassesse jusqu'à s'en faire le panégyriste, se montrant ainsi « atteint et convaincu d'une singulière lâcheté, d'une pusillanimité impardonnable. » — « Allez, monsieur de Voltaire, s'écrie l'auteur de la *Correspondance*, quoique nous soyons bien dégradés, c'est insulter à notre misère que de dire que de pareils arrêts sont consacrés par le public. »

On me pardonnera l'espèce de collection que j'ai présentée des sentimens de Grimm sur les hommes et les choses. La tâche s'imposait. Il était temps de faire sortir la figure de l'écrivain du demi-jour dans lequel on l'avait entrevue jusqu'ici, de savoir enfin et au juste ce qu'on devait penser de ce correspondant des cours de l'Europe. Seulement il n'en est pas de lui comme des auteurs qui ont fait des ouvrages suivis ; il faut, pour saisir sa physionomie, en rassembler les traits l'un après l'autre à travers les volumes de la *Correspondance*. Et il me semble, en effet, qu'au bout de l'analyse qu'on vient de lire, notre Franco-Allemand se montre assez bien avec son savoir, sa solidité et sa gaucherie ; avec la sûreté et aussi les caprices de son goût ; une tenue d'opinions passablement conservée au milieu de la succession inévitable des impressions ; de l'impartialité et quelques injustices, de la liberté et quelques préjugés, une étendue d'intelligence qui n'exclut pas des côtés d'étroitesse ; enfin, et comme note philosophique dominante, la résistance aux penchans dogmatiques du siècle, peu ou point d'illusions sur l'humanité dans un temps qui s'en faisait beaucoup. Et tel est l'homme, tel est l'écrivain : plus de solidité que de pureté ; à défaut de finesse le poids, à défaut de grâce ou d'éloquence quelque chose qui va au but. Que si l'on demandait ce qu'a été Grimm, en définitive, et ce qui fait que la *Correspondance* n'est pas une vieille gazette, mais une œuvre, et même une œuvre derrière laquelle on sent un homme, nous répondrions sans hésiter que c'est la fermeté de l'esprit, la sincérité du jugement, l'incorruptibilité de la raison, et, comme il arrive d'ordinaire à la droiture intellectuelle, un certain honnête bonheur d'expression.

---

LA

# RENAISSANCE ITALIENNE

ET LA

## PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE

---

LA THÉORIE DE JACOB BURCKHARDT.

---

*La Civilisation en Italie au temps de la Renaissance*, par Jacob Burckhardt, traduction de M. Schmitt. Paris, 1885; Plon et Nourrit.

Le titre du grand ouvrage de Jacob Burckhardt, — *die Cultur der Renaissance in Italien*, — ne me semble pas rendu rigoureusement par ces mots : *la Civilisation en Italie au temps de la renaissance*. Un récent traducteur du *Cicerone* de Burckhardt écrit simplement, dans sa préface : *la Culture de la renaissance*. Il demeure ainsi beaucoup plus fidèle à la pensée de l'auteur, qui répète souvent : « En Italie, la *culture* que révélaient les œuvres de la parole écrite a précédé *l'art*, qui est une partie considérable de la civilisation. Dans le Nord, au contraire, par exemple dans les Flandres, l'art apparaît longtemps avant la *culture*, les portraits de l'école de Van Eyck avant les descriptions des écrivains moralistes. » Mais il faut s'entendre sur cette expression, la *culture*, et ne point l'appliquer seulement au mouvement intellectuel de l'Italie vers l'anti-

quité et le paganisme littéraire. Le retour aux anciens s'appelle lui-même, en Allemagne et en France, *l'humanisme*. Burckhardt donne à l'humanisme, dans sa théorie de la renaissance, la place qui lui convient, mais il ne le considère que comme l'effet ou le signe de *culture*, de même que l'état social, les mœurs, la religion, la poésie, les arts. Le plus sûr moyen d'entendre ce titre est encore de lire le livre même, mais comme il mérite d'être lu. Ici, la curiosité d'un esprit cultivé ne suffirait point. L'étonnante diversité des questions traitées par Burckhardt peut faire d'abord illusion sur l'objet de l'ouvrage. A travers les six divisions qui le constituent, jetez au hasard les yeux sur quelques chapitres : *la Tyrannie au XV<sup>e</sup> siècle, la Papauté et ses Dangers, l'État italien et l'Individu, Rome, la Ville des ruines, Découverte de la beauté de la campagne, les Fêtes*, vous vous croyez en présence d'une série de tableaux historiques et d'analyses morales. En réalité, c'est une explication scientifique, un problème de psychologie historique que Burckhardt expose et résout. Il faut, pour ne point s'égarer dans la multiplicité des points de vue ou se laisser distraire par le charme d'une érudition immense, se rappeler à chaque page que l'on étudie un chapitre capital de la philosophie de l'histoire et s'orienter sans cesse sur la doctrine de l'auteur. On aperçoit vite ce qu'il s'est proposé de mettre en lumière. Il n'écrit ni l'histoire générale de la renaissance, ni celle de la littérature, ni celle des arts ; quant à celle-ci, il l'a entreprise dans un autre livre, dont une partie seulement, la classification et la description des monuments de l'architecture italienne, a paru (1). Il dégage de l'observation des faits la cause qui les a produits, la direction et les caractères qu'elle leur a imposés ; il nous fait saisir la loi d'un développement intellectuel, ou, si l'on veut, d'une civilisation qui a duré près de trois siècles et a renouvelé la civilisation de toute l'Europe. C'est à l'âme italienne qu'il demande le secret de la renaissance, et, par le mot de *culture*, il a voulu exprimer l'état intime de la conscience d'un peuple. Pour lui, tous les grands faits de cette histoire : la politique, l'érudition, l'art, la morale, le plaisir, la religion, la superstition, manifestent l'action de quelques forces vives, l'indépendance de l'esprit, le jeu constant du sens critique, l'élan de la passion, l'énergie de l'orgueil. Mais ces forces, bien coordon-

(1) Cet ouvrage a deux titres : *Geschichte der Renaissance in Italien*, et *Geschichte der neueren Baukunst*; Stuttgart, 1878. Il répond à un projet d'histoire complète de la renaissance, que faisaient attendre les lacunes volontaires de la *Culture* relativement aux lettres et aux arts de l'Italie. J'essaierai ici, très discrètement, de suppléer au silence ou aux indications trop sommaires du maître sur ces points.

nées, forment une harmonie où les convoitises du cœur acceptent la discipline de l'esprit, où les violences de l'instinct concourent à la maîtrise de la raison. Jamais l'homme n'a été plus libre en face du monde extérieur, de la société, de l'église; jamais il ne s'est possédé plus pleinement lui-même. Les Italiens ont appelé *virtù* cet achèvement de la personnalité. La *virtù* n'a, il est vrai, rien de commun avec la vertu. Les *virtuose*s mènent le cœur de cette civilisation. Pour Burckhardt, le réveil de l'âme personnelle, le sentiment que l'individu a repris de sa valeur propre, sont non-seulement le trait distinctif de la renaissance italienne, mais la cause profonde de cette renaissance.

Il fallait indiquer tout d'abord l'idée supérieure qui vivifie l'œuvre de l'illustre professeur de Bâle. Le livre est de premier ordre : il est comme le bréviaire historique de quiconque écrit ou parle sur la civilisation italienne durant la période que limitent, d'une part, le temps de Pétrarque, de l'autre, le concile de Trente. Toutefois, pour le bien posséder, on doit y revenir souvent et se former à la logique et à la méthode du maître. On doit aussi, par la réflexion, élucider plusieurs questions graves que Burckhardt considère comme résolues déjà, et sur lesquelles il n'a donné que de trop rapides aperçus. Les différens groupes de faits qui lui servent à établir sa théorie sont très riches en exemples pour le xv<sup>e</sup> siècle et le premier quart du xvi<sup>e</sup>, plus clairsemés pour le xiv<sup>e</sup> et les années qui suivent Léon X, très rares pour le xiii<sup>e</sup> et l'âge de décadence contemporain du concile de Trente. Ainsi, les points d'attache de la renaissance, soit avec le moyen âge, soit avec le milieu du xvi<sup>e</sup> siècle, sont à peine visibles. Les personnes auxquelles la *culture* du moyen âge n'est point familière seront déconcertées par l'apparition un peu brusque du génie nouveau de l'Italie; elles ne saisiront que d'une façon confuse l'originalité de cette révolution intellectuelle et verront peut-être en elle une création spontanée de l'histoire absolument indépendante du passé italien. Puis, parvenu à la dernière division, qui montre l'affaiblissement de la foi religieuse et de la morale dans la péninsule, le lecteur cherchera sans doute la conclusion de l'ouvrage entier; il se demandera si la fin des vieilles croyances n'a point une relation étroite avec le dépérissement général de la civilisation, avec la ruine politique de l'Italie. Il pourra même se poser une question que je ne crois point paradoxale: ce développement magnifique de l'individualité qui fut, pour la renaissance, le principe même de la vie, n'a-t-il pas été, par ses propres excès, la loi mortelle du déclin? Il est donc utile d'éclairer à ses deux extrémités le livre de Burckhardt, afin d'en montrer plus sûrement l'ordonnance et le détail.

## I.

Le moyen âge, qui fut si violemment troublé par l'explosion fréquente de la passion individuelle, a tenté un effort singulier pour discipliner les âmes. Quelques notions très hautes, quelques institutions très fortes, le prestige de certaines traditions, l'ascendant mystique de l'autorité ont, à partir de l'époque carolingienne, organisé la société et réglé les intérêts et les consciences. L'idée de chrétienté fut la première et la plus générale de ces notions ; puis vint la théorie, à la fois religieuse et politique, de l'empire et de la papauté ; puis le régime féodal, groupant les faibles autour des forts et les unissant entre eux par le serment de fidélité et le devoir de la protection, fonda la hiérarchie sociale ; puis les communes créèrent l'indépendance des cités ordonnées en corporations. Au sein de l'église, le monachisme réunit les plus purs parmi les chrétiens sous une loi plus austère de renoncement et d'obéissance. Enfin, la scolastique établit dans la science la tutelle de la théologie et fit concourir les esprits, même les plus fiers, à une œuvre commune de dialectique. En tout ceci, le moyen âge a mis à la fois son profond idéalisme, le sentiment qu'il avait des droits de Dieu sur l'humanité, la pitié que lui inspirait l'homme isolé, perdu dans sa faiblesse, l'angoisse que lui donnait le rêve des âmes solitaires. Dans ces moules rigoureux de la vie sociale ou religieuse, dans cette enceinte étroite de l'école sur laquelle veille l'église, la raison de l'individu, comme sa volonté, est enchaînée. Quelque mouvement qu'il fasse, il rencontre un maître : le pape, l'empereur, le comte, l'évêque, le texte des livres saints, la charte de sa commune ; il se sent d'autant plus fragile que, sous ces formes visibles de l'autorité, il aperçoit la puissance de Dieu. Dieu est le suzerain universel. Le siège idéal de sa royauté est à Rome, sur le tombeau des apôtres, dans la ville sainte vers laquelle l'Occident gravite ; là commandent les deux vicaires infailibles de Dieu : le pape, dont le droit remonte à Jésus-Christ ; l'empereur, qui descend de César. Tout désordre politique est donc un attentat contre la paix de la chrétienté : *Recordemini Dei et vestra christianitatis*, écrit Charles le Chauve aux barons révoltés d'Aquitaine. Plus tard, même quand l'empire parut représenter d'une façon moins grande la notion de chrétienté, la primauté de Dieu domina toujours le pacte social. Le roi, les comtes, les évêques décrètent toujours au nom de la sainte Trinité. Mais la communauté parfaite, selon le cœur du moyen âge, est encore le monachisme, qui maintient l'homme dans la vision perpétuelle des choses divines. « Que le moine, écrit au XI<sup>e</sup> siècle

Arnoulf de Beauvais, soit, comme Melchisédech, sans père, sans mère et sans parens. Qu'il n'appelle sur la terre ni son père ni sa mère. Qu'il se regarde comme seul et Dieu comme son père. *Amen.* »

On le voit, le trait original de cet âge est la soumission absolue de la conscience personnelle à une discipline inflexible. L'individu disparaît dans le cadre politique que l'église et le dogme de la monarchie œcuménique ont établi pour le repos du monde et l'exaltation du royaume de Dieu. Il disparaît dans l'ordre féodal, où le suzerain est vassal d'un seigneur plus grand, où le sujet est serf, attaché de sa personne à la terre de son maître. L'œuvre collective de la croisade appartient bien au temps où l'intérêt des particuliers, comme celui des plus grands royaumes, s'effaçait devant l'intérêt supérieur de la chrétienté. La révolution sociale des cités fut aussi une œuvre collective où l'individu acceptait le joug parfois très lourd de la loi communale. En France, ces petites républiques furent vite absorbées par la royauté. En Italie, quand elles se furent dévorées les unes les autres, elles firent sortir de leurs ruines le régime nouveau de la tyrannie : mais la tyrannie du *xiv<sup>e</sup>* siècle est un des premiers signes de la renaissance. La scolastique a duré plus longtemps que l'empire universel, la féodalité et les communes, et c'est d'elle peut-être que les âmes ont reçu, dans les pays où elle a dominé, la plus forte empreinte. Elle avait été, en un certain sens, à ses débuts, une tentative de liberté, et la première opposition de l'esprit de critique à l'autorité. Mais elle perdit tout, dès le principe, par l'excès de sa méthode. Elle crut que l'interprétation est le fondement de la philosophie, que l'art de raisonner est la science même, et qu'un syllogisme régulier est l'instrument unique de la certitude. Elle mit donc dans la logique la philosophie tout entière. Et, comme elle avait déterminé la méthode, elle fixa les problèmes qu'elle jugeait les plus propres au jeu de *l'a priori*, proclama Aristote le maître par excellence, fit passer tout le cortège des sciences expérimentales sous la règle du faux péripatétisme des Arabes. L'école était condamnée au régime mortel de l'abstraction. L'église, toujours inquiète pour le dogme de la trinité, la ramena sans cesse à l'idéalisme de Scot Erigène et de Guillaume de Champeaux. Les plus grands docteurs, Abélard, Pierre Lombard, Albert le Grand furent impuissans à rendre à la scolastique le sentiment de la réalité et de la vie, l'art de l'analyse, la liberté de l'expérience. Au commencement du *xiv<sup>e</sup>* siècle, Okam montra la vanité de la sagesse gothique ; il rappela, par une évolution dernière, la doctrine au point où Abélard l'avait placée, à cette simple notion que les idées ne sont pas des êtres. L'école avait vécu, mais la routine scolas-



tique, la superstition du syllogisme, abritées par l'Université de Paris comme en une forteresse, persistèrent jusqu'au jour où la France de Rabelais et de Ramus accueillit la tradition platonicienne de Florence et le rationalisme de l'Italie.

Le concert de trois pays, l'Italie, l'Allemagne, la France du nord et celle du midi, a formé la civilisation du moyen âge. Tous les trois ont accepté le régime féodal. L'Italie a créé la primauté spirituelle du saint-siège, l'Allemagne, la suzeraineté suprême de l'empire. L'Italie et la France ont fondé des communes. C'est à la France qu'appartient en propre la scolastique. Toutes les nations envoyaient à la montagne de Sainte-Geneviève leurs maîtres et leurs écoliers. On peut dire, d'une façon générale, que, dans ces trois contrées, les crises les plus graves ont marqué toute tentative pour élargir ou briser les liens rigides du moyen âge. Qu'un docteur, Abélard, essaie d'asseoir la science sur la raison ; qu'une province, le Languedoc, se détache du christianisme ; qu'un pape, Grégoire VII, veuille arracher son église à l'étreinte de l'empire ; qu'un empereur, Frédéric II, s'attaque à l'action politique de l'église ; qu'un tribun, Arnould de Brescia, entreprenne de réduire le pape à n'être dans Rome que le premier des évêques, toutes ces révoltes provoquent sur-le-champ un éclat terrible. Quiconque ose toucher à quelque partie de l'édifice sacré est un brigand ; un apostat, un hérétique, une figure de l'Antéchrist. Presque toujours, c'est d'un concile que part le coup de foudre qui le terrasse. Presque tous ces martyrs peuvent, à leur dernière heure, répéter les paroles de Grégoire VII expirant, car ils ont cherché la justice, et ils meurent pour la liberté.

Ainsi, au moyen âge, la tradition a primé l'invention personnelle. La vie morale tout entière s'est trouvée atteinte par cette rigueur de discipline dont l'effet s'est fait sentir dans les ouvrages de l'esprit. La France, dont le moyen âge s'est prolongé jusqu'au xvi<sup>e</sup> siècle, a vu, dès le xiv<sup>e</sup>, le déclin de son génie : sa civilisation antérieure, si pleine de promesses, a tout à coup languï, comme frappée d'un mal secret. Cependant, dès le xii<sup>e</sup> siècle, l'Italie avait rejeté peu à peu de ses épaules la chape pesante du passé, et déjà une aurore de renaissance l'éclairait, quand le crépuscule des vieux âges semblait s'épaissir de plus en plus sur la France. Ici, nous touchons le point essentiel de la question préliminaire à la théorie de Burckhardt sur la renaissance.

On sait que les créations originales de la France du nord, entre le xi<sup>e</sup> et le xiii<sup>e</sup> siècles, la chanson de geste, le roman chevaleresque et l'architecture ogivale ont fait, dans toute la chrétienté, une fortune prodigieuse. C'est de nos trouvères que le monde civi-

lisé a reçu Charlemagne et les héros de la Table-Ronde. La poésie lyrique des Provençaux eut à peu près un pareil rayonnement dans toute l'Europe latine. Nos troubadours ont promené leur lyre en Sicile, en Toscane, en Catalogne, en Portugal. L'Italie laisse entrevoir, dans ses plus anciennes œuvres lyriques, l'influence provençale. Vers l'an 1200, la première littérature de la péninsule, dans la région du Pô et de l'Adige, est réellement franco-italienne. Le troubadour lombard Sordello écrivit en langue d'oïl. Jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle, l'Italie a traduit, refondu, compilé les *romanzi franceschi* que Dante lisait; elle mélangeait les *matières* de France et de Bretagne en des livres populaires qui inspireront plus tard Pulci et l'Arioste. Un si étonnant succès peut s'expliquer par plusieurs causes. La figure de Charlemagne était toujours le plus auguste souvenir de l'histoire. L'empereur avait accompli trois choses qui le rendaient sacré pour le moyen âge : il avait fondé la justice, élevé l'église et repoussé les païens. Il avait ranimé l'image de l'empire romain ; il faisait trembler la terre sous les pas de son cheval. Avec Charlemagne, commence vraiment la chrétienté. Derrière lui marchaient ses pairs, Roland, Turpin, Renauld, transfigurés par la gloire de Charles et qui se prêtaient encore mieux que lui aux fantaisies de l'imagination poétique. La réalité historique des personnages de la Table Ronde était bien plus indécise ; mais le moyen âge retrouvait en eux tous ses rêves et toutes ses larmes, l'amour mystique, le culte de la femme, le sentiment résigné de la vie, la voix maternelle de la nature et des fées, la vision du paradis terrestre. Artus, Merlin, Lancelot, Perceval, Tristan, chevaliers, prophètes et justiciers, berçaient d'espérance les peuples courbés sous l'oppression féodale, les croisés allant à la terre-sainte, les âmes délicates que le charme d'un amour plus fort que la mort consolait des misères du siècle. Aux poètes de notre Midi l'Europe demandait les mêmes émotions, des chants d'amour et des cris de guerre. La France eut encore le temps, avant l'heure de son déclin, de donner à plusieurs de nos voisins l'épopée moqueuse de *Renart*, c'est-à-dire la parodie du monde féodal, la revanche des vilains contre les seigneurs, des cœurs médiocres contre les preux, des laïques contre l'église.

La littérature française des hauts siècles exprimait à merveille ce que tout l'Occident pensait, regrettait ou souhaitait. Mais cette littérature, avec sa grâce d'adolescence, n'avait rien encore qui pût déconcerter les nations pour lesquelles, dans l'ordre de la civilisation, la France semblait une sœur aînée. Elle était d'une candeur exquise, très intelligible à des esprits jeunes. Elle put, sans peine, devenir populaire à l'étranger. Plus parfaite, elle fût demeurée

plus étroitement nationale. Sa naïveté même l'a faite européenne. Il serait injuste de lui reprocher comme un défaut ce trait de caractère, car il était de son âge. La conscience de nos vieux poètes est une fleur encore à demi close ; les dons de la maturité morale, les retours de la réflexion, la curiosité des mystères du cœur, l'art d'inventer, à l'aide de ses émotions personnelles, la passion d'autrui, l'art, plus difficile, de créer le récit en vue de l'émotion d'autrui et de toucher le lecteur par les nuances de la composition, n'étaient point à la portée des trouvères. C'est l'imagination impersonnelle du moyen âge qui vit en eux. Ils rendent à leur siècle et au monde les légendes d'amour ou de batailles qui peuplaient la mémoire des foules. Leur expérience est bien courte encore et ils se soucient peu de dégager l'histoire des traditions confuses qui viennent à eux. M. Pio Raina, dans son livre sur les *Origines de l'épopée française*, vient de montrer que les souvenirs de l'époque mérovingienne se retrouvent dans nos chansons de geste. Prenez maintenant les troubadours. Leur forme est très variée, savante même ; leur inspiration est toute juvénile : sensualité timide, tendresse spirituelle plutôt que touchante, larmes vite essuyées, colères d'enfant aussitôt dissipées ou qui s'émeussent en se portant à la fois contre tous ceux que hait le poète, tel est le génie des Provençaux. Ils chantent la passion comme les poètes du moyen âge occidental, français ou allemands, chantent la nature ; ceux-ci s'intéressent aux fleurs, à la bruyère, au rayon de soleil ; il n'y a chez eux qu'un premier plan et pas de lointain ; ils peignent avec d'éclatantes couleurs l'objet qui est sous leurs yeux, la sensation fugitive qui les aiguillonne ; personne ne sait encore voir et ne peut mesurer les dernières profondeurs de la nature, ou du cœur humain.

Était-il réservé à la France du nord de produire un Dante ou un Arioste, à la France méridionale d'avoir un Guido Cavalcanti ou un Pétrarque ? La croisade des albigeois n'a pas laissé à notre Midi le loisir de donner tous ses fruits ; une civilisation noble, brusquement disparue, a emporté le secret de son propre avenir. La littérature d'oïl a poursuivi sans trouble le cours de sa destinée. Aux XII<sup>e</sup> et XIII<sup>e</sup> siècles, la France lisait et paraissait comprendre les écrivains latins ; la culture classique aidait lentement aux progrès de la conscience littéraire. Toutefois, au temps de saint Louis, quand déjà la nationalité française se reconnaissait clairement, tout effort pour créer une littérature réfléchie était encore prématuré. Comparez la débilité gracieuse de l'esprit de Joinville à la santé intellectuelle de son contemporain italien Marco Polo. Déjà, cependant, la veine chevaleresque s'épuisait : les compilateurs refondaient, abrégeaient, traduisaient en prose ou grossissaient démesurément les anciens

ouvrages. La bibliothèque de don Quichotte était commencée. Impuissans à rajeunir la tradition littéraire, les écrivains en cherchèrent une nouvelle. On vit alors à quel point trois siècles de scolastique avaient usé les ressorts de l'esprit français. Comme on ne savait plus raisonner sur des choses réelles, on ne fut plus capable de créer des figures vivantes. L'école, après avoir arrêté la science, dessécha la poésie. On entra dans l'âge des abstractions et des chimères versifiées. Charlemagne, Roland, Merlin, ne sont plus que de purs accidens, des *quiddités* littéraires que l'on rejette; désormais, les universaux seuls ont le droit de se mouvoir et de parler, je ne dis pas d'agir : les vices et les vertus, les espèces et les genres qui peuplaient déjà la première partie du *Roman de la Rose*, sont rejoints, dans la seconde, par les deux hautes quintessences, *Raison* et *Nature*, que n'embarrassent point des dissertations de trois mille vers. La prédication subtile envahit tout le champ poétique. L'allégorie théologique se glisse dans le *Roman de Renart* et en éteint la gaîté. Le symbolisme enveloppe d'un brouillard cette littérature doctorale; seules, les formes toutes bourgeoises, moqueuses, le fabliau, le mystère, le conte, la sotie, se maintiennent en joie. Mais que nous sommes loin de la *Chanson de Roland*!

L'art français par excellence, l'architecture ogivale, dépérit du même mal que la poésie. Longtemps elle avait gardé les traditions graves du roman, les solides piliers, les grandes lignes, les proportions qui rassurent l'œil. Elle respectait alors les lois de la matière. Mais voici qu'elle se passionne pour la légèreté jusqu'à la folie. Elle exagère les hauteurs et les vides, raréfie la pierre, réduit les murs au dernier degré de maigreur, se joue des piliers et des voûtes comme si ces masses n'étaient que des formes géométriques; la pesanteur et l'équilibre, la loi ne comptent plus pour elle. Il s'agit d'élever dans la nue le rêve ciselé des flèches et des tours; le détail, raffiné à outrance, multiplié en triangles aigus, afin de supporter l'ensemble aérien, monte toujours et absorbe non-seulement les lignes horizontales, mais toutes les grandes lignes. La cathédrale, maintenue contre toute vraisemblance, étagée par mille contreforts, véritable sophisme de pierre, fait penser aux syllogismes de l'école, où le raisonnement, privé de raison dans les prémisses, vacille et s'affaîsserait s'il n'était soutenu par le sophisme voisin. Cet art tourmenté et malade tuait les autres arts : l'austère statue du XII<sup>e</sup> siècle n'aurait plus de place pour se tenir debout; la statuette délicate du XIII<sup>e</sup> est réduite au rôle de broderie; la sculpture finit par l'imagerie, la laideur se mêle au pathétique dans les *Ecce Homo* et les *Christs de douleur*; la Madone, l'Enfant ont perdu toute noblesse; l'Enfant n'est plus « que le fils d'un bourgeois qu'on

amusé ; » la gargouille impudente, la fleur bizarre, le diabolotin grotesque, altèrent de plus en plus la figure mystique de l'église ; la peinture sur verre se corrompt par la recherche du détail et l'ambition de l'effet.

L'expérience historique du moyen âge a donc été complète pour la France. Notre civilisation n'a point su prolonger ou rajeunir son originalité. La *culture* première de l'Occident a produit chez nous ses dernières conséquences. L'Italie, rebelle de bonne heure à cette culture, a fait manquer chez elle l'expérience. Son moyen âge portait les germes les plus féconds de sa renaissance.

Toujours elle eut, dans le concert de la chrétienté, une physiologie très particulière. Envahie tour à tour par les Goths, les Lombards, les Arabes, les Normands, dominée par les Byzantins, les Francs, les Hohenstaufen, les Angevins, elle ne prit de ses maîtres que ce qui lui plut et arrangea à son gré sa civilisation, sa vie publique et sa foi. De l'histoire de Rome elle n'avait voulu conserver que des traditions de liberté, entretenues par la persistance de ses corporations d'artisans, et une image idéale qui lui servait de modèle pour bien juger le régime de la double monarchie universelle et l'ordre féodal. Elle porta plus légèrement que personne ce triple joug, parce qu'elle rencontra vite l'art d'opposer l'un à l'autre et d'affaiblir l'un par l'autre les deux souverains de l'Occident, l'empereur et le pape. Elle sut empêcher, par la résistance de l'église, l'absolue primauté de l'empire ; elle arrêta sans cesse, par l'appui qu'elle prêtait aux empereurs et les prétentions obstinées de la commune de Rome, les progrès de la primauté temporelle de l'église ; elle employa très habilement tantôt le pape, tantôt l'empereur, à l'affaiblissement des comtes et à la protection des républiques municipales. Quand elle se fut délivrée du despotisme des seigneurs, il se trouva qu'elle avait du même coup diminué le saint-siège et l'empire en détruisant la hiérarchie qui les soutenait ; elle avait les mains plus libres du côté de l'un et de l'autre ; tous les deux devaient désormais composer avec une Italie communale, tantôt gibeline et tantôt guelfe qui, par ses ligues militaires, savait manifester les vues d'une politique vraiment nationale. Elle eut alors une histoire plus tragique qu'aucun autre peuple, parce qu'à Rome était le nœud de tous les problèmes qui agitaient la chrétienté, mais, au fond, cette histoire est tout à fait consciente. En dehors des Deux-Siciles qui subissaient toujours quelque domination étrangère, l'Italie a cherché un ordre social nouveau, fondé sur l'autonomie des villes, et bientôt sur celle des provinces, un régime où la suzeraineté de l'empereur et celle du pape n'étaient plus que fictives, où le saint-siège, jusqu'au xv<sup>e</sup> siècle, se vit sans cesse déposédé

de sa royauté temporelle par la commune de Rome, mais où l'église romaine gardait toujours son prestige en tant qu'œuvre maîtresse du génie italien. L'Italie a tourmenté les papes ; elle les a vus sans remords, pendant trois siècles, fuir, proscrits et outragés, sur tous ses chemins ; jamais elle n'a consenti à se rallier aux antipapes, presque tous Allemands, que lui donnaient les empereurs. Au temps des papes d'Avignon, elle a résisté aux séductions d'un schisme ; au temps du grand schisme, elle a su réserver à ses pontifes propres la légitimité apostolique.

Il était naturel, en effet, que le plus grand effort des Italiens fût dirigé du côté de l'indépendance religieuse. Ils n'eussent rien gagné à se soustraire à l'empire et à la féodalité s'ils s'étaient d'ailleurs résignés à la domination du saint-siège. Entre l'église et l'Italie s'établit une sorte de concordat tacite où l'indulgence réciproque eut la meilleure part. L'église permit aux Italiens de passer sans austérité ni tristesse à travers cette vallée de larmes. Les papes accordèrent à la péninsule des libertés ecclésiastiques qu'ils eussent refusées à l'étranger ; à l'église de Milan, dont l'archevêque était une sorte de souverain pontife, l'autonomie liturgique ; à Venise, un patriarcat presque indépendant de Rome ; à la Sicile, au midi napolitain, une familiarité étonnante avec la communion grecque et l'usage de la langue grecque pour le culte. Les meilleurs chrétiens de l'Italie, les moines, les anachorètes élèvent sans cesse la voix contre les abus du pontificat romain, que corrompt la puissance séculière. Pierre Damien, l'ami de Grégoire VII, déplore que l'église ait en main le glaive temporel. On connaît les invectives furieuses de Dante contre Rome, l'insolence du moine Jacopone à l'égard de Boniface VIII. Mais, en tout ceci, il faut voir la passion politique plutôt que l'émotion religieuse. Le christianisme italien est une création singulière. Il tient beaucoup de la foi primitive ; le dogme étroit, la morale rigide, la pratique sévère, la hiérarchie gênent fort peu son indépendance : l'inspiration individuelle, la communion directe du fidèle avec Dieu, qui forment le fond de la religion franciscaine, sont peut-être les plus essentielles traditions de l'âme italienne. Une pensée paraît souvent chez leurs premiers écrivains, tels que Dante et Francesco da Barberino : c'est dans le cœur qu'est la religion vraie. Dante met en purgatoire le roi Manfred que l'église a maudit, que Clément IV a fait arracher à sa sépulture et jeter, — *a lume spento*, les cierges étant éteints, — au bord du Garigliano. Non, s'écrie le fils de Frédéric II, leur malédiction ne peut nous damner.

L'Italie n'est pas éloignée de penser que toutes les religions mènent au royaume de Dieu. Le voisinage des croyances les plus diverses, l'islamisme et la foi grecque, l'avait préservée de l'égoïsme religieux. La tolérance la conduisit à une notion libérale de l'orthodoxie : le conte des *Trois Anneaux* était au *Novellino* longtemps avant Boccace. C'est pourquoi les Italiens, très libres dans l'enceinte de leur église, n'ont jamais songé sérieusement à en sortir. Ils n'ont point eu d'hérésie nationale : la *pataria* lombarde, le catharisme oriental ne furent, entre le XI<sup>e</sup> et le XIII<sup>e</sup> siècles, que de courtes tentatives de révolte plus sociale encore que religieuse. La doctrine issue des prédictions de Joachim, abbé de Flore, parut un instant plus menaçante ; elle troubla le monde franciscain par l'attente d'une troisième révélation, l'évangile éternel du Saint-Esprit. Le saint-siège traita avec douceur ces excès du mysticisme italien ; il autorisa la liturgie et le culte de Joachim dans les diocèses de Calabre ; il condamna Jean de Parme, le général des frères mineurs, puis lui offrit le chapeau de cardinal, enfin, le béatifia ; il laissa pulluler les petites sectes des *fraticelles* et des *spirituels*, qui continuaient le joachimisme ; il béatifia à son tour Jacopone, le plus bruyant de tous ces sectaires. Il était bien entendu, entre l'église et l'Italie, que selon la parole empruntée à saint Paul par Joachim, « là où est l'esprit du Seigneur, là est la liberté. » On peut assister, dans la *Chronique* de frère Salimbene, au spectacle de la chrétienté la plus vivante qui fut jamais. La conscience libre, dans la cité libre, telle fut alors la loi de la civilisation italienne. J'ajouterai, la conscience joyeuse, car, ici, l'angoisse de l'autre vie eût été superflue. La sérénité et la bonne humeur sont presque des vertus théologiques pour le grand apôtre de ce christianisme, saint François. « *Ostendant se gaudentes in Domino*, dit-il dans sa règle, *hilariter et convenienter gratiosos.* »

Dans le domaine rationnel, l'Italien du moyen âge n'est pas moins maître de soi-même. Il pense librement et d'une façon très saine. C'est un fait grave que la scolastique ne s'est jamais implantée solidement dans la péninsule. L'Italie a donné à l'école de Paris plusieurs de ses plus grands docteurs, Pierre Lombard, saint Thomas, saint Bonaventure, Gilles de Rome, Jacques de Viterbe ; ceux d'entre eux qui ont repassé les Alpes étonnèrent plutôt qu'ils ne séduisirent leurs compatriotes. Saint Thomas professa devant Urbain IV ses doctrines « par une méthode singulière et nouvelle, » écrit Tolomeo de Lucques. La scolastique ne fut docilement acceptée en Italie que par les théologiens et les moines. Au XIV<sup>e</sup> siècle, Pétrarque et Cino da Rinuccini, dans son *Paradis des Alberti*, se moquent du *trivium* et du *quadrivium*. Les premiers moralistes, Brunetto Latini

et Dante, peuvent conserver les divisions et l'apparence logique de l'école : en réalité, ils procèdent par expérience dans leurs descriptions de la nature et du cœur humain. La science nationale de l'Italie, à Bologne, à Rome, à Padoue, n'est point la dialectique, mais le droit écrit, c'est-à-dire la raison appliquée aux choses de la vie réelle ; c'est aussi le péripatétisme de la tradition arabe, mais absolument dégagé de la théologie, l'averroïsme, auquel se rattache la rénovation des sciences naturelles et de la médecine. Cette grande école, dont Padoue fut le centre, a beaucoup inquiété l'église : les peintres religieux, tels que Benozzo Gozzoli, montrent volontiers Averroès terrassé, véritable Antéchrist, sous les pieds de saint Thomas. Les averroïstes ont tenté, dans l'Italie du moyen âge, une reconnaissance de l'ordre purement rationnel que Descartes reprendra pour la France. Leurs adhérens plus ou moins déclarés allèrent très vite jusqu'au terme dernier de l'incrédulité : ils niaient l'immortalité de l'âme et l'âme elle-même. Les *bonnes gens*, la *gente volgare*, voyant Guido Cavalcanti passer rêveur dans les rues de Florence, prétendaient qu'il cherchait des raisons de ne pas croire en Dieu. Déjà, au commencement du XII<sup>e</sup> siècle, on avait signalé à Florence des *épicuriens* qui se riaient de Dieu et des saints et vivaient selon la chair, dit Villani. Comme tous ces libres esprits appartiennent au parti gibelin, il est peut-être bon de n'accueillir qu'avec réserve les accusations lancées contre eux par les guelfes et les moines. On ne peut sans doute mesurer l'étendue de leur scepticisme, mais il faut bien signaler en eux ce trait caractéristique de l'homme moderne. Ils ont eu, dans leur incrédulité, l'orgueil naturel aux consciences qui dédaignent la foi ou les illusions de leur siècle. Dante les condamne, comme hérétiques, mais on sent qu'il les admire, car ils sont de sa race. Le plus hautain de tous, Farinata degli Uberti, tout droit dans son sépulcre embrasé, le front altier, semble, dit-il, avoir l'enfer en grand mépris. Mais n'avons-nous pas déjà perdu de vue le moyen âge occidental ? Tandis que la France s'arrête dans l'œuvre de la civilisation, l'Italie ouvrière, plus tardive, est toute prête à inventer une civilisation nouvelle. Elle tient en ses mains l'instrument de tout progrès, l'art de penser clairement ; elle sait opposer à l'autorité de la tradition la valeur rationnelle et l'énergie de l'individu. Elle passe d'une façon presque insensible du moyen âge à la renaissance.

## II.

Elle y passe d'abord par une vaste crise politique et sociale qui a transformé chez elle la notion de l'état, le caractère du pouvoir, les rapports du citoyen avec le gouvernement de sa patrie, les relations



des différentes parties de l'Italie entre elles, les relations de l'Italie avec la chrétienté. Il s'agit de la *tyrannie*, ou du principat absolu, qui s'établit avec ensemble sur les débris de l'ordre féodal et des communes républicaines. Burckhardt étudie ce grand fait avant tous les autres, parce qu'il est non point la seule cause, mais la cause initiale de presque tous. La tyrannie, en brisant les anciens cadres politiques, n'a pas seulement donné aux Italiens un exemple d'action; elle leur a imposé l'action même par la nécessité où ils se trouvèrent de respirer dans l'atmosphère d'un régime nouveau.

Le type premier de l'état moderne remonte à l'empereur Frédéric II. Avant lui, les princes normands avaient régné sur l'Italie inférieure et la Sicile en modifiant le système féodal, qu'ils changèrent en baronnies indépendantes : Frédéric substitue à leur œuvre une remarquable imitation des gouvernemens musulmans. Il est, lui, le seul baron, le maître absolu; partout où il domine, le droit politique des comtes est anéanti, les élections populaires sont défendues; entre lui et la multitude des sujets ne subsiste plus une ombre de hiérarchie; il gouverne par son bon plaisir, loi suprême qu'exécutent sans pitié ses vicaires, tels qu'Ezzelino da Romano; il gouverne en dehors de l'église et contre elle; s'il ne fonde pas une religion d'état, s'il ne prétend pas à la suprématie religieuse du monde, tout au moins est-il le chef véritable des religions diverses qui vivent en paix sous son sceptre. Il s'est réservé le pouvoir judiciaire; il enveloppe son royaume du réseau d'une administration dont sa chancellerie trilingue est le centre, fixe, par le cadastre, l'impôt foncier, règle les impôts de consommation, surveille la science, fait des universités de Naples et de Salerne une école impériale où toute la jeunesse de l'Italie méridionale est obligée d'étudier; il est lui-même l'armateur privilégié de l'empire pour tous les ports de la Méditerranée, il s'octroie le monopole du sel et des métaux. Son égoïsme, ses passions, son génie, où la tolérance se rencontre avec la cruauté, sont la règle unique de sa politique. Il brûle les hérétiques, tout en réconciliant l'Europe chrétienne avec l'Asie musulmane. Il appelle à sa cour les poètes et les médecins grecs ou arabes, les troubadours, les rabbins juifs, les géomètres et les chanteurs. Ce khalife souabe qui écrit des vers d'amour et s'entoure de bourreaux sarrasins est la terreur de l'Occident et de Rome. Mais l'Italie, qui bientôt permettra tout à ses maîtres, à la condition qu'ils fassent de grandes choses, voit en Frédéric le premier de ses princes, *specchio del mondo*, miroir du monde, dit le *Novellino*; longtemps après la chute de sa maison, il occupera l'imagination populaire et passera dans les songes des Visconti, des Malatesta, des Sforza et des Borgia.

La tyrannie italienne a mis plus d'un siècle à trouver son expression définitive dans les grandes familles despotiques des derniers Visconti et des Sforza de Milan, des Este de Ferrare, des Gonzague de Mantoue, des Montefeltri d'Urbain, dans le principat des premiers Médicis, le pontificat des papes tels que Pie II ou Paul II. Au *xiv<sup>e</sup>* siècle, le désordre inouï où est tombée l'Italie, abandonnée par le pape et l'empereur, permet aux audacieux de s'imposer violemment soit à leur propre cité, soit aux barons de leur voisinage. Les petites dominations qui ont commencé par un exploit de brigandage sont alors très nombreuses et d'un caractère farouche. La résistance des communes ou celle des seigneurs, l'indiscipline de ses fils, de ses bâtards et de ses proches qui se rient d'un droit dynastique fondé par le guet-apens, maintiennent le maître illégitime dans la méfiance, le forcent à régner par l'épouvante. Le tyran s'isole dans son palais où aboutissent toutes les forces vives de l'état, la police, les impôts, la justice ; la garde du tyran est la seule armée nationale ; son trésor bâtit les églises, dessèche les marais. Son peuple lui appartient au même titre que ses meutes de chasse. Jean-Marie Visconti lâchait ses dogues sur les bourgeois de Milan, Urbain VI jetait des cardinaux dans une citerne pleine de reptiles. Cette tyrannie ne pouvait durer ; elle s'usa vite par sa violence même. Le *xv<sup>e</sup>* siècle nous la montre s'améliorant par le progrès de l'esprit politique, par un développement plus humain de la personnalité des princes. Les petites seigneuries sont absorbées par les plus grandes. Celles qui subsistent encore, les Malatesta de Rimini, les Baglioni de Pérouse, les Manfredi de Faenza, semblent désormais de véritables fosses aux lions où princes et sujets se dévorent sans merci. Mais, ailleurs, l'ordre a commencé. Un nouveau personnage est entré en scène, le condottière, qui est parfois un tyran à la solde d'un autre, capitaine d'aventures, vénal, brave, dénué de scrupules, mais qui sait commander, rompu à toutes les ruses, étonnamment maître de sa passion du moment. Tel fut le paysan Jacques Sforza, qui fonda la plus grande des maisons italiennes. Il disait à son fils François : « Ne touche jamais à la femme d'autrui ; ne frappe aucun de tes gens, ou, si cela t'arrive, envoie-le bien loin ; ne monte jamais un cheval ayant la bouche dure ou sujet à perdre ses fers... » Le condottière a créé l'armée moderne, où la valeur personnelle et l'expérience du général sont un ressort d'autant plus puissant que l'invention des armes à feu modifie davantage la vieille tactique féodale et contraint le soldat à une manœuvre d'ensemble ; il achèvera dans la tyrannie italienne, où il s'installe souvent par usurpation, l'état moderne absolu. Ici, la fortune de l'état, entourée de puissances rivales, repose à la fois

sur les ressources militaires et sur l'habileté diplomatique du tyran. Et toute la sécurité de celui-ci est dans son propre caractère. Il n'a pas, aux yeux des sujets, comme le roi de France ou l'empereur, une sorte de prestige mystique ; sa race n'est point séculaire ; le parchemin que lui ont délivré l'empereur ou le pape ne compte point pour son peuple ; la seule garantie qu'il ait de son pouvoir est la façon même dont il l'exerce. Et, comme il est le fils de ses œuvres, il groupe naturellement autour de sa personne ceux dont la noblesse est tout intellectuelle, les artistes, les savans, les poètes, les érudits. Le mécénat devient la parure de la tyrannie italienne. Il en est aussi la force, car il console les villes de leurs libertés communales perdues, et il enveloppe le prince d'une clientèle dévouée, toujours prête pour la louange et qui a toute l'apparence de l'opinion publique. Ainsi l'une des plus sûres raisons d'être des princes est la part considérable qu'ils ont dans la civilisation de la renaissance.

Les formes de cette souveraineté furent très diverses. Ferrare, Urbin, Mantoue, toujours menacées par quelque voisin, le pape, Milan ou Venise, se résignèrent à une politique effacée, mais, pour l'élégance de la civilisation, elles se tinrent au premier rang. La tyrannie par excellence fut le duché de Milan, surtout au temps de Ludovic le More. Milan pouvait fermer ou ouvrir à l'étranger les routes des Alpes ; elle était comme la clé de voûte de la péninsule : ses maîtres osaient aspirer à la couronne d'Italie. Au midi, Naples avec sa famille vraiment royale, mais étrangère, les Aragons, sa noblesse héréditaire et le tempérament monarchique qu'elle tenait des Normands et des Angevins, fut plutôt une royauté au sens européen qu'un principat italien. D'ailleurs, elle ne compta guère dans la renaissance : sa civilisation, très brillante au <sup>xii</sup><sup>e</sup> siècle et dans la première moitié du <sup>xiii</sup><sup>e</sup>, vint du dehors ; la dynastie espagnole reprit, avec Alphonse le Grand, la tradition libérale de Robert d'Anjou ; néanmoins, les Deux-Siciles furent toujours inférieures, pour la culture de l'esprit, même aux petites principautés des Este et des Gonzague.

C'est à Rome que le régime tyrannique apparut de la façon la plus originale et la plus complexe. Le saint-siège était, en Italie, la plus ancienne image de l'autorité. Mais, depuis plus de deux cents ans, son pouvoir s'était lentement modifié sous l'empire de circonstances presque fatales. Peu à peu, le pape du moyen âge, le pape faible dans Rome, sans cesse violenté par sa noblesse ou son peuple, mais très fort en face de la chrétienté, avait fait place à un prince ecclésiastique, de plus en plus maître de Rome et de ses états, de plus en plus redoutable aux factions féodales, mais qui, chaque jour,

perdait quelque chose de sa primauté religieuse. Les luttes des papes avec Frédéric II, Manfred et les Gibelins, la rébellion permanente des fraticelles et des mystiques, Philippe le Bel, l'exil d'Avignon, le schisme, l'hérésie hussite, les conciles du xv<sup>e</sup> siècle, précipitèrent la déchéance du pontificat romain. L'église elle-même avait dû, à Constance et à Bâle, dépouiller son premier évêque de la toute-puissance dogmatique. Les papes voyaient toutes leurs entreprises religieuses condamnées d'avance. Eugène IV, Nicolas V essayèrent vainement la réconciliation de la chrétienté grecque avec Rome. Pie II mourut en bénissant à Ancône les galères qui ne devaient point faire voile vers Jérusalem. Mais Sixte IV refusa obstinément aux princes chrétiens de prêcher la croisade contre les Turcs, et Alexandre VI noua avec Bajazet des relations diplomatiques. La papauté, se repliant dans sa puissance territoriale, passa très résolument à l'état de tyrannie italienne. Elle eut ses condottières, ses ambassadeurs, ses espions, ses sbires, son trésor, ses droits de douane, son tarif d'indulgences. Mais sa condition de royauté élective lui imposait un rôle difficile dans le concert de la péninsule. Le pape, vieux, privé de la garantie dynastique, était condamné à une perpétuelle défensive. Les cardinaux des précédentes familles pontificales, les nobles romains, les princes italiens enlaçaient de mille intrigues le chef de l'église, dont la succession semblait toujours ouverte. Le pape, obligé par sa situation temporelle de suivre une politique sans cesse changeante, grâce à la mobilité des intérêts italiens auxquels elle se mêlait, dut, afin d'être le maître dans sa maison, exercer sur le sacré-collège une police terrible, écraser dans le sang le parti des Colonna, abattre ce qui restait de petits tyrans dans les Romagnes, nouer et dénouer des lignes, s'appuyer tour à tour sur Naples, Milan, Venise, Florence, trahir le lendemain l'allié de la veille, acheter une infanterie suisse, enfin appeler sur la péninsule l'étranger, la France, l'Espagne ou l'empire. Le saint-siège a tourné dans ce cercle depuis la fin du grand schisme jusqu'à Clément VII, entraînant dans son tourbillon la politique de l'Italie entière. Le seul point auquel ces papes (Jules II excepté) s'attachèrent avec constance, fut le népotisme. C'était l'inévitable nécessité du principat ecclésiastique. Par leurs neveux ou leurs fils, dotés de fiefs considérables et mariés dans les familles princières, les pontifes créaient l'apparence d'une dynastie, agrandissaient la suzeraineté de l'église du côté de Naples, de Florence, de Venise. Le népotisme a bouleversé l'Italie sous Sixte IV, Alexandre VI et Léon X ; il faillit être mortel à l'église elle-même. Le fils de Sixte IV, Pietro Riario, conçut l'idée de prendre la tiare, à titre d'héritier, sans élection et du vivant même de son père. César Borgia reprit ce projet

extraordinaire en vue duquel Alexandre ménageait à son fils l'appui de Venise. Qu'il se fût ou non proclamé pape, il mettait la main sur le royaume de Saint-Pierre et le fondait, avec son duché des Romagnes, en une souveraineté de l'Italie centrale : « J'avais pensé à tout ce qui suivrait la mort du pape et trouvé remède à tout, dit César à Machiavel, quelques jours après la fin foudroyante d'Alexandre ; seulement, j'avais oublié que, lui mort, je pouvais être moi-même moribond. »

Burckhardt étudie à part deux cités : Venise, qui demeurait une république patricienne, immobile dans sa constitution sociale, et Florence, qui, démocratique de génie, goûta de tous les régimes, de la tyrannie militaire du duc d'Athènes, de la démagogie incendiaire des *ciompi*, de la tyrannie théocratique de Savonarole, du principat intermittent des Médicis, de la république bourgeoise de Soderini. Venise fut longtemps comme en dehors de l'Italie, tournée vers l'Orient, indifférente aux agitations de la péninsule, où elle n'entraît jamais que pour quelques instans, en faisant payer son alliance le plus cher possible. Tout son esprit d'invention allait vers les régions lointaines où cheminaient ses caravanes. Le moyen âge se prolongeait sur les lagunes, maintenu par un gouvernement inquisitorial, la dévotion d'état, l'étroite solidarité des citoyens, que fortifiait la haine du reste de la péninsule. Le soupçon incessant, la terreur de la délation, pesaient sur toutes les âmes. Venise, très ingénieuse de bonne heure pour le calcul des intérêts économiques, ne devait s'éveiller que tard à la vie de l'esprit. Sa renaissance fut d'arrière-saison, le dernier rayon de l'Italie. Elle n'eut pas, antérieurement à Alde Manuce, l'amour désintéressé des lettres ; elle décourageait les érudits que l'Orient grec lui envoyait ; Paul II, un Vénitien, traitait d'hérétiques tous les philologues. Venise laissa se perdre les manuscrits de Pétrarque et dépérir la bibliothèque de Bessarion. Ses premiers poètes datent du xvi<sup>e</sup> siècle, sa peinture originale de la fin du xv<sup>e</sup>. Sa littérature propre est dans *les Relations* de ses orateurs, qui, par leur art national de l'espionnage, ont été peut-être les plus fins diplomates du monde.

Tout autre fut la physionomie de Florence. Ce peuple mobile peut renverser dix fois par siècle son gouvernement : on sent qu'il est le maître de sa destinée et de ses actes. Machiavel en expose l'histoire comme celle d'un être vivant et personnel : « Florence, dit Burckhardt, était alors occupée du plus riche développement des individualités, tandis que les tyrans n'admettaient pas d'autre individualité que la leur et celle de leurs plus proches serviteurs. » Cette vie féconde de la conscience à laquelle les tyrans doivent tout ce qu'ils sont, et qu'ils communiquent aux artistes et aux écrivains de leur

cour, Florence l'avait donnée elle-même à tous ses citoyens. Le Florentin ne se laisse point opprimer par l'histoire tumultueuse de sa république. Il cherche toujours, entre les partis extrêmes, quelque point de conciliation. Il veut bien être guelfe, mais à la condition que le pape ne touchera point aux libertés florentines. Il étudie sérieusement les causes de la prospérité ou du malaise de la cité. Avec Dante et Machiavel, il juge les défauts de son génie, la légèreté, la jalousie, la calomnie, l'hérédité de la vengeance; avec les Villani, Guichardin et Varchi, il recherche et mesure toutes les sources de la fortune de Florence, il passe sans effort de la statistique à l'économie politique; il aime sa ville; exilé, il la pleure, même en la maudissant, et, jusqu'au dernier jour de l'indépendance nationale, il la glorifie comme le chef-d'œuvre de l'histoire. Dans une telle cité, le régime politique repose sur l'opinion et chancelle au moindre frémissement du sentiment public. Florence n'a jamais été plus véritablement elle-même qu'aux jours où le crédit seul de Cosme l'Ancien gouvernait les affaires; la seule tyrannie qu'elle accepta avec sérénité fut, après la conspiration des Pazzi, celle de Laurent le Magnifique. C'est à ces années de la vie florentine que s'applique le mieux la dénomination donnée par Burckhardt à la première partie de son livre : *l'État considéré comme œuvre d'art*. Vers ce poète et ce sage gravite harmonieusement une civilisation où tout un peuple épris de liberté et de beauté a mis son âme.

### III.

La renaissance a renouvelé la condition sociale de l'Italien. A l'état moderne répond désormais l'homme moderne, citoyen ou sujet. Affranchi des anciennes communautés politiques, il ne compte plus que sur soi et l'exemple de ses tyrans et de ses condottières l'engage à y compter sans réserve. Il se sent plus isolé qu'autrefois; l'isolement même fortifie son caractère. Le traité du *Gouvernement de la famille* d'Alberti énumère les devoirs que l'incertitude de la vie publique impose au particulier. Mais cette incertitude ne le trouble guère. Il fait face à la tyrannie résolument. Il frappe ses princes avec joie, même à l'église, même étant prêtre. Proscrit, il ne se croit pas diminué. « Ma patrie, disait Dante, est le monde entier. » — « Celui qui a tout appris, dit Ghiberti, n'est étranger nulle part; même sans fortune, même sans amis, il est citoyen de toutes les villes; il peut dédaigner les vicissitudes du sort. » Être seul contre tous, *uomo unico, uomo singolare*, émouvoir par quelque

grand acte de vertu ou de scélératesse l'imagination de son siècle, tel est le rêve de l'Italien. L'image de la gloire le tourmente, une branche de laurier donnée au Capitole, un tombeau à Santa-Croce, une inscription sur un mur d'église. Les damnés de Dante n'ont qu'un souci : la mémoire de leur nom chez les vivans. Les régicides vont au supplice le regard fixé sur l'immortalité. A vingt-trois ans, Olgiato, l'assassin de Galéas-Marie Sforza, « montra à mourir le plus grand cœur, dit Machiavel. Comme il allait nu et précédé du bourreau portant le couteau, il dit ces paroles en langue latine, car il était lettré : *Mors acerba, fama perpetua, stabit vetus memoria facti.* »

Les cœurs s'ouvrent donc à toutes les passions, les volontés à toutes les résolutions ; entraînés par la même loi, les esprits recherchent avidement toutes les connaissances. *L'uomo universale*, l'homme qui sait tout et porte en sa pensée la culture entière de son siècle, non point à la manière des compilateurs arides du moyen âge, mais comme un artiste toujours prêt à l'invention personnelle, ce virtuose intellectuel est encore une création singulière de la renaissance. Au xv<sup>e</sup> siècle, les marchands florentins lisent les auteurs grecs que leur dédient les humanistes ; le diplomate Collenuccio, qui traduit Plaute et imite Lucien, forme un musée d'histoire naturelle, explique la géographie des anciens et fait avancer la cosmographie. Brunelleschi connaît toutes les sciences relatives à l'architecture ; il édifie sa coupole sur une donnée mathématique ; il est architecte et sculpteur, comme plus tard Michel-Ange sera peintre, sculpteur, architecte et poète. Le père de Cellini, architecte, musicien, dessinateur, entend le latin et écrit en vers. Laurent le Magnifique converse avec Pic de la Mirandole ; il semble que toute l'expérience de l'esprit humain soit entrée en Léonard de Vinci. L'architecte Leo Battista Alberti, qui a laissé une œuvre moins splendide que le maître de l'école de Milan, n'était pas moins savant ; il pratiqua tous les arts, écrivit dans tous les genres, en latin et en italien ; à vingt-quatre ans, voyant que sa mémoire baissait, tandis que ses aptitudes pour les sciences exactes demeuraient intactes, il quitta la jurisprudence pour la physique et la géométrie. Il se répétait souvent cette fière maxime : « L'homme peut tirer de soi-même tout ce qu'il veut. »

Le sentiment que l'Italien a de sa valeur individuelle, le retour égoïste qu'il fait sur lui-même, quand il rencontre la personnalité d'autrui, provoquent la raillerie « sous la forme triomphante de l'esprit. » Ceci est encore une nouveauté. Il ne s'agit plus des injures qui, au moyen âge, accablaient les vaincus et éclataient même dans les querelles des théologiens, ni des défis familiers aux poètes

provençaux, ni des satires didactiques, dont le *Roman de Renart* est le modèle et qui atteignaient, sous le masque de personnages collectifs, certaines classes de la société. La victime de l'ironie moderne est l'individu isolé dont le moqueur blesse les prétentions personnelles, à qui il lance parfois un mot terrible. Le *Novellino* manquait encore d'esprit ; il ignorait l'art du contraste spirituel : déjà, quelque temps après la rédaction de ce recueil, Dante égalait Aristophane pour la verve ironique. Dès lors la raillerie est un élément constant de la pensée italienne. Elle passe d'une façon continue à travers la haute littérature comme dans le conte populaire. Pétrarque se moque des médecins, des philosophes et des sots. Sacchetti rappelle les mots piquans échangés à Florence de son temps. Vasari raconte toute sorte d'histoires plaisantes, bons tours d'ateliers, vives reparties, à propos des artistes du xiv<sup>e</sup> et du xv<sup>e</sup> siècles. *L'uomo piacevole*, l'homme qui a toujours les rieurs de son côté, est un personnage bien vu, que l'on souhaite en tous lieux ; le Florentin réussit mieux qu'aucun autre dans ce caractère. Vers la fin du xv<sup>e</sup> siècle, le grand maître de l'art était un curé du *contado* de Florence. Le bouffon est d'une espèce inférieure, car il doit se plier aux fantaisies de ses patrons ; tels, les moines, le cul-de-jatte et les parasites à qui Léon X fait manger des singes et des corbeaux rôtis. Ce pape organisa un jour, pour un malheureux que la manie de la gloire littéraire possédait, un triomphe grotesque au Capitole ; la parodie manqua par le refus de l'éléphant sur lequel était monté le poète, de passer sur le pont Saint-Ange. Déjà la poésie elle-même faisait une grande place à la raillerie des plus augustes souvenirs. Laurent de Médicis avait travesti l'Enfer de Dante, Pulci, Boiardo se jouèrent plaisamment des traditions chevaleresques. On sent bien que l'Arioste s'amuse du moyen âge, tout en gardant aux traditions héroïques leur grâce idéale. Mais tout cela était encore inoffensif. Les mœurs violentes de la renaissance produisirent le véritable pamphlet satirique, trait mortel qui frappe l'ennemi au cœur. Les philologues qui se déchiraient l'un l'autre établirent dans Rome, au temps de Paul Jove, une officine occulte de médecines, de *pasquinade*, contre les gens d'église. L'austère Adrien VI, pape étranger, fut une de leurs plus lamentables victimes. La raillerie de l'Italien touchait traîtreusement, comme le stylet du spadassin. Elle fut, entre les mains de l'Arétin, une des terreurs du xv<sup>e</sup> siècle.

Burckhardt arrive ici à un point capital de son livre : *la Résurrection de l'antiquité*. On comprend pourquoi cette série de chapitres n'est point venue plus tôt. Abstraction faite de l'antiquité, les forces vives de l'Italie se développaient spontanément, la renais-



sance était assurée dans ses lignes principales. Mais la culture antique apporta à l'Italie une condition intellectuelle particulière. Elle l'a fait vivre dans la familiarité d'une civilisation toute rationnelle, avec la vue constante de modèles de beauté ; elle a rendu plus rapide et plus harmonieuse l'éducation des Italiens. Elle leur montrait de quelle façon, dans un milieu social très semblable au leur, affranchis comme eux de toute croyance impérieuse, les hommes avaient jadis su penser, raisonner et agir. L'expérience que l'Italie poursuivait dans l'ordre nouveau de la société politique et les formes nouvelles de l'art, se présentait à elle justifiée par l'histoire, la littérature et les ruines du monde antique. En réalité, jamais elle n'avait perdu de vue l'antiquité. Les vestiges du passé couvraient ses campagnes, étaient debout dans ses cités. Les écrivains latins, les Grecs eux-mêmes, dont la langue se parlait toujours en Sicile, étaient pour elle autrement intelligibles que pour les Français ou les Allemands du moyen âge, non point des étrangers, mais des ancêtres. Dante, sans faire aucune violence à sa foi chrétienne, leur réserve en dehors des régions dolentes de l'enfer, une fraîche retraite où ils vivent en conversant dans une paix solennelle. Il remercie Brunetto Latini, qui fut son maître pour la lecture des anciens, de lui avoir appris « comment l'homme s'éternise. » Il appelle toujours langue latine, langue royale, le toscan qui devenait l'idiome littéraire de la péninsule. La grande image de Rome, que l'église la première vénérât, semblait unir l'Italie moderne à l'Italie virgilienne. « Les pierres des murs de Rome, écrit Dante, méritent le respect de tous. » C'est à la vue de Rome que Villani sent naître sa vocation d'historien. Pétrarque, Fazio degli Uberti, le Pogge ont pour Rome, pour son passé et ses ruines grandioses, l'émotion poétique, la tendresse filiale de quelques-uns de nos modernes. Un chroniqueur obscur du xv<sup>e</sup> siècle s'écrie : « Ce que Rome a de beau, ce sont les ruines. » Pie II mourant sourit à Bessarion qui lui promet un tombeau dans l'enceinte de Rome. La Rome chrétienne, consacrée par les souvenirs de saint Pierre et de Grégoire le Grand, frappe moins les imaginations que la Rome des Gracques et des Scipions : la Rome impériale, à laquelle se rapportent toutes les grandes ruines, disparaît presque dans le fantôme glorieux de la vieille métropole républicaine. Les tribuns, Crescentius, Arnould de Brescia, Rienzi, les écrivains tels que Pétrarque et Boccace, semblent vivre dans la commune de Tite Live. Pour eux, l'archéologie n'est point une simple curiosité d'érudition : elle leur rend les titres de la famille italienne. Les papes du xv<sup>e</sup> siècle encouragèrent ces études. Blondus de Forli dédia à Eugène IV sa *Roma instaurata*. De Nicolas V à Clément VII, le saint-siège a présidé à

cette exhumation des œuvres d'art, comme à la propagation des livres. L'antiquité retrouvée est une lumière qui permet aux Italiens de voir plus clair dans les détours même les plus tortueux de leur propre conscience. Les conspirateurs, les régicides s'inspirent de Salluste; les meurtriers du duc de Milan, en 1476, étaient des jeunes gens que la mémoire de Catilina et de Brutus avait enflammés; il y avait des humanistes dans le complot des Pazzi.

La renaissance italienne est, en effet, éminemment latine, et d'autant plus vivante. La dévotion pour les écrivains grecs était certes déjà très vive au xiv<sup>e</sup> siècle. Pétrarque expira, dit-on, le front penché sur un manuscrit d'Homère qu'il pouvait à peine épeler. Au siècle suivant, l'enthousiasme pour la Grèce classique, encore accru par l'émotion qu'éveilla en Occident la chute de Constantinople, toucha par momens à la superstition. Les grandes bibliothèques des Montefeltri, à Urbino, des Médicis, du Vatican, s'enrichissaient méthodiquement de manuscrits grecs. Les princes, les particuliers même pensionnaient les réfugiés byzantins, leur donnaient à corriger le texte des manuscrits, entretenaient des copistes, des traducteurs, des calligraphes, des relieurs, faisaient fouiller les greniers des couvens. Florence, Rome, Padoue avaient leurs professeurs publics de grec; l'hellénisme, après s'être établi d'abord à Rome, au temps de Nicolas V et de Bessarion, se fixait à Florence dans l'académie platonicienne des Médicis. Mais l'Italie, poussée par l'instinct national, s'attachait toujours plus étroitement à l'antiquité latine. *Gravior Romanus homo quam Græcus*, disait le pape Pie II. La renaissance demandait à la Grèce des modèles littéraires, des doctrines philosophiques; ce qu'elle recherchait dans les écrivains romains, c'était l'homme lui-même. La littérature grecque a un caractère impersonnel qu'elle doit à son haut idéalisme, à son indifférence pour le détail biographique, le trait individuel. Les Latins ont vécu et pensé dans une sphère moins sublime; ils ont eu plus de curiosité pour leur propre vie morale, un sentiment plus intime des choses de l'âme, un goût décidé pour l'observation de conscience. Ils aiment à se révéler à autrui, même par l'aveu de leurs faiblesses; ils font, pour ainsi dire, déjà des confessions. Leur œuvre fut ainsi plus humaine que celle des Grecs, et c'est à la pratique de leurs livres que se rapporte le plus justement la notion d'*humanités*. L'Italie se rangea donc à cette tutelle littéraire de Rome que Dante, disciple de Virgile, avait reconnue avec une piété filiale. Pétrarque fut, par excellence, le lettré italien de la renaissance, formé à l'école des Latins; il est aussi le premier en date et peut-être le plus grand des humanistes de l'Occident. Quoi qu'il écrive, c'est en réalité sur Pétrarque qu'il écrit. Il mêle à merveille

ensemble l'enthousiasme et le scepticisme, la poésie et l'ironie ; n'oublions pas l'égoïsme. Pour les lettrés tels que lui, la fortune de leur esprit est l'affaire importante de la vie ; mais il leur reste encore du loisir pour leur fortune temporelle. Nous les admirons, et nous serions des ingrats si nous ne les aimions. Car ils vivent familièrement avec nous et ne nous déconcertent pas par leur grandeur d'âme ; ils nous donnent les plaisirs les plus délicats, celui-ci, entre autres, de nous entretenir de nous-mêmes, tout en nous parlant sans cesse de leur gloire, de leurs amours, de leurs rêves, de leurs chagrins et de leur santé. De Cicéron à Pétrarque, de Pétrarque à Montaigne, ils ont été les dieux domestiques de tous ceux qui pensent, qui lisent ou écrivent, et ne désespèrent point de leur ressembler par quelque endroit.

Le génie italien n'a point été faussé par l'influence constante des lettres latines. Le latin avait toujours été la langue de l'église en même temps que celle de la science pour la chrétienté entière ; sans effort ni raideur pédantesque, il reparut avec toute sa valeur littéraire dans la littérature épistolaire qui renaissait sous la plume de Pétrarque ; au xv<sup>e</sup> siècle, dans les encycliques et les bulles du saint-siège, les chroniques de Platina et de Jacques de Volterra, les biographies de Vespasiano Fiorentino, les *Commentaires* d'Æneas Sylvius ; enfin, dans une foule d'œuvres poétiques, dont l'*Africa* marqua le début, épopées, bucoliques, élégies, épigrammes. Cicéron, Catulle et Virgile revivent dans la littérature néo-latine de l'Italie. Les grands historiens, Machiavel, Guichardin, s'inspirent des descriptions et des harangues de Salluste et de Tite Live, des réflexions morales de Tacite. L'entrée des comédies de Plaute sur le théâtre de Léon X n'étonna personne ; à Rome, comme à Naples, à Brescia, à Bergame, à Padoue, à Florence, la *Commedia dell'arte* et la farce populaire n'avaient-elles point conservé, dans le jeu de l'intrigue et le masque des personnages, les traditions dramatiques de l'Italie latine ?

#### IV.

Nous venons de considérer l'une des deux faces de la renaissance italienne, l'Italien lui-même, étudié d'une manière toute subjective, l'homme moderne, affiné par l'antiquité, armé de critique, libre d'esprit, dont la volonté propre ou la force inflexible des choses limitent seules l'action. Passons maintenant à une série de vues parallèles qui achèvent la théorie de Burckhardt, à la rencontre de la conscience italienne avec les réalités du dehors, du monde extérieur, avec la nature, la société ; en d'autres termes, observons l'aspect origi-

nal de la science, de la poésie, de l'art, de la moralité dans l'Italie de la renaissance.

En plein moyen âge, les Italiens eurent sur le monde des notions supérieures à celles des autres peuples chrétiens. Leur situation méditerranéenne, le souvenir de l'*orbis Romanus*, la lecture des géographes anciens, les intérêts de leur commerce maritime les portèrent à regarder fort loin, à chasser de leur esprit la terreur de l'inconnu. Au temps des croisades, ils se préoccupaient beaucoup moins du saint tombeau que de leurs comptoirs et de la sûreté de leurs caravanes; au XIII<sup>e</sup> siècle, Plano Carpini et les trois Polo se souciaient fort peu du prêtre Jean, du paradis terrestre ou de la porte du purgatoire; ils allaient, pendant des années, du côté du soleil levant, cherchant les meilleures routes vers le pays de l'or, des épices, des pierres précieuses. Quand Christophe Colomb dit : « *Il mondo è poco* (La terre n'est pas si grande qu'on le croit), » il exprimait un sentiment tout italien. La terre est certes une belle demeure, dont l'immensité ne doit pas effrayer l'homme; il peut s'y mouvoir à son aise, en pénétrer les détours sans angoisse, l'étudier et la décrire comme une œuvre d'art que Dieu a mise à sa portée. Pétrarque, qui traça, dit-on, la première carte d'Italie, mentionne les choses remarquables qu'il a vues dans ses longs voyages en Europe. Æneas Sylvius explique le monde par la cosmographie, la géographie, la statistique, il dépeint les paysages, note l'aspect des villes, leurs mœurs, leurs métiers, leurs produits. La science de la nature, ébauchée naguère par de grands esprits solitaires, Gerbert, Roger Bacon, Vincent de Beauvais, entra dans la sphère intellectuelle de toute une race. Les idées astronomiques, qui sont si subtiles dans *la Divine Comédie*, étaient certainement comprises de tous les Italiens instruits. Les collections de plantes et d'animaux, les jardins botaniques, où la plante est cultivée non-seulement pour ses vertus médicales, mais pour sa beauté, apparurent en Italie au XIV<sup>e</sup> siècle; le goût des bêtes fauves, venues à grands frais d'Asie ou d'Afrique, remontait à Frédéric II; il devint un luxe favori des cités, des papes et des princes. Léonard de Vinci, qui, enfant, amassait des scorpions et des lézards, quand il fut grand seigneur, entretenait des lions et des tigres. Gonzague de Mantoue nourrissait dans ses haras des chevaux d'Espagne, d'Irlande, d'Afrique, de Thrace et de Cilicie. Le cardinal de Médicis forma même une ménagerie d'hommes barbares, Maures, Turcs, nègres, Indiens, qui parlaient plus de vingt langues différentes.

On trouve en ceci, à côté de la curiosité scientifique et de l'utilité pratique, le sentiment de l'art. Mais la vie profonde de la nature, embrassée par une vue d'ensemble, ne touche pas moins l'imagina-

tion italienne que le détail singulier; le paysage a pour elle, comme la plante ou la bête rare, une valeur très haute. Dans son *Cantique au soleil*, saint François avait exalté par un même chant d'amour la lumière céleste et toutes les choses vivantes. Personne n'a fait sentir par des couleurs plus éclatantes que Dante la poésie des horizons sans bornes, des abîmes où tourbillonne la tempête, à la lueur vermeille des éclairs, de la mer qui tremble sous les feux de l'aurore; et quel peintre primitif a imaginé une plus fraîche prairie, avec ses grands arbres et son ruisseau, un tableau plus émaillé de fleurs mystiques que la retraite des sages et des poètes païens à l'entrée de l'enfer? Pétrarque, Boccace, Æneas Sylvius se répandirent en descriptions plus abondantes; ils furent les inventeurs du paysage classique, avec sa riche lumière, la construction large de ses horizons, la noblesse des arbres, la vie des eaux courantes, la grâce des ruines et des souvenirs mythologiques; les premiers poètes aussi du paysage moderne, par l'attrait attendri ou finement sensuel qui les rappelle sans cesse à la jouissance de la nature. Plus tard, il semble que les poètes et les conteurs, plus préoccupés de l'action humaine, aient eu moins le loisir de goûter le monde extérieur; ils laissèrent aux peintres, à Raphaël, à Léonard, au Corrège, la séduction azurée des lointains; Boiardo et l'Arioste ne tracèrent plus que des premiers plans nets et rapides; la renaissance, après avoir fait le tour de la nature, s'arrêtait à l'homme, le plus digne objet de sa poésie, de ses beaux-arts, des progrès de sa vie sociale.

Il faut encore remonter aux maîtres poétiques de l'Italie, à Dante et à Pétrarque. Toutes les passions, toutes les douleurs éclatent dans *la Divine Comédie*, mais par des traits d'une brièveté tragique, qui peignent à la fois, en trois paroles, l'attitude ou la convulsion du damné, le cri qu'il jette, la haine aiguë qui le torture, le deuil infini de son cœur. Autant de visions qui passent et fuient comme en un crépuscule, mais qu'on n'oubliera plus, parce qu'on a saisi tout ensemble le geste terrible de ces fantômes, leur sanglot désespéré, et le dernier fond éternel de l'âme humaine. Cette aptitude à exprimer l'une par l'autre la figure visible de l'homme et sa physionomie morale, rendues l'une et l'autre par le signe le plus individuel, reçut, selon Burckhardt, son achèvement de la discipline que Pétrarque imposa à l'esprit italien par les lois rigoureuses du sonnet. Le sonnet, régularisé pour toujours dans le nombre de ses vers, la disposition de ses parties, l'ordre de ses rimes, obligé de relever et d'animer le mouvement de sa seconde partie, devint « une sorte de condensateur poétique de la pensée et du sentiment comme n'en possède aucun peuple. » Étendons la remarque au tercet dan-

tesque, à l'octave des poésies épiques ou héroï-comiques. A la structure plastique de la forme répondirent, dans la poésie de la renaissance, l'allure vive et mesurée de la pensée, qui ne doit pas s'alanguir, la netteté de l'émotion, qui n'a pas le temps de se fondre dans la mollesse du rêve, la pureté de la couleur, dont le dessin un peu sec de l'image limite l'éclat.

Mais cette perfection même des formes rétrécit le domaine de l'invention, qui s'arrête en face des genres dont la forme est, de sa nature, indécise. L'Italie, où la vie quotidienne était si dramatique, n'a point eu de drame national. Plus d'une raison explique d'ailleurs ce phénomène singulier : la persistance des mystères, des farces et de la *Commedia dell' arte*, le luxe des décors et des costumes, l'importance excessive des ballets, des pantomimes, des danses aux flambeaux : la scène, trop brillante, était funeste au drame. Le sens dramatique ne manque cependant point aux Italiens ; *la Fiammetta*, *Griselidis*, toute la littérature des *Nouvelles*, ont montré de la façon la plus touchante les plus douloureuses passions. Mais ici le drame est un récit. Que le récit soit en prose ou en vers, l'écrivain demeure toujours le maître de ses personnages ; il n'est point obligé de s'identifier avec eux, de vivre dans leur cœur ; sa main les porte, et, s'il est doué d'ironie, il peut s'en jouer librement. Le récit en octaves est, avec le sonnet, le poème italien par excellence. On doit, pour en goûter toute la saveur, ne point oublier la civilisation au sein de laquelle il a fleuri ; il est encore aujourd'hui populaire au plus haut degré, mais c'est pour la société de cour, pour les familiers des Médicis et des Este que Pulci, Boiardo et l'Arioste avaient d'abord écrit. Le poème n'est point fait pour être lu des yeux, mais pour être déclamé, devant des courtisans et des dames, au cours d'un festin, d'une fête princière, parmi les danses, les accords de musique et les conversations. La suite lente et savante des caractères, qui s'expriment surtout par le dialogue et le monologue, échapperait vite à ce monde spirituel et distrait, car il n'a point le loisir de méditer sur les causes et les effets des passions ; ce qui le charme, c'est « le fait vivant, » l'action rapide, brusquement suspendue, suivie d'une autre action plus prodigieuse encore, et qui reparait au bout d'un détour capricieux du récit, quand le poète renoue les fils qui semblaient brisés et perdus. L'octave sonore, qui finit sur deux rimes, sur deux notes semblables, marque d'une mesure précise un geste du héros, un accident de l'aventure, un coin de paysage ; l'attention s'y arrête sans s'y lasser, car elle est aiguillonnée par la rime nouvelle de l'octave qui suit. Un chant, qui dure une heure, suffit pour embellir la fête, pour promener les paladins d'un bout de la planète

à l'autre, ou de la terre à la lune ; il a diverti la curiosité des auditeurs et la laisse en éveil, avide d'écouter le chant qui vient après. C'est encore par l'action plutôt que par le discours qu'éclate le pathétique et la passion portée à son comble, comme chez Roland, par des merveilles d'extravagance qui bouleversent la nature entière. La tendresse, la volupté sont toujours égayées d'un rayon d'ironie. Angélique, la vierge altière qui a dédaigné les rois et les guerriers chrétiens, se donne à un enfant « aux yeux de jais, aux cheveux d'or, » à un page sarrasin. Tous les hasards de la vie héroïque sont disposés pour la joie moqueuse du poète et de son cercle. Le vieux moyen âge est inventé de nouveau pour l'amusement d'un monde lettré qui ne prend plus au sérieux que les temps antiques ; ses prouesses les plus hautes tournent à la comédie. Morgante, d'un coup de son battant de cloche, écrase des armées. Le bon sens de Roland a passé dans une fiole de cristal aux mains de saint Jean. Mais plus est fou le neveu de Charlemagne, plus il vit d'une façon grandiose. Et plus les légendes chevaleresques s'embrouillent dans une obscure confusion, plus magnifique est le spectacle de ces traditions rajeunies, grand fleuve de poésie dont les eaux miroitantes réfléchissent la terre entière, cités bourdonnantes couronnées de campaniles ou de minarets, champs de bataille, plaines mornes du désert, îles enchantées tout empourprées d'aurore, profondes forêts aux clairières lumineuses, embaumées d'aubépines et de verveine.

La littérature historique de l'Italie s'est portée vers l'observation pénétrante de l'homme individuel, du grand homme, revêtu de gloire, étudié non-seulement dans les actes de sa vie politique, mais dans les traits de son caractère intime. Notre moyen âge ne nous avait laissé qu'un caractère bien individuel, le saint Louis de Joinville. Les historiens et les biographes italiens, dès le *xiv<sup>e</sup>* siècle, ont tracé des portraits d'une grande valeur à la fois pittoresque et psychologique. Voyez, en Dino Compagni, Dino Pecora, le boucher démagogue de Florence, « grand de corps, hardi, effronté et grand charlatan, » qui persuadait « aux seigneurs élus qu'ils l'étaient grâce à lui et promettait des places à beaucoup de citoyens. » Voici trois figures de Dante plus vigoureuses que la fresque même de Giotto : « philosophe hautain et dédaigneux, » dit Jean Villani ; « d'âme altière et dédaigneuse, » dit Boccace ; « il était, écrit Philippe Villani, d'une âme très haute et inflexible et haïssait les lâches. » Ce dernier écrivain a composé toute une galerie des hommes les plus marquans de Florence, théologiens, juristes, capitaines, astrologues, artistes. Jusqu'à Vasari, le portrait historique et la biographie privée persisteront chez les Florentins ; les grands historiens, Machiavel, Guichardin, Varchi, les ambassadeurs mettront toujours en lumière les

mœurs, les passions, les faiblesses des hommes qui ont été les artisans de l'histoire, des princes dont ils scrutent la pensée dans l'intérêt de la république. Les ambassadeurs vénitiens, Æneas Silvius, dans ses *Commentaires* et son *de Viris illustribus*, les biographes des papes, tels que Jacques de Volterra, Corio, l'historien de Milan, Paul Jove, dans ses *Vies* et ses *Éloges*, rendront de même la physionomie mobile de leurs contemporains. En deux lignes, Antonio Justinian explique à la seigneurie de Venise le caractère et la légèreté d'Alexandre VI : « Il est trop sensuel dans ses appétits et ne peut s'empêcher de dire quelque parole qui trahit l'état présent de son esprit. » L'autobiographie, qui débute par la *Vita nuova*, aboutit aux *Mémoires* de Cellini : le premier de ces livres est la confession d'une souffrance sans pareille, le second est le récit de tout ce qu'un homme a pu oser et de l'enivrement qu'il a trouvé dans l'insolence même de sa vie.

Les peintres et les sculpteurs eurent une conception de la personne humaine conforme au génie de la renaissance, analogue à celle des poètes et des historiens. Pour eux, l'homme a toute sa valeur en tant qu'individu le plus réel et le plus vivant possible. On sait comment l'art s'est affranchi, — par l'influence antique, avec Nicolas de Pise, par le retour à la nature, avec Giotto, — des formes immobiles de l'art byzantin, « de la manière grecque. » Mais Nicolas et son école, mais Orcagna, Donatello, Ghiberti, Luca della Robbia ne se sont pas attachés avec moins d'amour à la nature réelle que tous les maîtres de la peinture florentine. Et Florence a fait l'éducation de l'art italien tout entier. Ces figures, peintes ou sculptées, vivent, respirent, vont parler ; ces têtes bourgeoises des bronzes de Ghiberti ou des fresques de Ghirlandajo sont, par leur gravité et leur finesse d'expression, d'une race aussi haute que les condottières de Donatello, les apôtres de Masaccio. L'idéal descend, comme une lumière égale, sur tous ces visages, non point un idéal convenu d'école ou d'église, mais une grâce riante ou une noblesse dont l'artiste est bien l'inventeur, qualités qu'un critique du xvi<sup>e</sup> siècle, Firenzuola, dans son *Traité de la beauté féminine*, exprime par ces mots, qu'il ne réussit pas à bien définir : *leggiadria, vaghezza, venustà, aria*. Ajoutons, pour Léonard, Raphaël et le Corrège, pour Donatello lui-même, la *morbidezza*. Ce charme, tantôt voluptueux, tantôt passionné ou majestueux, parfois maladif ou étrange, est, selon nous, dans l'esthétique inconsciente des maîtres italiens, le don essentiel. Par lui, l'œuvre a son plus vif attrait, qu'elle doit non pas à la tradition sainte que l'artiste a traitée, à la richesse ou au mouvement de la mise en scène, mais à la séduction des figures, des regards et des attitudes. La renaissance, qui excelle dans le



portrait, la statue équestre, la statue funéraire, rend à la peinture religieuse le caractère individuel des personnages et l'interprétation libre des sujets. Une vierge de Raphaël diffère autant d'une madone de Léonard que d'une madone d'Andrea del Sarto. L'ange de Botticelli, aux longs cheveux bouclés, ne se retrouve alors sous le pinceau de personne. Un ange, un saint, un docteur, un capitaine, un page apparaît dans un tableau, non que la légende ou l'édification pieuse l'y appelle, mais parce que son visage, son geste, la beauté de son vêtement complètent la vie harmonieuse de l'œuvre. On peut diviser en cinq ou six groupes *la Dispute du saint-sacrement* ou *l'École d'Athènes*, on peut en isoler chacune des figures; ce qui demeurera sous nos yeux sera toujours un ouvrage achevé, une personne humaine qui, dans son cadre étroit, s'impose à nous par sa valeur propre.

Le rôle éminent de l'individu dans la poésie, l'histoire et l'art persiste dans la vie sociale. La société de la renaissance s'est formée autour de lui et à son image; elle est le théâtre de sa fortune. L'ancienne hiérarchie a disparu de presque toute l'Italie. Les communes ont réduit les seigneurs à l'état de citoyens; l'église donne des mitres et parfois la tiare aux plus humbles des chrétiens; les nobles de Florence, de Venise, de Gênes, s'enrichissent par le commerce. Les classes sont nivelées partout, excepté dans le royaume de Naples, où la culture intellectuelle sera toujours médiocre. Le préjugé de la naissance s'est dissipé. Dante l'abolit dans son *Convito*; Pétrarque écrit : *Verus nobilis non nascitur, sed fit*. Les humanistes affirment tous que le mérite de l'homme est non dans sa race, mais dans son esprit. « La chevalerie est morte, » dit Sacchetti. L'Arioste le croyait aussi. Ce qui reste de *cavalieri*, de nobles, vit dans les villes, entre dans les magistratures, se mêle intimement au peuple. L'Italie princière voit s'élever une noblesse nouvelle : lettrés, artistes, courtisans, hommes de guerre, d'esprit ou d'argent. Ceux-ci, à leurs qualités personnelles ajoutent une recherche d'élégance, une politesse de mœurs sans lesquelles la vie commune perdrait de son charme. Une physionomie intéressante se dessine de plus en plus : celle de l'homme bien élevé, accompli en toutes choses, le *cortigiano*, qui, selon Castiglione, s'inquiète moins du service de son prince que de la perfection de sa propre personne, et, à la guerre, se bat moins par devoir que pour *l'onore*, pour se faire honneur. Ce virtuose parle une langue choisie, le pur toscan florentin; il écrit le latin, est familier avec tous les jeux nobles : l'escrime, la danse, l'équitation, la musique, la paume; il sait causer, sourire et se taire à propos dans le cercle des dames. Une société si polie devait, en effet, donner aux femmes le premier rang. Les

femmes recevaient alors une éducation savante qui ne le cédaient guère à celle des jeunes gens. Elles eurent souvent un esprit supérieur, relevé par la hauteur de l'âme. Telle fut Vittoria Colonna. La renaissance a salué du nom de *virago* des femmes telles que Catarina Sforza, la *prima donna d'Italia*, qui, par l'énergie parfois féroce de la passion, ont égalé les plus rudes condottières. Ici, dans les salles des palais, sur le gazon des villas, c'est de conversations et d'aimables disputes qu'il s'agit. La *donna di palazzo* peut converser sur tout sujet, et le *cortigiano* peut lui conter toute histoire. C'était ainsi déjà au temps du *Décameron*; Boccace, alors, jetait comme un voile léger de périphrases sur ses tableaux les plus libres; les conteurs du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècles ont très souvent écarté le voile. Mais les jeunes filles étaient au couvent ou dans un appartement écarté, et les dames, dit Castiglione, devaient prendre simplement, en ces minutes difficiles, « un air réservé. »

Il fallait un décor magnifique pour encadrer l'élégance de cette vie polie, un déploiement extérieur et populaire qui montrât dans toute sa beauté la civilisation de la renaissance. Le tournoi féodal n'avait plus de valeur pour une société où le cavalier remplaçait le chevalier; le vieux mystère ecclésiastique tournait à la représentation brillante, où la gaité dominait de plus en plus; les saturnales bourgeoises, les messes des fous, les joyusetés d'écoliers ou d'artisans étaient bonnes pour les pays arriérés en culture, où les belles-lettres et les beaux arts ne formaient point encore l'ornement de la vie sociale. Durant près d'un siècle, l'Italie a célébré une fête merveilleuse dans laquelle les érudits, les artistes, les courtisans, les princes, les papes ont mis tout leur esprit et dont le spectacle s'est offert libéralement aux regards de la foule. La pantomime, le drame, l'intermède comique, l'allégorie mythologique, les scènes tirées des romans de la Table-Ronde, le cortège des chars et des cavaliers, les fantaisies du carnaval occupaient les rues et les places des grandes cités italiennes. Pie II passa à travers Viterbe, le saint-sacrement dans les mains, ayant à droite et à gauche des tableaux vivans : la Cène, le Combat de saint Michel contre Satan, la Résurrection, la Vierge enlevée par les anges. Charles VIII, à peine entré en Italie, vit jouer les aventures de Lancelot du Lac et l'histoire d'Athènes. Le cardinal Riario, neveu de Sixte IV, fit défiler devant Léonore d'Aragon Orphée, Bacchus et Ariadne, traînés par des panthères, l'éducation d'Achille, des nymphes que tourmentaient des centaures. Le tyran de la renaissance reconnaît dans ces splendeurs l'image de sa royauté; il les présente à son peuple comme une leçon pittoresque de politique séduisante pour des âmes méridionales et légères. Lorsque César Borgia revint d'Imola

et de Forli, qu'il avait conquises, le sacré-collège l'attendait à la place du Peuple : précédé de l'armée, des pages, des gentilshommes, entouré des cardinaux en robes rouges, à cheval, vêtu de velours noir, il marcha au milieu d'une foule immense qui applaudissait. Les femmes riaient en voyant passer le fils du pape, si charmant « avec ses cheveux blonds. » Quand il arriva au Saint-Ange, le canon tonna. Alexandre, fort ému, se tenait, avec ses prélats, dans la salle du Trône ; à la vue de son fils qui s'avancait, porté vers lui dans les bras de l'église, *lacrimavit et risit*, dit l'ambassadeur vénitien : il rit et pleura à la fois. C'était de joie seulement et d'orgueil qu'il pleurait. Un seul homme alors, Laurent de Médicis, eut, dans ses *Poésies carnavalesques*, le sentiment mélancolique d'une fin prochaine de la fête et d'un retour de la fortune : « Réjouissez-vous aujourd'hui. dit-il, car demain est un grand mystère. »

## V.

Une civilisation complète, véritable œuvre d'art, avait ainsi été créée par la conscience d'une race affranchie des entraves séculaires de l'âme humaine. Mais une multitude d'efforts individuels dirigés contre un ensemble de traditions trouvent difficilement en eux-mêmes leur mesure. La renaissance, comme tant d'autres révolutions, devait périr par l'excès de son propre principe. Les derniers chapitres de Burckhardt sur la moralité, la religion et la superstition, font comprendre la décadence rapide de l'Italie, mais ne donnent pas assez clairement la théorie de cette décadence. Le docte écrivain avait fermé définitivement le chapitre d'histoire politique et sociale : ici encore, il laisse deviner une conclusion qu'il n'a point exprimée ; mais sa doctrine est si forte qu'il suffit, pour la compléter, de lui demeurer fidèle.

Les destinées de la poésie et de la peinture ont été diverses : la première s'est arrêtée brusquement, la seconde, toujours religieuse en apparence, et conservée par l'église, a passé par toutes les phases d'un lent déclin. C'est l'ironie qui a tué la poésie. L'ironie, employée par de grands poètes, avait transformé la matière chevaleresque, mais ne l'avait point détruite ; le goût des grandes choses, le respect littéraire du passé, un sentiment exquis de l'idéal avaient sauvé les souvenirs de Charlemagne ; Roland et les douze pairs pouvaient être fous, ils ne furent jamais petits ni ridicules. Tout à coup, du vivant de l'Arioste, en 1526, la parodie de Teofilo Folengo, l'*Orlandino*, fit une blessure mortelle à l'épopée héroï-comique. Roland et, avec lui, tout le monde des *Reali di Francia*, toutes les légendes

de la Table-Ronde finissaient dans la caricature. Les paladins que l'Europe avait si longtemps vénérés se battaient, montés sur des ânes, en un tournoi de village. Roland ne cherchait plus Angélique, ne croisait plus le fer contre les païens : il bornait sa prouesse à disputer à un prélat glouton, avec mille injures, une sacoche de gibier, de charcuterie et de poisson. La satire littéraire, dirigée contre l'Arioste, la satire religieuse, qui fait penser aux invectives luthériennes d'Ulrich de Hutten, marquent, dans l'*Orlandino*, une rupture définitive avec l'art du xvi<sup>e</sup> siècle. La poésie tournait au pamphlet. La haute inspiration reparaitra plus tard avec le Tasse ; mais celui-ci fut le poète convaincu de la contre-réformation catholique, et il n'appartient plus à la renaissance.

La recherche de l'*effet* a été funeste à la peinture ; elle a pareillement nui à la statuaire des successeurs de Michel-Ange. Tandis que, dans la grande école de Venise et le Véronèse, la mise en scène, le décor d'architecture, l'ampleur éclatante des costumes, la richesse des accessoires, parfois aussi la familiarité de l'invention, altéraient de plus en plus la valeur religieuse des ouvrages de peinture, les peintres des écoles de Florence et de Rome gâtaient leurs tableaux par le parti-pris d'étonner le regard. On fit longtemps encore de beaux portraits, mais le secret des grandes compositions se perdit. Les anciens maîtres avaient toujours subordonné les personnages à l'ensemble ; chez les élèves de Raphaël et de Michel-Ange, plus tard encore, dans l'école de Bologne, la figure individuelle, lors même qu'elle n'occupe qu'une place secondaire, se détache vivement de l'ensemble, les yeux fixés sur le spectateur, afin d'en retenir plus sûrement la curiosité. L'effort des mouvemens, l'intention dramatique des gestes que prolonge le jeu trop savant des draperies, l'abus des moyens pittoresques et bientôt du clair-obscur, les fausses grâces et les sourires affectés, tous ces défauts d'une peinture qui veut avoir trop d'esprit, rappellent singulièrement la poésie de cour, le sonnet maniéré et le fade madrigal où aboutissait dans le même temps l'art de Pétrarque.

Le mal était, d'ailleurs, irréparable, car les parties vitales du génie italien étaient atteintes. La catastrophe politique du xvi<sup>e</sup> siècle, l'asservissement de la péninsule, ne rend point à elle seule compte du naufrage d'une civilisation et d'une littérature, comme le fait, pour la France méridionale, la croisade des albigeois, car les excès et les folies du principat, qui décidèrent de l'Italie, n'étaient eux-mêmes que l'effet d'une cause invincible qu'il importe de considérer.

Dans un chapitre de ses discours sur Tite Live, Machiavel dit : « Nous autres Italiens avons à l'église et aux prêtres cette première obligation d'être sans religion et corrompus ; nous en avons une

plus grande encore qui est la cause de notre ruine, » à savoir l'état de division, de discorde et de faiblesse où l'église, depuis le temps des Lombards et des Francs, a maintenu, par son égoïsme, l'Italie. Cette explication d'une chute que Machiavel prévoyait comme très prochaine, est très incomplète, excessive pour l'église, mais elle contient cependant les élémens essentiels du problème. Afin de bien élucider celui-ci, commençons par observer l'état religieux des Italiens en changeant l'ordre des analyses de Burckhardt, qui étudie la moralité avant la religion.

Je l'ai dit plus haut : l'Italie avait toujours eu, du consentement même de l'église, une grande liberté religieuse. Elle s'était attachée à la foi plus qu'aux œuvres, avait tenu peu de compte de l'austérité et de la pénitence. Le prodigieux succès de saint François résulta de la façon tout italienne dont le rêveur d'Assise avait compris l'originalité du christianisme, une religion faite de tendresse et d'enthousiasme plus que d'obéissance et de terreur, une religion d'amour, par conséquent livrée à l'imagination personnelle du chrétien, très individuelle sans doute, mais non point à la manière du protestantisme. Car l'église est toujours là, image visible de Dieu, corps de doctrine plutôt que hiérarchie sacerdotale ; l'Italie demeure volontiers sous le manteau de l'église, à qui elle demande des sacrements et des prières, dont jamais elle ne songe à discuter les dogmes, précisément parce que ces dogmes la préoccupent assez peu. Un tel état ne pouvait durer qu'à deux conditions : la première, que la simplicité religieuse et le mysticisme de l'âge franciscain fussent toujours dans les consciences ; la seconde, que l'église méritât de garder, par l'autorité morale, la règle souveraine de la foi. A la fin du xv<sup>e</sup> siècle encore, la peinture d'un Pérugin ne s'éloigne pas beaucoup de l'inspiration naïve d'un frère Angelico, et, cependant, le Pérugin était un chrétien médiocre. Ici, les œuvres d'art ne peuvent donner aucune indication sérieuse sur les âmes. A la même époque, à entendre Savonarole, il n'y avait plus dix justes dans Florence. Cent ans plus tôt, je trouve encore dans les lettres du notaire ser Lapo Mazzei le christianisme le plus grave et le plus candide, sans direction étroite, la pensée constante de Dieu, celle du salut, sans aucune angoisse, la charité pour les humbles, l'amour de saint François, dont il fait lire les *Fioretti*, le soir, à ses « petits garçons. » Cet excellent homme, vieux bourgeois florentin, est d'une souche religieuse plus ancienne que celle de Pétrarque, qui est cependant son aîné de près d'un demi-siècle. Mais Pétrarque est un lettré, il est homme d'église, il a déjà en lui le demi-scepticisme des premiers humanistes, la demi-indifférence d'un chanoine italien vivant à la cour d'Avignon. Au xvi<sup>e</sup> siècle, Gelli écrivait : « Ceux qui étudient

ne croient plus à rien. » Lentement, d'année en année, la culture savante fit baisser la foi dans les âmes. Le paganisme littéraire des humanistes du xv<sup>e</sup> siècle, les railleries déjà voltairiennes de Pulci, montrent le progrès du scepticisme chez les hommes instruits. La foi individuelle n'avait pu résister à l'action de la raison individuelle. Les lettrés, malgré leurs propos impies, ne professent point réellement l'athéisme, mais une philosophie vague, très tolérante, empreinte de fatalisme, qui se résume en ces paroles du professeur de Sixte IV, Galeotto Marzio : « Celui qui se conduit bien et qui agit d'après la loi naturelle entrera au ciel, à quelque peuple qu'il appartienne. »

L'incrédulité des humanistes trouvait sa justification dans le spectacle que donnait l'église, l'excès de ses ambitions temporelles, le trafic de la tiare, le scandale de la simonie et du népotisme, la cruauté d'un Sixte IV, l'avidité d'un Alexandre VI, la violence d'un Jules II ; quant au peuple, il voyait ou devinait le reste et les conteurs ne lui ménageaient guère sur la vie des clercs et des moines les plus piquantes révélations. Il comprenait que le charlatanisme occupait le sanctuaire, qu'on lui montrait, comme un divertissement de foire, de faux miracles et de faux exorcismes. Nous pouvons, sur ce point, en croire les nouvelles de Boccace et de Massuccio, quand nous lisons dans le pieux Salimbene : « En 1238, à Parme, vers le temps de Pâques, les mineurs et les prêcheurs s'entendirent sur les miracles qu'il convenait de faire cette année-là, *intromittebant se de miraculis faciundis.* » D'ailleurs, les écrivains qui se jouaient le plus librement des choses saintes, n'étaient-ils point eux-mêmes gens d'église : Boccace, le Pogge, Berni, Teofilo Folengo, Bandello ? Tandis qu'on voyait, au sommet de la hiérarchie, le pape Alexandre livrer à sa fille la régence du saint-siège, Savonarole criait à toute l'Italie la vie honteuse du clergé séculier. Les moines étalaient librement leur grossièreté. Aux funérailles du cardinal d'Estouteville, sous Sixte IV, mineurs et augustins se battirent, à Sant-Agostino, à coups de torches autour du cadavre, qu'il s'agissait de dépouiller de son anneau et de sa chasuble. Si l'Italie, gagnée par la libre pensée dont l'église n'était point responsable, s'était éloignée de l'évangile, l'église n'avait plus aucun droit pour l'y rappeler. Savonarole put provoquer à Florence une explosion de fanatisme ; on voyait encore çà et là des bandes de flagellans ; des ermites visionnaires prophétisaient de tous côtés ; de Léon X à Paul III, se formait à Rome une chapelle de chrétiens lettrés tels que Bembo, Sadolet, Vittoria Colonna, Contarini, qui essayèrent de revenir au christianisme très pur du xiii<sup>e</sup> siècle : ces réveils accidentels de la foi montrent mieux encore

le vide religieux de la péninsule. Les âmes, désenchantées des vieilles croyances, et qui ne sont point mûres pour la négation absolue du surnaturel, se tournent vers la superstition, vers l'astrologie et la sorcellerie. Jadis Pétrarque, Jean et Matthieu Villani, Sacchetti, avaient nié l'influence des astres sur la vie humaine et s'étaient moqués des astrologues ; à la fin du xv<sup>e</sup> siècle et malgré les efforts de Pic de la Mirandole, tout le monde, philosophes, humanistes, hommes d'état, les papes eux-mêmes, croient aux conjonctions d'étoiles et aux prophéties qui s'en tirent. Jules II, Léon X, Paul III, font lire dans les profondeurs du ciel les destinées de l'église. Toutes les superstitions classiques, toutes les terreurs du moyen âge reparaissent. On croit aux présages puérils, aux revenans, aux courses nocturnes de fantômes sans têtes, au chasseur noir, à la descente des esprits malins sur la terre, à l'évocation des démons. Des dominicains allemands apportent, en Italie, les pratiques des sorciers ; un prêtre sicilien fait voir à Cellini des milliers de diables dans le Colisée ; Marcello Palingenio s'entretient la nuit, dans la campagne de Rome, avec des esprits, *divi*, qui viennent de la lune et lui donnent des nouvelles de Clément VII.

Nous pouvons apprécier maintenant l'état moral de l'Italie. Les consciences ne reconnaissent plus de règle supérieure ; toute haute discipline était abolie, les notions chrétiennes de charité, de pudeur, de justice divine, étaient détruites ; l'église trahissait la cause de Dieu et avait perdu toute autorité apostolique ; la superstition inclinait les esprits vers le fatalisme païen. D'autre part, du spectacle de la vie publique, où primait seul le droit de la force ou de la fourberie, les âmes recevaient une perpétuelle leçon d'égoïsme et de licence. Il était bien permis à chacun d'être, dans le cercle où la fortune l'avait placé, à la fois renard et lion, puisque ceux-là seuls étaient heureux et enviés qui atteignaient, par tous les moyens, à la plus grande mesure possible de puissance, de richesse et de plaisirs. L'individu qui se rit de la loi humaine et se réserve de faire sa paix, à la dernière heure, avec la loi divine, est donc libre absolument pour la poursuite de son intérêt et de sa passion. Il l'est d'autant plus qu'il se sent encouragé par deux préjugés profondément italiens. L'un d'eux a été exprimé par le pape Paul III disant de Benvenuto : « Les hommes uniques dans leur art, comme Cellini, ne doivent pas être soumis à la loi. » Et l'*uomo unico* peut invoquer encore en faveur de ce rare privilège l'idée que son temps se fait de l'honneur. Guichardin écrit dans ses *Aphorismes* : « Celui qui fait grand cas de l'honneur réussit en tout, parce qu'il ne craint ni la peine, ni le danger, ni la dépense ; les actions des hommes qui n'ont point pour principe ce puissant mobile sont

stériles. » Mais on sait ce que l'Italie entendait alors par *onore*. Ce n'est pas plus l'honneur vrai que la *virtù* n'est la vertu. L'*onore* est le prestige que donne l'accomplissement d'une action difficile obtenue d'une façon éclatante. Le respect du droit d'autrui, les scrupules de la délicatesse morale n'ont rien à y voir. Il n'est pas nécessaire de marcher à l'ennemi au grand jour et de le combattre loyalement. César Borgia juge plus sage de l'étrangler à la suite d'un repas cordial. Il est imprudent d'agir sur-le-champ, surtout si l'on a un outrage à venger. « Ce qui ne se fait point à midi, disait César, peut s'ajourner au soir. » La *bella vendetta* demande, en effet, de la patience, une réelle sérénité d'esprit. Le poison subtil et lent, le *venenum atterminatum* qui se dissimule entre les pages d'un missel, dans les plis d'un mouchoir, est, pour une affaire d'*onore*, une arme exquise. Enfin, le bravo, le spadassin qui vend son coup de poignard pour quelques ducats, est aussi un artisan précieux de l'honneur d'autrui. D'ailleurs, nulle hypocrisie ; c'est avec une franchise admirable, une bonne foi parfaite que l'Italien, tranquille du côté de l'opinion et du remords, assouvit sa passion. Je n'ai rien à dire ici de la corruption des mœurs. Je crois d'une bonne critique de se fier, sur ce chapitre, aux comédies de Machiavel et de Bibbiena, aux nouvelles de Bandello ; on peut, si l'on recherche une preuve historique d'apparence plus solide, s'en tenir aux chroniqueurs réunis par Muratori, au *Journal* de Burchard, le chapelain d'Alexandre VI, ou, plus simplement encore, aux lettres familières de Machiavel.

Comme l'indifférence ironique éloignait l'Italie des croyances qui avaient jadis formé la communauté chrétienne, l'égoïsme transcendant la détachait des notions morales qui sont le lien de la communauté humaine. La péninsule était peuplée de virtuoses ; elle n'était plus une société au sens étroit du mot. Les âmes, possédées par l'intérêt personnel, perdaient peu à peu tout enthousiasme, toute douceur et tout amour. Un jour, le plus grand des Florentins jeta un cri d'alarme : il comprit que l'Italie était sur le point de payer de sa liberté les complaisances de sa morale. Il essaya, mais trop tard, de donner à Florence une armée nationale. L'idée même de communauté nationale était sortie des esprits. Machiavel est le dernier qui conserve la notion de patrie italienne, si claire autrefois chez Dante et Pétrarque. Le temps n'était plus aux ligues des villes contre l'ennemi commun. La ligue qui avait attendu les Français à Fornoue fut une tentative princière inutile et rien de plus. Les princes, et le pape plus souvent que les autres, dans leur fureur d'écraser leurs voisins, allaient désormais appeler sans cesse les barbares. On vit alors les conséquences dernières de la tyran-



nie. La société politique du moyen âge s'était soutenue par des institutions qui suppléaient à la valeur et au génie de l'individu : la tyrannie avait fait table rase de toutes les institutions et mis à la place le prince. Celui-ci tombé, qu'une révolution ou une invasion l'ait chassé, il ne reste plus rien dans l'état, rien qu'un trône vide où le roi étranger peut s'asseoir. L'asservissement d'une province voisine devient chose indifférente. L'étranger franchit-il la frontière, entre-t-il en Toscane, le Florentin ne s'émeut point encore. Mais que Charles VIII, une fois l'hôte de Florence, fasse mine d'imposer à la seigneurie un traité inquiétant, Florence criera par la bouche de Capponi : « Sonnez vos trompettes, nous sonnerons nos cloches. » C'était trop peu, en vérité ! Si, quand les premières compagnies du roi très chrétien parurent sur les Alpes, toutes les cloches d'Italie s'étaient mises en branle, les cloches de Palerme, qui sonnèrent les vêpres tragiques de 1282, la cloche du Capitole, qui donna si souvent le signal de l'émeute communale contre le pape et les empereurs, les cloches de Milan, qui fêtèrent la victoire nationale de Legnano, toutes, jusqu'au bourdon de Saint-Marc, qui avait tant de fois grondé sur les lagunes contre les Turcs, si elles avaient éclaté en un tocsin unanime, la première invasion s'arrêtait en Lombardie, celle qui, à travers Florence, Rome et Naples, fraya le chemin à toutes les autres. L'histoire accomplit donc son œuvre, avec la logique inflexible qui déplace la fortune des peuples et suspend ou détourne le cours des civilisations. L'Italie, vassale de l'Espagne et de l'empire, allait s'assoupir sous la main de l'église et la garde de l'inquisition, tandis que la renaissance entraînait en France.

ÉMILE GEBHART.

---

LE

# BRIGADIER MUSCAR

---

HISTOIRE DU TEMPS DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION

---

I. Papiers et Correspondance de Muscar. — II. Archives de la guerre. — III. Archives de la ville d'Ostende.

L'histoire que je vais raconter est bien simple : c'est celle d'un brave homme et d'un brave soldat, qui eut une heure de mauvaise renommée et qui sut la racheter par toute une vie d'honneur et de devoir ; c'est la biographie, sans prétention, d'un de ces nombreux enfans du peuple, parvenus à grand'peine au grade de bas officier dans les dernières années de la monarchie et qui se réveillèrent un beau matin, grâce à l'émigration, lieutenans ou capitaines.

L'ancien régime avait ses vieux grognards, comme l'empire eut les siens plus tard, et, peut-être, à leur gloire n'a-t-il manqué qu'un Béranger. Même on trouverait aisément entre les deux types plus d'un trait de ressemblance : sans les premiers, la révolution eût été écrasée dès le début et réduite à capituler devant l'Europe ; sans les seconds, l'épopée impériale se fût terminée dix ans plus tôt, malgré tout le génie de Napoléon. En 1813, c'est au contact de ceux-ci, c'est à leur rude école que se formèrent si vite ces conscrits de seize et dix-sept ans dont les braves petites jambes eurent une si grande part aux prodiges de l'immortelle campagne de France.

En 1792, ceux-là se trouvèrent fort à propos pour rétablir dans nos régimens la discipline détruite par trois années de révolution et pour encadrer nos jeunes volontaires.

Mon homme est un de ces vieux de la vieille, un de ces modestes vétérans qui ne brillèrent pas tous, il s'en faut, d'un grand éclat, mais dont la plupart devinrent d'excellens officiers de troupes. Muscar, — on verra pourquoi, — ne s'éleva pas aux grades supérieurs : il mourut simple brigadier, autrement dit colonel, mais, dans les diverses situations qu'il occupa, il eut le mérite de bien faire. Il ne fut pas seulement un vaillant à une époque de vaillance ; il ne mit jamais rien, même en Vendée, dans sa poche. A ce titre seul, il mériterait déjà d'être tiré de l'oubli. Peut-être trouvera-t-on par surcroît dans sa vie quelques traits intéressans pour l'histoire générale.

## I.

Né le 1<sup>er</sup> août 1757 à Bayonne, Arnould Muscar n'avait que dix-sept ans lorsqu'il s'engagea le 13 juin 1774 au régiment de Vivarais. L'avancement n'était pas rapide alors. Le nouveau roi n'aimait pas la guerre et, sauf celle d'Amérique, à laquelle Vivarais n'eût d'ailleurs aucune part, les occasions de se signaler manquaient absolument. Muscar mit sept ans à passer caporal et, quand éclata la révolution, qui le fit sergent-major en 1791, il n'était encore que fourrier en dépit de ses trente-deux printemps et de ses dix-sept ans de service. Ces chiffres ont leur éloquence : mieux que de longs commentaires, ils expliquent l'état d'esprit particulier de la troupe et des bas officiers à la fin de l'ancien régime. Des gens que la vie traitait aussi durement ne pouvaient manquer d'embrasser les idées nouvelles avec ardeur, et le mouvement de 1789 trouva dans leurs rangs dès le principe ses plus énergiques défenseurs. Dans les journées qui précédèrent le 14 juillet, c'est la résistance des bas officiers qui compromit le succès des mesures prises par le maréchal de Broglie ; à la prise de la Bastille, c'est leur intervention dans le combat qui fit tomber le pont-levis de la vieille forteresse. Aux 5 et 6 octobre, ils étaient encore au nombre des assaillans, — Hoche s'en vantera plus tard, — et s'ils contribuèrent à sauver le roi qui, par parenthèse, eût mieux fait pour sa gloire de se laisser assassiner ce jour-là, il ne paraît pas qu'ils aient rien tenté pour arracher à la mort leurs malheureux camarades des gardes du corps, tant il y avait d'effervescence dans les têtes et de haines accumulées dans les cœurs.

Muscar, grâce à Dieu, n'eut pas la main dans ces premières et tristes journées, où la bravoure française ne rougit pas de s'exercer

sur un roi sans défense et sur quelques invalides. Mais, plus que personne, sa correspondance le montre, il dut subir l'espèce de vertige qui, de proche en proche, avait gagné comme une contagion les meilleurs esprits et qui éclata presque au même moment dans les plus vieux corps en transports furieux. On sait le rôle que jouèrent les sociétés populaires dans ces mouvemens anarchiques ; il n'en est presque pas un qui n'ait été préparé, sinon dirigé par elles. Dès leur établissement, en 1789 et 1790, ces sociétés, qui s'intitulaient toutes *amies de la constitution*, avaient eu dans l'armée de nombreux adhérens, et le ministre avait dû, par mesure de police, en interdire la fréquentation. Mais cette interdiction, qui ne devait pas tarder à être levée par l'assemblée nationale, n'avait jamais été strictement observée ; il s'était même formé dans beaucoup de régimens des comités de défense qui correspondaient entre eux et qui formaient de véritables clubs, avec leurs séances régulières et leurs orateurs attitrés. Muscar avait tout ce qu'il fallait pour tenir le rôle avec succès : cinq pieds six pouces, une voix de stentor, de la faconde naturelle, l'emphase du temps, quelque esprit et beaucoup de rondeur. Doué de la sorte, il ne pouvait manquer de réussir auprès de ses camarades et de prendre sur eux, le cas échéant, l'autorité que la foule accorde toujours à qui met de solides épaules et de forts poumons à son service. Donc en très peu de temps, il était devenu, comme on dit, une des fortes têtes du régiment ; les mécontents se groupaient autour de lui et lorsque des paroles, au mois de janvier 1790, ils en vinrent aux actes, à l'insubordination, c'est lui naturellement qu'ils mirent en avant et qui fut leur ambassadeur.

La discipline était déjà bien malade alors, elle ne subsistait plus dans beaucoup de régimens que par un reste d'habitude. La mutinerie de Vivarais, — c'était une des premières qui se fût encore produite avec autant d'éclat, — émut pourtant le ministre et provoqua de sa part un acte de juste sévérité. Emprisonné par ordre supérieur, Muscar fut conduit, pour y être jugé par un conseil de guerre, à la citadelle de Verdun, puis bientôt après, sur un changement de garnison du régiment, à Montmédy. Mais La Tour du Pin avait compté sans la municipalité, qui avait pris le parti du prisonnier, et sans Vivarais, qui réclamait l'élargissement de son ambassadeur sous la forme de délibérations adressées, contrairement à toutes les règles hiérarchiques, au comité des rapports de l'assemblée nationale.

Bientôt, en effet, le 16 avril, un premier orage éclatait sur la tête du ministre. Il était dénoncé par un obscur député de Carcassonne, M. Dupré pour avoir fait « enlever clandestinement par la maréchaussée un bon citoyen dont la conduite en d'autres temps eût mérité la couronne civique. » M. Dupré reprochait encore à La Tour du Pin de n'avoir pas tenu compte des réclamations du corps municipal,

lequel avait ordonné au procureur de la commune de dénoncer cette infraction aux lois. Un autre député, M. d'André, parlait dans le même sens et, comme conclusion de ce débat, l'assemblée décidait que son président écrirait au roi pour demander la remise de Muscar aux juges qui devaient connaître de son délit, *s'il était coupable!*

En d'autres termes, le pouvoir législatif prenait parti pour un soldat mutin contre ses chefs.

La Tour du Pin, si faible qu'il se fût déjà montré dans plus d'une occasion, ne pouvait accepter cet humiliant désaveu. Le lendemain, 17 avril, au début de la séance, il faisait parvenir au président cette réponse polie, mais fort nette : « Il y a plus de six semaines, y était-il dit, que j'ai prévenu les décrets (1) de l'assemblée nationale en ordonnant de surseoir à tous les jugemens militaires. M. Muscar a été le principal moteur de l'insurrection de Vivarais. Lorsque ce régiment a été envoyé à Verdun, M. Muscar a été transféré dans la citadelle de Montmédy. Cet homme, infiniment dangereux, n'a cessé de donner des inquiétudes, et ce court exposé suffira pour vous prouver que je n'ai eu d'autre intention que de prévenir des insurrections nouvelles. » Et le ministre ajoutait, pour finir, une réflexion qui ne manquait certes pas d'opportunité : « Permettez, monsieur le président, que, par votre organe, j'observe qu'il y a danger à ce que les municipalités se mêlent de ce qui concerne la discipline militaire et qu'il serait important que l'assemblée rendit un décret sur cet objet. »

La leçon était claire et ne s'adressait pas seulement aux municipalités, elle visait surtout l'assemblée, qui, se sentant dans son tort, ne la releva pas et se déclara satisfaite des explications du ministre. C'était un succès pour ce dernier; pour une fois qu'il avait su regarder ses adversaires en face et les rappeler à la discipline, il les avait fait reculer. Mais les événemens se précipitaient et l'anarchie, provisoirement vaincue, n'allait pas tarder, sous la pression des clubs et des journaux, à prendre une éclatante revanche. A quelque temps de là, le 16 novembre 1790, elle arrachait au roi la démission de La Tour du Pin et son remplacement par un homme résigné d'avance à toutes les capitulations. L'élargissement de Muscar s'imposait à la nouvelle administration comme une des suites forcées du mouvement qui l'avait portée aux affaires. Où La Tour du Pin avait essayé de résister, il était fatal que Duportail, la créature et l'ami de La Fayette, céderait; si son honneur de soldat le lui défendait, ses opinions constitutionnelles et son intérêt bien entendu l'y invitaient. Il eut ce-

(1) Ces décrets avaient suspendu tous les effets des anciennes ordonnances sur la discipline, jusqu'à l'organisation des nouveaux tribunaux militaires.

pendant le bon goût de ne se point rendre trop vite, il prit son temps, louvoya, choisit son moment et finalement réussit, dans une certaine mesure, à sauver les apparences, au moyen d'une petite comédie qui se joua devant l'assemblée, le 5 juin 1792, après avoir été concertée dans la coulisse avec le comité des rapports. Ce jour-là, le président de l'assemblée reçut et lut gravement à ses collègues une lettre dans laquelle Duportail rappelait qu'il avait à plusieurs reprises saisi MM. du comité des rapports de l'affaire de Muscar ; que ce comité lui avait paru penser que l'assemblée nationale, en ordonnant un sursis sans décréter aucune autre disposition ultérieure, avait peut-être eu pour but d'ensevelir dans l'oubli des erreurs commises en un moment de fermentation ; que néanmoins il n'avait pas cru devoir prendre sur lui de proposer au roi la mise en liberté de Muscar ; mais qu'il était prêt, dès que l'assemblée nationale aurait prononcé sur le sort de ce sous-officier, à se soumettre aux ordres qui lui seraient transmis.

Aussitôt, le président s'étant rassis, un membre du comité des rapports apparut à la tribune, un papier à la main ; c'était un projet de décret, tout préparé d'avance, et qui fut naturellement adopté à l'unanimité. « L'assemblée nationale décrète que le sieur Muscar, sous-officier au 71<sup>e</sup> d'infanterie, sera mis en liberté, conservera le grade qu'il avait dans son régiment, et recevra sa paie entière depuis le jour de son arrestation. » Ainsi finit la captivité de Muscar et tel fut le dénouement d'un incident qui eut, en son temps, grâce aux proportions que les circonstances lui donnèrent, une véritable importance. Muscar pouvait être fier et s'estimer heureux ; s'il avait subi une trop longue détention, il sortait de prison, somme toute, avec les honneurs de la guerre. Il avait contribué, pour sa part, à la chute d'un ministre détesté, servi la cause de la liberté, souffert pour elle ; son nom, naguère ignoré, avait maintes fois retenti dans les débats de l'assemblée, à la Société des amis de la constitution de Paris, et dans la plupart de celles des départemens. Il était populaire et pouvait désormais tout prétendre.

La tête, heureusement, chez ce rude Basque, était solide presque à l'égal du roc de ses montagnes ; elle avait pu lui tourner dans un moment d'effervescence, comme à Marceau, comme à Hoche ; elle lui revint très vite, étant de ceux qui ne se laissent pas prendre deux fois au même piège. Les clubs avaient compté sur lui comme sur une proie facile à saisir et lui préparaient déjà des ovations ; il trompa leur attente, et ce fut le plus simplement du monde, sans éclat, sans tambours ni trompettes, qu'il rejoignit Vivarais. Trois mois après, complètement assagi, guéri de l'éloquence et de la popularité, redevenu l'honnête homme et le soldat

qu'il avait toujours été dans le fond, sa bonne conduite le faisait nommer sergent-major. La réparation avait été complète ; il était juste que la réhabilitation la suivit de près.

## II.

En ce temps-là, tous les yeux étaient déjà tournés du côté du Rhin, tous les esprits tendus, dans une patriotique angoisse, vers la guerre. Aux uns elle apparaissait comme le seul moyen d'en finir avec l'anarchie, de relever le roi de l'espèce de déchéance où les empiétemens de l'assemblée l'avaient réduit ; enfin, et surtout, de rétablir la discipline dans l'armée. Telle était en particulier l'opinion de La Fayette et des constitutionnels. D'autres, comme les girondins, poussaient au conflit dans un intérêt d'ambition et de popularité qui se confondait, en leur imagination romanesque, avec le souci de l'honneur français. Quant à la foule, dans son gros bon sens, elle sentait vaguement qu'il faudrait tôt ou tard en venir aux coups de canon, et d'avance il y avait en elle, à l'état rudimentaire et latent, comme une gestation de *la Marseillaise* qui la travaillait sourdement. Seuls, dans cette effervescence faite de calcul chez quelques-uns, inconsciente et toute d'électricité chez la plupart, quelques rares dissidens, deux surtout : Robespierre et Marat ; l'un jetant du fond de son trou ses cris d'oiseau de mauvais augure ; l'autre, à la tribune des jacobins, semant l'alarme, multipliant les sinistres prophéties, et, de son fiel à flots répandu, élaboussant tour à tour tous les généraux en vue.

Ce n'est pas ici le lieu de rappeler les incidens qui provoquèrent la chute du ministère Duportail, l'avènement des Girondins et bientôt après la guerre. Il serait non moins superflu, sinon oiseux, de rechercher qui de la législative ou de la coalition eut les premiers torts et fut l'agresseur. Entre la France de 1789 et l'Europe féodale et monarchique, l'état de trêve armée pouvait bien à la rigueur subsister quelque temps ; tout accord sérieux et durable était impossible. La révolution, sous peine de n'être qu'une aventure, devait s'imposer aux puissances par la force ; les puissances, sous peine de voir leurs sujets se lever à leur tour, devaient écraser la révolution. L'occasion, d'ailleurs, était bonne pour s'arrondir aux dépens de la France, comme naguère en Pologne. Quoi qu'il en soit, l'agression, ou, si l'on préfère ce mot, l'initiative vint de Louis XVI ; bon gré, mal gré, sincère ou contraint, ce fut lui qui, dans la séance du 20 avril 1792, déclara solennellement la guerre au roi d'Autriche et de Hongrie et bientôt après au roi de Prusse.

L'armée, toute décimée qu'elle fût par l'émigration, était demeu-

rée très belliqueuse, et la nouvelle de cette rupture fut accueillie par elle avec de véritables transports d'enthousiasme. Sans doute, la lutte promettait d'être rude et longue, et sans prévoir encore le régime affreux de la Terreur avec son cortège odieux de délateurs et d'espions et sa devise sanglante : La victoire ou la mort ! plus d'un parmi les chefs pouvait déjà, d'après ce qu'ils avaient souffert en pleine paix, se faire une idée des cruelles épreuves qui leur étaient réservées. Mais, à côté de cette élite d'officiers aristocrates voués à toutes les souffrances, victimes expiatoires, marqués d'avance en dépit de leur fidélité au drapeau, vraie chair à guilotine, il y avait la masse de la troupe, des bas-officiers et des officiers de fortune eux-mêmes, devant qui s'ouvrait soudain tout un monde d'espérances et d'ambitions inconnues jusque-là.

Muscar, un des premiers, toucha la terre promise : les hostilités n'étaient pas commencées qu'il recevait, le 26 avril, l'épaulette de sous-lieutenant ; elles l'étaient à peine, en juin, qu'on lui donnait celle de lieutenant ; enfin, le 20 septembre 1792, à Valmy, où Kellermann avait remarqué la belle tenue de sa compagnie, il était fait capitaine-adjutant aux adjudans-généraux, soit, en six mois, trois grades, alors qu'il avait mis quinze ans à conquérir son premier galon de sous-officier. C'est ainsi, pour conclure du particulier au général, que, dès le début de la guerre, le commandement se trouva renouvelé, rajeuni dans tous les anciens corps et qu'il fut possible de l'organiser, du jour au lendemain, dans les bataillons de formation nouvelle sans trop de difficultés.

Certes, dans ce mouvement inouï de bas officiers improvisés capitaines et d'officiers particuliers passant d'emblée au premier rang, il se glissa bien des erreurs et trop souvent l'impéritie bruyante, la jactance, le civisme, eurent le pas sur le mérite et le courage modeste. Mais, à côté de ces fautes inévitables, quelle bonne fortune et quelle précieuse ressource pour la révolution d'avoir trouvé dans l'héritage de la monarchie ces vieux cadres tout faits pour former sa jeune armée, lui donner confiance en elle-même et la discipliner ! Longtemps, par un sentiment de chauvinisme étroit et borné, l'honneur d'avoir sauvé la France de l'invasion a été rapporté tout entier aux volontaires de 1792, et, de nos jours même, en dépit des textes les plus décisifs, cette opinion prévaut encore. L'exemple de Muscar est bien peu de chose auprès de la belle démonstration de M. Camille Rousset ; mais n'y ajoutât-il qu'un trait qu'il aurait encore, à ce qu'il semble, son utilité, sinon pour la foule, au moins pour le trop petit nombre de gens que n'égare pas la haine de l'ancien régime et qui n'abdiquent pas en face de la révolution toute liberté de pensée.



## III.

Après Valmy, par suite du nouveau plan adopté pour la fin de la campagne, de grands changemens étaient intervenus dans la disposition des troupes échelonnées, tout le long de la frontière, de Dunkerque à Strasbourg. Pendant qu'avec le gros de l'armée Dumouriez pénétrait en Belgique, que Kellermann, avec une division, menaçait Coblenz, Custine prenait une vigoureuse offensive et s'avancait, par une pointe hardie jusqu'à la témérité, sur la route de Francfort. Dans cette nouvelle répartition des forces, Muscar se trouva placé sous le commandement de ce dernier. La fortune, cette fois, ne le favorisait guère. Brave, incontestablement Custine l'était, entreprenant plus encore ; quant à conduire avec suite et méthode une grande opération de guerre et quant à combiner ses propres mouvemens avec ceux des autres armées, il en était parfaitement incapable. Ayant longtemps servi dans les dragons, il eût peut-être fait un excellent commandant d'avant-garde et de cavalerie ; ce n'était pas un général en chef. Avec cela fort personnel, envieux, violent, hâbleur et mal embouché, traitant volontiers ses inférieurs comme des nègres, ses égaux comme des imbéciles, et son ministre, — il est vrai que c'était Pache, — comme le dernier des barbouilleurs de papier. Tel était l'homme sous les ordres duquel Muscar allait faire ses secondes armes. Au point de vue de son éducation professionnelle, l'école de Kellermann, moins brillante, mais plus sage et plus circonspecte, comptant moins sur la fortune, lui eût été bien meilleure. Il ne perdit pourtant pas tout à fait son temps au cours de cette campagne. Parmi tous ses défauts, Custine avait une qualité essentielle à la guerre : il était intraitable sous le rapport de la discipline. Dès la constituante, à l'époque des premiers troubles qui éclatèrent dans l'armée, il prônait publiquement l'exemple du maréchal Laudon, « qui n'avait pas craint, un jour de sédition, de casser de sa propre main la tête à deux de ses soldats. » A Spire, Muscar apprit de lui comme quoi rien ne vaut, au début d'une campagne, quelques bonnes exécutions sommaires pour ramener les voleurs et les pillards.

Il put voir aussi de quel élan, quand il est vigoureusement élevé, le soldat français est capable dans l'attaque, et cette leçon, pas plus que l'autre, ne sera perdue pour lui. Au point de vue stratégique, la pointe de Custine sur Francfort avec 16,000 hommes de troupes seulement, quand les Prussiens, maîtres de Coblenz, pouvaient à tout moment lui jeter dans le flanc des forces doubles, était bien la plus folle entreprise qui se pût concevoir. Mais quel entrain et quel brio dans l'exécution ! Quelle série de

succès! Spire et Worms enlevés en moins de quinze jours, Mayence ouvrant à première sommation ses portes; Francfort lui-même, la capitale politique et commerciale de l'Allemagne, tombant à son tour avec ses richesses entre nos mains! Jamais la *furia francesca* n'avait accompli plus belles prouesses, jamais coup d'audace n'avait été couronné d'un plus facile et d'un plus brillant résultat. Danton pouvait être fier : c'était sa flamme qui brûlait, son souffle puissant qui avait passé dans la poitrine de l'ex-comte de Custine et qui, par une inspiration du génie révolutionnaire, l'avait ainsi, d'un bond, porté jusqu'au cœur de l'empire.

A l'aller, dans cette course rapide, Muscar n'eut pas trop l'occasion de se distinguer, l'ennemi fuyant toujours ou se dérochant, comme à Mayence. En revanche, au retour, il fut de ceux qui, dans le désordre d'une retraite précipitée, contribuèrent le plus efficacement à maintenir le calme et à sauver l'armée de la panique. Sa ferme contenance, son sang-froid, l'habitude qu'il avait du commandement, imposèrent à la troupe et l'empêchèrent plus d'une fois de se débander. Un tel service, en pareil moment, valait toutes les actions d'éclat, et Custine, en le récompensant par le grade supérieur, n'en paya pas trop le prix. Le 20 avril 1793, une lettre datée de Sarrebruck et signée du général en chef, apportait à Muscar, accompagnée des considérans les plus flatteurs, sa nomination à la place d'adjudant à l'état-major de l'armée, qu'il échangea presque aussitôt pour celle de commandant élu du 8<sup>e</sup> bataillon du Bas-Rhin.

#### IV.

Le 8<sup>e</sup> du Bas-Rhin, composé tout entier de volontaires, était destiné pour la Vendée.

D'après l'état dressé par le commissaire des guerres, son effectif ne comptait que 421 sous-officiers et soldats et 30 officiers, formant huit compagnies de forces assez inégales. A l'état-major, 5 officiers seulement. C'était peu, mais dans le nombre figurait un excellent militaire, qui avait déjà fait ses preuves et sur qui Muscar pouvait se reposer en toute sécurité : Hugo (Brutus) (1), comme s'appelait alors le futur comte et général de l'empire. Le hasard avait eu la main singulièrement heureuse en rapprochant ces deux hommes : partis du même point, animés de la même ardeur et des mêmes passions, dévoués corps et âme à la révolution, également braves et loyaux, ils semblaient faits pour s'entendre et se compléter l'un l'autre, et bientôt allait se former entre eux une de ces belles amitiés de régi-

(1) Le père de Victor Hugo.

ment qui se scellent un jour de bataille et qui, purifiées au feu de l'ennemi, deviennent indestructibles.

La situation dans l'Ouest n'était plus à beaucoup près, lorsque Muscar y fut avec son bataillon, aussi grave que dans les derniers mois de 1793. La grande armée vendéenne était déjà détruite et l'insurrection générale, qui avait un instant menacé la convention, réduite aux proportions d'une guerre de partisans. Mais quelle triste et pénible guerre : toujours en l'air, harcelés dans leurs cantonnemens, dans leurs marches, de jour et de nuit, par un ennemi qui n'acceptait jamais le combat que contraint et forcé, qu'il fallait surprendre dans un pays coupé de fossés et de haies, ou couvert de forêts impénétrables, les détachemens républicains s'épuisaient sans succès en mouvemens incessans ! A peine signalait-on sur un point la présence d'un parti qu'il était déjà trois ou quatre lieues plus loin. Croyait-on l'ennemi devant, il se montrait derrière ; au nord, il était au sud.

Ajoutez à ces difficultés celles qui résultaient de l'abominable plan de destruction imaginé par la convention. Le décret du 1<sup>er</sup> août 1793, ce monument d'ivresse sanguinaire et de barbarie, était encore en pleine vigueur, et c'était à qui des généraux y tiendrait la main avec le plus de rigueur. Turreau venait pour son compte, en moins de trois mois, d'expédier plus de 15,000 brigands, ce qui n'empêchait pas le comité de l'accuser de lenteur (1) et Bouchotte de stimuler son zèle (2).

Huché, dit le boucher de la convention (3), Grignon, Commaire, Duquesnoy, les deux Cordellier, Carpentier, parcouraient la Vendée, devenue par un sinistre jeu de mots le département *vengé* et rivalisaient d'horreurs, massacrant, incendiant, pillant, n'épargnant même pas les femmes et les enfans. Et le comité de salut public, et les représentans en mission d'applaudir à ces atrocités ! « Vivent les mesures rigoureuses et les hommes qui ont des c.. ! s'écriait Gar-

(1) Turreau à Bouchotte. (Archives de la guerre.)

(2) Bouchotte à Turreau (13 février 1794). « Attaque en masse, attaque sans relâche ; détruis tous les endroits propres à servir de retraite et de défense aux rebelles : voilà ce que le comité te prescrit. »

(3) Celui-là valait presque Carrier : pour tirer des aveux des paysans qu'il rencontrait, il se donnait à eux pour un chef de chouans ; après quoi, il se jetait sur eux comme une bête fauve et les sabrait, hommes et enfans, de sa propre main. (Voir aux archives de la guerre une lettre du commissaire Pilley.) Un jour, il entre dans une maison où ses soldats venaient d'assassiner un paysan ; il s'attable et dit à la fille de ce malheureux d'aller lui chercher de la salade dans le jardin où se trouvait le cadavre de son père encore tout chaud. Comme elle hésitait : « Dépêche-toi b..., lui dit-il, ou je te prends, je te f... sur le cadavre et je te tue ensuite. » (Archives de la guerre, 6 octobre 1794.)

rau dans une lettre à Carnot. Qu'on me guillotine et que la Vendée soit détruite ! » « J'applaudis à ton activité, écrivait Francastel à Grignon. Tu feras trembler ainsi tous les brigands, auxquels il ne faut pas faire quartier. Nos prisons en regorgent. Des prisonniers en Vendée!.. L'ordre général a été donné d'incendier tous les fours et les moulins, d'abord, puis toutes les maisons isolées, surtout les châteaux ; enfin d'achever la transformation du pays en désert, après avoir soutiré les richesses qu'il renferme... C'est à quoi il faut s'attacher par ordre du comité de salut public. » (Archives de la guerre.)

De telles instructions, on le comprend, n'étaient pas pour faciliter la tâche des chefs de corps : d'une part, elles avaient achevé d'exaspérer les rebelles et les portaient, par voie de représailles, à beaucoup d'excès. D'autre part, elles avaient eu pour effet d'aggraver encore l'indiscipline. Les troupes employées en Vendée n'avaient jamais été, sauf les Mayençais, de première qualité. Dès le début, tout ce que l'armée comptait d'intrigans et d'aventuriers s'étaient, à la suite des Westermann et des Ronsin, abattus sur ce malheureux pays, comme sur une proie. Les premiers, les volontaires parisiens et la trop fameuse légion germanique, avaient donné l'exemple du brigandage ; le reste avait suivi.

Après le décret du 1<sup>er</sup> août, ç'avait été bien pire ; quand la convention elle-même ordonnait à ses généraux de brûler à blanc tout le pays, quelle autorité pouvait bien rester à ces mêmes généraux pour prévenir ou réprimer le pillage, et comment, quand toutes les lois de la guerre étaient violées, le code militaire eût-il été respecté ? Il n'y avait qu'un remède à cette démoralisation croissante : c'était de donner beaucoup d'occupation à la troupe et de régler tous ses mouvemens de façon que, sans être surmenée, elle fût le plus possible en activité. Muscar, dans son expérience de vieux troupière, avait du premier coup jugé la situation.

A peine arrivé, son bataillon lui avait donné de l'inquiétude ; un commencement de mutinerie s'y était même déclaré. Pour réagir contre ces mauvaises dispositions, il eut soin, désormais, au lieu de le laisser dans ses cantonnemens, de lui faire battre constamment la campagne. Son commandement comprenait tout l'arrondissement du château d'O ; en quelques semaines, par une série de marches concertées avec les chefs des arrondissemens voisins, il eut balayé le pays, rétabli les communications interceptées, et dans plusieurs rencontres habilement choisies familiarisé ses hommes avec le feu.

Cependant, quelque effort qu'il fit pour se donner, comme on dit, de l'air, le cercle à peine rompu se reformait aussitôt autour de lui. Pour le briser une bonne fois, il fallait saisir l'occasion d'un

rassemblement ennemi, se jeter vivement sur lui et le prendre ou le détruire. Muscar n'était pas seul à penser cela : c'était aussi l'opinion du général Haxo, son chef immédiat, qui avait fait la grande guerre en 1793, avec Kléber et Marceau, et qui enrageait à présent d'en être réduit à des opérations de police et de gendarmerie. Mais les chouans se gardaient bien, grâce à la complicité des habitans, et l'occasion si désirée ne se présentait pas. Un jour pourtant, au commencement de 1794, il parut qu'elle était arrivée : le général s'étant avancé jusqu'à Machecoul, avec son état-major, apprit que les *brigands*, au nombre de 3,000, occupaient La Chevrolière, près Nantes. Aussitôt le commandant du 8<sup>e</sup> est prévenu par un courrier et reçoit l'ordre de se porter sur eux. Ils tenaient d'assez fortes positions en avant du village et leur supériorité numérique était énorme, n'y ayant du côté des bleus qu'un bataillon et une centaine de cavaliers. Cependant Muscar n'hésite pas : après une courte canonnade, il enlève ses hommes, se met à leur tête et se jette intrépidement sur le front de l'ennemi, pendant que ses dragons l'abordent de flanc. Devant cette double attaque, les chouans lâchent pied et, comme à leur accoutumé, s'enfuient dans la direction des bois. Muscar, sans perdre un moment, se lance à leur poursuite. Il va les atteindre, il est déjà sur eux, quand un coup de feu lui traverse le corps, le jette à terre et lui arrache au dernier moment sa proie. C'était encore un beau succès pour le 8<sup>e</sup> et pour son chef ; car les chouans, malgré leur retraite précipitée, laissaient nombre d'entre eux sur le carreau. Mais il s'en fallait que le but de l'expédition fût atteint ; le rassemblement n'était que dispersé, nullement détruit et il n'allait pas tarder à se reformer. Effectivement, à peine guéri, Muscar eut derechef affaire à lui du côté de Chinon et n'y fut pas plus heureux, une balle lui ayant fracassé le bras droit, et l'ennemi lui ayant, cette fois encore, échappé.

Dans ces deux rencontres, Muscar avait fait plus que déployer beaucoup de bravoure personnelle, il avait montré du coup d'œil et de réelles aptitudes d'homme de guerre. Mais quels que fussent ses talens et son activité, il était impossible qu'il se soutînt longtemps avec quelques centaines d'hommes, épuisés de fatigue et mal nourris, contre un adversaire toujours en mouvement et dont les forces, au lieu de diminuer, s'augmentaient incessamment. Chaque jour l'un ou l'autre de ses postes était attaqué et perdait du monde, chaque jour, au contraire, l'exaspération croissante des paysans contre la maraude et les excès des bleus amenait à Cœur-de-Lion de nouvelles recrues. Déjà ce hardi chef de bandes avait failli surprendre Châteaubriant et, pour ravitailler la malheureuse garnison de cette petite ville, étroitement bloquée, réduite à deux cartou-

ches par hommes et mourant de faim, Muscar avait eu « des peines incroyables. » Il lui avait fallu faire filer ses voitures « attelées de bœufs peu formés aux charrois et conduits par des hommes pleins de mauvaise volonté, par des chemins impraticables où dix fois les gens du pays avaient essayé de le perdre. » Encore pour ce coup de main, son nouveau chef, le général Tuncq, lui avait-il envoyé quelque renfort, qu'il s'était, d'ailleurs, empressé de lui retirer. Manifestement, la situation devenait intolérable, et c'est une angoissante lecture, encore aujourd'hui, que la correspondance de Muscar à cette époque. Elle n'éclaire, sans doute, qu'un très petit coin de la Vendée, mais quelle vive lumière elle y projette, et comme elle en étale crûment la laideur et les misères ! Quel tableau : d'un côté, la faiblesse du commandement, l'insouciance des administrations, le dénûment des troupes, leur indiscipline et leurs brigandages ; de l'autre, un obscur soldat, livré pour ainsi dire à lui-même, cerné de toutes parts, environné de traîtres et d'espions, sans approvisionnement, presque sans pain et trouvant, néanmoins, dans le sentiment du devoir, la résignation et la force nécessaires pour triompher de tant d'obstacles.

Écoutez cette plainte : « Je fais part au général Tuncq des détails de l'expédition de Châteaubriant... A chaque instant, les différens postes de mon commandement se fusillent avec nos féroces ennemis, et tous ces postes sont trop faibles et deviennent de jour en jour plus dangereux. Si le poste de Derval était forcé d'évacuer, adieu toute communication, plus de correspondance ! Hélas ! mon général, je ne l'appréhende que trop. Il est temps qu'on secoure nos troupes par ici. Leurs fatigues les tuent et elles ne sont pas assez nourries. Aussi chaque jour je suis désolé par les plaintes de pillage. Je fais mes efforts pour en détruire les funestes habitudes, mais la crainte de la commission militaire n'opère rien. Je ne vois d'autre moyen pour empêcher les progrès de ce fléau dévastateur, que de faire des exemples terribles à la tête des corps ; là seul (*sic*) ils produiront un bon effet et empêcheront le mal. Si l'on ne se hâte de donner aux chefs des moyens répressifs, les pillards rendront tout le monde chouan (1). »

Et plus loin cet appel, ce cri désespéré : « Il est temps, général, il est grand temps d'ouvrir les yeux sur cette guerre, qui commence à déployer un terrible caractère. Il est temps de nous envoyer des troupes, ou ce pays est à jamais perdu. Les chouans commencent à faire ce qu'ils auraient pu faire avantageusement depuis longtemps : ce ne sont plus des bandits épars, ils se réunissent en grande masse, ils égorgent en détail les faibles détachemens

(1) Lettre au général Chamberlin du 30 fructidor an II.

disséminés au milieu d'un pays qui n'offre de ressources qu'à nos ennemis ; ils finiront bientôt, à moins qu'on ne s'avise de moyens énergiques, par tout envahir, tout saccager et tout inonder de leurs fureurs. Des secours ! des secours ! ou les chouans nous exterminent et avec nous tout ce pays, et avec ce pays la république et avec la république... Je frémis d'horreur (1) ! » Cependant, sur ces instances répétées Tuncq, à la fin, se décide. Il arrive, en personne, à la tête d'une forte colonne au secours de son lieutenant, mais, au lieu de le dégager, il se contente d'une vaine démonstration et repart aussitôt, laissant derrière soi le pays plus exaspéré que jamais. Écoutez encore ici Muscar ; cette fois, c'est à Hoche qu'il s'adresse :

« J'ai des vérités affligeantes à vous dire, mon général, lui écrit-il à la date du 23 vendémiaire. Le général Tuncq est venu ici dans l'intention de me secourir, avec une colonne suffisante pour écraser dans peu de jours tous les chouans de ce pays et pour leur enlever les grands magasins qu'ils établissent et qui bientôt échapperont à nos recherches. Quel fut l'effet de son expédition ? Je tremble de vous le dire, général, et je me tairais, si, en ne révélant que la vérité sans aucune passion, je pouvais passer à vos yeux pour un délateur. La colonne de Tuncq a répandu dans le pays la consternation et le désespoir ; elle a doublé par le désordre de sa marche, et par le plus infâme brigandage, le nombre de nos ennemis ; voilà tout ce qu'elle a fait, voilà tout ce qu'elle pouvait faire d'après les dispositions qui la dirigeaient. Sa trace dans le pays, au lieu d'être marquée du sang des brigands, l'est par les larmes des malheureux et par le sang des patriotes. Je crois le général Tuncq assez sincère pour ne pas vous taire ces résultats désastreux de son expédition, et vous jugerez, d'après son rapport même, si son apparition dans le pays lui a été salutaire ou funeste. Mon âme se rouvrait à l'espoir quand, au fort des périls qui me menaçaient, j'ai vu arriver une colonne auxiliaire. Que je me suis cruellement trompé ! On m'abandonne au milieu de la crise la plus alarmante ; Tuncq qui m'avait juré de revenir en deux jours, reçoit l'ordre en route de se rendre à Nantes. Me voilà donc isolé entre Nantes et Bain, distans de dix-huit lieues, avec deux cent quatre-vingt-dix fusiliers, entouré de milliers de brigands que Tuncq lui-même paraît avoir redoutés avec sa forte colonne. Me voilà réduit à une défensive tout au moins critique, à une inaction déshonorante, à une inutilité absolue. Je ne pourrai fournir aucune escorte aux voitures nationales et aux courriers ni jusqu'à Nantes, ni jusqu'à Bain, parce qu'il faudrait découcher. La seule ressource qui me

(1) Lettre au général Tuncq du 19 vendémiaire.

reste est de me laisser égorger inutilement. La perspective est consolante ! »

Elle n'était pas heureusement si prochaine que le pensait Muscar. Tout au rebours, dans le temps même qu'il écrivait ces lettres désespérées, d'importantes négociations se poursuivaient avec les principaux chefs de la chouannerie et, de ce côté déjà, bien qu'il n'y eût encore rien de signé, les opérations s'étaient sensiblement ralenties. Il arrive toujours un moment dans les guerres civiles où l'oubli s'impose aux belligérans par une commune lassitude. Après le 9 thermidor, il s'était fait un grand apaisement dans les esprits. L'exaltation révolutionnaire avait perdu beaucoup de sa force ; les idées avaient pris une direction nouvelle, le ton, les manières, le langage même s'étaient modifiés. L'odieux tutoiement républicain avait disparu et la modération était redevenue, comme on disait, à l'ordre du jour.

Un des premiers actes du nouveau comité de salut public, élu sous le coup de la mort de Robespierre, avait été de rappeler les généraux et les représentans les plus compromis par leurs excès dans l'Ouest, et de proposer à la convention, qui s'était empressée de la voter, une loi d'amnistie pour tous les insurgés qui déposeraient les armes et se soumettraient aux lois de la république. En même temps, pour assurer l'exécution de ces décrets, quinze nouveaux représentans s'étaient vus investis des pouvoirs les plus étendus.

C'étaient là de sages et bonnes mesures et qui ne pouvaient manquer de porter leurs fruits, en l'état de fatigue et de dénûment où se trouvait, elle aussi, la chouannerie. Dans le courant de février 1795, étant à Châteaubriant, Muscar eut la joie d'apprendre la signature de la paix de La Jaunaye, entre les principaux chefs vendéens, Cormatin, Charette, Sapinaud et les mandataires de la convention. Pour la première fois depuis trois ans, après tant d'épreuves et de tribulations, il allait enfin pouvoir goûter un peu de repos, et certes il l'avait bien gagné.

## V.

Le printemps de 1795 fut pour la révolution une heureuse époque ; en même temps que la Vendée posait les armes, des trois grandes puissances continentales engagées dans la coalition, l'une, la Prusse, s'en retirait ; l'autre, l'Espagne, était sur le point d'en faire autant. Quant à l'Autriche, affaiblie par vingt défaites, trahie par ses alliés, elle commençait à se lasser d'une lutte dont le poids allait désormais retomber sur elle seule. Victorieuse sur toutes ses frontières, et bien au-delà, maîtresse de la Belgique, de la Hollande et du



Palatinat, solidement établie sur le Rhin, la république semblait désormais invulnérable. Il y avait cependant plus d'une ombre à ce tableau : ni l'Angleterre n'était d'humeur à reculer, ni la Vendée n'avait encore dit son dernier mot. Effectivement, si les chefs vendéens et bretons s'étaient soumis, ce n'était pas seulement par lassitude, ni surtout qu'ils fussent ralliés à la république, c'était qu'ils en avaient reçu l'ordre du prétendant. Il entra pour l'instant dans les vues du comte de Provence que ses partisans désarmassent, sauf à reprendre l'offensive un peu plus tard pour appuyer le mouvement qui se préparait sur un autre théâtre et par d'autres moyens. En attendant, ils continuaient d'intriguer et de tout disposer en vue d'un nouveau soulèvement.

Un seul peut-être, le vicomte de Scépeaux, faisait exception et semble bien, d'après les lettres autographes que j'ai sous les yeux, avoir été d'une absolue bonne foi. « Nous venons d'apprendre avec la plus vive douleur, écrivait-il à Muscar le 18 mars 1795, l'acte infâme que quatre de nos soldats ont commis. Qu'il est heureux que ces coquins n'aient pas fait périr de braves gens que nous estimons sans avoir l'honneur de les connaître ! Que de regrets nous leur témoignerions si nous pouvions les joindre ! En attendant que nous puissions le faire, nous vous renvoyons les chevaux, les sabres et les manteaux. L'exemple rigoureux que nous allons faire, et que vous apprendrez, vous convaincra que nous ne trempons nullement dans la conduite que tiennent quelques-uns de nos soldats. Si vous voyez ces quatre messieurs, qui ont été si maltraités, daignez leur témoigner nos sentimens et soyez plus que persuadés que nous travaillons avec zèle au rétablissement de l'ordre et de la tranquillité.

« *Signé* : SCÉPEAUX ET COUSIN, dit CŒUR-DE-LION. »

Muscar était trop honnête et trop Français pour ne pas se réjouir de trouver chez ses adversaires de la veille autant de loyauté, et c'est dans les termes les plus courtois qu'il leur répondit. Même « pour leur témoigner l'excès de sa sensibilité, » il eût bien voulu leur faire accepter « un repas fraternel, où il eût achevé de les convaincre combien leurs cœurs et leurs opinions étaient prêtes à sympathiser. » Scépeaux s'excusa ; pour ma part, je le regrette. Il eût été piquant de voir assis à la même table, et choquant leur verre, l'ex-sergent à Vivarais et le noble vicomte breton. Les guerres de Vendée n'offrent malheureusement pas beaucoup de traits semblables ; dans cette lutte antinationale, les plus précieuses qualités du caractère et de l'esprit français s'étaient singulièrement altérées. Avec l'humanité la Terreur avait banni des armées toute politesse et toute chevalerie. En les retrouvant après une si

longue et douloureuse éclipse, on éprouve une sensation de soulagement, on respire mieux : il semble qu'on revienne de chez les sauvages et que l'on remette enfin les pieds en terre civilisée.

Il s'en fallait toutefois que ce retour à des sentimens plus humains fût général, et Muscar n'allait pas tarder lui-même à en rabattre. Quand il connut les menées de Cormatin, nul plus que lui n'en fut indigné et, dès que les hostilités recommencèrent, il s'y jeta tête baissée et s'y montra cette fois implacable : tuant tout ce qui lui tombait entre les mains, enlevant l'argent, les grains, les fourrages, prenant dans chaque commune des otages, et ne les rendant qu'après entier désarmement. Vainement les municipalités tentent de le fléchir, vainement Cœur-de-Lion, qui s'était remis en campagne et qu'il bat dans plusieurs rencontres, essaie de renouer. Il faut voir de quel ton il repousse ses avances. « Quand on m'annonça hier une lettre de votre part, monsieur, j'ai dû m'imaginer que vous veniez m'annoncer votre reddition et celle de vos hordes vaincues. Mon étonnement à sa lecture et l'indignation dont elle me souleva furent aussi grands que votre ton est audacieux et révoltant. Quoi! monsieur, vous osez tenir encore le langage qui ne pouvait être toléré qu'à l'époque funeste de la pacification? Des négociations! avec qui, grand Dieu! Avec les plus lâches et les plus féroces assassins, avec le rebut de tous les bandits de l'Europe, avec l'écume du crime et de la scélératesse!.. »

Et la lettre se poursuit de ce style pendant plus de deux pages. Singulière époque et singuliers personnages, faits d'impulsions, de heurts et de mouvemens si divers! Nous étions tout à l'heure à Fontenoy, nous voilà replongés en pleine barbarie. Manifestement, tous ces gens-là manquent d'équilibre. Ils vont un peu comme le sang les pousse, sans souci des nuances et de la mesure, plus sensibles aux mouvemens de la nature qu'à ceux de la réflexion, capables, comme sont les primitifs, des choses les plus extrêmes, en bien comme en mal, héroïques sans effort, à la façon des personnages d'Homère, mais aussi d'une rudesse qui va parfois jusqu'à la cruauté.

« Les Anglo-émigrés chouans sont, ainsi que des rats, renfermés dans Quiberon, » écrivait Hoche vers la même époque, et l'idée de faire subir à trois ou quatre mille de ses compatriotes le sort de rats pris au piège lui paraissait fort divertissante : tel chef, tel lieutenant. Muscar n'était pas à Quiberon, mais, pas plus que Hoche, il ne se piquait de générosité et, pas plus que lui, s'il avait tenu Sombreuil, il ne l'eût épargné. Il présida l'une des commissions militaires établies pour juger les émigrés et l'histoire ne dit pas qu'il en soit réchappé beaucoup.

Ce qu'on peut dire, en revanche, à son honneur et ce qui achèvera de peindre l'homme, c'est sa rare intégrité. Si, comme beau-

coup de ses contemporains nourris de rhétorique humanitaire, il manquait de sensibilité vraie, s'il fut dur aux chouans, impitoyable aux émigrés, Muscar ne l'était pas moins aux voleurs, et Dieu sait s'ils pullulaient en Vendée !

Il y en avait de toutes sortes et de toutes catégories ; de petits et de grands, de maigres et de repus. Les états-majors eux-mêmes en étaient infestés et donnaient l'exemple, rivalisant avec les fournisseurs, vivant dans le luxe et faisant, à qui mieux mieux, leurs mains sur le pays. De répression, naturellement, pas l'ombre ; le brigandage était trop général et trop en haut pour que les conseils militaires pussent ou osassent y atteindre. Quant aux autorités civiles, tout ce qu'elles pouvaient, c'était, quand on les écorchait par trop, de se plaindre à la convention.

« Vos généraux, lui mandait la société populaire de Nantes, ont fait de cette guerre une spéculation de commerce. La Vendée a été pour eux ce que fut jadis le Mexique pour les Espagnols. » — « Surtout, écrivaient d'autres, envoyez-nous des généraux qui aient déjà fait fortune et qui désirent la fin de la guerre. » (Archives de la guerre.)

Et ainsi de suite ; de 1793 à 1796, la correspondance est pleine de ces doléances, auxquelles ni les ministres, tant qu'il y en eut, ni la convention, ni le directoire, ne purent jamais rien. Il eût fallu frapper trop de têtes, et surtout trop à la tête. Muscar, lui, n'était pas homme à se laisser arrêter par des considérations de cette sorte ; sa nature de sanglier le poussait droit à l'obstacle, quel qu'il fût ; une fois lancé, rien ne l'arrêtait. Tel nous venons de le voir avec Cœur-de-Lion, tel nous le retrouvons, un peu plus tard, en lutte avec un de ses chefs à propos d'un incident qui montre bien à quel degré de démoralisation étaient tombées les armées de la république à l'intérieur.

De tous les généraux employés dans l'Ouest, nul peut-être, après Hoche, n'avait rendu plus de services qu'Humbert, et, de nos jours encore, aucune réputation n'est demeurée plus populaire et plus intacte. L'histoire a reporté sur ce beau jeune homme un peu de la tendresse qu'elle a toujours eue pour son chef, et quand, pour l'idéaliser encore, la poésie s'est emparée de sa figure, elle ne lui a trouvé dans toute la création qu'une seule ressemblance, celle du roi des animaux. Qui n'a retenu les beaux vers du *Lion amoureux*, de Ponsard :

Ah ! si je m'en souviens de la vieille tour sombre  
Et des droits féodaux embusqués dans son ombre !  
Je m'en souviens ! De là sur nos toits ruinés  
S'abattaient comme autant de corbeaux acharnés,

Dérobant la moisson au bras qui la cultive,  
 Et dîmes et corvées et mainmorte et censive  
 Tout ce qu'ont entassé d'humiliations  
 De pillages, de vols, mille ans d'oppression.

Et plus loin :

Ainsi cette Circé qui nous prend tous les nôtres  
 A su t'ensorceler, Hoche, comme les autres,  
 Madame Tallien t'invite à ses banquets  
 . . . . .  
 . . . . .  
 Toi, républicain pur qu'on façonne au bon ton,  
 Tu mets ta noble main dans les mains scélérates  
 Des fripons enrichis et des aristocrates!

Il y a loin malheureusement de ce puritain de théâtre à l'original, et ce n'est pas précisément sous les traits d'une si rare vertu que nous apparaît Humbert dans ses rapports avec Muscar. Amoureux, sans doute, il l'était, car il traînait toujours quelque femme à sa suite. Mais lion! qu'on en juge :

Un jour, — c'était le 10 pluviôse an iv, — il arrive à Châteaubriant avec une colonne de 1,300 hommes, se dirigeant sur Moidon. Muscar, bien que n'étant pas sous ses ordres, se fait un devoir de l'accompagner « pour le bien de la chose publique. » Mais quel n'est pas son étonnement de s'apercevoir qu'au lieu de s'occuper de la rentrée des contributions, Humbert n'est venu dans son arrondissement que pour y faire une razzia de grains et de fers! et que, cyniquement, celui-ci ne rougit pas de lui avouer qu'il s'est rendu acquéreur de ces marchandises à vil prix et « qu'il compte bien gagner dessus 50,000 francs en numéraire! »

En effet, à quelque temps de là, n'ayant pu tout enlever d'un seul coup, le général revient et se met en devoir de reprendre le cours de ses opérations. Indigné, ne voulant pas, nous dit-il, se prêter plus longtemps à ce commerce honteux, Muscar lui refuse l'aide de sa colonne et de ses voitures. Là-dessus, grande colère d'Humbert, qui enjoint à son subordonné de se rendre immédiatement aux arrêts; refus de celui-ci, ordre à la gendarmerie de l'empoigner, résistance de Muscar, qui fait assembler ses hommes et se retire avec eux au château : bref, un gros scandale et le plus déplorable conflit.

Qu'allait faire Hoche? Le cas était embarrassant. Étouffer l'affaire? Avec tout autre que Muscar, peut-être eût-ce été possible; mais avec ce diable d'homme, adoré de ses soldats, soutenu par la municipalité, qui avait dressé procès-verbal contre Humbert et qui demandait, elle aussi, justice, il fallait, coûte que coûte, une solution. Muscar la réclamait bruyamment dans des lettres enflammées, pres-que éloquentes qu'il adressait à ses divers chefs et qu'il commu-

niquait ensuite à ses camarades. J'en extrairai seulement ce passage : « Je suis républicain, et à ce titre, j'aurai toujours le courage de dire la vérité, même à la face des tyrans. Pourquoi ne la dirais-je pas à des chefs républicains comme vous ? La conduite de Humbert indigne tout ce qu'il y a de patriotes. Un général, disposer des forces que la république lui confie pour bâtir l'édifice de sa fortune ! quelle monstrueuse iniquité ! Serions-nous donc encore à ces temps malheureux où le pouvoir n'était que la puissance de s'engraisser impunément de la fortune publique ? Non, non, ces temps sont passés. Point de généraux commerçans ! point de spéculateurs ! La république serait bien périlicitaire si elle avait beaucoup de Humbert (1). » Devant cette attitude énergique, Hoche, après quelques hésitations, fut bien obligé de sacrifier son lieutenant : « J'approuve fort, écrivit-il à Muscar, votre conduite envers le général Humbert. J'envoie copie de votre lettre au ministre, en le priant de nous débarrasser (*sic*) de cet agioteur (2). »

L'exécution était complète ; et, pour une fois, par hasard, justice était faite et bien faite. Humbert, il est vrai, n'en fut pas autrement incommodé, tant son cas était commun ! Le directoire ne pouvait pas être plus sévère pour cet agioteur qu'il ne l'était pour lui-même et, lors de l'expédition d'Irlande, il n'hésita pas à le pourvoir d'un commandement important ; quant à Muscar, il ne devait pas tarder à connaître à ses dépens comme quoi, pour avancer, en république, il ne faut pas commencer par se mettre à dos les loups-cerviers. Justement, le commandement de la place d'Ostende vint à vaquer ; on l'y appela dans son grade. C'était une retraite déguisée, presque les invalides, pour ce vaillant homme, encore dans toute la force de l'âge et du sang.

## VI.

A quelque chose, heureusement, disgrâce est quelquefois bonne : une surprise attendait Muscar dans son nouveau poste. S'il n'eut pas, comme beaucoup de ses camarades, qui avaient suivi Hoche sur le Rhin, la joie de porter à la coalition les derniers coups, il lui était réservé, la paix faite avec le continent, d'infliger à l'amour-propre britannique un des plus cuisans échecs qu'il eût encore éprouvés.

Ni Toulon, ni Quiberon n'avaient pu guérir les Anglais de leur goût pour les débarquemens, et l'Amirauté poursuivait toujours avec la même opiniâtreté ses projets contre nos ports. Le 30 floréal

(1) Lettre aux généraux Hoche, Noël et Rey, en date du 9 ventôse an iv.

(2) Lettre autographe du 18 ventôse an iv.

an VI (19 mai 1798), une vingtaine de vaisseaux (1), montés par 2 à 3,000 hommes de troupes, se montraient tout à coup devant Ostende. L'amiral Popham, qui les commandait, avait pour instructions de faire sauter les écluses du canal de Bruges, « afin de détruire la navigation intérieure entre la Hollande et la Flandre, » puis de s'emparer, s'il le pouvait, de la ville, après l'avoir bombardée. L'entreprise, encore que téméraire, eut d'abord un plein succès : la flotte, qui avait mouillé vers une heure du matin, ne fut aperçue de la place qu'à quatre heures moins le quart, après avoir eu le temps de jeter à terre presque tout le corps de débarquement « avec son artillerie, ses mineurs et ses pétards. » A six heures, le général Coote se mettait en mouvement sans être inquiété, et vers dix heures et demie, une forte explosion apprenait à l'amiral le succès du premier acte de ses opérations.

Cependant un duel très vif s'était engagé entre les vaisseaux les plus rapprochés de la place et celle-ci. Trois frégates et deux bombardes tiraient à boulets rouges sur le port et la ville. Muscar n'avait que 300 hommes de garnison pour faire face à l'ennemi, à l'incendie et aux habitans, les uns déjà fort ébranlés, les autres qui n'étaient même pas sûrs. N'importe ! il connaît son devoir, et lorsque le général Coote, très au courant de sa situation, le somme de se rendre, c'est dans les termes les plus énergiques qu'il lui répond. Le feu redouble alors ; et, déjà, sur plusieurs points, la ville brûlait quand un auxiliaire inattendu, le vent, devenu tout à coup très violent, se met de la partie. Aussitôt l'amiral est obligé de gagner le large avec tous ses vaisseaux avant d'avoir pu rembarquer son monde, et voilà nos Anglais pris comme à Quiberon, entre les forts et la mer démontée, sans une embarcation à portée. Sur ces entrefaites, la nuit était venue ; mais avec elle aussi quelques renforts avaient eu le temps d'arriver. Le commandant de Bruges, prévenu dès le matin, s'avancait avec 500 hommes, les garnisons de Nieuwport et de Gand étaient en route. De tous côtés, enfin, le cercle se rétrécissait autour des assiégeans devenus à leur tour assiégés. Mais il ne convenait pas à Muscar de laisser à d'autres l'honneur de les réduire ; dès la pointe du jour, il s'élance par la ville avec ses 300 hommes et, donnant la main à son collègue de Bruges, se jette à la baïonnette sur les retranchemens improvisés par les Anglais dans les dunes et les enlève après un court combat. L'ennemi n'avait perdu qu'une soixantaine d'hommes dans ce choc et ses forces étaient encore très supérieures ; mais telle avait été la

(1) Vingt et un d'après le rapport officiel de l'amiral Popham, trente à quarante d'après les documens français. Il est probable que dans ce dernier chiffre figurent les *cutters* qui accompagnaient la flotte anglaise et lui servaient d'éclaireurs.

vivacité de l'attaque qu'il croit avoir affaire à 3 ou 4,000 hommes (1) et que le général Coote ordonne d'arborer le drapeau blanc. 1,424 hommes, dont un général et plusieurs officiers supérieurs, avec huit pièces de canon et 2 obusiers, mettant bas les armes devant quelques centaines de Français, commandés par un simple chef de bataillon, c'était là de quoi toucher le patriotisme français au point le plus sensible, dans la plus légitime et la plus profonde de ses haines. La victoire d'Ostende eut, en effet, un grand retentissement et, tour à tour, Merlin, au nom du directoire, Marie-Joseph Chénier, au nom du conseil des Cinq-Cents, retrouvèrent, pour la célébrer, les accens un peu démodés des fameuses *carmagnoles* de Barère. On compara Muscar à Léonidas, ses 300 fusiliers aux Spartiates, les dunes aux Thermopyles et les Anglais (ces satellites d'un gouvernement odieux) aux lâches soldats de Xerxès. Marie-Joseph alla même jusqu'à donner la préférence à Muscar sur le héros lacédémonien. Un autre orateur, après cet ingénieux parallèle, fit remarquer combien les victoires de la liberté l'emportaient sur celles de la tyrannie. Enfin, le conseil déclara, comme aux grands jours de la Convention, que les vainqueurs d'Ostende avaient bien mérité de la patrie.

Muscar n'avait jamais été à pareille fête : comme en 1790, son nom retentissait dans les gazettes, mais quelle différence entre la bouffée de mauvaise et basse popularité qui lui avait alors un moment tourné la tête et la bonne et franche odeur de juste célébrité qu'il respirait maintenant ! De tous côtés, les lettres de félicitations pleuvaient sur lui et c'était à qui, du directoire, des ministres, des représentans en mission et de ses camarades ou compatriotes l'exalterait davantage. « Gloire à toi, gloire à tes intrépides compagnons ! lui écrivait le représentant Dornier (de la Haute-Saône). Vous avez buriné pour l'histoire une de ces actions dont on ne retrouve d'exemple que dans l'ancienne Grèce, ou la France moderne ; heureux présage des brillans succès que la victoire doit encore au nom français sur les tyrans des mers ! Oui, le genre humain touche au moment (2) que le génie de la liberté prépare pour le délivrer d'une peuplade de forbans. Le perfide Anglais va trouver sa ruine sous les coups de nos magnanimes guerriers. »

Ne souriez pas ; c'est à ce ton que les âmes étaient montées alors, et s'il y a quelque emphase ici dans les mots, c'est qu'elle est aussi dans les cœurs et qu'elle les soulève (3). N'est pas emphatique qui veut, l'est qui peut. Toute cette phraséologie révolutionnaire nous

(1) C'est le chiffre que donne le rapport officiel anglais.

(2) Allusion à la descente projetée de Bonaparte en Angleterre.

(3) A l'époque où le représentant Dornier écrivait cette lettre à Muscar, son fils âg

choque aujourd'hui ; notre modération, notre goût, en sont déconcertés et, de fait, elle est souvent insupportable en de certaines bouches : Robespierre, en particulier, y était odieux. Mais comme elle émeut encore, après tout, quand elle est sincère et sans apprêt, quand on sent qu'elle coule de source, quand au lieu d'être la parodie du patriotisme, elle n'en est que l'hyperbole ! Heureuses les nations hyperboliques en ce point ! La France a cru longtemps qu'elle possédait seule des guerriers « magnanimes » et qu'elle était le premier peuple du monde. C'est peut-être pour cela qu'elle l'a été si longtemps, et par la cause contraire qu'elle a cessé de l'être.

Pendant tout à une fin, même et surtout la gloire, elle s'en va, plus souvent qu'elle ne vient, sur des ailes. Muscar fut bien vite oublié. Qui le connaît aujourd'hui ? Il y a quelques mois, lorsqu'une pensée touchante voulut me confier ses papiers, j'ignorais jusqu'au nom de ce vaillant homme qui fit battre un instant la poitrine de nos pères. De son vivant même, Léonidas reçut plus d'eau bénite de cour que d'avancement et d'honneurs. On ne pouvait, après tant d'éclat, lui refuser une demi-brigade : Barras, qui n'aimait pas les gens trop vertueux, la lui donna, mais en lui laissant le commandement d'Ostende, et ce n'est que beaucoup plus tard, en 1811, qu'il eut la satisfaction de voir briller sur sa poitrine l'étoile des braves. Vraisemblablement, l'empereur avait gardé rancune à l'ex-bas-officier de Vivarais.

Toutefois, ces dernières années d'activité s'écoulèrent le plus heureusement du monde pour Muscar. Il s'était marié, — mieux vaut tard que jamais, — avec une fort belle personne qu'il adorait et qui le lui rendait. Il avait conservé quelques vieilles et solides amitiés, de celles que l'intérêt n'a pas nouées et que l'intérêt ne dénoue pas. Son fidèle Hugo, qui ne signait déjà plus Brutus et qui signera bientôt le comte Léopold-Sigisbert, lui écrivait souvent des lettres pleines de belle humeur et de bonne santé. Ah ! les heureuses gens ! Braves au lit comme au feu, la guerre et l'amour, Mars et Vénus, alternativement, quand ce n'était pas ensemble. Aussi, comme ils aimaient leur métier, j'allais dire comme ils le chantaient, car il était aussi poète à ses heures, entre deux batailles, Hugo le père ! A l'armée les fils ! à l'armée les frères, à l'armée toute la famille Hugo ! « J'ai trois enfans, mon cher Muscar, ce sont des garçons. Mon état est l'état des garçons. Qu'ils marchent sur mes traces, je serai satisfait. Qu'ils fassent mieux que je n'ai pu faire, je bénirai le jour de leur naissance comme j'adore

de seize ans seulement et qu'on appelle encore aujourd'hui Dornier l'Anglais dans la Haute-Saône, était sur les pontons anglais d'odieuse mémoire.



la mère qui me les a donnés. » — Une autre fois : « Mon frère est arrivé ici le 15; c'est un beau garçon de cinq pieds six pouces qui a fait toute la guerre, comme grenadier, à l'armée de Sambre-et-Meuse... Je l'ai fait faire sous-lieutenant dans la 110<sup>e</sup> demi-brigade de ligne.

« Il m'en reste un, que le général Favereau m'avait promis de placer dans l'artillerie de la marine, et, depuis deux ans, il ne m'a plus répondu. Il est trop âgé maintenant, puisqu'il a vingt ans, pour être reçu, quoiqu'il ait Joseph Bonaparte pour protecteur. Je suis bien embarrassé de le placer, et cependant, c'est un joli sujet. Il a fait de bonnes études et est auteur d'une tragédie qui n'est pas sans mérite... Il est décidé à s'engager dans une demi-brigade.»

N'est-ce pas touchant l'amour du métier poussé jusqu'à ce point, et comme il y aurait là, pour un philosophe, un curieux cas de sélection intellectuelle à déterminer! Par quelle mystérieuse élaboration de puissantes natures comme Sigisbert Hugo, comme le général Alexandre Dumas, cet autre colosse, qui, nouvel Horatius Coclès, un jour, au pont de Brixen, arrêtait à lui seul toute une compagnie de uhlands; par quel singulier travail d'affinement, ces rudes soldats de la révolution et du premier empire ont-ils fait souche de poètes et de lettrés, au lieu d'enfanter de francs-lurons à leur image? Explique qui voudra, par des raisons purement physiologiques, ce curieux phénomène. Pour moi, j'y vois simplement ceci : c'est que la guerre n'est pas seulement la source et l'aliment des plus hautes vertus, la condition même du patriotisme et de l'honneur, mais encore et surtout qu'elle a je ne sais quelle secrète et fécondante influence sur le génie même des nations. Et j'en conclus qu'au lieu de la représenter comme un mal nécessaire, il faut l'aimer comme le plus puissant agent de développement intellectuel et de civilisation qui soit.

Mais retournons à nos deux amis. Voici venir à présent, comme autant d'évocations, les souvenirs d'antan, les périls partagés, les balles affrontées en commun, sur le Rhin, en Vendée : « Il a osé dire que je n'avais pas fait la guerre (1), qu'on ne m'avait vu nulle part! Le brigand m'a jugé par lui-même. Le général Morcau m'a pourtant vu à ses côtés à quatre batailles dans huit jours; c'est sur le champ même de ces victoires qu'il m'a promu au grade que j'occupe. Je devais celui d'adjutant-major à l'amitié de Muscar, Muscar réputé parmi les braves. Quand six balles lui passèrent au travers des flancs, n'étais-je pas à ses côtés, ne fus-je pas un de ses vengeurs? Quand la ligne enfoncée, à Vihiers, se retirait, n'étais-je

(1) Il s'agit ici d'un certain Guestard qui avait accusé Hugo d'intriguer pour lui faire perdre sa place.

pas encore, avec une huitaine de braves, au milieu de la fumée des ennemis? Tu ralliais tes bataillons, toi, et tu me vis repasser traîné sur l'affût d'un canon. »

Quelle verve et quelle héroïque fanfare! On dirait le hennissement d'un cheval d'armes. Mais tout à coup le ton change, la voix se radoucit, le guerrier revient à ses pipeaux, et c'est dans la langue de Florian qu'il soupire un galant épithalame en l'honneur du jeune ménage :

« Bientôt, cher Muscar, n'ayant plus à cueillir de lauriers dans ta redoutable forteresse, tu folâtreras avec les amours; Mars désarmé s'unit à l'objet qu'il adore. Que de gens heureux jusque-là trouvent l'infortune sous des liens qu'ils croyaient de fleurs! Muscar, toujours invincible, toujours fortuné, jouit de l'hymen en amant enivré; il aime, il est aimé, adoré! Dans d'autres temps, Muscar, je n'aurais pas vu ton bonheur sans essayer ma lire (*sic*). Mais depuis longtemps je dis comme toi :

Hélas! mes pipeaux sont cassés!  
Et si ma triste cornemuse...

Louise est toujours la compagne fidèle de l'adjudant divisionnaire Hugo; elle ne jouit qu'en me parlant de mes amis, de toi surtout. Je la presse souvent sur mon cœur, et je sens, à travers deux jolies sphères.... » Arrêtons-nous ici; nous tomberions de la galanterie dans la licence, de Florian en Paul de Kock.

C'est ainsi que le brigadier Muscar se consolait dans sa retraite d'Ostende, partageant ses loisirs entre sa femme et quelques vieux de la vieille, comme lui, plus jeune que bien des jeunes gens d'aujourd'hui, la main dans celle de sa *mie*, réchauffant son cœur au souvenir de ses anciennes prouesses, et le sentant bondir encore au récit des exploits de ses successeurs dans la carrière. Et c'est ainsi qu'il vécut encore de longues années, tantôt jasant avec les voisins des choses d'autrefois, tantôt racontant ses batailles aux enfans, ou leur apprenant l'exercice, n'ayant qu'un regret : que ses jambes ne fussent plus assez bonnes pour suivre son empereur, devenu son dieu, dans sa course folle à travers les royaumes culbutés, et, pour se venger de n'en pas être, chaque soir avant de rentrer chez lui s'en allant, du haut de la jetée, montrer le poing à la perfide Albion.

---

# JEAN-SÉBASTIEN BACH

ET

## SES DERNIERS BIOGRAPHES

---

- I. Philipp Spitta, *Johann Sebastian Bach*. Leipzig, 1873-1880. — II. Félix Grenier, *Vie, Talens et Travaux de Jean-Sébastien Bach*, traduit de l'allemand de J.-N. Forkel. Paris, 1878. — III. Ernest David, *la Vie et les OEuvres de J.-S. Bach*. Paris, 1882. — IV. Reissmann, *J.-S. Bach, sein Leben und seine Werke*. Berlin, 1881. — V. C.-H. Bitter, *Johann Sebastian Bach*, 2<sup>e</sup> édition. Berlin, 1882. — VI. R. Lane Poole, *Sebastian Bach*. Londres, 1882. — VII. William Cart, *Étude sur J.-S. Bach*. Paris, 1885.

Jean-Sébastien Bach est presque célèbre en France depuis que M. Charles Gounod a pris pour accompagnement d'une mélodie de sa composition le premier Prélude de clavecin du vieux maître. Grâce à cette collaboration posthume, il n'est plus aujourd'hui personne ayant quelque notion de la musique qui ne connaisse au moins de nom le patriarche d'Eisenach. Beaucoup, à la vérité, en sont restés là et n'en demandent pas davantage. Ce qu'ils ont pu entrevoir au premier aspect de l'homme et de l'artiste les a détournés de pousser plus avant. La tête massive à triple menton d'un chanoine d'Holbein le jeune encadrée dans la solennelle perruque du grand siècle, l'œil dur, les dents serrées, la lèvre ironique, le masque épais et rigide; au frontispice de l'œuvre, une collection de titres baroques ou maussades : fugues, gavottes, toccates, can-

tates d'église; ce *Clavecin bien tempéré* qui sent d'une lieue son *Jardin des racines grecques*, tout l'attirail suranné du pédantisme scolastique, et, qui pis est, un brevet de science colossale décerné par les universités d'outre-Rhin, voilà certes plus qu'il n'en fallait pour tenir à respectueuse distance l'admiration des gens du monde.

Celle des gens du métier s'est marchandée longtemps. Au Conservatoire, Bach avait été mis d'emblée à l'index pour son harmonie incorrecte et ses tendances subversives, sans que la proscription officielle lui donnât, d'ailleurs, la moindre saveur de fruit défendu. La malencontreuse perruque avait beau se poser de travers et scandaliser Chérubini par ses écarts, elle n'en restait pas moins perruque pour la jeune tribu romantique. « Dieu vous garde d'une fugue à quatre sujets sur un choral ! » s'écriait Berlioz en sortant d'un concert du *Gewandhaus* à Leipzig. A quoi le pontife du lieu, Mendelssohn, qui n'entendait pas raillerie sur ce chapitre et qui renvoyait volontiers Berlioz à l'école, aura dû répondre que son confrère voulait parler, sans doute, d'une fugue à quatre parties, la fugue à quatre sujets étant un tour de force encore inconnu dans l'histoire du contre-point. Mais, avec Bach et Haendel, Berlioz n'y regardait pas de si près. Cet infatigable chercheur, cet esprit pénétrant entre tous a passé à côté d'eux sans soupçonner leur puissance. Il lui a manqué la fréquentation des grands contrepointistes du dernier siècle, et rien que cela peut-être, pour prendre place au premier rang des maîtres. Par le tempérament, par l'inspiration, par la profondeur des vues, Berlioz est de la race des plus grands. Meyerbeer n'a ni son originalité ni ses délicatesses; le sentiment religieux est moins ému chez Mendelssohn, le sens pittoresque moins développé chez Richard Wagner; la fantaisie de Weber et de Schumann n'a pas évoqué de plus terribles fantômes que ceux de « la course à l'abîme, » de visions plus suaves que les sylphes et les follets du « songe de Faust. » Mais toujours, la mise en œuvre de ces conceptions géniales pêche en quelque point; l'expression trahit la pensée, la cohésion manque, l'exécution pénible et tâtonnante accuse les lacunes d'une éducation qui s'est faite au jour le jour. Reproche capital, et que j'ai entendu adresser non-seulement à Berlioz, mais, d'une manière générale, à l'école française dans toutes les branches de l'art. Cette dextérité de main, cette plasticité qui a fait défaut à tant de compositeurs d'une valeur incontestable, et sans laquelle cependant l'homme doué des plus magnifiques dons ne sera jamais qu'un poète fourvoyé, cette aisance suprême des grands seigneurs et des grands maîtres, nul ne l'a possédée comme Jean-Sébastien Bach; c'est à son école qu'il faut

l'apprendre ; les problèmes les plus ardues de l'art d'écrire ont été par lui abordés de front et résolus avec une audace, un bonheur dont les traités théoriques ne livreront jamais le secret. Peu à peu, cette vérité a fini par se faire jour chez nos artistes. Ce fut d'abord le vieux Boëly qui, le premier en France, se hasarda à faire entendre sur l'orgue les fameuses fugues dont le nom seul mettait Berlioz en fuite. Quelques années plus tard, P. Maleden, le théoricien profond, en quête d'une doctrine plus rationnelle que celle de nos conservatoires, partait à pied pour l'Allemagne et en rapportait, avec la fine fleur des leçons de Gottfried Weber, le culte de Jean-Sébastien. Vers la même époque, les travaux remarquables de Niedermeyer et de Lemmens pour la restauration de la musique religieuse, appelaient l'attention des musiciens français sur l'auteur de *la Passion*, et quand enfin l'on vit, sous la plume savante de M. Charles Gounod, la mélodie de Mozart se combiner harmonieusement avec les procédés de J.-S. Bach pour produire un style d'une richesse toute nouvelle, les compositeurs comprirent que la vieille crypte gothique qu'ils avaient dédaignée renfermait des trésors. Cette révélation a marqué le point de départ de notre jeune école. Tous nos symphonistes se proclament hautement disciples de Jean-Sébastien ; on voit son nom figurer de temps à autre auprès de leurs sur les programmes de concerts ; une société d'amateurs, *la Concordia*, s'est vouée à l'exécution de ses grandes compositions vocales, et elle a obtenu cette année de célébrer dans la salle du Conservatoire le deux-centième anniversaire de sa naissance. Bach est donc salué comme le maître par excellence de « ceux qui savent. » Mais l'est-il de ceux-là seulement ? Ne doit-on voir dans sa musique qu'une vaste encyclopédie à l'usage des bibliothèques spéciales, ou faut-il la recommander à l'admiration de tous comme le monument caractéristique de l'une des grandes époques de l'art ? Telle est la question qui commence à se poser, et sur laquelle je voudrais essayer de jeter quelque lumière à l'aide des travaux récents que sa vie et son œuvre ont inspirés à l'étranger.

## I.

Rien de moins romanesque, de plus calme, de plus monotone si l'on veut, que la vie de Jean-Sébastien Bach. Pas de ces coups de foudre qui illuminent la route des grands hommes, pas de ces catastrophes tragiques qui sont comme la rançon du génie, mais soixante ans d'un travail acharné, sans une aventure, sans une faiblesse et, qu'on me passe le mot, sans un écart de régime. Le plus

illustre rejeton d'une longue lignée d'excellens musiciens, héritier de leur science, de leurs traditions, de leur modeste patrimoine, Bach n'a connu la lutte ni pour la vocation ni pour l'existence. Depuis près d'un siècle, sa famille défrayait d'organistes et de maîtres de chapelle les villes et les cours minuscules du nord de l'Allemagne, qui toutes entretenaient alors des musiciens à leur solde. Un artiste portant le nom de Bach était donc assuré par avance du vivre et du couvert; quant au reste, ces hommes de foi naïve comptaient sur la Providence, et leur mutuelle affection venait en aide à la grâce d'en haut dans les momens difficiles. Pour garder leurs bonnes relations malgré les distances, ils se donnaient rendez-vous chaque année à une sorte de congrès familial qui compta parfois jusqu'à cent vingt membres présens. Au jour dit, organistes, concertistes, *cantors*, *capellmeisters*, arrivaient de tous les points de la Franconie, de la Thuringe et de la Saxe. Après un cantique d'actions de grâces, on se communiquait les nouvelles, on causait des emplois vacans, on posait les candidatures; les derniers venus faisaient connaissance avec les grands parens, parfois, de cousin à cousine, on ébauchait une idylle, et la journée finissait par une bouffonnerie alors fort à la mode entre artistes, chacun chantant en même temps un air différent, choisi pourtant de manière à s'adapter sur celui du voisin. Ils tenaient leurs grands jours tantôt dans une ville, tantôt dans l'autre; plus habituellement à Eisenach, dont le nom latin *Isinacum* a fourni au bel esprit du temps l'anagramme *In musica*. C'est dans cette coquette petite ville, au pied de la Wartburg, témoin du tournoi des *mimnesängers* et des premières luttes du protestantisme, que naquit Jean-Sébastien Bach, le 21 mars 1685. Orphelin à dix ans, sous la tutelle de son frère Jean-Christophe, organiste à Ohrdruf, il entra au collège de cette ville en même temps qu'il commençait, sous la direction de son aîné, son éducation musicale. On peut croire que le génie précoce de l'élève s'irrita plus d'une fois des routines de la méthode; plus d'une fois, sans doute, il demanda vainement le pourquoi de ces prétendues règles d'harmonie que transgressent à plaisir tous les compositeurs. Aussi le grand frère tenait-il soigneusement sous clef ses recueils de pièces d'orgue et de clavecin. Mais l'enfant se relevait la nuit, coulait sa petite main à travers les barreaux de l'armoire, tirait à lui le rouleau de musique et le copiait au clair de lune. Tous les biographes, en narrant cette anecdote, attribuent à la jalousie la conduite de Jean-Christophe envers son jeune frère; c'est qu'ils connaissent peu les habitudes des professeurs de contre-point.

Au gymnase d'Ohrdruf et à l'école Saint-Michel de Lünebourg, où nous le retrouvons quelques années plus tard, Sébastien Bach ne

pouvait acquérir que des élémens de grammaire, de rhétorique et de latin. Il dut pourtant borner là ses études, ses ressources ne lui permettant pas de les poursuivre à l'université. A une époque où tant de bons musiciens, Kuhnau, Mizler, Mattheson, Telemann, étaient par surcroît mathématiciens, jurisconsultes ou philologues, ce défaut de culture constituait une infériorité réelle, et ses collègues de l'école de Saint-Thomas devaient plus tard le lui faire cruellement sentir. Mais Bach avait hâte de se suffire à lui-même. A dix-huit ans, il entre comme violoniste à la chapelle ducale de Weimar. De ce moment la musique l'absorbe tout entier. Sauf quelques voyages d'études, ses pérégrinations à travers les petites villes de la contrée, Arnstadt, Mulhâusen, Weimar, Coethen, ne sont que les étapes de sa carrière d'organiste. A Arnstadt, il trouve un instrument excellent et des appointemens convenables, mais il ne peut résister au désir d'aller entendre, à Lübeck, le célèbre Dietrich Buxtehude. Parti pour quelques jours, il s'oublie trois mois entiers auprès de son confrère et dédaigne de s'excuser au retour de cette fugue incorrecte. Le consistoire le cita à sa barre pour s'expliquer sur sa conduite. M. Spitta a retrouvé le grotesque procès-verbal où sont consignés les griefs articulés contre l'organiste, notamment l'accusation grave entre toutes d'avoir fait chanter une femme au chœur. Au fond, ces braves gens du chapitre se seraient contentés d'une amende honorable ; par malheur, Bach prit mal la chose et donna sa démission. A Mülhausen, en Thuringe, où on l'accueille à la suite de cet incident, il épouse Marie-Barbe Bach, sa cousine, et presque aussitôt après, il se laisse tenter par l'offre de la place d'organiste à la cour de Weimar. Il y séjourne neuf années pendant lesquelles il commence à se faire connaître comme compositeur. En 1717, le prince Léopold d'Anhalt, qui l'honore d'une particulière amitié, l'emmène à sa cour de Coethen et l'attache à sa personne ; Bach croit enfin toucher au port, quand la mort subite de sa femme en 1720, le mariage de son protecteur en 1722, et l'aversion de la nouvelle princesse pour la musique, le déterminent à accepter les modestes fonctions de directeur du chant (*cantor*) à l'école de Saint-Thomas de Leipzig. C'est là qu'il passe les vingt-sept dernières années de sa vie, renonçant à toute ambition, réfugié dans le travail, en butte aux mesquines taquineries du recteur de l'école et des autorités locales. Dès 1721, il avait épousé, en secondes noces, Marie-Anne Wülken, fille d'un artiste de la chapelle ducale de Weissenfels et bonne musicienne, dont il utilisa souvent les talens de copiste. Vers 1748, sa vue fatiguée commence à s'altérer sensiblement. L'opération de la cataracte, tentée deux fois inutilement par un oculiste malhabile achève de compromettre sa santé ébranlée. Le 18 juillet 1750, il

recouvre subitement la vue, mais quelques heures après, il est frappé d'apoplexie et meurt au bout de dix jours entre les bras de sa femme, de ses filles, de son plus jeune fils, de son gendre Altnikol et de Müttel son élève.

Auprès de cet homme simple et modeste, non-seulement ses illustres contemporains Hasse et Haendel, mais Mendelssohn lui-même, type achevé de correction parfaite et de tenue exemplaire, pourraient passer pour des héros de roman. Mendelssohn a respiré l'air de l'Italie et de la France ; les chefs-d'œuvre de l'art ancien et moderne ont reçu son hommage ; Bach est resté dans son pays à composer de la musique. Avec lui, la chronique en est réduite à vivre sur quelques anecdotes plus ou moins authentiques : le défi présomptueux et la fuite de l'organiste français Marchand, le voyage à Potsdam, les variations improvisées sur un thème choisi par le grand Frédéric, etc. Les rares lettres que l'on a de lui donneraient de son caractère une idée médiocre si son désintéressement n'était attesté par ses contemporains. Il ne faudrait donc pas prendre trop au sérieux la naïve épître à Erdmann où il gémit de ce que le casuel des enterremens se ressent de l'excessive salubrité du climat de Leipzig : Bach est sujet à ces boutades. Il paraît bien que la douceur n'était pas sa vertu dominante, et dans ses démêlés continuels avec les consistoires, tous les torts ne sont pas du côté de l'église ; mais ni Haendel, ni Beethoven, ni Berlioz n'ont brillé par l'égalité d'humeur : *Omnibus hoc vitium est cantoribus*, et le *cantor* de Saint-Thomas ne fait pas exception à la règle. Son entourage l'aimait profondément malgré tout, et ses ennemis mêmes rendaient justice à son intégrité. Bien des traits sur lesquels j'aimerais à insister feraient ressortir sa bonhomie, son respect de l'art, sa piété profonde, ses vertus domestiques ; ils ne nous apprendraient rien de son génie. Quand donc j'aurai rappelé qu'indépendamment de son merveilleux talent d'exécution, Bach possédait à fond la facture de l'orgue et celle des instrumens, qu'il savait graver sur cuivre et qu'il a construit l'horloge à musique du château de Coethen, quand j'aurai ajouté qu'il eut de ses deux femmes vingt enfans dont deux surtout, Wilhelm-Friedmann et Philippe-Emmanuel, furent des musiciens dignes de leur père, j'aurai fait à l'homme privé toute la part que comporte cette rapide esquisse musicale.

Sa mort passa inaperçue comme celle du bonhomme Corneille. Les gazettes de Leipzig n'enregistrèrent même pas l'événement ; le recteur Ernesti négligea d'en faire mention dans son compte-rendu annuel des travaux de l'école ; et le conseil de Saint-Thomas se vengea de l'indépendance de caractère du vieux *cantor* en refusant à sa veuve



la maigre pension d'usage, sous prétexte que J.-S. Bach, « grand musicien peut-être, » n'avait été qu'un détestable pédagogue. Un médiocre sonnet de Telemann, une notice nécrologique insérée dans la bibliothèque musicale de Mizler par les soins de Philippe-Emmanuel Bach et d'Agricola, son condisciple, c'est à quoi se réduisit, ou peu s'en faut, le tribut payé par les contemporains au maître de *la Passion*. Lorsqu'après eux, ses fils, héritiers de ses hautes facultés musicales, eurent disparu à leur tour, le silence se fit autour de cette grande mémoire. Les manuscrits de Jean-Sébastien, partagés entre ses nombreux enfans, furent vendus à vil prix, sa tombe même disparut dans un bouleversement du cimetière, sa veuve tomba dans le plus complet dénûment; Régina-Suzanna, la dernière de ses filles, aurait été réduite à mendier sans l'aide de Beethoven, qui lui délégua le produit d'une de ses œuvres, et de Rochlitz, qui ouvrit pour elle une souscription dans la *Gazette musicale* de Leipzig.

L'Allemagne, si prompte à nous reprocher notre indifférence pour ses musiciens illustres, oublie trop qu'elle-même a laissé disperser les cendres de Bach et de Mozart et qu'elle a mis cent ans à reconnaître le génie du père de la musique allemande. Bach, de son vivant, n'a été apprécié à sa valeur que comme organiste. Certes, la foule venait l'entendre de fort loin et s'en retournait émerveillée. Exécutant hors ligne et improvisateur incomparable, Jean-Sébastien, du thème le plus ingrat, tirait un monde. Il lançait en se jouant, sur les pédaliers rudimentaires de son époque, des traits devant lesquels pâlissent les organistes d'aujourd'hui. La richesse et l'imprévu de ses accompagnemens du chant liturgique allaient jusqu'à déconcerter les fidèles. Mais ses grandes compositions chorales et instrumentales, restées pour la plupart manuscrites, ne franchirent jamais l'étroite enceinte de la chapelle ou du temple pour lesquels elles étaient spécialement composées. Comme il avait pris l'habitude de célébrer chaque solennité par une œuvre nouvelle, choral, motet, oratorio ou cantate, on les entendait rarement plus d'une fois et le public n'en gardait nécessairement qu'un souvenir vague. La cérémonie terminée, elles allaient s'enfouir en bon ordre dans les profondeurs de quelque mystérieux placard pour y attendre en paix le jour de la résurrection bienheureuse. Le premier en date des biographes de Bach, Forkel, qui fut l'ami de ses fils et qui écrivait cinquante ans après sa mort, n'a pas connu la moitié de son œuvre, il dit à peine un mot des cinq *Passions*, qu'il n'a certainement jamais entendues; il ne cite que douze fugues d'orgue sur les vingt-neuf que nous possédons. Des deux cent cinquante cantates d'église, quatre-vingts sont perdues. *La Passion selon saint Mathieu*, com-

posée en 1729, sommeillait depuis un siècle dans les catacombes de la bibliothèque de Saint-Thomas, lorsque Zelter suggéra à Mendelssohn l'idée de tirer de l'oubli cette œuvre admirable. Le vendredi saint de l'année 1829, on l'exécuta triomphalement à Berlin sous leur direction. Ce fut le signal de la résurrection dans la foi de laquelle s'était endormi le grand homme. A partir de ce jour, les éditions de sa musique se multiplient. En 1849, l'Angleterre, devançant l'Allemagne, a déjà son *Bach-Choir* et sa *Bach-Society*. En 1850, l'année du centenaire de sa mort, se fonde à Leipzig la *Bach-Gesellschaft* pour la publication complète de son œuvre. Trente-huit volumes in-folio ont déjà paru chez les éditeurs Breitkopf et Härtel. Il reste encore à publier les motets, les suites d'orchestre, la *Passion selon saint Luc*, beaucoup de pièces de clavecin et d'orgue, et cinquante cantates d'église ! Mieux connues, ces compositions magistrales appelaient leurs commentateurs : Grosser, Mosewius, Hilgenfeld (1), et jusqu'à un ministre des finances de Prusse, M. Bitter (2). Mais c'est dans l'ouvrage de M. Philipp Spitta qu'il faut chercher le dernier état de la science, le résumé complet des recherches antérieures. Son livre de plus de 2,000 pages est le digne pendant de la grande édition Breitkopf et Härtel. On y trouve, classés méthodiquement, tous les renseignements connus qui touchent de près ou de loin à la race des Bach, depuis le meunier cithariste Veit Bach de Wechmar, trisaïeul de Jean-Sébastien, jusqu'à son petit-fils, Wilhelm-Friedrich-Ernest Bach, cymbaliste de la reine de Prusse, mort à Berlin en 1846. M. Spitta a noté les moindres incidens de la vie du maître ; il consacre plusieurs pages à rechercher la femme inconnue que Bach fit chanter au chœur d'Arnstadt. Il commente en détail chaque composition, il en retrace la genèse, il en établit l'ordre chronologique, il en donne l'analyse au double point de vue de l'esthétique et de la correction des textes. C'est un vaste chantier où sont préparés avec art les matériaux d'une œuvre qui, malgré tout, reste à faire ; car rien n'est fait tant que la critique s'attache à détailler à la loupe les beautés de tel ou tel passage, au lieu de s'élever à la vue d'ensemble, son véritable domaine. Le seul moyen de rendre raison d'une impression musicale, c'est de la rattacher aux aperçus généraux qui sont le fonds commun de tous les arts, et, malgré ses développemens, il me paraît que l'ouvrage de M. Spitta est incomplet par ce côté. Les admirateurs de Jean-Sébastien s'y familiariseront avec leur maître de prédilection, les amateurs de documens y

(1) *J.-S. Bachs Leben, Wirken und Werke*. Leipzig, 1850.

(2) *Johann Sebastian Bach*. Berlin, 1865.

trouveront des trésors, mais il est douteux que, même dans la forme abrégée que lui a donnée M. Ernest David, il parvienne à dissiper tous les malentendus.

C'est à quoi M. Lane Poole et surtout M. William Cart ont eu le mérite de s'attacher de préférence. Pour la partie biographique, M. Cart suit fidèlement M. Philipp Spitta, et il ne pouvait assurément mieux faire. Mais sa critique est plus large, sa vue porte plus loin. Il a senti que Bach s'adresse aussi bien au cœur qu'à l'intelligence, que, dans son œuvre, l'inspiration n'a pas une part moindre que le travail ; sous le contrepointiste il cherche le poète. Cette tendance nouvelle donne à son livre un intérêt particulier pour le public français en vue duquel il semble avoir été spécialement écrit, et si la thèse que j'indique n'y est pas plus développée, c'est sans doute qu'en songeant à la frivolité proverbiale de nos compatriotes, l'auteur, qui est Suisse, se sera cru tenu à quelques ménagemens. Quoique nous n'en soyons plus tout à fait là, il est certain pourtant que nous aurions encore quelque peine à gravir les hautes cimes du monde musical sans un guide d'expérience pour nous montrer la route, nous indiquer les raccourcis, nous tendre la main dans les passages difficiles et se charger au besoin du bagage. M. William Cart est d'un pays qui nous a beaucoup gâtés sous ce rapport ; le pli est pris, le mieux donc est d'accepter ses bons offices, tout en nous réservant de discuter ses jugemens et de compléter ses aperçus.

## II.

Jean-Sébastien Bach a surtout écrit pour l'église, et il faut convenir que beaucoup de ses formules ont vieilli. Mais de pareils griefs jureraient avec l'état présent de notre culture littéraire et artistique. Nos philologues ont remonté jusqu'aux chansons de geste pour y découvrir des beautés comparables à celles de *l'Iliade* ; nos archéologues et nos romanciers ont réhabilité l'art gothique ; il est de mode chez nos peintres de préférer Memling à Rubens et Masaccio à Raphaël. Les archaïsmes ne sont donc pas pour nous effaroucher. La langue de Bach, d'ailleurs (je parlerai plus tard de ses procédés de composition), la langue de Bach, dis-je, ne nous ramène pas si loin en arrière qu'elle exige un bien grand effort d'esprit. Pour lui trouver des affinités littéraires, il suffit de se reporter à la première moitié du xvii<sup>e</sup> siècle. Elle en rappelle la plénitude, la grâce naïve et robuste, le tour libre, familier, hardi, brusque parfois, et, par-dessus tout, l'air

d'incomparable et naturelle grandeur : nouveau titre à notre sympathie pour le musicien, qui, comme quelques-uns de nos grands classiques, a puisé dans sa foi ses plus belles inspirations.

Ce côté méditatif et profondément religieux du caractère de Bach, son existence sédentaire, sont deux traits physiologiques que réfléchit son œuvre. Elle ne reçoit du monde extérieur que de lointains reflets, la nature n'y laisse pas de trace ; en revanche, les plus secrets mouvemens de l'âme y sont rendus avec une profondeur d'expression inconnue jusque-là. Il faut bien vite ajouter que chez Sébastien Bach le croyant n'a jamais étouffé l'artiste. Ce vaste esprit ne se croit pas tenu d'emprisonner son inspiration dans la doctrine théologique. C'est l'amoindrir que de vouloir le confisquer au profit d'une secte religieuse. Du jour où des protestans ont cherché à faire de lui le représentant officiel du mysticisme orthodoxe, des catholiques ont immédiatement découvert dans sa musique la sécheresse dogmatique qu'ils reprochent à la réforme. M. Félix Grenier, dans la préface de sa traduction de Forkel, s'élève avec raison contre ces disputes confessionnelles à propos d'art. Mais s'il fallait absolument mettre le pied sur ce terrain étroit et brûlant, peut-être en viendrait-on assez vite à se convaincre que, même dans les cantates d'église, l'allure dramatique du style de Bach répond plutôt à l'esprit catholique qu'à l'idée qu'on se fait en général du rigorisme protestant.

Ces cantates sont une chose tellement à part, elles tiennent dans l'œuvre du maître une place si considérable qu'il faut bien s'y arrêter un peu. Dans les églises protestantes, jusqu'à la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, la cantate, étant destinée aux exercices du culte, empruntait exclusivement ses paroles à la Bible ou à l'Évangile. Mais pendant le séjour de J.-S. Bach à Weimar, le pasteur Neumeister, versificateur distingué, entreprit de substituer au texte sacré des vers de sa composition, et Bach, séduit par cette innovation, s'empessa de mettre ses poèmes en musique. La cantate d'église devint ainsi une méditation religieuse appropriée aux différentes fêtes du rite luthérien. Ses strophes, de mètres variés, se prêtèrent aux diverses formes musicales du temps : airs, duos, récitatifs et chœurs, entre lesquels Bach intercale volontiers des intermèdes symphoniques. Les accablemens et la consolation de l'âme chrétienne relevée par la grâce, l'entretien du fidèle avec Dieu, la terreur de la mort, l'allégresse des élus, toutes les tristesses, toutes les effusions, toutes les délicatesses de la psychologie mystique s'y reflètent, et, dans cette peinture du cœur, Sébastien Bach est sans rival. Une fois condamnation passée sur l'abus des vocalises, sur la monotonie de la reprise obligée, on est subjugué par la grandeur du style,

la variété des nuances, la vigueur des oppositions. L'émotion que provoqua cette transformation pathétique du style d'église, cette mise en scène de l'âme, fut extraordinaire. Piétistes, rigoristes, spénériens crièrent au scandale, et, de fait, c'était si bien la coupe et le ton de l'opéra d'alors qui pénétraient dans le temple, que l'air célèbre de la cantate de la Pentecôte est emprunté à une autre composition du maître, celle-là toute profane. J.-S. Bach comprit bientôt ce que la critique avait de juste, et, pour maintenir à la cantate d'église son caractère religieux, il y introduisit le choral. On sait en quel honneur les églises protestantes tiennent ces cantiques célèbres dont beaucoup remontent à Luther : les uns de sa composition, les autres arrangés par lui sur le chant grégorien ou sur des mélodies populaires. Ils sont aux offices protestans ce que le plain-chant est aux cérémonies catholiques. Dans la dernière manière de Bach, chaque cantate est la paraphrase poétique et musicale d'un choral luthérien. Le versificateur commente le sens religieux du texte, le compositeur développe avec son art souverain la pensée grave, tendre ou joyeuse du thème liturgique. Tantôt il l'expose, dès le début, à l'état le plus simple, pour le faire reparaitre à plusieurs reprises sous une forme toujours grandissante ; tantôt il prépare de longue main sa venue par de simples fragmens de la mélodie qu'il disperse dans l'orchestre et dans les parties d'accompagnement, jusqu'à ce qu'il les rassemble, le moment venu, pour une explosion formidable. Sous la puissante main de Bach, le choral prend les ingénieux aspects, il a les foudroyans retours du texte sacré chez nos grands sermonnaires. Dans la célèbre cantate *Ein feste Burg*, lorsque le cantique de Luther, annoncé dès les premières mesures et longtemps retardé à dessein, est enfin entonné par les voix d'hommes à l'unisson, l'effet est irrésistible. Le jour où *la Concordia* l'a fait entendre au Conservatoire, toute la salle a frémi d'enthousiasme à ce passage.

Cet art de la gradation est le dernier mot de la composition musicale. Mais Bach ne se contente pas de traiter le choral en grand musicien, il sait le choisir avec le génie d'un dramaturge pour en obtenir de véritables coups de théâtre. L'*Oratorio de la Nativité* débute par un chœur de fidèles attendant le Messie. « Comment te recevrai-je, toi que le monde attend ? » demande l'église. Et alors, pour lui répondre, se lève, comme une apparition prophétique, le lugubre choral de la Passion : « O tête sanglante et mutilée ! *O Haupt voll Blut und Wunden !* » Cette évocation du drame du Calvaire en face des joies de Noël est une opposition tragique digne de Corneille. La critique allemande ne nous dit pas s'il faut en faire honneur à Bach ou à son librettiste, mais le doute n'est pas per-

mis : le génie seul est capable de pareilles trouvailles. Dans la cantate funèbre qui porte le titre d'*Actus tragicus*, dans la *Passion de saint Matthieu*, dont les chorals ont tous été choisis par Bach, on trouve des traits du même genre. Et voilà pourtant l'homme en qui l'on n'a voulu voir longtemps qu'un harmoniste maussade ! Mais aussi, que n'a-t-il composé des opéras, et quelle raison de se confiner trente ans de suite au fond d'un temple de Leipzig ? La réponse est bien simple. Il eût fallu aller chercher l'opéra à Dresde ; l'influence italienne y dominait d'ailleurs, et Jean-Sébastien n'aimait ni les dérangemens ni les compromis. A ce degré de puissance où il se sentait parvenu, peu lui importait le cadre ou le milieu ; tous les moyens devaient lui être bons pour affirmer son génie. Aussi, personne ne s'est-il accommodé de meilleure grâce aux circonstances. En toute occasion, Bach sait se contenter des élémens qu'il a sous la main sans chercher au-delà. A Coethen, où l'esprit calviniste a banni de l'église la symphonie et l'orgue même, il se rabat sur la musique de chambre, et c'est là l'origine de ces modèles de fraîcheur et de grâce qu'on appelle les *Suites françaises*. Les compositeurs ne songeaient pas encore à réclamer des théâtres construits tout exprès pour leur musique et des auditeurs entraînés par un régime préparatoire. Sans sortir de Saint-Thomas, avec le chœur restreint et le peu d'instrumens dont il dispose, J.-S. Bach saura réaliser les grandioses conceptions qui se pressent dans son cerveau.

Par deux fois, cependant, il semble s'être senti à l'étroit dans son cercle habituel. On ne sait quelles préoccupations inquiètes le poussaient hors de sa sphère lorsqu'il écrivit, sous une inspiration toute catholique, le *Magnificat* et la *Messe solennelle en si mineur*. Peut-être n'y faut-il voir, après tout, qu'une boutade d'organiste mécontent qui veut faire pièce à son clergé. Toujours est-il que ce caprice, si caprice il y a, nous aura valu deux chefs-d'œuvre. Le *Magnificat* traverse comme un rayon joyeux l'œuvre un peu sombre et poussée au noir du vieux *cantor* ; la messe en *si mineur* est, de l'avis de beaucoup d'artistes, ce qu'il a écrit de plus élevé : l'énorme fugue à cinq voix du *Kyrie*, les chœurs grandioses du *Credo*, sont les chefs-d'œuvre de la science. Mais, avec un déploiement de moyens plus extraordinaire encore, la *Passion selon saint Matthieu* parle bien autrement au cœur.

Cette grande œuvre, populaire en Allemagne, en Angleterre, en Suisse, n'a été exécutée que deux fois à Paris. Ceux qui ont eu la rare fortune de l'entendre en gardent le souvenir ineffaçable. Ses proportions gigantesques produisent sur les natures les plus réfractaires une impression profonde, et telle est la richesse des détails

que chaque audition nouvelle est une révélation. J'en ai fait récemment l'expérience à Zurich pendant les fêtes du bicentenaire de Bach. Zurich est une des villes de Suisse où la musique est cultivée avec amour. Ses sociétés chorales réunies peuvent mettre en ligne quatre cents chanteurs et un orchestre de cent vingt musiciens. La salle de la *Tonhalle*, de dimensions relativement restreintes, est d'une bonne sonorité et possède un orgue excellent. Le chef d'orchestre, M. Frédéric Hégar, représente dans son pays l'une des deux écoles rivales qui divisent l'Allemagne sur l'interprétation du chef-d'œuvre de la musique sacrée. A Bâle, M. Volkland tient pour le caractère strictement religieux ; à Zurich, la tendance est plus dramatique et plus conforme, à mon sens, à la pensée du maître. Chaque année, M. Hégar dirige *la Passion*, avec le concours des premiers chanteurs de l'Allemagne : le célèbre ténor Vogl, de Munich, le baryton Liessmann, de Hambourg, et M<sup>me</sup> Müller-Bachi, de Dresde. A l'attrait d'une exécution hors ligne se joignait pour moi le vif désir de comparer mes propres impressions avec celles d'un public qui connaît l'œuvre de longue date. Cette petite curiosité devait être complètement déçue. En pays protestant, toute salle où l'on exécute *la Passion* devient, selon le mot de Mendelssohn, une manière de temple. Les plus légères manifestations y sembleraient déplacées. Défense non-seulement de bisser, mais d'applaudir, même à la fin des morceaux. Quant à causer ou à sortir pendant l'exécution, personne ne s'y hasarderait impunément. Tout à l'heure, cette foule, si recueillie, va se précipiter bruyamment par les deux portes latérales qui communiquent de la *Tonhalle* avec le restaurant-concert, son annexe ; d'autres musiciens, — les mêmes peut-être, — y transporteront leurs instrumens, chaque famille prendra d'assaut sa petite table, et, pendant des heures, tout ce monde se gorgera de viande froide et de bière au son des valse de Johann Strauss. En attendant, chacun est à son poste, l'oreille tendue, la bouche close, le livret ou la partition sur les genoux.

Le texte de *la Passion* de Bach n'est autre chose que la traduction littérale de l'évangile de saint Matthieu, entrecoupée d'intermèdes lyriques dans lesquels un groupe de fidèles exprime ses sentimens au spectacle de la divine tragédie qui est censée se dérouler sous ses yeux. Le récit de l'évangéliste, les paroles du Christ, des apôtres, de Pilate et des juifs alternent ainsi avec les airs, les récitatifs, les chœurs des assistans ; dans les momens solennels, l'église élève à son tour la voix par le choral liturgique. Pour établir la démarcation entre ces trois élémens juxtaposés dans son œuvre, Bach a divisé ses exécutans en deux groupes princi-

paux qui ont chacun leur orchestre ; un troisième chœur, accompagné par l'orgue, est chargé du choral. Cette distribution systématique n'empêche pas cependant le maître, dès qu'il veut frapper un grand coup, de réunir en une seule masse les trois chœurs, les deux orchestres et l'orgue. Les nuances caractéristiques du coloris musical accusent d'ailleurs suffisamment les contrastes. Aussi longtemps qu'il suit le texte sacré, J.-S. Bach se renferme dans la déclamation mesurée, avec un simple accompagnement d'orgue pour la narration du récitant, avec de sobres dessins d'instrumens à cordes chaque fois que le Christ prend la parole. Les apostrophes des apôtres et des juifs, empruntées à l'évangile, sont brèves et heurtées, sans la moindre digression musicale ; mais, sitôt qu'il n'a plus affaire qu'à son librettiste, le compositeur déploie toutes ses richesses. Les chœurs de fidèles se développent en style figuré, les airs sont traités comme ceux des cantates. Dans les admirables récitatifs qui leur servent d'introduction, le génie de Bach donne sa pleine mesure. Rompant avec la coupe traditionnelle, libre de toute entrave, il s'abandonne aux élans de l'inspiration, pendant que le dessin obstiné des accompagnemens d'orchestre maintient, jusque dans le désordre lyrique des modulations et de la mélodie, l'unité de lignes et la cohésion de l'ensemble. Mais ces brusques élans vers le monde idéal n'ont que la durée d'un instant ; bientôt les instrumens se taisent et le douloureux récit reprend, accompagné par l'orgue seul. Par momens, le chœur des fidèles se mêle à l'action pour appeler sur la tête des Juifs les vengeances célestes ou proposer au Christ de veiller à sa place au mont des Oliviers. Le choral lui-même prendra sa part du drame : quand les disciples, interrogeant leur maître, demanderont l'un après l'autre lequel d'entre eux doit le trahir, l'église va se frapper la poitrine et s'écrier : « C'est moi qui devrais expier sur la croix, car c'est pour moi qu'il va mourir ! » Encore un de ces traits de génie familiers à Bach dans l'emploi du choral.

Ce vaste dessein d'un mystère où l'ode, le drame et l'épopée se donnent la main, est d'une telle audace que le compositeur a senti le besoin d'y préparer son auditoire par un prologue vocal et instrumental contenant la synthèse de l'œuvre. C'est une marche au Calvaire dont les harmonies douloureuses se déroulent sur une progression haletante, comme pour gravir les pentes du Golgotha. Les deux chœurs s'interpellent ; les filles de Sion invitent les fidèles à contempler ce spectacle inouï d'un Dieu marchant au supplice. Au milieu de leurs interjections de stupeur et de désespoir, le troisième chœur, qui semble planer sur la scène, entonne le choral : « Agneau de Dieu immolé sur la croix ! » Un pareil début transporte l'âme à



de telles hauteurs qu'on se demande comment l'on pourra s'y maintenir et qu'on appréhende le moment où le simple récit de l'évangéliste va succéder à la symphonie. Mais Bach fera ce tour de force de donner à la froide narration dont il doit respecter le texte un puissant intérêt musical. Il faut l'entendre en allemand pour comprendre ce que peut la seule force expressive de la musique. Les effusions de la Cène, l'angoisse du jardin des Oliviers, l'horreur du baiser de Judas, tout est rendu par le seul trait mélodique. Dans la question, réputée moderne, de l'accord de la musique et des paroles, le *cantor* de saint Thomas avait donc depuis longtemps dit son mot, et tel qu'on pouvait l'attendre de son esprit large et profond; il s'attache au sens général du texte et en souligne soigneusement les effets, mais sans jamais s'astreindre à un mot-à-mot puéril. La déclamation lyrique, dont on a fait honneur à Gluck, et qu'on prétend retrouver dans le drame musical de Richard Wagner, avait été ainsi portée, il y a cent cinquante ans, par Sébastien Bach, à sa plus haute puissance.

La scène au jardin des Oliviers est menée comme un acte de drame. Jésus, l'âme triste jusqu'à la mort, — (quelle modulation poignante sur cette simple phrase!) — Jésus se retire pour prier avec deux de ses disciples. Cependant, le chœur mystique des fidèles cherche à soutenir son courage. « Je veux veiller pour toi, » chante le ténor dans un mouvement d'ineffable tendresse. La basse se prosterne avec le Christ au pied de son Père, et le chœur gourmande les apôtres endormis. Les Juifs approchent et s'emparent de leur victime. Sur une marche lugubre de l'orchestre, deux voix de femmes qui se répondent font entendre une plainte déchirante; les fidèles s'indignent, ils crient aux soldats d'arrêter, puis, réunis aux disciples, ils demandent à la terre d'engloutir ces misérables. Un grand trait des basses, repris par l'orchestre et par les voix, roule à travers le chœur comme un tonnerre, scandé par de formidables accords en batteries; l'orgue éclate à son tour; il semble que le sol va s'entr'ouvrir... Soudain tout se tait, les disciples ont fui, et au milieu de cette solitude, le choral de Claude Goudimel: « Homme, pleure sur ton péché, » rappelle l'assistance au sentiment du repentir et de la foi.

Dans la seconde partie la scène change. Le Christ est abandonné de tous; les deux chœurs n'en formeront qu'un désormais; et cette foule hurlante va demander sa mort à grands cris. La piété des fidèles n'aura plus pour interprètes que des voix isolées, mais l'expression de la douleur n'en sera que plus pénétrante. Elle croît à chaque pas, et l'émotion semble gagner l'évangéliste lui-même. Dans sa bouche, le récit de la faute et du remords de Pierre est

plus touchant peut-être que le lamento qui vient ensuite, accompagné par les sanglots des violons. Lorsque Pilate demande de quel crime Jésus est coupable, le soprano répond pour lui : « Il a fait du bien à tous, il a rendu la vue aux aveugles, voilà tout ce qu'il a commis. » Le cri : « Barabbas ! » lancé sur l'accord de septième diminuée, le chœur : « Qu'il descende de la croix, s'il est le Fils de Dieu ! » ont une incroyable énergie. A partir du crucifiement, la musique prend un caractère extatique et vraiment surhumain. On dirait que l'âme dégagée des liens du corps flotte librement dans l'espace. L'arioso : « ô Golgotha ! » est l'inspiration la plus sublime qu'il m'ait été donné d'entendre. Dans toute la musique, je ne vois guère que l'adagio de la Neuvième Symphonie à comparer avec ces quinze mesures brûlantes d'une flamme intérieure. Quand tout est consommé, le choral revient une derrièrre fois en sourdine et comme transfiguré par des harmonies qui n'appartiennent plus à la terre. Quelques mesures du récit de l'évangéliste pendant lesquelles le sol tremble et les tombeaux s'entr'ouvrent, puis le silence du sépulcre et l'adieu des fidèles, ramènent le chœur final, admirable épilogue où l'élan de la reconnaissance domine l'expression de la douleur.

Combien de chefs-d'œuvre justement admirés pâlieraient devant cette composition unique, de proportions si vastes, d'aspects si variés, d'inspiration si haute, d'exécution si précise ! Peut-être vait-on regretter maintenant qu'elle reste comme perdue au milieu de tant d'autres que l'on qualifiera de sèches et d'abstraites. Ce serait une nouvelle erreur. Ces fugues (voilà le terrible mot lâché !), ces chorals d'orgue, ces préludes, gardons-nous d'en médire. Leurs beautés sévères ont leur attrait. Si elles ne sont pas, comme un certain fétichisme voudrait le faire croire, l'expresssion dernière de la musique, elles ont leur place marquée dans l'œuvre du maître, et peut-être qu'en nous en montrant une face nouvelle, elles vont nous conduire à la solution du problème qui s'est posé au début de cette étude.

### III.

Le génie de Bach éclate dans toutes ses œuvres. Mais c'est peu de le reconnaître, il faut le définir. De quelle race est-il, et de quel rang ? Ici les commentateurs se dérobaient par des généralités laudatives, où il entre peut-être, de la part de la critique allemande, une arrière-pensée de réparation et de remords. C'est trop peu cependant de quelques adjectifs pour une pareille tâche, et

quand on a réussi à appeler l'intérêt sur un tel maître, il faut s'attendre que la curiosité montrera plus d'exigences. En cette matière, les épithètes même les mieux choisies laissent toujours place à l'équivoque. J.-B. Bach est profond, mais Berlioz et Schumann non plus ne manquent pas de profondeur ; pathétique, mais Beethoven et Verdi le sont aussi, chacun à sa manière ; prodigieusement habile à manier les formes musicales, mais l'extrême habileté de main est le trait commun, — le seul, je dois le dire, — de Mozart et de Wagner. L'auteur de *la Passion* est un génie complexe qui commande l'observation attentive et fidèle, une grande figure qu'il ne faut pas traiter par les surfaces. Pour descendre par l'analyse dans les mystérieuses profondeurs de cette âme d'artiste, il serait indispensable de discuter la valeur esthétique de ses procédés, de retracer l'état complet de la musique à son époque, en France et en Italie aussi bien qu'en Allemagne. Alors seulement il nous apparaîtrait sous son aspect original et propre ; on saurait précisément ce qu'il doit à ses précurseurs, ce qu'il y a ajouté de son fonds, et, la part ainsi faite des temps et du milieu, le côté supérieur et impérissable de son œuvre se dégagerait nettement. M. Spitta, lui-même, a reculé devant cette entreprise ; il aurait dû tout au moins protester plus énergiquement contre les idées fausses qu'une admiration maladroite cherche à propager à cet égard. A entendre certains de ses biographes, J.-S. Bach serait une exception prodigieuse, un être à part créateur d'un monde à part, sans racines dans le passé, sans attaches avec son siècle, sans état civil, défiant tous les procédés de classification connus. Ils en font, pour employer la phraséologie allemande, un *autodidacte* qui n'a eu rien à apprendre de personne, étant parvenu de prime-saut par ses seules forces à l'apogée du savoir. Ce phénomène de génération spontanée serait inouï dans l'histoire de l'art. Un grand artiste est le produit de plusieurs siècles, la synthèse de toute une époque. Le génie ne crée pas l'art de toutes pièces, il rassemble seulement et met en mouvement les forces inertes que des légions d'ouvriers obscurs ont lentement accumulées. Jean-Sébastien n'échappe pas à la loi commune. Il n'a pas eu de professeur en titre, il a cherché lui-même et choisi ses modèles, peu importe. Qu'il ait appris ce qu'il sait à l'école des théoriciens, qu'il l'ait découvert par l'étude directe des maîtres, ou qu'il le tienne, par affiliation, de l'hérédité psychologique, ce musicien, descendant de quatre générations de musiciens, ne peut être que l'homme de la tradition. Ses maîtres, ils s'appellent Reinken, de Hambourg, Jean-Christophe Bach, son oncle, d'Eisenach, et George Böhm, qui lui apprend à développer le choral, et Diétrich Bux-

tehude, dont le style original présente avec celui des préludes de si frappantes analogies. Quant à ses modèles, il a pris soin de nous renseigner lui-même en leur empruntant des thèmes, en transcrivant leurs œuvres. On a trouvé, copiées de sa main, des pièces de Palestrina, de Frescobaldi, de Lotti, de Vivaldi, de Caldara, de Keyser, de Graun, de Couperin. Et ce n'étaient pas là des maîtres dont il n'y eût rien à apprendre. Dès ce moment, la langue de la musique était faite. Palestrina et Roland de Lassus avaient porté à sa perfection l'art d'écrire à plusieurs parties. Descartes, avant Rameau, avait posé les principes de la basse fondamentale ; Monteverde, en découvrant la loi de la tonalité, avait déterminé le véritable centre d'attraction des forces musicales et préparé ainsi l'unité de la composition; enfin le *tempérament*, audacieux compromis entre les tons dièses et bémols, venait d'ouvrir à la modulation des horizons sans limites. La période d'élaboration n'avait pas duré moins de quatre siècles. Comment, après avoir d'abord accompagné le chant grégorien en notes égales à l'octave et la quinte, l'idée vint aux *déchanteurs* gallo-belges du XIII<sup>e</sup> siècle de faire servir les chansons populaires de leur temps à l'accompagnement du plain-chant liturgique ; comment ces accouplemens hideux suggérèrent peu à peu des combinaisons moins barbares ; comment la sélection en rejeta les élémens les plus imparfaits, comment, en un mot, la polyphonie du moyen âge engendra l'harmonie ; c'est ce que les excellens travaux de Bottée de Toulmont, de M. de Coussemaker et de l'abbé Morelot n'ont pas encore complètement éclairci. On reconnaît seulement pendant cette phase le double phénomène qui, partout, accompagne l'évolution moderne : la transfusion lente de l'idiome vulgaire dans la langue savante, l'action réflexe du Nord sur le Midi et du Midi sur le Nord, attestée par les continuelles migrations des artistes. Le contre-point naît dans le pays des Van-Eyck ; les Français Jehannot Lescurel, Guillaume de Machault, Josquin des Prés, Goudimel, le perfectionnent ; l'Italie s'y adonne la dernière et le transforme à son image. Pendant que son génie simplificateur élimine, résume, subordonne, et tend à faire dominer au-dessus de toutes les parties un chant unique sur lequel se concentre tout l'intérêt, le particularisme allemand, devinant la formule de nos positivistes, cherche le progrès dans la complication croissante. Un vieux maître de chapelle provençal fixé dans la France du Nord, Annibal Ganter, disait : « Il faut avouer que ceux de notre pays ont bien plus d'air en leur musique, mais ceux de celui-ci ont plus d'art en la leur, encore qu'il semble que l'un n'est pas bon sans l'autre, car en mariant l'art avec l'air, il y a de quoi contenter chacun. » La querelle, on

le voit, ne date pas d'hier entre la musique chantante et la musique abstraite, entre mélodistes et harmonistes, et il est également curieux de voir de bonne heure l'éclectisme français tracer sa route entre les deux. Comme toujours, l'abus était né de l'exagération des systèmes. Contemporaine de la scolastique, la polyphonie en avait apporté l'esprit dans la musique. Aucun art, il faut le dire, ne prête davantage à l'abstraction. Cette langue qui n'exprime pas d'idées, qui ne trouve ni modèle dans l'antiquité, ni terme de comparaison dans la nature, semble vouée aux subtilités, aux songes creux, à la logomachie, aux formules vides et stériles, et les primitifs s'en donnèrent à cœur-joie. Lorsque cette quintessence de rhétorique pénétra en Allemagne par les Flandres, elle y trouva le terrain particulièrement propice. Les pures combinaisons de mots, où le Français ne voit qu'un jeu d'esprit dont il se lasse vite, ont pour la race allemande un mystérieux attrait. L'Allemand croit à la vertu des paroles et prête aux grimoires une puissance cabalistique. L'influence des sciences occultes est encore reconnaissable aujourd'hui dans les pays d'outre-Rhin, et l'on prétend qu'avant de mettre à la scène la légende du docteur Faust l'alchimiste, Goethe s'adonna pour son propre compte à la recherche du grand œuvre. Rien d'étonnant si la période scolastique de la musique s'est prolongée pour l'école allemande plus que pour ses deux rivales. Depuis longtemps l'Italie et la France ont cédé au grand courant mélodique, que l'Allemagne, confinée dans ses laboratoires, s'attarde encore à des triturations polyphones. Elle a rêvé de produire l'harmonie par l'enchevêtrement de mélodies superposées, et ses efforts n'aboutissent qu'à détruire harmonie et mélodie, l'une par l'autre.

Comme la scolastique avait pris pour formule le syllogisme, la polyphonie trouva son expression dans la fugue. Dans ce genre de composition, deux phrases exactement symétriques modulant en sens contraire, forment un sujet qui se dédouble, se développe, se renverse, revient sur lui-même, passe successivement d'une partie à l'autre, en alternant avec un contre-sujet qui se meut d'après les mêmes lois. C'est, comme on voit, un procédé de composition reposant uniquement sur la symétrie, mais doué de cette beauté particulière qui résulte de toute ordonnance symétrique. Au début, l'Italie et l'Allemagne en font également leurs délices. Gabrieli, Frescobaldi, Scarlatti, y excellent avant Haendel et Buxtehude. En dehors du théâtre, toute pièce de musique est construite sur ce modèle. La mélodie sort du cerveau des musiciens armée en thème de fugue. Pour cette période de l'art, le mot de Novalis et de Charles Blanc est rigoureusement exact : La musique est une architecture sonore, et j'ajouterai : une architecture en mouvement.

La fugue est ainsi le premier type complet de la composition musicale. En y apportant pour la première fois l'enchaînement des idées, la cohésion des parties, l'harmonie de l'ensemble, elle l'a élevée au rang des beaux-arts. C'est donc à bon droit que les conservatoires lui dressent des autels. Mais d'y emprisonner décidément la musique, c'était une illusion qui dura peu. Un thème susceptible de plusieurs modes de renversement, une mélodie qui doit trouver son accompagnement en elle-même, ne jaillissent pas de source ; il y faut l'effort d'une méditation laborieuse. Renfermer une idée naturellement belle dans une forme étroite et précise, c'est le propre du poète et de l'artiste ; mais concevoir en vue de certaines conditions de forme est œuvre de géomètre. Les combinaisons artificielles de la fugue excluent toute spontanéité, l'inspiration étouffe sous ses lois mathématiques. Ce n'est plus la rigueur salutaire qui donne à l'expression son plein relief, c'est le lit de Procuste, d'où la pensée sort mutilée et grimaçante. Les Italiens, qui devinèrent ces choses de bonne heure, reléguèrent la fugue à l'église, où elle n'avait que faire. Les organistes de l'Allemagne, Schütz, Scheidt, Gaspard de Kerl, Kuhnau, Pachelbel, Froberger, cantonnés dans leurs formules sacramentelles, continuèrent à piétiner sur place, les uns rudes et gauches, les autres frottés de culture italienne, tous secs, étriqués, anguleux, sans imagination, sans personnalité. C'est alors que Haendel et Bach entrent en scène. Haendel, génie cosmopolite, ne garde de la polyphonie que la forte charpente harmonique ; sa composition procède par grandes lignes et par masses, préoccupée avant tout de la perspective. Bach, génie de terroir, reste fidèle à la tradition nationale. S'il étudie les maîtres étrangers, ce n'est pas pour suivre leurs traces, mais pour prendre à chacun ce qu'il sait pouvoir s'approprier, à Couperin sa grâce, aux Vénitiens leur sentiment exquis de la couleur et de la forme. Il reste Allemand par la profondeur naïve de l'expression, par la mélancolie religieuse, par l'entrelacement compliqué des motifs, par la recherche du détail ornemental. A son tour, il s'empare de la fugue, l'assouplit, la développe en tous sens, y porte la lumière, le mouvement, la vie, pour en faire l'instrument docile de sa vaste pensée. Ce choix d'une forme particulièrement stricte et rebelle n'implique pourtant nulle abdication de son indépendance ; c'est une pure coquetterie d'artiste qui se plaît à accumuler les difficultés pour se donner le plaisir de les vaincre en se jouant. Aussi en prend-il à son aise avec les prétendues règles du genre. Il faut voir quels ornemens capricieux sa fantaisie brode sur la trame serrée du contrepoint, avec quelle liberté il amène des épisodes inattendus, de quel air souverain il suspend brusquement le mouvement complexe des groupes pour laisser déborder son cœur dans de larges harmonies.

A chaque instant, il brise le cadre ; mais, quand même disparaît la symétrie extérieure, l'œuvre se soutient par ses merveilleuses qualités de pondération et d'équilibre : ces épisodes sont tirés des entrailles mêmes du sujet ; ces figures ornementales ont leur vie propre ; tout est en pleine éclosion, tout prend une âme, tout chante et, comme le dit M. Cart, l'élan est tel que parfois les parties d'accompagnement entraînent dans leur mouvement les parties principales. Voilà, certes, des beautés sur lesquelles le temps n'a pas de prise. Le mot de Kiesewetter : « Il a ouvert son ère et il l'a fermée » est vrai de Palestrina, mais non de Bach. Traditionnel par les procédés, moderne par l'inspiration, Jean-Sébastien résume le passé et inaugure l'avenir ; il anime les froides abstractions de l'école, et l'esprit scolastique est vaincu avec les armes mêmes que la scolastique a fournies.

Par ce dernier aperçu, nous nous trouvons reportés, non plus seulement à Bourdaloue et à Corneille, mais à la poésie du XIII<sup>e</sup> siècle. Le nom de Dante s'impose immédiatement à l'esprit, et, du même coup, il semble que les côtés restés obscurs du génie de J.-S. Bach vont arriver en pleine lumière. Si l'on considère que le premier épanouissement de l'art musical retarde de près de quatre siècles sur la moderne évolution artistique et littéraire, que l'une et l'autre manifestation suit immédiatement la période de formation de la langue, que l'Allemagne protestante du XVII<sup>e</sup> siècle a la même foi profonde, la même fraîcheur d'impressions que l'Italie de Cimabué et de Brunetto Latini, qu'ainsi J.-S. Bach est placé, comme Dante, sur les confins d'un moyen âge et d'une renaissance, la similitude des milieux montrera chez ces deux génies, représentans des temps anciens et précurseurs de l'ère nouvelle, l'alliance intime d'éléments contradictoires en apparence, la beauté intellectuelle unie à la beauté sensible, la poésie formulée dans le langage scientifique, l'austérité passionnée, la sensibilité la plus délicate cachée sous les artifices de la rhétorique, un art à double face, naïf et raffiné, tendre et subtil, ingénieux et sincère, mystique et profondément humain, l'art des œuvres mystérieuses et sublimes qui gardent à travers les âges leur immortelle jeunesse :

Die unbegreiflich hohen Werke  
Sind herrlich wie am ersten Tag...

#### IV.

« Toute la musique est dans les fugues de Bach, » répète volontiers l'un des maîtres de l'opéra français. C'est sans doute beau-

coup dire, quoique la fantaisie en *sol* mineur soit du même ordre que le final de *Don Juan*, quoique le prélude en *mi* bémol, la toccata en *fa*, la fugue brève en *mi* mineur et son prélude annoncent Beethoven. Une corde pourtant manque à cette lyre, et l'auteur de *Roméo* le sait mieux que personne. On chercherait inutilement dans les fugues, et même ailleurs, l'expression de l'amour profane. Mais si l'on veut dire seulement que toutes les formes musicales, les plus hardies comme les plus simples, s'y rencontrent, on dit vrai. De nos prétendues découvertes rythmiques, harmoniques, chromatiques, enharmoniques, il n'en est pas une qui n'y soit réalisée par le croisement, par la conjonction des parties. A peine pouvons-nous revendiquer pour nos modernes la science du coloris instrumental, car nous ignorerons toujours ce qu'à l'exécution le *cantor* de Saint-Thomas apportait d'éléments pittoresques dans sa musique, par l'ingénieux mélange des registres de l'orgue. Mais alors, pourquoi, depuis J.-S. Bach, n'écrit-on plus de fugues en dehors de l'école? D'abord, et sans parler des Français, il existe des fugues de Chérubini, de Mendelssohn, de Schumann, de Liszt, qui valent, comme passe-temps archéologique, les vers latins de Santeul. Et puis, la vitalité, l'autorité d'une œuvre, n'ont rien à voir avec la persistance du genre auquel elle appartient. Nous l'avons dit, chez Bach le style fugué n'est qu'un moyen, et un moyen qui n'est pas à la portée de tous. Lui seul était capable de le plier à l'expression pathétique; entre les mains des imitateurs, il reprend sa sécheresse, sa raideur originelle. La fugue était condamnée à disparaître avec lui; mais cette branche morte a poussé des rejets vigoureux dans toute la musique. Mozart, à qui le vieux Doles faisait les honneurs de la bibliothèque de Saint-Thomas, demeurait confondu en parcourant les quelques manuscrits de Bach qui s'y trouvaient encore. Le cri d'admiration qui lui échappe à toute la candeur d'un aveu : « Il y a donc encore quelque chose à apprendre ! » Quelle simplicité, et quel hommage ! Cette visite à Leipzig, pendant laquelle Mozart a dû connaître les motets, *la Passion de saint Matthieu*, et probablement aussi plusieurs cantates, est de l'année 1788, entre *Don Juan* et *Così fan tutte*. Qui oserait affirmer qu'elle est étrangère aux œuvres de la dernière manière, *la Flûte enchantée*, le *Requiem*, dans lesquelles la tendance allemande l'emporte décidément ? Et cette transformation n'est pas un phénomène isolé. A mesure que l'influence italienne perd du terrain en Allemagne, on y voit grandir celle de J.-Sébastien Bach. Elle est visible chez Beethoven, plus sensible encore chez ses successeurs; elle s'affirme à chaque pas chez J. Brahms et chez Richard Wagner. Non, certes, que je veuille faire remonter à Jean-Sébastien les aberrations de la soi-disant musique de l'avenir !



Les bigarrures du style, l'harmonie trouble, la tonalité équivoque, la modulation louche, tout cela est bien à Wagner et à lui seul. Mais cette habileté technique à laquelle il faut rendre justice, et qui reste son titre le plus sérieux à l'admiration des musiciens, le meilleur de son bagage, il la doit à Sébastien Bach. La dangereuse utopie de l'incarnation du personnage dans un motif, Wagner l'a prise de Berlioz ; mais l'art de transformer à l'infini ce motif, d'en varier les attitudes, d'en préparer le retour avec une dextérité que Berlioz a toujours ignorée, où Wagner l'aurait-il appris, sinon dans *l'Art de la fugue* ? L'œuvre du *cantor* de Leipzig n'est donc pas restée stérile, et le parti qu'en tire l'école allemande depuis cent cinquante ans montre de quelle ressource elle peut être encore pour la génération nouvelle. S'il ne s'agissait que de lui emprunter des procédés ou des formules, ce serait affaire aux conservatoires de prôner les compositions de Bach. Mais la doctrine qui s'y cache est si forte qu'elle peut nous servir de guide au milieu du désarroi de l'esthétique contemporaine. Quand on voudra reprendre à l'Opéra la tradition toute française de la vérité dans le drame musical, compromise par l'esprit de système, le sensualisme effréné, les prétentions philosophiques, le charlatanisme de l'école de Bayreuth, c'est encore au vieil homme d'église qu'il faudra demander conseil. Conformer la musique au sens des paroles, c'est fort bien, mais à la condition qu'on s'attachera non pas au mot, mais à l'idée ; — proscrire, au nom des vraisemblances scéniques, l'air à compartimens de l'ancien opéra italien, avec sa mélodie tirée au cordeau comme une plate-bande de Versailles, rien de mieux, pourvu cependant qu'à cette symétrie artificielle et tout extérieure on substitue des lignes, des horizons, une perspective ; — imprimer à la tragédie musicale l'allure rapide du drame, à merveille, moyennant qu'on y fasse une part à l'élément lyrique, dont la musique ne peut absolument se passer. Voilà ce que répondrait le maître de *la Passion* à qui saurait l'interroger. Le jour où, par la pratique plus intime de son œuvre, ces convictions auront pénétré plus avant, le goût français n'aura rien à redouter des entreprises du wagnérisme.

---

---

UN

# HISTORIEN ROMANTIQUE

---

W. HEPWORTH DIXON.

---

I. *Her Majesty's Tower*, 4 vol., 1860. — II. *History of two queens*, 4 vol., 1873. —  
III. *Royal Windsor*, 4 vol., 1878.

Notre histoire nationale est pleine de la rivalité entre la France et l'Angleterre ; il n'y en a que peu de traces dans l'histoire nationale des Anglais. C'est que les luttes sur les champs de bataille de la Picardie ou de la Guyenne ne furent pour nos voisins que des guerres de conquête ; leur indépendance, leur existence propre, à l'inverse de nous, n'y furent jamais en jeu. En raison même de leur situation insulaire, les Anglais ont, plus qu'aucun autre peuple, le souci d'être seuls maîtres chez eux : les Français ne les y ont à aucune époque sérieusement menacés. La race anglo-saxonne est si imbuë de cette idée qu'elle l'a transportée avec elle au-delà de l'Atlantique. Ce même esprit inspira la doctrine de Monroe : L'Amérique aux Américains. Or, qu'est-ce qui menaçait l'indépendance de l'Angleterre lorsqu'au sortir du moyen âge l'Europe actuelle se forma et que les nations entrèrent en relations de voisinage ? Ce fut d'abord le saint-siège, puis son allié, son soutien, parfois son maître, le roi d'Espagne. Ce fut donc contre le pape et contre le roi d'Espagne que l'Angleterre eut à se défendre. La lutte commence dès la fin de la guerre des Deux Roses, dès qu'il existe à Londres un roi non contesté qui veut entrer en rapports diplomatiques avec les autres états du continent ; elle se continue jusqu'au triomphe de l'autonomie anglaise par l'établissement sur le trône de la dynastie

d'Orange. En cet espace de deux siècles qui vit l'enfantement et la croissance de l'église anglicane, qui est à vrai dire la période critique du royaume britannique, la France est tour à tour l'alliée ou l'adversaire de l'Angleterre, suivant le hasard des événemens ou le caprice du prince ; l'Espagne est toujours l'ennemi héréditaire.

Voici un écrivain amoureux des traditions de son pays qui s'efforce, après avoir étudié les annales, de reproduire la physionomie de l'époque plutôt que les faits. Hepworth Dixon n'est pas un historien classique, ni par les idées ni par la méthode ; s'il a étudié l'histoire par occasion, il y a été amené de loin, après s'être essayé dans d'autres genres bien différens. Après avoir débuté, jeune encore, dans des journaux de province, il avait tenté la fortune du barreau avec peu de succès ; puis il était revenu à la littérature et y avait réussi. De 1853 à 1869, il dirigea l'*Athenæum*, qui fut entre ses mains un précieux recueil d'informations littéraires. Malgré les soins constans qu'exige une publication hebdomadaire, il trouvait le temps d'être un touriste intrépide. Parcourant tour à tour la terre-sainte, l'Amérique, la Russie, il racontait au retour ses impressions de voyage, s'attachant toujours à peindre sous un aspect nouveau les pays qu'il avait visités (1) ; mais, à toute époque et en toute contrée, il a toujours en vue la grandeur de sa patrie, les causes de sa prospérité actuelle ou de ses malheurs du temps passé. Hepworth Dixon a donné trois gros ouvrages sur les temps déjà anciens où s'est formée la nation anglaise : il y a raconté l'histoire à sa manière, plus anecdotique que précise ; peut-être est-ce le meilleur moyen de bien décrire l'esprit du temps. On n'y trouvera pas un mot de haine ou même de simple rancune contre la France ; en revanche, la papauté et l'Espagne y sont les ennemis de tous les instans. Il nous est facile, à nous qui avons eu d'autres intérêts en jeu du xvi<sup>e</sup> au xviii<sup>e</sup> siècle, de dire que l'auteur n'est pas un juge impartial. Il n'est pas cependant sans intérêt de voir comment un Anglais apprécie à son point de vue les hommes et les événemens de cette époque.

## I.

Lorsque Henri VII fut proclamé roi sur le champ de bataille de Bosworth (1485), l'Angleterre ne ressemblait plus à ce qu'elle avait été sous Henri V, soixante-dix ans auparavant. Bien que le souverain portât encore le titre de roi d'Angleterre, de France et d'Irlande, il ne comptait guère plus en Europe que le doge de Venise ou le roi d'Ecosse. Trente années de guerres civiles avaient épuisé le pays, anéanti la plupart des familles nobles, ruiné les villes et les campa-

(1) Voir *la Nouvelle Amérique*, par M. É. Montégut, dans la *Revue* du 1<sup>er</sup> mai 1868, et *la Russie libre*, par M. Cailliatte, dans la *Revue* du 15 avril 1871.

gues. Après avoir possédé la moitié de la France, les Anglais ne détenaient plus que Calais sur le continent ; leurs ports étaient bloqués par les flottes françaises. La nation entière était en décadence ; on ne saurait citer de ce temps-là ni un poète, ni un savant, ni un orateur. L'église seule avait traversé cette épouvantable crise sans être diminuée. Au milieu des actes de violence, elle avait toujours su protéger ceux qui lui appartenaient, maintenir son droit d'asile, conserver ou plutôt accroître ses privilèges. Chacun des partis en lutte recherchait son appui. D'année en année le pape pouvait parler plus haut. Aussitôt entré dans Londres, Henri VII, dont les droits ne valaient pas mieux au fond que ceux de son compétiteur malheureux, n'eut rien de plus pressé que de faire publier en grande cérémonie dans la cathédrale de Saint-Paul, par le primat d'Angleterre entouré de nombreux évêques, la bulle d'Innocent VIII qui le reconnaissait roi d'Angleterre. On prétend qu'il enviait saint Louis à la France et que, pour ne pas être en reste, il voulut faire canoniser son oncle Henri VI. L'hommage qu'il rendait au souverain pontife était insolite. Lorsque le légat du pape avait demandé pareille déclaration à l'un de ses prédécesseurs, le parlement avait fièrement répondu : « Nous ne voulons, ni ne pouvons, ni ne devons permettre que notre seigneur le roi agisse ainsi. »

L'Espagne, au même moment, n'était pas moins dévouée au saint-siège. Ferdinand régnait en Aragon, Isabelle en Castille. Ni l'un ni l'autre n'avait été appelé au trône par droit de naissance ; cependant ils avaient réussi à s'y établir solidement. Leur mariage même n'avait pu s'effectuer en vertu des lois alors en vigueur, car ils étaient cousins au degré prohibé ; mais ils avaient obtenu la dispense du pape. Tout leur avait réussi. Il est vrai de dire que, si l'Espagne était alors prospère, le mérite en devait être attribué surtout aux Juifs dans le Nord, aux Maures dans les provinces du Midi. A la cour du roi Ferdinand, les hommes les plus influents étaient de race juive, convertis au christianisme, mais toujours attachés de cœur aux anciennes croyances de leurs familles. Tous ceux que la naissance ou l'éducation élevait au-dessus du vulgaire avaient conservé le goût de la liberté ; nobles chevaliers, magistrats des villes ou professeurs des universités, ils s'intitulaient : Amis des lumières, *Amantes de las luces*. Les maires, les juges, les principaux personnages de la cour du roi Ferdinand étaient amis des lumières. Ils avaient leurs cortès, leur pacte fondamental, des institutions communales. L'un des articles de la charte d'Aragon disait expressément : « Aucune inquisition ne sera jamais établie. » Ils semblaient presque indépendans en comparaison de leurs voisins des plaines de Castille. Ces tendances libérales étaient favorisées par une culture scientifique et littéraire, car la renaissance des études grecques

et latines s'était étendue jusque dans ces montagnes. En revanche, les moines exerçaient une influence prépondérante sur le menu peuple, et le roi Ferdinand n'était que trop disposé à s'appuyer sur les moines et sur le peuple pour vaincre les résistances de ceux de ses sujets qui étaient plus éclairés et plus libéraux.

Dans le sud de la péninsule, c'était chez les Maures qu'étaient toutes les écoles, tout le commerce et tous les arts, on peut dire toute la civilisation. Les architectes maures bâtissaient les édifices publics de toute l'Espagne ; ils fabriquaient des armes et des vêtemens, ils fournissaient des artistes, des poètes, des médecins à l'Espagne entière. Leur supériorité intellectuelle était si bien reconnue que les jeunes Castellans allaient à Grenade se former aux belles manières, compléter leur éducation de gentilshommes. Qui pourrait dire ce que serait devenue l'Espagne au xvii<sup>e</sup> siècle si cette vieille civilisation arabe s'était mélangée sans lutte, sous des princes tolérans, à la renaissance gréco-latine dont l'Aragon était le théâtre ! Au début du règne de Ferdinand et d'Isabelle, Juifs et Maures se sentaient également menacés, et les hommes intelligens prévoyaient déjà que l'expulsion de ces deux races enlèverait au pays tout ce qui s'y trouvait de science et de poésie, de commerce et d'industrie.

On sait comment Ferdinand et Isabelle accomplirent cette expulsion. L'œuvre était à peine commencée lorsque naquit leur cinquième enfant, Catherine d'Aragon, au mois de décembre 1485, dans le château fort d'Alcala. C'était une forteresse et en même temps un sanctuaire dont le cardinal Mendoza était le seigneur et prétendait être le seul maître ; terre d'église, soutenait-il, où la reine elle-même, bien que le château commandât la route de Saragosse à Tolède, ne jouissait d'aucun droit. Mendoza voulut seul enregistrer la naissance de la jeune princesse et seul lui conférer le baptême. Les deux souverains, quelque absolus qu'ils fussent envers leurs autres sujets, n'osèrent trancher la question dans le vif. L'affaire fut soumise à des arbitres qui eurent soin de la traîner en longueur de telle façon que tous les intéressés fussent morts avant que la sentence eût été prononcée.

S'il n'avait eu qu'à s'occuper de la guerre sainte, Ferdinand eût triomphé sans peine du calife de Grenade ; mais bien d'autres ennemis le menaçaient en Europe. Entre la France et l'Espagne subsistaient de petits états qu'il considérait comme dépendances de son royaume : d'une part, la Navarre ; de l'autre, le Roussillon et la Cerdagne. Or le roi de France possédait Perpignan ; il était tout-puissant à Pampelune grâce à une alliance de famille. Ferdinand avait à ménager le Portugal, où la princesse Jeanne, fille unique d'Henri le Libéral, dont Isabelle avait pris la couronne, vivait enfermée dans

un couvent. Maître de la Sicile et de la Sardaigne, héritier du roi de Naples, il ne pouvait qu'être vu d'un œil défiant par les princes et les républiques d'Italie et par l'empereur d'Allemagne, car il était connu pour être un voisin dangereux et envahissant. Où chercher un allié si ce n'est en Angleterre ? Il y avait bien loin en ce temps de Tolède à Londres ; par terre, en traversant la France, le courrier le plus rapide ne restait pas moins de trois semaines en route ; par mer, la navigation était toujours longue, souvent périlleuse. On ne parlait plus guère sur le continent de l'Angleterre ravagée depuis vingt ans par la guerre civile ; on avait appris que des souverains y avaient été détrônés, d'autres assassinés ; à peine savait-on le nom de celui qui régnait alors. Cependant, entre la famille royale d'Espagne et celle des Tudors, il y avait des liens de parenté par des mariages anciens. Au surplus, la démarche courtoise que la politique commandait devait être, en outre, favorable aux intérêts du commerce espagnol. A cette époque, les traités internationaux prenaient fin par la mort du prince qui les avait signés. Depuis l'avènement d'Henri VII d'Angleterre, les navires de l'une des nations risquaient d'être saisis par les corsaires de l'autre. Et, pourtant, les deux pays avaient besoin de trafiquer ensemble. L'Espagne avait à vendre de l'huile, des vins, des cuirs ; l'Angleterre lui offrait en échange du blé et de l'étain. Les négocians assez habiles pour continuer leurs affaires au milieu de circonstances si difficiles s'y enrichissaient promptement. Ce n'est pas tout : l'amour des armes attirait en Espagne les cavaliers désireux de combattre les infidèles, et les pèlerins plus modestes venaient en pèlerinage aux sanctuaires de Santiago ou de Monserrat.

Bien des motifs justifiaient donc l'envoi d'une ambassade des souverains de Castille et d'Aragon au roi d'Angleterre. Ferdinand n'osa point s'y faire représenter tout d'abord par un homme d'importance. Il avait découvert auprès de Séville un certain Puebla, docteur en droit civil, quelque peu homme d'église parce qu'il était pourvu d'un canonicat, laïque néanmoins puisqu'il était père de famille, pauvre, délié, dépourvu de tout scrupule, du reste boiteux, frêle et maigre comme un ambitieux qui n'a point réussi. Ce fut à ce singulier personnage qu'il confia le soin d'aller sonder les intentions du roi Henri VII. Les instructions qu'il lui donna n'avaient pas plus de franchise que ne le comportait la mine de l'individu : « Amener l'Angleterre à déclarer la guerre à la France. Faire en sorte que, dans le traité d'alliance à conclure, toute la dépense et tous les risques soient du côté de l'Angleterre. Si les promesses d'amitié ne suffisent pas, offrir au prince de Galles la main de l'infante Catherine. » Puebla était de ces serviteurs qui ne compromettent jamais leur maître ; on les désavoue lorsqu'ils ne réussissent pas.

Embarqué sans suite et sans argent, le chanoine s'alla loger, dès son arrivée à Londres, dans une auberge d'ouvriers, avec lesquels il vivait à table commune. S'enrichir n'était pas le plus difficile; Ferdinand lui avait permis de vendre sa protection aux armateurs espagnols ou anglais qui voudraient acheter une sorte de garantie contre les risques que les corsaires leur faisaient courir. Il ne fut pas beaucoup plus embarrassé d'aborder un roi entouré de chapelains et d'aumôniers; son titre de chanoine lui servit d'introduction. Henri VII ne demandait pas mieux d'ailleurs que d'entrer en rapports avec son frère d'Espagne. Ces deux rois n'avaient pas seulement le même intérêt en Europe, qui était d'empêcher la France de s'étendre; ils avaient aussi les mêmes ennemis intérieurs, c'est-à-dire tous ceux qui discutaient l'autorité de l'église et réclamaient les libertés de la vieille charte. On ne les appelait pas encore les libéraux; le mot ne fut inventé que plus tard. Bien que très pieux pour la plupart, c'étaient en Angleterre des hommes qui contestaient l'autorité du saint-siège en matière temporelle, qui méprisaient les saints et les images, méprisaient les moines et cherchaient volontiers la vérité dans la Bible. Henri VII voyait en eux des partisans de la maison d'York qu'il avait supplantée. Il les aurait livrés à l'inquisition, s'il l'avait eue à son service, comme Ferdinand avait livré à cette institution de la Castille les amis de la lumière dans son royaume d'Aragon. Il était d'un intérêt majeur pour lui de s'allier par mariage avec une dynastie que soutenait l'église de tout son pouvoir.

Puebla fut donc promptement admis à la cour et bientôt abouché avec les conseillers du roi d'Angleterre; mais celui-ci, pacifique par tempérament et par nécessité, — il ne voyait que trop combien son pays avait besoin de vivre en paix pendant bien des années encore, — voulait traiter en premier lieu la question du mariage et reléguer à une époque plus lointaine le traité d'alliance contre le roi de France. L'envoyé de Ferdinand vit qu'il ne pouvait avoir l'un sans l'autre. Ce fut alors sur les conditions accessoires que porta tout le débat, sur la dot en particulier. « Nous voulons une dot de 200,000 couronnes d'or, disaient les Anglais; et ils citaient d'autres mariages royaux de ce temps où la fiancée n'avait pas eu moins. — Mais les rois dont vous parlez, ripostait l'Espagnol, n'avaient qu'une fille à pourvoir; l'infante Catherine a trois sœurs aînées. — Que vous importe? ajoutait-on, votre roi en sera quitte pour établir un impôt de plus; c'est son peuple qui paiera. — Mais au moins l'argenterie, les bijoux que le roi donnera à sa fille seront acceptés comme acompte. » Le traité fut enfin conclu; non pas tel que Ferdinand l'avait désiré, car l'Angleterre ne s'engageait que vaguement à tenter la conquête de la Normandie et de la Guyenne, tandis

que les Espagnols attaqueraient le Roussillon et la Cerdagne. Il avait cependant promis sa fille, sans croire s'engager beaucoup, puisqu'elle n'avait que trois ans et que le prince Arthur était de quelques mois plus jeune. Henri VII prenait ce projet tout à fait au sérieux : il avait eu soin de recommander que la jeune infante apprit l'anglais et qu'on l'habitât dès lors à boire du vin, ayant appris que les infans de la maison d'Espagne n'avaient d'autre boisson que l'eau, ce qui ne convenait pas, à son avis, sous le climat brumeux du Nord.

Treize années s'écoulèrent ; il n'était pas rare que les projets de mariages royaux fussent faits et défaits plusieurs fois dans ce laps de temps. Ferdinand avait toujours refusé, bien qu'il en eût été souvent sollicité, d'envoyer sa fille en Angleterre, où elle aurait reçu une éducation mieux appropriée à sa destinée future, n'y eût-elle appris que la langue de son époux. Cependant la situation du roi Henri VII s'était consolidée ; grâce à de sévères économies, son trésor était plein ; sa flotte en bon ordre ; son armée bien disciplinée et pourvue d'une bonne artillerie. Il avait réduit à l'impuissance les factions hostiles, combattu avec succès les prétendants qui lui voulaient disputer le trône. Le pape et l'empereur étaient ses alliés ; il était en paix avec le roi de France, qui offrait de marier le prince de Galles à une princesse mieux dotée que Catherine d'Aragon. Ferdinand, qui n'avait plus de motif d'ajourner l'alliance projetée, consentit à laisser partir sa fille.

L'enfance de l'infante Catherine avait été triste. Affiliée dès le plus jeune âge à l'ordre de Saint-François par le cardinal Ximénès, élevée entre un père que les soins de la politique occupaient seuls et une mère intolérante, elle avait vécu solitaire à l'Alhambra, au milieu d'un peuple terrifié par la persécution religieuse. Nul prince de sa famille ne l'escorta jusqu'au port d'embarquement. Elle partit seule avec une escorte de duègnes, d'écuyers, de chambellans, dont l'un, spécialement préposé à la garde de la dot qu'elle emportait, avait ordre de ne s'en dessaisir qu'après la consommation du mariage. Son entrée en Angleterre fut aussi brillante qu'avait été triste sa sortie d'Espagne. A peine débarquée à Plymouth, après une traversée longue et pénible qui lui fit jurer de ne jamais plus se remettre en mer, elle fut accueillie avec enthousiasme par la noblesse des comtés environnans ; elle avait du sang de la famille d'York dans les veines ; elle était la future reine ; double motif pour qu'elle fût reçue mieux que ne l'aurait été le roi lui-même. Celui-ci accourut du reste à sa rencontre, accompagné du prince de Galles. La première entrevue ne fut pas sans embarras, car aucune personne de sa suite ne savait un mot d'anglais ni même de français, et les seigneurs anglais ne connaissaient pas davantage l'espagnol. L'étiquette espagnole faillit susciter une autre difficulté. Ferdinand, toujours



soupçonneux, avait peur que sa fille ne lui fût renvoyée si elle ne plaisait pas. Douée de moins de charmes que sa sœur Jeanne, archiduchesse d'Autriche, que Henri VII avait vue à Calais, elle pouvait déplaire à la cour d'Angleterre, où le roi, disait-on, ne voulait admettre que des beautés. Ferdinand avait donc prescrit que sa fille resterait voilée pour tous les yeux, même pour son futur beau-père et pour son fiancé, jusqu'au jour où le mariage serait consacré. Malgré les duègnes et les écuyers, Henri VII et son fils virent dès le premier jour le visage de la princesse, et ils laissèrent comprendre tout de suite qu'ils en étaient enchantés.

Le mariage eut lieu en novembre 1501, avec tant d'éclat que les Espagnols s'étonnèrent de trouver un tel luxe dans une île lointaine, qui était pour eux le bout du monde. Ferdinand et Isabelle, sans se préoccuper de l'extrême jeunesse des deux époux, avaient recommandé au roi d'Angleterre de ne jamais les séparer. Ils avaient hâte que leur fille eût des enfans. Leur seul héritier jusqu'alors, leur unique petit-fils, était Charles, fils de l'archiduchesse Jeanne, celui qui fut plus tard Charles-Quint, et c'était peu pour les nombreux royaumes qu'ils comptaient laisser à leur descendance. Mais le prince de Galles était chétif; son père l'avait envoyé au château de Ludlow, dans le pays de Galles; il y mourut cinq mois après son mariage. L'infante Catherine restait veuve en pays étranger, au milieu de gens dont les mœurs et la langue lui étaient inconnues.

C'était un rude échec pour les deux souverains de l'Espagne. Non pas qu'ils plaignissent beaucoup le sort de leur fille; ils l'avaient déjà sacrifiée à leur politique. Cette mort prématurée dérangeait toutes leurs combinaisons. Ils n'en voyaient qu'une conséquence: douairière du prince de Galles, Catherine ne serait jamais reine et n'aurait aucune influence sur ceux qui gouverneraient l'Angleterre. Plus que jamais, Ferdinand avait besoin d'être soutenu par l'Angleterre; le roi de France, Louis XII, lui disputait alors le royaume de Naples; le pape était favorable aux Français; l'Allemagne voulait rester neutre. Henri VII continuait de recevoir un subside annuel de 50,000 écus du roi de France, qui, pour mieux se l'attacher, proposait de marier le nouveau prince de Galles, Henri, à la princesse Marguerite, sœur du duc d'Angoulême. Ferdinand et Isabelle se dirent que le seul moyen de reprendre une situation prépondérante à Londres était de marier une seconde fois leur fille dans la famille des Tudors, au jeune prince Henri, frère de celui qui venait de mourir. Mais la parenté ou l'alliance était en ces temps un obstacle absolu au mariage d'après la loi canonique. On prétendait bien, en Espagne, que le pape avait tout pouvoir de lever la prohibition. Les docteurs anglais, moins disposés à admettre les prérogatives du saint-siège, soutenaient que la défense était d'ordre

naturel et que le pape n'avait pas lui-même faculté d'accorder une dispense. Henri VII était d'autant plus enclin à s'en tenir à ce dernier avis, qu'il se connaissait encore des ennemis et qu'il ne voulait accorder aucune prise à ceux qui seraient tentés plus tard de contester les droits de sa famille au trône.

Quinze années auparavant, lorsqu'il s'était agi pour la première fois d'entrer en relations avec un roi d'Angleterre dont le trône ne paraissait pas bien solide, les souverains de l'Espagne avaient pris pour intermédiaire un aventurier qu'ils se réservaient de désavouer en cas d'échec. Cette fois, après un traité d'alliance et un mariage dont une mort imprévue compromettait toutes les conséquences, un personnage plus important devait intervenir. Le duc d'Estrada fut donc envoyé à Londres; conseiller ordinaire et presque ami personnel de ses maîtres, il connaissait les secrets et les projets du gouvernement de l'Espagne. Il fut reçu avec les honneurs que méritait son rang à la cour; Catherine l'accueillit avec déférence; mais, dès qu'il voulut entretenir Henri VII du nouveau mariage que rêvaient les parens de la princesse, il comprit que la négociation dont on l'avait chargé avait peu de chance d'aboutir. L'Espagne voulait entraîner l'Angleterre dans une guerre contre la France; Henri VII avait renoncé depuis longtemps à revendiquer les prétendus droits que ses prédécesseurs avaient fait valoir sur la couronne de France; il ne songeait qu'à vivre en paix avec tout l'univers, espérant par là conserver la paix intérieure de ses états et faire oublier que ses droits avaient été jadis contestés. L'Espagne voulait marier l'héritier du trône avec la veuve de son frère; mais les conseillers les plus intimes du roi, entre autres le chancelier Warham, archevêque de Canterbury, objectaient la coutume et la loi canonique. Cependant personne ne voulait se brouiller avec Ferdinand et Isabelle. Quelqu'un suggéra que, dans le doute et même avec la certitude que le mariage projeté était incontestablement illicite, c'était une de ces affaires qu'il appartient au pape de juger ou même de résoudre par une dispense. Henri VII n'avait aucun motif de décliner cette proposition; il savait bien que l'appel à la cour de Rome était un ajournement lointain; tout délai permettrait d'attendre que les circonstances lui permissent un refus moins compromettant.

Son espoir fut en partie réalisé. Le pape régnant était Alexandre VI, enclin, par sa naissance espagnole, à satisfaire Ferdinand, et plus encore disposé à lui complaire, parce qu'il comptait sur la protection de ce monarque pour asseoir la fortune de son fils, César Borgia. Ce pontife n'avait pas moins d'intérêt à ménager le roi de France; des Tudors il n'avait rien à attendre. Mais à peine la question lui avait-elle été déférée qu'il mourut. Son successeur ne fut pape que trois semaines; il n'eut pas le temps d'y songer. Puis

Jules II fut élu. Henri VII se trouva dès lors avoir à Rome un défenseur influent en la personne du cardinal d'Amboise, qui, dans l'intérêt de son pays, voulait marier l'héritier du trône d'Angleterre avec une princesse française. La victoire remportée à Garigliano par Gonzalve de Cordoue sur les troupes françaises rendit, il est vrai, l'influence de l'Espagne prépondérante auprès du saint-siège. Jules II aimait trop l'Italie, il était trop jaloux de son indépendance, trop adroit politique, pour céder sans résistance aux injonctions de Ferdinand. Le cas de conscience qui préoccupait les principaux souverains de l'Europe avait été soumis à l'examen de deux vieux cardinaux ; l'un d'eux était malade, il fallait attendre. A ce moyen dilatoire il fut répondu par un subterfuge. « La reine Isabelle est mourante dans son château de Medina del Campo, vint raconter l'ambassadeur d'Espagne. C'est pitié de lui refuser la décision qui fixera le sort de sa fille. » L'armée française était loin ; l'armée espagnole menaçait Rome. Les cardinaux n'avaient pas encore émis leur opinion. Le pape crut se tirer d'affaire en donnant l'écrit qu'on lui demandait, sous condition que personne autre que la reine n'en aurait connaissance. Le sceau pontifical n'y était pas apposé. Ce n'était pas une bulle ; au fond, c'était un document assez formel pour que le pape ne pût plus se déjuger. Les souverains de l'Espagne se hâtèrent, contrairement à la promesse donnée, d'en faire part à tous leurs conseillers et d'annoncer à l'univers entier le mariage de Catherine avec le second prince de Galles.

Ce prince avait treize ans ; il n'était donc pas d'âge à contracter mariage, pas même à s'engager pour l'avenir. Henri VII avait juré que, lui vivant, cette union ne s'accomplirait jamais. Catherine restait à sa cour avec le titre de princesse de Galles, que le veuvage ne lui enlevait pas. Ferdinand ne pouvait qu'attendre jusqu'à ce que le prétendu fiancé de sa fille eût l'âge requis. Enfin, Henri VII mourut. Son fils était alors dans toute la force de la jeunesse, bien fait, habile à tous les exercices du corps, instruit, poète même lorsqu'il voulait s'en donner la peine. Les factions opposées, que son père avait dû calmer à force de prudence, ne lui suscitaient aucun compétiteur. Ce règne s'annonçait bien. Henri VIII et Catherine se connaissaient depuis longtemps ; ils avaient su quels obstacles la politique, et plus encore la coutume, élevaient entre eux ; ils s'aimaient. Le premier acte du nouveau roi fut d'annoncer à sa belle-sœur qu'il tenait à l'épouser plus qu'à toute autre chose sur la terre. Les conseillers laïques du jeune roi étaient favorables à cette alliance parce qu'ils redoutaient Ferdinand, alors plus puissant que jamais : les conseillers ecclésiastiques étaient divisés ; si les plus rigides tenaient toujours pour prohibée une union entre beau-frère et belle-sœur, d'autres se montraient plus sensibles aux considéra-

tions politiques que l'affaire comportait. Ces derniers l'emportèrent ; le mariage fut célébré au mois de juin 1509.

Quinze années se passèrent. Les événemens avaient donné raison à ceux qui prétendaient qu'une union contraire aux lois divines serait maudite et stérile. Des nombreux enfans que Catherine avait portés dans son sein, la plupart étaient venus au monde avant le terme ; un seul avait vécu, et c'était une fille, la princesse Marie. Aigrie par le chagrin, vieillie par les infirmités, Catherine était plus mûre à quarante ans, en qualité d'Espagnole, que ne l'eût été une Anglaise de cet âge. Le roi, tout en continuant de lui témoigner de l'affection et de la confiance, avait cessé depuis longtemps de lui être fidèle. Il ne pouvait se mettre facilement en tête de la répudier, car il était toujours le fils dévot de l'église et le partisan sincère de l'autorité du pape. Sa dévotion au saint-siège était telle qu'il eut l'idée d'écrire un petit livre intitulé : *Défense des sept sacremens*. Précurseur des docteurs modernes de l'infailibilité, il allait jusqu'à soutenir qu'un pape ne peut jamais se tromper. Ce petit livre, lourd par le style et banal par la pensée, lui valut de Clément VII le titre de défenseur de la foi ; Luther l'accusa d'avoir blasphémé Dieu. Quant aux Anglais, les plus sages, et Thomas Morus le premier, firent observer à leur souverain que le moment n'était pas venu de soutenir une telle doctrine puisque tous les rois de la chrétienté étaient en guerre contre le pape. Henri VIII ne consentit pas à atténuer en quoi que ce fût la thèse qu'il avait adoptée.

Néanmoins, quelques mois s'étaient à peine écoulés qu'il consultait les théologiens de son entourage au sujet de la validité de son mariage avec Catherine. A l'infailibilité du pape il avait une autre doctrine à opposer : les rois ne sont pas liés par les mêmes lois que les autres hommes. Il n'avait pas besoin d'aller loin pour trouver des casuistes qui fussent de son avis. Du reste, toujours fier d'avoir été comparé à saint Augustin et à saint Jérôme à l'occasion de sa *Défense des sacremens*, il prétendait que l'affaire fût discutée par les canonistes les plus savans. Tout en recommandant le secret, il permit à Warham de soumettre l'affaire à une assemblée d'évêques, qui, sauf un seul, déclarèrent que le cas était douteux. Henri VIII, étonné de cette décision, consulta les plus illustres docteurs en hébreu et en droit canon qu'on pût lui indiquer. Alors la réponse fut plus précise : interrogés si l'obstacle à une union entre beau-frère et belle-sœur avait pu légalement être levé par le pape, ces docteurs déclarèrent que le pape n'avait pas pouvoir de lever les prohibitions établies par les saintes Écritures.

La plupart des historiens d'Henri VIII ont raconté qu'il répudia Catherine d'Aragon par amour pour Anne de Boleyn, qu'il désirait épouser. C'est un récit que les faits contredisent. L'affaire secrète

était déjà débattue par les docteurs et soumise aux délibérations des évêques d'Angleterre avant que le roi eût remarqué Anne de Boleyn. Le plan que poursuivait le cardinal Wolsey, alors tout-puissant, était tout autre. Archevêque d'York, premier ministre, légat du pape auprès de son souverain, il rêvait plus encore : il voulait la tiare. Les cardinaux d'Espagne et d'Allemagne, subjugués par Charles-Quint, ne pouvaient lui être qu'hostiles ; il crut gagner les suffrages des Français et des Italiens, opposés à l'empereur, en préparant un traité d'alliance entre François I<sup>er</sup> et Henri VIII. L'une des conditions de ce traité était le mariage du roi d'Angleterre avec une princesse française, Marguerite de Valois ou Renée de Savoie. Ce fut au milieu de ces négociations qu'Henri VIII rencontra par hasard Anne de Boleyn dans une visite qu'il fit au vicomte de Rochford, son père. Il n'avait alors que trente-cinq ans ; il était dans la force de l'âge ; à toutes les qualités d'un brillant gentilhomme il joignait les séductions du souverain pouvoir. Les femmes qu'il avait remarquées ne lui avaient jamais été cruelles. Soit vertu, soit calcul, Anne refusa d'écouter le langage qu'il voulut lui faire entendre. On raconte qu'elle lui fit la réponse de doña Sol à Charles-Quint : trop noble pour être sa maîtresse, elle ne l'était pas assez pour être son épouse. Dans le monde où elle vivait, le caractère légal du mariage entre le roi et Catherine n'était plus admis. Le vicomte de Rochford revenait précisément d'une ambassade en France, où il avait discuté, d'après les instructions de Wolsey, l'union d'Henri VIII avec une parente de François I<sup>er</sup>.

Ce que l'on avait appelé d'abord l'affaire secrète du roi était devenu une affaire publique à laquelle prenaient intérêt non-seulement les Anglais, désireux que leur souverain eût un héritier mâle, mais encore les monarques de l'Europe, puisque du mariage d'Henri VIII dépendait l'alliance de l'Angleterre. Que Catherine fût répudiée, l'influence espagnole s'évanouissait à Londres ; la petite-fille de Ferdinand et d'Isabelle ne pouvait plus être reine ; aussi Charles-Quint soutenait-il la cause de sa tante encore plus par raison politique que par affection de famille. Pour le même motif, le pape Clément VII, que presque tous étaient encore disposés à prendre pour arbitre, hésitait, partagé entre la crainte de l'empereur, qui dominait l'Italie, et le désir de se concilier les rois de France et d'Angleterre. Enfin le pape, se dérochant à l'influence de l'empereur, consentit à remettre la décision de l'affaire aux soins de deux cardinaux, qui se constitueraient à Londres en cour de justice. L'un des deux était Wolsey, le propre ministre d'Henri VIII ; son avis était connu d'avance. L'autre était Lorenzo Campeggio, sur qui le roi pouvait compter tout autant, parce qu'il se l'était attaché depuis longtemps par de nombreux bienfaits et, notamment, en lui donnant

un palais à Rome et en le nommant à l'évêché richement doté de Salisbury. Campeggio avait son plan arrêté d'avance. C'était d'exploiter les sentimens religieux de la reine et d'obtenir d'elle qu'elle consentît à se retirer dans un couvent. Il ne manquait pas d'exemples à citer de femmes de sang royal qui s'étaient soustraites par une résolution semblable aux vicissitudes de la vie politique. Mais Catherine n'y voulut rien entendre. Reine elle avait été et reine elle mourrait, bien que le roi ne voulût plus la voir ni même habiter sous le même toit.

Tous moyens dilatoires étant écartés par la résistance de la reine, les deux cardinaux ne pouvaient tarder davantage à ouvrir le débat pour lequel ils avaient été appointés. Un jour donc, ils entrèrent en séance au palais de Blackfriars, entourés du corps entier des évêques ; devant la barre se tenaient d'un côté les avocats du roi, de l'autre ceux de la reine. Henri VIII était présent. Lorsque l'huissier eut appelé la cause, survint une scène que les partisans de Catherine invoquent volontiers en sa faveur, et non sans cause, car elle est empreinte d'une véritable grandeur : cette malheureuse princesse, semblant ne pas voir la cour qui avait mission de la juger, se jeta aux pieds du roi : « Sire, s'écria-t-elle, je vous bénis pour tout l'amour qui a été entre nous. Ayez pitié et compassion de moi, car je suis une pauvre femme étrangère à vos états. Je prends Dieu et le monde entier à témoin que j'ai été votre épouse humble, fidèle et obéissante... Épargnez-moi la douleur de ce jugement. Si vous me refusez cette faveur, que votre volonté soit faite ; je remets ma cause entre les mains de Dieu ! » Elle se releva et partit aussitôt, quelque effort que ses conseillers fissent pour la retenir. Le roi, tout troublé par cet incident inattendu, ne put se retenir d'admirer une fois de plus la femme qui l'avait tant charmé jadis : « Puisqu'elle n'est plus là, dit-il tout haut à l'assemblée, je dois déclarer, en effet, que jamais épouse n'a été si docile, ni si fidèle ; elle possède toutes les qualités que comporte son rang. » Les assistans crurent que l'affaire se terminait par une réconciliation. Mais Henri VIII n'était pas homme à céder longtemps aux émotions les plus légitimes. Peu après, la cour se réunit de nouveau, et, cette fois sans la présence de Catherine. Les conseillers du roi exposèrent le cas. Catherine avait été la femme du prince Arthur ; c'était un fait reconnu par la bulle du pape Jules II, qui avait accordé la dispense ; elle n'avait pu épouser le frère de son premier mari, puisque les canons de l'église le défendaient. Le prétendu mariage du roi était donc nul. Campeggio, qui était venu de Rome tout exprès pour arranger l'affaire par une voie détournée, ne pouvait ainsi laisser mettre en échec le pouvoir du souverain pontife à accorder une dispense. Il leva la séance en déclarant qu'il en référerait au pape. Les

lords du royaume, qui assistaient en grand nombre, attendant une décision avec des intérêts très divers, se montrèrent très froissés de cet ajournement et surtout de ce nouveau recours à Rome : « Il n'a jamais été bon pour l'Angleterre, dit l'un d'eux, qu'il y eût tant de cardinaux parmi nous. » Ces quelques mots exprimaient les sentimens de toute l'Angleterre, sans en excepter les évêques.

Déjà, tandis que l'Angleterre tout entière discutait si le mariage de Henri VIII et de Catherine devait être ou non annulé, un docteur en théologie de l'université de Cambridge, Cranmer, avait émis une opinion nouvelle. Cranmer, vivant dans la retraite, timide dans le monde et hardi dans ses discours comme un homme qui ne puise ses opinions que dans l'étude des livres et qui ne tient aucun compte des circonstances, Cranmer soutenait que la grande affaire du jour n'était pas susceptible d'être jugée par le pape ou par ses délégués. La seule question, suivant lui, était de savoir si un homme peut valablement épouser la veuve de son frère. Il n'était pas douteux que cette union fût défendue par les saintes Écritures ; on n'avait qu'à consulter les universités de toute l'Europe ; non-seulement à Oxford et à Cambridge, mais encore à Paris, à Padoue, à Bologne, partout, sauf dans les états de l'empereur, on aurait la même réponse. Cela étant, il n'y avait pas eu mariage ; le roi et la reine avaient vécu dans le péché sans s'en douter. Dès qu'ils se sépareraient, ils seraient libres de contracter une autre union, chacun de son côté. Plus d'un laïque en avait déjà dit autant, mais avec moins d'autorité. Si l'on peut appliquer des expressions modernes à des événemens d'un autre siècle, il est permis de dire que Clément VII, en engageant Catherine à se retirer dans un couvent, avait conseillé aux deux époux une séparation de corps ; que Henri VIII, désireux de redevenir libre, avait demandé le divorce, et que Cranmer, avec ses partisans plus hardis, plaidait ni plus ni moins que la nullité du mariage royal. Ce dernier avis était, dans la circonstance, la négation de l'autorité du saint-siège : c'était, à vrai dire, le premier mot d'une révolution.

Qu'en pensait le peuple anglais ? Il n'avait guère eu l'occasion de manifester son opinion autrement que par des démonstrations populaires ; Wolsey, tout-puissant depuis bien des années, n'aimait pas les parlemens ; à peine avait-il réuni les chambres quelques semaines en treize ans. Son pouvoir était chancelant. Les lords et les députés des communes le détestaient et le roi s'était dégoûté de lui depuis qu'il avait constaté ses allures louches dans l'affaire qu'il avait le plus à cœur. Archevêque d'York et premier ministre de la couronne, Wolsey parlait ouvertement en faveur du divorce du roi. Cardinal et prétendant à la tiare, il conseillait en secret au pape de ne pas céder, parce qu'il ne voulait mécontenter ni le col-

lège des cardinaux, ni l'empereur Charles-Quint, dont l'influence devait être prépondérante dans le futur conclave. Il avait, du reste, si mal joué ce double jeu que Catherine elle-même ne se fiait plus à lui. A peine le parlement était-il réuni qu'il fut traduit en justice, par ordre du roi, pour avoir exercé les fonctions de légat du pape en Angleterre contrairement à la loi. Il ne pouvait nier qu'il l'eût fait, pas plus que le roi, si quelqu'un avait été en situation de l'interroger, n'eût pu nier l'y avoir autorisé, bien plus, avoir sollicité cette dignité pour lui. Après l'avoir déclaré coupable, ses juges laissèrent à la sagesse du roi le soin de prononcer la peine dont il devait être frappé. C'était une sentence d'usage, et, le plus souvent, même avec un monarque plus clément, la mort s'ensuivait. Toutefois, la chute de Wolsey était pour ainsi dire le triomphe d'Anne de Boleyn. Personne douce et charitable, celle-ci déclara que son ennemi ne devait tomber que sur un lit de plume. Déchu de ses dignités, révoqué des fonctions civiles et ecclésiastiques qu'il occupait, il eut la liberté de se retirer dans l'une de ses terres. Quelques mois plus tard, compromis dans les intrigues de l'envoyé espagnol en faveur de Catherine, il fut arrêté pour être conduit à la tour de Londres et mourut en chemin, soit de dépit, soit de fatigue ou de maladie.

La chute de Wolsey ne suffit pas pour apaiser l'opinion publique. Un vent de réforme soufflait sur l'Angleterre, moins orageux que celui qui avait bouleversé l'Allemagne, assez fort néanmoins pour troubler tout le royaume. Les familles, les assemblées, l'église même se partageaient en deux camps : d'un côté, ceux qui respectaient la tradition ; de l'autre, ceux qui acceptaient les idées nouvelles. Il faut toujours que les partis s'incorporent en certaines personnes ; ici deux femmes personnifiaient ces tendances opposées, Catherine et Anne. L'affaire secrète du roi était devenue une affaire publique. Un seul fait permet d'apprécier à quel point la crise était devenue aiguë : les universités, siège de tout savoir et théâtre de toutes discussions, s'étaient prononcées en grande majorité en faveur de Henri VIII et d'Anne de Boleyn.

Toujours irrésolu, ou plutôt désireux peut-être de conserver, en suivant le cours de ses idées nouvelles, le titre de défenseur de la foi qu'un pape lui avait conféré, Henri VIII envoya d'autres ambassadeurs à Rome. Le premier fut le vicomte de Rochford, récemment créé comte de Wiltshire, le propre père d'Anne, que l'empereur fit congédier aussitôt comme trop intéressé au succès de la négociation. Puis vint Cranmer, qui s'y rendit, se croyant appelé à débattre une question de droit canon devant une assemblée de théologiens et qui revint bien vite après avoir constaté que l'épée de Charles-Quint pesait plus que toutes les raisons devant les tribunaux du saint-siège. Un troisième n'eut pas plus de succès. Le roi



en prit alors son parti, et, le 25 janvier 1533, se décidant enfin à considérer comme nulle l'union contractée avec la fille de Ferdinand et d'Isabelle, il épousa Anne de Boleyn. Il y avait sept ans qu'il s'était épris d'amour pour elle. Hepworth Dixon soutient, et nous voulons le croire, qu'elle avait su se défendre pendant ce long stage contre les entraînemens d'une passion partagée. Ce n'était que le premier acte de la révolution ; le second, la rupture entre l'Angleterre et le saint-siège, ne se fit pas attendre. Dès sa réunion au mois d'avril, le parlement fut saisi du projet de loi qui créait une église nationale, avec le roi pour chef suprême. Les modérés, tels que Thomas Morus, qui n'auraient pas voulu se séparer de Rome, s'étaient mis à l'écart, de leur plein gré ou par la volonté du roi. Cranmer, l'un des partisans les plus convaincus de la séparation, était devenu archevêque de Canterbury. Les prélats dévoués à l'église romaine, qui s'étaient gorgés de bénéfices, à l'exemple de Wolsey, leur supérieur hiérarchique, avaient été terrifiés par la grâce du cardinal. La loi fut votée. Quelques mois plus tard, Anne mettait au monde une fille, celle qui fut plus tard la reine Élisabeth.

L'Angleterre était irrémédiablement brouillée avec l'Espagne ; par compensation, elle avait l'alliance de la France. Quant aux Anglais eux-mêmes, ils acceptaient, la plupart satisfaits, quelques-uns résignés, une révolution qui consacrait l'indépendance de leur pays.

## II.

A Londres et dans toute l'étendue des comtés qui environnent la capitale, cette révolution était faite dans les esprits avant d'avoir été consacrée par une loi du royaume ; on y haïssait l'influence espagnole et tout ce qui s'y rattachait ; mais il n'en était pas de même dans le nord. L'Angleterre était à cette époque, comme elle l'est encore aujourd'hui, divisée en deux provinces ecclésiastiques, York et Canterbury, avec la différence que cette division était alors autre chose qu'une expression géographique. D'une rive à l'autre de la Trent, comme d'une rive à l'autre de la Tweed, c'étaient d'autres mœurs, parfois d'autres lois, presque d'autres races d'hommes. L'aristocratie industrielle, la richesse que la houille, le fer et le coton ont engendrées dans les comtés du nord, datent du siècle dernier au plus loin. Il y a trois cents ans, il n'existait qu'une ville, York, au-delà de la Trent ; grande ville sans contredit, dont les habitans parlaient avec dédain de Londres et des autres villes du Sud. Mais, en dehors d'York, il n'y avait qu'une population rurale, pauvre, ignorante, maintenue dans ses convictions religieuses, moins encore par le clergé séculier que par les moines, qui s'y étaient rendus populaires. C'était dans les vallées de la Severn et de

la Tamise, non dans celles de l'Humber et de la Tyne, que vivaient les poètes, les philosophes, les hommes politiques du temps. Au sud, le paysan était mieux nourri et mieux habillé, le gentleman était plus civilisé, le prêtre plus instruit. L'esprit national y avait été aiguïsé, soit par les querelles intestines, soit par les guerres contre l'étranger. On y était plus exposé à l'invasion, partant, plus patriote.

Aussi y eut-il grande émotion parmi les campagnards du Nord lorsqu'ils apprirent que le roi avait rompu avec Rome et répudié son épouse. Les grands seigneurs, lord Northumberland, lord Darcy et d'autres, parlaient librement d'une révolution qui leur déplaisait; mais ils n'agissaient guère, parce que, représentans de l'autorité royale dans leurs comtés, ils se savaient trop faibles pour faire obstacle aux événemens accomplis. Les moines, menacés dans leur existence, la *gentry*, entraînée par les prédications des moines, soulevèrent les paysans; ceux-ci se mirent en tête que le roi était le jouet de conseillers malfaisans, qu'il fallait aller à Londres le débarrasser de ces conseillers, le réconcilier avec sa femme légitime, et rétablir l'autorité du pape dans toute l'Angleterre. Ils s'assemblèrent donc au nombre de trente mille environ, mal équipés, encore plus mal commandés. Ce n'était pas la guerre qu'ils prétendaient faire, mais un « pèlerinage de grâce; » à vrai dire un pèlerinage à main armée. Leur chef était un avocat de Londres, nommé Robert Aske, que le hasard avait mis sur leur route. L'un des fils du duc de Northumberland était avec eux, mais sans exercer le commandement que sa naissance lui aurait donné partout ailleurs. Arrivés à Doncaster, après s'être emparés d'York sans coup férir, ils y rencontrèrent le duc de Norfolk, l'un des plus vaillans et des plus fidèles serviteurs de Henri VIII. Le duc de Norfolk eut le talent de les apaiser, de leur promettre la paix, et finalement de les renvoyer chez eux. Ce fut toute la résistance que rencontra l'apostasie du roi. Quelques-uns des chefs les plus marquans furent décapités ou pendus, et personne ne protesta plus. Le parti espagnol avait perdu toute influence pour le moment.

Pour le voir revivre, il faut arriver au règne de Marie, fille de Henri VIII. Cette princesse, issue du mariage de son père avec Catherine d'Aragon, était restée fidèle aux croyances de sa jeunesse. Elle montait sur le trône à l'âge de trente-sept ans, sans y avoir été préparée, puisqu'elle avait vécu dans la disgrâce, réputée bâtarde, depuis que sa mère avait été répudiée. Restée catholique, elle était hostile à la religion que professait la majorité de ses sujets; les hommes d'état auxquels son père et son frère avaient accordé leur confiance ne pouvaient que lui déplaire; aussi prit-elle tout de suite pour conseiller intime Renard, ambassadeur de Charles-Quint. Rigide, intolérante, elle fit mettre à mort sa cousine Jeanne Grey,

l'infortunée reine de neuf jours que les partisans de la succession protestante lui avaient opposée ; elle fit enfermer sa sœur Élisabeth, sur qui se reportaient toutes les espérances des défenseurs de la religion anglicane.

C'est à cette sœur que la couronne devait revenir après elle à moins qu'elle ne se mariât et qu'elle n'eût des enfans. Son premier souci était donc de choisir un époux, mais où le prendre ? Les Anglais auraient voulu qu'elle épousât son cousin Courtenay, petit-fils d'Édouard IV par sa mère et rejeton d'une des plus nobles familles du royaume. Jeune encore, Courtenay avait passé presque toute sa vie en prison parce qu'il était regardé comme un compétiteur dangereux ; son père avait été mis à mort. Une union entre lui et la reine eût été un gage de paix et de stabilité. Mais l'influence prépondérante de Renard détermina Marie à préférer un prince espagnol, Philippe, fils de Charles-Quint. La nation tout entière s'indigna de ce choix. Sur le conseil de son ambassadeur, Philippe vint en Angleterre accompagné de ses cuisiniers et d'une garde nombreuse : il n'osa se montrer en public que revêtu d'une cotte de mailles. Il avait tout à craindre, le poison dans ses alimens aussi bien que l'assassinat en pleine rue. Froid, débauché, dédaigneux, il ne s'était résigné d'ailleurs à ce mariage que par pure ambition, et il ne fut pas long à s'apercevoir qu'il ne pouvait pas plus espérer un héritier que se concilier l'affection de ses nouveaux sujets. Il retourna sur le continent avant même d'y avoir été rappelé par l'abdication de son père. Ce mariage ne fit qu'accentuer la haine que les Anglais manifestaient déjà contre l'Espagne.

L'avènement de la reine Élisabeth fut une revanche du sentiment national aussi bien que de l'église anglicane. Les actes de cruauté que nos historiens reprochent à cette reine ne sont, aux yeux des Anglais, que des actes de légitime défense. Voici, par exemple, la décapitation de Marie Stuart. Les malheurs de cette princesse, trois fois veuve et toujours victime des événemens, toujours belle et séduisante, lui ont valu une sorte d'auréole. Nous nous apitoyons sur les épreuves qu'elle a subies plus que nous ne nous indignons des crimes auxquels elle a coopéré. Mais les Anglais n'ont-ils pas quelque motif d'en juger autrement ? Elle est à peine entrée dans une prison du Yorkshire, après une dernière défaite de ses partisans, qu'arrive en Angleterre la bulle de Pie V qui excommunique Élisabeth et tous ses adhérens, la déclare bâtarde et déchue de tous droits à la couronne. Un peu plus tard, les catholiques des frontières d'Écosse s'insurgent sous la conduite d'un des plus grands seigneurs du royaume, Percy, comte de Northumberland. En France, le massacre de la Saint-Barthélemy terrifie les protestans de toute l'Europe. Cependant les années s'écoulent, et Marie Stuart pourrait se laisser ou-

blier dans sa prison ; mais non, elle suscite des ennemis à sa rivale, elle est de toutes les conspirations, tantôt complice, le plus souvent instigatrice. La situation que lui donne sa naissance est au surplus bien singulière. Qu'Élisabeth meure ou soit détrônée, c'est la reine d'Écosse qui la remplacera, et les partisans de la réforme ne peuvent songer sans terreur au règne éventuel de cette autre Marie qui, de même que la fille de Catherine d'Aragon, se signalera sans aucun doute par une violente et sanguinaire réaction en faveur de l'église catholique. Quel est le prélat, le juge, l'homme d'état que cette perspective ne doive effrayer ? On a prétendu que les hésitations d'Élisabeth après la condamnation à mort de la reine d'Écosse furent pure hypocrisie et qu'elle eut l'art de rejeter sur ses conseillers l'odieux de cette exécution capitale. Il est pourtant bien vraisemblable que la princesse prisonnière inspirait plus de crainte au peuple et au parlement qu'à la souveraine.

L'année d'après, l'*Invincible Armada* croisait dans la Manche, allait prendre à Calais les troupes de Flandre pour les débarquer sur les côtes de la Grande-Bretagne. A aucune époque des temps modernes, la nation anglaise ne courut un si grand péril, et, de fait, elle ne fut jamais plus unie en face du danger ; les catholiques du Nord se montrèrent aussi ardents que les protestans du Sud à s'armer contre l'étranger ; mais, dans cette circonstance encore, les fanatiques ne renonçaient pas à la lutte. Philippe, comte de Norfolk et d'Arundel, enfermé dans la tour de Londres à la suite d'une conspiration, y faisait célébrer la messe pour le succès des Espagnols. Si ceux-ci avaient réussi, Philippe et ses complices auraient passé pour des héros ; les Espagnols échouèrent ; ces prisonniers furent condamnés à mort, Élisabeth refusa de faire exécuter la sentence. Mais est-il surprenant que tout bon Anglais ait conservé des sentimens de haine envers ces traîtres et envers la religion qui les inspirait ? Le rêve d'Élisabeth fut de vivre en paix avec tout le monde, et ce fut une de ses gloires. Sauf quelques insurrections partielles, son autorité n'avait jamais été sérieusement compromise à l'intérieur ; au nord, elle n'eut plus rien à craindre des Écossais après la chute de Marie Stuart ; au sud, elle entretenait des relations amicales avec le roi de France, tout en manifestant sa préférence pour les protestans au milieu des querelles religieuses qui ensanglantaient alors notre pays. Avec l'Espagne, après la défaite de l'*Armada*, elle semblait avoir conclu une trêve plutôt qu'un traité de paix ; c'était toujours de ce côté que les Anglais et leur souveraine croyaient voir surgir le péril.

Sévère à l'occasion, ferme en ses desseins, inspirée par un sentiment juste de la politique qui convenait à son pays, Élisabeth fut en somme une vraie reine. L'Angleterre lui dut de longues années

de tranquillité à l'intérieur et au dehors, et de plus une influence efficace sur les affaires de l'Europe. Peut-être sa conduite privée ne fut-elle pas irréprochable ; du moins elle ne se laissa jamais guider par des volontés étrangères. A peine cette grande souveraine était-elle descendue dans la tombe, que la situation changeait par l'effet du caractère timide et irrésolu de son successeur. Il y avait deux partis à la cour ; celui de la guerre, à la tête duquel était Raleigh, voulait soutenir les Hollandais contre la maison d'Autriche, fût-ce au prix d'une guerre. L'autre, dont le chef était Cecil, déjà ministre sous Élisabeth, préférait une politique moins aventureuse. Le premier était plus populaire ; le second, à défaut de popularité, devait chercher un appui à l'extérieur. Un nouvel ambassadeur d'Espagne, don Juan de Taxis, venait d'arriver à Londres, avec mission d'acheter les adhésions. Cecil, demeuré ministre de Jacques I<sup>er</sup>, ne refusa pas, dit-on, la pension que lui faisait offrir Philippe III. Mais si Cecil consentait à recevoir une subvention de l'étranger pour maintenir la paix, parce qu'il savait parfaitement qu'en temps de guerre, l'influence d'hommes d'épée tels que Raleigh et ses compagnons, l'emporterait sur la sienne, il ne voulait point cependant livrer son pays au parti catholique, dont le roi d'Espagne était le principal inspirateur. Il le voulait d'autant moins que ses compatriotes, restés fidèles au pape, n'avaient pas moins que les protestans la haine de l'influence espagnole.

Quelle était, en effet, la situation des catholiques anglais à cette époque ? A l'avènement d'Élisabeth, nous raconte M. Hepworth Dixon, il y avait une corporation catholique dans le royaume, mais il n'y en avait qu'une. Pendant son règne, une seconde apparut. Les premiers étaient des catholiques anglais, les autres furent des catholiques romains, et ces deux sectes d'une même église se trouvèrent, au début du règne de Jacques I<sup>er</sup>, non-seulement séparées, mais bien plus, en état d'hostilité. Au premier de ces deux partis appartenaient les milliers de familles qui, dans chaque comté, que les événemens fussent favorables ou contraires, restaient fidèles aux croyances de leurs ancêtres, parce que ces croyances étaient intimement associées à toute leur existence sociale et intellectuelle. Leurs pères avaient inséré dans la charte du roi Jean un article portant que l'église devait être libre ; ils en étaient encore là. Ils respectaient le pape, mais ils lui déniaient le droit de dicter la loi aux habitans de l'Angleterre ; ils déclinaient son autorité en matière temporelle. Ils avaient leurs fêtes et leur liturgie, autres que les fêtes et la liturgie romaines, et c'était à leurs yeux l'un des élémens constitutifs de leur église nationale.

Les autres, peu nombreux, étaient les prosélytes que les jésuites avaient détournés de l'église anglicane. Néophytes trop ardens, on

leur reprochait de s'être convertis plutôt par passion ou par haine que par conviction religieuse. Qu'un noble échouât à la cour, qu'un cadet de famille eût à se plaindre de son père, qu'un seigneur de comté dissipât sa fortune, se voyant obligé de changer de vie, il changeait aussi de religion pour cacher ses fautes ou ses malheurs sous une apparence de persécution. Les anciens catholiques étaient de cœur avec leurs compatriotes protestans dans tous les évènements qui touchaient à leur vie nationale, à la guerre aussi bien qu'en temps de paix. Les nouveaux convertis se mettaient sous la direction des jésuites, inféodés à la politique des rois d'Espagne.

Les jésuites n'avaient peut-être pas plus d'un millier de partisans en Angleterre, tandis que les catholiques anglais formaient presque la moitié de la population. Ceux-ci comptaient dans leurs rangs un tiers des pairs, la moitié des gentilshommes campagnards, les deux tiers des paysans. Ce n'est pas en un an, ni même dans un siècle, qu'un grand pays change de religion. La réforme n'avait à elle que les villes, et encore les anciennes croyances y conservaient-elles beaucoup d'adhérens.

Cet exposé de la situation de l'Angleterre, au commencement du xvi<sup>e</sup> siècle, est-il exact? Hepworth Dixon ne fait-il pas revivre à une autre époque, par un effort de son imagination, le fantôme du jésuitisme dont tant de cerveaux sont hantés de notre temps? Les intrigues qui agitèrent Londres pendant les premières années du règne de Jacques I<sup>er</sup> sont si compliquées, que l'historien a peine à en démêler les inspirateurs. D'un côté, les jésuites sont compromis dans la conspiration de Guy Fawkes, qui a pour but de faire sauter le parlement avec le roi et les ministres. D'autre part, le premier ministre Cecil est à la solde du roi d'Espagne. Puis, lord Grey, un ami de Raleigh, conspire avec des catholiques pour renverser les ministres. Hepworth Dixon veut que l'Espagne ait suscité tous ces évènements, tenu les fils de toutes ces intrigues. Peut-être un historien plus impartial n'y verrait-il qu'une preuve de l'habileté de Cecil, comte de Salisbury, qui compromettait ses ennemis tous ensemble, opposait les jésuites à Raleigh, les catholiques aux protestans, et se ménageait pour lui seul les bénéfices d'une entente secrète avec le roi d'Espagne.

Satisfaire les catholiques sans irriter les réformés; contenir les jésuites et leurs partisans; se montrer en apparence l'ami des protestans d'Allemagne et de Hollande, auxquels l'opinion publique était favorable, et cependant rechercher l'alliance du roi d'Espagne: telle fut en vingt-deux ans de règne toute la politique de Jacques I<sup>er</sup>. Il avait trop du sang des Guises dans les veines pour ne pas rester catholique de cœur, tout en étant le souverain d'une nation protestante. Aussi son vœu le plus cher était-il de marier

le prince de Galles à une princesse espagnole. Ce mariage était de même l'espoir de tous ceux qui rêvaient de détruire le régime établi par Henri VIII et par Élisabeth. L'ambassadeur de la cour de Madrid à Londres était alors le comte de Gondomar, fort bien informé des intrigues qui s'agitaient autour du roi, car les personnages les plus importans recevaient une pension de son maître. Il eut ordre de laisser croire qu'un mariage serait possible entre Charles, fils de Jacques I<sup>er</sup>, et l'infante dona Maria. Ce projet était peu compromettant ; cette infante n'avait que six ans lorsqu'il en fut parlé pour la première fois ; bien des événemens pouvaient venir à la traverse avant qu'elle fût nubile. Toutefois son portrait, envoyé à Londres, fut exposé au palais de Whitehall et présenté à tous les courtisans comme celui de la future reine d'Angleterre. Elle n'était pas belle, paraît-il ; très brune, le teint foncé, elle avait mérité le sobriquet de princesse Olive. A peine les deux fiancés furent-ils d'âge à entendre parler l'un de l'autre qu'ils se détestaient cordialement. « Épouser un hérétique, disait dona Maria ; être la mère d'enfans qui seront brûlés en enfer, plutôt rester au couvent. » Charles n'était pas moins libre dans ses propos : « Si ce n'était pas un péché, soupirait-il en regardant le portrait de Whitehall, les princes devraient avoir deux femmes, l'une pour la politique, et l'autre pour leur agrément. » Quant à l'opinion du dehors, elle était unanime à condamner ce projet d'alliance. Membres des communes et citoyens de Londres étaient d'accord pour y voir une atteinte aux libertés du royaume ; Gondomar était devenu l'homme le plus impopulaire qu'il y eût dans la capitale. Il s'en souciait peu, ayant le plus complet dédain pour le peuple et pour le parlement. « Un roi n'est vraiment roi, disait-il à Jacques, que lorsqu'il est son propre maître. Le roi d'Angleterre ne serait l'égal des autres souverains que s'il se débararrassait des sujets qui prétendent lui imposer des conseils. » Juste à ce moment, des membres des communes suppliaient Jacques, dans une pétition, de se mettre à la tête des états réformés, de déclarer la guerre au roi d'Espagne et de marier son fils à une princesse protestante. Quantité de volontaires anglais, soldats et gentilshommes, avaient pris du service dans les Pays-Bas et y combattaient contre l'Espagne. Le roi répondit aux pétitionnaires que ses sujets n'avaient pas à juger sa politique. La chambre répliqua par une protestation où elle invoquait ses anciens droits. Jacques vint en personne au parlement faire déchirer devant lui la feuille des procès-verbaux où cette déclaration était enregistrée ; puis le parlement fut dissous. Gondomar avait imposé silence à l'opinion publique ; les hauts emplois de l'état étaient occupés par des hommes dont il payait le dévouement. Ce n'était pas assez ; il fallait encore, pour éviter tout

retour de fortune, qu'il compromit le roi avec ses alliés naturels.

La guerre se poursuivait avec des chances diverses entre l'Espagne et la Hollande; l'Angleterre était neutre en apparence; mais les deux grands personnages qui commandaient sur le littoral, le lord gardien des cinq ports et l'amiral de la flotte de la Manche, étaient au nombre des pensionnaires de l'Espagne et, en toute circonstance, molestaient les marins hollandais que les hasards de la mer amenaient sur les côtes anglaises. Comme de juste, les Hollandais rendaient aux Anglais les mauvais traitemens qu'ils en avaient reçus, et notamment ils s'efforçaient de les évincer des îles de la Sonde et des Moluques, où ils s'attribuaient le monopole du commerce des épices. Gondomar fit entrevoir à Jacques que le roi d'Espagne serait bientôt maître de Leyde et d'Amsterdam, comme il était déjà maître d'Anvers : si les Anglais se joignaient à lui, ils auraient leur part dans la conquête. Un traité secret d'alliance éventuelle contre la Hollande fut débattu, traité si secret que le roi, le prince de Galles, Buckingham et Digby, ambassadeur d'Angleterre à Madrid, en eurent seuls connaissance. Gondomar eut l'adresse de s'en faire offrir la minute, qu'il s'empressa de transmettre à Madrid. C'était le renversement de la politique populaire et traditionnelle de l'Angleterre.

Ce n'était pas assez cependant. Gondomar repartait pour l'Espagne. Il sut persuader au prince de Galles que le mariage projeté avec l'infante ne réussirait que s'il allait en personne demander sa main. Un jour, Charles vint annoncer à son père qu'il partait pour Madrid incognito, sans autre compagnon que Buckingham. Outre ce qu'une telle démarche avait d'insolite, la sécurité du prince n'était même pas assurée. Les Hollandais étant maîtres de la mer; Richelieu, hostile à une alliance entre l'Angleterre et l'Espagne, ne lui permettrait pas de traverser la France. Le roi d'Espagne lui-même, et surtout son tout-puissant ministre, le duc d'Olivarès, se montreraient de moins facile composition lorsque le prince de Galles serait à leur discrétion. Le vieux roi fit en vain toutes ces objections; les deux jeunes gens partirent malgré lui. Voyageant à toute vitesse, ils eurent l'heureuse chance de courir la poste de Calais à la Bidassoa sans être reconnus; ce ne fut qu'arrivés à Madrid qu'ils s'aperçurent combien leur entreprise était téméraire et chimérique. La maison d'Autriche se trouvait, il est vrai, dans une situation critique. En guerre contre les protestants sur le Rhin et contre les Hollandais dans les Pays-Bas, elle était menacée en arrière par les Turcs qui s'avançaient à travers la Hongrie jusque sous les murs de Pesth. La France se tenait prête à profiter de ses revers. S'aliéner le roi d'Angleterre, c'était le rejeter, suivant le vœu du peuple anglais, vers les Hollandais. Il fallait amuser le prince de Galles et traîner la négociation du mariage en longueur sans lui faire perdre pa-



tience; les conditions à discuter étant si nombreuses qu'il n'était pas à craindre que l'accord fût trop prompt d'autant que les Espagnols se montraient plus exigeans à mesure que de nouvelles garanties leur étaient concédées. « Notre infante est catholique, disait Olivarès à Buckingham, et votre prince est protestant. Est-il disposé à se convertir? » Et comme on lui répondait que non, il déclarait qu'une permission du pape était nécessaire, qu'il allait envoyer un ambassadeur à Rome. Un autre jour, il voulait avoir l'engagement formel que la princesse de Galles pourrait conserver auprès d'elle à Londres un évêque, un confesseur, tous les prêtres de sa religion qu'il lui plairait d'emmener. Puis, comme cela lui était accordé, il demandait que le roi Philippe fût accepté comme protecteur des catholiques anglais, de fait sinon de nom, et que Jacques I<sup>er</sup> promit de faire la paix avec le saint-siège. Une autre fois on rappelait aux deux jeunes gens, en leur demandant de nouveaux sermens, le traité contre la Hollande que Gondomar avait si bien préparé avant de quitter Londres. Charles faisait toutes les promesses, prêtait tous les sermens qui lui étaient demandés, promesses et sermens qui, lorsqu'il fut plus tard en lutte contre ses sujets, ne furent pas sans influence sur sa destinée lamentable. Plusieurs mois se passèrent ainsi, jusqu'à ce que la nouvelle arriva que les Impériaux étaient vainqueurs sur le Rhin. Ce furent alors de nouvelles exigences; il comprit enfin que les Espagnols n'avaient jamais eu l'intention sérieuse de conclure avec lui. Pris de peur, se croyant déjà menacé dans sa vie ou tout au moins dans sa liberté, il repartit pour l'Angleterre aussi vite qu'il en était venu.

C'est ainsi que, pendant une période d'environ cent cinquante ans, la politique des rois d'Angleterre, sauf le règne glorieux d'Elisabeth, fut influencée toujours et dominée parfois par la crainte de l'Espagne ou par le désir de se rendre cette puissance favorable. Cette politique n'avait de soutien qu'à la cour; la nation y était hostile. Mais les sessions du parlement étaient alors si rares, l'opinion publique si peu écoutée que la vraie couleur historique de ces temps ne se distinguerait pas bien si l'on négligeait les chroniques dont Hepworth Dixon a rempli ses volumineux récits. L'histoire de Catherine d'Aragon et d'Anne de Boleyn, c'est la lutte entre l'influence espagnole et l'influence anglaise dans les conseils du gouvernement. Raconter les souvenirs de Windsor, le palais séculaire des rois et de la Tour de Londres, où toutes les victimes des luttes politiques furent renfermées, c'est mettre en parallèle aux diverses époques les volontés royales et les tendances populaires. De l'un et de l'autre monument, Hepworth Dixon parle avec une fierté patriotique. C'est à Windsor qu'ont vécu tous les Stuarts; mais tous les souverains dont le pays conserve un souvenir reconnais-

sant y ont laissé les traces de leur passage. Quant à la Tour de Londres, édifiée sur l'emplacement d'un camp romain et d'une forteresse saxonne, consacrée en sa forme actuelle par Guillaume le Conquérant, elle résume depuis neuf siècles l'histoire nationale. Que comparer à ce monument où toutes les traditions restent vivantes? Le Kremlin de Moscou, le palais des doges à Venise, le Louvre, les Tuileries, l'Escorial et Sans-Souci sont de date comparativement récente.

Il n'est pas sans inconvénient toutefois de s'éprendre d'un tel amour pour des murailles, si vénérables qu'elles soient par l'âge ou par les souvenirs. Qu'il s'agisse d'un homme ou d'un édifice, tout biographe est prompt à l'enthousiasme; il prépare pour son héros une trop large place au soleil de l'histoire. Hepworth Dixon a souvent l'air d'écrire une tragédie pour un décor fabriqué d'avance; d'accommoder les hommes aux choses; d'imposer aux personnages les aventures qu'exige la trame préconçue de son récit; c'est une méthode familière aux auteurs de romans historiques. S'ils ne nous apprennent pas l'exacte chronologie des faits, ils ont du moins le mérite de nous rendre quelquefois la vraie couleur de l'époque.

Présenter les événemens sous une couleur dramatique et peindre les hommes par les traits saillans de leur caractère, tel a été le but constant de l'écrivain dont on vient d'analyser les principaux ouvrages historiques. Il ne cherche pas à être toujours exact et complet, et il ne lui déplaît guère d'aller contre les opinions reçues. Il raconte, dans son livre sur la terre-sainte, qu'il rencontra quelque part un fermier de l'Ukraine qui, s'étant mis en tête de faire une prière près de la Fontaine de la Vierge et sur le tombeau du Sauveur, partit un jour de chez lui à cheval et avec quelques kopecks dans sa poche. Arrivé à Odessa, il vendit sa monture pour payer son passage jusqu'à Beyrouth. Du Liban à Nazareth, de Nazareth à Jérusalem, il alla à pied, tantôt seul, tantôt avec des caravanes, couchant tantôt dans un couvent, tantôt au pied d'un olivier, toujours gai et toujours affamé, vivant d'aumônes et de fruits qu'il cueillait sur la route. Cet homme, insouciant des précautions vulgaires et dédaigneux de la science qu'enseignent les Guides, c'est bien l'image de notre auteur qui voyage de même à travers l'espace et à travers le temps, ayant assurément plus de souci du bien-être matériel, mais autant de dédain pour les notions acquises ou pour les jugemens tout faits. Dixon est mort en 1879. Les œuvres nombreuses qui sont sorties de sa plume portent un cachet d'originalité que d'autres moins féconds n'ont pas su trouver.

---

# REVUE DRAMATIQUE

---

Gymnase : *la Doctoresse*, comédie en 3 actes, de MM. Paul Ferrier et Henri Bocage.  
— Vaudeville : *l'Age ingrat*. — Odéon : *Coup de soleil*, comédie en 1 acte, de MM. Albéric Second et Th. de Grave; *Cynthia*, comédie en 1 acte, en vers, de M. Louis Legendre. — Comédie-Française : *Jean Baudry*. — Renaissance : *un Duel S. V. P.*, vaudeville en 3 actes, de MM. Fabrice Carré et Maurice Desvallières.

Il fait feu des quatre pieds, sur le seuil de l'hiver, avant de prendre sa grande allure et de montrer ses plus puissans efforts, cet art dramatique français que des juges moroses donnent volontiers comme fourbu. Gymnase, Vaudeville, Odéon, Comédie-Française, pour ne citer que ces noms-là, en l'espace d'un mois, ont changé ou rafraîchi leur affiche : avant les nouveautés importantes, — dont la dernière, nous y comptons, ne se fera pas attendre, — avant *Sapho*, de M. Alphonse Daudet, et *Georgette*, de M. Sardou, avant *les Jacobites*, de M. Coppée, *le Parisien*, de M. Gondinet, et *Chamil'ac*, de M. Feuillet, voici des nouveautés moindres ou des reprises qui sont plus qu'il ne faut pour amuser la galerie. J'ai lu dans un journal, cette semaine, que le principal ou, pour mieux dire, le seul théâtre de Genève, faute de directeur, et de public apparemment, vient de se fermer; l'ombre de Voltaire, sans doute errante à Ferney et aux Délices, doit en gémir : avoir tant mené d'intrigues, tant livré de combats pour imposer ce divertissement à cette ville, l'y avoir établi enfin (1), et le voir s'évanouir juste un siècle après soi ! Joli centenaire !.. Du moins, nous ne sommes pas menacés, à Paris, d'une semblable catastrophe : dans cette crise politique, industrielle et commerciale, où tous les citoyens voient diminuer leur revenu ou leur gain, il est bien vrai que plusieurs restreignent leur dépense ; il est vrai, par suite, que les théâtres (la Comédie-Française exceptée) font des recettes plus modiques :

(1) Voir le récent volume de MM. Lucien Percy et Gaston Maugras : *la Vie intime de Voltaire aux Délices et à Ferney*. — Calmann Lévy, éditeur.

pourtant ils ne sont pas près de chômer. Le temps est loin encore où MM. Zola et Busnach, pour braver de nouveau l'indestructible censure, pourront se proposer de mettre face à face des gendarmes et des directeurs, des acteurs, des auteurs dramatiques en grève. Ici la demande ne fait pas défaut à l'offre, ni, Dieu merci! l'offre à la demande; même la demi-saison n'est pas morte saison.

Voilà douze ans déjà que M. Paul Ferrier s'est annoncé, rue Richelieu, par une gentille petite pièce, *Chez l'avocat* (1). Il s'est dépensé, depuis, sur des scènes de genre : je ne sache qu'il y ait rencontré de succès plus décisif que celui de *la Doctoresse*, composée en collaboration avec M. Henri Bocage et représentée maintenant au Gymnase. L'idée de cet ouvrage est d'une comédie de mœurs; elle se distribue en trois actes avec clarté; elle est traitée en farce avec drôlerie; même parmi des traits heureusement burlesques, parmi d'autres aussi d'un esprit vulgaire et qui se force, quelques-uns conviendraient à l'ordre plus élevé d'où procède la donnée première. Montrer l'équilibre nouveau d'un ménage dans les conditions nouvelles que détermine l'accès de la femme aux professions viriles, et particulièrement à une profession scientifique; montrer comment cet équilibre se rompt; et comment, à la fin, l'ancien lui succède et se rétablit, c'est assurément l'objet d'une comédie de mœurs modernes. Elles sont même si modernes, ces mœurs, qu'elles existent encore à peine : MM. Ferrier et Bocage, évidemment, ont jugé qu'une comédie avancerait sur elles, et que le public n'en verrait pas l'application; ils n'en ont pas risqué l'entreprise. A l'heure qu'il est, paraît-il, on ne compte encore dans Paris que trois femmes médecins : ces exceptions ne pouvaient guère, de bonne foi, servir de prétexte qu'à une farce, où les vérités de détail, si elles étaient invraisemblables, seraient mises, aussi bien que les imaginations les plus folles, sur le compte de la fantaisie de l'auteur. Cette farce nous est offerte : loin que nous lui reprochions d'être ce qu'elle est, et non quelque chose de plus noble, sachons-lui gré de présenter çà et là des indications plus fines qu'on n'était en droit de s'y attendre.

Angèle Frontignan, c'est une petite-nièce de Philaminte et d'Armande, tournée aux sciences plutôt qu'au beau langage, et non plus à la spéculation mais à la pratique; c'est Philaminte ou Armande en 1885, alors que les nuages soufflés par les fauteurs de l'émancipation des femmes se condensent déjà en quelques gouttes de réalité : gare l'averse! Il n'est même plus besoin, on le sait, qu'elle soit nihiliste ou Yankee pour qu'une jeune fille suive les cours de la faculté de médecine, pour qu'elle brigue le doctorat, voire l'internat des hôpi-

(1) Voir *les Mille et une nuits du théâtre*, par Auguste Vitu; deuxième série. — Ollendorff, éditeur.

taux. Ainsi a fait, jusqu'au doctorat au moins, la belle Angèle, avant d'épouser Alfred Frontignan. Son premier client, M. de Serquigny, malade pour l'amour d'elle, a été suivi de bien d'autres; son cabinet, à présent, est des mieux achalandés. Elle passe la journée en consultations, en visites; la nuit, elle pâlit sur de gros livres; cependant, son mari vaque aux soins domestiques, lui demande l'argent qu'il faut pour la cuisine et gronde la cuisinière. Au matin, sortant de la chambre conjugale, où il a dormi seul, voici qu'il paraît, le teint reposé, douillettement vêtu de couleurs tendres et la boutonnrière fleurie; comme une bonne ménagère, il présente le chocolat au docteur, à sa femme, veux-je dire, qui, depuis la veille au soir, en costume sombre, fume des cigarettes sous la lampe studieuse. Se plaint-il de son abandon, des rigueurs et des froideurs d'Angèle? Vite, en personne occupée, qui ne se soucie pas des bagatelles du sentiment, elle riposte: « Laissez-moi gagner notre fortune!.. Est-ce vous qui la faites? » Et Alfred de répondre: « J'ai apporté ma dot! »

Mais, chez Alfred, si féminisé qu'il paraisse, la nature prend sournoisement sa revanche. Serquigny l'a présenté à une étoile du Cirque, une dompteuse, qui vit en famille, entre un père, ancien clown, et une sœur, ex-danseuse de corde, devenue plutôt femme colosse. C'est là que nous le retrouvons au deuxième acte; nous voilà en pleine bouffonnerie. Pourtant la pièce ne s'abîme pas dans ces calembredaines: une scène, au moment où elle vacille, la fixe et la soutient comme un clou. Alfred, chez la dompteuse, s'est donné pour célibataire: sommé d'épouser la belle, et, dans le fort de la discussion, renversé par une pichenette de la géante, il s'évanouit. On va chercher du secours: la doctoresse! Elle secoue à son tour le malade, sous prétexte de le faire revenir à lui, avec une rudesse de poigne que ces gymnastes admirent. C'est que la femme est ranimée en elle par la jalousie, et qu'au service de sa passion elle trouve la vigueur acquise par ses habitudes viriles. Nous le voyons bien dans l'explication qui suit, alors que le médecin et le patient sont laissés en tête-à-tête: c'est une querelle de femme et de maîtresse, et de maîtresse femme, que la robuste Angèle fait à l'infidèle Alfred. Lui, balbutie des excuses, fond en larmes et s'écrie: « Ah! ma mère,.. ma pauvre mère!.. »

« Je me retire chez ma mère, » soupire-t-il encore au début de ce troisième acte, où le revirement, nécessaire après la crise, va s'opérer. Angèle, pressée par cette leçon, a déjà couru les fleuristes et les modistes: voici qu'une profusion de plantes orne et embaume son cabinet; voici qu'elle tire des cartons je ne sais quels vêtements de dentelle plus séduisants encore, plus galans conseillers que ceux de la dompteuse. D'autre part, Alfred qui n'a jamais cessé d'aimer où il doit et n'est allé que faute de grives légitimes braconner des merles, — encore est-il resté bredouille, — Alfred surprend une tentative de

Serquigny, qui veut tourner à son bénéfice le dépit d'Angèle ; sur-le-champ, il le provoque. Elle s'étonne de sa bravoure ; redevenue femme, elle s'émerveille de le retrouver homme : « Vous irez vous battre ? lui dit-elle. — Oui. — Et vous n'aurez pas peur ? — Si ! » fait-il résolument, et il ajoute : « Mais quand on n'a pas peur.., où est le courage ?.. » L'affaire s'arrange, — est-il besoin de le dire ? — entre Alfred et Serquigny ; et de même entre Alfred et Angèle. « Tu feras ôter la sonnette de nuit ? demande-t-il. — Bêta ! répond-elle, c'est déjà fait. » Chacun, dans le ménage, a repris sa place ; la pyramide, — d'abord posée plaisamment sur sa pointe, — après une oscillation plaisante, est remise sur sa base.

On aperçoit assez par où cette farce touche à la comédie, et comment l'esprit y peut trouver un emploi ; on devine aussi qu'une jovialité laborieuse peut s'y carrer, et que la trivialité peut s'y faire jour. Il est regrettable que l'exécution grossière d'une certaine scène, au premier acte, l'ait fait supprimer après une soirée : dans le défilé des malades qui se présentaient à la consultation, une dame arrivait, et, quand elle apprenait du valet de chambre que le docteur Frontignan était une femme : « Une femme ! s'écriait-elle. Jamais je n'oserai ! » Elle faisait mine de s'enfuir. Le trait, à coup sûr, était plaisant ; il semblait un paradoxe ingénieux et pouvait bien, toutefois, être pris de la nature ; il est fâcheux que la suite l'ait compromis.

M<sup>lle</sup> Marie Magnier prête à la doctoresse l'autorité comique et la violence qu'il faut, tempérées, comme il convient, par l'agrément de sa personne ; M. Noblet joue Alfred avec une drôlerie minutieuse et nette ; M<sup>lle</sup> Desclauzas donne à la géante sa physionomie fantasque et rejouie ; M<sup>lles</sup> Darlaud, Netty et Pierval, MM. Lagrange et Numès méritent au moins d'être nommés. *La Doctoresse*, avec ces aides, pourrait, pendant quelque temps, être en vogue.

C'est encore une crise de ménage, et même une double crise (*les Deux ménages*, tel serait facilement le sous-titre), qui fait le fond de la pièce de M. Pailleron, *l'Age ingrat*, applaudie, voilà bientôt sept ans, au Gymnase, et aujourd'hui transportée au Vaudeville. L'âge ingrat, au sens de l'auteur, c'est « l'âge critique des hommes ; » l'âge où « l'homme encore jeune, » quel que soit le nombre de ses années, « n'est plus un jeune homme ; .. où les uns, las d'aventures, cherchent le repos, et les autres, las du repos, cherchent aventure. » Exemple de la première espèce : M. de Sauves, officier de cavalerie, « marié trop tard à une femme trop jeune, .. jadis amoureux fou des autres femmes et séparé pour ce fait, aujourd'hui amoureux fou de la sienne... » Exemple de l'autre : « Fondreton, Marius, ancien fort en thème, » archivist-paléographe, « marié trop tôt, celui-là, » — marié à la marraine de M<sup>me</sup> de Sauves, — et dont « la jeunesse tardive éclate comme la fleur de l'aloès, » avec un bruit de pétard. A côté de ces deux ménages,

notez que deux célibataires évoluent, Désaubiers et Lahirel, contemporains moralement de ces deux maris, donc, eux aussi, en état de crise : l'un essaie de s'établir dans une liaison sérieuse avec M<sup>me</sup> de Sauves, et l'autre, après avoir bien louvoyé, séduit par une sœur de M<sup>me</sup> Fondreton, abordera au mariage. *La Crise*, tel serait proprement le titre de la pièce : pourquoi M. Feuillet l'avait-il pris ? L'état que celui-ci avait diagnostiqué subtilement chez la femme, M. Pailleron, avec une amusante variété de cas, en a montré l'analogie chez l'homme.

C'est de s'amuser, en effet, qu'il s'agit : en peut-on douter, lorsqu'a été prononcé le nom de M. Pailleron ? Comme un maître de maison qui serait riche, bien portant, heureux en ses entreprises, spirituel et familier, qui recevrait copieusement, joyeusement, et même avec une affectation de rondeur ; qui aurait, pour allure de pensée habituelle, la plaisanterie ; qui serait accoutumé à se divertir en divertissant ses convives, et qui pourtant craindrait toujours de paraître s'ennuyer une minute et de laisser une minute s'ennuyer les autres, M. Pailleron se met en frais pour s'égayer et pour égayer le public. L'aisance, l'agilité, la verve du discours et du dialogue, dans cet ouvrage, sont merveilleuses ; surtout dans les rôles de Lahirel et de Fondreton, dans celui du *cocquebin* aussi bien que du viveur, est imitée parfaitement la causerie de Parisiens qui s'entretiennent avec abandon et qui pourtant veulent briller l'un devant l'autre. C'est un laisser-aller, un entrain en même temps, qui ravissent l'auditeur ; c'est un flot, une cascade de plaisanteries qui passent, chatoient, disparaissent éclipsées par d'autres. Si quelques-unes sont trop faciles et presque vulgaires, elles ne font, dans cette multitude, que donner à l'ensemble un air plus naturel, un aspect d'improvisation à la bonne franquette. Combien d'autres, sans plus d'appât, sont vraiment malicieuses et fines, éclairent à la course un coin de caractère, un détail de mœurs contemporaines ! Mais la plupart, du moins, sont de qualité bonnement ordinaire, — si c'est une qualité ordinaire que d'être inspiré par la belle humeur.

Puisque la consigne est de rire, un mari qui se dérange est plus avantageux qu'un mari qui se range : il y a plus de joie au théâtre pour un Fondreton qui pêche, ou qui fait mine de pêcher, que pour un Sauves qui se repent. C'est dire que de ces deux histoires de ménage, dont les courans s'accompagnent par toute la pièce et restent pourtant distincts, l'une, la divertissante, est contée avec plus de complaisance, écoutée avec plus de plaisir que l'autre, la sentimentale, et même qu'elle lui fait tort. Il y a de bien jolies et délicates nuances dans ce roman scénique de M. et M<sup>me</sup> de Sauves : les causes de leur séparation, leurs sentimens réciproques lorsqu'ils sont séparés ; le dépit, la méfiance, la fierté, la froideur voulue de la jeune femme,

et son amour qui persiste en secret; l'adresse et la dignité de sa politique envers des tiers, envers ce tiers surtout, Désaubiers; les alternatives de résipiscence et de colère du mari, sa demi-rechute et son retour définitif au bien; et, dans l'intervalle de cette brouille à ce raccommodement, le manège de l'ami commun, ce Désaubiers, prétendu courtier en réconciliations et qui, pour son courtage, suspend les préliminaires de la paix au moment qu'elle va se faire, raccommodeur de ménages fêlés qui juge que les morceaux en seraient bons, — tout cela est exposé avec une philosophie souriante, avec une aimable entente des conditions moyennes de la vie, avec une connaissance rassise du monde, de ses préjugés et de ses sentimens. Un roman, oui, peut-être, c'est ce qu'il fallait faire de cette histoire, à moins qu'on n'en fit toute une comédie : soit une grande comédie, où l'on aurait pu mettre au plein vent le pathétique de la donnée; soit une petite, où l'on aurait baissé le ton, qui, déjà ici, paraît quelquefois trop élevé : on aurait alors, grâce au personnage du célibataire, tourné la chose à l'enjouement. Telle quelle, et côtoyant l'aventure de Fondreton, celle de M. et M<sup>me</sup> de Sauves [a quelque peine à se faire prendre au sérieux. Nous sommes en train de gausser : que prétend-on nous intéresser et même nous émouvoir? Nous ne sentons pas tout le mérite des efforts qu'on fait pour y parvenir; si nous les remarquons, c'est presque avec impatience. Au premier acte, il semble que ce morceau de résistance allonge inutilement le service; au troisième, la suite en paraît encombrante et indigeste. Et pourtant, par elle-même, cette partie était digne de plus de faveur.

C'est aussi que la vue de ce Fondreton est si exhalante! Son courant est le meilleur; il file à travers toute la pièce, et partout il brille, il scintille. C'est un ruisseau de comique, pas bien profond, mais limpide et rapide, sans amertume, innocent et français. Au milieu de l'ouvrage, il jaillit en gerbe et s'épanouit; et tout autour, par une heureuse affinité, de sources récentes et à fleur de terre, d'autres ridicules s'élèvent et brillent en pluie fine : ce deuxième acte, par ses fusées à droite, à gauche, devant, derrière, il éblouit, il étourdit comme les grandes eaux de Versailles. On se rappelle, — et comment l'oublier? — le salon de la comtesse Wacker, cette agitée, agitante personne, Anglaise ou Américaine, femme du monde et suspecte, dont le mari est invisible, et le père affiché comme un père de louage; galante et capable de tenue; aimée, quittée par M. de Sauves, courtisée par Fondreton, hébergée, défrayée d'aubades par un général qui n'envoie pas pour rien sa musique. Le jour de son emménagement à Montmorency, elle reçoit à dîner (un dîner envoyé de Paris avec l'argenterie et la vaisselle) des gens qu'elle a connus à Vienne, à Florence, à Madrid, et des gens qu'elle ne connaît pas; elle a des convives dans son cabinet de toilette et sur l'escalier; elle quitte, à l'aube, ce salon, qui ressemble au



pont d'un transatlantique, pour aller en break assister à une exécution ; elle déjeune au cabaret, visite les égouts, se fait photographier avec ses compagnons de partie, va aux courses, au skating, revient souhaiter la bienvenue au fiancé de sa sœur, embrasse son enfant, le chasse, se plaint d'être fatiguée, s'élançe sur une balançoire... Ni bonne ni méchante, au demeurant, elle n'a peur de rien que de s'en-nuyer. Étrangère chez nous, — on ne sait guère où elle ne le serait pas, — elle se moque de l'opinion encore plus que de la vertu. Et c'est chez elle, parmi ces passagers de tout pays et de toute classe, entre un colonel de fantaisie et une jeune fille authentique, entre une princesse russe pour pianistes italiens et un pianiste italien pour princesses russes, dans cette « pétaudière élégante, » dans ce capharnaüm cosmopolite, dans ce tohu-bohu demi-mondain, c'est là que l'honnête et bourgeois Fondreton, Fondreton de l'école des chartes ou des chastes, Fondreton « pris tout petit » par sa tante, qui devint sa belle-mère, et parvenu intact au mariage, c'est là que Fondreton se gaudit et se sent vivre, c'est là qu'il exulte et qu'il triomphe. Naïf, mais non pas sot, il nous fait lui-même, avec une verve haletante, qui ne laisse pas d'être spirituelle, les honneurs de son déniement, il nous en confesse les angoisses et les délices, il nous en donne le réjouissant spectacle. Veut-il se déclarer à la comtesse : « Moi, dit-il, dans ces moments-là, je patauge... Mon latin me revient ! » Et, en effet, comme il s'enhardit à l'appeler : « Chère Julia ! » elle l'interrompt, il balbutie : « *Cur nescire pudens...* » La caricature est fine, elle est toute vive, digne de figurer auprès de cette esquisse d'étrangère si lestement, si brillamment touchée, dans ce tableau d'intérieur brossé à petits coups si justes et de couleurs si vibrantes. Il a tellement plu, ce tableau, qu'on a proposé, il y a quelques années, de le détacher du triptyque et de réduire l'ouvrage à ce deuxième acte : après cela, estimez si le comique de la pièce gêne la justice qu'on doit au reste !

Cependant, à la fin de ce deuxième acte, une scène se trouve, qui rattache le comique au sentimental et noue les deux histoires ensemble : M<sup>me</sup> de Sauves vient chez la comtesse pour réclamer Fondreton. Ce n'est pas la seule rencontre, dans le théâtre contemporain, d'une femme honnête et d'une autre à tout le moins suspecte : c'est la seule aussi importante sans que le dialogue se tende sévèrement, ni que le ton de la comédie soit quitté pour celui du drame ; la seule peut-être où les adversaires, sans effort apparent, se contentent d'une escrime courtoise et d'autant plus savante. Aucune des deux n'est sacrifiée à l'autre, ni pour la dignité pendant le combat, ni pour son issue ; aucune ne manque de sang-froid ni d'adresse. De ce côté-ci et de celui-là, cette vraisemblance des caractères et des mœurs, qu'il est si rare et si agréable de voir durer au théâtre, est maintenue jusqu'au bout, sans

que la morale y perde rien. Il fallait, pour ménager ainsi les choses, une légèreté de main, une souplesse, un tact littéraire que nous ne saurions trop louer : toutes les espèces de tact nous sont chères ; combien d'autres scènes, — combien de scènes choisies par nous dans *le Monde où l'on s'ennuie*, — nous voudrions donner pour celle-là !

M<sup>lle</sup> Tessandier a repris son rôle de Julia Wacker ; elle le joue presque à la perfection, en comédienne de race, avec des intonations variées, délicates, originales, qui ne sonnent pas le théâtre. M. Jolly a recueilli le personnage de Fondreton : moins nuancé que M. Saint-Germain, il a de la désinvolture, de l'assurance, un débit drôlatique et des grimaces facétieuses. M<sup>lle</sup> Legault, depuis sept ans qu'elle avait joué M<sup>me</sup> de Sauves, a pu acquérir du talent ; elle reste froide, et sa froideur, aussi bien que la raideur de M. Montigny, qui n'est pas non plus sans mérite, a contribué à rendre indigeste la partie pathétique de l'ouvrage. M. Dieudonné, plus lent et plus gourmé qu'à son ordinaire, n'a que médiocrement aidé, sous le nom de Lahirel, au succès de la partie plaisante. M. Alexandre Michel, sous les cheveux rares de Désaubiers, manque d'élégance. M<sup>lle</sup> Vrignault représente aimablement l'ingénue Geneviève, la sœur de M<sup>me</sup> Fondreton, celle qui, dans une jolie scène du troisième acte, vient trouver le célibataire endurci pour s'excuser des avances de sa mère, et, avec la résolution des timides, commence par lui dire en face : « Monsieur Lahirel !.. les jeunes filles ne sont pas des bêtes ! »

L'Odéon, pour renforcer *Conte d'avril*, a pris le soleil et la lune : *Coup de soleil* et *Cynthia* ; si les étoiles ne lui manquent pas, voilà un théâtre bien fourni ! *Coup de soleil* n'est qu'un badinage parfaitement honnête et assez spirituel, signé de MM. Albéric Second et Théodore de Grave, et qui pourrait bien être à la mode, l'automne prochain, dans les châteaux. *Cynthia* est une petite comédie en vers, ou plutôt une idylle mythologique, de M. Louis Legendre, dont j'avais signalé, l'an dernier, un à-propos qui passait l'ordinaire, *Célimène*. J'avais remarqué chez M. Legendre des qualités de versificateur français, né sans doute et déjà exercé pour la comédie ; c'était de quoi prédire, avec des chances, que sa mythologie ne serait pas celle de M. Leconte de Lisle et de ses disciples : il ne prétend pas, en mettant la déesse au théâtre, nous faire ressentir les émotions religieuses qu'éprouvèrent jadis les adorateurs d'Artémis et de Diane. Aussi bien Artémis ou Diane, ou Cynthia encore, c'est tout un pour lui : il mêle sans scrupule aux noms latins de Jupiter, de Mercure et de Minerve le nom hellénique d'Éros ; sa mythologie est à la française, c'est-à-dire de fantaisie, aussi bien que l'aventure qu'il nous expose.

Diane, longtemps farouche, s'est éprise enfin du chasseur Hylas, une sorte d'Hippolyte d'humble condition et purement forestier ; elle le

visite pour se faire aimer de lui sous la qualité d'une mortelle. Mais Hylas aime une fillette, la modeste Néère. Tandis que Mercure occupe la pauvre et la courtise vainement, Hylas résiste à la tentation : qu'il prenne cette beauté engageante pour une princesse déguisée ou qu'elle se révèle déesse, il décline toujours l'honneur de son caprice ; dépitée d'abord et courroucée, elle regagne le ciel en faisant grâce à tant de fidélité et d'amour.

Telle est cette simple légende ; elle vaut surtout par la manière dont elle est contée. Sa langue et sa prosodie ont la correction et l'aisance. Les vers agréables y viennent comme d'eux-mêmes. Sans doute, c'est par l'influence de Diane que sa rivale, Néère, parle si joliment la langue des dieux, et que leur « objet » commun, Hylas, lui répond d'un style pareil :

Car enfin ma beauté ne te fait point honneur,  
Et lorsque je me penche au miroir des fontaines,  
Je n'y vois qu'un visage aux lignes incertaines,  
Une bouche trop grande et des yeux trop petits ;  
Nous sommes pour la taille aussi mal assortis :  
Je suis la fleur perdue au pied du chêne auguste...  
— Qu'on critique mon goût, enfant, je laisse dire !  
Petite ou non, ta bouche est le nid du sourire !  
Ton front vient au niveau de mon baiser ! Tes yeux  
Sont assez grands pour moi, s'ils contiennent les cieux !

Cynthia, naturellement, ne saurait adresser à Hylas de moins harmonieux discours :

J'avais l'éternité, mais non pas la jeunesse !  
Toi seul me l'as donnée ! Il faut que je connaisse  
L'espérance amoureuse et l'amoureux effroi...  
Lorsque tu dors la nuit, sur ton lit de feuillage,  
Mes rayons jusqu'à toi tracent un blanc sillage,  
Et j'arrête ma course au fond du firmament  
Pour les laisser sur toi se poser longuement...

Et Hylas, d'autre part, ne peut faire moins que de lui dire :

Ta beauté m'éblouit, mais ton rang m'embarrasse !  
Je croirais en m'aimant que tu m'aimes par grâce ;  
Je croirais, si complet quo fût ton abandon,  
Que je dois à genoux t'en demander pardon...  
Je n'entends pas la main quand le soir est tombé,  
Pour saisir dans les cieux le croissant de Phébé ;  
L'humble flambeau suffit dans une humble chaumière,  
Et Néère en mon cœur fait assez de lumière !

Voilà des vers, sans conteste, ingénieux et charmans. Celui que je vais

marquer est d'un poète : comme Diane plaisante la pauvreté, la nudité de son abri, le chasseur lui réplique, avec un geste large :

L'homme des villes, pris entre quatre murailles,  
A sans doute besoin de parer sa prison :  
*Le mur de ma demeure, à moi, c'est l'horizon!*

Mais ce que je préfère, comme le plus original dans l'œuvre de M. Legendre, et le mieux significatif pour son avenir, c'est le ton et le tour de certains passages comiques, moins avantageux à détacher, mais excellents à leur place et convenables au genre scénique. Le rôle de Mercure, en ce sens, est le mieux partagé : il rappelle que l'auteur, pour sa *Célimène*, a dû fréquenter chez Molière ; il évoque le souvenir d'*Amphitryon*. Un homme, dit Mercure à Diane,

Est pour vous beaucoup moins compromettant qu'un dieu,  
Car l'un dure toujours et l'autre dure peu.

Et quand la déesse, remontée au ciel, caresse encore le rebelle chasseur de sa lumière bénigne, il lance une dernière boutade :

C'est prendre l'aventure en déesse d'esprit!

N'est-ce pas là, en matière mythologique, le badinage français? Il n'était pas nécessaire pourtant de moderniser Mercure au point de lui faire dire que l'Olympe est « assommant, » ni Diane à ce point qu'elle s'écrie, parlant aux dieux : « Vous, les blasés du ciel! » Plus que ces libertés, d'ailleurs, je reprocherai à M. Legendre la platitude de quelques vers, et, plus encore, la facilité qu'il a prise de placer trop d'épithètes, et d'épithètes banales, à la rime : quelques morceaux de ce léger ouvrage en sont déparés. Nous ne retrouverons pas ces taches, sans doute, dans les comédies plus considérables et surtout plus comiques dont *Cynthia* nous donne l'espoir. M. Legendre, pour cette épreuve, n'a point à se plaindre de ses interprètes : M. Paul Mounet, qui fait Hylas, est magnifique et mélodieux ; M<sup>lle</sup> Baréty est une Diane superbe et qui s'applique à bien dire ; M<sup>lle</sup> Laisné, une gentille Néère ; M. Kéval, un Pasquin céleste qui fait rire.

M. Jules Claretie est nommé administrateur général de la Comédie-Française :

Sa bienvenue au jour lui rit dans tous les yeux ;

mais particulièrement, à l'heure qu'il est, dans les yeux de M. Vacquerie, — d'où elle se reflète, on le sait, dans les yeux de M. Meurice, — et d'ici et de là, dans ceux de M. Lockroy, « premier élu » de Paris, et de tous les lieutenans de ce vieil et à jamais vénérable Alexandre

qu'on a mené, le printemps dernier, au Panthéon. En effet, M. Kæmpfen, administrateur provisoire, a légué au nouveau titulaire l'honneur avantageux de reprendre *Jean Baudry*. Accueillie avec estime par les uns, avec colère par les autres, avec curiosité par tous en 1863, ressuscitée dans sa gloire en 1889, l'œuvre est écoutée, cette fois, sans surprise ni prévention, en toute équité d'esprit, avec une déférence qui ne va que par sursauts jusqu'à l'admiration. Grandiose par la conception, héroïque par les sentimens, romantique par le style, ce drame est bourgeois par les personnages. Ce contraste de la forme, sinon de l'idée première ni des passions, avec la qualité des acteurs, nous déconcerte, et, à la longue, nous fatigue.

La donnée, on s'en souvient, est du genre sublime : M. Vacquerie, qui, à la suite de Victor Hugo, a pris l'habitude de franchir les abîmes d'un coup d'aile et compare volontiers, pour montrer leur différence, Prométhée à Chrysale, me pardonnera si je définis Jean Baudry un Perrichon tragique. Ce diocésain de l'évêque Myriel a surpris naguère un gamin de douze ans, un petit sauvage des rues, qui lui volait son portefeuille ; il l'a recueilli, nourri, apprivoisé, instruit : il s'est fait « le père de son âme. » Aujourd'hui, Jean Baudry, âgé de quarante-six ans, aime une jeune fille accomplie, Andrée Bruel. Enhardi par la ruine du père, qui ne peut accepter d'être sauvé que par son gendre, il demande la main d'Andrée, il l'obtient. Mais Andrée aime secrètement Olivier, le pupille de Baudry, qui a vingt-deux ans. Olivier, esprit chagrin, cœur tumultueux, aime Andrée avec une sourde rage ; la nuit qui doit précéder ses noces, il veut pénétrer dans sa chambre, il est arrêté par Baudry sur le seuil. L'offensé considère ce qu'il a déjà fait pour l'offenseur et ce qu'il peut encore faire ; il regarde l'intérêt de l'humanité qui veut que cette âme, en progrès vers le bien, ne recule pas, mais avance ; il pèse le privilège de la jeunesse : il se sacrifie. Olivier veut s'exiler ; il le suit pour le ramener bientôt : « Laisse faire le temps, dit-il presque à Andrée, .. ma vertu et ton droit. »

Le bienfait oblige le bienfaiteur : telle est la substance morale de la pièce ; elle est pure, elle est belle ; nous ne demandons qu'à en applaudir la manifestation. Nous admettrons d'ailleurs qu'elle se manifeste par des hommes en redingote, nos contemporains, et que l'auteur leur attribue pour cela tous les sentimens qu'il faut. Si la générosité de Baudry nous semble rare, nous réprimerons cependant la velléité de soupçonner qu'elle n'existe pas : en ce temps comme anciennement, l'homme est un personnage tragi-comique, et capable également de montrer l'un ou l'autre masque ; pourquoi pas Jean Baudry aussi bien que Perrichon ? Nous nous garderons surtout d'accueillir le héros par Pironie ; naguère il a pu s'écrier : « L'enfant vole ; tant mieux ! C'est bon signe... Il pourra devenir honnête. » Nous ne lui dirons pas, avec un sourire, qu'il doit aujourd'hui s'estimer heureux :

« Il viole à présent; tant mieux!.. Le jeune homme a encore des progrès à faire! » Nous résisterons même à la tentation plus forte, de récuser Olivier comme peu vraisemblable, ou de l'expulser comme déplaisant, sous le prétexte qu'étant comblé de bienfaits, il est ingrat, qu'étant amoureux il est encore méchant, et que, méchant et ingrat, il l'est presque sans lutte ni remords : au contraire, après réflexion, nous accepterons ce grand reste de férocité, quelque pénible qu'en soit le spectacle, comme une marque de naturel; nous saurons gré à l'auteur de sa franchise et de son courage, de sa témérité même contre les habitudes du théâtre, selon lesquelles un pareil jeune premier est proprement un monstre. Est-il besoin de dire ensuite que nous n'aurons pas de peine à goûter la délicatesse et la fermeté de M<sup>lle</sup> Bruel? La bonhomie de son père nous reposera; les travers de sa tante nous permettront de rire; la violence et la cautèle du créancier Gagneux ne nous offriront qu'une saine amertume. D'ailleurs, si la structure du drame est simple et solide, si la distribution en est claire, — elle peut le paraître aujourd'hui surtout que nous savons qui est Olivier, et que nous n'avons pas besoin d'attendre, comme en 1863, le récit de Baudry au troisième acte pour connaître la condition de ce mystérieux personnage, — si les scènes sont ouvertes, établies, conclues, reliées ensemble avec force, comment arriverait-il que nous ne fussions pas pris par ce drame et jusqu'au bout, sans relâche, maintenus dans l'admiration?

Hélas! c'est la forme qui nous laisse nous défendre et nous reprendre: non qu'elle soit négligée; au contraire, elle n'est que travaillée avec trop de suite, d'après un système, et ouvrée trop curieusement. Quelques déclamations d'Olivier sur ses contemporains, qui sont « les Guèbres de l'or, » et sur l'or, « dont les pièces sont rondes pour ressembler à toute la terre et plates pour ressembler à tous les hommes; » — ou de Baudry, qui vocifère : « Nous verrons si mes rides ne valent pas tes haillons; » — ou même du paisible Bruel, qui s'écrie : « Quand ce n'est pas aux souliers qu'on a de la boue, c'est à l'âme, » — quelques tirades de ce goût pourraient facilement se négliger : aussi bien le romantisme de M. Vacquerie est à l'ordinaire plus sobre. Que dis-je? En maint passage, dans les entretiens d'Andrée avec son père, notamment, et de Baudry avec Andrée, il se permet d'être fort avec simplicité ou délicat tout uniment; il s'élève même, dans quelques discours de Baudry et d'Olivier, jusqu'à une mâle et concise éloquence, jusqu'à un lyrisme sincère, et ne se met pas, malgré l'occasion, à bouillonner en billevesées ambitieuses. Mais le plus souvent il est précieux : il est vigoureux précieusement et précieusement subtil. Exact à se surveiller, ennemi de tout abandon, il affecte même d'être simple. Il sème de sentences et de concetti, en des accès de passion, les paroles de ses héros; en des circonstances familières, il leur impose une rigueur d'expression parfois ingénieuse, parfois heureuse, mais qui

inquiète; il donne à leurs moindres propos un aspect raide et martelé qui fait peur. Par ses soins, un bonhomme d'armateur, une jeune fille de la classe moyenne, un petit rentier hargneux, aussi bien qu'un négociant philosophe et qu'un médecin, s'expriment volontiers en hommes de lettres, et en hommes de lettres d'une certaine école, j'allais dire d'une certaine coterie. Peu s'en faut que cet apprêt de langage, nous étonnant chez des bourgeois, nous rende les sentimens suspects; il est pénible par lui-même : de là un double malaise, qui nous empêche de jouir, autant du moins que nous le voudrions, du talent de l'auteur. *Jean Baudry* est une œuvre de mérite, où l'on sent de louables efforts, mais, justement, trop d'efforts : elle ne restera, j'imagine, qu'à titre de document sur la seconde génération des romantiques.

L'interprétation est la même qu'il y a cinq ans, sauf que M. de Féraudy succède à M. Thiron dans le rôle de Gagneux : à chaque épreuve, ce jeune homme tient plus fermement la promesse d'être un excellent comédien. M<sup>lle</sup> Bartet demeure l'Andrée idéale : un ange laïque. M. Barré représente à merveille Bruel; M<sup>lle</sup> Jouassain, M<sup>me</sup> Gervais; M. Truffier, le domestique. J'ai gardé pour la fin MM. Got et Worms, Baudry et Olivier; on connaît l'autorité pathétique du premier, la chaleur intime du second; peut-être ils pourraient sauver, en certains points, par quelque détente, excuser par quelques nuances plus humaines, ce que leurs personnages ont d'extraordinaire.

Mais quoi! est-on attristé par *Jean Baudry*? qu'on aille à la Renaissance : on y trouvera un vaudeville tout plein d'inventions joyeuses, *un Duel, s'il vous plaît!* de MM. Fabrice Carré et Maurice Desvallières. On y verra comment un nouveau M<sup>e</sup> André, qui avait toujours désiré être témoin d'un duel, surprit son ami intime, un autre Clavaroche, mais un Clavaroche pacifique et même poltron, qui sortait de chez sa Jacqueline à quatre heures du matin; comment il s'écria : « Toi ici!... Je devine : tu as un duel; » si bien que l'autre dut se procurer un duel dans les vingt-quatre heures; comment, après avoir vainement cherché l'affaire dont il avait besoin, le séducteur en rencontra plusieurs quand il n'en souhaitait plus aucune; comment le mari fut son témoin et comment il eut l'honneur, en cette qualité, de recevoir une balle dans le mollet.; — le tout exposé avec une verve sémillante, avec une abondance d'humeur folle. Et cela dans ce petit théâtre, puisque le directeur d'aucune scène mieux classée n'a su attirer cette pièce.

LOUIS GANDERAX.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

14 novembre.

Depuis longtemps, certes, une session des assemblées françaises ne s'était ouverte dans des conditions à la fois plus sérieuses et mieux faites pour piquer la curiosité. Ce n'est point que cette inauguration d'un parlement nouveau et d'une législature qui s'est accomplie il y a cinq jours ait été accompagnée de circonstances particulièrement intéressantes ou dramatiques. Tout s'est passé, au contraire, dans ce jour réputé solennel, aussi simplement et même aussi vulgairement que possible.

Nos chambres sont rentrées dans leurs palais respectifs sans appareil et sans cérémonie. Le sénat s'est retrouvé au Luxembourg pour se donner aussitôt quelques jours de repos ou de répit en attendant les événemens. Les hôtes nouveaux que le suffrage universel a envoyés au Palais-Bourbon sont allés tranquillement prendre leur place et se faire reconnaître. C'est une entrée en scène sans éclat; mais il n'y a point à se méprendre à ce début encore indécis d'une législature, à ce calme apparent et momentané de la vie parlementaire renaissante. On sent bien qu'il y a de l'inconnu dans la situation nouvelle où nous entrons, que les circonstances ne sont plus ce qu'elles étaient lorsque les chambres se sont séparées cet été, que, depuis trois mois, il s'est passé quelque chose d'assez sérieux en France. Ce qui s'est passé, on le sait bien, c'est qu'il y a eu un de ces mouvemens d'opinion qui, au premier instant, peuvent ressembler à une surprise et qui ne produisent tous leurs effets que graduellement, qui s'imposent bon gré, mal gré, à ceux-là mêmes qui les nient ou qui essaient d'en éluder la puissance. Ce qui s'est passé, c'est qu'il s'est révélé dans le pays une force d'instinct public avec laquelle il faut compter, c'est qu'il y a eu le désaveu d'une



politique, un jugement prononcé sur une série de fautes, sur des excès de parti, des violences de secte et des imprévoyances de gouvernement : tout cela manifesté plus ou moins distinctement par une réaction croissante d'opinion. C'est là ce qui s'est passé, c'est ce qui a créé cette situation nouvelle dont on a le sentiment. La vérité est, en effet, que tout a singulièrement changé en peu de temps dans les conditions de la vie publique de la France, que les partis, rentrés dans le parlement nouveau en ce moment réuni, ne se retrouvent plus dans les mêmes proportions ni dans les mêmes relations, que toutes les combinaisons, tous les calculs sont confondus. On est réduit aujourd'hui à s'observer, à chercher sa voie, à se demander, non sans quelque anxiété, ce qui arrivera. Tout le monde en est là, et au lieu de se payer de mots et de jactances, au lieu de se figurer qu'ils peuvent remédier à tout avec des réunions plénières, avec des expédients ou des repréailles de parti, les républicains qui ont encore la majorité, mais qui ne sont plus aussi sûrs de la garder qu'ils affectent de le croire, seraient les premiers intéressés à aller au fond des choses, à voir clair dans leur situation. Ils feraient beaucoup mieux d'avouer simplement et virilement qu'ils se sont trompés, de reconnaître que, s'il y a des crises peut-être décisives pour les institutions nouvelles, c'est qu'ils les ont préparées en faisant de la république une domination de parti, un régime de confusion, de discrédit et d'effacement forcé pour la France devant le monde.

Au fond, c'est là la première, la grande question qui domine toutes les autres. Non, sans doute, ces trois millions et demi de voix qui ont été données à des conservateurs aux élections dernières, et avec lesquelles on sera bien obligé de compter aujourd'hui, ne sont pas toutes essentiellement, systématiquement, des voix ennemies pour la république; mais elles sont certainement une protestation contre la politique qui a fait de la république ce qu'elle a été jusqu'ici, un régime aussi pénible pour l'orgueil que pour les intérêts de la France, et cette politique, ce sont bien les républicains seuls qui l'ont voulue, qui l'ont imposée, uniquement pour satisfaire leurs passions et leurs préjugés. Ils restent d'autant plus responsables devant l'opinion qu'ils ont été entièrement libres dans leur choix, que rien ne les obligeait à faire ce qu'ils ont fait. Assurément lorsqu'ils arrivaient au pouvoir il y a quelque dix ans, il y a surtout sept ou huit ans, ils avaient une chance heureuse, ils prenaient la direction des affaires dans les conditions les plus favorables. Les grandes difficultés léguées par une effroyable guerre étaient à peu près vaincues. La France, à demi remise de ses épreuves, délivrée de l'occupation étrangère par le paiement de toutes ses rançons, ne demandait qu'à vivre en paix avec elle-même et avec toutes les nations. La république, après avoir été longtemps contestée, venait d'être définitivement fondée par le vote d'une constitution qui

lui donnait les avantages et la force de la légalité. Pour la première fois, la république avait cette fortune d'être consacrée, non comme un fait accompli par la violence, comme une œuvre d'insurrection et de révolution, mais comme une œuvre de nécessité à laquelle bien des esprits modérés n'avaient pas refusé de concourir. Les républicains arrivant au gouvernement trouvaient cette question constitutionnelle tranchée, la paix civile assurée, la dignité nationale suffisamment sauvegardée, des finances prospères, un pays qui, fatigué d'incertitudes acceptait de la meilleure volonté le régime qui venait de lui être donné. Ils avaient, de plus, une majorité dans les chambres et ils ne rencontraient devant eux que des adversaires découragés, déconcertés par l'échec de leurs espérances. Tout leur était facile, et ils n'avaient qu'à le vouloir, à se pénétrer de la situation du pays dont ils se trouvaient les maîtres improvisés, pour faire de la république nouvelle un régime qui aurait eu des chances de durée, qui pouvait même servir l'influence et la bonne renommée de la France dans le monde.

C'était le moment d'un choix décisif. Prétendre réveiller les souvenirs de la république révolutionnaire et propagandiste qui est devenue si promptement conquérante, on ne pouvait certainement plus; c'eût été une chimère surannée et une impossibilité. On aurait été vraisemblablement bientôt arrêté; mais ce qui était réellement nouveau, possible et utile, c'était d'offrir à l'Europe l'exemple d'une république régulière et libérale, sachant s'approprier toutes les forces sociales et les traditions de la France, rassurante pour tous les intérêts, tolérante pour les croyances aussi bien qu'économe de la fortune nationale, ménageant le pays dans ses mœurs comme dans ses idées. A la propagande par la révolution et par la guerre on substituait d'un seul coup la propagande la plus légitime: celle de la raison éclairée, de la bonne politique et du bon gouvernement. Croit-on qu'il eût été sans profit pour l'influence et l'autorité de la France d'offrir, au milieu des vieux états monarchiques de l'Europe, ce spectacle d'un grand pays sachant vivre en paix sous la république, faisant honorablement ses affaires par une diplomatie attentive comme par une administration équitable, conciliant dans sa vie intérieure la libéralité des lois et les garanties d'un ordre conservateur? C'eût été en vérité la plus efficace des propagandes, et pour un pays éprouvé le meilleur moyen de retrouver les sympathies aussi bien que la considération des peuples. C'est là ce que les républicains n'ont pas compris. Ils se sont figuré que, puisque le pouvoir tombait tout à coup en leurs mains, ils étaient libres d'abuser dans des intérêts de fausse popularité. Ils ont cru qu'ils pouvaient impunément tout se permettre, tendre tous les ressorts de la fortune publique, ébranler toutes les conditions de la paix religieuse et sociale, pratiquer la politique des exclusions, des épurations à outrance, — en se donnant au besoin le luxe de quelque expédition loin-

taine. C'est là ce qu'ils ont appelé la république ! Le résultat a été ce qu'il pouvait être, particulièrement pour la position de la France dans le monde. Il est certain que les gouvernements monarchiques ne redoutent guère la contagion de nos exemples dans leurs états, et que les peuples eux-mêmes semblent assez peu portés à nous envier ou à nous imiter, que malheureusement personne ne paraît craindre ou rechercher notre influence. On nous laisse à nos expériences, à nos agitations stériles, à nos guerres de secte ; on s'accoutume à se passer de nous, et il serait peut-être permis de se demander si le conseil municipal de Paris, qui est un personnage essentiel de la république ainsi comprise, n'a pas contribué par son esprit à éloigner bon nombre d'étrangers qui avaient l'habitude de rechercher l'hospitalité de la grande ville. La France elle-même, la France comme nation, nous persistons à le croire, n'a pas perdu l'estime et les sympathies du monde ; mais il est bien clair que depuis longtemps on sait au dehors ce qu'on doit penser de ceux qui gouvernent la France, et le jour est venu où le pays lui-même a saisi l'occasion de manifester son opinion sur une politique par laquelle il se sent effacé et diminué devant l'Europe.

Eh bien ! toute la question est de savoir aujourd'hui si les républicains veulent reconnaître les fautes par lesquelles ils ont compromis la république, ou s'ils ne voient dans les élections dernières qu'un encouragement à continuer la politique qui a si merveilleusement réussi. A vrai dire, les républicains, tout à la fois effarés des progrès des conservateurs dans les élections et à demi rassurés par la majorité incohérente qu'ils ont gardée ou retrouvée eux-mêmes au second scrutin, semblent singulièrement perplexes. Ils sentent bien qu'il y a eu, qu'il y a peut-être encore un danger ; ils ne voient pas ou ils ne veulent pas voir ce qui a préparé ce danger, ce qui a créé cette situation si étrangement ébranlée où ils se trouvent, et, faute de se rendre à l'évidence des choses, ils se figurent qu'ils remédieront à tout encore une fois avec des expédients de parti, avec d'équivoques procédés de stratégie parlementaire.

Ils croient tout sauver avec des replâtrages de factions rivales, avec des réunions plénières imaginées pour refaire entre tous les républicains, révolutionnaires et modérés, une alliance sans laquelle il n'y aurait pas même une majorité dans le nouveau parlement. Or, quel est jusqu'ici le caractère, quel est le seul résultat de ces tentatives passablement confuses ? La seule chose évidente, c'est la soumission à merci des opportunistes rendant les armes devant les radicaux, qui se considèrent comme les maîtres de la situation nouvelle, qui ne le sont pas autant qu'ils le prétendent, mais à qui on le laisse dire. Ces radicaux, d'ailleurs, sont d'humeur débonnaire, ils sont prêts à faire des concessions pour le bien de la paix et de l'union entre frères

ennemis d'hier; ils consentiront, par exemple, à ne pas proposer la mise en accusation de M. Jules Ferry et de ses collègues de l'ancien ministère, — à la condition toutefois que ceux-ci et leurs amis voteront une amnistie en faveur des condamnés politiques, anarchistes, socialistes, praticiens de l'émeute et de la dynamite pour la bonne cause. De sorte que M. Jules Ferry et ses amis auraient à payer rançon pour échapper à une mise en accusation; à la rigueur même on pourrait croire que l'amnistie réclamée s'applique à eux comme aux condamnés politiques qu'on veut délivrer. C'est là ce qui s'appelle sceller l'alliance entre républicains! Il y a un autre point sur lequel on est d'accord : c'est l'épuration nécessaire du personnel administratif, financier, judiciaire, par la raison bien simple que, si les républicains ont échoué aux élections, c'est qu'évidemment tous les fonctionnaires sont des traîtres, eux, leurs femmes, leurs alliés et leurs amis. Mais, direz-vous, c'est une opération qui a déjà été faite et qui n'a eu qu'un médiocre succès pour l'administration, qui n'a servi qu'à avilir les mœurs par le développement de la délation et des plus vulgaires convoitises. N'importe, c'est le procédé républicain! Il faut épurer encore une fois, — bien entendu jusqu'au jour où l'épuration recommencera à l'égard de ceux qui auront remplacé les épurés d'aujourd'hui. Et on va gravement porter au gouvernement, à M. le président du conseil ces doléances, ces propositions comme le programme de la « concentration » républicaine, de la reconstitution de la majorité! C'est là ce qui s'appelle comprendre les choses.

Les républicains ne voient pas qu'au lieu d'aborder sérieusement une situation devenue difficile pour eux, ils ne font que tout méconnaître et tout aggraver en rendant plus éclatante la contradiction qui s'est manifestée aux dernières élections entre les vœux du pays et leur politique. Le pays a certainement demandé la paix religieuse et civile, l'ordre des finances, la prévoyance et la modération dans l'administration de ses affaires; les républicains répondent par des désordres d'esprit, par des colères, par des programmes où ils inscrivent pêle-mêle les épurations, les réformes radicales, l'évacuation du Tonkin, la dénonciation du concordat, justement à l'heure où un grand pape parle, en politique supérieur, de conciliation et de paix. Si c'est ainsi qu'ils entrent dans la session nouvelle, qu'ils pensent relever les affaires de la république, réparer le mal que leurs passions et leurs systèmes ont fait à la France, ils s'abusent étrangement; ils risquent fort au contraire de donner une force nouvelle et croissante à une réaction qu'ils ont provoquée et qui pourrait ne pas s'arrêter devant leurs menaces.

Les difficultés de vie publique ont un caractère particulier en France; elles ne sont pas uniquement et exclusivement dans notre pays, nous en convenons. Il y en a un certain nombre, de plus d'un genre, en

Europe, et, avant tout, au premier rang, il y a celles qui intéressent toutes les nations, tous les gouvernemens, qui tiennent à de vieilles luttes d'influences, à de vieux antagonismes toujours prêts à renaître. On aurait beau se faire illusion, la crise qui a éclaté, il y a deux mois, dans les Balkans par la révolution de Roumélie, et qui pourrait si aisément devenir la crise de l'Orient tout entier, cette crise n'a nullement l'air de s'apaiser; elle semble, au contraire, se compliquer et s'aggraver tous les jours, et par l'attitude de ces jeunes états orientaux qui ont pris feu au signal de l'insurrection bulgare et par le conflit croissant de toutes les politiques appelées à délibérer dans une conférence à Constantinople. On a laissé malheureusement la question se développer et devenir peut-être inextricable. La Turquie, soit prudence, soit impuissance, n'a pas voulu ou n'a pas pu intervenir sur-le-champ pour arrêter le mouvement rouméliote. Les cabinets de l'Europe, tout en protestant, en faveur des droits de la Porte, contre la révolution bulgare, tout en témoignant la volonté de maintenir l'autorité des arrangements de Berlin, ont passé quelques semaines à s'observer ou à négocier, à paraître chercher des combinaisons. On a laissé le champ libre aux incidens et aux passions. Qu'en est-il aujourd'hui? L'Europe, il est vrai, a fini par se rendre à la conférence de Constantinople; elle y est allée en prenant officiellement pour programme le maintien des dispositions du traité de Berlin qui règlent l'état des Balkans. On a, si l'on veut, gagné ainsi un peu de temps en contenant les impatiences déchainées par la révolution de Philippopoli, en obligeant, autant que possible, la Serbie, la Grèce à attendre tout au moins les décisions de la conférence. On a obtenu une sorte de trêve apparente; mais ce temps qu'on a cru gagner n'a été peut-être, en définitive, que du temps perdu pour la paix, pour une solution réelle, et pendant qu'on se préparait à délibérer, la crise n'a pas moins suivi son cours. La situation, au lieu de s'éclaircir et de se simplifier, n'a fait que s'obscurcir et s'envenimer de toute façon, au point qu'il serait peut-être assez difficile maintenant de savoir comment pourra se dénouer ce nouvel imbroglio oriental.

D'un côté, tout s'est visiblement aggravé sur le théâtre même de ces agitations nouvelles. Les Bulgares, en dépit des remontrances officielles qu'ils ont essayées et des rivalités dangereuses qu'ils ont rencontrées autour d'eux, n'ont pas renoncé à l'unification qu'ils ont entreprise sous la direction du prince Alexandre de Battenberg; ils poursuivent, au contraire, leur œuvre fiévreusement, en se hâtant autant que possible de réaliser la fusion militaire, administrative, financière des deux provinces ou principautés avec lesquelles ils prétendent former un nouvel état. Ils affirment chaque jour de plus en plus leur résolution de maintenir l'union comme un fait accompli et

irrévocable. Les Bulgares persistent obstinément, les Grecs, les Serbes persistent à leur tour dans les revendications dont la révolution rouméliote leur a offert l'occasion. La Grèce, après avoir épuisé ses ressources pour se mettre sous les armes, ne veut plus désarmer sans avoir obtenu les compensations auxquelles elle croit avoir droit, et elle est prête à tout risquer pour l'idée hellénique. La Serbie, depuis quelques semaines, n'est plus qu'un camp. Elle a mis sur pied toutes ses forces comme si elle était provoquée à une lutte suprême ; elle a son armée sur la frontière prête à marcher en avant, violant sans façon le territoire de la principauté voisine, et même entre Serbes et Bulgares des coups de fusils ont été échangés. En réalité, c'est une situation des plus étranges, où peuvent naître à tout instant des conflits qui n'ont ni motif plausible ni objet précis. La guerre est latente, imminente dans cette région des Balkans, elle aurait même peut-être déjà éclaté si dans le camp serbe on ne se croyait encore tenu d'attendre ce qui sera décidé à la conférence de Constantinople. Un incident, une étincelle peut tout enflammer. — D'un autre côté, c'est justement la question de savoir quelle peut être l'efficacité de cette intervention de la diplomatie européenne qui jusqu'ici a tenu tout en suspens. Au premier moment, sans doute, on n'a parlé que de la nécessité d'agir d'intelligence, de faire respecter le traité de Berlin, surtout de sauvegarder la paix générale, et c'est, en effet, avec cette pensée, avec le sentiment de l'intérêt commun de la paix qu'on s'est réuni. Malheureusement, on ne peut plus s'y tromper, l'accord était plus apparent que réel et les dissentimens n'ont pas tardé à se manifester entre les puissances dont les représentans recevaient la mission de dénouer la crise des Balkans, d'en atténuer tout au moins la gravité et les conséquences. On a commencé par témoigner l'intention d'opposer le faisceau de toutes les volontés à des perturbations nouvelles; on finit par ne plus s'entendre du tout.

La Russie, cela n'est pas douteux, a pris depuis quelques jours une attitude des plus nettes, des plus décidées dans cette phase nouvelle des affaires orientales. Si elle a été pendant longtemps la première et à peu près la seule à encourager les idées d'émancipation et d'union qui ont préparé le dernier mouvement bulgare, elle se prononce aujourd'hui avec une vivacité presque imprévue contre cette révolution rouméliote qui ne répond plus visiblement à ses calculs, qui lui apparaît peut-être comme un échec ou comme une menace pour son influence. De toutes les puissances, la Russie est celle qui propose le plus nettement, le plus résolument de tout ramener dans les Balkans aux termes du traité de Berlin, de ne rien laisser subsister de la révolution de Philippopoli. La Russie ne s'est pas bornée à rappeler ses officiers qui servaient en Bulgarie, elle a mis dans l'expression de ses

opinions et dans ses procédés une certaine rudesse hautaine, un peu inattendue de la part d'un protecteur tout-puissant à l'égard d'un ancien client. Le tsar lui-même, dans un mouvement d'irritation, a tenu à témoigner ses ressentimens au prince Alexandre de Battenberg en le rayant assez brusquement des cadres de l'armée russe où il figurait, en lui enlevant le titre de colonel d'un régiment de chasseurs. Il est certain que cet acte de colère de l'empereur Alexandre III, sans nuire peut-être à la popularité du prince bulgare à Philippopoli ou à Sofia, le place dans une situation au moins difficile vis-à-vis de la diplomatie, et qu'il dénote de la part de la Russie l'intention bien arrêtée de ne point transiger avec la révolution des Balkans. L'Angleterre, au contraire, paraît être depuis quelque temps assez disposée à se prêter à tout en Orient. Elle est de l'humeur la plus conciliante et la plus bienveillante, non seulement pour le prince Alexandre, qui est allié à la famille de la reine Victoria, mais pour la Bulgarie et pour sa révolution. Lord Salisbury, qui a été, avec lord Beaconsfield, un des créateurs de l'état présent des Balkans, un des promoteurs de la division de la Bulgarie, lord Salisbury, dans son dernier discours au banquet du lord-maire, à Guildhall, s'est exprimé d'un ton assez dégagé sur toutes ces affaires. Il n'a point hésité à déclarer que, dans sa pensée, le traité de Berlin pouvait bien avoir eu pour objet de préparer l'union bulgare, qu'il avait fait son œuvre plus vite qu'on ne le croyait, et que tout ce qu'on pourrait essayer de rétablir aujourd'hui contrairement au vœu des populations risquerait d'être artificiel et sans durée. Il y a, il est vrai, la question des compensations que réclament la Serbie et la Grèce, qui ne laissent pas d'être un embarras : le premier ministre de la reine ne s'y arrête que pour s'en étonner, — ce qui n'est pas absolument une solution. Bref, lord Salisbury ne demanderait pas mieux que de substituer l'influence anglaise à l'influence russe dans les Balkans, et il n'a probablement pas été fâché de saisir cette occasion de se montrer favorable à l'union bulgare, au moment où le cabinet de Saint-Petersbourg se replie sur le terrain des traités.

Entre la Russie et l'Angleterre, dont les dispositions semblent pour le moment si différentes, l'Autriche a sans doute, elle aussi, sa politique, la politique d'une puissance qui a plus que jamais ses intérêts en Orient, qui entend les protéger autant que possible, sans se séparer des deux autres empires du Nord avec lesquels elle reste en alliance. Le comte Kalnoky a eu à se prononcer, il y a quelques jours, devant la délégation hongroise, plus récemment devant la délégation cisleithane, et sûrement il n'a rien dit de trop. Il s'est expliqué avec la réserve calculée d'un homme qui veut tout ménager, tout concilier, qui ne se prêtera bien évidemment à aucune solution trop hasardeuse, à rien de ce qui pourrait affaiblir la position et l'influence

de l'Autriche en Orient. De sorte que telle est la situation, à l'heure qu'il est : d'un côté, des agitations belliqueuses de populations surexcitées, de jeunes états impatients de satisfaire leurs ambitions ; de l'autre, des contradictions ou des divergences de conseils qui ne pourront que précipiter et aggraver la crise, si les puissances n'ont pas la sagesse de se mettre d'accord pour maintenir, pour imposer au besoin la paix. Que sortira-t-il de tout cela ? On dit qu'aujourd'hui, après bien des tâtonnemens ou des débats préliminaires, les diplomates qui représentent l'Europe à la conférence de Constantinople ont fini par s'entendre sur le principe du rétablissement de l'ancien ordre de choses dans la Roumélie. C'est un premier acte, ce n'est point évidemment le plus sérieux et le plus décisif. La vraie difficulté est dans la mesure où l'on croira devoir appliquer ce principe d'une restauration qui n'a vraisemblablement rien d'absolu, et dans le choix des moyens qu'on emploiera pour faire prévaloir les résolutions qu'on aura adoptées. Quelle sera la sanction effective des décisions européennes ? Comment réussira-t-on à ramener la Roumélie sous l'autorité du sultan et à désarmer la Serbie, la Grèce, qui savent bien qu'en aucun cas elles ne seront abandonnées, qu'elles n'ont tout au plus à perdre que des hommes et de l'argent ? Quel rôle l'Europe entend-elle accepter pour elle-même et quel rôle réserve-t-on à la Turquie ? On n'est point assurément au bout des difficultés et des complications.

Est-ce à dire que ces incidens des Balkans, quelque incommodes qu'ils soient, doivent réveiller à courte échéance cette éternelle question du démembrement de l'empire turc ? Il y a bien longtemps qu'on parle à propos de tout de cette disparition imminente de l'empire ottoman. Il y a plus d'un siècle déjà, le prince Potemkin disait à M. de Ségur : « Vous voulez protéger un empire à l'agonie... » Sous l'empire, sous la restauration, sous la monarchie de juillet, on n'a cessé de voir se reproduire cette question qu'un ambassadeur du roi Louis-Philippe posait à M. de Metternich : « Que ferez-vous si, après avoir épuisé toutes les chances de conserver la Porte, elle devait crouler ? » Plus d'un demi-siècle après Potemkin, il y a déjà trente ans et plus, l'empereur Nicolas, dans des conversations fameuses avec un ministre anglais, sir Hamilton Seymour, parlait du Turc comme de « l'homme malade, » des provinces ottomanes comme d'une propriété en déshérence qu'il n'y avait plus qu'à se partager pacifiquement pour n'avoir point à se la disputer les armes à la main. Ce qu'on répète si souvent et si légèrement aujourd'hui, on l'a toujours dit depuis un siècle. La Turquie cependant vit encore, en dépit de tous les assauts qu'elle a essuyés ; on serait même fort embarrassé pour la remplacer, on n'en doute pas, et puisqu'on le sait, mieux vaudrait ne pas parler toujours de sa mort. Ce qu'il y aurait certainement de mieux à faire, ce serait de la respecter, de lui laisser les moyens de vivre, au lieu de



suivre cette étrange politique qui consiste à inscrire la conservation de la Turquie parmi les grands principes du droit européen, comme le faisait récemment encore lord Salisbury, et à se servir en même temps de tous les incidens pour ébranler ce vieil empire dont on sent la nécessité.

Cette crise nouvelle de l'Orient qui est assurément assez grave pour qu'on ne la complique pas encore et que la diplomatie européenne doit tenir à dénouer dans l'intérêt de la paix du monde, elle a éclaté, il faut l'avouer, à une heure singulière; elle est née dans un moment où un certain nombre de pays avaient à s'occuper de la plus sérieuse affaire de leur vie intérieure, de leurs élections. La France était à la veille du grand scrutin qui allait lui donner une chambre nouvelle. La Prusse a eu plus récemment, elle aussi, ses élections pour le renouvellement de son Landtag, et si ces élections prussiennes ont fait moins de bruit, c'est qu'elles n'ont en définitive que peu d'influence sur la politique du chancelier. Telles qu'elles sont cependant, sans répondre peut-être entièrement aux vues du gouvernement, elles ne laissent pas d'avoir une couleur conservatrice assez marquée, et, avec un peu d'industrie, M. de Bismarck, qui est un parlementaire d'une originalité particulière, est parfaitement homme à s'assurer une majorité dont il ne peut après tout se passer complètement. Tout cela est fini à Berlin comme en France, avec moins de bruit qu'en France, et certainement aussi avec des conséquences moins sérieuses. Restent maintenant les élections anglaises qui se préparent, qui vont être la grande lutte entre les conservateurs conduits par le ministère et les libéraux ralliés, ramenés au combat par M. Gladstone lui-même sorti tout exprès de sa retraite pour livrer cette dernière bataille réservée à sa verte vieillesse. L'Angleterre n'a plus désormais que peu de jours à passer avant de voir s'ouvrir le scrutin où des millions d'électeurs nouveaux créés par la dernière réforme vont se prononcer entre les partis et dire ce qu'il y a au fond de cette puissante masse de la nation britannique; mais pendant ces quelques jours, on peut le croire, les partis vont redoubler d'activité et d'énergie dans leur propagande pour conquérir ces électeurs nouveaux qui représentent le grand inconnu du prochain scrutin, qui, en définitive, décideront de tout.

Déjà la lutte semble singulièrement animée dans presque toute l'Angleterre, et il y a même des régions, des villes, où le pugilat traditionnel se mêle aux discours des candidats et de leurs partisans. Bref, l'agitation est partout avec son cortège ordinaire et inévitable de scènes violentes, de manifestations tumultueuses et d'incidens qui ne sont souvent rien moins que sérieux, qui se produisent d'ailleurs dans tous les camps. Au fond, que peut-on augurer de ces élections anglaises, de cette bataille nouvelle entre libéraux et conservateurs,

entre les ministres d'hier et les ministres d'aujourd'hui? Le résultat reste provisoirement fort énigmatique. Au premier abord, à ne considérer qu'une logique apparente, on pourrait croire que les libéraux devraient avoir quelque chance de profiter de la dernière réforme, qui est leur œuvre, et qui serait de nature à les populariser dans les masses; mais ce ne serait là, peut-être, qu'un calcul assez douteux. On a vu, au contraire, assez souvent, au lendemain de presque toutes les grandes réformes électorales anglaises, les conservateurs profiter de l'œuvre accomplie par les libéraux. La réforme réalisée, il y a un peu plus de dix ans, par M. Gladstone, était pour lord Beaconsfield une occasion et un moyen de reconquérir le pouvoir. Ce n'est donc là qu'un élément fort incertain du problème électoral qui s'agite aujourd'hui en Angleterre. Le malheur des libéraux, dans cette lutte nouvelle, c'est qu'ils sont profondément divisés d'opinions, d'instincts, de traditions. On ne cesse, il est vrai, de parler d'union dans les discours, de démontrer la nécessité de l'entente, de la conciliation; en réalité, on ne s'entend pas. On pourrait presque dire que radicaux et whigs de vieille race ne parlent pas la même langue. L'ancien ministre radical du cabinet Gladstone, M. Chamberlain, de concert avec son collègue sir Charles Dilke, promène partout et défend obstinément son programme de semi-socialisme, de séparation de l'église et de l'état. Il ne ménage pas, dans ses discours, les modérés, et récemment encore il parlait d'un ton assez acerbe des libéraux comme M. Goschen, qui voudraient « immobiliser la politique du parti libéral et empêcher la réforme électorale de conduire aux vastes réformes démocratiques pour lesquelles elle a été faite. » Des hommes comme lord Hartington, lord Derby, lord Rosebery, n'acceptent pas naturellement toutes les audaces de ce terrible allié, qu'ils s'efforcent assez vainement de ramener à une certaine modération. La question est de savoir si l'intervention de M. Gladstone suffira pour rétablir l'union parmi les libéraux. M. Gladstone, en effet, vient de quitter sa résidence de Hawarden pour se rendre à Édimbourg, pour reparaitre sur ce vieux théâtre de ses succès, le Midlothian, où il a livré, il y a quelques années, tant de batailles d'éloquence contre les tories. Il a déjà commencé sa campagne, qu'il va poursuivre, au milieu des ovations, dans une contrée où sa popularité est immense. Son élection, à lui, n'est certes pas douteuse, il n'aurait pas même eu besoin de prodiguer encore une fois sa vieillesse dans les réunions populaires. Il ne combat plus pour lui, il combat pour sa cause. Quelle que soit, cependant, son autorité, réussira-t-il à remettre un peu d'ordre dans son armée, à ramener la paix ou l'union parmi ses alliés et à faire accepter son programme de libéralisme modéré sans s'aliéner ou décourager les radicaux? Seul il peut accomplir ce miracle, et la nécessité

même de son intervention prouve le danger auquel son parti se sent exposé.

Les conservateurs trouvent bien évidemment une force dans ces divisions des libéraux. Ils ont, quant à eux, le sérieux avantage d'être assez unis, de marcher au combat électoral d'un même pas, sous un chef dont le programme habilement présenté est accepté sans contestation par le parti tout entier, et ils déploient certainement dans la lutte autant d'ardeur que les libéraux. En réalité, les conservateurs vont au scrutin dans des conditions assez favorables. Il n'est point douteux que la politique extérieure du ministère peut avoir quelque influence sur l'opinion et sur le vote. Après tout, le chef du cabinet a réussi à régler au moins pour le moment la redoutable question des frontières de l'Afghanistan, et il a pu récemment, dans son discours au banquet du lord-maire, mettre son arrangement avec les Russes au compte de ses succès. S'il n'a pas définitivement réglé les affaires égyptiennes par la mission de sir Henry Drummond Wolf à Constantinople, il a du moins signé avec la Turquie une convention qui peut aider l'Angleterre à accomplir son œuvre sur les bords du Nil. Lord Salisbury, il est vrai, paraît avoir pris dans les affaires d'Orient une attitude assez singulière, en engageant une sorte de lutte d'influence avec la Russie, en se faisant le patron de la révolution bulgare; mais il n'a sûrement pas l'intention de pousser bien loin cette lutte, de compromettre l'Angleterre dans des interventions aventureuses, et ce qu'il en a dit était vraisemblablement bien moins une opinion diplomatique qu'une tactique électorale, un moyen de capter la popularité. D'un autre côté, les libéraux, ou plutôt leurs alliés les radicaux, ont eu la dangereuse idée de soulever une question redoutable partout, en Angleterre autant que dans bien d'autres pays, la question de la séparation de l'église et de l'état. Ce qui était facile à prévoir est arrivé. Le clergé anglican a répondu à cette menace en se jetant avec passion dans la lutte, en déployant toute son influence contre les libéraux, et c'est là encore une circonstance assurément favorable pour les conservateurs. M. Gladstone ne s'y est point mépris et il a essayé d'écarter la question, de dégager son parti; le coup n'est pas moins porté, l'intervention du clergé n'est pas moins vive et ardente. Évidemment, à l'heure qu'il est, entre les partis qui se servent de toutes les armes, les chances restent à peu près égales. Chacun d'eux a ses avantages et ses faiblesses devant l'opinion. C'est ce qui met une sorte d'intérêt dramatique dans ces élections, dont le dernier mot restera jusqu'au jour du scrutin une grande énigme.

## LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

---

La dernière liquidation a vu se produire un phénomène en apparence au moins fort singulier. Jamais les taux des reports n'étaient encore tombés à un niveau aussi bas ; pour parler plus exactement, les capitaux qui ont voulu s'employer en reports n'ont obtenu, sur aucune valeur, une rémunération, même des plus minimales. De plus, il a été coté sur plusieurs titres un déport assez élevé pour accuser avec certitude un important découvert. A citer notamment un déport de 20 fr. sur la Banque de France, de 8 francs sur le Crédit foncier, de 2 fr. 50 sur le Lyon, de 7 francs sur le Panama.

Ainsi, reports insignifiants et déports importants, tels ont été les traits caractéristiques de la liquidation. Dans des circonstances ordinaires, un mouvement de hausse eût suivi fatalement la journée où l'existence du découvert se fût trahie par des signes aussi manifestes. Cette fois, au contraire, c'est la baisse qui s'est produite, et une baisse s'étendant indifféremment à nos fonds publics, aux grandes valeurs françaises, ainsi qu'aux fonds et titres internationaux, du moins à ceux de ces fonds et valeurs dont la spéculation s'occupe, et qui, par suite, sont encore compris dans le courant régulier des négociations.

L'opinion du monde financier était mal disposée, tant à l'égard de la rentrée des chambres, qui était imminente, qu'à celui de la conférence, dont on commençait à désespérer de voir annoncer la première réunion. Ici on redoutait les divisions et les querelles des deux fractions du parti républicain, l'éventualité d'une crise ministérielle et le dépôt prochain, à grand fracas, de propositions radicales et révolutionnaires.

Au dehors, on comptait avec anxiété les heures qui devaient encore s'écouler avant l'ouverture des hostilités entre Serbes et Bulgares, et l'on ne s'entretenait que du désaccord profond entre l'Angleterre et la Russie sur le sort futur du prince Alexandre de Bulgarie.

Sous l'influence de ces appréhensions, le 3 pour 100 a fini par reculer jusqu'à 79.35, le 4 1/2 à 107.65, l'Italien au-dessous de 96, le Suez à 2,005, le Crédit foncier à 1,286, le Lyon à 1,215, le Nord à 1,485, le Hongrois à 79 1/4, le Turc à 13.90, la Banque ottomane à 488, l'Uni-

fiée à 316, les Chemins du nord de l'Espagne et du Saragosse à 420 et 317.

Cependant les Consolidés se tenaient avec une fermeté inébranlable au-dessus de 100 francs, et s'élevaient encore de  $\frac{1}{16}$  ou  $\frac{1}{8}$  chaque jour. Les fonds russes ne baissaient pas à Berlin, le Hongrois s'était promptement rétabli au-dessus de 79.50, l'Italien ne semblait nullement disposé à abandonner le cours rond de 96. Les marchés européens se rassuraient donc au sujet de la marche des choses en Orient. La conférence a fini par se réunir et a déjà tenu plusieurs séances. Dire que l'accord s'est établi entre les puissances serait s'avancer beaucoup. On estime cependant que les chances du maintien de la paix se sont sensiblement accrues; il a suffi de l'expression quelque peu nette de la volonté de l'Europe, pour que les Serbes et les Grecs hésitent à brusquer les événemens en cherchant pour leur compte, les armes à la main, une solution de la difficulté rouméliote.

A l'intérieur, non plus, les événemens n'ont pas répondu à l'attente des vendeurs à découvert. On a évité la crise ministérielle; le parti radical et la fraction opportuniste ont paru se rapprocher; la session s'est ouverte sous des auspices moins sombres qu'on ne l'avait auguré; on espère que les événemens graves, s'il doit s'en produire, seront ajournés aux premiers mois de 1886.

Pendant que s'opérait, dans les dispositions de la spéculation, un revirement dans le sens optimiste, les haussiers travaillaient le marché du comptant, en y faisant coter des cours plus élevés qu'à terme. Au parquet, on procédait à des escomptes; on mettait en jeu tous les appareils habituels d'intimidation contre les baissiers, et ceux-ci ont fini par s'émouvoir.

La reprise a commencé par nos rentes, l'Italien, le Suez et le Crédit foncier. Dans les deux dernières journées, elle s'est étendue rapidement, gagnant le Hongrois, l'Extérieure, le Panama, les valeurs ottomanes, le Rio-Tinto, les Chemins français et étrangers.

La hausse du taux de l'escompte, de 2 à 3 pour 100, à la Banque d'Angleterre, non plus que l'annonce d'une émission, par notre ministre des finances, d'obligations du Trésor à court terme jusqu'à concurrence de 45 millions, n'ont entravé l'essor en hausse. C'est, au contraire, le jour où se sont produits ces deux incidens financiers que le 3 pour 100 a repris le cours de 80 francs, et le 4  $\frac{1}{2}$  celui de 108.

L'émission des obligations du Trésor a cependant ralenti pendant deux jours les demandes en rente 3 pour 100. Les nouveaux titres émis à 100 fr. 50 par 4 francs d'intérêt, et remboursables en septembre 1889, constituent, en effet, un placement en 3 pour 100 sur l'état à 75 fr. 35, tandis que la rente perpétuelle est cotée 80 francs. Il y avait certes là matière à un arbitrage avantageux. Mais, d'une part, il ne s'agissait que d'une somme de 45 millions; de l'autre, ces obligations

n'étaient émises que par coupures de 10,000 francs. Ce n'était pas là un régal de petite épargne. L'émission ne s'adressait qu'aux gros portefeilles; ils n'en auront fait qu'une bouchée.

L'élévation du taux de l'escompte à Londres était attendue depuis la fin d'octobre. L'argent se resserre toujours en Angleterre à cette époque de l'année; c'est un fait local et qui n'annonce point la fin de cette abondance de disponibilités qui a permis jusqu'ici aux spéculateurs haussiers de résister à toutes les entreprises des vendeurs à découvert, si bien servis que ceux-ci aient été à de fréquentes reprises par la menace d'événemens graves.

Après avoir payé leur tribut à la faiblesse générale du début du mois, les actions de nos grandes compagnies se sont relevées au niveau des derniers cours de compensation. Les recettes sont toujours en diminution; on se plaît cependant à espérer que l'on touche au terme de cette période d'alanguissement du trafic. L'espoir d'un revirement analogue dans les conditions générales du commerce a ramené des acheteurs sur les titres des Chemins lombards, du Nord de l'Espagne et du Saragosse. Ces deux derniers ont paru à la spéculation avoir subi toute la dépréciation que pouvait leur infliger la crise par laquelle l'épidémie cholérique a fait passer l'Espagne durant tout l'été. Les Chemins méridionaux ont été tenus avec fermeté aux environs de 700 francs.

La Banque de France s'est relevée à 4,770. Les bénéfices sont en diminution par suite de la restriction des affaires. On ne pourrait donc attendre une amélioration nouvelle des cours que d'une hausse du taux de l'escompte à Paris, hausse peu probable actuellement.

Un décret du 31 octobre dernier a prorogé pour vingt ans, à partir de 1887, la durée du Comptoir d'escompte. La Banque de Paris, après avoir fléchi jusqu'à 585, a repris à 600 francs. Le Crédit foncier a remonté de 1,292 à 1,313. La hausse principale de la quinzaine est celle de l'action Suez, qui, de 2,000, a regagné le cours de 2,060. Les recettes s'améliorent et ne sont plus inférieures que d'un million environ à celles de l'année dernière.

La confiance croissante dans le maintien de la paix a profité à tous les fonds étrangers. L'Extérieure d'Espagne doit une reprise de 56 à 57 francs à la nouvelle que le pape aurait rendu une décision favorable aux prétentions espagnoles dans l'affaire des Carolines. Depuis que les actionnaires du Panama ont été avisés officiellement qu'ils auront à effectuer en février prochain le versement du troisième quart sur leurs titres, des rachats précipités du découvert ont ramené l'action à 420 francs.

---

## SCÈNES

DU

# SIÈGE DE SÉBASTOPOL <sup>(1)</sup>

---

Six mois se sont écoulés depuis que la première bombe lancée des bastions de Sébastopol a labouré la terre en la rejetant sur les travaux de l'ennemi ; depuis lors, des milliers de bombes, de boulets et de balles n'ont cessé de voler des bastions dans les tranchées, des tranchées sur les bastions, et l'ange de la mort n'a pas cessé de planer au-dessus d'eux.

L'amour-propre de milliers d'êtres a été froissé chez les uns, satisfait chez les autres, ou apaisé dans les étreintes de la mort ! Que de cercueils roses sous des draps de toile !.. Et toujours le même grondement sous les bastions ; de leur camp, les Français, poussés par un sentiment involontaire d'anxiété et de terreur, examinent par une soirée limpide le sol jaunâtre et défoncé des bastions de Sébastopol, sur lesquels vont et viennent les noires silhouettes de nos matelots ; ils comptent les embrasures d'où sortent les canons de fonte à la mine farouche ; dans la guérite du télégraphe, un sous-officier observe à l'aide d'une lunette d'approche les figures des soldats ennemis, leurs batteries, leurs tentes, les mouvemens de leurs colonnes sur le Mamelon-Vert et les fumées qui montent des tranchées : c'est avec la même ardeur que converge des différentes parties du monde vers cet endroit fatal une

(1) Le comte Léon Tolstoï était officier d'artillerie à l'époque de la guerre de Crimée. Il prit part à la défense de Sébastopol et composa avec ses souvenirs trois récits, intitulés : *Sébastopol en décembre, en mai, en août*. C'est le second de ces petits tableaux, faits de croquis pris au hasard, dont on va lire la traduction. — E.-M. DE VOGUÉ.

foule composée de races hétérogènes et mue par les désirs les plus dissemblables. La poudre et le sang ne parviennent pas à résoudre la question que les diplomates n'ont pas su trancher.

## I.

Dans Sébastopol assiégé, la musique d'un régiment jouait sur le boulevard : une foule endimanchée de militaires et de femmes se promenait dans les allées. Le clair soleil de printemps s'était levé le matin sur les travaux des Anglais, il avait passé sur les bastions, sur la ville et sur la caserne Nicolas, répandant sur tous sa lumière égale et joyeuse ; maintenant il descendait dans les lointains bleus de la mer, qui ondulait mollement, étincelante de reflets d'argent.

Un officier d'infanterie de haute taille, légèrement voûté, occupé à mettre des gants d'une blancheur douteuse, mais encore présentables, sortit d'une des petites maisons de matelots construites du côté gauche de la rue de la Marine ; il s'achemina vers le boulevard en regardant la pointe de ses bottes d'un œil distrait. L'expression de son visage, franchement laid, ne dénotait point une haute capacité intellectuelle ; mais la bonhomie, le bon sens, l'honnêteté et l'amour de l'ordre s'y lisaient ouvertement. Il était mal bâti et semblait éprouver quelque confusion de la gaucherie de ses mouvements. Coiffé d'une casquette usée, il portait un léger manteau d'une couleur bizarre tirant sur le lilas, sous lequel on apercevait la chaîne d'or de sa montre, un pantalon à sous-pieds, des bottes propres et luisantes. Si les traits de sa figure n'eussent témoigné son origine purement russe, on aurait pu le prendre pour un Allemand, pour un aide-de-camp ou un vagemestre de régiment, — les éperons lui manquaient, il est vrai, — ou bien encore pour un de ces officiers de cavalerie qui avaient permuté afin de faire campagne. C'en était un, en effet, et en montant vers le boulevard, il pensait à la lettre qu'il venait de recevoir d'un ex-camarade actuellement propriétaire dans le gouvernement de F. ; il pensait à la femme de ce camarade, la pâle Natacha aux yeux bleus, sa grande amie ; il se rappelait surtout le passage suivant :

« Lorsqu'on nous apporte *l'Invalide* (1), *Poupka* (c'est ainsi que le uhlan en retraite nommait sa femme) se précipite dans l'antichambre, s'empare du journal, et se jette sur le dos-à-dos *du berceau* (2), dans le salon où nous avons passé de si bonnes soirées d'hiver avec toi, pendant que ton régiment tenait garnison dans

(1) C'est le titre du « Moniteur de l'armée » russe.

(2) Treillage en bois couvert en lierre, à la mode à une certaine époque dans les salons.



notre ville. Tu ne peux te figurer avec quel enthousiasme elle lit le récit de vos exploits héroïques! « Mikhaïlof, répète-t-elle souvent en parlant de toi, est une *perle* d'homme, et je me jeterai à son cou quand je le reverrai! Il se *bat sur les bastions*, lui! aussi sera-t-il décoré du Saint-George, et tous les journaux en parleront,.. » — si bien que je commence à devenir jaloux de toi. Les journaux mettent un temps infini à nous parvenir, et, bien que mille nouvelles courent de bouche en bouche, on ne saurait ajouter foi à toutes. Exemple : tes bonnes amies les *demoiselles à musique* racontaient hier que Napoléon, fait prisonnier par nos cosaques, avait été emmené à Pétersbourg, — tu comprends bien que je ne puis y croire! Ensuite, un arrivant de la capitale, un fonctionnaire attaché au ministère, charmant garçon et d'une immense ressource en ce moment où notre petite ville est déserte, nous assurait que les nôtres avaient occupé Eupatoria, *ce qui empêche les Français de communiquer avec Balaklava*; que nous avons perdu deux cents hommes à cette affaire, et eux, quinze mille environ. Ma femme en a éprouvé une telle joie qu'elle a *bamboché* toute la nuit et ses pressentimens lui disent que tu as pris part à cette affaire et que tu t'y es distingué. »

Malgré les mots, les expressions que je viens de souligner, et le ton général de la lettre, c'était avec une douce et triste satisfaction que le capitaine Mikhaïlof se reportait en pensée auprès de sa pâle amie de province; il se rappelait leurs conversations du soir, sur *le sentiment*, dans le berceau du salon, et comment son brave camarade l'ex-uhlan se fâchait et faisait des remises aux petites parties de cartes à un copek, quand ils parvenaient à en organiser une dans son cabinet, comment sa femme se moquait de lui en riant; il se rappelait l'amitié que ces braves gens lui avaient montrée; et peut-être y avait-il quelque chose de plus que l'amitié du côté de la pâle amie! Toutes ces figures évoquées de leur cadre familier surgissaient dans son imagination, qui leur prêtait une merveilleuse douceur : il les voyait en rose et, souriant à ces images, il caressait de la main la chère lettre au fond de sa poche.

Ces souvenirs ramenèrent involontairement le capitaine à ses espérances, à ses rêves. « Et quels seront, pensait-il en longeant l'étroite ruelle, l'étonnement et la joie de Natacha, lorsqu'elle lira dans *l'Invalide* que j'ai été le premier à m'emparer d'un canon et que j'ai reçu le Saint-George? Je dois être promu capitaine-major : il y a déjà longtemps que je suis proposé; il me sera ensuite très facile, dans le courant de l'année, de passer chef de bataillon à l'armée, car beaucoup d'entre nous ont été tués et d'autres le seront encore pendant cette campagne. Puis, à une prochaine affaire, quand je me serai fait bien connaître, on me confiera un régiment, et me voilà

lieutenant-colonel, commandeur de Sainte-Anne,.. puis colonel... » Il se voyait déjà général, honorant de sa visite Natacha, la veuve de son camarade, — lequel devait, dans ses rêves, mourir vers cette époque, — lorsque les sons de la musique militaire parvinrent distinctement à ses oreilles ; une foule de promeneurs attira ses regards, et il se retrouva sur le boulevard comme devant, capitaine en second dans l'infanterie.

## II.

Il s'approcha d'abord du pavillon, à côté duquel jouaient quelques musiciens ; d'autres soldats du même régiment servaient à ces derniers de pupitre, en tenant ouverts devant eux les cahiers de musique, et un petit cercle les entourait, fourriers, sous-officiers, bonnes et enfans occupés à regarder plutôt qu'à écouter. Autour du pavillon, des marins, des aides-de-camp, des officiers en gants blancs se tenaient debout, assis, ou se promenaient : plus loin, dans la grande allée, on voyait pêle-mêle des officiers de toute arme, des femmes de toute classe, quelques-unes en chapeau, la plupart un mouchoir sur la tête ; d'autres ne portaient ni chapeau, ni mouchoir, mais, chose étonnante, il n'y en avait pas de vieilles, toutes étaient jeunes. En bas, dans les allées ombreuses et odorantes d'acacias blancs, on apercevait quelques groupes isolés, assis ou en marche.

A la vue du capitaine Mikhaïlof, personne ne témoigna de joie particulière, à l'exception peut-être des capitaines de son régiment Objogof et Souslikof, qui lui serrèrent la main avec chaleur ; mais le premier n'avait pas de gants, il portait un pantalon en poil de chameau, une capote usée, et sa figure rouge était couverte de sueur : le second parlait trop haut, avec un sans-gêne révoltant ; il n'était guère flatteur de se promener avec eux, surtout en présence d'officiers en gants blancs ; parmi ces derniers se trouvaient un aide-de-camp avec lequel Mikhaïlof échangea des saluts et un officier d'état-major qu'il aurait également pu saluer, l'ayant vu deux fois chez un ami commun. Il n'y avait donc positivement aucun plaisir à se promener avec ces deux camarades, qu'il rencontrait cinq ou six fois par jour, et auxquels il serrait chaque fois la main ; ce n'était pas pour cela qu'il était venu à la musique.

Il aurait bien voulu s'approcher de l'aide-de-camp avec lequel il échangeait des saluts et causer avec ces messieurs, non point pour que les capitaines Objogof, Souslikof, le lieutenant Paschtezky et autres le vissent en conversation avec eux, mais simplement parce qu'ils étaient des gens agréables, au courant des nouvelles, et qu'ils lui auraient raconté quelque chose.

Pourquoi Mikhaïlof a-t-il peur et ne se décide-t-il pas à les aborder? C'est qu'il se demande avec inquiétude ce qu'il fera si ces messieurs ne lui rendent pas son salut, s'ils continuent à causer entre eux en faisant semblant de ne pas le voir, et s'ils s'éloignent en le laissant seul parmi les *aristocrates*? Le mot *aristocrate*, pris dans le sens d'un groupe choisi, trié sur le volet, appartenant à n'importe quelle classe, a acquis depuis quelque temps chez nous, en Russie, — où il n'aurait pas dû prendre racine, ce semble, — une grande popularité; il a pénétré dans toutes les couches sociales où la vanité s'est glissée, — et où cette pitoyable faiblesse ne se glisse-t-elle pas? Partout : parmi les marchands, les fonctionnaires, les fourriers, les officiers, à Saratof, à Mamadisch, à Vinityz; partout, en un mot, où il y a des hommes. Or, comme dans la ville assiégée de Sébastopol il y a beaucoup d'hommes, il y a aussi beaucoup de vanité; ce qui veut dire que les *aristocrates* y sont en grand nombre, bien que la mort plane constamment sur la tête de chacun, aristocrate ou non.

Pour le capitaine Objogof, le capitaine en second Mikhaïlof est un *aristocrate*; pour le capitaine en second Mikhaïlof, l'aide-de-camp Kalouguine est un *aristocrate*, parce qu'il est aide-de-camp et à *tu* et à *toi* avec tel autre aide-de-camp; enfin, pour Kalouguine, le comte Nordof est un *aristocrate*, parce qu'il est aide-de-camp de l'empereur.

Vanité, vanité, et rien que vanité! jusque devant le cercueil et parmi des gens prêts à mourir pour une idée élevée. La vanité n'est-elle pas le trait caractéristique, la maladie distinctive de notre siècle? Pourquoi, jadis, ne connaissait-on pas plus cette faiblesse qu'on ne connaissait la variole ou le choléra? Pourquoi, de nos jours, n'y a-t-il que trois espèces d'hommes : les uns qui acceptent la vanité comme un fait existant, nécessaire, juste par conséquent, et qui s'y soumettent librement; les autres, qui la considèrent comme un élément néfaste, mais impossible à détruire; et les troisièmes, qui agissent sous son influence avec une servilité inconsciente? Pourquoi les Homère et les Shakspeare parlaient-ils d'amour, de gloire et de souffrances, tandis que la littérature de notre siècle n'est que l'interminable histoire du snobisme et de la vanité?

Mikhaïlof, toujours indécis, passa deux fois devant le petit groupe des *aristocrates*; à la troisième, faisant sur lui-même un violent effort, il s'approcha d'eux. Le groupe se composait de quatre officiers : l'aide-de-camp Kalouguine, que Mikhaïlof connaissait; l'aide-de-camp prince Galtzine, un aristocrate pour Kalouguine lui-même; le colonel Néferdof, l'un des *cent vingt-deux* (on désignait ainsi un groupe d'hommes du monde, qui avaient repris du

service pour faire la campagne) ; enfin le capitaine de cavalerie Praskoukine, qui faisait aussi partie des cent vingt-deux. Fort heureusement pour Mikhaïlof, Kalouguine se trouvait dans une disposition d'esprit charmante, — le général venait de s'entretenir avec lui très confidentiellement, et le prince Galtzine, arrivé de Pétersbourg, s'était arrêté chez lui ; — aussi ne trouva-t-il rien de compromettant à tendre la main au capitaine en second. Praskoukine ne se décida pas à en faire autant, bien qu'il rencontrât souvent Mikhaïlof sur le bastion, qu'il eût bu plus d'une fois son vin et son eau-de-vie, et qu'il restât lui devoir douze roubles et demi pour une partie de préférence. Connaissant peu le prince Galtzine, il n'avait nulle envie d'accuser devant lui son intimité avec un simple capitaine en second de l'infanterie ; il se borna à saluer légèrement.

— Eh bien ! capitaine, dit Kalouguine, quand retournons-nous à ce petit bastion ? Vous rappelez-vous notre rencontre sur la redoute Schwarz ? Il y faisait chaud, hein !

— Oui, il y faisait chaud, répondit Mikhaïlof, se souvenant de cette nuit où, en suivant la tranchée pour gagner le bastion, il avait rencontré Kalouguine marchant avec désinvolture et faisant bravement sonner son sabre. — J'aurais dû n'y retourner que demain, poursuivit-il, mais nous avons un officier malade ; — et il allait raconter comme quoi, bien que ce ne fût pas son tour de prendre le service, il avait cru de son devoir de se proposer à la place du lieutenant Nepchissetzky, parce que le commandant de la 8<sup>e</sup> compagnie était indisposé et qu'il n'y était resté qu'un enseigne, mais Kalouguine ne lui laissa pas le temps d'achever.

— Je pressens, dit-il, en se tournant vers le prince Galtzine, qu'il y aura quelque chose ces jours-ci.

— Mais ne se pourrait-il pas qu'il y eût quelque chose aujourd'hui ? demanda timidement Mikhaïlof, regardant tour à tour Kalouguine et Galtzine.

Personne ne lui répondit ; le prince Galtzine fit une légère grimace et, jetant un regard de côté par-dessus la casquette de Mikhaïlof :

— Quelle jolie fillette ! dit-il après un moment de silence, là-bas, avec ce mouchoir rouge ! La connaissez-vous, capitaine ?

— C'est la fille d'un matelot ; elle demeure près de chez moi, répondit celui-ci.

— Allons la regarder de plus près.

Et le prince Galtzine entraîna par le bras, d'un côté Kalouguine, de l'autre le capitaine en second, persuadé qu'il procurait à ce dernier, en agissant ainsi, une vive satisfaction : il ne se trompait pas. Mikhaïlof était superstitieux, et s'occuper des femmes avant d'aller au feu était à ses yeux un grand péché ; mais

ce jour-là il posa pour le libertin. Ni Kalouguine, ni Galtzine ne s'y laissèrent prendre ; la jeune fille au mouchoir rouge fut extrêmement surprise, ayant plus d'une fois observé que le capitaine rougissait en passant devant sa fenêtre. Praskoukine marchait derrière et poussait du coude le prince Galtzine, en faisant toute sorte de réflexions en français ; mais l'allée étroite ne leur permettant pas de marcher quatre de front, il fut forcé de rester en arrière et de prendre, au second tour, le bras de Serviaguine, officier de marine connu pour sa bravoure exceptionnelle et très désireux de se mêler au groupe des *aristocrates*. Ce vaillant homme passa avec joie sa main honnête et musculeuse au bras de Praskoukine, qu'il savait pourtant ne pas être parfaitement honorable. En expliquant au prince Galtzine son intimité avec ce marin, Praskoukine lui murmura à l'oreille que c'était un brave connu ; mais le prince Galtzine, qui avait été la veille au quatrième bastion et qui y avait vu une bombe éclater à vingt pas de lui, se considérait comme égal en courage à ce monsieur ; aussi, convaincu que la plupart des réputations étaient surfaites, il ne fit aucune attention à Serviaguine.

Mikhaïlof était si heureux de se promener en cette brillante compagnie, qu'il ne pensait plus à la chère lettre reçue de F... ni aux lugubres réflexions qui l'assaillaient chaque fois qu'il se rendait au bastion. Il demeura donc avec eux jusqu'à ce qu'ils l'eussent visiblement exclu de leur conversation, en évitant ses regards, comme pour lui faire comprendre qu'il pouvait continuer son chemin tout seul. Enfin ils le plantèrent là. Malgré cela, le capitaine en second était si satisfait qu'il resta indifférent à l'expression hautaine avec laquelle le junker (1), baron Pesth, se redressa et se découvrit devant lui : ce jeune homme était très fier depuis qu'il avait passé sa première nuit dans le blindage du cinquième bastion, ce qui le transformait en héros à ses propres yeux.

### III.

A peine Mikhaïlof eut-il franchi le seuil de sa maison, que des pensées toutes différentes se présentèrent à son esprit. Il revit sa petite chambre, où la terre battue tenait lieu de plancher, ses fenêtres déjetées, dont les carreaux absents étaient remplacés par du papier, son vieux lit, au-dessus duquel était cloué sur le mur un tapis représentant une amazone, les deux pistolets de Toula accrochés au chevet ; et, à côté, un second lit malpropre avec une couverture d'indienne, appartenant au junker, qui partageait son logement ; il vit son valet Nikita, qui se leva du sol où il était

(1) Sous-officier noble.

accroupi, en grattant sa tête ébouriffée de cheveux grasseux; il vit son vieux manteau, ses bottes de rechange et le paquet préparé pour la nuit au bastion, un linge qui laissait passer le bout d'un morceau de fromage et le goulot d'une bouteille remplie d'eau-de-vie. Tout à coup il se souvint qu'il devait mener sa compagnie cette nuit même dans les casemates.

— Je serai tué, c'est sûr, se dit-il, je le sens; d'autant plus que je me suis proposé moi-même, et celui qui se propose est toujours certain d'être tué. Et de quoi est-il malade, ce Nephissetzky maudit? Qui sait? il ne l'est peut-être pas du tout! Et, grâce à lui, on tuera un homme; on le tuera pour sûr! Par exemple, si je ne suis pas tué, je serai porté sur la liste de propositions. J'ai bien vu la satisfaction du colonel lorsque je lui ai demandé la permission de remplacer Nephissetzky, s'il était malade. Si ce n'est pas le grade de major, ce sera la croix de Vladimir, bien sûr! C'est la treizième fois que je vais au bastion. Oh! oh! 13, mauvais nombre; je serai tué, c'est sûr, je le sens! Pourtant il fallait bien que quelqu'un y allât! La compagnie ne peut pas y aller avec un enseigne, et, s'il arrivait quelque chose, l'honneur du régiment, l'honneur de l'armée serait atteint. Mon devoir est d'y aller... Oui, un devoir sacré!.. C'est égal, j'ai le pressentiment...

Le capitaine oubliait qu'il avait eu ce pressentiment, plus ou moins fort, chaque fois qu'il s'était rendu au bastion, et il ignorait que tous ceux qui vont au feu l'éprouvent toujours, bien qu'à des degrés différens. La conscience du devoir, qu'il avait particulièrement développée, l'ayant calmé, il s'assit à sa table et écrivit une lettre d'adieux à son père; au bout de dix minutes, la lettre achevée, il se leva, les yeux humides de larmes, et commença sa toilette, en répétant mentalement toutes les prières qu'il savait par cœur. Son domestique, un lourdaud aux trois quarts ivre, l'aida à mettre sa tunique neuve, la vieille qu'il portait d'habitude pour aller au bastion n'étant pas raccommodée.

— Pourquoi la tunique n'est-elle pas raccommodée? Tu n'es bon qu'à dormir, animal.

— Dormir! grommela Nikita, quand toute la journée on court comme un chien; on s'éreinte, et, après ça, il ne faudrait pas dormir!

— Tu es de nouveau ivre, à ce que je vois.

— Ce n'est pas de votre argent que j'ai bu; pourquoi me le reprochez-vous?

— Tais-toi, imbécile, s'écria le capitaine, prêt à frapper son domestique. — Nerveux et troublé comme il l'était déjà, la grossièreté de Nikita lui faisait perdre patience; pourtant il aimait cet homme, il le gâtait même et l'avait auprès de lui depuis douze ans.

— Imbécile ! imbécile ! répéta le domestique, pourquoi m'injuriez-vous, monsieur ? Et dans quel moment ? Ce n'est pas bien de m'injurier.

Mikhaïlof pensa à l'endroit où il se rendait, et il eut honte :

— Tu ferais perdre patience à un saint, Nikita, dit-il d'une voix plus douce... Tu laisseras là sur la table cette lettre adressée à mon père ;.. ne la touche pas, ajouta-t-il en rougissant.

— C'est bien ! dit Nikita, s'attendrissant sous l'empire du vin qu'il avait bu, comme il disait, sur ses propres deniers, et clignant des yeux, prêt à pleurer.

Aussi, lorsque le capitaine lui cria, en quittant la maison : « Adieu, Nikita ! » il éclata en sanglots forcés, et, saisissant la main de son maître, il la baisa avec des hurlemens, répétant : « Adieu, barine ! » Une vieille femme de matelot, qui se trouvait sur le seuil, ne put s'empêcher, en bonne femme qu'elle était, de prendre part à cette scène attendrissante ; frottant ses yeux de sa manche malpropre, elle marmotta quelque chose à propos des maîtres, qui, eux aussi, supportaient tant de maux, et raconta, pour la centième fois, à l'ivrogne Nikita, comment elle, pauvre créature, était restée veuve, comment son mari avait été tué pendant le premier bombardement, et sa maisonnette détruite, car celle qu'elle habitait actuellement ne lui appartenait pas, etc. Quand son maître fut parti, Nikita alluma une pipe, pria la fille de la propriétaire d'aller lui chercher de l'eau-de-vie, essuya vite ses larmes et finit par se quereller avec la vieille à propos d'un petit seau qu'elle lui avait soi-disant cassé.

— Et peut-être ne serai-je que blessé, pensait le capitaine à la nuit tombante, en approchant du bastion à la tête de sa compagnie. Mais où ? Ici ou là ? — Il posait tour à tour le doigt sur son ventre et sur sa poitrine. — Si au moins c'était ici, pensa-t-il en désignant le haut de sa cuisse, et si la balle contournait l'os ! Mais si c'est un éclat, fini !

Mikhaïlof atteignit heureusement les casemates en suivant les tranchées ; dans l'obscurité la plus complète, aidé d'un officier de sapeurs, il plaça ses gens au travail ; puis il s'assit dans un trou, à l'abri du parapet. On tirait rarement ; de temps à autre, tantôt chez nous, tantôt chez *lui*, brillait un éclair, et l'amorce enflammée de la bombe traçait un arc de feu sur le ciel sombre, rempli d'étoiles ; mais les projectiles tombaient fort loin, derrière ou à droite du logement dans lequel le capitaine s'était blotti au fond d'un trou. Il mangea un morceau de fromage, but quelques gouttes d'eau-de-vie, alluma une cigarette, et, sa prière faite, il essaya de dormir.

## IV.

Le prince Galtzine, le lieutenant-colonel Néferdof et Praskoukine, — que personne n'avait invité et avec lequel personne ne causait, mais qui les suivait quand même, quittèrent le boulevard pour aller prendre le thé chez Kalouguine.

— Achève donc ton histoire sur Vaska Mendel, disait Kalouguine. Débarrassé de son manteau, il était assis à côté de la fenêtre dans un fauteuil bien rembourré et déboutonnait le col d'une chemise en fine toile de Hollande, soigneusement empesée : — Comment s'est-il remarié ?

— C'est impayable, je vous dis ! Il fut un temps où on ne parlait que de cela à Pétersbourg, répondit en riant le prince Galtzine. — Il quitta le piano devant lequel il était assis et se rapprocha de la fenêtre. — C'est impayable ! Je connais tous les détails...

Et vivement, avec esprit et gaité, il se mit à conter l'histoire d'une intrigue amoureuse que nous passerons sous silence, vu le peu d'intérêt qu'elle nous offre. Ce qui frappait chez tous ces messieurs, assis l'un sur la fenêtre, l'autre au piano, le troisième sur un meuble, les jambes repliées, c'est qu'ils semblaient de tout autres hommes que l'instant d'avant sur le boulevard. Plus de morgue, plus de cette ridicule affectation vis-à-vis des officiers d'infanterie ; ici, entre eux, ils se montraient tels qu'ils étaient : de bons enfans, gais et en train ; la conversation roulait sur leurs camarades et leurs connaissances de Pétersbourg.

— Et Maslovsky ?

— Lequel ? le uhlan ou le garde à cheval ?

— Je les connais tous deux. De mon temps, le garde à cheval n'était qu'un gamin fraîchement sorti de l'école. Et l'ainé, est-il capitaine ?

— Oh ! depuis longtemps.

— Est-il toujours avec sa bohémienne ?

— Non, il l'a quittée... — Et la conversation de continuer sur ce ton.

Le prince Galtzine chanta à ravir une chanson tzigane en s'accompagnant au piano. Praskoukine, sans que personne l'en eût prié, fit la seconde voix, et si bien, qu'on l'engagea à recommencer, ce dont il fut enchanté.

Un domestique apporta sur un plateau d'argent du thé, de la crème, des craquelins :

— Offres-en au prince, lui dit Kalouguine.

— N'est-ce pas étrange de penser, fit Galtzine, en buvant son



verre de thé près de la fenêtre, que nous sommes ici dans une ville assiégée, et que nous avons un piano, du thé avec de la crème, tout cela dans un logement que je serais heureux d'habiter à Pétersbourg?

— Si nous n'avions pas même cela, dit le vieux lieutenant-colonel, toujours mécontent, l'existence serait intolérable. Cette continuelle attente de quelque chose,.. voir tous les jours tuer, tuer sans cesse... et vivre dans la boue, sans le moindre confort...

— Et nos officiers d'infanterie, interrompit Kalouguine, eux qui vivent sur les bastions avec les soldats, qui partagent leur soupe dans le blindage... comment font-ils?

— Comment ils font? — Ils ne changent pas de linge, il est vrai, pendant dix jours, mais ce sont des gens étonnants, de vrais héros!

Juste à ce moment, un officier d'infanterie entra dans la chambre.

— Je... j'ai reçu l'ordre... de me rendre auprès du général,.. auprès de Son Excellence, de la part du général N., dit-il en saluant timidement.

Kalouguine se leva et, sans rendre son salut au nouveau-venu, sans l'engager à s'asseoir, avec une politesse blessante et un sourire officiel, il le pria d'attendre; puis il continua de causer en français avec Galtzine, sans accorder la moindre attention au pauvre officier, qui restait planté au milieu de la chambre et ne savait que faire de sa personne.

— Je suis envoyé pour une affaire urgente, dit enfin ce dernier, après une minute de silence.

— Si c'est ainsi, veuillez me suivre. — Kalouguine mit son manteau et se dirigea vers la porte. Un instant après, il revint de chez le général. — Eh bien! messieurs, je crois que cela chauffera cette nuit.

— Ah! quoi? une sortie? demandèrent-ils tous à la fois.

— Je ne sais pas, vous le verrez vous-même! répondit-il avec un sourire énigmatique.

— Mon commandant est au bastion, il faut donc que j'y aille, dit Praskoukine en mettant son sabre.

Personne ne lui répondit; il devait savoir ce qu'il avait à faire.

Praskoukine et Néferdof sortirent pour se rendre à leur poste. « Adieu, messieurs, au revoir! nous nous retrouverons cette nuit, » leur cria Kalouguine par la fenêtre, tandis qu'ils partaient au grand trot, penchés sur l'arçon de leurs selles cosaques: le bruit des sabots de leurs chevaux s'évanouit promptement dans la rue obscure.

— Voyons! dites-moi, y aura-t-il véritablement quelque chose cette nuit? dit Galtzine, accoudé auprès de Kalouguine sur l'appui de la fenêtre, d'où ils regardaient les bombes qui s'élevaient au-dessus des bastions.

— Je puis bien te le dire, à toi. Tu as été, n'est-ce pas, sur les bastions? — Bien que Galtzine n'y eût été qu'une fois, il répondit par un geste affirmatif. — Eh bien! en face de notre lunette il y avait une tranchée... Et Kalouguine, qui n'était pas un spécialiste, mais qui était convaincu de la justesse de ses aperçus militaires, se mit à expliquer, en s'embrouillant et en employant à tort et à travers des termes de fortification, l'état de nos travaux, les dispositions de l'ennemi et le plan de l'affaire qui se préparait.

— Oh! oh! on commence à tirer ferme contre les logemens : vient-elle de chez nous, vient-elle de chez *lui*, celle qui éclate là? Et les deux officiers, couchés sur la fenêtre, regardaient les lignes de feu que les bombes traçaient en se croisant dans les airs, la fumée blanche de la poudre, les éclairs qui précédaient chaque coup et illuminaient une seconde le ciel d'un bleu noir : ils écoutaient le grondement de la canonnade, qui allait en augmentant.

— Quel charmant coup d'œil! fit Kalouguine, attirant l'attention de son hôte sur ce spectacle d'une beauté réelle. Sais-tu que parfois on ne distingue pas une étoile d'une bombe?

— Oui, c'est vrai, je l'ai prise tout à l'heure pour une étoile, mais elle descend, la voilà qui éclate! Et cette grande étoile, là-bas, comment l'appelle-t-on? on dirait une bombe!

— J'y suis tellement habitué, qu'un ciel étoilé me semblera constellé de bombes, quand je reviendrai en Russie. On s'y fait si bien!

— Ne devrais-je pas aller prendre part à cette sortie? fit le prince Galtzine après une pause.

— Quelle idée, mon cher! N'y pense pas, je ne te laisserai pas partir, tu auras bien le temps...

— Sérieusement? Tu crois que je puis ne pas y aller?

A ce moment, dans la direction du regard de ces messieurs, on entendit à travers le grondement de l'artillerie la crépitation d'une terrible fusillade : mille petites flammes jaillirent et brillèrent sur toute la ligne.

— Voilà, ça y est en plein... dit Kalouguine; je ne puis pas entendre de sang-froid ce bruit de fusillade, il me prend à l'âme! Ils crient : Hourra! ajouta-t-il en tendant l'oreille vers les bastions d'où arrivait la clameur éloignée et prolongée de milliers de voix.

— Qui est-ce qui crie : Hourra! *eux* ou nous?

— Je ne sais pas, mais on se bat à l'arme blanche pour sûr, car la fusillade s'est calmée.

Un officier à cheval, suivi d'un cosaque, arriva au galop sous leur fenêtre, s'arrêta et mit pied à terre.

— D'où venez-vous?

— Du bastion, — pour voir le général.

— Allons. Qu'y a-t-il? dites!

— Ils ont attaqué, occupé les logemens,.. les Français ont fait avancer leurs réserves,.. les nôtres ont été attaqués,.. et il n'y avait que deux bataillons, disait l'officier d'une voix essoufflée. — C'était le même qui était venu dans la soirée; mais cette fois il se dirigea vers la porte avec assurance.

— Et alors on s'est retiré? demanda Galtzine.

— Non, répondit l'officier d'un ton bourru, un bataillon est arrivé à temps... On les a repoussés, mais le chef du régiment est tué, beaucoup d'officiers aussi... On demande des renforts. — Ce disant, il passa avec Kalouguine chez le général, où nous ne le suivrons pas.

Cinq minutes plus tard, Kalouguine partait pour le bastion sur un cheval qu'il montait à la cosaque, genre d'équitation qui semble toujours procurer aux aides-de-camp un plaisir particulier; porteur de certains ordres, il devait attendre le résultat définitif de l'affaire. Quant au prince Galtzine, agité par la pénible émotion que font naître habituellement sur le spectateur oisif les indices certains d'un combat qui s'engage, il sortit vivement dans la rue pour y marcher sans but, en long et en large.

## V.

Les soldats portaient des blessés sur les brancards et en soutenaient d'autres sous les bras; il faisait tout à fait obscur dans la rue; de loin en loin brillaient des lueurs aux fenêtres d'un hôpital ou dans le logement d'un officier qui veillait. Des bastions, arrivait le bruit ininterrompu de la canonnade et de la fusillade, et toujours les mêmes feux s'allumaient sur le ciel noir. De temps en temps on distinguait le galop d'une ordonnance, le gémissement d'un blessé, les pas et les voix des brancardiers, les exclamations des femmes affolées qui se tenaient sur le seuil des maisons et regardaient du côté de la canonnade.

Parmi ces dernières nous retrouvons notre connaissance Nikita, la vieille veuve du matelot, avec laquelle il avait fait la paix, et la petite fille de cette dernière, une enfant de dix ans. « O mon Dieu, très sainte Vierge et mère! » murmurait en soupirant la vieille; et elle suivait des yeux les bombes qui volaient dans l'espace d'un point à un autre, semblables à des balles de feu. — Quel malheur! quel malheur! C'était moins fort au premier bombardement!.. Tiens, la voilà qui éclate, la maudite, dans le faubourg, juste au-dessus de notre maison!

— Non, c'est plus loin, c'est toujours dans le jardin de la tante Arina qu'elles tombent, dit la petite fille.

— Où est-il mon maître, où est-il à présent? gémit Nikita, encore gris et traînant les mots. — Ce que je l'aime, ce maître-là, ce n'est pas à dire! Si, ce dont Dieu préserve, on commet le péché de le tuer, je vous assure, bonne tante, que je ne réponds pas de ce que je serai capable de faire!.. Vrai! c'est un si bon maître que... il n'y a pas de mot, voyez-vous! je ne l'échangerais pas contre ceux qui jouent aux cartes là dedans, vrai! pfo! conclut Nikita en indiquant la chambre de son capitaine, dans laquelle le junker Yvatchesky avait organisé avec des enseignes une bonne petite orgie pour fêter la croix qu'il venait de recevoir.

— Que d'étoiles! que d'étoiles qui filent! s'écria la petite, rompant le silence qui avait suivi le discours de Nikita. Là, là, encore une qui tombe! Pourquoi cela? dis, petite mère.

— Ils détruiront notre baraque, fit la vieille en soupirant et sans lui répondre.

— Aujourd'hui, continua d'une voix chantante la petite babilarde, aujourd'hui j'ai vu dans la chambre de l'oncle, près de l'armoire, un énorme boulet; il a percé le toit et il est tombé droit dans la chambre; c'est si grand qu'on ne peut pas le soulever.

— Celles qui avaient des maris et de l'argent sont parties, poursuivait la vieille, moi, je n'ai qu'une baraque et ils la détruisent! Vois donc! vois donc! comme ils tirent, les scélérats!.. Seigneur, mon Dieu!

— Et au moment de sortir de chez l'oncle, reprit l'enfant, une bombe est arrivée tout droit, elle a éclaté et a lancé de la terre de tous les côtés; un petit morceau a manqué nous frapper!

## VI.

Le prince Galtzine rencontrait, toujours en plus grand nombre, des blessés portés sur des brancards, d'autres qui se traînaient à pied ou se soutenaient entre eux et parlaient bruyamment.

— Quand ils sont tombés sur nous, frères, disait d'une voix de basse un soldat de haute taille, qui portait deux fusils sur ses épaules, — quand ils sont tombés sur nous en criant : « Allah! Allah (1)! » ils se poussaient les uns les autres. On tuait les premiers et d'autres grimpaient derrière. Rien à faire, il y en avait! il y en avait!

— Tu viens du bastion? demanda Galtzine en interrompant l'orateur.

— Oui, Votre Noblesse.

(1) Nos soldats, habitués à se battre avec les Turcs et à entendre leurs cris de guerre, racontent toujours que les Français criaient de même : « Allah! »

— Eh bien ! que s'est-il passé là-bas ? Raconte.

— Ce qui s'est passé, mais, Votre Noblesse, *sa force* nous a entourés ; ils grimpent sur le rempart, ils ont eu le dessus, Votre Noblesse.

— Comment ! le dessus ? mais vous les avez repoussés ?

— Ah ! bien oui, repoussés ! Quand toute *sa force* est venue sur nous ! *il* a tué tous les nôtres, et pas de secours !

Le soldat se trompait, car la tranchée nous était restée ; mais, chose étrange et que chacun peut constater, un soldat blessé dans une affaire la croit toujours perdue et terriblement sanglante.

— On m'a pourtant dit que vous les aviez repoussés, reprit avec humeur Galtzine ; — c'est peut-être après toi ? Y a-t-il longtemps que tu as quitté ?

— A l'instant, Votre Noblesse ; la tranchée doit lui être restée, *il* avait le dessus...

— Comment n'avez-vous pas eu honte ? Abandonner la tranchée, c'est affreux ! dit Galtzine, irrité par l'indifférence de cet homme.

— Et le moyen, quand *il* a la force ?

— Eh ! Votre Noblesse, dit alors un soldat porté sur un brancard, comment ne pas abandonner quand il nous a tués tous ! Ah ! si *la force* était à nous, nous n'aurions jamais abandonné ! Mais que faire ? Je venais d'en piquer un quand j'ai été frappé... Oh ! doucement, frères, doucement ! Oh ! par pitié ! gémissait le blessé.

— Voyons, il revient beaucoup trop de monde, dit Galtzine, arrêtant de nouveau le grand soldat avec les deux fusils. Pourquoi t'en retournes-tu, toi, hein ? Arrête !

Le soldat obéit et ôta son bonnet de la main gauche.

— Où vas-tu ? fit sévèrement le prince, et qui t'a permis, vauri... Mais, en approchant plus près, il vit que le bras droit du soldat était couvert de sang jusqu'au coude.

— Je suis blessé, Votre Noblesse.

— Blessé ? Où ?

— Ici, d'une balle, — et le soldat montra son bras, — mais là je ne sais pas ce qui m'a fracassé, là ; — il baissa la tête et laissa voir sur la nuque des mèches de cheveux collées ensemble par le sang coagulé.

— Et ce fusil, à qui est-il ?

— C'est une carabine française, Votre Noblesse, je l'ai enlevée. Je ne serais pas revenu, mais il fallait conduire ce petit soldat, il peut tomber ; — et l'homme indiqua un fantassin qui marchait à quelques pas devant eux, appuyé sur son arme, et traînant avec peine la jambe gauche.

Le prince Galtzine eut cruellement honte de ses injustes soupçons, et sentant qu'il rougissait, il se détourna ; sans questionner

ni surveiller davantage les blessés, il se dirigea vers l'ambulance.

Se frayant avec peine un chemin jusqu'au perron, à travers les soldats, les civières, les brancardiers qui entraient avec des blessés et sortaient avec des morts, Galtzine pénétra dans la première pièce, jeta un coup d'œil autour de lui, recula involontairement et sortit précipitamment dans la rue ; ce qu'il avait vu était par trop épouvantable !

## VII.

La grande salle, haute et sombre, éclairée seulement par quatre ou cinq bougies que les médecins promenaient en examinant les malades, était à la lettre bourrée de monde. Les brancardiers apportaient sans cesse de nouveaux blessés et les rangeaient côte à côte sur le sol ; la presse était telle que ces malheureux se poussaient et baignaient dans le sang de leurs voisins. Des mares de sang stagnantes aux places vides, la respiration fiévreuse de quelques centaines d'hommes, la transpiration des porteurs, et, se dégageant de tout cela, une atmosphère lourde, épaisse, puante, dans laquelle brûlaient sans éclat les bougies allumées sur différents points de la salle ; un murmure confus de gémissements, de soupirs, de râles interrompus par des cris perçans. Des *savurs*, dont les figures calmes exprimaient non point la compassion futile et larmoyante de la femme, mais un intérêt actif et vivant, glissaient çà et là, au milieu des capotes et des chemises ensanglantées, enjambant parfois les blessés, portant des médicamens, de l'eau, des bandages et de la charpie. Les médecins, les manches retroussées, agenouillés devant les blessés, sous la lueur des flambeaux tenus par leurs aides, examinaient et sondaient les plaies, malgré les cris épouvantables et les supplications des patients. Assis à une petite table, à côté de la porte, un major inscrivait le numéro 532.

— Ivan Bogoïef, fusilier à la 3<sup>e</sup> compagnie du régiment de G., *fractura femuris complicata!* criait de l'autre bout de la salle un chirurgien qui pensait une jambe brisée. Qu'on le retourne !

— Oh ! oh ! mes bons pères ! râlait le soldat, suppliant qu'on le laissât tranquille.

— *Perforatio capitis.* Simon Néferdorf, lieutenant-colonel au régiment d'infanterie de N... Ayez un peu de patience, colonel, il n'y a pas moyen,.. je serai obligé de vous laisser là,.. disait un troisième, qui fouillait avec une espèce de crochet dans la tête du malheureux officier.

— Au nom du ciel ! finissez-en vite.

— *Perforatio pectoris.* Sébastien Séréda, fantassin,.. quel régiment ? Du reste, c'est inutile, ne l'inscrivez pas : *Moritur.* Empor-

tez-le ! ajouta le médecin en s'éloignant du mourant, qui, les yeux retournés, râlait déjà.

Une quarantaine de soldats brancardiers attendaient à la porte leurs fardeaux : les vivans envoyés à l'hôpital et les morts à la chapelle. Ils attendaient en silence, et quelquefois un soupir leur échappait, tandis qu'ils contemplaient ce tableau.

## VIII.

Kalouguine rencontra beaucoup de blessés en allant au bastion. Connaissant par expérience l'influence néfaste de ce spectacle sur l'esprit de l'homme qui marche au feu, non-seulement il ne les arrêta pas pour les questionner, mais il s'efforça de ne prêter aucune attention à ces rencontres. Au pied de la montagne, il croisa un officier d'ordonnance qui descendait du bastion à bride abattue.

— Zobkine, Zobkine, un moment !

— Quoi ?

— D'où venez-vous ?

— Des logemens.

— Eh bien ! que fait-on, là-bas ? Ça chauffe ?

— Oh ! terriblement.

Et l'officier galopa plus loin. La fusillade semblait faiblir ; en revanche, la canonnade avait repris avec une nouvelle vigueur.

— Hum ! mauvaise affaire ! pensa Kalouguine. Il éprouvait une sensation mal définie, fort désagréable ; il eut même un pressentiment, c'est-à-dire une pensée très ordinaire, .. la pensée de la mort.

Kalouguine avait de l'amour-propre et des nerfs d'acier : c'était, en un mot, ce qu'on est convenu d'appeler un brave. Il ne se laissa point aller à cette première impression, il ranima son courage en se rappelant l'histoire d'un aide-de-camp de Napoléon, qui revint auprès de son maître la tête ensanglantée, après avoir transmis un ordre en toute hâte.

— Vous êtes blessé ? lui demanda l'empereur. — Je vous demande pardon, sire, je suis mort, répondit l'aide-de-camp. — Et tombant de cheval, il expira sur place.

Cette anecdote lui plaisait ; se mettant en imagination à la place de cet aide-de-camp, il cingla son cheval, prit une allure encore plus « cosaque, » et, se réglant d'un regard sur son planton qui le suivait au trot debout sur ses étriers, il atteignit l'endroit où l'on devait descendre de cheval. Là il trouva quatre soldats qui fumaient leurs pipes, assis sur des pierres.

— Que faites-vous là ? leur cria-t-il.

— Nous avons transporté un blessé, Votre Noblesse, et nous nous reposons, dit l'un d'eux, cachant sa pipe derrière son dos et ôtant son bonnet.

— C'est ça ! vous vous reposez ! En avant ! à vos postes !

Il se mit à leur tête et s'avança avec eux le long de la tranchée, rencontrant des blessés à chaque pas. Au sommet du plateau, il tourna à gauche et se trouva quelques pas plus loin complètement isolé. Un éclat de bombe siffla tout près de lui et s'enfonça dans la tranchée ; un obus qui s'éleva dans l'air paraissait voler droit sur sa poitrine : saisi tout à coup d'épouvante, il franchit quelques pas en courant et se jeta par terre ; lorsque l'obus eut éclaté assez loin, il éprouva contre lui-même une violente irritation et se leva ; il regarda autour de lui si personne ne l'avait vu se coucher : il n'y avait personne.

Une fois que la peur s'empare de l'âme, elle ne cède pas facilement la place à un autre sentiment. Lui qui se vantait de ne jamais courber la tête, il traversa la tranchée à pas rapides et presque à quatre pattes. — Ah ! c'est mauvais signe, pensa-t-il, comme son pied butait, je serai tué, c'est sûr ! — Il respirait difficilement, il était baigné de sueur, et il s'en étonnait sans faire le moindre effort pour dominer son effroi. Tout à coup, au bruit d'un pas qui venait à lui, il se redressa vivement, releva la tête, fit crânement sonner son sabre et ralentit sa marche. Il croisa un officier de sapeurs et un matelot ; le premier lui cria : « A terre ! » en indiquant le point lumineux d'une bombe qui approchait en redoublant de vitesse et d'éclat ; le projectile vint s'abattre à côté de la tranchée ; au cri de l'officier, Kalouguine fit un léger salut involontaire, puis il continua son chemin sans sourciller.

— En voilà un brave ! dit le matelot qui regardait avec sang-froid la chute de la bombe ; — son œil exercé avait calculé que les éclats ne tomberaient pas dans la tranchée ; — il ne veut pas se coucher !

Pour atteindre l'abri blindé du commandant du bastion, Kalouguine n'avait plus à traverser qu'un espace découvert, lorsqu'il se sentit de nouveau envahi par une peur stupide ; son cœur battit à se rompre, le sang lui monta à la tête et ce ne fut que par un violent effort sur lui-même qu'il atteignit l'abri en courant.

— Pourquoi êtes-vous si essoufflé ? lui demanda le général après qu'il eut transmis l'ordre dont il était porteur.

— J'ai marché très vite, Excellence.

— Puis-je vous offrir un verre de vin ?

Kalouguine but une rasade et alluma une cigarette. L'engagement était terminé, mais une forte canonnade continuait des deux côtés. Dans le « blindage » se trouvaient réunis le commandant du



bastion et quelques officiers, parmi lesquels Praskoukine ; ils se communiquaient les détails de l'affaire. Le réduit était tapissé d'un papier peint à fond bleu, meublé d'un canapé, d'un lit, d'une table couverte de paperasses, orné d'une pendule accrochée au mur et d'une image devant laquelle brûlait la petite lampe. Assis dans cette chambre confortable, Kalouguine contemplait tous ces indices d'une vie tranquille ; il mesurait du regard les grosses solives du plafond, épaisses d'une archine ; il écoutait le bruit de la canonnade assourdi par les blindages, et ne pouvait plus comprendre comment il s'était laissé aller deux fois à d'impardonnables accès de faiblesse. Irrité contre lui-même, il aurait voulu de nouveau s'exposer au danger pour se mettre à l'épreuve.

Un officier de marine, avec une grande moustache et une croix de Saint-George sur sa capote d'état-major, vint en ce moment prier le général de lui donner des ouvriers pour remettre en état deux embrasures ensablées dans la batterie. — Je suis bien aise de vous voir, capitaine, dit Kalouguine au nouveau-venu ; le général m'a chargé de vous demander si vos canons peuvent tirer à mitraille sur les tranchées.

— Une seule pièce,.. répondit le capitaine d'un air morose.

— Allons les examiner !

L'officier fronça les sourcils et grommela :

— Je viens de passer toute la nuit là-bas, je suis venu prendre un peu de repos ! Ne pourriez-vous pas y aller seul ? vous y trouverez mon second, le lieutenant Kartz, qui vous montrera tout.

Le capitaine commandait depuis six mois cette même batterie, une des plus dangereuses ; depuis le commencement du siège, et bien avant la construction des abris blindés, il n'avait pas quitté le bastion. Il s'était fait parmi les marins une réputation de courage à toute épreuve : aussi son refus surprit-il vivement Kalouguine.

— Voilà les réputations ! pensa ce dernier. — Alors, j'irai seul, si vous le permettez, ajouta-t-il tout haut d'un ton railleur auquel l'officier ne prêta aucune attention.

Kalouguine oubliait que cet homme comptait six mois entiers d'existence sur le bastion, tandis que lui, tout compte fait, n'y avait à différentes reprises passé qu'une cinquantaine d'heures. La vanité, le désir de briller, d'obtenir une récompense, de se faire une réputation, le plaisir même du danger, l'aiguillonnaient encore, tandis que le capitaine était devenu indifférent à tout cela ! Celui-là aussi avait paradé, fait acte de courage, risqué inutilement sa vie, espéré et reçu des récompenses, établi sa réputation de brave officier ; mais aujourd'hui ces stimulans avaient perdu leur pouvoir sur lui, il envisageait les choses autrement ; comprenant bien qu'il lui restait peu de chances d'échapper à la mort, après un séjour

de six mois sur les bastions, il ne se risquait plus à la légère et se bornait à remplir strictement son devoir ; si bien que le jeune lieutenant, nommé auprès de lui à la batterie depuis huit jours seulement, et Kalouguine, auquel ce lieutenant la montrait en détail, semblaient dix fois plus braves que le capitaine. Enchérissant l'un sur l'autre, ils se penchaient en dehors des embrasures et grimpaient sur les banquettes.

Sa visite terminée et comme il retournait au blindage, Kalouguine se heurta dans l'obscurité au général, qui se rendait à l'échauguette, suivi de ses officiers d'ordonnance.

— Capitaine Praskoukine, commanda le général, descendez, je vous prie, aux logemens de droite ; vous y trouverez le deuxième bataillon de M., qui travaille là-bas ; dites lui de cesser ses travaux, de se retirer sans bruit et d'aller rejoindre son régiment dans la réserve, au bas de la montagne. Vous me comprenez ? Conduisez-le vous-même jusqu'au régiment.

— J'y vais, répondit Praskoukine, qui s'éloigna au pas de course. La canonnade s'affaiblissait.

## IX.

— Êtes-vous le second bataillon du régiment de M. ? demanda Praskoukine à un soldat qui portait des sacs remplis de terre.

— Oui.

— Où est le commandant ?

Mikhaïlof, supposant qu'on demandait le capitaine de compagnie, sortit de son trou, porta la main à sa casquette et s'approcha de Praskoukine, qu'il prenait pour un chef.

— Le général vous ordonne... vous devez... vous retirer immédiatement... et surtout sans bruit... en arrière, c'est-à-dire vers la réserve, lui dit Praskoukine, en regardant à la dérobée dans la direction des feux de l'ennemi.

Ayant reconnu son camarade et s'étant bien rendu compte de la manœuvre, Mikhaïlof abaissa la main, transmit l'ordre aux soldats ; ils saisirent leurs fusils, enfilèrent leurs capotes et se mirent en marche.

Celui qui ne l'a pas éprouvé ne saurait apprécier l'intensité de la jouissance que ressent un homme, en s'éloignant, après trois heures de bombardement, d'un endroit aussi dangereux que les logemens. Pendant ces trois heures, Mikhaïlof, qui non sans raison pensait à sa mort comme à une chose inévitable, avait eu le temps de s'habituer à l'idée qu'il serait inmanquablement tué et qu'il n'appartenait plus au monde des vivans. Malgré cela, ce fut par un

violent effort qu'il se retint de courir, quand il sortit des logemens à la tête de sa compagnie, à côté de Praskoukine.

— Au revoir ! bon voyage ! leur cria le major qui commandait le bataillon laissé dans les logemens. — Mikhaïlof avait partagé avec lui son fromage, assis tous les deux dans le trou à l'abri du parapet.

— A vous de même, bonne chance ! Il me semble que ça se calme.

Mais à peine avait-il dit ces mots, que l'ennemi, qui avait sans doute remarqué le mouvement, recommença à tirer de plus belle ; les nôtres lui répondirent, et la canonnade reprit avec violence. Les étoiles brillaient, mais sans éclat, la nuit était noire ; seuls les coups de feu et les explosions des obus éclairaient par instans les objets environnans ; les soldats silencieux marchaient rapidement, se dépassant les uns les autres ; on n'entendait sur la route durcie que le bruit régulier de leurs pas, accompagné du roulement incessant de la canonnade, le cliquetis des baïonnettes entre-choquées, le soupir ou la prière d'un soldat : « Seigneur ! Seigneur ! » Parfois un blessé gémissait et l'on demandait un brancard. Dans la compagnie que commandait Mikhaïlof, le feu de l'artillerie avait enlevé vingt-six hommes depuis la veille. Un éclair illuminait les ténèbres lointaines de l'horizon ; la sentinelle sur le bastion criait : « Ca-non ! » et un boulet sifflant au-dessus de la compagnie s'enfonçait dans la terre, qu'il creusait en faisant voler des pierres.

— Que le diable les emporte ! Comme ils marchent lentement ! se disait Praskoukine, qui regardait derrière lui à chaque pas, tout en suivant Mikhaïlof ; je puis bien courir en avant, puisque j'ai transmis l'ordre... Au fait, non ; on raconterait ensuite que je suis un poltron !.. Qu'il en soit ce qu'il en sera, je marcherai avec eux.

— Pourquoi me suit-il ? se disait de son côté Mikhaïlof ; j'ai toujours remarqué qu'il portait malheur. En voilà une autre qui vole et tout droit sur nous, ce semble !

Quelques centaines de pas plus loin, ils rencontrèrent Kalouguine, qui faisait gaillardement sonner son sabre ; il allait aux logemens. Le général l'envoyait pour demander si les travaux avançaient ; mais, à la vue de Mikhaïlof, il se dit qu'au lieu de s'exposer à ce feu terrible, ce qui ne lui était pas ordonné, il pourrait tout aussi bien se renseigner en questionnant l'officier qui en venait. Mikhaïlof lui donna effectivement tous les détails ; Kalouguine l'accompagna un bout de chemin et rentra dans la tranchée qui conduisait à l'abri blindé.

— Qu'y a-t-il de neuf ? demanda l'officier, qui soupait seul dans le réduit.

— Rien, et je crois qu'il n'y aura plus d'engagement.

— Comment ! plus d'engagement ? Mais, au contraire, le général

vient de monter sur le bastion. Un nouveau régiment est venu. D'ailleurs, écoutez, voilà de nouveau la fusillade. N'y allez pas ; quel besoin ? ajouta l'officier, comme Kalouguine faisait un mouvement.

« Je devrais pourtant y aller, se disait ce dernier ; du reste, ne me suis-je pas exposé assez longtemps au danger aujourd'hui ? La fusillade est terrible. »

— C'est vrai, reprit-il tout haut, je ferai mieux d'attendre ici.

Vingt minutes plus tard, le général revint, accompagné de ses officiers, parmi lesquels se trouvait le junker baron Pesth ; mais Praskoukine n'y était pas. Les logemens avaient été repris et occupés par les nôtres.

Après avoir entendu les détails circonstanciés de l'affaire, Kalouguine sortit de l'abri avec Pesth.

## X.

— Vous avez du sang sur votre capote : vous vous êtes donc battu à l'arme blanche ? demanda Kalouguine.

— Oh ! c'est affreux ! figurez-vous... Et Pesth se mit à lui raconter comment il avait mené sa compagnie, après la mort du commandant, de quelle façon il avait assommé un Français et comment, sans lui, l'affaire aurait été perdue. Le fond du récit, c'est-à-dire la mort du commandant et le Français tué par Pesth, était véridique ; mais le junker, en précisant les détails, amplifiait et se vantait.

Il se vantait sans préméditation ; pendant toute la durée de l'affaire, il avait vécu dans un brouillard fantastique, à tel point que tout ce qui s'était passé lui semblait avoir eu lieu vaguement, Dieu sait où, Dieu sait quand, et se rapporter à quelqu'un qui n'était pas lui ; tout naturellement il essayait de créer des incidens à son avantage. Voici, du reste, comment la chose s'était passée.

Le bataillon auquel il avait été attaché pour prendre part à la sortie était resté deux heures sous le feu de l'ennemi, puis le commandant avait prononcé quelques mots, les chefs de compagnie s'étaient agités, la troupe avait quitté l'abri du parapet et s'était alignée en colonnes cent pas plus loin. Pesth avait reçu l'ordre de se placer sur le flanc de la seconde compagnie.

Ne se rendant compte ni du lieu, ni de l'action, le junker, la respiration comprimée, en proie à un frisson nerveux qui lui courait dans le dos, se plaça à l'endroit indiqué et regarda machinalement devant lui, dans l'obscurité lointaine, s'attendant à quelque chose de terrible. Du reste, le sentiment de la peur n'était pas chez lui l'impression dominante, car on ne tirait plus ; ce qui lui paraissait étrange, inquiétant, c'était de se trouver en plein champ, hors des fortifications.

Le commandant du bataillon prononça de nouveau quelques paroles qui furent de nouveau répétées tout bas par les officiers, et tout à coup la muraille noire formée par la première compagnie s'affaissa : on avait reçu l'ordre de se coucher par terre. La seconde compagnie fit de même, et Pesth, en se couchant, se piqua la main à quelque chose de pointu. Seule, la petite silhouette du capitaine de la seconde compagnie, restée debout, brandissait une épée nue sans cesser de parler, de se mouvoir devant les soldats.

— Enfants, attention ! Montrez-vous, mes braves ! pas de coups de fusil, abordons ces canailles à la baïonnette ! Quand je crierai : Hourra ! qu'on me suive... de près et tous ensemble... Nous leur ferons voir ce que nous pouvons faire... Nous ne nous couvrirons pas de honte, n'est-ce pas, enfans ? Pour le tsar notre père ?

— Comment s'appelle le chef de compagnie ? demanda Pesth à un junker, son voisin ; — en voilà un brave !

— Oui, au feu il est toujours ainsi ; il s'appelle Lissinkowsky.

Juste à ce moment jaillit une flamme, suivie d'une détonation assourdissante ; des éclats et des pierres volèrent en l'air ; une cinquantaine de secondes plus tard, une de ces pierres retomba de très haut et broya le pied à un soldat. Une bombe s'était abattue au milieu de la compagnie, ce qui prouvait que les Français avaient remarqué la colonne.

— Ah ! tu nous lances des bombes à présent !.. Laisse-nous seulement arriver jusqu'à toi, tu goûteras de la baïonnette russe, maudit !.. Le capitaine criait si haut que le commandant du bataillon lui ordonna de se taire.

La première compagnie se leva ; après elle, la seconde ; les soldats reprirent leurs fusils et le bataillon avança. Pesth, en proie à une folle terreur, ne put jamais se rappeler s'ils avaient marché longtemps ; il allait comme un homme ivre. Tout à coup, de tous les côtés, des milliers de feux s'allumèrent, avec des sifflemens, des craquemens ; il poussa un cri et courut en avant parce que tous couraient et criaient ; puis il culbuta et tomba sur quelque chose. C'était le chef de compagnie, blessé en avant de sa troupe, qui prit le junker pour un Français, et le saisit par la jambe. Pesth dégagea son pied et se releva ; quelqu'un se jeta alors sur lui dans l'obscurité, et peu s'en fallut qu'il ne fût de nouveau renversé ; une voix lui cria : « Égorge-le donc ! Qu'attends-tu ? » Une main saisit son fusil, la pointe de sa baïonnette s'enfonça dans quelque chose de mou. « Ah ! Dieu ! » Ces mots furent proférés en français, avec un accent de douleur et d'épouvante : le junker comprit qu'il venait de tuer un Français. Une sueur froide mouilla tout son corps, il fut pris d'un tremblement et jeta son fusil ; mais cela ne dura qu'une seconde : la pensée qu'il était un héros se présenta à son

esprit. Relevant son arme, il s'éloigna du mort en courant et criant : Hourra ! avec les autres. Vingt pas plus loin, il atteignit la tranchée où se trouvaient les nôtres et le commandant du bataillon.

— J'en ai tué un ! dit-il à ce dernier.

— Vous êtes un brave, baron ! lui fut-il répondu.

## XI.

— Vous savez que Praskoukine est tué, dit Pesth à Kalouguine en le reconduisant.

— Pas possible !

— Comment donc ? je l'ai vu moi-même.

— Adieu ! je suis pressé.

— Bonne journée ! pensait Kalouguine en rentrant chez lui ; pour la première fois j'ai du bonheur. L'affaire a été brillante, je m'en suis tiré sain et sauf, il y aura force présentations ; un sabre d'honneur, c'est le moins qu'on puisse me donner. Eh ! ma foi, je l'ai bien mérité.

Il fit son rapport au général et rentra dans sa chambre ; le prince Galtzine lisait un livre pris sur la table et l'attendait depuis longtemps.

Ce fut avec une jouissance inexprimable que Kalouguine se trouva chez lui, loin du danger. En chemise de nuit, couché sur son lit, il racontait à Galtzine les incidens du combat ; ces incidens s'arrangeaient tout naturellement pour faire ressortir combien lui, Kalouguine, était un officier capable et brave ; il glissait d'ailleurs discrètement là-dessus, vu que personne ne devait l'ignorer et n'avait le droit d'en douter, à l'exception peut-être du défunt capitaine Praskoukine ; ce dernier, quoiqu'il se sentît très honoré de marcher bras dessus, bras dessous avec l'aide-de-camp, avait raconté la veille encore, à un de ses amis, dans le tuyau de l'oreille, que Kalouguine, un très bon garçon du reste, n'aimait pas la promenade sur les bastions.

Nous avons laissé Praskoukine revenant avec Mikhaïlof ; il avait gagné un endroit moins exposé et commençait à se sentir renaître, lorsqu'il aperçut en se retournant la lumière soudaine d'un éclair ; la sentinelle cria : « Mor-tier ! » et un des soldats qui suivaient ajouta : « Il vole droit au bastion ! »

Mikhaïlof regarda. Le point lumineux de la bombe semblait arrêté à son zénith juste au moment où la direction qu'elle allait suivre était impossible à déterminer ; ce fut l'espace d'une seconde ; soudain, redoublant de vitesse, le projectile se rapprocha de plus en

plus ; on voyait déjà voler les étincelles de l'amorce, on entendait le lugubre sifflement : il allait tomber droit au milieu du bataillon.

— A terre ! cria une voix.

Mikhaïlof et Praskoukine obéirent. Ce dernier, les yeux fermés, entendit la bombe tomber quelque part, tout près de lui, sur la terre dure. Une seconde, qui lui parut être une heure, se passa : la bombe n'éclatait pas. Praskoukine s'effraya, puis se demanda s'il avait raison de s'effrayer ; peut-être était-elle tombée plus loin et se figurait-il à tort entendre chuintier la mèche à côté de lui. Ouvrant les yeux, il vit avec satisfaction Mikhaïlof étendu immobile à ses pieds ; mais en même temps il aperçut, à une archine de distance, l'amorce enflammée de la bombe qui tournait comme une toupie.

Une terreur glaciale, qui tuait toute idée, tout sentiment, s'empara de son être ; il se couvrit la figure de ses deux mains.

Une seconde encore s'écoula, durant laquelle tout un monde de pensées, d'espérances, de sensations et de souvenirs traversèrent son esprit.

— Qui tuera-t-elle ? moi ou Mikhaïlof, ou bien tous les deux ensemble ? Et, si c'est moi, où me frappera-t-elle ? à la tête, ce sera fini ; au pied, on me le coupera, .. alors j'insisterai pour qu'on me donne du chloroforme, — et je pourrai rester en vie. Peut-être Mikhaïlof sera-t-il tué seul, et plus tard je raconterai que nous étions ensemble et que j'ai été couvert de son sang. Non, non ! elle est plus près de moi, .. ce sera moi !

Ici il se souvint des douze roubles qu'il restait devoir à Mikhaïlof et d'une autre dette laissée à Pétersbourg qui aurait dû être réglée depuis longtemps ; un air bohémien qu'il chantait la veille lui revint à la mémoire. Il revit aussi en imagination la femme qu'il aimait, coiffée d'un bonnet à rubans lilas, l'homme qui l'avait offensé cinq ans auparavant et dont il ne s'était pas vengé ; mais au milieu de ces souvenirs et de tant d'autres, le sentiment du présent, — l'attente de la mort, — ne le quittait pas. « Si elle allait ne pas éclater ? » pensa-t-il, et il fut sur le point d'ouvrir les yeux avec une audace désespérée : mais, à ce moment, à travers ses paupières encore closes, un feu rouge frappa ses prunelles : quelque chose le heurta, avec un fracas épouvantable, au milieu de la poitrine ; il s'élança en courant au hasard, s'embarra les pieds dans son sabre, trébucha et tomba sur le flanc.

— Dieu soit loué, je ne suis que contusionné ! — Ce fut sa première pensée, et il voulut tâter sa poitrine, mais ses mains lui firent l'effet d'être liées, un étau lui serrait la tête : devant ses yeux couraient des soldats, il les comptait machinalement : « Un, deux, trois soldats, et voilà un officier qui perd son manteau ! » Un nouvel

éclair brilla, il se demanda ce qui avait tiré, — était-ce un mortier ou un canon? Un canon sans doute. On tire de nouveau, voilà encore des soldats : cinq, six, sept, ils passent devant, — et tout à coup il eut une peur terrible d'être écrasé par eux. Il voulut crier, dire qu'il était contusionné, mais sa bouche était sèche, sa langue se collait au palais, il éprouvait une soif ardente, il sentait que sa poitrine était mouillée et la sensation de cette humidité lui faisait songer à l'eau,.. il aurait voulu boire ce qui le mouillait. « J'ai dû m'écorcher en tombant, » se dit-il, et de plus en plus effrayé à l'idée d'être écrasé par les soldats qui couraient en masse devant lui, il essaya de nouveau de crier : « Prenez-moi!.. » Mais, au lieu de cela, il poussa un gémissement si terrible qu'il en fut lui-même épouvanté. Ensuite, des étincelles rouges dansèrent devant ses yeux, il lui sembla que les soldats entassaient des pierres sur lui ; les étincelles dansaient moins vivement, les pierres qu'on entassait l'étouffaient de plus en plus ; il fit un violent effort pour les rejeter ; il s'allongea, il cessa de voir, d'entendre, de penser, de sentir. Il avait été tué sur place par un éclat reçu en pleine poitrine.

## XII.

Mikhaïlof, lui aussi, s'était jeté par terre en apercevant la bombe ; comme Praskoukine, il avait pensé à une foule de choses pendant les deux secondes qui précédèrent l'explosion. Il priait Dieu mentalement en répétant : « Que ta volonté soit faite ! Pourquoi, Seigneur, suis-je militaire? pourquoi ai-je permuté dans l'infanterie pour faire cette campagne? Que ne suis-je resté dans le régiment des uhlands au gouvernement de F., près de mon amie Natacha? et maintenant, voilà ce qui m'attend! » Il se mit à compter : un, deux, trois, quatre, en se disant que, si la bombe éclatait au nombre pair, il demeurerait en vie, si au nombre impair, il serait tué. « Tout est fini, je suis tué! » pensa-t-il au bruit de l'explosion, sans plus songer au pair et à l'impair. Frappé à la tête, il ressentit une effroyable douleur : « Seigneur, pardonnez-moi mes péchés! » murmura-t-il en joignant les mains ; il essaya de se soulever et retomba sans connaissance, la face contre terre.

Sa première sensation, quand il revint à lui, fut le sang qui lui coulait du nez ; la douleur à la tête était beaucoup plus faible : « C'est l'âme qui s'en va : qu'y aura-t-il là bas? Mon Dieu, recevez mon âme en paix!.. C'est pourtant étrange, raisonnait-il, je me meurs, et j'entends distinctement les pas des soldats et le bruit des coups de feu! »

— Par ici, un brancard! le chef de compagnie est tué, — cria au-dessus de lui une voix qu'il reconnut, celle du tambour Ignatief.



Quelqu'un le souleva par les épaules, il ouvrit les yeux avec effort et vit sur sa tête le ciel d'un bleu sombre, des myriades d'étoiles, et deux bombes qui volaient dans l'espace, comme cherchant à se dépasser. Il vit Ignatief, les soldats chargés de brancards et de fusils, le talus de la tranchée, et, tout à coup, il comprit qu'il était encore de ce monde.

Une pierre l'avait légèrement blessé à la tête. Sa toute première impression fut presque un regret ; il s'était si bien, si tranquillement préparé à passer *là-bas*, que le retour à la réalité, la vue des bombes, des tranchées et du sang lui furent pénibles. La seconde impression fut une joie involontaire de se sentir vivant, — et la troisième, le désir de quitter le bastion au plus vite. Le tambour banda la tête à son commandant, et l'emmena à l'ambulance en le soutenant sous le bras.

— Où vais-je et pourquoi? pensa le capitaine revenu un peu à lui ; mon devoir est de rester avec ma compagnie ; — d'autant plus, lui souffla une voix intérieure, qu'elle sera bientôt hors de la portée du feu de l'ennemi.

— C'est inutile, mon ami, dit-il au tambour, en retirant son bras. — Je n'irai pas à l'ambulance, je resterai avec la compagnie.

— Il vaut mieux se laisser panser comme il faut, Votre Noblesse ; le premier moment, ça ne semble être rien et puis ça peut empirer. Vrai, Votre Noblesse...

Mikhaïlof s'était arrêté indécis ; il aurait peut-être suivi le conseil d'Ignatief, mais il se rappela la quantité de blessés qui encombraient l'ambulance, presque tous grièvement atteints. — Le médecin se moquera peut-être de mon écorchure, se dit-il ; et, sans écouter les argumens du tambour, il alla, d'un pas ferme, rejoindre sa compagnie.

— Où est l'officier Praskoukine, qui était tantôt à côté de moi? demanda-t-il au sous-lieutenant qu'il retrouva sur le front de la compagnie.

— Je ne sais pas, je crois qu'il est tué, répondit ce dernier avec hésitation.

— Tué ou blessé? Comment ne le savez-vous pas? Il marchait avec nous ; pourquoi ne l'avez-vous pas emporté?

— Ce n'était pas possible dans cette fournaise!

— Oh! comment, Mikhaïl Ivanitch, dit Mikhaïlof d'un ton d'irritation, abandonner un vivant! Et s'il est mort, il fallait tout de même emporter son corps.

— Quel vivant! Puisque je vous dis que je me suis approché et que j'ai vu !.. Que voulez-vous? on a à peine le temps d'emporter

les siens!.. Ah! ces canailles, les voilà qui lancent des boulets à présent!

Mikhaïlof s'était assis et tenait sa tête à deux mains; la marche avait augmenté la violence de la douleur: — Non, dit-il, il faut absolument aller le prendre; il est peut-être vivant, c'est notre devoir, Mikhaï! Ivanitch!

Mikhaïl Ivanitch ne répondit rien.

— Il n'a pas eu l'idée de l'emporter, et maintenant il faudra détacher des soldats isolés. Comment les envoyer sous ce feu d'enfer qui les tuera pour rien? pensait Mikhaïlof.

— Enfans, il faut retourner là-bas prendre cet officier qui est blessé, là-bas, dans le fossé, dit-il sans élever la voix et d'un ton qui n'avait rien du commandement; car il devinait à quel point l'exécution de cet ordre devait être désagréable aux hommes; et comme il ne s'adressait à personne en particulier, aucun d'eux ne s'avança à cet appel.

— Qui sait? il est peut-être mort, et *ça ne vaut pas la peine* d'exposer inutilement nos hommes. C'est ma faute, j'aurais dû y penser. J'irai seul, c'est mon devoir. Mikhaïl Ivanitch, ajouta-t-il tout haut, conduisez la compagnie, je vous rattraperai. — Et ramassant d'une main les plis de son manteau, il toucha de l'autre l'image de saint Mitrophane; il la portait sur sa poitrine, par dévotion spéciale à ce bienheureux.

Le capitaine rebroussa chemin, s'assura que Praskoukine était bien mort, et revint en retenant de la main le bandage relâché qui entourait sa tête. Le bataillon était déjà au pied de la montagne et presque en dehors de l'atteinte des balles, lorsque Mikhaïlof le rejoignit. Quelques bombes perdues arrivaient encore.

— Il faudra que j'aille demain me faire inscrire à l'ambulance, se dit le capitaine, tandis que l'aide-chirurgien rebandait sa plaie.

### XIII.

Des centaines de corps mutilés, fraîchement ensanglantés, qui, deux heures avant, étaient pleins d'espérances et de volontés diverses, sublimes ou mesquines, — gisaient, les membres raidis, dans la vallée fleurie et baignée de rosée qui sépare le bastion de la tranchée, ou sur le sol uni de la petite chapelle des morts dans Sébastopol; les lèvres desséchées de tous ces hommes murmuraient des prières, des malédictions ou des gémissemens; ils rampaient et se retournaient sur le flanc, les uns abandonnés parmi les cadavres de la vallée en fleurs, les autres sur les brancards, les lits et le plancher humide de l'ambulance; malgré cela, tout comme aux

jours précédens, le ciel s'embrasait de lueurs d'aurore au-dessus du mont Sapoun, les étoiles scintillantes pâlissoient, un brouillard blanchâtre se levait sur la houle sombre et plaintive de la mer, l'aube empourprait l'orient, de longs nuages de flamme couraient sur l'horizon d'azur; comme aux jours précédens, le grand flambeau montait lentement, puissant et superbe, promettant au monde ranimé la joie, l'amour et le bonheur.

## XIV.

Le lendemain soir, la musique du régiment des chasseurs jouait de nouveau sur le boulevard; autour du pavillon, des officiers, des junkers, des soldats, des jeunes femmes se promenaient avec un air de fête dans les allées d'acacias blancs en fleurs.

Kalouguine, le prince Galtzine et un autre colonel marchaient bras dessus bras dessous en causant de l'affaire de la veille. Le sujet dominant dans cette conversation était, comme toujours, non l'affaire elle-même, mais la part qu'y avaient prise ceux qui en parlaient : l'expression de leurs figures, le son de leurs voix, avaient quelque chose de sérieux, de triste, et l'on aurait pu supposer que les pertes subies les affligeaient profondément; mais à dire vrai, comme personne d'entre eux n'avait perdu quelqu'un qui lui fût cher, ils s'imposaient cette expression officielle de deuil par pure convenance. Kalouguine et le colonel, quoiqu'ils fussent de très bonnes gens, n'eussent pas demandé mieux que d'assister tous les jours à un engagement pareil pour recevoir chaque fois une épée d'honneur ou le grade de général-major. Quand j'entends qualifier de monstre un conquérant, qui envoie à leur perte des millions d'hommes pour satisfaire son ambition, j'ai toujours envie de rire; questionnez un peu les sous-lieutenans, Pétrouchef, Antonof et autres, et vous verrez que chacun de nous est un Napoléon au petit pied, un monstre prêt à engager une bataille, à tuer une centaine d'hommes, pour obtenir une petite étoile de plus ou une augmentation d'appointemens.

— Je vous demande pardon, disait le colonel, l'affaire a commencé sur le flanc gauche... *J'y étais!*

— Peut-être bien, répondit Kalouguine, car j'ai été presque tout le temps au flanc droit; j'y suis allé deux fois: d'abord pour chercher le général, ensuite simplement comme ça, pour regarder! C'est là qu'il faisait chaud!

— Si Kalouguine le dit, c'est positif! répartit le colonel en se tournant vers Galtzine. Sais-tu qu'aujourd'hui même V... m'a dit que tu étais un brave? Nos pertes sont réellement effrayantes: dans mon régiment, quatre cents hommes hors de combat! Je ne comprends pas comment j'en suis sorti vivant!

A l'autre extrémité du boulevard, ils virent surgir la tête bandée de Mikhaïlof, qui venait à leur rencontre.

— Vous êtes blessé, capitaine? lui demanda Kalouguine.

— Oui, légèrement! par une pierre, répondit Mikhaïlof.

— Le pavillon est-il déjà amené? fit le prince Galtzine, regardant par-dessus la casquette du capitaine et ne s'adressant à personne en particulier.

— Non, pas encore (1), dit Mikhaïlof, très désireux de montrer qu'il savait le français.

— L'armistice dure-t-il encore? demanda Galtzine en lui adressant poliment la parole en russe, ce qui semblait vouloir dire au capitaine : — Je sais que vous parlez difficilement le français; pour-quoi ne pas parler russe tout simplement? Sur ce, les aides-de-camp s'éloignèrent de Mikhaïlof, qui se sentit, comme la veille au soir, très isolé; ne voulant pas frayer avec les uns et ne se décidant pas à aborder les autres, il se borna à saluer quelques personnes et s'assit près du monument de Kazarsky pour fumer une cigarette.

Le baron Pesth fit aussi son apparition sur le boulevard; il raconta qu'il avait pris part à la négociation de l'armistice, qu'il avait causé avec des officiers français et que l'un d'eux lui avait dit : — Si le jour était venu une demi-heure plus tard, les embuscades auraient été reprises; — à quoi il lui aurait répondu : — Monsieur, je ne dis pas non, pour ne pas vous donner un démenti. — Et sa réponse le remplissait d'orgueil.

En réalité, bien qu'il eût assisté à la conclusion de l'armistice et qu'il eût grande envie de causer avec des Français, chose particulièrement amusante, il n'avait rien dit de remarquable. Le junker baron Pesth s'était longtemps promené devant les lignes en demandant aux Français les plus rapprochés de lui : « De quel régiment êtes-vous? » On lui répondait, et c'était tout. Comme il s'était avancé un peu au-delà du terrain neutralisé, une sentinelle française, qui ne se figurait pas que ce Russe comprit sa langue, lui avait lancé un formidable juron. « Il vient regarder nos travaux, ce sacré!.. » si bien qu'après cela, ne trouvant plus d'intérêt à sa promenade, le junker baron Pesth était retourné chez lui, en composant tout le long du chemin les phrases françaises qu'il venait de débiter à ses connaissances. On voyait aussi à la promenade le capitaine Zobkine criant à haute voix, le capitaine Objogof avec son uniforme déchiré, le capitaine d'artillerie qui ne cherche les bonnes grâces de personne, le junker heureux en amour, en un mot tous les personnages de la veille, agissant sous l'empire des mêmes éter-

(1) En français dans le texte.

nels mobiles. Il ne manquait que Praskoukine, Néferdof et quelques autres ; nul ne songeait plus à eux ; pourtant leurs corps n'étaient encore ni lavés, ni habillés, ni ensevelis dans la terre.

## XV.

Sur nos bastions et dans les tranchées françaises flottent les drapeaux blancs ; dans la vallée couverte de fleurs gisent entassés, déchaussés, habillés de bleu ou de gris, des corps mutilés qu'emportent les travailleurs pour les déposer sur des charrettes ; l'air est empesté par l'odeur des cadavres. De Sébastopol et du camp français, une masse de monde afflue pour contempler ce spectacle ; c'est avec une curiosité avide et bienveillante que les uns et les autres se rencontrent sur ce terrain.

Écoutons les propos qui s'échangent entre eux.

Là, dans ce petit groupe de Français et de Russes, un jeune officier examine une giberne ; quoiqu'il parle mal le français, il se fait suffisamment comprendre.

— Et ceci pourquoi... ce oiseau là ? demande-t-il.

— Parce que c'est une giberne d'un régiment de la garde, monsieur ; elle porte l'aigle impériale.

— Et vous, de la garde ?

— Pardon, monsieur, du 6<sup>e</sup> de ligne.

— Et ceci, où acheté ? — L'officier indique le petit tube en bois qui maintient la cigarette du Français.

— A Balaklava, monsieur, c'est tout simplement en bois de palmier.

— Joli ! réplique l'officier, forcé d'employer le peu de mots qu'il connaît et qui, bon gré mal gré, s'imposent à lui dans la conversation.

— Si vous voulez bien garder cela en souvenir de cette rencontre, vous m'obligerez !

Et le Français jette sa cigarette, souffle dans le tube et le présente poliment à l'officier en saluant ; celui-ci lui donne le sien en échange ; tous les assistans français et russes sourient et paraissent enchantés.

Voici un fantassin à la mine dégourdie, en chemise rose, sa capote jetée sur les épaules ; sa figure respire la gaité et la curiosité ; accompagné de deux camarades, les mains derrière le dos, il s'approche, demande du feu au Français ; celui-ci souffle, secoue son brûle-gueule et offre de son feu au Russe.

— *Tabac bonn !* dit le soldat en chemise rose, et les spectateurs sourient.

— Oui, bon tabac, tabac turc ! répond le Français ; — et chez vous autres, tabac russe bon ?

— *Rouss bonn !* reprend le soldat en chemise rose, et cette fois les spectateurs rient aux éclats. *Français pas bonn, bonn jour, mousiou !* poursuit le soldat faisant parade de tout son savoir en français, riant et tapant sur le ventre de son interlocuteur. Les Français rient aussi.

— Ils ne sont pas jolis, ces b... de Russes, dit un zouave.

— De quoi est-ce qu'ils rient ? demande un autre avec un fort accent italien.

— *Le caftan bonn !* recommence le hardi soldat en examinant les pans brodés du zouave.

— A vos places, sacré nom ! crie à ce moment un caporal français ; et les soldats se dispersent de mauvaise humeur.

Cependant notre jeune lieutenant de cavalerie fait la roue dans un groupe d'officiers ennemis. — Je l'ai beaucoup connu, le comte Sasonof, dit l'un de ceux-ci ; c'est un de ces vrais comtes russes, comme nous les aimons.

— J'ai aussi connu un Sasonof, reprend l'officier de cavalerie, mais il n'était pas comte, que je sache ; c'est un petit brun, de votre âge à peu près.

— C'est ça, monsieur, c'est lui. Oh ! que je voudrais le voir, ce cher comte ! Si vous le voyez, faites-lui bien mes complimens. — Capitaine Latour, ajouta-t-il en s'inclinant.

— Quelle triste besogne nous faisons ! Ça chauffait cette nuit, n'est-ce pas ? reprend l'officier de cavalerie, désireux de soutenir la conversation et montrant les cadavres.

— Oh ! monsieur, c'est affreux ; mais quels gaillards, vos soldats ! C'est un plaisir que de se battre avec des gaillards comme eux.

— Il faut avouer que les vôtres ne se mouchent pas du pied non plus, répond le cavalier russe en saluant, persuadé qu'il a fort bien reparti.

Mais assez sur ce sujet ; regardez plutôt ce gamin de dix ans, coiffé d'une vieille casquette usée appartenant sans doute à son père, les jambes nues et les pieds chaussés de grands souliers, vêtu d'un pantalon en cotonnade, retenu par une seule bretelle ; il est sorti des fortifications au début de la trêve, il se promène depuis lors dans le terrain creux, examinant avec une curiosité stupide les Français, les corps couchés par terre ; il cueille les petites fleurs bleues des champs, dont le vallon est parsemé. L'enfant retourne sur ses pas avec un grand bouquet et se bouche le nez pour ne pas sentir l'infecte odeur que lui envoie le vent ; arrêté auprès de quelques cadavres entassés, il examine longtemps un mort privé de sa tête

et hideux à voir. Après une longue contemplation, il s'approche et touche du pied le bras raidi, tendu ; comme il appuie dessus plus fort, le bras remue et retombe à sa place. Le gamin pousse un cri, cache son visage dans les fleurs, et rentre dans les fortifications en courant à toutes jambes.

Oui, sur les bastions et sur les tranchées flottent les drapeaux blancs, un soleil resplendissant descend sur la mer bleue, cette mer ondule et brille sous les rayons dorés ; des milliers de gens se groupent, regardent, causent et se sourient les uns aux autres ; ces gens-là, qui sont des chrétiens, qui professent la grande loi de l'amour et du dévouement, contemplent leur œuvre sans se jeter repentans aux genoux de Celui qui leur a donné la vie, et avec la vie la crainte de la mort, l'amour du bien et du beau ; ces gens-là ne s'embrassent pas comme des frères en versant des larmes de joie et de bonheur ! Consolons-nous du moins par la pensée que ce n'est pas nous qui avons commencé cette guerre, que nous nous bornons à défendre notre pays, notre sol natal ! Les drapeaux blancs sont enlevés, les engins de mort et de souffrance tonnent de nouveau : de nouveau, le sang innocent coule à flots, on entend les gémissemens et les malédictions.

J'ai dit tout ce que je voulais dire, pour cette fois du moins : mais un doute pénible m'accable. Il aurait peut-être mieux valu se taire, car peut-être ce que j'ai dit est du nombre de ces vérités pernicieuses, obscurément enfouies dans l'âme de chacun, et qui, pour rester inoffensives, ne doivent pas être exprimées : de même qu'il ne faut pas remuer un vieux vin, de crainte que le dépôt ne remonte et ne trouble la liqueur. Où donc, dans ce récit, voyons-nous le mal qu'il faut éviter et le bien vers lequel il faut tendre ? Où est le traître ? où le héros ? Tous sont bons et tous sont mauvais. Ce n'est pas Kalouguine, avec son brillant courage, sa bravoure de gentilhomme et sa vanité, principal moteur de toutes ses actions... Ce n'est pas Praskoukine, nul et inoffensif, bien qu'il soit tombé sur le champ de bataille pour la foi, le trône et la patrie, ni Mikhaïlof, si timide, ni Pesth, cet enfant sans conviction et sans règle morale, qui pourraient passer pour des traîtres ou des héros...

Non, le héros de mon récit, celui que j'aime de toutes les forces de mon âme, celui que j'ai tâché de reproduire dans toute sa beauté, celui qui a été, est et sera toujours beau, — c'est le Vrai !

C<sup>e</sup> LÉON TOLSTOÏ.

---

UN

# AMIRAL DE VINGT-QUATRE ANS

---

I.

« Valeureux Othello, nous allons vous employer contre l'ennemi du genre humain : le Turc a préparé une expédition formidable contre Chypre ; il faut que vous partiez cette nuit même. Laissez un officier derrière vous : il vous portera nos ordres. »

C'est ainsi que, quarante ans après le départ de la flotte du sultan Sélim II pour Limasol, Shakspeare faisait parler le sénat de Venise. Depuis près d'un siècle, la république exerçait la souveraineté directe sur l'île conquise en 1191 par Richard Cœur-de-Lion : cette possession était la garantie de son commerce avec le Levant ; si on la lui enlevait, les pavillons chrétiens, cruellement molestés déjà par les Barbaresques, se trouveraient bientôt exclus du bassin oriental de la Méditerranée. Le trouble et l'incertitude règnent dans le conseil. « Il n'y a point, dit le doge, d'accord dans ces nouvelles. — En effet, remarque un sénateur, les chiffres cités dans les diverses dépêches ne sont pas les mêmes : mes lettres parlent de 107 galères. — Les miennes, reprend un autre, en mentionnent 140. — Et moi, interrompt un troisième, on m'écrit 200. » Qu'importent ces divergences ? Tous les rapports confirment l'apparition d'une flotte ottomane dans les parages qui avoisinent le canal de Chypre. En ce moment, arrive un nouveau messenger : « L'armement turc, dit-il, se dirige vers Rhodes. » Rien de plus vrai : les Ottomans, en vidant l'Archipel, ont mis le cap sur Rhodes, mais



c'était pour y rallier une seconde flotte : — la flotte de Mourad-Reis, composée de 25 galères ; — maintenant ils font franchement route vers le promontoire Saint-André. Othello n'a pas un instant à perdre : il part dans la nuit même.

Qui ne reconnaîtrait dans la fiction du poète la trace irrécusable de l'émotion qu'une longue période de sécurité relative n'avait pas encore effacée ? « O siècle, vraiment arrivé au comble des malheurs ! s'écriait, de son côté, le saint pontife Pie V. Les Turcs ont déclaré la guerre aux Vénitiens : ils ne songent qu'à détruire la chrétienté pièce à pièce. Considérez les commencemens si humbles et si obscurs de cette nation : elle prend naissance chez les Scythes qui habitent le Caucase des Indes, s'établit d'abord dans la Perse et dans la Médie, y vivant de brigandages, et, pendant bien des années, ne faisant aucun bruit dans le monde : peu à peu ses forces s'accroissent ; elle a l'audace d'envahir en armes des provinces chrétiennes, elle occupe la Cilicie, subjugue les Arméniens, combat les Thraces d'Asie et les Ciliciens de la Cappadoce, se répand comme un torrent jusqu'aux bords de l'Euphrate et du Tigre, soumet les habitans du Mont-Taurus et ceux du Mont-Amanus. Où s'arrêtera la cupidité du Turc ? Ne voyons-nous pas les armes ottomanes se porter au-delà du Tanaïs, du Volga, du Borysthène, de la mer d'Hyrcanie ? Après avoir dévoré presque toute l'Asie, les Turcs s'emparent de Constantinople et se saisissent de la Grèce ; ils renversent de son trône le sultan du Caire : l'Égypte et la Syrie, deux grandes puissances, tombent entre leurs mains ; Soliman, de nos jours, a réduit en son pouvoir une partie de la Hongrie. Il a pris l'île de Rhodes, assiégé Malte, occupé par fraude l'île de Chio, enlevé Sigeth aux Hongrois. Sélim, aujourd'hui, après avoir violé le droit des gens, violé sa propre foi, avide encore d'étendre sa tyrannie rapace, envoie assaillir le royaume de Chypre. »

Le tableau tracé par le père commun des fidèles n'était que trop exact. La vigueur morale de la Rome antique et la décision inflexible des vieux pères conscrits revivaient heureusement dans Pie V. Quel rude sénateur ce pape du xvi<sup>e</sup> siècle eût été ! A l'âge de soixante-six ans, avec trois pierres d'une once et demie chacune dans la vessie, le moine austère qu'un suffrage imprévu appela, en l'année 1565, à s'asseoir dans la chaire de Saint-Pierre, étonna le monde par son activité merveilleuse et par sa ferveur juvénile. On le vit, oubliant ses atroces souffrances, porter durant de longs mois ses prières au pied des autels, adresser ses sollicitations ardentes à toutes les cours, invoquer à la fois, avec cette violence impétueuse qui fait la force des saints, le roi du ciel et les princes de la terre, prodiguer en un mot ses démarches, ses émissaires, ses

trésors, pour armer contre l'ennemi de la foi chrétienne les fils dégénérés des croisés.

Quand la ligue, après de longs débats et d'interminables hésitations, fut conclue, on offrit le commandement de l'armée au duc d'Anjou. « Le duc s'excusa, dit Brantôme (1), sur les affaires du roi son frère. » A défaut de ce prince français, on voulut un instant avoir pour généralissime le prince de Savoie : « Le prince objecta l'état de sa santé. » Peut-être les alliés se méfièrent-ils aussi, toute réflexion faite, de son ambition. Le nom de don Juan d'Autriche fut enfin prononcé. « Don Juan d'Autriche ne fit pas comme les autres : de grande joie et très volontiers, il accepta ce beau et saint bâton de général. » Il avait alors vingt-quatre ans. « Il était beau, gentil en toutes ses actions, courtois, affable, d'un grand esprit et surtout très brave. » De plus « il croyait le conseil, » — trait de ressemblance que nous lui reconnaissons avec Nelson, — « et lui obéissait pour se faire grand. »

Les princes ont été quelquefois le plus bel ornement d'une république : les monarchies leur ont dû en tout temps la sève et la vigueur. Sans eux, les armées n'auraient trouvé pour les commander que des capitaines au déclin de l'âge. Nous avons vu Doria et Barberousse, sur leurs vieux jours, s'alarmant d'une responsabilité qui, quelques années plus tôt, leur eût paru légère, vouloir, d'un commun accord, écarter l'occasion d'une action décisive (2) : nous verrons, au contraire, à Lépante, un jeune capitaine affranchi tout à coup par la fortune propice des doutes importuns dont de timides conseils ne cessent depuis deux mois d'assiéger son esprit, céder à l'involontaire transport d'une âme que l'approche du combat enivre et témoigner sa guerrière allégresse « en dansant la gailarde avec deux de ses chevaliers sur la place d'armes de sa galère. » Le vice-roi de Naples, don Garcia de Toledo, a pourtant écrit : « Je sens s'évanouir la tranquillité que j'ai conservée jusqu'à présent : c'est moins l'insuffisance numérique de nos gens que leur qualité qui m'inquiète. Notre flotte part avec des soldats novices qui sauront à peine décharger leurs arquebuses. La flotte turque est dans des conditions tout autres : je n'y vois que des soldats exercés, habitués à tirer bon parti de leurs armes. La perte de la bataille serait plus grave que le succès ne pourrait être avantageux : à moins d'un ordre formel de Sa Majesté, je ne me mettrais point en situation d'être obligé de livrer bataille. Il faut du moins laisser

(1) *OEuvres complètes de Pierre de Bourdeille, seigneur de Brantôme*, publiées d'après les manuscrits avec variantes et fragmens inédits, par Ludovic Lalanne. Paris, MDCCCLXVII.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 4<sup>er</sup> septembre, les *Vieux Amiraux*.

l'ennemi venir nous chercher et ne pas aller nous-mêmes à sa rencontre. Pour l'amour de Dieu, qu'on réfléchisse beaucoup sur une affaire aussi considérable ! Qu'on n'oublie pas les désastreuses conséquences que pourrait amener un revers ! » Le duc d'Albe lui-même n'a pas craint de prêter sa voix autorisée à l'expression de cette inquiétude générale : « Les premiers ennemis que Votre Excellence devra combattre, dira-t-il à don Juan, seront ses propres soldats, qui lui conseilleront de combattre hors de propos. Votre Excellence me paraît bien jeune pour résister à des assauts qui nous causent, même à nous vétérans, de si grands embarras. Qu'elle évite cependant cette insigne faiblesse de se laisser vaincre par ses soldats, car le mal ne s'arrêterait pas à cette défaite : on la verrait indubitablement suivie du triomphe de l'ennemi ; maint exemple l'apprendrait au besoin à Votre Excellence. Le succès, en revanche, a toujours été le lot des chefs qui ont su résister à leurs soldats. » On a beau avoir terrassé les insurgés de Grenade : quand on tient dans ses mains la fortune de la chrétienté et qu'on reçoit de pareils avis des plus illustres chefs d'une armée réputée à bon droit la première de l'Europe, il est difficile de ne pas se sentir un peu ému des hasards au-devant desquels on s'est décidé à courir. L'ennemi paraît : tous les scrupules, toutes les appréhensions à l'instant s'évanouissent. La jeunesse seule a de ces superbes confiances : ne la retenez pas ! Sa force est dans son élan et il faut lui laisser, en ce moment suprême, saisir, suivant le mot du poète, « l'honneur noyé par les cheveux. »

## II.

Don Juan d'Autriche, lorsqu'il livra, le 7 octobre 1571, la plus grande bataille navale des temps modernes, avait l'âge d'Alexandre à Issus, d'Annibal en Espagne, de Condé à Nordlingen, de Napoléon Bonaparte à Toulon. — Charles XII à Narva était moins âgé encore. L'honneur de la victoire de Lépante, malgré la part considérable qu'y prirent les Vénitiens, lui appartient sans conteste, car, sans lui, la campagne de 1571 avortait comme celle de 1570 et le grand combat n'eût jamais été livré.

Les forces coalisées connaissent peu de jours sans nuages. Dès le 25 août, deux jours par conséquent après son arrivée à Messine, don Juan commence à faire part de ses déceptions au vieux général qui, en 1567, présida, par ordre de Philippe II, à ses débuts. Ce général s'est emparé jadis du Peñon de Velez, en Afrique ; il a secouru Malte assiégée par les Turcs : aujourd'hui, le soin de sa santé, usée par tant de campagnes, le retient à Pise. Don Garcia de

Toledo, quatrième marquis de Villa-Franca, laissera cette fois un plus heureux que lui, don Juan de Cardona, conduire à l'ennemi les galères de Sicile : par ses vœux, ses conseils, il restera encore aux côtés de son valeureux élève. Il y a vraiment quelque chose de touchant à voir de quelle sollicitude ces guerriers blanchis sous le casque, les Toledo, les ducs d'Albe, entourent le fils du grand empereur dont le culte s'impose toujours à leurs âmes. C'est à Toledo que don Juan s'adresse quand son cœur a besoin de s'épancher. Tous les conseillers officiels qui ont reçu de Philippe II la mission expresse de guider son inexpérience, don Luis de Requesens, le comte de Priego, Stefano Motino, Juan Soto, Pier-Francesco Doria, n'offrent à don Juan que le secours d'avis importuns : les seuls avis dont le prince reconnaissant fasse cas, les seuls qu'il sollicite, ce sont les avis de son premier maître, du valétudinaire de Pise : « Arrivé ici, lui écrit-il, avec 24 galères, j'y ai trouvé Marc-Antoine Colonna et les 12 galères de Sa Sainteté. Ces galères sont en bon ordre. J'y ai trouvé aussi Sébastien Veniero, général de la flotte vénitienne, avec 48 galères, 6 galéasses et 2 nef. Ces vaisseaux vénitiens ne sont pas en aussi bon ordre qu'il le faudrait vraiment pour le service de Dieu et pour le bien de la chrétienté dans les circonstances présentes. Le général m'assure qu'il attend bientôt de Chypre 60 autres galères qui seront mieux armées. Dans le golfe de Venise, il y a encore 18 galères et 4 galéasses, avec bon nombre de soldats, de l'artillerie, des armes, des munitions, mais on ignore si ces bâtimens pourront nous rejoindre, car la flotte des Turcs est dans le golfe. Les forces qui, pour le compte du roi notre maître, se réuniront ici dans l'espace de sept ou huit jours, comprendront 81 galères, des meilleures qu'on ait jamais vues, 20 nef, bien pourvues d'artillerie et bien équipées, 20,000 fantassins, savoir : 7,000 Espagnols, 7,000 Allemands, 6,000 Italiens, assez bonne troupe, et, de plus, 2,000 volontaires avec artillerie, munitions et vivres. » L'exposé de la situation est très net; aucun mécompte de ce côté n'est à craindre : don Juan d'Autriche a, en effet, à peine eu le temps de sceller sa lettre, que l'escadre de don Juan de Cardona est en vue. Cette escadre comprend 10 galères de Sicile et 12 autres galères appartenant à des particuliers. Le roi les a louées à ces armateurs génois qui gardent, dans leur opulence, les traditions des anciens condottieri du xv<sup>e</sup> siècle. Quatre ont été fournies par Giovanni Ambrogio di Negrone, deux par Nicolo Doria, deux par Stefano dei Mari, chevalier de Calatrava, deux par George Grimaldi, deux par David Imperiale.

Un renfort d'un autre ordre vient assister don Juan : le pape a dépêché à Messine M<sup>sr</sup> Odescalcho, évêque de Penna; le prélat,

on peut y compter, ne perdra pas un instant pour échauffer de son zèle les cœurs hésitans et les conseillers timides. Don Juan rassemble sur la capitane plus de soixante personnes qu'il appelle, par égard pour leur rang ou pour leurs fonctions, à délibérer : Marc-Antoine Colonna, Sébastien Veniero, don Louis de Requesens, Pompeo Colonna, Onorato Gaetano, Francesco-Maria de La Rovère, Alderano Cibo, Alexandre Farnèse, Stefano Motino, Paolo-Giordano Orsino, Ascanio della Corgnia, Gabrio Serbelloni, Milanais, général de l'artillerie, le nonce M<sup>gr</sup> Paolo Odescalcho, Michele Bonelli, neveu du pape et frère du cardinal Alessandrino, jeune homme « que le caprice de la fortune, dit De Thou, a tiré du métier de tailleur, pour l'élever presque à la dignité de général d'armée. » J'omets à dessein plusieurs noms : nous les retrouverons plus tard. C'est le premier conseil, il sera suivi de bien d'autres.

Le nonce Odescalcho a mission expresse du saint-père de décider don Juan à combattre. Pie V, au nom de Dieu, promet à don Juan la victoire : la chose a été révélée à un grand nombre de serviteurs de Dieu, notamment en Espagne, à Venise et aux Camaldules. Le nonce apportait deux prophéties qu'il était impossible de mettre en doute. Le pape lui-même s'en rendait garant. L'une venait de saint Isidore, archevêque de Séville : elle décrivait dans le vainqueur prédit la personne de don Juan de telle façon que les plus incrédules ne sauraient s'y méprendre.

Quelque déférence qu'exigeât le caractère auguste d'un envoyé du saint-père, le roi Philippe II n'avait pourtant point voulu abandonner son jeune frère tout entier à des conseils spirituels dont il était permis de redouter la véhémence. Don Juan consulterait au besoin son confesseur, le frère Juan Machuca franciscain. La sollicitude royale ne s'en était remise qu'à elle-même du choix si important de ce directeur de conscience : le frère Machuca, fidèle à ses instructions, devait rappeler constamment à don Juan les graves intérêts que le généralissime de la ligue tenait dans ses mains. Que pouvait cependant le malheureux moine contre la fougue généreuse qui emportait un cœur de vingt-quatre ans ? Les partisans d'une action immédiate n'avaient-ils pas beau jeu contre sa prudence quand ils proposaient au fils de Charles-Quint l'exemple du jeune duc d'Anjou, — le vainqueur de Jarnac et de Moncontour, le futur Henri III, — « qui ne s'amusait pas, disaient-ils, à languir dans l'oisiveté, qui n'allait point à l'armée pour ne rien faire et pour s'y donner simplement en spectacle, mais qui maniait les armes, qui s'exposait à toutes sortes de périls et qui, presque au sortir de l'enfance, s'était fait un nom célèbre dans tout l'univers. »

« Vous aurez à supporter un grand blâme, faisait dire le pape à

don Juan, si vous n'allez pas combattre la flotte ennemie, quand cette flotte s'est, avec tant d'audace, avancée à votre rencontre. Votre père Charles-Quint ne vous a donné que la vie, moi je vous donnerai l'honneur et la grandeur. » Ce n'était pas évidemment avec 106 galères, — 24 amenées par don Juan, 12 par Colonna, 22 par Cardona, 48 par Veniero, qu'il pouvait être question d'engager les opérations, mais le départ des Turcs avait rendu aux provéditeurs Canale et Quirini bloqués dans les ports de l'île de Crète, la liberté de leurs mouvemens ; sur l'ordre formel de Veniero, ces deux amiraux s'étaient mis en route. Le 30 août, don Juan reçoit l'avis que « les 60 galères vénitiennes qui se trouvaient à Candie sont arrivées à Syracuse. » Le 1<sup>er</sup> septembre, elles entrent dans le port de Messine. Le lendemain Jean-André Doria rallie la flotte avec 11 galères ; le 5 septembre, le marquis de Santa-Cruz en amène 30. La flotte est enfin au complet : elle compte, dès ce moment, 207 galères, sans comprendre 6 galéasses, les brigantins, les frégates et les naves. On peut convoquer de nouveau le grand conseil : il sera en mesure de prendre une décision.

« Avant de traiter les choses en conseil, avait écrit, dans une lettre datée de Bruxelles, le duc d'Albe à don Juan, il sera bon d'en entretenir familièrement chacun de vos conseillers, leur recommandant d'ailleurs le secret. Celui à qui Votre Excellence s'adressera ainsi se tiendra pour très favorisé et ne craindra pas d'exprimer librement sa pensée. Que de fois les soldats ne songent dans un conseil qu'à se grandir aux dépens des autres ! Une fois engagés par une opinion antérieurement émise, vos conseillers ne tomberont pas dans ce fâcheux travers. De plus, Votre Excellence, après avoir recueilli ces avis séparés, aura eu devant elle du temps pour réfléchir : quand le conseil se rassemblera, elle aura déjà pris sa décision. Dans ces réunions que Votre Excellence ne souffre jamais de querelles : son autorité en éprouverait grand dommage. Qu'on débâte à son gré les questions, rien de mieux ; qu'on se provoque, Votre Excellence ne saurait le tolérer. Il ne sera pas mauvais d'appeler quelquefois au conseil des mestres de camp et des colonels, voire quelques capitaines, pour leur donner pâture des choses publiques. Cette distinction les flattera beaucoup. »

L'homme serait-il le roi de la création, s'il n'avait sur tous les autres êtres l'inappréciable avantage de pouvoir profiter de l'expérience acquise par ses devanciers dans la vie ? Quand un personnage de l'importance du duc d'Albe veut bien condescendre à nous révéler ce que je ne craindrai pas d'appeler « les secrets du métier, » je crois que nous avons intérêt à prêter l'oreille : les leçons de l'histoire ne peuvent que gagner à passer par une telle bouche.

Don Juan, « qui croyait le conseil » ne manqua pas de tenir grand compte de la recommandation qui lui était faite par ce rude guerrier vieilli dans les camps et dans la politique. Avant d'assembler les chefs de l'armée, « il parla à part, dit Brantôme, à M. de Romegas, qu'il estimait beaucoup. Aussi avait-il raison, car c'était le meilleur homme de mer qui fût là, sans faire tort aux autres, et qui avait plus fait la guerre aux Turcs. Lui ayant donc demandé ce qu'il lui en semblait : « Ce qu'il m'en semble, monsieur ? dit M. de Romegas. Je dis que si l'empereur votre père se fût vu, une fois en sa vie, une telle armée de mer comme cette-cy, il n'eût jamais cessé qu'il ne fût été empereur de Constantinople, et le fût été sans difficulté. — Cela s'appelle, dit don Juan, qu'il faut donc combattre, monsieur de Romegas ? — Oui, monsieur. — Combattons donc (1). » Il en demanda également l'avis au seigneur Marc-Antoine Colonna, qui était lieutenant de la ligue. Colonna répondit seulement : « *Etiamsi oportet me mori, non te negabo* : Dussé-je mourir, je ne te renierai pas. » Jean-André Doria ne demanda pas mieux, car il a toujours été courageux, et dit qu'il fallait combattre. Les généraux des Vénitiens, les seigneurs Viniero et Justinian Barbarico, le voulurent aussi et de bon cœur. Le seigneur grand commandeur (don Luis de Zuñiga y Requesens), depuis lieutenant du roi en Flandre, le voulut aussi, mais, à ce que j'ai ouï dire à aucuns, il voulut peser trop toutes choses, à la mode espagnole, et le marquis de Santa-Cruz de même. Tant y a que j'ai ouï raconter que plusieurs voulaient bataille, les autres non, et que si don Juan ne fût été brave et vaillant, l'on n'eût jamais combattu, car c'était lui qui augmentait le courage de tous. »

De Thou ne rend pas aussi franchement justice à la courageuse initiative du généralissime. « Veniero, dit-il, pressait le départ et exhortait les généraux à aller chercher la flotte ottomane ; Jean d'Autriche tirait en longueur, à peu près comme avait fait Doria l'année précédente. » Le reproche n'est pas fondé. De Thou méconnaît ou se fait un jeu d'oublier le plus sérieux embarras de don Juan : son frère Philippe II ne lui a pas livré les forces navales de l'Espagne sans prendre quelques précautions contre l'inexpérience qui les pourrait engager à la légère. Don Juan est entouré de nombreux conseillers, et ces conseillers s'exagéreraient volontiers leurs droits et leurs devoirs : le succès même ne débarrassera pas entièrement le prince victorieux de cette gênante tutelle. Ses rapports avec

(1) Mathurin d'Aux Lescout de Romegas était lieutenant-général du magistère de Malte. Il existe aux archives nationales une lettre manuscrite de Romegas commençant ainsi : « L'armée turquesque partit de Constantinople le 7 d'avril 1571... » Brantôme paraît s'en être inspiré pour son récit de la bataille de Lépante.

Requesens sont des plus tendus, et il n'ignore pas l'absolue confiance dont le roi fait profession pour la science nautique de l'amiral génois. Par une cédula royale, en date du 1<sup>er</sup> mai 1571, Philippe II a déclaré « qu'en l'absence de son frère don Juan d'Autriche ou du lieutenant-général don Luis de Requesens, Jean-André Doria prendra le pas sur les généraux des escadres d'Espagne, de Naples et de Sicile. Il les commandera chaque fois qu'il y aura jonction. » Quel trouble ces dispositions prévoyantes ne devaient-elles pas jeter dans l'esprit du fils de Charles-Quint ! Responsable envers la chrétienté, responsable aussi envers l'Espagne, don Juan se sentait surtout enchaîné par la confiance dont, malgré son jeune âge, le souverain l'avait investi : la reconnaissance, la vénération, aggravaient encore dans son cœur le sentiment du fardeau assumé. L'inprudence, en pareille conjoncture, touchait presque à la trahison. Pesez bien toute la gravité de la résolution à prendre, envisagez sous ses diverses faces la question qui s'agite et demandez-vous si celui que le pape, dans son impétuosité, appelait son « fils chéri, » lui promettant à la fois victoire et couronne, ne devait pas, avant tout, se rappeler qu'il était le frère et le mandataire de Philippe II. Quand on exerce le commandement en chef, les dangers du champ de bataille généralement ne comptent pas : ce qui oppresse la pensée, ce qui ôte le sommeil, c'est le sentiment toujours présent de la responsabilité. Sous plus d'un rapport les insoucians sont heureux.

### III.

A ses propres inquiétudes don Juan ne pouvait manquer de joindre celles que ses conseillers semblaient prendre plaisir à lui inspirer. Nul contrat n'eût été capable de désarmer les préventions que l'arrogance jalouse des seigneurs espagnols nourrissait contre Venise. L'intrépidité, la résolution, du général Veniero ne les touchaient guère. Ce vieillard presque décrépît, qui ne rêvait qu'assauts, abordages et batailles, qui ne souffrait pas qu'on parlât d'autre chose que d'aller vers l'Orient, de chercher l'ennemi et de combattre sa flotte, leur semblait manquer du sang-froid voulu pour les importantes délibérations auxquelles on le conviait. Il montrait avec orgueil ses nombreux vaisseaux : semblable fierté lui était-elle permise quand on examinait de près ses équipages ? « J'ai commencé à visiter hier les galères vénitiennes, écrivait, le 30 août, don Juan d'Autriche, dans une de ses effusions intimes qu'il réservait pour son vieux maître, don Garcia de Toledo ; je suis allé à bord de leur capitane : vous ne sauriez vous imaginer à quel point les galères de Venise



sont mal armées. Elles ont sans doute des armes et de l'artillerie, mais on ne combat pas sans hommes, et il m'est pénible de songer que le monde m'oblige à tenter quelque chose d'important, qu'il compte les galères dont je dispose, sans s'inquiéter de la qualité de ces vaisseaux. Le fâcheux état dans lequel arrivent les Vénitiens ne serait rien encore, si le plus grand désordre ne régnait dans leur flotte : chaque galère tire de son côté à sa guise. Vous voyez la jolie chose qui nous attend quand il nous faudra combattre. »

Les galères de Candie dissipèrent-elles cette fâcheuse impression? On en peut douter, car ces galères, comme celles de Veniero, manquaient de soldats. C'était toujours la partie faible des armemens de la république. Les Vénitiens prétendaient-ils donc affronter les Turcs avec 80 combattans par galère? « Nos rameurs, répliquait leur général, sont tous chrétiens et volontaires : au moment de l'action, nous leur distribuerons des armes. Nous aurons ainsi plus de combattans que les autres. » L'argument parut à bon droit peu convaincant. Don Juan insista pour renforcer à l'aide de sa propre infanterie les garnisons des galères vénitiennes prises au dépourvu. A chaque campagne entreprise en commun, en 1570 comme en 1538, la proposition avait été faite : repoussée ou acceptée avec une secrète méfiance, elle révolta toujours l'orgueil des généraux habitués à paraître en maîtres dans l'Adriatique. Le grand conciliateur, Marc-Antoine, intervint, et Veniero céda. Don Juan paraît en avoir éprouvé un véritable soulagement : ses appréhensions n'étaient pas feintes et c'était du cœur le plus sincère qu'il pressait ses alliés de ne pas refuser le secours indispensable qu'il leur offrait. Le 9 septembre, il écrit à Toledo : « Messieurs les Vénitiens, — la phrase, on le reconnaîtra, n'a rien de bien cordial ; elle indique à elle seule l'état intérieur de la flotte, — se sont enfin décidés à prendre sur leurs galères 4,000 fantassins de Sa Majesté, 1,500 Espagnols et 2,500 Italiens. On est occupé à les leur verser. De plus, ils attendent les gens qui leur viennent de Calabre. » *Ces gens*, en effet, arrivèrent à Messine, avant le départ, au nombre de 2,000 : ils étaient conduits par Prospero Colonna. 2,000 Calabrais et 25 soldats du roi par galère portèrent à un chiffre très respectable l'infanterie embarquée sur la flotte vénitienne. Seulement, comme le fait observer avec toute raison le père Guglielmotti, « il était dur pour les Vénitiens d'être obligés d'admettre dans le sein de leurs meilleures forteresses une garnison étrangère suspecte et les armes en main (1). »

(1) *Marcantonio Colonna alla battaglia di Lepanto*, per il P. Alberto Guglielmotti, teologo casanatense e provinciale dei predicatori. Firenze, 1862.

Quel lien pouvait donc retenir unis ces coalisés que tant de soupçons et de préjugés divisaient? L'intérêt ne suffisait pas : ni les Espagnols, ni les Vénitiens n'ignoraient que le sultan ferait un pont d'or à celui des alliés qui, le premier, laisserait pressentir quelque inclination à se détacher de la ligue. La foi du chrétien, la haine de l'infidèle, affermirent, en cette occasion, les vues chancelantes de la politique. Pour la dernière fois, peut-être, on vit reparaître la ferveur qui entraîna jadis les peuples de l'Occident en Syrie, tant une conviction profonde a de force quand elle donne en même temps au monde un austère exemple! Plein de l'esprit divin, Pie V n'hésitait pas à garantir à don Juan le triomphe, à une condition, cependant : il fallait recourir à l'aide de Dieu, invoquer sa miséricorde par des prières et par un changement complet de vie. Le pape avait envoyé à Messine, sous la conduite du nonce, beaucoup de capucins, de jésuites et d'autres religieux : ces ecclésiastiques devaient être répartis, par les soins de don Juan, sur les galères. Le généralissime donnerait les ordres les plus sévères pour qu'on les écoutât dévotement quand ils liraient les saintes Écritures ou quand ils prononceraient des sermons. Les soldats recevraient tous un chapelet béni, et, du général en chef au dernier homme de l'équipage, chacun serait muni d'un *Agnus Dei* de cire consacrée, sauvegarde incomparable dans les grands périls. Le jeu, ce fléau des galères, demeurerait rigoureusement proscrit. Pour prévenir l'oisiveté, source de tous les vices, quoi de plus salutaire que le recours à Dieu? Office ou chapelet, chacun choisirait, suivant son goût, le mode de prières qui lui agréerait le mieux ; nul, sans s'exposer à être noté d'indignité, ne se montrerait négligent dans ses dévotions. Le moindre blasphème serait puni de la hart. Deux hommes, deux incorrigibles, tombèrent dans ce péché : don Juan les fit pendre sous les yeux mêmes du nonce. L'exécution jeta la terreur dans la flotte. L'habitude du blasphème disparut sur-le-champ, aussi bien que « le jeu des trois dés. »

Tant d'aventuriers, de gens de sac et de corde, réunis sur ces vaisseaux encombrés, où mariniers et soldats trouvaient à peine l'espace nécessaire pour se mouvoir, n'auraient pas vécu un seul jour en paix si un frein respecté ne les eût contenus dans le devoir. La dévotion n'était pas seulement pour eux une contrainte morale ; elle fournissait aussi un aliment indispensable à leur désœuvrement. Le souverain pontife était donc très fondé à la recommander comme la meilleure auxiliaire de la discipline. Les pères capucins sur les galères pontificales, les jésuites sur les navires du roi, les dominicains et les franciscains sur les vaisseaux de Gênes, de Venise, de Savoie, contribuaient de la façon la plus efficace, par leurs exem-

ples, par leurs exhortations, à rendre moins difficile la tâche du comite. Le blasphème, à côté des délits de tout genre que le patron d'une galère a charge de réprimer, nous paraîtra sans doute aujourd'hui une offense bien légère : si vous réfléchissez que cet outrage à la majesté divine est presque toujours un turbulent et grossier défi porté à l'autorité du chef, vous vous étonnerez moins du châtiement rigoureux que la loi pénale du xv<sup>e</sup> et du xvi<sup>e</sup> siècles lui infligeait.

#### IV.

« Le 9 ou le 10 septembre, avait écrit don Juan à Toledo, s'il plaît à Dieu, je partirai. » Le 8 septembre eut lieu la revue générale : plus de 300 navires, montés par 80,000 hommes, se trouvaient réunis dans la darse de Messine. Le roi catholique, pour sa part, en avait envoyé 164 : 24 naves, 50 frégates ou brigantins, 90 galères. L'Espagne eût été impuissante à fournir à elle seule un pareil contingent : Naples, la Sicile, Malte, Gènes, la Savoie, sans compter les armemens particuliers, mettant leurs vaisseaux à la solde de Philippe II, lui étaient venus en aide. L'étendard royal flottait ainsi à bord de 14 galères d'Espagne, de 30 galères de Naples, 10 de Sicile, 3 de Malte, 3 de Gènes, 6 du duc de Savoie ; 11, propriété privée de Jean-André Doria ; 13, appartenant à Pietro-Bautista Lomellino, à Giovanni Ambrogio di Negrone, à Giorgio Grimaldi, à Stefano dei Mari, à Bendinello Sauli. L'escadre pontificale présentait 12 galères et 6 frégates ; l'escadre vénitienne, 106 galères, 6 galéasses, 2 naves et 20 frégates. L'infanterie embarquée se composait de 30,000 hommes : 20,000 payés par le roi, 5,000 soldés par la république de Venise, 2,000 à la charge du pape et 3,000 volontaires servant à leurs frais. Ce chiffre de 30,000 hommes se trouva, par le fait, réduit à 29,000, car on reconnut, au dernier moment, la nécessité de laisser à Messine un millier de soldats malades, Allemands pour la plupart.

Tout était prêt pour mettre à la voile. Don Juan résolut de tenir un dernier conseil : 70 personnes, dont 30 officiers, y furent admises. Les objections, les avis négatifs, — on devait s'y attendre, — ne faillirent pas à cette nouvelle assemblée. « La saison est bien avancée, disaient les uns. — Nous manquons de soldats et de vivres, ajoutaient les autres. — Ce n'est pas sur mer qu'il faut attaquer les Turcs, prétendaient quelques généraux ; car sur mer, on le sait, les Turcs sont invincibles. Que n'allons-nous plutôt reprendre Tunis ! » Le nonce, par bonheur, avait déjà pris soin de fortifier le parti de l'action par ses discours : le terrain, grâce à lui, était bien

préparé. Don Ferrante Carillo, comte de Priego, majordome major de don Juan, comptait au nombre des craintifs et des indécis. Nul n'inclinait avec plus d'obstination du côté de la prudence. Odescalcho lui démontra qu'il était impossible de mettre l'issue du combat en doute : l'armée venait de se purifier par un jeûne de trois jours, chacun s'était réconcilié avec Dieu par le sacrement de la pénitence et par celui de l'eucharistie ; comment supposer que le ciel resterait sourd à tant de supplications, insensible à la conduite exemplaire de soldats qui prenaient les armes pour sa sainte cause ? « Je vous promets la victoire au nom de Dieu, répétait sans cesse le nonce ; je vous la promets, quand bien même vous seriez inférieurs en nombre. » Le 10 septembre, le grand conseil s'assemble. Le nonce, naturellement, y assiste. Marc-Antoine Colonna, Sébastien Veniero, les trois provéditeurs : Barbarigo, Canale, Quirini, le prince de Parme, Gabriel Serbelloni, émettent sans hésiter l'avis qu'il faut combattre : tous les autres soutiennent plus ou moins l'opinion contraire. Le comte de Priego n'a pas encore exprimé son sentiment : « Je n'invoquerai point, dit-il, à l'appui de mon opinion, de raisons militaires. Notre saint-père le pape nous ordonne de livrer bataille ; il faut lui obéir. » Eh quoi ! ce n'est pas un moine, c'est un homme possédant au plus haut degré l'expérience des choses de ce monde qui ose tenir un semblable langage, apporter un pareil argument dans une délibération d'où dépend le sort de l'armée. Les généraux espagnols, tout fervens catholiques qu'ils soient, s'étonnent ou s'indignent ; quelques-uns même ne craignent pas de railler l'obéissance aveugle qui enlève au vieux courtisan l'usage de sa raison. Les Vénitiens, les Romains, de leur côté, applaudissent : ce n'est pas uniquement dans les promesses du pape qu'ils mettent leur confiance ; « c'est aussi, s'écrient-ils, dans le courage bien connu de don Juan. » La partie était gagnée : d'après les conditions auxquelles avait été souscrite la ligue, deux votes, dans le conseil des commandans en chef, auraient suffi pour faire la loi au troisième. Colonna et Veniero, en se mettant d'accord, étaient donc maîtres de la situation. Ils n'eurent pas besoin d'user de cette violence. Don Juan, dès qu'il se sentit soutenu par l'unanimité de ses deux collègues, se précipita tout joyeux en avant. « Séparons-nous, messieurs, dit-il aux officiers qui l'entouraient, et allons nous préparer au départ. »

Il restait un dernier espoir aux partisans opiniâtres des atermoïemens. Gil d'Andrada, officier espagnol, « très adroit et grand marin, » dit de Thou, avait été détaché avec deux galères légères, bien renforcées, pour aller à la découverte. Il devait, assisté par un excellent pilote, Cecco Pisano, se diriger vers l'est et pousser assez avant pour rapporter des nouvelles certaines de la flotte enne-

mie, du lieu où elle se trouvait, des vaisseaux qui la composaient, de la force et de la qualité des équipages. Si le rapport de Gil d'Andrada venait tout remettre en question ! Le 14 septembre, Gil d'Andrada revient de sa reconnaissance : il n'a pas rencontré l'armée ottomane. Gil d'Andrada est cependant porteur d'une lettre chiffrée de Paolo Orsino, seigneur de la Mentana et gouverneur de Corfou. Le gouverneur raconte les ravages exercés par les Turcs dans son île. Un renégat a été fait prisonnier dans une des sorties de la garnison. Ce renégat déclare que les Ottomans possèdent 150 galères bien armées et prêtes à combattre. Le reste, portant le total de la flotte à 300 voiles, se compose de galères d'un ordre inférieur; la majeure partie se trouve être « galères du Levant et petites, » en d'autres termes des galiotes. Il y a peu de soldats; le général se propose de les emprunter à l'armée de terre, si besoin est. Telles sont les informations auxquelles don Juan fait allusion, lorsque, le 16 septembre, il écrit à Toledo : « Le commandant Gil d'Andrada, qui était allé prendre langue au sujet de la flotte du Turc, est de retour. D'après ce qu'il rapporte, la dite flotte, bien que supérieure en nombre à la flotte de la ligue, ne l'est pas, quant à la qualité des vaisseaux et des équipages. Mettant notre confiance en Dieu, dont nous soutenons la cause et qui doit nous assister, nous avons pris la résolution d'aller chercher l'ennemi. J'emène 208 galères, 6 galéasses, 24 nefes et 26,000 fantassins. — Don Juan évidemment ne compte pas les volontaires. — J'espère que le Seigneur, si nous rencontrons l'ennemi, nous donnera la victoire. »

Souhaitons que cet espoir ne soit pas trompé, car la pensée ose à peine mesurer les conséquences d'une défaite : tout le littoral de la Méditerranée se trouverait à l'instant découvert, et les populations n'auraient plus qu'à le désertier. Quelle responsabilité se prépare à encourir ce jeune capitaine qui voit les vétérans des grandes guerres de Flandre et d'Italie désapprouver hautement son audace, le suivre à regret dans l'aventure qu'il affronte, mornes et résignés pour le moment, mais tout prêts à lui crier, quand il ramènera dans les ports de la Péninsule atterrés les débris de sa flotte : « Nous vous l'avions prédit ! » Les historiens peuvent parler légèrement de ces préoccupations : quiconque les a rencontrées sur le chemin d'une carrière active les appréciera mieux à leur juste valeur.

## V.

Le sort du monde a dépendu trois fois de l'issue d'une immense mêlée navale : il pourrait, à la direction que prennent nos construc-

tions modernes, en dépendre encore. Je voudrais, après avoir raconté les batailles de Salamine et d'Actium, étudier en homme de mer et non pas seulement en historien, le grand choc qui, le 7 octobre 1571, renversa la suprématie maritime des Ottomans. Je crois néanmoins préférable de réserver pour un plan plus vaste, pour une étude plus approfondie ces détails techniques : ce qu'il importe aujourd'hui de montrer, c'est l'incontestable supériorité de la jeunesse sur l'âge mûr, à plus forte raison sur la vieillesse, dans les occasions où il faut s'étourdir et aller à l'ennemi tête baissée. Amenée par une rencontre fortuite, la bataille de Lépante a mis en présence deux armées, dont les forces à peu près égales réunirent sur l'étroite arène, déjà ensanglantée par Octave et par Antoine, plus récemment encore par Doria et par Barberousse, l'énorme multitude de 172,000 hommes : 84,420 du côté des chrétiens, 88,000 du côté des Turcs. La perte des vainqueurs, la seule qui ait pu être régulièrement constatée, dépassa 15,000 hommes, — 7,650 morts, 7,784 blessés. — Celle des vaincus atteignit au moins le chiffre de 60,000, — 40,000 tués, 8,000 prisonniers, 10,000 esclaves chrétiens délivrés de leurs fers.

« Ce sont des batailles celles-là, s'écrie avec raison Brantôme, non pas les triqueniques des nôtres, où nous ne rendons de combat pour un double ! » Les Turcs ne se sont jamais relevés de ce grand désastre : la bataille de Lépante leur enleva pour toujours l'empire de la mer. « Les chrétiens, disaient-ils, n'ont fait que nous raser la barbe. » Cette barbe, depuis le 7 octobre 1571, n'a pas repoussé. Engagé vers midi, le combat se prolongea jusqu'à la nuit close : le sort de la journée fut résolu en moins d'une heure. La supériorité de l'armement donna la victoire aux chrétiens : si l'action parut un instant indécise, la faute n'en saurait être imputable qu'à Doria, qui se perdit, comme en 1538 son grand-oncle, dans des combinaisons trop subtiles de tactique.

Bien qu'il convienne d'attribuer très peu d'influence, dans les actions de mer, à la disposition adoptée pour mettre ses forces en ligne, surtout quand il s'agit de bâtimens à rames ou de bâtimens à vapeur, on ne saurait néanmoins méconnaître la leçon qui se dégage très clairement de l'étude des diverses phases du combat du 7 octobre 1571. Cette leçon, la voici : il est indispensable de donner au centre une grande solidité et de protéger l'extrémité des ailes. L'armée chrétienne fut pendant un certain temps compromise par l'effort impétueux qui se porta sur ses deux guides de droite et de gauche. Placées en avant de la ligne, les galées obligèrent, il est vrai, les Turcs à ouvrir leurs rangs au dé-

but de l'action. Je n'en persiste pas moins à penser qu'il eût mieux valu les réserver, contrairement à l'avis de Doria, pour ôter à l'ennemi toute velléité de tourner les extrémités du front de bataille et de prendre ainsi la flotte à revers : Doria n'eût plus eu alors de prétexte pour se séparer du corps de bataille, et Barbarigo, à l'autre aile, n'eût pas été écrasé. La force du centre répara tout. Il y a donc ici un double enseignement à retenir. Sans doute les distances ne comptent guère avec la vapeur, et des capitaines de cuirassés ou de torpilleurs, bien résolus à combattre, arriveront toujours assez tôt, quel que soit le développement de la ligne, au secours des points particulièrement menacés. Il ne faut pas oublier cependant que, dans les combats de choc, les résultats ne se font pas aussi longtemps attendre que dans les mêlées, où il fallait forcer le pont de l'ennemi l'épée à la main. Il sera donc prudent de prendre ses précautions à l'avance, si l'on ne veut s'exposer à voir de grandes brèches se produire dans sa ligne dès les premiers coups. Un gros paquet au centre, de forts appuis aux extrémités, une bonne réserve en arrière, telle est l'ordonnance qui me paraît s'imposer à toute armée navale développée sur un espace de plusieurs milles d'étendue. Les flottes de 200 torpilleurs ou canonnières ne se rencontreront que dans les conflits des petites nations : les grandes puissances s'attaqueront avec des milliers de bateaux, et il importe que les méditations des tacticiens de l'avenir s'appliquent à chercher des combinaisons qui s'adaptent à ces multitudes. Ce n'est pas seulement à terre que les masses armées dépasseront tout calcul : la mer ne se couvrira pas de moins de bataillons, et la tactique, dont je me permets de contester si souvent les services, pourrait bien, dans une certaine mesure, reprendre ici ses droits. Je l'ai déjà dit dans un autre travail ; je ne crains pas de le répéter, car il y a urgence à envisager une situation toute nouvelle, et, malheureusement, notre tendance a toujours été, — notre métier étant surtout un métier de pratique et d'expérience, — de ne pas sortir volontiers des sentiers battus : le premier qui saura se dégager des liens du passé apparaîtra sur la scène nautique avec tout l'avantage de Bonaparte à Montenotte et à Rivoli. Les vieux capitaines en resteront, comme les vieux généraux autrichiens, ébahis et probablement foudroyés.

Je ne m'excuserai pas de revenir sans cesse sur le même sujet ; hélas ! n'est-ce pas hier que nous entendions cette parole prophétique : « L'histoire des nations, c'est l'histoire de leurs armées ? »

E. JURIEU DE LA GRAVIÈRE.

---

# MELCHIOR GRIMM

---

## III<sup>1</sup>.

MADAME D'ÉPINAY. — FRÉDÉRIC II. — LA DUCHESSE LOUISE-DOROTHÉE.  
LA LANDGRAVE CAROLINE.

---

### I.

Nous avons vu Grimm se faire connaître dans le monde parisien par un pamphlet spirituel et s'assurer des moyens d'existence par sa *Correspondance littéraire* avec des cours étrangères. Nous avons maintenant à le suivre dans les événemens de sa vie privée pendant le cours de cette première et laborieuse période de son séjour en France.

Rousseau, qui avait été introduit chez M<sup>me</sup> d'Épinay par Francueil, ne tarda pas à y introduire à son tour son ami Grimm. Assez sauvage de son naturel, celui-ci ne montra que peu d'empressement à cultiver cette nouvelle connaissance. Il allait, cependant, aux soirées de musique de l'hôtel d'Épinay, y dînait quelquefois, et, en été, faisait des visites à la Chevrette. On sait quelles circonstances changèrent ces relations de société en attachement, en confiance et bientôt en intimité. M<sup>me</sup> d'Épinay était, à cette époque, dans l'un des momens les plus pénibles de sa vie. Elle venait de se séparer de Francueil, qui avait formé d'autres liaisons, et la mort de sa belle-sœur, M<sup>me</sup> de Jully, l'avait exposée à d'odieux soupçons. Se sentant à l'extrémité, cette jeune femme avait voulu

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre et du 15 novembre.



faire disparaître des lettres compromettantes ; elle en avait chargé M<sup>me</sup> d'Épinay, qui trouva en effet le moyen de les brûler, mais qui se vit plus tard accusée d'avoir soustrait, du secrétaire auquel elle avait eu accès, des papiers relatifs à une créance sur son mari. Toutes les apparences étaient contre elle, car elle avait eu la clé du meuble, elle ne pouvait avouer l'usage qu'elle en avait fait, et la disparition des pièces dont il s'agissait tournait à l'avantage des siens. Il y eut même dans le monde des personnes qui félicitaient l'époux d'avoir été si bien servi et par une main si avisée. L'affaire fit grand bruit ; on tenait généralement M<sup>me</sup> d'Épinay pour coupable, ses proches mêmes avaient peine à se défendre des soupçons ; on ne peut, en un mot, imaginer de position plus cruelle. C'est sur ces entrefaites que Grimm, dînant chez le comte de Frise et entendant les propos qu'on tenait sur une femme qu'il connaissait peu encore, mais dont il avait deviné le mérite, ne put s'empêcher de protester contre la facilité avec laquelle on accueillait des bruits injurieux pour elle. Il alla jusqu'à exprimer le mépris que lui inspiraient des gens si pressés de croire le mal. Ce propos ayant été relevé par l'un des convives, les adversaires descendirent dans le jardin de l'hôtel, se battirent et furent tous les deux blessés, sans gravité toutefois. Ce duel redoubla pour le moment le bruit qui se faisait autour de M<sup>me</sup> d'Épinay, mais ce n'en était pas moins un témoignage qui s'élevait, sinon précisément en sa faveur, du moins contre la légèreté et la cruauté des attaques auxquelles elle était en butte. Ajoutons que son innocence fut peu après reconnue, grâce à la découverte, entre mains tierces, des papiers qui avaient donné lieu à tant de suppositions et de commentaires. Il ne restait de toute cette aventure que la conduite généreuse de Grimm et la reconnaissance qu'elle était faite pour inspirer. M<sup>me</sup> d'Épinay, en effet, le voit désormais plus souvent et avec un intérêt tout particulier ; elle se plaît à l'appeler son chevalier ; grand hasard si entre le jeune étranger, encore meurtri des dédains de M<sup>lle</sup> Fel, et la séduisante Louise, navrée comme elle l'est des infidélités de Francueil, le duel de l'hôtel de Frise ne finit pas par amener « une liaison. »

Grimm se montre d'abord dans le rôle de conseiller. M<sup>me</sup> d'Épinay, en ses nombreux chagrins, recourt à l'homme qui avait défendu sa réputation, qui s'était acquis par là des droits à sa confiance et qui lui en inspirait, d'ailleurs, par toute sa manière d'être. Grimm eut fort à faire à diriger la pauvre femme au milieu des difficultés que lui suscitaient à chaque instant ses bonnes intentions aussi bien que ses inconséquences. Il fallait éconduire Duclos, tortueux, cynique, amoureux en dessous, qui faisait sa cour en affec-

tant la rudesse et croyait avancer ses intérêts en dénigrant et calomniant ses rivaux. Il fallut ensuite se défaire de Francueil, le premier amant, à qui M<sup>me</sup> d'Épinay avait signifié son congé, mais qui se reprenait à aimer encore, qui se piquait à l'idée qu'on pût lui donner un successeur, qui faisait des scènes, versait des larmes, et pour lequel, comme il arrive souvent, plaidait un reste de tendresse dans le cœur qu'il s'était aliéné. En vain M<sup>me</sup> d'Épinay l'exhortait-elle à passer paisiblement des droits de l'amour aux termes d'une simple et bonne amitié, Francueil s'indignait de la position qu'on prétendait lui faire; il voulait tout ou rien, et ne revint à la raison qu'en arrivant à l'indifférence, dans l'éloignement d'un séjour prolongé à Chenonceaux.

Ce fut une bien autre affaire encore avec Rousseau, et nous touchons ici à une histoire qui n'a pas seulement troublé un moment la vie de M<sup>me</sup> d'Épinay, mais qui, transformant en détestation les sentimens que Jean-Jacques avait éprouvés pour deux de ses meilleurs amis, a valu à Grimm et à sa maîtresse la place d'honneur dans cette galerie de noirceurs et d'extravagances dont se compose la seconde moitié des *Confessions*. Je ne sais rien de plus révoltant que cette partie du livre. L'égoïsme le plus cynique, l'ingratitude la plus odieuse, la malignité la plus savante s'y allient à des effusions de sensibilité et à des prétentions de vertu. Tout est bas chez cet homme, qui croit excuser des vices dégoûtans en en faisant la confiance au public, se débarrasser du fardeau de la reconnaissance en flétrissant ceux qui l'ont comblé des plus touchantes attentions, et dont la société favorite est la servante à qui il fait des enfans pour les envoyer au fur et à mesure aux *Enfans-Trouvés*. C'est en vain qu'on se dit que cet homme est fou, d'une folie croissante et caractérisée, c'est en vain qu'on cherche à prendre la méchanceté, la ruse, les soupçons comme autant de symptômes pathologiques, on sent que l'âme de l'auteur a toujours été vile, et l'on éprouve une sorte de satisfaction à reconnaître qu'avec tout son talent l'écrivain n'est pas parvenu à déguiser entièrement sa vulgarité native. De l'éloquence, jamais de vraie noblesse; le génie, si l'on peut s'exprimer ainsi, dépouillé de la beauté du génie.

Il est superflu de chercher des renseignemens sérieux sur qui que ce soit dans les six derniers livres des *Confessions*. Le ressentiment y trahit sa propre cause par l'extravagance des exagérations. Grimm et Tronchin sont « des tigres dont la rage s'accroît en s'assouvissant: » le premier a ourdi contre Rousseau un complot qu'il suit depuis dix ans, dans lequel Diderot et d'Holbach lui servent d'instrumens, et dont le monde entier est devenu complice. Rousseau ne cherche pas seulement à rendre Grimm odieux, il s'efforce

de le rendre ridicule. Il fait de lui un petit-maitre parce qu'il l'a vu se brosser les ongles « avec une petite vergette faite exprès. » L'usage de cet instrument de toilette fut pour Rousseau toute une révélation sur le caractère de son ami. Il en conclut que Grimm, comme il l'avait entendu dire, pouvait bien mettre du blanc ; et là-dessus de s'écrier : « Comment les vifs et continuels élans que fait hors de lui-même un cœur sensible peuvent-ils le laisser s'occuper sans cesse de tant de petits soins pour sa petite personne ? Eh ! mon Dieu ! celui qui se sent embrasé de ce feu céleste cherche à l'exhaler et veut montrer le dedans. Il voudrait mettre son cœur sur son visage ; il n'imaginera jamais d'autre fard. » Les élans du cœur sensible et l'embrasement causé par le feu céleste à propos d'une brosse à ongles ! Il faut avoir lu Rousseau pour savoir ce qu'un talent d'écrivain de premier ordre peut comporter de balourdise.

J'ajoute, puisque l'occasion s'en offre, que Grimm ne « remplissait point de blanc les creux de sa peau, » comme Rousseau se plaît à l'imaginer. D'autres ont parlé de rouge. « Concevez-vous, écrit Suard à ce sujet, en 1812, qu'on soit devenu en si peu de temps si ignorant sur l'histoire du dernier siècle ? » Le surnom de Tyran le Blanc, que Gauffécourt avait donné à Grimm, était une allusion au héros d'un roman de chevalerie, et la plaisanterie portait sur le caractère de l'homme et non sur ses secrets de toilette. Les lettres de M<sup>me</sup> d'Épinay prouvent qu'on l'appelait fort bien le tyran tout court.

Ce n'est pas ici le lieu de raconter les tracasseries et les brouilleries qui troublèrent la paix de M<sup>me</sup> d'Épinay à partir du jour où elle commit l'imprudencence de loger Rousseau à l'Ermitage. On se raccommoda une première fois, après les soupçons que le solitaire avait conçus contre sa bienfaitrice au sujet de ses propres amours avec M<sup>me</sup> d'Houdetot et de la connaissance que Saint-Lambert en avait eue. Il y eut également un replâtrage entre Grimm, à son retour de l'armée de Westphalie, et Rousseau, qui ne lui pardonnait pas ses succès auprès de l'hôtesse de la Chevrette et qui se voyait d'ailleurs traité par lui avec une froideur calculée. La rupture irréparable, définitive, fut amenée par le départ de M<sup>me</sup> d'Épinay pour Genève, dans l'automne de 1757. Les amis de Rousseau avaient jugé naturel et comme indiqué qu'il accompagnât la malade dans un voyage qui lui aurait permis à lui-même de revoir sa ville natale. Diderot, avec la générosité emportée de son caractère, insista maladroitement ; impatient de tout devoir, Rousseau se révolta, parla de tyrannie et d'intrigue, fit des scènes, écrivit à Grimm une « horrible apologie, » comme l'appelait ce dernier, où il

déclarait qu'il avait été « entraîné à l'Ermitage » et qu'il n'avait jamais eu un moment de paix depuis qu'il y était entré. La lettre se terminait par quelques mots où se trahissait le conflit entre sa dignité offensée et le souci de son bien-être : sa fierté lui disait qu'il devait renoncer à l'hospitalité dont il avait joui, mais il lui en coûtait, au fond, et il espérait bien qu'on le retiendrait. On ne le retint pas ; Grimm était là pour empêcher son amie de faiblir, et Rousseau quitta sa retraite des bois en emportant dans son cœur la haine qu'il assouvait plus tard dans les *Confessions*.

Ce n'est pas sans peine que Grimm réussit à affranchir M<sup>me</sup> d'Épinay de tous ces amoureux rivaux et persécuteurs. Je mets Rousseau du nombre, bien que les *Confessions* nient qu'il eût jamais ressenti autre chose que de l'amitié pour sa bienfaitrice, et que les *Mémoires* de celle-ci ne nous donnent aucun indice à cet égard. Grimm, lui, est positif : « Il en fut très amoureux, dit-il, comme il n'a jamais manqué de l'être de toutes les femmes qui avaient bien voulu l'admettre dans leur société. » Ce qu'il fallut à Grimm de fermeté et de patience pour venir à bout de la tâche qu'il avait entreprise, les *Mémoires* ne le dissimulent pas, non plus que la faiblesse de celle qu'il avait résolu d'affranchir. Les femmes, plus tendres que les hommes, ont moins qu'eux le sentiment de la dignité offensée ; la pitié, quand ce n'est pas la passion, les rend trop souvent indifférentes à des entreprises qui compromettent leur réputation. Que de fois Grimm n'eut-il pas à répéter à son amie qu'il est des égards mal entendus, qu'on ne se manque jamais à soi-même impunément, que, lorsqu'on est outragé, il faut laisser voir qu'on le ressent ! Naturellement hautain, il avait à contenir l'indignation que lui faisaient parfois éprouver les inconséquences d'une personne qui, voulant tout concilier, tergiversait et dissimulait. Sa fermeté, on le voit bien, dégénérait quelquefois en dureté. Il n'en arriva que plus sûrement à ses fins. Francueil ne se remontra plus que calmé, Duclos et Rousseau ne reparurent pas, et le ménage put jouir en paix de son bonheur. Je dis ménage avec intention, car la liaison de Grimm et de M<sup>me</sup> d'Épinay fut, dans un siècle qui en comptait beaucoup et les tolérait sans effort, l'un des exemples les plus complets de cette espèce de mariage d'élection qui se superposait au mariage légal. M. d'Épinay paraissait bien de loin en loin, plus embarrassé qu'étonné de trouver sa place prise. Nous voyons très vite, s'il faut s'en rapporter à un indice échappé aux *Mémoires*, les deux amans occupant le même appartement, et, dans la correspondance qui s'établissait entre eux pendant les absences, nous rencontrons, sous l'une et l'autre plume, le *tu* caractéristique alternant avec le *vous* des relations sociales.

M<sup>me</sup> d'Épinay a tracé elle-même son portrait, et à l'époque précisément où commençait sa liaison avec Grimm ; mais avec les plus fermes résolutions d'impartialité, quelqu'un s'est-il jamais vu du même œil que le voient les autres ? Sans compter que ces portraits de personnes vivantes pèchent toujours en ce que, ayant une date et représentant l'original à un moment donné, ils ne peuvent tenir compte de cet élément capital de la personnalité, les modifications que la vie nous fait subir. L'écrivain est condamné, ou à fausser la ressemblance en ne tenant pas compte des changemens opérés par le temps, ou à tenir sa description dans l'à-peu-près d'une impression générale. Les inconvéniens du procédé dont nous parlons sont surtout apparens aujourd'hui que la rapidité avec laquelle les événemens se pressent entraîne des transformations plus promptes et plus complètes. L'art le plus exercé possède-t-il, par exemple, le moyen de représenter, dans l'unité d'une même portraiture, le religieux, le mélancolique, le divin auteur des *Méditations*, le faiseur de révolutions haranguant les foules sur la place publique, et enfin le négociant obéré exploitant les tristes restes de son talent et de sa réputation ? Est-il facile, en disant quel fut Sainte-Beuve, d'établir le lien qui rattache le poète des *Consolations* à l'écrivain qui, sur la dernière page de son *Port-Royal*, a voulu déposer le témoignage du détachement universel auquel il était parvenu ? Ou bien encore, quelqu'un se chargerait-il de nous donner, pour ainsi dire dans une même sensation, le George Sand qui portait blouse et pantalon, mettait le chapeau sur l'oreille, lançait dans les *Lettres d'un voyageur* les boutades de sa pétulante rhétorique, et la bonne femme qui a fini ses jours à Nohant entourée de ses petits-enfans et de ses bonnes œuvres ?

En voilà beaucoup pour dire qu'il y a à distinguer chez M<sup>me</sup> d'Épinay si nous voulons nous représenter fidèlement ce que fut cette aimable femme. Elle changea plus qu'une autre en avançant en âge parce que son caractère l'exposait aux fautes, aux fautes, c'est-à-dire aux expériences, et parce qu'elle profita des leçons de la souffrance. La vie se partage pour elle en deux périodes dont la seconde date justement de la connaissance qu'elle fit de Grimm. A cette époque, charmante sans être jolie ; de l'esprit sans instruction ; un talent littéraire naturel, mais qui se dissipe en badinages de société ; la justesse du jugement et le manque de suite dans les idées ; un fond de courage avec beaucoup de timidité, et un fond de réflexion avec beaucoup de légèreté ; plus de sensibilité, de tendresse que de passion ; trop bonne, trop confiante, et, par suite, souvent dupe ; crainte de blesser et faute de ce qu'on appelle caractère, tâtonnant dans sa conduite, « cherchant des biais et des tournures au lieu

d'aller droit au but ; » selon l'expression de Rousseau, plus vraie que franche, c'est-à-dire le besoin instinctif d'ouverture et, dans la pratique, des subterfuges pour dissimuler les fautes ou pour se tirer d'embarras. Au total, et pour expliquer du même coup les défauts qui la perdent et les passions qu'elle fait naître, M<sup>me</sup> d'Épinay est aussi inconséquente que séduisante. De là toutes les fautes, toutes les agitations, toutes les douleurs de cette période de sa vie. A trente ans, elle a dans le monde une détestable réputation ; on l'accuse de fausseté, d'intrigue, de bel esprit ; on se trompe : il y a sous ces apparences une excellente nature, autant de cœur que d'intelligence.

La seconde moitié de la vie de M<sup>me</sup> d'Épinay lui servit à réparer autant qu'il était possible les erreurs de la première. Il est des caractères dont le temps arrête et exagère les traits, tandis que d'autres mûrissent à l'ardeur du jour et ne prennent leur valeur qu'au prix de douloureuses leçons. Une fois l'âge des passions traversé, une fois le cœur fixé, placée d'ailleurs sous une direction aussi prudente que ferme, M<sup>me</sup> d'Épinay ne laissa plus voir que les meilleures qualités de son âme, la constance dans les épreuves que lui réservaient encore l'inconduite de son mari et la perte de sa fortune, l'attachement à ses devoirs maternels, le courage contre les attaques de la maladie et les menaces de la mort. Elle parvint à se concilier la considération. La femme inconséquente et décriée d'autrefois était, selon le dessein qu'elle en avait formé, devenue femme de mérite (1).

Les Mémoires de M<sup>me</sup> d'Épinay sont l'un des livres les plus agréables du xviii<sup>e</sup> siècle, aussi curieux comme document de l'histoire morale de cette époque que captivant comme récit biographique. Non pas, toutefois, qu'ils méritent à cet égard une confiance sans réserve. Écrits de souvenir, et bien des années après l'événement,

(1) Quant aux portraits *peints* de M<sup>me</sup> d'Épinay, il y en a eu plusieurs. Diderot parle d'un profil au crayon et d'une toile peinte pour Grimm en 1760, alors que son amie avait trente-quatre ans. George Sand parle de deux portraits, restés dans la famille Dupin et provenant par conséquent de Francueil. Il y a enfin le beau pastel de Liotard, que possède le musée de Genève, et dont M. Escot a fait une copie pour le château de Versailles. La date en est fixée par une lettre de Voltaire à Linant, dans laquelle il est question de « la philosophe qui met son doigt sous son menton et qui a un petit air penché que lui a fait Liotard. » La lettre étant de février 1760, il faut en conclure que ce pastel avait été fait l'année précédente, pendant le séjour de M<sup>me</sup> d'Épinay à Genève et, selon toute apparence, pour Tronchin, son médecin et son ami. Il a, en effet, été donné au musée de Genève par un membre de la famille Tronchin. M<sup>me</sup> d'Épinay, qui n'avait que trente-trois ans lorsque Liotard fit son portrait, y paraît beaucoup plus âgée, mais il faut se rappeler qu'elle sortait d'une longue maladie.

la chronologie y manque ; il y a des confusions, des interversions de faits ; on ne distingue pas toujours ce qui est de l'histoire et ce qui appartient au roman qui sert de cadre à cette histoire ; on se demande si les conversations sont réelles, ou si elles sont destinées, comme les harangues dans l'historiographie classique, à développer une situation ; enfin, tandis que les lettres dont M<sup>me</sup> d'Épinay avait conservé les autographes sont fidèlement transcrites, elle a été obligée de reconstituer les siennes de mémoire et, naturellement, par à-peu-près. On ne peut donc faire usage de ces récits qu'avec de certaines précautions, et le biographe est souvent embarrassé entre la narration injurieuse et enfielée de Rousseau, et l'apologie trop peu précise que lui a opposée une femme calomniée. Mais, ceci dit, quel livre unique que ces Mémoires ! Quelle grâce facile dans les récits ! Que les portraits sont vivans et piquans ! Que tout ce coin de la société, tout ce monde de fermiers généraux et d'hommes de lettres, toute cette vie partagée entre le souper et le théâtre, le roman et la philosophie, que ce mélange de petites et de grandes passions, de bienséances et de désordres, de frivolités et d'audaces, que tout ce tableau est attachant ! Si à ces volumes on joint quelques-unes des lettres que les auteurs de *la Jeunesse de M<sup>me</sup> d'Épinay* ont été assez heureux pour retrouver, on est conduit, ce me semble, à placer l'écrivain plus haut qu'on ne fait d'ordinaire parmi les femmes auteurs dont s'honore notre langue. Elle a le charme étrange, indéfinissable de l'époque de décadence où elle vivait.

La vie, chez Grimm aussi, se coupe en deux périodes distinctes, et de l'une à l'autre il se ressemble si peu qu'on a peine à saisir le trait de physionomie persistant. Nous n'avons, d'ailleurs, pour savoir ce qu'il était vers trente-cinq ans, que des témoignages également prévenus, bien qu'en sens opposé. Figure dégingandée, dit l'un ; contenance négligée et nonchalante, selon l'autre. Il paraît bien, en effet, que la hanche et l'épaule étaient un peu de travers, toutefois « sans mauvaise grâce. » Le nez fort et légèrement tourné de côté, mais le nez d'un homme d'esprit. Les *Confessions* parlent de gros yeux troubles, ce qu'il faut entendre probablement de cette incertitude du regard qui vient de la timidité ou de trop de pensées de derrière la tête. Grimm avait quelque chose de solitaire et de renfermé, n'éprouvait point le besoin de se mettre en avant, fuyait les discussions ; la facilité d'élocution et la correction lui manquaient, mais il s'exprimait avec force. Aussi aimable, du reste, et même gai dans l'intimité, qu'embarrassé et réservé avec les inconnus. Inspirant plus de confiance qu'il n'en témoignait, parce qu'il se suffisait à lui-même ; plus fait pour maîtriser que pour at-

tacher ; de l'obstination : « Je ne t'ai jamais vu balancer sur rien, lui écrit son amie, et une fois que vous avez envisagé les choses avec votre chien de charmant esprit juste et ferme, il y en a pour la vie. » Grimm a la vue trop pénétrante et il estime trop peu les hommes pour ne pas encourir le reproche de hauteur : tout le monde est d'accord là-dessus : nous avons vu qu'il était couramment appelé le tyran dans la société de la Chevrete ; Nageon lui attribuait la vanité et la présomption, Rousseau la fatuité et l'arrogance ; Diderot lui-même parle d'exigence, de despotisme, et l'on sait que l'amitié exaltée qui unissait ces deux hommes se voila un jour, tant l'un mettait peu de ménagemens dans sa façon d'utiliser le dévoûment de l'autre. « Je suis brouillé avec Grimm, écrit Diderot à M<sup>lle</sup> Voland ; il y a ici un jeune prince de Saxe-Gotha ; il fallait lui faire une visite, il fallait le conduire chez M<sup>lle</sup> Biheron (un cabinet de pièces anatomiques artificielles), il fallait aller dîner avec lui ; j'étais excédé de ces sortes de corvées. » Il est vrai que quelques jours après on est raccommo dé « ou à peu près, » mais c'est que Diderot a cédé. Un an plus tard, au retour d'un voyage de Grimm, nous les trouvons de nouveau livrés aux effusions. « Je l'aime et j'en suis tendrement aimé, c'est tout dire, » écrit l'incandescent philosophe. Curieuse liaison, nous l'avons déjà fait remarquer, que celle de ces deux écrivains ! « L'homme de mon cœur, » — « celui que je chéris, » telles sont les appellations que Diderot prodigue quand il parle de Grimm. Grimm, de son côté, est évidemment attaché à Diderot ; il l'admire franchement ; « tête sublime et cœur excellent, dira-t-il, l'un des plus beaux génies de la France, » mais il ne cède qu'à demi à la séduction, et lorsque Diderot se lance dans un récit ou rend compte de quelque lecture qu'il a faite : « Messieurs, glisse le critique, voilà qui est fort beau, n'est-ce pas ? Eh bien ! il n'y a pas un mot de vrai ! »

Il est piquant que ce soit précisément sur le chapitre de Grimm que Diderot se livre le plus volontiers à ces effusions sans mesure dont se choquait la sobriété de son ami. « Il est un homme à côté de moi, écrit-il à Falconet, aussi supérieur à moi que j'ose me croire supérieur à d'Alembert, aux qualités que j'ai en réunissant une infinité d'autres qui me manquent, plus sage que moi, plus prudent que moi, ayant une expérience des hommes et du monde que je n'aurai jamais, obtenant sur moi cet empire que je prends quelquefois sur les autres. Ce que la plupart des hommes sont pour moi, des enfans, je le deviens pour lui. Je l'ai nommé mon *hermaphrodite*, parce qu'à la force d'un des deux sexes il joint la grâce et la délicatesse de l'autre. Il est dans l'art plastique moral ce que vous êtes dans l'art plastique mécanique. Ce que je vous



en dis, les grands, les petits, les savans, les ignorans, les hommes faits, les enfans, les littérateurs, les gens du monde, vous le diront comme moi ; il plaît également à tous. »

La date de cette lettre à Falconet (1767) m'avertit que nous nous éloignons de l'époque à laquelle nous nous étions arrêtés, et me rappelle la distinction que j'ai cru devoir faire dans la vie de Grimm. Dans les premiers temps de son attachement à M<sup>me</sup> d'Épinay et lorsqu'il est encore tout entier au labeur de sa *Correspondance littéraire*, nous avons l'homme que j'ai cherché à définir plus haut, ferme, concentré, aimable au besoin, mais pesant sur les autres du poids de sa supériorité de caractère. A quoi il faut ajouter de l'instruction, le goût sain et l'esprit juste. Il a triomphé d'une assez grande paresse naturelle et est devenu laborieux à force de volonté. L'impression qu'il nous fait est celle d'un homme de doctrines, de principes, et qui juge de haut. Est-ce à dire que cette correction qui va jusqu'à la sécheresse, que cette indépendance qui va jusqu'à la dureté soit incompatible, comme se le figure M<sup>me</sup> d'Épinay dans le portrait qu'elle nous a laissé de son ami, « avec l'aisance, la souplesse et la dextérité qu'il faut dans la conduite des affaires? » Loin de là, ou, s'il y a incompatibilité, ce sont ces dernières qualités qui chasseront les autres. La souplesse que sa maîtresse lui refuse, Grimm va l'acquérir. Il va bientôt se montrer diplomate, courtisan, complaisant. Il était connu pour être fier, il deviendra habile. On lui reprochait la sauvagerie, nous allons être tentés de lui trouver trop d'entregent. Je ne sais de contraste plus complet que celui de la jeunesse et de l'âge mûr de cet Allemand frotté de Français.

L'attachement pour M<sup>me</sup> d'Épinay, on ne peut se le dissimuler, souffrit ou du moins se transforma dans cette crise de virilité. Les lettres de Diderot à M<sup>lle</sup> Voland nous montrent Grimm se relâchant à la fois de la sévérité de ses principes et de la tendresse pour celle dont il avait fait la compagne de sa vie. Mais ce sont là des passages qui appartiennent de droit à notre biographie. Nous sommes dans l'automne de 1760, l'année qui suivit le retour de Genève, et lorsque Grimm était déjà entré dans la voie des fonctions publiques. On était à trois seulement à la Chevrette. Diderot raconte la manière dont se passe la journée, et parlant de ses deux amis : « Que font-ils? Le matin, il est seul chez lui où il travaille ; elle est seule chez elle où elle rêve à lui. » Quelques jours plus tard, la jolie scène du portrait : « On peint M<sup>me</sup> d'Épinay en regard avec moi ; c'est vous dire en un mot à qui les deux tableaux sont destinés. Elle est appuyée sur une table, les bras croisés mollement l'un sur l'autre, la tête un peu tournée comme si elle regardait de côté ; ses longs

cheveux noirs relevés d'un ruban qui lui ceint le front; quelques boucles se sont échappées de dessous ce ruban. Les unes tombent sur sa gorge, les autres se répandent sur ses épaules et en relèvent la blancheur. Son vêtement est simple et négligé. » L'impression de Diderot est évidemment que Grimm est préoccupé, refroidi, et que M<sup>me</sup> d'Épinay s'en aperçoit par momens et en souffre. Il a oublié un rendez-vous. « J'ai su cela le lendemain, on en avait la larme à l'œil, et tout en pleurant on disait : C'est que ses affaires l'occupent si fort qu'il ne peut penser à rien; c'est qu'il est bien à plaindre et moi aussi; et on l'excusait avec une bonté qui me touchait infiniment. Pour moi, je me taisais, et elle disait : Mais vous ne me dites rien, philosophe ! Est-ce que vous croyez qu'il ne m'aime pas ? Que diable voulez-vous qu'on réponde à cela ! Dire la vérité, cela ne se peut; mentir, il le faut bien. Laissons-la du moins dans son erreur, le moment qui la détromperait serait peut-être le dernier de sa vie. »

En même temps, je le répète, relâchement moral. L'année précédente encore, M<sup>me</sup> d'Épinay, dans son portrait de Grimm, disait qu'en morale et en philosophie « il avait des principes sévères qu'il ne se permettait point de modifier ni d'adoucir suivant les circonstances. » Que nous sommes loin de là maintenant ! « L'abbé Galiani vient d'arriver, écrit Diderot, toujours de La Briche. Ses contes ne m'amuse plus comme auparavant; j'étais mieux entre M. Grimm et son amie. Grimm a un peu déplu à M<sup>me</sup> d'Épinay; il ne désapprouvait pas assez le propos d'un homme de notre connaissance, appelé M. Venel, qui disait qu'il fallait garder la probité la plus scrupuleuse avec ses amis, mais que c'était une duperie d'en user mieux avec les autres qu'ils n'en useraient avec nous. Nous soutenions, elle et moi, qu'il fallait être homme de bien avec tout le monde sans distinction. L'abbé Galiani m'a beaucoup déplu, à moi, en confessant qu'il n'avait jamais pleuré de sa vie, et que la perte de son père, de ses frères, de ses sœurs, de ses maîtresses ne lui avait pas coûté une larme. Il m'a paru que cet aveu n'avait pas moins choqué M<sup>me</sup> d'Épinay. » La situation est claire; c'est le roman qui est en train de finir pour faire place à la réalité, au désillusionnement, bien que sans atteindre, nous le verrons, l'attachement solide et le dévouement. « M<sup>me</sup> d'Épinay a eu un accès de migraine dont elle a pensé périr. J'allai la voir le lendemain; nous passâmes la soirée tête à tête. La sévérité de son ami se perd, il distingue deux justices, une à l'usage des souverains. Je vois tout cela comme elle, cependant je l'excuse tant que je puis; à chaque reproche, j'ajoute en refrain : « Mais il est jeune, mais il est fidèle, mais vous l'aimez; et puis elle rit. »

Il en fut de cette liaison comme il arrive à des mariages plus régu-

liers : l'habitude, les intérêts communs, l'estime mutuelle, prirent peu à peu la place de la passion et de ses agitations. M<sup>me</sup> d'Épinay cessa de s'inquiéter des paradoxes de Grimm et elle s'habitua aux longues absences qu'entraînaient ses voyages. N'avait-il pas sa fortune à faire et ne devait-il pas chercher au loin les relations utiles ? On est heureux d'ajouter que Grimm resta l'appui de son amie dans les travers d'une vie fort éprouvée, et qu'il reporta sur la fille et la petite-fille l'affection qu'il avait éprouvée pour la mère. Les désordres de M. d'Épinay produisirent catastrophe sur catastrophe ; le scandale de ses dettes lui fit perdre sa ferme générale ; mais la leçon ne le guérit pas et il fallut l'interdire. Les mesures de l'abbé Terray atteignirent M<sup>me</sup> d'Épinay, à qui il n'était resté que 8,000 livres de rente, et que ce nouveau coup acheva, ou peu s'en faut, de dépouiller. « Bonjour, madame, lui écrivait un de ses amis en raillant la sérénité avec laquelle elle supportait ses malheurs, et souvenez-vous bien de ne pas vous croire trop heureuse d'être ruinée. » La philosophie était ici d'autant plus méritoire que ses enfans étaient restés à sa charge dans le naufrage de la fortune conjugale, que son fils, à peine entré dans la vie, montra les mêmes goûts de dépense que le père et dut à son tour être secouru, enfin qu'elle avait une fille à marier. Heureusement que Pauline était charmante et qu'un oncle avança, pour la dot, 30,000 livres remboursables sur les revenus des biens affectés au paiement des dettes de M. d'Épinay. Pauline, qui n'avait que quinze ans, épousa un homme plus âgé qu'elle de vingt-cinq, un beau parti d'ailleurs, le vicomte de Belsunce, gentilhomme de Navarre, où il avait un château et remplissait féodalement les fonctions de grand bailli d'épée. M<sup>me</sup> d'Épinay, malgré son état habituel de maladie, vécut encore assez longtemps après ce mariage ; elle mourut en 1783, un an après son mari. Ce fut Grimm qui se chargea du sort d'Émilie, la fille des Belsunce, pour laquelle il s'était pris d'une affection toute paternelle. Il se préoccupa de bonne heure de son établissement, travailla à lui créer une petite fortune, y intéressa l'impératrice Catherine, et finit par la marier au comte de Bueil.

Le désir d'être à peu près complet dans une biographie qui n'avait pas encore été écrite ne me permet pas de clore le chapitre de la vie privée et de la vie littéraire de Grimm sans y faire entrer le récit d'une imprudence et le souvenir d'une mystification. L'imprudence fut causée par un accès d'humeur satirique. Diderot venait de donner au théâtre ses deux pièces, *le Fils naturel* et *le Père de famille*. Ses ennemis ayant répandu le bruit qu'il en avait pris le sujet dans Goldoni, Deleyre et Forbonnais crurent ne pouvoir mieux le justifier qu'en traduisant les comédies de l'auteur italien. Grimm paraît s'être chargé de la publication et avoir saisi cette occasion pour exercer

une vengeance et pour railler un ridicule. Les deux pièces parurent séparément, ornées chacune d'une épigraphe burlesque et d'une dédicace où des allusions blessantes se déguisaient sous les formes de l'hommage. Les noms des dames à qui s'adressaient ces épîtres étaient remplacés par des étoiles, mais ils étaient reconnaissables aux titres dont ces astérisques étaient accompagnés : c'étaient la princesse de Robecq et la comtesse de La Marck. La première avait été la maîtresse de Choiseul et était connue par la haine qu'elle professait pour le parti philosophique; elle usa, dans la suite, de la faveur dont elle jouissait près du ministre pour faire jouer *les Philosophes* de Palissot et pour faire mettre Morellet à la Bastille. La comtesse de La Marck, née Noailles, paraît surtout avoir eu des prétentions au bel esprit. La cruauté de la satire de Grimm échappe en grande partie aujourd'hui avec le sens des insinuations dont elle est semée. Il en parle lui-même dans la *Correspondance* comme d'un « persillage auquel personne n'a rien compris et que tout le monde a voulu expliquer. » Ce qui est certain, c'est que les victimes s'y reconnurent et cherchèrent à atteindre les coupables. Naturellement soupçonné, puisque c'était la défense de ses pièces de théâtre qui avait été l'origine de la publication, Diderot se justifia et couvrit en même temps Deleyre et Forbonnais, en déclarant qu'il avait eu leurs traductions entre les mains, mais qu'elles différaient de celles qui avaient été imprimées et n'étaient accompagnées d'aucune dédicace. On ajoute, mais sans preuve, que Grimm fut soupçonné, et que son ami se donna pour le coupable afin de le sauver. La vérité est que l'attribution même des deux dédicaces à l'auteur de la *Correspondance* ne repose sur aucun témoignage direct et reste affaire de tradition et de conjecture. Le bruit qu'avait fait cette malencontreuse plaisanterie paraissait apaisé lorsqu'il recommença, deux ans après, à l'occasion de la pièce des *Philosophes* et de la mort de M<sup>me</sup> de Robecq. Palissot, pour justifier près de Voltaire ses attaques contre le parti de l'*Encyclopédie*, reproduisit ses accusations contre Diderot, qu'il persistait à tenir pour l'auteur des libelles. Voltaire défendit l'accusé, tout en affectant de blâmer la publication. « M. le duc de Choiseul, écrivait-il à Thiriot, sait très bien que je condamne plus que personne le trait indécent et odieux contre M<sup>me</sup> la princesse de Robecq. Il est absurde de mêler les dames dans des querelles d'auteurs. Voilà des philosophes bien maladroits! Il faut se moquer des Fréron, des Chaumeix, des Le Franc, et respecter les dames, surtout les Montmorenci. »

La pénurie des détails sur la vie privée de Grimm sera notre excuse pour mentionner une plaisanterie que des amis, sans nul doute, se permirent à ses dépens. On a trouvé dans ses papiers des lettres

soi-disant écrites par M<sup>lles</sup> Leclerc et Miré, danseuses à l'Opéra (1). La première, d'après cette correspondance, avait entendu parler de l'admiration que le philosophe professait pour sa danse et elle lui donnait un rendez-vous. Une seconde lettre exprime l'amour et le bonheur, une troisième crie à la trahison. Miré prend ensuite la plume pour raconter la mort de la pauvre Leclerc et pour demander à la remplacer dans le cœur de Grimm. Le sel de cette mystification, vraiment assez drôle, est dans l'excentricité du style et de l'orthographe attribués aux deux figurantes, et plus encore dans les ridicules mis au compte du prétendu galant. C'est sur le ministre de Francfort que ces demoiselles ont jeté leur dévolu ; elles lui donnent de l'excellence et, en même temps, du savant et du philosophe par le nez ; elles ont, par-dessus le marché, entendu dire qu'il est plein de sentiment. Il est vrai que ce « Saxon sans pareil, » soupçonné d'infidélité, devient aussitôt un « perfide et bavard petit-maître. » On reconnaît, sous une forme badine, les travers dont s'amusaient les amis de Grimm ; il était considéré, mais il donnait prise à la raillerie ; il avait de l'esprit, mais pas tous les genres d'esprit.

## II.

La *Correspondance littéraire* dut de bonne heure paraître à Grimm un provisoire, pour ne pas dire un pis-aller. Elle ne l'empêcha point, dans tous les cas, de fortifier l'indépendance qu'elle lui assurait par l'adjonction de relations utiles et de fonctions rétribuées. La mort du comte de Frise, en 1755, l'avait atteint dans ses intérêts aussi bien que dans ses affections, car si, depuis quelques années, il n'était plus aux gages du comte comme secrétaire, il avait continué de demeurer chez lui, et de trouver en lui, au besoin, un protecteur généreux. « Avec le comte, écrit M<sup>me</sup> d'Épinay, il n'avait besoin de rien. » Il fallut donc aviser à fermer la brèche inopinément faite dans sa position. Ses amis s'y employèrent et le recommandèrent au duc d'Orléans, qui se l'attacha en qualité de secrétaire de ses commandemens, avec 2,000 francs de traitement. Cette place, qui permettait à Grimm d'aller à la cour, ne paraît lui avoir imposé que des devoirs d'étiquette. A l'occasion de la mort d'Orléans-Égalité, en 1793, Grimm dans une lettre à Catherine, trace un portrait du prince qu'il avait servi : « Ce n'était pas un génie, ce n'était pas un aigle ; il avait peut-être l'esprit assez borné, mais la nature l'avait doué d'un tel instinct pour l'hon-

(1) Les éditeurs du volume supplémentaire de 1829 s'y sont laissé prendre. Ces lettres leur ont paru avoir « un caractère de vérité qui repousse toute idée d'imposture. »

neur et pour les honnêtes gens que jamais aucun mauvais sujet ne put l'approcher, encore moins le circonvenir ou durer auprès de lui... Cet instinct, ce goût inné pour ce qui est honnête préserva le duc d'Orléans de toute contagion avec les gens d'un caractère équivoque, quelque aimables qu'ils pussent être d'ailleurs. Cela n'empêche pas que le goût du plaisir ne l'entraînât quelquefois, tout comme un autre, dans la mauvaise compagnie, mais la dignité de son rang et une certaine bienséance le suivaient jusque dans ses orgies ; ses compagnons de plaisir y trouvèrent toujours le prince. Le respect dû au public ne fut jamais blessé ; le secret environnait ces parties, et au milieu de ces petits écarts dont personne ne voyait les traces, la cour du Palais-Royal jouissait de l'existence la plus brillante. Tout ce qu'il y avait en France de plus aimable, de plus à la mode, de plus respectable aspirait à l'honneur d'y être admis ; on n'était pas de bon ton sans en être, et si Louis XV était roi à Versailles, on appelait le duc d'Orléans le roi de Paris. »

L'ambition de Grimm ne fut pas satisfaite par une place qui, comme il s'en assura assez vite, ne pouvait le conduire à rien de plus. Il se sentait les qualités du diplomate, le coup d'œil, le jugement, ce je ne sais quoi qui rend propre au maniement des hommes et des intérêts publics. Sa gazette manuscrite l'avait mis en relation avec des princes et des princesses à l'étranger ; de plus, il avait fait à Genève la connaissance de Mallet, l'historien du Danemarck, qui entretenait une correspondance politique avec des cours allemandes, et qui paraît avoir été le premier à exciter l'ambition de Grimm en lui ouvrant la perspective de représenter ces cours à Paris. On ne s'étonnera donc point si une lettre à Diderot nous le montre, au mois de mai 1759, sur le point d'entrer dans la carrière, et cherchant à faire accepter à M<sup>me</sup> d'Épinay les sacrifices qu'allait entraîner un nouveau genre de vie. Il écrit de Genève, où son amie suivait depuis dix-huit mois un traitement de Tronchin, et où il avait été appelé près d'elle par une aggravation de la maladie : « J'épuise pour l'encourager, dit-il, tout ce que la philosophie peut dicter de plus vrai et, il faut l'avouer, de moins consolant pour un cœur sensible. C'est que je cherche moins à la consoler qu'à diminuer en elle cette ivresse qui ferait le bonheur de ma vie si nous étions destinés à vivre comme nous avons vécu depuis quatre mois. Elle sera toujours l'objet de toute ma tendresse et de tous mes soins, mais je pourrais bien à mon tour être détourné de cette douce occupation par des devoirs et des affaires, qui, à vue de pays, vont se multiplier. La ville de Francfort me presse de me charger d'entretenir une correspondance avec elle ; cette occupation me plaît et me convient fort, en ce qu'elle met à portée de montrer ce qu'on sait faire. Je n'attends pour accepter que le consentement du prince

(le duc d'Orléans) que j'espère recevoir ces jours-ci. Ne parlez de mes projets à personne ; du secret dépend peut-être leur réussite. »

Au lieu d'une simple correspondance politique, ce fut d'une mission diplomatique que Grimm fut chargé. Les péripéties de la guerre avaient mis la ville de Francfort dans la nécessité d'adresser de nombreuses réclamations à la cour de France, et avaient fait comprendre aux magistrats de cette cité l'avantage d'avoir à Paris un envoyé régulièrement accrédité. Grimm était encore à Genève lorsqu'il reçut sa nomination d'envoyé de la ville libre de Francfort, aux appointemens de 24,000 livres par an. Quel changement de fortune pour le pauvre étranger échoué à Paris dix ans auparavant ! Le voilà « monsieur l'ambassadeur, » comme Diderot se plaît désormais à l'appeler. « M. Grimm est très content de sa nouvelle carrière, écrit M<sup>me</sup> d'Épinay à M. d'Affry ; il a très bien réussi auprès du ministre, sa besogne lui plaît et l'occupe sans l'excéder. Si l'on en excepte un jour par semaine qu'il passe à la cour, nous menons la même vie et nous le voyons autant qu'avant mon voyage. » Cet heureux début ne tarda pas à être troublé. Il y avait à peine un an que le représentant de la ville libre remplissait ses fonctions lorsque ses lettres à Mallet furent interceptées à la poste. Il s'y moquait du comte de Broglie, le capitaine Tempesta, comme il l'appelait, « qui a fait une marche diablement savante pour parvenir à se faire prendre ses six pauvres petites pièces de canon ; » il y critiquait la politique de la cour et les opérations de la guerre, et fut dénoncé comme traître et espion. En vain le duc d'Orléans essayait-il d'intervenir : tout ce qu'il obtint fut que son protégé pût rester en France. Le bruit finit par se calmer et l'affaire par s'oublier, mais Grimm avait dû se démettre de ses fonctions de ministre accrédité.

Il n'était pas homme, du reste, à se laisser abattre par un échec ; dès l'année suivante, nous le voyons renouer ses fils. Son ami, le marquis de Castries, ayant été grièvement blessé dans la campagne de Westphalie, Grimm courut lui donner ses soins. « C'est toujours lui, s'écrie le bon Diderot ; il est parti sans que j'aie eu le temps de l'embrasser, à deux heures du matin, sans domestiques, sans avoir mis ordre à aucune de ses affaires, ne voyant que la distance des lieux et le péril de son ami. » Le dévouement est incontestable ; il ne cachait, il ne pouvait cacher aucun calcul. Seulement, — et nous avons ici tout le caractère de Grimm, — la générosité du premier mouvement n'excluait pas chez lui les combinaisons. Il revint par Gotha où il revit la duchesse Louise-Dorothée, dont il avait déjà fait la connaissance, à ce que je présume, en 1753, qu'il comptait au nombre des abonnés du journal manuscrit, et dont il va devenir

maintenant le correspondant particulier. Trois ans plus tard, ce sont des relations semblables formées avec la landgrave de Hesse. D'autres voyages le conduisirent à Berlin et à Pétersbourg ; Frédéric et le prince Henri l'honoraient de leurs lettres ; Catherine le traitait sur le pied de la confiance et de la familiarité. Et les brillantes accointances conduisirent aux solides avantages : Grimm devint ministre de la cour de Saxe-Gotha à Paris ; la landgrave lui confia son fils dans des voyages en Angleterre et en Russie ; enfin, quand la révolution eut dépouillé Grimm de ses places et l'eut réduit à la misère, Catherine vint à son secours avec une inépuisable générosité. Telle est l'esquisse de la seconde moitié de la vie de notre écrivain, de ce qu'on pourrait appeler sa carrière politique ; il nous reste à y entrer avec plus de détails au moyen de ses correspondances privées avec les souverains.

### III.

La mauvaise grâce avec laquelle Frédéric répondit longtemps aux avances de Grimm ne parvint pas à rebuter celui-ci, et Dieu sait cependant combien le roi se montra récalcitrant ! Si la *Correspondance* était faite pour quelqu'un, il semblait que ce fût pour un monarque poète, écrivain et philosophe ; il n'en fallut pas moins un siège en règle pour l'amener à la recevoir. A peine la paix de Hubertsbourg était-elle signée, que le chroniqueur, comptant sur les loisirs dont le guerrier allait jouir, fit jouer les influences dont il disposait. Il s'adressa à la fois à la reine de Suède, sœur de Frédéric, et à la duchesse de Saxe-Gotha. Et dans quels termes d'ardeur tout ensemble et d'humilité n'implorait-il pas leurs services ! « Je sais tout ce qu'on peut dire sur la témérité de ce projet, écrit-il à la duchesse, et s'il n'y avait pas le Rhin entre le roi et moi, je crois que je mourrais de peur d'avoir osé le concevoir ; mais aussi quels ressorts n'emploie-je pas pour le faire réussir ! Et lorsque je paraîtrai devant le héros du siècle sous la protection de Votre Altesse, et me vanterai de celle de la reine de Suède, ne dois-je pas compter sur une indulgence capable de rassurer le plus timide ? Je regarde la permission d'offrir mon travail à Sa Majesté comme le plus grand bonheur qui puisse m'arriver ; ainsi je ne mettrai point de borne à tout ce que Votre Altesse sérénissime voudra bien faire pour moi dans cette occasion. Cependant, madame, je n'oublie point l'excès de vos bontés, et ce souvenir qui me trouble et m'enchanté devrait me faire trembler que vous ne les portiez au-delà de tout ce que j'oserais désirer ou que je pourrais jamais mériter (1). »

(1) Lettre du 31 mars 1763 (inédite).



La négociation réussit; Frédéric consentit à recevoir les feuilles, et la duchesse se chargea de les faire passer elle-même à Berlin. Grimm se montre pénétré de tant de bonté, il en fond en larmes, mais il ne laisse pas d'être troublé à la pensée du lecteur devant lequel il va périodiquement comparaître. « Je vois toujours ces grands yeux bleus, que je n'ai jamais vus, fixés sur moi, et cela me fait mourir de peur. »

Les craintes de Grimm n'étaient pas sans fondement. Il avait affaire à un homme qui ne prenait qu'un intérêt médiocre aux dissertations littéraires ou autres dans lesquelles se complaisait la *Correspondance*, et qui ne se laissait pas davantage prendre aux flatteries. Grimm l'avait mal jugé à cet égard; il avait cru bien faire en lui donnant, dès le premier numéro qui passa sous ses yeux, de l'encensoir à travers la figure. Frédéric était représenté comme sublime dans toutes ses entreprises, grand dans toutes les parties, l'homme le plus extraordinaire qui eût jamais paru dans l'histoire; la conquête de l'Asie n'avait peut-être pas coûté à Alexandre la moitié des efforts de génie qu'il avait fallu à Frédéric pour soutenir, entre les rives de l'Oder et de l'Elbe, le choc si opiniâtre et si répété de toutes les forces de l'Europe. Frédéric eut la nausée de ces exagérations et ne le cacha pas à la duchesse. « La feuille périodique que vous daignez m'envoyer, lui dit-il, est bien écrite; j'en connais l'auteur par réputation; il est natif de Gera (?), il a fait le *Petit Prophète*; c'est un garçon d'esprit qui s'est beaucoup formé à Paris. Cependant je vous demande en grâce que, s'il veut m'envoyer ses feuilles, il daigne un peu m'épargner. Un homme sans expérience peut trouver du sublime là où il n'y en a point; un philosophe n'y trouve qu'une complication de causes secondes qui, par la bizarrerie de différentes combinaisons, produisent des événemens dont le vulgaire s'étonne, et qui, en effet, sont simples et naturels (1). »

Les préventions que cette fâcheuse entrée en matière avait inspirées au roi ne furent pas dissipées par la lecture des numéros suivans de la *Correspondance*. Ces feuilles ennuyaient Frédéric. Et le pis est que le pauvre auteur en avait vent. « Ce que je comprends par les mots que M. de Catt me jette de temps en temps, écrit-il à la duchesse, c'est que ce travail est en général trop sérieux pour le roi, qui aimerait mieux ne recevoir que de simples bulletins où il y eût, outre la notice des livres nouveaux, des anecdotes de toute espèce et propres à amuser. Or il m'est impossible de me prêter à cet arrangement. J'ai une aversion invincible pour le métier d'écrivain d'anecdotes, et il faut qu'elle soit bien forte puisque je ne puis

(1) Lettre du 26 mai 1763 (*OEuvres de Frédéric*, t. XVIII, p. 225.)

la vaincre en faveur du premier homme du siècle, auquel ma vanité serait si contente de plaire. »

Et de nouveau, quelques semaines après : « Je ne me résoudrai jamais à mander les petits contes, les petites tracasseries, les petites historiottes de Paris, que mes prédécesseurs ramassaient souvent dans les cafés, mais que je ne pourrais y chercher et moins encore écrire, quand il serait question de me sauver la vie. Je sais cependant très bien que le roi aime beaucoup ces bagatelles, et cela me paraît très naturel dans un homme qui a besoin de délassement et d'amusement après s'être occupé toute la journée d'affaires d'état. Je sais aussi que j'ai avec lui le tort ou la tache originelle qui ne s'efface pas, d'être Allemand ; si je portais un nom français, j'aurais bien plus beau jeu. »

Grimm s'ouvre, à cette occasion, sur les ambitions littéraires auxquelles son métier de correspondant l'a obligé de renoncer. « J'avoue que j'ai été plus d'une fois tenté d'essayer mes forces, d'oublier les ouvrages des autres pour voir si j'en pourrais faire à mon tour ; je me dis qu'il faut du moins l'avoir essayé pour avoir le droit de ne rien faire ; mais cette correspondance sans cesse renaissante m'en ôte absolument les moyens et le loisir indispensable... J'ai laissé agir ma paresse, j'ai dit que la chimère n'est qu'une chimère, que la calomnie et la persécution sont souvent la récompense de ceux qui écrivent pour le public, et qu'une couronne de laurier ne vaut pas une ligne de Votre Altesse (1). »

Frédéric finit par demander qu'on cessât de lui servir une souscription qu'aussibien il n'avait jamais payée. L'amour-propre blessé, le dépit d'avoir rencontré l'échec là où il avait rêvé des satisfactions d'ambition, l'indignation mal contenue contre l'indélicatesse d'un Mécène qui n'acquittait pas même ses dettes, tous ces sentimens se trahissent dans une lettre de Grimm à la landgrave de Hesse. Il insinue qu'il aimerait bien compter le prince Ferdinand de Brunswick au nombre de ses lecteurs ; il voudrait que quelqu'un se chargeât d'en faire naître l'idée à ce prince, « car, dit-il, une de mes folies est de ne pas vouloir offrir ma marchandise. » Vient alors toute l'histoire de sa déconvenue avec Frédéric. « Ma passion pour lui, raconte-t-il, m'a fait rechercher, avec trop d'indiscrétion, l'honneur de lui envoyer ces feuilles. Ce monarque n'a pas voulu refuser M<sup>me</sup> la duchesse de Saxe-Gotha, mais il ne m'a jamais pardonné de lui avoir été donné et de n'être pas de son propre choix. On dit que c'est un tort irréparable à ses yeux, et je l'ai éprouvé. Depuis le premier instant, il m'a toujours cherché noise, et à me-

(1) Lettres du 26 janvier et du 7 mars 1765. (Données par M. Tourneux dans son tome xvi<sup>e</sup>.)

sure que je me prêtai à ses désirs, il exigeait toujours autre chose que ce que je faisais. J'aurais bouleversé toutes mes correspondances, au risque de lui faire perdre tous ses suffrages, que je n'aurais certainement pas obtenu le sien. Mais je suis têtue, et après avoir été quelque temps malheureux de ce tatillonnage et m'être bien convaincu ensuite de l'impossibilité de lui plaire, j'ai pris mon parti d'aller toujours mon chemin sans penser qu'il y a un Frédéric, la terreur de l'Europe, au monde. Ce qui me mettait à mon aise, c'est que le roi n'avait jamais accordé la moindre récompense à ce travail, et certainement, après m'en avoir refusé la plus précieuse, celle que j'ambitionnais le plus, son approbation, il n'était pas en état, tout roi qu'il est, de me le payer. Enfin, après avoir été tâté de toutes les manières depuis trois ans, j'ai reçu l'ordre de cesser mes envois, il y a environ six semaines. Cet ordre, accompagné de tout plein de compliments, m'a délivré d'un fardeau de cent milliers pesant... Il faut se consoler de tout dans ce monde. Un parti très bien pris de ma part mettra le roi hors d'état de me payer, et il aura plus tôt réuni la Bohême et la Moravie à ses possessions que d'avoir réussi à me rembourser les frais des copies (1). »

Le plus amer était que Frédéric faisait des différences et qu'il donnait parfois. Ce n'est pas sans quelque dépit, sans quelque envie peut-être, que Grimm, parlant de d'Alembert dans une de ses lettres et du goût du roi de Prusse pour ce philosophe, rappelle que le prince lui faisait depuis six ans une pension de 4,200 livres, pension, ajoute-t-il, qui a été exactement payée pendant la guerre.

Grimm ne fit la connaissance personnelle de Frédéric que quelques années plus tard, dans son grand voyage d'Allemagne de 1769. Il semble que les préventions du souverain contre l'écrivain disparurent quelque peu dans cette entrevue. « Le roi de Prusse l'a arrêté trois jours de suite à Potsdam, écrit Diderot au retour de son ami, et il a eu l'honneur de causer avec lui deux heures et demie chaque jour. Il en est enchanté, mais le moyen de ne pas l'être d'un grand prince quand il s'avise d'être affable? Au sortir du dernier entretien, on lui présenta de la part du roi une belle boîte d'or. » Grimm se garda de laisser tomber des relations ainsi engagées; nous le trouvons, à partir de ce jour, en correspondance avec Frédéric, une correspondance intermittente, mais qui dura jusqu'à la mort du roi. Si toutes leurs lettres n'ont pas été conservées, il en reste cependant assez pour juger du ton qui y régnait. Ce ton n'est pas précisément celui

(1) Lettre du 15 juillet 1766. (Donnée par M. Walther dans l'ouvrage intitulé *Briefwechsel der grossen Landgräfin Caroline von Hessen*, 1877, t. II, p. 425.)

que nous aurions attendu d'après l'éloge de Grimm que Meister met dans la bouche de Frédéric. « Il en est peu, aurait dit ce prince, qui connaissent les hommes aussi bien, et l'on rencontre rarement quelqu'un qui possède comme lui le talent de vivre avec les grands sans jamais compromettre la franchise ni l'indépendance de leur caractère. » La correspondance de Grimm avec les souverains, et en particulier avec Frédéric, est aussi peu conforme que possible à cette prétendue dignité de maintien. Ses lettres ne sont, au contraire, remarquables par rien tant que par le manque de mesure, de tact, et, il faut le dire, d'esprit. Quel style, le plus souvent, et quelles lourdes plaisanteries ! La princesse de Prusse, nièce du roi, venait d'accoucher d'un fils ; voici l'amphigouri que cet événement inspire à Grimm. « Sire, une ancienne prophétie, conservée dans une des caves de la cathédrale de Magdebourg, dont vous êtes l'archevêque par la grâce de Dieu, disait que l'année où le plus grand des rois jetterait un regard favorable sur le plus mince atome de la communion philosophique, serait l'époque d'un événement qui assurerait la durée d'une monarchie fondée par le génie et par la gloire, et que l'année où ce grand roi daignerait se réunir à la communion philosophique pour l'érection de la statue de son patriarche serait nommée l'année de l'accomplissement. Personne, sire, ne comprit rien à cette prophétie difficile, et je suis le premier qui en ait pénétré le sens caché. L'année dernière Votre Majesté m'accueillit et me combla de ses bontés au palais de Sans-Souci, et la septième semaine après ce bonheur, la princesse de Prusse fut bénie et devint grosse. Cette année, Votre Majesté a daigné s'associer à ceux qui élèvent une statue à Voltaire ; l'atome est devenu cosouscripteur de Marc-Aurèle-Trajan-Julien-Frédéric de Prusse, et immédiatement après la résolution de Votre Majesté, mes vœux sont exaucés et il naît un prince. Tout est clair, tout est rempli ; et puis, qu'on s'obstine à douter de l'infailibilité des prophéties ! »

Malheureusement pour Grimm, Marc-Aurèle-Trajan-Julien avait trop d'esprit pour goûter des louanges ainsi tournées, et trop peu de générosité pour ne pas se moquer d'un homme qui donnait si inconsidérément prise sur lui. Il le traite de M. de la Grimmalière ; il le raille du titre de colonel russe que lui avait conféré Catherine, des exploits par lesquels il ne peut manquer de se distinguer dans la guerre contre les Turcs. C'est lui qui prendra Constantinople à la tête d'une armée victorieuse, et ce sera Frédéric qui célébrera ces merveilles et placera le nom de Grimm entre ceux d'Alexandre et de César. Plus notre courtisan, du reste, essuie les plaisanteries royales, plus il est satisfait. Il est déjà le souffre-douleur de Catherine, il s'estime trop heureux de devenir le plastron de Fré-

déric. « Mais, ajoute-t-il, il faut être en garde contre la vanité ; les traits de Votre Majesté ne sont pas mortels comme ceux d'Apollon, votre patron ; votre bonté daigne en émousser la pointe avant de les lâcher, et l'on est un pauvre plastron quand on ne reçoit que des traits émoussés. »

En dehors même de ces traits de caractère, la correspondance de Grimm avec Frédéric ne manque pas de quelque intérêt. Grimm y déplore « le vaste et effrayant silence » qui règne dans la littérature française depuis la mort de Voltaire, et il cherche, bien que timidement, à vanter cette littérature allemande dont il entendait célébrer l'essor avec une joie secrète, mais dont il n'osait qu'à demi prendre la défense devant le roi. « Quant à moi, écrit-il en 1781, exilé de ma patrie depuis ma première jeunesse, n'ayant presque aucun temps depuis nombre d'années à donner à la lecture, je ne suis pas en état de juger ce procès ; mais il est vrai que, toutes les fois que j'ai traversé l'Allemagne, on m'a montré des morceaux parfaitement bien écrits, et je n'y ai plus retrouvé l'ancien jargon tudesque ; d'où j'ai conclu qu'il était arrivé une grande révolution en Allemagne dans les esprits. Cela m'a paru assez simple. Un pays qui a donné dans un siècle Frédéric et Catherine m'a paru le premier pays de ce siècle, et comme la nature opère tout par contagion, il m'a paru que l'apparition de ces deux phénomènes n'a pu rester isolée et a dû avoir les suites les plus étendues quoique aucune souveraineté n'ait songé à les encourager. »

Les philosophes n'étaient pas toujours braves à la fin de leur vie ; c'étaient parfois, selon l'expression de Tronchin, de plats mourans. D'Alembert, qui avait paru étonné des faiblesses de Voltaire, ne fut pas plus héroïque. Grimm annonce au roi la fin de cet homme, célèbre surtout, dit-il, par les bontés et les bienfaits dont Frédéric l'avait honoré pendant trente ans. « Ses infirmités s'étaient aggravées à un point alarmant par des inquiétudes et par les craintes de son imagination. Se croyant menacé à chaque instant, son tempérament naturellement frêle ne put résister longtemps à cet état violent, et le marasme qui s'ensuivit fut autant l'ouvrage de sa pusillanimité que de ses maux. Il ne cachait point à ceux qui l'exhortaient à leur opposer un peu de courage, qu'il n'en avait point, et il leur inspirait d'autant plus de compassion qu'il leur enlevait tous les moyens de le consoler, et que cette extrême faiblesse l'avait rendu aussi irascible et emporté. Voilà comme le destin, en pinçant une de nos fibres, peut humilier notre orgueil philosophique, et nous remettre au niveau des enfans que nous regardons avec pitié. » La réponse du roi ramène encore plus crûment les choses à la physiologie : « Si la maladie a affaibli l'esprit de d'Alembert dans le dernier temps, cela n'est pas étrange, puisque la mort,

en attaquant toutes les parties organisées de notre corps, doit leur ôter leur activité en les détruisant. Je vous suis obligé de m'avoir communiqué cette triste nouvelle, et je me suis dit à moi-même : Il faut mourir, ou il faut voir mourir les autres, il n'y a pas de milieu. »

#### IV.

Louise-Dorothee est du nombre de ces princesses tout à fait distinguées qui ornaient, au XVIII<sup>e</sup> siècle, quelques-unes des cours secondaires de l'Allemagne, et y représentaient la culture française jointe aux qualités essentielles de la femme et de la souveraine. Fille du duc Ernest de Saxe-Meiningen, élevée dans la retraite et avec soin par une belle-mère, sa gaieté naturelle résista à l'austérité de cette religieuse éducation. Elle trouva une amie et le plus utile appui dans M<sup>me</sup> de Buchwald, la Sévigné de la Thuringe, la grande maîtresse des cœurs, comme l'appelait Voltaire. M<sup>me</sup> de Buchwald, qui était née à Paris, fut pour beaucoup dans le tour littéraire que prirent les plaisirs à Gotha; Klupffel également, que nous connaissons déjà comme ami de jeunesse de Grimm et de Rousseau. Il était devenu un grave personnage, voire un dignitaire ecclésiastique, mais il n'avait pas renié ses joyeux souvenirs et n'était pas le dernier, j'imagine, à encourager la représentation des pièces françaises sur le théâtre de la petite cour. L'enjouement que la duchesse faisait régner autour d'elle est attesté par sa fondation d'un ordre des *Ermîtes de bonne humeur*, dont la devise était : Vive la joie! et dont la règle consistait à mettre l'étiquette de côté dans les réunions du chapitre. Louise-Dorothee ne négligeait pour cela, ni les affaires d'état, auxquelles elle prenait utilement part, ni l'éducation de son fils, qu'elle dirigeait au contraire avec sollicitude. Elle correspondait avec Voltaire, qui avait passé quelques semaines chez elle en quittant Berlin, et qui n'oublia jamais la manière dont il avait été reçu dans « le paradis thuringien. » C'est à la demande de la duchesse et pour elle qu'il composa ses *Annales de l'empire*. Les lettres qu'il lui adressait témoignent jusqu'au bout de sa reconnaissance et de son admiration pour celle qu'il avait saluée

Souveraine sans faste et femme sans faiblesse,

qu'il se plaisait à nommer sa protectrice et sa bienfaitrice, et qui avait, en outre, le mérite de trouver plaisir aux aventures de Jeanne, d'Agnès et du père Grisbourdon. La duchesse Louise était également en commerce de lettres avec Frédéric, dont la fortune de

la guerre lui avait deux fois valu la visite, et qui professait pour elle une amitié suffisamment attestée, du reste, par une correspondance soutenue pendant dix années.

Le lecteur se rappelle que Grimm, à son arrivée en France, avait été un moment attaché à la maison du fils aîné de la duchesse, alors en séjour à Paris. Les relations qu'il avait formées en cette occasion, celles en particulier qu'il avait conservées avec Klupffel, devaient le conduire tôt ou tard à la cour de Gotha. Il y fut fort bien reçu dans son voyage de 1762, et devint, à partir de cette époque, le correspondant et le chargé d'affaires privé de la duchesse. Sans titre et, à ce qu'il paraît, sans rémunération, il s'acquittait pour elle de toutes sortes de services et de commissions. M. Tourneux a retrouvé les lettres de Grimm dans les archives du duché, il en a publié la partie qui lui a paru la plus intéressante, et il a eu la bonté de me confier le reste. La collection n'est probablement pas complète, car elle s'arrête au mois de février 1766, tandis que la duchesse ne mourut qu'au mois d'octobre de l'année suivante.

Une pièce récemment tirée du dépôt des affaires étrangères nous fait connaître dans toute sa sincérité l'opinion que Grimm avait de sa correspondante, et elle nous le montre en même temps, d'une manière bien curieuse, occupé à guetter les affaires diplomatiques, à faire valoir ses avis et ses services, à les offrir sans attendre qu'on les lui demande.

Les rapports restèrent assez longtemps suspendus entre la France et la Prusse après la guerre de sept ans. Les deux cours se gardaient réciproquement rancune, et ni l'une ni l'autre ne voulait faire les avances, bien qu'elles sentissent également la nécessité de renouer, la Prusse à cause de nombreux et pressans intérêts commerciaux, et la France pour essayer de prévenir une nouvelle guerre. Grimm, en cet état de choses, eut l'idée que la duchesse de Saxe-Gotha, liée comme elle l'était avec Frédéric et très écoutée de lui, pourrait ouvrir la voie aux négociations. Il comprenait l'importance que devait lui donner une initiative de sa part en cette affaire, et il écrivit la lettre suivante à une personne dont le nom n'est pas indiqué, mais qui était évidemment en position d'en faire usage. Grimm, lorsqu'il représentait la ville de Francfort, avait formé dans les bureaux des ministères des relations qu'il conservait avec soin, et qui lui permettaient, au besoin, de faire arriver un avis sous les yeux d'un ministre. La lettre est du 6 mai 1765.

« J'ai pensé que, supposé qu'on eût le projet de se rapprocher du roi de Prusse, on trouverait difficilement un meilleur canal que celui de M<sup>me</sup> la duchesse de Saxe-Gotha : 1<sup>o</sup> parce que tous les princes protestans d'Allemagne désirent vivement ce retour de liai-

son ; 2° parce que la princesse dont j'ai l'honneur de vous parler est attachée à la France et aime la nation par goût et par choix ; 3° parce que c'est une princesse des plus éclairées, d'une sagesse et d'une prudence reconnues, et douée de toutes les grandes qualités qu'on attend de ceux qui gouvernent, et qui sont nécessaires à bien conduire une négociation délicate où il ne faudrait compromettre personne ; j'en parle avec connaissance de cause, parce que je suis honoré de ses bontés et de sa confiance depuis douze ans, pendant lesquels j'ai fait deux séjours à sa cour ; 4° parce que cette princesse est sans contredit la personne de l'Europe qui a le plus d'ascendant sur le roi de Prusse, et que ce prince a pour elle la plus haute considération et entretient avec elle un commerce de lettres très suivi ; 5° parce que, par ce moyen, quelles que fussent ses dispositions à l'égard de la France, on aurait du moins l'avantage de les connaître avec sûreté et sans détours ; il n'en emploierait sûrement pas avec M<sup>me</sup> la duchesse de Saxe-Gotha, et si cette princesse se chargeait de quelques négociations, on pourrait s'attendre de sa part à une bonne foi et un zèle sans réserve (1). »

Grimm ne s'était pas contenté de chercher à agir par un avis officieux sur les conseils de la France, il avait entrepris la négociation de son propre chef et avait fait connaître à la duchesse le rôle qu'il rêvait pour elle. « Il faut que je dise à Votre Altesse, lui écrit-il, un projet qui m'a passé par la tête, pour user de mon privilège de tout dire. Je suis las de voir le froid qui subsiste depuis la paix entre deux anciens alliés ; j'aimais mieux une belle haine bien déclarée comme en 1757. D'ailleurs je suis trop bon Français et j'ai de trop bonnes raisons de l'être pour ne pas désirer que le grand Frédéric ait en ce pays-ci encore d'autres liaisons que celle du philosophe d'Alembert et la mienne. Je sais depuis longtemps qu'il estime M. le duc de Praslin ; j'ai appris depuis qu'il fait cas de M. le duc de Choiseul ; à quoi tient-il donc qu'on ne rétablisse entre les deux cours cette correspondance qui subsiste entre les cours les moins liées, et dont l'interruption m'ennuie depuis longtemps ? Si tout cela ne tient qu'à une petite cérémonie pour savoir qui nommera le premier son ministre, il faut convenir qu'on s'arrête à bien peu de chose, mais cela arrive souvent en politique. Mais je me suis mis en tête que Votre Altesse doit se mêler de cette affaire, que vous satisferez également, madame, et votre goût pour la France et votre amitié pour le grand Frédéric en faisant finir un froid qui a trop duré, et que votre sagesse trouvera pour cela aisément ce que les Italiens appellent *il mezzo termine*. Si Votre Altesse

(1) Pour cette lettre et l'histoire des transactions auxquelles elle se rattache, voir un article signé R. Hammond, dans la *Revue historique* de mai-juin 1881.



me demande de quoi je me mêle, je dirai que je voudrais que toutes les bonnes actions, toutes les choses bien faites fussent votre ouvrage (1) ».

La duchesse se montra aussi favorable que possible au dessein de Grimm. Elle lui répondit qu'elle s'emploierait aux démarches dont il s'agissait avec ardeur, avec transport, avec zèle. Elle ne croyait nullement le succès impossible, disait-elle, et promettait de saisir le premier moment favorable pour s'en ouvrir à Frédéric. Ces bonnes dispositions se trouvèrent inutiles. L'affaire avait été engagée, et plus directement encore, par un autre personnage du monde philosophique. Le roi de Prusse, qui désirait faire la connaissance d'Helvétius, l'avait invité au commencement de cette année à venir le trouver. Helvétius se rendit à l'invitation et arriva à Berlin dans les premiers jours d'avril. Il n'avait point quitté Paris, cependant, sans avoir reçu des ducs de Choiseul et de Praslin la confiance du désir qu'ils éprouvaient de renouer avec la Prusse, et la mission de tâter le roi à ce sujet si l'occasion s'en offrait. Quelque étranger que, de son propre aveu, il fût aux affaires, Helvétius s'y prit assez adroitement et trouva, au cours d'une conversation, le moyen de glisser quelques mots sur l'intérêt égal des deux cours à être bien ensemble. Frédéric, après avoir commencé par exhaler plaintes et récriminations, entra dans la voie qui venait de s'ouvrir et chargea le philosophe de transmettre une proposition au gouvernement français. Celui-ci y mit un peu plus de roideur qu'il ne convenait peut-être, insista pour que Frédéric s'engageât par écrit, et la négociation traîna. « Il est arrivé une réponse vague, écrit Grimm à la duchesse, et qui ne signifie rien. On m'a encore parlé de Votre Altesse, et j'ai lu le passage de la lettre dont vous m'avez honoré; mais je ne veux ni ne dois marquer aucun empressement à cet égard, car si l'on doit avoir recours à Votre Altesse, il faut conserver à ses bons offices le caractère essentiel d'un service signalé rendu avec un zèle gratuit et désintéressé (2) ».

Au commencement de 1766, tout paraissait rompu : « La négociation du père de L... est absolument tombée. Il me semble que son ami, à qui il a rendu visite l'année dernière, a changé du blanc au noir dans le courant de cette négociation et ne s'est plus absolument soucié de la terminer. Si Votre Altesse pouvait lui faire entendre raison sans se compromettre et sans compromettre ceux en faveur desquels elle daignerait faire cette démarche, je pense que nous en serions fort aises; mais nous sommes fiers, et après nous

(1) Lettre du 7 juin 1765. C'est par erreur que l'article de la *Revue historique* attribue cette lettre et cette partie de la négociation à Helvétius.

(2) Lettre du 2 septembre 1765 (inérite).

être prêtés à tout avec beaucoup d'envie de finir et avoir été rejetés, nous ne voulons plus faire aucune démarche, et nous avons raison (1). »

Ce n'est que beaucoup plus tard, en 1768, que Frédéric fit enfin des ouvertures positives, que la négociation s'engagea sérieusement, et qu'elle aboutit à l'envoi simultané d'un ministre de Prusse à Paris et d'un ministre de France à Berlin.

Si Grimm avait pensé un moment à s'autoriser de ses relations avec la duchesse pour se faire bien venir près du gouvernement français, il est juste de dire qu'il mettait, en revanche, ce qu'il pouvait avoir d'influence à Paris au service de la cour de Gotha. Une grande partie de ses lettres à la duchesse sont consacrées à des réclamations que la principauté avait à faire valoir contre la France. La guerre de sept ans avait lourdement pesé sur quelques-uns même des états allemands qui n'y avaient pas pris part. La Thuringe, en particulier, avait beaucoup souffert du passage des armées. Louise et son époux avaient eu à recevoir alternativement Soubise et Frédéric dans leur château de Friedenstein et leurs sujets avaient subi pillage et réquisitions. Une lettre du roi de Prusse à la duchesse nous montre les égards qu'il avait pour elle, cédant aux nécessités de la politique. Les états saxons lui doivent 400,000 écus de contributions, et il est résolu à se faire payer; la condition où il se trouve lui interdit les voies de la douceur; non-seulement il est pauvre, ruiné, réduit comme saint Crépin à voler le cuir pour donner des souliers aux pauvres, mais il doit déguiser son embarras et « affecter des ressources pour soutenir la gageure contre tout le monde; » de là de mauvais procédés et des manœuvres qu'il faut pardonner à la nécessité, et, dans sa conduite, un manque de courtoisie dont il cherche à peine à s'excuser.

Plus les petits états allemands avaient d'exigences à satisfaire, plus, on le comprend, ils mettaient d'importance à réclamer ce qui leur était dû à eux-mêmes. Ils avaient été réquisitionnés, avaient fourni des fourrages, et, la paix faite, ils essayaient de se faire indemniser. Un bureau de liquidation avait été ouvert à Strasbourg, mais l'argent manquait en France et les réglemens traînaient. Dans ces circonstances, et comme il arrive d'ordinaire dans le cas de créances considérables et litigieuses, une compagnie s'était formée pour acheter les prétentions des princes et états de l'empire et pour payer à bas prix, mais comptant, la cession de tout droit. La correspondance de Grimm est pleine du récit des démar-

(1) Lettre de janvier 1766. (Dans *Tourneux*, t. xvi, p. 445.) Le père de L... est Helvétius, le père, c'est-à-dire l'auteur du livre *de l'Esprit*; son ami, naturellement, est Frédéric.

ches qu'il fit dans l'intérêt des créanciers de Gotha. Il met tout en œuvre et en mouvement, rédige des mémoires, s'adresse à ses amis du bureau de la guerre, use de ses relations avec le marquis de Castries, fait parler au prince de Soubise, le tout, hélas! sans succès. Ses efforts échouent contre la pénurie du trésor : « La réponse du bureau de la guerre n'est pas consolante, écrit-il, et, malheureusement, elle n'a que trop l'air d'être bien sincère. Tous ceux que je consulte là-dessus (et parmi lesquels je compte ceux qui sont particulièrement attachés à Votre Altesse sérénissime), me confirment dans la crainte que les engagements contractés pendant la dernière guerre ne soient dans le cas de n'être jamais liquidés, les finances du royaume ne se trouvant pas dans un état assez florissant pour permettre de telles espérances. S'il s'est fait des traités entre des princes ou états de l'empire et des particuliers qui ont acquis leurs titres et prétentions à bas prix, c'est que ces gens-là ont vraisemblablement des moyens, et que l'intrigue sourde connaît des ressources que la négociation directe ne saurait employer ni se flatter de faire réussir (1). »

Parmi les commissions dont Grimm se chargeait pour la cour de Gotha, il en était de moins sérieuses à la fois et de plus délicates. C'est à lui qu'on s'adressait pour les modes de Paris. Une « tête frisée, » destinée à la fille de la duchesse, avait voyagé avec le philosophe diplomate Helvétius, mais elle avait été mal emballée et avait souffert en route ; Grimm ne cache pas la joie maligne qu'il en a : c'est à lui qu'on aurait dû s'adresser. Il va en envoyer une autre, et il y joindra une *considération* : « On appelle ainsi, dit-il, les petits paniers qui ont succédé aux grands et qui soutiennent les robes sans donner aux femmes l'air d'avoir des paniers. » Grimm, dans une autre lettre, s'étend sur cet important sujet. Les paniers tendaient à disparaître, mais Madame la Dauphine et Mesdames de France n'avaient pas voulu les abandonner ; on continuait donc de les porter à la cour, tandis que le théâtre y avait renoncé et que la ville cherchait des compromis. « Ce qui les a ruinés de fond en comble, c'est qu'il n'était pas honnête autrefois de faire une visite sans panier, qu'on ne pouvait aller que chez ses plus intimes amies sans ce vêtement ample et roide, et qu'aujourd'hui on peut aller partout et même chez les princesses très honnêtement, non-seulement en considération, mais sans aucun panier et sans considération (2). »

Sur l'article de la coiffure, Grimm, malgré sa « tête frisée, » paraît avoir mérité moins de confiance. Il vient de recommander

(1) Lettre du 6 mars 1764 (inédite).

(2) Lettre du 24 février 1766.

un livre nouveau, un précieux livre dont il a vu un exemplaire destiné à l'impératrice de Russie : la description de vingt-huit coiffures différentes avec autant de planches gravées et enluminées. Grimm veut absolument que la princesse ait ce volume, il saura bien se le procurer, le paiera, s'il le faut, au poids de l'or. La lettre n'était pas achevée qu'il fallait reprendre tous ces éloges. Grimm avait montré l'ouvrage à des femmes de sa connaissance qui avaient trouvé tous ces modèles affreux. » Elles prétendent que c'est un excellent livre quand on veut se coiffer comme les filles qui courent les rues. » Et le pauvre correspondant de faire son *peccavi* : « Je suis un peu humilié, dit-il, de tout l'étalage que j'ai fait de ce livre à Madame la princesse. »

Grimm ne met pas plus de délicatesse dans l'éloge de Louise-Dorothée qu'il n'en mettait tout à l'heure dans ses complimens à Frédéric ou qu'il n'en mettra plus tard dans l'expression de son admiration pour Catherine. Mon excuse pour insister sur cette fastidieuse rhétorique est la prééminence même du trait de caractère qu'elle révèle. Notre courtisan veut être compté au nombre des sujets de la duchesse, car s'il ne jouit pas de leur bonheur, il partage leurs sentimens. Il a tant éprouvé ses bontés qu'il ne lui reste plus qu'une chose à obtenir, c'est qu'elle y mette des bornes. Il reçoit ses lettres « avec le doux frémissement qui précède les sensations délicieuses, » et cependant il ne les ouvre jamais sans remords en pensant qu'elles ajoutent aux occupations de sa souveraine. Il embrasse les pieds de cette souveraine « comme les anciens embrassaient les autels de leurs divinités propices. » Le jour de l'anniversaire de la naissance de l'auguste princesse, ne pouvant lui porter personnellement ses hommages et ses vœux : « Je parerai, du moins, dit-il, ma retraite en ce jour, et si je n'en sais aucun où mon cœur ne soit occupé de sa reconnaissance, je mettrai ce jour-là tant de solennité au culte que je rends à la souveraine des cœurs qu'il devienne pour moi le plus doux comme le plus précieux de l'année. » Et dire que nous retrouverons tout cela presque mot pour mot dans les lettres à la tsarine ! Personne probablement ne se tirerait tout à fait bien de l'épreuve qu'on lui ferait subir en imprimant ses lettres, mais il faut avouer que Grimm souffre particulièrement de la révélation d'une si misérable courtoiserie.

La duchesse mourut en 1767. Grimm fut chargé de faire faire le monument que son époux voulait lui élever. C'est lui qui choisit le sculpteur et qui signa, par-devant notaire, le traité relatif à l'exécution de cette œuvre d'art : « Le mausolée, lisons-nous dans cet acte, sera en marbre, ayant principalement deux statues : l'une qui représentera la princesse assise, qui s'endort du dernier sommeil, la tête penchée en arrière dans des cyprès, et l'autre la Thu-

ringe, s'empresant de s'approcher de la princesse en lui prenant le bras gauche, le baisant et arrosant de ses larmes cette bienfaitrice si regrettée. Ces deux statues auront chacune au moins six pieds de proportion, en marbre blanc, et deux pouces de plus s'il le faut pour le bien de l'ouvrage. » Guiard, le sculpteur, devait terminer son travail en trois ans et recevoir 40,000 livres. On ne sait pourquoi, après tous ces soins, le monument resta à l'état de projet; il n'en subsiste que le modèle conservé dans le musée ducal de Gotha.

La duchesse Louise était morte sans avoir rien fait d'essentiel pour Grimm en retour de tant de peines prises et de protestations passionnées; mais la faveur dont il jouissait à la petite cour ne finit pas avec la vie de sa protectrice. Le duc, qui survécut quelques années à sa femme et qui avait partagé les sentimens de celle-ci pour Grimm, lui accorda, en 1769, le titre de conseiller de légation avec une pension de 1,600 livres. Son successeur, Ernest II, fit plus encore, et, en 1776, éleva le conseiller au poste de ministre plénipotentiaire à Paris, fonction que Grimm remplit jusqu'au jour où la révolution l'obligea de quitter la France. Ajoutons que ses relations avec le duché ne cessèrent pas pour cela, puisque c'est à Gotha qu'il passa ses dernières années.

## V.

Les correspondances privées de Grimm ont cet avantage pour le biographe qu'elles se succèdent; l'une reprend là où l'autre s'est arrêtée, de sorte que, réunies, elles nous donnent des informations sur plus de trente années de sa vie. Quand la duchesse de Saxe-Gotha mourut, Grimm était déjà en commerce de lettres avec la landgrave de Hesse, et ses relations avec la cour de Darmstadt durèrent jusqu'à la mort de cette princesse, époque peu éloignée de celle où commence la correspondance avec Catherine.

Sans avoir été associé à des événemens considérables, mais par l'effet de son seul mérite, de l'impression que sa personne avait faite sur ses contemporains, Caroline de Hesse a conservé dans l'histoire de son pays le surnom de « la grande landgrave. » Fille d'un comte palatin de Deux-Ponts, elle avait épousé, en 1741, le prince héréditaire du landgraviat de Hesse. Ce prince, qui ne succéda à son père que vingt-sept ans après ce mariage, était d'un caractère bizarre, fâcheux, atrabilaire, avec une passion pour le militaire qu'il satisfit successivement au service de France, comme colonel d'un régiment prussien, et, enfin, dans des efforts malheureux pour se créer à lui-même une armée. Eprouvant plus d'estime que de tendresse pour sa femme, il cohabitait aussi peu que possible; elle

vivait à Buxweiler, dans le Hanau, tandis que lui exerçait ses grenadiers dans sa résidence de Pirmasens en Palatinat. Le service prussien les réunit pendant quelques années à Prenzlau et quelquefois à Berlin, et la mort du vieux Louis VIII les appela à Darmstadt, mais sans que le nouveau landgrave pût se résoudre à élire domicile d'une manière permanente dans sa capitale. C'est Caroline qui resta chargée d'y représenter l'autorité souveraine dans un château à peine habitable et dans la gêne d'une économie forcée. Son mari n'était guère homme à l'associer aux affaires publiques, mais elle aimait la musique, goûtait également la littérature française et les produits du génie naissant de l'Allemagne, trouvait du temps pour une vaste correspondance et s'occupait avec soin de l'éducation de ses enfans. Elle en avait huit, sur lesquels cinq filles, dont l'établissement, ainsi que nous le verrons, devint le grand souci de leur mère. M. Walther, à l'obligance duquel j'ai dû la communication des lettres de Grimm conservées à Darmstadt, a publié en deux volumes celles de Caroline, toutes, chose curieuse, écrites en français, et qui témoignent des qualités à la fois aimables et viriles de la princesse. La grande landgrave mourut en 1774. Frédéric, qui faisait d'elle un cas particulier, voulut qu'on mît pour épitaphe sur sa tombe : *Sexu femina, ingenio vir*, traduction d'un mot plus familier et que Grimm se plaisait à rappeler : « Elle n'est pas femme, celle-là ! » s'était écrié, dans je ne sais quelle occasion, le misogyne souverain.

Courtisan, profondément courtisan comme il l'est, Grimm a la qualité essentielle de son état, celle qui consiste à adapter son langage aux personnes et aux circonstances. Le ton de ses lettres à la landgrave n'est pas celui de sa correspondance habituelle avec les têtes couronnées. Il y a encore des compliments, des hyperboles, il n'y a plus d'adulation. Grimm est, avec la princesse de Hesse, sur le pied, — c'est sa propre expression. — d'un tendre respect. Et on lui rend en confiance l'attachement qu'il éprouve, en considération affectueuse le dévoûment dont il donne tant de preuves. Il est de la famille. Il s'intéresse à tous et à tout, à la mère et aux frères de Caroline comme à ses enfans, à sa santé, à ses occupations, à ses constructions, à ses voyages, à l'éducation et au mariage de ses filles. Il fait les commissions, cela va sans dire : le plus souvent des envois de livres ou de partitions d'opéras ; quelquefois des renseignemens utiles, sur la garance, par exemple, dont il s'agissait d'introduire la culture dans la Hesse ; d'autres fois encore des réglemens de frais de guerre comme ceux dont il s'était occupé pour la duchesse de Saxe-Gotha. Il n'écrit pas seulement à la mère, mais aussi à l'une de ses filles, la princesse de Prusse, s'inquiète de son bonheur domestique, s'intéresse à ses

grossesses et à ses couches. Sa sollicitude, d'ailleurs, est récompensée; la princesse donne le jour à un fils, on le fait savoir à Grimm dans la nuit même. On l'entretient des choses les plus intimes, les défauts de celle-ci, les chagrins de celle-là. On le tient au courant des négociations les plus délicates et on l'attache, dans deux grands voyages, à la personne du prince héréditaire.

Tel est donc Grimm dans cette correspondance, — toujours courtisan et songeant à sa fortune, il n'est pas besoin de le dire, — mais plus intimement associé aux destinées de la famille à laquelle il se consacre aujourd'hui, et remplaçant l'obséquiosité par le zèle avec lequel il épouse les intérêts de la maison. Affairé, dévoué, allant au-devant des services qu'on peut lui demander, il se décerne lui-même le nom de mouche du coche, et c'est bien un peu son rôle, en effet.

Le principal sujet de la correspondance de Grimm avec la princesse Caroline, je l'ai indiqué, est le mariage de ses filles, lesquelles finirent toutes par se placer, et deux d'entre elles sur des trônes. Grimm s'occupe peu de la troisième, Amélie, qui ne se maria qu'après la mort de sa mère. La dernière, Louise, trop jeune pour intéresser notre négociateur, épousa, en 1775, Charles-Auguste de Weimar, l'ami de Goethe. Les autres furent successivement pour Grimm l'objet de démarches infatigables. Une lacune de plus de deux années dans les lettres que nous avons sous les yeux ne nous permet point de savoir la part qu'il eut au mariage de l'ainée, la princesse Caroline. Nous voyons seulement qu'il avait eu, à son sujet, l'idée d'une alliance entre les deux cours qu'il servait. « Il faut, écrit-il à la mère, que je dise à Votre Altesse toutes mes rêveries et toutes mes impertinences. Il m'a passé par la tête de marier Madame la princesse Caroline au prince héréditaire de Saxe-Gotha. J'en ai parlé ces jours passés à M. de Studnitz, grand-maréchal de cette cour, qui est venu passer deux mois avec nous. Il est vrai qu'il m'en a parlé le premier comme d'une idée qu'il avait toujours eue, mais sans me dire que ce fût l'idée de Madame la duchesse, ni qu'elle en eût une d'arrêtée sur ce sujet. Je lui ai dit ce que je pensais de la princesse, et c'est lui qui m'a répondu que, quoiqu'il y eût beaucoup de princesses en Allemagne, l'avantage d'avoir été élevée par une telle mère lui ferait rechercher uniquement celle dont nous parlions s'il avait voix au chapitre. » Ce projet n'eut pas de suite; la jeune fille épousa peu après le landgrave Frédéric de Hesse-Hombourg, moins âgé qu'elle de deux ans. Elle en eut quatorze enfans et n'est morte qu'en 1821.

Le mariage de Frédérique, la seconde fille de la landgrave, suivit de près celui de l'ainée. Il fut plus brillant; son mari était le neveu et fut le successeur de Frédéric le Grand; Guillaume, aujourd'hui empereur d'Allemagne, est son petit-fils. Grimm se vante d'avoir

aussi rêvé cette union. Passant à Berlin quelques mois après, il fit la connaissance du prince royal, et cultiva depuis lors cette relation en s'autorisant de l'amitié de la mère pour écrire de temps en temps à la fille. La landgrave ne laissait pas de mettre quelquefois la franchise de Grimm à l'épreuve par la sincérité avec laquelle elle s'exprimait sur les défauts de la princesse de Prusse : la jeune femme se tenait mal, elle bredouillait en parlant, elle n'aimait pas la lecture. La mère n'offensait pas moins son correspondant en se félicitant, après six mois de mariage, que Frédérique fût encore aimée de son époux. « J'ai été très choqué de cet *encore*, s'écrie-t-il, et le prince perdrait trop dans mon esprit s'il ne l'aimait toujours, toujours. Car pour elle, c'est aussi ma passion et tout de bon. Je suis confus de la lettre dont elle m'a honoré... Si cette princesse n'est pas toujours heureuse, je ne veux jamais le savoir, cela me donnerait trop de chagrin. Mais, pour Dieu ! qu'elle nous donne un prince avant la fin de l'année prochaine ! Je suis fort content aussi qu'elle lise tous les jours une heure à haute et intelligible voix ; cela est essentiel, car on est très malheureux de ne pas comprendre ce que dit une grande princesse, et l'on ne peut pas toujours lui dire : Répétez-moi cela. Si j'avais l'honneur d'être son maître, je lui apprendrais peut-être ce que je ne sais pas moi-même, l'art de bien lire et de bien parler (1). » Quelques mois encore, hélas ! et Grimm dut bien rabattre de ses prétentions en fait de bonheur domestique pour la princesse : « Je veux bien, madame, avoir autant d'indulgence pour le prince que Votre Altesse, et ne pas traiter le chapitre de la fidélité conjugale avec une pédanterie dont notre siècle ne s'accommode pas, mais c'est toutefois à deux conditions ; la première que la santé de la princesse ne coure jamais aucun risque ; la seconde qu'à proportion qu'on a des reproches à se faire, on redouble de soins, de procédés et d'attentions, car celui qui serait capable d'affliger un cœur comme celui-là risquerait de perdre entièrement mes bonnes grâces. J'ai pris bonne opinion de ce prince, et je serais désolé d'avoir à en changer. »

Il n'est pas aisé de suivre tous les projets matrimoniaux dont Grimm entretient la landgrave, et qui se font, se défont, s'enchevêtrent. D'autant plus que le négociateur n'embrasse pas seulement dans ses combinaisons les filles de sa protectrice. Caroline a une nièce, fille de son frère, le prince de Deux-Ponts. Grimm, qui ne doute de rien, s'est mis en tête de faire épouser à cette nièce l'empereur même, déjà veuf de deux femmes. Il voudrait qu'on en parlât

(1) « Il pense et s'exprime fortement, avait dit M<sup>me</sup> d'Épinay dans le portrait de son ami, mais sans correction ; aussi personne en parlant mal ne se fait mieux écouter. »



à Joseph, qu'on la lui fit rencontrer sur son chemin. Il est vrai que Joseph demande une brune, mais Marianne « n'est pas d'un blond à effrayer. » Elle devra aller à la messe : Grimm lui pardonnera cette faiblesse pour une si bonne raison. La jeune fille répondit mal à ces hautes ambitions; elle se maria sur le tard et avec un cousin, duc de Bavière.

Grimm est trop expérimenté pour s'obstiner dans un projet au risque de laisser passer les autres chances que la fortune pourrait lui offrir. C'est, au contraire, un général qui a des troupes de réserve et qui se ménage une ligne de retraite. Au moment même où il vise le plus haut, où il se flatte d'arriver au trône impérial de Russie, il est prêt, s'il le faut, à se rabattre sur de moindres couronnes. Gustave III, encore prince royal, et son frère faisaient, au commencement de 1771, un voyage de France, que la mort de leur père allait subitement interrompre. Grimm, là-dessus, de se demander s'il n'y a point quelque parti à tirer de cette occurrence. « Au milieu de tous mes châteaux en l'air, je suis fâché que les mauvais chemins aient retardé les princes de Suède si longtemps. J'aurais voulu que Votre Altesse se fût trouvée à Deux-Ponts pendant leur séjour, relativement à ces châteaux de relais que j'éleve dans ma tête; car, quand je n'en peux pas élever jusqu'à trente pieds de haut, je me contente d'aller jusqu'à dix-huit. Mais peut-être ces princes ont-ils passé à Darmstadt; on les attend encore ici cette semaine. »

Le grand œuvre de Grimm, son triomphe, son Austerlitz fut le mariage de la princesse Wilhelmine, la quatrième des filles de la landgrave. Elle était née en 1755; Grimm l'avait vue à son passage à Darmstadt, en 1769, et s'occupa dès lors de lui chercher un mari. Il lui avait trouvé la physionomie heureuse et conservait le souvenir de ses « yeux bien fendus » qui deviennent, dans ses lettres, la désignation habituelle et comme le nom convenu de la jeune fille. Ses idées, d'accord sans doute avec celles de la mère, et lorsque Wilhelmine n'avait encore que quinze ans, se tournèrent vers la Russie. C'était une affaire à préparer de longue main, le tsarowitz Paul, le fils de Catherine, n'ayant lui-même que quelques années de plus que la princesse de Hesse. Il y avait, d'ailleurs, un changement de religion à effectuer, condition à laquelle le landgrave paraissait moins résigné que sa femme. Grimm, lui, n'est pas arrêté par si peu. Il veut qu'on emploie les délais « à édifier tout doucement à la grecque. » Il se refuse à admettre qu'on laisse la chose à la décision de la princesse; c'est là un abus du libre arbitre. On le tient, du reste, au courant des dispositions de toutes les parties intéressées. « Le dialogue, dont Votre Altesse a la bonté de me faire part, m'a enchanté. Je suis également content de la mère et de la fille, et je vois que

tout ira le mieux du monde, le cas échéant. Je n'aurais plus d'inquiétude qu'un peu du côté du père, mais je ne le crois pas capable de traverser méchamment mes desseins. Les gazettes disent qu'il accorde aux réformés (le landgrave était luthérien) le libre service de leur religion dans sa résidence; il ne voudra pas me chagriner pour la procession du Saint-Esprit (1). Ce qui me plaît le plus, c'est que la confiance de la mère me prouve qu'elle croit sa fille capable d'un secret. Cette qualité est précieuse à son âge et en suppose une infinité d'autres. L'époux que je lui destine la possède aussi. On lui avait défendu les champignons, qui l'incommodent et qu'il aime beaucoup. Il en eut un jour une indigestion; on voulut savoir par qui il en avait eu, mais on employa et menaces et caresses inutilement, et il ne put jamais être déterminé à nommer celui qui les lui avait procurés. Cette anecdote est sûre. » On voit jusqu'à quels détails descendaient les investigations de Grimm.

Il désire en même temps qu'on ne néglige aucun avantage. La princesse a les yeux beaux, mais ses cheveux laissent à désirer. Nous l'avons déjà vu s'occuper de coiffure pour la cour de Gotha; il n'est pas aujourd'hui moins secourable. « Le papier que je joins ici prouvera à Votre Altesse que je voudrais certains cheveux aussi bien plantés que certains yeux sont bien fendus. Ces conseils viennent d'une dame très élégante, mais on dit cependant que les coiffeurs savent un secret de ramener les cheveux du toupet sur le front, de façon à réparer le petit défaut d'un front trop dégarni. Madame la dauphine avait ce défaut, et l'on m'assure qu'elle l'a encore. Le parti de couper son chignon n'est pas praticable dans la position où nous sommes, car enfin j'attends toujours mon courrier, et je me flatte que ce mois ne se passera pas sans quelque nouvelle qui achemine vers la décision. »

L'affaire traîna pendant plusieurs années, et avec de nombreuses péripéties. On avait fait passer un portrait à Pétersbourg, mais il y en avait deux ou trois autres en concurrence. La balance oscillait entre plusieurs des petites cours d'Allemagne. Grimm s'agitait de plus en plus; il avait sur tous les points des correspondans qui le tenaient au courant et qui le faisaient passer par des alternatives de confiance et de désespoir. Ce qui ajoute à l'intérêt de la négociation dans laquelle il essaie de se tailler un rôle, c'est que nous connaissons aujourd'hui ce qu'on peut appeler le dessous des cartes. L'un des volumes publiés par la Société impériale d'histoire russe renferme la correspondance de Catherine elle-même avec l'agent qu'elle avait chargé de lui trouver une femme pour le tsarowitz. Le baron

(1) L'église grecque n'admet pas que le Saint-Esprit « procède » du Fils aussi bien que du Père. C'est là-dessus que roule la discussion dite du *Filioque*.

d'Assebourg, originaire, si je ne me trompe, du duché de Brunswick, était attaché à la cour de Copenhague. Ami très particulier de Panine, il devait à cette liaison la mission confidentielle dont la tsarine l'avait honoré. Il en était digne, à en juger non-seulement par l'estime que lui témoigne Catherine dans ses lettres, mais par l'insistance qu'elle mit à lui persuader de quitter le service du Danemark pour le sien. Elle y réussit, d'Assebourg étant de ceux qui regrettaient la chute de Bernstorff, et qu'effrayait ou dégoûtait l'influence de Struensée ; il accepta plus tard les offres qui lui étaient faites et entra dans la diplomatie russe. Pour le moment, il est au bénéfice d'une autorisation de Bernstorff qui, mis au courant des projets matrimoniaux de la cour de Russie, s'est empressé d'y aider en plaçant d'Assebourg à la disposition de la tsarine. Les conditions à remplir laissent le champ assez large au négociateur. L'impératrice veut absolument une princesse protestante et d'un âge assorti à celui du tsarowitz. A défaut de maisons souveraines, il n'est pas interdit de chercher parmi les comtesses de maisons illustres, à l'exception pourtant de celles de Linange, de Stolberg et d'Ysembourg, « connues pour des défauts héréditaires dans leurs familles. » Au commencement de 1771, au moment où s'ouvre la correspondance de Catherine avec d'Assebourg, celui-ci a déjà visité les cours, étudié le terrain, envoyé des rapports ; mais Paul va bientôt avoir seize ans accomplis, et sa mère juge le moment venu de résumer l'enquête et d'arrêter son choix. Elle écarte une princesse de Nassau : informations peu favorables. Une princesse des Deux-Ponts n'est pas non plus assez bien notée, et en outre elle a contre elle d'être trop âgée, d'être catholique et d'avoir une sœur qui fait parler d'elle. S'il y a trois ans de trop à Deux-Ponts, il en manque trois à Montbéliard, ce qui est bien dommage, car il y a là une princesse Louise de Wurtemberg qui, à d'autres égards, ferait admirablement l'affaire. Les médecins la disent saine et robuste ; elle a neuf sœurs et frères sans espoir d'établissement, ce qui est presque un avantage : on se chargerait de les faire élever et de les placer. Malheureusement, Louise n'a pas encore douze ans, et il faut y renoncer. Pour le moment du moins ; car, chose singulière, Paul, devenu veuf après deux ans et demi de mariage, reviendra à la princesse wurtembourgeoise et l'épousera en secondes noces. A l'heure qu'il est, et à défaut de Louise, d'Assebourg reçoit l'ordre de voir s'il n'y aurait pas quelque chose à tenter du côté de Saxe-Gotha, où le prince Jean-Auguste a laissé une veuve et deux filles. L'une des deux, la cadette surtout, qui s'appelle aussi Louise, ne conviendrait-elle pas ? La mère ne pourrait-elle trouver un prétexte quelconque pour venir en Russie avec ses enfans ? On lui paierait ses frais de voyage, et si l'on ne s'arrangeait d'aucune des

deux princesses, on les doterait et elles s'établiraient ailleurs. Il s'agit seulement d'empêcher, s'il en est encore temps, que Louise ne reçoive la confirmation dans l'église luthérienne, « parce que les protestans ne deviennent opiniâtres que depuis ce moment, et jusque-là ils ont le choix de leur croyance; ce serait une facilité de plus. » Ce nouveau projet n'était pas destiné à mieux réussir que les précédens. Les rapports du baron d'Assebourg ne furent rien moins que favorables. Sauf les convenances d'âge, tout parlait contre la malheureuse princesse; elle avait enlaidi depuis deux ans que l'on avait d'abord pensé à elle, et pris un embonpoint démesuré; bien élevée, dans un milieu décent et modeste, elle n'a pourtant reçu qu'une éducation provinciale. Sa mère, d'ailleurs, redoute plutôt l'élévation dont il est question pour sa fille et regarderait un changement de religion comme une tache. Conclusion : « Ne pensez plus à la princesse de Saxe-Gotha, écrit Catherine à son émissaire; elle est précisément telle qu'il faudrait pour nous déplaire; la douceur de son esprit réparerait difficilement les autres désagrémens d'une pareille alliance. »

C'est à ce moment, et après tant d'insuccès, qu'on songea enfin à la cour de Darmstadt. Mais ici encore, que de difficultés! Le landgrave, esprit bizarre, humeur sombre; une quantité d'enfans; des trois filles qui restent à marier, la plus âgée a pour elle les éloges de Frédéric: piètre recommandation aux yeux de Catherine. « Je sais comme il les choisit, dit-elle, et comme il les lui faut, et difficilement ce qui est de son goût nous accommoderait. Pour lui les plus sottes sont les meilleures, j'en ai vu et connu de son choix. » La seconde fille, Wilhelmine, est assortie quant à l'âge; elle a de plus pour elle la figure, l'esprit, l'éducation; elle réunirait tout si le caractère répondait au reste. A cet égard, malheureusement, les rapports varient; les uns lui attribuent toutes les vertus et tous les charmes, les autres lui reprochent de l'emportement; elle est violente, dit-on, ne peut cacher ses sentimens lorsqu'on lui parle de personnes qui lui déplaisent, et ne sait, dans ces momens d'humeur, ménager ses expressions. Ces critiques sont parvenues jusqu'à Grimm, qui s'en indigne. « Être calomniée si jeune, s'écrie-t-il, cela promet! » D'Assebourg, lui-même, demande du temps pour observer, interroger, compléter son enquête. « Il ne suffira pas de voir la princesse et de lui parler pour l'approfondir; il faudra la connaître encore par le rapport de gens véridiques, qui la voient familièrement et la connaissent dans sa vie privée. » Les choses vont ainsi encore pendant un an, au grand ennui de Grimm. Il se dépeint séchant sur pied d'impatience, mourant d'envie, écrit-il, de savoir s'il doit se ruiner en lampions et en fusées. Catherine, de son côté, tout occupée qu'elle soit de ses victoires sur les Turcs et de ses intrigues en Pologne, finit par

être agacée. « Nous ne ressemblons pas mal, dit-elle, à l'âne de la fable qui mourait de faim entre plusieurs bottes de foin, parce qu'il ne pouvait se déterminer laquelle il entamerait. » Elle prend le parti de faire venir la landgrave et ses trois filles; elle envoie une frégate à Lubeck pour les amener, et assigne 80,000 florins de Hollande pour les dépenses du voyage. Le général Rehbinder doit aller à la rencontre des princesses et leur servir de chevalier d'honneur. Les instructions qu'il a reçues à cet effet sont accompagnées « d'articles secrétissimes, » qui ne sont pas les moins intéressans. Il devra observer de très près les voyageuses, tâcher de découvrir leurs goûts et de déterminer leurs caractères, si elles ont le cœur bon, de la gaieté, de la tenue. Catherine veut tout savoir, jusqu'à leurs craintes ou leur courage pendant la traversée, car, dit-elle, « c'est dans de semblables occasions que se trahissent souvent les dispositions cachées. » Rehbinder devra, en outre, insinuer aux princesses la conduite qu'on attend d'elles : Catherine demande, pour elle-même, de la franchise et de la confiance, envers son fils et son pays une attitude de respect, envers tout le monde une conduite égale, sans préférence ou partialité. C'est par le soin de se concilier tous les cœurs, fait-elle observer, qu'elle s'est élevée au degré de puissance dont l'Europe est témoin.

La landgrave arriva à Tsarskœ-Sélo avec ses filles le 15 juin 1773. On se plut tout de suite, et quant au choix du tsarowitz entre les trois sœurs, il ne fut pas longtemps douteux. « Monsieur mon fils, écrit Catherine à M<sup>me</sup> de Bielke, dès la première entrevue se prit d'affection pour la princesse Wilhelmine; je lui laissai trois jours de temps pour voir s'il ne vacillerait pas, et comme réellement cette princesse en tout point surpasse ses sœurs, le quatrième je m'adressai à la landgrave, qui, de même que la princesse, ne firent pas beaucoup de façons pour y consentir. La princesse apprend la langue et est déterminée à prendre la religion. Nous attendons présentement le consentement du landgrave. Madame son épouse est bonne à connaître, elle a le cœur et l'esprit élevés; c'est en tout point une femme estimable et de beaucoup de mérite; sa conversation m'amuse, et il paraît que ni elle, ni ses filles, ne s'ennuient avec nous. L'aînée est fort douce; la cadette paraît avoir beaucoup d'esprit; la seconde a tout ce qui nous convient : sa physionomie est charmante, ses traits réguliers, elle est caressante, a de l'esprit; j'en suis très contente et mon fils en est très épris. » Deux mois après, Wilhelmine fit sa profession de foi orthodoxe et échangea son nom contre celui de Natalie Alexevna. Le mariage fut célébré au commencement d'octobre. La tsarine ne pouvait assez se féliciter d'avoir mené à terme cette grosse affaire. « Le voilà donc en ménage, dit-elle de son fils; il prétend vivre bourgeoisement, il ne

quitte pas d'un pas son épouse, et cela fait la plus belle amitié du monde. Dieu veuille qu'elle soit de durée, car, comme dit l'autre, la vie de l'homme est longue ! » Pour « la mouche, » elle était arrivée au comble de ses vœux. Grimm se rengorgeait, disait-il, d'avoir toujours conservé une foi robuste au milieu des plus grandes inquiétudes. Il n'était plus étonné que les dévots fussent si orgueilleux, éprouvant en lui des mouvemens tout semblables. On ne demandera pas s'il fut de la noce ; il avait été à l'action, il méritait d'être à l'honneur. Pourquoi faut-il ajouter que ce bonheur de l'ambition satisfaite ne dura qu'un moment pour la mère, pour la fille et pour lui ? La landgrave Caroline mourut six mois après le mariage de sa fille, et Wilhelmine ne lui survécut que deux ans.

En courant au mariage du tsarowitz comme au dénoûment d'un chapitre de la vie de Grimm, j'ai laissé de côté plusieurs incidens de son histoire auxquels il me faut maintenant revenir. Grimm ne s'était pas seulement occupé de l'établissement des filles du landgrave, il avait aussi pris part à l'éducation du prince héréditaire de Hesse ; c'est avec lui qu'il fit le voyage de Pétersbourg pour les noces de Wilhelmine, et ce voyage avait été précédé d'un autre dans lequel Grimm avait également accompagné le fils de sa protectrice.

Le prince Louis, en 1771, avait dix-huit ans. Il avait fait quelques études à l'université de Leyde, confié aux soins d'un gouverneur, nommé Pellissari, de peu d'esprit, et, comme on le découvrit par la suite, d'un caractère peu sûr. Pellissari avait, en outre, une mauvaise santé, que le climat de la Hollande compromit encore, si bien qu'au moment où il devait compléter l'éducation de son élève en lui faisant faire son tour d'Europe, il fut obligé de remettre cette tâche à d'autres mains. C'est alors que la landgrave s'adressa à Grimm et le pria d'accompagner son fils en Angleterre. Non pas précisément en qualité de gouverneur ; ces fonctions officielles étaient confiées à M. de Rathsamhausen ; Grimm devait être, près du prince, quelque chose entre un mentor et un ami. On avait pensé et avec raison qu'un esprit aussi cultivé et un diplomate aussi avisé que notre philosophe ajouterait beaucoup au profit du voyage que le jeune homme allait entreprendre. Grimm, de son côté, ne pouvait qu'être flatté d'une si grande marque de confiance ; il devait même accueillir avec un certain empressement une proposition qui l'enlevait à un travail dont il commençait à être las et qui lui ouvrait la carrière du côté des cours et des services de cour. Il se garda donc bien de refuser ou même de paraître hésiter, mais il sut faire valoir son dévouement, souligner les sacrifices auxquels il se soumettait. La lettre suivante, curieuse par les détails qu'elle ren-

ferme sur la *Correspondance*, ne l'est pas moins par l'adresse avec laquelle l'écrivain insinue qu'on contracte une dette envers lui.

« La seule chose au monde à laquelle je sois attachée, madame, c'est que vous soyez persuadée qu'il n'y a personne sur la terre à qui j'eusse donné cette marque d'attachement, car, puisque de tous les souverains que j'ai eu le bonheur d'approcher, Votre Altesse seule me paraît digne d'un attachement sans bornes, je veux aussi avoir la gloire de faire pour elle ce que d'autres princes plus redoutables m'auraient demandé inutilement. Le sort m'a accordé jusqu'ici tous les avantages de la médiocrité, dont le plus inestimable est l'indépendance. Je puis dire qu'il n'y a pas un jour que je n'en aie joui, et la tournure qu'ont prise les affaires publiques m'en a fait connaître le prix de plus en plus. Il est vrai que je mène depuis plusieurs années la vie d'un galérien, que je suis attaché à mon bureau comme un forçat, mais je suis libre dans mes chaînes, puisque je me les suis forgées et que je puis les briser quand il me plaît. Le seul déplaisir que j'aie, c'est d'avoir eu tant d'affaires de toutes espèces depuis quelques années que je n'ai pu compléter ma *Correspondance* comme j'aurais désiré. Je regorge de richesses et de matériaux de toute espèce, et, malgré un travail non interrompu du matin au soir, je n'ai pu trouver encore le moment de les mettre en ordre et de boucher les trous qui subsistent encore dans les années précédentes (1). J'étais occupé du projet de m'enfermer à la campagne pour trois ou quatre mois et de me livrer entièrement à mon devoir, lorsque Votre Altesse m'a indiqué un emploi plus inestimable de mon temps. Je connais, il est vrai, toute la misère du métier de correspondant littéraire et toute la défectuosité de mon travail, mais j'y tiens cependant parce qu'après tout c'est un avantage qui n'est pas d'une petite considération que d'avoir le droit de parler deux fois par mois à tout ce qu'il y a de grands princes et de princes éclairés en Europe. Je ne sais si j'ai eu l'honneur de dire à Votre Altesse que le grand-duc de Toscane est du nombre depuis trois ans, et ce n'est pas celui qui me flatte le moins. Cet objet, sans que j'aie proprement recherché aucune de mes augustes pratiques, est devenu, par des enrôlemens volontaires et successifs, une affaire de près de 9,000 livres par an, sur quoi il faut compter environ 3,000 livres pour frais de copie et de bureau; et, dans ce calcul, je ne comprends pas quelques princes

(1) Il ne faut pas croire que la *Correspondance littéraire*, grâce à l'assistance de Diderot et de quelques autres amis, suivit toujours régulièrement son cours pendant les absences ou les maladies de Grimm. Il se créait alors un arriéré, dont l'écrivain tenait compte à ses souscripteurs en remplaçant peu à peu les numéros qui avaient manqué. Telle est, pour le dire en passant, l'origine de certains anachronismes que le lecteur attentif remarque dans les feuilles de Grimm.

qui ont reçu cette correspondance depuis plusieurs années sans me rien donner, et qui, cependant, ne voudront pas au bout du compte l'avoir reçue pour rien, quoiqu'ils en courent le risque s'ils attendent que je les en fasse souvenir. Ce travail est donc, même du côté de son produit, un objet considérable pour moi, et, vu le désordre qui s'y est glissé depuis trois ans, je ne suis pas bien sûr de parvenir à réduire toutes mes augustes pratiques à la charité et à la patience dont Votre Altesse leur donne un si bel et si constant exemple. Mon ami (Diderot) me fournit des choses excellentes et j'ai éprouvé son zèle et son amitié en plus d'une occasion, mais ce qu'il fournit a encore besoin d'être mis en ordre par moi, parce qu'il ne peut y mettre lui-même le dernier soin, et que sa tête se captive d'ailleurs trop difficilement pour n'avoir pas besoin d'un modérateur dans les choses faites à la hâte et qui ne peuvent avoir que le premier trait. Je suis donc encore, sur tous ces objets, un peu dans la perplexité, mais si je ne sais pas encore comment je me tirerai de tous ces embarras, je sais du moins une chose certaine, c'est que je n'en irai pas joindre moins vite Monseigneur le prince héréditaire. J'ose me flatter aussi que Votre Altesse me connaît trop et rend trop de justice à mon attachement pour me soupçonner d'entrer dans ces détails pour faire valoir un sacrifice au bout du compte si léger et si frivole auprès de la satisfaction que j'éprouve et que je dois à Votre Altesse uniquement. Plût à Dieu que je fusse dans le cas, madame, de vous faire un sacrifice plus réel; vous verriez si je balancerais. J'irai donc joindre Monseigneur le prince héréditaire en Angleterre, j'irai le suivre en Italie et en Allemagne, et il me suffit que Votre Altesse envisage cette idée comme un moyen de tranquillité pour la plus adorable des mères, pour que je m'en trouve infiniment heureux. »

Les conditions pécuniaires qui avaient été faites à Grimm, pour s'assurer ses services, étaient certainement libérales, et il s'en déclare satisfait, tout en protestant qu'aucune vue d'intérêt n'était capable d'influer sur ses déterminations. Suit tout un passage du goût le plus extraordinaire : il sait que la landgrave n'est pas riche, mais il admire les sentimens de son cœur plus qu'il ne prise les trésors des Mogols; il connaît la différence des monnaies, et un écu offert par son altesse a plus de prix à ses yeux qu'un million offert par tels princes qu'il nommerait bien!

Au moment de laisser là son gagne-pain de la *Correspondance*, et de se lancer dans une voie au bout de laquelle il ne distinguait en somme rien de certain pour l'avenir, Grimm essaie pourtant de s'assurer quelque avantage que les vicissitudes de la fortune ne puissent lui enlever. N'était-ce pas le moins que le service du prince lui rapportât un cordon ou un titre? Était-il même conve-



nable qu'il entrât dans ses nouvelles fonctions sans une décoration? Mais laquelle? Grimm songea d'abord à l'étoile polaire de Suède, à cause des facilités qu'il croyait avoir pour l'obtenir. La reine de Suède était la sœur du prince Henri de Prusse, le prince Henri allait partir pour Stockholm, mais la landgrave qui se rendait justement à Berlin pour les couches de sa fille l'y trouverait encore et pourrait lui toucher un mot des désirs d'un homme auquel le prince voulait d'ailleurs du bien.

« Puisque j'ai entamé cette seconde feuille, écrit-il à sa protectrice, il faut que je parle à Votre Altesse d'une extravagance qui m'a passé par la tête, et dont je me garderai bien d'ouvrir la bouche à qui que ce soit excepté à la princesse, dans les bontés de laquelle ma confiance est sans bornes. Je dois à ces bontés les bontés de monseigneur le prince Henri, qui m'écrivit de temps en temps des lettres qui enchantent les autres par la grâce et l'agrément avec lesquels elles sont écrites, mais qui me pénètrent d'un sentiment bien plus doux. Ma reconnaissance pour ce prince aussi grand qu'aimable est sans bornes, et les obligations que je lui ai déjà me donnent le courage de lui en avoir de toutes les espèces. Les gazettes disent qu'il fera un tour en Suède à la fin du mois prochain; j'ai pensé que, moyennant la protection de Votre Altesse, je pourrais obtenir la protection de Son Altesse Royale pour me faire accorder la croix de l'ordre de l'étoile polaire. Cette croix se donne indistinctement à toute espèce de mérite; je l'ai vu porter par des médecins; elle est accordée à des artistes. On la donne cependant avec assez de discernement pour qu'elle puisse être regardée comme une véritable marque d'honneur. Je m'en croirais donc très susceptible par la place que j'occupe ici, et qui est une des plus honorables dans nos usages, dans la maison d'un prince dont les officiers sont tous censés faire partie de la maison du roi. Il ne me manque qu'un seul titre, c'est celui du mérite. Parce que la reine de Suède a la bonté de recevoir depuis dix ans un mauvais barbouillage, et de le payer magnifiquement, je ne vois pas que cela doive me donner aucun titre à une faveur aussi distinguée. Aussi j'en voudrais faire une affaire de pure faveur et de protection... J'ose me flatter que l'opinion de Votre Altesse m'est trop favorable pour attribuer cette présomptueuse chimère qui me passe par la tête à un mouvement de vanité qui serait aussi ridicule que déplacé. Elle ne m'est venue que parce que, réalisée, elle ne manquerait pas d'influer ici sur ma situation de la manière du monde la plus sensible. Cette situation est singulière, et grâce à mon attachement à la croyance de Votre Altesse (au protestantisme), je ne puis payer les bienfaits du prince qui m'a attaché à lui il y a plus de quinze ans, et d'une nation aimable qui a eu la bonté de m'adopter, par

aucun service réel. La seule voie de les reconnaître qui me soit ouverte, c'est de m'attirer des marques de faveur et d'estime de la part des princes étrangers, afin que celui à qui je suis puisse se dire que ses bienfaits tombent au moins sur un homme estimé. J'avais enfilé, il y a dix ans une autre route pour m'acquitter, mais un malheur bizarre et inattendu m'a jeté hors de la carrière en un clin d'œil, et mon peu d'ambition ne m'a pas permis de lutter contre les événements (1). Cependant, même à cet égard, la chimère dont j'ose entretenir Votre Altesse pourrait avoir des suites favorables pour moi. »

Ainsi le principal motif de Grimm pour demander l'étoile polaire est le désir de prouver au duc d'Orléans et aux Français qu'il est tenu pour un personnage de quelque valeur... en Suède ! La landgrave Caroline devait avoir de la peine à réprimer un sourire en voyant de quelles grossières finesses son protégé croyait pouvoir user avec elle.

Grimm revient plusieurs fois à « ces rêves impertinens et extravagans, » comme il les appelle, mais qui ne lui en tiennent pas moins à cœur. Il n'ose pas trop presser, et ne voudrait pourtant pas qu'on l'oubliât. Ses protecteurs firent de leur mieux, le prince Henri prit l'affaire à cœur, mais en vain. On lui objecta que l'étoile polaire ne se donnait qu'à la noblesse. Cette réponse mortifia singulièrement l'amour-propre de Grimm. « Je croyais, dit-il, que c'était le mérite qui me manquait, et non la qualité, ma famille occupant les premières places de magistrature dans une ville libre et impériale, et indépendamment de mon titre de conseiller de légation de la cour de Gotha, le titre que je tiens depuis quinze ans des bontés de M. le duc d'Orléans me donnant ici (à Paris) tous les privilèges de la noblesse, parce que sa maison est royale. »

« Ce que j'ai de bon dans mes projets d'ambition, a écrit Grimm quelque part, c'est que leur mauvais succès n'altère pas ma sérénité ordinaire. » Et ce qu'il y a de sûr, pourrait-on ajouter, c'est que les déconvenues ne l'empêchaient pas de recommencer. L'ordre qu'il convoitait lui a manqué, il va se rabattre sur un titre. Il aura même l'avantage cette fois-ci de pouvoir colorer sa requête de l'intérêt de la mission dont il se chargeait. Ne fallait-il pas qu'il pût marcher de pair avec M. de Rathsamhausen, accompagner le jeune prince jusqu'au pied des trônes ? « Votre Altesse ne croira pas peut-être que j'aie trouvé en ruminant un expédient à cette affaire : c'est de me faire baroniser à Vienne. Vous rirez, madame, beaucoup de cette idée ; cela irait si bien à mon nom, à ma nigauderie et à toute mon allure... Si cela coupait court à toutes les difficultés, je n'en vaudrais pas mieux qu'aujourd'hui, et je n'en sentirais pas moins

(1) Allusion à la mission dont l'avait chargé la ville de Francfort et à la mésaventure qui avait amené sa démission en 1761.

la distance qu'il y a de M. le baron de Grimm à M. le comte de Ferney et à M. le comte de Buffon. Au reste, je ne voudrais pas me ruiner pour cet honneur éminent, et comme le prince de Kaunitz m'a fait l'accueil le plus distingué, je ne désespérerais pas de l'intéresser en ma faveur. Monseigneur le landgrave y pourrait influer aussi sans doute. »

Grimm est assez naturellement préoccupé de cette question des frais de chancellerie, et il ne néglige rien pour en obtenir la diminution. Le grand-duc de Toscane, qui est du nombre des souscripteurs de la *Correspondance*, pourrait intervenir à la cour de Vienne où sa protection serait toute-puissante. Grimm apprend que le duc de Deux-Ponts, frère de la landgrave, est en bons termes avec le prince de Colloredo, le vice-chancelier impérial, qui « peut modérer la taxe comme il lui plaît, » et il demande à Caroline d'en parler à ce frère. Un de ses amis connaît le baron de Fries, banquier de la cour d'Autriche, et Grimm met ce banquier en mouvement. Tous ces efforts finirent par réussir ; les lettres patentes furent expédiées, et la landgrave se chargea de la dépense, ainsi que notre homme y avait certainement toujours compté. Une affaire de 4,000 florins, paraît-il. Il est vrai qu'on pouvait être *nobilité*, ou avoir un *pré-dicat*, comme on s'exprimait à Vienne, pour 400 florins seulement. Mais le prédicat n'aurait rien ajouté aux prérogatives dont jouissait Grimm comme attaché à la personne du duc d'Orléans, tandis qu'une illustration telle que celle dont il venait d'être l'objet justifiait toutes les ambitions. Notre homme était désormais Monsieur de Grimm et baron du saint-empire. Ses amis ne manquèrent pas de s'en amuser. Diderot enchérissait et l'appelait le marquis. J'imagine que le nouveau noble se consolait facilement des quolibets ; chacun porte en sa pensée un monde de choix, le monde de ses désirs, de ses rêves ; et ce monde, pour Grimm, n'était plus dès lors ni la Chevrètte ni le Grandval.

Grimm paraît s'être bien tiré de ses fonctions pédagogiques. Il était fait pour le maniement des caractères, et, en général, pour la conduite des hommes. L'élève, de son côté, offrait peu de difficultés, ou du moins peu de résistance. On lui eût seulement voulu plus de vivacité, moins de cette « paresse de tête qui aime mieux retenir de mémoire que de réflexion. » Les principes de son guide, en matière d'éducation, étaient éclairés. « Pourvu que le prince s'applique, pensait Grimm, il est presque indifférent que ce soit à tel objet ou tel autre. Il s'agit de mettre en valeur une bonne terre, mais qui n'a rien encore porté ; pourvu qu'elle soit défrichée et travaillée, je ne serais pas difficile sur l'espèce de grains qu'on y sèmera. » Il s'élève, dans une autre occasion, contre un besoin exagéré de distractions. « Est-ce qu'on ne doit pas apprendre à

s'ennuyer ? La vie pour les princes ne doit-elle être qu'un changement de dissipations et de plaisirs ? Et nos devoirs, sont-ce des amusemens ? C'est actuellement que la vie du prince est un ennui continuel, même au milieu des plaisirs, parce qu'il faut aux hommes de l'occupation pour supporter les amusemens, et de l'amusement, du délassement pour supporter le travail. » La meilleure preuve que Grimm méritait la confiance dont la landgrave l'honorait est la discrétion qu'il s'était imposée quant à ses propres sentimens philosophiques. La princesse, bien que libre esprit, avait redouté le zèle irréligieux d'un homme si étroitement lié au parti encyclopédique ; il s'était hâté de la rassurer : « Ne redoutez rien, madame, je vous en supplie, de mon apostolat, et ne me croyez pas dévoré du zèle de la maison du Seigneur. » Grimm, enfin, ne craint pas d'aborder avec la landgrave les questions les plus délicates que puisse soulever la surveillance d'un jeune homme. « Le prince touche au moment où les passions se développent, il verra des mœurs de toute espèce, il se trouvera dans des circonstances critiques, il les fera peut-être naître : que faut-il faire ? Faut-il être sur ce point d'une sévérité sans restriction ? Faut-il ignorer ce qui se passe en lui et autour de lui à cet égard ? Faut-il borner tous ses soins à rompre les mesures des autres et les siennes propres dans ces occasions, sans avoir l'air de savoir ce qui se passe, ou faut-il être son confident sur tous les points et borner le zèle à ce que sa santé et son tempérament ne reçoivent aucune atteinte ? J'avoue, madame, qu'il me répugnerait si fort d'avoir sur quoi que ce soit une vue cachée, qu'il me paraît si important de parler toujours naturellement et d'agir toujours franchement, que, si je ne consultais que moi, la vérité serait toujours et en tout sujet sur mes lèvres comme elle est dans mon cœur. Je crois d'avance que cela s'accordera avec les vues de Votre Altesse ; vous ne voulez pas, madame, donner un gouverneur, mais un ami à monseigneur le prince héréditaire, et je me sens beaucoup plus de vocation pour ce dernier rôle que pour le premier. »

Le voyage d'Angleterre dura deux mois et demi. Grimm rejoignit à Londres le prince qui arrivait de Hollande. Ils virent beaucoup de choses en peu de temps, la capitale d'abord, puis la province. A la cour, les voyageurs se trouvèrent en terre allemande, la mère du roi étant une princesse de Gotha, la reine une Mecklembourg, et George III le successeur de rois qui avaient gouverné l'Angleterre sans en savoir la langue. C'est en latin que George I<sup>er</sup> et George II conféraient avec leurs ministres. Le parlement était malheureusement en vacances et la société anglaise à la campagne ; nos touristes abrégèrent donc le séjour de Londres pour visiter Portsmouth, Plymouth, les manufactures de Birmin-

gham, les collèges d'Oxford, les courses de Newmarket, quelques châteaux, enfin, où ils furent reçus avec l'hospitalité britannique. Ils ne perdaient pas une minute, se levant de grand matin, courant tout le jour, et, le soir, « harassés comme des chiens. » Grimm est sous le charme. « La simplicité, le naturel, le bon sens de ce pays m'enchantent, et je voudrais que nous pussions y rester assez longtemps pour le connaître à fond. » La sensiblerie ne pouvait manquer de se mettre de la partie. « Votre Altesse, écrit-il à la landgrave, ne croira peut-être pas qu'on ne peut sortir d'un jardin anglais sans avoir l'âme aussi affectée qu'en sortant d'une tragédie. » Il se demande s'il aura jamais le bonheur de voir ces beaux lieux en compagnie de la princesse : « Hélas ! s'écrie-t-il, quel beau rêve ! Puisque nous n'avons qu'un instant à vivre, que ne nous est-il permis au moins de l'employer à sentir ! »

La question d'argent revient souvent dans les lettres de Grimm pendant le tour d'Angleterre. Nos voyageurs économisaient tant qu'ils pouvaient ; ils n'étaient pas nombreux : trois maîtres et cinq valets, et ils ne dépensaient pas plus de douze louis par jour, mais c'étaient les états de Hesse qui payaient l'excursion du prince héritier, et la somme qu'ils avaient votée pour cet objet touchait à sa fin. On jugera de la pénurie à laquelle ces petites cours étaient quelquefois réduites en apprenant que Caroline, ne voulant pas que son fils abrégât son voyage, engagea ses diamans pour une somme de 12,000 florins. Il est vrai qu'au retour d'Angleterre, le prince devait voir la France et pousser jusqu'en Italie. Grimm obtint l'ajournement de ces projets et ramena son jeune compagnon à Darmstadt, après lui avoir fait passer à Paris deux ou trois semaines pendant lesquelles il prit des leçons de danse de Gardel et dina chez Diderot, d'Holbach, M<sup>me</sup> Geoffrin et M<sup>me</sup> Necker.

De retour chez lui au commencement de 1772, Grimm trouva ses affaires dans un grand désordre. Ses lettres à la landgrave sont remplies de plaintes sur le temps que lui prenaient mille occupations dont il se chargeait bénévolement, et sur le tort que ces occupations portaient à la *Correspondance littéraire*. Les ministres d'état, disait-il, n'étaient que des fainéans auprès de lui. « Les affaires dont je suis surchargé me renferment absolument chez moi et me séquestrent entièrement du monde. Elles m'empêchent aussi de faire mon travail, et cela m'est encore plus pénible que de ne jouir d'aucun agrément de la société... Je suis triste et excédé. » Il en était venu, pour fuir les importunités, à se joindre à quelques amis et à chercher, pour l'été, une maison dans l'un des faubourgs ou dans le voisinage de Paris. Il s'était même un moment flatté de pouvoir recevoir le prince Louis dans cette retraite. « Il faut que le prince se consulte pour savoir s'il se plaira dans une

petite société où il n'entendra guère que parler raison, et où les amusemens, hors la conversation, seront médiocres. Il faut qu'il s'examine pour savoir s'il emploiera sérieusement la matinée à l'étude pour contracter l'habitude de l'application. Nous tâcherions que cette retraite fût assez à portée de Paris pour qu'il pût, sans grand dérangement, aller le soir au spectacle, pas précisément tous les jours. J'ai depuis longtemps le privilège, avec mes amis, de ne paraître qu'à dîner, et, le soir, une heure dans la société; je serai cette année plus que jamais dans le cas de me servir de mon privilège. Je voudrais fort pouvoir offrir à Son Altesse Sérénissime tout mon temps; mais le désordre que le voyage d'Angleterre a déjà mis dans mes affaires, la nécessité de les préparer à une nouvelle absence, ne me le permettent pas. Il faut donc que Monseigneur le prince héréditaire attende tout de lui-même et rien de moi que des directions générales. »

Grimm dut assez vite comprendre que les convenances s'opposaient au plan qu'il avait formé. Ses recherches de logement étaient d'ailleurs restées vaines. « Nous n'avons encore rien trouvé, écrit-il au mois de mars 1772, pour nicher notre petite société, et si, dans le courant de ce mois, nous ne sommes pas plus heureux, je me nicherai dans un trou à Saint-Cloud, car il faut absolument que je me tire de Paris, où je suis distrait de mes occupations, quelque soin que je prenne de me renfermer et de me soustraire aux importuns. » Les infirmités, pour comble d'infortune, et les maladies commençaient à se déclarer à la suite des excès de travail. Grimm était atteint de la crampe des écrivains. Il eut, au mois de juin, une attaque de misérère si violente qu'il fut plusieurs jours entre la vie et la mort et resta longtemps dans une extrême faiblesse. « Tronchin prétend que j'ai gagné mon accident à force d'écrire, et d'être toujours assis, les entrailles comprimées et le nez sur mon papier. Que faudra-t-il donc devenir si je ne puis vaquer à mes occupations? » C'est sur ces entrefaites, lorsqu'il en était encore à réorganiser sa vie, et lorsque la landgrave cherchait toujours un séjour propice aux études de son fils, que le mariage de la princesse Wilhelmine vint changer toutes les combinaisons. Caroline allait elle-même à Pétersbourg avec ses trois filles, et elle proposa à Grimm d'y aller de son côté en y conduisant le prince Louis. Grimm accepta, comme il avait accepté pour le voyage d'Angleterre, en donnant à comprendre qu'il faisait le sacrifice de tous ses intérêts et qu'il aimerait bien savoir ce que cela lui vaudrait. En termes soigneusement couverts, bien entendu : « Je n'ai qu'un souci, je ne voudrais pas perdre ma *Correspondance*. Le désordre qui y règne depuis quelques années n'est pas propre à me conserver mes pratiques. J'ai même essuyé plusieurs pertes à cet égard l'année der-

nière, ma maladie ayant augmenté ce désordre... Votre Altesse me rendra un grand service en me tirant de cette perplexité et en me disant ce qu'il faut faire. » Il prévoit qu'il faudra passer l'hiver en Russie. « Ceci me mènerait bien loin et me mettrait dans la nécessité absolue de fermer ma boutique pour toujours. Je ne puis confier ma besogne à mes amis pendant mon absence. Leur administration durant mon voyage d'Angleterre ne m'a pas porté bonheur, et si je ne puis faire mon travail par moi-même, il faut que j'y renonce, d'autant plus qu'il s'est élevé contre moi un concurrent dans cette branche de commerce, qui, me voyant mourant l'été dernier, a cru sans doute que c'était le temps d'hériter de moi, et a profité du désordre de ma boutique pour me débaucher quelques pratiques. Votre Altesse peut bien penser que le désir d'être à la suite de certaine femme vis-à-vis de certaine femme ne peut être qu'excessif, mais encore faut-il un peu combiner et ne pas quitter le commerce quand on n'a pas mis ses petites affaires assez en ordre pour s'en passer. »

Grimm, on le voit, était plus que disposé à changer de métier. Que risquait-il, d'ailleurs? Il allait mettre la cour de Darmstadt dans de nouvelles obligations envers lui, et il allait, sous les auspices les plus favorables, faire la connaissance de cette « Sémiramis du Nord, » dont son imagination était visiblement occupée depuis quelque temps. L'aventurier, — Grimm reste tel à travers tout, — flairait un coup de fortune, et son attente ne fut pas trompée. Le voyage de Russie fut l'événement décisif de sa carrière diplomatique. La manière même dont il l'accomplit, la route qu'il dut suivre, le patronage sous lequel il se présentait, étaient faits pour flatter ses plus secrètes inclinations. Il partit, au mois de mars, avec Diderot, qui se rendait aussi en Russie, mais en passant par la Hollande; Grimm, lui, se rendit à Darmstadt pour y prendre le prince héritier et l'accompagner à Berlin, où ils retrouvèrent la landgrave et ses filles et où ils firent un séjour de trois mois. Il est à regretter qu'aucune de ses correspondances ne nous dise ce qu'il vit de Frédéric en cette occasion. Les voyageurs arrivèrent à Pétersbourg en septembre. Caroline quitta la Russie peu de jours après la célébration du mariage, mais en y laissant Grimm, qui y passa l'hiver. C'est là qu'il apprit la mort de sa bienfaitrice, au mois de mars de l'année suivante : grande perte pour son cœur, espérons-le; quant à sa fortune, elle était ou paraissait désormais assurée; le philosophe courtisan avait su plaire à Catherine : il s'était formé entre elle et lui un lien de confiance et l'on peut dire d'amitié tout à fait extraordinaire.

EDMOND SCHIERER.

---

# CHARLES IX ET FRANÇOIS CLOUET

---

## I.

Nous inscrivons en tête de cette étude le nom d'un roi qui symbolise une des sombres époques de la France et le nom d'un peintre en qui se résument plusieurs générations d'artistes consciencieux. Grâce à François Clouet, nous avons l'image vivante de Charles IX ; grâce à Charles IX, nous avons une peinture authentique de François Clouet, une preuve indéniable qui apporte un élément de certitude en un sujet rempli d'obscurité.

Les Clouet sont au nombre de trois, même de quatre, et leurs œuvres embrassent près d'un siècle (de 1480 environ à 1572). Durant cette période et au-delà, on leur attribue presque tous les portraits peints de ce côté-ci du Rhin et des Alpes. Assez récemment, du moins, les choses se passaient ainsi. On ne distinguait même pas entre eux. S'agissait-il du portrait de François I<sup>er</sup> enfant (1500) ou du portrait d'un contemporain de Louis XIII (1620), on lui appliquait indifféremment le nom de Clouet, plus communément celui de Jehannet, car Clouet et Jehannet ne font qu'un. D'après la coutume d'abrèger les noms, très populaire au moyen âge et qui avait cours encore au xvi<sup>e</sup> siècle, les Clouet avaient fondu en un seul nom leur nom de famille avec le nom de baptême de celui-là. C'est ainsi que, de *Jehan Clouet*, ils avaient fait *Jehan-et*, qu'on écrivit *Jehannet* ou *Janet*, quelquefois aussi *Jennet* ou *Jainet*. Dès lors, le nom patronymique fut pour ainsi dire oublié ; si bien que le dernier et le plus connu des Clouet, quoiqu'il s'appelât François, prit lui-même le nom de Jehannet. Or ce der-



nier Jehannet (François Clouet), dont Ronsard chanta les louanges, fit presque oublier tous les autres. Non content de lui faire honneur de ses propres œuvres, on lui attribua celles de son père et de son aïeul, et bien d'autres encore très compromettantes pour lui. Et il en fut ainsi jusqu'à nos jours. Bien que l'érudition se soit emparée de cette question depuis plus d'un quart de siècle, on met encore aujourd'hui ce nom de Jehannet au bas des œuvres les plus disparates, et l'obscurité, même dans nos musées, est aussi profonde que partout ailleurs. C'est qu'elle est le produit d'une ignorance accumulée durant trois siècles. Les Clouet disparus, la nuit se fit aussitôt sur eux et l'on ne distingua plus entre leurs œuvres. Aucun historien ne s'occupa de leur mémoire. Dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, on ne sait plus rien d'eux. Le xvii<sup>e</sup> siècle les confond tous, ou plutôt n'en connaît plus qu'un seul. En 1672, l'abbé de Marolles, un des érudits les plus autorisés de son temps, ne parle que du troisième des Janet : « Il y a, dit-il, beaucoup de dessins au crayon de la vieille cour, et, particulièrement, des règnes de Henri II et de ses enfans, de la main de François Clouet, ce peintre fameux qu'a tant célébré dans ses vers le poète Ronsard. » Au siècle suivant, Mariette, malgré sa rare clairvoyance, ne peut trouver sur eux le moindre renseignement. Dans l'*Abecedario pittorico*, il en est réduit à copier Félibien : « Janet fut peintre des rois François I<sup>er</sup> et François II. Il peignit à Fontainebleau divers portraits, parmi lesquels on remarque ceux de ces deux monarques. Il excellait aussi dans la miniature. Son nom était François Clouet et Janet son surnom. » Rien de plus. Alexandre Lenoir, qui appartient déjà à notre époque, procède avec plus de sans-gêne encore. Il attribue tout à Janet : peintures, miniatures, crayons, émaux. Ces différens ouvrages accusent des mains très différentes les unes des autres ; qu'importe ! Les personnages représentés comptent entre eux quelquefois un siècle d'intervalle ; il n'y regarde même pas. Et les savans d'outre-Rhin (Nagler, Waagen, Passavant), qui de 1830 à 1850 interviennent dans cette affaire, n'en disent et n'en savent pas davantage. Ce n'est qu'avec Léon de Laborde qu'un peu de lumière se fait autour des Clouet. Le savant écrivain trouve dans les comptes royaux les élémens de la vaste enquête au moyen de laquelle il restitue enfin à chacun des Jehannet quelque chose de son état civil (1). Quant à leurs œuvres, son intuition seule le guide pour les découvrir, et souvent elle l'égare. A l'heure qu'il est encore, la critique est presque désarmée devant elles. Nous allons voir, cependant, que, pour les portraits peints ou dessinés par François Clouet, il y a des caractéristiques qui permettent de

(1) *La Renaissance des arts à la cour de France*, par le comte Léon de Laborde.

ne pas confondre... Mais, avant d'arriver au dernier des Clouet, parlons de ses ancêtres.

C'est de Bruges et de Gand que, au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, surgit la première inspiration d'où l'art septentrional est sorti. De 1420 à 1440, les Van Eyck avaient ouvert des voies nouvelles où nos peintres allaient probablement trouver la leur, quand intervint l'Italie, qui nous entraîna dans sa décadence; mais le courant flamand, qui avait le premier débordé sur la France, n'en continua pas moins de s'y répandre et d'y apporter des germes de fécondité. Par l'esprit, par les mœurs, par la politique, les Flandres étaient alors très rapprochées de nous, beaucoup plus rapprochées même, quoiqu'elles ne dussent jamais nous appartenir, que la Bretagne ou la Guyenne, qui devaient nous revenir bientôt. Leurs souvenirs et les nôtres n'étaient-ils pas liés par d'étroites parentés? La Belgique, avant d'être à l'Autriche, n'avait-elle pas été à la Bourgogne, qui allait devenir une des parties les plus françaises de la France? Cette intimité, cette similitude de caractère, la Flandre nous les fit sentir surtout par l'intermédiaire de ses peintres de portraits. Dès qu'ils arrivèrent chez nous, ils y furent comme chez eux, sans être obligés pour cela de renier leur patrie. Les Clouet sont les types par excellence de ces peintres qui, Flamands d'origine, fondèrent en France une école de portraitistes vraiment française.

Le premier des Clouet dont l'histoire ait retrouvé la trace est Jean Clouet. On a de lui une quittance datée du « vii<sup>e</sup> jour de septembre l'an mil cccc lxxv, » pour travaux commandés par le duc de Bourgogne. A cette époque, il habitait Bruxelles. Quelques années plus tard, il vint en France, se fixa vraisemblablement à Tours, centre actif du royaume, et compta bientôt parmi les meilleurs peintres de cette ville. C'est vers l'année 1485 que dut naître son fils, qui, lui aussi, s'appela Jehan... Voilà tout ce qu'on sait du premier des Clouet. On ignore tout de sa vie et l'on ne connaît rien de ses œuvres. Les portraits qu'il a peints se confondent, sous le voile de l'anonyme, avec les nombreux portraits flamands, bourguignons et français de la fin du xv<sup>e</sup> siècle et du commencement du xvi<sup>e</sup>. Peut-être, sans nous en douter, passons-nous devant eux. Ce qui est sûr, c'est que Jean Clouet, élève de la grande école des Van Eyck, transmet à son fils, comme un apanage patriotique, l'inviolable fidélité aux traditions nationales.

Jean Clouet, deuxième du nom, marcha, en effet, d'un pas ferme et d'un bout à l'autre de sa vie dans la voie que lui avait tracée son père. Rien ne put entamer sa foi. Dévoué tout entier à un art qui portait désormais l'irrécusable empreinte de la France, il n'en tint pas moins bravement le drapeau de ses ancêtres. Il avait treize

ans environ à la mort de Charles VIII et trente ans à la mort de Louis XII, mais sa réputation et sa fortune ne datent guère que de François I<sup>er</sup>, qui l'adopta comme peintre de portraits. Dès 1518, il émarge comme peintre ordinaire de Sa Majesté, et, à partir de 1523, il figure dans les dépenses royales avec le titre de « painctre et varlet de chambre ordinaire du roy. » Il avait succédé dans cette charge à Jehan Bourdichon et se trouvait le collègue de Jehan Péréal, dit Jean de Paris. De 1529 à 1536 on peut le suivre dans les comptes royaux. Malheureusement, pas une de ses œuvres n'y est indiquée en regard des sommes à lui payées, et on ne sait mettre sûrement son nom sur aucune de ses peintures. Étant donnée, cependant, la limite d'activité de sa vie d'artiste (1510-1541), on a tenté quelques attributions. — Voici, par exemple, dans la galerie de Florence, un précieux petit portrait de François I<sup>er</sup> à cheval, dont le musée du Louvre possède une répétition en miniature provenant de la collection Sauvageot. Autrefois, le catalogue des Offices attribuait cette peinture à Holbein ; il la donne maintenant, également à tort, à François Clouet. Qu'elle soit de l'un des Clouet, cela est possible ; mais alors elle ne peut être que du second Jean, dit Jehannet. François I<sup>er</sup> n'a guère que trente ans dans ce portrait, ce qui nous place en 1524, époque à laquelle le premier Jean Clouet, père de Jehannet, n'existait plus, tandis que François, fils de Jehannet, n'était encore qu'un enfant. Quant à Jehannet (le second Jean Clouet), il était alors en titre d'office et parfaitement en passe de peindre le portrait du roi de France. Ce portrait, d'ailleurs, révèle un peintre habile. La finesse et la minutie des détails dans toutes les parties du costume trahissent des origines flamandes. Il y a là présomption en faveur de Jehannet, mais non pas certitude. De 1520 à 1535, on trouve dans les comptes royaux bien d'autres peintres en titre d'office : Barthélemy Guety, Nicolas Nicolai, Charles de Varye, etc. Si leurs œuvres nous étaient connues, qui sait les surprises qu'elles nous ménageraient ? — Un autre portrait de François I<sup>er</sup>, qui semble avoir été peint vers la même époque, se voit au Louvre. Le catalogue officiel, se tenant dans une sage réserve, se contente de dire : « Attribué à Clouet. » D'autres écrivains, plus affirmatifs, inscrivent bravement au bas de cette peinture le nom de Jean Clouet. Nous ne nous sentons pas en sécurité devant cette affirmation. Ce portrait nous paraît plus exclusivement français que celui du musée des Offices. Il relève toujours d'un art dont les Flandres ont été le berceau primitif, mais sans qu'un accent étranger s'y fasse sensiblement sentir. On sait avec quelle fierté, instinctive et voulue tout ensemble, Jean Clouet se vantait de descendre de Van Eyck. Aurait-il pu s'abstraire à ce point de l'école à laquelle il était si jaloux d'appartenir ? Cela est peu probable, sans être toutefois impossible. On

marche toujours à tâtons dans ces mystérieux parages. Jean Clouet résume en lui une foule d'artistes complètement oubliés. On ne peut rien lui donner avec certitude, et on lui attribue indifféremment presque tout. Ce qui est incontestable, c'est qu'il fut célèbre parmi ses contemporains, et que le surnom de Jehannet, qu'il avait lui-même adopté, devint le seul nom dont on appela tous les Clouet durant près de trois siècles.

Une ordonnance royale, datée de Fontainebleau en novembre 1544, établit la filiation des Clouet et donne sur François, le dernier d'entre eux, quelques indications précises. On y voit d'abord que, avant l'avènement de François I<sup>er</sup>, Jehannet (le second des Clouet) était venu de Belgique s'établir en France avec son père, le premier Jean Clouet, et qu'il était mort à Paris avant le mois de novembre 1544. On y constate ensuite qu'il n'avait pas abandonné sa nationalité de Flamand, mais que, tout étranger qu'il fût, il était fort estimé du roi, qui l'avait attaché à sa personne en qualité de valet de chambre ordinaire. On y apprend aussi qu'il laissait un fils du nom de François, pourvu déjà du titre de valet de chambre de Sa Majesté et dont le talent était apprécié à la cour. On y trouve enfin que François Clouet, dépouillé de l'héritage paternel par la loi en vertu de laquelle tous les biens d'un étranger mourant en France faisaient retour à la couronne, venait d'être réintégré dans son patrimoine et appelé à jouir désormais de la qualité de Français. Quel âge avait alors François Clouet? On l'ignore. Un acte du 6 juin 1522, retrouvé par M. Salmon dans les registres de minutes d'un notaire de Tours, acte en lui-même fort insignifiant puisqu'il n'y est question que de la vente d'une rente en grains, nous intéresse cependant par le nom des vendeurs : « Maître Jehannet Clouet, painctre, varlet de chambre ordinaire du roy nostre seigneur, et Jehanne Boucault, sa femme, fille de sire Gracian Boucault, orfeuvre, bourgeois dudit Tours... » On a donc, par preuve authentique, non-seulement le nom du père de François Clouet, mais aussi le nom de sa mère. Cela, il est vrai, ne dit pas la date de sa naissance et quel âge il avait en 1544, quand, ayant perdu son père, il devint lui-même chef de la famille des Clouet. On peut croire, sans invraisemblance, qu'il avait alors une trentaine d'années, ce qui le ferait naître vers 1510 et ce qui ferait commencer sa période d'activité vers 1535 (1).

François Clouet fut aussi insensible aux séductions du Primatice que Jean Clouet l'avait été à celles du Rosso. Indifférent à la gloire

(1) Un quatrième Clouet, fils aussi du second Jean et frère de François, mourut jeune en 1541. Il avait été adopté par la reine de Navarre, qu'il suivit en Béarn et dont il fit de nombreux portraits.

qui s'attachait à l'école de Fontainebleau, il continua modestement la tradition de ses ancêtres et n'eut d'autre ambition que de rester, comme eux, peintre de portraits. Il eut la bonne fortune d'arriver au moment où le goût français commençait à se lasser des grandes attitudes des Italiens de la décadence. On se prit de respect pour l'art patient et sincère qu'il représentait, pour le labeur honnête et sans fracas qui était le sien ; on alla vers lui comme on vient à la vérité, quand on est las de ce qui est faux. Quoiqu'en faveur auprès du roi dès 1541, ce n'est guère qu'à la fin du règne, c'est-à-dire vers 1547, qu'il est vraiment en vogue auprès des grands. Le premier document authentique qu'on trouve sur ses travaux date de la mort de François I<sup>er</sup>. Les comptes royaux le montrent tenant une grande place dans les préparatifs des funérailles royales, et faisant revivre le feu roi en des effigies parlantes, exécutées « près du vif, » comme on disait gravement alors... De 1547 à 1551 son nom n'est pas inscrit sur les registres de la couronne. Peut-être, durant ces quatre années, oublie-t-on qu'on a droit de l'employer comme artisan et le laisse-t-on alors travailler comme artiste... Au mois de mars 1551, on le retrouve occupé à orner de chiffres et de croissans enlacés le coffre (appelé *mect*) d'un chariot que venait de construire « Francisque de Carpy, menuisier italien. » C'était sans doute une « de ces litières tant dorées, tant superbement couvertes et painctes de tant de belles devises, » dont parle Brantôme. Quelque goût qu'on pût mettre dans un tel travail, était-il besoin d'y employer un vrai peintre de portraits? Chose singulière ! plus les travaux auxquels on assujettissait le peintre-valet de chambre étaient insignifiants, plus on prenait soin de les énumérer jusque dans leurs moindres détails... En 1559, le coup de lance de Montgomery met fin brusquement au règne d'Henri II, et voilà François Clouet qui recommence, pour ces nouvelles funérailles, ce qu'il avait fait douze ans auparavant pour les funérailles de François I<sup>er</sup>. Que n'avons-nous au moins les effigies de cire coloriée, dans lesquelles le peuple revoyait son roi à l'heure suprême où l'on le descendait dans la tombe? Nous y trouverions de véridiques images de la mort, ou plutôt de cet état intermédiaire et solennel qui est bien véritablement le repos de la vie, et qui nous apparaît comme la négation du néant au moment même où le néant vient réclamer son droit. De pareils portraits, exécutés par des peintres du mérite de François Clouet, étaient de vraies œuvres d'art. Nous en pouvons juger par le buste d'Henri IV, précieusement gardé dans les collections de Chantilly. Cette cire a été faite par un artiste qui était loin sans doute de valoir Janet. Cependant avec quelle émotion ne la regarde-t-on pas ! De quelle vérité stupéfiante

ne se sent-on pas enveloppé devant elle!.. On continue, jusqu'en 1570, de voir François Clouet figurer dans les comptes royaux, mais toujours à propos de travaux de métier, jamais à l'occasion d'œuvres (tableaux ou portraits) dans lesquelles le peintre soit véritablement intéressé. A partir de cette date, le nom de Janet n'est plus prononcé. « Il est à supposer que François Clouet mourut jeune en 1572, » dit le comte de Laborde. Cette supposition, quant à la date, est maintenant une certitude. François Clouet mourut le 22 septembre 1572; son acte de décès a été retrouvé (1). A partir de cette date, Jean de Court apparaît sur les états avec les titres et qualités qui avaient appartenu à Janet.

Les informations fournies par nos archives nationales se bornent là. Bien peu de chose sur l'homme et presque rien sur l'ouvrier. Quant au peintre proprement dit, il n'en est pour ainsi dire pas question. Sur ses œuvres, le silence est complet. La poésie, il est vrai, célèbre l'artiste en des vers qui démontrent son talent. Quand Ronsard cherche un peintre digne de reproduire la beauté qu'il adore, c'est à François Clouet qu'il s'adresse, et il lui dicte dans les moindres détails, depuis les cheveux jusques aux pieds, un portrait qu'on est tenté de confondre avec les portraits de Clouet, tant le style du poète est en harmonie avec la manière du peintre. C'est, de part et d'autre, la même grâce et la même netteté d'expression, la même recherche de détails, la même préciosité naïve encore et savante déjà. Ronsard composa cette élogie vers 1560, et ce fut vers cette époque aussi que François Clouet atteignit l'apogée de sa force et de sa réputation. Ronsard avait alors trente-six ans; Clouet en avait environ cinquante. Le savant Muret, attaché à Hippolyte d'Este, vint alors en France, et, au mot Janet, il écrivit dans ses commentaires à propos des vers de Ronsard : « Ronsard prie en cette élogie Janet, peintre très excellent (qui pour représenter vivement la nature a passé tous ceux de nostre âge en son art), de pourtraire les beautez de sa mie dedans un tableau. » On ne saurait mieux dire en faveur du dernier des Janet. Cependant, le témoignage des poètes, quelque éclatant qu'il soit, l'affirmation des historiens, quelque autorisée qu'elle puisse être, les documens authentiques eux-mêmes, malgré l'importance des archives d'état, tout cela n'est rien quand il s'agit d'un peintre, si l'œuvre de ce peintre ne fait directement sa preuve. Or, cette preuve, qu'il est impossible d'apporter en faveur des deux premiers Clouet, on la peut faire pour le troisième. François Clouet avait été le peintre par excellence de Charles IX. C'est Charles IX lui-même, et Charles IX en

(1) Par M. Jules Guiffrey (voir *Revue de l'Art français*. Janvier 1884).

compagnie d'Élisabeth d'Autriche, sa femme, qui va nous donner les caractéristiques des portraits véritablement peints par François Clouet.

## II.

La galerie impériale du Belvédère, à Vienne, possède le portrait en pied de Charles IX, de grandeur naturelle. On lit l'inscription suivante au bas de ce portrait :

CHARLES VIII  
TRESCHRESTIEN ROY DE  
F[R]ANCE, EN L'AGE DE XX  
A[NS], PEINCT AU VIF PAR  
IANNET, 156[3]

Cette inscription est écrite par le pinceau même qui a peint le tableau, mais elle a subi quelques altérations : la lettre R du mot F[R]ANCE a été refaite ; les lettres NS du mot A[NS] l'ont été aussi ; enfin, le 3 du millésime 156[3] est également repeint. Dans la restitution de ce chiffre, le restaurateur s'est trompé ; il a cru voir la trace d'un 3, tandis qu'il y avait certainement celle d'un 9. Le roi, en effet, a vingt ans sur ce portrait ; la figure elle-même le démontre, et la partie de l'inscription qui lui donne cet âge n'a subi ni surcharge ni altération. Or, Charles IX étant né en 1550, n'aurait eu que treize ans en 1563. En 1569, il était dans sa vingtième année.

La figure se détache sur un fond d'appartement très sombre, dans lequel on ne distingue que deux rideaux verts, dont l'un, celui de droite, tombe verticalement, et dont l'autre, celui de gauche, est relevé par le bas. Charles IX est debout, très naïvement, très véridiquement posé, le corps portant presque également sur les deux jambes, un peu plus cependant sur la gauche que sur la droite. Il serre de la main gauche le pommeau d'or richement ciselé de son épée, et tient son gant de la main droite, appuyée sur le dossier d'un fauteuil de velours rouge garni de broderies d'argent. Tandis que le corps, presque de face, indique un mouvement marqué vers la droite, la tête, tournée en sens inverse, se montre de trois quarts à gauche. Le dessin de cette tête est d'une remarquable précision, et la couleur, partout limpide, ne dissimule rien de la rigueur du trait. Le front, bien construit, est intelligent. Les yeux, qui regardent de côté vers la droite, sont petits et dénotent encore une certaine timidité. On les croirait en défiance devant le spectateur, qui, de son côté, ne se sent pas préci-

sément en confiance devant eux. Le nez a quelque chose de **lourd** dans sa forme. La bouche, aux lèvres minces, est petite et **complète** l'expression des yeux; une moustache naissante ajoute à son accentuation. Le menton est fuyant, l'oreille petite; les joues ont de la maigreur. Somme toute, ce visage né marque ni la santé physique ni la santé morale. Il n'en est pas moins vivant de cette vie intérieure qui est la vie de l'esprit. Toutes les fibres nerveuses et délicates de l'homme y vibrent à la fois. Quant au costume, il résume les élégances d'un temps où les raffinemens de la **toilette** allaient chez l'homme jusqu'à l'excès. La toque de velours noir, ornée d'une touffe de légères plumes blanches, est posée de côté sur l'oreille gauche; un bandeau de pierreries, serties dans l'admirable orfèvrerie française de cette époque, en dessine le contour à la hauteur du front. Une fraise de tulle blanc ruché dépasse le justaucorps, dont le col monte presque jusqu'au menton. Ce justaucorps, formé de bandes de velours noir alternant avec des bandes de broderies d'or, est serré à la taille par une ceinture délicatement ouvragée. Une jaquette de même nuance et semblablement disposée le prolonge et descend jusque sur les rhingraves bouffantes de satin blanc, également brodées d'or. Un manteau court, de velours noir et brodé d'or aussi, est jeté légèrement sur les épaules. Les rhingraves ne vont que jusqu'au milieu des cuisses, qui sont prises, ainsi que les jambes et les pieds, dans des chausses collantes de soie blanche. Les formes du personnage, ainsi dessinées, ont quelque chose de grêle. Des souliers, blancs aussi et brodés d'or, protègent les pieds, qui sont petits. Les bras sont serrés dans des manches étroites de soie blanche agrémentées de fines broderies d'or disposées dans le sens de leur longueur et coupées transversalement par une foule de crevés blancs. Des manchettes de tulle ruché, semblables à la collerette, terminent ces manches à la hauteur des poignets. Les mains sont d'une extrême délicatesse. Elles étaient alors l'objet d'une coquetterie particulière. Charles IX avait hérité des remarquables mains de sa mère, et Brantôme donne à Catherine de Médicis « la plus belle main qui fut jamais vue... Les poètes jadis ont loué Aurore pour avoir de belles mains et de beaux doigts, mais je panse que la reyne l'eût effacée en tout cela... » Un riche collier d'orfèvrerie, portant une croix d'émail blanc enrichie de pierreries, descend sur la poitrine du roi... Nous insistons sur ces détails, parce qu'ils sont exécutés avec la plus minutieuse exactitude, malgré les grandes dimensions du tableau.

Ce portrait présente un intérêt considérable, et cependant il a quelque chose de froid. Cela tient à ce que le peintre est sorti de son cadre habituel, de celui que la nature et son genre de talent lui



avaient assigné. C'est seulement sur les sommets que se rencontrent les rares artistes qui ont pu faire de très grandes peintures et de tout petits tableaux, en ne produisant que des chefs-d'œuvre. Janet ne se tient pas sur ces hauteurs. Il chemine modestement sur les pentes par lesquelles on y accède, et il y occupe une place qui est parmi les bonnes. Mais, à ce rang, on ne prend pas indifféremment toutes les tailles. S'il est dans les aptitudes de l'artiste de peindre grand, il ne peut faire petit sans s'amoindrir ; et s'il entre dans sa vocation d'être un petit maître, il ne peut faire grand sans paraître vide. François Clouet est parfait dans le cadre restreint qui est le sien. Dans un cadre plus vaste, il perd quelque chose du genre de perfection qui lui est propre. Il n'a pas les ressources suffisantes pour se hausser à volonté. Il est grand dans ses petits portraits et devient petit dans les grands. Le portrait de Charles IX en est la preuve. Presque en même temps que le grand tableau du Belvédère, Janet en peignit un autre tout petit et qu'on pourrait dire en tout semblable, tant les différences sont insignifiantes et difficiles à saisir. Ces deux portraits se trouvaient à Vienne, et tout porte à croire qu'ils y étaient arrivés, sinon ensemble, du moins à très peu de distance l'un de l'autre. Au commencement de notre siècle, la conquête les enleva tous les deux à l'Autriche et les plaça au musée du Louvre. Lors des revendications de 1815, on ne nous réclama que le grand. En conservant le petit, nous avons gardé la meilleure part. Cette petite peinture, en effet, est à tous égards un chef-d'œuvre. Tout l'intérêt de la grande s'y trouve concentré en un foyer dont l'optique est excellente. Rien ne s'y perd, tout y est à son point et avec sa juste valeur. Ce qu'il y avait d'un peu vide tout à l'heure est maintenant rempli. Les minuties qui nous refroidissaient se transforment en délicatesses qui réchauffent. Les broderies d'or accumulées sur le pourpoint et sur le manteau noir, ainsi que sur les rhingraves blanches, laissent des lacunes regrettables dans le tableau du Belvédère ; beaucoup plus sobres dans le tableau du Louvre, elles y sont d'une irréprochable justesse de proportions. La tête, dans le petit portrait, est un peu moins enfoncée dans la collerette qu'elle ne l'est dans le grand ; le menton et les joues s'en dégagent complètement. La bouche a un accent plus ferme, les yeux ont plus de décision. Il y a plus de délicatesse et d'autorité dans le dessin, plus de limpidité et en même temps plus de solidité dans la couleur ; le modelé a plus de souplesse ; la peinture est plus lisse à la surface, avec des dessous plus énergiquement accusés. Le pinceau de François Clouet, son petit pinceau, celui qui est bien à lui et qui est vraiment grand, a prodigué à cette petite figure ses plus respectueuses caresses, sans lui rien ménager de la vérité. Les mains, que nous admirions dans le grand

portrait, sont ici bien plus admirables encore. Elles resteront, dans ce qu'elles ont de délicat et de raffiné, comme une des caractéristiques des œuvres de François Clouet. Il n'y a donc plus rien que d'exquis dans ce petit portrait. Tout y est harmonie, simplicité, clarté. C'est aussi précieux que le plus précieux des Flamands, et c'est avant tout quelque chose d'absolument français. Cette saveur française, on la sent aussi dans le grand portrait du Belvédère, mais elle n'y est qu'à l'état dilué. La même main a peint ces deux tableaux. Nous préférons le petit. Du temps de François Clouet, on attachait sans doute plus d'importance au grand, puisqu'on y a mis le nom du peintre à côté du nom de son roi. Notez que ce n'est pas FRANÇOIS CLOVET qui est au bas de ce tableau, mais IANNET, c'est-à-dire le surnom qu'avait adopté Jean Clouet, père de François, surnom sous lequel la postérité devait les confondre tous les deux. Voilà donc deux portraits authentiques, voilà des types de peinture auxquels on devra soumettre tous les portraits communément donnés à Janet. Les rares tableaux entièrement conformes à ces modèles pourront être attribués à François Clouet ; tout ce qui s'en écartera devra être dénoncé comme ne lui appartenant pas.

C'est en nous astreignant à cette règle que nous signalons, comme ayant été peint aussi par Janet, un autre portrait de Charles IX, que possède encore la maison d'Autriche. Ce portrait appartient au musée d'Ambras. Charles IX y est représenté à l'âge de onze ans. La date de 1561 se lit, en effet, au-dessus de la figure, à droite. C'est un simple buste, coupé à la hauteur des épaules, plus petit que nature, sans être, cependant, réduit à l'état de miniature. Le Charles IX du Belvédère et du Louvre se retrouve, avec neuf ans d'âge en moins, dans le Charles IX enfant de la galerie d'Ambras. La comparaison est d'autant plus facile à faire que, dans ces trois portraits, le visage se présente de la même manière, c'est-à-dire de trois quarts à gauche. Le front, que la toque découvre encore du côté droit, est élevé, ainsi que nous l'avons vu déjà. Les yeux, qui regardent également à droite et en sens inverse du mouvement de la tête, sont plus naturellement ouverts, paraissent plus grands, parce qu'ils ont plus de franchise. Le nez est court et un peu gros ; il restera tel plus tard, quoique avec un peu moins d'empâtement. La bouche est mince, mais les lèvres ne sont pas pincées ; elle est grave, mais sa gravité est plus apparente que réelle, et l'on sent qu'il faudrait peu de chose pour la dérider. Le menton est plus plein qu'il ne sera plus tard, et les joues aussi sont plus grasses. L'oreille est plus grande, et n'a pas encore la délicatesse de sa forme. L'ensemble de la physionomie annonce de la fermeté, mais sans rien d'excessif ni de trop tendu. On sent qu'une bonne bouffée d'air libre suffirait pour chasser cette gravité

de commande et pour rendre à cet enfant le charme de l'enfance. Cette tête, peinte avec une remarquable distinction, est certainement de la main même qui peindra en 1569 le portrait du Belvédère et le portrait du Louvre. La précision du dessin et la sincérité de l'expression sont d'irrécusables preuves. La coloration en est une aussi : elle a plus de suavité que dans le grand portrait du Belvédère et presque autant de finesse que dans le petit portrait du Louvre. François Clouet, dans ce cadre moyen, est en possession de tous ses avantages. Ce qu'on voit du costume est également traité de main de maître et suffirait pour établir l'authenticité du portrait.

Ces portraits, *peints au vif*, étaient généralement précédés de crayons où le *vif* était plus vivant encore. François Clouet, en présence de son modèle, dessinait un premier portrait à la pierre noire, et le colorait à l'aide d'un papier roulé, formant une sorte d'estompe qu'il frottait de rouge. Ce dessin, très étudié, très poussé, rendu jusque dans les moindres détails, servait ensuite à faire le tableau. Dans cette entrevue première, la nature, prise instantanément sur le fait, saisie dans le tête-à-tête, interrogée, fouillée, se livrait au peintre tout entière. Quand on ne connaît pas ces dessins, on ignore de Janet ce qu'il y eut peut-être en lui de plus rare. Nous n'avons pu trouver le dessin original des portraits de 1569. Il a dû exister cependant, car, parmi les portraits crayonnés du Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale de Paris, on en voit une copie très soignée, quoique un peu froide. Plus heureux pour le portrait de 1561, nous avons découvert dans la même collection le dessin original d'après lequel a été peint le tableau. C'est la vie même qui anime ce crayon légèrement colorié. Rien n'en vient obscurcir l'expression. La rapidité du procédé n'a pas permis à la pensée de se refroidir. Le visage a une sincérité d'accent qui ne permet pas de méprise. Les yeux ont quelque chose de plus câlin que dans le tableau, et la bouche aussi est plus près de sourire. Il y a là une fleur de sentiment tellement délicate, que Janet lui-même n'y pourra toucher sans la déflorer un peu. Assurément le parfum en est délicieux dans la peinture ; mais il y est moins concentré, moins pénétrant que dans le dessin. Les moindres détails du costume y sont également indiqués. Janet, seulement, relèvera légèrement, dans son tableau, le toquet sur le côté droit de la tête. D'autre part, il abaissera la collerette : elle monte jusqu'à la base du nez dans le dessin, elle s'arrêtera au niveau de la bouche dans le tableau. Ces légères modifications sont importantes à noter, parce qu'étant à l'avantage du tableau, elles démontrent que celui-ci a été précédé par le dessin. La date de 1561, que nous avons relevée dans la peinture, se trouve à la même place dans le crayon.

Voilà donc une œuvre de François Clouet que nous pouvons suivre dans toutes ses phases. Depuis le dessin familier jusqu'à la peinture, tout nous est connu de ce portrait.

Comment ces trois portraits de Charles IX sont-ils entrés dans la maison d'Autriche ? On n'a aucune donnée certaine à cet égard. Il est donc permis de faire des suppositions, et voici ce que j'imagine. On sait que, dès le xv<sup>e</sup> siècle, le portrait était d'usage comme moyen d'information dans les négociations de mariage. Il le fut davantage encore au xvi<sup>e</sup> siècle, et Catherine de Médicis ne manqua pas de l'employer pour l'établissement de ses enfans. Le portrait d'Élisabeth de France fut envoyé à don Carlos et celui de Marguerite de Valois à don Sébastien. La maison d'Autriche dut recevoir aussi celui du roi. Le mariage de Charles IX avec la fille de Maximilien II n'eut lieu qu'en 1570 ; mais, depuis bien des années déjà, Catherine de Médicis avait jeté son dévolu sur cette princesse et préparé par d'habiles manœuvres la réalisation de cette alliance. Souvent la politique mariait les rois dès leur berceau. Maximilien, n'étant encore que roi de Bohême, avait été choisi comme parrain de Charles IX et lui avait donné son nom avant de songer même à lui promettre sa fille. A l'âge de onze ans, Charles IX était bon à voir, et, les pourparlers se poursuivant entre les deux cours, il est probable que le portrait du jeune roi, peint par Janet en 1561, fut dès lors envoyé à Vienne. Retenez cette date de 1561, elle n'est pas indifférente. Né à Saint-Germain-en-Laye le 27 juin 1550, Charles-Maximilien, troisième fils d'Henri II et de Catherine de Médicis, a été duc d'Angoulême d'abord, puis duc d'Orléans. François II, son frère aîné, étant mort le 5 décembre 1560, il est devenu roi sous le nom de Charles IX, et a été sacré à Reims par le cardinal de Lorraine le 15 mai 1561, jour de l'Ascension. Voilà un événement qui fait époque, et à l'occasion duquel Catherine de Médicis sans doute aura envoyé à Maximilien II le portrait de son fils. Ce portrait, ayant ainsi passé dans la maison d'Autriche, se trouve encore comme chez lui dans les collections provenant du château d'Ambras (1). Quant aux portraits de 1569 représentant Charles IX dans sa vingtième année, ils auraient été apportés à Vienne, presque au moment de la conclusion du mariage. Le grand portrait, le portrait officiel, celui au bas duquel le roi fit inscrire, à côté de son nom, le nom du plus célèbre portraitiste français de l'époque, fut vraisemblablement destiné à l'empereur. Le petit portrait, semblable au grand, mais d'un usage plus intime et plus délicat,

(1) La collection d'Ambras (Ambraser Sammlung), avait été formée, à la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, par l'archiduc Ferdinand de Tyrol, dans le château d'Ambras ou d'Amras, près d'Innsbruck. Elle a été transférée à Vienne en 1806.

se pouvant porter avec soi, un portrait fait exprès pour le cœur, fut sans doute à l'usage personnel de la jeune princesse qui allait devenir reine de France. Le contrat qui engageait les deux cours ayant été signé le 14 janvier 1570, ces deux portraits auraient fait partie des présens apportés à Vienne à cette occasion dans les derniers jours de 1569 ou dans les premiers jours de 1570. Dès lors, la présence du grand portrait de Charles IX dans la galerie impériale est aussi simplement expliquée que celle des joyaux d'origine française dans le trésor de la maison d'Autriche, et le nom de Janet figure au même titre dans le catalogue des tableaux du Belvédère que celui de Benvenuto Cellini dans la notice des joyaux du Schatzkammer (1). Notez que les trois portraits de Charles IX (celui du Belvédère et celui du Louvre aussi bien que celui de la galerie d'Ambras) sont inscrits dans l'inventaire des tableaux du château d'Ambras dressé en 1719. L'archiduc Ferdinand, mort en 1595, l'amateur le plus illustre de la maison d'Autriche, ayant réuni dans son château du Tyrol les célèbres collections qui portent encore aujourd'hui le nom de ce château, il y a tout lieu de croire que, dès la fin du xvi<sup>e</sup> siècle, les trois portraits peints par Janet avaient pris place déjà dans ces collections. Ce qui est sûr, c'est qu'ils y restèrent jusqu'à l'époque de la translation à Vienne des richesses d'art réunies à Ambras. Le portrait de Charles IX à l'âge de onze ans fut alors attribué au musée qui devait garder et perpétuer le nom d'Ambras, tandis que les deux portraits du roi de France dans sa vingtième année entrèrent au Belvédère, d'où ils passèrent au Louvre en 1809. Le grand portrait seul revint à Vienne en 1815, nous l'avons vu, et le petit portrait demeura au Louvre. L'antique possession de ces peintures par la maison d'Autriche étant un fait acquis à l'histoire, nos suppositions ont pour elles toutes les apparences de la vérité. J'espère que bientôt viendra le jour où les archives impériales de Vienne transformeront en certitude ce que nous ne pouvons donner encore que comme probabilité.

Ces portraits, quelles qu'aient été leurs pérégrinations, nous livrent au vif une des figures les plus énigmatiques de l'histoire. Au point de vue de l'iconographie de Charles IX, ils sont les principaux témoins qu'il faille interroger. L'un montre un caractère en train de se former, les autres représentent un homme en possession déjà de sa physionomie définitive. A travers de telles images, cherchons quelque chose de l'âme, et, pour arriver plus sûrement jusqu'à elle, considérons aussi les âmes voisines de cette âme. Chemin faisant, nous retrouverons François Clouet.

(1) La fameuse salière de Benvenuto Cellini, que nous sommes loin, d'ailleurs, d'admirer comme une œuvre de haut goût, fit partie des cadeaux de nocces envoyés par Charles IX à Maximilien II. On la voit encore dans le trésor impérial de Vienne.

## III.

Deux choses font un homme, la race et l'éducation. Dans Charles IX, le sang des Valois s'était mêlé au sang des Médicis. Henri II et François I<sup>er</sup>, voilà les ascendans directs du côté paternel. Le sang français ici n'est pas suspect. Du côté maternel, c'est tout autre chose. Catherine de Médicis apporte dans la maison de France un sang vicié déjà depuis cent ans. La branche dont elle descendait avait eu pour chef au xiv<sup>e</sup> siècle Silvestre de Médicis, et portait en elle, dès le xv<sup>e</sup> siècle, une irrémédiable corruption. Pierre I<sup>er</sup> de Médicis, né en 1416 de Côme et de contessina Bardi, traîne jusqu'à l'âge de cinquante-six ans (1472) sa vie podagre et goutteuse. Laurent I<sup>er</sup> (le Magnifique), fils de Pierre et de Lucrece Tornabuoni, hérite de la pauvreté du sang paternel ; né en 1448, il meurt à quarante-quatre ans, en 1492. Pierre II, fils de Laurent et de Clarisse Orsini, périt d'une manière pitoyable à trente-trois ans en 1504. Laurent II enfin, fils de Pierre II et d'Alphonsine Orsini, aussi débile que ses ancêtres, épouse en 1513 Madeleine de La Tour d'Auvergne, n'en a qu'une fille, Catherine de Médicis, et s'éteint sans postérité mâle en 1519, à l'âge de vingt-sept ans, dernier rameau d'une branche depuis longtemps flétrie. Voilà les antécédens lamentables de celle qui devait donner naissance à trois de nos rois. Quand François I<sup>er</sup> décida ce mariage, il ne pensait pas élever Catherine de Médicis jusqu'au trône de France. Son fils aîné, François duc de Bretagne, vivait encore, et c'est à Henri, duc d'Orléans, qu'il donnait la fille de Laurent II. Mais, le 10 août 1536, le duc de Bretagne mourait. Dès lors Henri passait dauphin et Catherine devenait dauphine. Il était trop tard pour regretter un marché depuis trois ans conclu ; la chose était faite, il fallait bien la trouver parfaite. Elle était détestable, cependant, et plus détestable encore au point de vue de l'hérédité morale que de l'hérédité physique. Assurément, sous le rapport des mœurs, le patrimoine que François I<sup>er</sup> avait légué à Henri II et que celui-ci léguait à ses descendans laissait fort à désirer. Ses fils, en s'autorisant de leur père et de leur aïeul, pouvaient beaucoup oser. Cependant, les mœurs des premiers Valois, pour être dissolues, n'étaient pas honteuses, et si elles constituaient un point faible, elles n'avaient rien d'un point mort. L'honneur et la vaillance, d'ailleurs, reléguaient à l'arrière-plan les faiblesses coupables. D'où vint l'énervement de ces vertus royales ? Des Médicis, qui inoculèrent dans le sang de la France le virus dissolvant de l'Italie déchue. Par le mariage de Catherine de Médicis avec Henri II, la dynastie des Valois se trouva, moralement autant que physiquement, désignée

pour une fin misérable, et la France fut marquée du même coup pour les catastrophes suprêmes. Charles IX, de sa naissance à sa mort, appartient à sa mère. Il avait dix ans à la mort de François II. Catherine de Médicis pouvait encore le subjuguier et le plier en vue de sa propre puissance. Elle allait inaugurer en France la politique insidieuse et perfide qui avait été celle de ses pères. Elle voulut faire de son fils un Médicis, et n'y parvint pas tout à fait. Charles IX garda toujours en lui quelque chose de français, par la bravoure, par l'esprit, et par le cœur aussi... Avant de revenir à son portrait, regardons d'abord ceux de Henri II et de Catherine de Médicis, afin de savoir qui des deux, du père ou de la mère, avait laissé sur ce fils la plus forte empreinte.

Parmi les nombreux et précieux crayons du Cabinet des estampes, à la Bibliothèque nationale de Paris, se trouve un portrait d'Henri II en pleine jeunesse et en pleine beauté, alors sans doute qu'il n'était encore que dauphin. La tête, de trois quarts à gauche, est coiffée du toquet empanaché qui était de mode à la cour vers 1545. Les traits sont réguliers, élégans, pondérés dans toutes leurs parties, sans qu'aucun d'eux affecte la moindre prééminence sur les autres. Claude de France, qui avait hérité de la beauté d'Anne de Bretagne sa mère, a corrigé, dans le visage de son fils, les exagérations qui sont les caractéristiques du visage de François I<sup>er</sup>. L'ovale de la tête a de belles proportions ; il est pur de forme et suffisamment allongé, bien développé dans sa partie supérieure et suffisamment affiné vers le bas. Les yeux sont beaux, le regard en est doux et ferme à la fois ; le nez est droit sans être tombant, la bouche fine et spirituelle, le menton d'une saillie suffisante, la barbe soyeuse et bien plantée, l'oreille parfaitement dessinée et ornée d'un pendant en perle ; les joues sont légères et respirent la santé. En regardant ce portrait, on comprend l'amour de Diane de Poitiers pour le dauphin d'abord et pour le roi ensuite. — Un autre portrait d'Henri II, beaucoup plus important au point de vue de l'art, se voit au Musée du Louvre. C'est une peinture très précieusement faite et qui peut servir de pendant au petit portrait de Charles IX exécuté par François Clouet en 1569. Henri II est représenté à l'âge de trente-cinq à quarante ans, dans les dernières années de sa vie, par conséquent. Il est en pied, debout, la main gauche appuyée sur la hanche, au-dessus du pommeau de l'épée, la droite pendant le long du corps et tenant des gants. L'élégance et la légèreté de la jeunesse l'ont abandonné ; l'embonpoint a envahi son corps robuste ; les jambes, emprisonnées dans leurs chausses blanches et collantes, sont massives ; la tête, de trois quarts à droite et coiffée d'une toque noire à plumes blanches, est pesante et le cou est gros ; la moustache et

la barbe sont grisonnantes déjà et le poil en est devenu dur. Il y a quelque chose de lourd dans toute la figure. L'Eudymion est en train de se transformer en Hercule. Le corps puissant projette une ombre épaisse sur les dalles en marbre du palais. On retrouve, d'ailleurs, les mêmes traits et le même caractère de physionomie que nous signalions dans le dessin de la Bibliothèque nationale. Le regard, cependant, a moins de vivacité, moins de douceur; les yeux, très bien enchâssés dans leurs orbites, ont une contraction particulière qui leur donne quelque chose de presque dur; le nez aussi est d'un dessin moins délicat; et la bouche, sans être précisément maussade, n'a plus l'aimable franchise qui nous attirait tout à l'heure. La vigueur matérielle a pris décidément le pas sur la grâce et en a singulièrement effacé le charme. *L'Inventaire général des tableaux du Roy*, dressé par Bailly en 1709, attribue ce portrait à Janet. Au point de vue de l'exécution, il offre plus d'un point de ressemblance avec le portrait de Charles IX, à côté duquel il se trouve placé dans la galerie du Louvre. Cette ressemblance, cependant, est loin d'être une identité. Malgré les analogies qui existent entre ces deux peintures, il y a entre elles une telle différence de mérite, qu'on a peine à y reconnaître la même main. Nous n'en avons pas moins là, avec toutes les apparences de la vie, le Henri II presque de la dernière heure. — Nous allons au-delà même de cette dernière heure en regardant le marbre de Germain Pilon que possède aussi le Musée du Louvre (1). Cette tête, sculptée de main de maître et conçue comme pour une apothéose, a subi déjà les atteintes de la mort, et il se pourrait bien qu'elle ait été faite d'après la cire exécutée par François Clouet lui-même pour les funérailles du roi. On y retrouve le personnage si fidèlement représenté par la peinture, et même, quoique de bien loin, le jeune homme si délicatement rendu par le crayon; mais quelque soin que le sculpteur ait pris pour donner à la mort l'apparence de la vie, on sent les déformations finales que dix jours d'agonie ont imprimées à cette nature naguère si robuste et si vivante encore... Grâce à ces différens portraits, la figure d'Henri II nous devient familière.

Catherine de Médicis n'est pas moins bien connue. Ses portraits aux crayons de couleur se trouvaient dans tous les albums de la fin du xvi<sup>e</sup> siècle et sont répandus dans les principales collections de l'Europe. La Bibliothèque nationale, à elle seule, en possède cinq, qui suffiraient pour nous renseigner. Nous serions plus com-

(1) Ce buste ne fut exécuté qu'assez longtemps après la mort d'Henri II. (Voyez *Quelques Sculptures de la Collection du cardinal de Richelieu aujourd'hui au Musée du Louvre*, par M. Louis Courajod.)



plètement édifiés sans doute si nous avons le portrait peint par Corneille de Lyon. Ce portrait représentait la reine, ou plutôt la dauphine, dans tout l'éclat de sa jeunesse, et il devait être parlant. « Il me souvient, dit Brantôme, qu'elle (Catherine de Médicis) estant ung jour allée voir à Lyon un peintre, qui s'appelloit Corneille qui avoit peint en une grand'chambre tous les grands seigneurs, princes, cavalliers, et grandes reynes, princesses, dames, filles de la court de France, estant donc en ladicte chambre de ces peintures, nous y vismes cette reyne parestre peinte très-bien en sa beauté et en sa perfection, habillée à la francèze d'un chapperon avec ses grosses perles, et une robe à grandes manches de toile d'argent fourrées de loups cerviers ; le tout si bien représenté au vit avec son beau visage qu'il n'y falloit rien plus que la parole, aiant ses trois belles filles auprès d'elle. A quoy elle prist fort grand plaisir à telle veue, et toute la compagnie qui y estoit, s'amusant fort à la contempler et admirer et louer sa beauté par-dessus toutes : elle-même s'y ravist en la contemplation, si bien qu'elle n'en peust retirer ses yeux de dessus... » Ajoutons à cette description du tableau de Corneille le portrait fait par Brantôme lui-même : « Elle estoit de fort belle et riche taille, de grande majesté, toutefois fort douce quand il falloit, de belle apparence, bonne grâce, le visage beau et agréable, la gorge très belle et blanche et pleine, fort blanche aussi par le corps, et la charnure (carnation) belle, et son cuir net, ainsi que j'ay ouy dire à aucunes de ses dames, et ung embonpoint très riche, la jambe et la grève (cuisse) très belle, ainsi que j'ay ouy dire aussi à de ses dames, et qui prenoit grand plaisir à la bien chausser, et à en voir la chausse bien tirée et tendue ; du reste, la plus belle main qui fut jamais veue, si crois-je. » Le portrait de Corneille nous reporte aux modes en usage sous François I<sup>er</sup>. Il doit avoir été peint entre 1540 et 1545. Catherine de Médicis, née le 13 avril 1519, avait alors de vingt à vingt-cinq ans. Le chaperon qui, depuis l'édit de 1518, a d'année en année conquis plus de richesse, est en possession de ses torsades de perles, sans doute aussi de son diadème d'or et d'autres bijoux divers. Les larges manches de brocart d'argent doublées de loups cerviers portent aussi leur date. Et puis, le ravissement presque attendri de la reine à cette évocation du temps fleuri de la jeunesse témoigne de souvenirs lointains déjà lors de ce voyage à Lyon. Quant à la date du portrait fait par Brantôme, elle pourrait bien se rapprocher de la date même du susdit voyage à Lyon, et être par conséquent d'une vingtaine d'années postérieure au portrait de Corneille. C'est sous Charles IX que le chroniqueur gascon obtint sa charge de gentilhomme de la chambre, et ce fut à partir de cette époque seulement qu'il eut la reine mère chaque jour sous les yeux. Le

visage de Catherine était encore agréable ; mais l'embonpoint était venu, la taille était majestueuse et la poitrine opulente ; la jambe et la main étaient restées belles. Somme toute, le modèle devait avoir alors largement quarante-cinq ans. Ce ne sont là, d'ailleurs, que des preuves écrites, peu de chose en matière d'iconographie. Si elles méritent d'être rappelées, c'est parce qu'elles sont conformes au témoignage des dessinateurs. Les dessins de la Bibliothèque nationale en confirment l'exactitude. — Le portrait aux crayons de couleur qui nous reporte à la jeunesse de Catherine de Médicis n'offre malheureusement qu'une œuvre de seconde main. Il est néanmoins utile à consulter, vu l'accent desincérité qui en émane... C'est surtout dans la période qui s'étend de 1560 à 1580 que les peintres, les émailleurs et les dessinateurs ont multiplié les portraits de Catherine de Médicis. — Parmi les crayons du Cabinet des estampes, il en est un qui surtout nous attire, d'abord parce qu'il est l'œuvre d'un véritable artiste, ensuite, parce qu'il représente la reine mère vers l'âge où nous l'a montrée Brantôme. Elle est de trois quarts à gauche et en costume de veuve. La tête, en s'alourdisant, a pris de la puissance et de l'autorité. Le visage, sans être beau, est agréable encore « et de grande majesté. » La reine se montre avec cette apparence de douceur qu'elle savait prendre « quand il le falloit. » Soit que la nature l'ait permis, soit que l'art ait aidé la nature, ses cheveux sont restés, sous le voile de veuve, à peu près ce qu'ils étaient sous le chaperon du temps de François 1<sup>er</sup>, un peu plus rares peut-être, mais teintés du même blond doré et frisés sur les tempes du même petit fer. Son front a pris un beau développement ; il est le siège de pensées ou plutôt d'obsessions profondes. Ses yeux, qui ont une fixité particulière, semblent voir avec pénétration ce qu'ils regardent. Son nez ne s'est pas alourdi autant qu'on aurait pu croire. Son menton, au-dessous duquel se dessine un double menton, est très fuyant. Sa bouche s'est agrandie et a pris une fermeté qu'elle n'avait pas jadis ; les plis en sont mobiles et spirituels, susceptibles d'enjouement à l'occasion, capables à l'ordinaire de sévérité, souvent de duplicité. « Quand elle appelloit quelqu'un *mon amy*, c'estoit qu'elle l'estimoit sot ou qu'elle estoit en colère. » Brantôme, si parfait courtisan, se trahit ici et la peint d'un mot. Dans ce portrait, Catherine de Médicis, que n'ont pas atteinte les déformations de la vieillesse, est encore en possession des traits saillans de sa physionomie. Elle a de quarante-cinq à cinquante ans. Le temps a effacé le fin modelé, les atténuations délicates au moyen desquelles la jeunesse pare d'illusions ce qu'elle touche et ne laisse entrevoir que le mirage de la réalité. L'ébauche première de la nature a reparu avec ce qu'elle a de vrai, d'inexorable et de heurté, et alors tous les ca-

ractères de la race s'accusent avec évidence. Catherine est une Médicis. Devant son portrait, on ne peut se défendre de songer surtout à Léon X. La fille de Laurent II, qui avait quelque chose du caractère et de l'esprit de ses plus illustres ancêtres, tenait de son grand-oncle le goût du faste et de la magnificence. Elle lui ressemble en beau, le rappelle surtout par l'accentuation de la bouche, par les yeux un peu gros et à fleur de tête, par cette boursoufflure malsaine que Raphaël a si noblement rendue dans le portrait fameux de la galerie Pitti. Le portrait crayonné de la reine mère n'a rien, d'ailleurs, que ne confirme le portrait écrit de Brantôme. Il était bon de les rapprocher l'un de l'autre.

Maintenant que nous connaissons les portraits d'Henri II et de Catherine de Médicis, faisons un détour encore avant d'arriver à Charles IX. Regardons les portraits de ses frères et de ses sœurs, pour aller ensuite à lui plus sûrement.

François II, mort à dix-sept ans en 1560, n'est guère dans ses portraits qu'un adolescent dont les traits ne sont pas encore définitivement arrêtés. C'est même le plus souvent à l'état d'enfant qu'il se trouve représenté. — Le charmant petit portrait de la collection van Erborn, au musée d'Anvers, le montre vers l'âge de trois à quatre ans. On l'appelle encore *Monseigneur le duc*. Dans quelques mois, il sera dauphin de France. Il est représenté en buste, vêtu d'un justaucorps jaune à crevés blancs, que recouvre une petite jaquette dont les manches sont en velours rouge; une chemisette de mousseline blanche, brodée de noir, complète le costume. Un médaillon, sur lequel est tracée la lettre M, est suspendu au cou par un fil de soie noire. La petite tête, vue de trois quarts à droite, est coiffée d'un bonnet de linge blanc, recouvert d'une toque noire, bordée de plumes de cygne et ornée de dix aiguillettes d'argent qui accompagnent une *enseigne* en émail représentant saint François agenouillé devant le Christ. Quelques mèches de cheveux blonds s'échappent de cette coiffure. Le visage est charmant, si charmant même qu'on soupçonne le peintre d'avoir été peut-être plus courtisan que vrai. Quel homme donnera un jour cet enfant? On ne saurait dire, mais il est indéniable qu'on retrouve en lui quelque chose d'Henri II et qu'on n'y aperçoit rien de Catherine de Médicis. Au point de vue de l'art et surtout de l'art particulier qui nous occupe, ce portrait présente un sérieux intérêt, car on peut l'attribuer à François Clouet. On y retrouve, en effet, les qualités maîtresses qui ont été signalées dans les portraits de Charles IX, au Belvédère, à la galerie d'Ambras et au Louvre. C'est la même douceur et la même netteté d'impression, la même rigueur de dessin tempérée par les mêmes délicatesses de pinceau, la même peinture fluide et sans épaisseur sensible, le même modelé en pleine

lumière et le même relief obtenu par un procédé qui échappe à l'imitation, la même couleur harmonieuse dans les chairs et précieuse dans les moindres détails de l'ajustement, le même mode d'enchâssement pour les yeux, le même contour précis et fondu tout ensemble de la bouche et du nez, le même soin enfin donné aux mains. — Les crayons de la Bibliothèque nationale sont en parfait accord avec le portrait d'Anvers... L'un d'eux montre le petit duc de Bretagne tout à fait dans le premier âge (deux ou trois ans), coiffé, comme dans la peinture, d'un bonnet de linge et d'une petite toque... Un autre donne le même enfant déjà tout empanaché... Le plus intéressant présente le dauphin à l'âge de quatorze ans environ, vers l'époque de son mariage avec Marie Stuart. Le jeune homme commence à peine à se dégager de l'enfant, mais on peut juger déjà que c'est bien à l'image de son père que la nature a voulu le former. Son visage est régulier, sympathique et d'une beauté encore un peu molle. Ce n'est là que l'ébauche d'un homme. La physionomie est en train de se chercher. En voyant l'indécision et la timidité dans lesquelles elle flotte encore, on comprend ce que dut être le jeune roi entre les mains des Guise. — Un autre témoignage, qu'il est impossible de ne pas invoquer aussi, est l'aimable portrait peint sur émail par Léonard Limousin. Ce portrait nous ramène au Musée du Louvre : il est en buste et de trois quarts à gauche, avec un fond bleu posé sur une préparation blanche. La tête est coiffée d'une toque noire semée de perles et surmontée d'une plume blanche. Les cheveux sont châains et les yeux bleus ; le nez est plus lourd que dans le portrait dessiné de la Bibliothèque nationale. Ce précieux monument, qui faisait partie du trésor de Fontainebleau, confirme l'impression que nous ont laissée les précédens portraits. Comme ressemblance, Henri II peut revendiquer son fils aîné.

Élisabeth de France, reine d'Espagne, le second des enfans d'Henri II et de Catherine de Médicis, tient également de son père la rare beauté qui lui est propre. Elle lui devait aussi le charme du caractère et la séduction de l'esprit. Philippe II, « qui estoit d'amoureuse complexion, et aimoit fort à faire l'amour et aller au change, disoit souvent que, sur toutes les femmes du monde, il n'y avoit que la reyne sa femme, et n'en savoit aucune qui la valût. » A défaut du fameux portrait envoyé par Catherine de Médicis à don Carlos et que s'appropriâ le roi d'Espagne, les seuls crayons de la Bibliothèque nationale suffisent pour répondre en faveur d'Élisabeth. Sans nous arrêter devant les dessins qui la représentent encore enfant, regardons-la en possession déjà de sa beauté. La régularité, la délicatesse de ses traits, leur pondération gracieuse, son regard loyal et confiant, ne nous reportent-ils pas vers Henri II alors qu'il était

encore dauphin?.. Là, d'ailleurs, s'arrête la ressemblance physique qui rattache à leur père ces derniers Valois. François II et Élisabeth de France sont les seuls qui soient à l'image d'Henri II. Sur les autres, c'est Catherine de Médicis qui a mis son empreinte.

Claude, qui fut duchesse de Lorraine, ne laisse aucun doute à cet égard. Elle est tout entière du côté de sa mère, et cette ressemblance s'accuse dès l'enfance. Témoin le beau portrait aux crayons de couleur que possède M. le duc d'Aumale. Est-ce là une œuvre de François Clouet? Il y a tout lieu de le croire, tant le caractère en est conforme à ce qu'on connaît des dessins de ce maître. On ne peut rien voir de plus délicat et de plus ferme à la fois. Le sentiment de la bouche et des yeux est exquis. Cette enfant, sans être belle, est charmante d'intelligence et de sérénité. Catherine de Médicis se retrouve dans la seconde de ses filles, et elle a droit d'en être fière. — Dans le portrait dessiné de la Bibliothèque nationale, la jeune femme commence à paraître, et elle ne dément aucune des promesses de l'enfant. Est-ce bien là une femme déjà, et n'est-ce pas plutôt encore une enfant? On ne saurait préciser. Claude de Valois n'avait qu'onze ans quand elle fut mariée à François II de Lorraine, et c'est vers cette époque qu'elle est représentée sur ce portrait. Sa situation l'élève au rang de femme, son âge la maintient à l'état d'enfant. Elle est coiffée de l'escofion enrichi de perles et de pierreries, tel qu'on le portait, en 1558, à la cour d'Henri II. Ses traits sont aimables, mais n'ont rien de la régularité de ceux de François II et de la reine d'Espagne : les yeux sont loin d'avoir la même beauté, le nez n'a pas non plus la même finesse, la bouche est d'un dessin plus heurté et le menton est tout à fait fuyant. On reconnaît la fille de Catherine de Médicis beaucoup plus que celle d'Henri II. L'expression cependant apporte une atténuation notable à cette ressemblance, en modifie l'accent et donne à cette physionomie quelque chose de particulièrement français.

La figure d'Henri III (d'abord duc d'Anjou), le plus Médicis de tous les Valois, est plus complexe et plus difficile à saisir. Les portraits de ce prince sont partout, ses portraits dessinés surtout; la Bibliothèque nationale en possède à elle seule jusqu'à six. Le connaissons-nous mieux pour cela? Je ne le crois pas. Ce qu'on peut dire avec une quasi-certitude, c'est que sa mère l'aimait plus que ses autres enfans, parce qu'il était, de tous, celui qui, moralement surtout, lui ressemblait davantage. Nature ondoyante et diverse, indolente et raffinée, paresseuse et débile, vicieuse et molle, caressante et féline, cruelle et irrésolue, mobile et impénétrable, portant en elle la duplicité italienne recouverte du masque de la séduction française, incapable d'énergie pour le bien, capable de résolution seulement pour le mal, aimant les lettres et très doué pour les arts, somme

toute, beaucoup plus Médicis que Valois. Nul ne savait comme lui parler et plaire aux femmes. « Pas un de ses portraits n'est ressemblant, écrit un de ses contemporains. Janet lui-même n'a pu rendre l'expression de sa physionomie. Ses yeux, le pli gracieux de sa bouche, ne peuvent se traduire, ni par le pinceau ni par la plume. » Les portraitistes, en effet, impuissans à rendre cette mobilité étrange et subtile de l'expression, n'ont laissé de cette âme scélérate que ce qu'il y avait en elle extérieurement de moins bien.

Il en est autrement pour le portrait de Marguerite de Valois. Rien de mystérieux dans cette princesse; tout au contraire, un air d'enjouement et de franchise, et comme un besoin de se répandre au dehors. Catherine de Médicis, cependant, ne peut renier sa troisième fille. Ce sont bien ses propres traits qu'elle a donnés à cette enfant; mais l'influence paternelle, sans en changer la forme, en a modifié l'expression. Les portraits d'Henri III viennent presque de nous présenter un Italien de la décadence; ceux de Marguerite montrent une pure Française du temps des Valois. Ce que nous souhaiterions trouver avant tout, ce serait le portrait que Nicot, notre ambassadeur à Lisbonne, remit à don Sébastien quand il fut question d'une alliance avec le Portugal. Marguerite nous apparaîtrait alors dans l'épanouissement de sa dix-huitième année, à l'heure où son cœur, s'ouvrant pour la première fois à l'amour, était plein de l'image d'Henri de Guise. Qu'est devenu ce portrait? On l'ignore, et nous n'en connaissons pas qui soit l'équivalent de celui-là. La jeune femme, heureusement, se livre à nous au Cabinet des estampes dans deux dessins que François Clouet ne désavouerait pas. — L'un de ces dessins représente Marguerite vers l'âge de vingt ans. Ses cheveux sont frisottés et relevés sur les tempes à la mode du temps. Son visage, de trois quarts à gauche, rappelle celui de sa mère: ses yeux sont de même forme que ceux de Catherine de Médicis, mais ils ont plus de douceur, de malice et d'ingénuité, plus de chaleur et de bonté surtout; son nez est un peu fort; sa bouche est railleuse et spirituelle; son menton tend à se dérober. — L'autre crayon, non moins remarquable que le précédent, nous porte quelques années au-delà. La reine de Navarre, habillée d'un haut corsage bouillonné, est en buste et de trois quarts à gauche, toujours coiffée de légers frisons blonds relevés sur les tempes, avec des pierres précieuses répandues à profusion dans les cheveux. Là encore on retrouve les mêmes traits, avec un peu moins de jeunesse déjà, surtout avec moins d'enjouement et même avec quelque chose de grave qui confine à la tristesse. Marguerite peut avoir de vingt-trois à vingt-cinq ans, « Vous êtes née, ma fille, en un misérable temps, » lui disait Catherine de Médicis. Temps affreux, en effet, où la galanterie se faisait complice du crime. Élevée dans ce foyer de

corruption, la pauvre princesse commençait le dur apprentissage de la vie, et il semble que, dans ce portrait, elle ait comme un pressentiment de l'existence errante et des aventures douteuses qui l'attendent. Mariée avec répugnance à un époux qui ne l'aimait pas, délaissée par sa mère, abandonnée par Charles IX et détestée par Henri III, trahie surtout par ses propres faiblesses, Marguerite de Navarre ne trouva de refuge que dans son esprit, surtout dans sa bonté. Elle donna souvent son cœur, mais ne le vendit jamais, et l'amour y tint trop de place pour que la haine y pût entrer. L'histoire lui pardonne beaucoup, parce qu'elle a beaucoup pardonné. Ses admirateurs lui attribuent une beauté rare ; ses portraits leur donnent tort. Ses traits n'ont pas assez de régularité pour être beaux, mais ils ont le charme et la vivacité. Elle avait les yeux un peu gros, les joues pleines et arrondies des Médicis ; la lèvre supérieure était fine, la lèvre inférieure un peu forte et pendante. Tout cela constituait une beauté sensuelle, « la beauté faite pour nous damner, » dira plus tard don Juan d'Autriche en la voyant au Louvre... En regardant sa fille, Catherine de Médicis s'y peut certainement reconnaître ; mais, en considérant le caractère de cette enfant, elle a bien des motifs aussi de la renier.

Au point de vue de la ressemblance, Catherine de Médicis a le droit de réclamer également son dernier fils, François, duc d'Alençon. Cependant, l'analogie des traits est moins frappante. Les portraits de ce jeune homme ont une crânerie qui leur est personnelle. Les yeux sont assez profondément enchâssés dans leur orbite ; le regard semble avoir de la droiture et de la décision ; le nez est particulièrement lourd, et le menton n'est pas très fuyant. Parmi les cinq portraits dessinés que possède notre grand dépôt national, nous en recommandons trois surtout. — Le premier, sur lequel on lit : *Mon. d'Alençon, frère du roy, estant petit*, n'est encore que le portrait d'un enfant. — Le second est le portrait d'un jeune homme. La tête, exécutée aux crayons de couleurs, est de trois quarts à droite ; les cheveux, coupés en brosse, dégagent le front ; la lèvre supérieure est ombragée d'une fine moustache, et la barbe naissante commence à encadrer les joues. Ce dessin est fort beau. — Le troisième également. Il montre le duc d'Alençon, quelques années plus tard, coiffé d'un toquet, et habillé d'un pourpoint brodé sur lequel pend une chaîne de cou garnie de perles et de pierres précieuses. L'ensemble du visage n'a rien de déplaisant, au contraire. La physionomie a quelque chose d'ouvert, qui fait croire à un cœur brave. Ce n'est là qu'un mirage. Ambitieux sans caractère et conspirateur sans énergie, trahissant ses amis après avoir trahi son frère, se portant avec indécision vers les protestans et revenant avec mollesse aux catholiques, capable de toutes les

convoitises et incapable de les satisfaire, il aurait ajouté, comme roi, une triste page de plus à notre histoire, s'il n'était mort à l'âge de trente ans, en 1584, cinq ans avant Henri III.

Dans cette énumération iconographique des derniers Valois, il aurait fallu placer Charles IX entre Claude de France et le duc d'Anjou. Nous l'avons fait sortir du rang, afin de le regarder avec une particulière attention.

De tous les enfans d'Henri II et de Catherine de Médicis, Charles-Maximilien est celui qui, physiquement, ressemble le plus à sa mère. Par l'esprit et par le caractère, cependant, la nature n'avait pas fait de lui un Médicis. Il le devint par le pli que lui donna l'éducation... Dès son premier âge, les dessinateurs le crayonnent à l'envi, mais se contentent d'accoler le nom de *Charles, duc d'Orléans*, à des images enfantines sans caractère ni physionomie. Il faut aller jusqu'en 1561 et revenir au portrait du musée d'Ambras pour trouver une œuvre d'art de premier ordre en même temps qu'un document iconographique d'une réelle valeur. Charles IX, nous l'avons dit, a onze ans dans cette peinture, et l'on retrouve en lui déjà les traits saillans de sa mère. A voir cet enfant, avec ses yeux presque à fleur de tête, son nez un peu lourd, son menton fuyant et ses lèvres pincées, ne reconnaît-on pas comme un portrait vivant de Catherine de Médicis?.. C'est le moment où « ce gentil jeune roy Charles vint à la couronne. » Les astrologues, « et sur tous Nostradamus, » lui prédisent les plus brillantes destinées, et les poètes publient le *Traicté des neuf Charles*. Pour les courtisans, le début d'un règne est invariablement semblable au commencement d'un beau jour. Que d'orages, cependant, accumulés ici sur cette aurore, et combien les augures étaient en train de mentir! Le jeune roi, dans ce portrait, ne paraît-il pas avoir déjà conscience de ces mensonges? Il vient d'être sacré à Reims (15 mai 1561), et, malgré l'enivrement de cette quasi-déification, ne dirait-on pas qu'il ne peut, sans arrière-pensée, s'abandonner à l'espérance? Tout est sombre autour de lui. Il a pour guide un homme très capable de le grandir et de le fortifier; mais sa mère est là, attentive et toujours présente, qui déjà l'énerve et l'amoindrit sans cesse. Philibert de Marilly, seigneur de Cipierre, à qui Henri II avait confié l'éducation de son troisième fils, « étoit, dit de Thou, un homme de bien et un grand capitaine, » très propre à développer chez un enfant la bonne semence et s'y appliquant tout entier. Le terrain, d'ailleurs, était propice. Les dons heureux ne manquaient pas à Charles IX : il avait l'esprit pénétrant, la répartie vive, le cœur décidé, l'âme haute, et quelque chose de bien français était en train de s'éveiller en lui; mais, aussitôt, la destinée cruelle intervient pour arrêter l'essor de ce premier élan, pour en refroidir la cha-



leur et en comprimer la grâce. Ne sent-on pas quelque chose de ces influences contraires dans le portrait d'Ambras?

Un très intéressant crayon de la Bibliothèque nationale montre ensuite Charles IX vers l'âge de treize ans, c'est-à-dire vers 1563. « Il estoit si courageux, bouillant et hardy, que si la royne sa mère, qu'il craignoit et honoroit fort, ne l'eust arrêté en ses plus jeunes ans, il vouloit luy-même estre en personne en ses armées et luy seul en estre le général. » Le dessin du cabinet des estampes justifie la parole de Brantôme. Ce qu'il y avait de sage et de contenu dans le portrait de 1561 fait place ici à quelque chose d'impétueux, presque de révolté. L'œil est méfiant et comme irrité, la bouche hautaine et menaçante. On dirait que toutes les violences, jusque-là refoulées, sont prêtes à se déchaîner. Il faut faire sans doute la part de ce qu'il y a d'improvisé dans un simple crayon. L'artiste, beaucoup moins délicat que Janet, a pris la nature sur le fait, en un de ces momens où elle lâche la bride à l'instinct. L'accent de vérité de ce portrait est saisissant... L'apprentissage de la vie allait être de plus en plus dur pour Charles IX. Les guerres de religion, qui se succédaient presque sans trêve, étaient en train de démembler le royaume, et le roi devenait l'enjeu que se disputaient les partis. Le 27 septembre 1567, les huguenots veulent l'enlever comme il revenait de Meaux à Paris, et ce n'est que le 29 au soir et à travers mille dangers qu'il parvient à se jeter dans sa capitale. On bravait son autorité, on s'attaquait à sa personne; l'injure était sanglante et lui parut mortelle. Jamais il ne pardonna. La soif de vengeance le dévora dès lors tout entier... Il allait entrer dans sa vingtième année et brûlait du désir de prendre lui-même le commandement de ses troupes. Après la mort du connétable (10 novembre 1567), il avait gardé l'épée de France, jugeant « qu'il estoit assez fort et puissant pour la porter et n'avoit en cela besoing de l'ayde d'autrui. » Catherine de Médicis ne permit pas qu'il en fût ainsi. Elle voulut que le duc d'Anjou devînt le lieutenant-général de son frère, « ce dont celui-ci fut fort despité. » Le roi, vainqueur de Condé à Jarnac (13 mars 1569) et de Coligni à Montcontour (3 octobre 1569), eût été dès lors vraiment roi; mais que fût devenue l'autorité de la reine mère? Devant la volonté de Catherine de Médicis, Charles IX avait à ce point abandonné la sienne, qu'il n'eut pas la force de se révolter. C'est au milieu du trouble apporté par la haine dans cette âme royale que se préparait le mariage avec Élisabeth d'Autriche et que François Clouet peignait, en vue de ce mariage, le grand portrait du Belvédère et le petit portrait du Louvre. Nous avons dit, au point de vue de l'art, l'intérêt considérable qui s'attache à ces peintures. Nous avons à les regarder encore au point de vue de l'histoire.

Voici d'abord le grand portrait, un portrait d'apparat, où le peintre s'est appliqué à représenter le roi dans tout son éclat et avec tous ses avantages, à bien mettre en lumière tout ce qui pouvait le grandir et le faire aimer. Or, on peut vanter la sveltesse, l'élégance, la belle tournure et le grand air du personnage ; mais il y a en lui quelque chose de froid et de gêné qui vous met mal à l'aise et vous tient en défiance. Le regard, de côté, n'est pas rassurant, et la bouche n'exprime rien de bon. Tout ce qu'on voudrait voir paraître en dehors, à cette heure fortunée de la vingtième année, est comme comprimé en dedans. La jeunesse semble éteinte en ce jeune homme, et ses impatiences sont comme refoulées. Il est dans l'âge des entraînemens irrésolus, et son visage n'exprime que calcul et contrainte. La vie n'ayant guère eu pour lui de sourire, il ne sourit pas non plus à la vie. On est saisi, devant lui, par le sentiment d'un mal moral résultant de la croissance subitement arrêtée des facultés expansives, et par quelque chose aussi de la tristesse malade des vieilles races près de s'éteindre.

La réplique, en tout petit, de ce grand portrait, est plus saisissante et plus instructive encore. Le personnage s'y livre avec plus d'intimité, je dirais avec plus d'abandon, si pareil mot pouvait s'adapter à semblable figure. Dans ce petit tableau, Charles IX est plus lui-même, son âme semble plus à nu. Les yeux, sans plus de franchise, affectent une certaine douceur ; la bouche, moins pincée, s'efforce d'être naturelle, veut être rassurante et n'y peut parvenir. Cette physionomie, quelque bonne volonté qu'elle y mette, n'a toujours rien d'ouvert ; elle ne peut s'épanouir, et tout est contrainte en elle. On est là comme en présence d'une énigme, qui vous tient à distance par tout ce qu'il y a d'impenétrable en elle. Voilà cependant l'image destinée à la fiancée. En attendant le jour où l'époux se montrera lui-même, voilà le portrait qu'elle devra garder dans son cœur. Par bonheur, elle n'y vit rien de ce que nous voyons aujourd'hui. Nous le regardons à travers le prisme de l'histoire, éclairé ou plutôt assombri par les événemens que nous connaissons ; elle, au contraire, le regarda simplement, naïvement, sans arrière-pensée, sans pressentiment. Et puis les hommes n'étaient pas beaux dans la maison d'Autriche, surtout dans la famille de Charles-Quint, et Charles IX, comparé à la plupart des princes qui entouraient la future reine de France, dut paraître à son avantage. Il ne manquait d'ailleurs, son portrait en fait foi, ni de finesse ni de pénétration. La culture de son esprit avait été soignée. Il aimait les lettres. Amyot, son précepteur, lui avait donné le goût du beau langage et des belles harangues. Ronsard, Dorat, Baïf, étaient ses poètes favoris, et il se plaisait à les récompenser, mais sans les combler jamais, disant

« que les poètes ressembloient les chevaux, qu'il falloit nourrir et non pas trop saouler ny engraisser, car amprès ils ne valent rien plus. » Il se plaisait lui-même à rimer ; mais « il fut mieux disant et escrivant en prose qu'en rythme, et surtout fort éloquent ; et parloit bravement, hardiment, autant et plus à la soldatesque qu'à la royauté. » Quant aux qualités du cœur, dont nous cherchons en vain la trace dans la peinture de Janet, peut-être le cœur de la fiancée, mieux avisé que le nôtre, pouvait-il les y découvrir. Charles IX n'était pas méchant par nature, il l'est devenu par situation ; il a contracté la méchanceté comme une contagion, parce qu'il a vécu dans un milieu moral tout à fait infesté. Il était d'une grande bravoure, avait le mépris de la vie et l'amour de la gloire. On l'a empêché de se battre ; alors il a mis tout son courage dans la dissimulation. Il rêvait quelque chose de grand, on l'a condamné à quelque chose d'horrible. La vengeance absorbe désormais toute cette âme, devient une ligne politique inexorablement arrêtée, prend l'apparence du devoir, presque de l'héroïsme, fait partie intégrante d'une religion. Comment les idées s'étaient-elles à ce point faussées dans ce pauvre cerveau ? Par les mauvais conseils. En 1569, Cipierre était mort depuis quatre ans déjà, et avec lui s'était comme envolée l'âme de la vieille France veillant auprès du roi. Albert de Gondi, que Catherine de Médicis avait choisi pour le remplacer, avait été dès lors l'âme damnée de Charles IX. « Il le pervertit de tout, dit Brantôme, et lui fit oublier et laisser la bonne nourriture que lui avoit donnée le brave Cipierre... On tenoit le Perron (Gondi) le plus grand renieur de Dieu de sang-froid qu'on peust voir. » Dès cette époque, Charles IX se mit à jurer à tous propos. Gondi l'instruisit surtout dans l'art de feindre et lui enseigna la vengeance. Les deux portraits de François Clouet, au Belvédère et au Louvre, sont bien l'image de ce roi tel que l'avaient fait de pareilles influences. Sous cette surface d'apparence tranquille grondent de sombres colères.

La vengeance ! voilà le grand mot, la raison suprême de la politique sous ces derniers Valois. Non pas la vengeance à ciel ouvert, qui demandait jadis œil pour œil et dent pour dent ; mais la vengeance italienne, cauteleuse, sournoise, hypocrite, qui caressait pour mieux assassiner. L'Italie, en pleine décadence, se vengeait de ce que nous avons fait d'elle, alors qu'elle éclairait le monde du feu de ses chefs-d'œuvre. Nous l'avions dévastée ; elle était en train de nous déshonorer. Elle nous imposait ses mœurs, comme elle venait de nous imposer ses peintres. Brantôme, à qui nous recourons sans cesse parce qu'il a vécu de la vie et des passions du xvi<sup>e</sup> siècle, Brantôme montre l'idée de vengeance planant sur tout ce règne, de manière à en expliquer, j'allais dire à en légitimer.

mer le grand crime. Quand il écrit la vie de Charles IX, il commence par rappeler les vengeances célèbres qui avaient alors sur les cœurs l'influence de l'émulation. Il montre cette idée de vengeance prenant possession de l'homme dès l'enfance, pour le conduire et le diriger ensuite durant sa vie. Charles IX en était obsédé depuis l'affaire de Meaux, et il attendit son heure durant cinq ans. Elle arriva le 24 août 1572. La Saint-Barthélemy fut l'expiation du guet-apens commis contre la personne du roi le 27 septembre 1567. Dès que le premier sang eut coulé dans cette abominable nuit, Charles IX vit rouge, devint fou, fut atroce. Le massacre terminé, il revendiqua pour lui la responsabilité tout entière ; mais il garda dans l'âme une blessure dont il ne devait pas guérir. Les moyens de justification, cependant, ne lui manquaient pas. Chaque fois que les réformés avaient trouvé moyen de tuer les papistes, ils ne s'en étaient pas fait faute, et si l'occasion de les massacrer en masse s'était présentée, ils n'auraient pas manqué de la saisir. Les papistes pensèrent qu'ils allaient porter un coup mortel à la réforme et crurent faire œuvre pie en versant à flots le sang des hérétiques. La papauté elle-même acclama ce massacre comme une action d'éclat. Grégoire XIII en reçut la nouvelle avec joie. La Saint-Barthélemy fut glorifiée au Vatican à l'égal d'une victoire sur les Turcs. Deux fresques lui furent consacrées dans la *Sala Regia*, à côté de la fresque qui célèbre la bataille de Lépante ; elles frappent encore nos regards, chaque fois que nous entrons dans la chapelle Sixtine. Les inscriptions latines qui les accompagnaient ont été effacées ; mais les peintures restent, et suffisent comme témoins des félicitations qui partirent alors de Rome pour Paris. Faut-il s'en étonner ? Nullement. Il faut simplement comprendre. Et puis, descendons en nous-mêmes, et, quand nous faisons de la Saint-Barthélemy la date maudite de la France, demandons-nous si nous avons le droit de jeter au passé la première pierre ? La Saint-Barthélemy est un crime, assurément. Le crime a beau avoir reçu l'absolution « des mains d'où le pardon descend, » l'éternelle religion le condamnera toujours. Mais le crime est-il moins odieux quand, au lieu des intérêts religieux, ce sont les intérêts matériels qui sont en jeu, et le siècle qui, au nom de la libre pensée, a débuté par la Terreur pour aboutir à la Commune, en passant par je ne sais combien de révolutions et de contre-révolutions, n'est-il pas tenu de parler avec prudence... même de la Saint-Barthélemy ? Il y a, dans les profondeurs de l'homme, une férocité maudite qui, jusqu'à la consommation des siècles, fournira d'inépuisables ressources à toutes les haines ; mais il y a aussi, dans les hauteurs de l'âme, une provision divine de justice et d'amour, qui nous remplit à la fois d'indignation et de pitié devant les grands forfaits. Nous tous, qui avons tant besoin de par-

don, détestons la Saint-Barthélemy comme un crime exécrable ; mais n'enlevons pas à ceux qui ont commis ce crime leur recours en grâce devant l'histoire.

Charles IX porta les stigmates de ces sanglantes journées. Depuis lors, dit Brantôme, disparut « ce roy doux, benin et gracieux qu'on avoit veu ci-devant. » Bien que la douceur, la bénignité et la grâce ne soient pas les qualités saillantes des portraits de Charles IX exécutés avant la Saint-Barthélemy, il est certain qu'après cet événement le visage du roi se revêtit d'une sévérité qu'on ne lui avait pas vue jusque-là. Charles IX, dans les deux dernières années de sa vie, est tout différent de ce qu'il était dans les peintures de Janet. Un grand changement se fit en lui. « N'ay-je pas bien joué mon jeu ? » dit-il après la Saint-Barthélemy. « N'ay-je pas bien sceu dissimuler ? N'ay-je pas bien appris la leçon et le latin de mon ayeul le roy Louis XI<sup>e</sup> ? » Ce masque de dissimulation qu'il se vantait d'avoir si bien porté, il le rejeta loin de lui, sa vengeance accomplie. C'est ce que montrent, au Cabinet des estampes, deux intéressans portraits aux crayons de couleurs exécutés dans les dernières années de la vie du roi, entre la fin de 1572 et le commencement de 1574. Charles IX a de vingt-deux à vingt-trois ans. Sans avoir pris de l'embonpoint, il a moins de délicatesse que par le passé. Sa barbe est plus fournie, plus dure. Sa tête, coiffée d'une haute toque empanachée et garnie de pierreries, est sombre d'expression, avec quelque chose de résolu que nous n'avions pas vu jusqu'ici. Ses yeux, fatigués et battus, sont menaçans, mais avec franchise. Sa bouche n'a plus rien de forcé dans son expression chagrine. Le sentiment qui domine en lui est le mépris, presque le dégoût de la vie, dont il n'avait d'ailleurs, on le sait, jamais fait grand cas (1). Une irritation malade se trahit dans tous ses traits. On y voit comme le reflet d'une flamme qui brûle avec trop d'intensité pour durer longtemps encore. La mort seule, en effet, rendra le calme à cette physionomie... Elle ne tarda pas à venir. Charles IX se mourait depuis la Saint-Barthélemy. Il rendit l'âme à l'âge de vingt-quatre ans, au château de Vincennes, à trois heures de l'après-midi, le 30 mai 1574, jour de la Pentecôte, au moment où il rêvait de se mettre à la tête de son armée pour reconquérir son royaume. Il mourut en brave, regardant la mort en face et l'accueillant comme une délivrance. Dans ce « maistre jour, » dans ce « jour juge de tous les autres (2), » Charles IX fut véritablement un homme. Il ne songea pas à lui et ne pensa qu'à la France, ren-

(1) Très jeune encore, alors que, pour le ménager, on l'empêchait d'aller se battre, il disait que sa vie « n'estoit point de si grand' conséquence qu'elle deust estre si précieusement gardée dans un coffre comme les bagues de la couronne. »

(2) Montaigne, *Essais*, liv. 1<sup>er</sup>, chap. xix.

dant grâces à Dieu de mourir jeune et sans enfant mâle, qui aurait nécessité une nouvelle régence, « car la France, qui estoit tout ruynée par guerres civiles, avoit besoin d'un homme (1). » Elle devait hélas ! attendre quinze ans encore avant de le trouver... En présence de cette mort, on crut au poison. L'autopsie démontra que c'était à tort. Le crime était tellement dans les mœurs, que l'idée n'en persista pas moins. Brantôme est même très explicite à ce sujet : « C'étoit de la poudre de corne d'un lièvre marin, qui faict languir longtems la personne, et puis après peu s'en va et s'estainct comm' une chandelle. » Ambroise Paré déclara que le roi mourait « pour avoir trop sonné de la trompe à la chasse du cerf. » Il fallait bien dire quelque chose. Charles IX avait été grand chasseur, mais il ne mourut pas de la chasse. La lame avait usé le fourreau. Le corps était épuisé depuis longtems ; l'âme n'y pouvait tenir, elle s'envola.

#### IV.

Le Musée du Louvre possède un portrait d'Élisabeth d'Autriche, peint de la même main que le grand portrait de Charles IX au Belvédère et que le précieux petit portrait du même roi dans notre galerie nationale, et plus admirable encore que ces portraits. A côté de l'homme dont le nom est attaché à l'un des drames sanglans de l'histoire, on peut donc regarder la femme qui fit croire à la vertu dans un milieu d'où avaient disparu la crainte de Dieu et le respect des hommes.

Élisabeth d'Autriche, accordée à Charles IX par contrat du 14 janvier 1570 et mariée à Spire par procuration le 22 octobre suivant, vit le roi pour la première fois à Mézières le 26 novembre, fut couronnée à Reims par le cardinal de Lorraine le 26 mars 1571, et fit son entrée solennelle à Paris le 29 du même mois. C'était une reine de seize ans. Elle était née en 1554, de l'empereur Maximilien II et de Marie d'Autriche, fille de Charles-Quint. Catherine de Médicis, nous l'avons vu, s'était dès longtems entendue sur ce mariage avec Maximilien, qu'elle avait choisi pour parrain de son fils, et il est probable, nous l'avons dit aussi, qu'en vue de cette future alliance, elle avait envoyé à Vienne le portrait de Charles IX peint par Janet en 1561. Le roi avait alors onze ans et la future reine en avait sept. Élisabeth d'Autriche ayant toujours eu sous les yeux l'image de Charles IX, son esprit et son cœur, dès leur éveil, en avaient reçu l'impression et s'étaient développés sous l'influence

(1) Charles IX n'avait eu d'Élisabeth d'Autriche qu'une fille, Marie-Élisabeth de France, née le 27 octobre 1572. Cette enfant mourut le 2 avril 1578.

de ce premier mirage. Une éducation forte et austère avait préparé cette princesse à ses devoirs de reine. Maximilien, retenu pour des raisons politiques dans l'orbite de l'orthodoxie romaine, mais très porté par tempérament vers le protestantisme, avait fait de sa fille une femme religieuse au sens le plus élevé. En se séparant d'elle, il lui avait dit, avec le pressentiment de l'avenir : « Ma fille, vous allez reine en un royaume le plus beau, le plus puissant et le plus grand qui soit au monde, et d'autant vous tiens-je très heureuse ; mais plus heureuse seriez-vous si vous le trouviez entier en son estat, et aussi fleurissant qu'il a esté autrefois ; mais vous le trouverez fort dissipé, desmembré, divisé et fany (disloqué), d'autant que si le roy vostre mary en tient une bonne part, les princes et seigneurs de la religion en détiennent de leur costé l'autre part. — Et ainsi qu'il lui dist, ainsi le trouva-elle. » Dans ce pauvre royaume où elle arriva pour les catastrophes suprêmes, la jeune Elisabeth d'Autriche, à force de bonté, sut gagner tous les cœurs, le cœur du roi le premier... Le portrait de François Clouet rend palpable, pour ainsi dire, ce qu'il y avait de rare dans cette princesse, « laquelle nous pouvons dire partout avoir esté l'une des meilleures, des plus douces, des plus sages et des plus vertueuses reynes qui régnast depuis le règne de tous les roys et reynes qui ayent jamais régné. »

Le portrait d'Élisabeth d'Autriche est en buste, de trois quarts à gauche, très richement paré, les deux mains ramenées l'une sur l'autre, et moins grand que nature. A cette taille moyenne, nous l'avons vu déjà pour le portrait de Charles IX au musée d'Ambras, le pinceau de Janet garde toutes ses délicatesses et n'a pas le temps de se refroidir ; il est rigoureux sans sécheresse, suave sans mièvrerie, minutieux sans puérité. La tête est très attachante par sa physionomie, plutôt charmante que belle, exempte de recherche et de coquetterie, extrêmement jeune, avec un accent de bonté naturelle qui inspire la confiance et commande le respect. Les cheveux blonds sont crépés et relevés au-dessus des tempes en deux petits ailerons qui finissent en pointe au milieu du front ; un bandeau de pierreries est placé transversalement dans cette coiffure, tandis que des rangs de perles sont tressés dans les nattes qui s'enroulent au sommet de la tête. Le front, très découvert, est élevé et bien développé en largeur. Les yeux sont tournés à droite, en sens inverse du mouvement de la tête : sans être grands, ils sont d'un joli dessin, franchement ouverts, limpides et honnêtes. Le nez est moyen. La bouche est petite, ingénue, aimable, d'un sentiment exquis, en parfait accord d'expression avec les yeux. Elle ne parle pas français, ou du moins ne le parle

qu'avec un accent étranger. La mâchoire inférieure a une légère tendance à se porter en avant, et le menton, quoiqu'il ne soit pas encore très proéminent, menace de le devenir. C'est là qu'est le signe caractéristique de la race. Très peu sensible encore dans ce portrait à cause de la grande jeunesse du personnage, il s'accroîtra plus tard, et la ressemblance avec les ancêtres deviendra frappante. Cette conformation particulière du bas du visage apparaît aussi bien dans les portraits du père d'Élisabeth d'Autriche, Maximilien II, que dans ceux de son aïeul, Charles-Quint, et se peut retrouver en remontant jusqu'à Marie de Bourgogne, Charles le Téméraire, Philippe le Bon, Jean sans Peur et Philippe le Hardi. Il semble même qu'il faille en rejeter la responsabilité sur les ducs de Bourgogne plutôt que sur les princes de la maison d'Autriche. Brantôme raconte « qu'une fois la reine Aliénor (Eléonore d'Autriche, sœur aînée de Charles-Quint et femme de François I<sup>er</sup>), passant par Dijon et allant faire ses dévotions au monastère des Chartreux de là et visiter les vénérables sépulchres de ses ayeulz, les ducs de Bourgogne, elle fut curieuse de les faire ouvrir. Elle y en veid aucuns si bien conservez et entiers, qu'elle y recogneut plusieurs formes, et entr'autres la bouche de leur visage. Sur quoy soudain elle s'écria : Ha ! je pensais que nous tinsions nos bouches de ceux d'Autriche ; mais, à ce que je vois, nous les tenons de Marie de Bourgogne, notre ayeulle, et autres ducz de Bourgogne nos ayeulz. Si je vois jamais l'empereur, mon frère, je luy diray ; encor lui manderay-je. » Et une autre sœur de Charles-Quint, Marie d'Autriche, reine de Hongrie, qui « n'avoit aucune chose de laid et à quoy repreindre, non si sa grand bouche et avancée, » se plaisait également à cette remarque, parce qu'elle lui donnait un trait de ressemblance avec les chefs de la maison de Bourgogne. La femme de Charles IX, elle aussi, toute fille d'Autriche qu'elle est, conserve quelque chose du vieux sang bourguignon. Mais la fraîcheur de ses seize ans efface toute accentuation fâcheuse. On ne voit rien en elle que de fleuri. Ses joues, sans maigreur ni embonpoint, gardent une forme pure. Sa petite oreille, rose et fine, est d'un dessin charmant. Tout est mignon dans sa mignonne petite tête au teint de fleur de lis, sans fard, dans un temps où tout était fardé. Le bas de cet aimable visage repose sur une fraise à godrons garnie d'une fine dentelle. La guimpe qui couvre la gorge est bouillonnée, quadrillée de perles et piquée d'un bouton d'or émaillé à chacun des angles du quadrille. Un collier en forme de carcan, semblable au bandeau de joaillerie placé dans la coiffure, est passé sur cette guimpe à la hauteur du cou. La robe, ouverte sur la poitrine, est en brocart d'or à ramages d'argent, avec une garniture et une pendeloque de pierreries qui forment la partie principale



de la parure à laquelle appartiennent aussi le bandeau de tête et le carcan. Les manches, du même brocart que la robe, sont coupées de crevés blancs épinglés de perles à chaque bouillon. Ce costume est celui d'une reine, et il est surtout celui d'une honnête femme ; les perles, les rubis, les émerandes y sont à profusion, et il semble modeste, tant il est porté avec bonne grâce et simplicité. Les petites mains, enfin, aux doigts fuselés et aux ongles roses, délicates de forme et de couleur délicieuse, complètent à ravir le charme de cette exquise peinture.

Au milieu de toutes les tristesses qu'il nous a fallu traverser avec Charles IX, la vue de cette bonne « petite reine » laisse en nos cœurs une lueur réchauffante. Le portrait de Janet montre Élisabeth d'Autriche dans les premiers temps de son séjour en France. Tout semble lui sourire. Ruinés par la guerre civile, nous avons salué sa venue par des fêtes dans lesquelles l'or a été répandu à profusion. Les Allemands et les Espagnols étaient là qui accompagnaient la fiancée, nous avons voulu faire montre devant eux d'une richesse que nous n'avions plus. Puis, toutes les fusées éteintes, la jeune reine est entrée, sans y rien comprendre, dans cette cour hérissée d'intrigues. Catherine de Médicis, qui feignait de l'aimer, et Charles IX, qui la vénérât trop pour l'affectionner beaucoup, l'ont exclue de leur conseil et tenue à l'écart de toutes les affaires ; ils ont eu peur de sa droiture, et elle n'a rien entrevu des horreurs qui étaient proches. Elle ne soupçonna rien de la Saint-Barthélemy. Le secret en avait été si bien gardé, qu'elle s'alla coucher comme à son ordinaire et n'apprit qu'à son réveil « le beau mystère qui se jouait. » « Hélas, dit-elle soudain, le roy, mon mary, le sçait-il? — Ouy, madame, c'est luy-même qui le fait faire. — O mon Dieu ! s'écria-t-elle, qu'est cecy ? et quelz conseillers sont ceux-là qui luy ont donné tel advis ? Mon Dieu ! je te supplie et te requiers de luy vouloir pardonner ; car, si tu n'en as pitié, j'ay grand peur que cette offance soit mal pardonnable. » Et soudain demanda ses heures et se mit en oraison, et pria Dieu la larme à l'œil. Elle était grosse de sept mois et n'avait que dix-huit ans ; et voilà les malheurs qui s'accumulent et les illusions qui s'envolent. Elle redouble de patience et de douceur pour Charles IX, qui devient de plus en plus sombre, violent, emporté, et qui de plus en plus la délaisse. « Mais elle ne luy en fit jamais pire chère, ny ne luy en dict pire parolle, supportant patiemment sa petite jalousie et le larcin qu'il luy faisoit. » Charles IX l'appelait *sa sainte*. Elle était sainte, en effet, et d'autant plus sainte que l'effacement et l'humilité faisaient partie de sa sainteté. Sa religion était grande, mais sans rien d'extérieur. « Elle estoit très dévote et nullement bigotte. » Ce n'est que par des indiscretions de femmes de service qu'on sut les macérations et les

exercices de piété surhumains auxquels elle se livrait, quand, enfermée dans ses rideaux, elle se croyait à l'abri de toute surprise. Plus les calamités publiques augmentaient, plus elle redoublait d'austérité. Il semblait qu'elle voulût prendre à son compte, afin de les racheter, les iniquités de tout un peuple. Aussi le peuple avait-il pour elle une sorte de culte. Quand le roi tomba malade, elle l'entoura des soins les plus pieux, les plus discrets, les plus tendres. Brantôme, rarement ému, en parle avec émotion. Il la montre auprès de « son seigneur et mari, luy gisant en son lict, et le venant visiter. » Elle s'asseyait près de lui, plus souvent à l'écart, pleurait et priait, sans qu'on la vît ni prier ni pleurer, « jettoit ses yeux sur luy si fixement, que sans les retirer aucunement de dessus, vous eussiez dict qu'elle le couvoit dans son cœur de l'amour qu'elle lui portoit... » Charles IX mourut. Peut-être parvint-elle à lui charmer la mort et à dégager ses approches des terreurs de l'éternité. Sa peine fut grande ; mais discrète, sans cris, sans éclat, tout entière entre Dieu et elle. Brantôme la montre alors « jettant ses belles et précieuses larmes, si tendrement, soupirant si doucement et bassement, qu'on jugeoit bien en elle qu'elle se contraignoit en ses douleurs... » Henri III devenu roi, elle sentit qu'elle n'avait plus sa place dans cette France dont elle avait été l'honneur, et elle la quitta. Les Parisiens, qui attachaient à sa présence parmi eux une importance superstitieuse, disaient, en la voyant partir, qu'avec elle s'en allait l'espérance. Elle se retira à Vienne et y fonda le monastère de Sainte-Claire. Philippe II la voulut épouser. Malgré les instances de sa mère, elle s'y refusa, voulant rester fidèle jusqu'à la fin de ses jours au roi son mari. Elle mourut à l'âge de trente-huit ans, le 22 janvier 1592, ne laissant derrière elle que le souvenir de ses vertus. « La meilleure de nous est morte, » dit la reine d'Espagne à l'ambassadeur de France... Cette femme si pure avait été l'indulgence même. Elle s'était prise d'une grande affection pour sa belle-sœur la reine de Navarre, et n'avait cessé de lui être secourable. Voyant la pauvre égarée prisonnière au château d'Ussom, réduite à la dernière indigence et abandonnée du monde entier, elle lui donna la moitié du revenu de son douaire. Ces deux femmes, à un an près du même âge, avaient un trait commun, la bonté. Élisabeth d'Autriche ne vit dans Marguerite de France que ce qu'il y avait d'aimable et de généreux, sur le reste elle jeta le voile. Marguerite de Navarre, une des plus folles figures de ce temps si fécond en folies, eut cette rare fortune d'avoir pour amie dans sa jeunesse Élisabeth d'Autriche, une des plus saintes femmes du xvi<sup>e</sup> siècle, et pour aumônier dans sa vieillesse Vincent de Paul, le plus saint homme du xvii<sup>e</sup>. Quand elle apprit la mort d'Élisabeth, sa douleur fut extrême. « Elle en garda vingt jours durant le lict, l'entretenant de

pleurs et continuelles larmes et de gémissemens assidus ; et onques puis n'a fait que la regretter et déplorer, espandant sur sa mémoire les plus belles paroles qu'il ne seroit besoing d'en emprunter d'autres pour la louer et la mettre dans l'immortalité... » Brantôme se trompe ; il y a quelque chose de plus touchant que toutes les paroles, c'est le portrait qui nous occupe et le charme bienfaisant qui s'en dégage.

Le dessin original qui a servi à l'exécution de cette peinture se trouve au Cabinet des estampes de la Bibliothèque nationale. Ce dessin est de la même main que le crayon du portrait de Charles IX à l'âge de onze ans (1561). Tout y est arrêté avec une précision et une sûreté de main qui n'appartiennent qu'à un maître. On y sent le contact direct du modèle vivant. C'est une œuvre à la fois copiée et conçue. La nature est là qui a comme enchaîné la main de l'artiste, et l'artiste est là aussi qui a soumis la nature à son propre sentiment. Tout ce que nous avons remarqué dans le tableau est remarquable aussi dans ce dessin.

Aucun document authentique ne nous renseigne sur la destination première du portrait peint par Janet. Tout porte à croire que François Clouet l'a exécuté pour le roi lui-même presque aussitôt après l'arrivée en France d'Élisabeth d'Autriche. Mais que devint-il après la mort de Charles IX ? Et, s'il a tenu sa place dans le cabinet du roi d'abord, quand et comment en est-il sorti ? Henri III, qui usait du trésor royal avec tant de légèreté, n'a-t-il pas fait de cette peinture une de ces libéralités qui ressemblaient si fort à de la dissipation ? Les restes d'un cachet de cire, sur lequel on distingue encore la couleuvre de Colbert, se voient au revers du panneau. Le portrait d'Élisabeth d'Autriche a donc fait partie des collections du grand ministre de Louis XIV. On le retrouve ensuite chez Gaignières au commencement du xviii<sup>e</sup> siècle, puis on en perd complètement la trace. Clairambault, chargé de choisir ce qui devait être conservé à la couronne parmi les trésors légués par Gaignières à Louis XIV, a dû réserver ce portrait ; mais aucun des inventaires royaux n'en fait mention, et le catalogue dressé à l'époque de la Révolution lors de la création du Musée national n'en parle pas davantage. On le cherche vainement aussi dans le musée Napoléon, ainsi que dans la Notice du Musée royal imprimée en 1816. Il est inscrit pour la première fois et porté aux inconnus dans le supplément de l'inventaire manuscrit de 1820 ; mais il attire encore si peu l'attention, qu'on le passe complètement sous silence dans la Notice publiée trois ans plus tard (1823). C'est en 1838 qu'on le voit pour la première fois dans un catalogue imprimé, et c'est en 1841 seulement qu'il y figure avec sa véritable attribution. En 1845, enfin, on lui rend l'hommage qui

lui est dû en le mettant à une place d'honneur dans le salon carré du Musée du Louvre. Au milieu des plus grands maîtres des plus grandes écoles, François Clouet représente avec dignité ce qu'il y eut de vraiment français en France dans le domaine de la peinture au temps des Valois.

Le portrait d'Élisabeth d'Autriche ne porte pas de signature, mais, nous l'avons dit, il est tellement semblable à l'œuvre unique au bas de laquelle on ait trouvé jusqu'ici le nom de Jehannet, qu'il faut, sans hésitation, l'attribuer à notre grand portraitiste. Nous avons donc là encore une peinture tout à fait authentique de François Clouet, une de ces œuvres maîtresses qui peuvent servir de type pour reconnaître, parmi les innombrables portraits attribués à Jehannet, ceux à qui cette attribution doit être conservée. C'est ici qu'il convient de serrer de près et de définir, s'il se peut, la manière de François Clouet.

## V.

La peinture de François Clouet est lisse et sans rien de heurté. La touche ne s'y fait pas sentir; elle n'intervient que comme procédé de construction préparatoire et disparaît sous un revêtement soigneusement poli. La surface est calme; mais les dessous, où chaque coup de pinceau marque comme un effort de la pensée, n'en existent pas moins. Si l'on pouvait avoir des doutes à cet égard, la science interviendrait pour les faire cesser. Revenons vers le petit Charles IX au Musée du Louvre et considérons encore une fois, dans cette délicieuse miniature, la tête et les mains, dont la limpidité semble impénétrable. Mettons en regard une photographie de ce portrait tirée sur un *negatif* dont on aura intentionnellement exagéré l'impressionnabilité au moyen d'un excès de bromure d'argent. Nous hésiterons à croire que cette photographie soit la reproduction du tableau, tant elle en dénature profondément l'apparence. C'est que l'inexorable lumière, arrachant le masque de placidité qui produit l'illusion, montre tout ce qu'il recouvre, et nous met aux prises avec un chaos fécond que nous ne soupçonnions pas. Si donc la peinture de Jehannet a quelque chose de la tranquillité de surface des plus beaux émaux, ce n'est là qu'un mirage : quoique mince d'apparence, elle n'a rien de plat; elle repose sur des dessous solidement établis, capables de porter l'organisme vital le mieux équilibré et de rendre en même temps l'être moral tout entier. Ne voyez-vous pas, dans ce portrait de Charles IX, ce qu'il y a de trouble sous la transparence de l'épiderme? Ne sentez-vous pas, sous ce calme trompeur, gronder les passions frémissantes? Le savoir est considérable et l'art est

exquis dans de pareilles peintures, et ils sont en même temps si modestes, qu'on pourrait croire à quelque chose de naïf. Les têtes sont étudiées par un peintre qui est un physionomiste de premier ordre. Il est impossible, en les regardant, de se méprendre sur le caractère et les facultés maîtresses du personnage représenté. Le dessin est d'une rigueur qui serait voisine de la sécheresse si les tempéramens les mieux ménagés n'en assouplissaient les contours. La couleur, très sobre et se tenant toujours dans un mode tempéré, semble intervenir surtout pour donner à la forme plus de précision. Les ombres, qui se distinguent à peine des parties claires, laissent la lumière partout répandue. Tout est de plein jour dans ces portraits. On n'y voit rien de ces fluidités obscures où se perd l'apparence de la réalité. Rien ne s'atténue ni ne s'efface sous ce délicat pinceau. François Clouet ne connaît pas le clair-obscur. Il ne songe pas à noyer le contour réel dans un bain d'ombre. Le modelé ne cesse jamais d'être emprisonné dans un contour rigide ; il est si fin qu'il se fait à peine sentir, et si juste qu'il semble ne pouvoir s'accuser avec plus d'évidence. Les reliefs sont très peu voyans, et la sensation est délicieuse à ne les pas voir davantage. Les mains sont d'une recherche et d'une coquetterie surprenantes. Le soin est poussé jusqu'à ses dernières limites dans le rendu des moindres détails du costume : étoffes, dentelles, broderies, perles et pierres précieuses, bijoux d'or émaillé, sont traités avec la plus scrupuleuse exactitude. Tout est aussi vrai que la vérité même. De pareilles peintures, cependant, ne sont faites que pour les délicats, et François Clouet a un genre de délicatesse qui n'appartient qu'à lui.

Les portraits de Charles IX, à la galerie du Belvédère et au Musée du Louvre, étant de François Clouet et la manière de ce maître se trouvant déterminée d'après ces portraits, les œuvres qui lui appartiennent en propre se distingueront désormais au milieu du bagage encombrant des copistes. C'est ainsi que nous ont apparu déjà les portraits du jeune Charles IX au musée d'Ambras, celui de François II, enfant, au musée d'Anvers, et celui d'Elisabeth d'Autriche au musée du Louvre. Nous en pourrions citer d'autres encore, et un plus grand nombre se révélera sans doute (1).

(1) *L'Inventaire de Bailly de 1709* signale de grandes compositions qui feraient de François Clouet un véritable peintre d'histoire. Ces tableaux, dont les sujets appartenaient à la vie de Catherine de Médicis, se trouvaient dans le *Cabinet doré* du Luxembourg. On en a complètement perdu la trace. M. Waagen attribue aussi à Janet le tableau de la collection de Castle-Howard, dans lequel Catherine de Médicis, Charles IX, Henri III et Marguerite de France sont représentés en grandeur naturelle. (*Waagen, Künstler und Kunstwerke*, t. II, p. 413.) Cette peinture ne mérite pas les honneurs d'une pareille attribution.

Nous en savons assez, dès maintenant, pour distinguer Janet de ses imitateurs et pour ne le plus confondre avec d'autres portraitistes du même temps, qui furent aussi des maîtres. On voit, depuis plus d'un demi-siècle, au musée du Louvre, le portrait du roi Charles IX et celui du comte de Brissac placés dans un même cadre et sous l'attribution commune de Jehannet, bien que ces deux peintures soient tout à fait dissemblables. La *Notice* imprimée en 1855 n'a maintenu, il est vrai, le nom de François Clouet que pour le portrait de Charles IX, mais elle a mis le portrait du comte de Brissac à l'actif de l'*école des Clouet*, et c'est là une erreur. L'artiste qui a exécuté ce portrait a vu la nature d'une tout autre manière que Janet, ce qui ne l'a pas empêché d'être, pour son propre compte, un très remarquable peintre. Dans le portrait du comte de Brissac, rien ne répond au signalement que nous avons donné des œuvres de François Clouet. Autant il y a de réserve et de tenue dans le portrait de Charles IX, autant il y a d'indépendance et de laisser-aller dans celui de Brissac. Le coloris de ce dernier est plus chaud, plus flamand. L'artiste qui a exécuté ce portrait est un moins grand dessinateur que Janet, mais il est plus peintre. Certaines parties de la tête, l'oreille notamment, sont plutôt indiquées que faites. Clouet ne se laisse pas aller à de pareilles négligences. Les fonds, d'un vert émeraude ou d'un bleu turquoise, ne sont pas non plus dans les habitudes de François Clouet, qui, généralement, place ses personnages sur des fonds perdus de couleur sombre. Cette remarque, cependant, n'a rien d'absolu, témoin le petit François II du musée d'Anvers. Faut-il donner à Corneille de Lyon le portrait du comte de Brissac, de même que les portraits du maréchal de Saint-André et d'Antoine de Bourbon-Vendôme, que nous voyons également au Louvre? On ne peut faire que des suppositions à l'égard de ce maître, pour lequel nous ne possédons pas, jusqu'à présent, ce qui nous est acquis pour François Clouet, une œuvre authentique et indéniable qui puisse servir de point de départ pour en découvrir d'autres. Ne nous aventurons pas, d'ailleurs, sur un terrain qui n'est pas le nôtre en ce moment et que recouvre encore une complète obscurité. Contentons-nous d'écarter de Janet ce qui lui est étranger, n'allons pas au-delà.

Dans le *grand salon carré* du musée du Louvre, le *Portrait d'Élisabeth d'Autriche*, par François Clouet, se trouve au-dessous du *Portrait d'Anne de Clèves*, par Holbein. Le peintre des Valois semble s'être mis là sous la protection du peintre de Bâle. Il a, en outre, à ses côtés Memling, représenté par le *Mariage mystique de sainte Catherine d'Alexandrie*, et, vis-à-vis de lui sur la paroi opposée, Jan Van Eyck, avec la *Vierge au donateur*; de sorte que, d'un même regard, on peut embrasser dans ses origines et dans ses

transformations successives cet art qui jaillit spontanément et avec toute sa force à deux pas de la Mer du Nord au commencement du xv<sup>e</sup> siècle, pour se répandre au siècle suivant sur le Rhin helvétique, et venir enfin sur les rives de la Loire et de la Seine en s'y épanouissant avec une physionomie nouvelle. Tout l'art d'Holbein est contenu dans l'art de Van Eyck. Pour s'en convaincre, il suffit de rapprocher le portrait d'Anne de Clèves par Holbein de celui du donateur par Van Eyck. La langue pittoresque de Holbein est celle-là même que Van Eyck a créée de toutes pièces et fixée par d'impérissables chefs-d'œuvre. François Clouet est loin de parler cette forte langue avec la même énergie d'accentuation. C'est à Holbein surtout qu'il se rattache. Quant à ses origines flamandes, c'est plutôt par Memling que par Van Eyck qu'il les rappelle. Janet et Memling, en présence de la nature et devant la femme surtout, ont la même délicatesse de conscience. Elisabeth d'Autriche, sous le pinceau de François Clouet, n'a-t-elle pas quelque chose de la suavité des saintes entrevues, près de cent ans auparavant, par le peintre de l'hôpital Saint-Jean? Tout en évoquant de pareils souvenirs, l'œuvre de Janet est essentiellement personnelle et vraiment française. François Clouet est Français par l'esprit, par la clarté, par le style. Quand on le regarde à côté de ses illustres devanciers, quand on le compare à Van Eyck, à Memling, à Holbein, on reconnaît qu'il n'est pas de premier rang, mais qu'il est de premier ordre. Ses portraits ne présentent ni l'énergie ni l'ampleur de ceux de Holbein, mais ils ont plus de limpidité et procurent avec plus d'évidence le sentiment délicieux d'une forme choisie dans la réalité du modèle vivant. François Clouet cherche avant tout la précision. Le vague est un de ces malaises de l'esprit dont il se préserve avec soin. On voit en lui un peintre d'une rare distinction, doué, non pas d'une imagination ardente, mais d'un esprit solide, tempéré, contenu, qui ne s'élève ni ne descend outre mesure, ferme sans raideur et précis sans sécheresse, cherchant partout l'exactitude et la trouvant sans tomber dans la minutie, n'abusant ni de la force ni de la finesse, n'allant jamais au-delà du naturel et ne tombant jamais dans l'obscurité. Dans un temps comme le nôtre, où la peinture française a presque tout perdu de ses belles clartés, il est bon de regarder des portraits comme ceux de Charles IX et d'Élisabeth d'Autriche, où se retrouvent la délicatesse de notre race et la précision de notre esprit.

Les crayons de François Clouet ne sont pas moins intéressans que ses peintures, et il importe également d'en marquer les caractères essentiels. Nous en avons cité plusieurs au cours de cette

étude. Le crayon qui a servi de préparation au portrait du jeune roi Charles IX de la galerie d'Ambras est le type par excellence auquel on peut comparer les nombreux dessins qu'on est tenté de mettre au compte de Janet. Les portraits dessinés qui soutiennent cette comparaison peuvent être à bon droit regardés comme appartenant à François Clouet. Ils se reconnaissent, d'ailleurs, à quelques-unes des qualités qui distinguent ses peintures. Nous venons de dire de ces dernières qu'elles tiennent de très près à Holbein. On peut le dire plus encore peut-être des dessins. Dans les portraits dessinés de Janet, comme dans ceux de Holbein, on est frappé par l'attentive et forte observation de la nature, par la clarté de la forme, par l'évidence de la vérité et par la parfaite ressemblance. Ni François Clouet ni Holbein ne s'aventure dans le monde idéal, comme avait fait Léonard et comme fera Rembrandt. Jamais ces dessinateurs consciencieux ne voient rien d'incertain dans les traits ni d'ondoyant dans les formes. La nature est tout et suffit à tout pour eux. Elle est là sans cesse, qui les enseigne, les soutient, les retient. Ils s'attachent à ne s'en point distraire. Leur main en est esclave et leur œil en est plein. Les crayons de Holbein, cependant, ont de plus grandes allures que ceux de Janet, et, si on peut les comparer, on ne peut les confondre. Malgré les similitudes qui les rapprochent, il y a des différences notables qui les distinguent. L'accent n'est pas le même. Holbein est Allemand dans ses dessins, et François Clouet, dans les siens, par-dessus tout est Français.

A côté des crayons de François Clouet et en dehors de ceux de Holbein, il en est d'autres du même temps et très français aussi qui sont également l'œuvre de vrais maîtres. Ne pouvant nommer ces maîtres, on les a confondus sous le nom de Jehannet. La distinction est aisée à faire cependant. Rapprochez, par exemple, du portrait dessiné d'Élisabeth d'Autriche, au Cabinet des estampes, celui de Marie Touchet, un des plus délicieux crayons du xvi<sup>e</sup> siècle, vous reconnaîtrez là deux mains différentes, deux mains françaises, mais tout à fait distinctes. Le portrait d'Élisabeth d'Autriche est un dessin très poussé, scrupuleusement étudié jusque dans les moindres détails, dans un style dont la correction a quelque chose de naïf et de primitif encore. Le portrait de Marie Touchet, au contraire, est d'une facture presque moderne. Rien n'y rappelle plus, même de loin, les anciennes écoles. L'indication du costume est rudimentaire. La tête seule a préoccupé l'artiste, il a négligé tout le reste. Le trait n'a plus la rigueur et le respect de lui-même qu'il affecte chez Janet. L'estompe, dont le travail se dissimulait naguère, joue maintenant le principal rôle. La nature, ainsi interprétée, prend



une morbidesse que François Clouet ne connut jamais. Le charme devient plus pénétrant, plus intime. La beauté est moins noble et la séduction plus grande. Elle est aussi plus exclusivement française. Aucune attache étrangère ne s'y fait plus sentir. On a pu se tromper quelquefois entre François Clouet et Holbein. Nulle méprise semblable n'est possible pour l'artiste qui a dessiné le portrait de Marie Touchet. Mais quel est cet artiste? Est-ce Jean de Court ou Jean de Gourmont, Foulon ou Cosme Dumonstier? Je ne sais. A coup sûr, ce n'est pas François Clouet. Certainement aussi c'est un artiste d'une extrême distinction (1). Il a eu, d'ailleurs, dans Marie Touchet, un modèle de choix, une de ces beautés dont émane la grâce qui fait aimer. Rien ne surpasse la séduction de son regard et de son sourire. Un courtisan avait fait l'anagramme de son nom : *Je charme tout*. Marie Touchet, son portrait le démontre, fut une enchanteresse ; mais elle le fut avec simplicité, sans forfanterie ni insolence, uniquement parce que la nature l'avait faite ainsi, et parce qu'elle possédait une des plus grandes puissances, la plus grande peut-être qu'il y ait en ce monde, la puissance de la beauté. « Cette belle dame, dit Brantôme, lorsqu'on traic-toit le mariage du roy et de la reyne, un jour ayant veu le portrait de la reyne et bien contemplé ne dict autre chose, sinon que : « L'Allemaigne ne me faist point de peur ; » inférant par là qu'elle présu-mait tant de soy et de sa beauté que le roy ne s'en sauroit passer. » Elle avait alors vingt ans et disait vrai. Le roi s'était épris d'elle à tel point qu'il ne put s'en déprendre (2)... Quel que soit le mérite du dessin qui la représente, l'artiste qui a

(1) Le cabinet des estampes possède plusieurs portraits de la même main que le portrait de Marie Touchet, notamment le portrait de Gabrielle d'Estrées, duchesse de Beaufort. (Voir les *Portraits aux crayons des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles*, par M. Bouchot.)

(2) Marie Touchet, dame de Belleville, était fille d'un lieutenant particulier au présidial d'Orléans. Elle est l'unique maîtresse à laquelle se soit attaché Charles IX. Indifférent à tout vers la fin de sa vie, il n'avait de soin que pour elle. Au moment de sa mort, il la recommanda à ses favoris. Elle n'avait pas marqué de cupidité et ne gardait du roi que son fils Charles, bâtard de Valois, comte d'Auvergne, grand Prieur de France et duc d'Angoulême, qui eut part aux plus grandes affaires de son temps, et dont la seconde femme, Françoise de Narbonne, mourut à quatre-vingt-douze ans en 1712 : belle-fille de la maîtresse de Charles IX, elle put tenir sur ses genoux le roi Louis XV. A la fin de 1578, Marie Touchet épousa François de Balzac d'Entragues. Elle en eut deux filles d'une beauté remarquable, qui furent élevées avec une extrême rigueur. Cela n'empêcha pas l'aînée, la célèbre marquise de Verneuil, d'être la maîtresse d'Henri IV, et la seconde de vivre dix ans avec le maréchal de Bassompierre, dont elle eut un fils sans parvenir à se faire épouser. Après la mort d'Henri IV, Marie Touchet se retira du monde. Elle avait, disent les contemporains, une remarquable culture d'intelligence et beaucoup d'esprit.

crayonné ce dessin est de moins haut vol que François Clouet : celui-ci est encore de la race des vieux maîtres, qui furent par excellence les peintres du sentiment ; celui-là fait particulièrement appel à la sensation, appartient tout entier déjà aux générations nouvelles, semble même en avance sur son temps de plus d'un siècle. On a, presque jusqu'à nos jours, confondu ces différens peintres et dessinateurs, et, de tous, on n'en a fait qu'un seul. Il est temps que cette confusion cesse. Il faut dégager François Clouet de tous les faux Jehannet qui forment ses alentours. Quelques-uns de ces usurpateurs sont des artistes presque de premier ordre, témoin celui qui a dessiné Marie Touchet. Raison de plus pour ne pas leur donner un nom qui ne leur appartient pas.

Le plus célèbre des portraitistes français du xvi<sup>e</sup> siècle vient de se montrer à nous comme un des auxiliaires essentiels de l'histoire, et l'histoire vient d'intervenir pour donner aux œuvres de cet artiste le relief et la signification qui leur conviennent. C'est ce double courant qui nous a porté d'un bout à l'autre de cette étude. Quelques pages de l'histoire de France et de l'histoire de la peinture française se sont ainsi mêlées dans un même chapitre. Les portraits de Charles IX et d'Elisabeth d'Autriche par François Clouet ont fait revivre devant nous deux personnages importans de notre histoire et nous ont donné en même temps le point fixe d'où l'on peut partir désormais pour aller d'un pas sûr à la recherche des autres œuvres (peintures ou dessins) de ce maître. S'il nous a fallu aller à Vienne pour y chercher notre première information, c'est à Paris même, au Musée du Louvre et à la Bibliothèque nationale, que se sont trouvées les pièces principales de cette enquête. Nos lecteurs peuvent facilement nous y suivre. Quelques-uns d'entre eux, peut-être, verront pour la première fois des chefs-d'œuvre qu'ils nous sauront gré de leur avoir indiqués. Les autres, en revoyant ces admirables portraits, les regarderont sans doute d'un œil plus attentif et mieux exercé. Tous enfin, désormais, se trouvant en possession du signalement de François Clouet, nous aideront à le retrouver partout où il se rencontrera, et, grâce au bon vouloir de chacun, nous pourrons peut-être un jour dresser le catalogue d'une œuvre qui fait partie du patrimoine de la France.

---

---

# ROBERT SCHUMANN

---

## I.

« Mon âme est sombre ! Hâte-toi d'accorder la harpe que je peux encore entendre ! Que sous tes doigts charmans s'exhalent des soupirs qui touchent mes oreilles ! Si dans mon cœur il reste une espérance, tes concerts l'enchanteront encore. Si dans mes yeux une larme se cache, elle coulera et ne brûlera plus mon cerveau.

« Mais que ton chant soit sauvage et profond ! que tes accens ne soient pas joyeux ! Je te le dis, ménestrel, il faut que je pleure, ou ce cœur gonflé se brisera. Il a été abreuvé de chagrin ; il a souffert longtemps dans l'insomnie et le silence ; et maintenant il faut qu'il éclate s'il ne cède à l'harmonie. »

De cette *mélodie hébraïque* de lord Byron, Schumann a fait un de ses *lieder* les plus beaux, mais les moins connus. Il a mis dans ces strophes un accent déchirant ; il a exalté jusqu'au paroxysme cette plainte désolée. Le musicien est tout entier dans cette brève mélodie. En elle on peut tout admirer : l'intelligence du texte, la hauteur de l'inspiration et la sombre énergie de ces sauvages concerts. Qui donc chante ainsi ? Ce n'est pas, comme le titre pourrait le faire croire, David devant Saül, mais Schumann lui-même ; c'est lui qui chante et qui pleure ; lui qui

Est-ce un souvenir douloureux, est-ce le tourment du génie et l'étreinte du Dieu qui lui arrachent de tels sanglots? Non, c'est une plus effrayante vision. Déjà, le maître avait senti sur son front de trop brûlantes haleines. Plus d'une fois il n'avait pas reconnu sa muse. Au lieu d'elle, un fantôme hideux avait hanté ses nuits. Depuis longtemps il marchait, comme Orphée contre les spectres de l'enfer, sa lyre victorieuse à la main; mais il pressentait que la folie serait la plus forte et que rien ne la pourrait conjurer, même les voix tutélaires, qui, l'une après l'autre, se taisaient au fond de son cœur.

*My soul is dark!* Mon âme est sombre! Telle était l'âme de Schumann, et son génie n'en fut que le reflet.

Nous ne voyons, avant Schumann, aucun musicien auquel le rattache une évidente filiation. On nommerait plutôt ses descendants que ses ancêtres. Il est le premier de sa race, et l'on regrette presque qu'il n'en soit pas le dernier, lorsqu'on entend certaines œuvres soi-disant inspirées de la sienne.

« Mes imitateurs, disait Michel-Ange, ne feront que des sottises. » D'un abord moins redoutable, et d'un exemple en apparence plus facile, Schumann n'en était peut-être que plus dangereux. Son influence expliquerait, sans les excuser, maintes productions contemporaines. Que de musiciens l'ont voulu suivre, qui se sont égarés sur ses pas! Les Raff, les Brahms, pour ne parler que des Allemands, et des meilleurs, ont beau se réclamer de son nom: disciples laborieux, ils ont retrouvé la manière, le procédé, mais non le génie du maître. Leur école pêche par la violence. Elle abuse de la force, elle accumule les duretés et les discordances. Le germe de ce défaut était déjà, chez Schumann, dans l'excès, dans l'outrance de la passion, dans une âpreté parfois excessive, que ses imitateurs ont poussée jusqu'à la sauvagerie.

Ce n'est pas tout. La musique, après Schumann, est souvent tombée dans l'obscurité comme dans la violence. Avec la grâce elle a perdu la clarté. Sous ce rapport non plus, Schumann n'est pas irréprochable, et, de ses successeurs, la critique peut remonter jusqu'à lui. Deux causes le rendent parfois obscur: le défaut de sûreté dans l'intuition première; et, dans les développemens, le défaut de ce fil conducteur, de cette trame suivie, que les Latins appelaient *tenor*; l'absence de cette idée directrice qui fait la vie des œuvres d'art, comme elle fait la vie des êtres organisés, selon la définition d'un illustre physiologiste.

Schumann a des pensées originales, parfois sublimes; mais, pour les fixer et les retenir, il lui manque la promptitude et la sûreté du regard intérieur. Sous son œil incertain, l'idée se trouble, puis

s'efface, ne laissant après elle qu'un fantôme, l'ombre de sa réalité vaguement entrevue.

Une vision aussi rapide est forcément incomplète : elle explique pourquoi les idées de Schumann restent trop souvent stériles. Il ne suit pas avec ténacité les déductions rationnelles de sa pensée; l'imagination l'emporte sans que la raison le retienne.

Si nous demandons la raison, même au génie, ce n'est pas la raison qui désenchanter et décolore, mais celle qui coordonne et harmonise. Raison lumineuse, qui satisfait l'esprit sans refroidir le cœur, et donne au Beau cette splendeur du Vrai chère à Platon. Elle seule met dans les œuvres irréprochables, dans les fresques de Raphaël et les discours de Bossuet, dans les frises de Phidias et les symphonies de Beethoven, l'équilibre et l'unité, l'eurythmie, pour appeler de son nom grec cette heureuse proportion, suprême élément de la suprême beauté. Loin d'être incompatible avec le génie, une telle raison en est inséparable. Loin d'entraver son vol, elle le soutient et le porte à des cimes où, sans elle, il n'atteindrait pas.

On sent trop, dans certaines œuvres de Schumann, quelquefois dans sa musique de piano, souvent dans sa musique de chambre et dans ses symphonies, l'absence de cette raison souveraine. Au moindre détour, l'idée échappe au compositeur, et, s'il parvient à la rejoindre, c'est après une course heurtée à mille obstacles. Il ne sait ni la transformer ni l'agrandir. Sans la développer, il la reproduit : c'est un orateur qui se répète.

Une admiration exagérée avait désigné Schumann comme un successeur de Beethoven. On l'a nommé quelque part de ce nom redoutable. Mais les Beethoven, s'ils ont jamais des successeurs, les attendent plus longtemps. Entre Beethoven et tout autre, fût-ce Schumann, un rapprochement serait téméraire. N'a-t-on pas dit qu'il n'y avait qu'un Beethoven, comme il n'y a qu'un soleil? Par un accord sublime, et parfait en lui seulement, Beethoven a joint à toute la liberté de l'imagination toute la discipline de la raison. Une logique inflexible, presque nécessaire, est partout, sauf peut-être dans quelques-unes de ses dernières œuvres, maîtresse de sa pensée. Écoutez une de ses symphonies, par exemple *l'Héroïque*. Avec quelle précision se dessine d'abord l'idée fondamentale! Comme elle est exposée et définie! Peu à peu elle s'élargit, comme s'élargissent sur l'eau les rides formées autour d'une pierre qui tombe. Elle se dilate, s'accroît de sa propre substance; elle emplit bientôt de son expansion prodigieuse les cercles toujours concentriques et toujours grandissans qui la contiennent, mais ne la contraignent pas. Les instrumens la modifient sans l'altérer; et, sans

la dénaturer, la transforment toujours. Enfin, lorsque le génie tenace du compositeur l'a pénétrée à fond, lorsqu'il a prodigué, pour l'embellir, les timbres et les rythmes, les sonorités et les harmonies; lorsque, tour à tour affirmée ou contredite, mais jamais oubliée, l'idée qui tenait en deux mesures a fécondé cinquante pages et débordé en flots toujours renouvelés, vous la croyez épuisée, vide, comme un fruit savoureux dont s'est exprimé le suc. Mais soudain ses élémens dispersés se rassemblent. Les voix qui s'étaient désunies se retrouvent; elles éclatent à la fois, et l'idée reconquise ramène à son unité victorieuse toutes les parties de cet ensemble grandiose qui s'appelle une symphonie. On a défini l'architecture une musique fixée; on serait tenté d'appeler la musique une architecture sonore; non pas cependant la musique de Schumann, car il ne conçut jamais de ces magnifiques ordonnances où se déployait à l'aise le génie du maître des neuf symphonies.

Avec moins de puissance que Beethoven, Schumann eut aussi moins de variété et moins de grandeur. Sa plainte irritée ne s'apaisa guère. Il fut de ceux qui ne veulent pas être consolés. Presque jamais il n'a souri, comme Beethoven lui-même avait daigné sourire. Et cependant sa douleur éveille en nous un écho moins profond; peut-être ses sanglots ne seront-ils pas immortels. Avec Beethoven, on se fortifie et l'on s'élève; avec Schumann, on risque un peu de s'énerver, de s'amollir. L'un semble avoir souffert d'un mal personnel et passer; l'autre, des blessures qui sont éternellement vives au cœur de l'humanité.

La souffrance de Beethoven est plus saine. Le *lamento* déchirant qui porte le nom de la comtesse Juliette exprime une peine immense, mais une austérité héroïque et la fierté d'une mâle douleur. Beethoven souffre comme Dante et Michel-Ange, ces grands patients. Il complète avec eux une triste et superbe trinité.

Si nous plaçons Schumann au-dessous de Beethoven, nous le plaçons encore très haut. Le mot de Jésus : « Il y a plus d'une demeure dans la maison de mon Père » est vrai du royaume des esprits comme du royaume des âmes. Schumann est trop ignoré parmi nous, il vaut qu'on le connaisse. Il est, par certains côtés, le musicien de la jeunesse, comme on a dit que Musset en était le poète. De la jeunesse il a, sinon l'entrain et la gaieté, du moins la passion et la fièvre, et la poétique rêverie. Si tout n'a pas été révélé à son génie, si toutes les voix n'ont point parlé à ses oreilles, il en est qu'il a merveilleusement comprises et dont il a redit les chants avec des accens nouveaux. Dans l'expression de certaines douleurs ou de certaines tristesses, de cette *fiera malinconia* dont parle le Tasse, son éloquence est sans rivale.

Il faut donc admirer Schumann; mais ce n'est pas assez : il faut l'aimer aussi ; l'aimer pour ses malheurs, pour sa brève et sombre destinée, pour l'effroyable aventure qui le jeta vivant dans de pires ténèbres que celles de la mort. Nous voudrions gagner à Schumann, avec l'admiration, la sympathie et l'affectueuse compassion qui nous portent nous-même à parler de lui. Que ne peut-on pratiquer toujours ainsi le précepte de M. Renan, et ne jamais écrire que de ce qu'on aime !

## II.

On a fait sur Schumann divers travaux, études ou notices biographiques. Les plus importans ont paru en Allemagne. Outre un livre de Reissmann, citons seulement celui de Joseph W. von Wasielewski, publié à Dresde en 1858, et traduit partiellement par M. F. Herzog dans le journal musical *le Ménestrel* (1868 et 1869). En France, on ne s'est guère occupé jusqu'ici de Schumann. Cependant on a publié à son sujet, il y a vingt ans, un travail de M. le baron Ernouf. C'est à cette étude et à celle de Wasielewski que nous avons emprunté presque tous les renseignemens qui vont suivre. Quoique la biographie, même des plus grands hommes, n'offre souvent qu'un intérêt secondaire, et qu'on les connaisse mieux par leurs œuvres que par leur vie, il ne faut pas trop sacrifier les faits aux idées. Surtout, en matière d'art, l'histoire ne doit pas dominer la critique, mais elle peut l'aider utilement, ajouter à la précision de ses vues et à l'autorité de ses jugemens.

Robert Schumann naquit à Zwickau, petite ville de Saxe, le 8 juin 1810. Son aïeul paternel, Friedrich Gottlob Schumann, était un simple ministre de village. Son père, Auguste Schumann, n'avait point une nature vulgaire. De bonne heure, il eut des goûts et des aptitudes littéraires : mais ses parens, qui le destinaient au commerce, le firent impitoyablement entrer chez un négociant de Leipzig. Cette contrainte précoce, douloureusement ressentie par l'enfant, est peut-être l'origine de la maladie de langueur à laquelle devait succomber Auguste Schumann. Cependant, son apprentissage commercial à Leipzig ne l'empêcha pas de suivre les cours de l'Université. Après quelques années de lutte et de mauvaise fortune, après s'être marié en 1795, il finit par se résigner au commerce, mais du moins au commerce presque littéraire de la librairie. Il y réussit. La maison qu'il fonda avec un de ses frères à Zwickau, où il s'établit en 1808, subsista, prospère et considérée, jusqu'en 1840.

M<sup>me</sup> Auguste Schumann, la mère de Robert, se nommait Johanna

Christiana Schnabel. Elle avait reçu une éducation ordinaire. D'un esprit naturellement étroit, encore rétréci par les préjugés, elle entrava longtemps la vocation de son fils. Étrangère à l'art, elle tenait les artistes pour gens de peu. Elle chérissait pourtant et gâtait Robert, qu'elle appelait son « point lumineux » et qui était le dernier de ses enfans. Les trois frères et la sœur de Schumann moururent avant lui. Sa sœur succomba à une maladie mentale analogue à celle qui devait l'emporter lui-même.

Aucun prodige n'illustra les jeunes années du maître. Il n'eut pas l'enfance extraordinaire de Mozart, par exemple, dont le génie naissant frappait d'étonnement, presque d'effroi, les archiduchesses d'Autriche et les prélats romains. A huit ans, perdu tout au fond de sa province, Schumann essayait des accords sur un vieux piano relégué dans l'arrière-boutique paternelle. Il ne connut ni les succès précoces, ni les tournées triomphales à travers les cours princières. Les débuts de Schumann furent humbles, ses premières études austères. C'est en 1819, au retour d'une excursion à Carlsbad, où il avait entendu Moschelès, que son goût pour la musique éclata. Son père, qui l'encourageait, confia l'enfant à un modeste professeur de Zwickau, nommé Kuntsch. Trop peu fortuné pour acheter de la musique gravée, le pauvre maître avait patiemment copié lui-même un grand nombre d'œuvres classiques. Dans ces recueils, composés avec goût, et qui furent les premiers livres de Schumann, Sébastien Bach occupait heureusement une place d'honneur, qu'il garda toujours dans l'admiration de Robert.

Cependant, l'enfant progressait. Bientôt son père voulut l'envoyer auprès de Weber, qui résidait alors à Dresde. Mais, soit que Weber ait été empêché, soit que la mauvaise volonté de M<sup>me</sup> Schumann ait contrarié les projets de son mari, Robert ne reçut jamais les leçons du grand musicien. Peu après, son père vint à mourir. Schumann avait alors seize ans. Cette mort eut sur lui beaucoup d'influence. Il perdait le gardien, le défenseur de son génie. Et puis son âme était faite pour la douleur : la première larme l'emplit d'amertume. Schumann appartenait dès lors à la mélancolie. Il s'attrista peu à peu. Il regarda la vie, et elle lui fit peur. Il s'émut à l'avance des réalités inévitables et de l'idéal inaccessible. Sa mère, insensible à ses prières, le contraignait à l'étude du droit. Il souffrait comme son père avait souffert autrefois. Trois ans se passèrent, partagés entre le droit et la musique, ou plutôt perdus pour l'un et pour l'autre, sans que rien pût vaincre la volonté de M<sup>me</sup> Schumann ni les répugnances de Robert. Le pauvre garçon se consolait autant par la poésie que par la musique ; si l'on peut appeler consolantes les émotions que lui donnaient ses livres préférés. Son auteur de



prédilection était Jean-Paul Richter, pour lequel il avait une admiration exaltée. Sa mélancolie trouvait dans cette poésie malsaine un dangereux aliment. En France, on parle beaucoup de Jean-Paul, que l'on connaît à peine. Dans son livre *de l'Allemagne*, Henri Heine lui consacre des pages qui mériteraient d'être citées. Il parle sévèrement de la « confusion baroque, des grotesques allures de son style, qui est si difficile à goûter. Il est impossible, ajoute-t-il, à une tête française, claire et bien ordonnée, de se faire une idée de ce style jean-paulesque. » On trouverait aisément dans l'esprit de Richter les défauts que nous reprochions à Schumann : désordre, l'embarras dans les développemens. Du reste, Heine a raison : Richter est peu accessible aux Français. Il nous choque par le fond et par la forme, il manque de mesure et de clarté. Mais les âmes allemandes peuvent l'entendre et le goûter. Leur sentimentalité nébuleuse flotte dans cette nuit épaisse comme dans un délicieux crépuscule. Non pas que les ténèbres de Jean-Paul ne s'illuminent parfois, mais de fugitifs éclairs qui les laissent plus profondes.

Schumann resta toute sa vie sous l'influence de Richter. Plus d'une fois même il s'inspira de lui, témoin ce mélancolique épithalame, composé dans sa jeunesse pour le mariage d'un de ses frères. Nous le reproduisons d'après M. Ernouf :

« Le printemps épanche libéralement sur nous ses trésors ; ses dons sont dans toutes les mains, parent toutes les chevelures ; mais parmi ces fleurs celle du myrte est la reine aujourd'hui. Toute douleur se fond en sourires, et le génie de l'amour imprime doucement sur vos jeunes visages son baiser de feu. Tout ce que vous aviez jamais éprouvé de tendre et de doux dans la région juvénile des songes, tous les pressentimens les plus délicieux de l'âme deviennent soudain des réalités.

« Quand les orages de la vie viendront assaillir votre frêle esquif ; quand la douleur, sourde torture, envahira votre âme, à vous deux sachez vous suffire et gardez dans une confiante union la noble paix du cœur. Qu'incessamment un génie consolateur se penche sur vos chagrins. Qu'il vous rende purifiées, transformées en perles dans les cieux, toutes les larmes que vous aurez dû verser ici-bas ! »

La correspondance de Robert pendant ses années d'études et de contrainte est également imprégnée de l'esprit de Richter. Il écrivait à l'un de ses amis en 1828 : « Si l'humanité entière lisait Jean-Paul, elle deviendrait meilleure, tout en se trouvant plus malheureuse. *Pour moi, il m'a rendu presque fou.* Mais toujours l'arc-en-ciel de la paix plane au-dessus des larmes, et le cœur se sent singulièrement élevé et doucement régénéré... Adieu donc, et sois heureux ! Que tous les bons génies de l'homme soient avec toi, et que celui des larmes de joie t'accompagne éternellement ! »

Et ailleurs : « Hélas ! le monde sans l'homme, que serait-il ! Un immense cimetière, le sommeil des morts sans rêves, une nature sans fleurs et sans printemps, une lanterne magique sans lumière. Et pourtant ce monde, avec l'homme, qu'est-il ? Un épouvantable cimetière de rêves engloutis, un jardin planté de cyprès et de saules pleureurs, une lanterne magique avec des figures éplorées... Oui, mon Dieu, voilà ce qu'il est, le monde !.. Adieu donc, cher ami, puisse ta vie n'avoir pas plus de nuages qu'il n'en faut pour la douce harmonie d'un beau crépuscule, pas plus de brouillards que les vapeurs légères qui forment le disque argenté de la lune, quand, assis le soir sur les ruines du vieux château, tu contemples tour à tour la vallée fleurie et le ciel étoilé !.. Me vois-tu également assis parmi des ruines, celles de mes châteaux en l'air évanouis ? Je pleure en contemplant l'horizon gris et terne qui borne désormais ma vie... en songeant à tout ce que j'ai dû m'arracher du cœur, où la plaie saigne toujours ! »

Le moment approchait où Schumann allait tout quitter pour la musique. A Heidelberg comme à Leipzig, le droit lui répugnait de plus en plus : l'étudiant malgré lui ne possédait même pas de Digeste. En 1828 et 1829, les tentations n'avaient pas manqué : il avait entendu Paganini ; il avait fait la connaissance de Wieck, l'éminent professeur, dont il devait un jour épouser la fille. Enfin, il s'était passionnément épris de l'œuvre de Schubert, qui venait de mourir. Les voix qui depuis longtemps l'appelaient devenaient de plus en plus impérieuses : il leur obéit enfin. Le 30 juillet 1830, il adressa à sa mère « la lettre la plus importante qu'il eût écrite dans sa vie. » Il voulait se livrer tout entier à l'art, et à l'art seulement. De guerre lasse, et sur l'avis favorable de Wieck, M<sup>me</sup> Schumann se laissa fléchir et consentit. Ce fut pour Robert comme une délivrance. « Je retrouve enfin, écrivait-il à Wieck, assez de calme dans la joie pour pouvoir écrire. Il me semble que j'ai un soleil dans le cœur. Le sentier de la science escalade des montagnes âpres et stériles ; celui de l'art a aussi les siennes, mais ce sont des collines d'Orient où abondent les rêves, les espérances et les fleurs. » Hélas ! les fleurs sont rares sur tous les chemins, et la voie de Schumann allait être douloureuse. Il devait y marcher le front couronné de cyprès, de ce rameau sombre qu'une amie rencontrée un jour en Italie lui avait laissé comme gage d'un funèbre avenir.

A peine libre, Schumann commença, sous la direction de Wieck, des études sérieuses. Il avait à regagner beaucoup de temps perdu. Mais en tout il allait à l'extrême, et son ardeur inconsidérée le porta bientôt à des excès dont il se repentit. Pianiste de mérite et déjà renommé, il ne voulut pas entièrement sacrifier la virtuosité à la composition. Il inventa, pour perfectionner son mécanisme, un

exercice barbare. Tous ceux qui jouent du piano savent que l'une des principales difficultés de l'exécution tient à la subordination étroite du quatrième doigt au troisième. Des cinq doigts de la main, le quatrième (le troisième pour les violonistes) est à la fois le plus faible et le moins libre. Dépourvu d'un muscle exclusivement affecté à ses mouvemens, il n'obtient qu'à force de travail et de fatigue une indépendance rarement parfaite. A cette faiblesse, providentielle, comme le dit plaisamment M. Ernouf, à cette faiblesse « sans laquelle le monde appartiendrait aux pianistes, » Schumann entreprit imprudemment de remédier. Il imagina un système de cordes et de poulies, grâce auquel il pouvait, tout en exerçant son quatrième doigt, maintenir le troisième fortement relevé. Il travaillait ainsi plusieurs heures chaque jour. Mais bientôt vinrent les crampe, puis l'engourdissement et presque la paralysie de la main droite. Schumann en perdit à peu près l'usage et ne devint jamais un pianiste hors ligne. A défaut de la main droite, il se consolait, j'allais dire il se vengeait sur la gauche. Il est sans pitié pour elle. Il l'épuise en traits vertigineux, en transitions harmoniques d'une complication terrible. Ce ne sont que doubles octaves à franchir d'un bond, accords à plaquer avec une puissance foudroyante. On sent presque toujours dans les compositions pour piano de Schumann l'embarras d'un exécutant empêché. Elles sont plus que difficiles, elles sont gauches. La musique de certains maîtres, de Weber, par exemple, de Chopin même, est parfois aussi malaisée, mais, pour employer un terme de métier, elle est mieux dans les doigts.

A la composition Schumann ajouta la critique. L'art allemand lui semblait en péril. Weber, Beethoven, Schubert, n'étaient plus. La musique nationale était muette et l'école italienne en faveur. Schumann craignit, peut-être trop vivement, l'influence rossinienne, et c'est contre elle qu'il s'arma, lui et ses compagnons. Avec quelques amis, à Leipzig, en 1834, il fonda, sous le nom de *David's Bündlerschaft* (ligue des compagnons de David), une sorte de confédération artistique. Sous divers pseudonymes, les membres de cette association rédigeaient un journal intitulé : *die Neue Zeitschrift für Musik* (Nouvelle Gazette musicale). Guerre fut déclarée aux Philistins, aux artistes médiocres, aux critiques sans compétence, aux auditeurs sans jugement. Il ne s'agissait de rien moins que de réformer l'esthétique contemporaine et de diriger le goût public. A vingt-cinq ans on a de ces audaces. « Nous voulons, écrivaient les jeunes apôtres, faire revivre le souvenir des vieux maîtres et de leurs œuvres, et prouver que les nouveau-venus de l'art ne peuvent se fortifier qu'à cette source si pure. Nous voulons aussi

combattre, comme antiartistique, cette école dernière qui ne vise qu'à mettre en lumière la virtuosité superficielle. Enfin, nous espérons hâter l'avènement d'une nouvelle ère poétique. Si nous avons agi quelquefois avec trop d'emportement, qu'on veuille bien mettre dans la balance la chaude admiration avec laquelle le vrai mérite artistique a toujours été reconnu et apprécié par nous en toute occasion. Nous n'écrivons pas pour enrichir le marchand, nous écrivons pour honorer l'artiste. »

Belles promesses, qui ne furent pas toutes tenues. Non que nous suspicions la bonne foi de Schumann ou l'indépendance de ses jugemens. D'ailleurs, il a souvent bien jugé. Il a rappelé des oubliés et signalé des inconnus. Le vieux Bach restait son dieu, mais il félicitait le jeune Mendelssohn de jeter quelque charme sur l'oratorio, que Bach avait fait trop austère. Il avait également pour Chopin une sympathie qui peut sembler moins naturelle, mais qu'il exprima chaleureusement quand fut publiée la fantaisie sur *Don Juan*, l'une des premières œuvres du maître alors presque ignoré.

Malgré tout, il est peu de compositeurs qui, dans la critique, un jour ou l'autre ne finissent par s'égarer. Schumann méconnut l'immortelle beauté des *Huguenots* (1). De même Mendelssohn parlait plus que légèrement de *Robert le Diable*, et Weber avait pour Beethoven des sévérités qui nous scandalisent. Bien d'autres exemples (Wagner serait des plus nouveaux et des plus concluans), prouveraient encore l'incompatibilité presque absolue des facultés de production et de critique chez les artistes. Mais ne les plaignons pas, leur part est la meilleure, car le génie qui crée est plus grand que l'esprit qui juge.

Schumann avait vingt-six ans lorsqu'il sentit naître un amour qui fut son unique amour, un amour auquel on s'opposa d'abord comme à son génie. Il s'éprit de Clara Wieck, la fille de son maître. Mais il était pauvre. Et puis Wieck redoutait, plus encore que la pauvreté, le mal qui menaçait l'esprit toujours plus troublé du jeune homme. On a dit que, vers 1831 ou 1832, forcé par les bienséances de quitter la maison où Wieck l'avait reçu d'abord, mais où grandissait la jeune Clara, Robert prit des habitudes funestes. Dans les brasseries de Leipzig, il aurait passé de trop longues soirées à fumer et à boire. Que demandait-il à cette double ivresse? Fuyait-il un rêve trop doux ou des hallucinations trop pressantes? Hélas! si Schumann s'enivra jamais, ce fut sans doute comme Alfred de Mus-

(1) Voir, *Gesammelte Schriften über Musik und Musiker*, von Robert Schumann. Leipzig; Georg Wigand's Verlag, 1854, t. II, p. 220 et suiv.

set, dont M. Ernouf le rapproche à ce propos. Souvenons-nous d'un sonnet douloureux, de cet aveu sans honte, sinon sans amertume.

Ah ! ce qui n'est qu'un mal, n'en faites pas un vice.  
 Dans ce verre où je cherche à noyer mon supplice,  
 Laissez plutôt tomber quelques pleurs de pitié !

Comme le poète, plus que le poète peut-être, il faut plaindre le musicien et lui pardonner.

En 1840 seulement, malgré des résistances obstinées, après des formalités pénibles, Schumann épousa enfin M<sup>lle</sup> Wieck. Qu'on nous permette ici de rendre à M<sup>me</sup> Schumann un hommage d'admiration et de reconnaissance. Elle a fait pour Schumann presque autant que lui-même. Les grandes œuvres du maître, ses œuvres vraiment glorieuses, ont été composées depuis son mariage, dans la sérénité d'un bonheur tranquille. Cette âme tourmentée avait trouvé un asile : elle s'y apaisait et s'y reposait. Une main pieuse protégeait la flamme divine contre les souffles qui l'eussent fait trembler. M<sup>me</sup> Schumann veilla quinze ans. Quinze ans elle défendit le génie menacé dont elle avait pris la tutelle sainte, et dont elle eût achevé le salut s'il eût pu être sauvé. Elle fut la tendre gardienne de cette pensée dont elle est encore la plus éloquente interprète. Elle partagera la gloire de Schumann comme elle a partagé son infortune, et comme elle a été à la peine passagère, elle sera à l'éternel honneur.

L'année du mariage de Schumann, 1840, fut la plus heureuse peut-être, et, à coup sûr, l'une des plus glorieuses de sa vie. Ce fut l'année des chants, *Liederjahr*. En 1844, Schumann visita Pétersbourg, où il fut très bien accueilli ; au retour, il quitta Leipzig pour Dresde. En 1848, il écrivit *Manfred*, un chef-d'œuvre, et ce *Faust* inachevé, qui fut le plus sublime effort de son génie. Nommé « directeur de musique » à Düsseldorf en 1850, il fut bientôt forcé de donner sa démission : la folie approchait. Dès 1833, un malheur de famille, la mort d'une jeune belle-sœur, l'avait jeté dans une crise dont il ne se souvint jamais sans terreur. La surexcitation nerveuse à laquelle il était en proie s'exaltait de plus en plus. Les hallucinations revenaient sans cesse. La nuit se faisait dans son âme, mais non pas le silence. Si les voix harmonieuses s'éteignaient, d'autres s'étaient élevées, qui le troublaient de leurs odieux concerts. Des chants bizarres éclataient à ses oreilles. Il s'éveillait parfois pour fixer les folles inspirations de son délire. Les ombres des maîtres morts lui dictaient des mélodies insensées. Un soir enfin, au mois de février 1854, il causait avec quelques amis

et paraissait tranquille. Tout à coup il se leva et courut se jeter dans le Rhin. Des bateliers l'en retirèrent vivant, mais irrémédiablement fou. La raison ne lui revint jamais. Il languit encore plus d'une année dans une maison de santé, près de Bonn, et mourut le 28 juillet 1856, à l'âge de quarante-six ans.

Qui pourrait expliquer cette mystérieuse fraternité du génie et de la folie, et le passage sur une même tête du souffle de vie et du souffle de mort? Au début d'un de ses livres (1), George Sand a rencontré ce problème et s'en est émue. Avec quelle éloquence elle a chanté la lutte de Jacob contre l'ange, cette lutte qu'elle avait contemplée et qui l'avait saisie de pitié, presque d'épouvante! Qui ne connaît l'apostrophe sublime : « Et toi aussi, tu as souffert un martyr inexorable! Et toi aussi tu as été cloué sur une croix!.. Dieu posa sur ton front une main chaude de colère, et en un instant ta raison t'abandonna, l'ordre divin établi dans les fibres de ton cerveau fut bouleversé. » L'âme de Schumann était trop faible; elle plia sous le fardeau.

### III.

Tel fut l'homme. Après lui, voyons l'œuvre, ou du moins une partie de l'œuvre.

La musique exclusivement instrumentale est rebelle à l'analyse littéraire. Elle défie la description. On peut donner avec des mots l'idée de la symphonie, de la fugue en général; mais non de telle ou telle fugue, de telle ou telle symphonie. La critique d'une œuvre purement symphonique a deux écueils à redouter et se heurte presque inévitablement à l'un ou à l'autre : soit à des généralités banales et sans intérêt, soit à une technologie pédante et sans clarté.

Aussi n'aborderons nous pas la musique instrumentale de Schumann, mais seulement sa musique lyrique et dramatique, et notamment ses trois œuvres les plus hautes et les plus caractéristiques : les *Lieder*, *Manfred* et *Faust*.

Ici, la tâche est plus aisée, et pour le critique, et pour le lecteur. A tous deux, l'union de la musique et de la poésie est singulièrement secourable : elle aide l'un à expliquer, l'autre à comprendre. L'œuvre littéraire soutient l'œuvre musicale; elle l'interprète et l'éclaire. Tout en initiant le public à des secrets que sans elle peut-

(1) *Lettres d'un voyageur*.

être il n'entendrait pas, elle sauve la critique des théories techniques et rebutantes. Elle lui permet de s'adresser non-seulement aux gens de métier, mais à ce public plus nombreux, fait de tous ceux que le XVII<sup>e</sup> siècle appelait les « honnêtes gens. »

« Voyez mes *Lieder*, disait Schumann, quelques-uns sont ce que j'ai fait et ce que je ferai jamais de mieux. » Il eût pu dire : ce que l'on a fait de mieux. Schumann est avec Schubert, et peut-être encore plus que lui, le maître de ce genre musical, des *lieder* bien-aimés de l'Allemagne, de ces chants qu'on ne peut appeler ni des chansons ni des mélodies, que notre langue sait à peine nommer, et dont les Allemands seuls ont rendu la saveur mystérieuse.

Le *lied* n'est ni la romance italienne ni la chanson française. Il ne fleurit qu'au pied des tilleuls, parmi les violettes de Souabe. La plainte d'un exilé, le passage d'un cortège nuptial ou funèbre ; moins encore, un souffle de la nuit ou du printemps, un soupir d'amour ou de mélancolie, un sourire ou une larme, parfois tous deux ensemble ; voilà ce qu'est le *lied*, ce parfum délicat de la terre et de l'âme allemandes.

Les mélodies de Haydn, de Mozart n'étaient pas encore des *lieder*, mais plutôt des airs au sens classique du mot, écrits dans un style un peu froid et uniforme. Chez Beethoven le premier, se trouve, en quelques-uns de ses chants (1), l'intuition de cette nouvelle forme musicale portée depuis à la dernière perfection. Les musiciens français de nos jours se sont volontiers essayés dans ce genre. M. Gounod a écrit des chants connus et aimés de tous. S'ils ne sont pas dans le style allemand, ils ne manquent ni de charme ni de puissance. Plus que M. Gounod, M. Massenet s'est inspiré de Schumann. Ses *Poème d'amour* et *Poème d'avril* sont conçus comme les *liederkreise* du maître saxon. Chez M. Massenet, l'influence allemande se trahit par plus d'un signe : importance, prédominance même de l'accompagnement, qui précède le chant, et dure après lui ; recherche des coupes originales, des cadences ingénieuses, du naturel et de la justesse dans la déclamation.

Schumann a chanté les choses de la nature et celles de l'âme ; il a regardé au dehors et au dedans de lui-même. Si de tels mots n'étaient barbares, ou du moins trop lourds ici, l'on dirait (et les Allemands, je crois, l'ont dit) qu'il a fait de la musique objective et subjective tour à tour. Il a trouvé dans le monde extérieur plus d'une inspiration gracieuse ou saisissante ; *le Noyer, la Sorcière,*

(1) Voir notamment son recueil intitulé : *A la bien-aimée absente*, traduit par M. V. Wilder ; la seconde romance de Claire dans *Egmont*, l'*Adelaide*, et surtout *In questa tomba oscura*.

*les Deux Grenadiers*, sont des récits ou des tableaux sans reproche. Chacun connaît *les Grenadiers* d'Henri Heine, ce dialogue de deux vieux soldats qui reviennent de Russie après une longue captivité. En Allemagne, ils apprennent la défaite et la chute de Napoléon. Épuisé de fatigue, accablé de douleur et de honte, l'un d'eux se sent mourir. Il demande à son compagnon de rapporter son corps en terre de France, de l'y ensevelir en tenue de combat, pour qu'il puisse attendre tout armé le jour où battront de nouveau les tambours, où les canons rouleront encore, où l'empereur délivré passera par les cimetières et réveillera ses héros pour les reconduire à la victoire. Schumann a donné une allure héroïque à ce court fragment d'épopée impériale; il l'a très heureusement couronné par le refrain de *la Marseillaise*.

Plus intime et plus allemand est le *lied* du *Noyer*. Le vieux noyer s'élève au seuil de la maison; dans ses branches, les oiseaux et les vents, les amoureux sous son ombre, parlent, mais bien bas, de la petite jeune fille qui rêve à son fiancé de l'année prochaine et, tout émue, écoute les voix du grand arbre. Tandis que le gracieux dessin de l'accompagnement rend le bruissement du feuillage, le chant, coupé de réticences et de soupirs, exprime délicieusement le trouble virginal des jeunes désirs et des premières pensées d'amour.

*La Sorcière*, c'est la rencontre d'un cavalier égaré la nuit dans la forêt, et de Loreley l'enchanteresse. On peut admirer ici comme Schumann sait rajeunir les vieilles formes musicales. Le *lied* a deux couplets, à l'ancienne manière; mais quelques mesures diversement harmonisées, un simple changement de mode ou de tonalité donne à l'ensemble la variété et la vie. La première reprise est sombre, un peu dure; la seconde, haussée subitement d'une tierce, prend par cela seul un accent irrésistible de tendresse et de séduction: la sorcière se fait sirène. Schumann a dans ses *lieder* la concision et la sobriété, les qualités qui manquent le plus à sa musique symphonique; il sait tout dire en deux pages, où rien ne fait défaut, où rien ne fait longueur.

Deux mélodies, parmi les plus géniales, sont belles d'une beauté particulière; belles comme des tableaux d'après nature, ou plutôt comme la nature même. Elles en traduisent puissamment deux manifestations puissantes: une nuit de printemps et une nuit d'étoiles. *Frühlingsnacht*, c'est *la Nuit de mai* de Schumann. On a fait bien des chansons au printemps, à ses premières fleurs, à ses premières hirondelles, aux promenades sentimentales et un peu bourgeoises des amoureux. Ici encore Schumann a brisé les vieux moules trop étroits pour sa pensée, et la sève nouvelle a jailli.



Dans ce chant, dans ces accords précipités et haletans, fermentent la jeunesse et l'enthousiasme ; partout frémissent des ailes et montent des parfums. Ce n'est plus un chant banal au printemps, mais l'hymne du printemps lui-même, de la nature tout entière se réveillant pour de nouvelles amours.

*L'heure du mystère!* Pourquoi nommer de ce titre prétentieux le second *lied*, qui s'appelle simplement, et plus expressivement, *Möndnacht, Clair de lune?* Cette mélodie et celle de M. Gounod, *le Soir*, ne sont pas sans analogie. Elles se touchent un peu comme les heures voisines qu'elles chantent : le crépuscule et la nuit. Les âmes des deux musiciens, portées par une même rêverie, montent vers le ciel, mais d'un essor inégal ; le coup d'aile de Schumann est le plus fort. Les deux strophes de M. Gounod sont très belles, peut-être, avec celles du *Vallon*, les plus belles qu'il ait écrites ; malheureusement, toutes deux sont identiques, et je voudrais dans la seconde quelque chose de plus. La musique devait suivre la gradation de la poésie et ne pas laisser le chanteur seul, par un accent plus fort, par une diction plus large, donner à la dernière phrase la flamme soudaine, le « rayon divin » de Lamartine. Schumann a su tout autrement traduire cette réaction de la nature sur l'homme qui la contemple, et ce retour sur nous-mêmes que provoque dans notre âme moderne le spectacle du monde extérieur, de ce monde qui n'a été créé, disait un savant illustre, que pour nous être une occasion de penser.

Le *Lied* du *Clair de lune* suit une étonnante progression. La phrase se pose d'abord, presque imperceptible, sur des notes égales et répétées. Leur rythme régulier produit un effet étrangement imitatif : il donne presque la vision des étoiles, fixes et scintillantes à la fois. Se peut-il que des sons expriment ainsi le silence même, ce silence nocturne qu'on écoute ! Le second couplet, lui aussi, commence par la même note isolée et persistante ; mais peu à peu d'autres notes se groupent autour d'elle, les accords se complètent ; de mesure en mesure, la trame harmonique se serre et se tend ; des dissonances hardies éclatent dans cette nuit où toutes les voix chantent, et quand la phrase revient une dernière fois, quand, du ciel étoilé, le regard de l'homme redescend sur lui-même, alors s'accuse l'élément personnel, passionnel. Comme si l'âme se dilatait sous le charme des splendeurs nocturnes, la phrase s'élargit et l'hymne s'achève dans l'extase.

Que de chefs-d'œuvre à signaler encore ! *In der Fremde*, à l'*Étranger*, est la morne vision, loin de la patrie, d'une vie et d'une mort solitaires. Ne serait-ce pas de ce *lied* que Bizet a dit : « C'est la nostalgie de la mort. » Quel accord entre la poésie et la musique !

Quand l'exilé, voyant approcher l'heure où il reposera sous les grands arbres, s'écrie : *Über mich rauscht die schöne Waldeinsamkeit*, littéralement : Sur moi murmurerà la belle solitude de la forêt, ce grand mot allemand, longuement accentué, est tout rempli de la solennité des bois.

Schumann, disions-nous, a regardé dans son âme et n'y a vu que misère et que mélancolie. Encore plus recueilli que Schubert, et comme replié sur lui-même, il a prêté l'oreille aux voix intérieures, à celles qui ne font que gémir tout bas. Il a mis en musique un groupe de petites pièces de Heine, *Dichterliebe: les Amours du poète*. Ce sont aussi les amours du musicien. Tristes amours ! « Des souffrances et des luttes que Clara me cause, écrivait Schumann avant son mariage, une bonne partie a passé dans ce que je compose. »

« Au délicieux mois de mai, quand s'ouvraient les bourgeons, l'amour est éclos dans mon âme !

« Au délicieux mois de mai, quand chantaient les oiseaux, je lui ai avoué ma peine et mon désir ! »

Voilà le premier *lied*, et voici le second :

De mes larmes naissent des fleurs,  
Et mes soupirs deviennent chants de rossignols.  
Si tu m'aimes, ma petite enfant,  
Je te donnerai toutes ces fleurs  
Et devant ta fenêtre chanteront les rossignols !

Ailleurs, au son des violons et des flûtes, au bruit de la fête nuptiale, danse la bien-aimée. Et, dans l'ombre, celui qu'elle abandonne entend sangloter les jolis petits anges.

Quelle délicatesse ! quelle ténuité ! Devant ces rêveries timides, les violences de Schumann s'apaisent ; sa voix se fait douce comme une voix de petit enfant. Il n'y avait nul exemple avant lui d'une plainte aussi discrète. Même en effleurant les premiers *lieder* de ce recueil, on a peur de les froisser. Il faut surtout les préserver de la foule, ne pas les chanter devant elle. Ils sont faits pour l'intimité, presque pour la solitude, et ressemblent à ces fleurs qui ne s'entr'ouvrent que dans l'ombre. Ainsi seulement se décèlent leurs délicates merveilles : nuances exquises de désir et de mélancolie. C'est peut-être dans ces suaves et courtes élégies que Schumann est le plus original et le plus créateur. Il a trouvé des finesses et des grâces qu'on n'attendrait pas de sa pensée et surtout de son style un peu lourd ; plus que des souffles puissans, il est ici l'homme des légers soupirs. Sur la plus fragile poésie, sa musique se pose comme un oiseau sur un lilas en fleurs.

Schumann n'a pas seulement soupiré de tristesse ; il a crié de désespoir. Témoin *Ich grolle nicht ! J'ai pardonné*, page sublime, gamme complète de la douleur. Douleur, qui, de résignée devient folle, mais d'une sainte folie, la folie du pardon et du martyr. Car Schumann crie de pitié et non de haine ; cette musique ne pleure pas sur les victimes, mais sur les bourreaux ; là est le secret de son héroïque beauté. Au point de vue technique, est-il besoin d'insister sur ce *lied*, de signaler, ou de rappeler la puissance de l'accompagnement ; à la basse, cette terrible descente d'octaves diatoniques, et cette suite d'accords martelés, écrasés, au-dessus desquels la voix monte toujours ?

Le poème musical de Schumann s'achève par un adieu pathétique aux rêves et aux chansons de la jeunesse. « Qu'on m'apporte un grand cercueil, plus vaste que le fameux tonneau d'Heidelberg, plus long que le pont de Francfort, si lourd, qu'il pèserait aux épaules du grand saint Christophe de Cologne. J'y mettrai mes chansons et mes rêves détestés, et je les jetterai dans la mer, car au cercueil gigantesque, il faut un gigantesque tombeau... Mais voulez-vous savoir pourquoi le cercueil est si vaste et si lourd ? C'est que j'y ai enseveli mon amour et ma douleur ! » Dramatique inspiration que Schumann a faite encore plus saisissante ! La ténacité du rythme exprime la résolution et la haine ; un effort désespéré soulève ce cercueil. Mais, avant de le précipiter, celui qui le porte s'arrête pour le regarder une dernière fois et soudain son regard se voile. Une brève modulation change la colère en pitié suprême et fait de l'anathème un déchirant adieu. Cette brusque détente est un trait de génie.

Ainsi ces *Lieder*, commencés par des soupirs, s'achèvent par des sanglots. On pourrait leur donner pour épigraphe le vers du poète :

Fille de la douleur ! Harmonie ! Harmonie !..

car Schumann, lui non plus, ne séparait guère les pleurs d'avec les chants.

#### IV.

Les deux œuvres maîtresses de Schumann sont, à notre gré, *Manfred* et *Faust*. *Faust* est une suite de scènes empruntées à la tragédie de Goethe (surtout dans sa seconde partie) ; *Manfred* est la mise en musique du poème de lord Byron.

Schumann, une seule fois, aborda l'opéra avec *Geneviève*, qui reçut un accueil plus que froid et le méritait un peu. Schumann n'est pas

homme de théâtre. Il faut à sa fantaisie la pleine liberté. Il faut que nul obstacle ne borne son horizon ; que nulle figuration matérielle ne donne trop de réalité aux créations de son génie. Dans le genre plus libre de la légende dramatique, de l'oratorio profane, le premier grand sujet qu'il traite est *le Paradis et la Péri* (1845). Le livret en est tiré de *Lalla-Rookh*, le poème de Thomas Moore. Une créature céleste, la Péri, a été chassée de l'Eden. Pour y être de nouveau reçue, elle doit chercher sur terre et rapporter à Dieu une offrande digne de lui. Ni le sang d'un héros recueilli sur le champ de bataille, ni le dernier soupir de deux fiancés morts l'un pour l'autre ne paraissent assez précieux au Seigneur. Ce qu'il aime, ce qu'il veut, c'est le repentir du méchant, et le seul trésor qui rend enfin à la Péri l'accès du ciel, ce sont les larmes d'un pécheur pénitent.

Sur ce poème, Schumann a écrit une longue partition. Nous ne lui donnons pas, avec certains critiques, la première place dans l'œuvre du maître, bien que des vingt-six morceaux qui la composent plus d'un mérite l'éloge. Par exemple, un triple chœur de Génies, dont la facture légère a l'élégance de Mendelssohn ; l'épithalame funèbre des fiancés, plainte solennelle et douce, avec le charme de la jeunesse jusque dans la mort ; enfin, le chœur céleste des houris, d'une grâce et d'une amabilité exquises, la perle de la partition. Mais l'œuvre, dans son ensemble, ne s'impose pas. On la voudrait à la fois plus gracieuse et plus forte, plus variée et cependant plus homogène. Cette légende orientale convenait mal à Schumann. Ce qu'il lui fallait, pour le plein épanouissement de son génie, c'étaient les deux poèmes de Byron et de Goethe. Il est temps de voir comment il les a compris.

*Manfred!* qui pourrait se flatter de le comprendre à fond? A-t-on jamais eu le dernier mot de cette sombre énigme et découvert le secret de ces magnifiques divagations? *Manfred* est de ces œuvres qui provoquent tous les commentaires et les rebutent tous. Sur les hauteurs des Alpes, un pâle jeune homme vit au fond de son château. Tout le décor romantique est de mise au début du poème : minuit, une galerie gothique, et la veillée pensive sous la lampe à demi consumée. On se croirait chez Faust. Comme lui, Manfred a tout étudié.

Saisi du même dégoût et de la même détresse il adresse le même appel aux puissances surnaturelles. Les esprits paraissent à la voix de Manfred. Il leur confie ses maux et leur demande, pour faveur suprême, l'oubli. Déjà s'accuse entre le héros de Byron et celui de Goethe une différence à l'honneur de Faust. L'idéal de Faust est l'activité, la vie ; celui de Manfred est l'oubli, cette mort partielle

que nous donnerait l'anéantissement du passé. Dans *Manfred*, plus que partout ailleurs, Byron est l'apôtre d'un nihilisme désespéré. La mode alors était aux anathèmes contre la vie, au dégoût de soi-même, et, du pessimisme tragique qui possédait les âmes, Byron fut peut-être la plus illustre victime. Ce jeune et beau seigneur, riche de fortune et de génie, se plaignit de tout et toujours. De là vient qu'à notre admiration pour lui se joint parfois quelque impatience. On s'irrite à la longueur de cette rancune toujours amère et jamais expliquée. A de pareilles souffrances se mêle une personnalité qui les rend moins touchantes. Manfred ne parle que de lui, ne pleure que sur lui : hors de lui, nul ne souffre. Avec l'ostentation de la douleur, il en a l'amour ou plutôt l'amour-propre. Au moins, si cette douleur nous disait ses raisons. Si Manfred avouait quel chagrin ou quel remords le ronge. Si nous savions, quand il porte sa coupe à ses lèvres, de quel sang il la voit remplie. Si nous savions qui fut cette Astarté, mystérieux fantôme qu'il évoque et qui lui promet la mort ; cette Astarté, le seul être vivant qu'il ait jamais aimé, la compagne de ses veilles et de ses rêveries, cette Astarté « qui fut sa... » et dont une éternelle réticence nous dérober le secret. Cette recherche du mystère finit par affaiblir l'intérêt et lasser la pitié. A côté d'une poésie grandiose, il y a dans *Manfred* un peu de déclamation, et (qu'on nous passe le mot) de pose. Sublimes parfois, ces lamentations sont parfois prétentieuses. De telles œuvres ont, avec leur beauté, leur péril. Elles nous exaltent, mais nous affaiblissent. Elles nous attendrissent sur des maux chimériques, et, nous faisant une vertu, presque une gloire, de douleurs imaginaires, nous laissent sans courage devant les véritables épreuves et les devoirs certains. Le chasseur qui rencontrait Manfred au penchant des abîmes s'effrayait de son égarement et lui disait très bien : « C'est un état convulsif et non la vie et la santé. »

Schumann a fait de *Manfred* une œuvre courte et puissante. Derrière la superbe emphase de Byron, il n'a vu que la pensée amère, sympathique à sa propre pensée, et, sans trop l'analyser, il l'a suivie. Le sentiment mal défini de révolte et de douleur, qui fait le fond de *Manfred*, convient admirablement à la musique, tenue à moins de précision que les autres arts, même la poésie. Presque toujours en musique l'idée générale, la vague donnée d'un sentiment suffit. Une représentation exacte de *Manfred* en affaiblirait peut-être l'effet, tandis que l'audition seule donne une impression de passion et de force irrésistible ; sous l'empire de la musique, notre imagination peut s'égarer et s'émouvoir sans que la raison, plus indulgente aux musiciens qu'aux poètes, nous demande compte de notre émotion. Admirable vertu de la musique, quand, par l'heu-

reux instinct du génie, elle peut sauver ainsi les faiblesses d'une œuvre littéraire et n'ajouter qu'à ses beautés!

L'ouverture de *Manfred* est le plus magnifique morceau que Schumann ait écrit pour l'orchestre. Toutes ses qualités s'y retrouvent, sans aucun de ses défauts. Il y a porté la passion à son comble sans tomber dans l'égarément. Au lieu d'être possédé par son génie, il le possède. Sans un écart, sans que la pensée s'arrête ni dévie, une inspiration maîtresse d'elle-même soutient d'un bout à l'autre et retient ce magnifique prologue. La phrase est toujours ample; l'orchestre, plein sans lourdeur et varié sans recherche. Des modulations faciles, harmonieuses, amènent des épanouissemens de mélodie admirables. Cette musique, houleuse comme l'océan, se soulève comme lui sans déborder jamais. Elle a dû donner au compositeur, comme elle la donne à l'auditeur, cette volupté magnifiquement exprimée par Maurice de Guérin dans *le Centaure*, « cette volupté, qui n'est connue que des rivages de la mer, de renfermer sans aucune perte une vie portée à son comble et irritée. »

Le premier chœur des Génies, répondant à l'appel de Manfred, a de la franchise et de la carrure. Les esprits paraissent tour à tour. Leurs voix, d'abord « mélancoliques et douces comme la musique sur les eaux, » prennent de la force et de l'éclat. L'incantation qui suit est encore plus belle. C'est un quatuor de basses, d'abord très largement déclamé, qui s'achève par un ensemble grave, un peu étouffé, où la menace et la colère grondent à des profondeurs mystérieuses.

La clarté n'est pas le moindre mérite de *Manfred*. De toutes les œuvres de Schumann, c'est la plus accessible et la plus dégagée. Elle est sans surcharges et sans longueurs, habilement coupée de morceaux d'orchestre qui se détachent avec relief. Citons l'évocation du Génie de l'air, l'entr'acte en *fa* avec sa terminaison originale, et surtout une page délicieuse : l'apparition de la Fée des Alpes. Cette musique fluide donne un sensation de fraîcheur comme la pluie des cascades légères. C'est un effet exquis d'harmonie imitative sans recherche du procédé ni de l'artifice.

Un rien suffit à Schumann pour faire un tableau. Avec cette vision de fée, avec quelques notes moelleuses de cor anglais redites en écho, il esquisse un paysage de montagnes, il égale la poésie de Byron. Elle est sublime ici, cette poésie, et nous lui rendons hommage. Nous oublions les défauts du drame, nous pardonnons à Manfred la monotonie de sa plainte et les redites de sa douleur. Qu'il ne soit même, je le veux bien, pour emprunter à M. Caro le bonheur d'un mot récent, qu'il ne soit qu'un « virtuose du désespoir, » c'est un virtuose incomparable. Le génie de Byron s'est

attaqué aux forces les plus puissantes de la nature, à ses spectacles les plus grandioses, et il n'a pas été vaincu. Il a vu le soleil se lever sur les glaciers, et son œil n'a pas été ébloui. Quelle scène que celle de Manfred sur les cimes !

Jungfrau ! Le voyageur qui pourrait sur ta tête  
S'arrêter, et poser le pied sur sa conquête,  
Sentirait en son cœur un noble battement,  
Quand son âme, au penchant de ta neige éternelle,  
Pareille au jeune aiglon qui passe et lui tend l'aile,  
Glisserait et fuirait sous le clair firmament !

Manfred l'a senti, ce noble battement, il a foulé les neiges pures et les aigles l'ont frôlé de leur aile. Sur ces sommets, le vertige (ou plutôt le délire sacré) le saisit ; il éclate en strophes sublimes, en appels éperdus au soleil, à la terre immense, aux rochers sur lesquels il est tenté de se briser, aux vallons dont son cadavre, hélas ! souillerait la pureté. *My mother Earth!* ô Terre, ma mère ! s'écrie Manfred. O nature, ma mère ! pourrait dire Byron. Elle est bien la mère de sa poésie. C'est au spectacle de sa beauté qu'il s'anime ; c'est sur son sein qu'il se repose, et, comme le lutteur de la Fable, c'est au contact de sa force éternelle qu'il renouvelle la force de son génie.

Manfred est redescendu des montagnes. Il pénètre dans le royaume des Esprits jusqu'au trône d'Arimane, leur souverain. Il évoque Astarté et l'interroge. Ici, comme toujours, le Manfred de Schumann ne chante pas : il parle seulement, mais l'orchestre chante pour lui la plus mystérieuse cantilène, une des plus simples et des plus pures inspirations de Schumann, un de ces doux rayons qui brillent parfois dans son œuvre généralement sombre. Quel dommage qu'il n'ait pas retrouvé de tels accens pour la veillée suprême de son héros ! C'est dans Byron un passage incomparable. Manfred, rentré dans sa demeure, a prié qu'on vint l'avertir quand le jour baisserait. Il veut, avant de mourir, regarder une dernière fois le soleil couchant. Appuyé contre sa fenêtre, il fait à l'astre qui descend de magnifiques adieux :

« Disque glorieux ! Idole de la nature naissante !.. Toi le plus jeune des ministres du Tout-Puissant ; toi qui portas le premier sur le sommet des montagnes la joie au cœur des bergers chaldéens... »

Schumann a malheureusement rétréci ces vastes horizons. Il a un peu écourté cette scène, à laquelle il consacre seulement quelques mesures d'un mélodrame assez froid. En revanche, quelle inspiration couronne l'œuvre ! Schumann ici dépasse Byron. Le soleil a disparu. Manfred se meurt : « Vieillard, dit-il au prêtre qui

l'exhorte en vain, vieillard, il n'est pas si difficile de mourir ! » Et le prêtre, penché sur lui, reprend : « Il est mort. Son âme a fui loin de la terre. Où donc ? Je crains d'y penser, mais elle a fui. » C'est un peu sec ; Schumann l'a senti. En deux pages de musique sacrée, par un *Requiem* à peine murmuré sur des orgues lointaines, il donne à ce crépuscule funèbre une solennité grandiose. Manfred expire, et le *Lux aterna*, s'épanouissant avec la reprise de l'orchestre, jette sur la fin de ce poème sceptique et désespéré un suprême rayon d'espérance et de foi.

## V.

Nul poème, fût-ce *Manfred*, ne s'imposait comme *Faust* au maître de Zwickau.

Le *Faust* de Schumann ne contient que trois courtes scènes tirées du premier *Faust* de Goethe. Si belle que soit l'une d'elles, la scène de l'église, nous n'y insistons pas. C'est de la seconde partie du poème allemand que le musicien s'est presque exclusivement inspiré ; là s'est concentré son génie. Loin de nous la pensée de tout louer, ou seulement de tout expliquer dans le second *Faust* de Goethe ! Il est plein de bizarrerie, de confusion et de défaillances, mais on y rencontre encore d'incontestables beautés. S'il ne pouvait, comme le premier, passer tout entier de la poésie dans la musique, il offrirait encore aux compositeurs quelques scènes admirables où Goethe s'était souvenu de lui-même. Ces fragmens, qui nous restent à examiner, sont la scène du sommeil et du réveil de Faust, la scène avec le Souci, la mort de Faust et le grand épilogue du paradis.

Au point de vue philosophique, selon la logique supérieure de l'idée, le premier *Faust* n'est qu'un détail dans l'ensemble. L'histoire de Marguerite, bien qu'elle ait effacé tout le reste, est dans le plan général un épisode et rien de plus. La volupté, l'amour ne suffisent pas à remplir une vie, et surtout la vie de Faust. Son âme est avide d'autres jouissances et capable d'autres épreuves. A la politique, à l'art, à la philanthropie, aux passions généreuses et bien-faisantes, il demandera le secret du bonheur, et la mort ne viendra pas si tôt arrêter sa recherche infatigable.

Après avoir laissé Marguerite inanimée sur les dalles de l'église, Schumann, par un contraste puissant, ouvre la seconde partie de son *Faust* sur un paysage des Alpes. Après les voûtes étouffantes, le grand air et le ciel bleu. Comme Berlioz, Schumann a fait dans son œuvre une large part à l'amour de la nature. Il a, comme lui, mis en lumière cet aspect du génie de Goethe, ce sentiment tout



moderne que, seul peut-être des poètes antiques, Lucrèce a parfois soupçonné. Les anciens décrivaient admirablement la nature, mais ils ne l'aimaient pas comme nous l'aimons. Ils en personnifiaient, ils en divinisaient les forces et les grâces, mais sans presque jamais faire d'elle leur amie, la confidente de leurs joies, la consolatrice de leurs peines ou de leurs fautes. Un ancien n'eût peut-être pas compris ces vers :

Mais la nature est là qui t'invite et qui t'aime,  
Plonge-toi dans son sein, qu'elle t'ouvre toujours.

Comme les grands poètes modernes, même les poètes en prose, tels que Jean-Jacques Rousseau et Chateaubriand, Goethe avait au plus haut degré cette tendresse pour les choses. Son Faust a par momens des élans d'admiration pour les splendeurs de la terre. Échappant à l'angoisse qui l'opprime, il chante alors, sinon à Dieu, du moins à la nature, des hymnes enthousiastes et reconnaissans. Il la remercie d'être toujours aussi jeune, aussi belle. Endormi dans la nuit sereine, il oublie le drame sanglant achevé la veille dans le cachot de Marguerite, et, de leur vol léger, les sylphes effleurent son sommeil. Sans avoir ici autant de couleur que Berlioz dans une scène analogue de *la Damnation de Faust*, Schumann a beaucoup de grâce et de poésie. L'introduction orchestrale, mollement balancée, le chant affectueux d'Ariel et le chœur aérien des Génies sont des pages élégantes et pittoresques.

Après cette nuit de repos, quelle aube éblouissante ! Le cri d'Ariel annonçant l'aurore à l'éclat aigu du premier rayon de soleil. On dirait que la lumière jaillit avec le son des clairs appels de trompettes, du frémissement général de l'orchestre. Les sylphes effarouchés se blottissent sous les fleurs, et Faust s'éveille doucement, apaisé par les fraîches rosées du matin, étendu sur la terre, « qui cette nuit encore lui est restée fidèle, » et qui « respire » à ses pieds comme un ami gardien de son sommeil. « Regardez là-haut, s'écrie-t-il. Les sommets gigantesques des montagnes annoncent déjà l'heure solennelle. » La période musicale est admirable d'ampleur et de richesse mélodique ; elle exprime l'ivresse de la vie reconquise dans toute sa plénitude, plus qu'un réveil, presque une résurrection.

Sans aucune des ressources du théâtre ou de l'action dramatique, Schumann esquisse admirablement dans cette scène le caractère philosophique de Faust. C'est bien le sombre penseur, repris parfois aux séductions de la vie, mais le plus souvent meurtri par ses chocs douloureux. Ce nouveau soleil, si joyeusement salué, monte à peine au-dessus de l'horizon que Faust déjà s'en détourne ébloui. Il n'en peut

supporter que le reflet diapré par les eaux de la cascade : « Ce reflet coloré, c'est la vie, » dit-il avec tristesse, et toute l'amertume de cette pensée est dans une phrase mélancolique et quelque temps suspendue. Schumann a le secret de ces tableaux émouvans, qu'il indique d'un trait et qui s'achèvent dans l'imagination de l'auditeur.

*Mitternacht* (Minuit), tel est le titre de la scène suivante, une des dernières dans le drame de Goethe. Schumann a laissé de côté les scènes intermédiaires : la cour de l'empereur, l'épisode d'Hélène, celui d'Homunculus et la nuit de Walpurgis : tout cela prêtait peu à la musique. Faust est chargé d'années et de gloire : il a repoussé les ennemis et sauvé l'empire. Il a été l'amant d'Hélène, ressuscitée pour lui appartenir. Au gré de sa fantaisie toute-puissante, il a promené à travers le monde le tourbillon de sa vie. Son activité, toujours plus haute et plus pure, s'applique maintenant aux grands problèmes économiques. Il connaît ce que M. Blaze de Bury nomme avec originalité la volupté de l'amour social. Trop longtemps épris de sa propre félicité, son rêve s'est ennobli : il veut désormais l'humanité heureuse, heureuse par lui dans le travail et l'abondance. Perdu dans ces sublimes pensées, il veille seul au milieu de son palais endormi. La poésie pourrait sembler ici quelque peu rebelle à la musique. Allégorie austère que ce dialogue de Faust et du Souci, dont le génie de Schumann a pourtant triomphé. Il a chaudement coloré les abstractions de Goethe, il a fait de cette scène purement philosophique un drame plein d'action et de terreur. Quatre spectres de femmes, murmurant de sourdes imprécations, se glissent dans les ténèbres jusqu'à la porte de Faust. La nuit est lugubre et les nuages fuient sous le vent. Un *scherzo* vivement rythmé rappelle parfois certaines sonorités fantastiques de la fonte des balles dans le *Freischütz* ; des unissons stridens ont l'éclat de la foudre. Voici minuit, l'heure de l'angoisse et de la peur. Faust prête l'oreille, il entend des voix menaçantes et des fantômes l'effleurent. Il voudrait fuir, mais trop tard, les puissances infernales auxquelles il s'est livré. La superstition, la magie peuplent ses nuits de rêves terribles. Le savant docteur, le héros de cent victoires, tremble comme un enfant. La porte a grincé, qui donc est là dans l'ombre ? C'est le Souci, le sombre compagnon qui suit derrière nous notre chemin. Faust, ne l'as-tu donc jamais connu ? Alors éclate une réponse admirable, un cri de superbe révolte contre l'humaine misère et l'éternel chagrin. Faust, avec une énergie désespérée, avec une sorte de fierté triomphante, se reprend au souvenir encore récent de son bonheur, aux réalités rassurantes de sa vie déjà longue. Le sentiment est étrange, difficile à préciser avec rigueur, mais il se trahit à chaque mesure de cette page extraordinaire. Presque au moment de mourir, au som-

met de sa vie, le vieillard se retourne pour la regarder. Elle se déroule derrière lui comme un fleuve près de se perdre dans la mer. Il n'a fait « que désirer et accomplir, » il a vécu sans soucis et sans crainte, et voudrait couronner par la sagesse et la sérénité l'activité de sa jeunesse superbe. Ces pages de Schumann sont d'une rare beauté. Avec quelle angoisse Faust se débat sous l'étreinte du spectre ! Avec quelle détresse il appelle, contre les funèbres chimères qui l'assiègent, le témoignage des joies d'hier, des voluptés puissantes d'une vie plus qu'humaine ! Malgré cette explosion d'enthousiasme, l'implacable fantôme le harcèle. Autour de sa menace obstinée, l'orchestre enroule un accompagnement serré, plein de dissonances douloureuses. Enfin le souffle aveuglant du spectre qui fuit étend sur les yeux de Faust une nuit éternelle.

Soudain, des ténèbres qui s'épaississent autour de l'infortuné monte le sanglot le plus profond qui brisa jamais une voix humaine. Faust pleure la lumière perdue, la lumière que Goethe aimait tant, qu'il appelait encore au moment de mourir. Plainte déchirante comme celle d'OEdipe aveugle, où la musique moderne égale la simplicité antique.

Mais si, pour Faust, l'ombre s'est faite au dehors, au dedans resplendissent de plus vives clartés.

Quand l'œil du corps s'éteint, l'œil de l'esprit s'allume.

Transporté par de radieuses visions, il se relève et jette à pleine voix un cri de triomphe. Nous sommes ici à des hauteurs que la musique atteint rarement. Cette péroraison est soulevée par un souffle prodigieux de bravoure et d'héroïsme. C'est ainsi que devait chanter Homère, le grand aveugle illuminé !

Voici que Faust touche à sa dernière heure. Devant sa porte, des légions de squelettes creusent avec des gestes bizarres la fosse qui doit l'engloutir. Méphistophélès mène la lugubre besogne, excitant les fossoyeurs fantastiques. Faust paraît sur les degrés de son palais. Sous les colonnades où luisent les torches, il cherche son chemin, guidé par les sonorités incertaines des cors. C'est une majestueuse apparition que ce vieillard plongé toujours dans sa pensée et, si près de mourir, encore ravi par de prophétiques extases. Il veut purifier la contrée qu'il habite, dissiper les vapeurs qu'exhale une terre malsaine, rendre au travail fécond des espaces infinis... Il entend déjà le fer qui frappe la terre, un bruit confus réjouit son oreille. Sans doute mille bras robustes se mettent à l'œuvre, à son œuvre bien-aimée. Leurré jusqu'à la fin par l'implacable ironie de Méphistophélès, il écoute. Est-il une scène plus pathétique ? Le démon se tait. Il guette dans l'ombre, attendant que la mort lui

livre enfin cette victime, qui chante au penchant de sa tombe. Jamais Faust ne s'est plus avidement enivré des promesses de l'avenir. Une radieuse lumière éclaire les perspectives infinies de ses rêves. Son chant plane au-dessus de la terre, sur les hauteurs où l'emporte une hallucination sublime. L'orchestre tout entier s'enfle et se soulève en un crescendo terrible. Haletant, éperdu d'enthousiasme, Faust touche « au moment ineffable, » mais la mort l'abat en plein triomphe : il roule au fond de l'abîme. Chute retentissante comme celle de la foudre. Il tombe comme ont dû tomber les Titans et les anges, et le fracas de sa ruine éveille de formidables échos. Ils se taisent peu à peu, et le silence se fait sur cette fosse. *Es ist vollbracht!* Tout est fini. Tout est consommé, oserait-on dire, car celui qui vient de mourir était presque un dieu.

Chacun peut admirer, dans le *Faust* de M. Ch. Gounod, avec quel recueillement la foule s'agenouille autour du cadavre de Valentin. Nous retrouvons ici le même effet, mais beaucoup plus puissant. Faust est donc mort ! Et après quelle vie ! Après tant d'agitation, tant de bruit, quel silence et quel repos ! Méphistophélès jette un dernier regard de mépris sur le sépulcre où l'homme vient enfin de s'engloutir avec son désir inassouvi. Quelques mesures de chœur sont d'une impassibilité terrible, et des accords de cuivres, très doux, très soutenus, prolongent de lugubres harmonies.

Schumann a suivi Faust au-delà de la tombe. Il a voulu, comme Goethe, dénouer entièrement le drame de sa destinée et remettre son âme entre les mains de Dieu. Toute la dernière partie de l'œuvre se passe en plein ciel, ou plutôt dans ce paysage idéal où Goethe, toujours épris de la nature, a placé ses pieux anachorètes et les légions de ses anges. Un chœur d'un contour délicat et d'une fraîcheur exquise chante la quiétude de ces mystérieuses retraites. La mort a tout apaisé. La lutte douloureuse est finie. Au milieu des rochers, dans les forêts, de saints vieillards vivent en prière, partageant avec des animaux familiers l'abri de leurs grottes hospitalières. Le début de cette scène est patriarcal. Il rappelle les légendes de saint François d'Assise et les fresques naïves des peintres ses contemporains. Le poète et le musicien ont compris comme ces maîtres primitifs le recueillement des solitudes de Dieu.

En dépit des obscurités et des longueurs, malgré l'atmosphère un peu vague où flottent les docteurs et les saints, l'épilogue du *Faust* de Goethe reste dans son ensemble une conception admirable, et la musique de Schumann égale les splendeurs mystiques de la poésie. Le beau chant du *Pater extaticus*, avec l'accompagnement passionné des violoncelles, a la tendresse brûlante d'une page de sainte Thérèse. Il est devenu banal de parler ici de Dante et de son Paradis. Le rapprochement a été fait trop souvent, mais il s'im-

pose toujours. Singulière réminiscence! le grand artiste païen, à la fin de son œuvre, est dominé par le souvenir du plus croyant des poètes. Le philosophe, le sceptique chante des hymnes de foi, d'extase même. Ce souffle embrasé d'amour divin, cette assumption d'une âme élevée de ciel en ciel, portée par les anges et saluée par les chérubins; l'intercession de Marguerite obtenant le salut de son bien-aimé; enfin cet « éternel féminin, » ce fameux *Ewiges Weibliche*, ce principe tout-puissant de tendresse et de pardon, toute cette poésie mystique n'est-elle pas un reflet de la *Divine Comédie*? Ne rayonne-t-elle pas aussi pure que Béatrice, celle qui fut Marguerite et qui, jadis abaissée jusqu'aux amours éphémères, va maintenant par un retour sublime, initier Faust au mystère de l'éternel amour?

Schumann n'a pas failli à sa redoutable tâche. Il a entendu les voix d'en haut, les voix qui firent tomber le luth des mains de sainte Cécile ravie. Les essaims des jeunes anges tourbillonnent en murmurant d'une voix enfantine leur cantique ingénu. Pour arracher l'âme de Faust à l'enfer, ils ont accablé Méphistophélès sous une pluie de roses. Et maintenant ils s'élèvent vainqueurs, jetant encore les fleurs à pleines mains.

Manibus date lilia plenis!

Ce grand chœur est admirable de variété: d'abord tranquille et caressant, il éclate bientôt en cris de victoire. Les voix se mêlent et redisent, toujours plus nombreuses, toujours plus assurées, leur chant de triomphe. Avec quelle grâce, avec quelle tendresse les anges accueillent cette âme sauvée! Avec quelle allégresse ils lui font fête! Bach et Haendel n'ont pas plus de puissance, ils ont moins de douceur. Ils n'ont jamais connu cette ardeur mystique, cette extase enivrante de l'âme où l'amour passionne la foi. Les grandes œuvres de ces vieux maîtres sont inspirées par une croyance robuste, par une religion austère; elles n'ont pas l'émotion chaleureuse dont frémit la voix du *Doctor Marianus* chantant celle

che letizia

Era negli occhi a tutti gli altri santi (1).

Le chœur des anges s'est tu. A travers les sereines harmonies du prélude, des espaces immenses se découvrent. Au-dessus des harpes égrenant leurs accords cristallins se déroule un chant céleste, aussi virginal que les têtes de madones caressées par le pinceau religieux des peintres primitifs. Si Schumann n'a pas chanté les

(1) Dante, Paradiso, cant. xxxi.

ivresses de Faust aux genoux de Marguerite, ne l'accusons ni de sécheresse ni de froideur. Il avait gardé sa flamme pour célébrer de plus chastes transports et de plus pures amours.

Parvenu sur ces hauteurs, il fallait s'arrêter ou descendre, et malheureusement Schumann est descendu. L'œuvre faiblit à la fin : les dernières pages manquent d'inspiration et de clarté. Le chant des saintes femmes priant avec Marguerite a de la grâce ; mais il est un peu écourté, un peu vulgaire ; il n'a pas le charme évangélique des strophes de Goethe. Elles voulaient une mélodie simple et touchante, ces prières des amies de Jésus : la prière de la Samaritaine qui rafraîchit sa soif brûlante, celle de Madeleine qui baise ses pieds divins. Enfin nous aimons encore moins le grand chœur fugué qui termine l'ouvrage : c'est la conclusion froide d'une œuvre ardente et passionnée. Cette psalmodie monotone jette de l'ombre sur les splendeurs que nous avons entrevues. Schumann a fermé trop tôt le ciel qu'il nous avait ouvert.

Tel est le *Faust* de Schumann : un abrégé, une synthèse puisante du second *Faust* de Goethe. « On ne peut pas dire que l'intelligible soit toujours beau, disait Goethe à Eckermann, mais certes le beau est toujours intelligible, ou du moins il doit l'être. » Cette maxime condamne bien des pages du second *Faust*. Mais il faut être indulgent pour la vieillesse des grands hommes : leurs défaillances même ont droit à nos respects. Ne nous arrêtons pas aux étrangetés, aux obscurités de Goethe octogénaire ; assez de clartés illuminent encore son déclin. Schumann a pieusement recueilli ces rayons suprêmes. Il a restitué au second *Faust* ce qui lui avait été enlevé : la mesure et la proportion. Il nous a rendu un Faust humain, dramatique, celui que le génie robuste et sain de Goethe avait conçu d'abord. Au lieu de développer la pensée du maître, il l'a réduite, et le vieil arbre a senti la sève revenir plus féconde à ses rameaux allégés. Schumann a donc résumé Goethe, mais sans l'amoindrir. N'est-ce pas dans sa musique que se rencontrent le plus ces accens « durs, pénibles, terribles, » que le poète demandait ? N'est-ce pas Schumann qui a le mieux compris, avec son génie allemand, cette figure tout allemande de Faust ? Faust, plus encore que Marguerite et que Méphistophélès, est le type national de l'Allemagne. Il est son fils bien-aimé, l'enfant de ses entrailles. Il a la science austère et la profonde poésie de sa mère, les rêves et la mélancolie du Nord. Schumann avait tout cela, c'est de tout cela qu'il a fait son *Faust*. Nulle œuvre ne se prêtait mieux à son inspiration ; nulle ne reflète autant le feu qui dévorait son âme souffrante et qui finit par la consumer.

---

LA

# QUESTION DE MADAGASCAR

---

LES SAKALAVES ET LES HOVAS.

---

Les émouvantes péripéties qui ont marqué l'expansion de notre politique coloniale dans l'extrême Orient ont pu détourner pendant quelque temps l'attention publique des événemens de moindre importance qui se passaient sur un théâtre plus restreint, dans une contrée où nos soldats, malgré leur petit nombre et les conditions si défavorables où ils se trouvent placés, rivalisent de courage et d'abnégation pour combattre, sous un climat meurtrier, un adversaire que ses qualités guerrières et son indiscutable bravoure ne permettent plus aujourd'hui de considérer comme « une valeur négligeable. » Depuis le règlement de nos différends avec la Chine, l'expédition actuellement en cours à Madagascar est revenue au premier plan des questions qui s'imposent aux préoccupations de nos hommes d'état, et l'opinion se demande anxieusement quelle solution il sera possible de donner, sans dommage pour le prestige de nos armes, à l'aventure dans laquelle on s'est si témérairement engagé.

Nous nous imaginons que ce n'est pas sans répugnance et sans une secrète appréhension que les hommes qui présidaient alors aux destinées de notre pays se sont décidés à engager l'honneur de notre drapeau sur une terre qui nous a toujours été fatale ; mais nous devons dire, à leur décharge, que, dans cette question si peu connue et si insuffisamment étudiée, la responsabilité de la décision

qui a été prise incombe en grande partie à la presse française, dont les organes les plus accrédités, égarés par une notion inexacte des faits et par une ignorance absolue des moyens de résistance qui pourraient nous être opposés, n'ont pas hésité à pousser le gouvernement dans la voie des revendications armées, qui devaient avoir pour prompt résultat, suivant eux, d'amener les Hovas à composition et d'assurer à la France le protectorat qu'elle est fondée à réclamer sur la partie nord-ouest de l'île. La pression qui paraît avoir été, dans cette circonstance, exercée sur le gouvernement par les représentans des colonies, particulièrement par ceux de l'île de la Réunion, n'est sans doute pas étrangère à la détermination qui a été prise.

Quelques esprits, plus ardents que réfléchis, ne s'arrêtaient pas à l'idée d'un protectorat à exercer sur une zone plus ou moins limitée du littoral de la grande île et préconisaient une solution beaucoup plus radicale; — il faut, disaient-ils, sinon supprimer les Hovas, du moins les rejeter dans l'intérieur, en rendant à la liberté tous les peuples qu'ils détiennent sous leur joug et qui nous appellent comme des libérateurs. — Dans les derniers jours de la législature qui vient de finir, cette opinion a été soutenue au parlement avec un remarquable talent et développée, avec un rare bonheur d'expression, par un des orateurs les plus écoutés de la chambre.

Le premier point de ce programme n'est certes pas impossible à réaliser, et il n'est pas douteux que, si on voulait bien mesurer l'effort à faire au résultat à atteindre, nos intrépides soldats, qui sont déjà venus à bout d'entreprises bien autrement ardues, parviendraient à refouler les Hovas dans leurs montagnes; mais il ne nous semble pas démontré que les indigènes seraient bien désireux d'échanger leur sujétion actuelle, qui leur assure du moins une sécurité relative quant à leurs personnes et leurs biens, contre la liberté illusoire que nous leur offririons et qui les mettrait de nouveau à la merci de chefs locaux d'une insatiable cupidité, qui ne se feraient nul scrupule de les spolier de leurs biens, et de trafiquer même, à l'occasion, de leurs personnes. On peut se demander aussi si un pareil changement, dans l'état actuel des choses, servirait notre intérêt bien entendu, et s'il ne compromettrait pas d'une manière regrettable la sécurité des relations commerciales que nous entretenons avec la grande île; dans le cas où nos nationaux auraient à subir quelques sévices de la part des indigènes, quels moyens aurions-nous désormais de poursuivre efficacement le redressement de nos griefs, n'ayant plus affaire qu'à des chefs menant presque toujours la vie nomade, qui leur donne toutes facilités de se dérober à la responsabilité qu'ils auraient encourue? Disons-le donc, la solution pro-



posée est aussi contraire à notre intérêt particulier qu'à l'intérêt supérieur de la civilisation; car, affranchir les indigènes de la suprématie, pour ne pas dire de la tutelle qu'exercent sur eux les Hovas, c'est vouer ces malheureuses populations à l'anarchie et les rejeter immédiatement dans la sauvagerie, dont elles viennent à peine de sortir.

Dans quelques jours, nos affaires de Madagascar donneront sans doute lieu à des débats approfondis, où la critique comme l'approbation de la politique actuellement suivie trouveront tour à tour d'éloquens interprètes. Pour éclairer les débats qui vont s'engager, nous croyons utile d'apporter ici le modeste contingent des informations que nous avons recueillies, et qui nous semblent de nature à jeter un jour nouveau sur cette question si controversée.

Les revendications de la France portent, dit-on, sur ces points : 1° paiement des indemnités dues à nos nationaux; 2° reconnaissance effective des droits de souveraineté ou de protectorat que nous possédons sur la côte nord-ouest; 3° garanties immédiates destinées à assurer l'observation du traité de commerce de 1868.

Nous n'avons rien à dire sur la première des conditions de paix imposées aux Hovas, ceux-ci ayant d'ores et déjà accepté le principe des indemnités à payer à ceux de nos nationaux qui ont été lésés par leur fait. Sur le second point, nous espérons prouver que les gouvernemens précédens n'ont jamais songé à se prévaloir des traités de cession de 1840 en ce qui touche la côte nord-ouest de l'île, et, dans le cas où l'on persisterait à croire que notre honneur national est intéressé à ne pas sortir de la lutte actuelle sans obtenir une compensation territoriale, nous exposerons les considérations qui devraient nous déterminer à adopter une autre base de négociations en vue d'assurer ce résultat. Enfin, quant à la troisième condition, relative à l'inobservation par les Hovas des stipulations du traité de commerce conclu en 1868, nous indiquerons les modifications de détail que nous pourrions, dans un intérêt de conciliation, et sans altérer en rien l'esprit et le fond même des conventions intervenues, apporter à certaines clauses du traité qui semblent avoir particulièrement provoqué les susceptibilités des Hovas.

Pour justifier nos conclusions, nous avons cru nécessaire d'entrer dans quelques développemens historiques destinés à présenter l'enchaînement des faits qui ont amené la cession de territoire consentie à notre profit en 1840 par les chefs sakalaves, ainsi que de ceux qui ont abouti au traité de commerce conclu en 1868 entre la France et la reine actuelle des Hovas.

## I.

Toute la partie occidentale de l'île est habitée par les Sakalaves, peuple d'origine africaine, formant deux grandes agglomérations cantonnées sur le littoral nord et sud de l'île et tout à fait indépendantes l'une de l'autre, bien qu'elles fussent naguère gouvernées par des dynasties issues d'une souche commune : les Sakalaves du nord occupaient le pays désigné sous le nom de royaume de Bouéni, et le pays des Sakalaves du sud formait le royaume de Ménabé. Nous n'avons à nous occuper ici que des Sakalaves du nord, dont le pays correspond à peu près au territoire dont le protectorat est aujourd'hui réclamé par la France.

En 1837, après une longue série de défaites que leur avaient infligées les Hovas, les Sakalaves du Bouéni, dans l'espoir d'échapper aux poursuites des vainqueurs, s'étaient réfugiés en grand nombre sur l'île de Nossi-Comba, entraînant dans leur fuite leur jeune reine Tsiouméik, âgée de quatre ans seulement, et qu'ils avaient élue l'année précédente. Une flottille, partie de Majunga, les y poursuivit; mais la constitution topographique de l'île en rend l'attaque très difficile et très périlleuse pour les assaillans; les Hovas renoncèrent à débusquer les Sakalaves de leur retraite et retournèrent à Mourounsang, où ils élevèrent un fort. La population qui vivait sous l'autorité nominale de Tsiouméik se fractionna en plusieurs groupes : les uns se retirèrent plus au nord; d'autres, lassés de ces luttes impuissantes, qui ne leur apportaient, en définitive, qu'un surcroît de misères, se résignèrent à accepter le joug et restèrent, avec leurs chefs, auprès des Hovas, à Mourounsang; d'autres enfin, au nombre de 7 ou 8,000 individus, se répartirent sur les îles de Nossi-Bé et de Nossi-Comba, et aussi sur la partie de la Grande-Terre située en face de ces îles (baie de Bavatoubé).

La reine Tsiouméik, de retour à la Grande-Terre, y vécut quelques mois en paix; mais la proximité des Hovas ne laissait pas que de lui inspirer de vives appréhensions, et, dans sa détresse, la jeune reine et ses chefs eurent l'idée de réclamer l'assistance de l'imam de Mascate, qui résidait alors à Zanzibar, et près duquel Audrian-Souli, le dernier roi du Bouéni, avait tenté jadis une démarche analogue, qui n'avait pas alors abouti au résultat désiré, les conditions imposées par le souverain arabe ayant été jugées inacceptables. Après de longues et laborieuses négociations engagées, d'une part, entre Seyd-Saïd, sultan de Zanzibar, et, d'autre part, la reine Tsiouméik et Tsimiare, roi des Antaukares, qui, de son

côté, cherchait également à secouer le joug des Hovas, il intervint, en décembre 1838, un traité par lequel Tsiouméik et Tsimiare plaçaient leurs pays respectifs sous la suzeraineté de Seyd-Saïd; celui-ci, en retour, s'engageait à leur prêter sa coopération armée pour les aider à chasser les Hovas de leurs pays, sous la condition du paiement d'un tribut annuel.

Les choses étant ainsi arrêtées, Seyd-Saïd résolut, peu de temps après, de donner au traité un commencement d'exécution et expédia à Madagascar un de ses bâtimens de guerre, la corvette le *Sultan*, avec le matériel nécessaire à l'armement de deux forts qu'on se proposait de construire. La corvette se rendit, à la fin de décembre 1838, dans la baie de Bavatoubé, non loin de la résidence actuelle de la reine, où l'un des deux forts projetés devait être établi, et où les hommes de l'expédition, aidés par les Sakalaves, furent employés aux travaux préparatoires. Quelques mois après, les Hovas de Mourounsang attaquèrent à l'improviste les Sakalaves groupés autour de leur reine, qui faillit rester entre leurs mains, et ne se crut en sûreté que lorsqu'elle fut conduite à bord du *Sultan*. Les Hovas furent moins heureux lorsqu'ils entreprirent de troubler les travaux commencés par les Arabes; ceux-ci les repoussèrent vigoureusement et les refoulèrent sur leur poste de Mourounsang. Mais c'est à ce médiocre succès que devaient se borner les avantages que les Sakalaves retirèrent de l'intervention armée de Seyd-Saïd; en effet, soit qu'il eût été dégoûté par le spectacle de la désunion qu'il voyait régner parmi les chefs, ainsi que par l'expérience qu'il put acquérir de leur inaptitude absolue dans les choses de la guerre, soit qu'il dût se conformer aux instructions qu'il avait reçues, le commandant arabe abandonna brusquement les travaux commencés, fit embarquer ses troupes et retourna à Zanzibar.

Ainsi abandonnés à eux-mêmes par suite du départ du navire et des troupes arabes, et ne se sentant plus en sûreté sur la Grande-Terre, où d'un moment à l'autre la garnison de Mourounsang pouvait venir les surprendre, les sujets de Tsiouméik se décidèrent, dans le mois de mai 1839, à se réfugier en masse sur Nossi-Bé, dont la population se trouva du coup augmentée de 5 à 6,000 âmes; presque en même temps, Tsimiare, roi dépossédé d'Ankara, suivi de ses adhérens, émigrait dans l'île de Nossi-Mitsiou; à partir de ce moment, les Hovas restèrent les maîtres incontestés de tout le nord-ouest de l'île.

Quelques mois s'écoulèrent ainsi, et Seyd-Saïd ne témoignait pas qu'il fût disposé à poursuivre l'exécution du traité qu'il avait souscrit. Les Sakalaves de Nossi-Bé vivaient toujours dans l'appréhension d'une attaque de la part des Hovas, d'autant plus à craindre que les plages découvertes de l'île la rendent partout d'un abord

facile. Ne voyant autour d'eux aucune autre protection à laquelle ils pussent avoir recours, ils résolurent de renouveler leurs sollicitations près de Seyd-Saïd, et lui envoyèrent quelques chefs chargés de poursuivre ces négociations ; quand, sur ces entrefaites, l'apparition inopinée dans les eaux de Nossi-Bé d'un brick de guerre français vint donner une direction différente aux idées et aux espérances des Sakalaves.

Le capitaine de vaisseau de Hell, nommé en 1838 gouverneur de l'île de la Réunion, avait été chargé par le gouvernement français d'étudier l'importante question de la formation d'un établissement maritime dans le nord de Madagascar. Le nouveau gouverneur, voulant tout d'abord se renseigner d'une manière positive sur la situation politique des peuplades de cette partie de l'île, avait confié au capitaine Passot, son aide-de-camp, la mission d'en visiter les points principaux ; le brick le *Colibri* avait été mis à la disposition de cet officier, et c'est ainsi que ce bâtiment venait de se trouver conduit dans les eaux de Nossi-Bé.

Dans l'incertitude où ils étaient de l'accueil que ferait le sultan de Zanzibar à leur nouvelle demande de secours, les Sakalaves crurent devoir faire part au capitaine Passot de la situation critique dans laquelle ils se trouvaient, et le prièrent de faire connaître au gouverneur de l'île de la Réunion leur désir de se placer sous la protection du roi des Français. En s'adressant ainsi au représentant du gouvernement français, les Sakalaves obéissaient-ils à un sentiment raisonné de sympathie pour notre nation ? Il faudrait, pour le croire, se méprendre étrangement sur le caractère de ce peuple, dont l'étal social confinait à la sauvagerie, et qui, comme tous les peuples sauvages, n'agissait en toutes circonstances que sous l'impulsion du moment. Le nom même de la France lui était probablement resté jusqu'alors inconnu, les relations commerciales de notre pays étant alors à peu près nulles avec cette partie de l'île, qui n'était guère fréquentée que par des boutres arabes et quelques baleiniers américains. On peut donc supposer que, dans la détresse où ils se trouvaient, les Sakalaves eussent imploré avec le même empressement l'assistance de n'importe quelle autre puissance dont le pavillon leur serait apparu en ce moment. Du reste, malgré la demande faite au capitaine Passot, ils ne crurent pas devoir rompre avec le sultan de Zanzibar, et ils continuèrent à réclamer son intervention, se réservant d'accepter pour protecteur celui qui se révélerait à eux par une coopération vraiment efficace et une puissance effective.

Le capitaine Passot accueillit les ouvertures qui lui furent faites, et pour donner aux Sakalaves une preuve de l'intérêt qu'il prenait à leur sort, il se présenta avec le brick devant le poste de Mouroun-

sang, et signifia au commandant hova qu'il eût désormais à s'abstenir de toute hostilité contre les habitans de Nossi-Bé, attendu qu'ils venaient de réclamer la protection de la France. Il est permis de croire que cette démonstration ne resta pas sans effet sur les Hovas, car ils ne firent depuis aucune tentative sur l'île. Après être allé à la Réunion rendre compte au gouverneur des dispositions dans lesquelles il avait trouvé les débris de la population du Bouéni, et prendre ses instructions, M. Passot, à son retour, trouva les Sakalaves aussi inquiets que par le passé, et dans les mêmes intentions qu'ils lui avaient déjà manifestées. Leur dernière démarche près de l'iman de Mascate n'avait eu aucun résultat, et ce prince persistant dans l'attitude irrésolue et expectante dans laquelle il se renfermait, les chefs sakalaves, sans se croire liés par les engagements qu'ils avaient pris avec lui, se décidèrent à passer, le 14 juillet 1840, avec M. Passot, représentant le gouvernement de Bourbon, une convention par laquelle Tsiouméik et ses premiers chefs réunis autour d'elle cédaient leur territoire à la France, et se reconnaissaient dès lors sujets du roi des Français. Quelque temps après, Tsimiare, qui était réfugié sur l'île Nossi-Mitsiou, concluait avec le capitaine Passot une convention analogue, par laquelle il déclarait céder également au roi des Français tous ses droits sur le royaume d'Ankara et îles dépendantes. Ces conventions furent ratifiées par le gouvernement métropolitain, et le 5 mai 1841, l'acte de prise de possession de l'île de Nossi-Bé et des îles adjacentes fut consommé avec le cérémonial d'usage.

La France est-elle fondée à puiser dans les termes de ces conventions un titre suffisant pour justifier et légitimer les revendications qu'elle exerce en ce moment à l'encontre des Hovas sur la côte nord-ouest de Madagascar? La solution de cette question ne laisse pas que de présenter quelques difficultés, puisqu'il ressort du récit que nous venons de faire que les chefs sakalaves réfugiés à Nossi-Bé étaient actuellement dépossédés des parties de la terre ferme dont ils nous faisaient la cession, circonstance dont on pourrait peut-être arguer pour contester la validité de nos droits. Au surplus, les gouvernemens qui ont précédé celui qui nous régit actuellement se sont maintenus à cet égard dans une attitude d'abstention complète, soit qu'ils eussent quelques doutes sur la validité d'une cession faite dans de semblables conditions, soit qu'ils eussent jugé que le territoire en question ne valait pas la peine de nous engager dans une lutte armée contre les Hovas.

Le gouvernement de juillet, quelque temps après la prise de possession de Nossi-Bé, s'expliqua nettement, par l'organe de M. Guizot, alors président du conseil des ministres, sur les projets qu'on lui prêtait sur Madagascar, et répudia toute pensée de conquête dans

cette île : « Je suis convaincu, disait M. Guizot, que la France ferait, passez-moi le mot, une folie, en essayant de renouveler de grands établissemens coloniaux à Madagascar... Nous n'avons aucun dessein de nous servir de Nossi-Bé pour rentrer dans l'île de Madagascar... Certainement, tant qu'il me sera donné d'avoir quelque influence dans les conseils de la couronne et de mon pays, je m'opposerai de toutes mes forces à ce que nous nous laissions attirer et compromettre dans les affaires et les luttes de la Grande-Terre. » Le gouvernement impérial suivit la même ligne de conduite que la monarchie de juillet, et se refusa toujours à intervenir activement dans les affaires de Madagascar. Un grave événement accompagné de tragiques circonstances, et survenu en 1856 sur un point de la Grande-Terre voisin de notre colonie de Nossi-Bé, vint démontrer jusqu'à l'évidence que le gouvernement impérial ne croyait pas plus que le gouvernement du roi Louis-Philippe devoir se prévaloir, à l'encontre des Hovas, de la cession de 1840, en ce qui touche la partie du littoral de la grande île comprise dans cette cession.

Une maison de commerce française de l'île Maurice avait jugé à propos de fonder un établissement dans la baie de Bavatoubé, en vue de tirer parti des bois propres aux constructions navales que produisent les forêts de ce pays, ainsi que pour exploiter des mines de houille, dont des gisemens avaient été reconnus dans le voisinage. La direction de cette entreprise avait été confiée à M. d'Arvoy, ancien consul de France à Port-Louis, qui, pour se mettre à l'abri d'un coup de main de la part des maraudeurs indigènes, plutôt que pour se défendre contre une attaque des Hovas, crut prudent d'armer les deux cents travailleurs employés à son exploitation, et de placer en batterie autour de son habitation quelques pièces de canon qu'il s'était fait envoyer par sa maison, ou qui lui avaient été fournies par un brick de guerre français stationnant dans le voisinage. Dans le courant de l'année 1856, des messages de la reine Ranavalô enjoignaient à M. d'Arvoy d'avoir à se retirer, par le motif que les ordonnances de la reine interdisaient aux Européens de s'établir sur les points de l'île dépourvus d'un poste militaire; les messages ajoutaient qu'en cas de refus de sa part, il y serait contraint par la force. M. Lambert, un des chefs de sa maison, alors à Tamatave, l'informait de son côté de la violente irritation ressentie par le gouvernement hova, à la nouvelle qu'un blanc avait osé, sans être muni d'une autorisation préalable, s'établir sur un point du domaine de la reine, et l'engageait à se mettre, lui et les siens, en sûreté, au moins jusqu'à ce que le danger présent fût écarté. Enfin, en même temps, le commandant français de Nossi-Bé, qui avait reçu confidentiellement avis des préparatifs d'agression des Hovas, se transporta de sa personne à Bavatoubé

pour presser M. d'Arvoy de céder aux sommations qui lui avaient été adressées, en ajoutant que, si les Hovas donnaient cours à leurs menaces, il ne pourrait lui prêter aucune assistance. Mais, soit qu'il ne jugeât pas le danger aussi imminent qu'on le lui représentait, soit qu'il eût placé une confiance exagérée dans les moyens de résistance dont il disposait, M. d'Arvoy refusa de déférer aux avis qui, de différens côtés, lui signalaient les très sérieux dangers auxquels il s'exposait. Peu de jours après, un corps de 1,500 à 2,000 Hovas, qui s'étaient dissimulés dans les bois environnans et dont l'approche n'avait pu être signalée, envahissait, dans la nuit du 19 octobre 1856, l'habitation de M. d'Arvoy. Secondé par ses employés et ses noirs, M. d'Arvoy opposait à ses agresseurs une résistance désespérée; mais il succombait sous le nombre, et les Hovas emmenaient en esclavage tous ceux des travailleurs qui survivaient à la lutte.

L'événement dont nous venons de retracer les sanglantes péripéties eut alors un grand retentissement dans les colonies voisines, surtout aux îles Maurice et de la Réunion, mais en France on envisagea plus froidement les choses. Le gouvernement, après une enquête minutieuse sur ces faits qui lui étaient dénoncés comme une insulte faite à notre drapeau, décida avec raison, suivant nous, que l'attentat, n'ayant pas été commis sur une terre française, ne pouvait donner lieu à aucune demande de réparation aux Hovas, ni motiver contre eux aucune mesure comminatoire.

Puisque le gouvernement actuel a jugé à propos de se départir de la ligne de conduite suivie par les gouvernemens qui l'ont précédé, et de faire revivre des droits qu'on devait croire tombés dans l'oubli, nous dirons, sans nous attarder à la discussion du bien fondé de ces droits, que la contrée qui fait l'objet de nos revendications ne vaut assurément pas les sacrifices que nécessitera son acquisition, ni ceux qu'il nous faudra sans doute faire encore pour nous y maintenir. C'est une terre assez aride, propre seulement à l'élevé du bétail et ne pouvant être utilisée pour aucune des cultures tropicales; il faut ajouter que la population y est très clairsemée, par suite de l'émigration sur les îles voisines de la plupart des habitans. Depuis plusieurs années, on y avait signalé, il est vrai, des gisemens houillers d'une assez grande richesse, dont l'existence a été depuis confirmée par l'examen d'un ingénieur très compétent, M. Guillemin, ancien membre de la commission d'études de Madagascar; mais l'exploitation de ces mines ne pourra être de longtemps bien fructueuse, à cause de l'inexpérience absolue des indigènes dans ce genre de travaux, et de l'impossibilité non moins absolue d'y employer des Européens.

Les Hovas, d'un autre côté, se refusent obstinément à la cession de cette contrée, par le motif, disent-ils, que leur hégémonie sur les Sakalaves du Bouéni ne leur a été acquise qu'à la suite de longs efforts et au prix des plus durs sacrifices, et que leur acquiescement à cette condition de paix ruinerait à tout jamais le prestige dont ils jouissent aux yeux des autres indigènes. Dans cette situation, et en vue de mettre fin à un conflit qui ne s'est que trop prolongé, nous proposerions de modifier, sur ce point, les conditions de paix à imposer aux Hovas, en leur offrant de renoncer à la revendication de ce territoire, à la condition d'obtenir d'eux, en échange, la cession en toute souveraineté de la pointe nord de l'île, avec la baie de Diégo Suarez. Les Hovas, qui opposent un refus péremptoire à nos demandes actuelles, n'éprouveraient sans doute pas la même répugnance à se dessaisir d'une partie de leur domaine si éloignée de leur centre d'action, et nous trouverions dans cette acquisition des avantages que ne nous aurait certainement pas offerts la zone du littoral nord-ouest que nous leur réclamons.

La baie de Diégo Suarez, actuellement occupée par nos troupes, et qui s'ouvre sur le côté oriental de l'île, a été comparée, pour son étendue et la sécurité qu'elle présente, à la baie de Rio-de-Janeiro. En cas de guerre maritime, très facile à défendre, elle pourrait servir de lieu de refuge pour nos navires, et, en tout temps, de lieu de ravitaillement pour notre marine de guerre. De magnifiques forêts, dont les essences offrent le plus de ressources pour les constructions navales, viennent mourir sur les rivages mêmes de la baie, qui contient cinq grands ports parfaitement abrités ; l'eau douce y est suffisamment abondante, et les terres qui la bordent sont susceptibles de toutes les cultures qu'on jugera à propos d'y introduire. D'après les rapports des marins du commerce qui l'ont fréquentée, on n'aurait pas à y craindre l'insalubrité qui règne sur les autres parties du littoral, mais il conviendrait de n'accueillir cette affirmation qu'avec une prudente réserve, nos marins n'ayant pas fait l'expérience de l'influence qu'aurait exercée sur leur santé un séjour quelque peu prolongé à terre : les rapports des officiers du corps de santé attachés à notre corps expéditionnaire doivent, du reste, avoir aujourd'hui élucidé cette question.

Sur le côté occidental de l'île, à peu près à la hauteur de la baie que nous venons de décrire, se trouve une autre baie, dite Ambavanibé ou port Liverpool. Ces deux ports naturels resserrent tellement la partie nord de Madagascar, qu'ils ne sont séparés l'un de l'autre que par un isthme large de 8 kilomètres, et que la partie de l'île qui s'étend de cet isthme au cap d'Ambre forme une presqu'île parfaitement isolée, d'une superficie de 20 kilomètres de long sur 18 de large : cette presqu'île pourrait être mise à l'abri de toute



attaque venant de l'intérieur de l'île, au moyen d'un fortin établi au centre de l'isthme.

Nous ajouterons que cette acquisition serait d'autant plus précieuse pour nous, que depuis la perte de l'île de France, nous ne possédons plus dans ces mers aucun port de refuge pour nos navires, et que l'incertitude qui continue de régner sur l'heureuse issue des travaux actuellement entrepris à l'île de la Réunion en vue du creusement d'un port à la *Pointe des galets* ne permet pas de croire que nous soyons à la veille de voir combler cette lacune.

## II.

Nous arrivons au grief articulé contre les Hovas, relativement à l'inexécution par eux de certaines stipulations du traité de commerce intervenu en 1868 entre la France et la reine Ranavaloa II. Après la mort de la reine Ranavaloa, le 18 août 1861, le prince Rakout, son fils, que la reine avait déjà, de son vivant, désigné pour son successeur, fut proclamé roi sous le nom de Radama II. Dès qu'il fut informé de cet événement, le gouvernement français envoya, en janvier 1862, M. Brossard de Corbigny, capitaine de frégate, à Tananarive, pour porter au nouveau souverain ses complimens de condoléance, ainsi que ses félicitations à l'occasion de son avènement.

Le premier soin de Radama II avait été de rappeler ceux de ses amis, entre autres MM. Lambert, de l'île Maurice, et Laborde, consul de France, qui avaient été exilés sous la feuë reine comme complices d'une conspiration tramée en 1857 en vue de la détrôner (1). M. Lambert, *frère de sang* de Radama (2), qui avait eu l'occasion de rendre d'importans services à ce prince, s'empressa d'accourir à son appel, et Radama, dans l'effusion de sa reconnaissance, ne crut pouvoir moins faire que de se dépouiller en sa faveur des plus précieuses prérogatives de la couronne, en lui concédant, à titre exclusif, par une charte privée, l'exploitation des mines, des forêts et des terres en friche de son royaume, avec le droit d'ouvrir des routes, de creuser des canaux, d'établir des ports, de fonder des usines, et même de battre monnaie. Dans un élan plus généreux que réfléchi, ce prince, qui était animé sans doute des plus louables intentions, mais qui prouva dans cette circonstance combien il

(1) Ce complot eut lieu, en effet, et n'échoua que par la pusillanimité des conjurés indigènes, qui se déroberent au moment décisif; cette aventure faillit entraîner de très fâcheuses conséquences pour les quelques Européens qui s'y trouvèrent impliqués.

(2) Pour les cérémonies bizarres qui accompagnent le *fatidrah*, ou serment du sang, nous renvoyons les lecteurs aux différens auteurs qui ont décrit les mœurs et coutumes des Malgaches.

était dépourvu de jugement et de tact politique, ce prince, disons-nous, alla jusqu'à décréter la suppression pour toute la durée de son règne des droits de douane perçus jusqu'alors dans tout le royaume, sans songer que ces droits étaient la source la plus claire des revenus de l'état, et que leur abolition devait avoir pour résultat inévitable de paralyser le fonctionnement de tous les services.

La faveur spéciale dont jouissait M. Lambert près du souverain le désigna naturellement au choix de celui-ci, pour notifier son avènement aux puissances européennes, et pour s'entendre avec le gouvernement français sur les bases d'un traité d'amitié et de commerce. A son arrivée en France, l'envoyé de Radama, qui avait été, avant son départ de Madagascar, investi du titre de *Duc d'Émyrne*, à l'effet de relever son prestige près des puissances européennes, adressa, le 7 avril 1862, à tous les ambassadeurs et ministres accrédités à Paris, une circulaire par laquelle il les informait de l'avènement au trône de Radama II, et de la mission qu'il avait reçue de faire savoir que le royaume de Madagascar était ouvert au commerce de toutes les nations, et que l'ordre avait été donné aux gouverneurs des différentes provinces de protéger, en toutes circonstances, les personnes et les biens des étrangers qui voudraient se fixer dans le pays, ou y faire le négoce. La mission de M. Lambert eut un plein succès, et le capitaine de vaisseau Dupré, commandant la station navale de la mer des Indes, fut désigné pour négocier la convention commerciale sollicitée par Radama II. Ces négociations aboutirent à un traité qui fut conclu à Tananarive le 12 septembre 1862, et ratifié par l'empereur des Français le 11 avril suivant. Ce traité fut signé par le commandant Dupré, pour la France, et par trois des ministres de Radama II; il fut également signé par ce prince, qui voulut absolument, contrairement à l'usage, y apposer son nom, pour lui donner ainsi une ratification anticipée. Dans le préambule de cet acte, le souverain des Hovas est qualifié de roi de Madagascar, *sous la réserve des droits de la France*.

Mais l'envoyé de Radama avait encore une mission plus délicate à remplir en France: celle de se procurer les ressources financières nécessaires pour la mise en valeur des concessions énumérées dans la charte souscrite à son profit personnel. Sur ce point encore, le gouvernement impérial lui donna toute satisfaction, et une société anonyme fut constituée sous les auspices du gouvernement, sous le titre de *Société de colonisation de Madagascar*. Afin de mieux marquer l'empreinte gouvernementale sur cette nouvelle création, un gouverneur nommé par décret fut placé à la tête de la société.

Pendant ce temps, le mécontentement n'avait fait que croître à Madagascar, et les imprudentes concessions consenties par le roi

aux *Vazas* avaient produit la plus vive exaspération dans toutes les classes de la population. Avant de conclure le traité que le commandant Dupré lui proposait au nom du gouvernement français, le roi Radama ayant voulu le soumettre à l'examen et à la discussion des principaux chefs qu'il avait convoqués près de lui à cet effet, au nombre de plus de deux cents, il y avait eu presque unanimité contre l'acceptation. Le négociateur même du traité a reconnu qu'on avait dépassé la mesure, et qu'on aurait dû avoir plus de bon sens que le roi Radama, en exigeant la suppression de l'article additionnel relatif aux droits de douanes. « La défiance qu'inspirent les blancs à Madagascar, dit M. Dupré, la crainte de les voir s'emparer par leur travail et leur industrie de toutes les richesses du pays, de l'île elle-même peut-être, avaient dicté l'opposition des chefs, opposition si violente que les hommes les plus éclairés n'avaient osé la combattre (1). » Néanmoins, le roi passa outre et signa le traité tel quel, sans se douter qu'il prononçait ainsi son arrêt de mort. A partir de ce moment, le vide se fit autour du roi, et chacun sentait instinctivement qu'une catastrophe était prochaine : huit mois après, en effet, le 12 mai 1863, le malheureux prince était étranglé dans son palais, après avoir lutté pendant trois jours pour défendre la vie de ses amis, qui furent tous, à l'exception du fils de M. Laborde, immolés par la foule ameutée contre eux.

Après cette révolution de palais, Rakoto, veuve de Radama II, fut proclamée reine de Madagascar, sous le nom de Rosoaherina. Cette princesse était la cousine de Radama, et, beaucoup plus âgée que lui, lui avait été imposée pour compagne de par la volonté toute-puissante de sa mère (2). Les deux époux vivaient depuis plusieurs années dans la plus complète séparation, par suite d'incompatibilité d'humeur ; et c'est autour de cette princesse que s'étaient groupés les chefs du parti opposé aux mesures impolitiques par lesquelles Radama avait voulu signaler son avènement. La réaction contre les concessions et les faveurs accordées aux étrangers par ce prince prit aussitôt un caractère aigu ; un des

(1) Dupré, *Trois Mois de séjour à Madagascar*. Paris, 1863.

(2) Chez les Hovas, comme chez les autres peuplades malgaches qui vivaient sous le régime monarchique, ces unions consanguines étaient imposées pour ainsi dire par la raison d'état, en vue d'assurer la transmission du pouvoir aux rejetons véritablement issus du sang royal, la paternité étant toujours chose fort incertaine chez eux, par suite de leur excessive liberté de mœurs : c'est ainsi que la reine Ranavalo I<sup>er</sup>, qui était elle-même de sang royal, fut, après la mort de son époux Radama I<sup>er</sup>, préférée aux frères et aux autres parens de ce prince. Chez les Sakalaves du Ménabé, la loi de succession au trône imposait aux membres de la famille royale l'obligation de ne s'allier qu'entre eux ; cette disposition était tellement absolue, qu'à défaut d'autres parens les frères devaient épouser leurs sœurs.

premiers actes de la reine fut de déclarer, par un décret, non avenu le règne de Radama II et d'annuler tous les traités passés avec les étrangers. Dès qu'il fut informé de ces événements, le gouvernement français donna l'ordre au commandant Dupré de se rendre à Madagascar et d'exiger du gouvernement hova l'exécution intégrale du traité de commerce de 1862. En vertu de ses instructions, cet officier, monté sur la frégate l'*Hermione* et convoyé par le brick le *Curieux*, se présenta à Tamatave et se mit aussitôt en rapport avec le pouvoir central. Mais les négociations n'aboutirent à aucun résultat et, malgré l'appareil militaire déployé par le chef de notre station, les Hovas persistèrent dans le refus qu'ils lui avaient tout d'abord opposé de se prêter à aucun accommodement. Ses instructions ne lui permettant pas de recourir à l'emploi de la force, le commandant Dupré se borna à donner l'ordre à notre consul d'amener son pavillon, et les choses en restèrent là pour le moment. Les pourparlers toutefois continuèrent à titre officieux et, en 1867, intervint une convention aux termes de laquelle les Hovas consentaient au paiement à la France d'une indemnité de 900,000 francs pour le retrait de la charte Lambert.

La veuve de Radama II mourut l'année suivante, en 1868, et fut remplacée sur le trône par sa cousine, qui fut proclamée reine sous le nom de Ranavalô-Mandjaka II. L'acte le plus important jusqu'à présent du règne de cette princesse a été sa conversion à la foi chrétienne réformée : en février 1869, elle reçut publiquement le baptême, et tout son peuple s'empressa de suivre son exemple. Cet événement mit fin à la longue rivalité des missionnaires catholiques et méthodistes, et assura désormais à ces derniers une influence prépondérante dans les conseils de la reine, influence qui, comme on doit bien le penser, n'a pas toujours été employée dans le sens des intérêts français. Les missionnaires catholiques purent toutefois continuer sans obstacle leur œuvre de propagande, et leurs prosélytes ne semblent avoir été jusqu'à présent aucunement inquiétés dans leur foi.

Dans l'espoir que ce changement de règne pourrait avoir apporté quelque modification aux dispositions des Hovas, le gouvernement français chargea M. Garnier d'aller, avec le titre de commissaire impérial, présenter ses félicitations à la nouvelle reine, à l'occasion de son avènement, et de poursuivre les négociations entamées jadis en vue de la remise en vigueur du traité de commerce de 1862. Notre envoyé réussit cette fois dans sa mission et fit souscrire à la reine, en 1868, une nouvelle convention commerciale qui reproduisait, à peu de chose près, les dispositions énoncées dans le traité de 1862. Ce traité semble avoir déjà donné lieu à quelques difficultés d'interprétation ; on reproche notamment aux Hovas d'avoir cherché à éluder leurs engagements en ce qui touche l'application de l'art. 4,

qui consacre le droit, pour nos nationaux, d'acquérir et de posséder des immeubles : ces difficultés auraient été soulevées, nous dit-on, à l'occasion de la succession de M. Laborde, ancien consul de France à Tananarive.

On se heurte sans doute ici à un principe qui a pour les Hovas toute l'importance d'un dogme religieux ; il s'agit de la fiction suivant laquelle la propriété du sol tout entier réside dans la personne du souverain, qui peut en déléguer l'usufruit à titre viager ou temporaire, mais non pas l'aliéner à titre irrévocable. Le droit de propriété incommutable concédé à des étrangers est donc en contradiction formelle avec les lois fondamentales de l'état, et on ne saurait s'étonner dès lors de la résistance qu'opposent les Hovas à l'introduction dans leur droit public d'une innovation aussi contraire à leurs croyances les plus enracinées.

On devrait, ce nous semble, chercher un terrain d'entente et tourner la difficulté en offrant aux Hovas de renoncer, pour nos nationaux, au droit absolu de propriété qui leur avait été concédé, mais en stipulant, en échange, pour eux la reconnaissance de droits à peu près équivalens, comme celui de contracter des baux emphytéotiques renouvelables au gré du preneur, expédient qui laisserait ainsi intact le principe qui tient si fort à cœur aux Hovas et dont la violation semble avoir provoqué chez eux de si unanimes protestations.

### III.

Pour justifier notre agression contre les Hovas, il a été beaucoup parlé des Sakalaves, qu'on nous a représentés comme des amis dévoués de la France et des auxiliaires précieux disposés à nous prêter une utile assistance dans la guerre que nous soutenons ; et on a appelé notre intérêt et notre commisération sur le sort de *ces fidèles alliés*, qui gémissaient sous l'intolérable oppression des Hovas et réclamaient avec instance notre protectorat.

Nous n'avons aucune raison de croire que la suprématie acquise aux Hovas, en vertu du droit de la conquête, se soit appesantie plus lourdement sur les Sakalaves que sur les autres indigènes également soumis à leur hégémonie, et d'un autre côté, nous cherchons vainement, dans l'histoire et le passé de ce peuple, les précédens qui peuvent lui avoir acquis des titres particuliers à notre intérêt et à notre appui. Depuis les événemens qui ont amené, en 1840, la prise de possession de l'île de Nossi-Bé par la France, événemens auxquels les Sakalaves demeurés sur la Grande-Terre sont restés complètement étrangers, leur attitude à notre égard a été constamment plutôt hostile que sympathique, ainsi que nous l'établirons plus loin.

Il est d'ailleurs certain que, de toutes les tribus de l'île, celle des Sakalaves est la moins bien douée sous le rapport intellectuel, et la plus réfractaire à l'action de la civilisation; impatiens de tout frein et de toute discipline, et incapables de se prêter à aucune organisation régulière, ils n'ont jamais été en état d'opposer une résistance sérieuse aux envahisseurs de leur pays, et il est à craindre que, dans les circonstances présentes, leur participation à nos opérations de guerre ne se montre plus préjudiciable qu'utile au succès de nos armes. Nos chefs militaires doivent être, au surplus, édifiés aujourd'hui sur le fond qu'il y a lieu de faire sur leur concours armé.

Jadis hardis et déterminés pirates, les Sakalaves dirigeaient périodiquement leurs pirogues, au nombre de plusieurs centaines, vers les îles Comores, qu'ils ravageaient systématiquement et dont ils enlevaient des femmes et les enfans pour les vendre comme esclaves; ils avaient même la hardiesse de pousser parfois leurs déprédations jusqu'à la côte orientale d'Afrique et ils ne craignirent même pas d'attaquer à plusieurs reprises et de piller le comptoir portugais d'Oïbo. Ils menèrent cette vie de forbans jusqu'en 1816, époque à laquelle la fréquentation plus active de ces mers par les marines européennes vint mettre un terme à leurs exploits; depuis lors ils n'exercent leurs brigandages que sur une échelle plus restreinte, et se bornent à rançonner les étrangers et à piller, quand ils peuvent le faire impunément, les navires de commerce qui ont l'imprudence de leur donner accès à leur bord. Quelques négocians de l'île de la Réunion ont néanmoins persisté à se risquer dans leurs parages et à entretenir des relations de commerce sur ces côtes si inhospitalières; mais ce n'est qu'au prix de dangers incessans et en donnant satisfaction à l'insatiable avidité des chefs indigènes, que les navires de commerce opérant sur ces plages peuvent se livrer à leur trafic (1). Voici, à ce sujet, les observations recueillies sur les Sakalaves par quelques-uns des voyageurs qui les ont fréquentés. « Les habitans du Bouéni, dit M. Noël (2), ne sont que le rebut des Sakalaves d'Ambougou et du Ménabé; ils sont moins belliqueux, ont un caractère féroce, une haine profonde contre l'étranger et un goût prononcé pour le meurtre et le pillage. Les Sakalaves sont turbulens, vaniteux, menteurs, insouciens de l'avenir, défians par ignorance, souvent cruels par superstition. » M. Guillain (3) ne les juge pas d'une manière plus favorable.

(1) Adolphe Leroy, *Notes sur Madagascar*, 1884.

(2) Noël, *Recherches sur les Sakalaves* (*Bulletin de la Société de géographie*, avril 1843).

(3) Guillain, *Documens sur l'histoire et la géographie de la côte occidentale de Madagascar*.

« Dans toutes les choses du domaine de l'intelligence, dit-il, les Sakalaves n'avaient pas fait un pas... Si les uns et les autres se livrent parfois à quelque agression contre l'ennemi, ce n'est pas avec la pensée de le chasser de tel ou tel point et d'en délivrer un jour complètement le pays, mais bien dans la seule intention d'enlever des femmes, des enfans et du bétail ; voilà ce qu'ils appellent faire la guerre aux Hovas. C'est, en un mot, un vrai peuple de sauvages, insouciant, mutin et pillard. Leurs sentimens envers les Hovas tiennent plutôt de la crainte que de la haine ; sans juger absolument de leur aptitude à faire la guerre, je dirai du moins que la mollesse de leur défense, quand ils sont attaqués, n'en accuse pas une bien grande. » — « Le Sakalave, dit enfin le révérend père Neyraguet (1), n'est pas méchant par caractère ; il n'est cruel que par circonstance ; c'est le seul défaut, au reste, dont je le crois exempt, car il possède énergiquement tous les autres. Fainéant, il dort la nuit et repose le jour ; cupide, il désire posséder tout ce qui flatte sa vue, et il le demande sans honte ; depuis le roi jusqu'au dernier de ses sujets, ce peuple est mendiant, et mendiant jusqu'à l'importunité. Cédez-vous à ses instances et lui accordez-vous l'objet de ses convoitises, n'attendez pas de lui un sentiment de reconnaissance ; il semble que tout ce qu'on lui donne lui soit dû. Mais chez les Sakalaves, un vice qui les domine tous, un vice qui règne dans tous les rangs et dans tous les âges, c'est l'immoralité... »

On nous objectera peut-être que ces appréciations remontent déjà à une époque assez éloignée, et que les mœurs de ces indigènes ont pu se modifier à la suite de leur contact plus prolongé avec les Européens ; il n'en est rien malheureusement, et les relations les plus récentes de voyageurs, tels que M. Grandidier, nous les représentent sous les mêmes couleurs (2). Quelque sombre que soit le tableau tracé par ces voyageurs, notre expérience personnelle nous a permis d'en reconnaître la parfaite exactitude, et nous sommes amenés à dire que, si une considération pouvait confirmer l'irréremédiable impuissance de la race noire à s'élever à un degré supérieur de l'échelle sociale, ce serait assurément le spectacle de ce peuple qui se complait dans les ténèbres de la plus grossière ignorance, qui se fait un jeu des notions les plus élémentaires de justice et d'honnêteté, et qui ne recherche et n'apprécie d'autres satisfactions que celles que procurent le vol et le maraudage.

Il nous reste à faire justice de la légende qui nous représente les

(1) *Madagascar et ses deux premiers évêques*, t. 1. p. 220.

(2) Voyez, dans la *Revue* du 15 décembre 1872, l'étude de M. Émile Blanchard sur *l'île de Madagascar*.

Sakalaves comme animés des sentimens d'un inviolable attachement et d'un dévouement traditionnel à la France, légende dont quelques publicistes se sont faits les échos peut-être inconsciens, mais qui n'en a pas moins contribué dans une large mesure à fausser l'esprit public sur la question qui nous occupe ; nous invoquerons à ce sujet le souvenir de quelques faits presque contemporains, qui édifieront l'opinion sur le degré de créance qu'il convient d'ajouter à cette allégation.

En 1849, les Sakalaves, qui vivaient sous notre autorité à Nossi-Bé, pour reconnaître sans doute la protection que nous leur avions prêtée jadis contre les Hovas, s'insurgèrent contre nous, et sous la conduite d'un nommé Bengala, Sakalave de Bali et fils d'Audrian-Souli, tentèrent de surprendre Hellville, chef-lieu de la colonie ; la vigilance et le sang-froid du commandant et des autorités de la colonie la préservèrent des dangers qu'elle courut, en cette circonstance, et amenèrent les autorités locales à prendre des mesures de précaution en vue de prévenir le retour de semblables événemens (1). Quelques années plus tard, en 1856, l'inimitié des Sakalaves contre nous se traduisit aussi, en l'île Mayotte, par une levée de boucliers, dirigée par le nommé Bakari-Koussou, ancien manantanie, ou ministre, du même Audrian-Souli. Cette insurrection fut promptement réprimée, et les chefs de la révolte, traduits devant la juridiction spéciale chargée de juger les crimes de rébellion, furent condamnés à diverses peines afflictives (2) ; notons qu'il s'agit ici de ces mêmes Sakalaves qui, en 1840, avaient imploré notre protection et sollicité spontanément notre souveraineté. Les Sakalaves restés sur la Grande-Terre ne nous témoignaient pas des dispositions plus amicales, et nous n'en finirions pas si nous voulions relater les actes de violence, les pillages et les vexations de toute sorte que nos navires de commerce ont eus à subir de la part de ceux d'entre eux qui habitaient les points de la côte ouest, où les Hovas n'étaient pas encore parvenus, à cette époque, à faire reconnaître leur autorité. Poussé à bout par la nouvelle des mauvais traitemens subis par nos nationaux, le commandant de notre station donna, en 1859, l'ordre à la corvette la *Cordelière* de se présenter devant Bali pour recueillir la mission catholique établie sur ce point et qui avait été, de la part des Sakalaves, l'objet des plus odieux traitemens, et d'infliger une salutaire leçon aux indigènes de cette localité. Ceux-ci prirent l'initiative des hostilités, mais le feu de la corvette

(1) Depuis ce moment, les Sakalaves, qui ne marchent habituellement qu'armés de leur zagaïe, ne sont plus admis en armes dans l'enceinte du chef-lieu.

(2) Cette juridiction prononça huit condamnations capitales, dont deux seulement reçurent leur exécution.



les dispersa promptement, et les obus réduisirent tous leurs villages en cendres.

En présence de pareils précédens, on ne comprendrait pas que le gouvernement français continuât à couvrir de son patronage des chiens aussi peu soucieux de reconnaître ses bienfaits, et il serait triste de songer que, pour assurer l'affranchissement politique d'un peuple qui ne s'est signalé que par ses habitudes de brigandage et ses actes de félonie à notre égard, la France dût incessamment épuiser ses trésors et verser le plus pur du sang de ses enfans. Puisqu'on a jugé à propos d'associer des indigènes à notre lutte contre les Hovas, on eût été assurément mieux inspiré en s'attachant à rechercher la coopération d'autres tribus plus intéressantes à tous égards que les Sakalaves, celle des Betzimsaraks, par exemple, qui habitent le versant oriental de l'île, que leurs rapports plusieurs fois séculaires avec les Européens ont initiés à une civilisation rudimentaire, et qui n'ont pas perdu le souvenir de la protection que la France étendait jadis sur eux. Leurs parages étaient jadis fréquentés par les escadres françaises qui opéraient dans la mer des Indes et venaient se ravitailler à Madagascar; les escadres de Dupleix de La Bourdonnais et du bailli de Suffren purent y compléter les équipages de leurs navires; et les excellens matelots fournis volontairement par les indigènes de ces contrées se trouvèrent ainsi associés aux brillans faits d'armes qui ont, dans la seconde moitié du siècle dernier, illustré notre pavillon dans ces mers.

#### IV.

Ainsi que l'a fait remarquer justement ici même un écrivain compétent (1), l'importante question de l'insalubrité, si tristement célèbre, de Madagascar n'a été qu'effleurée, à la chambre des députés, par les divers orateurs qui ont soutenu la demande de crédits relative à notre expédition; l'un de ces orateurs ayant même à peu près nié cette insalubrité, nous ne saurions mieux faire que de citer l'opinion qu'exprime à ce sujet l'auteur d'un des ouvrages les plus complets et les plus consciencieux qui aient été publiés sur Madagascar, en faisant remarquer que cet auteur a séjourné dans le pays, qu'il a étudié sur place la question qu'il traite, et enfin (ce qui donne d'autant plus de poids à son opinion), qu'il est, malgré tout, partisan très résolu de la colonisation de cette île. « Quant à l'insalubrité de Madagascar, dit le docteur Lacaille, personne n'ignore que ce pays a été placé au rang des contrées les plus malsaines de

(1) Edmond Plauchut, *France et Madagascar*, dans la *Revue* du 15 juin 1884.

la terre, et cependant jamais la fièvre jaune, ce terrible minotaure que l'Européen rencontre dans le Nouveau-Monde, ne s'y est montrée. Loin de moi la pensée de vouloir amoindrir le seul, mais dangereux ennemi de l'Européen à Madagascar; toutefois il me répugnerait aussi de lui donner des proportions effrayantes et indignes d'une saine appréciation. La fièvre de Madagascar est une maladie sérieuse avec laquelle il faut compter. Il est bien rare que l'étranger qui séjourne une année sur ce sol encore neuf ne paie pas son tribut à l'acclimatement. La fièvre de Madagascar n'est rien autre chose que le résultat d'une intoxication paludéenne, revêtant des formes ataxiques, avec une marche souvent rapide quand des soins intelligents ne sont pas apportés à celui qui en est atteint. C'est cette marche rapide qui lui a fait donner aussi le nom de fièvre pernicieuse (1)... »

Mais, nous dit-on, l'influence des miasmes telluriques ne se fait sentir que sur le littoral, sur une étendue de 12 ou 15 lieues vers l'intérieur; dès qu'on a dépassé cette zone pour pénétrer dans l'intérieur, le pays s'assainit, et des voyageurs ont même assuré que, sur les plateaux du centre, dans la province d'Aukova, occupée par les Hovas, le climat était aussi salubre que celui de la France; il faut donc, disent les apôtres de la conquête, éviter de faire séjourner nos troupes sur le littoral, afin de les soustraire aux influences paludéennes, et les diriger tout de suite vers l'intérieur pour attaquer les Hovas dans le centre même de leur puissance. C'est encore une erreur qu'il serait dangereux de laisser s'accréditer; suivant l'auteur si compétent que nous venons de citer: « Il importe de rectifier une opinion communément admise par ceux qui se sont occupés de ce pays, que les côtes seules étaient sujettes à l'action des fièvres. Cette assertion n'est pas exacte. Dans l'intérieur de l'île, l'étranger est aussi exposé à contracter des fièvres qu'à la côte, et cela provient sans doute de l'extrême déboisement dont Madagascar a été le théâtre et à la présence de nombreuses rizières qui occupent le fond de toutes les vallées internes. Il reste à peine à Madagascar la moitié des forêts qui couvraient jadis cette grande île. Ces déboisements insensés ont entraîné plusieurs graves inconvénients: un excès de température dont on se ferait difficilement une idée pour des régions aussi élevées que le sont les contrées de l'intérieur, dont l'altitude varie entre 1,800 et 2,500 mètres, et le germe des fièvres entretenu par la conversion de la plupart des vallées en rizières, foyers d'effluves et de miasmes délétères moins redoutables peut-être que ceux des côtes, mais dont

(1) Docteur Lacaille, *Connaissance de Madagascar*. Paris, 1863; Dentu.

l'existence ne saurait être contestée, contrairement à ce qui a été avancé jusqu'à présent...»

Pour combattre les objections tirées des difficultés que présente Madagascar à l'acclimatation des Européens, on cite l'exemple d'un certain nombre d'Européens établis depuis de longues années dans cette île et qui ont résisté aux atteintes des fièvres paludéennes. Ces exemples isolés ne prouvent rien contre l'insalubrité de l'île et l'impossibilité, pour les Européens en général, de s'adapter aux conditions d'existence qui leur sont imposées dans cette contrée; ils prouvent tout au plus que, parmi les Européens, certaines organisations exceptionnelles, après avoir été soumises pendant un certain temps à l'action de l'intoxication paludéenne, peuvent acquérir à la longue une immunité relative, produite par une saturation des principes toxiques émanés du milieu ambiant; d'ailleurs les vides nombreux produits par la fièvre dans notre corps expéditionnaire sont malheureusement une réponse péremptoire aux optimistes de parti-pris qui soutiennent l'innocuité de ce climat pour les Européens.

Il faut donc envisager les choses sous leur aspect réel et reconnaître que Madagascar ne pourrait pas, quant à présent du moins, remplir pour nous le rôle d'une colonie de peuplement; cette île ne peut fournir qu'une colonie d'exploitation, comme l'est Java pour les Hollandais et l'Inde pour les Anglais, mais sans nous offrir les avantages et les compensations que présentent ces contrées à leurs heureux possesseurs. Nous ne voulons pas dire que l'insalubrité, à bon droit reprochée à Madagascar, fermera à tout jamais l'accession de cette île à la civilisation; l'expérience acquise ailleurs au prix de douloureux sacrifices prouve que les efforts persévérans de l'homme peuvent à la longue modifier, dans une certaine mesure, les conditions climatologiques des contrées les plus mal réputées sous ce rapport. Mais, pour faire disparaître les causes si nombreuses d'insalubrité à Madagascar, il faudrait entreprendre des travaux gigantesques qui ne pourraient être certainement que l'œuvre de plusieurs générations; il faudrait dessécher les marais, mettre en culture les terres, reboiser les montagnes qui ont été partout dénudées par l'imprévoyance des indigènes, régulariser les cours d'eau, débarrasser leurs estuaires des amoncellemens de sable qui s'opposent à leur libre écoulement, etc., travaux que les Européens ne pourront jamais exécuter par eux-mêmes, puisque sous cette latitude le travail manuel leur est interdit, mais que la civilisation pourrait peut-être faire exécuter par les mains des indigènes, en leur communiquant à cet effet les procédés et les ressources dont elle dispose, ce qui supposerait, au préalable, une entente parfaite entre les parties intéressées, entente

qui ne pourra s'établir que lorsque les indigènes n'auront plus incessamment suspendue sur leur tête la menace d'une dépossession violente de leur pays.

## V.

Ce serait, pensons-nous, se nourrir d'illusions que d'espérer amener de bon gré les peuplades négroïdes de cette île à embrasser nos mœurs et nos usages et à accepter de nos mains les bienfaits de la civilisation ; la grande distance existant entre l'état intellectuel des peuples de cette race et celui des peuples de race blanche, ces deux extrêmes de l'échelle de l'humanité, crée un abîme que ni les uns, ni les autres ne peuvent franchir et mettra pour longtemps encore obstacle à toute communauté de pensées et de sentimens entre eux ; ajoutons qu'aux yeux de ces indigènes, le *vaza*, le blanc, à quelque nationalité qu'il appartienne, est et restera toujours l'ennemi traditionnel de leur race, même quand il se présente dans l'attitude la plus pacifique, et ils persisteront à le tenir en suspicion, parce qu'ils lui supposeront toujours des arrière-pensées de conquête et d'asservissement.

Les Hovas, dont le nom a acquis de nos jours une si grande notoriété, ont les vices et les qualités inhérens à la race à laquelle ils appartiennent ; mais ils ont incontestablement l'esprit beaucoup plus ouvert que les autres indigènes aux idées de progrès, et quelques-uns d'entre eux ont même, dans des circonstances délicates, fait preuve d'une intelligence supérieure et d'un remarquable tact politique ; le règne de Radama I<sup>er</sup> avait déjà été marqué par l'introduction chez ce peuple de plusieurs réformes importantes, telles que la suppression de la traite des esclaves, l'établissement de nombreuses écoles primaires destinées à l'éducation des enfans des deux sexes, l'organisation de troupes disciplinées à l'euro péenne, l'introduction dans la capitale de l'imprimerie, l'adoption de caractères latins pour écrire la langue malgache, etc. ; les Hovas continuent à marcher dans la voie de progrès que leur avait tracée le glorieux fondateur de leur puissance, et, de nos jours, les missionnaires méthodistes (il faut le reconnaître) s'emploient avec une louable persévérance à procurer à leurs prosélytes les bienfaits d'une large diffusion de l'instruction publique, qu'ils auraient même, dit-on, rendue obligatoire comme chez nous.

Mais, il faut bien le dire, les Hovas nourrissent à l'égard des étrangers les mêmes préventions et les mêmes sentimens de répulsion que les autres indigènes ; s'ils se sont systématiquement refusés jusqu'à présent à s'approprier les inventions dues à la science mo-

derne et les merveilleux procédés industriels qui, dans l'ordre matériel, ont contribué dans une si large mesure au développement du bien-être chez les nations civilisées, c'est parce qu'ils avaient constamment, comme ils le disent eux-mêmes, l'esprit hanté par le spectre de l'invasion étrangère, et qu'ils considéraient l'introduction chez eux de ces innovations comme le prélude de leur absorption finale par l'élément européen. Ces dispositions se modifieront nécessairement si nous parvenons à les convaincre que nous ne voulons porter nulle atteinte à leur autonomie ni entraver en rien l'œuvre qu'ils ont entreprise de s'assimiler les indigènes de race différente auxquels ils ont imposé leur suprématie, œuvre essentiellement humanitaire, au succès de laquelle la mission civilisatrice de la France nous impose le devoir de concourir de tous nos efforts.

Laissons donc aux Hovas le soin d'amener progressivement à un meilleur état social les indigènes qu'ils ont soumis à leur autorité, car c'est une mission qu'ils sont à tous égards mieux à même de remplir que nous ; pour dégrossir des sauvages, des barbares valent mieux que des civilisés, et pour faire progresser des barbares, une civilisation naissante a plus de force et d'efficacité qu'une civilisation très raffinée ; il faut qu'il y ait des points de contact, des prises faciles entre des peuples de culture inégale, pour que le plus avancé puisse entraîner à sa suite le plus arriéré. Ce n'est pas par la conquête, mais par une lente infiltration que l'élément européen arrivera à s'implanter à Madagascar, et c'est alors seulement que le génie de notre race pourra intervenir utilement pour faire fructifier et développer chez ces indigènes les germes de civilisation qu'ils devront à la féconde initiation des Malais, leurs maîtres actuels.

En résumé, il semble qu'il y aurait lieu de renoncer à la revendication du protectorat sur la côte nord-ouest, et de nous assurer, en échange, la souveraineté de la pointe nord de l'île, dont la possession nous offrirait des avantages bien autrement appréciables que la contrée qui fait actuellement l'objet de nos revendications ; quant au traité de commerce de 1868, nous pourrions sans inconvénient, et à titre de transaction, nous prêter à la légère modification qui a été indiquée plus haut et qui n'altérerait en rien l'économie générale de cet acte international. Enfin les Hovas ne pourraient considérer comme une aggravation des conditions de paix l'adhésion que nous leur demanderions à l'institution de tribunaux mixtes, destinés à assurer une justice impartiale aux étrangers de toute nationalité que leurs affaires mettent en contact avec eux, et

à remédier, dans la mesure du possible, aux scandaleux abus dont l'administration de la justice offre le spectacle dans ce pays.

Voici quelles seraient, en substance, les conditions de paix qu'il conviendrait peut-être de substituer à celles auxquelles nos adversaires se sont péremptoirement refusés à souscrire jusqu'à ce jour : 1<sup>o</sup> paiement à la France d'une indemnité dont le quantum serait à déterminer, applicable, partie aux frais de la guerre, partie à la réparation des préjudices éprouvés par nos nationaux, et qui pourrait être stipulée payable par annuités ; dans ce dernier cas, la perception des droits de douane à Tamatave et à Majunga nous serait déléguée jusqu'à parfait paiement, mais jusqu'à concurrence seulement de la moitié de ces droits, le surplus devant être remis au gouvernement hova ; 2<sup>o</sup> cession en toute propriété et souveraineté à la France de la pointe nord de l'île, avec la baie de Diégo Suarez et le port Liverpool ; 3<sup>o</sup> interdiction aux Hovas de céder aucune portion de leur territoire sans le consentement de la France ; 4<sup>o</sup> exécution intégrale du traité de commerce de 1868, sauf modification de l'art. 4 ; 5<sup>o</sup> institution sur tous les points où le gouvernement français le jugera utile, de tribunaux mixtes chargés de juger les différends entre Européens et indigènes, et dont les membres européens seront désignés par une commission internationale composée des agens consulaires et diplomatiques accrédités à Tananarive.

Nous avons la ferme confiance que ces nouvelles conditions de paix, tout en donnant satisfaction aux véritables intérêts que nous avons charge de sauvegarder, — et tout en préparant les voies à l'influence prépondérante que la France est sans doute appelée à exercer plus tard dans cette île, — auraient toutes chances d'être accueillies par les Hovas, dont nos propositions ont le mérite de respecter scrupuleusement l'indépendance, — et la conclusion de la paix, dans de semblables conditions fermerait pour longtemps l'ère des difficultés de toute nature contre lesquelles nous nous débattons, et qu'ont suscitées l'insuffisance de nos notions sur ce pays ainsi que nos exigences peut-être irréflechies à l'encontre de nos adversaires.

TH. HALLEZ.

---

# ROMANCERO

---

## LE SERREMENT DE MAINS.

---

Cuidando Diego Laynez,  
En la mengua de su casa  
Fidalga, rica y antigua  
Antes que Iñigo y Abarca.

*(Romancero del Cid.)*

Songeant à sa maison, grande parmi les grandes,  
Plus grande qu'Iñigo lui-même et qu'Abarca,  
Le vieux Diego Laynez ne goûte plus aux viandes.

Il ne dort plus, depuis qu'un sang honteux marqua  
La joue encore chaude où l'a frappé le Comte,  
Et que pour se venger la force lui manqua.

Il craint que ses amis ne lui demandent compte,  
Et ne veut pas, navré d'un vertueux ennui,  
Leur laisser respirer l'haleine de sa honte.

Alors il fit querir et rangea devant lui  
 Les quatre rejetons de sa royale branche,  
 Sanche, Alfonso, Manrique et le plus jeune, Ruy.

Son cœur tremblant faisait trembler sa barbe blanche ;  
 Mais l'honneur raidissant ses vieux muscles glacés,  
 Il serra fortement les mains de l'aîné, Sanche.

Celui-ci, stupéfait, s'écria : — C'est assez !  
 Ah ! vous me faites mal ! — Et le second, Alfonso,  
 Lui dit : — Qu'ai-je donc fait, père ? vous me blessez ! —

Puis, Manrique : — Seigneur, votre griffe s'enfonce  
 Dans ma paume et me fait souffrir comme un damné ! —  
 Mais il ne daigna pas leur faire une réponse.

Sombre, désespérant en son cœur consterné  
 D'enter sur un bras fort son antique courage,  
 Diego Laynez marcha vers Ruy, le dernier-né.

Il l'étreignit, tâtant et palpant avec rage  
 Ces épaules, ces bras frêles, ces poignets blancs,  
 Ces mains, faibles outils pour un si grand ouvrage.

Il les serra, — suprême espoir, derniers élans !  
 Entre ses doigts durcis par la guerre et le hâle.  
 L'enfant ne baissa pas ses yeux étincelans.

Les yeux froids du vieillard flamboyaient. Ruy tout pâle,  
 Sentant l'horrible étau broyer sa jeune chair,  
 Voulut crier ; sa voix s'étrangla dans un râle.

Il rugit : — Lâche-moi, lâche-moi, par l'enfer !  
 Sinon, pour t'arracher le cœur avec le foie,  
 Mes mains se feront marbre et mes dix ongles fer ! —

Le vieux tout transporté dit en pleurant de joie :  
 — Fils de l'âme, ô mon sang, mon Rodrigue, que Dieu  
 Te garde pour l'espoir que ta fureur m'octroie ! —

Avec des cris de haine et des larmes de feu,  
 Il dit alors sa joue insolemment frappée,  
 Le nom de l'insulteur et l'instant et le lieu ;



Et tirant du fourreau Tizona bien trempée,  
Ayant baisé la garde ainsi qu'un crucifix,  
Il tendit à l'enfant la haute et lourde épée.

— Prends-la. Sache en user aussi bien que je fis.  
Que ton pied soit solide et que ta main soit prompte.  
Mon honneur est perdu. Rends-le-moi. Va, mon fils.

Une heure après, Ruy Diaz avait tué le Comte.

---

### LA REVANCHE DE DIEGO LAYNEZ.

---

Sienta á yantar, el mi fijo,  
Dó estoy á mi cabecera,  
Que quien tal cabeza trae  
Será en mi casa cabeza.

*(Romanecro del Cid.)*

Ce soir, seul au haut bout, car il n'a pas d'égaux,  
Diego Laynez, plus pâle aux lueurs de la cire,  
S'est assis pour souper avec ses hidalgos.

Ses fils, ses trois aînés, sont là; mais le vieux sire  
En son cœur angoissé, songe au plus jeune. Hélas!  
Il n'est point revenu. Le Comte a dû l'occire.

Le vin rit dans l'argent des brocs; le coutelas  
Dégainé, l'écuyer, ayant troussé sa manche,  
Laisse échauffer le vin et refroidir les plats.

Car le maître et seigneur n'a pas dit : — Que l'on tranche! —  
Depuis que dans sa chaise il est venu s'asseoir,  
Deux longs ruisseaux de pleurs mouillent sa barbe blanche.

Et le grave écuyer se tient près du dressoir,  
Devant la table vide et la foule béante,  
Et nul, fils ou vassal, ne soupera ce soir.

Comme pour ne pas voir le spectre qui le hante,  
Laynez ferme les yeux et baisse encor le front;  
Mais il voit son fils mort et sa honte vivante.

Il a perdu l'honneur, il a gardé l'affront;  
Et ses aïeux, de race irréprochable et forte,  
Au jour du Jugement le lui reprocheront.

L'outrage l'accompagne et le mépris l'escorte;  
De tout l'orgueil antique il ne lui reste rien...  
Hélas! hélas! Son fils est mort, sa gloire est morte!

— Seigneur, ouvre les yeux. C'est moi. Regarde bien.  
Cette table sans viande a trop piètre figure;  
Aujourd'hui j'ai chassé sans valet et sans chien;

J'ai forcé ce ragot; je t'en offre la hure! —  
Ruy dit et tend le chef livide et hérissé  
Qu'il tient empoigné par l'horrible chevelure.

Diego Laynez d'un bond sur ses pieds s'est dressé :  
— Est-ce toi, Comte infâme? Est-ce toi, tête exsangue,  
Avec ce rire fixe et cet œil convulsé?

Oui, c'est bien toi! Tes dents mordent encor ta langue;  
Pour la dernière fois l'insolente a raillé  
Et le glaive a tranché le fil de sa harangue! —

Sous le col d'un seul coup par Tizona taillé,  
D'épais et noirs caillots pendent à chaque fibre;  
Le vieux frotte sa joue avec le sang caillé.

D'une voix éclatante et dont la salle vibre,  
Il s'écrie : — O Rodrigue, ô mon fils, cher vainqueur,  
L'affront me fit esclave et ton bras me fait libre!

Et toi, visage affreux qui réjouis mon cœur,  
Ma main va donc, au gré de ma haine indomptable,  
Satisfaire sur toi ma gloire et ma rancœur! —

Et souffletant alors la tête épouvantable :  
 — Vous avez vu, vous tous, il m'a rendu raison !  
 Ruy, sieds-toi sur mon siège au haut bout de la table.

Car qui porte un tel chef est chef de ma maison. —

---

## LE TRIOMPHE DU CID.

---

De Rodrigo de Bivar  
 Muy grande fama corria,  
 Cinco reyes ha vencido  
 Moros de la Moreria.

*(Romancero del Cid.)*

Les portes du palais s'ouvrirent toutes grandes  
 Et le roi don Fernan sortit pour recevoir  
 Le jeune chef rentrant avec ses vieilles bandes.

Quittant cloître, métier, champ, taverne et lavoir,  
 Clercs, bourgeois ou vilains, tout le bon peuple exulte ;  
 Les femmes aux balcons se penchent pour mieux voir.

C'est que, vengeur du Christ que le Croissant insulte,  
 Rodrigue de Bivar, vainqueur, rentre aujourd'hui  
 Dans Zamora qu'emplit un merveilleux tumulte.

Il revient de la guerre et partout devant lui,  
 Sur son genet rapide et rayé comme un zèbre  
 Le cavalier berbère en blasphémant a fui.

Il a tout pris, pillé, rasé, brûlé, de l'Èbre  
 Jusques au Guadiana qui roule un sable d'or,  
 Et de l'Algarbe en feu monte un long cri funèbre.

Il revient tout chargé de butin, plus encor  
De gloire, ramenant cinq rois de Morérie.  
Ses captifs l'ont nommé le Cid Campeador.

Tel Ruy Diaz, à travers le peuple qui s'écrie,  
La lancè sur la cuisse, en triomphal arroi,  
Rentre dans Zamora pavoisée et fleurie.

Donc, lorsque les huissiers annoncèrent : — Le Roi!  
Telle fut la clameur que corbeaux et corneilles  
Des tours et des clochers s'envolèrent d'effroi.

Et dôn Fernan debout sous les portes vermeilles,  
Un instant, ébloui, s'arrêta sur le seuil  
Aux acclamations qui flattaient ses oreilles.

Il s'avavançait, charmé du glorieux accueil...  
Tout à coup, repoussant peuple, massiers et garde,  
Une femme apparut, pâle, en habit de deuil.

Ses yeux resplendissaient dans sa face hagarde  
Et, sous le voile épars de ses longs cheveux roux,  
Sanglotante et pâmée, elle cria : — Regarde!

Reconnais-moi! Seigneur, j'embrasse tes genoux.  
Mon père est mort qui fut ton fidèle homme lige;  
Fais justice, Fernan, venge-le, venge-nous!

Je me plains hautement que le Roi me néglige  
Et ne veux plus attendre, au gré du meurtrier,  
La vengeance à laquelle un grand serment t'oblige.

Oui, certe, ô Roi, je suis lasse de larmoyer;  
La haine dans mon cœur bout et s'irrite et monte  
Et me prend à la gorge et me force à crier :

Vengeance, ô Roi, vengeance et justice plus prompte!  
Tire de l'assassin tout le sang qu'il me doit! —  
Et le peuple disait : — C'est la fille du Comte. —

Car d'un geste rigide elle montrait du doigt  
Cid Ruy Diaz de Bivar qui, du haut de sa selle,  
Lui dardait un regard étincelant et droit.

Et l'œil sombre de l'homme et les yeux clairs de celle  
Qui l'accusait, alors se croisèrent ainsi  
Que deux fers d'où jaillit une double étincelle.

Don Fernan se taisait, fort perplexe et transi,  
Car l'un et l'autre droit que son esprit balance  
Pèse d'un poids égal qui le tient en souci.

Il hésite. Le peuple attendait en silence.  
Et le vieux Roi promène un regard incertain  
Sur cette foule où luit l'éclair des fers de lance.

Il voit les cavaliers qui gardent le butin,  
Glaive au poing, casque en tête, au dos la brigandine,  
Rangés autour du Cid impassible et hautain.

Portant l'étendard vert consacré dans Médine,  
Il voit les captifs pris au Miramamolin,  
Les cinq émirs vêtus de soie incarnadine ;

Et derrière eux, plus noirs sous leurs turbans de lin,  
Douze nègres, chacun menant un cheval barbe.  
Or, le bon prince était à la justice enclin :

— Il a vengé son père, il a conquis l'Algarbe ;  
Elle, au nom de son père, inculpe son amant. —  
Et don Fernan pensif se caresse la barbe.

— Que faire, songe-t-il, en un tel jugement ? —  
Chimène à ses genoux pleurait toutes ses larmes ;  
Il la prit par la main et très courtoisement :

— Relève-toi, ma fille, et calme tes alarmes,  
Car, sur le cœur d'un prince espagnol et chrétien,  
Les larmes de tes yeux sont de trop fortes armes.

Certes, Bivar m'est cher ; c'est l'espoir, le soutien  
De Castille ; et, pourtant, j'accorde ta requête.  
Il mourra si tu veux, ô Chimène, il est tien.

Dispose, il est à toi. Parle, la hache est prête —  
Ruy Diaz la regardait, grave et silencieux.  
Elle ferma les yeux, elle baissa la tête.

Elle n'a pu braver ce front victorieux  
Qu'illumine l'ardeur du regard qui la dompte  
Elle a baissé la tête, elle a fermé les yeux.

Elle n'est plus la fille orgueilleuse du Comte,  
Car elle sent rougir son visage, enflammé  
Moins encor de courroux que d'amour et de honte.

— C'est sous un bras loyal par l'honneur même armé  
Que ton père a rendu son âme (que Dieu sauve!).  
L'homme applaudit au coup que le prince a blâmé.

Car l'honneur de Laynez et de Laÿn le Chauve,  
Non moins pur que celui des rois dont je descends,  
Vaut l'orgueil du sang goth qui dore ton poil fauve.

Condamne, si tu peux... Pardonne, j'y consens.  
Que Gormaz et Laynez, à leur antique souche,  
Voient par vous reverdir des rameaux florissans.

Parle, et je donne à Ruy, sur un mot de ta bouche,  
Belforado, Saldagne et Carrias del Castil. —  
Mais Chimène gardait un silence farouche.

Fernan lui murmura : — Dis, ne te souvient-il,  
Ne te souvient-il plus de l'amour ancienne? —  
Ainsi parle le Roi gracieux et subtil.

Et la main de Chimène a frémi dans la sienne.

---

UN

# VOYAGE DANS LE GUZERATE

---

Depuis que les Anglais sont devenus les maîtres de l'Inde, leurs voyageurs et leurs touristes l'ont parcourue dans tous les sens, ils nous ont promenés avec eux dans ce vaste empire, et nous leur devons de mieux connaître non-seulement ses montagnes, ses vallées, ses forêts et ses mines, mais ses industries, ses institutions, ses antiquités, ses temples, ses bayadères, ses éléphans et ses dieux. Cependant, quelque abondans et curieux que soient leurs récits, il y manque le plus souvent quelque chose ; le paysage y tient beaucoup de place, les tableaux d'intérieur y sont rares. Jusqu'aujourd'hui, on ne s'est guère mis en peine de nous initier aux mystères, aux dedans d'un ménage hindou, de nous expliquer ce qui s'y passe, les règles de conduite qu'on y observe, l'usage qu'on y fait de sa vie et de son cœur. Les habitans de l'Inde, ceux du moins qui parlent quelque dialecte hindoustani, appartiennent comme nous à la grande race aryenne, ils sont de notre famille, nous avons de communes origines, nous nous retrouvons dans leur antique histoire et dans leurs traditions, les systèmes de philosophie qu'ils ont hérités de leurs pères ressemblent beaucoup aux nôtres, et il est impossible de lire *Sakontala* sans penser à Shakspeare. Il semble qu'il soit plus facile à un Anglais de déchiffrer un cœur hindou qu'un cœur chinois, et pourtant nous sommes beaucoup mieux renseignés sur la façon dont les riverains du fleuve Jaune entendent la vie que sur l'esprit et l'économie domestique des habitans de la vallée du Gange.

Un Anglais qui voyage dans l'Inde a beaucoup de peine à y satisfaire toutes ses curiosités. Quand il aborde certains sujets, quelque pressant

qu'il soit dans ses questions, il n'obtient d'ordinaire que des réponses vagues, évasives, des réponses de Normand. Les peuples conquis apportent toujours beaucoup de réserve dans leurs liaisons avec leurs maîtres. Si doux, si débonnaires, si résignés qu'ils soient à leur servitude, ils obéissent, mais ils ne se donnent pas; la soumission leur coûte, ils s'en vengent par le silence. Ajoutez l'inévitable effet des préjugés de caste, l'horreur des contacts impurs, le soin religieux avec lequel un *dvidja* défend le seuil de sa maison contre toute approche qui pourrait la souiller. Il est écrit dans les lois de Manou que boire de la même limonade, manger du même riz qu'un Soudra, « c'est manger des excréments et boire de l'urine. » Les Anglais ne sont pas des Soudras, mais aux yeux d'un Hindou orthodoxe comme d'un musulman, ils ne valent guère mieux, et il ne leur dira jamais comme M<sup>me</sup> Jourdain à son gendre : « Mettez-vous là et dînez avec moi. » Il leur dira plutôt : « Vous sentez le porc. Vous vous nourrissez de l'impur animal où votre prophète le Nazaréen a envoyé loger le diable. Je vous achèterai ce que vous voudrez, je vous vendrai ce qu'il vous plaira; mais je ne veux ni manger, ni boire, ni prier avec vous. »

Il faut être né dans l'Inde pour être capable de raconter et de peindre un intérieur hindou, et c'est ce qui fait le prix d'un petit volume écrit en anglais et publié d'abord à Bombay, puis à Londres, par l'auteur de l'*Indian Muse* et l'éditeur de l'*Indian Spectator*, qui après avoir eu pour maîtres les missionnaires presbytériens de Surate, a été tour à tour instituteur, journaliste, écrivain et poète (1). M. Behramji Malabari aime beaucoup son pays et son peuple, et il ne se fait aucun scrupule de mettre le *Ramayana* au-dessus de l'*Illiade* et de l'*Odyssee*. Il ne laisse pas de goûter les littératures de l'Occident, il cite Dante et Rabelais, Shakspeare et M. Gladstone, il est équitable et même bienveillant à l'égard des dominateurs de l'Inde, parmi lesquels il compte plus d'un ami, il reconnaît les services rendus, il n'a de préventions contre personne.

Les récits qu'il a rassemblés dans son petit volume, après les avoir publiés pour la plupart dans la *Bombay Review*, ne sont pas des toiles savamment composées et grassement peintes; ce ne sont que des croquis sans prétention, enlevés d'une main sûre et preste; le crayon est facile, la touche est franche autant que légère. Celui que nous appellerons M. Behramji dit très bien ce qu'il veut dire, mais il ne dit pas tout, il se dérobe quelquefois, il a le goût des sous-entendus. Aux grâces ironiques et fuyantes il joint cette philosophie qui s'accommode aisément du monde tel qu'il est, et qui ne se plaint ni des choses ni des hommes. Ses commencemens n'ont pas été fa-

(1) *Gujarat and the Gujaratis, Pictures of Men and Manners taken from Life*, by Behramji M. Malabari.



ciles, il a dû se faire son chemin à la sueur de son front. Il nous confesse qu'il s'est levé fort matin et qu'en partant à la petite pointe du jour pour son pèlerinage à travers la vie, il est souvent tombé dans des lits de torrent desséchés, dont il a eu de la peine à sortir; mais s'il y a écorché ses jambes, il n'y a pas laissé ses os : « Si cruelle que fût la chute, j'ai réussi à me relever, et grâce à la corde que me tendaient des mains amies, je me suis toujours tiré d'affaire. » Peut-être faudra-t-il un jour faire le voyage de l'extrême Orient pour y retrouver la belle humeur. L'enjouement de l'Oriental a beaucoup de charme et ressemble à cette sorte de gaité que recommandait Pantagruel et « qui est confite en mépris des choses fortuites. » Son sourire veut dire : « Eh ! oui, j'ai souffert; mais nonobstant j'ai vécu. » M. Behramji affirme que la vie ne vaudrait pas la peine d'être vécue si l'on n'avait pas quelquefois à se battre avec elle.

Ce fut le 15 mars 1878 qu'il quitta Bombay pour aller revoir son pays natal, le Guzerate, cette province nord-ouest de l'Inde, cette grande presque île boisée et montueuse, enfermée entre le golfe de Kotch, le golfe de Cambaye et la mer d'Oman, et dont les Anglais ne possèdent qu'une partie; le reste est gouverné par des souverains tributaires. En parcourant le pays de ses souvenirs d'enfance, M. Behramji l'a trouvé fort changé, il ne se reconnaissait plus ni à Baroda, ni dans Ahmedabad. Mais il a fini par constater que l'antique y subsistait à côté du moderne, que les lois nouvelles n'avaient pas encore tué toutes les vieilles coutumes, les vieilles mœurs et les vieilles idées. Ce mélange incohérent du vieux et du neuf lui a paru curieux à décrire, et il nous fait passer en revue toutes les classes de la société avec leurs disparates et leurs étranges bigarrures, les princes marchands ruinés, les parvenus qui insultent à leur misère, les *marwaris*, ou usuriers, fléau du Guzerate, les gens de loi, ou *vaquils*, les barbiers, courtiers de galanterie, comme jadis, et fournisseurs de chair humaine, le mahométan déchu, à qui il ne reste pour tout bien que son orgueil et ses espérances, le très indolent parsi, qui n'a plus même la force de sourire et ne descend jamais de sa voiture que quelques minutes après qu'elle s'est arrêtée, tant il craint qu'un recul inattendu des chevaux ne produise dans ses esprits une agitation fâcheuse, nuisible à sa santé. Mais il ne faut pas trop lui reprocher sa paresse; elle est presque une vertu, puisqu'elle l'empêche de troubler la paix publique et ne lui permet de battre sa femme que très rarement.

Parmi les figures que M. Behramji fait défiler dans sa lanterne magique, les unes sont plus curieuses, les autres plus intéressantes. C'est un personnage peu sympathique que ce Mohla de la province de Surate, à la fois chef de secte mahométane et gros banquier, possédant la confiance de la veuve et de l'orphelin et prenant tout, ne rendant jamais rien. Pour rassurer ses créanciers, il épousa suc-

cessivement une vingtaine de filles riches, mais les pauvres gens ne virent jamais un sou de la dot. On s'obstinait pourtant à croire en lui, et ce gros homme disait : « Qu'ils crient tant qu'il leur plaira, leurs écus viendront toujours à moi. » Nous admirons davantage Rajah Dewan, ministre d'état toujours attentif à sauver sa dignité et qui n'admettait pas qu'une excellence telle que lui fût exposée aux accidens vulgaires de la vie. Une nuit qu'il se rendait à Billimora par une route fort cahotante, la voiture versa, et son excellence, violemment projetée, alla s'aplatir dans la poussière du chemin. Le bruit éveilla les commères du voisinage. A la faveur de leurs lanternes, elles aperçurent un vieux beau, richement paré, qui gigottait et s'escrimait vainement pour se remettre sur ses pieds, pendant que ses cipayes, enchaînés par le respect, se tenaient en cercle autour de lui dans la plus humble attitude. « Frère, cria l'une d'elles, quelle aventure ! — Sœur, répliqua le rajah, passe ton chemin, et surtout ne va pas t'imaginer que je sois tombé. La nuit était sombre, et je cherchais à m'assurer par mon expérience personnelle si la route a besoin de réparations. — Vieil homme, es-tu satisfait ? — Oui, mon enfant, » dit-il en se redressant par un suprême effort. Et, une fois debout, recouvrant toute sa majesté naturelle : « Bonnes gens, ne m'obsédez pas de vos requêtes et de vos placets. J'ai vu, j'ai tâté, vous avez besoin d'une bonne route. Rajah Dewan vous la donnera. »

C'était un bonhomme fort inoffensif que Rajah Dewan. On courait plus de risques avec ce fameux Maharaj de Baroda, qui non-seulement se piquait d'être versé dans les sciences occultes et dans l'art de tirer des rayons de soleil de l'épaisseur d'un concombre, mais qui se targuait aussi d'être un profond médecin, de posséder des recettes pour guérir toutes les maladies de ses sujets. Le plus sûr moyen de lui faire sa cour, de conquérir ses faveurs, était de croire à sa science et d'aller lui demander des remèdes. Il vous présentait aussitôt une grande tasse pleine d'un affreux breuvage, qu'il fallait avaler d'un trait, sans marquer la moindre répugnance. Impossible d'en appeler ou de se tirer d'embarras par quelque adroit subterfuge ; deux augustes yeux, braqués sur vous, épiaient tous vos mouvemens. Il fallait boire et il fallait sourire, quoiqu'on sentît brûler dans ses entrailles un feu d'enfer. Celui qui souriait de meilleure grâce et se déclarait guéri pouvait tout espérer, et pour peu qu'il en réchappât, sa fortune était faite.

L'Orient produit des contemplatifs, des indolens, des rêveurs, et l'Anglais lui-même a peine à résister aux accablemens de son soleil, et pourtant il produit aussi les hommes les plus diligens, les plus pratiques et les plus positifs de la terre. Beaucoup d'Orientaux sont paresseux par dignité, par respect humain. Ils considèrent tout effort comme un abaissement, comme une diminution de l'homme. Ils met-

tent leur orgueil à ne rien faire : leur engourdissement et leur torpeur sont un signe de noblesse ; les yeux à demi clos, ils regardent vaguement couler les eaux troubles du grand fleuve, et ils font ici-bas leur apprentissage de l'éternel sommeil qui sera la récompense des justes. Autour de ces lions assoupis gambadent et s'agitent une foule de petits bipèdes au museau pointu, très actifs, très industriels, toujours en quête d'occasions, s'intriguant, se fourrant partout et, dans les cas difficiles, payant d'imposture ou d'impudence, prêts à tout affronter, à tout endurer, mépris, rebuffades ou soufflets, pourvu qu'il y ait au bout vingt roupies à empocher. Un jour, leur a dit Manou, ils renaîtront sous la forme impure d'un chacal, d'un renard ou d'une fouine. Qui vivra verra ; ce qui est certain, c'est que la vie est une affaire ; arrangeons-nous pour qu'elle soit bonne.

C'était un vrai renard que ce petit bourgeois d'Ahmedabad, nommé Nyalchand Nakdochand, qui raconta son histoire à M. Behramji, et c'était un grand paresseux et le plus imprévoyant des hommes que ce Meer Bakhtawar Khan, dont Nyalchand gérât les affaires et administrait la maison. Éperdument amoureux de sa jeune femme, à laquelle il n'avait point voulu donner de rivales, Meer passait sa vie à la contempler, ne la quittant que de loin en loin pour parler à un domestique ou pour aller prier à la mosquée la plus voisine. Disons à sa décharge que sa Bibi était une parfaite beauté, ce qui signifie qu'elle avait une taille de jeune Cyprès, des yeux pareils à des lotus, des lèvres de corail, des seins en forme de citrons, des cheveux qui exhalaient une délicieuse senteur de bétel, des pieds qu'on aurait pris pour deux rayons de lune jouant à cache-cache et un sourire semblable à une pluie de fleurs de jasmin. Meer en repaissait ses regards et son cœur, et sa seule affaire, en ce monde, était de contenter toutes les fantaisies de sa Bibi, sans s'apercevoir que son coffre-fort s'épuisait rapidement.

Il s'en remettait à Nyalchand du soin de trouver de l'argent, de faire aller le ménage, et ce fidèle intendant faisait sa main. De son propre aveu, il ne passait pas une roupie sous ses yeux sans qu'il en restât quelque chose dans ses poches ; il n'entrait pas dans la maison une pièce d'étoffe sans qu'il en découpât un lambeau, dont il faisait hommage à M<sup>me</sup> Nyalchand. Meer dut mettre en gage des boutiques qui lui rapportaient gros : Nyalchand en devint bientôt le propriétaire sous le nom d'un de ses oncles, qui lui servait d'homme de paille. Quand on le chargeait de négocier un emprunt, il s'adjudgeait la moitié de la somme pour se récompenser de ses peines. Objets d'art, bijoux, épées à la riche monture, vaisselle d'or ou d'argent, manuscrits enluminés, tout ce qui était vendu par son maître, qu'il rongea jusqu'aux os, était acquis par lui en cachette et à vil prix. Meer perdit son père, qui lui laissa 20,000 roupies ; il n'en toucha que 4,000, les autres prirent

le chemin des manuscrits et des épées. « Aujourd'hui, disait Nyalchand en terminant son récit, je suis un gros marchand très considéré, et j'occupe dans le monde une si haute situation que je ne pourrais, sans déroger, rendre visite à mon ancien maître. On dit que sa femme a les cheveux gris; mais, en dépit de ses souffrances, de sa vieillesse précoce, du présent qui est sombre et de l'avenir qui est menaçant, elle persiste à adorer son mari. Elle vit pour lui, elle vit en lui, elle est son seul serviteur. La pauvre femme a le cœur tendre et charitable, et chaque vendredi elle trouve encore le moyen de faire l'aumône aux musulmans nécessiteux de sa paroisse. En vérité, quand je repasse un à un tous mes souvenirs, je ne suis pas tout à fait content de moi; mais que voulez-vous? un pauvre homme doit vivre. » C'est ainsi que, grâce à l'indolence des uns, à l'industrie des autres, dans l'Inde comme chez nous, les nouvelles couches prennent insensiblement la place des anciennes. Les Meer et leurs Bibis s'en vont, les Nyalchand arrivent, et des bourgeois parvenus dépossèdent de leur influence et de leurs biens les vieilles aristocraties qui ne savent pas compter ni prévoir le malheur de demain. Les Anglais s'y prêtent. Par un entraînement ou un calcul fort naturel, ils font peu de cas des endormis et réservent leurs faveurs à ceux qui acquièrent et qui travaillent.

Ce sont les femmes qui jouent le beau rôle dans la plupart des récits de M. Behramji. L'Inde les tient dans une étroite et rigoureuse dépendance, mais le joug ne leur pèse pas, et il n'est guère de pays où elles aient plus de cœur et plus de grâce dans la vertu : — « Une femme, quel que soit son âge, a dit Manou, doit se souvenir qu'elle est née pour obéir et pour ne jamais rien faire suivant sa propre volonté, même dans sa maison. » — Il ajoute : « Elle doit être toujours de bonne humeur. » — C'est écrit et cela se pratique. Les Hindous semblent s'appliquer à prouver que celui qui donne est plus grand et plus heureux que celui qui reçoit ou qui prend. Sita, l'admirable héroïne du *Ramayana*, à laquelle nous ne trouvons à comparer dans la légende chrétienne que Geneviève de Brabant et sa biche, chérissait son malheur parce qu'elle aimait Rama. Quand le cœur s'en mêle, les plus dures obéissances ont leur douceur et il y a de la joie dans la servitude.

Si les femmes de l'Inde ne sont plus tenues de se brûler sur le bûcher de leur mari, elles n'ont pas encore acquis le droit de choisir l'homme qu'elles épousent, ni même de le voir avant de l'épouser. On dispose d'elles sans leur consentement, et il arrive souvent qu'on engage leur foi dès leur enfance à un mari qui n'est pas encore né et qui sera ce qu'il pourra. Tel fut le destin de Mankore. Il y avait dans le Guzerate deux princes marchands, Motichand Zaver et Kantur Pitamber; ils étaient amis de table et de jeu, et leurs femmes déci-

dèrent que les premiers enfans qu'elles mettraient au monde s'épouseraient dès que l'âge serait venu; il se trouva malheureusement que ces deux enfans étaient deux filles. Mankore en fut quitte pour attendre un peu. Quatre ans plus tard, sa mère lui dit : — « Enfin te voilà pourvue! La femme de notre ami Kantur est accouchée d'un garçon. C'est ton mari; laisse-lui le temps de grandir. » — Mais les nains ne grandissent pas. Celui-ci était aussi chétif, aussi malingre, aussi noué de corps et d'esprit que Mankore était fraîche, belle, avisée et charmante.

Elle avait seize ans, il en avait douze quand on les maria. En l'apercevant pour la première fois, peu s'en fallut qu'elle ne reculât de trois pas. Elle se remit bien vite de son saisissement : — « Il est tout petit, laid et même difforme, pensa-t-elle, et il paraît stupide. O Brahma, Shiva et Vischnou, je lui donnerai ma santé, ma force, mon intelligence et ma beauté! » — Quelques heures plus tard, on la conduisait dans la chambre nuptiale. Tremblante, le souffle court, elle s'approche d'un lit magnifique, incrusté d'or et d'argent, parfumé d'encens et de myrrhe. Un avorton y était couché entre deux draps de satin, et cet avorton ronflait. Elle demeura quelque temps étendue à ses pieds sur le parquet. Il ronflait toujours. Elle se relève, le regarde, et, dans un transport subit, elle dépose un chaste baiser sur ses grosses lèvres et sur leur musique. L'idiot se réveille en sursaut, tout effaré, et s'écrie : — « *O mâ! ô bapâ!* venez tout de suite à mon secours! Il y a ici une vilaine femme qui cherche à mordre ma bouche. » — On accourut, on consola l'idiot, mais on n'a jamais réussi à lui faire comprendre ce que c'était qu'un baiser d'amour ou de pitié. Mankore le soigne, le dorlote, le chérit, l'adore comme s'il était le plus beau et le plus spirituel des hommes. Elle est sa très humble servante; elle vénère dans ce magot son seigneur et son maître, l'homme que les Hindoues respectent trop pour prononcer tout haut son nom et qu'elles appellent : Lui. Cette vierge ne veut pas qu'on la plaigne, elle se dit la plus heureuse des femmes. S'il y a une justice au ciel, ce pieux mensonge abrégera le temps de ses métempsycoses et lui assurera son entrée dans la demeure éternelle de Brahma. Jamais l'essence divine n'aura absorbé une âme qui lui ressemblât davantage.

Nous avons dit que M. Behramji avait éprouvé plus d'une surprise en revoyant le Guzerate, qu'il l'avait trouvé fort changé. Il ne ne s'en plaint pas; il sait gré aux Anglais de tout ce qu'ils ont fait pour réformer une vieille civilisation qui se survivait, pour en corriger les abus, pour protéger les petites bourses contre les exactions et les petites vies contre le bon plaisir des puissans, pour substituer la loi à l'arbitraire et les bons exemples aux scandales. — « Qu'es-tu devenu, ô mon pays natal? s'écriait-il, en parcourant les rues de Baroda après vingt ans d'absence. Où sont tes antiques traditions et les contes de nourrice qui ont bercé mes premiers sommeils? Qui a

détruit tes grandes institutions? Qui a supprimé tes Sathmari, où l'on voyait des êtres humains foulés sous le pied de l'éléphant et de prétendus malfaiteurs brûlés vifs ou cloués à une muraille, ou roulés dans des barils garnis de petites pointes de clous? Pourquoi ne célèbres-tu plus les fêtes durant lesquelles une centaine de houris à gages étalaient leurs charmes et folâtraient toutes nues dans la cour d'un palais? Que sont devenus tes mariages solennels entre colombes et les réjouissances qui les accompagnaient? Où sont tes fièvres et ton aimable choléra? O pays de ma naissance, c'en est fait de tes gloires, elles se sont évanouies à jamais. On les a remplacées par des tribunaux et des prisons, par des hôtels et des parcs, par des routes et des citernes, par des écoles et des collèges et surtout par ce monstre qu'on appelle une commission municipale. »

Cependant si notre voyageur se plaît à rendre justice à l'administration anglaise, s'il loue ses bonnes intentions et ses bonnes œuvres, il blâme quelques-uns de ses procédés, et constate que les peuples s'accommodent difficilement des sages réformes qu'elle leur impose, que les maîtres de l'Inde s'entendent mieux à commander qu'à persuader et à convaincre, qu'ils ne sont pas toujours aimables et que, dans le Guzerate comme ailleurs, il y a beaucoup de mécontents. Il voyageait un jour en chemin de fer avec un notable indigène de Surate et un Anglais. Pour dormir plus à son aise, l'Anglais allongea ses grosses bottes sur les genoux du notable, qui se débarrassa avec une extrême douceur de cet incommode fardeau. L'Anglais, rouge de colère, lui reprocha de troubler impertinemment son sommeil et, le prenant à la gorge, le menaça de le jeter par la portière. Le notable était un vrai philosophe; il maîtrisa son émotion et se contenta de murmurer en hindoustani : « Nous avons eu notre jour; ces gens ont maintenant le leur. » Mais les Hindous ne sont pas tous philosophes, et les petites rancunes engendrent quelquefois les grandes colères.

M. Behramji reproche aussi aux Anglais de troubler inutilement les eaux tranquilles. Leurs lois sont bonnes, mais ils en font trop; ils ne tiennent pas assez compte des intérêts, des traditions, des préjugés; ils ont trop de goût pour le régime réglementaire, et ils compromettent leur autorité par des ingérences déplacées ou indiscrettes. Parmi leurs juges, presque tous intègres, il y a des pédans et des rigoristes; d'autres sont un peu lestes dans leurs procédés et traitent cavalièrement leur monde. Les grandes iniquités ont disparu, les petites injustices ont pris leur place, et le commun des hommes est plus sensible aux petites choses qu'aux grandes, car, en définitive, la vie se compose de détails. Ce n'est pas tout : les Anglais ont multiplié dans l'Inde, avec un zèle qui les honore, les établissemens d'instruction publique de tout degré. Par une conséquence fort naturelle, les indigènes qu'on encourage à s'instruire conçoivent des espérances et de généreuses

ambitions qu'on ne se croit point tenu de satisfaire. On les admet dans le conseil législatif du gouverneur-général et dans les magistratures locales de Madras, de Bombay et du Bengale ; ils remplissent l'office de jurés et d'assesseurs, ils siègent dans les tribunaux d'arbitrage et dans les cours de conciliation, ils ont part à l'administration des écoles, des hôpitaux, et ils fournissent aux municipalités le plus grand nombre de leurs commissaires. Mais un bachelier hindou, qui se croit l'égal de ses maîtres en capacité comme en science, s'étonne d'être relégué dans les emplois subalternes et s'indigne qu'on le traite en paria politique. Pour peu qu'il vise trop haut, on lui fait sentir l'énorme ridicule de ses prétentions, on lui rappelle l'humilité de ses origines, on lui déclare en anglais ou en hindoustani que le premier devoir d'un sujet est de se tenir à son rang et à sa place.

Dans toutes les provinces de l'Inde, le parti des mécontents se recrute parmi d'anciens privilégiés, déchus de leur gloire et de leurs prérogatives, parmi d'anciens opprimés, à qui les tracasseries d'une administration trop formaliste font regretter le bon vieux temps et le régime du bon plaisir. Il faut y joindre les jeunes gens instruits de la classe moyenne, qui s'étaient laissé persuader que l'instruction mène à tout et qui se heurtent contre une porte fermée. L'huissier qui la garde leur dit : « Il faut être Anglais pour entrer ici. » — « Vous faites beaucoup pour notre bien, s'écrie M. Behramji ; mais vous ne savez pas toujours vous y prendre, vous manquez d'entregent, et vos réformes ne sont pas goûtées. Quand donc apprendrez-vous aux Hindous à jouir de la vie sous votre administration ? Si vous voulez qu'ils oublient le passé ou qu'ils n'y pensent que pour détester la mémoire des hommes de rapine dont vous les avez délivrés et les superstitions dégradantes dont vous cherchez à les affranchir, donnez-leur des raisons de vous aimer et de regarder avec des yeux de complaisance l'avenir que vous leur préparez. »

Les conquérans les plus sages et les mieux intentionnés font rarement le bonheur de leurs nouveaux sujets ; il est rare aussi qu'un peuple conserve toutes ses qualités et ses vertus natives sous une domination étrangère. Dans plus d'un pays de l'Orient, tout ce qui est en charge n'a ni principes ni scrupules ; mais le peuple reste honnête, et, par une sorte de miracle, la pourriture ne se propage pas de gouvernant à gouverné. D'un bout à l'autre de leur vaste empire, les Anglais ont pris à tâche d'épurer l'administration, de la nettoyer de ses ordures. Les mœurs publiques y ont-elles gagné ? M. Behramji en doute. On a remarqué depuis longtemps que les vieilles industries de l'Inde allaient visiblement en décadence, que tous les efforts pour les perfectionner n'aboutissent qu'à hâter leur déclin ; les traditions se perdent, sans qu'on acquière le maniement et l'entente des procédés

nouveaux. Il en est des vertus nationales comme des industries ; il est plus facile de les perdre que de les remplacer. « Autrefois, dit notre auteur, la classe marchande du Guzerate avait une réputation d'incorruptible probité. La parole valait de l'or, et les plus importantes transactions se concluaient verbalement. Quelques-uns de mes lecteurs ont sûrement entendu parler du Sowcar de Guzerate, qui reçut de grosses avances d'argent sur un seul poil de sa moustache qu'il mit en gage. Ces jours ne sont plus, et, à l'heure qu'il est, on ne prêterait pas 10 roupies à la barbe la plus florissante et la plus soignée. La moralité commerciale est aujourd'hui très bas dans le Guzerate comme à Bombay. »

Une autre vertu hindoue a reçu des atteintes dont elle aura peine à se remettre. La charité fut toujours considérée dans l'Inde comme la plus sainte des vertus théologiques. On y trouvait partout, jusque dans le moindre village, des âmes vouées aux œuvres de miséricorde, des mains donnantes et des cœurs tendres dont l'abondante pitié se répandait sur les petits et même sur les animaux. L'administration anglaise a cru faire merveille en prodiguant les marques de distinction à ceux des indigènes qui consacraient une partie de leur fortune à quelque entreprise d'utilité publique. On leur délivre des patentes de noblesse, on leur accorde aussi la décoration de l'Étoile de l'Inde, on les fait chevaliers, parfois baronnets. M. Behramji se plaint que ces faveurs, souvent octroyées sans discernement, ont perverti les meilleurs instincts du cœur hindou. Les vertus de famille, la charité silencieuse qui se plaisait aux œuvres obscures, ont cédé le pas à la philanthropie fastueuse et bruyante. On lègue ses biens à quelque institution et on dit à la veuve comme à l'orphelin : « Mes chères créatures, pourquoi me demandez-vous de l'argent ? Demandez-en plutôt au gouvernement, ce que je ne saurais faire moi-même sans compromettre ma dignité, et souffrez que je garde mes petits écus pour doter richement mes filles. » C'est la manie de tout conquérant de vouloir que ses sujets soient heureux et honnêtes à sa façon. Laissez aux Hindous leurs vieux bonheurs, que vous méprisez, leur vieille morale, qui vous étonne, et ne vous flattez pas que la morale et le bonheur anglais s'acclimatent jamais dans la vallée du Gange.

Parmi les patriotes hindous il y a beaucoup d'hommes d'un esprit fort délié, et M. Behramji est du nombre, qui tout en se plaignant de beaucoup de choses, estiment que l'Angleterre accomplit dans l'Inde une œuvre providentielle, qu'elle y prépare l'avenir et qu'il faut se résigner aux malaises et aux souffrances qu'engendrent nécessairement les âges de transition. Ils osent croire qu'un jour l'Inde appartiendra aux Hindous, que l'Anglais n'est pas éternel ; mais il y avait un grand coup de balai à donner, et l'Anglais est le balayeur choisi de Dieu. Qu'il nettoie consciencieusement la maison, et



après, on verra ! Le rêve de M. Behramji est de voir ses 200 millions de compatriotes se transformer en hommes parfaitement raisonnables, et s'il reproche à l'administration anglaise d'être souvent indiscreète ou précipitée dans ses réformes politiques et sociales, il la bénit de tout ce qu'elle entreprend pour détruire le fanatisme et pour ruiner les antiques idolâtries. Il a été charmé de voir que le vischnouïsme, qui est la religion dominante du Guzerate, avait perdu de son crédit, que ses impurs mystères étaient célébrés avec moins de ferveur, qu'on respectait un peu moins ses trente-sept grands-prêtres ou *maharajas*, honorés jadis comme l'incarnation visible de Vischnou, et auxquels tout pieux *vaischnava* consacrait son corps et son âme, souvent aussi le corps et l'âme de sa femme. N'était-il pas convenu que leurs caresses avaient une vertu occulte et divine, que toute chair était sanctifiée par leurs attouchemens ? Aussi font-ils payer royalement, aujourd'hui encore, leurs moindres faveurs, et ils n'accordent jamais de remise. Ils ont leur tarif, tout se vend chez eux à prix fixe. On leur paie 5 roupies pour avoir l'honneur de les contempler, 20 pour avoir la joie de les toucher, 13 pour être fouaillés de leur main, 17 pour manger le bétel qu'ils ont mâché, 19 pour boire l'eau où ils se sont baignés, 35 pour leur laver le gros orteil, 42 pour être admis à les frotter d'huile parfumée, de 100 à 200 pour goûter dans leur compagnie ce qu'ils appellent l'essence du plaisir. Leur marchandise est de premier choix, achetez-la de confiance, vous ne serez pas volé.

M. Behramji a plus d'indulgence pour les parsis que pour les vaischnavas. Il ne leur reproche que leurs éternelles prières, les six heures qu'ils passent chaque jour à marmotter leurs litanies. Agenouillemens, prosternations, cajoleries et promesses, menaces et bravades, tout leur est bon pour gagner les puissances célestes à leurs désirs, pour obtenir qu'elles leur envoient quelque bonne aubaine ou qu'elles procurent à leur fille un bon parti. M. Behramji ne leur pardonne pas de prendre Dieu pour leur entremetteur ou leur courtier et de s'imaginer que le souverain créateur n'a rien de mieux à faire que d'écouter les petites histoires d'un petit homme. S'il fait peu de cas des prières des parsis, il ne nous dit pas ce qu'il pense de celles des missionnaires anglais ; mais nous le devinons sans peine. Anglicans ou méthodistes, il nous les peint comme de grandes âmes, qui ne sont pas exemptes de petites tesses, comme des cœurs chauds, mais souvent étroits, comme des apôtres pleins de zèle et de courage, dont le jugement est gâté par les partis-pris et qui ne voient dans le ciel et sur la terre que ce qu'il leur plaît d'y voir.

Élevé par les missionnaires de Surate, M. Behramji semble avoir abjuré entre leurs mains la religion de ses pères, mais il n'est pas

devenu chrétien, et plusieurs centaines de milliers de ses compatriotes sont dans le même cas. Si dévoués qu'ils soient à leur œuvre, les missionnaires anglais n'ont opéré dans l'Inde qu'un nombre dérisoire de conversions; ils n'en ont pas moins exercé une action considérable sur les esprits. Au Bengale comme dans le Guzerate, le christianisme est le plus énergique des dissolvans. Il ronge et détruit insensiblement les vieilles idolâtries, il ne réussit pas à les remplacer; l'autel reste vide, on le consacre au dieu inconnu. Les Hindous qui ne croient plus à la très sainte Trimourti, ni aux incarnations de Vischnou, ni à la métempsycose, ne croient pas davantage à la très sainte Trinité, à l'incarnation de Jésus-Christ, à Satan, à l'enfer, et le paradis dont saint Pierre tient les clés a pour eux peu d'attraits. Fatigués de ce monde, de son soleil, de son bruit, ils n'attendent pas d'être vieux pour soupirer après l'oubli éternel, après le divin silence, et ils se représentent le séjour des bienheureux comme un endroit où l'on existe tout juste assez pour pouvoir se réjouir de ne plus être et pour sentir l'ineffable douceur du néant.

M. Behramji est un déiste, un rationaliste convaincu. Il appelle de tous ses vœux la fondation d'une église nationale hindoue, qui n'imposera à ses sectateurs aucun autre culte que celui qui consiste, selon le mot de Zoroastre, à bien penser, à bien parler et à bien agir. « Le fond de la religion, nous dit-il, est le désir de ne pas quitter ce monde sans le laisser un peu meilleur qu'on ne l'a trouvé. » Il est curieux de constater que, dans le pays du mysticisme et des pieux ascètes qui pensaient plaire au ciel en mortifiant leur chair ou apercevoir la lumière céleste en contemplant le bout de leur nez, il se rencontre aujourd'hui des hommes à qui leur raison suffit, des hommes qui ne croient qu'au bon sens et qui lui diraient volontiers : « O notre Père qui êtes aux cieux et qui n'êtes pas souvent sur la terre, que votre règne vienne ! » Les missionnaires de Surate ne doivent pas être contents de M. Behramji. Comme un poète grec, il est fermement persuadé que la meilleure chose de ce monde est l'eau claire. Les apôtres de toutes les confessions ont du goût pour l'eau trouble dont on ne voit pas le fond, parce qu'ils se flattent d'être les seuls qui puissent savoir ce qu'il y a dessous, et il faut devenir leur catéchumène pour connaître le grand secret.

---

# REVUE DRAMATIQUE

---

Odéon : *les Jacobites*, drame en 5 actes, en vers, par M. François Coppée.

M. François Coppée, après une victoire au théâtre, n'a pas honte de rester poète ; au contraire, sitôt affermi dans ce domaine, il use de son autorité nouvelle pour s'y déclarer plus franchement ce qu'il est ; il se donne le plaisir, au lendemain de *Severo Torelli*, d'écrire une épopée ; il n'emploie son expérience qu'à la distribuer et l'animer de façon qu'elle soit applaudie sur la scène : et l'auteur de *la Bénédiction*, l'auteur des *Récits et élégies*, plus heureux qu'avec sa *Guerre de cent ans* (1), voit triompher *les Jacobites*.

Une épopée exposée à la rampe, et dont l'épisode central, avec un relief particulier, se relève en drame, voilà, en effet, la définition de cet ouvrage, et l'on devine assez aux beautés de la forme que l'artiste s'est réjoui, en le façonnant, de ne s'occuper d'aucun art plus que du sien propre.

Le dévouement d'une nation à la royauté en qui s'incarne son indépendance, un tel sujet, à coup sûr, est épique : cette double agonie d'un peuple et d'une lignée souveraine est un de ces événements qui paraissent d'un ordre supérieur à celui des passions individuelles et comptent parmi les *Gestes* de la Providence ou de la destinée plutôt que parmi les accidens humains. Dévouement, d'ailleurs, suppose sacrifice volontaire, c'est-à-dire action : il sera donc possible de traiter ce sujet sur un théâtre. Les acteurs de ce sacrifice, comme il convient à des figures épiques, résumeront en leurs personnes quelques senti-

(1) *La Guerre de Cent ans* ; Lemerre, éditeur. — Cette pièce, écrite en collaboration avec M. Armand d'Artois, n'a pas été représentée.

mens universels : aussi bien dans l'Inde qu'en Grèce et en Italie, au temps de Rama qu'au temps d'Achille, en Allemagne comme en France, dans le siècle de Siegfried comme dans celui de Roland, leur héroïsme serait vraisemblable, et il intéressera tous les hommes. Ces héros, d'ailleurs, selon une autre exigence du genre, appartiendront à une race et à une époque ; ils ne seront pas des abstractions toutes pures, errant à travers les pays et les âges ; ils auront les pieds sur le sol, à une certaine date, puisque, sortis de ce sol, ils seront les suprêmes défenseurs de sa liberté. Enfin, s'il est dit que cette terre, choisie par le poète, est l'Écosse, et pour peu qu'on se rappelle comment fut livré, autour du dernier des Stuarts, le dernier combat pour l'existence nationale, on jugera, sans doute, que cette légende, à la fois allégorique et réelle, peut s'évoquer sur la scène.

Quel personnage, en effet, plus vif que ce Charles-Édouard ? Quel jeune premier tragique mieux préparé par l'histoire pour brûler les planches ? Il n'est pas, celui-là, un vain fantôme, un froid symbole de la royauté : proche de nous, en habit Louis XV, moderne à tel point que Voltaire écrivit le manifeste qu'il devait lancer à ses sujets, nous le voyons qui s'embarque, avec sept gentilshommes, pour aller reconquérir le royaume de son père. Aux pauvres gens qui se jettent à ses genoux et lui disent : « Nous n'avons point d'armes, nous sommes dans la pauvreté, nous ne vivons que de pain d'avoine, » il répond : « Je mangerai de ce pain, je partagerai votre pauvreté et je vous apporte des armes. » A la tête de ses montagnards, dont le flot grossit comme un torrent, il marche à pied, vêtu à leur guise, jeûnant à leur guise. Il prend quelques villes de force et entre sans coup férir dans sa capitale. Parvenu en face des Anglais, il tire l'épée, jette le fourreau derrière lui et pousse devant sa victoire. Il va jusqu'à trente lieues de Londres, il se retourne pour triompher encore ; .. et bientôt le voici vaincu, errant, traqué. Pendant cinq jours et cinq nuits, il ne prend guère de repos ni de nourriture ; pendant trois jours et trois nuits, il se cache dans une caverne ; pendant deux jours encore, dans une autre ; il s'échappe sous des habits de servante ; il est sauvé par un navire français. Quel roman de chevalerie ! mais quel roman certain, précis et joué, pour ainsi dire, sous nos regards ! Et, autour de ce personnage, comment souhaiter un chœur préférable à ce peuple écossais, plus avantageux au poète et au dramaturge, de mœurs plus fabuleusement pittoresques et de caractère plus actif ? C'est ce peuple, au demeurant, qui est le héros de l'entreprise. Sans lui, sans l'énergie de ses vertus, cette épopée ne serait qu'une équipée. Et ces mêmes vertus, communes à toute la nation, quelles faces différentes selon les provinces, selon les classes, n'offrent-elles pas ? Rappelons-nous que, d'après Walter Scott, ce coloriste modéré, la descente des highlanders, en 1746, n'étonna guère moins leurs compatriotes des basses

terres qu'une invasion d'Esquimaux ou de nègres; et que les compagnons qui, à Preston-Pans, suivant le témoignage de Johnstone, avec leurs haches de Lochaber, tranchaient les jarrets des chevaux et coupaient les cavaliers par le milieu du corps, ceux-là justement avaient pour chefs, pour capitaines et conseillers, auprès de lairds aussi barbares qu'eux-mêmes, des lords qui eussent fait bonne mine à la cour, — et non-seulement un Balmerino, qui, dix mois après, sur le point d'être pendu et écartelé, au cri du gouverneur anglais : « Vive le roi George ! » répondit par cet autre : « Vive le roi Jacques et son digne fils ! » — mais un Lovat, qui, sur l'échafaud, prononça hautement ce vers d'Horace :

Dulce et decorum est pro patria mori !

Ce peuple, avec ses contrastes, il est le héros multiple et divers de notre poème, et c'est justice. Voilà pourquoi, plutôt que de porter le nom de Charles-Édouard ou de quelqu'un des personnages qui l'entourent, cette tragédie, d'une souplesse et d'une ampleur singulières, a pour titre : *les Jacobites*. Le dernier mot : « fidèle, » qui doit être gravé sur une tombe, c'est à eux tous, selon l'esprit de l'ouvrage, qu'il doit servir d'épithète. La lutte de leur fidélité, c'est le sujet que l'auteur met en scène : les combats qu'elle livre par telle ou telle main seront les divers momens du drame ; s'il s'en trouve un, dans le milieu, plus important que les autres, ce n'est pas une raison pour qu'il soit le dernier ; l'action ne finit qu'avec la fidélité de ce peuple, fidèle jusqu'à la mort.

Les yeux sur cette idée, résolu à composer son œuvre d'après ce système, M. Coppée nous montre d'abord, représentée par un groupe de montagnards, la nation d'où il tire bientôt quelques personnages, symboliques encore que vivans, destinés à l'honneur de sentir, de parler, d'agir définitivement pour elle. Toute l'Écosse, en vérité, serait rassemblée dans ce cimetière de village que nous ne sentirions pas plus vivement les souffles contraires de l'esprit public : c'est comme un parlement à ciel ouvert, un champ de Mars improvisé, qui se tient dans ce champ de repos.

Des highlanders, au début, s'arrêtent devant la porte de l'église, entre les tombes où dorment leurs pères. L'un d'eux, un homme dans sa force, Duncan, leur annonce que le prince est débarqué : s'il paraissait ici brusquement, n'est-ce pas sûr que les lames sortiraient du fourreau toutes seules ? — Non pas ! répond un vieillard, il est bien vrai que l'étranger nous opprime et nous dévore ; il est vrai que l'amour de la liberté, au fond des cœurs, est toujours le même ; si une chance de succès était offerte à la révolte, elle éclaterait encore ; mais quoi ! on sait trop ce que ces précédentes épreuves ont coûté, combien elles

furent vaines ! — Ainsi se heurtent les opinions adverses, et Duncan, tandis que ses camarades écoutent l'office, ne peut que se lamenter éloquentement et apostropher les aïeux.

Mais voici venir ceux que le poète a élus pour figurer la nation, la patrie écossaise : Angus, vieillard aveugle et mendiant, c'est le peuple de ce pays, misérable, infirme et près de finir, mais courageux, et, jusqu'à sa dernière heure, espérant de venger sa défaite et de rétablir ses droits ; de même, lord Fingall, qui paraîtra tout à l'heure, c'est la noblesse, moins fournie d'illusions mais aussi vaillante que le peuple, et plus dévouée même, l'étant jusqu'au chevaleresque oubli des injures ; Marie, la petite-fille d'Angus qui le soutient et le guide, c'est l'Écosse elle-même, chastement éprise de son prince, comme de son honneur visible, et destinée à périr pour lui. Ces personnages n'attendent guère pour nous déclarer leur caractère mystique ; ils vivent pourtant chacun de sa vie propre ; ce ne sont pas des êtres qui marchent, mais des hommes et une jeune fille qui ont une mission. Écoutez plutôt Angus :

Lorsque l'aveugle entend quelque clocher qui vibre,  
Il va là, répétant : L'Écosse n'est pas libre !  
Et ses affreux haillons, et ses tristes yeux morts,  
Au cœur des oublieux font naître les remords.  
C'est là ma mission, c'est le devoir de celle  
Dont l'humble main conduit l'infirmes qui chancelle.  
O vous, qui, plus heureux que moi, pouvez la voir,  
Cette fière et candide enfant, toute au devoir,  
Dont le malheur a fait le courage précoce,  
N'est-elle pas la chère image de l'Écosse ?  
Marie ! Elle a le nom d'une Stuart ; elle est  
Catholique comme elle, et dit son chapelet ;  
Mais il est tout entier fait des balles de guerre  
Dont furent fusillés ses oncles et son père.  
Moi-même, je les vins ramasser sur le lieu  
Du massacre, et l'enfant, le soir, en priant Dieu,  
Touche ces plombs rouillés du sang de sa famille.  
Voilà quels sont l'aïeul et sa petite-fille.

La petite-fille elle-même, écoutez-la, quand, avec un sourire extatique de visionnaire, elle raconte, et revoit en la racontant, l'apparition de Charles-Édouard sur le rivage :

Depuis que je l'ai vu sourire  
Et marcher dans l'écume, avec un air vainqueur,  
C'est comme un fruit divin qui se fond dans mon cœur !

Oui, vraiment, un cœur palpite sous ces haillons, qui sont bien « la robe même de la patrie. » Pour enfermer l'idée dans cette forme transparente, et pour faire que cette forme vécut, il fallait un poète, au sens complet du mot, c'est-à-dire, autant qu'un métaphysicien, un

créateur. Cette figure de Marie, à elle seule (et son légendaire aïeul, étant de la même sorte d'êtres, en double le mérite), cette figure seule attesterait, au besoin, que M. Coppée, si bon artisan de vers qu'il soit, est d'abord quelque chose de plus noble et de plus rare : il n'eût pas suffi d'être un virtuose, grandi dans l'école romantique, pour donner une sœur à Mignon et à Jeanne-d'Arc.

Lord Fingall ne contient pas tant de substance idéale ; et sa femme, lady Dora, bien que séduite par la royauté, marquée pour lui sacrifier l'honneur et la vie, n'en contient guère. Ils peuvent deviser joliment, le bon gentilhomme à tête grise, et sa jeune compagne à tête blonde ; elle peut confesser gaîment qu'elle raffole du prince, même avant de l'avoir vu, qu'elle se réjouit de chiffonner des cocardes pour la bonne cause, et de partir en guerre, la coquette frondeuse, comme elle partirait pour une chasse, à la suite de l'aventurier légitime, de l'élégant héros, qui vient presque seul, la joie sur les lèvres,

Conquérir un pays comme on cueille une fleur ;

son mari, plus soucieux, plus défiant de la fortune, peut lui promettre, puisqu'elle veut tout de bon être une amazone, qu'il lui servira d'é-cuyer. Cependant ce n'est pas le discours de Fingall qui décide les montagnards à la lutte ; c'est l'invective d'Angus, alors qu'il revient, accompagné du fossoyeur, pour jeter au tombeau le drapeau de l'Écosse, l'étendard rouge à la croix blanche, qu'il tire de dessous ses guenilles. Et de même, lorsqu'au son des pibroks (1) et des tambours, escorté de gentilshommes et de highlanders en armes, le prince apparaît, coiffé en poudre, botté, l'étoile de Saint-André sur l'habit, il rend bien à lady Dora son salut pour sa révérence, mais c'est la petite-fille du porte-drapeau vénérable, c'est l'enfant du peuple qu'il baise au front, quelque jalousie que Dora en puisse concevoir, avec une galanterie émue et grave :

Il me semble que c'est l'Écosse que j'épouse !

Battez tambours ! sonnez pibroks ! en l'honneur du prince et de M. Coppée ! Ce premier acte a prévenu favorablement le public ; distribué en larges scènes qui se succèdent avec aisance, il a de l'ampleur et de la variété ; un peuple entier s'y meut simplement, d'où se dégage l'idée du poème ; les mœurs nationales y sont peintes ; les caractères,

(1) Nous acceptons ce mot avec l'orthographe et le sens que lui donne M. Coppée, qui le prend pour synonyme de *bag-pipe*, cornemuse ; nous croyons cependant qu'un *pibroch* est proprement un air composé pour la cornemuse.

avec le degré de consistance et de particularité qu'admet un ouvrage de cette sorte, y sont franchement posés, les passions annoncées, le principe de l'action mis au jour : c'est une solide et belle assise pour le monument qui s'élève.

Le deuxième acte, au camp du prince, après les victoires de Preston-Pans et de Falkirk, est un tableau de mœurs traité avec plus de minutie et de curiosité que le précédent. D'une part, auprès des belles dames, — émules de lady Mackintosh et de cette Jenny Cameron que Charles-Édouard appelait « son joli colonel, » — auprès de lady Fingall et de lady Murray, voici un Français, le marquis d'Aiguilles, mis à la dernière mode de Versailles, qui madrigalise, marivaude et donne de gracieuses nouvelles : la Pompadour, assure-t-il,

Suit de loin vos succès et marque, chaque jour,  
Le terrain qu'ont gagné vos montagnards farouches  
Sur la carte d'Écosse, avec sa boîte à mouches.

D'autre part, les chefs de ces montagnards, Donald de Glenmoriston et Gordon de Glencoe, des fauves sortis de leurs tanières, roulent volontiers des yeux féroces et hérissent leurs crinières rousses. Le prince exprime par son costume les deux états de civilisation qui s'unissent pour sa cause : il porte, avec une veste à la française, le bonnet à plume d'aigle et la courte jupe de tartan ; il a la tête poudrée et les jambes nues. Il révèle une âme à l'avenant, mi-partie héroïque et galante. Il rêve de traverser l'histoire comme un météore, en sorte que le monde, après lui, paraisse changé quelque peu,

De même que le ciel semble rapetissé,  
Et plus triste et plus bas, quand un aigle a passé.

Cependant il aime Dora, il s'est fait aimer d'elle : sur un avis de Marie, qui éclaire son armée en infatigable espionne, il va lever le camp ; il exige d'abord un dernier rendez-vous de sa maîtresse. Mais Donald et Gordon, ces loups qui sont de bonne garde, ont déjà surpris ces amours ; ils ignorent le nom de la coupable ; ils se doutent seulement que c'est la femme d'un des soldats du prince ; ils font part de leurs soupçons à Fingall ; ils le somment de venir avec eux au lieu désigné. S'ils n'y trouvent qu'une fille de rien, ils excuseront la peccadille ; mais si, comme ils le craignent, un des leurs a été offensé, alors ils abandonneront ce prétendant libertin et traître : ainsi le commande le sévère honneur que ces chefs de clan ont hérité de leurs pères.

Ils ont presque fait sourire, ces vertueux sauvages ; ils ont paru échappés de *la Légende des siècles* ou des *Poèmes barbares* plutôt que descendus des Highlands et des Hébrides. Est-ce la faute du poète, pourtant, s'ils ont cette étrangeté de sentimens et de manières ? L'au-



teur de *Waverley* ne représente guère autrement les tenanciers de Fergus Mac-Ivor ; M. Coppée devait-il être plus timide, et affaiblir le contraste de cet aspect farouche avec la politesse d'un marquis d'Aiguilles ou seulement d'un Fingall ? Non, non, il a bien fait d'aviver courageusement cette peinture. L'excuse des spectateurs, s'il en est qui échappent ici pour un moment au prestige du poète, c'est que leur attention, vers la fin de ce tableau, est un peu lasse. Des détails de mœurs, si léger ou intense que soit le coloris de chacun, si habile qu'en soit l'assemblage, exposés sur la scène, fatiguent bientôt la vue : rappelez-vous la conversation des jeunes seigneurs sur la place de Blois, au second acte de *Marion Delorme* ! N'empêche qu'il soit pimpant, animé autant que possible en ce genre, traité avec harmonie et vigueur, ce deuxième acte des *Jacobites*. D'ailleurs le caractère du prétendant s'y déclare, et l'action y fait un progrès ; le ressort d'où dépend l'épisode central y est tendu avec force.

Marie a entendu le complot ; elle devance, mais de quelques pas seulement, les justiciers ; elle arrive dans la maison du rendez-vous au moment où le prince l'a quittée ; elle y trouve Dora. Cette maison a-t-elle deux issues ? Non, une seule. Dora est prise au piège, et avec elle la fortune de Charles-Édouard, puisque tout à l'heure ses plus braves soldats, et à leur tête sans doute, lord Fingall, son premier lieutenant, s'estimeront déliés et désertent sa cause. Voilà ce qu'une femme aura fait, par étourderie et caprice, tandis qu'une autre... Ah ! Marie, cette fois n'a plus à être humble et modeste ; elle voit la patrie, pour qui elle vivait, perdue ; sa conscience monte à ses lèvres ; elle dit hautement ce qu'elle est et ce qu'est sa rivale :

J'ai toujours, ayant eu les fossés pour berceaux,  
Vu le ciel traversé par les libres oiseaux  
Et rêvé du pays esclave qu'on délivre ;  
Conduisant mon aïeul, par la pluie ou le givre,  
Je chantais les vieux airs qui sont repris en chœur  
Et font monter le sang de la révolte au cœur ;  
Partout où je passais, le soir, à la veillée,  
La race des Stuarts était moins oubliée.  
Enfin, le Prince vint, à notre espoir pareil,  
Par la mer, du côté du lever du soleil ;  
Son baiser sur mon front à lui m'a consacrée.  
Pour rendre sa victoire encor plus assurée,  
J'ai choisi le rôle humble et dangereux, j'ai pris  
La fonction pour qui l'on n'a que du mépris.  
La pauvre mendiante à qui nul ne prend garde,  
Va chez ses ennemis, espionne et regarde,  
Et comme une servante, une lampe à la main,  
Éclaire devant lui son glorieux chemin.

Voilà ce qu'elle a fait, tandis que la frivole Dora jouait la comédie de la guerre et de l'amour. Et cependant, pour sauver le prince, Marie veut

la sauver. Comment ? Une inspiration la saisit ; elle se rappelle que les chefs, s'ils trouvent ici une fille de rien, doivent se retirer sans colère ; elle fait cacher Dora ; elle est surprise à sa place par Fingall et Gordon :

... Puisse l'holocauste, au ciel, être approuvé,  
De mon honneur perdu pour mon pays sauvé !

Même, comme Fingall et Gordon paraissent douter encore, elle laisse tomber à leurs pieds une bourse que le prétendant lui a donnée tout à l'heure, pleine d'or et brodée à ses armes :

Charles-Édouard m'a dit : Sers-t'en pour mon service.

Mais voici que le troisième conjuré, Donald, arrive à son tour et qu'il amène avec lui, pour être juge du crime et en témoigner devant le peuple, qui ? L'aveugle Angus ! Vainement on dit au vieillard que la maison est vide : il a entendu sangloter une femme ; il adjure les trois hommes de la lui nommer ; il l'adjure de se déclarer elle-même. Elle est du peuple, sans doute, et c'est pourquoi ils abandonnent la querelle ; eh bien ! lui veut la poursuivre. Ils se taisent, elle pleure sans répondre ; il les maudit alors comme complices du crime ; il la maudit elle-même. C'en est trop : « Ah ! grand-père ! » A ce cri de sa petite-fille, la fureur d'Angus éclate en désespoir et presque en délire. Il se dresse comme un prophète outragé, qui appelle son Dieu à la rescousse pour venger son outrage ; ce Dieu qu'il a tant prié pour ses rois, il le somme de l'aider au régicide :

Dieu ! rends-moi mes regards, brûlés de pleurs de sang,  
Pour un jour, un seul jour !.. O Dieu, toujours présent,  
Qui portes en tes mains les foudres éternelles,  
Lance un éclair, remets la flamme en mes prunelles,  
Que mes yeux pour frapper puissent guider mon bras !  
Un miracle !.. Un miracle !.. ou tu n'existes pas !

Il chasse du geste les trois hommes et reste seul avec sa petite fille ; elle aussitôt, simplement :

Père, je ne suis pas coupable ; j'ai menti !

Par quel dévouement elle a menti, Dora reparait pour le dire : Marie est innocente, et le prince garde son armée. Justement une marche, sonnée par des cornemuses, annonce qu'il lève le camp. N'importe ; l'aveugle, à demi confiant de la Providence, n'a plus la même foi dans sa fortune : avec les yeux de l'âme, il voit une tache à son étoile. Marie, par une caresse, ferme cette bouche d'augure :

Ne parlez pas ainsi, grand-père ; car je l'aime.

Un pareil troisième acte, il est à peine besoin de le dire, porte l'émotion à son plus haut degré. En vain quelques plaisans murmurent que le choix d'un aveugle, pour constater un flagrant délit, paraît d'abord singulier ; en vain les raisonneurs, avec plus de justesse peut-être, s'étonnent que ces trois hommes ne profitent pas de l'infirmité du vieillard pour faire évader sa petite-fille ; en vain ils s'avisent que la situation, à mesure qu'elle se prolonge, devient moins vraisemblable et plus pénible ; cette remarque, même communiquée à toute la salle, ne ferait que ralentir et attiédir un peu les âmes : l'éloquence lyrique des discours, soutenue par la beauté des sentimens, les emporte et les échauffe. Après les premières angoisses, le spectateur est-il moins haletant, il profite de ce répit pour jouir plus à l'aise de la magnificence des vers ; et bientôt il est ressaisi, entraîné de nouveau, ravi d'une admiration qui se connaît à peine.

Même, le danger d'un tel morceau, en fin de compte, c'est que l'intérêt proprement dramatique ne peut que décroître après lui, c'est que beaucoup de personnes, méconnaissant l'intention du poète et abusées par l'importance de cet épisode, prennent le change et s'attendent que l'ouvrage continue par la même voie : la rivalité amoureuse de deux femmes auprès d'un homme, traversée par certaines péripéties et tendant à une fin quelconque, c'est l'aventure toute humaine dont elles espèrent la suite.

Ils sont désappointés, nécessairement, ces prévoyans à courte vue, dès que le quatrième acte commence. Ils apprennent que, dans l'intervalle du troisième à celui-ci, le prince a été battu à Culloden, et que sa maîtresse, qui avait promis de mourir dans la prochaine bataille, a tenu parole. Désormais, pour ces naïfs, la pièce est finie ; leur déception menace de tourner à l'impatience grossière. Le drame, ou ce qu'ils prenaient pour le drame, achevé soudainement, ils sont surpris que les acteurs parlent encore : vont-ils les prier de se taire ? Duncan le chasseur, rentré dans sa chaumière après la défaite, a beau annoncer ces tristes nouvelles en excellentes paroles, tout ce qu'il obtient, c'est qu'on l'écoute. Lord Fingall, réfugié chez lui, fait à peine respecter son chagrin. Elles sont pourtant d'un tour délicat, les lamentations du pauvre homme sur sa jeune femme. Mais quoi ! elle est morte, et le public en a fait son deuil ; il sait d'ailleurs, ce public parisien, qu'elle avait trompé son mari, et peu s'en faut qu'il n'avertisse cet Arnolphe qu'il est trop bon de pleurer cette Agnès. M. Coppée récemment recevait d'un critique (1) ces deux épithètes : « malin et sentimental. » Aurait-il été, cette fois, dupe de sa sensibilité ? Le public, ici, a plus de malice que lui. Après avoir fait grise mine à ce mari trompé, il fait visage de bois au prétendant qui vient abriter chez Duncan sa tête

(1) Robert de Bonnières, *Mémoires d'aujourd'hui*, 2<sup>e</sup> série. — Ollendorff, éditeur.

mise à prix, exhaler sa douleur, raconter, en vers hallucinans, ses songes de fuyard.

Même, il est peu touché ce public, par une scène entre le prince et l'Innocent, un garçonnet dont la faible raison ne conçoit guère les malheurs qui l'entourent. Il élève presque une question préalable et prétend réserver à *l'Arlésienne* le privilège d'un tel personnage; il ignore que, bien avant M. Alphonse Daudet, Walter Scott, imitateur de Wordsworth en ce passage, avait retenu pour M. Coppée la place de l'Innocent dans un drame pareil. Moins mal disposé, il eût admiré cette rencontre comme shakspearienne; à peine s'il goûte l'exquise allégorie de ce nid de fauvette apporté par l'enfant au vaincu :

Et dire qu'il suffit d'un orage qui passe  
 Pour que ce grand travail ait été fait pour rien!  
 . . . — Tais-toi, pauvre enfant!.. C'est assez!  
 Par mon ambition, que de nids renversés!..

M. Coppée se défait-il de cette maussaderie? A la scène, il a supprimé un passage que je regrette, l'ayant trouvé dans la brochure (1). « Le roi!.. interrogeait le prétendant; on t'a parlé du roi?.. » L'Innocent cherchait dans sa mémoire, et soudain, tirant de sa poche une pièce de monnaie : « Ah ! j'y suis ! Tu sais lire... » Et le prétendant, ce prince en idée, confronté avec le prince réel, lisait sur la pièce : « Georges II, roi de Grande-Bretagne. » C'était à mon sens un trait scénique, allant droit et loin, digne d'un pur drame historique, et de l'ordre le plus élevé, aussi bien que d'un drame symbolique, tel qu'est plutôt celui-ci. Mais ne faut-il pas que le poème se hâte? On n'a guère d'indulgence, à l'heure qu'il est, pour l'artifice d'un médaillon, rapporté par l'Innocent, où Fingall découvre, avec un portrait de Charles-Édouard, un billet qui lui révèle la trahison de sa femme. On ne tolère qu'avec mauvaise grâce ses imprécations contre le prince, — qui à présent se trouve son hôte, dormant sous le toit de son vassal; — même on ne tolère qu'à peine, après ses menaces de mort, son brusque retour au sentiment de l'hospitalité, son effort pour dompter sa colère, et, à la fin, lorsqu'il arrête les soldats anglais en se livrant, son sacrifice. Oui, en vérité, on lui permet malaisément de se dévouer à son tour, comme si le propre sujet de la pièce n'était pas le dévouement de tous les Jacobites à la royauté !

Cependant, au cinquième acte, alors que les moins raffinés ont reconnu la nature de l'ouvrage et en ont pris leur parti, la vertu de la poésie est la plus forte. Ici elle agit toute pure et n'emprunte le secours d'aucun élément dramatique; désarmés par cette franchise, les plus rebelles se laissent aller derechef à l'admiration.

(1) Lemerre, éditeur.

Sur une grève, parmi des rochers sinistres, voici Charles-Édouard qui se traîne; et, d'autre part, surviennent Angus et Marie. Épuisée par la fatigue, la faim et le désespoir, la jeune fille s'éteint

Comme un feu de berger sur qui tombe la neige.

Aux genoux de son grand-père, elle dort cet avant-dernier sommeil où la pauvre créature humaine, bien souvent, revoit sa chimère favorite. Charles-Édouard, tandis qu'elle repose, s'approche d'Angus qu'il ne reconnaît pas, et lui demande un morceau de pain : la rencontre, cette fois, n'est-elle pas saisissante? L'ombre de Shakspeare ne plane-t-elle pas sur cette scène?

Le prince a demandé l'aumône au mendiant!

Le mendiant, hélas! n'a rien à partager avec lui. L'Écosse ne peut plus rien faire pour son prince que de mourir en lui disant adieu. Aussi Marie s'éveille :

Quel doux rêve j'ai fait!.. La journée était belle...  
Le ciel riait... Un grand espoir flottait dans l'air...  
Et je vis le héros qui marchait dans la mer!..  
Sa croix de diamant brillait comme une étoile...  
Il me prit dans ses bras... Sur ma robe de toile,  
Un moment, j'ai senti son cœur près de mon cœur.

Elle le sent, en effet; elle rend à son demi-dieu le baiser qu'il lui donna, voilà six mois, sur ce rivage; comme elle lui souhaite la bienvenue, elle console maintenant son exode. Avant qu'il s'éloigne sur le navire français qui est en vue, avant qu'elle tombe, en lui adressant un geste de bénédiction, pour ne plus se relever, elle l'assure que son cher souvenir vivra toujours sur la terre d'Écosse :

Par les belles nuits de France ou d'Italie,  
Quand tu souffriras trop de ta mélancolie,  
Pense à nos nuits du Nord, sereines par hasard :  
La lune, tout à coup dissipant le brouillard,  
Se mire dans le lac où les daims viennent boire;  
Les astres sont brillans, la campagne est moins noire ;  
On distingue les pics neigeux à l'horizon ;  
Et le son d'un pibroch, venant d'une maison  
Où veille une lumière et qu'un pauvre homme habite,  
Soudain s'élève et joue un vieil air jacobite...

On les écoute, ces vers, avec le recueillement dont ils sont dignes; c'est dire que les applaudissemens éclatent, presque aussitôt après, lorsqu'Angus a enveloppé la morte dans le dernier drapeau écossais, et

que le poème s'achève par ce mot, simple épitaphe de l'héroïne : « Fidèle ! »

Après cette analyse, perpétuellement accompagnée d'impartiale critique, on sait en quels points le succès a été disputé, combien il est grand et de quelle rare et noble espèce. M. François Coppée a combattu, il a vaincu en poète. Nous avons marqué, plus haut, par quelle précieuse qualité d'idées, par quelle énergie créatrice il avait prouvé ses droits essentiels à ce titre. Des citations, faites selon la commodité du récit plutôt que selon l'avantage de l'auteur, nous dispensent d'insister sur les mérites de sa forme. Le style de M. Coppée est nourri plus que jamais de bons substantifs et de bons verbes. Son vers (1) a du poids, sans être lourd ; même, lorsque l'opportunité le conseille, il est agile. Sa période s'enfle généreusement, lorsqu'elle peut être lyrique ou épique ; lorsqu'il s'agit d'être dramatique, le trait ne lui manque pas. Sa rime, à l'ordinaire, n'est ni banale, ni affectée ; en trois ou quatre occasions, tout au plus, elle est faible. Son rythme se carre ou s'arrondit où il en a le loisir, il se désarticule où il faut et ne se rompt jamais, sinon dans cet unique vers :

Ne va pas, ô ma pauvre Marie, être lâche !

Plutôt que d'insister sur pareille vètille, si je devais adresser un reproche à M. Coppée, je relèverais chez lui des réminiscences de certaines allures de Hugo : il s'en serait passé avec bénéfice. N'est-ce pas assez qu'un tel poème, — le nombre des situations dramatiques étant restreint, — rappelle forcément par la situation des personnages tantôt *le Roi s'amuse*, tantôt *Hernani*, tantôt *les Burgraves*, — pour ne parler ni des *Funérailles de l'honneur*, ni du *Roi Lear*? — Pourquoi aggraver cette nécessité ? pourquoi se donner gratuitement, par telle attaque de phrase, par telle coupe de vers, des airs d'imitation directe ? Il est impossible de ne pas se rappeler la tirade :

Je suis Jean d'Aragon, grand-maitre d'Avis, e ,  
Et si nos échafauds sont petits, changez-les, ..

lorsqu'on entend celle-ci :

Je me nom  
Richard-William, lord Fingall de Mac-Fingall,  
Chef de clan, colonel d'un régiment royal,  
Aide-de-camp... Je vaux pour tous, bourreaux anglais,  
Mille livres sterling. Me voici. Gagnez-les.

(1) Voir, sur la prosodie de M. Coppée, un ingénieux chapitre du récent livre de M. Jules Lemaitre, *les Contemporains* ; Lecène et Oudin, éditeurs.

Une telle ressemblance avec le maître est d'un élève : or M. Coppée, sans occuper l'héritage de Hugo, est maître à son tour dans sa province. Qu'il veille donc, sans nulle relâche de fierté, sur son originalité personnelle : après *Severo Torelli*, après *les Jacobites*, il en a le devoir, car il en a le droit.

Il a dédié son œuvre, en même temps qu'à M. Porel, à M<sup>lle</sup> Weber, qui joue le rôle de Marie : c'est un trait de bonne grâce, de modestie et de justice. M<sup>lle</sup> Weber sort du Conservatoire : envers celle-là, Dieu merci, Paris n'aura pas à rougir d'une erreur pareille à celle qu'il répare, après plusieurs années, envers M<sup>me</sup> Rose Caron. Il l'a fêtée, dès le premier soir, comme une prochaine Rachel. Au moins a-t-elle une voix agréablement timbrée, — quoiqu'il y en ait de plus riches et de plus délicieuses, — une diction juste et variée, un visage intéressant, une mimique, même alors qu'elle pêche par inexpérience, intelligente et nette. Mais surtout elle frémit d'une ardeur sincère, elle se donne toute, à tous momens, à son rôle. Tant qu'elle est en scène, avec elle ou par elle, le drame existe : si elle doit se taire, si un autre personnage s'abandonne à quelque monologue lyrique, son geste, sa physionomie établit un dialogue. Elle a, paraît-il, vingt ans à peine, elle n'est restée que six mois à l'école ; pourvu qu'elle ne se gâte pas, nous ne demandons qu'à la gâter.

M. Paul Mounet déclame de la belle façon le rôle d'Angus. M. Chelles n'a pas les agrémens personnels, le son de voix aristocratique, les manières élégantes qu'il fallait au prince : il le joue, comme il peut, avec intelligence et chaleur. M. Albert Lambert représente simplement lord Fingall ; il ne manque ni de dignité ni de tendresse. M<sup>lle</sup> Méa, pour son début, aurait pu être plus heureuse que dans le personnage de Dora ; et M<sup>lle</sup> Lainé, pour l'emploi de petit paysan idiot à l'Odéon, ne vaut pas M<sup>lle</sup> Yahne, entrevue naguère dans *l'Arlésienne*... Mais la pièce, quelle que soit là dessus la superstition populaire, n'avait pas besoin d'innocent pour être heureuse : le poète y avait pourvu.

LOUIS GANDERAX.

P.-S. — Sur la foi d'un journal, j'ai déploré, la quinzaine dernière, que le principal théâtre de Genève, à peine quelque cent ans après la mort de Voltaire, eût fermé ses portes. Qui donc a défini le journalisme : « l'art d'émettre de fausses nouvelles pour solliciter les vraies ? » Voici un document à l'appui de sa thèse. Le directeur du Grand-Théâtre de Genève nous écrit que sa maison n'a jamais été close et que la troupe qui l'occupe a conquis son public... — « Dors-tu content, Voltaire ? » — L. G.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

30 novembre.

Les affaires du monde n'ont décidément rien de brillant ; elles ne sont pas dans une de ces phases favorables où tout est simple et clair, où les gouvernemens savent ce qu'ils veulent et se sentent maîtres de leur politique, où les nations attendent le lendemain avec confiance, sans craindre les surprises de l'inconnu. Tout au contraire est incertain et obscur, morose comme les jours d'hiver qui passent.

De quelque côté qu'on regarde, de l'occident à l'orient, du midi au nord, les incidens se succèdent et se multiplient comme des feux errans. Il y a des difficultés de vie intérieure, il y aussi des conflits ou des commencemens de conflits extérieurs qui, sans mettre précisément en péril la paix générale, entretiennent l'incertitude et dévoilent l'instabilité des choses. On sent qu'il y a partout une défiance vague de l'avenir, des malaises et des doutes, des malaises politiques et économiques aussi bien que des malaises de diplomatie. L'Europe, la vieille Europe, a beau se chercher elle-même, elle a de la peine à se ressaisir, à retrouver son équilibre et sa direction dans l'état où les événemens conduits par la force l'ont laissée. Elle vit au jour le jour, sur une sorte de foi publique, provisoirement protégée tout au plus par l'artifice puissant d'alliances laborieusement maintenues entre des empires qui ne sont pas toujours sûrs de s'entendre. Les peuples, dans leurs affaires intérieures, ont tout autant de peine à trouver leur voie, à se créer un système de conduite et une politique. Ils ont leurs difficultés et leurs embarras, leurs luttes de partis, leurs agitations, leurs crises d'institutions ou de parlemens, d'industrie et de finances. Ces crises, elles peuvent être plus ou moins vives, plus ou moins apparentes selon les tempéramens, les traditions et les mœurs des peuples qui ont à les subir, selon les cadres et le milieu où elles se



produisent, elles existent presque partout. Elles sont pour ainsi dire la condition du monde moderne, de ce monde qui a déjà vu passer tant de révolutions, et si elles ont un caractère plus aigu, plus saisissant en France, c'est que notre pays plus que tout autre, depuis longtemps, a le singulier et fatal privilège d'être le foyer central de toutes les agitations, de toutes les expérimentations hasardeuses ; c'est que de plus les dernières élections du mois d'octobre, dont toutes les conséquences sont encore loin d'être dévoilées, ont créé une situation assez nouvelle, et pour les minorités conservatrices revenues plus puissantes au parlement, et pour la majorité républicaine qui s'est sentie menacée, et pour le gouvernement, qui, malgré ses inévitables partialités, est bien obligé de s'arrêter devant un si frappant mouvement d'opinion.

La question la plus pressante, la plus impérieuse, au lendemain des dernières élections françaises, était de savoir ce qu'il y avait à faire pour se conformer autant que possible aux tendances qui venaient de se manifester dans le pays, — et c'est encore aujourd'hui la question. On aura beau la dénaturer, l'obscurcir ou l'éluder, elle est toujours là. Assurément, avec un peu de sincérité ou, si l'on veut, avec un esprit moins aveuglé par les passions, les républicains auraient dû être les premiers à interpréter libéralement ce scrutin et à en tenir compte. Ils auraient dû comprendre que, dans la situation de l'Europe, il y avait un intérêt particulier à laisser respirer la France, à ne pas aggraver et envenimer les divisions d'opinions par les défis incessants et croissants d'une politique de parti. Personne ne leur demandait de livrer la république, le pays leur demandait par son vote de faire ou de laisser faire de la république un régime de raison tolérante et de libérale équité, le régime de tout le monde. Malheureusement, depuis que les chambres sont réunies, les républicains ont fait justement tout le contraire. Avec leurs tentatives de réunions plénières, leurs programmes et leurs propositions, ils semblent uniquement occupés à chercher les moyens d'altérer, de contester, d'amoindrir le dernier scrutin, — et, au pis aller, de s'en passer, de faire comme si les votes du 4 et du 18 octobre n'existaient pas. M. Clémenceau, qui paraît appelé à être le chef de la majorité nouvelle, — lorsqu'elle sera constituée, — ne l'a pas caché : il n'y a qu'à ne pas tenir compte des deux cents conservateurs qui sont dans la chambre, à tout traiter entre républicains, à former un faisceau de toutes les forces républicaines. Et le programme de cette nouvelle majorité, que M. Clémenceau se propose de conduire au combat, est tout simple, tout trouvé ; il faut proclamer une amnistie, il faut évacuer le Tonkin, poursuivre plus que jamais les réformes démocratiques, pousser plus ardemment la guerre au clergé, donner satisfaction aux cupidités et aux ressentiments des républicains en organisant la chasse aux fonctionnaires suspects.

Eh bien ! il faut que les populations françaises sachent comment les républicains entendent être un gouvernement d'opinion et respecter leurs sentimens. Le pays témoigne ses craintes du radicalisme, on lui répond par des défis ; il demande la paix religieuse, on lui promet l'abolition du concordat ; il réclame l'ordre dans les finances, on lui donnera l'impôt sur le revenu. Le pays donne 3 millions et demi de voix aux conservateurs, on invalidera au besoin les conservateurs des départemens suspects qu'on tient encore en réserve, comme on a invalidé déjà les élections du département de Tarn-et-Garonne. Qu'y avait-il donc dans ce scrutin de Tarn-et-Garonne où les conservateurs ont eu plus de trois mille voix de majorité ? On n'a rien trouvé de sérieux, le républicain chargé du rapport sur l'élection l'a lui-même avoué ; mais les élus étaient des réactionnaires, — et M. Paul Bert a découvert une raison souveraine qui a décidé le vote : il a prétendu que si quelques prêtres s'étaient mêlés de l'élection, le clergé tout entier avait dû s'en mêler ! Le soupçon suffit, et M. Paul Bert a décidément conquis son titre de casuiste du radicalisme. On ne voit pas qu'en procédant ainsi, en témoignant ce mépris pour les manifestations les plus sérieuses de l'opinion, en cassant les élections de tout un département, on n'est plus même un parti, on ne représente que l'omnipotence abusive et haineuse d'une passion de secte.

Avec cela on peut aller loin, et le premier résultat de cette politique de fantaisie révolutionnaire est de rendre tout gouvernement régulier et sérieux à peu près impossible, d'engager de plus en plus la république dans une voie sans issue. On ne gouverne pas avec l'anarchie, même avec l'anarchie plus ou moins disciplinée, on ne fonde pas un régime sur la négation des conditions conservatrices de tous les régimes, sur une déclaration de guerre aux instincts du pays. Le ministère l'a senti vaguement, il faut le croire, et c'est sans doute parce qu'il a entrevu le péril qu'il a cru devoir se réserver, refuser de céder aux excitations, aux sommations dont il a été assailli depuis quelques jours. Il a même manœuvré assez habilement pour déjouer jusqu'ici toutes les tactiques de ceux qui ont cru pouvoir un instant lui imposer, par des flatteries ou par des menaces, la politique des réunions plénières ou non plénières. Le fait est qu'il a éconduit poliment les émissaires qui lui ont été envoyés pour le prier plus ou moins de capituler ou de s'en aller. Le malheur du ministère est que, s'il ne veut pas aller trop loin, il ne sait pas où il veut aller ni où il veut s'arrêter, — que, s'il se défend de certains entraînemens, il est encore trop lié à ceux qui voudraient l'entraîner, — ou le remplacer. Il se sent dans une situation fautive ; il a toutes ces perplexités de l'indécision et de la faiblesse dont la déclaration lue il y a quelques jours aux chambres par M. le président du conseil est l'expression assez sincère et assez naïve. Qu'est-ce, en effet, que cette déclaration ? Il est vrai, elle paraît bien

être sur quelques points un désaveu des manifestes radicaux. M. le président du conseil refuse de s'engager à la suite des réunions plénières; il ne craint pas d'avouer les difficultés financières, la nécessité d'augmenter les impôts, et bravement il biffe l'impôt sur le revenu de son programme; il a le courage d'avouer que la séparation de l'église et de l'état est une solution « à laquelle il paraît certain que la majorité des Français n'est pas actuellement favorable. » Il parle ainsi; mais en même temps, il se paie de cette éternelle banalité de la concentration des forces républicaines, il croit toujours pouvoir gouverner avec ceux qui lui proposent ou qui veulent lui imposer ce qu'il repousse. De sorte qu'en fin de compte M. le président du conseil n'a satisfait personne, ni les modérés ni les radicaux. Il reste entre tous les camps avec sa bonne volonté et son impuissance, et la France en est encore à attendre la fin des crises intérieures que l'aveuglement des partis ne lui ménage pas.

Ce qu'il y a de plus tristement caractéristique, c'est que dans tous ces conflits, dans ces incohérences de partis, aussi turbulents et aussi vains qu'ignorans, il n'y a pas seulement le dédain de la vérité, l'oubli de toute équité politique dans les affaires intérieures, il y a souvent aussi une sorte de dépression du sentiment français, une trahison futile des traditions d'influence d'un grand pays. Les questions les plus sérieuses sont subordonnées à de petites stratégies, même à de simples calculs électoraux, ou à des impatiences de représailles contre un ministère tombé, ou à de mesquines défiances à l'égard d'un ministère qui ne se rend pas aux premières sommations des tacticiens de réunions plénières. On sacrifie tout à la passion du moment, et c'est ainsi que cette malheureuse entreprise du Tonkin, qui a été certainement un des griefs du pays dans les dernières élections, mais qui ne restera pas moins un intérêt français, risque aujourd'hui d'être compromise dans une chambre où tout est traité à l'aventure, sans réflexion et sans prévoyance. Que veut-on faire du Tonkin et de l'Annam? Le ministère, en se laissant aller, dans sa déclaration récente, à bien des concessions sans profit pour son crédit, s'est cru néanmoins obligé à mettre quelque réserve dans son langage. Il a désavoué les systèmes d'expansion coloniale, les expéditions lointaines; il n'a pas promis l'abandon du Tonkin, de nos possessions de l'Indo-Chine, il a tout au plus laissé entrevoir des projets assez peu définis de protectorat ou d'occupation limitée selon les circonstances, et, pour mettre la chambre en mesure de se prononcer, de l'aider à avoir une politique, il a demandé des crédits ou, si l'on veut, un simple virement de crédits transférés de 1885 à 1886. La chambre, à son tour, s'est hâtée de nommer une commission extraordinaire composée de trente-trois membres, et, dans les discussions qui ont précédé le choix des commissaires ou qui s'élèvent encore aujourd'hui dans la commission même, qu'a-t-on vu? Il s'est trouvé tout d'abord

une immense majorité décidée pour un abandon, plus ou moins déguisé, du Tonkin. Les uns se sont prononcés lestement pour l'évacuation sans phrases, les autres se contentent de l'évacuation progressive; ceux-ci ont découvert un heureux euphémisme, ils réclament la liquidation des affaires coloniales, ceux-là demandent des renseignemens avant de se décider pour quelque autre combinaison aussi ingénieuse. Le ministère, il faut lui rendre cette justice, s'est fait un devoir de maintenir et même d'accentuer son opinion en déclinant d'avance la responsabilité de l'abandon du Tonkin : de sorte que toutes les politiques sont en présence. Voilà la question posée, et il ne s'agit de rien moins que de savoir si la France continuera à garder les possessions qu'elle a conquises dans l'Indo-Chine ou si notre drapeau se retirera tranquillement de ces rivages arrosés du sang de nos soldats.

C'est déjà assez étrange, on en conviendra, que des affaires aussi graves, aussi délicates puissent être traitées avec cette légèreté, que des politiques sans expérience, envoyés dans une commission, se croient le droit de décider des plus sérieux intérêts diplomatiques et militaires sans s'inquiéter des conséquences, sans songer aux difficultés de toute sorte qu'ils peuvent créer; mais la vraie question n'est pas encore là, elle est dans le fond des choses. Sans doute, s'il y avait à discuter aujourd'hui sur l'utilité de la campagne du Tonkin, on pourrait s'arrêter devant ce perpétuel inconnu des expéditions lointaines. On pourrait signaler le danger de ces entreprises qui deviennent quelquefois une chaîne pour un pays, qui sont souvent plus coûteuses que profitables. Assurément, au cours même de cette campagne, telle qu'elle a été conduite, il y a eu bien des fautes commises à tous les instans. Si, au début, on avait envoyé quelques milliers d'hommes, on aurait probablement évité ou détourné des complications auxquelles on a laissé le temps de s'aggraver. Au lieu de mettre quelque prudence même dans une entreprise téméraire et médiocrement conçue, on s'est livré dans l'exécution aux incidens; on a couru les aventures, engageant la France plus qu'on ne l'avouait, troublant sans cesse nos chefs militaires par des ordres décousus, poussant nos soldats à l'action sans moyens suffisans faute d'oser demander des crédits au parlement, allant au-devant d'une guerre avec la Chine qu'on n'avait pas prévue et qu'on a dissimulée jusqu'à la dernière heure, compliquant tout sans réflexion. C'est une histoire malheureusement assez connue, écrite dans toutes les polémiques, dans tous les débats parlementaires qui n'ont été qu'une série d'avertissemens inutiles. S'il ne s'agissait que de recomposer cette histoire des fautes qui se sont succédé depuis le commencement jusqu'à la fin, démontrer une fois de plus ce qui aurait pu être évité et ce qui aurait dû être fait, ce serait bien facile; mais ce ne serait plus qu'un procès rétrospectif qui ne conduirait à rien, qui ne serait qu'un tissu de récriminations stériles. En réalité,

ce qui est fait est fait; la France n'a plus à se demander aujourd'hui si elle doit aller au Tonkin, elle y est comme elle est à Hué, comme elle est à Saïgon, colonie de plus vieille date.

Elle est liée à ces contrées par le sang de ses soldais morts sous le drapeau, par les sacrifices qu'elle a faits, par un devoir de protection à l'égard de ceux qui se sont intéressés à sa cause, par une suite d'actes accomplis depuis quelques années, sanctionnés après tout par le parlement. La France, qu'on y songe bien, n'a pas eu seulement une guerre, à la vérité assez bizarre, assez mal définie, avec la Chine; elle a signé avec le Céleste-Empire un traité qui, en reconnaissant ses droits sur le Tonkin, lui impose aussi des obligations et règle ses relations de frontières. Elle a créé dans l'Annam toute une situation qui est bien son œuvre, dont elle a la responsabilité, en attendant d'en avoir les avantages, s'il y en a. Elle a attesté de toute façon la volonté d'être une puissance souveraine ou protectrice dans cette partie de l'extrême Orient. Croit-on qu'il serait si simple et si facile aujourd'hui de rompre avec ce passé d'hier, de s'en aller en se secouant comme si on avait fait un mauvais rêve pendant quelques années? Pense-t-on qu'après avoir bataillé et traité en définitive avec la Chine pour la possession du Fleuve-Rouge, on aurait beaucoup d'autorité pour négocier dans des conditions nouvelles avec le gouvernement de Pékin, pour obtenir de lui le respect du traité de Tien-Tsin, ou de tout autre traité, lorsqu'il n'aurait plus à craindre notre présence? Est-on bien sûr que notre départ ne sera pas le signal du massacre de ceux qui ont accepté notre domination, qui sont sous notre protection, d'un mouvement qui pourra gagner la Cochinchine elle-même, — et que nous ne serons pas obligés de quitter aussi Saïgon, ou de revenir en armes pour reconquérir ce que nous aurons abandonné? On peut bien sans doute partir si l'on veut; on oublie seulement qu'il en est de certaines affaires comme de ces batailles qui auraient pu ne pas être livrées et dont on ne peut plus se dégager, dès qu'on est aux prises avec l'ennemi, sans s'exposer à un véritable désastre. On peut quitter le Fleuve-Rouge; mais on peut être bien sûr que le prestige de la France se trouvera du même coup singulièrement diminué dans tout l'extrême Orient comme en Europe par le spectacle des versatilités de notre politique, par cet aveu d'impuissance, par cette retraite de notre drapeau.

C'est le pays, dit-on, qui s'est prononcé dans les élections dernières, c'est le pays qui a imposé la politique d'abandon en votant contre le Tonkin, contre les expéditions lointaines. Eh! sans doute, le pays a voté contre le Tonkin, ou du moins contre la politique qui a préparé, qui a conduit la campagne du Tonkin, qui en a fait une entreprise aussi coûteuse que meurtrière. Il se sentirait tout aussi vivement blessé, on peut le croire, le jour où il verrait son drapeau se replier

après un aveu d'impuissance. Il le montrerait probablement à la première occasion, et il ne se contredirait pas ; il serait au contraire profondément logique dans ses instincts comme dans ses votes, en se prononçant tout à la fois et contre ceux qui auraient abusé de ses forces et de ses ressources, et contre ceux qui prétendraient lui faire expier leurs fautes par une humiliation nationale. Le ministère a donc quelque raison, il est dans la vérité lorsqu'il refuse de s'engager à l'abandon d'une possession qui a déjà coûté tant de sang, lorsqu'il soutient devant la commission de la chambre la nécessité de rester au Tonkin ; mais par cela même il s'oblige à avoir enfin une politique, à sortir de cette atmosphère de duplicité et de ruse où l'on a vécu depuis quelques années, à ne plus se payer d'illusions, d'expédiens et de subterfuges. Il faut parler clairement à la France si l'on veut qu'elle accepte les charges d'une entreprise qui n'a été jusqu'ici pour elle qu'une source d'irritantes déceptions. Tout le monde ne sera pas encore convaincu, c'est possible ; les conservateurs, pour leur part, seraient bien peu prévoyans et serviraient médiocrement leur cause s'ils se prêtaient à des coalitions avec les radicaux pour décider un abandon complet du Tonkin, qui ne déconsidérerait pas seulement la république, qui atteindrait sûrement aussi le pays dans ses traditions, dans son intérêt national et dans son honneur.

Si la politique de la France, telle que la font les passions des partis, flotte dans les confusions, tour à tour mesquine ou irritante à l'intérieur et stérile à l'extérieur, la politique de l'Europe elle-même, il faut l'avouer, semble pour le moment assez troublée et assez impuissante. Elle se débat dans toute sorte d'obscurités, de contradictions énigmatiques et on ne voit plus bien ce qu'elle poursuit, ce que veulent les cabinets qui passent pour diriger le monde. La politique de l'Europe n'a pas été assez heureuse dans tous les cas, elle n'a pas eu assez d'autorité pour donner un caractère un peu sérieux à la conférence réunie à Constantinople et pour empêcher les affaires des Balkans de se compliquer et de s'aggraver singulièrement en quelques jours. Elle n'a rien empêché, elle n'a été jusqu'ici que la spectatrice désarmée et impuissante de cette nouvelle crise orientale qui a échappé à sa prévoyance et à sa direction, qui, elle aussi, est certes pleine de surprises et de péripéties inattendues. Qu'est-il arrivé, en effet, depuis quelques jours ?

Au moment où les représentans des puissances européennes en étaient encore à délibérer, à préparer leurs protocoles à Constantinople, tout s'est précipité dans les Balkans. Le roi Milan de Serbie a, si l'on nous passe le mot, brûlé la politesse à la diplomatie, et comme eût fait un Frédéric II envahissant la Silésie, il a franchi la frontière bulgare en invoquant les plus futiles prétextes. Il a mis son armée en mouvement, envoyant un de ses corps avec le général Leschanine sur

Widdin, dirigeant un autre corps vers Trun, et se portant lui-même avec le gros de ses forces de Nisch sur Pirot, puis sur la route de Sofia par le défilé de Dragoman, qu'il avait à enlever. Un instant, tout a semblé marcher au gré du roi Milan, qui n'a rencontré d'abord qu'une faible résistance. On voyait déjà le jeune conquérant serbe arrivant en triomphateur à Sofia pour trancher la question bulgare, — en réclamant bien entendu la prix de sa victoire. On l'a cru d'autant plus aisément que le prince Alexandre, surpris par cette brusque invasion, se hâtait de faire une sorte de soumission au sultan, en invoquant presque son secours, en lui annonçant qu'il quittait avec ses troupes Philippopoli et la Roumélie orientale; mais c'est ici que commence l'imprévu. Loin d'être découragé comme il le paraissait, le prince Alexandre de Battenberg s'est, au contraire, porté résolument avec la plus grande partie de son armée au-devant des Serbes, au défilé de Dragoman, à Slivinitza, et c'est là que le roi Milan a vu s'évanouir son rêve de conquête! Bref, les Serbes ont été complètement défaits par les Bulgares dans une série d'engagemens sanglans, habilement conduits par le prince Alexandre. Les Serbes n'ont plus eu bientôt d'autre ressource que de battre en retraite, et le jeune vainqueur de Slivinitza, à son tour, rendant à ses adversaires guerre pour guerre, invasion pour invasion, les a suivis l'épée dans les reins jusque sur le territoire serbe; il les a harcelés dans leur retraite, leur infligeant à chaque pas de nouvelles défaites, et il n'a pas tardé à arriver victorieusement à Pirot, qu'il occupe maintenant, d'où il menace la route de Nisch. Ainsi, en peu de temps, tout se trouve étrangement changé. Il y a peu de jours, le roi Milan marchait sur Sofia, où il allait chercher des compensations pour la Serbie; aujourd'hui, le prince Alexandre est à Pirot, et il réclame naturellement, lui aussi, le prix de ses succès, ni plus ni moins que la cession d'un district serbe et bon nombre de millions d'indemnité de guerre. Jusqu'à quel point la victoire du roi Milan eût-elle aidé, comme on l'a cru un instant, à dénouer la question bulgare soulevée par la révolution de Philippopoli? C'est là ce qui n'a plus qu'un intérêt rétrospectif. Jusqu'à quel point aujourd'hui les succès du prince Alexandre vont-ils faciliter cette solution? C'est le problème et la difficulté du moment.

Pendant que ce drame de la guerre se jouait cependant, que faisait la diplomatie qui s'était chargée de régler pacifiquement les affaires bulgares? Elle avait commencé par délibérer, non sans rencontrer bien des obstacles et sans être arrêtée à chaque pas, sur le rétablissement de l'ancien ordre de choses à Philippopoli, sur l'envoi d'un représentant du sultan et d'une commission européenne dans la Roumélie; elle avait les meilleures intentions. Malheureusement, la diplomatie n'a pas marché aussi vite que les événemens; ce qu'elle a fait ou ce qu'elle a voulu faire, ne répond plus à des circonstances nouvelles, et la ques-

tion reste d'autant plus compliquée que les influences les plus diverses sont en jeu dans cette singulière affaire où tous les calculs ont été trompés. L'Autriche et la Russie n'ont certainement pas les mêmes vues; l'Angleterre a fait ce qu'elle a pu pour neutraliser l'influence russe dans la conférence. Dans quels termes nouveaux reprendra-t-on une négociation qui n'a pu réussir au moment où rien n'était encore compromis? De toute façon, il est évident qu'il sera désormais difficile de s'en tenir strictement au traité de Berlin, et quelque sévérité qu'ait montrée la Russie à l'égard du prince Alexandre, on ne peut plus déposséder et diminuer le jeune vainqueur de Slivinitza. Tout ce qu'ont pu faire provisoirement les puissances a été de proposer un armistice qui vient d'être accepté; mais ce n'est pas une solution, et la question, toujours ouverte, réserve peut-être à l'Europe bien des surprises.

Plus que jamais aujourd'hui, l'imprévu règne dans le monde et se mêle aux affaires des peuples sous toutes les formes, même sous cette forme mystérieuse et cruelle des morts inopinées qui sont des événements. L'imprévu en ce moment pour l'Espagne est cette fin prématurée du roi Alphonse XII, de ce prince de vingt-huit ans qui n'avait que des raisons de vivre, qui, depuis plus de dix ans déjà, portait, avec la bonne grâce de la jeunesse, le poids de la couronne, au milieu des difficultés qui ne manquent jamais au-delà des Pyrénées. L'Espagne sortait des démêlés et des embarras que l'affaire des Carolines lui avait suscités avec l'Allemagne; elle en sortait honorablement, pacifiquement, par cette médiation du pape qui a été elle-même un grand imprévu, qui a fait tout ce qu'elle pouvait, tout ce qu'on lui demandait en préparant la possibilité d'une transaction entre les deux pays. Aujourd'hui c'est bien plus qu'un différend de diplomatie à propos de quelques îles perdues dans les mers lointaines, c'est la situation tout entière de l'Espagne remise subitement en doute par la mort si inattendue de ce jeune souverain qui vient d'être enlevé par un mal inexorable, qui s'est éteint, il y a trois jours, au château du Pardo, ne laissant que de bons souvenirs et un grand vide.

Tel qu'il a été, en effet, le règne si brusquement interrompu du roi Alphonse XII n'aura pas été sans profit et sans honneur pour l'Espagne. Il avait commencé, il y a tout près de onze ans, le 30 décembre 1874, dans des conditions certes singulièrement critiques. D'un côté, l'expérience républicaine qui avait succédé au court essai d'une royauté étrangère, n'avait réussi qu'à mettre le pays en feu, à précipiter l'Espagne dans une dissolution sanglante; d'un autre côté, une formidable insurrection carliste occupait les provinces du Nord et menaçait de passer l'Èbre, de se répandre dans la péninsule entière. L'impuissance de tout gouvernement à Madrid, la guerre civile dans le Nord, l'anarchie incendiaire partout, c'était le dernier mot de cette révolution de 1868 qui avait cru inaugurer une ère nouvelle en renversant



la monarchie d'Isabelle II et qui n'avait fait que précipiter la nation espagnole dans les aventures meurtrières. C'est alors, après six années de convulsions, qu'éclatait, le 30 décembre 1874, ce mouvement militaire de Sagonte qui trouvait aussitôt un écho à Madrid comme dans les provinces, parce qu'il répondait à un sentiment universel de lassitude, et qui ramenait au trône le fils de la reine Isabelle sous le nom d'Alphonse XII.

Ce prince de dix-sept ans qui venait de passer par l'exil, qui avait eu le temps de faire son éducation dans les écoles de Paris, de Vienne et de Londres, de voir les nations étrangères, ce jeune représentant d'une tradition dynastique renouée dans le péril avait la bonne fortune d'être rappelé pour rendre à son pays la paix, la stabilité, les garanties de la monarchie constitutionnelle. Il portait à l'Espagne sa jeunesse, qui était une séduction, une nature précocement mûrie dans les épreuves, un esprit libre et ouvert, la bonne volonté, et on ne peut pas dire qu'il ait manqué au rôle que les circonstances lui préparaient. Il n'avait pas seulement montré le courage qui lui était naturel, aux premiers temps de la restauration, lorsque, marchant avec tous les chefs de l'armée ralliés à son drapeau, il avait à vaincre l'insurrection carliste, à pacifier les provinces du Nord ; dans le gouvernement, dans ses relations avec les partis, avec les hommes, il ne tardait pas à montrer une singulière sagacité, de la finesse, du jugement. Appliqué à ses devoirs, il les remplissait en prince éclairé et aimable qui se considérait comme le chef de tous les Espagnols, n'excluant personne, sachant ménager les opinions et même les amours-propres ou les ambitions, suppléant par un tact naturel à l'expérience dans la pratique des institutions restaurées pour assurer à son pays l'ordre sans la réaction, les garanties libérales sans l'anarchie. Alphonse XII savait être roi ; il savait aussi mettre dans la politique l'entrain, la bonne humeur et la facilité séduisante de la jeunesse. Il a pu se tromper quelquefois et avoir ses fantaisies. Il n'avait certainement pas tout calculé lorsqu'il entreprenait un jour ce voyage d'Allemagne qui, à son passage à Paris, devenait l'occasion d'indignes scènes de rues, désavouées d'ailleurs par le sentiment de la France. D'ordinaire, il était avisé ; il avait aussi le secret des vaillantes et généreuses inspirations de cœur qui le conduisaient au milieu des populations éprouvées par les fléaux meurtriers et lui faisaient une juste popularité. Les partis, irréconciliables dans leur hostilité, se flattaient toujours de le renverser ; ils se seraient probablement usés à la longue contre la force de ce jeune roi, qui, en définitive, a donné dix ans de paix à son pays, qui avait l'esprit assez libéral pour ne se refuser à aucun progrès légitime et pouvait promettre à la Péninsule un avenir suffisamment assuré. Aujourd'hui, tout cela est détruit. Il reste une enfant de cinq ans, héritière de la monarchie espagnole avec une régence, et, ce qui

complique encore plus les choses, c'est que la jeune veuve d'Alphonse XII, aujourd'hui régente, paraît devoir bientôt mettre au monde un enfant, que si le nouveau-né est un prince, c'est à lui que reviendra la couronne : de sorte que cette frêle enfant, reine en ce moment, peut ne plus l'être dans quelques mois. C'est un cas qui ne s'est peut-être jamais présenté.

Qu'advient-il de cette situation douloureuse, de cette crise qui, sans être un interrègne, est assurément aussi grave qu'imprévue ? La première nécessité sans nul doute était d'assurer d'abord sans hésitation, par le concours de toutes les forces, la transmission régulière de la couronne, de ne laisser place à aucune division entre les partis ralliés à la monarchie, et le président du dernier cabinet conservateur. M. Canovas del Castillo, a donné l'exemple d'une généreuse abnégation en conseillant à la nouvelle régente, à la reine Christine, d'appeler au pouvoir le chef de l'opposition libérale, M. Sagasta. C'est donc un ministère libéral composé de MM. Sagasta, Gonzalez, Alonso Martinez, Camacho, Moret, Montero-Rios, qui va prendre la direction des affaires de la jeune royauté, avec la résolution hautement déclarée de faire respecter la légalité constitutionnelle et avec la certitude d'être appuyé par les conservateurs eux-mêmes. Les chefs de l'armée de leur côté, les généraux qui représentent l'influence militaire, les Martinez Campos, les Jovellar, les Quesada, les Concha, les Salamanca, les Pavia, n'ont point hésité un instant à offrir leur concours au gouvernement, quel qu'il soit, chargé d'inaugurer le nouveau règne. Nul doute que les cortès qui vont se réunir au plus tôt ne se hâtent de reconnaître la régence et que toutes les mesures ne soient déjà prises pour garantir l'ordre dans le pays, pour maintenir la légalité dynastique et constitutionnelle dans cette transition difficile. Le danger, à vrai dire, n'est peut-être pas pour aujourd'hui ou pour demain ; mais l'Espagne n'est pas certainement au bout de ses crises, et on peut bien penser que les partis ennemis se tiennent déjà prêts à saisir les occasions que peut leur offrir une minorité. Étranges combinaisons des choses ! L'Espagne se retrouve à l'heure présente dans une situation à peu près semblable à celle où elle était il y a un peu plus de cinquante ans, à l'avènement de la reine Isabelle. Il y a des différences sans doute, il y a eu depuis un demi-siècle bien des événemens, bien des changemens, bien des révolutions. En réalité, c'est encore une enfant, une jeune fille, qui représente la monarchie constitutionnelle, entre les carlistes qui sont toujours les carlistes comme autrefois, et les révolutionnaires qui s'appellent aujourd'hui les républicains.

Comment tenir tête à tant d'orages possibles ? Tous les constitutionnels espagnols, libéraux et conservateurs sont certainement intéressés à faire face au péril. Si les républicains conspirateurs réussissaient à accomplir au-delà des Pyrénées une révolution où disparaîtrait la mo-

narchie, ils ne fonderaient sûrement pas un ordre nouveau comme ils s'en flattent dans leurs illusions; ils ne pourraient que ramener l'Espagne aux effroyables crises où elle a failli se dissoudre il y a douze ans, et le plus inévitable résultat de leurs tentatives serait de donner une force nouvelle au carlisme, qui profiterait et des malheurs qu'aurait déchainés la république et de la disparition de ce qui reste de monarchie constitutionnelle au-delà des Pyrénées. Que des républicains sectaires ne le voient pas, c'est leur éternelle faiblesse. Les républicains plus réfléchis et plus prévoyans qui existent sans doute au-delà des Pyrénées sont faits pour être sensibles à ce danger, et ce n'est pas dans tous les cas la France, même la France républicaine, qui pourrait appeler de ses vœux une révolution aussi embarrassante pour elle qu'elle serait redoutable pour l'Espagne.

CH. DE MAZADE.

---

### LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

---

La seconde quinzaine de novembre a vu se produire coup sur coup des événemens qui, en d'autres temps, auraient provoqué sur les marchés financiers les mouvemens les plus violens, et déterminé une baisse considérable. Il n'en a été ainsi cette fois que pour les valeurs espagnoles, fortement ébranlées par la mort du roi Alphonse. Mais les autres fonds étrangers et les rentes françaises n'ont pas été plus émus de cette catastrophe que de l'explosion de la guerre entre les Serbes et les Bulgares, du singulier revirement de fortune qui a fait du prince Alexandre le vainqueur du roi Milan, de l'attitude belliqueuse de la Grèce, de la situation délicate où se trouve placée l'Autriche, enfin du conflit qui a éclaté chez nous entre le cabinet Brisson et la commission des crédits du Tonkin.

Non-seulement aucun de ces incidens n'a pu être une cause de baisse sérieuse sur nos rentes, mais aussitôt qu'au dehors il a été question de conclure un armistice, et qu'au dedans le ministère a paru moins menacé qu'on ne l'avait cru d'abord, la spéculation haussière a commencé à vouloir user de tous ses avantages pour obtenir du découvert un aveu public d'impuissance et de soumission.

Les encouragemens n'ont pas fait défaut aux haussiers. Il leur en est venu surtout de Londres. Les Consolidés n'ont pas gagné moins d'une unité de 100  $\frac{1}{16}$  à 101  $\frac{3}{16}$ . Il est vrai que pendant les deux derniers jours on a reculé à 100  $\frac{13}{16}$ . C'est toujours pour la seconde moitié du mois une plus-value de 0 fr. 75. Le Stöck-Exchange s'est lancé en pleine voie de hausse sur les principales valeurs américaines. Il a été réalisé de ce côté des bénéfices énormes. Les essais de relèvement se sont alors étendus à d'autres groupes de valeurs, au Rio-Tinto par exemple, que l'on a fait monter en quelques jours de près de 100 francs, puis à des titres internationaux, comme les fonds russes, les lombards, le hongrois, l'italien, même aux rentes françaises demandées plusieurs jours à Londres à un niveau de prix plus élevé qu'à Paris.

De Berlin et de Vienne les avis n'ont pas été moins satisfaisans. Sur la première de ces places, la spéculation n'a jamais cru que les événemens de la péninsule des Balkans pussent mettre en péril le maintien de la paix générale en Europe, malgré le coup de théâtre des victoires de la Bulgarie succédant aux premiers succès d'apparat de l'armée serbe. Aussi la fermeté des fonds russes ne s'est-elle pas démentie un seul instant. A Vienne, bien qu'il ait fallu menacer le prince Alexandre de l'envoi d'un ultimatum et d'une intervention directe de l'Autriche, pour l'amener à accepter l'armistice, le sentiment que la paix ne courait aucun péril grave a été si vif que le 4 pour 100 or de Hongrie, le fond de spéculation par excellence, n'a subi que de faibles variations et finit plus élevé qu'il y a quinze jours.

La fermeté des fonds d'état est donc restée le trait caractéristique du mouvement financier sur toutes les places européennes pendant le mois de novembre comme dans les mois précédens. La gravité des événemens politiques a eu pour contrepoids l'abondance extrême des disponibilités et la disposition persistante de l'épargne à se porter presque exclusivement vers les valeurs à revenu fixe.

Nous avons signalé la hausse des Consolidés. L'italien a gagné 0 fr. 70 en s'élevant de 95.60 à 96.30. Les projets de lois de finances que vient de déposer M. Magliani au parlement attestent la bonne situation économique de la péninsule italienne et autorisent à prévoir que la conquête du pair ne se fera plus longtemps attendre dès que la situation politique dans l'Europe orientale cessera d'entraver la reprise des affaires. Même les fonds serbes et hellènes n'ont pas trop souffert jusqu'ici.

La Porte ayant eu la sagesse de se tenir tranquille, les valeurs turques commencent à recueillir les bénéfices de cette attitude prudente. Le Consolidé 4 pour 100 a repris de 13.50 à 14.40, les obligations privilégiées de 340 à 353, la Banque ottomane de 485 à 505.

L'Unifiée d'Égypte a regagné de 10 à 12 francs en quinze jours. Nous la laissons à 328, malgré d'assez fâcheuses nouvelles concernant l'ap-

proche des bandes de Soudanais vers la frontière méridionale. Les acheteurs de l'Unifiée espèrent que le parti conservateur va l'emporter définitivement dans les élections anglaises et que lord Salisbury, une fois maître de la situation, n'hésitera pas à prendre les mesures nécessaires pour placer la sécurité du territoire égyptien hors de toute atteinte.

Sur le Hongrois 4 pour 100, la hausse est d'un point et demi. On a pu redouter, au début du conflit, de voir celui-ci dégénérer en une lutte de la Russie et de l'Autriche. On est rassuré sur ce point, surtout après l'acceptation de l'armistice par le prince Alexandre.

La reprise étant ainsi partout à l'ordre du jour au nord et dans l'est de l'Europe, nos fonds publics ont suivi l'impulsion, le parti de la hausse chez nous ne croyant pas à la chute immédiate du cabinet Brisson. Les vendeurs, après avoir attendu tout le mois, se retrouvent, à la veille de la liquidation, dans la même situation, courant après le titre, qui fait de plus en plus défaut. Déjà on a coté du déport. A moins que d'importantes livraisons de titres ne soient annoncées, la réponse des primes et la liquidation se feront aux cours les plus élevés. Le 3 pour 100 est en hausse de 0 fr.60, l'Amortissable de 40, le 4 1/2 de 40 également. Sur l'Extérieure seule, les vendeurs ont obtenu satisfaction. Le fonds qui se négociait il y a deux semaines à 56 3/4 est tombé brusquement à 50 et n'a pu se relever qu'à 51 3/4. La réaction s'est faite d'un seul coup, le jour où il n'a plus été possible de se faire illusion sur la gravité extrême de l'état du roi Alphonse. La reine Christine, proclamée régente, a appelé au pouvoir le chef du parti libéral, afin de rallier autour du trône, occupé par une enfant de cinq ans, toutes les forces dynastiques. Mais il y a lieu de redouter soit immédiatement, soit à bref délai une insurrection républicaine ou un soulèvement carliste, sinon même l'un et l'autre. En attendant, la situation financière est absolument compromise, et il est difficile que les spéculateurs en fonds espagnols ne fassent pas entrer dans leurs calculs l'éventualité d'une suspension des paiemens trimestriels d'intérêt.

La crainte d'un soulèvement carliste a précipité le Nord de l'Espagne de 430 à 400, le Saragosse de 328 à 320. Les obligations n'ont pas été moins atteintes que les actions. La réaction se chiffre comme suit : Asturies, 14 francs ; Andalous, 15 ; Nord de l'Espagne, 19 ; 2<sup>me</sup> série, 17 ; 3<sup>me</sup> série, 24 ; Pampelune, 15 ; Saragosse, 12.

Les chemins Portugais ont au contraire monté de 12 francs. L'arbitrage s'est fait aussi en faveur des Autrichiens et des Lombards en hausse de 7 à 8 francs. Si les craintes de désordres politiques en Espagne, craintes fondées en grande partie sur l'expérience du passé, venaient à ne pas se réaliser, il faudrait prévoir une vive reprise sur le Nord de l'Espagne et le Saragosse et sur les obligations de ces deux compagnies, le service de ces titres ne pouvant, en aucun cas, être sérieusement menacé.

Le marché des titres de nos établissemens de crédit est toujours très délaissé ; les transactions sont nulles et les cours stationnaires. Il faut faire exception pour le Crédit foncier, dont l'action a monté rapidement de 22 francs sur le bruit, que nous croyons sérieusement fondé, d'une prochaine augmentation du capital social. Les bénéfices des dix premiers mois de l'exercice dépassent de 1 million ceux de la période correspondante de 1884 et le dividende sera au minimum de 60 francs.

La Banque de France est ferme à 4,800 francs, malgré une forte diminution sur l'ensemble des bénéfices du semestre en cours par comparaison avec les bénéfices de l'année dernière. La Banque de Paris a reculé jusqu'à 585 francs parce qu'on la croit très engagée dans les fonds espagnols. Le Comptoir d'Escompte, au contraire, ne souffre nullement jusqu'ici, au point de vue de la tenue de ses titres, des risques que peuvent lui faire courir ses placemens en titres serbes et helléniques, valeurs dont il accepte le patronage devant le public financier français.

Les actions des Chemins français ont été l'objet de quelques achats. Le Lyon a monté de 17 francs à 1,237 ; le Midi, de 10 francs à 1,170 ; le Nord, de 5 francs à 1,500 ; l'Orléans, de 15 francs à 1,300. Les obligations de ces quatre compagnies, ainsi que de l'Est et de l'Ouest, sont toujours très avidement recherchées par l'épargne. L'obligation du Nord, qui tient la tête, vaudra avant peu 400 francs ; les autres suivent à une distance de 10 francs environ, variant de 380 à 385 fr.

Les obligations des lignes algériennes progressent constamment. Le Bône-Guelma et l'Est-Algérien atteignent 350. L'Ouest-Algérien s'est avancé de 3 fr. à 344.

Parmi les valeurs industrielles s'est distinguée en première ligne l'action Suez en reprise de 50 francs, malgré de faux bruits relatifs à l'état de santé de M. de Lesseps. Les recettes sont très satisfaisantes et la moins-value de 1885 sur 1884 va en s'amoindrissant.

L'action du Gaz est immobile à 1,450. Les actions des voitures ont monté de 7 francs ; celles des Messageries, des Omnibus, de la Compagnie transatlantique sont restées immobiles. Mais les obligations de ces diverses entreprises sont en hausse de 5 à 6 francs depuis le milieu du mois. Le Panama oscille de 410 à 400, et ses obligations ne se relèvent pas. Le successeur de l'ancien directeur général des travaux vient d'être nommé.

La hausse du Rio-Tinto s'est arrêtée à 300 francs. Œuvre d'un syndicat anglo-américain, qui a effectué parallèlement une hausse du cuivre. Les prix nouveaux du Rio-Tinto semblent avoir été reconquis trop rapidement pour être bien solides.

---

# LA MORTE

---

PREMIÈRE PARTIE.

---

JOURNAL DE BERNARD.

---

La Savinière, septembre 187..

Je suis à la campagne chez mon oncle. La conversation de mon oncle est charmante et nourrie. Néanmoins, elle s'arrête quelquefois et me laisse des loisirs. L'idée m'est venue de les occuper par quelque travail littéraire. On écrit généralement si mal aujourd'hui que je crois pouvoir manier une plume à peu près comme tout le monde, quoique je n'aie guère écrit jusqu'ici que des télégrammes. Il y a dans un château du voisinage, chez des amis de mon oncle, une bibliothèque assez riche et dont je puis disposer : comme elle contient un grand nombre de documens relatifs au XVII<sup>e</sup> siècle, ma première pensée a été de les utiliser pour récrire l'histoire de Louis XIV, qui a été manquée par Voltaire. Mais, toutes réflexions faites, je préfère écrire la mienne, laquelle m'intéresse davantage. Le lecteur, — si j'en ai jamais un, — conviendra qu'il a plus de plaisir à se regarder dans sa glace qu'à y voir les traits de tout autre individu. C'est mon cas.

J'ai trente ans. Je suis grand, flexible, élégant, d'un blond tirant sur le roux. Je valse bien et je monte bien à cheval. Relativement

à ma personne physique, la postérité n'en saura pas davantage. Sous le rapport intellectuel, j'ai quelque lecture ; sous le rapport moral, je ne suis pas d'un mauvais naturel. Je ne me connais même, à proprement parler, qu'un défaut, c'est de ne rien prendre au sérieux, — ni sur la terre ni dans les cieux. — Il y a quelques années, quand je vis disparaître à l'horizon cette belle tête de vieillard que j'avais coutume d'appeler le bon Dieu, je me souviens que je pleurai. Une gaieté sereine et imperturbable a, depuis ce moment, fait le fond de mon heureux caractère. On se figure, dans les classes subalternes de la société, que l'aristocratie française est un conservatoire de superstitions surannées. L'erreur, du moins en ce qui me concerne, est complète. Je fais sans doute aux convenances les sacrifices nécessaires ; mais, du reste, je déclare que le positiviste le plus radical, le franc-maçon le plus endurci, le plus farouche affilié de la Marianne, ne sont que des vieilles femmes pétries de préjugés auprès du gentilhomme qui écrit ces lignes.

Mon oncle, cependant, a entrepris de me faire épouser une jeune fille, qui non-seulement est elle-même d'une piété exceptionnelle, mais dont toute la famille paraît être plongée dans la plus basse dévotion. C'est ce piquant épisode de ma vie qui me semble véritablement mériter d'être étudié et buriné au jour le jour par un observateur bien informé. C'est ce point unique de ma modeste biographie que je me propose de traiter dans ces pages, ne rapportant du passé que ce qui est nécessaire pour l'intelligence du présent, et laissant l'avenir aux dieux immortels.

Je me nomme Bernard-Maurice Hugon de Montauret, vicomte de Vaudricourt. Nous avons dans nos armes les besans des croisades, ce qui est toujours agréable. Mon oncle est le comte de Montauret de Vaudricourt, aîné et chef de notre famille. Il a perdu il y a quelques années son fils unique, et je suis devenu le seul héritier du nom. Nous désirons également l'un et l'autre que ce nom ne s'éteigne pas ; mais nous avons longtemps différé de sentiment sur la manière de le perpétuer. Mon oncle prétendait m'en donner le soin, et je prétendais lui en laisser le privilège. Il était veuf, et je l'engageai vivement à se remarier : je lui faisais observer qu'il paraissait encore vert et qu'il avait la mine d'un homme à qui toute pensée d'avenir n'est pas interdite ; mais, à cet égard, je n'ai jamais pu vaincre sa résistance, fondée apparemment sur des raisons dont il était le meilleur juge.

Mon oncle fut touché, — bien à tort, — du désintéressement dont je semblais faire preuve en le poussant à se remarier. La vérité est qu'entre deux maux je choisisais le moindre, et que j'aimais mieux encore sacrifier sa succession que de hasarder ma personne, ma liberté et mon honneur dans l'aventure redoutable du



mariage. Toutefois, quoique je ne sois pas, comme je l'ai laissé entendre, surchargé de croyances, je ne méconnais pas un certain nombre de devoirs. Un des miens est incontestablement de sauver du néant notre vieux nom de famille, ainsi que nos besans d'or sur fond de gueules, et, comme il n'existe malheureusement pas d'autre moyen, pour arriver à cette fin, que de légitimes noces, il a été convenu en principe, depuis bientôt quatre ans, que je prendrais femme et que j'aurais beaucoup d'enfans.

Cette convention arrêtée, mon oncle, animé d'une impatience sénile, me pressa de passer immédiatement à l'exécution. Ce fut alors que je me mis à étudier avec un intérêt tout nouveau une variété de jeunes mondaines qui m'avait laissé jusque-là assez indifférent, — j'entends parler des jeunes filles. — Je croyais connaître assez pertinemment les femmes, m'en étant toujours occupé avec le plus grand plaisir. Quant aux jeunes filles, je les ignorais, ou du moins je croyais les ignorer. A ma vive surprise, et, je dois ajouter à mon vif regret, je reconnus qu'il y avait, — à Paris du moins, — une très faible différence d'une variété à l'autre, et que, même à l'heure qu'il est, beaucoup de femmes pourraient prendre avec avantage des leçons des jeunes filles sur toutes les matières.

Je me souviens qu'un jour ma vieille et excellente amie, la duchesse de Castel-Moret, donna, dans son hôtel de la rue Saint-Dominique, un bal blanc, composé presque exclusivement de jeunes personnes de quinze à vingt-deux ans. Cette petite fête m'était secrètement consacrée. J'avais fait confiance à la duchesse de mes dispositions matrimoniales, et elle avait bien voulu réunir sous mes yeux une élite de jeunes filles à marier, m'assurant que je n'aurais qu'à étendre la main au hasard pour tomber sur une perle. Effectivement, toutes ces gracieuses filles, blanches et roses, dansant entre elles avec candeur, offraient un spectacle qui respirait l'innocence à un tel degré, que mon seul embarras, dans cette circonstance, paraissait devoir être l'embarras du choix.

C'était par une belle journée de juin. Après les sauteries, ces demoiselles se répandirent dans le jardin de l'hôtel, où le thé était servi sur une pelouse. Je m'étais assis solitairement derrière un bouquet de rhododendrons et j'essayais de mettre un peu d'ordre dans mon pauvre cœur, quand un de ces groupes charmans vint à passer de l'autre côté du massif. Elles étaient trois, toutes trois causant à demi-voix avec des rires frais comme l'aurore et de grands yeux naïvement ouverts comme des fleurs. Je prêtai l'oreille. Je ne relaterai pas les propos que j'eus la stupeur d'entendre sortir de ces lèvres virginales, je dirai simplement qu'ils auraient fait rougir un singe.

La bonne vieille duchesse, qui est d'un temps meilleur, m'as-

sura, quand je lui rapportai ces propos, que de sa vie ni de ses jours elle n'avait entendu choses pareilles, et que même elle ne savait pas au juste ce que ces demoiselles avaient voulu dire. Mais on dit couramment aujourd'hui dans le monde nombre de choses dont nos mères, et à plus forte raison nos grand'mères, n'avaient jamais ouï parler.

Je ne pense pas que la précocité des jeunes filles du monde en ce temps-ci doive être attribuée à l'insouciance morale des mères. Je rends volontiers cette justice aux mères que toutes, sans exception, quelle que soit leur moralité personnelle, désirent faire de leurs filles d'honnêtes femmes. Ce qui leur manque pour atteindre un but si louable, c'est la plus faible dose du plus vulgaire bon sens. Il n'y a, en effet, que l'aveuglement des maris à l'égard de leurs femmes qui soit comparable à l'aveuglement des mères à l'égard de leurs filles. Elles semblent persuadées que tout, dans la nature, est susceptible de corruption, excepté leurs filles. Leurs filles peuvent braver les plus dangereux contacts, les plus troublants spectacles, les entretiens les plus équivoques : peu importe ! Tout ce qui passe par les yeux, par les oreilles et par l'intelligence de leurs filles se purifie instantanément. Leurs filles sont des salamandres qui peuvent impunément traverser le feu, fût-ce le feu de l'enfer. Pénétrée de cette agréable conviction, une mère n'hésite pas à livrer sa fille à toutes les excitations dépravantes de ce qu'on appelle le mouvement parisien, lequel n'est autre chose, en réalité, que la mise en train des sept péchés capitaux.

Au surplus, ces pauvres mères, comme ces pauvres filles, méritent toute l'indulgence du penseur. Elles sont simplement entraînées par le flot qui nous entraîne tous, le flot d'une civilisation de décadence. Un peuple en décadence est, si je ne me trompe, un peuple qui n'a plus que des appétits, et il me semble clair que du haut en bas nous en sommes tous là. Du haut en bas, la jouissance est aujourd'hui la loi unique et l'unique foi. Toute autre religion n'est plus qu'une bienséance. Il faut en prendre son parti ; et le mien, du reste, est parfaitement pris.

J'avoue que je m'étais senti d'abord un peu ébranlé dans mes projets de mariage par l'incident du bal blanc de la duchesse. Quelques réflexions d'une saine philosophie me rendirent mon calme et me raffermirent dans mes desseins. — « En vertu de quoi, me dis-je, aurais-je la prétention d'épouser une femme qui vaudrait mieux que moi ? Il est évident, d'après ce que le hasard m'a fait entendre de la conversation de ces jeunes filles, que l'idéal tient peu de place dans leur pensée : mais en tient-il davantage dans la mienne ? — Il est évident qu'elles ne sont chrétiennes que de nom, et qu'elles nagent d'ailleurs corps et âme en plein matérialisme

païen... mais je leur en offre autant ; — un homme, en définitive, doit se contenter de la femme qu'il mérite et réciproquement. Il est même bon qu'il en soit ainsi. Autrement il n'y aurait ni harmonie ni équilibre dans le ménage. Est-ce que je me marie d'ailleurs avec des vues chimériques ? Est-ce que j'espère trouver un roman dans le mariage ? Ne l'y apportant pas, je ne vois pas pourquoi je l'y trouverais. Non ! ce que je demande au mariage, bienséance, confortable de la vie, respectabilité, descendance légitime, bonne cuisine bourgeoise, il n'y a pas une de ces aimables filles qui ne soit fort capable de m'en favoriser. Cela suffit. Ma femme me gênerait infiniment si elle m'emmenait dans les bois au clair de la lune pour me parler de l'immortalité de l'âme. »

Par suite de cette délibération intime, je résolus d'épouser, comme tout le monde, la première venue, pourvu qu'elle réunit quelques convenances élémentaires. — Toutefois, un peu refroidi malgré tout, je résolus de ne pas me presser.

Mon oncle, précisément à cette époque, c'est-à-dire il y a deux ans, quitta Paris pour aller habiter la campagne, et, par conséquent, me laissa un peu respirer. Il quittait Paris pour des motifs mystérieux. Il avait adoré le boulevard et il l'adorait toujours. Il adorait encore beaucoup d'autres choses essentiellement parisiennes ; mais elles ne lui procuraient plus autant d'agrément qu'autrefois, et cela l'ennuyait. Bref il abdiqua, partit pour son château de La Savinière sis entre Normandie et Bretagne, et s'y occupa d'élevage. Depuis ce temps, je suis venu en neveu fidèle et attentif le voir à peu près une fois tous les trois mois, passant une nuit en wagon pour aller, une autre nuit pour revenir, et jamais plus d'un jour au château. Je ne suis pas étranger aux sentimens de famille, je connais les devoirs qu'ils imposent ; mais ces devoirs ont une limite, et je l'aurais dépassée si j'étais resté plus de douze heures à la campagne, dont l'odeur seule m'incommode.

Mon oncle, qui a la faiblesse d'aimer ma compagnie (comme, du reste, j'aime la sienne), a cependant trouvé moyen de me retenir depuis plusieurs semaines en son château de La Savinière, au sein de cette campagne détestée. Je reçus de lui il y a environ quatre mois la lettre que voici :

« J'ai découvert sur ma propriété, mon cher Bernard, un terrain admirablement disposé pour y courir un steeple-chase : vaste hippodrome, prairies et bruyère, barrières, banquettes, douves, amphithéâtre de collines pour les spectateurs, tout y est à souhait ; c'est à moitié route entre le château et la ville de S., chef-lieu du département, à trois kilomètres de distance de l'un et de l'autre. La ville pourrait donc fournir quelques-uns des élémens décoratifs d'une solennité de ce genre : — musique, autorités, public. J'en

ai parlé au préfet, au trésorier général, au maire; ces trois dignitaires (tous trois d'un républicanisme discret, le trésorier général surtout), ont chaudement applaudi à mon idée. Le préfet promet de faire voter les fonds par son conseil général, le maire promet la fanfare et les pompiers, le trésorier général, le feu d'artifice. A moi, Bernard, et à toi de faire le reste. Je sais, mon ami, combien tu aimes ce genre de sport et combien tu regrettes que les occasions en soient si rares en France. Tu n'auras, je pense, qu'à dire un mot à Soulaville, à Verviers, et à Cadières pour nous assurer leur concours enthousiaste. J'écris moi-même au duc, à Dawson, à Gardiner, et à Couranveaux. J'offre, bien entendu, à tes amis comme aux miens, la plus large hospitalité dans mon manoir. Pour leur commodité et pour la tienne, nous fixerons la date à la semaine qui suivra les courses de Caen. De cette façon, le déplacement sera peu de chose, et nous pourrons bénéficier en partie du brillant public de Caen et de Deauville. — Ne dis pas non, Bernard : cette fête, que j'espère rendre annuelle, est la dernière joie que ton vieil oncle puisse goûter en ce monde, et tu ne voudrais pas la lui refuser. »

J'ai l'innocence d'un enfant, et je tombai en plein dans le piège que mon oncle m'avait habilement tendu en faisant appel à une de mes plus nobles passions, la passion du steeple-chase. Sans soupçonner la pensée machiavélique qui se cachait sous son apparente bonhomie, je me mis à sa disposition. Je lui recrutai quelques adhérens parmi mes amis; il en recruta parmi les siens. Bref, le 8 août dernier, nous tombions en bande chez mon oncle, Verviers, Gardiner, Dawson, Cadières et moi; quelques autres revenans de Deauville et de Caen se logèrent dans la ville voisine et y répandirent une douce animation. — Mon oncle, très expert en ces matières, avait si bien tracé la piste et combiné les obstacles que nous n'eûmes rien à y changer. La course eut lieu le surlendemain 10 août, qui était un dimanche.

Ce fut un beau spectacle. Tout le pays était soulevé. Le rappel battait dans les rues dès l'aurore. Les *gentlemen* des environs avaient tiré des armoires leurs bottes molles et leurs pantalons collans, et leur donnaient de l'air avec fierté. L'aristocratie locale s'étagea sous une vaste tente de coutil pavoisée de drapeaux et offerte par mon oncle. Le reste de la population en habits de fête garnissait l'hémicycle des collines et s'y livrait à de modestes agapes. La musique municipale jouait *la Marseillaise*... (il n'y a pas de plaisir pur !) et les pompiers contenaient la foule.

Nous étions huit à courir. Je montais le cheval du duc, — Talbot II<sup>e</sup>. Gardiner et Verviers restèrent dans la douve; Couranveaux se démit l'épaule à la banquette. Je filais pendant ce temps-là comme un

dard, et j'arrivais excellent premier, battant Carillon de sept à huit longueurs. La course avait été dramatique : elle avait excité au plus haut degré les passions des spectateurs, et je fus accueilli par une bruyante ovation. Comme je promenais mon triomphant Talbot et ma casaque violette devant la tribune, je ne pus m'empêcher de remarquer sur un des gradins, au milieu des mouchoirs qui s'agitaient, une petite personne aux cheveux blond cendré qui n'agitait rien du tout, mais dont le joli visage fixé sur le mien témoignait d'un intérêt et d'une curiosité extraordinaires. Elle n'était pas la seule, au reste, dont la physionomie eût pris en me regardant cette expression qui ne semblait pas être simplement celle de l'admiration banale que peut inspirer le vainqueur d'une course... Non, il était clair que j'étais pour ces dames, et en particulier pour cette enfant blond cendré, quelque chose de plus : — sans doute un être annoncé, attendu, précédé par une certaine renommée de boulevard, de club et de sport, par une certaine réputation à demi scandaleuse, par un vague parfum de galanterie, d'élégance et d'aventure. Je regretterais de manquer ici de modestie ; mais comment ne pas reconnaître que l'apparition d'une pareille fleur des pois devait amener de graves désordres dans ces imaginations de province ?

Pour couronner la fête, mon oncle donnait le soir un bal où la ville et les environs étaient conviés, et dont la femme et les filles du trésorier-général voulurent bien faire les honneurs. Je valsais avec une de ces dames, quand mes yeux rencontrèrent soudain le regard de la jeune fille blonde que j'avais remarquée dans la tribune : ce regard me suivait dans le tourbillon avec cette curiosité un peu furtive, mais incessante et appliquée qui m'avait tant frappé. Ma manière impétueuse de valser, qui ressemble à un enlèvement, paraissait l'étonner et la ravir. J'allai trouver mon oncle : — Mon oncle, lui dis-je, voici là-bas une jeune personne qui meurt d'envie de valser avec moi : je prétends lui faire ce plaisir ; veuillez me présenter. — Un fin sourire, qui me donna à penser, illumina les traits fatigués de mon oncle, et il s'empressa de me conduire devant le groupe de famille qui encadrait sévèrement ma jeune admiratrice : — Mademoiselle, dit-il, permettez-moi, avec l'autorisation de M<sup>me</sup> votre mère, de vous présenter un valseur... mon neveu, le vicomte de Vaudricourt... Mon neveu, M<sup>lle</sup> Aliette de Courteuse !

M<sup>lle</sup> Aliette rougit sensiblement : — Très reconnaissante !.. murmura-t-elle ; mais je ne valse pas.

Elle refusait !.. elle refusait !.. — Je restai muet pendant quelques secondes dans la pénible situation d'un homme qui voit repousser ses bienfaits de la manière la plus inattendue, et même la plus inepte. — Enfin, me remettant :

— Pas de mazourke non plus, mademoiselle?

— Pas davantage!

— Oserai-je me rabattre sur un quadrille?

Elle sourit faiblement, presque ironiquement, par Jupiter! en me répondant : — Si vous voulez!

Sur cette heureuse conclusion d'une négociation laborieuse, le groupe de famille, composé d'une mère, d'une tante, d'un oncle et d'un frère, s'épanouit simultanément avec un soupir de soulagement et de satisfaction.

Le quadrille se formait au même instant et j'y pris place avec M<sup>lle</sup> Aliette. Ses cheveux, — de cette étrange couleur de cendre fine, — étaient un peu brouillés sur sa tête et entremêlés de quelques feuilles des bois. Elle était charmante. — Elle n'est pas grande. Les pieds menus d'une fée qui danse sur la bruyère. Bien faite dans sa petite taille, naturellement élégante, parfaitement distinguée. Je ne sais quoi de transparent dans toute sa personne. Sur le visage et dans les yeux une expression singulière mêlée de timidité et de vaillance, de candeur et d'ardeur. Ces mêmes traits se retrouvent dans son langage, avec une pointe de gaieté malicieuse par échappées. Par-dessus tout un air de pureté et d'honnêteté inattaquables. Voilà l'air qu'elle a. D'ailleurs je me rappelle trop bien mes surprises du bal blanc de la duchesse pour me prononcer sur le fond des choses. Quoi qu'il en soit, c'est une jeune personne intéressante.

Elle fut naturellement pendant le quadrille fort intimidée et peu prolixe. Je la rassurai de mon mieux, et j'essayai avec mansuétude de la mettre à son aise. A propos de la solennité du jour, nous parlâmes chevaux : elle monte elle-même à cheval, habituellement avec son vieil oncle l'amiral et quelquefois avec son frère, qui est enseigne de vaisseau. — Ils montent tous deux comme des marins, me dit-elle en riant... C'est moi qui leur donne des leçons. Moi, ajouta-t-elle d'un ton grave, c'était mon père qui m'avait appris.

En la reconduisant à sa place, j'adressai quelques bonnes paroles à la mère, à la tante, à l'amiral et au jeune enseigne, puis laissant cette respectable famille la bouche ouverte sous l'impression de ma condescendance, je me perdis dans la foule.

Telle fut ma première rencontre avec M<sup>lle</sup> Aliette de Courteheuse, dont je soupçonnai dès ce moment que mon oncle rêvait de faire ma fiancée. — La seconde eut lieu deux jours plus tard au château de Varaville, résidence des Courteheuse, où mon oncle m'avait entraîné sous prétexte d'une politesse de voisinage. C'est un grand manoir à toits pointus et surbaissés dont les aménagemens inté-

rieurs sentent la province. Les meubles, beaux et massifs, y sont rangés dans un ordre sévère et sec, avec ce goût de l'inconfortable qui caractérisait si éminemment nos pères. Ce n'est pas le nid qu'on imaginerait pour un oiseau bleu comme M<sup>lle</sup> Aliette. Nous l'y trouvâmes cependant fort vivante et prospère, et visiblement émé-rillonnée par notre visite. Quoique mon oncle s'en défendit, il était évident qu'il avait laissé entrevoir aux grands parens ses secrètes espérances, et que M<sup>lle</sup> Aliette en avait saisi quelque chose au vol. Tous ces braves gens, en effet, m'examinaient, m'étudiaient et me scrutaient avec une intensité hypnotique qui devait les fatiguer extraordinairement.

Ce même jour, comme nous retournions à La Savinière au petit pas de nos chevaux, mon oncle enfin m'ouvrit son cœur. — C'était, me dit-il, une de ces occasions qui ne se rencontrent pas deux fois dans la vie d'un homme... Une fille d'élite, un physique délicieux, une éducation supérieure, un beau nom, une fortune déjà grande dans le présent, magnifique dans l'avenir... Une tante vieille fille, un oncle amiral et garçon, un autre oncle évêque et garçon aussi... naturellement... bref la perfection !

Mon oncle ajouta quelques chiffres et quelques autres détails. D'après ce qu'il me dit, et d'après ce que j'ai pu observer moi-même, ces Courteuse, qui sont très anciens, composent effectivement une collection assez originale. Sauf par le goût des chevaux qu'ils tiennent de race, ils n'appartiennent guère à notre monde moderne. Ce sont des croyans et des pratiquans d'un autre âge que le vent du siècle n'a pas même effleurés. Une de leurs branches passa en Angleterre avec Guillaume le Conquérant, et elle figure encore aujourd'hui dans la plus pure aristocratie du royaume-uni. Les relations des Courteuse de France avec leurs parens d'Angleterre sont fréquentes, et elles ont pu contribuer à leur imprimer le pli particulier qui les distingue. Quoique catholiques, leurs habitudes ont, en effet, une teinte de formalisme puritain. Ils paraissent avoir emprunté, par exemple, à leur famille d'outre-mer la vieille coutume anglaise de faire la prière du soir en commun avec leurs domestiques. Ce trait suffit à les définir. Feu le baron de Courteuse, frère de l'amiral et de l'évêque, et père d'Aliette, était, dit-on, un esprit grave et cultivé : il ne voulut pour sa fille ni institutrice, ni cours en ville, ni pension, ni couvent : avec l'aide de quelques professeurs sévèrement choisis et surveillés, il avait fait lui-même l'éducation d'Aliette pour la partie intellectuelle, laissant à la mère la partie morale et religieuse.

Eh ! mon Dieu, certainement ! au premier abord, ce n'est pas dans une famille de ce modèle qu'un homme de mœurs frivoles et de foi nulle comme je suis, semblerait appelé à choisir sa femme.

Il y a là une sorte de dissonance choquante. Mais raisonnons un peu : Si je m'étais résigné, comme je l'ai dit, à épouser au hasard une des jeunes païennes de la génération nouvelle, je n'y tenais pas autrement. J'avoue même que je ne craindrais pas un peu de christianisme chez ma femme : non pas bien entendu que je m'exagère les garanties morales que peut offrir la piété féminine et que j'en fasse le synonyme de vertu. Mais encore est-il certain que pour les femmes l'idée de devoir ne se sépare guère de l'idée religieuse ; de ce que la religion ne les préserve pas toutes, c'est un tort de conclure qu'elle n'en préserve aucune, et il est toujours bon de mettre cette chance de son côté. Il est vrai que cette famille de Courteheuse et M<sup>lle</sup> de Courteheuse elle-même semblaient pousser jusqu'au fanatisme leurs croyances et leurs habitudes religieuses : mais quant à la famille, je ne comptais pas m'y incruste, et quant à M<sup>lle</sup> de Courteheuse, je me dis qu'elle ne traverserait pas une saison de Paris, sans y laisser ce qu'il pouvait y avoir d'excessif et d'anguleux dans sa dévotion. A tout autre égard, les avantages de cette alliance étaient indiscutables. A première vue, elle me convenait, et je le dis à mon oncle sans marchander.

Une chose toutefois m'étonnait un peu : qu'un sceptique comme moi épouse une dévote, rien de plus naturel ; j'en ai dit les raisons. Mais qu'une famille d'une orthodoxie aussi rigide n'eût pas repoussé d'emblée l'alliance d'un homme dont la réputation, honorable sans doute, n'est nullement celle d'un saint, j'en étais un peu surpris.

Dès ce jour, par une convention tacite et avec toutes les réserves obligées, il fut clair que j'étais reçu chez les Courteheuse sur le pied d'un prétendant non pas encore agréé, mais admissible. Je m'étais offert à donner quelques leçons d'équitation au jeune marin Gérard, frère de M<sup>lle</sup> Aliette. Le moment vint où M<sup>lle</sup> Aliette elle-même, sous le patronage de l'amiral, daigna prendre part à nos cavalcades. Elle me pria gaîment de ne pas lui épargner mes conseils sur sa manière de monter. Mais elle n'en avait pas besoin. Cette petite dévote blonde est une centauresse ; comme ce genre d'exercice est à peu près le seul plaisir qui lui soit permis, elle y a jeté tout son feu. Elle a été très bien montrée par son père, elle a une main étonnante. J'aime assez, soit dit en passant, qu'une femme ait le goût passionné du cheval. Les écuyères sont généralement chastes.

Au retour de nos promenades matinales, il arriva plus d'une fois qu'on me retint à déjeuner à Varaville. Dans cette intimité croissante, tous ces Courteheuse continuaient d'étudier avec la même application ma personne physique, intellectuelle et morale, et s'en montraient manifestement de plus en plus satisfaits. De mon côté, avec moins de satisfaction peut-être, mais avec un égal intérêt, je



pénétrais chaque jour plus avant dans l'étude de ce groupe préhistorique. J'entrevois que le baron de Courteheuse, aujourd'hui disparu, avait dû être, sinon une intelligence supérieure, du moins un caractère d'une originalité forte qui avait mis et laissé son empreinte sur tous les siens. Le régime qu'il a établi dans sa famille lui a survécu, et c'est toujours son esprit qui règne dans sa maison sous la forme gracieuse de sa fille Aliette. Ce fut du reste M<sup>lle</sup> de Courteheuse elle-même qui me confirma dans cette pensée, en me révélant l'espèce de manie dont son père était atteint et dont elle a hérité dans une large mesure.

Elle me faisait voir un jour la bibliothèque du château, laquelle, ainsi que je l'ai dit au début de ce journal, est fort riche en ouvrages du xvii<sup>e</sup> siècle et en mémoires relatifs à cette époque. J'y remarquai aussi une curieuse collection de gravures du même temps. — M. votre père, mademoiselle, lui-dis-je, avait une grande prédilection pour le siècle de Louis XIV? — Mon père, me répondit-elle gravement, y vivait! — et comme je la regardais avec une surprise un peu inquiète, elle ajouta : — Et il m'y faisait vivre avec lui. — En même temps les yeux de cette étrange fille s'emplirent de larmes.

Elle se détourna et fit quelques pas pour réprimer son émotion : puis revenant, elle me montra un siège, s'assit elle-même sur le marchepied de la bibliothèque, et me dit : — Il faut que je vous explique mon père!

Elle se recueillit pendant une demi-minute; puis parlant avec une expansion qui ne lui est pas habituelle, hésitant et rougissant sensiblement toutes les fois qu'elle allait prononcer un mot qui pouvait paraître un peu trop sérieux pour une bouche si jeune : — Mon père, poursuivit-elle, est mort des suites d'une blessure qu'il avait reçue à Patay. C'est vous dire qu'il aimait son pays, mais il n'aimait pas son temps. Il avait au plus haut degré l'amour de l'ordre, et il ne voyait plus d'ordre nulle part. Il avait l'horreur du désordre, et il le voyait partout; dans ces dernières années notamment, toutes ses croyances, tous ses respects, tous ses goûts étaient froissés jusqu'à la souffrance par tout ce qui se faisait, par tout ce qui se disait, par tout ce qui s'écrivait autour de lui. Profondément attristé des choses du présent, il s'habitua à se réfugier dans le passé; le xvii<sup>e</sup> siècle lui offrait plus particulièrement l'espèce de société où il aurait voulu vivre, une société bien ordonnée, polie, croyante et lettrée. Il aima de plus en plus à s'y enfermer. Il aima aussi de plus en plus à faire régner dans sa maison la discipline morale et les goûts littéraires de son siècle favori... Vous avez même pu remarquer qu'il poussait cette prédilection jusqu'à la curiosité du cadre et du décor... Vous pouvez voir par cette fenêtre les allées rectilignes, les

broderies de buis, les ifs et les charmilles taillés de notre jardin... Vous pouvez voir que nous n'avons dans nos plates-bandes que des fleurs du temps... des lis... des pentecôtes... des roses trémières... des jalousies... des œillets... enfin ce qu'on appelle des fleurs de curé... Nos vieilles tapisseries en verdure sont également de l'époque... Vous voyez aussi que tout notre mobilier, depuis les armoires et les buffets jusqu'aux consoles et aux fauteuils, est du style Louis XIV le plus sévère... Mon père n'appréciait pas les recherches raffinées du luxe moderne... Il prétendait que ce confortable excessif amollissait les âmes comme les corps... C'est pour cela, monsieur, ajouta la jeune fille en riant, que vous êtes si mal assis chez nous... Oui... naturellement... Vous allez me dire qu'il y a des compensations... C'est très bien! — Puis reprenant sa gravité : — C'est ainsi que mon père essayait de se donner même par l'aspect et l'arrangement matériel l'illusion de l'époque où sa pensée se complaisait... Pour moi, monsieur, ai-je besoin de vous dire que j'étais la confidente de ce père bien-aimé... la confidente attendrie de ses tristesses, la confidente indignée de ses dégoûts, la confidente charmée de ses consolations?... C'est ici même... au milieu de ces livres que nous lisions ensemble, et qu'il m'apprenait à aimer... c'est ici que j'ai passé les heures les plus douces de ma jeunesse... Nous nous exaltions tous deux en commun sur ces temps de foi et de vie paisible, sur les loisirs heureux et sûrs, le pur et beau langage français, le goût délicat, l'urbanité noble qui étaient alors la marque et l'honneur de notre pays... et qui ont cessé de l'être...

Elle se tut, comme un peu confuse de la chaleur qu'elle avait mise à ses dernières paroles. — Je lui dis alors, uniquement pour dire quelque chose : — Vous me rendez compte, mademoiselle, d'une impression que j'ai souvent ressentie chez vous, et qui prenait, par momens, l'intensité d'une véritable hallucination, fort agréable, du reste. L'aspect de votre intérieur, le style, le ton et la tenue de la maison me transportaient si bien à deux cents ans en arrière, que je n'aurais pas été très surpris d'entendre annoncer, à la porte de votre salon : — M. le Prince... M<sup>me</sup> de Lafayette... ou M<sup>me</sup> de Sévigné elle-même.

— Plût au ciel! dit M<sup>me</sup> de Courteheuse. — Mon Dieu! monsieur, que j'aime ces gens-là! Quelle bonne compagnie! Comme ils se plaisaient aux choses élevées! Comme ils valaient mieux que notre monde d'à présent!

Je voulus essayer de calmer un peu cet enthousiasme rétrospectif, si préjudiciable à mes contemporains et à moi-même :

— Mon Dieu! mademoiselle, lui dis-je, le temps que vous regrettez avait assurément des mérites rares et que j'apprécie comme

vous... Mais encore faut-il se dire que cette société si régulière, si bien équilibrée, si choisie en apparence, avait en dessous, tout comme la nôtre, ses tristesses et ses désordres... Je vois ici beaucoup de mémoires de cette époque, je ne peux pas savoir au juste ceux que vous avez lus... et ceux que vous n'avez pas lus... et j'éprouve par conséquent un certain embarras...

Elle m'interrompit : — Oh ! monsieur, me dit-elle simplement, je vous comprends très bien... Je n'ai pas lu tout ce qui est ici... mais j'en ai lu assez pour ne pas ignorer que mes amis de ce temps-là avaient, comme les gens d'à présent, leurs passions... leurs faiblesses... leurs égaremens... Mais, comme le disait mon père, tout cela se passait sur un fond sérieux et solide qui se retrouvait toujours... Il y avait de grandes fautes, mais de grands repentirs... Il y avait une région supérieure où tout ramenait, même le mal...

Elle avait beaucoup rougi : elle se leva un peu brusquement de son marchepied. — En voilà bien long ! dit-elle. Pardon, je ne suis pourtant pas très bavarde... C'est qu'il s'agissait de mon père, dont je voudrais que la mémoire fût chère et vénérable à tout le monde comme à moi !

C'était la première fois que M<sup>lle</sup> Aliette me tenait un langage qui semblait s'adresser à un ami plutôt qu'à un passant. Je me ferai plus dur que je ne suis si je n'avouais pas que j'en fus touché, quoiqu'en même temps un peu effrayé : car il y avait incontestablement dans les idées et dans les sentimens que cette jeune fille m'exprimait, comme une nuance de douce folie héréditaire.

Quelques jours plus tard, c'était hier, je devais être mis, et mon oncle avec moi, à une épreuve plus difficile. — Nous avions dîné à Varaville, nous nous étions proposé, mon oncle et moi, de nous retirer presque immédiatement après le dîner, afin de respecter les habitudes patriarcales de la maison. Mais la beauté de la soirée nous ayant retenus assez longtemps dans le jardin, il était dix heures et demie quand nous rentrâmes au château pour prendre congé de l'amiral, lequel n'avait pu nous suivre, ayant un peu de goutte. Au même instant, une cloche sonna avec éclat, et presque aussitôt les domestiques du château et de la ferme entrèrent silencieusement et processionnellement dans le salon. Comme mon oncle me regardait d'un œil atterré, M<sup>me</sup> de Courteheuse s'avança : « Vous voudrez bien, n'est-ce pas, mesieurs, nous dit-elle, prendre part à notre prière du soir ? » Mon oncle s'inclina et je m'inclinai. Nous prîmes chacun une des lourdes chaises Louis XIV, et nous nous agenouillâmes à demi, pendant que l'amiral mettait ses lunettes et commençait à lire gravement, comme s'il eût officié à son bord,

quelques pages d'un gros paroissien à fermer. J'en avais pris mon parti galamment. Il eût été du dernier mauvais goût de choisir cette occasion pour faire profession d'athéisme. J'ai coutume, d'ailleurs, de me conformer aux mœurs des nations et des individus chez qui je reçois l'hospitalité. De même que je n'hésite pas à ôter mes chaussures pour pénétrer dans une mosquée et que je garde mon chapeau sur ma tête dans une synagogue, de même j'eus soin, en cette circonstance délicate, de régler scrupuleusement mon attitude sur celle de mes hôtes. Toutefois je le fis simplement et sans ombre d'exagération. Quant à mon oncle, il crut devoir montrer du zèle, et je faillis perdre mon sérieux en voyant sa figure de vieux pécheur affecter des airs confits et repentans, avec accompagnement de soupirs en bémol.

Ceci se passait donc hier soir. Admis à une cérémonie de famille si intime, je me crois, par ce fait même, autorisé et même invité à déclarer ouvertement mes prétentions. Je suis au surplus tout à fait décidé : la jeune fille est un peu bizarre, mais une fois hors de son absurde intérieur Louis XIV, je me flatte qu'elle ne gardera que la substance morale de son éducation et qu'elle en répudiera vite les excentricités : elle restera simplement une jeune femme un peu plus honnête et un peu plus jolie qu'une autre. Je n'en demande pas davantage... Elle est vraiment fort agréable à voir, surtout quand elle marche : elle a un pas relevé et glissant qui lui est propre. On dirait toujours qu'elle va s'envoler. — C'est peut-être un ange.

J'ai, en conséquence, résolu de faire ma demande aujourd'hui même. Je sais justement que ces dames doivent aller à la ville dans la journée et que l'amiral sera seul ; c'est à lui que je compte m'adresser d'abord en sollicitant son intercession.

Mais qu'est-ce qui peut bien se passer dans la cervelle vénérable de mon oncle ? Quand je lui ai annoncé ce matin ma détermination, laquelle aurait dû le faire bondir de joie, il a paru comme suffoqué, .. trop d'émotion sans doute ! Ce n'est pas d'aujourd'hui, du reste, que ses façons et son langage m'intriguent passablement. Au lieu de se montrer franchement heureux de la bonne tournure que prenaient mes affaires, qui sont également les siennes, puisqu'il s'agit de l'accomplissement de son rêve, il paraissait constamment inquiet et préoccupé. Quand il m'accompagnait chez les Courteheuse, son agitation et son malaise étaient remarquables. Quand j'y allais seul, il m'interrogeait à mon retour avec une anxiété visible : — « Que s'était-il passé ? Quel avait été le sujet de la conversation, etc. ? » — Je me figure que la violence de son désir et la crainte d'un mécompte l'entretenaient dans cet état d'angoisse permanente. — Car

je ne veux pas m'arrêter à la plaisante supposition que mon oncle soit devenu secrètement mon rival et que le serpent de la jalousie lui dévore le cœur :

24 septembre au soir.

Je connais maintenant le secret de mon oncle.

Je suis monté à cheval après déjeuner pour me rendre à Varaville. Mon oncle m'a accompagné jusqu'à la grille de sa cour ; après m'avoir souhaité bonne chance, il m'a rappelé : — Ah ça, mon garçon, tu n'as pas besoin de leur dire que tu ne crois ni à Dieu, ni à diable, hé ?

Je lui ai répondu par un léger mouvement de la tête et des épaules qui signifiait : Quelle bêtise ! — et je suis parti.

M<sup>me</sup> de Courteheuse et la tante étaient absentes en effet : mais j'ai eu la contrariété de trouver l'amiral en compagnie du curé de Varaville : ils faisaient une partie de tric-trac :

— Ah ! ah ! mon jeune ami, s'est écrié l'amiral, toujours ravi de vous voir !.. mais vous tombez mal... Ces dames sont à la ville.

— Je le savais, amiral... C'est vous que je désirais rencontrer.

— Ah ! — Il m'a regardé fixement, puis il a regardé le curé par-dessus le tric-trac. Dès ce moment j'ai vu que la partie se jouait hâtivement en négligeant les règles et pour en finir :

— Et, dites-moi, mon cher voisin, a repris l'amiral en agitant les dés dans son cornet, il paraît que votre goût pour la campagne ne fait que croître et embellir de jour en jour ? Bravo ! mais cependant votre intention, n'est-il pas vrai ? ne serait pas de rompre tout à fait avec Paris, du moins immédiatement... Moi, je ne vous le conseillerais pas... Je l'ai dit à votre oncle... Moi, à votre place, je garderais au moins un petit pied-à-terre à Paris... Quand on fait de grands changemens dans sa vie, dans ses habitudes, il est sage de procéder doucement,.. par degrés... Je n'ai pas besoin de vous dire d'ailleurs combien j'approuve pour mon compte un goût que je partage si complètement... Mais vous n'êtes qu'un néophyte, et un néophyte ne doit pas brusquer ses vœux, n'est-ce pas, mon cher curé ?

Dans toute autre bouche ces allusions à mon goût pour la campagne m'auraient paru une simple plaisanterie sous forme de contre-vérité, mais dans la bouche sincère et convaincue de l'amiral, elles me frappaient de stupeur. — Je n'étais pas au bout de mes étonnemens.

— Sans doute, amiral, sans doute, ai-je répondu vaguement comme en rêve.

— Il est rare, a repris l'amiral, que le dégoût de la vie en l'air

et le besoin de joies plus vraies et plus saines se manifestent chez un homme aussi jeune que vous. Cela vous fait beaucoup d'honneur, mon cher vicomte, certainement,.. mais ce qui vous en fait encore davantage, — je le dis avec plaisir devant le curé, — c'est votre heureux et franc retour en pleine jeunesse à ces croyances un moment altérées chez vous comme chez beaucoup d'autres par les passions de la vingtième année...

Je n'ai pu retenir une légère exclamation :

— Non! non! a poursuivi l'amiral en me coupant la parole d'un geste, ne vous en défendez pas, mon cher voisin,.. j'ai été moi-même dans mon temps un gaillard fort dissipé,.. et si je suis revenu comme vous aux idées, aux principes dont je n'aurais jamais dû m'écarter, à la foi religieuse enfin, je n'y suis pas revenu aussi vite que vous... Il a fallu que l'âge me fit sentir ses premières atteintes, ses premières amertumes : enfin j'ai eu moins de mérite que vous, voilà la vérité!

En ce moment, la partie de tric-trac a paru terminée. Le curé s'est levé, a murmuré quelques mots d'excuse et s'est retiré discrètement. Je m'étais levé moi-même pour le saluer. Dès qu'il a été dehors, l'amiral m'a fait signe de me rasseoir, son visage souriant et confidentiel m'engageant clairement à lui exposer l'objet de ma demande. — Mais à sa profonde surprise je lui ai tendu la main assez gauchement, je l'ai chargé de mes complimens pour ces dames, et m'en suis allé.

J'ai renvoyé mon cheval par mon domestique et j'ai repris à pied le chemin de La Savinière. J'avais besoin de recueillir mes esprits à loisir, et j'avais besoin surtout de ne pas revoir mon oncle prématurément, attendu que j'aurais pu lui manquer de respect.

D'après les discours extravagans que m'avait tenus l'amiral, je ne pouvais pas douter en effet que mon oncle, afin d'assurer un mariage qu'il s'était mis en tête, n'eût compromis gravement sa loyauté et la mienne en me présentant à la famille de Courteuse sous les plus fausses couleurs. Je ne pouvais pas douter que depuis mon arrivée, et probablement même auparavant, il ne m'eût dépeint à ces bonnes gens comme une espèce de don Juan converti qui avait résolu de renoncer à Satan et à ses pompes et de quitter le théâtre de ses désordres pour s'ensevelir dans la paix des champs. Mon oncle avait achevé ce portrait véridique en me décorant d'une orthodoxie et d'une ferveur religieuses que les orages de la jeunesse avaient pu voiler un instant, mais qui étaient sorties triomphantes de ce nuage passager!.. C'est ainsi qu'il avait cru devoir prévenir ou apaiser les susceptibilités et les ombrages que ma réputation de libre viveur et de libre penseur auraient pu faire naître dans l'esprit des Courteuse.

Qu'il ne m'eût pas pris pour confident de son manège, rien n'était plus naturel, car il savait que je ne m'y serais pas prêté. Qu'il eût pu se flatter de pousser jusqu'à la conclusion du mariage le malentendu qu'il établissait sourdement entre les Courteheuse et moi, cela se concevait encore : car, d'une part, les Courteheuse étaient gens trop bien élevés et trop réservés pour me poser avant le temps des questions directes au sujet de mes principes et de mes projets d'avenir ; d'autre part, j'étais trop bien élevé moi-même pour heurter leurs idées et pour faire auprès d'eux, ou auprès de qui que ce soit, le fanfaron d'impiété. Malgré tout, il eût toujours suffi du moindre hasard pour mettre à néant la déplorable diplomatie de mon oncle et je m'expliquais alors les inquiétudes continuelles auxquelles je l'avais vu en proie.

J'ai grondé mon oncle, mais je l'ai grondé doucement. Il est le frère de mon père. D'ailleurs, il y a toujours quelque chose de pénible pour un jeune homme à prendre un vieillard en faute et à voir sa confusion. Mon oncle s'est excusé comme il a pu sur sa violente passion pour ce mariage. Il a même essayé de me persuader que je pouvais honnêtement profiter de ses finesses, puisque je n'en étais pas complice... Enfin, il m'a offert d'aller lui-même faire sa confession aux Courteheuse... J'ai refusé, me croyant fondé à craindre qu'il n'apportât pas dans cette confession toute la franchise nécessaire.

Je me suis déterminé à écrire moi-même à l'amiral. Voici ma lettre, que j'ai soumise à mon oncle.

« Mon cher amiral,

« Je vous ai quitté tantôt d'une façon si brusque et si peu correcte que vous avez pu douter de ma raison : j'ai cru moi-même un moment qu'elle m'échappait. Je vous dois d'abord des excuses, et je m'empresse de vous les envoyer respectueusement ; je vous dois aussi une explication, et je vais vous la donner avec une entière franchise.

« Je ne vous apprendrai rien, je crois, mon cher amiral, en vous disant quel était le motif de ma démarche auprès de vous. A mesure que j'ai mieux connu M<sup>lle</sup> de Courteheuse, j'ai compris de plus en plus qu'elle disposerait à sa volonté du bonheur ou du malheur de ma vie. C'est le secret que je voulais vous confier en vous suppliant d'être auprès de M<sup>me</sup> votre belle-sœur et de M<sup>le</sup> votre nièce l'interprète de mes sentimens et de mes vœux.

« Mais cette confiance a dû s'arrêter sur mes lèvres, amiral, quand votre langage m'a révélé tout à coup l'extraordinaire malen-

tendu qui s'était, à mon insu, glissé entre nous. J'ai reconnu avec un extrême étonnement que mon excellent oncle, dans sa partialité pour moi et dans sa juste ambition d'une alliance si honorable, m'avait paré à vos yeux, comme involontairement, de goûts qui ne sont pas les miens et de vertus que je n'ai pas. Si l'on était le maître d'avoir les mérites que l'on souhaite, je me donnerais assurément tous ceux qui pourraient me rendre plus digne de M<sup>lle</sup> de Courteheuse. Mais il n'en est malheureusement pas ainsi. La foi, par exemple, n'est pas un acte de notre volonté. Sur ce point capital comme en des questions plus accessoires, mon oncle a pris ses désirs pour des réalités. Je dois vous dire sans équivoque, amiral, qu'en matière de croyances, le vent du siècle et de la science a soufflé sur moi comme sur mes contemporains et qu'il y a fait table rase. Quant à mon goût pour la campagne et à mon projet de quitter Paris, il n'en a jamais été question jusqu'ici que dans l'imagination et l'affection de mon oncle.

« J'ai l'amertume de penser, mon cher amiral, que ces aveux vont peut-être anéantir des espérances auxquelles je m'étais si passionnément attaché. Mais jamais je ne devrai mon bonheur à un mensonge. Si j'ai de grands défauts, l'hypocrisie du moins n'en fait pas partie.

« Il est à peine utile de vous dire, amiral, que si je dois m'éloigner, vous fixerez le moment de mon départ. Ce sera dès demain, si vous le désirez. J'attends vos ordres, non sans une profonde anxiété, mais avec la plus respectueuse soumission.

« BERNARD DE MONTAURET DE VAUDRICOURT. »

Un domestique est allé ce soir porter cette lettre à Varaville : il est revenu sans réponse.

30 septembre.

Un exprès m'a apporté ce matin la réponse de l'amiral ; la voici :

« Mon cher vicomte,

« Votre lettre m'a causé personnellement la plus pénible surprise. Sans connaître et sans vouloir préjuger les dispositions de ma belle-sœur, et encore moins celles de ma nièce, j'avais de l'estime et de l'affection pour vous, et je n'étais pas loin de faire, de mon côté, le rêve que votre oncle faisait du sien. Je n'ai pas besoin de vous assurer, mon cher vicomte, que l'estime et l'affection vous restent ; mais, quant au rêve, pour être aussi franc que vous, je dois vous avouer



qu'il ne peut plus être qu'un souvenir. Ma conviction est que les pires mésalliances sont les mésalliances morales; or, suivant moi, la croyance religieuse constituant le fond même de la vie morale, votre complet dissentiment avec ma nièce sur un point si essentiel met entre vous deux un abîme infranchissable.

« Sans insister davantage, je dois ajouter que je serais très étonné si je n'étais pas, en cette circonstance, l'interprète des sentimens de mes parentes, comme des miens propres.

« Ceci dit, mon cher vicomte, je ne vois pas pourquoi vous prendriez brusquement la fuite comme un coupable, que vous n'êtes pas, ou comme un prétendant éconduit, que vous n'êtes pas davantage. Car, en réalité, vous ne nous avez adressé aucune demande, et vous n'avez point subi de refus. Nous supposerons, si vous le voulez bien, que vous appartenez à la communion protestante ou au culte israélite : quoiqu'un tel fait éloignât à jamais toute pensée d'alliance entre nos deux familles, il ne mettrait aucun obstacle aux relations que nous serons toujours heureux d'entretenir avec un aimable voisin tant qu'il lui plaira de prolonger son séjour dans ce pays.

« Recevez, mon cher vicomte, avec l'assurance de ma parfaite estime, ma cordiale poignée de main.

« AMIRAL BARON DE COURTEHEUSE. »

Si je comprends bien l'amiral, on paraît désirer à Varaville que je ne donne pas l'éveil à la malignité provinciale par un départ précipité. On veut que nos relations n'aient pas l'air de se rompre, mais de se dénouer naturellement. Soit. Je vais annoncer dans le voisinage que je compte retourner à Paris dans une quinzaine de jours. et, d'ici là, je me ferai voir de temps en temps chez les Courteheuse sur le pied ordinaire. Les bruits vagues d'un mariage projeté se dissiperont ainsi d'eux-mêmes.

Peut-être aussi veut-on me prouver en montrant cette indifférence sur la durée de mon séjour, qu'on ne redoute point ma présence pour la tranquillité de M<sup>lle</sup> de Courteheuse, et que son cœur est intact. — Nous verrons.

7 octobre.

J'arrive de Varaville. J'y étais entré en bon garçon, sans façon, en revenant de la chasse. L'amiral a été convenable; mais les femmes, moins maîtresses de leurs passions, n'ont pas su se contraindre : M<sup>me</sup> de Courteheuse était gourmée et glaciale; sa sœur, M<sup>lle</sup> de Varaville franchement maussade, M<sup>le</sup> Aliette triste et silencieuse. Sa tante affectait ridiculement de se tenir entre nous pour

la préserver du contact impur. — Quant au petit frère, il est retourné à Cherbourg.

Je suis sorti de là exaspéré. — Je l'épouserai! — Je l'enlèverai, s'il le faut : mais par le ciel, je l'épouserai!.. — et elle sera heureuse, et je leur prouverai qu'un homme qui ne croit à rien peut être un homme de cœur et d'honneur et faire un aussi bon mari qu'un autre!

Aliette me plaît. Je puis même dire, — autant que je suis capable d'un sentiment de ce genre, — que je suis amoureux d'Aliette. J'adore le retroussis de ses cheveux cendrés et lustrés qui fait penser à une fine quenouille de fée... Mais quand même je n'aimerais pas Aliette, je l'épouserais encore pour me procurer la jubilation de vexer sa mère et de consterner sa tante. La mère, majestueuse et pincée, ressemble à cette insupportable M<sup>me</sup> de Maintenon. La tante ressemble à une imbécile. Jamais idées plus plates et dévotion plus étroite ne se sont logées dans les méninges d'une vieille fille.

Quels moyens emploierai-je pour satisfaire à la fois mon amour et ma haine? Je n'en sais absolument rien. Mais je dois réussir parce que mon flair, assez subtil en ces matières, me dit que j'ai des intelligences dans la place, qu'il y a un traître dans la garnison. — C'est Aliette. Sa tristesse est significative. Malgré tout ce qui nous sépare, elle a un faible pour moi. J'ajoute que je n'en suis pas surpris. Elle est pieuse, elle est honnête, elle est parfaite, mais elle est femme, et qui sait si le mal qu'on lui a dit de moi pour la détacher n'a pas produit un effet contraire? Les femmes aiment les mauvais sujets et elles ont extrêmement raison, attendu que les mauvais sujets sont beaucoup plus aimables que les bons.

La chose indispensable, c'est de voir Aliette seule : tel est évidemment l'objectif vers lequel doivent tendre désormais mes remarquables facultés. Ma première idée a été naturellement de lui écrire : mais cette idée m'a fait hausser les épaules. Dans les circonstances difficiles, quand un homme écrit au lieu d'agir, c'est un littérateur et rien de plus.

12 octobre.

Je suis retourné deux fois chez les Courteheuse. J'y ai été reçu la première fois avec froideur, la seconde avec horreur. M<sup>me</sup> de Courteheuse et sa vieille sœur m'ont fait l'accueil qu'elles feraient à l'Antéchrist s'il avait l'aplomb de se présenter chez elles. Quant à M<sup>lle</sup> Aliette, elle n'a point paru ; je suppose qu'on l'a confinée dans sa chambrette et qu'elle y restera tant que je serai dans le pays.

C'est très bien.

Je n'hésite pas à déclarer que dès ce moment je me regarde comme

en état de guerre avec la famille de Courteheuse, et que je compte user de tous les droits que l'état de guerre comporte. Mes motifs ne sont point vils. Je ne prétends pas séduire Aliette, mais l'épouser, et si le mariage m'offre au point de vue de l'intérêt quelques avantages, ils ne dépassent pas ceux que mon nom et ma situation me permettent d'espérer. Je lutte donc simplement pour mon amour, pour la justice et le bon sens contre le fanatisme de trois vieilles femmes (car l'amiral lui-même ne mérite pas d'autre qualification). Pour une pareille lutte, toutes les armes, toutes les surprises et toutes les ruses de l'amour militant, y compris l'escalade, me paraissent parfaitement légitimes.

16 octobre.

J'ai consacré quelques jours à observer les allures habituelles de M<sup>lle</sup> Aliette ; sous prétexte de chasse, je n'ai cessé de rôder dans les champs et dans les bois qui environnent le château à tourelles où cette malheureuse jeune fille est prisonnière. Si elle en sort, si elle va à l'église ou au village, c'est avec sa mère ou avec sa tante. Si elle monte à cheval, son oncle l'accompagne et un domestique la suit. L'aborder dans ces conditions serait inutile. Je me contente de la saluer avec grâce ; je tire cependant dans la plaine et dans la forêt une quantité innombrable de coups de fusil sur un gibier imaginaire. J'entretiens ainsi chez M<sup>lle</sup> de Courteheuse l'idée troublante de ma persévérance et celle de ma proximité. C'est quelque chose, mais ce n'est pas assez. Je compte faire mieux.

17 octobre.

Le seul endroit du monde où je puisse espérer de la rencontrer en tête-à-tête, c'est le jardin du château. Là elle est moins surveillée. On ne craint pas de l'y laisser seule, parce que ce jardin lui-même est une prison. Il faut, pour y pénétrer, traverser la cour et passer sous les fenêtres de l'habitation. Il est vaste, mais entouré à droite et à gauche de murs élevés : au fond se trouve une sorte de labyrinthe de charmilles à la vieille mode, dont les détours compliqués accèdent à une terrasse également encadrée de charmilles. Au centre de la terrasse s'élève en forme de dôme une de ces grandes tonnelles qu'on appelle encore en province des salles de verdure. Le tout est séparé des bois contigus par un fossé ou saut-de-loup rempli d'eau, et large d'environ quatre mètres. C'est uniquement par là qu'on peut avoir quelque chance de s'introduire dans les jardins sans être aperçu. C'est la voie que j'ai choisie... Hier matin j'ai laissé mon chien à la maison et mon fusil dans le bois,



suis mal à l'aise dans les voies obliques. Je suis né décidément pour les chemins droits et pour les armes loyales. — Je m'en félicite.

La situation est compromise. Elle n'est pas perdue. J'ai mon projet. Je vais attaquer franchement l'obstacle.

18 octobre.

Mon projet était de partir ce matin pour Saint-Méen, qui est à une quinzaine de lieues d'ici. C'est le chef-lieu épiscopal et la résidence de M<sup>sr</sup> de Courteheuse, frère de l'amiral et oncle d'Aliette. C'est, dit-on, un bon prêtre et un esprit assez large, quoique un peu ardent. On assure, — et cela est naturel, — qu'il exerce une influence prépondérante dans sa pieuse famille. Il est tout à fait invraisemblable qu'on ne l'ait pas tenu au courant de mes prétentions à la main de sa nièce et de tous les incidens qui ont marqué nos relations. Il a pour Aliette, si j'en crois mon oncle, une tendresse paternelle. Gagner ce prélat, ce serait, suivant toute apparence, gagner ma cause. L'entreprise ne doit pas être aisée. Mais quand on paie bravement de sa personne, j'ai vu souvent qu'on obtient l'impossible.

Au moment où j'allais monter en voiture pour me rendre à la gare, mon oncle est accouru, et avec cet air égaré qui ne le quitte plus depuis que nos affaires se sont gâtées, il m'a annoncé que M<sup>sr</sup> de Courteheuse venait d'arriver à Varaville. Il a ajouté qu'il y avait été certainement appelé d'urgence, parce qu'il n'est pas dans ses habitudes d'y venir à cette époque de l'année. Après deux minutes de réflexion, j'ai répondu à mon oncle que je regardais l'arrivée de l'évêque comme une de ces circonstances que nos pères appelaient providentielles : en premier lieu, parce qu'elle m'épargnait le voyage ; et secondement, parce qu'elle me paraissait un excellent symptôme en notre faveur.

Mon oncle s'est récrié : — Il me semble, a-t-il dit, que c'est tout le contraire, et que l'évêque vient porter le dernier coup à nos espérances !

— Eloignez, mon oncle, lui ai-je dit, ce sombre pessimisme. On n'eût pas dérangé l'évêque s'il y eût eu un accord parfait dans la famille sur la question qui nous intéresse. Puisqu'il y a des dissentimens, puisqu'on sent le besoin d'un arbitre, c'est que la partie n'est pas définitivement perdue pour nous comme nous pouvions le craindre... Voulez-vous toute ma pensée, mon oncle ? Je suis persuadé que c'est Aliette elle-même qui a mandé l'évêque.

— Et quelle conclusion en tires-tu ?

— J'en tire la conclusion que M<sup>lle</sup> de Courteheuse n'est ni aussi résignée, ni aussi indifférente qu'elle m'avait paru l'être hier matin au pied de son groseillier.

J'avais raconté à mon oncle ma mésaventure de la veille.  
Je suis remonté chez moi et j'ai rédigé ce simple billet.

« Monseigneur,

« J'apprends votre arrivée au moment où je me disposais à partir pour Saint-Méen, afin de solliciter de Votre Grandeur un moment d'audience. Puis-je espérer qu'elle voudra bien me l'accorder pendant son séjour à Varaville? A la veille de quitter ce pays probablement pour toujours, ce serait pour moi un éternel regret de n'avoir pu vous entretenir des sentimens dont j'ai le cœur pénétré.

« Ils sont inséparables de la profonde vénération et de l'absolue déférence dont je prie Votre Grandeur d'agréer la respectueuse expression.

« BERNARD DE VAUDRICOURT. »

Une heure après je recevais cette carte :

L'ÉVÊQUE DE SAINT-MÉEN

*Receva M. le vicomte de Vaudricourt à quatre heures.*

A trois heures et demie j'entrais à Varaville par la grande porte. On m'a dit que l'évêque était dans le jardin avec M<sup>lle</sup> Aliette et qu'on allait les prévenir. J'ai attendu assez longtemps, puis j'ai entrevu, sortant du labyrinthe, la soutane violette et le chapeau à bourdaloue d'or du prélat : Aliette marchait près de lui. Ils ne m'ont pas vu d'abord, car ils continuaient leur conversation de leur voix ordinaire, et j'ai pu en entendre confusément quelques mots.

— Mon Dieu ! c'est pourtant bien délicat,.. bien terrible, ma chère, disait l'évêque, d'un ton remarquablement vif et brusque.

— Oh ! mon oncle, ne revenez pas,.. ne retirez rien !

— Je ne retire rien,.. mais nous sommes si exaltés, si romanesques tous deux, ma pauvre enfant !

— J'ai confiance, mon oncle.

— Oui, sans doute,.. mais en cas de mécompte, tu serais si malheureuse!.. et moi-même...

L'interruption soudaine du dialogue m'a appris qu'ils m'avaient aperçu. J'ai fait quelques pas au-devant d'eux et je les ai salués.

J'ai pu reconnaître qu'Aliette avait beaucoup pleuré et, à ma grande surprise, il y avait aussi des traces de larmes dans les yeux et sur le visage de l'évêque. Ils venaient certainement de prier et de pleurer ensemble. En voyant leur émotion et en me rappelant les paroles que je venais de surprendre malgré moi, je n'ai pu me défendre de quelques réflexions pénibles, gênantes pour ma délicatesse, et dont on retrouvera tout à l'heure l'impression dans mon entretien avec l'oncle d'Aliette.

Nous avons échangé en marchant quelques politesses banales. Puis, comme nous entrions dans la cour, M<sup>lle</sup> Aliette nous a quittés avec un léger salut, et l'évêque m'a introduit dans l'appartement qui lui était réservé au rez-de-chaussée du château.

M<sup>gr</sup> de Courteheuse ne paraît guère avoir plus de cinquante ans; il est assez grand et fort maigre; les yeux noirs et très vivans sont entourés d'un cercle bistré. La parole et le geste sont animés, et parfois comme emportés. Il prend souvent des airs furieux qui se fondent tout à coup dans un sourire de brave homme. Il a de beaux cheveux argentés qui voltigent en mèches folles sur son front, et de belles mains d'évêque. Quand il se calme, il a une façon imposante de se redresser doucement dans sa dignité sacerdotale. En somme, c'est une physionomie passionnée et dévorée de zèle, mais franche et sincère.

A peine assis, il m'a d'un geste de la main, invité à parler.

— Monseigneur, ai-je dit, je viens à vous, vous le comprenez comme à mon recours suprême... Ma démarche est presque un coup de désespoir,.. car il semblerait au premier abord que personne dans la famille de M<sup>lle</sup> de Courteheuse ne devrait se montrer plus impitoyable que vous pour les torts qui me sont reprochés. Je suis un incrédule, et vous êtes un apôtre. Et cependant, monseigneur, c'est souvent chez de saints prêtres comme vous que les coupables trouvent le plus d'indulgence,.. et je ne suis pas même un coupable, je ne suis qu'un égaré... On me refuse la main de M<sup>lle</sup> votre nièce parce que je ne partage pas sa foi,.. la vôtre... Mais monseigneur, l'incrédulité n'est pas un crime, c'est un malheur... Oh! je sais ce qu'on dit souvent : — Un homme nie Dieu quand il s'est mis par sa conduite dans le cas de souhaiter que Dieu n'existe pas... On le rend ainsi coupable et responsable en quelque sorte de son incrédulité... Pour moi, monseigneur, j'ai consulté ma conscience avec la plus entière sincérité, et quoique ma jeunesse ait été mauvaise, je suis certain que mon athéisme ne procède d'aucun sentiment d'intérêt personnel. Tout au contraire, je puis vous dire avec vérité, monseigneur, que le jour où j'ai senti ma foi s'anéantir, le jour où j'ai perdu l'espoir en Dieu, j'ai versé les larmes les plus

amères de ma vie. — Je ne suis pas, malgré les apparences, un esprit aussi léger qu'on le croit. Je ne suis pas de ceux chez qui Dieu disparu ne laisse point de vide ; on peut être, soyez-en sûr, un homme de sport, un homme de club, un homme d'habitudes mondaines, et avoir pourtant ses heures de réflexion et de recueillement. Dans ces heures-là, pensez-vous qu'on ne sente pas le malaise affreux d'une existence sans base morale, sans principes, sans but au-delà de la terre?.. Et, cependant, monseigneur, que faire?.. Vous me diriez à l'instant même, avec la bonté, avec la compassion que je lis dans vos yeux : « Confiez-moi vos objections contre la religion, et je vais essayer de les résoudre. » — Je ne saurais que vous répondre... Mes objections se nomment légion,.. elles sont sans nombre comme les étoiles du ciel,.. elles nous arrivent de toutes parts, des quatre coins de l'horizon, comme sur l'aile des vents, et elles ne laissent en nous, en passant, que ruines et ténèbres... Voilà ce que j'ai éprouvé, moi comme bien d'autres, et cela a été aussi involontaire que cela est irréparable.

— Et moi, monsieur, m'a dit brusquement l'évêque en me jetant un de ses regards les plus furieux, est-ce que vous croyez que je joue la comédie dans ma cathédrale?

— Monseigneur!..

— Non,.. c'est qu'à vous entendre nous en serions venus à une période du monde où il faut de toute nécessité être un athée ou un tartufe!.. Or personnellement j'ai la prétention de n'être ni l'un ni l'autre.

— Ai-je besoin de me défendre sur ce point, monseigneur? Ai-je besoin de vous dire que je ne suis pas venu ici pour vous offenser?

— Sans doute,.. sans doute... Eh bien ! monsieur, j'admets, — non sans de grandes réserves, notez bien,.. car on est toujours plus ou moins responsable du milieu où l'on vit, des courans qu'on subit, du tour habituel que l'on donne à ses pensées,.. mais enfin j'admets que vous soyez victime de l'incrédulité du siècle, que vous soyez tout à fait innocent de votre scepticisme,.. de votre athéisme, puisque vous ne craignez pas les gros mots, n'en est-il pas moins certain que l'union d'une fervente croyante comme ma nièce avec un homme comme vous serait un désordre moral, dont les conséquences pourraient être désastreuses? Croyez-vous que mon devoir comme parent de M<sup>lle</sup> de Courteuse, comme son père spirituel, comme évêque, soit de prêter les mains à un pareil désordre, de présider à l'union effrayante de deux âmes que l'étendue des cieux sépare? — Croyez-vous que ce soit mon devoir, monsieur,.. répondez-moi?



Le prêlat, en me posant cette question, tenait ses yeux fixés ardemment sur les miens.

— Monseigneur, ai-je répondu après un moment d'embarras, vous connaissez aussi bien et mieux que moi l'état du monde et de notre pays, en ce temps-ci... Vous savez que je n'y suis pas malheureusement une exception,.. les hommes de foi y sont rares... et souffrez que je vous dise toute ma pensée, monseigneur, si je devais avoir l'inconsolable amertume de renoncer au bonheur que j'avais espéré, êtes-vous sûr que l'homme à qui vous donnerez un jour ou l'autre M<sup>lle</sup> votre nièce ne serait pas quelque chose de pire qu'un sceptique et même qu'un athée?

— Et quoi donc, monsieur?

— Un hypocrite, monseigneur. — M<sup>lle</sup> de Courteheuse est assez belle et assez riche pour éveiller des ambitions qui pourraient être moins scrupuleuses que la mienne... Quant à moi, si vous savez que je suis un sceptique, vous savez aussi que je suis un homme d'honneur,.. c'est quelque chose.

— Un homme d'honneur, monsieur, un homme d'honneur,.. a murmuré l'évêque avec un peu d'humeur et d'hésitation, mon Dieu! je le crois...

— Non, vous en êtes certain, monseigneur, ai-je repris vivement, car, permettez-moi de vous le rappeler, si j'avais eu moins de loyauté, je serais aujourd'hui le fiancé de M<sup>lle</sup> Aliette.

Il s'est redressé sur son fauteuil avec dignité, et a dit simplement : — C'est vrai.

Il m'a regardé ensuite jusqu'au fond des yeux pendant quelques secondes. — Eh bien! monsieur, sur cet honneur dont vous êtes si fier, oseriez-vous m'affirmer que les croyances de ma nièce ne souffriraient par votre fait aucune altération, que vos habitudes de langage, vos persiflages malveillans, ou même vos ironies involontaires, ne jetteraient pas dans cette jeune âme charmante la tristesse, le trouble... et peut-être même un jour le doute? Croyez-vous qu'elle veuille s'exposer et que je veuille l'exposer moi-même à de pareils hasards?

— Monseigneur, je vous répondrai nettement que je me regarderais comme un drôle si je ne respectais pas avec scrupule la croyance de ma femme. Jamais un mot de raillerie sur les choses religieuses n'est sorti de mes lèvres. Je suis un incroyant, je ne suis pas un impie. Jamais je n'ai insulté ni n'insulterai ce que j'ai adoré. Je comprends trop bien qu'on puisse perdre la foi, mais ce que je ne comprends pas, c'est qu'un homme qui, dans son enfance, s'est agenouillé devant la croix à côté de sa mère ne respecte pas à jamais dans cette croix son enfance et sa mère.

J'avais parlé avec quelque chaleur. Les yeux du prêtre se sont mouillés, et j'avoue que son émotion m'a un peu gagné.

— Allons! monsieur, m'a-t-il dit doucement, vous n'êtes pas si désespéré que vous le croyez. Ma chère Aliette est une de ces jeunes enthousiastes par qui Dieu fait quelquefois des miracles...

— Monseigneur, quoi qu'il puisse m'en coûter au moment où je sens votre cœur s'ouvrir pour moi, je vous dirai la vérité jusqu'au bout,.. je ne veux pas, je le répète, devoir mon bonheur à un mensonge. Je veux vous avouer que j'ai entendu tout à l'heure, malgré moi, quelques mots de votre conversation avec M<sup>lle</sup> votre nièce : j'ai cru comprendre, et je crois comprendre mieux encore, que l'espérance de me ramener à la foi, de me convertir enfin, serait le motif qui pourrait déterminer votre consentement à tous les deux... Eh bien! monseigneur, je vous ai dit ce que vous n'auriez pas à craindre de moi; je veux vous dire de même ce que vous n'avez pas en espérer. Je sens que les croyances surnaturelles sont détruites en moi pour jamais, que les racines mêmes en ont péri,.. qu'il n'y a pas enfin un rocher de la Mer-Rouge qui soit plus rebelle à toute végétation que mon âme à tout germe de foi.

— Puisque vous le pensez, monsieur, a répondu l'évêque, il est honnête de le dire... Mais Dieu a ses voies.

Il s'est levé.

— Mon fils, a-t-il repris d'une voix grave, je vais finir par une parole que j'emprunte à un saint pape : — La bénédiction d'un vieillard ne peut jamais faire de mal... Voulez-vous recevoir la mienne?

Je me suis incliné profondément.

Il a tracé dans l'air les signes mystiques. — Je l'ai salué de nouveau et je me suis retiré.

Il m'a rappelé comme comme j'allais sortir :

— Monsieur de Vaudricourt, ne vous en allez pas. Veuillez nous attendre au jardin. . . . .

Ici se termine ce journal avec la crise particulière de ma vie qui m'en avait suggéré la fantaisie. — M<sup>lle</sup> de Courteheuse, avec l'agrément de sa famille, veut bien m'accorder sa main. Je la reçois avec une profonde reconnaissance, et je ferai tout mon possible pour que ma femme soit une femme heureuse, comme elle est une femme aimée, honorée et charmante.

OCTAVE FEUILLET.

---

---

# SIX SEMAINES EN OCÉANIE

---

## I.

### NORFOLK. ET FIJI.

---

#### I. — ILE DE NORFOLK.

*Sydney, 17 mai 1884.* — Il y a réception à bord du *Nelson*. Le commandant de la station australienne, commodore Erskine, a réuni la crème de la société. Assis sur la passerelle, je jouis d'un joli spectacle. Toute cette jeunesse est fort animée. On se promène, on danse, on fait la cour. Le temps est superbe. Le soleil baissant inonde de teintes rosées cette magnifique baie, qui ne m'a jamais paru plus belle.

Cette fête si gaie, si brillante a, pour moi, son côté mélancolique. C'est l'heure des adieux aux personnes qui m'ont comblé d'amabilités. Dans quelques minutes, je partirai pour les îles de l'Océanie, à bord de l'*Espiègle*, bâtiment de guerre de sa majesté britannique, commandé par le capitaine Bridge. Les occasions de visiter les îles du Pacifique sont excessivement rares. A moins d'affronter les périls, les lenteurs, les dégoûts, les privations d'une navigation à bord d'un baleinier ou d'un des bâtimens qui vont enrôler des ouvriers, à moins de posséder un yacht, genre de locomotion plus agréable que sûr dans ces parages, on doit renoncer à voir une des parties les plus intéressantes, mais les plus inaccessibles du monde. J'aurai donc le plaisir d'être l'hôte du capitaine de l'*Espiègle* pendant six semaines. Le 28 juin, ce bâtiment se trouvera à un point convenu sur la route du paquebot de Sydney à San Francisco. La direction de la *Pacific-Mail-Steamer Company*, qui réside à New-York, a autorisé le capitaine de la *Cité de Sydney* à me prendre

à bord au beau milieu du Pacifique, *weather permitting*. Si le vent n'est pas trop fort, si la mer n'est pas trop houleuse, si l'atmosphère est assez claire pour que les deux navires puissent se voir, en un mot, si les élémens sont aussi aimables que le commodore et le capitaine et les directeurs de la compagnie américaine, je serai à San Francisco le 14 ou le 15 juillet. Sinon, — vogue la galère !

D'ailleurs, à en croire mes amis d'ici, ce n'est pas le seul risque que je vais courir, le risque assez peu formidable, au reste, de passer quelques mois de plus en fort bonne compagnie. Tout le monde me met en garde contre les sauvages dont je dois faire la connaissance. Ils sont hostiles et traîtres, s'embusquent dans les broussailles, attaquent, tuent, mangent les équipages des bateaux envoyés à terre. Le commodore Goodenough, un des prédécesseurs du commodore Erskine, n'a-t-il pas été tué ainsi, il y a quelques années seulement ? L'endroit où ses restes sont enterrés est devenu la partie la plus recherchée du cimetière de Sydney. Tout le monde désire reposer à côté d'un héros, car c'était, en effet, un héros. D'ailleurs, le capitaine Bridge me dit à l'oreille : « Nous n'irons pas aux Nouvelles-Hébrides ni aux îles Salomon, les terres classiques du cannibalisme ; nous visiterons des îles où on a renoncé à la mauvaise habitude de manger son semblable. » Je n'ai garde de désabuser mes amis. Il est si doux de devenir un personnage intéressant ! Et n'est-il pas intéressant d'aller dans un pays où on ne se demande pas : Que mangerai-je ? mais par qui serai-je mangé ?

Le capitaine vient me chercher. Quelques coups de rames et nous voilà à bord de son bâtiment, mouillé à quelques brasses du *Nelson*. Le bâtiment se met aussitôt en mouvement, rase le vaisseau amiral, d'où les hôtes du commodore, interrompant la danse, nous envoient mille saluts, pendant que le soleil, un globe de feu rouge, disparaît majestueusement sous l'horizon de la mer.

Il faisait nuit lorsque, après avoir passé entre les *heads*, nous gagnâmes la haute mer. La lumière électrique du nouveau phare, le premier du monde, est si intense, qu'à la distance de 5 à 6 milles l'œil peut à peine en supporter la clarté éblouissante.

*Newcastle, 18 et 19 mai.* — C'est une ville considérable. En bas, sur la plage, les docks, les magasins, les boutiques, les tramways. Le charbon étant le maître de la situation, tout est noirâtre. Derrière le quartier commercial, sur le haut de la dune, les habitations des citoyens aisés et nombre d'églises, car toutes les confessions : catholique, anglicane, presbytérienne, méthodiste, ont leurs temples. Aujourd'hui dimanche on ne voit que gens munis de leurs livres de prière ou d'hymnes gravir au pas accéléré des rues raides et droites,

ou des escaliers en bois. Sauf le son des cloches, silence profond sur terre et sur mer.

Dans l'après-midi, au jardin public qui occupe le point culminant de la ville. On y jouit d'une vue étendue sur Newcastle, sur les champs verdoyans des environs et sur les dunes blanches, sur le port rempli de gros voiliers, sur la mer, couleur d'ardoise. La population s'est donné rendez-vous ici. En Europe, on dirait que ce sont d'honnêtes ouvriers endimanchés. Mais ils appartiennent à toutes les couches de cette jeune société. La communauté d'aspirations efface les inégalités et imprime un cachet uniforme, un peu prosaïque, aux physionomies autant qu'à la toilette et à la tenue des promeneurs. Hommes et femmes, conduisant leurs enfans par la main, se suivent sans se rien dire. Tout au plus, à de longs intervalles, quelques mots prononcés à voix basse.

Sembianza avevan ne trista ne lieta.

C'est le cas des hommes, dont le principal mobile est le désir et l'espérance de faire de l'argent. Le samedi les trouve exténués de fatigue, et, le dimanche, ils cherchent non l'amusement, mais le repos.

---

Aujourd'hui, lundi, la ville et le port ont changé d'aspect. La plus grande animation règne partout. C'est que Newcastle possède des trésors de charbon, enfouis tout près de la mer sous des bancs de sable et exportés principalement en Chine. Ici tout a l'air solide, la nature autant que les hommes. Grâce à son précieux minéral, grâce à l'activité et à l'énergie des habitans et aux chemins de fer qui, dans un ou deux ans, le relieront avec Sydney au Sud, avec Queensland au Nord, Newcastle me semble appelé à de brillantes destinées.

A midi, l'*Espiègle* quitte son mouillage.

---

*Le 24 mai.* — L'île de Lord-Howe est en vue, mais l'état de la mer nous empêche d'aborder.

Ah! cher *Espiègle*, quelle vivacité d'allures! Comme il sautille, roule, plonge, se redresse! Depuis six jours, toutes voiles dehors, il court devant une fraîche double brise du sud-ouest. Les courans aussi nous sont propices. Seulement, il ne faut pas songer aux promenades sur le pont. Le moindre changement de place suppose des efforts de gymnastique. En revanche, je suis merveilleusement

établi dans les deux cabines du capitaine, qu'il veut bien partager avec moi. Nous dinons sous la protection d'une respectable pièce de soixante-quatre, placée au centre du *fore-cabine*, qu'elle divise en salle à manger et en salle des pas perdus. L'*after-cabine*, muni de deux bureaux, d'un divan et de fauteuils qu'on est obligé d'attacher avec des cordes, sert de cabinet de travail et de salon. Un rayon chargé de livres contient plusieurs ouvrages sur les îles du Pacifique. Le carré des officiers est recherché à cause de la fraîcheur et de l'agréable compagnie qu'on y trouve. La plupart des matelots me semblent fort jeunes, mais robustes, bien portans et gais. Le soir, aux heures de désœuvrement, qui sont rares, ils chantent en chœur. Entendues de loin, leurs voix se marient agréablement au bruit des vagues. Ce qui me frappe, c'est le ton d'urbanité qui règne à bord. Pas un gros mot, pas un juron. Tout marche comme sur des roulettes. Quelle différence avec ce que j'ai vu, il y a quarante ans, sur plusieurs bâtimens de guerre anglais et autres! Mais c'est le clairon, le *bugler*, qui fait mon bonheur. Les ordres se transmettent au son du cor. C'est donc le clairon qui dirige les manœuvres. Du moins, il en est persuadé et il semble concentrer dans son instrument toutes les facultés de son âme. Les notes fausses qui lui échappent parfois ne troublent pas la sérénité de ce grave personnage.

L'*Espiègle* est un sloop, corvette de deuxième classe de 1,100 tonneaux, et il porte dans ses flancs 142 hommes.

Le 29, au matin, nous apercevons notre première étape, l'île de Norfolk. D'abord, une ligne sombre; puis, à mesure qu'on approche, de bas rochers taillés à pic, surmontés d'un rideau d'arbres, balayés, battus, creusés par les brisans, traversés par d'innombrables filets blancs: les cascades formées par les ruisseaux qui se précipitent dans la mer. Au centre de l'île, pas très loin (1), le sommet arrondi du mont Picton, tout couvert de végétation. Ah! la végétation, elle est partout. La forêt et les prairies alternent, mais la forêt prédomine. Et quelle forêt épaisse, sombre, impénétrable à l'œil! Et quels arbres! Des pins de Norfolk-Island, *araucaria excelsa*, cet arbre à la taille svelte, aux branches horizontales un peu raides, au port majestueux, ce grand seigneur parmi les conifères. L'île qui lui a donné son nom est sa patrie. Nulle part ailleurs il n'existe comme forêt. Mais on peut en voir de beaux exemplaires dans les jardins de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande, et, plus rarement, dans l'Inde et en Europe.

(1) L'île de Norfolk est longue de 5 et large de moins de 3 milles. Le mont Picton s'élève à 1,050 pieds au-dessus de la mer.

La ville se trouve sur la plage, si l'on peut donner le nom de ville à deux grandes constructions : l'une aujourd'hui en ruines, l'ancien baignoir des forçats ; l'autre, l'ancien magasin de provisions, transformé en église anglicane, toutes deux entourées d'une haute muraille, et à quelques maisonnettes et huttes en bois ombragées par des pins.

En face et au sud, à 3 milles de distance, un rocher isolé dessine ses contours fantastiques sur le ciel. C'est l'île Philippe, renommée pour son coloris jaune clair, orange foncé, rosé. A mi-hauteur, une tache noire laisse deviner un groupe de pins suspendus dans une crevasse. Entre les deux îles des récifs ajoutent aux difficultés de la navigation. Le vent est soudainement tombé, et l'agitation de la mer contraste singulièrement avec le calme de l'atmosphère et le caractère idyllique du paysage.

Mais pourrions-nous aborder ? L'île de Norfolk est un des points les plus inaccessibles du monde. Un fonctionnaire anglais m'a dit qu'en sept voyages qu'il a faits dans ces parages, une seule fois il a pu prendre terre. Heureusement, le pavillon rouge, au lieu du pavillon bleu, arboré près de la jetée, nous avertit que la barre est praticable pour de petites embarcations.

C'est probablement à son isolement (1) que Norfolk-Island a dû la triste destinée d'être choisie comme lieu de réclusion pour les déportés récidivistes (2), c'est-à-dire pour les plus atroces et les plus incorrigibles scélérats. Les rares voyageurs qui l'ont visitée, entre autres le célèbre botaniste autrichien baron Charles de Hügel, l'ont dépeinte sous les couleurs les plus sombres. M. de Hügel l'appelle un enfer situé dans un paradis.

Lorsque, il y a trente ans, cet établissement pénitentiaire fut supprimé, l'île de Norfolk reçut une autre destination.

En 1789, le *Bounty*, bâtiment de sa majesté britannique, capitaine William Bligh, chargé d'une mission dans les eaux du Sud-Pacifique, après avoir visité Tahiti, croisait à une latitude plus élevée, lorsqu'une révolte éclata à bord. Tout l'équipage et trois officiers y prirent part. Le capitaine et les autres officiers furent jetés dans une chaloupe, avec quelques barils d'eau, quelques provisions de bouche, et abandonnés à leur malheureux sort. Bligh, cet homme extraordinaire, dans sa coquille de noix poussée par les vents alizés et les courans, traversa le Pacifique dans toute sa largeur, aperçut le premier les îles de Fiji, aborda, après une naviga-

(1) Distance de la côte d'Australie 900, de la pointe méridionale de la Nouvelle-Zélande, 400 milles.

(2) De 1790 à 1853.

tion de trois mois, à Timor (Inde hollandaise), et porta lui-même en Angleterre la nouvelle de la révolte. Un cri d'indignation s'éleva de tous côtés. Une rébellion victorieuse à bord d'un bâtiment de guerre était chose inouïe et d'un dangereux exemple. Cependant, les émeutiers retournèrent à Tahiti, s'y pourvurent de femmes indigènes et reprirent la mer. Pendant une série d'années, on n'en eut aucune nouvelle, et on pensait que l'océan avait fait justice de ces criminels, lorsqu'en 1808 un navigateur, jeté sur la côte d'un rocher isolé situé à 25 degrés de latitude sud, y trouva un vieux matelot, du nom d'Adams, avec plusieurs femmes et plusieurs enfants : les veuves et descendants des émeutiers du *Bounty*. Tous les autres avaient péri dans des luttes entre eux. Les premières nouvelles authentiques qu'on eut de ces insulaires sont dues au capitaine Beaky, de la marine royale, qui visita l'île de Pitcairn en 1825. Le matelot Adams vivait encore. Ce rebelle tyran et homicide était devenu un patriarche et un saint. L'égalité et la fraternité, sinon la liberté, la paix et la prospérité, régnaient dans cette île, véritable Éden, où le crime était inconnu. En Angleterre, ces récits si brillants enflammèrent les imaginations ; les coteries philanthropiques organisèrent des collectes et firent des insulaires leurs pensionnaires. Grâce à ces secours, qui ne cessaient d'affluer, la population augmenta rapidement, si bien qu'en moins de vingt ans l'île n'offrait plus assez d'espace ni de terrain cultivable pour la nourrir. C'est alors que, cédant à la pression de ce courant de l'opinion, le gouvernement anglais assigna aux Pitcairniens l'île de Norfolk et les y transporta à ses frais. A cette époque, un homme remarquable se trouvait à la tête de la petite communauté. Écossais de naissance, sorti des rangs du peuple, M. Nobbs dut aux hasards de la mer d'aborder à l'île de Pitcairn, où il devint, après la mort d'Adams, le principal personnage. Il existe encore, très âgé, et, jusqu'à l'année dernière, il a exercé les fonctions de chapelain à la mission mélanésienne de l'évêque anglican de l'île de Norfolk.

L'exode eut lieu en 1856. Le gouvernement anglais, après avoir transporté toute la population (environ 200 personnes) à leur nouvelle patrie, leur octroya l'île, les deux grands édifices de l'état, des troupeaux de moutons, quelques chevaux et les ustensiles nécessaires pour cultiver la terre, en leur faisant comprendre que dorénavant les subventions du gouvernement et les donations périodiques des particuliers seraient supprimées, et que, par conséquent, ils avaient à se considérer non plus comme des pensionnaires, mais comme des colons.

Le gouverneur de la Nouvelle-Galles fut nommé gouverneur de l'île, qui, cependant, ne fut pas annexée aux colonies australiennes.



En vertu d'une constitution que le gouvernement anglais lui a octroyée, elle jouit, sauf certaines restrictions, d'une parfaite autonomie (1). Mais la charte de donation contient une clause curieuse en ce sens qu'elle est contraire à tous les principes de la colonisation moderne, surtout à ceux de la politique coloniale anglaise. En assurant aux habitans de l'île de Norfolk l'usufruit *exclusif* de ce territoire, elle les isole du reste du monde. Ils avaient insisté sur ce point et ils l'ont obtenu. Aucun étranger ne peut s'établir dans leur île, rendue ainsi inaccessible par la loi autant que par la nature. Une seule exception a été faite en faveur de la *mission mélanesienne*, où sont élevés environ 150 enfans recueillis dans différens groupes de la Mélanésie. Cet établissement, qui se trouvait à Auckland, a été transféré ici, les jeunes sauvages nés dans les régions équatoriales étant hors d'état de supporter le climat comparativement rude de la Nouvelle-Zélande. On me dit qu'il est dirigé admirablement par l'évêque anglican, docteur Selvine, malheureusement absent en ce moment. La mission est placée au centre de l'île et sans aucun contact avec les habitans.

Maintenant quel est le résultat de cette séquestration volontaire? Nous allons le voir de nos yeux.

Ce n'est pas sans un mouvement de vive curiosité que, pilotés par le magistrat, M. Francis Nobbs, qui est venu à bord, le capitaine Bridge et moi, nous quittons l'*Espiègle*, traversons sans trop de difficulté la barre et débarquons sains et saufs au milieu du concours des habitans, très friands de voir des étrangers. Nous flânon sur des chemins raboteux entre des potagers et des maisonnettes

(1) Le gouverneur qui réside à Sydney est tenu de visiter Norfolk-Island une fois pendant la durée de ses fonctions de gouverneur de la Nouvelle-Galles. Une assemblée populaire, où siège tout individu mâle qui a dépassé l'âge de vingt-cinq ans, se réunit quatre fois par an. Les projets de loi qu'elle vote doivent être soumis à la sanction du gouvernement. Le président de l'assemblée, élu pour la durée d'un an, est en même temps *magistrat*, administrateur et juge de première instance. Dans les cas, fort rares, de délits graves, le magistrat intervient comme juge d'instruction. Les dépositions des témoins sont envoyées au gouverneur, qui nomme une cour *ad hoc*. La seule infraction aux lois, et elle est assez fréquente, c'est la chasse en temps prohibé. Le coupable paie une amende de 5 shillings et n'a garde de se laisser attraper une seconde fois. Il n'y a pas d'impôts, sauf une petite souscription obligatoire de 15 shillings par famille, donnant par an 58 livres sterling. Cette somme est employée à payer le médecin de la communauté, dont les gages s'élèvent à 150 livres. Le surplus est fourni par le *Island Fond*, alimenté par la vente, très peu considérable, des terrains de l'état et par de petites redevances, résultats des transactions avec les baleiniers qui, parfois, relâchent ici pour faire de l'eau et acheter des provisions. Les principaux besoins de la communauté se réduisent à la conservation des routes, de l'église et de l'école. On y pourvoit par des corvées, chaque homme, sans exception, étant tenu à travailler pendant trois jours et demi tous les six mois. Rien de plus simple ni de plus patriarcal.

plus ou moins délabrées, où habitaient autrefois les gardes-chiourmes et les petits employés du bagne et où demeurent aujourd'hui les descendants de l'équipage du *Bounty*. Quand une de ces vieilles masures menace ruine, les propriétaires, plutôt que de la restaurer, cherchent un refuge dans une autre hutte un peu plus solide et la partagent avec les premiers occupants. Ce n'est ni très propre, ni très sain, mais, au point de vue des insulaires, c'est commode. L'île de Norfolk est l'eldorado du laisser-aller. Les habitans négligent un peu leur personne, ainsi que leurs vêtements, très simples, mais strictement européens, fort râpés, sans tomber en loques; ils se promènent beaucoup à pied ou montés sur leurs chevaux de char-rue, ne sont jamais pressés et semblent contents, insoucians, un peu endormis. *Medium tenere beati*. Le mélange des deux sangs, du sang anglais et du sang polynésien, principalement tahitien, a donné un caractère particulier à ces insulaires, qui ont le teint blanc ou olivâtre, les cheveux roux ou noirs, à moins que les deux types ne se confondent dans le même individu. On voit des hommes bien faits et des femmes pas absolument laides, mais tous ces visages sont défigurés par la grande bouche aux lèvres charnues et sensuelles du sauvage. Ils ont l'air de gens bien élevés et parlent l'anglais correctement en traînant un peu sur les voyelles, ce qui est particulier, me dit-on, aux langues polynésiennes.

Le magistrat nous mène dans la maisonnette de son père, M. Nobbs, l'ancien chef de la colonie de Pitcairn. Nous trouvons cet octogénaire au *parlour*, assis dans un fauteuil près de la cheminée et occupé à lire. Il nous reçoit avec politesse, échange quelques paroles avec nous et retourne à sa lecture. Quelque petite qu'ait été sa sphère d'action, il y a occupé la première place et il lui en reste quelque chose. M<sup>me</sup> Nobbs, sa femme, a l'extérieur d'une Tahitienne presque pur sang. Leur fille, qui peut avoir environ cinquante ans, nous fait les honneurs de la maison avec l'aisance d'une femme du monde. Le petit *parlour* est meublé avec une certaine recherche. Des photographies suspendues aux parois, au milieu une grande table ronde sur laquelle on a étalé des albums et quelques illustrations de l'année dernière. Des chaises de Vienne, *austrian chairs*, que j'ai rencontrées sous tous les cieux, complètent le mobilier. Comparativement, l'ensemble de cet intérieur a je ne sais quoi de distingué, un certain air de cour. Tout est relatif en ce bas monde.

Le capitaine Bridge retourne à son bord et m'abandonne à l'hospitalité du magistrat, qui nous assure que demain matin le temps ne mettra aucun obstacle à mon embarquement. Il me cède son cheval, s'empare de mon petit sac et suit à pied. Le docteur de la communauté, un médecin anglais établi ici depuis quelques années,

monté sur un bon poney, nous rejoint et, au moment où le soleil disparaît, nous nous mettons en route vers la maison du magistrat, située dans l'intérieur de l'île. Nous avons 4 milles à parcourir, mais quoique les chemins, fort négligés, soient défoncés par les dernières pluies, quoique les chevaux glissent à chaque pas, et, quand ils cherchent le gazon, s'enfoncent dans des bourniers ou trébuchent sur des racines d'arbres, le temps passe vite et agréablement. Je pose des questions, et mes deux compagnons y répondent chacun à son point de vue. Rien n'est instructif pour le voyageur comme ce genre de discussion entre gens du pays. La route, montant plus qu'elle ne descend, gravit de raides collines, se précipite dans de profonds ravins, traverse des pâturages, pénètre dans la forêt, dont les arbres exhale à cette heure des parfums délicieux. A la lueur incertaine du crépuscule, nous voyons briller sur le fond noir des pins de Norfolk les pommes d'or des Hespérides, les fruits de citronniers gigantesques que les déportés ont plantés il y a près d'un siècle, et que, grâce à l'incurie des habitans actuels, la forêt envahissante menace aujourd'hui d'étrangler dans ses étreintes. Ça et là une fougère arborescente dessine sur le ciel topaze les fins contours de son feuillage. De vieux chênes, de gros bouquets de rhododendrons, des guavas et toute sorte d'arbousiers donnent au paysage l'apparence d'un parc, mais d'un parc tel que la nature seule en sait dessiner.

Le médecin nous avait quittés et il faisait nuit close lorsque nous arrivâmes devant le guichet d'un enclos. Le magistrat émit à voix basse un son rauque : « Cou-i ! cou-i ! » C'est le cri de ralliement des sauvages polynésiens. Un petit garçon que je pris pour un valet de ferme, mais qui est un des fils de mon hôte, apparut aussitôt, ouvrit la porte et emmena le cheval.

Nous trouvâmes la famille réunie au salon : M<sup>rs</sup> Nobbs, belle femme aux traits polynésiens, trois filles de douze à vingt ans et deux jeunes garçons. Le fils aîné, curé anglican dans le Queensland, et la fille aînée, maîtresse d'école à Auckland, étaient absens. Les dames étaient proprement, mais très simplement mises. Le magistrat, qui lisait ma pensée dans mes yeux, me dit : « Dans notre île nous sommes nos propres tailleurs. Quelquefois on nous envoie d'Auckland des modèles. Nous faisons tout nous-mêmes. » Et il me montra ses mains calleuses. « Mais vous, magistrat, vous n'êtes pas tenu à faire la corvée ? » — « Pendant sept jours de l'année, je casse les pierres comme le premier venu. »

Sur la plage j'avais aperçu deux patrons de baleiniers américains en partance pour le Sud. L'un d'eux emmènera à Auckland un fils et une fille de M. Nobbs. « Est-ce pour longtemps que vous partez ?

leur demandai-je. — Pour plusieurs années, peut-être pour toujours. » J'étais surpris du peu d'émotion que cette séparation si longue et si imminente semblait causer dans la famille. Mais pourquoi s'en affliger aujourd'hui, puisque le départ n'aura lieu que demain? C'est le sublime de l'art de vivre au jour le jour. Je tâcherai de m'approprier cette philosophie. Le pape Grégoire XIII disait que, pour vivre vieux, il fallait savoir ajourner les émotions pénibles.

Le dîner me parut fort bon, le vin me rappelait les crus du Cap. Au dessert, on servit des oranges colossales, mais presque sans saveur. J'apprends que les arbres qui les produisent et qui ont été plantés par les déportés ont dégénéré faute de soins. On se prive ainsi d'un article d'exportation pour la Nouvelle-Calédonie, les Français de cette colonie étant très friands d'oranges. Les maîtres de la maison ont bien voulu me céder leur chambre et j'ai joui du bonheur de coucher dans un lit qui ne menaçait pas de me jeter par terre. Pas de roulis, pas de tangage, pas de pirouettes! Pas de mugissement des vagues, mais la douce musique des conifères légèrement agités par la brise de la nuit.

---

28 mai. — J'avais manifesté hier l'intention de me lever à sept heures. On s'est récrié contre ce projet. C'est le soleil qui se lève à sept heures, mais les hommes, quelle idée!

Je profite donc d'une heure de solitude matinale pour rassembler mes informations (1) et je ne me présenterai à la famille qu'à l'heure du déjeuner.

Norfolk-Island, une des nombreuses découvertes du capitaine Cook, contient 8,600 acres, dont 420 seulement sont cultivés. Ce chiffre est significatif.

La population, sans compter les 450 petits sauvages de la mission mélanésienne, est de 470 personnes. Elle était de 200 à l'époque de l'exode. Depuis quelques années, elle est restée stationnaire. Il n'y a que 68 couples mariés, représentant le cinquième des personnes adultes! On remarque même dans la jeunesse une aversion instinctive contre le mariage. C'est que, par suite de la réclusion rigoureuse qui fait la loi fondamentale de cette communauté, tous ces gens sont devenus proches parents. Aussi croit-on observer des symptômes fâcheux. Dans la jeune génération on constate un affaiblissement physique et intellectuel et un accroissement sensible dans le nombre des cas d'idiotisme. « Il faut donc, m'a dit un des

(1) Jointes à celles que le capitaine et le médecin de l'*Espiègle* ont recueillies et qu'ils ont bien voulu me communiquer.

notables, renouveler le sang, il faut lever l'interdiction absolue de l'immigration, il faut admettre un certain nombre d'étrangers. Mais comment faire le choix ? Et, la porte une fois ouverte, sera-t-il possible de la fermer aux vagabonds, aux aventuriers, au flot des Australiens, qui ne tarderont pas à se mettre en possession de l'île et à nous en évincer? »

Ces difficultés sautent aux yeux. Évidemment la population manque d'énergie et, chose étrange, les blancs qui ont le moins de sang tahitien dans les veines et ceux, très peu nombreux, qui n'en ont pas du tout, sont les membres les plus efféminés et les plus dégénérés de la communauté. On se contente de peu, et la nature prodigue ses trésors. Pourquoi travailler ? Aussi, presque tout ce qu'on voit ici en matière de constructions, de routes, de plantations, date du temps du pénitencier et est l'œuvre des déportés. Les hommes de Pitcairn ont peu fait et peu conservé.

On cultive, comme je l'ai déjà noté dans ce journal, une très petite portion du terrain de l'île, qui pourrait produire presque tous les fruits et légumes des zones tempérées et quelques-uns des tropiques. Les pâturages nourrissent un nombre comparativement restreint (1) de bestiaux. Les animaux aussi, faute de soins, dégénèrent. La pêche de la baleine occupe une petite partie de la population mâle.

Les relations avec le dehors sont irrégulières et très rares. De temps à autre des baleiniers, pour la plupart américains, se chargent de la malle. Parfois, pendant trois, quatre, cinq mois, soit faute de bâtimens, soit par suite du mauvais état de la mer, toute communication avec le dehors est interrompue. C'est alors que des articles de première nécessité, comme farine, sucre, café, thé, commencent à faire défaut. Avec un peu d'initiative et d'énergie, on pourrait au moyen d'un cutter établir un service postal avec la Nouvelle-Calédonie, y vendre avec profit les produits de l'île, et se pourvoir en temps utile des provisions indispensables. Mais rien ne secoue la léthargie de ces insulaires.

Sur la question de la moralité publique, les avis sont partagés. Je n'ai eu ni le temps ni les moyens de l'approfondir. Il paraît cependant certain que l'ivrognerie est presque inconnue, peut-être parce qu'il est difficile de se procurer des spiritueux.

Ce qui frappe l'étranger, c'est la politesse innée et le maintien plein de dignité naturelle qui distinguent les habitans ; ils tiennent cela, me dit-on, de leurs grand'mères polynésiennes et non pas des matelots du *Bounty*. « Comment ne pas aimer ces braves gens ?

(1) 2,000 moutons, 1,350 têtes de gros bétail et 270 chevaux.

s'écria un officier de l'*Espiègle*. Celui que vous avez invité arrive à bord pieds nus, vêtu d'une chemise et d'un pantalon qui ont vu du service. Introduit au carré des officiers, il s'assied à table sans embarras et sans excès d'assurance, manie sa fourchette et son couteau avec une parfaite aisance, parle notre langue presque comme un Anglais et se conduit comme un vrai *gentleman* ! » Malheureusement avec les bonnes manières de leurs ancêtres tahitiens, ils en ont aussi hérité l'indolence, l'incurie et la passion du *dolce far niente*.

En résumé, des hommes bienveillans, sous l'impulsion de généreux sentimens, ont voulu se charger à leur égard du rôle de la Providence. Ils ont prodigué leurs faveurs à cette population certainement digne d'intérêt. Mais, en la séparant absolument du reste du monde, ils lui ont créé une existence factice : pas de concurrence, partant, pas d'émulation, pas d'excitation au travail. Le sang ne se renouvelle pas et, comme conséquence finale, cette population tombe dans un état de léthargie qui menace de la conduire à l'hébétement moral et physique. L'expérience philanthropique a mal réussi. Je doute qu'on la renouvelle.

---

Je sors et je rencontre dans la cour les demoiselles de la maison, mises comme des servantes. Une d'elles fait le beurre, une autre nettoie les étables, la troisième puise de l'eau à la citerne, mais une demi-heure après elles paraissent au déjeuner débarbouillées et transformées en petites bourgeoises. L'heure du départ arrivée, les jeunes filles courent aux champs, attrapent deux chevaux, les enfourchent et les amènent. Ces montures doivent nous transporter, M. Nobbs et moi, à la mission mélanésienne.

Je jette un dernier regard sur la rustique demeure de ces braves gens, qui ne sont ni paysans, ni *gentlemen*, ni blancs ni noirs, mais qui ont quelque chose de tout cela. A l'ombre de quelques beaux arbres, la maisonnette avec sa vérandah, son petit jardin rempli de fleurs devant la façade, avec des champs et des pâturages tout autour, ayant vue ici sur la forêt qui commence à quelques pas de l'enclos, là sur une prairie parsemée de bouquets de pins de Norfolk, l'ensemble formé par ce petit manoir paisible, un peu endormi, et par ce paysage essentiellement pastoral, si bien en harmonie avec les habitans, ne s'effacera pas de ma mémoire. Le magistrat est dans sa sphère un homme évidemment supérieur, dans tous les cas supérieur à ses concitoyens. Il a visité Aukland et Sydney et il s'est donné une certaine instruction. Tout ce qu'il dit est marqué au coin du bon sens.

Le temps a changé pendant la nuit. Le vent souffle avec violence et le bruissement sinistre de la forêt, les gémissemens sourds et saccadés du branchage fortement secoué remplacent la douce symphonie de la veille. Cependant le magistrat me rassure. Pendant quelques heures encore la barre sera praticable.

Donc, en route! Nous nous dirigeons vers l'institut des jeunes sauvages; nous atteignons et nous suivons une magnifique avenue de pins de Norfolk, plantés jadis par les déportés. Au moment où nous arrivons près du guichet de la mission, des pas de chevaux lancés au galop se font entendre derrière nous. C'est M. Lowry, premier lieutenant de l'*Espiègle*, qui a été envoyé par le capitaine pour me dire que le vent fraîchit, que la mer monte, qu'il a dû déramer pour ne pas compromettre ses ancres, et qu'il me prie de venir à bord sans le plus bref délai. Je tourne bride et je pique des deux.

Nous voilà arrivés sur la plage. La mer est furieuse. Les vagues balaient la jetée, ce qui n'empêche pas les habitans mâles de s'y tenir réunis. La barre est effrayante. Ah! les barres! j'en ai traversé plusieurs, et des plus mal famées et encore dans de mauvaises conditions : East-London, Pernambuco, Point-de-Galles et tant d'autres, mais je n'ai jamais vu rien de pareil à celle-ci. Nous nous précipitons dans la baleinière du capitaine, qui réussit à se détacher de la jetée sans chavirer. Aussitôt le tourbillon la saisit. L'officier tient le timon, dont les cordes ont été remplacées par une barre de fer. Les cinq matelots, l'oreille tendue, l'œil fixé sur le lieutenant, offrent le spectacle de la force physique, du sang-froid, de l'intrépidité. Mais ils comprennent, on le voit à leur mine, que la besogne est rude. M. Lowry, qui est né, qui vit, qui mourra, espérons-le, comme amiral, avec un franc sourire sur les lèvres, M. Lowry, tout absorbé dans la contemplation des brisans, me dit : « Nous passerons, » et, pour ma part, je l'assure de ma parfaite équanimité : *Æquo animo moritur sapiens*.

Voici la tâche de l'officier et de ses cinq hommes : descendre dans le gouffre aussi lentement que possible, en ramant en arrière sur le commandement : *Back (arrière)*. Arrivés au fond, arrêter tout court : *Lie on your oars (lève rame)*. Laisser approcher la houle et dès qu'elle touche à la proue du bateau, la remonter rapidement : *Give way! (en avant!)* C'est le moment critique. Le moindre retard pourrait devenir fatal. Si la baleinière embarque un gros paquet d'eau, elle sombre; si par un faux coup de rame elle présente le flanc à la vague, elle chavire. Cette manœuvre se répète incessamment comme se répètent aussi les oscillations de la mer. Et encore *arrière* et *lève rame* et *en avant*; et encore le lieutenant de dire : « Nous passerons. » Je n'en doute pas. S'il choisit bien son temps, s'il donne

l'ordre voulu au moment voulu, si sa voix, dominant le sifflement du vent et le mugissement de la mer et le sourd grognement du ressac, parvient en temps utile aux oreilles des cinq braves matelots qui cherchent à lire dans ses yeux, s'ils comprennent et exécutent les ordres à l'instant même, — car chaque instant a une valeur capitale, — si leurs rames qui ploient ne cassent pas, oh! alors, certes, pas l'ombre de danger. Il y a cependant, il faut en convenir, bien des si dans cette argumentation. Mais ce n'est pas la mer qui me préoccupe, c'est autre chose. Ceux qui ont appris à nager dès l'enfance n'ont pas peur de l'eau. Ils ont pris confiance en elle, comme disait jadis mon maître de natation. Mais je me rappelle, — souvenir malencontreux en ce moment-ci, — le mot d'un capitaine : « Quand j'entends le cri : *Un homme à la mer!* ma première pensée se porte sur les requins qui abondent dans les latitudes australes. » Aussi, c'est la vision du requin qui traverse parfois mon esprit. Mais je n'ai ni l'envie ni le temps de m'y arrêter. Le spectacle est si grandiose et si fantastique que j'oublie les dangers réels ou imaginaires que nous courons.

C'est une sorte de cotillon vertigineux dansé par les lames. Les hauts et les bas se succèdent avec rapidité. Tantôt le lieutenant et moi nous plongeons sur la surface de cinq chapeaux luisans qui dérobent à notre vue ceux qui les portent, tantôt nous n'apercevons que le dessous de cinq nez et de cinq mentons, et je me demande par quelle suspension surnaturelle des lois de la pesanteur ces cinq gaillards ne nous tombent pas sur la tête. Nous sommes au fond de l'abîme, entre de sombres murailles mouvantes parsemées de perles et de diamans et qui reflètent les lueurs blafardes d'un petit bout de ciel gris-topaze. Un instant après nous voilà portés sur la crête écumeante de la houle, et alors, d'un regard, nous embrassons un horizon immense, l'océan et le ciel et les rochers rougeâtres de l'île Philippe, sur lesquels se détachent, loin, fort loin, les contours gracieux de l'*Espiègle*, et près, hélas! tout près de nous encore, la jetée avec le groupe des insulaires. Immobiles comme des statues, enveloppés de leur *oilskin*, le sudouest enfoncé jusqu'aux sourcils, les mains appuyées sur leurs genoux légèrement ployés pour mieux résister aux rafales, ils nous regardent, ils nous suivent, ils nous dévorent des yeux.

Enfin la barre est franchie. La mer est fort houleuse. Mais c'est jeu d'enfant. On peut hisser la voile, et en quelques minutes nous sommes sous les canons de la corvette.

Ici commence la seconde manœuvre, plus délicate, au dire du lieutenant, que la première. Il s'agit d'aborder sans chavirer et sans se briser en éclats, hommes et embarcation, contre le gros bâtiment; il s'agit pour moi, en particulier, d'exécuter un tour de



haute gymnastique. L'état de la mer ne permet pas de baisser l'escalier. Il faudra donc grimper sur le pont par les *steps*, ces marches larges seulement de quelques pouces appliquées aux flancs du bâtiment. L'*Espiègle* et la baleinière exécutent une sorte de chassé-croisé en sens vertical. « Attendez, me dit-on, que notre bateau descende et que le vaisseau monte avec la vague ; choisissez le moment où il sera possible de sauter sur une des marches de l'*Espiègle* en saisissant en même temps la corde qu'on vous tendra, et montez aussi vite que possible pour n'être pas écrasé par l'embarcation pendant son mouvement ascensionnel. On le voit, c'est bien compliqué. S'il était permis de comparer les petites choses aux grandes, je dirais qu'il y a de l'analogie entre ma situation et celle de l'homme au trapèze qui, après avoir fortement ébranlé son reek, le quitte et s'élançe à travers l'espace vers l'autre côté du cirque, où il s'accroche à une corde ou à un autre trapèze, ou aux jambes d'une jeune artiste suspendue en l'air on ne sait comment. Grand Dieu ! quelle aventure et quel anachronisme ! Mais n'ai-je pas vu la célèbre M<sup>lle</sup> Saqui, l'étoile de haute acrobatie sous le consulat et sous le premier empire ? Ne l'ai-je pas vue, l'an de grâce 1850. danser sur la corde à Alger sur la grande place transformée, pour la circonstance, en café chantant ? Elle avait alors soixante-douze ans. Pauvre vieille ! Vêtue d'un *pyjame* blanc orné de falbalas d'un rose fané comme ses joues, elle exécutait ses pas timidement au milieu de l'indifférence et des rires du public. Quelle piteuse figure ! Mais en ce moment je la juge tout autrement. Elle me paraît même entourée de l'aurole de l'héroïsme. Et, après tout, si elle ne sautait pas pour la gloire, elle sautait pour vivre. Je sauterai pour la même raison. Et, chose curieuse, ce souvenir d'Alger ranime mon courage. C'est que rien ne relève l'âme comme les grands exemples des temps passés. Deux fois j'ai manqué le moment propice. Cette fois-ci, décidément, je sauterai. D'ailleurs, deux robustes anges gardiens, déguisés en matelots et accrochés miraculeusement, comme il convient à des anges, aux flancs de l'*Espiègle*, me tendent les bras. De plus, le bon capitaine, posté dans la coupée, tient à la main le bout d'une corde à laquelle on m'a attaché. C'est la ressource extrême. Le bateau descend, le vaisseau remonte. C'est ce qu'il me faut. Sautons ! A ce moment suprême, j'aperçois, derrière le capitaine, une tête qui offre l'image de la terreur : les cheveux dressés sur l'occiput, les yeux écarquillés, la bouche béante. C'est à peine si je reconnais mon fidèle valet de chambre que j'ai laissé à bord. La consternation, l'angoisse, le chagrin se peignent sur cette honnête physionomie, mais non sans un mélange de satisfaction intime. Quelle chance de ne pas être à la place du maître !

## II. — FIJI.

*En mer.* — Depuis deux jours, le ciel et la mer ont changé d'aspect. L'air est devenu tiède et humide. Quelques ondées passagères n'apportent aucune fraîcheur. Les vents alizés, en poussant doucement l'*Espiègle*, caressent, assoupissent, énervent les voyageurs. Les luttes des élémens, toujours courroucés dans les latitudes plus élevées de l'hémisphère austral, le cauchemar de la barre de l'île de Norfolk sont oubliés au premier sourire, au sourire traître des tropiques.

Le 2 juin au matin, le bâtiment côtoie l'île haute (1) de Kandavu, la plus méridionale du groupe des Fiji. Un rideau de nuages l'avait dérobée à notre vue. Soudainement elle montre ses flancs abrupts, tout couverts de verdure, verdure éclatante des gazons et des yams, verdure sombre de la forêt. Au milieu du jour, Kandavu a disparu derrière nous. Dans l'après-midi, la grande île de Viti-Levu est en vue. A sept heures du soir, s'orientant des deux petits phares que le gouvernement a fait ériger, l'un sur la plage, l'autre sur la montagne, tous deux dans l'axe du chenal étroit ouvert entre des récifs de corail, l'*Espiègle* a pénétré dans la lagune. A huit heures, il a jeté l'ancre à quelques brasses de Suva, la nouvelle capitale de la nouvelle colonie anglaise de Fiji.

---

*Suva. Du 3 au 8 juin.* — Avec les Nouvelles-Hébrides, avec les îles Salomon, avec la Nouvelle-Bretagne et d'autres groupes, connus sous le nom général de Mélanésie, ou archipel *noir*, à cause de la couleur des habitans, qui semblent être une race éthiopienne, les îles de Fiji étaient la terre classique des anthropophages. Des missionnaires méthodistes ont mis fin au cannibalisme, complètement selon les uns, jusqu'à un certain point seulement selon d'autres; au dire de ces derniers, la coutume a disparu complètement là où la matière première fait défaut, incomplètement là où on peut encore se la procurer. Ce qui alimentait principalement les marchés de chair humaine, c'était la guerre, alors en permanence entre les quatorze tribus de ces îles. Depuis l'annexion à la couronne d'Angleterre, la paix n'a été troublée qu'une seule fois. C'est l'année dernière, dans la partie montagneuse de Viti-Levu. On raconte que, pendant ce court épisode, sur le théâtre des hostilités, les vainqueurs auraient dévoré, comme par le passé, les prisonniers et les corps des ennemis tombés dans les combats. Un jeune officier anglais, à la tête d'une poignée de soldats fijiens, pénétra dans les montagnes et y rétablit l'ordre. A mon

(1) De 2,700 pieds au-dessus de la mer.

avis, ceux-là approchent le plus de la vérité qui affirment qu'à part quelques cas isolés dans l'intérieur, le cannibalisme, encore fort répandu dans les Nouvelles-Hébrides et en général dans la plus grande partie de la Mélanésie, s'éteint graduellement dans d'autres îles et n'existe plus dans l'archipel fijien. Les missionnaires méthodistes expliquent ce fait, qui semble incontestable, par l'intervention de la grâce divine et par l'effet de leur prédication. Les hauts fonctionnaires anglais, les officiers de la station navale de l'Australie, qui montrent leur pavillon tous les ans dans ces parages, sans contester le mérite des missionnaires, l'attribuent au contact du sauvage avec l'homme civilisé, à la *pax Britannica*, résultat de l'annexion, aux changemens graduels survenus dans les mœurs des indigènes, enfin à l'action du temps, à l'entrée en scène de générations nouvelles, qui ne connaissent le cannibalisme que par tradition et ne l'ont jamais pratiqué.

C'est en 1835 que des missionnaires méthodistes arrivèrent dans la Nouvelle-Zélande, d'où ils se rendirent aux îles de l'Amitié, plus connues sous le nom de *Tonga*. Ils y opérèrent la conversion du chef suprême de cet archipel. D'après le principe *cujus regio illius religio*, le roi George fit baptiser ses sujets. Le gouvernement anglais reconnut son titre de roi, conclut (1879) un traité d'amitié (1) avec lui et établit un consulat dans sa capitale. Sur l'initiative et sous la direction des missionnaires, George I<sup>er</sup> octroya à ses peuples une constitution libérale et un parlement, et il eut la bonne fortune de trouver un homme capable de gouverner son royaume : le révérend Baker, un des missionnaires. Le roi George, qui a quatre-vingt-douze ans, règne, tandis que le missionnaire et premier ministre Baker gouverne toujours à Tonga, et cet archipel a atteint un degré de prospérité et de civilisation relative qu'on ne rencontre dans aucun autre groupe indépendant de l'Océanie.

Dès 1835, deux missionnaires wesleyens, hardis pionniers de la civilisation, avaient pénétré aux Fiji. Ils y trouvèrent un état de choses affreux. Les guerres, les massacres, les festins de chair humaine y étaient à l'ordre du jour. Mais ils y trouvèrent aussi une certaine organisation, une sorte de droit coutumier, quatorze roitelets, des hommes d'état, des politiciens et des gens dont le métier était de colporter, de tribu en tribu, les nouvelles du jour. Otez la couleur locale et vous trouverez les passions, les intrigues, les aspirations, quelques-unes des vertus et beaucoup des vices (pas tous) des sociétés policées. En Europe, un ministre disgracié passait naguère de sa résidence officielle à son palais en ville ou à son château à la campagne; aujourd'hui, sous le régime parlementaire, il passe d'une

(1) L'Allemagne, aussi, a conclu un traité avec le roi de Tonga.

oanquette à une autre. Ici, on l'abattait autrefois d'un coup de massue et on le mangeait. La différence du procédé est notable. Mais si l'on examine les moyens employés pour amener sa chute, on trouve une grande analogie. Ces sauvages sont très rusés, très dissimulés et passés maîtres dans l'art de mentir. Ceux des politiciens du vieux monde qui suivent les voies obscures de l'intrigue trouveraient ici matière à s'instruire.

Parmi les grands chefs de l'archipel fijien, Takumbau (1) occupait le premier rang, grâce à son intelligence, à son énergie et à l'étendue de ses territoires. Pour plus de sûreté, il résidait de sa personne dans la petite île de Mbaou. Il parvint même à se faire proclamer roi de Fiji par un certain nombre de grands chefs. Mais une tentative qu'il fit pour subjuguier les quatorze tribus devint la cause de sa ruine. Dès l'âge de six ans, il avait fait ses premières armes en tuant à coups de massue un prisonnier de guerre. A son avènement (1852), il commit un acte atroce pour se conformer, il est vrai, aux dispositions testamentaires de son père. Il fit étrangler en sa présence, en mettant lui-même la main à l'œuvre, les cinq veuves du roi défunt et, parmi elles, sa propre mère. Pendant la première partie de son règne, ce fut un abominable tyran. On raconte que le maréchal Narvaez, en mourant, répondit à son confesseur, qui l'exhortait à pardonner à ses ennemis : « Je n'en ai pas. Je les ai fait fusiller tous. » Takumbau mangeait ses ennemis. Même après sa conversion, il lui arriva parfois, dans des momens d'abandon, de raconter avec complaisance qu'il avait consommé vingt mille langues, toutes provenant d'ennemis tués pendant ou après la bataille. Il trouvait que la chair des blancs ressemblait au fruit mûr du bananier. Mais, à la fin, l'heure de la grâce sonna pour lui. Les missionnaires avaient vainement tâché de le convertir. Ce fut le roi de Tonga qui accomplit cette œuvre. Takumbau, menacé par une formidable coalition de chefs fijiens, avait appelé George I<sup>er</sup> à son secours. Celui-ci arriva à la tête d'une force imposante, délivra le roi de Fiji, — alors assiégé dans sa petite île, — rétablit son autorité et lui enjoignit d'embrasser la foi des blancs. Les autres chefs suivirent son exemple. C'est de cette façon que la religion chrétienne a été introduite dans l'archipel (1857). La seconde partie du règne de Takumbau fut, en ce qui le concerne personnellement, une alternative de hauts et de bas ; en ce qui concerne le pays, ce fut une ère de progrès, en ce sens que les mœurs des habitans allaient s'adoucisant et que le cannibalisme disparaissait graduellement. C'était, comme on l'a vu, en grande partie le mérite des missionnaires, devenus des personnages fort influens en matière politique, et

(1) D'après l'orthographe inventée par les missionnaires, *cakubau*, qui ne répond pas au son du mot.

du consulat anglais, récemment établi à Levuka. Mais les guerres continuaient et le prestige du roi pâlissait. Suivant alors les conseils de ses amis blancs, il tâcha de conjurer les dangers qui l'entouraient en dotant ses sujets d'une constitution semblable à celle que les missionnaires américains ont introduite aux îles Sandwich. Mais il paraît que les bons Fijiens n'étaient pas encore mûrs pour ces bienfaits. La situation du roi empirait de plus en plus et devenait, à la fin, décidément intenable. Une seule issue lui restait : céder son royaume à la couronne d'Angleterre (1874). Dans les dernières années de son règne, il avait pour principaux conseillers sa fille, la princesse Andiquilla, et un résident anglais. M. Thurston avait quitté l'Angleterre fort jeune, s'était, comme tant d'autres, rendu en Australie pour chercher fortune, avait ensuite navigué dans les mers de l'Océanie et acquis une parfaite connaissance des langues et des mœurs des insulaires, chose fort rare à cette époque. Lorsqu'un consulat anglais fut établi pour les îles de Fiji, le gouvernement l'y attacha comme chancelier, le nomma bientôt après vice-consul et, enfin, consul. Il sut se rendre indispensable à Takumbau, dont il devint le premier ministre (après avoir renoncé à son consulat) et le principal intermédiaire avec sir Hercules Robinson, le haut commissaire britannique lors des négociations qui aboutirent à l'annexion. Aujourd'hui il occupe le poste élevé de secrétaire colonial pour les Fiji.

Depuis son abdication, Takumbau a vécu retiré au sein de sa nombreuse famille, dans son ancienne capitale de Mbaou, sans susciter aucun embarras aux autorités anglaises et leur faisant même quelquefois parvenir d'utiles conseils. Le roi tyran et parricide, l'ancien anthropophage a emporté dans la tombe (1882) les regrets de ses tribus et la considération sympathique des nouveaux maîtres de son royaume.

---

A peu de distance de l'*Espiègle* se dessinent les gracieux contours du *Dart*, yacht de la marine de guerre, capitaine Moor. Depuis cinq ans cet officier est occupé à lever des cartes marines dans cette partie du Pacifique. Quelques grands bâtimens, des voiliers anglais et allemands sont à l'ancre dans le port, ou plutôt dans la lagune, vaste nappe d'eau séparée de l'océan par des récifs de corail, le boulevard naturel des terres, l'épouvantail du navigateur. Cette muraille sous-marine, construite par des insectes microscopiques, dépasse rarement le niveau de la mer ; elle s'impose à la vue par la ligne blanche des brisants, à l'oreille par le bruit sourd du ressac, cette musique incessante qui varie de mesure et change de gamme selon la disposition des élémens. Au-delà de la ceinture

blanche, au sud-ouest, une île aux contours effilés. Par le beau temps, quand le vent souffle de l'est, c'est à peine si on la devine. Quand l'atmosphère est humide, vous la touchez de la main.

Devant vous la ville de Suva, de récente création. Les maisons, toutes neuves, en bois, avec des toitures de fer plissé, s'adossent à de basses collines revêtues d'une épaisse végétation tropicale. Seulement la tige élégante et l'éventail du cocotier y font défaut, ou n'apparaissent que rarement. A l'est, sur une hauteur et isolées de toute habitation, se détachent sur le ciel les basses constructions de l'hôtel du gouverneur. L'ensemble du paysage vous produit l'effet d'une idylle. Rien de saisissant, rien qui parle à l'imagination, rien même qui soit pittoresque, mais tout est paisible, gracieux, étrange, tout porte à la rêverie sinon au sommeil. Mais tournez les regards vers l'ouest et vous découvrez tout un dédale de dômes, de pics, de rochers qui, malgré leur peu d'élévation (1), comme contraste avec les coteaux bas qui sont devant vous, rappellent les chaînes des Alpes, des Pyrénées, du Caucase. Un pic d'une forme bizarre est intitulé par les marins le *Pouce*. Le nom n'est pas poétique, mais il rend bien l'idée de la chose. C'est la terre inhospitalière et inaccessible qui montre le poing aux navigateurs. Quand le ciel, comme à l'heure où j'écris, est chargé de gros nuages et l'air transparent, ce panorama alpestre se présente comme un immense *graffitto*, gris sur gris, noir sur noir, selon la distance et la dégradation de la lumière. Par un temps serein et avec le vent d'est, ce sont des nuages bleu-clair vus à travers un prisme. L'ensemble du dessin fantastique et du coloris magique retient l'œil, excite la curiosité, vous fascine, vous enlève insensiblement aux réalités de la vie, déroule devant vous les horizons nouveaux d'un monde idéal.

Tous les jours, le matin et le soir, le capitaine Bridge et moi, nous allons à terre. L'*Espiègle* est et sera notre hôtel pendant tout le voyage. Nous avons espéré de faire ici des provisions fraîches, et plus d'une fois nous nous sommes amusés à composer des menus exquis et à savourer d'avance les excellents dîners que nous devrions aux marchés de cette capitale. Cruelle déception ! Les indigènes vivent de yam (patate sucrée) et de bananes ; les résidents européens de ce qu'ils peuvent se procurer, et c'est à peine s'ils arrivent à pourvoir à leurs besoins. C'est donc avec difficulté que le chef du capitaine a pu se procurer quelques poulets et quelques œufs. Cependant en mer, comme à l'ancre, dans les repas qu'il fournit, il sait toujours atteindre aux limites du possible et combler par l'art les lacunes de la nature.

(1) De 500 à 3,000 pieds.

L'année dernière, la petite ville se composait de quelques cabanes, aujourd'hui elle possède une ou deux églises, de belles maisons, des écoles et plusieurs hôtels qui ont fort bon air. Je préfère cet assemblage d'habitations à la physionomie plus prétentieuse des villes naissantes de l'Australie. Suva brille par la modestie. Ses rues ne sont ni larges ni droites, mais elles sont flanquées de trottoirs en bois ; et dans les magasins on trouve accumulés tous les produits de l'industrie européenne. Il n'y a que les vivres qu'il soit difficile de se procurer. Nous entrons dans quelques boutiques tenues par des Australiens. C'est principalement avec de l'argent fourni par Sydney qu'on fait les affaires. Mais Melbourne tient le haut du pavé. Melbourne fournit les hommes, l'esprit d'entreprise. le *go ahead*. J'ai rencontré aussi plusieurs Allemands. Ici, comme dans toutes les parties du globe où ils s'établissent, ils prospèrent. On vante leur activité, leur intelligence, leur esprit d'économie et leur sobriété. Pas de luxe et pas d'excès d'aucun genre.

Pendant que les blancs travaillent dans leurs comptoirs ou dans leurs boutiques, les indigènes, hommes et femmes, flânent dans les rues, bavardent et rient à gorge déployée. Le Fijien est ordinairement de taille moyenne ; il a les épaules carrées, le buste et les membres fortement constitués. Ses traits manquent de régularité, et les lèvres charnues de sa grosse bouche armée de longues dents effilées vous rappellent vaguement l'anthropophage émérite. Et cependant il a l'air ouvert, gai et bon enfant. Selon la proportion de sang polynésien qui coule dans ses veines, son teint varie du noir au brun bourbeux ou à la couleur d'olive. Dans ce dernier cas, il est fils ou petit-fils de Tongien. Ce qui frappe surtout le nouveau débarqué, c'est la coiffure des hommes. Ils peignent en blanc avec de la chaux de corail leur riche chevelure qui est noire et crépue. Au moyen d'ablutions, la chaux disparaît après quelques jours. Les cheveux semblent alors ciselés dans du bronze d'un clair jaunâtre. Le premier aspect de ces sauvages ne vous prévient pas en leur faveur ; mais peut-être faut-il s'habituer à les voir. Le fait est que les résidens les trouvent beaux. Il paraît que le Fijien gagne à être regardé. Il gagne aussi, me dit-on, à être connu. Il est bon, intelligent et, sans être obséquieux, naturellement poli. Sa toilette est des plus simples : un pagne en coton ou en écorce d'arbre autour des reins, une fleur dans les cheveux. Les femmes, dont quelques-unes m'ont paru jolies, portent ou la chemise longue que les missionnaires leur ont octroyée, ou bien une jupe et sur les épaules une sorte de *pinafore* ou tablier qui couvre le sein et le dos.

Nous pouvons les comparer avec les travailleurs importés par

des planteurs européens des îles de Salomon, des Nouvelles-Hébrides, de la Nouvelle-Bretagne et autres groupes de la Mélanésie, tous plus ou moins anthropophages, soumis ici à un régime d'abstention, à une sorte de carême prolongé pendant la durée de leur engagement. J'ai de la peine à les distinguer des Fijiens, mais le capitaine Bridge, qui a beaucoup navigué dans les mers de la Mélanésie, devine facilement d'où ils viennent.

Nous avons quitté la ville pour gagner les hauteurs d'où l'on jouit d'une belle vue et de la brise de la mer. Ces terrains passent pour particulièrement salubres et on les paie des prix exorbitans. Les riches boutiquiers, dédaignant de demeurer au-dessus de leurs magasins, y ont bâti de petites villas entourées de jardins très bien tenus. La dernière de ces habitations touche à la forêt, à la solitude, au monde sauvage.

Un chemin qui longe la mer mène au *government-house*, situé à 1 mille de distance à l'est de la ville. Arrivés près d'une petite jetée, l'embarcadère du gouverneur, nous tournons à gauche et nous pénétrons par un guichet dans un jardin planté d'arbres. Dans quelques années ce sera un parc magnifique. Ni portier, ni planton; la porte grande ouverte. Quel témoignage de sécurité! Un chemin sablonneux remonte doucement vers un groupe de maisons en bois, reliées par des galeries couvertes. Pas de luxe, pas de prétention à l'architecture, mais une construction adaptée au climat chaud et humide, avec des appartemens bien meublés et surtout bien ventilés. Les maisons de ce genre se fabriquent à Auckland (Nouvelle-Zélande) et sont expédiées à Queensland et, depuis quelques années, à la Nouvelle-Calédonie et à Fiji. J'ai à regretter l'absence du gouverneur, sir Williams de Voëux. Nous sommes reçus par son remplaçant intérimaire, M. Thurston, naguère l'ami et le confident du roi Takumbau, aujourd'hui secrétaire colonial. De la vérandah le regard se perd dans un chaos lumineux. Les terres, la mer, le ciel se confondent. Je m'apprête à risquer un croquis. Des nuées de mouches et de bourdons m'empêchent de tenter l'impossible.

A peu de distance du palais se trouvent les baraques occupées par un petit détachement de troupes indigènes. En partant nous passons devant une sentinelle. C'est un homme superbe. Son uniforme consiste en un pagne qui enveloppe sa taille et descend à mi-cuisse. Il présente les armes et nous lance en-dessous des regards d'anthropophage.

---

Le cannibalisme revient souvent dans les causeries des Européens. On se demande s'il a réellement disparu ici et les réponses à cette question varient beaucoup. Sur ce sujet, on peut diviser



les blancs en deux catégories. Les uns adorent le Fijien, les autres l'exècrent. Il y a des enthousiastes qui ne peuvent se persuader que leur chers noirs se soient jamais dévorés les uns les autres. Ceux-là déclarent hardiment que le cannibalisme n'a jamais existé, que c'est un mythe. Les autres répondent que si la pratique a disparu, la disposition subsiste toujours, et ils allèguent des faits à l'appui de leur assertion. Ainsi, par exemple, dernièrement un missionnaire se rendait avec ses élèves, des indigènes, à bord d'un bâtiment de guerre. Pendant le court trajet, les enfans aperçoivent un gros poisson qui en avale un autre plus petit. Et l'un des élèves de dire : « Si les poissons mangent des poissons, et les insectes des insectes, pourquoi serait-il défendu à l'homme de manger son semblable ? »

On sait combien, par suite du manque de cartes et d'éclairage, la navigation est périlleuse dans cette partie du Pacifique, tout sillonné de récifs et de bancs de corail. De là les nombreux naufrages, les privations, les misères, les scènes terribles dont les récits atroces nous affligent de temps à autre. Les circonstances où les survivans ont sauvé leur vie en dévorant la chair de leurs compagnons d'infortune se reproduisent plus souvent qu'on ne pense (1). Plus d'un parmi les écumeurs de mer qui flânent sur la plage ou remplissent les guinguettes et tripots de Suva, de Levuka, d'Apia a tâté de cette nourriture. Et on m'assure que ces hommes éprouvent de temps à autre, quelque-uns périodiquement, un vif désir de revenir à la charge. « Si l'homme, m'a dit quelqu'un, est l'animal le plus parfait de la création, sa chair doit être la plus savoureuse. »

---

Cette après-midi, en nous rendant à terre, nous entendîmes un bruit singulier tout près de notre embarcation. C'était un requin long d'environ six pieds, qui s'était lancé en l'air verticalement. De la pointe de sa queue à la surface de l'eau il y avait une distance égale à sa longueur. Un petit poisson, l'ennemi intime du requin, se détachait de ses flancs. C'est évidemment pour s'en défaire que le squalé, dans un accès de rage, a accompli ce saut extraordinaire. Mon capitaine, qui depuis son enfance navigue sur toutes les mers du globe, n'a jamais rien vu de semblable. « Gardons-nous, lui dis-je, d'en souffler mot à nos amis d'Europe. Ils diraient : A beau mentir qui vient de loin. »

---

(1) Tout le monde a présentes à l'esprit les horreurs de l'expédition polaire du capitaine Greely et de l'équipage de la *Mignonnette*. Les deux faits appartiennent à la présente année.

M. Thurston est venu déjeuner à bord. Dans sa sphère c'est un homme hors ligne. Il connaît la Polynésie comme personne. Cela s'explique, il y passe sa vie. Mais, par la lecture, il connaît et juge l'Europe comme s'il ne l'avait jamais quittée. Il reçoit journaux, revues, publications nouvelles et, quoique accablé de travail, il trouve encore le temps de lire.

---

Le soleil est voilé. C'est le moment des promenades. Vite à terre ! Nous nous dirigeons vers le hameau des indigènes, qui a remplacé leur ancien village transformé en capitale de la colonie. Le sentier qui y mène longe d'un côté la lagune, de l'autre de petits étangs qui reflètent la forêt. Quelle solitude à deux pas de Suva ! Chemin faisant, nous rencontrons une jeune femme. Un pied d'enfant sortait du petit paquet suspendu sur ses épaules. Curieux, comme des voyageurs, nous lui demandâmes à voir son baby. Pour nous satisfaire, elle crut devoir se débarrasser d'une partie de ses vêtements et elle le fit si vite que nous ne pûmes l'en empêcher. Évidemment elle ne croyait rien faire d'inconvenant. En Océanie, les idées sur la décence diffèrent des nôtres. Une femme honnête ne se sépare jamais de son pagne, mais elle n'a aucun scrupule à montrer le reste de sa personne : Honni soit qui mal y pense !

---

Il y a dîner au carré de MM. les officiers de l'*Espiègle*. Tout le monde est vêtu de blanc de pied en cap. A Levuka et Suva, dans les maisons européennes, la toilette du soir se compose d'une chemise blanche et d'un pantalon de même couleur ; la taille est prise dans un *kumdrum* bleu ou cramoisi, ceinture des Anglo-Indiens. C'est élégant et adapté au climat.

---

Nous voilà en route pour l'île de Mbao, l'ancienne résidence du roi Takumbau. La distance n'est que de 35 milles.

A neuf heures du matin, le petit vapeur du gouverneur, que M. Thurston a mis à notre disposition, quitte son mouillage et franchit l'étroit chenal qui sépare les îles de corail de Mikalavu et de Mokalavu, toutes deux à fleur d'eau, et couvertes de buissons d'où sortent les tiges de quelques cocotiers ; puis continuant dans l'intérieur de la lagune qui est comme une glace, notre coquille de noix gagne enfin la haute mer. Nous passons près d'un grand steamer naufragé. Il s'est perdu, il y a quelques jours, sur un banc de corail. Ce bâtiment venait de Calcutta avec une quantité considérable de coolies, engagés par des planteurs de Suva. Le capitaine,

les officiers, l'équipage, tous ivres au moment de la catastrophe, furent sauvés. Pas un des pauvres Hindous n'échappa à la mort. Quel sinistre spectacle que celui d'un beau et grand bâtiment couché sur le flanc, engagé dans les récifs, ballotté par la houle ! Les marins les plus habitués aux vicissitudes de la mer se sentent émus. C'est ainsi que le voyageur du désert s'attriste à l'aspect des carcasses de chameaux échelonnées le long de son chemin. Le plus brave ne peut s'empêcher de faire un retour sur lui-même. Mais la fraîcheur de la brise, le roulis, le beau soleil, chassent bientôt les lugubres préoccupations. Déjà, au nord, la haute île d'Ovalau est en vue. A notre gauche, à fort peu de distance, les terres basses et sablonneuses de Viti-Levu. Devant nous plusieurs petites îles. Une d'elles est Mbaou. Toute couverte de végétation, elle ne s'élève que de quatre-vingts pieds au-dessus de la mer, et sa circonférence ne dépasse guère 3 ou 4 milles. A travers le feuillage on entrevoit à peine les toits de l'église méthodiste et du mausolée de Takumbau, sur le sommet de la colline, les maisonnettes des missionnaires le long de la plage, quelques cabanes de sauvages.

A trois heures, notre vapeur jette l'ancre au milieu d'un groupe de canots indigènes et de quelques yachts construits à Auckland pour les princes et roitelets, qui commencent à préférer les chaloupes européennes au tronc d'arbre creux traditionnel. Ces bateaux ont amené des chefs de tribu venus pour saluer le roko de Mbaou, fils de Takumbau, à l'occasion de son retour du conseil national. La grande rue est déserte, mais, guidés par le son lointain du tam-tam, nous débouchons sur une place, où la population tout entière semble s'être donné rendez-vous. C'est un *méki*, une danse solennelle exécutée par les grandes dames de la tribu. Nous trouvons le héros de la fête avec ses frères et cousins assis sur ses jambes devant la porte d'une cabane. C'est un homme encore jeune ; physionomie ordinaire, teint brun mat. Rien qui le distingue de ses compagnons, si ce n'est qu'il porte une chemise, tandis que ses amis se contentent du pagne. Après avoir échangé des poignées de main avec ce personnage, nous passons outre et prenons place derrière les spectateurs.

Nous voilà au grand Opéra de Paris, dans une première de face. Les fauteuils d'orchestre et le parterre sont occupés par les notables de l'Archipel. Accroupis sur le gazon, mêlés sans distinction de rang à leurs suivans et sous-ordres, ils semblent absorbés dans la contemplation du spectacle. Nous ne voyons que des dos, quelques centaines d'épaules bronzées ou noires, ruisselantes d'huile de coco. A notre arrivée, ces messieurs ont daigné se retourner un instant pour jeter un regard sur les intrus, laissant ainsi entrevoir

leurs visages embellis pour l'occasion de plaques blanches, ou rouges, ou noires. Ils ont le haut du corps nu, la taille prise dans une ceinture de calicot de couleurs voyantes, ou d'une étoffe faite de l'écorce d'un arbre, que quelques-uns remplacent par des fibres noires d'une certaine racine. Leur chevelure jaune est parée de fleurs ou de plumes. Quelques jeunes élégans portent des agrafes noires et, autour du cou ou en bandoulière, des guirlandes de fleurs. La tenue pleine de dignité des rokos, les manières polies, mais non obséquieuses de leurs suites, donnent à la compagnie un caractère de noblesse et font oublier que c'est une assemblée de sauvages.

En Europe, ce serait une représentation de *gala*, avec cette différence qu'ici le corps du ballet se compose, à peu d'exceptions près, de dames de qualité. Un profond silence règne dans ce parterre de roitelets médiatisés, de chefs de tribus transformés en préfets, de courtisans auxquels la clé de chambellan siérait à merveille, si on pouvait l'attacher à leur peau lisse et saturée d'huile de coco. De temps à autre, les *maliès* partent de leurs rangs, et chose digne d'être citée, ces *bravos* éclatent toujours à des momens où les habitués de l'Opéra, les fins connaisseurs en l'art de Terpsichore, prodigueraient leurs applaudissemens.

Au fond, derrière les danseuses, il y a le décor : une toile verte, ou plutôt un gazon touffu, émaillé de beaux arbres, jeté sur la pente rapide d'un mamelon, dont le sommet porte les maisons, invisibles d'ici, de la mission. Un chemin excessivement raide, moitié sentier, moitié escalier, vous y mène. Au pied de cette hauteur, derrière les danseuses, une demi-douzaine d'Européens occupent une estrade qu'une marquise protège contre le soleil. Ce sont les missionnaires et leurs femmes. L'église, une sorte de grange, percée d'ouvertures ogivales à droite, des maisons d'indigènes à gauche, forment coulisses, l'herbe du gazon est le tapis étendu sur la scène. Le ciel, nacré de perles, tient lieu de voûte, et le soleil qui descend vers l'horizon remplace le lustre et la lumière électrique.

Les ballerines, au nombre de cinquante, face au public, et rangées sur une seule ligne, dansent en s'accompagnant d'un chant monotone. Leurs mouvemens se règlent sur le bruit de baguettes agitées par quelques hommes qui forment l'orchestre. Au fait, ce n'est pas une danse ; c'est une série de poses qui varie sans cesse, et rien n'égale la précision d'automate avec laquelle ces dames passent d'une attitude à une autre. Elles avancent et reculent d'un ou de deux pas, s'inclinent, se redressent, tournent à droite, tournent à gauche, élèvent leurs bras vers le ciel, les étendent horizontalement, les ramènent sur la poitrine. Les gestes sont toujours convenables, jamais grotesques, souvent gracieux ; les poses pleines de

dignité et parfois vraiment classiques : ce sont des tableaux vivans copiés sur un vase étrusque ou un marbre du Parthénon. Dans ces momens, les *maliès* éclatent de toutes parts.

Les nobles danseuses portaient la chemise réglementaire qui descend à mi-jambe et; par-dessus, leur ancien costume : un morceau de calicot aux couleurs criardes autour de la taille, et, attachés à la ceinture et autour du cou, des festons de fleurs, de feuilles, de fibres de racine. Leurs cheveux ruisselans d'huile de coco étaient arrangés avec un soin particulier et ornés de grosses fleurs jaunes et rouges. Une femme d'un certain âge, placée au milieu de la ligne, attirait mon attention par sa haute taille, par l'exubérance de ses formes, par son air imposant et par l'expression agréable et spirituelle de sa physionomie. C'était la princesse Andiquilla, la fille, la confidente et la conseillère du défunt roi Takumbau. J'apprends que c'est une femme politique, qui a de l'esprit, du bon sens et qui est fort populaire parmi les Fijiens. Quelques autres femmes, jeunes celles-là, se faisaient remarquer par l'élégance de leurs mouvemens. N'eussent été les nez larges et épatés et les lèvres charnues, je dirais que c'étaient de fort jolies personnes.

La danse finie, toutes ces dames se dépouillèrent de leurs fleurs et de leurs jupons, les jetèrent par terre et se retirèrent. Un maître de cérémonies, qui avait la barbe blanche et un air vénérable, se leva pour annoncer aux hommes toujours accroupis sur le gazon que les dames offraient ces cadeaux aux nobles hôtes du roko, réunis à cette fête. Ceux-ci répondirent par un cri rauque. C'est leur manière de remercier.

Vint le tour des hommes. Une cinquantaine de jeunes gens s'élançèrent sur la scène. Les uns formaient un groupe compact que les autres entouraient d'un cercle mouvant. Tous chantaient, poussaient des cris, gesticulaient avec véhémence. Chaque ronde finissait par des battemens de mains, une génuflexion et cette miraculeuse contorsion du dos qui ferait l'envie des clowns de nos cirques.

La fête se termina par un repas sur l'herbe, fourni par le roko de Mbaou. Des poissons frits, des patates sucrées (*yams*) furent servis dans des paniers ou sur de grandes feuilles de *taro*.

Le chef de la mission, le révérend Langham, offrit de nous introduire chez la princesse Andiquilla. Nous traversâmes la capitale tantôt en suivant des sentiers étroits, tantôt en passant d'enclos en enclos à l'aide de marches grossières pratiquées dans les haies. Au centre de chaque enceinte, qui sert de pâturage à quelques cochons, se trouve la cabane. La lourde toiture en chaume recouverte de feuilles sèches repose sur des chevrons qui s'appuient, au centre, sur deux ou trois gros troncs d'arbres équarris et, à la circonférence, sur des poteaux dont les interstices sont remplis par un tissu

de roseaux et de feuilles. C'est le mur d'enceinte. Pas de cheminée et pas de compartimens dans l'intérieur, qui forme une seule grande pièce. L'ameublement est des plus simples : quelques nattes, une lampe à pétrole (on en a introduit un grand nombre dans les dernières années), et rien qui ressemble à des lits, à des chaises ou à des tables. Les provisions de bouche et les objets de toilette sont suspendus dans les combles.

Dans les rues, si on peut ici parler de rues, un gazon frais et touffu tient lieu de pavé, et, à chaque instant, on passe du soleil à l'ombre d'arbres séculaires : des mangroviens, des banyans, l'arbre à pain aux feuilles incisées, le gracieux *ti*, l'arbre de la fougère, quelques cocotiers et d'autres que j'ai le plaisir de connaître de vue, mais dont hélas ! j'ignore les noms. Souvent les passans sont obligés de se frayer passage à travers des bouquets de broussailles aux feuilles multicolores et veloutées, coquettement parés de fleurs écarlates, rose thé, lilas, bleu de ciel. Notre cicérone s'arrête devant deux grosses pierres placées verticalement à côté l'une de l'autre. Un immense banyan courbé par l'âge étend au-dessus d'elles ses branches tourmentées. Derrière, un tronc d'arbre calciné et le rideau vert formé par une petite colline à pic toute tapissée d'herbes et de feuillage. Quelle scène bucolique, quel coin délicieux, bien fait pour inviter aux douces rêveries ! Ce fut, cependant, contre ces deux pierres que l'on brisait les crânes des malheureuses victimes destinées à être servies en pâture dans les festins officiels du vénérable Takumbau. Deux hommes saisissaient le malheureux, chacun tenant l'un de ses bras et l'une de ses jambes. On mettait le corps en branle et on finissait par le lancer, la tête en avant, contre les blocs. Cet endroit si poétique était le grand abattoir d'hommes. Pour cette raison, cette partie de la ville portait autrefois et conserve encore le nom de quartier de la boucherie.

Le palais, ou plutôt la cabane de la princesse Andiquilla, ne se distingue des huttes du commun des mortels que par un peu plus d'élévation et par le coquillage blanc dont est orné le bout du gros chevron qui avance dans la rue. C'est le privilège des princes et des princesses du sang. A notre arrivée, quelques servantes étaient occupées, probablement en notre honneur, à épousseter fort à la hâte les nattes qui couvraient le sol. Nous trouvâmes la princesse accroupie, les genoux aux dents, le dos appuyé contre un des piliers du centre. Elle était en conversation familière avec un vieux *bouli* et, sans se déranger, nous prodigua les poignées de main, accompagnées de force gros rires. Mais quoique vêtue seulement de sa tunique bleue, et malgré le négligé de sa toilette et de sa tenue, elle avait grand air. N'était sa corpulence hors ligne, on la dirait encore belle femme. Son regard vif et pénétrant m'a, surtout frappé.

Elle est veuve et mère de quelques enfans en bas âge. Je lui dis que sans l'avoir jamais vue auparavant, je l'avais reconnue pendant la danse à son air distingué. Ce compliment sembla lui faire grand plaisir, et elle se le fit répéter plusieurs fois par M. Langham, qui voulait bien nous servir d'interprète. A la fin de la visite, elle envoya son fils, un joli garçon de dix ans, dans les combles pour apporter de grosses oranges qu'elle nous jeta au milieu d'un nouveau paroxysme de rires. Évidemment elle nous trouvait bien amusans ou bien ridicules. Dans les intervalles de la conversation, elle jasait avec le bouli, qui n'accorda pas la moindre attention aux étrangers.

Le palais de Takumbau est une cabane un peu plus spacieuse que les autres. Depuis sa mort, elle est et doit rester inoccupée. Pour enlever le corps de sa majesté, il fallut pratiquer dans le mur du palais une brèche qu'on ne bouchera jamais. Un grand chef mort ne s'en va pas par la porte. L'étiquette le défend. Le mausolée du roi n'offre rien de particulier.

Le soleil baissait lorsque, revenant sur nos pas et traversant la place où la danse avait eu lieu, nous atteignîmes par un chemin très raide les maisonnettes des missionnaires. Elles occupent le point culminant de l'île et reçoivent de première main la brise de mer quand il y en a. Quelques beaux arbres y ajoutent leurs ombres, quelques parterres de fleurs leurs parfums. L'intérieur est simplement, mais confortablement meublé. Les ladies s'étaient réunies dans le *parlour*, qui est aussi la salle à manger et où on allait servir le souper. Je me crus au fond de l'Australie, chez quelque planteur, qui, quoique à son aise, n'accorde rien au luxe. M. Langham possède une belle collection d'armes, et, parmi autres objets de fabrication indigène, des fourchettes à quatre pointes, richement sculptées, dont on se servait pour les festins d'anthropophages. Le peu de blancs qui visitent ces parages sont très amateurs de ces ustensiles, et les sauvages, plus fins et plus avancés qu'on ne le pense dans les voies de la civilisation, en fabriquent en quantités suffisantes pour satisfaire à la demande. Mais les vrais connaisseurs font fi de la contrefaçon. Ce qu'il leur faut, ce sont des fourchettes authentiques, des fourchettes qui aient réellement servi à l'usage qu'on leur attribue.

Le révérend Langham réside à Fiji depuis de longues années. Il a joué un grand rôle dans les péripéties émouvantes du règne de Takumbau, comme aussi dans les négociations qui précédèrent l'annexion. Il y a eu des momens où, dans ces îles, il a exercé un arbitrage presque suprême. Depuis que Fiji est devenu une colonie anglaise, l'influence des missionnaires a naturellement dû baisser. Les grands chefs, constamment en guerre autrefois et aujourd'hui même très peu réconciliés, ont cessé de venir chercher conseil

et appui auprès du révérend Langham. Ils préférèrent s'adresser au gouverneur. Cependant le chef de la mission de Mbaou jouit encore d'un grand prestige et il est et restera, dans cet archipel, une figure historique. A son regard, pénétrant mais froid, à ses traits immobiles, à sa physionomie sévère qui n'a rien de *sanctimonious*, ni d'onctueux, on devine qui il est. Son extérieur annonce la tournure de son esprit et la force de son âme. Elle explique sa longue et bienfaisante carrière.

Il faisait nuit lorsque nous quittâmes la mission. La pleine lune, qui inondait la terre et la mer de teintes argentées, voulut bien nous faciliter la descente de la rampe et le retour à notre petit vapeur, où nous arrivâmes à une heure assez avancée.

---

*Levuka. — Mango. — Loma-Loma. — Du 9 au 15 juin.* — Nous avons quitté Suva hier. La nuit a été détestable. Quel roulis ! J'avais beau me caler dans ma couchette, la crainte d'être jeté par terre chassait le sommeil. Mais, ce matin, le temps est superbe. *L'Espiegle*, qui a quitté Suva hier dans l'après-midi, croise entre les îles Ovalau et Wakaya. Il y a exercice à feu. Les cinq pièces de 104 lancent leurs boulets, et les montagnes des deux îles nous renvoient les échos des détonations. Malgré la houle, les artilleurs manquent rarement la cible, et le capitaine est radieux.

A midi, la corvette franchit la ceinture de corail et jette l'ancre devant Levuka, l'ancienne capitale de Fiji. Elle regarde à l'est. Une montagne à plusieurs pics, qui est l'île même, domine de toute sa hauteur la ville assise à ses pieds. Levuka n'est qu'une rangée de maisonnettes de bois couvertes de fer plissé qui suivent la plage. Quelques petites villas disséminées sur les gradins de la montagne se détachent du fond sombre d'une végétation exubérante. On y arrive par des escaliers en bois ou par des sentiers abrupts. Excepté le ciel et les maisons, tout est vert, le vert de la forêt qui couvre montagnes, rochers, ravins, mamelons, absolument tout. La nature n'a mis qu'une seule couleur sur sa palette, mais avec cette couleur elle a peint un paysage ravissant. Si on regarde en arrière, on se trouve en présence d'un spectacle magique. Dans le Sud-Pacifique, c'est toujours la même chose et c'est toujours du nouveau. Les mêmes élémens se reproduisent sans cesse. On se lasse de les décrire, on se laisserait d'en lire la description, on ne se lasse pas de les contempler : les terres ou hautes ou à fleur d'eau, mais toujours vertes ; la lagune multicolore selon la profondeur de l'eau et la position du soleil ; la ligne blanche et écumante des récifs ; au-delà de la ceinture, l'océan presque noir par le contraste avec les teintes éclatantes de la lagune, qui ressemble à une rivière de



turquoises, de saphirs, d'émeraudes, de topazes, étalée sur un coussin de moire foncée. Enfin, fort au loin, quelques îles, aux contours tourmentés, semblables à des flocons de nuages qui cherchent vainement à se détacher de l'horizon de la mer.

---

Nous nous promenons sur la plage. Des araignées colossales attirent notre attention. Leurs fils semblent faire ployer les branches des arbrisseaux. Ces animaux sont considérés comme bienfaisants et personne ne songe à les déranger. On a, au contraire, en horreur, mais on tâche vainement d'extirper la tendre sensitive qui a été importée d'Europe, on ne sait ni quand, ni par qui. Cette plante détruit l'herbe, au grand détriment du bétail.

Plusieurs petites excursions ont varié notre séjour à Levuka. Quant à des voyages, il faut y renoncer si on ne se résigne à marcher à pied dans les sentiers étroits envahis par la végétation, qui serpentent en maints endroits entre des quartiers de rocher, souvent par-dessus des blocs de granit glissants, ce qui exclut le cheval. Comme l'intérieur n'est guère peuplé, on est contraint à faire des marches forcées pour trouver un misérable gîte dans quelque hutte de sauvage.

Il y a cependant une délicieuse promenade à faire. Je la recommande à ceux qui viendront après moi. Pour abréger le chemin, faites-vous conduire dans un bateau à quelques milles au nord de la ville. Il ne sera pas facile d'aborder. Votre embarcation aura à glisser par-dessus un dédale de bancs de corail, mais à la fin vous atterrirez et vous débarquerez le mieux que vous pourrez. Pour ma part, assis sur les épaules d'un de nos braves matelots, je défie les brisants et la vase glissante. Descendu à terre, dirigez vos pas à travers des champs bien cultivés, suivis d'une forêt de cocotiers, vers une montagne qui n'est pas loin. Pénétrez dans la gorge étroite que vous y trouverez, elle vous mènera à un endroit des plus poétiques, un petit bassin rempli d'une eau claire comme le cristal, le ruisseau qui la fournit formant cascade ; tout autour des rochers couverts de feuillage, et, par-dessus des milliers de têtes de cocotiers, entre les sinuosités de la vallée que vous avez parcourue, l'horizon de la mer. C'est l'Éden du résident blanc. Il y trouve un bain d'eau douce, de l'ombre et de la fraîcheur. Seulement le chemin du Paradis, on le sait, est rarement commode. Je n'y serais jamais entré sans le secours de mes jeunes compagnons. Dans ces sentiers indiens, il faut l'habitude de l'indigène ou le pied léger du marin.

En revenant, nous traversâmes un groupe de fort jolies cabanes, ensevelies dans le feuillage. Ces maisonnettes étaient fort propres, ceux qui les habitaient avaient l'air prospère et leurs champs de

yam nous semblèrent bien cultivés. Près du hameau, nous trouvâmes un cercle de pierres entouré de beaux arbres, avec un foyer au milieu. Une fois par semaine, on y cuit le pain. Naguère, on y cuisait l'homme. Aujourd'hui comme alors, quand le feu est allumé, les chefs de famille s'y réunissent pour prendre leur kava et discuter la chose publique.

Ce fut une charmante petite excursion, mais l'état des chemins m'a guéri de toute velléité de pénétrer plus avant dans l'intérieur. D'ailleurs, qu'est-ce que l'intérieur de ces îles? Une forêt épaisse entre deux plages.

---

La grande rue de Levuka, longue rangée de maisons qui bordent la mer, ne manque pas d'animation. On y rencontre quelques blancs et quantité d'indigènes. Ni les uns, ni les autres ne semblent très affairés. Des bateaux pontés, quelques cutters et deux ou trois grands voiliers se balancent dans le port. La navigation à vapeur est représentée par un petit steamer qui transporte la malle à Suva. J'entrai dans quelques boutiques qui portaient sur leurs enseignes des noms anglais et allemands. Je découvris aussi un nom tchèque, dont le porteur exerce le métier de tailleur. Il se plaignait de faire de mauvaises affaires. Mais aussi quelle anomalie! Un tailleur dans un pays où on se passe de vêtements!

Les indigènes gagnent à être connus. Une fois habitués à l'irrégularité de leurs traits et à leurs bouches de requin, on ne trouve plus dans leurs physionomies que bonhomie et gaieté, avec un certain air d'indépendance qui leur sied fort bien. Parmi les femmes, il y en a de fort jolies. Mais la première jeunesse est la condition de la beauté. A l'âge de seize ans, on est matrone; encore quelques années, et la sylphide d'antan est devenue un monstre d'obésité.

---

Nous revenons du *government house*, aujourd'hui inhabité, mais toujours tenu en état de recevoir sir William et lady de Voeux quand le besoin des affaires ou la nécessité d'un changement d'air ramène le gouverneur et sa famille dans l'ancienne capitale. Cette maison a été bâtie par le roi Takumbau. On l'a agrandie, adaptée aux besoins européens, et l'on a pris toutes sortes de précautions pour préserver les appartemens de l'humidité et de la chaleur. C'est un vaste rez-de-chaussée protégé sur ses derrières, contre le soleil couchant, par un rideau d'arbres, et sur le devant par une véranda qui donne sur un petit jardin, ou plutôt un tapis de gazon entouré de parterres de fleurs. Il n'existe dans ces îles aucune

villa d'été, aucun de ces asiles construits dans les montagnes et semblables aux *hill-stations* de l'Inde, qui permette aux personnages officiels, ou du moins à leur famille, de se soustraire, pendant les fortes chaleurs, à l'action délétère du climat des tropiques. Restent donc les deux villes. On va de Suva à Levuka, de Levuka à Suva. On fait comme le malade qui se retourne sur son lit de douleur. C'est une illusion, on le sait ; mais c'est toujours un changement, un mouvement, et tout vaut mieux que l'immobilité.

J'admire ces fonctionnaires, et je me demande comment il est possible d'en trouver. Ce ne sont pas de pauvres hères qui, pour gagner leur vie, ou parce que d'autres carrières leur sont fermées, recherchent, faute de mieux, et obtiennent ces postes dont d'autres n'auraient pas voulu. Presque tous ces hommes, chefs et sous-ordres, appartiennent aux couches supérieures de la société. Et cependant, par horreur du désœuvrement, par désir de servir leur pays, poussés aussi par cet esprit d'aventure propre à la race anglo-saxonne, ils s'expatrient pour passer dans des îles perdues au milieu du Pacifique (1) et habitées par des sauvages, une longue série d'années, peut-être la plus belle partie de leur vie.

---

Le père Bréhéret, de la congrégation mariste, préfet apostolique dans l'archipel de Fiji, Vendéen de naissance, exerce ici son ministère depuis quarante ans. Il n'a jamais revu l'Europe. C'est le type de l'ascète. Ses vénérables traits respirent la douceur et la charité. Ses vêtemens, comme la petite église, le presbytère et l'école, portent l'empreinte de la pauvreté apostolique. Un missionnaire wesleyen m'a dit : « C'est un saint. » Ce témoignage est confirmé par le jugement unanime de la population blanche.

Le révérend Webb, missionnaire méthodiste, a bien voulu me conduire à son habitation, située sur une des hauteurs qui sont derrière la ville. Un raide escalier y mène ; mais, une fois arrivé, on est amplement dédommagé de la fatigue, qui, d'ailleurs, n'est pas excessive : une vue superbe sur la lagune et la mer, quelques beaux arbres près de la maison, protégée par une vérandah, et où l'on trouve de la brise, de l'ombre et des fauteuils. Dans l'appartement, pas de luxe, mais un modeste confort. M<sup>rs</sup> Webb nous y reçoit, entourée de ses enfans, bien savonnés, bien frais, bien élevés. Des indigènes, chrétiens et catéchumènes, vont et viennent et sont reçus par le missionnaire dans son cabinet, tout rempli d'écri-

(1) Depuis quelques mois, un service mensuel régulier a été organisé entre Suva, la Nouvelle-Calédonie, Auckland et Sydney, au moyen de vapeurs qui transportent la malle et des passagers. C'est un vrai bienfait pour les résidens européens de cet archipel.

tures et de livres. Le révérend Webb, né en Angleterre, est venu en Australie avec ses parens à l'âge de quatre ans. Il a fait ses études théologiques à Newton-College (Sydney). Sa femme est Australienne. On me dit que la plus grande partie des missionnaires protestans, surtout des missionnaires méthodistes et *congrégationalistes*, sortent des familles du petit commerce de Sydney et de Melbourne. M. Webb est un homme jeune encore. L'intelligence et l'énergie sont peintes sur son honnête figure. Comme ses confrères, c'est un rude pionnier de la civilisation. En comparant ces deux hommes, le père Bréhéret et M. Webb, tous deux d'un mérite que personne ne conteste, on voit toute la distance qui sépare le missionnaire catholique du missionnaire protestant. Mais, par des voies diverses, ils tendent au même but.

---

12 juin. — Hier, dans l'après-midi l'*Espiègle* a mis à la voile. Ce matin, il rasait Hat-Island, Vatu-Vara, un immense bloc de pierre taillé en forme de chapeau. A une certaine distance, l'illusion est complète. A dix heures, jeté l'ancre dans de l'eau profonde, à quelques brassées d'une falaise encadrée par la forêt. C'était l'île de Mango (les missionnaires écrivent Mago), possédée et exploitée par une compagnie de Sydney. Les anciens habitans, des Fijiens, ont, il y a plus de vingt ans, abandonné leur terre natale. Ceux de leur race qu'on y trouve maintenant, une centaine environ, ont été importés de Yasawa et engagés comme travailleurs pour un an. Il y a aussi, au service de la compagnie, des Polynésiens et des coolies hindous.

Ce qui se passe dans cette petite île pourrait donner aux anciens maîtres de l'archipel un avant-gût du sort qui les attend. De manière ou d'autre, les habitans s'en vont. Ils disparaissent, et, si l'on en trouve encore, ce ne sont plus les propriétaires du sol, ce sont des domestiques loués pour un, deux, trois ans. A l'expiration de leur engagement, ils s'en vont, soi-disant pour rentrer chez eux ; mais, en vérité, on ne sait pas trop où ils vont. Ceux qui restent sont les maîtres, et les maîtres sont des blancs. Mus par une seule pensée, par le désir de réussir, de gagner de l'argent et d'en gagner beaucoup et vite, disposant de capitaux, qu'il est si facile, trop facile peut-être de trouver en Australie, s'aidant de tous les progrès de la science, intrépides, persévérans, rompus au travail, les blancs vont de l'avant : *go ahead*. Comment le pauvre sauvage pourrait-il lutter avec eux ? Il est condamné à succomber, à dépérir, à disparaître. Ce n'est pas qu'il soit persécuté ou traité avec cruauté. Dans les Nouvelles-Hébrides, dans les îles Salomon et dans d'autres groupes de l'Océanie, des actes de violence se pro-

duisent encore assez souvent entre blancs et noirs ; mais, dans les Fiji, où une protection énergique est assurée à l'indigène, rien de semblable ne m'a été signalé. Au contraire, on tâche de le civiliser, de l'instruire, de le sauver. Je doute qu'on y réussisse, la force des choses est plus puissante que la volonté des hommes.

Deux agens de cette compagnie, suivis d'une trentaine de Fijiens, sont venus à bord. Ces derniers se mettent aussitôt à exécuter une danse de guerre. Assis sur la dunette, le capitaine et moi, nous pouvons jouir à notre aise de cette scène étrange et fantastique. La falaise et la forêt de l'île servent de décors, le pont tient lieu de scène. Les sauvages, tantôt divisés en pelotons, tantôt rangés en ligne, se trémoussent, chantent en chœur, poussent des cris, font résonner l'air de sons stridens ou sourds, produits par des battemens de mains, et finissent chacune de ces rondes infernales par une contorsion miraculeuse de l'épine dorsale, par un plongeon et une gémflexion. La mesure est marquée par deux musiciens dont l'un tient un gros bâton sur lequel l'autre frappe avec une baguette. Autour des danseurs, le cercle des officiers étalés dans leurs fauteuils. Derrière eux le parterre des jaquettes bleues et des *marines*, les uns regardant bouche béante, les autres riant à gorge déployée. Le clairon est en extase. A une distance respectueuse des noirs, qu'il n'aime pas, mon valet de chambre, homme prudent avant tout, s'est retranché derrière les deux plus robustes matelots de l'équipage.

Nous, c'est toujours le capitaine Bridge et moi, nous allons à terre. C'est dans les premières heures de l'après-midi. Aussi le soleil, reflété par des quartiers de rocs disséminés sur la plage que nous franchissons péniblement, menace-t-il de suffoquer les voyageurs. Mais on se fait à tout, même aux rigueurs des tropiques. Heureusement des chevaux nous attendent. Un sentier étroit, mais bien entretenu, permet de parcourir facilement la petite île ; tantôt on descend dans de profonds ravins, tantôt on escalade de raides mamelons, ici à l'ombre d'arbres à pain, de banyans, de cocotiers, plantés en échiquier, là à travers une mer d'herbages.

Le moulin à sucre se trouve au centre de l'île. Le directeur nous reçut dans son habitation, cabane indigène arrangée et meublée à l'anglaise. Cottage, fabrique, plantation forment une oasis de civilisation au milieu du monde sauvage. Un défilé étroit bordé de rochers bas taillés à pic, tapissés de plantes grimpantes et couronnés d'arbres mène à la lagune, petit bassin bordé de collines qui semblent plier sous le poids de la végétation. Par un étroit goulet on aperçoit l'horizon de l'océan. C'est à travers cette ouverture naturelle qu'un bâtiment de la compagnie, chargé des produits de l'île, tâche de gagner la mer ; il est construit de manière à pouvoir

franchir la barre à marée haute. Au reste, pas trace d'habitation sur le rivage, pas un bateau dans le bassin. Excepté la petite jetée, rien qui rappelle l'homme. Un silence profond, rarement interrompu par le cri rauque de quelque oiseau aquatique, plane sur ces lieux solitaires. A l'heure qu'il est, avec le feu d'artifice du soleil couchant, c'est un Claude Lorrain. Seulement le maître n'y a pas encore peint ses temples et ses naïades. L'avenir achèvera le tableau. Mais les édifices ne seront pas des temples et les naïades ne seront pas des Polynésiennes (1).

---

13 juin, Loma-Loma. — *L'Espion* a pénétré dans une immense lagune et a jeté l'ancre devant quelques huttes ombragées par des arbres géans qui les enveloppent de feuillage et d'ombre. C'est Loma-Loma, le chef-lieu de Vanu Mbalava, la principale des îles des Explorateurs, aujourd'hui comprises sous le nom général de Fiji.

La nature est ici la même que partout dans ces parages, mais les hommes sont autres. Ce sont en grande partie des Tongiens ou pur sang, ou sang mêlé, c'est-à-dire des Polynésiens. Regardez ces jeunes femmes assemblées au bord de la mer, toutes, nous dit-on, épouses ou filles de grands chefs. L'expression des physionomies, les poses nonchalantes mais gracieuses, les toilettes soignées ne laissent aucun doute sur la position sociale de ces dames. Elles ont, sauf la bouche, les traits réguliers. J'aperçois même deux ou trois profils classiques, et j'admire leur teint mat, olivâtre très clair, qui s'harmonise si bien avec les couleurs voyantes de leurs jupes, avec la grosse fleur écarlate ou bleue piquée dans leurs cheveux abondans, lisses et noirs. Ces déesses de l'Olympe tongien ont fait leur sieste sur la plage; maintenant, étendues ou accroupies sur le sable, elle semblent absorbées dans la contemplation de nos matelots, qui ont un jour de congé et se livrent avec passion au plaisir de la pêche. Un groupe de beaux jeunes gens de très haute taille, maintien digne, regard fier, se tiennent debout à quelque distance. Eux aussi suivent avec attention les mouvemens des pêcheurs. C'est qu'ici on voit rarement un si grand nombre d'Euro-

(1) Mango contient 7,005 acres anglais. Des bois, des plantations de cocotiers et de cannes à sucre alternent avec des pâturages qui nourrissent une centaine de têtes de bétail et une quarantaine de chevaux. On exporte 120 tonneaux de copre, 40 tonneaux de coton et un peu de café. Le principal produit est le sucre, dont on espère exporter cette année-ci 1,000 tonneaux. Tous les produits sont envoyés à Melbourne. La population se compose de 40 blancs et de 790 Fijiens, Polynésiens et Coolies, tous au service de la compagnie. Le terrain est fort accidenté. Les points culminans s'élèvent à 670 pieds au-dessus de la mer. Ces informations nous ont été fournies par M. Borron, directeur de l'établissement.

péens, et l'apparition d'un bâtiment de guerre fait événement. Nous nous approchons de ces élégans vêtus seulement d'un pagne en écorce. Ils se rangent pour nous laisser passer et saluent avec une politesse froide, sans témoigner aucune envie de lier conversation avec les deux étrangers.

A quelques pas plus loin, la forêt envahit la plage. C'est un chaos de feuillage, de troncs et de branches tourmentés, de racines enchevêtrées : on dirait des enroulemens de serpens. La nature y a percé un tunnel qui, à son extrémité, laisse entrevoir un petit bout de la lagune, immobile comme une glace, où se reflète le ciel, en ce moment couleur de lait. Des orangers gigantesques dorent de leurs fruits la sombre voûte des mangroviens. Deux jeunes femmes, qui nous ont suivis, demandent à voir mon lorgnon. L'une, en le portant à ses yeux, pousse des cris d'étonnement accompagnés d'un paroxysme de rires ; l'autre, saisie de frayeur, le rejette et s'enfuit.

La supériorité de la race polynésienne sur les Fijiens saute aux yeux. On la retrouve dans la construction des cabanes qui ressemblent à de jolis paniers de jonc bombés aux deux côtés étroits. Celles qui ont des fenêtres vitrées servent d'habitations à une douzaine de blancs. Avec le magistrat, M. Sawyne, ce sont les seuls Européens établis dans cette île. Le grand personnage, le marquis de Carabas, est un négociant anglais qui vit dans un îlot en face de Loma-Loma. Il a acquis de vastes terrains qu'il plante de cocotiers, le copre formant le principal article d'exportation. Il possède aussi trois magasins. Dans une de ses boutiques, le commis, vêtu d'un gilet et d'un pantalon de laine, costume habituel des Européens, nous reçoit avec une politesse exquise. Il parle « l'anglais de la reine, » et ses manières sont celles du grand monde. C'est probablement quelque naufragé de l'océan de la vie, une épave de la civilisation échouée sur cette plage lointaine (1).

---

15 juin. *En mer.* — Depuis près de dix ans, l'archipel des Fiji, qui comprend aussi le groupe des Explorateurs, se trouve placé sous la domination britannique. Il est redevable au nouveau régime de bienfaits incontestables : une prospérité relative ; la paix intérieure, malgré l'inimitié persistante, quoique contenue entre les tribus, une parfaite sécurité en ce qui concerne la vie et la propriété, une protection indirecte, mais efficace, contre les tentatives des embau-

(1) La population de Vanu-Mbalava et des deux autres îles qui composent le groupe des Explorateurs est de 2,000 indigènes fijiens et tongiens, et de 26 blancs, y compris les visiteurs réguliers. On produit et on exporte 1,000 tonnes de copre.

cheurs, enfin une organisation adaptée, autant que possible, aux traditions et usages du pays.

En prenant possession des îles, les agens du gouvernement anglais y trouvèrent les lois, coutumes, droits et obligations en vigueur dans cet archipel depuis un temps immémorial, et auxquels les indigènes doivent d'être devenus, plus que toute autre population de l'Océanie, un peuple homogène. Le Fijien ne connaissait que l'ordre de son chef et les usages de sa tribu. Voilà à quoi se réduisait son code, à l'époque de l'annexion. En tant qu'il s'agit de droits et d'obligations, l'individu n'existait pas pour la loi. Elle ne s'occupait que de la commune. Le système de parenté est agnatique. Les familles, les *galis*, originairement les descendans de frères, placées sous l'autorité patriarcale d'un chef et réunies en communautés, travaillent, prospèrent ou souffrent en commun, mais le plus souvent prospèrent aussi longtemps qu'elles forment une communauté, tandis que les individus, comme tels, ne réussissent presque jamais.

Le Fijien, quoique né agriculteur, n'a aucune idée de la nécessité et du profit d'un travail continu et réglé. Il ne travaille que pour vivre au jour le jour, c'est-à-dire quand il est forcé de travailler. De là la nécessité de laisser au chef de chaque tribu le pouvoir de déterminer la quantité de travail obligatoire et de punir ceux qui tâchent de se soustraire à cette obligation (1).

Telle est la nation ou la peuplade pour laquelle il s'agissait de trouver un *modus vivendi* sous le nouveau régime. Les Fijiens passaient d'emblée de l'état d'anarchie et de guerres permanentes sous l'autorité d'un gouvernement européen. On ne pouvait pas les faire passer avec la même promptitude de l'état sauvage à la civilisation. Il fallait donc compter avec les élémens qu'on trouvait, et on n'en trouvait que deux : le chef de tribu et le droit coutumier.

C'est à ce point de vue qu'il faut se placer pour juger la constitution élaborée et octroyée aux Fijiens par le premier gouverneur de la nouvelle colonie.

Les chefs des grandes tribus, les *roko*, se réunissent une fois par an pour rendre compte de l'état de leurs tribus, en exposer les besoins et, s'il y a lieu, recommander des améliorations. Ils sont, en outre, tenus d'adresser au gouverneur des rapports écrits. Ce conseil, indigène ou national, ce *native council*, s'appelle *embozé*. Les chefs des petites tribus, les *buli*, administrent leur district et se réunissent, eux aussi, périodiquement. Dans ces assemblées, qu'on

(1) *Memorandum upon the establishment of district Plantations in the colony of Fiji for the purpose of enabling the native population to provide their taxes in a manner accordant with native customs*, par M. Thurston, sans date, probablement 1875.



pourrait, par analogie, appeler parlement national et conseils généraux, on voit siéger à côté les uns des autres des hommes ou des fils d'hommes qui, naguère, passaient leur vie à s'entretuer et à se dévorer. Les transactions des *embozés*, publiées régulièrement dans les deux langues anglaise et fijiennes, répandent des flots de lumière sur l'état moral et intellectuel des habitans, sur leurs mœurs et sur la tournure d'esprit des nouveaux parlementaires, qui, revêtus d'un certain pouvoir judiciaire, joignent aux fonctions administratives que le gouvernement anglais leur a attribuées l'autorité et le prestige dont, comme chefs de tribus, ils ont joui de temps immémorial.

Je renonce à donner dans ces notes un précis de droit public fijienn. A en croire des personnes dont l'impartialité n'est pas suspecte, la constitution octroyée aux insulaires fonctionnerait assez bien ; car si l'apparence en est bizarre, c'est précisément parce qu'elle s'adapte à des hommes et à des choses bizarres aussi. D'ailleurs, me dit-on, regardez ce peuple : quelle transformation ! — Et on me cite plusieurs faits incontestables et vraiment merveilleux. Je n'en mentionnerai qu'un seul. Autrefois, débarquer dans cet archipel, c'était exposer sa vie, pénétrer dans l'intérieur, c'était courir au-devant d'une mort presque certaine. Qu'on lise le livre très curieux du capitaine (amiral) Erskine (1) et on verra ce que les Fiji étaient il y a quarante ans. Aujourd'hui, c'est une petite troupe exclusivement composée d'indigènes qui veille sur la vie du gouverneur et de sa famille, de son état-major et des résidens blancs. A l'exception du jeune officier qui commande ces soldats improvisés, il n'y a pas un militaire anglais à Fiji ! Et notez bien ceci : les sujets de couleur de la reine forment 98 pour 100 de la population entière de l'Archipel.

Il y aurait encore d'autres miracles à enregistrer. Cependant, il faut en convenir, les jugemens qu'on entend énoncer ici par les vieux résidens, les plus à même de connaître le pays, varient à l'infini. Les uns attribuent au gouvernement le mérite des avantages obtenus, d'autres au fonctionnement de la nouvelle constitution, aux missionnaires, ou bien à l'influence des Européens. Mais il y a aussi des voix, non moins autorisées, si la longue résidence et le contact continu avec les indigènes donnent de l'autorité, qui soutiennent sérieusement que les Fijiens, loin d'avoir été des sauvages, étaient arrivés avant l'introduction du christianisme à un haut degré de civilisation. Les uns révoquent en doute l'existence même du cannibalisme, Les autres la nient formellement, d'autres en parlent comme d'une calomnie, ou encore n'en font pas même

(1) Publié en 1853 et intitulé : *A Cruise among the Islands of the Western-Pacific.*

mention. A en croire ces témoignages, l'œuvre des missionnaires, et surtout l'intervention des gouverneurs, le contact du blanc, en un mot, sont la ruine de ce peuple. D'autres, enfin, s'en prennent exclusivement aux gouverneurs, surtout à sir Arthur Gordon. On les accuse de se montrer trop indulgens envers les indigènes, de manquer d'impartialité, de se laisser guider par des prédilections marquées pour les choses du passé, de rétablir des us et des coutumes qui peuvent avoir été excellens sous l'ancien régime, mais qui sont impossibles dans un état policé.

Il y a surtout deux griefs que j'entends formuler. D'abord la partialité des tribunaux anglais dans les procès entre blancs et noirs. Dans toutes les discussions entre les planteurs et les travailleurs qu'ils ont engagés, on sait d'avance, me dit-on, que ce sont les travailleurs qui auront raison devant le juge. On protège l'indigène et on a raison, mais cette protection, poussée trop loin, devient de l'injustice envers le blanc. Voici un de ces cas qui se reproduisent constamment. Les travailleurs engagés par quelque planteur lui demandent des concessions ruineuses, non comprises dans son cahier des charges. Il refuse. Alors ils s'adressent au tribunal, après avoir préalablement concerté cette démarche avec tous les autres indigènes qui sont au service de leur maître. Ils l'accusent de quelque violation imaginaire de ses obligations envers eux, et comme il manque de témoins à décharge, il perd son procès. De là, — je cite toujours ce qui m'a été dit et répété, — la situation presque désespérée du petit planteur et la grande popularité, parmi les indigènes, du gouverneur, des juges, des fonctionnaires et employés anglais. « Ceux-là, s'écrie-t-on, peuvent certainement dormir tranquilles sous la garde de quelques soldats fijiens. Ils pourraient même s'en passer. Mais nous, qui ne sommes pas populaires, nous préférons des jaquettes rouges. »

A cela les défenseurs du gouvernement répondent : « Les résidens de Suva et Levuka ne goûtent pas plus le programme : *Fiji pour les Fijiens*, que les Anglo-Indiens n'aiment le mot dernièrement prononcé à Calcutta et à Simla : *L'Inde pour les Indiens*. La plupart des blancs venus ici dans les commencemens, mais pas tous, étaient d'affreux aventuriers, des banqueroutiers australiens, des criminels échappés aux prisons de Sydney et de Melbourne, des gens de sac et de corde, la lie du genre humain. Ils étaient l'épouvantail des gens honnêtes qui, même pendant cette première période, ne faisaient pas absolument défaut, et ils transformaient Fiji en un centre d'une véritable traite d'esclaves. C'est de Levuka que *Carl*, le mal famé, est parti deux fois pour porter la désolation, le rapt, le meurtre dans plusieurs groupes du Pacifique. Sans notre intervention, on aurait à l'heure qu'il est exterminé l'indigène. C'est

principalement, sinon exclusivement par raison d'humanité et pour protéger les insulaires, que Fiji a été annexé et que des bâtimens de guerre anglais viennent régulièrement visiter ces parages. Les immigrans européens qui sont arrivés ici depuis que le pavillon britannique a été arboré à Fiji, savaient ce qu'ils faisaient. Ils connaissaient quelles chances ils avaient à courir. Ils n'ont pas le droit de se plaindre. D'ailleurs nous répudions l'accusation de partialité que l'on porte contre les tribunaux. »

L'autre doléance se rapporte à la faveur témoignée et à l'appui accordé aux grands chefs et aux chefs en général pour maintenir le prestige et l'influence de chacun d'eux dans sa tribu. Tandis que dans beaucoup d'autres îles de l'Océanie, l'autorité des chefs a presque disparu, dans cet archipel elle est mieux et plus solidement établie que jamais. Elle l'est si bien que lorsqu'un roko, ce qui arrive parfois, se permet d'ajourner l'application d'une loi nouvelle, impopulaire dans son district ou contraire à ses idées, le gouvernement ferme les yeux plutôt que de l'humilier devant sa tribu. Il est aisé de comprendre cette politique. Les autorités coloniales savent qu'il est plus facile de se faire écouter et obéir par les chefs naturels, que de gouverner directement une multitude réduite à l'état d'atomes.

Mais cette manière d'agir est particulièrement odieuse aux planteurs. Ils allèguent de nombreux argumens; je n'en citerai qu'un seul. Ils rappellent qu'autrefois les pouvoirs du chef, quelque arbitrairement qu'il les exerçât, n'étaient pas illimités. Quand ses exactions ou ses cruautés dépassaient une certaine mesure, les chefs de famille le déclaraient déchu et le remplaçaient par un autre membre de sa famille ou allaient se fondre dans une autre tribu. Cet acte de dénonciation était ordinairement accompagné ou suivi d'un coup de massue appliqué par un proche parent de haut rang sur le crâne du chef trop autoritaire. Ce contrôle un peu sommaire, mais très efficace, n'existe plus. Au contraire, la loi défend à la tribu de renvoyer son chef. Elle doit adresser ses plaintes au gouverneur qui, par principe et par goût, incline en faveur du chef.

Mais le principal motif du mécontentement des résidens blancs, il faut le chercher ailleurs. Les planteurs qui ont besoin de travailleurs, les négocians de Suva et de Levuka qui ont besoin de domestiques et qui, les uns et les autres, n'en trouvent que difficilement et à des conditions onéreuses, s'en prennent, souvent avec raison, aux roko et aux buli, peu favorables aux engagemens.

Dans d'autres groupes de l'Océanie, encore indépendans, le peu de résidens blancs qui s'y trouvent ainsi que les capitaines et agens

des bâtimens recruteurs qui y paraissent périodiquement, tendent au même but avec plus de succès. On m'explique ce fait par l'absence d'un pouvoir étranger qui puisse protéger les chefs, par les habitudes d'insubordination que les travailleurs rapportent dans leurs îles, de Queensland ou d'autres colonies australiennes à la fin de leur engagement, enfin par le dépérissement physique et moral des races océaniques. Dans les sociétés en décomposition, tous les liens se relâchent avant de se briser. Le prestige du chef s'éteint naturellement et graduellement avec l'extinction naturelle et graduelle de la tribu (1).

Le contraste entre ce qui se passe à Fiji, grâce à la politique suivie par les gouverneurs, et la ruine que nous voyons s'accomplir dans d'autres groupes, n'en est pas moins significatif, et il serait difficile, il me semble, de ne pas rendre justice à la sagesse des représentans de la couronne d'Angleterre.

Et la population de Fiji? Quels sont les effets des soins si suivis, si intelligens, je dirai presque si tendres que lui prodiguent ses nouveaux maîtres? Hélas! elle décroît, — dans une proportion moindre, il est vrai, que dans plusieurs archipels indépendans. Il y a des oscillations, des hauts et des bas, mais somme toute elle décroît. De 160,000 âmes qu'elle comptait avant 1871, elle est descendue à 115,000 lors du dernier recensement, tandis que celle des blancs : Anglais, Allemands, Scandinaves et un petit nombre d'Américains s'est, dans le même espace de temps, élevée de 200 ou 300 à plus de 2,000. C'est d'abord la rougeole introduite par un bâtiment de guerre anglais, la *Didon*, qui, en quelques mois, a réduit si considérablement la population fijiennne. En ce moment, la coqueluche fait de grands ravages parmi les enfans et décime d'avance la génération à venir. Les maladies d'origine européenne sont toujours, et surtout à leur début, fatales au sauvage. J'entends dire que, malgré l'excellence des mesures sanitaires prises par les autorités coloniales, la race fijiennne s'éteindra dans un avenir peu éloigné. Cette prophétie mélancolique trouve cependant des contradicteurs. Sauf quelques exceptions, notamment par exemple les îles de Wallis et de Futuna, les mêmes faits se produisent, avec plus d'intensité, dans tous les groupes du Pacifique, y compris la Nouvelle-Zélande. Partout le contact du blanc semble désastreux pour les races océaniques. On sait les conséquences terribles de l'abus des boissons alcooliques. A Fiji, il y a défense

(1) Il y a cependant des archipels où l'autorité des chefs de tribu n'a pas souffert, par exemple la Nouvelle-Bretagne, la Nouvelle-Irlande, et, autant qu'on sache, la Nouvelle-Guinée.

d'en vendre aux indigènes : j'ignore les conséquences pratiques de cette prohibition. Le besoin de bras dans le Queensland (Australie), dont le climat très chaud partout, torride dans le nord, exclut en grande partie le travail blanc, a donné lieu à ce qu'on appelle le *labour-trade*, la traite des travailleurs. Tout le monde sait quelles cruautés furent commises dans les commencemens. De vrais flibustiers descendaient dans quelque île de la Mélanésie, faisaient main basse sur tout ce qu'ils rencontraient et enlevaient, par la ruse ou par la force, la jeunesse de la tribu. Aujourd'hui ce trafic est réglé et contrôlé par les soins du gouvernement de Queensland et du haut commissaire britannique dans le Pacifique occidental ; il y a à ce sujet des réglemens sévères, et, à chaque bâtiment recruteur est attaché un agent du gouvernement de Queensland chargé de tenir la main à ce qu'ils soient strictement observés. De plus des croisières anglaises, de la station navale d'Australie, exercent sur les mers un contrôle suivi et sérieux, sinon toujours efficace. Néanmoins, on n'a qu'à lire les rapports des officiers chargés de ce service pour se convaincre qu'il reste encore beaucoup à faire. Depuis quelque temps des bâtimens de guerre allemands fréquentent aussi ces parages, avec mission de protéger leurs nationaux.

Ce sont donc ces bâtimens recruteurs, les *trade vessels*, qui vont chercher, en les engageant pour un, deux, trois ans, les jeunes gens des îles mélanésiennes et qui les transportent à Queensland et à Fiji, avec l'obligation, pas toujours fidèlement remplie, de les ramener dans leur village au terme de leur engagement. Une partie seulement de ces sauvages revient, et ceux qui revoient leur île natale, sauf quelques rares exceptions, ont peu profité à leur apprentissage en pays civilisé. Ils n'en ont adopté que les vices. Comme conséquence, les Nouvelles-Hébrides sont presque dépeuplées et les îles Salomon le seront bientôt.

Sir Arthur Gordon et M. Thurston, pour préserver les Fijiens d'un sort semblable, ont imaginé un moyen pratique d'empêcher l'émigration, et ils ont du même coup créé à l'état une ressource financière. Le gouverneur a imposé aux indigènes une taxe payable en produits naturels (1). A cet effet, il a établi des plantations de district où les hommes sont tenus de travailler sous l'inspection et sous la responsabilité des *rokos*, des *bulis* et des magistrats indigènes. Le produit de ces travaux fournit les moyens de payer l'impôt. De là, pour les jeunes gens, l'impossibilité de quitter le pays. Si l'émigration est presque nulle, ce résultat si heureux est dû à

(1) Cet impôt rend 18,000 livres sterling.

cette mesure fiscale. En revanche, on voit ici un nombre considérable de travailleurs appartenant à différens groupes de la Mélanésie.

On accuse les missionnaires (wesleyens) d'un excès de zèle qui ne contribuerait pas peu à la décroissance des populations. Dans l'intérêt de la moralité, ils ont octroyé aux femmes, qui, sauf le pagne, se contentaient d'une toilette peu compliquée, une longue chemise de coton qui descend du cou à mi-jambe, souvent aux talons; et avec peu de succès, à la vérité, ils exhortent les hommes à se mieux couvrir. Le résultat de ces innovations, au point de vue sanitaire, serait déplorable. Les indigènes, affublés de vêtemens qu'ils ne lavent guère et ne quittent jamais, même la nuit, sortent de leurs huttes avant le jour et, en s'exposant tout en sueur à l'air frais et humide du matin, contractent des maladies de poitrine; or ces maladies, naguère inconnues, sont très répandues aujourd'hui. Un missionnaire, cité devant une commission, a répondu naïvement : que le changement des habitudes et l'adoption de vêtemens, *à la suite de l'introduction de la religion chrétienne et de la civilisation*, étaient les causes de la grande mortalité parmi les indigènes (1).

L'acte d'annexion de Fiji a été promulgué en 1874. C'est en juin 1875 que le premier représentant de la couronne débarqua à Levuka. Il se trouva en face d'une tâche unique et sans précédent dans l'histoire des colonies. Quelle était-elle et comment s'est-il pris pour l'accomplir ?

Dans des cas compliqués ou mystérieux, dans ces cas qui sont les élémens des causes célèbres, on se demande : Où est la femme ? En politique, quand je rencontre une idée nouvelle et féconde qui ne court pas les grands chemins et ne s'impose pas à la multitude par l'évidence des faits, je me demande : Où est l'homme ? Je ne demande pas où sont les hommes. Les idées naissent dans le cerveau d'un seul et non dans les cerveaux de plusieurs. Un homme a une idée. Cette idée peut être discutée, amendée, modifiée, dénaturée dans des bureaux ministériels ou parlementaires, en comité secret, en séance publique, mais ni les bureaux, ni les comités, ni les parlemens ne l'ont inventée ni découverte. Elle est née dans la tête, peut-être aussi dans le cœur d'un seul homme. Ici quel est cet homme ?

C'est sir Arthur Gordon, premier gouverneur de cette colonie

(1) *Report of a Commission appointed to inquire into the working of the Western-Pacific orders in council*. Février 1884. Appendix B. Statement of the rev. H.-A. Robertson, 21 mars 1883.

et haut commissaire pour les îles du Pacifique occidental (1). Il a trouvé pour réaliser ses projets des auxiliaires de mérite et, notamment dans la personne de M. Thurston, un collaborateur d'une très grande valeur. C'est, sans aucun doute, à ce fonctionnaire qu'il doit des informations précieuses sur les conditions morales, politiques et sociales où se trouvaient, à son arrivée, les populations de la nouvelle colonie. Grâce à ces renseignements, il a pu concevoir le plan qu'il a inauguré.

Sir Arthur n'est pas ce qu'on appelle un homme populaire. La main de fer comporte mal le gant de velours, et, d'ailleurs, chacun de nous a les défauts de ses qualités. J'insiste sur ce point, parce que j'entends émettre sur son activité des jugemens téméraires, peu bienveillans, souvent même absolument injustes. Mais l'homme d'état, rompu aux luttes avec les passions éphémères, reste impassible en présence de semblables attaques. Ce n'est pas au présent qu'il demande une appréciation impartiale de ses actes. La presse, cette grande puissance, il le sait bien, fait l'opinion du jour. L'histoire fait l'opinion des siècles. Le journaliste écrit sur des feuilles de papier que la brise du lendemain enlèvera. L'histoire grave ses verdicts sur l'airain et sur le marbre.

Le problème à résoudre était, je le répète, unique dans son genre. Il s'agissait de diriger dans une certaine mesure, de protéger contre les indigènes et contre eux-mêmes, les membres européens de la colonie naissante, composée, alors encore, des élémens qu'on sait; et, de l'autre côté, de sauvegarder les intérêts des aborigènes, de mettre fin aux actes de violence commis par des blancs, et aussi aux guerres perpétuelles entre tribus sauvages à peine arrachées à la barbarie; car, n'en déplaise à leurs amis enthousiastes, des anthropophages de la veille, sinon du jour, sont des barbares. La paix établie, il fallait la consolider. Il fallait dompter la bête fauve, et comme les moyens mis à la disposition du gouverneur par la métropole, — qui n'est plus une bonne mère nourricière, mais la gardienne jalouse des deniers publics, — comme ces moyens étaient fort limités, il fallut se décharger sur ces catéchumènes de la civilisation d'une partie de l'administration; et, on ne pouvait y parvenir qu'en conservant autant que possible, au lieu de faire table rase, l'ancienne constitution, c'est-à-dire les us et coutumes, les notions et les traditions indigènes. Sir Arthur n'avait sous la main ni bureaucratie anglaise, ni gros bataillons, ni grosses pièces. Il fallait gouverner avec des élémens indigènes auxquels furent adjoints quelques magistrats anglais. Ces élémens indigènes ne pouvaient être que les chefs dont chacun était le maître

(1) Aujourd'hui gouverneur de Ceylan.

dans sa tribu. Il fallait gagner les chefs, et le moyen de les gagner, c'était non pas de réduire, comme le demandait l'opinion publique de la nouvelle colonie, mais de consolider leur autorité. Et, en gagnant les chefs, on gagnait le peuple au nouvel ordre de choses, puisque précisément les chefs disposaient des tribus. Dans cette voie, qu'il avait découverte à lui tout seul, sir Arthur Gordon entra hardiment, résolument, énergiquement. Et l'on me dit que sir William des Voeux, le gouverneur actuel, suit les mêmes errements. Si les résultats du système imaginé, inauguré, mis en pratique par le premier gouverneur, répondent à son attente, si, par les moyens qu'il a employés, on parvient à recueillir ces insulaires sans les faire disparaître, chemin faisant, dans le sein de la civilisation chrétienne, alors, certes, sir Arthur Gordon marquera dans l'histoire de l'Océanie comme le bienfaiteur des Fijiens.

Je me résume.

Après de longues hésitations et une série de transactions, le gouvernement anglais se décida à accepter des mains du roi Takumbau les deux cents îles (dont cent habitées) qui constituaient nominale-ment le royaume de Fiji. Les deux parties contractantes agissaient sous l'empire d'une nécessité impérieuse. Takumbau, d'ailleurs, criblé de dettes contractées aux États-Unis, avait à choisir entre l'abdication et la ruine complète, peut-être la mort pour lui et l'extermination de sa famille et de sa tribu. De son côté, le gouvernement anglais pouvait-il demeurer plus longtemps témoin passif des crimes que commettaient dans ces parages, le plus souvent avec impunité, des sujets britanniques, sous les yeux de ses agents, de ses consuls, des commandans de ses croisières? Pouvait-il laisser rétablir dans le Pacifique la traite qu'il avait si longuement, si énergiquement, et, à la fin, victorieusement combattue dans les eaux de l'Afrique et du Brésil? Pouvait-il, dans ces circonstances, résister plus longtemps à la pression de l'opinion surexcitée de l'Australie, à la pression non moins passionnée des philanthropes de l'Angleterre? A ces motifs humanitaires venaient se joindre des considérations d'un ordre purement temporel. On représentait Fiji comme un paradis terrestre destiné à fournir aux fabriques de Manchester d'innombrables balles de coton; c'étaient pour ainsi dire plusieurs îles de Malte, qui, en temps de guerre, assureraient à l'Angleterre la domination du Pacifique occidental; c'était un centre maritime inexpugnable pour ses forces navales et pour sa marine commerçante. Certes, ces espérances ne se sont pas réalisées et ne se réaliseront jamais. Tout cet archipel, fût-il couvert exclusivement de plantations de coton, n'en produirait jamais assez pour émanciper l'industrie cotonnière anglaise des producteurs de l'Amérique, et la configuration des îles, toutes d'un accès difficile, rendra toujours la navigation extrêmement



dangereuse pour des bâtimens de haut bord. Mais dans des proportions plus modestes, la possession de ces îles offre indirectement des avantages réels et considérables, ne fût-ce que parce que les marchés de l'Australie et de la Nouvelle-Zélande lui sont assurés. Ces colonies, jusqu'à présent obligées d'envoyer chercher à Java et à l'île Maurice le thé, le café, le sucre, enfin tous les produits coloniaux dont elles ont besoin, s'habitueront à s'en pourvoir ici à mesure que, la culture s'étendant, les îles Fiji, bien plus rapprochées que l'Inde hollandaise et Maurice, seront à même de répondre à leurs demandes.

Fiji offre en ce moment un spectacle curieux, et, ce semble, satisfaisant. Dans le monde indigène, la paix partout. Les chefs des grandes tribus, transformés en pairs et en préfets, vaquant à leurs affaires administratives et parlementaires, ne s'aimant pas plus que par le passé, mais ne troublant en aucune façon l'ordre public. En général, pas ou peu d'actes de violence. Le peuple, gai, inoffensif, peu industriel, mais content de son sort. Jusqu'à présent, l'autonomie octroyée aux indigènes, dans certaines limites, n'a produit que de bons résultats.

Dans la population européenne, qui s'accroît rapidement, une transformation presque complète s'est opérée au cours des dix dernières années. Le spadassin légendaire d'autrefois a cédé le terrain à des gens honnêtes et laborieux, dont le travail est fécondé par des capitaux provenant principalement de Sydney. Sous plus d'un rapport, la jeune colonie s'assimile de plus en plus à l'Australie et à la Nouvelle-Zélande. La culture du sol fait des progrès sinon rapides, du moins continus, et le commerce a pris dans ces dernières années un élan inattendu. En 1883, on a constaté dans les caisses de l'état un excédent de revenu comparativement considérable (1).

J'ai reproduit dans ces notes, consciencieusement et fidèlement, les informations que j'ai puisées aux sources les plus diverses et les plus autorisées. J'ai aussi placé côte à côte les jugemens si divers que j'ai entendu énoncer sur les hommes et sur les choses de ce pays. Mais c'est à cela que doit se borner ma tâche. Il ne m'appartient pas de donner une opinion personnelle. Tout ce que je me permettrai d'affirmer, c'est que l'Angleterre, en prenant possession des îles Fiji, a fait une bonne action et une bonne affaire.

HÜBNER.

(1) De 26,000 livres sterling.

---

## ÉTUDES

SUR

# L'HISTOIRE D'ALLEMAGNE

---

LA DÉCADENCE MÉROVINGIENNE (1).

---

J. Tardif, *Études sur les institutions politiques et administratives de la France. Période mérovingienne.* — A. Rambaud, *Histoire de la civilisation française*, t. 1. — Perroud, *Les Origines du duché d'Aquitaine.* — A. Nitzsch, *Geschichte des deutschen Volkes bis zum Ausgang der Ottonen*, et les ouvrages de MM. Fustel de Coulanges, Geffroy, Zeller, Sybel et Waitz, cités en tête de l'article du 15 juillet 1885.

A la fin du v<sup>e</sup> siècle, la Germanie était habitée, le long des côtes de la mer du Nord, par les Frisons, pauvres gens qui vivaient de pêche et de piraterie et qui donnaient à sécher au vent la boue avec laquelle ils bâtissaient leurs cabanes. Au sud de la Frise, du Rhin à l'Elbe, les Saxons vivaient, comme les Germains décrits par Tacite, de la vie simple de paysans, propriétaires, guerriers et chasseurs, disséminés dans des villages. Les Thuringiens occupaient le centre de la région germanique, depuis l'Aller affluent de l'Elbe, jusqu'au Danube; les Alamans, la haute vallée du Danube, jusqu'au Lech; enfin, sur la rive droite du Lech, les Bavares s'établirent au vi<sup>e</sup> siècle et complétèrent la Germanie du moyen âge. Fri-

(1) Voyez la *Revue* du 15 juillet.

sons, Saxons, Thuringiens, Alamans, Bava­rois n'étaient pas plus capables de s'unir pour résister à l'étranger que n'avaient été les Germains du temps de l'empire. Ils parlaient des dialectes différens et ils avaient des coutumes particulières. Tandis que les Thuringiens obéissaient à des rois et les Bava­rois à des ducs, ni les Frisons ni les Saxons ne reconnaissaient en temps de paix l'autorité d'un chef. Comme les anciens Germains, ces peuples se faisaient la guerre les uns aux autres : les Thuringiens et les Saxons semblent avoir été des ennemis perpétuels. Cependant un double danger menaçait la Germanie. Les Francs, à l'ouest, en avaient conquis une partie; à l'est, les Slaves s'avançaient occupant l'espace évacué par les peuples que Tacite avait connus entre l'Elbe et la Vistule, et dont la plupart étaient allés se perdre dans l'empire romain; sur le Danube arrivaient les Avars, hordes asiatiques en marche vers l'Occident.

Placée entre les Francs et ces barbares, qu'allait devenir la Germanie? Incapable de résister aux uns et aux autres, elle semblait destinée à devenir leur champ de bataille, et l'avenir du monde dépendait de l'issue du combat. Considérons en effet que le monde était alors partagé en deux régions : l'une était le pays impérial romain, qui comprenait la Gaule, l'Espagne, l'Italie, la péninsule des Balkans, l'Afrique septentrionale et l'Asie occidentale; l'autre était cet immense terrain à peine effleuré aux extrémités par les armes ou par la politique de Rome, et qu'habitaient les Germains, les Slaves et ces couches profondes de populations lithuaniennes et finnoises qui se prolongeaient jusqu'aux mers lointaines de l'Asie. Le Rhin était une des limites de ces deux régions et les Francs y faisaient office de rempart et d'avant-garde. Ces Germains, qui ont acquis droit de cité dans l'empire et dans l'église, seront-ils assez forts pour défendre la frontière et pour la reculer vers l'est en conquérant la Germanie? Laisseront-ils au contraire ce pays devenir la proie de quelque « grand prince » slave ou d'un khan d'Asiatiques? S'ils conquièrent la Germanie, ils y porteront la culture à la fois romaine, germanique et chrétienne qui sera celle de notre continent, et ils contribueront ainsi à la formation de l'Europe, c'est-à-dire de ce groupe de peuples différens les uns des autres, mais sur les visages desquels une culture commune marquera des traits communs. Telle était la grandeur du rôle historique des Francs. Par la force des choses, et sans le savoir, bien entendu, ils étaient chargés de faire la transition entre le monde ancien et le monde futur, celui-là représenté par l'empire, qui avait recueilli tous les élémens bons ou mauvais des cités et des peuples méditerranéens; celui-ci, par l'Europe, encore indistincte au vi<sup>e</sup> siècle, mais qui se formera de parties

empruntées aux deux régions marquées tout à l'heure, et, confondant les pays et les génies les plus divers, le Nord et le Midi, l'Occident et l'Orient, dominera un jour et mettra en valeur l'univers moderné, plus vaste, plus varié, plus riche que cet univers antique auquel l'orgueil des Romains avait donné le nom de *orbis Romanus*.

Les Francs firent d'abord de rapides conquêtes en Germanie. Clovis avait soumis le pays des Alamans; son fils aîné, Thierry, s'empara de la Thuringe par les moyens qu'employaient d'ordinaire les Mérovingiens, c'est-à-dire par la combinaison de la force, de la ruse et du crime. Les Saxons, qui l'avaient aidé, devinrent les tributaires des rois francs, dont les ducs bavarois reconnurent à leur tour la suprématie. La seule Frise garda l'antique indépendance. Maîtres du pays presque entier, les Francs furent bientôt attaqués par les envahisseurs de l'Est. Sigebert combattit aux bords de l'Elbe les Avars. La première fois qu'ils se trouvèrent en présence des Asiatiques, les Francs furent tout déconcertés; car ces barbares, dit Grégoire de Tours, « disposaient de ruses magiques; ils montrèrent aux Francs des fantasmagories et les mirent en pleine déroute. » Sigebert, fait prisonnier, dut payer rançon au *gaghanus*. Ses successeurs eurent plusieurs fois affaire avec ces étranges ennemis. Au temps de Dagobert, toute la barbarie orientale entre en mouvement. Des Bulgares, chassés par les Avars, pénètrent en Bavière, demandent un asile et des champs à cultiver: Dagobert les fait mettre à mort. Pour se défendre contre ces mêmes Avars, des tribus slaves acclament roi un marchand franc, nommé Samo, qui était en expédition dans leur contrée. Cet aventurier, vigoureux personnage, qui eut de ses douze femmes vingt-deux fils et quinze filles, fonda un grand royaume dont le centre était la Bohême. Dagobert envoya contre lui des armées qui furent repoussées; mais, du moins, les Francs réussirent à couvrir la Germanie.

Restait à savoir s'ils pourraient asseoir définitivement leur conquête et si la Germanie, après avoir reçu de ses maîtres des mœurs et une religion nouvelles, serait capable de les propager à son tour parmi les peuples qui habitaient l'orient de la future Europe. Or il arriva qu'au milieu du VII<sup>e</sup> siècle, après la mort de Dagobert, la royauté mérovingienne entra dans une grande crise où ses forces se perdirent. Pendant que la Gaule se brise en fractions ennemies les unes des autres, les Saxons refusent le tribut; la Thuringe, la Bavière, l'Allemagne se détachent de l'empire mérovingien. Le combat est suspendu aux frontières de l'Est. Les Slaves reprennent leur marche en avant et envoient des essaims jusqu'aux bords du Rhin. Tout est remis en question, et il semble qu'après les Wisigoths, les Ostrogoths et les Burgondes, les Francs vont échouer dans la tentative qu'ils ont faite de fonder sur les ruines de l'em-

pire un établissement nouveau. Il importe que nous recherchions les causes de ce nouvel échec d'un peuple barbare.

## I.

On comprendra bien les difficultés de l'expérience qu'avaient à faire les Francs, si l'on compare leur histoire à celle d'autres peuples conquérans : les Doriens, par exemple, dans l'antiquité ; les Anglo-Saxons, les Normands et les Arabes dans les temps modernes. Doriens, Anglo-Saxons et Normands s'établirent en nombre sur un terrain qui n'était pas très étendu, et les peuples auxquels ils se superposèrent n'étaient pas plus civilisés qu'eux-mêmes. Les Doriens ne se confondirent jamais avec les indigènes ; ils gardèrent leur originalité et se donnèrent une discipline rigoureuse afin de la mieux défendre. Les Anglo-Saxons et les Normands demeurèrent assez longtemps à l'état de colonie conquérante avant de se mêler aux vaincus pour former une nation. Au contraire, la domination que fondèrent les Arabes fut très vaste et ils trouvèrent presque partout une civilisation supérieure à la leur ; ils se mêlèrent aux populations par des mariages et se mirent à l'école de leurs sujets, mais ils gardèrent leur langue et leur religion qui contenait leur loi. Ils eurent le bénéfice de la résistance et de la persistance extraordinaire de la race sémitique ; ils ne perdirent point leur caractère propre et demeurèrent des Arabes. Enfin, si étendu que fût leur empire, ils en occupèrent effectivement toutes les parties.

L'empire mérovingien, moins vaste que celui des Arabes, l'était beaucoup plus que les royaumes des Doriens ou des Anglo-Saxons. Moins nombreux que les Arabes, les Francs ne purent être partout présents. Le peuple demeura dans le Nord ; mais comme les rois firent des expéditions répétées dans la Gaule entière, comme ils se partagèrent ce pays, comme ils distribuèrent partout des offices et des terres à leurs fidèles, les principaux du peuple furent détachés de la nation et se perdirent dans la population romaine. Les Francs ne furent donc ni cantonnés en une masse compacte comme les Doriens ou les Anglo-Saxons, ni partout répandus comme les Arabes. Du reste, il y a entre ces peuples et les Francs la grande différence que ceux-ci ne furent pas à proprement parler des conquérans. Clovis a battu Syagrius et le roi des Wisigoths, les fils de Clovis ont battu le roi des Burgondes ; après quoi ils ont pris la place du Romain Syagrius, du Wisigoth Alaric et du Burgonde Sigismond, mais les Romains des pays occupés par ces barbares n'ont pas été conquis. Les Alamans et les Thuringiens ont succombé il est vrai, dans une lutte de peuple contre peuple ; mais, ici encore, le roi vainqueur s'est contenté de se substituer aux rois vaincus.

Les Francs n'ont pas même eu l'idée de chercher un système de gouvernement applicable à tout leur empire. En Gaule, la population avait l'habitude et le besoin d'être gouvernée, et il subsistait quelques cadres administratifs : ils ont fait administrer le pays par leurs comtes et leurs évêques. En Germanie, ils se sont approprié le trésor des rois et leurs biens, qui devaient être considérables ; ils ont pris le commandement militaire du peuple et ils ont peut-être trouvé le moyen de se procurer la perception des revenus de justice, qui étaient, avec les revenus de leurs propriétés, toute la richesse des princes barbares ; mais l'on ne voit point qu'aucun gouverneur, aucun officier ait été envoyé par eux au-delà du Rhin. Les pays germaniques ont été rattachés à l'empire franc par une sorte d'union personnelle : c'était donc un empire disparate et très difficile à garder pour un peuple qui n'était ni groupé sur un territoire où il aurait pu garder son caractère et sa force originelle, ni représenté dans toutes les provinces sur lesquelles il exerçait une sorte d'hégémonie.

Comme ils ne sont pas des conquérans, les Francs ne forment point une caste privilégiée. S'ils estiment leur vie plus haut que celle d'un Romain dans leurs tarifs du *vergeld*, ce n'est là qu'une manifestation naïve de l'estime de soi-même. Ils sont rebelles à l'impôt, mais c'est l'effet d'un ressouvenir de la vie barbare, d'un sentiment de fierté juvénile et aussi de l'incapacité de comprendre les nécessités de la vie publique. Du reste, ils n'ont aucun préjugé contre les Romains ; ils ne les excluent ni des honneurs de l'état, ni des honneurs de l'église. Ils leur laissent leurs grands domaines, leurs titres et cette noblesse dont les familles sénatoriales gardent précieusement la tradition. Ils ne commettent, au moins par mesures générales, aucune de ces violences qui divisent une population en deux camps. La langue des Romains est leur langue officielle ; la religion des Romains a été adoptée par eux : entre eux et les Romains il n'y a pas lieu à des luttes prolongées comme celles où les patriciens et les plébéiens ont aiguisé leurs courages et leurs esprits par un effort continu dont la fin a été la formation de cette cité qui est devenue la maîtresse du monde.

Quand les Arabes et les Saxons entreprirent leurs conquêtes, rien n'avait altéré leurs mœurs : ils étaient des Arabes et des Saxons. Les Francs, lorsqu'ils s'établissent en Gaule, ne sont plus de vrais Germains. Au nord et à l'est, on trouve encore le peuple vivant et faisant ses affaires dans le village et la centenie, mais après que Clovis a mis dans Paris « la chaire du royaume, » ces communautés de paysans ne comptent plus dans la vie générale, qui est tout entière où est le roi avec son personnel politique moitié franc et moitié romain. L'opinion des Romains sur le pouvoir royal qu'ils se représentent comme l'image du pouvoir impérial, celle des évêques qui sa-

luent en Clovis la résurrection de David et de Constantin, achèvent de transformer le chef barbare. Les relations des Germains entre eux et avec le roi sont modifiées profondément. Pour employer une expression de la langue familière, on ne sait plus chez les Francs comment on vit. Aussi ne faut-il pas attendre d'eux l'énergie d'un peuple simple qui sait ce qu'il veut et fait ce qu'il est capable de faire.

Comme les Arabes, les Francs furent placés en face d'une civilisation supérieure ; mais les civilisations hellénique et persane que les Arabes trouvèrent en Asie étaient plus vivantes et plus capables de fécondité que n'était la civilisation romaine dans la Gaule mise en désordre depuis trois siècles par les guerres civiles, les révoltes des paysans et l'invasion. La vie intellectuelle achève de s'éteindre ; les écrivains exécutent les dernières parodies de la littérature classique ; la langue corrompue va se briser en dialectes ; la philosophie n'a plus d'idées ; la législation n'est plus qu'une codification ; l'art ne sait plus qu'altérer les formes de la beauté antique : il n'est plus même capable de renouveler les modes des derniers temps de l'empire, qui persisteront plusieurs siècles. Les institutions et la plupart des cadres de la vie politique ont été emportés. Au commencement du v<sup>e</sup> siècle, Honorius pouvait encore convoquer dans Arles l'assemblée des sept provinces ; Sidoine Apollinaire et ses amis poursuivaient à Rome un gouverneur infidèle et obtenaient sa condamnation ; ils connaissaient des cités, des provinces, des diocèses, des préfectures, et, en haut de la hiérarchie, l'empereur, qui était la loi vivante. Au vi<sup>e</sup> siècle, il n'y a plus d'assemblées, plus de gouverneurs, plus de vicaires, plus de préfets, et la loi vivante est morte. De même que les Francs ne sont plus de vrais Germains, les Romains ne sont plus de vrais Romains : ils ne vivent plus dans l'atmosphère de la vie antique. Ils sont donc incapables d'initier les barbares à la civilisation romaine.

Enfin la grande histoire des Francs commence le jour même du baptême de Clovis ; mais cette conversion, qui est une nouvelle rupture avec le passé, ne peut être tout de suite bienfaisante. Sans doute, les migrations, les guerres, l'habitude des violences et du brigandage, l'éloignement des lieux où les sources, les bois et les arbres étaient sacrés et où les rites du culte s'accomplissaient dans un milieu traditionnel, l'admiration pour la richesse et la prospérité des chrétiens, l'idée que le dieu de Rome devait être un puissant dieu, préparèrent les Germains à recevoir le christianisme. Ils n'étaient pas incapables d'ailleurs de comprendre la sublimité des conceptions chrétiennes, car ils avaient des dieux qui avaient vécu parmi les hommes comme le Christ : ils savaient que la terre est entre le jour et la nuit et qu'il existe quelque chose au-

dessus de notre misère et par-delà le fini. Mais comment auraient-ils pu faire âme neuve du jour au lendemain et opérer en eux la transformation qui eût été nécessaire pour qu'ils devinssent de vrais chrétiens ? Ce n'est pas encore le moment de dire quelle sorte de christianisme fut pratiquée par les Mérovingiens, et il suffit de marquer ici qu'après avoir obéi à saint Remi en brûlant ce qu'ils avaient adoré, les Francs ne surent point adorer dans l'intimité d'une conscience régénérée ce qu'ils avaient brûlé. Ils perdirent l'imparfaite discipline de la religion ancienne et ne supportèrent point les règles que la religion nouvelle leur voulait imposer. Ils furent dans la maison de Dieu des étrangers bruyans et violens ; ils n'en prirent à grand'peine que les habitudes extérieures. Ici encore nous rencontrons donc l'opposition que nous avons déjà marquée entre les Germains et d'autres grands peuples. Chez les Grecs, les Juifs, les Arabes, le développement religieux a été naturel et continu. En Gaule, une série de transitions a mené les habitans du druidisme au culte romain, puis à l'organisation ecclésiastique chrétienne. Rien de pareil chez les Francs. Ils ont su s'accommoder avec l'église et tirer grand profit de cette entente, mais ils n'ont pas connu, au temps mérovingien, l'alliance intime de la religion et de la politique qui a fait la force du peuple de Dieu, de la cité antique et des premiers califes.

Bref, les Francs sont peu nombreux et leur empire est vaste. Si peu nombreux qu'ils soient, ils sont divisés : le peuple est d'un côté, les chefs et les rois sont de l'autre. Ils ont perdu en partie leurs mœurs anciennes ; ils ne sont plus des païens et ne sont pas des chrétiens. Rien d'essentiel ne les distingue des populations de leur empire. Ils n'ont ni cet orgueil de conquérans, ni cet orgueil de caste qui sont de grandes forces. Ils ne sentent le besoin ni de s'organiser pour la résistance, ni de se plier à des circonstances nouvelles et de chercher de nouveaux moyens de gouvernement. Ils ont cette bonne fortune très dangereuse de ne rencontrer et de ne provoquer aucune résistance sérieuse. Si l'expérience qu'ils ont à faire est difficile, rien ne les en avertit. Ils peuvent vivre au hasard et au jour le jour, et ils vivent ainsi. Jamais peuple n'a été exposé à tant et de si grands dangers.

## II.

Le premier de ces dangers était la dépravation des mœurs. Francs et Romains confondus se livrent à tous les vices avec une fougue extraordinaire. Ils sont cupides, menteurs, assassins et débauchés. On ne saurait déterminer avec exactitude à quoi, de la barbarie franque ou de la civilisation romaine, il faut attribuer la plus grande part dans la corruption universelle. Pourtant c'est un problème qui a tenté



beaucoup d'esprits. Certains écrivains allemands sont portés à n'accuser que la civilisation romaine ; ils en font un tableau effrayant dont ils empruntent les couleurs à Salvien. Obligés de reconnaître que les Francs, s'ils ont été des disciples, ont bien vite égalé leurs maîtres, ils s'autorisent du témoignage d'un Byzantin pour dire que ce peuple faisait exception parmi les Germains par sa méchante nature. Certes il serait aisé de défendre la Gaule romaine contre Salvien, ce prêtre marseillais du v<sup>e</sup> siècle, qui a suivi le penchant ecclésiastique à trouver dans les choses humaines l'abomination de la désolation, et de montrer chez d'autres barbares que les Francs la perfidie, la violence et les débauches : mais à quoi bon ? Nous sommes en présence d'un phénomène connu : quand deux peuples, dont l'un est plus civilisé que l'autre, entrent en contact, ils commencent par échanger leurs vices, et il est naturel que les Romains aient appris des Francs la violence et qu'ils leur aient enseigné l'usage du luxe et le raffinement dans le vice. Au reste, nous savons déjà une autre raison d'écarter comme oiseuse la querelle des défenseurs de Rome et des admirateurs de la Germanie : ce ne sont point de vrais Germains ni de vrais Romains qui sont en présence. C'est parce que les uns et les autres ont perdu leur caractère propre et leurs mœurs anciennes qu'il se rapprochent si aisément. Quand les hommes cessent de vivre sous les lois accoutumées, cette sorte de pudeur générale, qui est en partie un effet de l'habitude, s'évanouit. Ne suffit-il pas, dans notre temps même, d'un mois de guerre étrangère et de huit jours de guerre civile pour déchaîner les instincts de l'état de nature, qui sont de méchants instincts ?

La dépravation a été fatale aux Francs. Cupides, ils sont éblouis par l'éclat de l'or ; ils entassent dans leurs trésors les métaux, les fourrures, les étoffes, les pierres précieuses. Troublés par cet enrichissement subit, épris de luxe, ils recouvrent de colliers, de bracelets, d'agrafes et de ceintures d'or leurs vêtements dont la bordure est tissée d'or et de perles. Glorieux comme des parvenus, ils font parade de leur opulence. Frédégonde, envoyant en Espagne sa fille Rigonte, met le trousseau de la fiancée sur cinquante chariots, confiés à la garde de quatre mille hommes, qui les pillent en route. Ces rois, ces reines, ces officiers et leurs serviteurs sont en proie à la *sacra famas*, et pour la satisfaire, ils commettent des exactions qui sont une cause permanente de troubles et de révoltes.

Il n'est presque pas de prince auquel les écrivains contemporains ne reprochent le péché de luxure. Les barbares sont séduits par la beauté des femmes romaines et le charme de nouveauté qu'ils trouvent dans ces amours. Celui-ci fait enlever en Aquitaine des convois de filles de sénateurs. Un autre, envoyé par son père pour

faire la guerre aux Goths, s'arrête dans un château, et, près de l'hôtesse, oublie son père et la guerre des Goths et sa fiancée des bords du Rhin. Brunehaut, qui était presque une Romaine, a troublé bien des têtes. Mais les Mérovingiens ne s'adressent pas si haut d'ordinaire; ils prennent leurs femmes à la cuisine ou dans les ateliers de la maison : Frédégonde n'est que la plus illustre de ces servantes maîtresses. Ils en prennent plusieurs à la fois, au gré de leur caprice, sans craindre de mettre deux sœurs dans le même lit, comme fit Caribert, qui fut excommunié parce qu'une des deux sœurs était religieuse, et qui, d'ailleurs, ne s'inquiéta pas de l'excommunication. La polygamie est tolérée chez eux; Grégoire de Tours parle tranquillement « d'une des reines de Caribert. » La violente passion pour les femmes se transmet de père en fils, croissant toujours. Clotaire II « est instruit, pieux, généreux envers les églises, mais il est trop grand chasseur et il obéit trop aux suggestions des femmes et des filles. » Le fils de Clotaire, Dagobert, « a trois reines, et, de plus, *ad instar Salomonis*, des concubines que l'on ne peut dénombrer. » Le fils de Dagobert, Clovis II, « est adonné à tous les vices honteux : fornicateur, trompeur de femmes, ivrogne et goulu. » Ces débordemens commencent avec la puberté; ils ruinent la race royale, qui finit par ne plus produire que des énervés.

La perfidie de ces princes, qui cherchent perpétuellement à se tromper et à se voler les uns les autres, est une des causes de ces guerres civiles qui ont contribué pour une si grande part à détruire l'état mérovingien. L'assassinat, qui est le moyen habituel de la politique des rois, décime la famille. Il est entré dans les mœurs au point de ne surprendre personne. Clovis assassine les petits rois du Nord et de l'Est : le peuple célèbre ces meurtres par des chants dont la poésie se reconnaît dans la narration de Grégoire de Tours. Quand Childebart et Clotaire veulent déposséder ou tuer les enfans de leur frère Clodomir, ils envoient demander à leur mère Clotilde si elle veut voir ses petits-enfans morts ou cloîtrés : elle choisit la mort. Elle aimait ces enfans, et quand les deux rois eurent accompli le crime avec un sang-froid de bouchers, elle fit reprendre les petits corps, qui furent portés à l'église au milieu des larmes et des sanglots, mais elle n'a pas maudit les assassins et ne semble pas leur avoir gardé rancune : Childebart et Clotaire avaient fait de la politique. De même on se pardonne entre frères une tentative de fratricide. Thierry, qui avait demandé un service à son frère Clotaire, voulut s'acquitter envers lui en le tuant. Il le manda dans sa tente sous prétexte de le consulter en secret sur quelque affaire; mais Clotaire aperçut des pieds qui passaient sous une draperie suspendue à la muraille et il fit signe à ceux qui l'accompagnaient

d'entrer avec lui. Thierry décontenancé parla de choses et d'autres, et, ne sachant comment se faire pardonner sa ruse, donna un grand plat d'argent à son frère, qui se retira; mais Thierry eut regret d'avoir perdu cet objet « sans motif, » et il dit à son fils Théodebert : « Va chez ton oncle et fais-toi donner le plat. » Le jeune homme sortit et rapporta le plat : « Thierry, dit tout simplement Grégoire, faisait ces choses-là admirablement. » Il nous semble que Clotaire aurait eu quelque droit à garder le cadeau et même à se fâcher; mais il était de bonne guerre de chercher à tuer son frère, et un fratricide manqué n'était pas même une cause de brouille : Thierry a voulu tuer Clotaire, mais Clotaire s'est bien gardé; tout est dans les règles. Il faut à chaque instant attendre le coup de couteau. Le roi Gontran, dans un séjour qu'il fait à Paris, ne va nulle part, pas même à l'église, sans une forte garde. Un dimanche, après que le diacre a fait faire silence, il adresse au peuple ces paroles : « Je vous en conjure, hommes et femmes qui êtes ici, daignez me garder une foi inviolable; ne me tuez pas, comme vous avez tué mes frères; il me faut encore trois ans pour élever mes neveux qui sont mes fils adoptifs. Prenez garde qu'il n'arrive, ce que veuille ne pas permettre l'éternelle divinité! que, moi mort, vous ne périssez avec ces enfans, car il ne restera plus de mon sexe personne assez robuste pour vous défendre. » Et tout le peuple se mit à prier Dieu pour ce roi qui demandait aux assassins un répit de trois ans. De toute la lignée royale il ne restait alors que Childebart, âgé de quinze ans, et Clotaire, âgé de quelques mois : le premier, fils de Sigebert assassiné; le second, fils de Chilpéric également assassiné. Chilpéric avait à peine vu son dernier né; il l'avait caché dans une villa, de peur qu'il ne lui arrivât quelque mal s'il était aperçu en public. Il fallait en effet bien garder les enfans, car on se vengeait sur eux des griefs qu'on avait contre les pères. Quel drame que la destinée des descendans de Sigebert et de Brunehaut! Leur fils Childebart est mort de sa belle mort, laissant deux fils, dont l'un, Théodbert, règne en Austrasie; l'autre, Thierry, en Bourgogne. Ils se font une guerre acharnée. Théodbert tombe entre les mains de Thierry, avec son fils tout enfant : il est tondu et va mourir dans un monastère; quant à l'enfant, un homme le saisit par le pied, sur l'ordre de Thierry, et lui casse la tête sur une pierre. Thierry meurt bientôt après, et la branche austrasienne n'est plus représentée que par la vieille Brunehaut et ses arrière-petits-enfans, les fils de Thierry. Ils tombent entre les mains du fils de Frédégonde, Clotaire. C'est alors que l'aïeule est attachée par un pied, par un bras et par la chevelure à la queue d'un cheval indompté. « Son corps est rompu membre à membre par les coups de pied du cheval et la rapidité de la

course. » Clotaire épargna un des enfans, dont il était le parrain : les deux autres furent étranglés.

Ainsi la dépravation des Francs n'est pas de celles qu'un état puisse supporter longtemps. La corruption des mœurs n'amène pas nécessairement la ruine d'une puissance, et l'on voit durer des états où les gouvernans ne font à la vertu que l'hommage de leur hypocrisie, mais l'hypocrisie est une contrainte qui limite les débordemens; les civilisations avancées ne tolèrent pas de certains crimes et l'immoralité n'y étouffe ni l'activité de l'esprit ni même les sentimens généreux. Les vices et les crimes des Mérovingiens tarissent les sources mêmes de l'existence, et ils n'ont point de compensation, car à cette immoralité correspond l'ineptie dans la vie politique et ces hommes sans mœurs sont aussi des hommes sans idées.

### III.

Un roi mérovingien, gouvernant la Gaule romaine, procédait à la fois du roi germanique et de l'empereur romain. Aussi est-il intéressant de rechercher quel est celui des deux personnages auquel il doit le plus. Cette recherche a produit la querelle des *romanistes* et des *germanistes* : les premiers tiennent pour la victoire de l'esprit romain, les seconds pour la victoire de l'esprit germanique, mais il faut prendre garde de simplifier ainsi les choses, car les choses ne sont jamais simples. Quand on a discerné, dans les documens ou les faits de l'histoire mérovingienne, tels ou tels élémens romains ou germaniques, on n'est pas autorisé à dire : Ceci est romain, cela est germanique, et le mélange a produit la société mérovingienne. Une pareille méthode oublie quelque chose, qui est l'histoire, c'est-à-dire une rencontre de faits et de circonstances qui produisent le nouveau. Cette réserve faite, il est certain que Clovis et ses fils, très confusément, sans en avoir délibéré, par la fatalité des circonstances, ont suivi tantôt les sentimens et les habitudes germaniques, tantôt les errements du pouvoir impérial.

La royauté germanique n'était pas faible au point de n'avoir pas d'avenir. Sans doute, le peuple faisait les affaires ordinaires au village ou dans la centenie et les grandes affaires dans le *concilium*; le roi ne commandait à la guerre qu'après que le peuple l'avait décidée; il ne faisait exécuter le jugement qu'après que le peuple l'avait prononcé; mais un personnage unique est toujours considérable dans un état simple, où l'on n'a point l'idée des sinécures et dont la constitution toute primitive ne prévoit pas tous les besoins. Les Germains n'étaient point des sauvages; ils avaient un droit qui réglait les relations des hommes entre eux : l'observance

du droit, c'était l'état de paix; or, c'était le roi qu'ils chargeaient de faire observer le droit et d'assurer la paix. Ils lui donnaient ainsi la haute fonction d'un protecteur de son peuple. Les Germains d'ailleurs obéissaient à cet instinct naïf qui pousse les hommes à élever au-dessus du commun la personne de leur chef afin de s'expliquer à eux-mêmes leur obéissance : ils croyaient que leurs rois descendaient de leurs dieux. La famille royale était trop mêlée au peuple et on la voyait de trop près pour que le roi fût l'objet d'un culte à la façon des monarques orientaux, et il arriva plus d'une fois que l'on crut pouvoir se passer de lui : ainsi les Hérules massacrèrent un jour leurs princes et ils essayèrent de vivre sans roi, mais ils se repentirent bien vite, et alors, ne croyant point qu'il leur fût permis d'élever le premier venu à la dignité suprême, ils envoyèrent des ambassadeurs dans une île lointaine où s'était établie une de leurs colonies, afin qu'ils ramenassent un membre de la famille sacrée. Chez d'autres peuples, la personne auguste a été souvent maltraitée : les Burgondes tuaient leur roi quand ils avaient été battus ou que la moisson avait été mauvaise, mais cela prouve qu'ils lui prêtaient la puissance de vaincre leurs ennemis et les éléments, comme font ces paysans qui fustigent la statue d'un saint pour le punir de n'avoir pas veillé sur la récolte. La preuve que le roi était en dehors et au-dessus du droit commun, c'est que sa vie n'était pas estimée, à l'exception d'une seule loi barbare, dans le tarif du *wergeld* : on la croyait trop précieuse pour être évaluée en argent. Le roi anoblissait, pour ainsi dire, ce qu'il touchait; sa faveur élevait un homme libre au-dessus de ses concitoyens et même un esclave au-dessus d'un homme libre; devenir le convive du roi, cela triplait la valeur d'un homme. Protecteur de tout son peuple, le roi pouvait accorder une protection particulière à des personnes, qui devenaient tout de suite privilégiées. Son autorité, bien qu'elle fût contredite et limitée par toutes de résistances, n'était donc pas définie nettement; il s'y mêlait une sorte de droit vague que les circonstances pouvaient faire redoutable.

Le *princeps* romain n'est pas comme le roi germanique au début d'une histoire : son pouvoir est la conclusion de la longue histoire de la cité romaine. En aucun temps, cette cité n'a ressemblé au petit état germanique appelé *civitas* par les écrivains latins, qui ont l'habitude d'assimiler les institutions étrangères et les leurs, alors même que l'assimilation n'est pas légitime. Il est vrai qu'en Germanie comme à Rome le point de départ de l'organisation politique a été la famille, mais le passage de la famille à l'état s'est fait très vite dans l'étroite enceinte de la cité romaine : il ne s'est jamais achevé chez les paysans germains, disséminés en maisons isolées ou répartis dans de vastes villages. Le peuple germanique

a gardé le désordre d'une organisation incomplète, au lieu qu'à Rome a régné la discipline de l'*imperium*, c'est-à-dire du pouvoir absolu exercé par le magistrat au nom et pour le service de la *respublica* : ces deux termes en effet que la langue moderne oppose l'un à l'autre, se complètent l'un par l'autre, la *respublica* étant le lieu idéal où s'exerce l'*imperium*. Le magistrat romain a d'abord été unique et viager et s'est appelé le roi. La magistrature a été partagée ensuite entre les deux consuls, puis le consulat s'est démembré ; mais toutes les magistratures dérivées de la royauté ont gardé l'*imperium*. A la fin, à la suite des guerres, de la conquête du monde et des révolutions, le magistrat redevient unique et s'appelle l'empereur. Il respecte assez longtemps les vieilles formes de la constitution, les magistrats, les comices, le sénat, puis il les efface les unes après les autres. En lui s'était faite la grande synthèse des divers pouvoirs dont l'existence simultanée avait donné à Rome une sorte de liberté politique, mais très différente de la nôtre, car elle n'avait jamais eu pour objet de faire échec au pouvoir et de l'annuler.

L'empereur se trouva donc investi de toute-puissance. Il eut le pouvoir militaire : même au fond de son palais, il était réputé commander et combattre, et, quand ses lieutenans remportaient des victoires, il triomphait. Il eut le pouvoir législatif ; on l'appelait la loi vivante, *lex animata in terris*, et comme la loi personnifiée est supérieure à ses propres manifestations, il était affranchi des lois, *solutus legibus*. Il eut le pouvoir judiciaire : il jugeait en personne et il n'y avait de jugement définitif que le sien, car il recevait les appels des sentences rendues par ses officiers. Toute autorité était une délégation de la sienne. Le monde était administré par le *palatium*, où les divers offices savamment distribués se partageaient le gouvernement central. Du palais descendait une hiérarchie de fonctionnaires, dont chacun avait son office, car l'empire avait inventé ou du moins perfectionné le système de la division des pouvoirs. Enfin l'empereur est grand pontife et chef de la religion. Personnification de la cité, dont la *majesté* et la sainteté sont en lui, il a été, dès l'origine, l'objet d'un culte public ; au III<sup>e</sup> siècle, quand la dignité impériale a été revêtue par des princes qui vivaient en Orient, l'empire a pris le caractère de ces monarchies orientales où le prince était Dieu. Le *princeps* dédaigne alors de porter les titres des vieilles magistratures ; il ne se dit plus même *imperator* : il est le maître, *dominus*. Il est dieu pour son propre compte, *prasens et corporalis deus*. On se prosterne devant lui ; on l'adore, et, pour recevoir ces hommages, il est habillé de pourpre, de soie et d'or, coiffé du diadème ; son palais est sacré, sa chambre sacrée, sa main sacrée, ses finances sacrées.

Contre cette idole s'est insurgé le christianisme pour l'honneur du genre humain. Le *princeps* et le christianisme se sont traités d'abord en ennemis irréconciliables. Les chrétiens, ne pouvant comprendre le monde sans l'empereur et n'imaginant pas que cet empereur-dieu pût jamais devenir chrétien, annonçaient la fin des siècles et appelaient de leurs vœux le jugement dernier. Cependant les deux adversaires se rapprochèrent au iv<sup>e</sup> siècle ; les deux termes de l'antinomie se concilièrent. Mais l'empereur, le jour même où il reconnut à l'église le droit d'exister, y entra, comme un triomphateur et un maître, toujours vêtu de pourpre, de soie et d'or et couronné en tête. Son palais, sa chambre, sa main, son trésor demeurent sacrés. Il donne à l'église ses premiers privilèges ; il appuie ses préceptes de la force du bras séculier ; il ordonne la célébration du dimanche ; il décrète la suppression du vieux culte païen, qu'il appelle *superstitio* et *idolorum insania*, et la fermeture des temples, sous peine d'être frappé du « glaive vengeur ; » mais il ne s'est jamais considéré comme un serviteur de l'église. Il n'est plus dieu, mais il est toujours le chef de la religion. Quatre-vingts ans après l'édit de tolérance rendu par Constantin, il s'appelle encore *pontifex maximus*, et, même lorsque Gratien aura renoncé au titre, l'empereur restera grand pontife. Constantin a présidé le concile de Nicée ; il a fait, dans les proclamations impériales où il exhorte ses sujets à se faire chrétiens, les premiers sermons qu'ait prononcés un empereur ; ils lui ont été dictés, mais ses successeurs feront leurs sermons eux-mêmes, régulièrement, comme une besogne de leur office impérial. Ils seront des théologiens, tantôt orthodoxes et tantôt hérétiques, mais imposant toujours leur croyances. Ils donneront au peuple leur bénédiction. Le peuple et les évêques se prosterneront devant leur visage. Ils marcheront escortés par les thuriféraires. Leurs images seront saintes et entourées de l'auréole. Singulière histoire que l'histoire de cette auréole ! Les rayons en sont empruntés à la divinité des rois d'Orient, à la divinité de l'ancienne Rome, à la divinité même du Christ et à la sainteté des apôtres ; car tout se mêle et se confond dans la personne du *princeps*, et sa grandeur est vraiment majestueuse parce qu'elle reflète tout à la fois la majesté de l'histoire profane et la majesté de l'histoire sacrée.

Roi german, *princeps* romain, quelles différences entre ces deux personnages ! Et pourtant les rois mérovingiens ne pouvaient se soustraire à l'obligation de les jouer tous les deux.

#### IV.

Ils ont joué le personnage impérial. Ils habitent un *palatium* qu'ils appellent sacré. Ils ont un *consistorium* pour les assister dans

le gouvernement, une cour et des dignitaires dont la plupart portent des titres romains. Ils font des édits et des décrets comme l'empereur. Ils prennent des mesures d'ordre public et maintiennent le système des impôts romains. Ils sont représentés dans les provinces par des officiers. Juges suprêmes, ils s'assoient au tribunal « pour entendre et juger les causes de tous. » On les qualifie de « Votre Excellence, Votre Sérénité, Votre Gloire, Votre Magnificence, Votre Sublimité. » Les hagiographes les nomment *Augustus* et parlent de leur « mémoire divine. » Eux-mêmes disent que « Dieu leur a commis la charge de régner » et qu'ils sont ses mandataires.

Qu'y a-t-il de réel sous ces belles apparences ? Une comparaison exacte entre la *palatium* mérovingien et la *palatium* romain montrerait que le premier est une cohue, au lieu que le second est bien ordonné ; que maints offices désignés par des noms romains sont d'origine germanique et que d'autres étaient inconnus à la cour impériale, ; que le *consistorium* franc, dont la composition et les attributions sont mal définies, ressemble seulement par le nom au *consistorium principis*, où toutes les affaires étaient discutées devant l'empereur par le questeur du sacré palais, qui était une sorte de ministre d'état, et par les chefs des services civils et militaires. Et quelle comparaison possible entre l'administration romaine et l'administration mérovingienne ? Où est la hiérarchie des officiers ? Où la séparation des pouvoirs ? La principale division administrative au temps des Mérovingiens est le comté : ils l'ont trouvée toute faite : elle était très ancienne. Lorsque Rome avait organisé la Gaule, elle avait fait du territoire de chaque peuple gaulois une *civitas*, respectant ainsi un cadre géographique consacré par une longue tradition ; l'église fit de la *civitas* le diocèse, et les Mérovingiens en firent le comté ; mais ils remirent au comte la délégation du pouvoir royal tout entier. Le comte fut un juge, un gardien de la paix générale, un percepteur qui devait compter chaque année avec le trésor, un chef militaire préposé à la levée et au commandement du contingent. On exigeait de lui beaucoup plus que d'un fonctionnaire romain, alors qu'il n'était pas, à coup sûr, aussi expérimenté. Ajoutez que l'administration devenait bien difficile, au moment même où les administrateurs devenaient plus incapables. Au régime de la loi unique avait succédé le régime des lois personnelles, et il fallait que ce juge jugeât suivant leurs lois le Romain, le Franc, le Burgonde qui vivaient dans son comté. Ce percepteur eut fort à faire avec les Francs qui ne voulaient pas payer l'impôt, et avec les Romains qui surent s'y soustraire dès que les désordres commencèrent. Comme il n'y avait plus d'armée permanente, il fut très malaisé à ce chef militaire de réunir et de commander des troupes d'hommes



à qui l'état ne donnait ni vivres, ni armes, ni solde. A tous les termes de ce parallèle entre l'ancien ordre des choses et le nouveau, on trouverait à faire les mêmes réflexions. Le roi mérovingien est le juge suprême, mais il ne faut pas trop se fier à la formule solennelle qui le montre siégeant entouré « de ses pères les évêques, de ses grands, de ses référendaires, de ses domestiques, de ses sénéchaux, de ses chambellans, de ses comtes du palais et de la foule de ses fidèles, » car nombre de crimes énormes et publics et ont été commis sans encourir une répression, et l'on voit souvent le roi procéder par exécutions sommaires. Quant aux appels, le nombre en était réduit par l'usage des épreuves judiciaires, desquelles il ne pouvait être appelé, puisque Dieu lui-même était réputé avoir prononcé ; d'ailleurs l'appel était rendu à peu près impossible par les désordres et les guerres civiles : le roi mérovingien n'est donc pas un juge au même degré que l'empereur. Enfin, s'il est vrai qu'il soit un législateur, quelle chose misérable que la législation mérovingienne !

Il est tout simple que les barbares aient pris les formes anciennes du gouvernement, puisqu'ils n'avaient aucune idée qui leur appartint d'un gouvernement nouveau. Leurs sujets les ont appelés maîtres, excellences, sérénités, majestés ; leurs évêques les ont salués délégués et représentans de Dieu : on aime toujours à s'entendre dire ces choses-là, et on les comprend vite ; aussi les ont-ils comprises. Ils ont trouvé un système d'impôts tout organisé, très productif ; il est naturel qu'ils l'aient gardé le plus longtemps possible. Si peu clerc que l'on soit dans la science politique, on sait toujours mettre la main sur une caisse. Mais les rois francs ne pouvaient pénétrer la nature intime du gouvernement romain. On ne s'improvise pas *princeps* du jour au lendemain. Le *princeps* et ses sujets avaient été formés par une transmission séculaire de sentimens et d'idées qui étaient tout neufs pour des Mérovingiens. Ceux-ci ont été séduits par des apparences ; ils s'en sont enveloppés, comme ils se couvraient des ornemens romains ; mais j'imagine que le roi Clovis, le jour où il se para des insignes envoyés de Constantinople, aurait fait à l'empereur l'effet d'un paysan malhabile à porter les ornemens des clarissimes. Dans les formes du gouvernement impérial, comme dans les vêtemens romains, les Mérovingiens sont endimanchés.

Il est pourtant une tradition du gouvernement impérial qu'ils ont conservée. L'union de l'état et de l'église a duré : elle est même devenue plus étroite. Le roi est le grand électeur des évêques. Les règles canoniques étaient pourtant précises : un évêque devait être élu par le clergé et par le peuple, puis agréé par le roi, enfin consacré par le métropolitain qu'assistaient les évêques de la pro-

vince. Mais les Mérovingiens abusèrent du droit qu'ils avaient d'accepter ou de rejeter la personne de l'élu, et ils en firent une source de revenus. « Déjà, dit Grégoire, commençait à fructifier cette semence d'iniquité : le sacerdoce était vendu par les rois et acheté par les clercs. » Puis il arrivait que le roi, après avoir rejeté une élection, désignait lui-même l'évêque. D'autres fois, il le nommait sans se soucier des électeurs : Chilpéric, par exemple, disposa de sièges épiscopaux en faveur de laïques. L'église ne laissait pas toujours passer sans protester de pareilles usurpations. Un certain Ermerius, fait évêque par Clotaire, fut déposé après la mort de ce prince par un concile provincial, qui désigna pour le remplacer Héraclius. L'élu va trouver le roi Caribert et lui fait un beau discours où il ne manque pas de lui promettre un règne long et prospère, s'il observe les canons. « Ah! tu crois, répond Caribert en grinçant les dents, que les fils du roi Clotaire ne sauront pas faire respecter les actes de leur père? » Et il fait jeter Héraclius dans un char rempli d'épines, qui l'emmène en exil; puis il ordonne de rétablir Ermerius et frappe d'une amende énorme les pères du concile qui l'ont déposé. Mais le plus souvent l'église se soumettait. C'était elle qui avait donné aux rois francs ce pouvoir sur elle-même. Saint Remi ayant un jour ordonné prêtre, à la prière de Clovis, un laïque du nom de Claudius, fut blâmé par les évêques : « J'ai fait cela, répondit-il, sans avoir rien reçu pour le faire, à la demande du très excellent roi, qui est le prédicateur et le défenseur de la foi catholique. Vous m'écrivez que ce qu'il a ordonné n'est pas canonique. Remplissez votre haut sacerdoce... Le triomphateur des nations a commandé : j'ai obéi. » L'église, en effet, avait de trop grandes obligations envers les Mérovingiens pour ne pas faire leurs volontés. On l'a très bien dit : elle sentait pour ces princes, les seuls rois barbares qui fussent orthodoxes, la dangereuse tendresse d'une mère pour un fils unique.

Les rois siègent dans les conciles et les président. Un concile a été tenu à Orléans, la dernière année du règne de Clovis, et les évêques y ont été convoqués par « leur seigneur, le fils de l'église catholique, le roi Clovis. » C'est le roi qui a dressé l'ordre du jour; à ses propositions, les évêques répondent par des décisions qu'ils soumettent à « un si puissant roi et seigneur, afin que; par sa haute autorité, il les rende obligatoires. » Les successeurs de Clovis maintiennent soigneusement les droits royaux en cette matière. Comme les évêques du royaume de Sigebert avaient voulu se réunir sans son autorisation, le roi le leur interdit, attendu qu'un « concile ne peut se tenir dans son royaume sans son aveu. » Et, de fait, les actes des conciles portent d'ordinaire la mention du « consentement, » de « l'invitation, » de « l'ordre » du roi.

Le Mérovingien a donc grande autorité dans l'église et sur

l'église. Il la laisse en revanche se mêler aux affaires de l'état. L'évêque a gardé dans la cité la grande situation que lui avait laissée l'empire; il y est un personnage aussi important que le comte; et l'accord entre le comte et lui est chose si nécessaire que l'on voit déjà, du temps de Grégoire de Tours, le roi remettre au clergé et au peuple le soin de désigner un comte. L'évêque, qui est le juge de la population cléricale, est aussi en beaucoup de cas juge des laïques. D'abord, il est le protecteur des veuves, des orphelins et des affranchis; ensuite la confusion qui s'établit entre la notion du péché et celle du crime, l'autorise à réclamer certains crimes pour sa juridiction. Ainsi les deux ordres, ecclésiastique et laïque, se rapprochent et se confondent, et le premier, par un effet de son caractère sacré, prend la prééminence. Un édit de Clotaire II attribue à l'évêque une sorte de droit de surveillance sur le comte. Les conciles mêmes sont requis pour le service de l'état, *pro utilitate regni*. Le roi Gontran veut faire juger par les évêques sa querelle avec Sigebert, puis avec Brunehaut. Grégoire de Tours s'en afflige : « La foi de l'église n'est pas en péril, dit-il; il ne surgit aucune hérésie! » Mais les évêques eux-mêmes mettent à l'ordre du jour de leurs délibérations des affaires d'état; ils se transportent en corps auprès des rois pour leur faire connaître leur opinion sur des faits politiques. Dans les discordes et dans les guerres, ils offrent et font accepter leur arbitrage.

Un des Mérovingiens a voulu connaître même des choses spirituelles. Chilpéric s'était mis en tête de réformer le dogme de la trinité, conte son projet et ses raisons à Grégoire de Tours : « Et voilà, dit-il en conclusion, ce que je veux que vous croyiez, toi et les autres docteurs des églises! » Grégoire s'en défendit, et, comme le roi l'avertissait qu'il s'adresserait à de plus sages : « Celui qui accepterait tes propositions, s'écria l'évêque, serait non pas un sage, mais un sot. » Sur ce chapitre, Grégoire, comme on sait, n'entendait pas la discussion. Un autre évêque, auprès duquel le roi renouvela sa tentative, voulut lui arracher le parchemin où il avait écrit sa profession de foi. Chilpéric « grinça les dents » et se tut. Il semble d'ailleurs qu'il ait été le seul théologien de la famille, ce singulier personnage que Grégoire de Tours accable d'une malédiction méritée, mais dont la physionomie nous intéresse au plus haut degré, parce qu'il a été le plus exact imitateur du gouvernement impérial et le disciple maladroit de la civilisation ancienne. Il faisait des *præceptiones* et des vers latins; il était philologue et il commanda qu'on ajoutât des lettres à l'alphabet. Sa théologie, sa philologie, sa poésie, ses *præceptiones* se ressemblent et se valent. Son gouvernement boite comme ses vers. Il

parodie Auguste comme Virgile, et il est le type de cette royauté d'imitation grossièrement plaquée d'or antique.

Heureusement ces rois n'étaient pas assez bons chrétiens pour devenir des hérétiques. Ils avaient naïvement attaché leur fortune à celle de l'église. Ils faisaient de leur orthodoxie une sorte de dignité. Les plus barbares d'entre eux, de vrais brigands, parlent de « l'intérêt du catholicisme, *profectus catholicorum*. » Ils proscrivent le paganisme par leurs lois ; ils excluent de l'état ceux qui sont exclus de l'église : « Quiconque ne voudra pas obéir à son évêque, dit un décret de Childebert, sera chassé de notre palais, et ses biens seront donnés à ses successeurs légitimes. » Voilà qui achève de montrer que l'église mérovingienne est une institution d'état.

Il n'est pas étonnant que la tradition romaine se soit ici conservée, quand elle s'est perdue si rapidement pour le reste. Le reste, administration savante, jurisprudence, arts, lettres, c'était le passé ; ils étaient enseveli sous la ruine de la civilisation ancienne. Mais l'église, qui survivait à cette ruine et que les barbares trouvaient partout présente et puissante, continuait avec les rois les habitudes qu'elle avait prises avec les empereurs. Elle y trouvait son profit, des honneurs, des privilèges, l'appui du bras séculier. Après avoir professé dans ses premiers jours, quand elle était encore toute remplie de l'esprit du nouveau Testament, l'indifférence à l'égard du pouvoir, elle avait senti le prix du concours qu'il lui prêtait. Elle avait respecté la pleine puissance impériale ; elle l'avait ensuite communiquée, pour ainsi dire, aux rois barbares. Église et royauté, trône et autel, comme on dira plus tard, inaugurèrent alors cette alliance intime qui devait persister pendant des siècles et qui dure encore entre leurs débris.

## V.

Le roi mérovingien a joué le personnage germanique mieux que le romain, et certains actes dont les suites furent considérables, n'étaient que les effets d'habitudes anciennes auxquelles il demeura fidèle.

Les quatre fils de Clovis se partagent sa succession. Ils croient faire la chose du monde la plus naturelle, et nous ne voyons pas qu'ils aient étonné personne. Comme il n'y avait pas de droit d'aînesse dans les familles royales, tous les princes apportaient en naissant l'aptitude à régner, et lorsque la coutume de l'élection se fut perdue, les fils d'un roi succédèrent ensemble à leur père. Les Francs, bien qu'ils eussent sous les yeux l'indivisible monarchie impériale, se représentèrent la royauté, non comme une magistrature

suprême, unique et pour ainsi dire impersonnelle, mais comme un patrimoine composé de droits, d'honneurs et de propriétés, très propre à être partagé. Les fils de Clovis firent donc quatre parts égales de l'héritage paternel, et comme les partages se renouvelèrent à chaque mort de roi, des régions politiques permanentes se formèrent en Gaule. La Neustrie, la Bourgondie et l'Austrasie apparurent les premières. Le pays des Francs saliens était compris dans la Neustrie; l'Austrasie était le pays des Francs ripuaires; en Bourgondie les Burgondes étaient demeurés après la victoire des Francs et la mort de leur dernier roi. Francs de Neustrie, Francs d'Austrasie, Burgondes avaient leur loi particulière; il y avait donc une raison pour qu'ils se distinguassent les uns des autres. Telle n'était pas la condition de l'Aquitaine: les Wisigoths en avaient émigré, les Francs y étaient venus en petit nombre. La population romaine était là, comme partout, incapable de s'organiser. Pliée à l'obéissance, déshabituée de l'énergie, cette masse humaine, jadis fondue dans l'unité impériale, était matière à partager entre barbares. L'Aquitaine fut, en effet, tantôt divisée entre les trois rois du Nord et de l'Est, tantôt attribuée à un seul ou à deux d'entre eux, et elle demeura une carrière à des expéditions de brigandages, jusqu'au jour où les Wascons, descendant de leurs montagnes, lui donnèrent son peuple barbare et la force de conquérir l'indépendance.

Ces régions devinrent des états qui réclamaient un gouvernement particulier lorsqu'il se trouvait qu'un seul prince régnât sur toute la monarchie. Ainsi Clotaire fut obligé de donner pour roi aux Austrasiens son fils Dagobert, et Dagobert, lorsqu'il eut succédé à Clotaire, fut requis d'envoyer son fils Sigebert, tout enfant qu'il fût, régner en Austrasie. Comme chacun des rois exerçait la souveraineté pleine et entière, l'empire mérovingien n'eut pas l'unité. Il fut divisé en fragmens, et l'on sait qu'entre ces fragmens la guerre était perpétuelle et qu'elle était atroce. Voilà un des effets de la conception germanique de la royauté.

De même qu'ils ne savaient pas s'élever à l'idée abstraite de la royauté, les Mérovingiens ne comprenaient pas la relation de prince à ce sujet, d'état à individu. L'importance de la personne du roi, qui est un trait de l'ancienne constitution germanique, persiste dans la Gaule mérovingienne: elle y est même plus grande, car c'est chose singulière et qu'on n'a pas assez remarquée: le roi germain primitif est bien plutôt un homme public que le roi mérovingien; la *civitas* de Tacite est bien plutôt un état que le royaume de Sigebert ou de Chilpéric. Sans doute le roi primitif n'est pas un être de raison; on le choisit dans la famille privilégiée, parce qu'il est jeune, sain et robuste; c'est à une personne bien déterminée que

l'on attribue l'office de protecteur du peuple; à plus forte raison, c'est à une personne réelle que sont attachés les *comites*, qui combattent à ses côtés pendant la guerre et qui vivent à sa table pendant la paix. Mais le peuple n'en a pas moins une vie politique réglée par la coutume; il a sa place et son rôle dans les tribunaux et dans les assemblées, et parce qu'il y a un peuple, le roi est un personnage d'état en même temps qu'il est le patron de ses cliens particuliers. Transportés sur le territoire romain, les Mérovingiens ont affaire à une masse d'hommes qui n'est pas un peuple; d'autre part, ils ne savent pas entrer dans le rôle du *princeps* et gouverner comme faisait l'empereur. Ils n'ont point pris de mœurs nouvelles, et, des mœurs anciennes, ils ont gardé surtout l'habitude des relations privées qui vont bientôt se substituer aux relations politiques. Ainsi les rois francs, au moment même où ils s'établissent dans des provinces de l'état romain, perdent cette notion de l'état, que les Germains entrevoyaient et qu'ils ont peu à peu précisée dans les royaumes scandinaves et anglo-saxons, où ils n'ont pas rencontré les ruines des institutions romaines.

Il serait intéressant de suivre à travers l'histoire mérovingienne les manifestations de cette politique infantine qui ne soupçonne même pas l'existence des principes les plus élémentaires et ne comprend que le visible, le tangible, le concret. On y verrait que c'est une bonne fortune pour un roi que d'être un bel homme: les Francs sont fiers de la beauté de Clovis et de sa chevelure, répandue en torrent sur ses épaules. Un vieillard infirme n'est plus digne de régner; Clovis, pour exciter au parricide le fils du roi de Cologne, lui dit: « Ton père vieillit et boite de son pied malade. » Un roi mérovingien n'imagine pas que la paix puisse être assurée par des institutions régulières: si Gontran demande aux Francs de le laisser vivre trois années, c'est que son successeur Childebert ne sera majeur que dans trois ans; il faut donc patienter jusque-là: autrement le peuple, privé de son protecteur, périrait. Il n'y a donc point de lois, point d'état: une personne tient lieu de tout. Aussi le gouvernement n'est-il pas autre chose que les relations de cette personne avec tels et tels individus.

Le roi mérovingien est à proprement parler le chef d'une grande clientèle; il a des compagnons qui vivent sous son toit et mangent à sa table, des *contubernales* et des *convivæ*. Riche et grand propriétaire, il donne des terres à l'église, il en donne à tous ceux qu'il croit capables de le servir et qui sont, comme disent les écrivains du temps, des hommes utiles (*utiles*). D'autre part, l'état général des mœurs et de la société, les guerres politiques et privées, les violences de toute espèce obligent un grand nombre de pauvres gens à chercher un protecteur. Un des modes les plus employés

était la *recommandation* : un homme libre, incapable de se défendre, allait trouver un plus puissant que lui, demandait le vivre et le vêtement, et s'engageait par compensation à servir ; sa condition devenait un *ingenuili ordine servitium*, mots difficiles à traduire (littéralement servage d'ordre libre) et qui montrent combien s'obscurcissait la notion de la liberté. D'autres hommes, pour mettre leur propriété à l'abri, la donnaient à quelque église ou à quelque riche propriétaire, qui la leur rendait à titre de *bénéfice*, c'est-à-dire de bienfait : en changeant ainsi la condition de sa terre, on diminuait sa liberté, on devenait l'obligé d'un bienfaiteur. Or il est naturel que la protection du roi ait été très recherchée, qu'on se soit recommandé à lui, qu'on lui ait cédé la propriété de sa terre pour la reprendre de lui en bénéfice, et c'est ainsi que, de la masse des sujets, se détachèrent des groupes d'hommes qui, à des titres très divers, les uns puissans et les autres misérables, entrèrent en relations particulières avec le prince.

Ces relations sont celles que l'on comprend le mieux dans les civilisations primitives. Les rois mérovingiens étaient si bien disposés à les pratiquer qu'ils considéraient leurs comtes et leurs ducs, non comme des officiers à la façon des gouverneurs romains, mais comme des serviteurs de leur personne. Les offices étant d'ailleurs une source de revenus, ils les distribuaient comme les terres par libéralité. Ici encore la relation personnelle se substitue à la relation politique. Le sujet disparaît et fait place à ce nouveau personnage qui va jouer un si grand rôle, et qu'on appelle l'*homme du roi*, le *fidèle*, le *leude*.

Replaçons maintenant au milieu des circonstances historiques le roi et les fidèles. La guerre civile commence avec les fils de Clovis ; elle devient perpétuelle sous ses petits-fils. Tout ce qui restait des institutions romaines s'évanouit : il n'y a plus de finances d'état ; le service militaire, que l'on voit organisé sous les premiers Mérovingiens, a certainement disparu au VII<sup>e</sup> siècle. Il ne reste donc au roi d'autres moyens de gouvernement que la fidélité de ses leudes. Mais déjà ceux-ci forment une aristocratie redoutable, où se rencontrent les convives du roi, les ducs, les comtes, les grands propriétaires laïques et les évêques, qui sont eux aussi de grands propriétaires et des officiers du roi. Cette aristocratie, dont le concours est à tout instant nécessaire, se mêle à la vie politique et réclame sa part du gouvernement. Sous les petits-fils de Clovis, elle intervient dans toutes les circonstances importantes. Après que Sigebert est assassiné, les grands d'Austrasie s'emparent de son fils enfant et règnent en son nom. Après que Chilpéric est assassiné, les grands de Neustrie conduisent Frédégonde près de Rouen, et emmènent son fils, « pro-

mettant qu'ils le nourriront et l'élèveront avec le plus grand soin. » Si un roi veut conclure un traité, les grands sont présents et participent à l'acte. Si un roi ou une reine veut gouverner sans les grands ou contre eux, une lutte à mort s'engage : Brunehaut frappe sans pitié évêques et leudes, jusqu'à ce qu'elle succombe, trahie, jugée, condamnée par eux.

Ces conflits étaient d'autant plus fréquents que les droits réciproques du roi et des leudes étaient très incertains. Lorsque le roi donnait des terres, il n'imposait aucune obligation, mais il entendait que ceux envers qui s'était exercée sa libéralité lui demeuraient fidèles, et il se croyait en droit de reprendre ce qu'il avait donné en cas d'infidélité. Comme il était juge de la fidélité des siens et qu'il pouvait être conduit par caprice ou par nécessité à défaire ce qu'il avait fait, les grands ne se sentaient point en possession assurée des terres royales. Aussi voulurent-ils se protéger contre des revendications toujours possibles. Lorsqu'en l'année 587 Gontran de Bourgogne et Childeburt d'Austrasie se rencontrèrent à Andelot pour y régler des affaires communes, les évêques et les grands, qui avaient fait l'office de médiateurs, mirent dans le traité l'article célèbre : « Que tout ce que les dits rois ont donné aux églises ou à leurs fidèles ou voudront encore leur donner, soit confirmé avec stabilité. » Quelques années après, l'aristocratie, après avoir vaincu Brunehaut, faisait écrire par Clotaire II dans l'édit de 614 : « Tout ce que nos parens, les princes nos prédécesseurs, ont accordé et confirmé, doit être confirmé. » Il n'était pas dit par là que les dons fussent perpétuels et irrévocables ; aucun principe nouveau n'était établi, mais les droits des détenteurs de terres royales étaient protégés par cette double déclaration, et il n'y a pas de doute que la faculté que le roi s'attribuait de reprendre les dons est limitée par les articles du traité d'Andelot et de l'édit de 614. Mais l'édit de 614 contenait des dispositions plus importantes encore. L'église faisait confirmer tous ses privilèges, et le roi promettait d'observer les règles canoniques et de laisser faire les élections épiscopales par le peuple et le clergé. Enfin, comme l'aristocratie avait tout à craindre des violences ou même seulement de la surveillance et du zèle légitime des officiers, s'ils étaient choisis dans le *palatium* parmi un personnel tout dévoué au roi, elle fit décréter que le comte serait choisi parmi les habitans du comté, « afin, disait l'édit, qu'il pût être obligé de restituer sur ses biens ce qu'il aurait pris injustement. »

Cette aristocratie sera-t-elle du moins capable de gouverner ? Se contentera-t-elle de limiter le pouvoir et de participer aux affaires ?



Y mettra-t-elle l'esprit politique et l'esprit de suite? On l'en croirait capable, à lire cet édit de 614, qui, enjoignant au roi de juger chacun selon sa loi et de ne condamner personne sans jugement, de n'établir aucun impôt nouveau et de ne commettre aucun acte arbitraire, semble un monument de sagesse politique comparable à la grande charte d'Angleterre. Mais la constitution anglaise s'est développée sur un terrain très peu étendu et bien préparé par les rois eux-mêmes à faire fructifier les germes de la grande charte. L'Angleterre avait une aristocratie bien établie, une église puissante, éclairée, organisée, une bourgeoisie naissante. L'empire mérovingien était vaste et disparate; la royauté s'embrouillait dans les traditions romaines et dans les traditions germaniques; l'aristocratie achevait sa fortune en ruinant et en confisquant la liberté des petits. Les villes anciennes dépérissaient; il n'en naissait point de nouvelles; l'église était sans discipline et sans mœurs: l'acte de 614, qui semble commencer un ordre nouveau, inaugure le chaos.

L'aristocratie franque n'entendait pas du tout demeurer le grand conseil commun de la monarchie. Loin de vouloir maintenir l'unité, c'est elle qui exige l'organisation de gouvernemens pour la Neustrie, l'Austrasie et la Bourgogne. Elle rend irrémédiable la division en trois royaumes. Elle fait plus violentes les antipathies qui commencent à se manifester entre eux; elle apporte toutes ses forces dans les guerres civiles et achève la dislocation de l'empire. Elle prépare en même temps la dislocation des trois royaumes, où se forment des circonscriptions territoriales, qui sont presque des seigneuries; car tous ceux qui vivent sur les domaines des grands ou de l'église, et qui ont, à des degrés divers, aliéné leur liberté personnelle, forment une communauté à part, qui a pour chef le propriétaire. Déjà les chartes et les formules reconnaissent l'existence de ces groupes: dans cette pénurie de notions politiques et dans ce désordre général, la seule chose claire et précise est le droit du propriétaire sur les hommes qu'il nourrit et qu'il protège. Les rois eux-mêmes obéissent à l'instinct qui pousse cette société à substituer partout les relations privées aux publiques. Au temps romain, certaines catégories de personnes avaient l'immunité, c'est-à-dire la franchise de l'impôt. Les Mérovingiens distribuent ces immunités, mais ils les appliquent à un territoire, et elles ont pour effet d'interdire à tout officier public d'y pénétrer, d'y rendre la justice et d'exercer les droits du fisc sur les habitans. Le roi, il est vrai, n'abdiquait pas sa souveraineté par ces concessions, et l'immunité mérovingienne n'était que l'attribution des revenus royaux à un propriétaire, mais elle donnait à celui-ci le moyen de devenir quelque jour un juge et un souverain.

Dans cet empire divisé en royaumes ennemis, dans ces royaumes divisés en seigneuries naissantes, que reste-t-il au roi ? Quand on lui a repris le droit d'instituer les évêques et qu'on a, pour ainsi dire, séparé l'église de l'état, on lui a retiré la seule force qu'il eût prise dans l'imitation du principat romain. Quand on l'a obligé à choisir le comte parmi les propriétaires du comté, on l'a privé de la disposition de l'office, qui allait être dévolu par la force des choses à la plus puissante famille du comté. Il reste au roi son titre et le respect que sa race inspire : la dynastie sera protégée longtemps encore par ces forces idéales ; mais sa seule force réelle est l'appui des fidèles. Prendre au roi un fidèle, c'est lui prendre un conseiller et un soldat. Aussi les rois essaient-ils de se protéger contre ces rapt, et l'on trouve dans le traité d'Andelot cette disposition significative : « Qu'aucun des deux rois ne sollicite les leudes de l'autre de venir à lui et ne les accepte s'ils viennent d'eux-mêmes. » Mais un pareil engagement ne pouvait être respecté dans la guerre civile, et la guerre civile perpétuelle était une occasion pour les leudes de mettre aux enchères leur fidélité. Il fallait que le prince distribuât sans cesse des faveurs nouvelles. Le don une fois fait était considéré comme irrévocable par celui qui le recevait, et la vague condition de fidélité s'oubliait vite. Reprendre à celui-ci pour donner à celui-là, c'était se faire un ennemi assuré pour acquérir un ami douteux. Il fallait donc donner, donner toujours jusqu'à la ruine ; ainsi ont fait les Mérovingiens, et la ruine est venue : c'était la conclusion fatale. Si l'on écarte les théories, celles des romanistes comme celles des germanistes, si l'on dépouille les faits de cette poésie dramatique que leur donne l'histoire pour les considérer eux-mêmes *in abstracto*, on peut expliquer en quelques mots les destinées de la première dynastie franque : le roi mérovingien, à l'origine, est un parvenu qui dispose d'un riche trésor de biens et d'honneurs ; il n'a pas trouvé d'autre politique que de dépenser ce trésor au jour le jour : il devait finir et il a fini par la banqueroute.

ERNEST LAVISSE.

---

---

LE

# COMBAT CONTRE LA MISÈRE

---

## III<sup>1</sup>.

LA COOPÉRATION ET LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES, LA CHARITÉ.

---

L'épargne, la mutualité, les institutions de prévoyance, tels sont, nous l'avons vu, les principaux moyens en lesquels l'école de l'avenir a foi pour combattre la misère, et elle a raison, pourvu que ni l'épargne, ni la mutualité, ni la prévoyance ne soient abandonnés complètement à leurs propres forces. Il nous reste à parler de ces remèdes d'une tout autre nature que la même école cherche dans des modes nouveaux d'organisation ou de rémunération du travail et qu'on appelle la coopération et la participation aux bénéfices. L'un et l'autre système ont donné lieu à de nombreuses et intéressantes études. Pour ne parler que des plus récentes, je citerai l'ouvrage très complet et très instructif de M. Hubert-Valleroux sur *le Mouvement coopératif en France et à l'étranger*, celui de M. Fougerousse sur *les Patrons et les Ouvriers de Paris*; enfin, sur la question spéciale de la participation aux bénéfices, les courts mais substantiels écrits de M. Charles Robert. Le *Bulletin de la participation aux bénéfices* dont M. Charles Robert est le directeur, la *Réforme sociale*, organe des disciples de M. Le Play, contiennent également sur ces matières des articles instructifs où j'ai beaucoup puisé. A mes yeux cependant, tous ces documens le cèdent peut-être en intérêt à ceux

(1) Voyez la *Revue* du 15 mars et du 1<sup>er</sup> juillet.

qu'on trouve dans les procès-verbaux de la commission d'enquête parlementaire sur la situation des ouvriers de l'industrie, nommée par la défunte assemblée, et dans ceux de la commission extraparlamentaire des associations ouvrières nommée en 1883 par le ministre de l'intérieur. C'est un peu la mode en notre pays de lancer des épigrammes contre les commissions d'enquête, et je ne voudrais pas répondre que moi-même je m'en sois toujours abstenu. Mais s'il est difficile de ne pas se laisser aller à un peu de raillerie vis-à-vis de ces commissions aux ambitions démesurées, qui faute d'avoir su se borner n'ont pas su écrire... leur rapport en temps utile (tel est en particulier le cas de la commission d'enquête parlementaire), il serait d'un autre côté tout à fait injuste de ne pas leur savoir gré des informations précieuses qu'elles ont pris la peine de recueillir pour nous. Rien ne vaut, en effet, sur ces questions difficiles le témoignage d'hommes qui viennent vous raconter avec ingénuité, les uns leurs chimères et leurs mécomptes, les autres leurs efforts et leurs récompenses. C'est à l'aide de ces documens divers et avant de tirer de ces études une conclusion générale que je voudrais demander d'abord à la coopération, puis à la participation aux bénéfices, le secret des espérances qu'elles ont fait naître et en discuter le bien-fondé.

## I.

Qui donc a dit qu'une question bien posée est à moitié résolue? S'il en est ainsi, cherchons à définir ce qu'on entend par coopération. A ne consulter que l'étymologie, le mot de coopération voudrait dire tout simplement travail en commun. Il y aurait coopération toutes les fois que deux ou plusieurs personnes travaillent à une même œuvre. Coopérateurs en ce sens seraient le musicien qui a composé la partition d'un opéra et l'auteur dramatique qui a écrit le *libretto*; coopérateurs également l'architecte qui a conçu le plan de la nouvelle façade du Palais de Justice, l'entrepreneur de maçonnerie qui a exécuté ce plan sous la surveillance de l'architecte, et les ouvriers des différens corps d'état qui y ont travaillé sous les ordres de l'entrepreneur; coopérateurs enfin le fabricant qui a imaginé un meuble d'un nouveau modèle, le menuisier qui en a assemblé les morceaux, l'ébéniste qui y trace des incrustations, le sculpteur qui ajoute des moulures. Est-ce là ce que, dans la langue économique moderne, on entend par coopération? Non seulement ce n'est pas cela, mais c'est presque le contraire. On appelle coopération une association contractée entre travailleurs manuels qui ont contribué à la fabrication d'un produit ou à l'exécution d'une entreprise, en vue de vendre directement ce produit ou de

toucher la rémunération de cette entreprise. Cette association a pour résultat de faire disparaître l'intermédiaire qui généralement paie au travailleur un prix convenu au préalable et se recupère ensuite de cette avance par la vente du produit ou le bénéfice de l'entreprise, c'est à dire le patron. Ainsi donc on pourrait définir la coopération : un mode d'organisation du travail qui supprime un des coopérateurs habituels, et le terme choisi peut ne pas sembler d'une parfaite exactitude. Mais il n'importe, pourvu qu'on s'entende sur le mot, et qu'en parlant de coopération on sache exactement ce qu'on veut dire.

Supprimer le patron, tel est donc le but de la coopération. Et pourquoi supprimer le patron ? Pour supprimer le salaire. Aux yeux des partisans de la coopération, le salaire est en effet un mode de rémunération du travail arriéré, et de plus attentatoire à la dignité de l'homme ; c'est le dernier vestige d'une organisation sociale qui a trop duré, car c'est une forme atténuée du servage, comme le servage était une forme atténuée de l'esclavage. Mais l'esclavage et le servage ont disparu ; ainsi disparaîtra le salaire, remplacé par la coopération qui, au dire de John Stuart Mill « doit régénérer les classes populaires et par elles la société elle-même et qui sera l'évolution la plus féconde que le progrès et la science aient jamais opérée. »

Certes, si la coopération devait remplacer le salaire, le résultat, bon ou mauvais, ne serait pas mince, et l'évolution tirerait à conséquence. Mais qu'a donc le régime du salaire de si odieux et de si attentatoire à la dignité humaine, qu'il en faille souhaiter la disparition ? Le salaire n'est autre chose que la rémunération en argent d'un effort dépensé ou d'un service rendu ; effort physique ou intellectuel, service matériel ou moral, il importe peu. Je ne crois pas qu'on puisse contester l'exactitude de la définition. Or, à ce compte, quiconque dans la société ne vit pas exclusivement du revenu de son capital ou de la vente de ses produits appartient à la catégorie des salariés. Seulement il est convenu qu'on appelle traitement le salaire d'un agent de l'état, ambassadeur ou chef de bureau, appointement celui d'un employé de commerce, indemnité celui d'un député ou d'un sénateur, honoraires celui d'un avocat ou d'un médecin, jetons de présence celui d'un administrateur de compagnie industrielle, gages celui d'un domestique. Mais tous n'en touchent pas moins une certaine somme en espèces en échange de l'effort dépensé ou du service rendu par eux. Si donc le terme de salaire s'emploie plus généralement pour désigner la rémunération du travail manuel, ce terme spécial ne répond cependant point à un contrat d'une nature particulière, et si la coopération parvenait à supprimer le salariat dans l'industrie, ce seraient les ouvriers qui occuperaient dans le monde des travailleurs de tout rang une situation exceptionnelle et privilégiée.

J'ai dit privilégiée; le mot est-il bien juste? Est-ce bien un privilège que de ne point demander au contrat de salaire la rémunération de son travail ou de sa peine, et d'attendre cette rémunération d'un bénéfice nécessairement incertain et éventuel? Ce n'est pas, en effet, à la condition du propriétaire ou du rentier qu'il faut comparer celle du salarié (il est évident que cette condition est préférable), mais à celle de l'homme qui dépend, sinon pour son pain quotidien, du moins pour son gain annuel d'un profit plus ou moins aléatoire. Pour prendre un exemple, quelle est la position la plus enviable, celle d'un employé aux grands magasins du Bon-Marché, ou celle d'un petit mercier de la rue du Bac? Incontestablement la situation de l'employé est préférable, si, comme il est bien possible, le petit mercier joint péniblement les deux bouts et balance à grand-peine son doit avec son avoir. Mais à profit égal, dira-t-on? Alors cela dépend des caractères. L'employé est moins libre; tous les jours il faut qu'il se rende au magasin à une certaine heure; il reçoit des ordres, il est exposé à des reproches, à des injustices même (je parle en théorie bien entendu); mais en revanche il est assuré de sa rémunération mensuelle; il sait que, quoi qu'il arrive, sa peine ne sera pas perdue, et que sans préoccupations, sans soucis, sans autre effort et responsabilité que l'accomplissement d'une besogne uniforme, son pain quotidien et celui de sa famille ne sauraient venir à lui manquer. Le petit mercier, au contraire, doit s'inquiéter de tout, penser à tout; il faut qu'il se pourvoie au printemps des marchandises d'automne, et en été des marchandises d'hiver. Il faut qu'il achète à un certain prix pour revendre à un autre, qu'il calcule à l'avance son bénéfice, et qu'il soit assez heureux pour le réaliser. S'il se trompe dans quelque-une de ses prévisions (et leur réalisation dépend autant des circonstances que de lui-même), c'est d'abord la gêne, puis la faillite, puis la misère. Sans doute il est son maître, et il ne dépend que de lui-même; mais tel tempérament, telle nature peuvent trouver (et je ne sais si ce n'est pas le plus grand nombre) que cette liberté est achetée au prix de bien des soucis, et que mieux vaut un peu moins d'indépendance avec un peu plus de sécurité.

Bien plus, la situation peut être retournée au point que la condition de salarié devienne une condition privilégiée. Qu'un industriel qui emploie un certain nombre d'ouvriers s'aperçoive, en faisant son bilan de fin d'année, que l'exercice se solde pour lui par une perte: qui supportera cette perte? C'est lui seul. Et cependant, lorsqu'il payait tous les mois ses ouvriers, il ne faisait que précompter à leur profit une part des bénéfices qu'il espérait tirer du produit de leur travail. S'il avait prévu que ce bénéfice se tournerait en perte, peut-être ne les aurait-il pas fait travailler du tout. Que cette situation

fâcheuse se renouvelle pendant plusieurs années de suite, qu'à une période de prospérité succède pour cet industriel une période de gêne, est-ce que ses ouvriers s'en apercevront immédiatement? Est-ce que la première chose qu'il fera sera de réduire leurs salaires proportionnellement à ses pertes? Le voudût-il que le plus souvent il ne le pourrait pas, car ses ouvriers l'abandonneraient au profit d'un concurrent plus fortuné. Il continuera de les payer régulièrement jusqu'au jour où il fera faillite, tandis qu'il laissera peut-être ses fournisseurs impayés et les effets portant sa signature en souffrance. Enfin, le lendemain de sa faillite, ce seront encore ses ouvriers qui seront payés *par privilège*, dit le code, avant les autres créanciers.

La condition du salarié n'a donc, en soi-même, rien d'humiliant, ni de rigoureux, puisque l'immense majorité de ceux qui vivent de leur travail savent s'en accommoder et puisqu'en échange d'une moindre indépendance elle assure une plus grande somme de sécurité. Mais si telle est la réalité des choses, si le contrat de salaire qui existait déjà au temps de l'esclavage et du servage présente ce caractère de permanence et d'universalité auquel on reconnaît les grands faits d'ordre naturel, ne doit-on pas dire *a priori* que la coopération, envisagée comme un mode nouveau de rémunération du travail destiné à remplacer le salaire, est une conception fautive, chimérique et qui doit fatalement aboutir à un mécompte désastreux? Ce n'est pas impunément, en effet, qu'on s'efforce d'aller à l'encontre des lois générales sous l'empire desquelles le monde a toujours vécu et marché. A ce point de vue, le salaire ne présente pas un moindre caractère de nécessité et de permanence que la propriété, et le collectivisme n'est guère plus chimérique que la coopération envisagée comme une évolution économique destinée à faire disparaître ce mode antique de rémunération du travail. Que cependant la coopération ait été ainsi entendue par bon nombre de ses prôneurs, nous en avons eu la preuve par ces paroles de John Stuart Mill que j'ai citées tout à l'heure et nous en trouvons la confirmation dans le discours prononcé par M. Waldeck-Rousseau, ci-devant ministre de l'intérieur, à la première séance de la commission d'enquête extra-parlementaire nommée par lui, discours qui a eu naturellement les honneurs de la reproduction au *Journal officiel* : « Je crois, disait le ministre, qu'on ne trouvera une solution pacifique et progressive de la question sociale qu'en *amenant* les travailleurs à demander la rémunération de leurs efforts de moins en moins *au louage d'ouvrage* et de plus en plus à l'*association*. Il faut les habituer à réunir, à concentrer, à solidariser des forces qui sont impuissantes dans l'isolement et qui seront merveilleusement fécondes dans leur groupement, dans la communauté d'une entente et d'une action raisonnée. » Et, plus loin : « Il faut travailler à cette *transformation* par une

initiation progressive. Il faut montrer que la chose est possible et prouver par des faits que les ouvriers peuvent utilement, pratiquement, substituer le groupement, l'association au procédé courant auquel ils ont jusqu'à présent demandé la satisfaction de leurs besoins : l'augmentation du prix auquel ils louent leurs services. »

D'après ce programme, il ne s'agirait donc point de modifier la législation en vue d'assurer aux ouvriers la liberté (dont, au reste, ils ne sont nullement privés) de s'associer comme les autres citoyens. Il s'agirait de les *amener* à considérer le louage d'ouvrage comme un mode de rémunération du travail qui aurait fait son temps et à remplacer ce mode vieilli par le groupement et l'association. Il s'agirait de les préparer à cette transformation, de les endoctriner en leur démontrant l'excellence de ce procédé nouveau et de leur en inculquer les principes par la voie de la persuasion gouvernementale. Eh bien ! lorsque les chefs d'un grand pays qui ont, dans une certaine mesure, charge non pas d'âmes, mais d'intelligences, tiennent un langage aussi creux et aussi imprudent, c'est le devoir de ceux qui ont à cœur les intérêts véritables des ouvriers sans avoir aucune raison pour les flatter, de leur répéter que la coopération ainsi entendue est un leurre, que le groupement, ni l'association ne parviendront jamais à remplacer le louage d'ouvrage et que ce mode de rémunération du travail, loin de promettre des résultats d'une fécondité merveilleuse, comporte au contraire par lui-même assez de difficultés et de périls pour que les intéressés fassent bien d'y regarder à deux fois avant de s'y engager.

Au surplus, s'il était besoin de démontrer les dangers d'un pareil langage dans la bouche d'un chef de gouvernement, il ne faudrait pas aller bien loin pour en fournir la preuve. On la trouverait dans les procès-verbaux mêmes de la commission d'enquête extraparlementaire. Voici, en effet, dans quels termes un ouvrier, délégué par un grand nombre de ses camarades, a cru devoir répondre au discours de M. Waldeck-Rousseau : « Il appartenait au gouvernement républicain de s'occuper enfin des déshérités, de ceux auxquels on a sans cesse imposé une lourde part des charges sociales et qu'on a toujours oubliés dans la répartition des bénéfices. Votre enquête peut avoir pour résultat de sauver les ouvriers et avec eux la société des désespoirs violents. L'ouvrier n'est point d'une autre race que les favorisés de la science et de la fortune, il souffre, parce qu'il sent qu'il n'a pas dans la famille française la place qu'il mérite d'occuper. C'est lui, le paria, qui, dans les tournois pacifiques de l'industrie contribue à la gloire du pays ; c'est lui qui ferait la sécurité de ses frontières si jamais elles étaient menacées. Nous remercions donc le ministre qui a compris que le plus grand souci du législateur doit être de travailler à l'instruction de l'ouvrier et



qu'en l'élevant sans cesse en bien-être et en dignité, on augmente la richesse et la grandeur de la France. »

Or, s'il arrivait par aventure que l'enquête en question n'eût pas pour résultat d'élever en bien-être et en dignité ces déshérités et ces parias, si elle les laissait, comme il serait bien possible, dans la même situation que devant, et si le législateur ne parvenait à leur assurer ni une part plus large dans la répartition des bénéfices, ni une place plus importante dans la grande famille française, ne serait-il pas à craindre qu'ils ne retournassent aux désespoirs violents, et le ministre qui aurait contribué à surexciter chez eux ces illusions ne serait-il pas un peu responsable de ces désespoirs et de ces violences ?

Est-ce à dire cependant que l'association de certains ouvriers pour fabriquer et vendre directement à leur profit les produits de leur travail ou pour entreprendre une tâche déterminée et en toucher la rémunération soit toujours une entreprise chimérique, fatalement vouée à l'insuccès ? En d'autres termes, la coopération considérée non plus comme le dernier terme d'une évolution économique et comme un mode perfectionné d'organisation du travail, mais comme une forme spéciale de société commerciale ou industrielle, est-elle une aventure nécessairement dangereuse que le législateur doit voir avec défaveur et dont les gens avisés font bien de se méfier ? Ceci est une tout autre question dont il faut demander la solution à l'expérience et aux faits. Si l'on se bornait à consulter l'histoire, sa réponse ne serait pas très encourageante. Par deux fois au lendemain de 1848 et pendant les dernières années de l'empire, les sociétés coopératives de production (je ne parle pour le moment que de celles-là) ont tenté de s'établir dans notre pays ; par deux fois, elles ont échoué. Mais comme ce double échec est explicable par certaines circonstances historiques ou par certaines fautes financières dont on trouvera le récit très complet dans l'ouvrage de M. Hubert-Valleroux, j'irai droit à cette troisième tentative qui se poursuit depuis quelques années sous nos yeux et dans des conjonctures essentiellement favorables. En effet, ceux qui nourrissent une médiocre confiance dans la coopération ont pu dire et répéter que ce mouvement nouveau était purement factice, que les encouragemens officiels en étaient l'unique cause et que, sans ces encouragemens, le plus grand nombre des sociétés coopératives, fondées dans ces dernières années, n'auraient ni subsisté, ni même pris naissance. On ne peut s'empêcher de reconnaître qu'il y a une grande part de vérité dans cette assertion. Il est hors de doute en effet que la ville de Paris d'abord, M. Floquet étant consul, l'état ensuite, M. Gambetta étant grand-vizir, ont irrégulièrement et en dehors de toute adjudication accordé à des sociétés coopératives des concessions de travaux, en leur faisant des re-

mises de faveur et leur ont procuré une prospérité un peu factice. Mais certaines sociétés se sont, d'autre part, formées spontanément en dehors de toute ingérence officielle, et cela, chose curieuse, sous l'impulsion d'ouvriers qui voulaient se soustraire à la tyrannie non pas de leurs patrons, mais de leurs camarades : « C'est au moment de la grève que nous nous sommes constitués, a déclaré devant la commission d'enquête extraparlamentaire le délégué de l'association coopérative des charpentiers de La Villette. Nous n'étions pas au nombre des charpentiers qu'on voyait alors dans les réunions ; nous gagnions presque tous 1 franc par heure. Nous étions forcés de faire grève *par amour-propre*. Nous ne savions où on voulait nous mener... Nous nous sommes dit : « Il faut tout de même travailler. » On a parlé d'une association et aussitôt nous avons pensé à nous constituer ; nous avons pensé qu'il fallait faire cela le plus tôt possible : en huit jours, nous nous sommes constitués sans bien comprendre ce que nous entreprenions, et notre capital de 30,000 francs était versé. »

Voici maintenant l'histoire de la coopération typographique racontée par son directeur : « J'ai l'honneur d'être prote à *la Petite République française* ; une partie des ouvriers que j'avais embauchés ne faisaient pas partie du syndicat typographique de la rue de Savoie, dont les réglemens ne conviennent pas à tout le monde. Un beau jour, on est venu sommer l'administration de *la Petite République française* de renvoyer ses ouvriers. J'ai répondu que les ouvriers ne *travaillaient pas au-dessous du tarif*, qu'ils avaient toujours fait leur devoir et qu'il n'y avait pas de raison pour les renvoyer. Immédiatement sommation d'avoir à exécuter ce que demandait le syndicat de la rue de Savoie, qui menaçait de faire vider les ateliers par ses adhérens. Dans cette situation, je dus prendre des hommes qui n'appartenaient à aucun syndicat et je leur montrai que pour éviter toutes ces difficultés, il n'y a qu'un moyen : la coopération. Ce fut le point de départ de notre association. » Et il ajoutait ces paroles bien curieuses, parce qu'elles jettent une singulière lumière sur ce qui se passe parfois dans le sein des corporations : « Quel était le résultat de ces grèves ? Un ouvrier pendant dix ans était resté dans la même imprimerie ; il avait acquis par son assiduité et son travail la confiance de son patron et était arrivé au grade de metteur en page ; tout à coup une grève survenait. Il était obligé de partir sous peine de forfaire à la corporation. »

Ainsi, le désir de se soustraire à la tyrannie de leurs camarades a eu peut-être autant de part que les encouragemens officiels dans la renaissance des sociétés coopératives. A ces deux causes il en faut ajouter une troisième : c'est le concours que ces sociétés ont trouvé dans un établissement financier de création récente : la *Caisse*

*centrale populaire*. Cet établissement n'a pas été fondé (comme l'avait été sous l'empire certaine caisse d'escompte des associations ouvrières) en vue de venir exclusivement en aide aux sociétés coopératives. C'est une institution financière comme tant d'autres et quelques-unes des affaires qu'elle commandite ou poursuit, telles, par exemple, que l'entreprise du chemin de fer transsaharien, n'ont rien de populaire, ni surtout de central. Mais fort habilement, — et j'ajoute fort légitimement, — elle a cherché dans des avances faites aux sociétés coopératives un moyen d'étendre sa clientèle et elle procède d'une façon beaucoup plus judicieuse que la défunte caisse d'escompte, de philanthropique mémoire. Au lieu d'avancer sur leur unique dénomination des sommes considérables à des sociétés qui n'ont point fait leurs preuves, elle ouvre à celles qui justifient d'une commande importante un crédit proportionnel à cette commande, et, en même temps, elle les excite à souscrire un certain nombre d'actions de la *Caisse centrale populaire* et à y verser leurs épargnes. Sans doute, elle ne fait point de cette application nouvelle du crédit mutuel une condition de ses avances; mais elle y met une telle insistance que quelques-uns des administrateurs de sociétés coopératives dont la commission d'enquête extra parlementaire a reçu les dépositions s'y sont, à ce qu'il paraît, trompés. Il faut convenir, en effet, que si le directeur de la *Caisse centrale populaire* tenait d'une main un paquet de billets de banque qu'il offrait de leur prêter et de l'autre une liasse d'actions qu'il les engageait à souscrire, il devait leur être assez difficile d'accepter les uns et de refuser les autres. Quoi qu'il en soit de ce petit fait, ces différentes causes réunies ont singulièrement favorisé, depuis trois ou quatre ans, l'essor des sociétés coopératives, et l'on ne saurait imaginer de circonstances plus favorables pour rechercher ce qu'il en faut attendre.

D'après les documens les plus récents, il existait à Paris (je ne parle pas de la province, où le mouvement est presque nul) 74 sociétés coopératives de production. Sur ce nombre, 4 dataient de 1848 ou 1849, 6 des dernières années de l'empire, 4 des premières années de la république. Les autres, c'est-à-dire en tout 60, étaient nées du dernier mouvement. Ces diverses sociétés comptaient un nombre d'adhérens très inégal. L'une d'entre elles, l'Imprimerie nouvelle, n'en avait pas recruté moins de 1,348. D'autres allaient jusqu'à 250 (menuisiers), 191 (bâtiment), 183 (charpentiers), 160 (bijoutiers en doublé). En revanche, un grand nombre ne comptent que 10, 9, et descendent même jusqu'à 5 associés. Au total, les sociétés coopératives ne comptent pas plus de 4,930 associés. Si le nombre de ces sociétés peut paraître, au premier abord, assez élevé, le chiffre de leurs adhérens est donc, en réalité, très restreint par rap-

port à l'ensemble de la population ouvrière parisienne, et c'est là une première constatation qui a son intérêt.

D'après ce même document, les sociétés coopératives exercent les métiers les plus variés, et il semble au premier abord que l'instrument soit assez souple pour se prêter à tous les genres d'industrie. Mais, en y regardant de près, on s'aperçoit que la formation de ces sociétés n'est possible qu'à la double condition d'une grande prépondérance de la main-d'œuvre et d'une immobilisation de capital assez faible. Toutes appartiennent à la petite ou à la moyenne industrie, aucune à la grande, et cette seule observation suffirait à montrer combien, même en mettant toute chose au mieux, la coopération est une solution insuffisante pour améliorer la condition de la plus grande partie des travailleurs. Comment en serait-il autrement, et comment la coopération pourrait-elle être applicable dans la grande industrie, alors que la puissance d'un établissement industriel est en raison directe du capital engagé et que les sociétés coopératives les plus prospères n'ont jamais pu réunir un capital de plus de 200 à 500,000 francs? Une seule, celle des lunetiers, qui date de 1849, possède un capital versé de 1,300,000 francs. Le capital d'un très grand nombre d'autres n'atteint pas 20,000 francs et descend parfois jusqu'à 4 ou 5,000 francs. Or, il n'est guère de petit marchand dont le fonds de commerce et de roulement réunis n'atteignent à cette somme. L'ensemble des capitaux engagés dans les sociétés coopératives ne dépasse pas, au surplus, 5,480,000 francs. Il y a donc une certaine exagération dans cette expression : *l'ampleur du mouvement coopératif*, dont se sert, dans un travail au reste très intéressant et très substantiel, l'honorable M. Barberet, rapporteur de la commission d'enquête extraparlamentaire et chef du bureau des associations professionnelles. N'était même l'intérêt qui s'attache à l'idée coopérative elle-même, personne ne songerait assurément à s'inquiéter des résultats d'une aussi modeste tentative. Si peu concluans qu'ils puissent être, ces résultats sont loin, cependant, d'être décourageans.

Constatons d'abord que quelques-unes de ces sociétés datent des dernières années de l'empire et même de la république de 1848. Ce sont précisément les plus prospères. Il n'y a donc dans l'idée de la coopération elle-même, c'est-à-dire dans la vente directe de leurs produits par les ouvriers, rien qui conduise fatalement à l'insuccès. Tout dépend de la façon dont les affaires sociales sont gérées. A ce point de vue, et par comparaison aux essais antérieurs, de grands progrès ont été certainement réalisés par les ouvriers, qui se sont repris à espérer en l'avenir de la coopération. Ceux d'entre eux qui sont venus déposer devant la

commission d'enquête ont tenu, à peu d'exceptions près, le langage d'hommes très sensés, très positifs en affaires et nullement portés aux utopies. Ce langage repose de celui qu'on entend trop souvent dans les congrès ouvriers ou dans les réunions publiques, et montre une fois de plus combien on aurait tort de juger la classe ouvrière d'après un petit noyau d'hommes, — toujours les mêmes, — qui parlent en son nom et par lesquels elle a malheureusement la faiblesse de se laisser représenter. Encore même ceux-là qui viennent déposer devant les commissions d'enquête (et c'est là une observation très juste faite par le président de la chambre de commerce de Paris, M. Dietz-Monin) ne représentent-ils pas toujours l'élément le plus paisible et le plus laborieux de la classe ouvrière. Derrière eux, il y a toute une catégorie d'ouvriers qui n'ont ni le goût ni le temps de venir déposer devant les commissions. Ceux-là travaillent leurs six jours de la semaine, gémissent des grèves et ne déclament ni contre la société, ni contre le salaire, ni contre leurs patrons. Mais, même dans cette catégorie un peu plus remuante des déposans, il est impossible de ne pas constater également un réel progrès dont il faut se réjouir. La coopération a été pour eux une excellente école. Elle les a initiés aux difficultés de la production et leur a appris qu'il ne suffisait pas toujours d'être patron pour gagner de l'argent et dormir tranquille. Elle leur a appris également qu'à une seule condition les sociétés coopératives pouvaient réussir, c'était d'être administrées comme toutes les autres sociétés commerciales. Une des principales causes qui ont amené sous l'empire l'échec des sociétés coopératives, c'est que leurs adhérens entendaient faire de chacune d'elle une république, selon le régime, alors en faveur, de l'amendement Grévy, c'est-à-dire sans président. Dans les unes, il n'y avait pas de gérant ; dans les autres, le gérant devait être changé tous les six mois ; ceux dont les pouvoirs avaient une plus longue durée se voyaient, par les statuts, resserrés dans des limites si étroites, qu'en réalité ils ne pouvaient rien gérer du tout. Les sociétés coopératives de création récente ont suivi un tout autre système. Elles n'ont pas hésité à investir les hommes qu'elles ont mis à leur tête des pouvoirs les plus étendus. Le délégué d'une de ces sociétés, expliquant devant la commission d'enquête l'organisation et les pouvoirs du conseil de gérance qu'il présidait, a qualifié ainsi le système : « En somme, c'est la république autoritaire. » Et comme le président de la commission s'écriait, avec une vertueuse indignation : « Vous trouvez cela bon ? » L'ouvrier répondit avec sang-froid : « Puisque c'est la seule possible ! »

Une autre conséquence non moins remarquable de ce changement dans l'état des esprits, c'est que, à la différence de leurs

devanciers, les nouveaux adhérens des sociétés coopératives ne paraissent, en y entrant, avoir obéi à aucune considération humanitaire, à aucune rêverie ambitieuse. Plus sensés que quelques-uns de leurs conseillers, la substitution universelle de l'association au salaire et l'accession du prolétariat au capital les préoccupe médiocrement. Ce qu'ils se proposent, c'est, en vendant eux-mêmes leurs produits ou en louant directement leurs services, de partager entre eux le bénéfice qui, d'ordinaire, une fois la main-d'œuvre rémunérée, revient au patron ou à l'entrepreneur. Quant à la condition générale de la classe ouvrière, ils ne semblent pas s'en inquiéter beaucoup, et c'est même le reproche adressé à la coopération par les théoriciens du parti que d'enfanter l'égoïsme.

Les coopérateurs auraient, à la vérité, assez mauvaise grâce à prétendre qu'ils travaillent à émanciper leurs frères de la servitude du salariat, lorsque pour la plupart eux-mêmes emploient des salariés. Dès que les sociétés coopératives ont vu se grossir l'importance de leurs opérations et le chiffre de leurs affaires, elles ont senti la nécessité d'employer des agens payés à la tâche ou à la journée. Elles sont devenues, en un mot, ce qu'un ouvrier non coopérateur appelait avec amertume : *des boîtes à petits patrons*. Il est vrai qu'elles appellent à leur tour leurs ouvriers des *auxiliaires*, comme à une certaine époque on appelait les domestiques des *officieux*; mais c'est toute la différence. Quelques-unes, en très petit nombre, admettent leurs auxiliaires au partage de leurs bénéfices. Mais la grande majorité s'y refuse par cette raison que les coopérateurs, courant seuls la chance de la perte, doivent seuls aussi participer au gain. C'est à coup sûr un des résultats les plus inattendus, mais aussi les plus curieux de l'entreprise coopérative, que d'avoir démontré par l'expérience la nécessité du salariat dans toute organisation industrielle un peu compliquée. La force des choses a de ces ironies, et les défenseurs de ce contrat, vieux comme le monde, que les Romains, dans la précision de leur langue juridique, caractérisaient en trois mots : *do ut facias*, ne pouvaient être mieux vengés.

En résumé, l'expérience du mouvement coopératif est assez avancée pour qu'on en puisse tirer la conclusion suivante. Considérée comme un mode d'organisation de travail ayant pour but d'assurer à quelques travailleurs associés un bénéfice supérieur à celui de la rétribution ordinairement allouée à la main-d'œuvre, la coopération n'a rien qui soit chimérique ni qui la condamne à l'insuccès, puisque certaines sociétés, fondées sur ce principe, ont déjà de vingt à trente ans de durée. Mais, pour y réussir, plusieurs conditions sont nécessaires. La première, c'est que les travailleurs ainsi groupés soient des ouvriers habiles, zélés, âpres à la besogne, et non pas des idéologues poursuivant une expérience sociale. La

seconde, c'est que ces sociétés soient administrées aux mêmes conditions que les sociétés commerciales ordinaires ; qu'on y pratique (pour reproduire ici l'expression pittoresque que je citais tout à l'heure), le système de la république autoritaire, c'est-à-dire, en bon français, que les pouvoirs du gérant unique ou du conseil de gérance soient suffisans pour que les tiers sachent à qui ils ont affaire, qu'à chaque commande ceux-ci ne se trouvent pas en présence de figures nouvelles et qu'ils puissent compter sur l'exécution scrupuleuse d'engagemens à longue échéance ; en un mot, que la direction de ces entreprises s'inspire non point des chimères d'une vaine égalité, mais des principes de hiérarchie, de subordination et d'esprit de suite indispensables au succès dans toute entreprise industrielle. Enfin, il est une troisième condition, celle-là plus difficile peut-être à faire accepter par les partisans de la coopération, parce qu'elle limite son essor et lui coupe en quelque sorte les ailes, c'est que les entreprises de cette nature ne comprennent point un personnel trop nombreux et que des capitaux trop considérables n'y soient point engagés. C'est là toucher à un point délicat sur lequel il faut cependant dire la vérité.

La direction d'une armée nombreuse d'ouvriers, la mise en valeur de capitaux importans exigent des dons de commandement et de prévoyance qui ne se rencontrent fréquemment chez personne. La tradition, l'expérience acquise de bonne heure, y peuvent suppléer dans une certaine mesure chez le patron, et c'est ainsi qu'on voit assez souvent (pas toujours) la prospérité de grands établissemens industriels survivre à leurs fondateurs tout en passant aux mains d'héritiers qui ne les valent pas. Mais chez l'ouvrier qui, arrivé à l'âge mûr, doit faire son apprentissage du métier de patron, tout est à apprendre, et à moins que le don naturel n'y soit, il ne faut pas trop attendre de son habileté. Sans doute, à l'état exceptionnel, ces dons du génie commercial et industriel peuvent se trouver chez l'ouvrier tout comme chez le patron. Il les possédait assurément, ce modeste terrassier savoyard, qui avait fini par devenir l'entrepreneur des travaux du Saint-Gothard et qui est mort si tragiquement à la veille de la victoire, sur le champ de bataille où il avait si longtemps combattu. Mais l'ouvrier qui sentira germer en lui ces dons se résignera bien rarement à les mettre en commun et à les immobiliser en quelque sorte dans une société coopérative. Le plus souvent il préférera courir la chance solitaire, travailler pour son compte et tenter la fortune à ses risques et périls. Il faut donc compter à l'avance que si les sociétés coopératives se recrutent dans l'élite des ouvriers au point de vue de la régularité dans la conduite et de l'assiduité au travail, en revanche, le personnel de leurs

gérans ne dépassera pas, comme capacité, la bonne moyenne des ouvriers français. C'est assez pour réussir dans la petite industrie; ce n'est pas assez pour aborder la grande. Aussi peut-on dire que toute société coopérative dont le personnel et les opérations dépasseront certaines limites est fatalement vouée à l'insuccès. Je n'en veux pour preuve que l'histoire de l'Imprimerie nouvelle. L'Imprimerie nouvelle figurait parmi les sociétés coopératives les plus anciennes puisque sa constitution était antérieure à la guerre de 1870. Elle avait débuté modestement et prudemment au capital de 80,000 fr., dont 30,000 seulement versés; puis peu à peu elle avait développé ses opérations, élevé son capital, contracté des emprunts sous forme d'obligations, et lorsque le directeur et le président du conseil d'administration furent appelés à déposer devant la commission d'enquête extraparlamentaire, la prospérité de la société paraissait à son comble. Ils parlaient avec un légitime orgueil de leur nouvelle et grandiose installation, de leurs dix machines à imprimer, de leurs deux générateurs de vingt chevaux, de leur machine de quarante. Bien plus ils annonçaient qu'encouragés par le « discours dans lequel M. le ministre de l'intérieur avait abordé résolument cette fameuse question sociale et *pris l'engagement de la résoudre* au moins partiellement, » ils avaient décidé de doubler encore leur capital par l'émission de 2,000 actions nouvelles. L'avenir leur paraissait plein de promesses et ils se déclaraient prêts à accepter toutes les commandes. Au bout de quelques mois, qu'étaient devenues toutes ces espérances? La société était obligée de suspendre ses opérations et elle aboutissait bientôt à une liquidation. Je ne connais pas positivement les causes de ce désastre, mais il me suffit de savoir que le capital-actions et le capital-obligations réunis dépassaient 600,000 francs, que les immobilisations en constructions et matériel atteignaient 634,000, enfin que le chiffre des associés s'élevait à 1,348, pour comprendre ce qui est arrivé. Le directeur de la société a dû se trouver dans la situation d'un capitaine auquel on confierait tout à coup le commandement d'une brigade. Pareille aventure est arrivée pendant la dernière guerre et nous savons ce qu'il en coûte.

Mais s'il en est ainsi, si la coopération ne peut réussir habituellement que dans la petite industrie, rarement dans la moyenne, jamais dans la grande, n'est-ce pas démontrer surabondamment combien est chimérique cette espérance, encouragée cependant par John Stuart Mill, de la voir se substituer au salariat? N'en faut-il pas également conclure que, pour améliorer la condition générale des travailleurs, on ne saurait beaucoup compter sur l'efficacité du remède, puisque c'est avec l'organisation de la moyenne industrie que le problème commence à naître pour passer ensuite à l'état aigu



sous le régime de la grande? N'en déplaie à l'illustre économiste, je ne crois donc pas qu'il faille se flatter de voir jamais la coopération régénérer les masses populaires et par elles la société elle-même, ni qu'on doive considérer ce mode ingénieux d'augmenter les bénéfices de quelques ouvriers comme l'évolution économique la plus féconde que le progrès et la science aient jamais opérée.

Tout ce que je viens d'écrire ne s'applique qu'aux sociétés coopératives de production et non point aux sociétés coopératives de consommation. A vrai dire, l'expression même de coopérative ne me paraît pas très juste appliquée à des associations que peuvent former entre eux des gens de toute condition, ouvriers ou bourgeois, et qui ont pour but de leur procurer à bon marché les denrées usuelles achetées par la société au prix du commerce en gros, et revendues par elle aux sociétaires avec une très légère majoration. Il n'y a pas là, à proprement parler, *coopération*, c'est-à-dire travail en commun en vue d'une œuvre déterminée, mais simplement entente et association dans une vue d'économie domestique. Ces sociétés ont pris un très grand développement en Angleterre, où les sociétés coopératives de production sont au contraire en nombre très limité. A un congrès général des sociétés coopératives qui a été tenu tout récemment à Oldham, on ne comptait que 38 sociétés de production, sur 1,153 sociétés comprenant 680,165 membres qui s'étaient fait représenter ; les 1,115 autres étaient des sociétés de consommation. Et encore dans ce chiffre n'étaient pas compris 705 petites sociétés locales rattachées à une grande société dont le siège est à Manchester. Mais les sociétés de consommation anglaises sont formées entre individus de toute condition. C'est ainsi qu'une des plus importantes est celle des employés du gouvernement (*Civil Service Supply Association*) qui rend de grands services aux fonctionnaires de tout grade, en mettant à leur disposition au prix véritable, exonéré de ce qui constitue le bénéfice de l'intermédiaire, presque toutes les denrées nécessaires à la vie. Pour la marine et pour l'armée, des sociétés analogues ont été récemment créées et avec le même succès. En France, au contraire, le développement des sociétés de consommation a été presque nul, et c'est malheureusement vers la création des sociétés de production que se sont tournés les efforts des ouvriers, toujours hantés par cette malheureuse idée de supprimer le salariat. On peut affirmer cependant que les sociétés de consommation auraient rendu de bien autres services non pas seulement aux ouvriers, mais encore à cette catégorie si intéressante des petits employés qui, avec un salaire annuel souvent inférieur à celui d'un ouvrier, sont obligés de subvenir aux frais d'une existence bien autrement coûteuse. A Paris en particulier, où la multiplicité des in-

termédiaires rend la vie si chère pour le petit monde et ne lui permet guère de profiter de la baisse générale des prix, la création de grandes sociétés de consommation aiderait singulièrement à résoudre le problème de la vie à bon marché. Il est vrai que la grande dispersion des ouvriers à Paris, leurs fréquents changemens de résidence, la nécessité où ils sont de porter leurs bras à droite et à gauche suivant les exigences du travail, apportent de sérieux obstacles à la création de ces sociétés, car la fixité de la clientèle est une condition inséparable de leur prospérité. Mais ces obstacles ne seraient pourtant pas insurmontables (1). Ce qui est malheureusement vrai, c'est qu'en Angleterre le sens pratique des ouvriers s'est appliqué de bonne heure au développement des sociétés de consommation, tandis que l'instinct plus rêveur de l'ouvrier français, de l'ouvrier parisien surtout, l'a entraîné vers les sociétés de production, auxquelles il ne demande rien moins que la transformation même de sa condition sociale. Cependant cette institution si utile des sociétés de consommation semble dans ces derniers temps avoir regagné une certaine faveur au sein de la classe ouvrière. Il y a quelques mois à peine, un congrès général des sociétés de consommation était convoqué à Paris sur l'initiative d'une petite société nimoise, qui a rendu en cette circonstance un véritable service. A ce congrès quatre-vingt-sept sociétés seulement étaient représentées. Mettons qu'un nombre égal ait négligé d'y envoyer des délégués. C'est bien peu pour toute la France, et nous voilà bien loin des deux mille sociétés anglaises. Au cours des séances de ce congrès, certaines informations intéressantes ont été échangées; certaines mesures qui paraissent judicieuses ont même été adoptées. Il faut souhaiter que ces mesures portent leurs fruits, mais une chose est à remarquer, c'est que les sociétés de consommation, si elles font fortune en France, le devront exclusivement à elles-mêmes. Le congrès dont je viens de parler s'est tenu au milieu de l'indifférence générale non-seulement des pouvoirs publics, si prodigues cependant d'encouragemens plus ou moins judicieusement distribués, mais de tous ceux qui font profession de s'intéresser à la condition des classes ouvrières. Et cependant le succès et la multiplication de ces sociétés de consommation pourraient être considérés comme un des moyens les plus efficaces de combattre la misère. J'aurais pour mon compte en ce remède beaucoup plus de confiance que dans la coopération et

(1) Depuis quelques années, le nombre et la clientèle des sociétés de consommation se sont cependant accrus dans le département de la Seine. D'après les documens les plus récents, on y comptait 39 sociétés dont 25 à Paris et 14 dans la banlieue, comprenant 10,000 associés.

même dans la participation aux bénéfices, dont je vais parler. Mais ce sont questions d'épicerie, et les grands esprits n'en ont cure.

## II.

La participation aux bénéfices n'a point fait, lors de sa venue au monde, autant de bruit que la coopération. Aucune fée ne lui a promis dès son berceau qu'elle renouvellerait la face de la société. On pourrait même dire qu'elle a vécu sans recevoir de nom pendant un espace de temps assez long, et que son baptême n'a pas, comme il est d'usage, suivi de près sa naissance. Pour sortir des métaphores et parler clairement, il y a bien longtemps que, dans certaines entreprises industrielles, le travail perçoit, en plus du salaire fixe, une rémunération supplémentaire et variable, prélevée sur les bénéfices. La combinaison dont je parle peut revêtir des formes diverses. Ce sera, par exemple, une prime accordée à l'excédent de production sur une moyenne donnée ou bien à l'économie réalisée sur un devis établi d'avance. Mais, de ces deux combinaisons et de bien d'autres encore qui peuvent être mises en usage, le principe est le même : intéresser l'agent producteur au bénéfice résultant, pour celui qui l'emploie, de son activité ou de son économie. Le système des primes, qui est d'un usage constant et déjà ancien dans l'industrie, n'est donc pas autre chose qu'une application de la participation aux bénéfices, puisque c'est, en définitive, sur le bénéfice réalisé par rapport à telle ou telle prévision que le patron prélève par anticipation une part au profit de son personnel salarié. Mais ce n'est point à cette participation fractionnée qu'on applique le nom générique de participation aux bénéfices, si fort en honneur depuis quelques années. Les partisans de ce système (un peu moins nouveau, en réalité, qu'ils ne se le figurent) désignent par là uniquement la distribution annuelle au personnel salarié d'un établissement commercial ou industriel, d'une part plus ou moins grande du bénéfice net réalisé par cet établissement pendant l'exercice clos. Cette distinction était nécessaire pour comprendre la nature des objections que la participation aux bénéfices, ainsi entendue, soulève chez certains esprits ; car le système des primes à la production ou à l'économie n'en a jamais fait naître, que je sache, aucune, sinon dans ses applications diverses, au moins dans son principe même. Au contraire, le système de la participation aux bénéfices a des partisans et des adversaires. Les uns, comme M. Charles Robert, qui est en France l'apôtre le plus éloquent et le plus convaincu du système, n'hésitent pas à déclarer que c'est une découverte comparable à celle de l'application industrielle de la vapeur. Au contraire, M. Leroy-Beaulieu, dans son beau livre sur *la Question ouvrière au XIX<sup>e</sup> siècle*, af-

ferme que c'est une utopie décevante et dangereuse qui contient un ferment de discorde et un principe dissolvant. Ce n'est pas une médiocre perplexité pour les humbles d'esprit que de se trouver en présence d'affirmations aussi péremptoires dans leur contradiction lorsqu'elles émanent d'autorités également sérieuses. Pour nous tirer d'embarras, adressons-nous à une troisième, celle des faits, et voyons ce qu'elle va nous dire.

Le second volume des procès-verbaux de la commission d'enquête extraparlamentaire contient uniquement les dépositions relatives à la participation aux bénéfices. Or, de l'ensemble et l'on peut même dire de l'unanimité de ces dépositions, se dégage un premier fait hors de conteste : c'est que partout où ce système a été mis en pratique, il a donné les meilleurs résultats. Tandis que le mouvement coopératif a échoué deux fois et que personne ne peut prédire avec certitude le succès de la troisième tentative, la participation aux bénéfices, en France du moins, n'a donné lieu à aucun mécompte. Le nombre des établissemens où a été adopté ce mode de rémunération supplémentaire du travail va en s'accroissant chaque année. En 1870, il n'y avait que treize maisons qui missent en pratique la participation aux bénéfices; on en compte trente-six aujourd'hui. Il faut ajouter à ce chiffre un nombre considérable de maisons situées à l'étranger (quarante-neuf), en Suisse et en Allemagne principalement. Enfin, ce qui est à remarquer, à l'exception d'une exploitation houillère, située en Angleterre, celle de MM. Briggs, dont l'échec peut s'expliquer par certaines raisons locales, on ne cite l'exemple d'aucun patron ou directeur ayant introduit dans son établissement la participation aux bénéfices et y ayant renoncé. On peut donc affirmer que, si l'expérience du système a été jusqu'à présent restreinte, en revanche, les résultats en sont parfaitement satisfaisans. Le témoignage des hommes qui l'ont pratiqué est unanime sur ce point et, lorsque ce témoignage émane d'hommes de la valeur de MM. Chaix, Paul Dupont, Laroche-Joubert, d'autres encore, qui tous ont acquis un nom illustre dans l'industrie, il est impossible de ne pas tenir grand compte de leur affirmation. Aussi peut-on s'étonner que, dans une de ses séances de cette année, la Société d'économie politique ait cru devoir mettre en discussion cette question : *La participation aux bénéfices est-elle contraire aux principes de l'économie politique?* Car, enfin, si, les avantages de tel ou tel système étant démontrés par les faits, les économistes venaient par malheur à déclarer que ce système est contraire à leurs principes, ne serait-ce pas tant pis pour les principes et aussi un peu pour les économistes? Demandons-nous plutôt quelles sont les causes de ce succès indéniable et, pour y réussir, appliquons-nous à bien discerner l'essence même du système.

Quelle est exactement la nature de la participation aux bé-

néfices? Est-ce un contrat *sui generis*, établissant entre un chef d'établissement et son personnel, entre un patron et ses ouvriers, un lien de droit et, par là même, imposant aux uns comme aux autres des obligations réciproques? Est-ce, au contraire, un acte de libéralité de la part du chef d'industrie ou du patron, libéralité à la continuation de laquelle il ne saurait être astreint et qu'il demeure toujours maître de suspendre ou de renouveler à son gré? Ce n'est point ici, comme on le pourrait croire, une distinction purement théorique; au contraire, tout le nœud de la question est là et, suivant que, dans la pratique des choses, on assimilera la participation aux bénéfices à un contrat ou à une libéralité, il en ressortira des conséquences absolument différentes.

Si c'est un contrat, il faut convenir que c'est un contrat d'une espèce bien particulière. Le propre, en effet, de ce qu'on appelle, dans le langage ordinaire un contrat, c'est d'imposer aux parties contractantes des obligations ou des charges réciproques. Si toutes les obligations, toutes les charges sont d'un seul côté, il n'y a plus, à proprement parler, contrat. Or, dans la participation aux bénéfices, telle qu'elle est mise en pratique dans les maisons qui l'ont adoptée, de quel côté sont les charges? Elles sont tout entières du côté du patron. Il n'y a pas un seul chef d'industrie qui, en associant ses ouvriers aux bénéfices éventuels de son industrie, leur ait tenu le langage suivant: « Si je fais des bénéfices, je vous en distribuerai une partie; mais, par contre, si mon exercice se solde en perte, je retiendrai sur vos salaires ou sur vos appointemens une part proportionnelle aux pertes que j'aurai subies. » Tous ont dit au contraire: « Si je fais des bénéfices, nous partagerons; si je fais des pertes, je serai seul à les subir. » C'est ainsi que, dans tous les établissemens, sans exception, est entendue la participation aux bénéfices. Partout les ouvriers ont la chance du gain, nulle part ils ne courent le risque de la perte. C'est là, on en conviendra, une première stipulation qui dans un contrat serait bien singulière.

Ce n'est pas tout. La participation aux bénéfices, telle qu'elle est pratiquée dans toutes les maisons qui l'ont adoptée, présente un autre caractère qui n'est pas moins en opposition avec l'idée même d'un contrat. C'est le pouvoir absolument discrétionnaire laissé au patron d'établir lui-même et sans contrôle le chiffre du bénéfice réalisé, dont une quote-part doit être distribuée au personnel salarié. Parfois le patron se réserve de fixer lui-même chaque année cette quote-part; le plus souvent elle est déterminée à l'avance par un règlement dont il est donné connaissance aux ouvriers pour stimuler leur zèle. Mais ce même règlement contient toujours la clause expresse que la comptabilité de la maison sera tenue exclusivement par le patron, que les ouvriers n'auront aucun droit d'en

exiger la communication, et que le patron devra être cru sur sa simple affirmation lorsqu'il dira : Le bénéfice net de mes opérations s'élève à telle somme; ou : Il n'y a pas de bénéfice du tout. Il en est ainsi, quoi qu'on en dise, même dans les très rares sociétés par actions qui ont adopté le principe de la répartition des bénéfices. En effet, si les comptes et le bilan de ces sociétés sont soumis à une certaine vérification, par qui cette vérification est elle exercée? Est-ce par des délégués des ouvriers? En aucune façon. C'est par les commissaires des comptes, c'est-à-dire par des délégués des actionnaires; or les actionnaires ne sont pas eux-mêmes autre chose que des patrons associés. C'est donc bien toujours et partout le patron qui fixe le chiffre du bénéfice réalisé, sur lequel un certain prélèvement doit être opéré au profit du personnel salarié, et qui le fixe seul, sans contrôle, d'une façon nécessairement arbitraire. Il n'en saurait être autrement. Quel est, en effet, le chef d'industrie qui voudrait s'engager à distribuer tous les ans la totalité de son bénéfice, c'est-à-dire qui renoncerait à amortir plus ou moins rapidement son capital, à augmenter son outillage, ou à constituer des réserves pour les mauvais jours? Pas un patron sérieux ne renoncera jamais à ce droit. Or comme, en réalité, il dépendra toujours de lui d'établir sa comptabilité de telle façon que le bénéfice à distribuer ressorte à telle ou telle somme, ou même qu'il n'y ait pas de bénéfice du tout, ce sera toujours de sa volonté et de sa volonté seule, que dépendra la participation des ouvriers à un bénéfice quelconque. C'est là, on en conviendra, une stipulation non moins étrange, comme avantage attribué au patron que ne l'était tout à l'heure l'exemption de toutes pertes comme avantage attribué à l'ouvrier. Si l'on voulait au reste attribuer à la participation aux bénéfices le caractère de ce qu'on nomme en droit civil un contrat synallagmatique, il faudrait juger de la validité de ce contrat d'après les principes du droit. Or ce qu'on appelle dans la langue juridique, le contrat *léonin*, c'est-à-dire le contrat qui attribue tout l'avantage à l'une des deux parties contractantes, n'est pas plus valable que la condition dite *purement protestative*, c'est-à-dire dont l'accomplissement dépend uniquement de la volonté d'une des parties, et il est probable que les tribunaux consultés (au reste, le cas s'est déjà présenté) prononceraient la nullité de l'une ou de l'autre clause.

Au contraire, si on reconnaît à la participation aux bénéfices le caractère d'une simple libéralité du patron, toutes ces stipulations qui semblent étranges dans un contrat s'expliquent de la façon la plus naturelle. Les ouvriers sont associés aux bénéfices et ne sont pas associés aux pertes. Comment en pourrait-il être autrement? Le patron a voulu améliorer leur condition; il ne saurait lui venir à la

pensée de rien faire qui la puisse empirer. Lui seul fixe non-seulement la proportion du bénéfice qui sera attribuée au salaire, mais le chiffre même du bénéfice sur lequel ce prélèvement sera opéré, et cela sans vérification ni contrôle. Quoi de plus naturel, et comment la pensée pourrait-elle venir à ses ouvriers de suspecter sa bonne foi, s'ils sont pénétrés de cette idée que rien de ce qui leur est distribué ne leur est strictement dû et que ce supplément à leur salaire légitime est un pur effet de la bienveillance du patron pour eux ? Dans la pratique, les choses se passent ainsi sans la moindre difficulté et ce n'est pas un fait des moins remarquables que l'unanimité des témoignages sur ce point. Tous les patrons qui ont adopté la participation aux bénéfices affirment que jamais ils n'ont eu de contestation avec leurs ouvriers sur la quotité du bénéfice à distribuer. Mais cela ne tient-il pas précisément à ce que les ouvriers sentent confusément ce que je viens de dire, et s'ils arrivaient à se persuader que cette promesse constitue pour eux un droit, n'en serait-il pas bien vite autrement ? Il faut donc affirmer que la participation aux bénéfices n'est pas un contrat, mais qu'elle constitue une libéralité, car si l'on s'écarte de ce point de vue, on arrive à des conséquences, non pas seulement étranges, mais dangereuses, que je vais signaler tout à l'heure.

Est-ce à dire cependant que cette libéralité soit purement désintéressée, bienveillante, assimilable à une simple aumône et ne comportant d'autre récompense que la satisfaction du devoir accompli ? Ce serait aller trop loin que de le prétendre. Il n'est pas toujours exact de dire que charité bien ordonnée commence par soi-même. Elle peut aussi commencer par les autres. Dans tous les établissemens où la participation aux bénéfices a été établie, elle a eu pour résultat de créer des liens plus étroits entre le patron et les ouvriers. Parfois elle a détourné ceux-ci des grèves ; souvent elle a amené de leur part un redoublement de zèle et d'activité au travail qui s'est traduit par un excédent dans la production, ou par une économie dans les frais. On a rapporté devant la commission ce propos curieux d'un ouvrier lithographe à l'un de ses camarades, associé comme lui aux bénéfices de la maison où ils travaillaient : « Tu sais, ne casse plus de pierre ; c'est 8 francs que cela nous coûte. » On a cité également des exemples de surveillance et même de dénonciation exercée par les ouvriers les uns vis-à-vis des autres, en cas de négligence dans le travail ou de malfaçon. Tous ces avantages assurément sont sérieux, appréciables, et constituent une compensation au sacrifice consenti par le patron qui n'est pas à dédaigner. Par là s'explique cette boutade d'un patron très convaincu des avantages de la participation aux bénéfices, qui s'écriait devant la commission d'enquête extraparlementaire : « En associant mes ouvriers à mes bénéfices,

je crois faire mes affaires, et si je fais par-dessus le marché de la philanthropie, c'est comme M. Jourdain faisait de la prose, sans le savoir. » Le mot est spirituel et, en tout cas, de bonne grâce ; mais est-il bien exact ? Pour qu'en affaires l'assertion fût fondée, il faudrait arriver à prouver que dans tous les établissemens qui pratiquent la participation aux bénéfices le supplément de travail obtenu des ouvriers compense et au-delà le sacrifice annuel consenti par le patron. En est-il toujours ainsi ? Dans certaines industries spéciales où la main-d'œuvre a une part prépondérante et peut réaliser d'importantes économies sur les matières premières, la chose est possible. Encore faudrait-il l'établir par des chiffres. Mais dans les autres, qui pourrait le prétendre ? Ce ne seraient assurément pas ces patrons qui en assez grand nombre ont commencé par constituer une dotation qui de 50, qui de 100, qui de 200,000 francs au profit de la caisse de participation, de façon à ce que cette caisse ne se trouvât jamais à sec, ni ceux-là en non moins grand nombre qui ont distribué de soi-disant bénéfices à leurs ouvriers dans les années mauvaises, alors qu'ils n'en réalisaient pas du tout. Ceux-là, lorsqu'on les presse, confirment ce qu'a répondu nettement l'un d'entre eux devant la commission d'enquête : « La participation aux bénéfices est une libéralité absolument. » C'est là le vrai mot, et si ceux qui la pratiquent se refusent parfois à le dire, ceux qui en parlent ne doivent pas hésiter à l'affirmer.

Pourquoi insisté-je ainsi sur ce caractère de libéralité qui constitue à mes yeux l'essence de la participation aux bénéfices ? Est-ce, encore une fois, par un vain amour des distinctions théoriques et des subtilités juridiques ? Non ; c'est parce qu'en méconnaissant ce caractère, on compromet les bons résultats de la participation et l'on met son avenir en péril. Le système de la participation aux bénéfices court aujourd'hui, en effet, un grand danger ; il est devenu le candidat officiel du gouvernement et il est menacé de ses faveurs. De vastes projets s'agitent, du moins s'agitaient naguère dans les conseils administratifs. Il ne s'agissait de rien moins que d'imposer ce système à tous les entrepreneurs qui travaillent pour le compte de l'état ou de la ville de Paris, et d'en faire une clause du cahier des charges qui leur serait imposée. Or si ces idées triomphent, si ce système est mis en pratique, je n'hésite pas à dire qu'il conduira à un échec retentissant et que cet échec marquera la fin de la juste faveur qui s'attache aujourd'hui à la participation aux bénéfices. Je laisse de côté les difficultés matérielles de toute sorte qui s'opposeront à l'organisation même du système avec un personnel changeant, comme celui dont se servent les entrepreneurs de travaux publics, personnel qui varie plusieurs fois au cours d'une entreprise et dont on retrouvera difficilement la trace. Je vais droit au côté



moral de la question. La participation aux bénéfices, devenue une clause du cahier des charges de chaque entrepreneur, ne sera plus pour le coup une libéralité. Une libéralité ne s'impose pas. Ce sera une des clauses du contrat passé entre l'entrepreneur et ses ouvriers. Qu'en résultera-t-il? C'est que l'ouvrier se trouvera tout naturellement amené à rechercher si cette clause lui est suffisamment avantageuse. Il ne discutera plus seulement avec son patron le taux de son salaire; il discutera également le taux de sa participation aux bénéfices, et il y aura entre eux deux sujets de désaccord possible au lieu d'un. Vainement essaiera-t-on de fixer dans le cahier des charges la part proportionnelle sur les bénéfices qui sera attribuée à l'ouvrier. Cette prescription impérative ne réussira pas plus à prévenir le désaccord que la *série des prix* qui fixe le prix de l'heure de travail ne prévient le désaccord sur la question des salaires, et de l'un comme de l'autre conflit, la grève sera toujours le dernier mot. Au sentiment de la reconnaissance qu'inspire aujourd'hui aux ouvriers la participation aux bénéfices spontanément accordée par le patron on aura substitué les exigences et l'âpreté de l'intérêt personnel. C'est tout ce qu'on aura fait.

Je me trompe; ce n'est pas tout. En effet, le fonctionnement de la participation aux bénéfices repose, ainsi que je l'ai expliqué tout à l'heure, sur la confiance des ouvriers dans la bonne foi du patron. Point de vérification des comptes par les ouvriers; ils s'en rapportent à la simple délicatesse du patron qui, de son côté, ne saurait admettre leur immixtion dans ses affaires. Les ouvriers ont leur garantie dans le fait même que le patron, qui ne leur doit rien en plus de leur salaire, tient cependant à prélever, à leur profit, quelque chose sur son bénéfice et, de son côté, le patron, maître de disposer comme il l'entend de ce bénéfice, n'a aucun intérêt à en dissimuler aux ouvriers la quotité. En serait-il de même lorsque la participation aux bénéfices sera devenue pour les ouvriers un droit, pour les patrons une obligation? Qui pourrait le prétendre? Très légitimement les ouvriers demanderont à savoir comment s'établit ce bénéfice dont une partie doit leur revenir; très naturellement aussi le patron qui, le plus souvent n'aura accepté cette clause de son cahier des charges qu'en maugréant, aura intérêt à employer tous les artifices de comptabilité pour en diminuer l'importance. De là contestations possibles, probables mêmes, et la participation aux bénéfices, qui devait servir à réconcilier le travail et le capital, le patron et les ouvriers, deviendra, au contraire, un germe de méfiance, une complication de plus dans leurs rapports déjà si difficiles. Tel sera le résultat inévitable de l'immixtion de l'état dans cette question, qui doit être librement débattue entre les parties, et cette intervention même n'est que la conséquence d'une concep-

tion fausse de la participation aux bénéfices, qui n'est pas un contrat nouveau et *sui generis*, mais tout simplement une libéralité, libéralité intelligente et bien entendue, sans doute, mais libéralité. Aussi ne puis-je m'empêcher de regretter que ce point de vue, qui suivant moi est le vrai, n'ait pas été défendu avec assez d'énergie devant la commission d'enquête extraparlamentaire, par des hommes qui avaient toute autorité pour le faire et, en particulier, par M. Charles Robert. Lorsqu'il s'agit des établissemens particuliers, M. Charles Robert a bien déclaré qu'il ne saurait être question de contrainte et qu'il fallait s'en rapporter à l'initiative des patrons. Mais dans les travaux adjugés par l'état ou les villes, il a semblé, avec beaucoup d'hésitation, il est vrai, et en recommandant toute sorte de précautions, admettre le principe de la participation imposée. Or, du jour où la participation sera imposée, j'ai la conviction qu'elle cessera d'être efficace et qu'au lieu de contribuer à maintenir la paix entre les patrons et les ouvriers, elle introduira, au contraire, entre eux, de nouveaux fermens de discorde. Rien ne serait regrettable comme de voir compromettre une idée neuve et vraie par une application imprudente. Cependant c'est ce qu'on est à la veille de faire, et il appartiendrait, ce me semble, aux hommes qui ont tout fait, comme M. Charles Robert, pour le triomphe de l'idée elle-même, de se mettre en travers de cette grosse erreur.

Il serait intéressant d'entrer dans quelques détails sur le mode de fonctionnement de la participation aux bénéfices, dans les établissemens où ce système a été adopté. Mais ce n'est pas un des moindres mérites du système que de se prêter à des combinaisons infinies, et il serait long de les énumérer toutes. Tantôt la part des bénéfices qui doit revenir à l'ouvrier ou à l'employé lui est distribuée en espèces; tantôt elle est mise en réserve à son compte et porte intérêts composés à son profit. Le premier système est le plus simple; il a pour lui l'avantage de faire sentir immédiatement aux intéressés les avantages de la participation, et de ne pas reculer jusqu'à une époque nécessairement indéterminée la jouissance de cette rémunération supplémentaire. En revanche, on peut lui reprocher de ne pas stimuler la prévoyance et de pousser l'ouvrier à améliorer son présent aux dépens de son avenir. La seconde combinaison présente, au contraire, l'avantage d'assurer pour ses vieux jours le sort de celui qui a vécu de son travail. Mais, en revanche, elle le laisse en proie à toutes les difficultés du présent. Ce système a un promoteur très ardent en la personne de M. de Courcy, administrateur de la compagnie d'Assurances générales, où il l'a fait adopter. Dans cette compagnie, la part dans les bénéfices qui revient à chaque employé est inscrite à son compte sur un livret individuel et, à partir de cette date, porte in-

térêt à son profit. Ces intérêts sont capitalisés tous les ans, et au moment de sa retraite ou de son décès, la somme qui constitue le montant du livret est remise à lui ou à ses héritiers. C'est le système de la constitution du patrimoine, que M. de Courcy défend avec beaucoup de vigueur et qu'il oppose à celui de la rente viagère. Laissant de côté cet aspect de la question, on peut dire que le système est sans reproche lorsqu'il est appliqué aux employés d'une compagnie dont le traitement, par lui-même assez élevé, les met au-dessus du besoin, et dont les préoccupations se tournent plutôt vers l'avenir que vers le présent. Mais, dans l'industrie proprement dite, alors qu'il s'agit de faire apprécier les avantages du système à des ouvriers, souvent un peu enclins à la méfiance, de leur donner un témoignage de la bienveillance du patron, et de leur faire ainsi toucher du doigt la solidarité d'intérêts qui existe entre le capital et le travail, on peut douter que la constitution d'un patrimoine à toucher dans quelque vingt ans ou trente ans (fût-il représenté par un livret) soit d'une efficacité suffisante. Un système intermédiaire a été tenté dans plusieurs établissemens industriels, entre autres dans l'imprimerie de M. Chaix. D'après le règlement adopté dans cet établissement, la part des bénéfices qui est attribuée aux ouvriers et qui s'élève à 15 pour 100 du gain total de l'année, est divisée en deux parts : l'une est distribuée en espèces à chaque ouvrier ; l'autre lui sera remise à sa sortie de la maison en un livret de la Caisse des retraites. Ce système est assurément le plus satisfaisant et celui qu'il faut recommander. La seule objection qu'on pourrait faire, c'est que la part distribuée en espèces se trouve nécessairement assez réduite, et que l'intérêt immédiat de l'ouvrier dans la participation aux bénéfices, celui qui agit le plus sur son esprit, devient assez mince. Mais la perspective d'une retraite, si faible soit-elle, doit exercer également une action sur lui, surtout si, suivant une très ingénieuse combinaison, cette part, mise en réserve, se grossit d'un troisième appoint alors qu'il a passé plus de vingt ans dans la maison. Cette prime à la permanence des engagements est une combinaison très heureuse, et, sous ce rapport comme sous bien d'autres, l'organisation de l'imprimerie Chaix peut être citée comme un modèle.

Une seconde question, et d'un plus haut intérêt, parce qu'elle touche à l'avenir du système, est de savoir dans quelle nature d'industrie la participation aux bénéfices est appliquée et si elle peut être introduite avec avantage dans toutes. On peut, quant à présent, diviser les établissemens où la participation aux bénéfices est usitée en deux catégories très distinctes : ceux dont le personnel se compose principalement d'employés et ceux dont le personnel se compose, au contraire, principalement d'ouvriers. Lorsque le per-

sonnel se compose principalement d'employés, comme dans les sociétés d'assurances, les sociétés financières, les grandes maisons de commerce, l'institution de la participation aux bénéfices ne semble point présenter de difficultés. Ces sociétés, avec un nombre restreint d'employés, font face à un chiffre d'affaires considérable. Par rapport à l'importance du bénéfice réalisé, le nombre des participants est peu considérable, et un prélèvement assez faible suffit à les rémunérer. D'ailleurs, le plus grand nombre de ces sociétés se croiraient probablement obligées de faire ce que font, en général, les grandes sociétés financières ou industrielles, c'est-à-dire de prélever sur leurs recettes brutes un tant pour cent proportionnel au traitement de chaque employé pour leur assurer une pension de retraite. En associant leurs employés à leurs bénéficiaires, les sociétés dont je parle arrivent au même résultat. Le système peut sembler meilleur en ce sens qu'il intéresse les employés à la prospérité de l'établissement. Mais on peut objecter également qu'il les rend solidaires de ses difficultés et que si, pendant quelques années, les bénéficiaires sont nuls ou très faibles, les employés verront leur avenir compromis et le revenu de leurs vieux jours diminué, sans qu'il y ait en rien de leur faute. Le système de la pension de retraite, avec capital réservé (c'est-à-dire revenant aux héritiers), peut donc être mis en parallèle avec celui de la constitution du patrimoine par la participation aux bénéfices (pour parler comme M. de Courcy), et, ce qu'il y a de plus vrai à dire, c'est que l'un et l'autre ont du bon.

L'institution de la participation aux bénéfices devient d'une mise en pratique beaucoup plus difficile dans les établissements qui comptent principalement des ouvriers. Cependant là aussi elle a donné de très bons résultats, mais dans ceux-là surtout où l'habileté dans la main-d'œuvre, l'économie dans l'emploi de la matière première ont une grande influence sur la prospérité de l'entreprise; il faut ajouter aussi dans ceux où le personnel ouvrier n'est pas très nombreux. En effet, si le nombre des parties prenantes aux bénéfices est considérable, il se produira de deux choses l'une : ou bien la part de bénéfice distribuée à chacun deviendra extrêmement faible, ou bien il faudra grossir la somme de telle sorte que la participation aux bénéfices ne sera plus seulement de la part du patron une libéralité, mais un véritable acte de munificence. Il faut bien se garder de croire, en effet, que, dans les affaires industrielles, le chiffre du bénéfice réalisé croisse proportionnellement à l'importance de la main-d'œuvre employée ou au chiffre des capitaux engagés. On pourrait presque dire que c'est le contraire qui est vrai et que plus les frais généraux sont considérables, moindre est le bénéfice. Tel industriel qui emploiera deux cents ouvriers tirera peut-être 10 pour 100 de son capital, tandis qu'une grande société qui en emploiera

trois ou quatre mille distribuera péniblement un dividende de 5 pour 100. Il faut donc avoir le courage de le dire : la participation aux bénéfices paraît difficilement applicable dans la grande industrie, ou du moins si on tente de l'appliquer, les effets en seront peu sensibles, la part de bénéfices distribuée à chaque ouvrier devant nécessairement demeurer très faible.

On cite, il est vrai, comme exemple d'une heureuse application de la participation aux bénéfices dans la grande industrie, la compagnie d'Orléans, la papeterie de M. Laroche-Joubert, à Angoulême, et le grand établissement fondé à Guise par M. Godin sous le nom de *Familistère*. Mais il faut aller au fond des choses et ne pas se payer d'apparence. La compagnie d'Orléans, aux excellentes fondations de laquelle j'ai déjà eu l'occasion de rendre hommage, ne pratique plus, en réalité, le système de la participation aux bénéfices, et cela précisément depuis que ses conventions avec l'état ont eu pour résultat de l'obliger à augmenter son personnel, tout en diminuant ses bénéfices. Elle se borne aujourd'hui à opérer à la Caisse des retraites pour la vieillesse un versement qui s'élève à 10 pour 100 du traitement de chaque employé, et ce versement, tout à fait indépendant des bénéfices de la compagnie, est devenu, ainsi que le disait son directeur, M. Sevène, devant la commission d'enquête extraparlamentaire, « un chapitre fixe de ses dépenses. » Quant à la papeterie d'Angoulême, son fondateur, M. Laroche-Joubert, l'a très ingénieusement divisée en un grand nombre de petits ateliers, et ce n'est pas aux bénéfices généraux de sa maison, c'est aux bénéfices particuliers de chacun de ses ateliers qu'il associe ses ouvriers et employés dans une proportion qui varie de 5 à 35 pour 100, suivant que l'influence de la main-d'œuvre est plus ou moins grande sur les résultats de la production. Ceux-ci sont donc, en réalité, plutôt associés aux bénéfices de plusieurs petites que d'une grande industrie. D'ailleurs, une partie du bénéfice ainsi distribué aux ouvriers et employés retourne à la maison, dont ils deviennent commanditaires, et le patron retrouve ainsi, sous une forme indirecte, une part du sacrifice considérable consenti par lui. Enfin l'organisation du Familistère de Guise mériterait une étude à part, mais il est difficile de trouver un exemple qui soit à la fois plus à l'honneur de celui qui l'a donné et cependant moins convaincant : « Pour rendre hommage à Dieu, être suprême, source et principe universel de la vie, pour glorifier la vie elle-même et pour servir à l'avènement de la justice parmi les hommes,.. » (tel est le préambule des statuts du Familistère de Guise) M. Godin a fondé avec ses ouvriers une association où il a apporté, en immeubles et capital, une somme de 4,600,000 francs, où ses ouvriers n'ont apporté que leurs bras, et

il les appelle cependant à participer sur le même pied que lui aux bénéfices de ses apports. Bien plus, il a constitué la société de telle façon que, dans un certain laps d'années, ce sont ses ouvriers qui finiront par devenir propriétaires exclusifs de l'usine apportée par lui, dont il se trouvera finalement exproprié. Saint Martin, lui aussi, faisait de la participation quand il coupait en deux son manteau pour en donner la moitié à un pauvre. Or, c'est un peu à la manière de saint Martin que M. Godin me paraît faire de la participation. Il est même, en un certain sens, supérieur au saint, puisqu'en fin de compte il n'entend rien garder pour lui et aspire à se dépouiller complètement. Plus l'exemple de ce galant homme est honorable, plus je crains qu'il ne soit pas contagieux et qu'il ne fasse pas beaucoup de disciples dans la grande, la moyenne et la petite industrie.

Enfin, à supposer même que le système de la participation aux bénéfices pût devenir d'une application générale, et que toutes les industries s'en accommodassent, il est malheureusement une considération qu'il ne faut pas perdre de vue et qui limitera toujours son action bienfaisante. « En matière commerciale ou industrielle, disait un déposant devant la commission d'enquête extraparlamentaire, le difficile n'est pas de répartir les bénéfices, c'est d'en faire. » Cette parole peut paraître naïve, elle est profondément juste. Le système de la participation aux bénéfices suppose nécessairement des bénéfices; or il s'en faut que toute industrie, tout commerce, se traduise par un gain. Un homme d'affaires fort entendu déclarait devant la commission d'enquête parlementaire qu'à ses yeux et en temps normal un tiers des industriels réalisait des bénéfices, un tiers équilibrait ses dépenses et recettes, un tiers était en perte et finissait par une liquidation. Sans doute, ces chiffres n'ont rien d'absolu; mais, sans les prendre au pied de la lettre, et en admettant même qu'ils soient empreints d'un certain pessimisme, on ne saurait nier que les bénéfices industriels ne conservent toujours un caractère incertain et aléatoire. Tel établissement, habituellement prospère, fera une ou plusieurs mauvaises années et se verra contraint d'entamer ses réserves; tel autre devra se résoudre à une transformation qui absorbera pendant un certain laps de temps les bénéfices réalisés; tel autre, enfin, au bout de plusieurs années de perte, se verra forcé de renoncer à la lutte. Que deviendra, pendant ces momens de crise, la participation aux bénéfices? Elle sera forcément suspendue, et il pourra très bien arriver qu'un ouvrier, même laborieux, même habile, reste pendant un laps de temps assez long sans toucher autre chose que son salaire annuel. Et à quel moment se produiront ces vicissitudes? Le plus souvent, ce sera précisément pendant une de ces crises commerciales ou industrielles qui se reproduisent en quelque sorte périodiquement

lorsque déjà le chômage forcé aura réduit le gain de l'ouvrier. C'est donc pendant la phase la plus aiguë du mal que le remède perdra son efficacité. Aussi, tout en faisant des vœux pour que le système reçoive des applications de plus en plus fréquentes, sans être cependant dénaturé et par cela même compromis, il faut cependant convenir que, dans le combat contre la misère, c'est une arme sur la solidité de laquelle il ne faudrait pas trop compter.

### III.

Arrivé au terme de ces trop longues et cependant bien incomplètes études, où je me suis efforcé de passer en revue les principaux moyens de combattre la misère, je sens la nécessité de répondre à une objection que mes rares lecteurs m'ont adressée quelquefois. « Vers quel but tendez-vous, a-t-on pris la peine de me dire ou parfois même de m'écrire, et quel a été votre dessein en abordant ces arides sujets? Vous avez commencé par attrister nos imaginations et nos cœurs en nous promenant à travers les plus noires demeures de la misère; vous nous avez décrit sous les couleurs les plus sombres la condition matérielle des classes pauvres et aussi leur condition morale; vous nous les avez montrées en proie à toutes les souffrances, exposées à toutes les corruptions, et vous n'avez pris soin de nous épargner aucun détail pénible ou répugnant. Puis, lorsque nous attendions de vous quelques conclusions pratiques et quelques indications consolantes, vous vous êtes en quelque sorte dérobé. Toutes les fois que vous nous avez parlé d'un remède, vous avez semblé prendre un triste plaisir à nous convaincre de son inefficacité. Vous nous avez successivement démontré l'illusion des corporations et des syndicats mixtes, l'insuffisance de l'épargne et de la mutualité, la chimère de la coopération, les difficultés de la participation aux bénéfices. Mais, à ce compte, quel est le remède que vous recommandez, ou, s'il n'y en a point qui vous inspire confiance, était-ce bien la peine de nous entretenir de toutes ces tristesses et de remuer tous ces problèmes pour conclure, en fin de compte, à quoi? Au désespoir. »

Telle est l'objection, et, pour ne la point affaiblir, je l'ai reproduite, à peu de chose près, dans les termes mêmes où elle m'a été adressée. J'en sens toute la gravité; j'essaierai cependant d'y répondre, mais je ne puis le faire qu'en établissant une distinction, à mes yeux capitale, entre les remèdes et le remède. Les remèdes, ils sont partout dans toutes ces tentatives, dans toutes ces institutions dont j'ai parlé et dont il n'est aucune qui ne contienne sa part d'utilité: dans les associations, qui resserrent les liens des hommes entre

eux, et, tout en développant leurs sentimens de fraternité, augmentent aussi leur force de résistance et de production ; dans l'épargne, qui est une forme de l'empire sur soi-même et de la sobriété ; dans la mutualité, qui diminue les mauvaises chances de la vie en les répartissant ; dans la coopération, qui est une manière ingénieuse d'augmenter le gain personnel d'un certain nombre d'ouvriers d'élite ; dans la participation aux bénéfices, qui unit d'une façon plus étroite les ouvriers au patron et les appelle à partager, le cas échéant, sa prospérité ; dans bien d'autres combinaisons encore, car je n'ai point la prétention d'avoir énuméré toutes les tentatives utiles et ingénieuses que notre siècle a vues naître. Mais le remède, sinon absolu, du moins unique, universel et sérieusement efficace, ayons le courage de le dire, il n'est nulle part : il n'y en a pas. Il n'y en a pas, parce que la misère est un mal permanent dont l'humanité est atteinte et qui n'épargne ni les sociétés barbares, ni les sociétés civilisées. Pour les unes, c'est la condition normale ; pour les autres, c'est en quelque sorte la rançon de leur prospérité, l'ombre au tableau de leur splendeur ; et de ce mal, aucune prévision rationnelle ne permet d'espérer la guérison. Parler ainsi peut sembler maladroît et impolitique ; mais la vérité a ses droits, et, fût-elle importune, le même respect lui est dû.

Est-ce à dire cependant que, depuis les origines de la civilisation, la condition de l'humanité soit demeurée absolument stationnaire ? Aucune des découvertes de la science, aucun des perfectionnemens de l'industrie n'auraient-ils réussi à soulager le fardeau des souffrances qui pèsent sur elle, et sa destinée serait-elle, ainsi qu'on l'a soutenu, comparable à celle de ce damné de l'enfer antique qui s'efforçait de soulever incessamment le poids d'un rocher et qui voyait ce rocher retomber toujours sur lui ? C'est, je crois, s'abandonner à un pessimisme exagéré que de le prétendre, et un coup d'œil jeté en arrière suffit pour s'en convaincre. Pour trouver la preuve assurée des progrès que l'effort des générations successives a réalisés dans l'ordre du bien-être matériel, il n'est pas nécessaire de remonter jusqu'à ces temps barbares décrits par Lucrèce en vers admirables où l'homme, disputant dans les forêts sa nourriture aux bêtes fauves, se voyait lui-même déchiré par leurs morsures et expirait dans d'affreuses convulsions sans savoir quels remèdes exigeaient ses blessures :

Unus enim tum quisque magis depreensus eorum  
 Pabula viva feris præbebat dentibus haustus.  
 At quos effugium servarat, corpore adeso,  
 Posterius tremulas super ulcera tetra tenentes  
 Palmas, horriferas accibant vocibus Orcum



Donicum eos vita privarunt vermina sæva,  
 Expertes opis, ignaros quid vulnera vellent.

Ne nous donnons point le plaisir d'une démonstration trop facile en cherchant un point de comparaison dans ce tableau horrible de la condition primitive de l'humanité, qui est encore aujourd'hui celle d'un grand nombre de peuplades barbares. Restons dans l'intérieur des sociétés civilisées, dans les limites de notre propre pays et ne prenons même pas comme point de rapprochement deux périodes trop éloignées. Je ne crois pas qu'à moins d'apporter dans ces questions un parti-pris invincible, on puisse sérieusement contester que, depuis deux siècles par exemple, une amélioration sensible n'ait été réalisée, du haut en bas de l'échelle, dans la condition de tous les Français et qu'à égalité de situation sociale chacun ne soit aujourd'hui mieux nourri, mieux vêtu et mieux logé que ne l'étaient ses pères. Je voudrais rendre ma pensée sensible par quelques exemples. Ainsi, il y a aujourd'hui un retour marqué de la mode vers les demeures d'autrefois qu'on restaure à grands frais dans le style du temps. Mais quel est le riche financier qui, après avoir acheté un château construit sous Louis XIV, inviterait ses amis à y demeurer, fût-ce une semaine, dans les conditions où nos aïeux y habitaient autrefois, et qui ne commencerait par y dépenser une centaine de mille francs pour le rendre plus confortable? Parcourez maintenant le premier village venu; si vous voyez à côté l'une de l'autre deux maisons : l'une basse, avec un toit de chaume, des fenêtres étroites, une porte qui ferme mal, un trou à fumier devant le seuil; l'autre avec un toit en ardoises ou en tuiles, un grenier, des fenêtres à rideaux, un petit jardin et une grille en fer, vous avez sous les yeux la maison du paysan d'autrefois et celle du paysan d'aujourd'hui, peut-être celle d'un père et de son fils. Des progrès non moins considérables ont été accomplis dans le régime alimentaire du peuple, principalement de l'ouvrier des villes, qui consomme aujourd'hui une beaucoup plus grande quantité de viande, de vin et de mets de toute sorte qu'il ne consommait autrefois. Descendons maintenant encore un degré de l'échelle sociale. Il y avait autrefois une expression caractéristique par laquelle nos pères désignaient les pauvres : on les appelait des *va-nu-pieds*. Traversez aujourd'hui la France du nord au sud, de l'est à l'ouest, fouillez les bas-fonds des grandes villes, combien rencontrez-vous de gens marchant habituellement sans bas ni souliers? Infiniment peu. L'expression aujourd'hui n'a plus de raison d'être : c'est au point que si l'on devait juger du nombre des pauvres par celui des *va-nu-pieds*, on pourrait croire qu'il n'y en a presque pas, ce qui serait une grande illusion. Toutes les classes de la société les plus élevées comme les plus

humbles ont donc eu leur part dans ce progrès du bien-être matériel. Chacune a monté d'un échelon, et c'est là un fait dont l'évidence, à mes yeux, est telle qu'il faut désespérer d'en convaincre ceux qui persistent à le nier.

J'ai dit : le bien-être et je n'ai pas dit : le bonheur. C'est, en effet, une question d'un tout autre ordre de savoir si la félicité morale s'accroît en proportion de l'amélioration dans la condition matérielle. Cette question n'est point susceptible d'une solution en économie sociale, car chacun la résoudra toujours suivant l'idée qu'il se fait personnellement du bonheur. Le bonheur ! qui pourra dire, en effet, avec exactitude en quoi il consiste ? Est-il en nous ou hors de nous ? Dépend-il davantage des particularités de la nature ou des circonstances de la vie ? Le trouvera-t-on dans la satisfaction des désirs ou dans leur modération, dans l'enivrement des passions ou dans la sagesse du cœur ? Est-il dans la gaieté insouciant de l'enfance, dans l'ardeur mélancolique de la jeunesse, dans la résignation virile de l'âge mûr, dans le détachement serein de la vieillesse ? Hélas ! le bonheur où se cache-t-il ? Qui est heureux ? et n'est-ce pas la plus étrange des illusions que de chercher, comme le voudrait l'école du passé, une sorte d'idéal de félicité terrestre dans des temps où nous n'avons pas vécu, alors qu'il y a plus de deux mille ans, la philosophie antique proclamait déjà par la voix du tragique grec : « Le premier degré du bonheur est de ne pas naître ; le second, de rentrer le plus tôt possible dans le néant, » et que l'espérance chrétienne elle-même n'est point parvenue à guérir l'homme de cette incurable tristesse ? « Ces beaux jours, ces jours heureux, disait Bossuet à la cour de Louis le Grand, ou les hommes toujours inquiets les imaginent du temps de leurs pères, ou ils les espèrent pour leurs descendans ; jamais ils ne pensent les avoir trouvés ou les goûter pour eux-mêmes. Vanité, erreur, et inquiétude de l'esprit humain ! Mais peut-être que nos neveux regretteront la félicité de nos jours avec la même erreur qui nous fait regretter le temps de nos devanciers, et je veux dire, en un mot, messieurs, que nous pouvons ou imaginer des jours heureux, ou les espérer, ou les feindre, mais que nous ne pouvons jamais les posséder sur la terre. »

Ne nous préoccupons donc point du bonheur, mais demandons-nous s'il est raisonnable d'espérer que ce progrès, suivant moi indéniabie, finira par conduire l'humanité à un état nouveau duquel sera à peu près éliminée toute souffrance matérielle provenant de la non-satisfaction des besoins, en un mot de la misère. C'est ici que me paraît être la profonde illusion de l'école de l'avenir et cela parce que la misère ne naît point de circonstances contingentes et passagères, mais qu'elle est, au contraire, entretenue par des causes

nécessaires et permanentes. Tout d'abord il faut reconnaître que le progrès est par lui-même artisan de souffrances et qu'il n'y a pas de vainqueur plus impitoyable. Toutes les fois, en effet, qu'un pays jeune, produisant plus abondamment et à meilleur compte les denrées nécessaires à la vie, entre en relations c'est-à-dire en concurrence avec des pays anciens et relativement épuisés, toutes les fois qu'un produit meilleur et plus économique prend la place d'un produit inférieur et plus cher, toutes les fois que la découverte de quelque procédé nouveau permet de fabriquer un même produit ou d'obtenir un même résultat au prix d'un moindre effort de bras ou d'un moindre emploi de temps, il y a profit pour la cause générale de l'humanité. Mais au prix de quelles souffrances individuelles ce profit n'est-il pas acheté? Combien d'humbles existences, accoutumées à tirer leur gagne-pain de ces produits hors d'usage ou de ces procédés de fabrication arriérés, verront un trouble profond brusquement apporté dans leur modeste sphère par ces découvertes bienfaisantes en elles-mêmes et qui, cependant, s'abattent sur des milliers d'êtres comme une calamité! Le progrès écrase tout ce qui lui résiste et il ne suspend jamais sa route pour laisser à ses victimes le temps de panser leurs plaies. Or comme aucune puissance humaine ne saurait lui dire : Tu n'iras pas plus loin! aucun terme ne saurait non plus être assigné aux souffrances qu'il engendre. La double croyance à la continuité du progrès et à la perpétuité de la misère n'a rien qui soit contradictoire. Loin de s'exclure, les deux affirmations s'imposent du même coup et s'enchaînent l'une à l'autre.

A ces souffrances qui sont pour l'humanité le prix de ses victoires viennent s'en ajouter d'autres qui sont au contraire la conséquence de son infirmité physique ou morale. Tous ceux qui vivent du travail de leurs bras ne sont pas également bien outillés pour la tâche qui leur incombe. Je ne parle pas uniquement des non-valides, qui sont fatalement réduits à vivre d'assistance. Mais en dehors de ceux-là, il y aura toujours nécessairement une catégorie assez nombreuse de moins vigoureux ou de moins intelligents, que son infériorité condamnera aux travaux les plus grossiers et les moins rémunérateurs. Pour eux, ainsi que je l'ai montré dans une précédente étude, la hausse des salaires n'existe guère, absorbée qu'elle est presque entièrement par l'augmentation du prix des choses, et la loi d'airain, qui n'est pas, il s'en faut une règle générale et absolue, tend cependant à ramener sans cesse leur gain au minimum strictement nécessaire à la subsistance. Aussi toute espérance d'améliorer leur condition d'une façon sensible leur semble-t-elle refusée. Ils sont inévitablement condamnés à ce que Fourier appelait énergiquement la faim lente, et la

moindre interruption dans leur travail, la moindre perturbation dans les conditions économiques de la société où ils vivent menace de leur faire éprouver la faim aiguë. Il n'est même pas impossible que cette condition douloureuse soit celle de presque tous les travailleurs d'une région, si l'industrie générale de cette région les condamne à des travaux peu rémunérateurs. En ce cas, les mieux comme les plus mal doués suivent le sort commun, et la même fatalité pèse sur les uns comme sur les autres. Ajoutons que, dans nos sociétés complexes, l'enchevêtrement des existences les plus dissemblables doit rendre par là comparaison cette condition plus insupportable encore qu'elle ne l'était autrefois. La misère n'est pas seulement une privation du corps; c'est aussi un état de l'âme, et il est inévitable que le spectacle incessamment étalé sous les yeux des plus pauvres de la condition des plus riches aggrave cet état par l'amertume d'un perpétuel rapprochement.

A cette armée nombreuse des misérables par infériorité physique, intellectuelle ou économique, se joint l'armée non moins nombreuse des misérables par infériorité morale. En effet, si une certaine somme de misères est infligée à l'homme par des causes extérieures sur lesquelles sa volonté est sans action, une part non moindre de ses maux provient de lui-même, de sa faiblesse et de ses vices. Il est certain que si tous les hommes étaient laborieux, sobres, économes, le nombre des pauvres diminuerait d'une façon assez sensible. Mais il y a toujours eu, il y aura toujours des paresseux, des imprévoyans, des prodiges et des débauchés, dont la faiblesse ou l'inconduite condamnera à la misère non-seulement eux-mêmes, mais ceux-là, femmes et enfans, dont l'existence dépend de leur travail. Je sais bien qu'on peut toujours espérer de voir cette cause de misère diminuer avec le progrès de la moralité générale, et que, pour opérer ce progrès, beaucoup de bons esprits mettent leur confiance dans le développement de l'éducation populaire. Peut-être même me reprochera-t-on de n'avoir pas mis l'instruction au premier rang des remèdes contre la misère et, dans une longue nomenclature, d'avoir oublié l'école. J'irai au-devant du reproche en confessant que je ne suis pas de ceux qui croient à la vertu moralisatrice de l'alphabet ou de l'arithmétique. Rien ne démontre en effet que la moralité augmente en proportion de l'instruction. La statistique n'établit nullement que le nombre des délits et des crimes augmente ou diminue avec celui des illettrés. Je dirai même très nettement que, séparée de toute notion morale et religieuse, l'instruction me paraît plutôt un danger qu'un bienfait. Mais, en tout cas, et si loin qu'on se flatte de pousser l'éducation populaire, on ne nourrit pas sans doute l'illusion que, par la seule vertu d'un programme scolaire, on arrivera à détruire des

vices qui ont leurs racines au plus profond de la nature humaine, et tant que ces vices, paresse, imprévoyance, prodigalité, débauche, exerceront leur empire, la misère comptera encore une armée nombreuse de tributaires. Sans doute on peut espérer d'en voir progressivement diminuer le nombre, bien qu'à vrai dire, rien n'autorise, quant à présent du moins, cette espérance, mais il serait parfaitement chimérique d'en rêver la disparition totale.

Enfin à ces causes individuelles de misère se joignent les grandes perturbations, qui, à intervalles plus ou moins distans, mais jamais bien éloignés, viennent apporter le désordre dans la vie économique d'un peuple et l'atteignent comme un fléau. De ces fléaux le plus redouté était autrefois la famine, qui naissait de la disproportion entre la production d'un pays et ses besoins alimentaires. La facilité des moyens de transport jointe aux avantages de la liberté commerciale, a soustrait les peuples civilisés à cette calamité, qui, aujourd'hui encore, éprouve parfois si durement les nations barbares. Mais, d'autre part, les liens étroits que la civilisation a créés entre les différentes nations du globe, en les rendant solidaires, rendent aussi plus fréquentes les épreuves auxquelles elles sont soumises, chacune d'entre elles subissant le contre-coup de la destinée des autres. C'est ainsi, par exemple, qu'il y a plusieurs années une crise effroyable a éclaté en Normandie et dans le Lancashire, parce que le conflit élevé aux États-Unis entre les états du Nord et ceux du Sud avait suspendu la production du coton. Que demain l'Angleterre et la Russie, la baleine et l'éléphant, se prennent de querelle à propos de l'Afghanistan ou de la Bulgarie, et qu'une lutte de plusieurs années s'établisse entre elles, il n'y aura pas une nation en Europe qui, à la longue, ne se trouve atteinte par la prolongation de cette lutte dans quelque intérêt vital.

En plus de ces perturbations violentes, causées par des accidens extérieurs, les sociétés à organisation complexe sont sujettes à des crises économiques que les erreurs de la politique intérieure viennent parfois aggraver, mais dont les moindres imposent de dures souffrances à toute la masse des travailleurs. Presque toujours à une période de prospérité succède une période de gêne amenée par l'excès irréfléchi de la production qui a dépassé les besoins de la consommation. Le premier résultat de cette surproduction est un avilissement des prix et un abaissement des salaires, le second une réduction du travail et un chômage plus ou moins général. C'est là une des calamités les plus grandes qui puissent fondre sur la classe ouvrière, précisément parce qu'étant générale elle est sans remède ; et c'est une singulière illusion de se figurer qu'au chômage involontaire une législation quelconque puisse porter remède. Or ces crises économiques sont

fréquentes dans la vie des peuples ; elles se reproduisent à des intervalles presque, égaux et comme la cause principale en paraît être l'impossibilité d'équilibrer la production et la consommation, il y a là encore une cause de misère sinon permanente, du moins périodique, qui sévit avec d'autant plus d'intensité que plus intense est aussi la vie industrielle des peuples.

Ainsi donc, à quelque point de vue qu'on se place, soit qu'on envisage la condition individuelle de l'homme, ou qu'on étudie les lois sous l'empire desquelles marche et se développe la civilisation, il est impossible de ne pas arriver à une même conclusion, c'est-à-dire à la permanence et à l'indestructibilité des causes qui engendrent la misère. C'est pourquoi il est parfaitement chimérique de chercher une panacée qui guérisse le mal dans sa racine. Tout ce qu'on peut espérer, c'est de trouver des palliatifs qui l'adouçissent. De ces palliatifs j'ai longuement indiqué quels étaient à mon avis les plus judicieux. Mais il en est un, le plus efficace de tous, auquel il faudra toujours revenir, parce qu'il est toujours et partout applicable, parce qu'il n'y a pas de tentative utile au fond de laquelle on n'en retrouve le principe : ce palliatif, j'oserai presque dire ce remède, c'est la charité.

La charité ! Il faut aujourd'hui un certain courage pour prononcer ce mot. Il n'y a pas encore bien longtemps, tout le monde semblait d'accord pour rendre à la charité un hommage quelque peu banal qui du reste n'engageait à rien ; on voulait bien reconnaître qu'en développant le principe de charité dans les rapports des hommes entre eux, le christianisme avait réalisé un grand progrès dans le monde ; on saluait et on passait. Mais, depuis quelques années, il n'en va plus ainsi. De nos jours, la charité compte des adversaires déclarés et directs. Il y a d'abord un certain nombre d'économistes qui, de parti-pris et doctrinalement, ne contestent pas seulement l'efficacité de la charité, mais encore qualifient son intervention de dangereuse et de nuisible. « Il est impossible, dit M. Baron, dans son livre sur *le Paupérisme* que j'ai cité dans une précédente étude, de calculer le mal causé par la charité privée, que les meilleurs esprits n'hésitent pas à reconnaître et à proclamer inopportune quand elle n'est pas funeste. » Et ce n'est pas là l'opinion paradoxale d'un publiciste sans autorité, puisque le livre dont je tire cet axiome a été couronné par une docte réunion d'économistes et d'hommes politiques, rassemblés sous les auspices de M. Pereire. Je pourrais relever, sous la plume d'écrivains qui ont donné des marques réelles de leur intérêt pour la classe ouvrière, ou dans les discours de quelques-uns de nos hommes publics les plus influents, plusieurs condamnations non moins formelles de la charité. Il me répugne de croire que de pareilles assertions soient uniquement dictées à ces écrivains et à

ces orateurs par le désir de flatter une démocratie orgueilleuse, enivrée de ses droits, mais souffrant avec impatience qu'on l'entretienne de ses misères. N'est-il pas permis cependant de mettre leur conviction à l'épreuve de la question suivante?

Si la charité n'est pas seulement chose inutile mais funeste, que peut-il y avoir de plus urgent que de renoncer à ses pratiques mauvaises? Quelle croisade serait plus méritoire que de demander la cessation immédiate de toutes ces mesures fâcheuses dont elle est responsable : telles que la distribution directe ou indirecte de tous les secours publics ou privés et, comme conséquence, la suppression de tous les bureaux de bienfaisance, la dissolution de toutes les sociétés charitables, puis, par une déduction non moins rigoureuse, la fermeture de tous les établissemens où l'on met en pratique ce détestable principe de ne point tirer rétribution de ceux qu'on assiste : hôpitaux, hospices, orphelinats, refuges et autres institutions de la même nature condamnable? Mais ce n'est pas tout. Ne faudrait-il pas encore s'acharner à poursuivre la charité dans toutes les institutions où elle s'est insidieusement glissée, dans les sociétés de secours mutuels pour en proscrire les cotisations des membres honoraires, dans les caisses de retraites pour exiger qu'elles ne reçoivent d'autres versements que ceux des futurs pensionnaires, dans la participation aux bénéfiques elle-même, qui n'est qu'une libéralité du patron; en un mot, partout où sa détestable influence se fait quelque peu sentir? Sont-ils prêts à entreprendre cette croisade et à accepter la responsabilité du nouvel état social qui résultera de leur succès? Si oui, il n'y a qu'à s'incliner devant leur bonne foi, mais si non, qu'en faut-il penser et n'a-t-on pas le droit de dire que, lancer à l'étourdie des assertions aussi imprudentes est un singulier moyen de popularité? Ne feraient-ils pas mieux, au contraire, de rappeler à cette démocratie une vérité peut-être importune à ses oreilles, à savoir que l'égalité des droits ne la conduira jamais à l'égalité des conditions, et que ses rangs inférieurs auront toujours besoin de trouver assistance chez ceux qui occupent les rangs supérieurs. Mais il faudrait pour cela un certain courage et combien sont-ils, de nos jours, les courageux vis-à-vis de la démocratie?

La charité compte encore d'autres adversaires, et ceux-là peut-être plus dangereux. Ce sont tous les adhérens, — et il ne faut pas se dissimuler qu'ils sont nombreux, — à cette conception toute nouvelle du monde et de la destinée humaine qu'une puissante école de savans et de philosophes s'ingénie à tirer des recherches entreprises par l'histoire naturelle sur l'origine des espèces et leurs évolutions successives. S'il est vrai, en effet, que ces évolutions, en les supposant toutefois démontrées, soient l'œuvre non pas d'une

volonté directrice et intelligente, mais de lois inconscientes et fatales ; s'il est vrai en particulier que l'homme, cette créature d'un jour, suspendue à un point de l'espace, à un moment du temps entre un passé et un avenir également mystérieux, n'y ait point été placée à l'origine par une main paternelle et vigilante, mais qu'il y soit, au contraire, jeté au jour le jour par le caprice d'une force aveugle, insouciante de ses souffrances et de ses destinées ; s'il est vrai que tous les progrès de sa condition aient été achetés au prix d'une lutte effroyable où les forts auraient écrasé, anéanti les faibles, et que la continuité de ces progrès, seule fin rationnelle de son activité, ne puisse être achetée à un prix moins cruel ; si tout cela doit nous être imposé par une science plus hardie peut-être dans ses déductions qu'assurée dans ses prémisses, il est inévitable, il est légitime que de cette conception nouvelle du monde découle une conception également nouvelle des rapports des hommes entre eux. Cette nouvelle théorie sociale est née ; elle a été baptisée par ses inventeurs du nom un peu barbare de sociologie, et de même qu'il s'est trouvé un naturaliste de génie pour mettre au service d'une hypothèse vaguement entrevue par Geoffroy Saint-Hilaire, par Lamarck et même par Diderot, toute sa puissance d'observation et d'invention déductive, de même il s'est trouvé un philosophe d'un génie non moindre pour mettre au service de cette théorie toute l'ingéniosité de son esprit et toute la verve de son érudition. M. Herbert Spencer a été pour la sociologie ce que Darwin a été pour le transformisme. L'illustre philosophe anglais tient même à faire remarquer que le livre intitulé *Social Statics*, où il a tracé l'esquisse de sa doctrine sociale, a précédé de quelques années celui de Darwin sur l'*Origine des espèces*. Mais ici la question d'antériorité importe peu ; ce qui est constant, c'est que la sociologie s'appuie sur la même base que le transformisme. Tout progrès dans l'histoire des sociétés aussi bien que dans celle des espèces est le résultat d'une lutte pour la vie où les faibles succombent, et c'est au prix de leur anéantissement final que la condition des forts peut s'améliorer. L'homme n'étant lui-même qu'un animal supérieur, produit par l'évolution successive d'espèces disparues et sujet peut-être à des évolutions ultérieures, sa destinée individuelle et sociale est régie par la même loi ; les progrès de sa condition dans les siècles futurs ne sauraient être achetés qu'au prix des mêmes luttes et des mêmes victoires. « La pauvreté des incapables, dit textuellement M. Herbert Spencer dans son dernier écrit, *the Man versus the State*, la détresse des imprudens, l'élimination des paresseux, et cette poussée des forts qui met de côté les faibles, sont les résultats nécessaires d'une loi générale, éclairée et bienfaisante. » Et ailleurs : « Si la multiplication des moins bien



doués était favorisée et celle des mieux doués entravée, une dégradation progressive de l'espèce s'ensuivrait, et cette espèce dégénérée céderait la place aux espèces avec qui elle se trouverait en lutte ou en compétition. »

N'hésitons pas à le reconnaître. Au point de vue auquel il se place, M. Herbert Spencer a raison. L'humanité n'étant considérée que comme une espèce produite par l'évolution d'espèces antérieures dont elle a triomphé, et menacée de succomber dans la lutte avec d'autres espèces, on ne saurait apporter trop de soins à en fortifier le type. Partant, toutes ces mesures à l'aide desquelles on s'efforce de prolonger le vie des faibles, ce qui leur permet la reproduction, ou même de soulager leurs souffrances, ce qui retarde leur élimination fatale, sont d'abord inutiles et de plus inintelligentes, nuisibles et contraires au bien général. Mais n'est-ce pas là du même coup porter une condamnation formelle contre la charité, contre l'assistance, en un mot, contre toutes les mesures qui tendent à venir en aide à ces incapables, à ces imprudens, à ces faibles? Le strict devoir social n'est-il pas de les abandonner à toutes les conséquences de leur incapacité, de leur faiblesse, de leur imprudence? Tout ce qui rend plus difficile aux forts d'écraser les faibles n'est-il pas contraire à la loi du progrès? La déduction est rigoureuse, et comme les doctrines de M. Herbert Spencer comptent aujourd'hui beaucoup de sectateurs, comme il n'y a guère d'esprit se piquant d'indépendance qui ne se pique également de transformisme et de sociologie, j'avais, je crois, raison de dire que ceux-là sont pour la charité des adversaires plus dangereux qu'une certaine école d'économistes, un peu légère en ses affirmations.

A la vérité, cette conclusion extrême de la sociologie n'est pas adoptée par tous les disciples de M. Herbert Spencer. Quelques-uns d'entre eux se révoltent contre son inexorable dureté. Tel est, en particulier, le cas de M. Fouillée, dont tout le monde a encore présentes à l'esprit les savantes études publiées ici même, et, en particulier, l'article sur la *philanthropie scientifique au point de vue du darwinisme*. M. Fouillée est trop épris de sociologie pour ne pas parler avec sévérité de « l'antique charité » et de « ses inconvénients moraux et physiologiques. » Mais, après avoir condamné à mort la charité, il ne tarde pas à lui permettre de renaître en la baptisant d'un nouveau nom : celui de justice réparative et contractuelle. De par la justice réparative, l'homme serait tenu de rétablir les conditions normales du contrat social, et la philanthropie, en développant chez lui les penchans *altruistes* (encore un mot que la sociologie nous impose), le prépare à s'adapter à son milieu futur qui sera, si l'on en croit les assurances de M. Fouillée, « le règne de la fraternité et de la justice. » Certes, la théorie est élevée autant qu'ingénieuse, et

il faut y voir la protestation d'un noble esprit contre les conséquences de sa propre doctrine. Mais que mon éminent collaborateur pardonne à ma témérité si j'ose lui dire que la logique, l'inexorable logique, est contre lui. En effet, si le point de départ commun du transformisme et de la sociologie est assuré, si le progrès de toutes les espèces, y compris l'espèce humaine, découle d'une évolution dont l'élimination des faibles est la condition fatale, sur quelle base repose le principe, sur quelle autorité la sanction de cette justice réparative et contractuelle? Quelles sont les obligations qu'elle peut m'imposer? J'ai été appelé, sans mon consentement, à la table de la vie, dont les affamés se disputent les plats. J'y ai défendu ma place; je l'ai même faite plus large aux dépens d'autres affamés comme moi; mais le mal qu'ainsi j'ai pu leur faire, n'est-il pas contradictoire de m'inviter à le réparer, puisque c'est aux dépens des faibles que je devais me nourrir? Vous me parlez de contrat? Auquel ai-je souscrit? Vous me parlez de penchans altruistes? mais si je ne les ressens pas? Et, d'ailleurs, au nom de quel pouvoir mystérieux me tenez-vous ce langage? Puisque rien n'existe au-dessus de l'homme que des lois fatales et aveugles, je ne reconnais qu'un maître : la force. Je suis ou je cherche à être le plus fort. Au vainqueur les dépouilles!

Sans doute ce langage est brutal, grossier, violent. Mais, qu'on y prenne garde, c'est celui que ne tarderait pas à tenir l'humanité le jour où la conception fataliste du monde aurait définitivement remplacé l'antique conception providentielle qui a nourri depuis tant de siècles les plus nobles esprits et les plus grands cœurs. Oui, ils ont le droit de le dire avec quelque fierté, ceux qui, non sans troubles et sans secrètes angoisses, demeurent cependant obstinément fidèles à la notion d'un Dieu créateur et paternel; seuls ils sont fondés à soutenir que les rapports des hommes entre eux doivent être réglés par une autre loi que celle d'une lutte sans merci. Cette loi est la loi d'amour, et c'est l'amour, ainsi que l'origine du mot l'indique, qui a engendré la charité. Il faut, en effet, s'entendre sur le sens qu'on attache à l'expression et ne pas permettre aux malveillans de s'armer contre la charité des erreurs qui ont pu être commises en son nom. Il ne faut pas permettre qu'on la confonde avec telle ou telle forme plus ou moins judicieuse sous laquelle on peut l'exercer. La charité, en particulier, ne doit pas être confondue avec l'aumône. L'aumône n'est qu'un des nombreux moyens d'exercer la charité, le plus facile, et peut-être, à cause de cela, le moins efficace de tous. Faire ce que, du plus au moins, fait chacun de nous, c'est-à-dire donner une partie de son superflu à ceux qui manquent du nécessaire, n'est qu'un mérite assez mince, et si l'aumône directe est parfois indispensable, s'il n'est pas vrai, comme on le répète avec dureté,

qu'elle avilit toujours celui qui la reçoit, il n'en demeure pas moins certain que c'est de toutes les façons de pratiquer la charité la moins recommandable, peut-être parce que c'est celle qui coûte le moins. Pour moi, j'entends le mot d'une façon plus large et plus haute : j'appelle charité l'esprit de dévoûment et de sacrifice. Or du dévoûment et du sacrifice, l'humanité ne se passera jamais. Ainsi comprise, il n'y a point d'institution utile dont la charité ne soit le principe. On la retrouve, je crois l'avoir montré, mêlée à toutes celles que l'on considère comme des inventions de l'esprit moderne, car il ne lui est pas défendu d'être intelligente, prévoyante et préventive. Aussi est-ce une conception trop étroite de son rôle social que d'en faire uniquement une vertu chrétienne et mystique qui serait en quelque sorte la parure des belles âmes. L'honneur du christianisme et la marque de son excellence, c'est d'avoir porté cette vertu à son plus haut degré de développement, comme il a porté toutes les autres, et souvent sa divine influence fait fleurir ce germe dans un sol ingrat où il aurait été étouffé comme le bon grain sous l'ivraie. Mais la charité est quelque chose de plus; c'est une loi éternelle qui paraît destinée, dans le plan divin, à corriger en partie les conséquences les plus rigoureuses de l'inégalité des conditions. Si à cette loi tous les hommes prêtaient obéissance, la question sociale serait pour le coup bien près d'être résolue, et, sans que la misère disparût pour cela complètement de la surface du monde, il est certain, cependant, qu'elle perdrait son caractère le plus aigu. Aussi, — et c'est à cette conclusion dernière que j'en voulais arriver, — de tous les remèdes contre la misère, le plus efficace sera-t-il toujours de donner : donner non pas seulement de son argent, ce qui n'est pas possible à tout le monde et doit, en tout cas, être fait le plus rarement possible sous la forme d'aumône directe, mais donner de son temps, de sa sollicitude, de son cœur, de soi-même enfin ; il faut donner, donner beaucoup. Oserai-je ajouter que l'accomplissement de ce grand devoir social serait également le meilleur remède à cette rechute de pessimisme dont les générations nouvelles sont ou se croient si fort atteintes ? Il se peut, en effet, qu'ici-bas tout soit vanité (depuis l'*Ecclésiaste* cela a été même répété quelquefois), sauf l'effort tenté pour soulager la souffrance d'autrui. Sans doute, il y aura toujours loin de la condition humaine, même ainsi améliorée, à cet idéal de justice et de bonheur dont l'esprit a besoin, dont le cœur a soif ; mais la distance n'est-elle pas aussi grande entre la cime du monument humain le plus élevé et la plus proche des étoiles qui parsèment la voûte des cieux ?

---

LA

# QUESTION DU LATIN

---

*La Question du latin*, par M. Raoul Frary. Paris, 1885; Cerf.

Voici un livre très remarquable, — qui le serait davantage encore s'il était un peu moins inspiré de l'anglais, d'Herbert Spencer et de Macaulay, — mais un livre hardiment pensé, vivement écrit, adroitement fait surtout, par un fort habile homme, et, pour toutes ces raisons, plus qu'agréable à lire. Si cependant nous n'en saurions partager toutes les idées, ou accepter toutes les conclusions, et bien moins encore approuver les tendances, dirons-nous que nous le regrettons? En aucune manière. Ce serait envier à M. Frary le bruit qui s'est fait autour de cette *Question du latin*, qui ne se serait point fait si M. Frary n'y avait pris le parti qu'il y prend. Et puis, quand certaines idées, si fâcheuses que nous les trouvions, sont dans l'air, comme l'on dit, quel grand avantage voit-on ou croit-on voir à ce qu'elles soient mal soutenues, par de puériles, par de vaines, par de déraisonnables raisons? Car alors elles n'offrent point de prise, on n'ose pas les discuter, elles se condamnent d'elles-mêmes, à ce qu'il semble; et cependant elles ne continuent pas moins de faire leur chemin dans le monde. Bien loin donc de nous plaindre, selon la formule, que M. Frary ait dépensé tant de verve, de talent, et d'art au service d'une mauvaise cause, dont le triomphe serait désastreux, nous l'en félicitons d'abord, et nous l'en remercions ensuite. Les raisons que l'on essaiera d'opposer aux siennes devront être, en effet, d'autant plus fortes que les siennes sont plus spécieuses, plus séduisantes, plus

habilement présentées. Et tout le monde y gagnera : nous, M. Frary lui-même, et la « question du latin, » — qui n'est rien moins, dans la pensée de M. Frary, et en réalité, que la très importante question de l'enseignement secondaire.

On l'a beaucoup et vivement agitée, depuis quinze ou vingt ans, cette question ; on a surtout agité, si je puis ainsi dire, les esprits des maîtres qui donnent et ceux des enfans qui reçoivent cet enseignement secondaire ; on a tout ôté des anciens programmes, puis on l'y a remis, pour l'en ôter encore, et sans doute l'y remettre un jour de nouveau. C'est à faire à ce *Conseil supérieur de l'instruction publique*, où les représentans du collège communal et de l'école primaire sont appelés à donner leur avis quelquefois sur ce qui les touche, et plus ordinairement sur ce qui ne les regarde pas. Que n'a-t-on mis aussi quelques caporaux du génie dans le *Comité consultatif des fortifications*, ou dans le *Conseil d'amirauté* quelques maîtres callats ? Nos ministres de la guerre et de la marine, plus soucieux des vrais intérêts de leur département que des revendications d'une fausse démocratie, ne l'auront sans doute pas voulu ! Un point cependant, parmi tant de vicissitudes, était à peu près demeuré fixe, et, dans cette fluctuation des programmes, le latin, comme jadis, était resté la base de notre enseignement secondaire. Si même l'on disait qu'en proposant de diminuer la part du latin dans les classes, quelques-uns de nos réformateurs, M. Jules Simon peut-être, et M. Michel Bréal certainement, n'avaient pas moins eu pour objet d'en fortifier l'étude, — en la disciplinant, — on ne dirait que la vérité. Par de meilleures méthodes, à moins de frais, en moins de temps, il s'agissait de faire de meilleure besogne. Et l'on se flattait précisément, en substituant la lecture des auteurs aux anciens exercices de composition latine, narration, vers et discours, comme en inaugurant l'enseignement de la philologie sur les ruines de la rhétorique, de former ou de préparer de plus savans latinistes. Il nous est revenu que jusqu'à ce jour les résultats n'avaient guère justifié ces belles espérances, ou plutôt, et au grand dommage des générations sur qui l'on a tenté l'épreuve, qu'ils en avaient dès maintenant démontré toute la vanité. Non-seulement on ne sait pas mieux le latin qu'autrefois, dans nos lycées, mais on le sait moins bien, et on ne sait pas davantage le français.

Le dessein de M. Frary, bien autrement radical, est tout à fait différent de celui de ses prédécesseurs. Eux, qui connaissaient leur Molière, voulaient bien, à la vérité, couper un bras aux latinistes, mais c'était, après tout, pour que l'autre en profitât d'autant. M. Frary, lui, propose de les leur couper tous les deux, et les jambes avec, tandis que nous y serons, et il espère bien qu'ils ne survivront pas aux

suites de l'opération. Les langues mortes sont mortes, nous dit-il, bien mortes, et il nous faut un enseignement vivant. Toutes les raisons par lesquelles on pouvait soutenir autrefois le latin sont des raisons aujourd'hui surannées, si même on peut dire qu'elles aient jamais eu quelque valeur, — autre part qu'à Rome et du temps de Virgile et d'Horace. De quoi nous servent l'*Énéide* et de quoi les *Philippiques*? Vivons-nous sous la loi des Institutes de Gaius ou du sénatus-consulte velléien? Dans la boutique ou dans le bureau, « pour gérer nos propriétés ou pour conduire notre famille, » industriels ou commerçans, quel fruit tirons-nous d'un savoir acquis si lentement, si péniblement, si imparfaitement, quel fruit ou quel plaisir? Joue-t-on la comédie ou l'opéra en latin? Fait-on l'amour en latin, comme disait excellemment la marquise de la Jeannotière? Alors, pourquoi Despautère ou Lhomond? pourquoi des thèmes? pourquoi des versions? Pour se conformer à l'usage? à la routine? à des mœurs qui ne sont plus les nôtres? Nous sommes le siècle de la vapeur et de l'électricité, le siècle aussi de la *concurrence vitale* et de la *démocratie*, et nous ne demandons pas qu'on nous orne pour la société, mais qu'on nous arme pour l'existence. La question n'est plus d'écrire ou de parler, mais de faire de l'argent, et le latin n'y peut rien, à moins que l'on ne fasse métier de l'enseigner. « Aujourd'hui, les nations rivales qui représentent la civilisation se précipitent, avec une émulation inquiète, sur toutes les contrées qui restent à dominer ou à exploiter... L'Amérique est une seconde Europe, plus jeune et plus vaste. L'Afrique est percée presque en tous sens de routes où les voyageurs devancent les marchands... On voit naître au Cap et en Océanie, comme au Canada, des confédérations entières de peuples nouveaux. Le grand empire de l'Asie orientale a ouvert ou laissé briser ses portes; le Japon s'est rallié tout à coup. » Que l'on nous donne donc, à nous aussi, Français, les moyens de prendre part à cette fructueuse exploitation de l'homme; que l'on nous apprenne enfin l'art de vendre cher et d'acheter bon marché, celui de placer notre argent et de le faire valoir; l'art d'accroître nos revenus en contribuant du même coup aux progrès de la civilisation, d'empoisonner le Chinois, race inférieure, en l'abrutissant d'opium, ou de détruire les « classes dangereuses » en les abreuvant royalement d'eau-de-vie de betteraves et de pommes de terre. Cet idéal est-il d'ailleurs si difficile à réaliser? On le croit, mais l'on se trompe. A l'étude inutile du latin substituez seulement celle de la géographie et des langues étrangères. « La crise que nous traversons en ce moment même tient, en grande partie, à notre ignorance de l'état du marché universel. » Nous retrouverions cet esprit d'audace et d'aventure, qui fut jadis le nôtre, si nous savions que « l'Irlandais qui

part pour l'Australie ou le Saxon qui part pour l'Amérique sont peut-être moins téméraires que le Provençal qui prend le train pour Paris ; » mais il faudrait commencer pour cela par savoir l'anglais, et on ne nous l'apprend pas. De même, nous placerions mieux notre argent, et il n'y aurait pas en France « des milliers de laboureurs à se lever avant le jour pour subvenir au luxe du grand Turc, » si nous connaissions mieux la géographie, les ressources réelles, les chances d'avenir et de durée de l'empire ottoman. C'est pourquoi, plus sages, moins préoccupés du *paraître* que de l'*être*, mieux instruits de nos vrais intérêts, plus soucieux de l'avenir, nous devrions reconnaître que le temps est venu d'adapter l'éducation de la jeunesse française à l'évolution économique du siècle ; de former des générations *utilitaires* qu'aucune considération ne détourne de leur course vers la fortune ; d'en finir une fois pour toutes avec des préjugés que l'on appellerait volontiers gothiques, s'ils n'étaient encore plus classiques ; ce que faisant, et par surcroît, nous n'accroîtrons pas seulement notre richesse, ou notre puissance, mais nous recouvrerons notre antique prestige, et nous rétablirons la France dans le haut rang dont elle n'est déchue que pour être demeurée, dans le siècle où nous sommes, superstitieusement fidèle au culte desséchant, stérile et fastidieux du latin.

Telle est dans ses grandes lignes, et surtout dans son fond, la proposition sommaire dont le livre de M. Frary n'est que l'habile développement, et j'en ai bien sans doute élagué quelques détails, mais je ne crois pas en avoir sensiblement altéré l'esprit. Je conviens d'ailleurs qu'avec infiniment d'adresse, tout en essayant de démontrer sa thèse, M. Frary n'a rien négligé pour écarter de lui le nom d'iconoclaste et le reproche de barbarie : « Je ne suis pas assez barbare, nous dit-il de lui-même, pour méconnaître la splendeur des lettres antiques et le charme exquis du commerce des Muses grecques et latines. » Il dit encore ailleurs : « Mon dessein n'est point d'abaisser les études, ni de mettre l'instruction professionnelle à la place de la culture des esprits, ni d'imposer à l'Université le pénible devoir de ne fabriquer que des machines à gagner de l'argent. » En un autre endroit, il s'efforce de prouver, sur la parole de Macaulay, qu'il n'y a rien de si complet ou de si parfait dans les lettres anciennes qui ne se retrouve dans les modernes, accru lui-même ou affiné de tout ce que l'humanité a depuis lors acquis d'expérience, de connaissance du monde et d'elle-même. Et comme il propose, dans les programmes qu'il esquisse, de réserver une large place, une place d'honneur, à l'étude approfondie des classiques français ou étrangers, il croit avoir tempéré par là ce qu'aurait autrement d'incivil, si je puis ainsi dire, ou de brutal

même, l'excès de son utilitarisme. Il se figure encore qu'en ajoutant l'histoire à la géographie et aux langues étrangères, « on pourra constituer un enseignement secondaire aussi élevé que l'enseignement plus classique, » plus conforme aux besoins de notre temps, mais « non pas plus dédaigneux de la beauté morale et de la poésie. » Et, pour attirer à sa cause, de préférence à tous les autres, ceux-là mêmes qui naturellement y doivent être le moins favorables, il plaide « que la tradition révolutionnaire serait sans doute chez nous plus libérale si les hommes de la révolution avaient moins parlé d'Aristide et de Caton, mais mieux connu Ludlow et Hampden, Guillaume Penn et Washington... » Mais toutes ces précautions ne réussissent pas à le sauver des conséquences de ses principes ; lui-même en revient toujours à la question d'*utilité immédiate et directe* ; depuis plus d'un mois que son livre a paru, personne n'en a pris ni compris autrement l'esprit ; et puisque jusqu'ici c'est de quoi surtout on l'a loué, M. Frary ne s'étonnera pas que ce soit à notre tour ce que nous lui reprocherons. Si la forme en est d'un écrivain, et parfois, souvent même, d'un excellent écrivain, le fonds de ce livre est d'un barbare, et je vais essayer d'en faire convenir l'auteur.

Pour discuter de l'éducation, peut-être ici pensera-t-on qu'il n'est pas superflu de s'entendre d'abord sur l'objet même de l'éducation. Vous rappelez-vous ce personnage d'un roman de Dickens, Thomas Gradgrind, dans *les Temps difficiles*, et sa théorie de l'éducation ? » Ce que je veux, ce sont des faits. Enseignez des faits à ces garçons et à ces filles, rien que des faits. Les faits sont la seule chose dont on ait besoin ici-bas. Ne plantez rien autre chose en eux, déracinez-moi tout le reste. Ce n'est qu'avec des faits que l'on forme l'esprit d'un être raisonnable. Tout le reste ne lui servira jamais de rien. C'est d'après ce principe que j'élève mes propres enfans... Attachez-vous aux faits, monsieur. » Conformément aux principes de Thomas Gradgrind, on croit ou l'on paraît croire aujourd'hui que l'objet propre de l'éducation serait effectivement de meubler les mémoires, de les meubler utilement, de les approvisionner pour la vie de connaissances positives, de chiffres et de faits ; on s'inquiète beaucoup moins d'assouplir, d'ameublir, pour ainsi parler, et de façonner les intelligences. Tout est là cependant, et rien que là peut-être. Car les érudits auront beau faire : il ne sera jamais si honteux de ne pas savoir « que Thoutmosis était valétudinaire, et qu'il tenait cette complexion de son aïeul Alipharmutotis ; » en dépit des savans, on pourra toujours, sans grands inconvéniens, ignorer jusqu'à l'existence même du *Pterodactylus spectabilis* ou de l'*Archæopteryx lithographica* ; et quoi qu'en dise



enfin M. Spencer lui-même, si les actionnaires de telle mine de houille « avaient su que certains fossiles appartiennent à la couche de granit rouge, au-dessous de laquelle le charbon de terre ne se trouve plus, » il n'en résulte nullement qu'ils eussent échappé à la ruine. Il est sans doute inutile de multiplier les exemples. Mais, quelle que puisse être l'utilité réelle de ces connaissances plus ou moins positives, ce qu'il convient d'ajouter, c'est qu'entre dix et vingt ans, nous ne les amassons guère que pour les oublier. A moins d'en faire profession, quel est celui d'entre nous, demande M. Frary, qui conserve de ses classiques, de son latin et de son grec, un autre souvenir que celui des ennuis qu'ils lui ont coûtés et des pensums qu'ils lui ont valus? Et moi, je le lui demande à mon tour, et de sa « physique, » ou de son « histoire, » et de sa « géographie, » quel est celui qui garde un souvenir meilleur ou plus précis? Pas plus que le corps ne s'assimile tout ce que contiennent d'éléments nutritifs les alimens qu'il ingère, ou même les rejette, et s'en trouve mal quand il y en a trop, c'est ainsi qu'on ne gagne rien à surcharger l'esprit, avant le temps, d'une nourriture qu'il ne peut digérer. L'éducation de l'enfance et de la première jeunesse n'a pas, ne doit pas avoir, ne peut pas avoir, en fait, d'autre objet qu'elle-même. Il ne s'agit que d'aider et de favoriser le développement normal, complet, harmonieux d'un ensemble de facultés dont la vie se chargera de rompre assez tôt l'équilibre. On prépare le terrain, on y sèmera plus tard, quand le temps sera venu de l'instruction professionnelle. Et ce temps-là même, pour toute sorte de raisons, je souhaiterais vivement qu'au lieu de l'avancer, comme on y tâche, on se préoccupât au contraire de le reculer. Avec toutes leurs écoles d'état, sans parler de bien d'autres nécessités sociales, les Français, en général, se *spécialisent* prématurément.

Dira-t-on qu'en ces conditions, la première éducation devant être purement *formelle*, il importe assez peu de quels moyens on se serve, pourvu qu'on atteigne le but? La présomption, en ce cas même, serait déjà considérable en faveur du latin; car, à quoi bon changer, ou modifier seulement des habitudes héréditaires d'esprit, si celles qui les remplaceront ne sauraient au total produire d'autres ni de meilleurs effets? Mais on pense bien qu'il y a mieux à répondre, et que vingt autres raisons, au besoin, confirmeraient le latin dans les droits qu'il tient de la coutume et de la tradition. Quelques-uns des contradicteurs de M. Frary ont cru pouvoir se passer de donner aucune de ces raisons. Je ferais sourire M. Frary lui-même, disait M. Bréal, il y a quelques jours, si je m'avisais de défendre contre lui les études latines; et, en effet, nous ne doutons pas que les membres de l'Institut, les professeurs du Collège de France,

ceux de nos facultés et ceux de nos lycées, sachent très bien tout ce que l'on peut dire en faveur du latin. Seulement ce n'est pas à eux que le livre de M. Frary s'adresse, mais à un tout autre public, celui-là même qui ne connaît pas les raisons de M. Bréal, qui jugera que l'on se dérobe en ne répondant pas à celles de M. Frary ; et c'est ce public précisément, non pas les universitaires, qu'il s'agit d'éclairer. Tout homme est assez convaincu de son utilité, de celle de ses études et de sa profession ; les autres en sont moins convaincus, puisqu'ils ont pris une autre carrière et se donnent à d'autres études. Et c'est aussi pourquoi, en rappelant ici quelques-unes au moins des raisons qui doivent maintenir les études latines, je me garderai soigneusement d'insister sur celles dont on pourrait dire qu'elles ne sont bonnes que pour des avocats, des professeurs ou des hommes de lettres.

Il semble tout d'abord que, pour une langue morte, le latin continue de se porter assez bien. On le parle encore, aujourd'hui même, en plus d'un point du globe, dans les chrétientés de l'extrême Orient, par exemple, et il y demeure un précieux instrument d'échange et de communication. Ne s'en sert-on pas presque couramment en Europe même, en Hongrie, si je ne me trompe, en Bosnie et ailleurs, sans compter qu'il est toujours la langue officielle de la cour de Rome ? Après tout, un homme politique peut avoir besoin de lire une *Encyclique* dans son texte original. Mais les érudits ou les savans eux-mêmes, français, anglais ou allemands, ne dédaignent pas quelquefois de recourir au latin, lorsqu'ils veulent porter leurs travaux à la connaissance d'un public plus nombreux, ou, pour mieux dire, plus étendu. Et en effet, si on le voulait, le latin pourrait être cette langue universelle dont on a souvent regretté le manque. Pour qu'un médecin ou un ingénieur se pussent aujourd'hui tenir au courant de leur art et des travaux qui l'intéressent, ce n'est pas seulement l'anglais ou l'allemand, comme le veut M. Frary, c'est le polonais, c'est le russe, le hollandais, le suédois, l'italien, l'espagnol qu'il leur faudrait connaître, sept, huit ou dix langues que le latin à lui seul remplacerait avantageusement. Si d'ailleurs on a cessé de penser en latin, est-ce depuis si longtemps ? Mais, en plein xvii<sup>e</sup> siècle, avant d'être mis en latin, qui ne sait que le *Discours de la méthode* et les *Provinciales* n'avaient pas fait la moitié de la fortune qu'ils devaient faire ? Plus tard, Bossuet a écrit en latin, Fénelon a écrit en latin, tous les deux quelques-uns de leurs plus importants ouvrages, et, — de peur que peut-être ces deux évêques ne soient suspects, — n'est-ce pas en latin qu'ont écrit Bacon, Hobbes, Spinoza, Leibniz, combien d'autres encore ! les initiateurs et les maîtres de la pensée moderne ?

M. Frary voudrait-il nous fermer l'accès de l'*Éthique* et celui du *Novum Organum*? ou croit-il par hasard que nous-mêmes et ceux qui nous suivront n'en aient rien à tirer?

Autre argument : M. Frary cite quelque part ces paroles de Macaulay : « Au temps d'Henri VIII et d'Édouard VI, une personne qui ne savait pas le grec ou le latin, ne pouvait rien lire ou presque rien... Le latin était la langue des cours et des écoles ; c'était la langue de la diplomatie et de la controverse... Celui qui l'ignorait était exclu de toute familiarité avec ce qu'il y avait de plus intéressant dans les mémoires, les papiers d'état, les pamphlets du temps... » et M. Frary d'en conclure, comme Macaulay, que le latin n'étant plus tout cela, il est devenu inutile de l'apprendre. M. Frary ne fait pas attention, ni Macaulay non plus, que ce qui n'était alors que de la « littérature » est devenu de l'histoire, et une histoire où nous ne pouvons pénétrer qu'avec le secours du latin. Lui, qui veut que nous approfondissions les secrets de l'antique Égypte, consentirait-il donc que nous ignorions l'histoire du xvi<sup>e</sup> siècle? Mais, s'il n'y consent pas, où veut-il que nous l'allions chercher? Car c'est à peine, à qui veut étudier l'histoire de la réforme, s'il serait plus utile de connaître le français, l'italien, l'anglais, l'espagnol et l'allemand que le latin tout seul! A plus forte raison, si nous remontons le cours du temps. Ce n'est pas seulement la langue latine, c'est le droit romain, c'est le droit canon, c'est la totalité de l'héritage enfin des institutions et des mœurs romaines qu'il faut connaître, et à fond, si l'on veut comprendre quoi que ce soit à l'histoire du moyen âge. Or, quel moyen d'y accéder sans le secours du latin? « Depuis le jour où Clovis parut sur les bords de la Seine, dit à ce propos M. Frary, nous n'avons guère cessé de nous dépouiller de la tradition que les Latins, nos vainqueurs, nous avaient imposée. » Je pense que si M. Frary avait dit exactement le contraire, il serait beaucoup plus près de la vérité de l'histoire. Autant que l'on puisse, en effet, hasarder de ces généralisations, toujours téméraires et toujours imparfaites, nous avons précisément travaillé, « depuis le jour où Clovis parut sur les bords de la Seine, » à reconquérir notre latinité sur nos envahisseurs germains. M. Frary dit au même endroit : « De ce que notre civilisation est ou semble être d'origine gréco-latine, on en conclut qu'il est bon d'étudier la littérature gréco-latine... A ce compte, comme nous avons dans les veines plus de sang gaulois que de sang italien, il faudrait faire dans les programmes une large place à la connaissance des antiquités celtiques. » Mais il n'omet que de nous dire où il veut que nous prenions ses antiquités celtiques. Dans la langue française, en dépit du sang gaulois, on ne trouverait pas

cent mots qui soient authentiquement du celte, et, pas plus que dans notre langue, l'influence celtique n'est reconnaissable dans l'histoire de notre civilisation. Nous sommes Latins, foncièrement, éminemment Latins, certainement plus Latins que les Espagnols, peut-être plus Latins que les Italiens eux-mêmes. Et le fussions-nous moins d'origine et de langue, nous le serions encore d'instinct et d'aspiration ; notre histoire serait toujours celle d'une longue lutte soutenue sur le sol gaulois par l'élément latin contre le germanique ; et il serait enfin vrai que nous ne pouvons la comprendre qu'avec le secours du latin.

Ces raisons nous sont particulières : en voici de plus générales, et qui nous expliquent pourquoi, dans les pays germaniques eux-mêmes, en Allemagne ou en Angleterre, et jusqu'en Amérique, l'enseignement du latin continue d'occuper une si large place. C'est un côté de la question que M. Frary semble avoir étrangement négligé. Ne dirait-on pas à le lire que nous sommes le seul peuple au monde qui se soucie encore aujourd'hui des Scipions et des Gracques ? Nous nous attardons à contempler d'inutiles reliques ; on élève nos enfans comme si tous les Français devaient être avocats, journalistes ou professeurs ; les lycées de la république sont toujours l'ancien collège des jésuites ; et pendant ce temps, l'Allemand nous devance, et l'Anglais nous dépasse ; leurs yeux se tournent vers l'avenir pour en deviner le secret ; ils sont déjà les ouvriers de la révolution dont nous ne savons nous préparer qu'à être les victimes. Mais la vérité, c'est qu'en attendant on apprend le latin dans les *realschulen* elles-mêmes de l'Allemagne ; le latin est la base de l'enseignement d'Harrow, de Rugby, d'Eton ; même on y fait jusqu'à des vers grecs ; et si l'on sait mieux le latin de l'autre côté du Rhin, c'est que l'on consacre plus de temps au latin dans les gymnases de Berlin que dans les lycées de Paris. Sans rappeler à ce propos que les antiquités de l'Allemagne et de l'Angleterre, comme les nôtres, sont en fait conservées dans des monumens latins, et indépendamment de l'utilité dont le latin peut être pour une connaissance vraiment scientifique du français et des autres langues romanes, on reconnaît donc aux classiques latins une valeur propre et absolue, qui manquerait, d'un commun avis, aux classiques anglais, allemands ou français. Ceux-ci ont leur valeur, qui est considérable, et l'on ne se fait faute, à l'occasion, de la célébrer, mais les autres en ont une autre, et pour être autre, elle n'est pas moindre, ni plus facile à suppléer.

En quoi consiste-t-elle ? C'est ici, je l'accorde à M. Frary, ce qu'il est assez malaisé de déterminer, mais non pas impossible. Il me semble bien, à la vérité, comme à lui, que, s'il fallait décidément

ment opter, je serais fort capable de préférer Bossuet à Cicéron, Saint-Simon à Tacite, peut-être les *Épîtres* de Voltaire aux *Satires* d'Horace, Lamartine à Properce, et Musset à Tibulle. On a pu dire d'Homère qu'il sommeillait quelquefois, on peut sans doute aussi le dire de Virgile, et surtout de Lucrèce. On ne saurait contester qu'il y ait bien de la pompe oratoire dans Tite Live, des lenteurs et des longueurs, ou encore bien de l'affectation et de la manière dans Salluste. Il vaut mieux ne pas rechercher ce qui manque à Lucain, à Sénèque, à Pline. Les Grecs, à ne considérer que la perfection de la forme et l'originalité du fond, seraient en apparence de bien meilleurs instituteurs du goût, plus purs, plus sûrs, plus difficiles à égaler, peut-être aussi moins dangereux à suivre. Le fait est pourtant qu'il n'en est rien, et M. Frary se presse trop de conclure. Il ne voit pas, pour lui, ce que les Latins ont de si propre à former l'esprit de la jeunesse, et, ne le voyant pas, il le nie; supposé, pour ma part, que je ne le visse pas davantage, je l'admettrais tout de même. Je ne pourrais en effet le nier qu'en commençant par nier d'abord la renaissance elle-même. C'est la fréquentation et la familiarité des classiques latins qui a jadis émancipé l'esprit moderne de sa longue minorité. Ce sont les humanistes qui ont rompu le cercle où la scolastique avait six cents ans enfermé la pensée européenne. C'est ce que l'on a si justement appelé la latinisation générale de la culture qui a renouvelé l'histoire de l'Occident. Mais depuis lors, c'est à la source de l'antiquité que la pensée moderne est constamment retournée rejoindre son inspiration. Toutes les fois qu'elle a paru dévier de sa route, il a presque suffi, pour l'y ramener, de la rappeler au respect de l'antiquité. Et je ne sais enfin si l'on ne pourrait prétendre que les esprits les plus originaux ont presque toujours été, depuis quatre ou cinq siècles tantôt, les plus familiers avec l'antiquité.

Faut-il essayer d'en dire les raisons? Si l'éducation se propose d'abord de former des esprits sains, justes et droits, nulle discipline, pas même celle des mathématiques, ne vaut pour cet usage l'école des classiques latins. Ils ont leurs défauts, et nous les connaissons, mais ils n'ont pas celui de vouloir briller aux dépens du bon sens; et peut-être ont-ils l'esprit court, mais, en revanche, ils l'ont lucide, ferme et modéré. Pour développer une idée, la suivre dans ses conséquences, la décomposer en ses parties, et, quand il faut la recomposer, n'y rien mêler qui lui soit étranger, ils sont sans rivaux, même parmi les anciens. C'est que la raison domine en eux sur l'imagination, la tient en bride, ne lui permet que de rares et inoffensifs écarts. Aussi se sent-on avec eux en confiance

et en sécurité. Ils ne sont point de ces guides hardis qui donnent le vertige à les suivre, ils vont d'un pas prudent et lent; et je ne nie point que l'on aimât parfois aller plus vite, ni que le vertige ait son charme; mais il s'agit de donner à l'esprit une allure qui se soutienne, et cette allure est justement la leur. Dans la fréquentation des classiques latins, l'esprit ne peut guère prendre que de bonnes habitudes, et nulle part il ne peut les prendre meilleures ou aussi bonnes. Dante est trop subtil, et d'ailleurs trop passionné; Shakspeare est trop profond, souvent aussi trop obscur; Goethe est trop savant et veut paraître trop original. Quant aux nôtres, c'est nous-mêmes; les qualités qu'ils ont tous en commun, c'est aux Latins qu'ils les doivent; et il nous faut comme eux les aller chercher à la source. Les classiques latins ont sur tous les autres une supériorité de bon sens et de raison qu'ils doivent à la nature elle-même de leur langue, la plus grave que les hommes aient jamais parlée, ou à la nature de leur génie national, ou à celle de leur formation historique, ou à toute autre circonstance encore. Mais ce qui toujours est certain, c'est que, si les Grecs ont inventé la logique des philosophes, les Latins sont et demeurent les maîtres de cette logique, moins subtile et plus utile, plus vulgaire, si l'on veut, qui est celle du sens commun et de la vie quotidienne.

Rendons la même justice à leur psychologie. D'une manière générale, et selon le mot qui servira longtemps à les caractériser, si les classiques latins sont assurément moins anglais que Shakspeare ou moins français que Molière, ils sont en revanche plus *humains*. Grand avantage, pour demeurer les éducateurs de la première jeunesse! Rien en eux de local, rien de très particulier, presque rien d'individuel. Dans une langue très générale, ils expriment les sentimens généraux qui sont ceux de l'humanité même. De très grands écrivains, parmi les modernes, allemands, anglais, français, italiens, des poètes surtout, ne sont pleinement intelligibles qu'à des hommes, à des hommes faits, et à des hommes qui aient traversé les mêmes expériences qu'eux-mêmes: Shelley, Henri Heine, Vigny. Plus grands encore, d'autres écrivains, des poètes dramatiques et des romanciers, ne sont cependant absolument compris, sentis, goûtés que de leurs nationaux: Racine, Calderon, Shakspeare. Les Latins, les vrais classiques latins, dans les genres les plus différens, Virgile ou Cicéron, Horace ou Tite Live, Térence ou César, sont immédiatement compris de tout homme qui pense. Ils sont cosmopolites, et de tous les temps comme de tous les lieux. Un philosophe pourrait dire qu'ils observent, qu'ils composent et qu'ils écrivent en dehors et au-dessus des catégories de l'espace et de la durée. D'une main facile, d'un trait sûr, ils tracent, pour

ainsi parler, les contours psychologiques de cet homme universel dont l'âme, depuis eux, ira toujours se modifiant, se compliquant, s'enrichissant en mille manières, au gré de mille circonstances, mais ne cessera pourtant pas, dans son fonds, d'être elle-même. Pour ce motif ils sont simples, d'une simplicité qui subsiste jusque dans l'affectation de leur style, et d'une simplicité dont nous n'avons pas retrouvé le secret : autre raison encore pour qu'ils conviennent merveilleusement à l'éducation de la jeunesse. Un enfant de quinze ans, mis au point de les lire, n'entendra peut-être pas toutes les finesses de leur rhétorique, mais il se retrouvera d'abord de plain-pied avec eux. Et, dans la connaissance de l'homme comme partout ailleurs, si c'est par degrés que l'on va du simple au complexe, les classiques latins en ont marqué le premier avec une précision, un bonheur, une force qui n'a pas été, ni sans doute ne sera dépassée.

Ce que je dis de leur psychologie, quelqu'un me fait observer que je puis le dire aussi de leur morale. Ils sont *laïques* : c'est ce qui les sauvera peut-être un jour de la proscription, si même ce n'est de quoi les rendre obligatoires. Bossuet, mal entendu, Voltaire, bien compris, peuvent former des fanatiques ; ni Cicéron ni Tite Live ne le peuvent, quand on le voudrait. Qui tirera jamais d'Horace une leçon d'intolérance ? et quel ombrage prendrait-on des superstitions de Virgile ? Voyez, au contraire, de nos grandes littératures modernes, si l'on commençait par retrancher toutes les œuvres expressément marquées d'un caractère confessionnel, comme les *Provinciales* et l'*Histoire des variations*, c'est à peu près toute l'éloquence et une bonne part de l'histoire que l'on aurait sacrifiées. Si l'on poursuivait l'expérience, et que de ce reste, à son tour, on voulût effacer tous les endroits marqués au même signe, de l'*Essai sur les mœurs* ou de l'*Émile* toutes les attaques au christianisme, la prose moderne y fondrait tout entière. Les poètes eux-mêmes ne résisteraient pas : Dante et Tasse, Lope et Calderon, diversement catholiques, le sont autant que Milton est sans doute protestant. Ne serait-ce pas ici la moralité des classiques anciens et des Latins en particulier, moins subtils, plus graves que les Grecs ? C'est une question de savoir si l'on a fait depuis eux de grandes découvertes en morale ou, du moins, celles que l'on a faites, ce serait toute une affaire d'en expliquer la vraie nature. Mais, en tout cas, les leçons qu'ils donnent et les règles qu'ils enseignent, indépendantes, comme elles sont, de tout dogme, par cela même et par cela seul, conviennent à tout le monde, à l'école juive, au gymnase protestant, au collège catholique, ne peuvent pas plus inquiéter les consciences à Moscou qu'à Madrid, et forment ainsi la matière la mieux appropriée qu'il se puisse à

l'éducation de la jeunesse. A cet avantage, des éducateurs plus sévères en pourraient joindre un autre, qui ne laisse pas d'avoir son prix. Si les Latins sont grossiers, souvent obscènes, indéliçats en plaisanteries, c'est en latin d'abord ; et puis, il est facile de les « expurger, » parce qu'en effet, dans leur littérature, la femme n'occupe qu'une petite place. Il est évidemment moins facile « d'expurger » *Bojazet* ou *l'École des femmes*, les romans de Prévost et ceux de Marivaux. Dans la plupart de nos littératures, tout ce qui n'est pas prédication, controverse ou histoire de parti roule à peu près uniquement sur les passions de l'amour ; et, sans nulle pruderie, il est permis de croire que d'autres sujets conviennent mieux à l'éducation de la jeunesse.

Parlerai-je maintenant de leurs qualités littéraires ? Dirai-je qu'ils sentent moins l'effort, et que, dans un monde plus étroit, ils se meuvent plus librement, avec plus d'aisance dans la force et plus de facilité dans la grâce ? que leurs facultés se maintiennent habituellement dans un état d'équilibre plus stable, et que leurs œuvres en sont mieux pondérées ? que dans une civilisation moins complexe et, en ce sens, moins artificielle, ils ont vécu plus près de la nature, d'une vie moins étendue, mais plus harmonieuse et, à ce titre, plus complète ? ou bien encore, qu'ayant placé moins haut leur idéal, et pour cette raison l'ayant presque toujours atteint, ils demeurent éternellement les témoins, les modèles et les maîtres de toutes les qualités qui s'apprennent comme de tous les défauts qui s'évitent ? Mais quand je ne le dirais pas, ou quand on leur disputerait ces qualités une à une, l'histoire serait toujours là, l'histoire et les services rendus, qui nous obligeraient à reconnaître en eux une vertu qui ne se trouve qu'en eux. Même chez les Grecs, en effet, on l'y chercherait vainement. C'est le secret, pour le dire en passant, de la préférence éminente que les éducateurs modernes ont toujours accordée aux Latins sur les Grecs. Pour savoir le grec aussi bien ou beaucoup mieux que nous ne savons le latin, il est possible qu'il suffît d'y donner la moitié moins de temps, en raison de sa conformité plus grande, selon le mot d'Henri Estienne, avec notre vulgaire français. Mais ce ne serait pas la même chose, et ni le profit général n'en serait aussi certain, ni l'utilité pratique aussi réelle. Qui donc a dit des Grecs, et à bon droit, qu'ils n'avaient pas véritablement connu l'homme, mais seulement le Grec et le barbare ? J'oserais ajouter que, dans leurs petites cités fermées, et avec leur émulation d'enchérir les uns sur les autres, les Grecs sont de bonne heure devenus des virtuoses en leur propre langue : — je ne veux pas dire des sophistes.

On peut tirer de là des conséquences, et celle-ci entre autres : que



ces littératures étrangères elles-mêmes qu'on y veut substituer ne sont pleinement intelligibles qu'à la lumière du latin. M. Frary, repassant en esprit l'histoire de la nôtre, se demande quelque part si le « sauvageon, sans cette greffe antique, n'eût pas donné des fruits plus beaux et plus variés, plus siens à coup sûr, » et il n'est pas le premier qui se soit posé cette question. Redisons donc une fois encore que la littérature du moyen âge avait depuis longtemps accompli le nombre de ses jours lorsque commença de briller l'aurore de la renaissance, et que l'on ne voit pas comment, sans le secours des modèles antiques, les arts et les lettres modernes eussent pu se tirer de l'ornière où ils demeureraient embourbés. Si Boileau, dans son *Art poétique*, a été vraiment et cruellement injuste pour quelqu'un, ce n'est pas pour nos anciens poètes, qu'au surplus il ne connaissait pas, c'est pour Ronsard et c'est pour la pléiade. Voilà les maîtres et les guides, ceux à qui l'on peut bien refuser du génie, comme ceux dont il est bien permis d'admirer modérément les œuvres, mais à qui du moins on ne saurait refuser l'honneur, en la menant à l'école des anciens, d'avoir indiqué le but à la poésie française et, avec le but, les moyens de l'atteindre. Ce qui est vrai de la France ne l'est pas moins de l'Italie ; à peine ai-je besoin de le dire. Pour l'Angleterre, c'est sans doute assez de rappeler ce que doivent à l'antiquité, directement ou indirectement, par l'intermédiaire de la France et celui de l'Italie, de Boccace et de Pétrarque, des *Essais* de Montaigne et du *Plutarque* d'Amyot, non-seulement les prédécesseurs, les contemporains, les successeurs de Shakspeare, mais Shakspeare lui-même. Et quant à l'Allemagne, apprendrons-nous à M. Frary qu'en vain ses érudits vantent les noms ignorés de Grimmelshausen et d'Hoffmannswaldau, sa littérature ne date que du jour où Lessing, Herder et Goethe ont renouvelé sur le sol germain le sens longtemps perverti de l'antique ? Toutes les grandes littératures de l'Europe moderne peuvent se diviser grossièrement en deux parts : l'une, si nationale, si particulièrement italienne ou française, anglaise ou allemande, que les nationaux la peuvent seules goûter, ou avec eux quelques poètes, quelques érudits, quelques critiques ; et l'autre, générale, qui comme telle ne se comprend peut-être, et certainement ne s'apprécie qu'au moyen et comme au travers de cette culture latine dont effectivement elle procède.

Et vainement dira-t-on avec M. Frary qu'il est inutile de connaître Euripide « pour goûter l'exquise harmonie des vers de Racine, » ou que Boileau est assez « pédant sans qu'on l'accompagne d'un commentaire perpétuel tiré de Juvénal et d'Horace. » Supposé que Boileau soit en effet pédant, si M. Frary s'en aperçoit, c'est qu'il con-

naît lui-même son Horace ; et, pour « l'exquise harmonie » des vers de Racine, ceux-là seuls en réalité la goûtent, ne nous y trompons pas, dont l'éducation classique a formé l'oreille et l'esprit. Je le sais ; le « peuple » passe aujourd'hui pour bon juge de l'ironie de Pascal et de la sensibilité de Racine, de l'éloquence de Bossuet et du comique de Molière, de l'esprit de Voltaire et de la noblesse de Lamartine : on le lui dit du moins, et il le croit sans doute. La preuve pourtant qu'il ne l'est point, c'est que l'éloquence du plus grand des orateurs n'a jamais différé pour lui de celle d'un tribun de carrefour, et qu'aux inepties qui nous font pleurer de désespoir, il rit d'aussi bon cœur qu'aux meilleures plaisanteries de Molière. Il applaudit aussi aux tragédies de Racine, mais où il pleure, comme il dit, toutes les larmes de son corps, croyez-vous, si vous le connaissez, que ce soit à *Phèdre* ou plutôt aux *Deux Orphelines* ? Et nous, si nous distinguons, si nous mettons une différence dans la qualité de nos plaisirs, si nous rougissons d'avoir goûté les uns, si nous nous savons gré d'être capables des autres, nous le devons, sans le savoir peut-être, uniquement au bienfait de notre éducation classique, aux leçons de la Grèce et de Rome. C'est à peu près ainsi que dans l'évanouissement lent des anciennes croyances, nous pouvons cependant continuer d'être gens de bien, grâce à ce que ces croyances ont jadis insinué, dans le sang d'où nous venons, de moralité secrète et de vertu latente. Tout un passé vit toujours en nous, dont nous n'avons pas conscience, que nous raillons même ou que nous insultons parfois, mais que cependant nous ne réussissons pas à détruire en nous ; et heureusement, car c'est peut-être le meilleur de nous. Mais savoir distinguer entre ses plaisirs, vous êtes-vous demandé quelquefois ce que c'est ? Ce n'est pas seulement toute la critique, c'est tout le sentiment littéraire ; il se pourrait que ce fût encore toute la culture et toute l'éducation.

Aussi longtemps donc que l'éducation n'aura pas pour objet d'anticiper inutilement sur une expérience de la vie que la vie peut seule nous donner, mais de nous préparer à profiter de cette expérience, lorsque la vie nous l'imposera, les langues anciennes, et le latin particulièrement, devront demeurer la base même de l'éducation. Car, d'une part, le temps que l'on prétend qu'elles prennent, il n'y a pas d'autre moyen de le mieux employer, puisque les études que l'on y voudrait substituer, celle de l'histoire ou celle des langues étrangères, ne peuvent porter leurs fruits qu'à la condition de tomber elles-mêmes dans un terrain que peut seul préparer le latin. Mais, d'autre part, et conséquemment, il importe assez peu qu'une fois entrés dans la vie réelle nous relisions rarement ou jamais les *Géorgiques* ou les *Verrines*, puisqu'il ne s'agissait par

elles que de préparer le terrain, ou de l'occuper en attendant qu'il fût capable d'une autre culture. C'est ce qu'oublie M. Frary, quand il triomphe comme d'une contradiction d'entendre ceux-ci qui plaident l'utilité des études latines, — pour la connaissance pratique du français, par exemple, — et ceux-là qui fondent la noblesse de ces études sur leur inutilité même. Il n'y a pas contradiction ici ; et il est vrai que ces études sont utiles, et il est également vrai qu'elles sont inutiles. Elles sont inutiles, en ce sens qu'elles ne sauraient mener personne à la fortune, mais elles sont utiles en ce sens qu'elles assouplissent, qu'elles élargissent, qu'elles élèvent l'esprit ; ou encore, si l'on aime mieux, elles ne sont inutiles qu'autant que l'éducation est conçue comme apprentissage de la vie pratique, et le collège comme l'antichambre du comptoir ou de l'usine. Et c'est bien une manière de les concevoir, je ne dis pas le contraire, mais je demande alors ce qu'est devenu cet « enseignement secondaire élevé » que l'on nous promettait ? cet enseignement « plus conforme aux besoins d'une société nouvelle, » mais cependant « toujours littéraire ? » tout ce que l'on prétendait enfin conserver, et que l'on se trouve avoir sacrifié du même coup que l'on sacrifiait le latin ; — si peut-être on ne s'en prend au latin justement pour atteindre et renverser sous son nom quelque chose d'autre que lui-même et de plus important.

Quelles sont, en effet, ces nécessités si pressantes, au nom desquelles on demande à bref délai le bouleversement du système de notre enseignement secondaire ? J'entends bien que l'on me parle d'*évolution économique*, d', de *professions productives* et de *professions improductives*, quoi encore ? mais qu'y a-t-il sous ces grands mots, et de quelle réalité sont-ils non pas tant l'expression peut-être que le déguisement inoffensif ou la parure décente ? Tout est dans tout, sans doute, et la question de l'éducation touche à bien d'autres. Un illustre savant n'a-t-il pas établi que la grandeur politique et la prospérité commerciale de l'Angleterre dépendaient étroitement du nombre de vieilles filles que la cherté du mariage y entretient dans le célibat ? On peut donc bien prétendre que si le budget de la France, depuis quelques années, se solde en déficit, la faute en est aux programmes de l'enseignement secondaire ; on peut imputer à Virgile les maux de la crise agricole ou à Thucydide la décadence de la marine marchande ; on peut accuser le baccalauréat de préparer moins d'administrateurs pour les droits réunis que de recrues pour le socialisme. C'est seulement un jeu d'esprit dont il ne faut pas abuser. Dans une société moderne, organisme complexe, formé de tant de pièces, jointes entre elles par des ressorts si nombreux et si délicats, rien n'est

plus arbitraire que de vouloir assigner un effet déterminé à une cause déterminée, parce qu'au fond il n'en est pas un qui ne soit le produit, ou la rencontre, si je puis ainsi dire, d'une infinité de causes. En veut-on voir un exemple? Si le latin, dit M. Frary, n'était pas l'unique base de notre enseignement secondaire, il y aurait moins de bacheliers, et s'il y avait moins de bacheliers, il y aurait moins de fonctionnaires d'une part, et moins de déclassés de l'autre. Je n'en sais rien du tout, ni moi, ni M. Frary, ni personne. Quel que soit le programme des examens qu'il convienne à l'État de placer à l'entrée des carrières publiques, il y aura toujours en France plus de concurrens que de places ; mais dans l'examen du baccalauréat si l'on substitue le bas-breton ou le madécasse au latin, pourquoi veut-on que le nombre des bacheliers en soit diminué? M. Frary, dans son livre, commet perpétuellement le sophisme que l'école appelle *causa pro non causa* ; et, comme aucun de ses mérites réels n'a contribué davantage à faire le succès de sa *Question du latin*, il n'était pas superflu de noter que c'en est le principal défaut. Après cela, c'est aussi bien ce qui nous dispense d'insister davantage. De tous les raisonnemens par où M. Frary s'efforce de lier à la suppression du latin nombre de conséquences qui n'ont que des rapports extrêmement éloignés avec elle, il n'en est heureusement pas un qui ne pèche gravement en quelque endroit. L'incorrection de ses déductions en tempère à tout coup la hardiesse.

Au fond et en réalité, ce que l'on attaque dans l'enseignement secondaire classique, — je veux bien le dire à M. Frary, — ce qu'il y attaque lui-même, sans le vouloir ou sans le voir, ce n'est ni ceci, ni cela, mais essentiellement ce que cet enseignement, tel qu'il est, a, dans sa nature et dans sa constitution, de nécessairement aristocratique. C'est une supériorité que de savoir le latin ou de l'avoir appris, si peu d'ailleurs que l'on en retienne, une supériorité certaine, pour toutes les raisons que nous avons dites, et une supériorité d'autant plus importune qu'elle se fait sentir sans qu'on le veuille. On peut relever à ce sujet, dans le livre de M. Frary, quelques phrases tristement instructives : « Il est temps de précipiter les inutiles du sommet où la révolution française les a laissés, mais où l'évolution économique du XIX<sup>e</sup> siècle doit enfin les atteindre... A-t-on le droit d'employer l'argent des contribuables laborieux à faire des parasites et des déclassés?.. N'est-ce pas une injustice envers le commerce et l'industrie que d'écrémer la jeunesse au profit du barreau et de la bureaucratie?.. Nous avons, par nos lois comme par nos mœurs, maintenu la fausse hiérarchie de l'ancien régime... Il est temps de remettre les gens à leur place, de

glorifier le travail fécond, d'apprendre à la jeunesse que l'aristocratie des arts libéraux n'est plus de notre siècle. » Voilà les vrais griefs de la démocratie contre l'éducation classique; et si, par hypothèse, au lieu du latin, c'était le tamoul ou le tartare mandchou qui en formât la base, vous voyez sans difficulté qu'il n'y aurait pas à changer un seul mot dans une seule de ces phrases. Mais il est vrai que le latin ne peut qu'entretenir, nous avons dit pourquoi, l'enseignement secondaire dans ses habitudes aristocratiques, et c'est aussi pourquoi l'on s'attaque au latin d'abord. De telle sorte que si M. Frary dépense tant d'ardeur et même d'éloquence à démontrer la « stérilité » des études latines, c'est qu'il a lui-même conscience autant que personne de leur « fécondité. » C'est parce qu'il sait parfaitement qu'il y va de tout autre chose que « de casser laborieusement des noix vides, » ou de « tourner la meule pour ne produire que du son, » qu'il s'évertue en mille manières à prouver la justesse de ces comparaisons. Et pour tout dire d'un mot, il aurait fait moins d'efforts contre la « routine » s'il ne s'avouait intérieurement tout ce que la routine a de titres et d'autorité légitime sous le nom de « tradition. »

Nous touchons ici le fond de la question, en même temps que l'une des principales différences, la principale peut-être, de l'esprit aristocratique et du démocratique. L'esprit d'aristocratie tend effectivement à continuer, perpétuer, consacrer d'âge en âge les inégalités naturelles ou acquises, souvent importunes, odieuses même parfois aux individus, presque toujours utiles à la conservation et au bien de la famille, de la nation, de la race, de l'espèce. Mais, réciproquement, l'esprit démocratique, de son côté, semble tendre à replacer chaque génération qui vient à la lumière dans un état chimérique d'égalité native où les intérêts supérieurs de l'espèce, de la race, de la nation et de la famille s'effacent ou s'anéantissent devant le droit de l'individu. Autant donc il importe à l'esprit aristocratique d'entretenir le respect des traditions, et, au besoin, de les créer pour les imposer au respect, autant il importe au démocratique de les renverser à mesure et avant qu'elles aient le temps de se consolider. Ce qui paraît injuste à la démocratie, ce n'est pas qu'il y ait des millionnaires, — elle s'en accommode aussi bien que l'aristocratie, — c'est qu'il y ait des fils de millionnaires et qu'ils aient sur les autres, dès en entrant dans la vie, la supériorité de leurs millions. Ce qui paraît injuste à la démocratie, ce n'est pas qu'il y ait des distinctions entre les hommes, — tournez plutôt vos yeux du côté de l'Amérique, — c'est que ces distinctions s'héritent, et ainsi constituent un avantage à celui qui les trouve dans son berceau. Ce qui paraît injuste enfin à la dé-

mocratie, ce n'est pas qu'il y ait des hommes cultivés, c'est qu'une certaine culture en fasse les successeurs d'un long passé, et que, grâce à eux, ce passé continue de vivre dans le présent. L'idéal actuel de nos démocraties serait que ni le nom, ni la fortune, ni l'éducation, ni la culture, ni quoi que ce soit enfin ne se transmette d'un homme à un autre homme, du père à son fils, des ancêtres à leurs neveux, d'un maître à ses élèves, et qu'ainsi chaque génération qui entre dans la vie eût sa destinée tout entière à refaire. On en veut aux traditions de ce qu'elles sont les traditions, comme à l'antiquité d'être l'antiquité, parce que le temps, qui fait l'antiquité comme les traditions, est presque la seule chose dont la démocratie soit bien obligée de s'avouer qu'elle ne dispose pas.

Dieu garde la durée et nous laisse l'espace,  
 Nous pouvons sur la terre avoir toute la place...  
 . . . . .  
 Mais nous ne prendrons pas demain à l'Éternel;

et encore moins lui reprendrons-nous hier.

On oublie seulement, dans cette guerre aux traditions, que l'humanité, selon le beau mot du philosophe, se compose en réalité de plus de morts que de vivans; que la solidarité des générations à travers les âges de l'histoire est le lien même des sociétés, si peut-être elle n'en est la cause; et que la civilisation ne diffère de la barbarie par rien tant que par l'étendue, la nature et l'antiquité des traditions qu'elle représente et qu'elle continue. Oui, sans doute, il est vrai, la culture et l'éducation ne peuvent avoir d'autre objet que d'entretenir le respect, l'amour même, si l'on veut, et l'amour aveugle de ces traditions; mais il faut bien faire attention qu'en dehors de ces traditions ou de ces préjugés, s'il peut encore se former des compagnies d'assurances ou des syndicats d'intérêts, il n'y a plus, il n'y a pas, il n'y a jamais eu de société. Car les sociétés n'existent qu'autant que les hommes mettent en commun quelque chose de plus que leurs besoins physiologiques, dont les besoins industriels ou commerciaux ne sont au total que le prolongement; et ce quelque chose de plus, de quelque nom que l'on le nomme, — religion, idéal, patrie, gloire, honneur, plaisir même, — c'est tout ce qui s'enveloppe sous le nom de traditions. C'est autour d'une tradition que se sont groupés et formés les hommes en corps de nations; ce sont leurs traditions qui empêchent les peuples, à chaque moment de leur vie collective, de se désagrèger pour se disperser en poussière; c'est le prix qu'ils attachent à leurs traditions qui est pour eux le seul gage d'avenir et leur unique promesse de durée. Bien loin donc d'en affaiblir

la force ou le prestige, entretenons-en plutôt le culte, et, s'il le faut, jusqu'aux préjugés. Tous les maux, en effet, sont moindres pour un peuple que la perte de ses traditions. Et, quant aux individus, c'est vraiment alors que l'existence ne vaudrait pas la peine d'être vécue, si elle était enfermée tout entière entre l'instant de la mort et celui de la naissance, n'ayant de raison d'être, d'objet et de fin qu'elle-même.

Ces considérations, qu'il serait trop facile de développer à l'infini, ne paraîtront, je l'espère, déplacées ni oiseuses à aucun des lecteurs du livre de M. Frary. En effet, c'est son sujet même, et peu importe qu'il ait essayé de poser autrement la question, c'est ainsi qu'elle doit être posée, parce que c'est ainsi qu'en réalité elle se pose d'elle-même. Il s'agit de savoir si la meilleure préparation de l'avenir est l'ignorance ou le mépris du passé ; voilà tout le problème de l'éducation, et voilà la *Question du latin*. Après avoir détruit en France toutes les autres aristocraties, croit-on qu'il soit urgent de détruire à son tour celle de l'intelligence ? On le peut ; elle n'a rien en soi de plus respectable que les autres, ou de plus légitime ; et, à l'homme d'état qui voudra s'illustrer dans cette glorieuse entreprise, le livre de M. Frary en offre d'assez bons moyens. Il n'y a pas de doute qu'à défaut de tous ceux que l'on s'en est promis, celui-ci soit le premier effet du bouleversement de l'enseignement classique et de la suppression du latin. Mais si l'on pense, au contraire, que les démocraties, dans le siècle où nous sommes, tendent assez d'elles-mêmes et sans qu'on les y aide, à établir sur terre le règne de la médiocrité ; que la destruction de toutes les autres est justement une raison de favoriser d'autant la seule aristocratie qui nous reste ; et qu'une éducation fondée tout entière sur le culte des traditions en est le meilleur et le plus sûr moyen, on se gardera de commettre la prodigieuse maladresse que réclament d'imprudens novateurs. Et la démocratie nous en remerciera un jour, parce que l'homme, ni surtout les sociétés, ne vivent uniquement de produits manufacturés, parce qu'une civilisation purement industrielle et scientifique ne serait en réalité qu'une barbarie plus affreuse que l'ancienne, et parce qu'enfin nous lui aurons conservé tout ce qui fera, dans l'avenir comme dans le passé, le seul prix de la vie. — Tout cela, dira-t-on peut-être, dans la question du latin ? — Oui bien ; puisque M. Frary l'y a mis, et que nous ne pouvions utilement lui répondre qu'en le suivant lui-même sur le terrain où il s'était placé.

FERDINAND BRUNETIÈRE.

---

# LES MÉTÉORITES

ET LA

## CONSTITUTION DU GLOBE TERRESTRE

---

Jusqu'à la seconde moitié de ce siècle, l'imagination avait seule tenté de découvrir la nature des astres sans nombre dont les espaces sont peuplés. La science a récemment réussi à substituer à des hypothèses prématurées des idées plus exactes. Malgré les infranchissables distances qui nous en séparent, l'analyse spectrale est parvenue à pénétrer de ses investigations chimiques le soleil, les comètes, les étoiles et les nébuleuses. Elle restera une des plus belles conquêtes de ce siècle, déjà si fécond en grandes découvertes. Toutefois il nous est possible d'arriver à des résultats encore plus précis et tout autrement complets pour bien des corps extra-terrestres : ceux dont les débris échouent de temps à autre sur notre globe comme des épaves. Si nous n'avons pas le moyen d'aller jusqu'à eux, ils viennent à nous, vrais messagers d'en haut, destinés à satisfaire notre légitime curiosité. Ces fragmens de corps cosmiques, les seuls qu'il soit possible à l'homme de manier, se prêtent à un examen des plus intimes et conduisent à d'importantes inductions. Leur étude touche à des questions fondamentales de l'histoire physique de l'univers.

Dès l'antiquité, l'apparition soudaine de corps solides et incandescens dans notre atmosphère, la rapidité et le bruit de leur chute à la surface du sol, ont frappé d'étonnement, souvent de stupeur et d'effroi, ceux qui en étaient témoins.

Sans rappeler le récit biblique de la grêle de pierres qui écrasa les ennemis d'Israël à Beth Horon, lors de la victoire de Josué, il est un exemple remontant aussi à une époque très reculée. La se-



conde année de la 78<sup>e</sup> olympiade, c'est-à-dire 467 ans avant notre ère, un bloc volumineux tomba dans la chersonèse de Thrace, sur les bords de l'Ægos-Potamos, et avec des effets absolument étranges que nous a transmis la chronique de Paros, gravée sur marbre et conservée à la bibliothèque de l'université d'Oxford. La dimension de cette pierre, d'après Pline, était celle d'une double meule de moulin et son poids équivalait à la charge d'une voiture. Elle était en vénération parmi les habitans; lors de la bataille livrée soixante ans plus tard dans le voisinage, et qui mit fin à la longue guerre du Péloponèse, on lui attribua, dit Plutarque, la défaite des Athéniens.

Une masse semblable fut recueillie à Pessinonte, en Phrygie, et devint également l'objet d'un culte sous le nom de Cybèle ou de Mère des Dieux; tant il était naturel d'attribuer à des corps d'une apparition si anormale des vertus divines. Les décemvirs, gardiens des livres sibyllins, ayant annoncé que la présence de cette pierre amènerait l'expulsion des Carthaginois hors de l'Italie, on la transporta, avec l'autorisation du roi Attale I<sup>er</sup>, en 204 à Rome. La pompe qui présida à sa réception montre l'importance attachée à la possession de l'idole. L'oracle de Delphes avait prononcé qu'elle serait reçue par le plus honnête homme de la république. Scipion Nasica, qu'un sénatus-consulte proclama tel, alla recevoir la déesse protectrice au port d'Ostie. Il était suivi, au milieu des manifestations d'une joie générale, d'un cortège nombreux de dames romaines qui la portèrent au temple de la Victoire, la prenant chacune à leur tour entre les mains, non que le poids pût les fatiguer, mais afin que l'honneur fût partagé. D'après Arnobe, qui vit la pierre vénérée et l'examina attentivement, on l'avait enchâssée dans une monture d'argent. Elle était de faible dimension et d'un noir foncé; elle présentait des angles saillans et inégaux, ainsi que des aspérités irrégulières. On y admirait, comme signe miraculeux, une cavité en forme de bouche, de telle sorte qu'elle offrait grossièrement le simulacre d'un visage.

Les croyances superstitieuses qui s'attachaient aux corps d'une pareille provenance se constatèrent encore quatre cents ans plus tard, lorsque Elagabale fit venir d'Émèse, en Syrie, la pierre qu'on y adorait, comme l'image du Dieu du soleil, dont il avait pris le nom. Traînée sur un char par six chevaux blancs que l'empereur conduisait lui-même, elle suivit un chemin couvert de poussière d'or, et fut amenée dans un temple magnifique, élevé en son honneur sur le mont Palatin, qui fut consacré dès lors au culte du soleil.

La vénération qui entourait, en des lieux si divers et pendant une longue série de siècles, de simples pierres noires, d'un volume et d'un aspect ordinaires, ne saurait s'expliquer, si, confiant

dans les témoins oculaires, on n'avait généralement eu la profonde conviction qu'elles arrivaient du ciel.

De leur côté, les antiques chroniques chinoises contiennent le souvenir et les dates de chûtes analogues, auxquelles on attribuait une influence sur les événemens contemporains.

Parmi les apparitions du même genre qui, au moyen âge, attirèrent l'attention, je n'en mentionnerai qu'une, celle d'Ensisheim, en Alsace. « L'an 1492, le 7 novembre, dit une chronique du temps, entre onze heures et midi, il advint un grand coup de tonnerre et un long fracas qu'on entendit au loin, à Villingen, à Lucerne et autres lieux ; l'on crut que des maisons avaient été renversées. Au même moment, il tomba dans le bourg d'Ensisheim une pierre pesante 260 livres. L'empereur Maximilien, présent dans cette localité, permit d'en détacher deux fragmens : il garda l'un et envoya l'autre au duc Sigismond d'Autriche ; puis il la fit suspendre à la voûte de l'église par une chaîne de fer. » Aujourd'hui encore, elle est conservée dans la maison communale d'Ensisheim.

Malgré des témoignages nombreux et authentiques qui se succédèrent à bien des reprises pendant plus de vingt siècles, l'arrivée de corps célestes sur notre globe rencontrait encore, il y a cent ans, l'incrédulité des esprits les plus cultivés. A l'inverse de ce qui se produit d'ordinaire, le progrès même des connaissances fournissait des objections contre la vérité. L'explication la plus naturelle de ces faits étranges était de leur attribuer une origine extraterrestre ; mais une telle supposition semblait en contradiction avec les lois immuables qui président à la marche des corps célestes. En présence de cette admirable ordonnance, la plus majestueuse qu'il soit donné à l'homme de contempler, on ne pouvait croire à l'existence de phénomènes irréguliers. Était-il permis d'admettre des accidens brusques dans les orbites normales des astres, comparables à ce que nous connaissons aujourd'hui sous le nom de déraillemens ; des perturbations s'annonçant tout à coup par un bruit formidable, au milieu des mouvemens silencieux d'un si merveilleux mécanisme ? Dans l'impossibilité de comprendre ces anomalies apparentes, on trouvait plus simple d'en nier la réalité. Cependant que l'on ne se montre pas trop sévère à l'égard de cette négation obstinée ; car les fables et les particularités fantastiques, dont le récit des observations ne tardait pas à être surchargé, contribuaient nécessairement à provoquer l'incrédulité. Une si opiniâtre résistance à l'évidence contraste avec la naïveté enfantine qui accueille souvent, même encore de nos jours, l'affirmation erronée de certains faits physiques.

Ces grandes questions, comme bien d'autres, avaient occupé les philosophes de la Grèce. Anaxagore se figurait tous les corps cé-

lestes comme des « fragmens de roches que l'éther, par la force de son mouvement giratoire, aurait arrachés au globe terrestre, enflammés et transformés en étoiles. » Le ciel était considéré comme une voûte solide, composée de grosses pierres que la rapidité du mouvement circulaire tenait éloignées de la terre, où elles retomberaient si ce mouvement venait à s'arrêter. Quant à Diogène d'Apolonie, il avait, par une singulière perspicacité, émis à ce sujet une vue aussi rapprochée de la vérité que le permettaient les connaissances de son temps ; suivant lui, « parmi les étoiles visibles se meuvent aussi des étoiles invisibles, auxquelles, par conséquent, on ne peut donner ce nom. Celles-ci tombent souvent sur la terre et s'éteignent, comme cette étoile de pierre qui tomba tout en feu près d'Ægos-Potamos. »

Ce fut seulement à la fin du dernier siècle que des conditions particulièrement favorables à des observations exactes apportèrent une démonstration sans réplique. La conviction devint générale et complète, à la suite des chutes qui eurent lieu dans l'Inde, près de Bénarès, le 13 décembre 1798, à huit heures du soir, en présence d'un grand nombre de spectateurs ; et, plus près de nous, à L'Aigle, dans le département de l'Orne, le 26 avril 1803, à une heure de l'après-midi. Biot, sur une mission de notre Académie des Sciences, alla relever minutieusement tous les caractères de cette dernière.

Les corps que l'on a nommés *aérolithes*, *uranolithes*, et plus généralement *météorites*, n'offrent pas seulement de l'intérêt au point de vue de leur provenance et de la cause qui les fait échouer subitement sur notre planète, elles en présentent aussi par leur constitution. C'est ce dernier caractère qui va surtout nous occuper, après un exposé succinct des circonstances dans lesquelles ils arrivent jusqu'à nous.

## I.

Les phénomènes qui précèdent et accompagnent les chutes de météorites varient dans bien des détails secondaires ; ils présentent néanmoins un ensemble de caractères généraux, qui se reproduisent avec constance à chaque apparition et suffiraient pour prouver d'une manière incontestable que l'origine de ces corps est étrangère à notre planète, lors même que leur nature n'offrirait rien de particulier (1).

D'abord apparaît un globe de feu ou bolide, dont l'éclat est assez vif pour illuminer toute l'atmosphère, lorsqu'il survient la nuit, et, s'il arrive le jour, pour être visible en plein midi. A mesure qu'il

(1) Comme exemple, on peut voir, dans la *Revue* du 15 juillet 1864, l'étude de M. Jamin, intitulée *le Bolide du 14 mai 1864, les Aérolithes et les étoiles filantes*.

approche, sa dimension apparente s'accroît. Il décrit une trajectoire que son incandescence permet d'apercevoir au loin et qui, fait digne de remarque, est très faiblement inclinée à l'horizon. Ainsi, le bolide qui, le 14 mai 1864, vers huit heures du soir, accompagna une chute de météorites à Orgueil, dans le département de Tarn-et-Garonne, fut signalé à Gisors, c'est-à-dire à plus de 500 kilomètres de distance. D'après des observations qui ont pu être faites dans cette circonstance, en beaucoup de points et avec précision, à cause de la sérénité du ciel et de l'heure peu avancée de la nuit, le globe lumineux a été suivi, marchant de l'ouest vers l'est, à partir de Santander et d'autres localités des côtes d'Espagne jusqu'au point de la chute finale. La hauteur à laquelle commencent à luire les bolides d'où proviennent les météorites a pu être calculée dans plusieurs cas, au moyen de données simultanément recueillies en différens lieux. Elle a été évaluée à 60 kilomètres et plus : elle correspond donc aux parties supérieures de notre atmosphère. Un autre caractère suffirait pour dénoter une provenance cosmique ; c'est leur excessive vitesse, qui surpasse tout ce que nous connaissons sur la terre : tandis qu'une locomotive parcourt 30 mètres à la seconde et un boulet de canon 500 mètres, le bolide en franchit 30,000 à 60,000. Une telle vitesse est tout à fait du même ordre que celle des planètes lancées dans leurs orbites.

Après un trajet plus ou moins long, le bolide éclate avec un bruit qui a été comparé à celui du tonnerre, du canon ou de la mousqueterie, suivant la distance à laquelle se trouvaient les observateurs. Rarement la détonation est unique ; il y en a deux, bien plus souvent trois. Parfois elles sont assez violentes pour secouer fortement les maisons, de manière à faire croire à un tremblement de terre, comme il est arrivé, le 12 février 1875, dans l'état de Iowa. Elles se font entendre sur une grande étendue de pays : celles d'Orgueil ont retenti sur plus de 360 kilomètres. Si l'on réfléchit que ces détonations prennent naissance à des hauteurs où l'air très raréfié se prête fort mal à la propagation du son, on sera convaincu qu'elles doivent être extrêmement violentes. Souvent on aperçoit une traînée de vapeurs dans les régions de l'atmosphère qu'a traversées le météore.

Tous ces phénomènes se manifestent, non-seulement dans les régions les plus diverses du globe, mais en toute saison, à toute heure, souvent par un temps serein et sans aucun nuage ; les orages et les trombes n'y ont donc aucune part. En outre, les bolides arrivent dans toutes les directions. La vitesse que nous observons n'étant que relative doit varier, suivant la manière dont leur trajectoire est orientée par rapport au sens du déplacement de la terre.

A la suite de ces divers préludes, l'observateur qui se trouve convenablement placé entend un sifflement comme celui que produisent les projectiles des armes à feu, boulets et bombes. En Chine on l'a comparé, d'après Abel de Rémusat, au bruissement des ailes des oies sauvages ou encore à celui d'une étoffe qu'on déchire. Il est dû au passage dans l'air et à l'arrivée sur le sol d'une ou de plusieurs masses solides.

La configuration extérieure des météorites est avant tout remarquable par un aspect fragmentaire, c'est-à-dire par des formes anguleuses et une ressemblance constante avec des polyèdres irréguliers, dont les arêtes auraient été émoussées.

Le nombre des pierres d'une même chute est extrêmement variable : souvent on en a ramassé une seule ; quelquefois plusieurs, et, dans certains cas, des centaines et des milliers. La chute qui eut, lieu en Hongrie, près de Knyahinya, le 9 juin 1866, en a fourni environ mille, et celle de L'Aigle trois mille. Le 30 janvier 1868, il est tombé aux environs de Pultusk, en Pologne, une grêle de pierres encore plus nombreuses ; neuf cents d'entre elles ont été communiquées au Muséum. Il y a donc comme des essaims ou averses de météorites. Au moment où ces pierres nous arrivent, elles n'ont plus qu'une faible vitesse comparativement à celle que possédait, antérieurement à son explosion, le bolide dont elles ne sont sans doute que des débris. Quand elles sont volumineuses, elles peuvent s'enfouir de quelques décimètres dans un sol peu résistant et y rester inaperçues.

Après des préliminaires aussi intenses de lumière et de bruit, ce n'est pas sans étonnement que l'on constate la petitesse des masses retrouvées sur le sol. Parmi les plus lourdes, signalons le fer météorique de Charcas, au Mexique, du poids de 780 kilogrammes. Les blocs de fer trouvés au Brésil, à Sainte-Catherine, en 1875, en atteignaient 25,000 ; c'est le chiffre maximum connu. Pour les pierres proprement dites, celles de plus de 300 kilogrammes, comme il en est tombé une à New Concord, le 1<sup>er</sup> mai 1860, sont une rare exception, et le poids de 50 kilogrammes n'a pas été souvent dépassé. Aucun des échantillons de l'abondante chute de L'Aigle n'excédait neuf kilogrammes ; parmi les milliers recueillis à Pultusk, le plus lourd était de ce poids, quoique le total ait été évalué à 600 kilogrammes. Il est des météorites entières qui sont seulement de plusieurs grammes, c'est-à-dire qu'elles ont le volume d'un œuf de poule, d'une noix ou même d'une noisette. Grâce à l'existence d'une couche de neige, on en a observé de plus petites encore, le 1<sup>er</sup> janvier 1869, en Suède, à Hessle près d'Upsal : beaucoup ne pesaient que quelques décigrammes et l'une descendait à six centigrammes. Ces petits grains, il importe de le remarquer, n'étaient pas des frag-

mens produits par le choc de morceaux plus gros contre le sol : chacun constitue bien une météorite complète, puisqu'il est entièrement enveloppé d'une croûte frittée, c'est-à-dire demi-fondue. Si jusqu'alors on n'en avait pas signalé d'aussi minimes, cela s'explique par la difficulté de distinguer de telles parcelles au milieu des matériaux qui composent en général la surface du sol, et dans lesquels elles se perdent.

Quand il s'agit de débris d'astres, on ne saurait s'empêcher d'être surpris de dimensions aussi insignifiantes, même quand on considère, non-seulement les météorites isolées, mais le total de ce qu'on recueille à la suite des chutes les plus volumineuses. Comment ne s'en trouve-t-il pas de comparables à l'une de nos montagnes ou pour le moins à l'une de nos collines? Ce ne sont que de menus fragmens, comme des décombres, une sorte de gravois cosmique.

Lorsque les météorites d'une même chute sont nombreuses, elles se répartissent en divers points compris dans un ovale très allongé, dont l'axe correspond à la direction de la trajectoire et dans lequel elles sont pour ainsi dire triées par ordre de grosseur. A Orgueil, cette aire de projection, sur laquelle des pierres ont été recueillies en une soixantaine de points, avait 20 kilomètres de longueur sur 4 de largeur : sa principale dimension s'étendait de l'ouest à l'est, c'est-à-dire dans le sens du mouvement du bolide. L'essaim était tombé un peu au-delà du point au-dessus duquel avaient eu lieu la détonation et la rupture finales. Les plus grosses météorites se trouvaient à l'avant de cette sorte d'ellipse ; les plus petites à l'arrière ; leur triage paraît donc bien avoir été produit par l'inégale résistance que l'air opposait à ces projectiles selon leur masse.

Au moment de leur arrivée sur le sol, les météorites ne sont plus incandescentes, mais encore si chaudes qu'on ne peut les manier. Toutefois cette chaleur est limitée à leur surface ; à l'intérieur, elles sont extraordinairement froides. Lors d'une chute qui eut lieu dans l'Inde à Dhurmsalla, le 14 juillet 1860, des spectateurs s'étant empressés de briser des pierres, brûlantes à l'extérieur, furent singulièrement surpris de les trouver glaciales dans leurs cassures et de ne pouvoir, pour des causes contraires, les toucher d'aucune manière : suivant la spirituelle expression d'Agassiz, c'était la reproduction de la *glace frite* des cuisiniers chinois. Une observation semblable a été faite, le 16 mai 1883, sur des pierres tombées à Alfianello, non loin de Brescia. Ce contraste entre la partie centrale qui conserve encore le froid intense des espaces planétaires et la partie superficielle qui, quelques instans auparavant, était incandescente, se comprend facilement, à cause de la faible conductibilité des substances pierreuses et du temps très court pendant lequel elles ont été échauffées.

Il est un effet de cette chaleur qui persiste et se manifeste, dès la première vue, comme un caractère absolument général des météorites. C'est une croûte noire qui recouvre chacune d'elles en totalité. D'une épaisseur qui n'atteint pas un millimètre, elle est presque toujours mate ; cependant elle est luisante comme un émail sur quelques types particulièrement fusibles. La haute température que chacun de ces corps a éprouvée, dans son parcours à travers l'atmosphère terrestre, est évidemment la cause de l'écorce noire et frittée dont elles sont revêtues comme d'un vernis, témoignage permanent de la chaleur qui les a enveloppées pendant quelques instans. L'étincelle de la foudre produit aussi sur les roches qu'elle frappe une vitrification, assez fréquemment observable à la surface de celles qui forment le sommet de montagnes isolées, telles que le Mont-Blanc et le Pic du Midi de Bigorre. C'est à cause de cette ressemblance que les pierres tombées à Lucé (Sarthe), en 1768, furent considérées comme des fragmens terrestres émaillés par la foudre.

L'incandescence dont on constate ainsi l'effet, après l'avoir reconnue à distance sur l'éblouissant bolide, résulte de la vitesse extrêmement grande avec laquelle ce dernier pénètre dans l'atmosphère. L'air refoulé développe une quantité de chaleur énorme, non par le frottement, mais par une compression subite, comme dans l'expérience bien connue du briquet à air qui allume l'amadou. Un calcul fondé sur les principes de la théorie mécanique de la chaleur peut en rendre compte. Entourée de gaz incandescens, la masse solide le devient elle-même.

Malheureusement il est très rarement possible de trouver les fragmens que projettent les bolides ; il faut des circonstances tout à fait exceptionnelles, même dans des pays très peuplés, pour qu'on les découvre au milieu des détritns du sol et sous la végétation qui le cache ordinairement. C'est par une illusion que l'observateur croit toujours les voir tomber non loin de lui ; aussi les cherche-t-il vainement. D'ailleurs, selon les probabilités, les trois quarts doivent être engloutis par la mer.

Si on part du chiffre annuel de trois chutes, moyenne de ce qui a été observé en Europe, et qu'on admette que cette portion de la terre ne soit pas particulièrement favorisée, on arrive pour toute la surface du globe à un total de cent-quatre-vingts par an. Mais comme elles doivent rester souvent inaperçues, en portant ce nombre au triple seulement, ce qui fait environ six cents, on reste certainement beaucoup au-dessous de la réalité. C'est donc un phénomène journalier.

On ignore de quelles régions des espaces célestes les météo-

rites sont originaires, et quelles sortes de routes elles y suivaient avant que l'action de la gravité les eut fait tout à coup tomber sur la terre. Elles ont été autrefois considérées comme émanant de l'astre le plus rapproché de nous et comme des produits rejetés par de prétendus volcans de la lune encore en activité. Dans cette hypothèse, il faut admettre qu'elles seraient lancées par l'éruption avec une vitesse assez grande pour dépasser le point neutre, c'est-à-dire le point où un corps se trouverait également attiré par notre satellite et par la terre. Le calcul montre que cette vitesse devrait être au moins égale à 2,270 mètres par seconde, ou environ cinq fois celle d'un boulet de canon ; si elle était moindre, la masse retomberait sur la lune. Une autre supposition mérite plus de crédit. Outre les planètes comprises en très grand nombre entre Mars et Jupiter, il paraît y avoir, comme l'avait déjà supposé Chladni, une multitude de petits corps ou astéroïdes, dont les orbites s'enchevêtreraient entre elles et avec celles des grosses planètes, de manière à rencontrer de temps à autre ces dernières. Ces astéroïdes, trop peu volumineux pour être visibles dans les espaces interplanétaires, nous resteraient à jamais inconnus sans leurs invasions dans notre atmosphère. Ils semblent être des débris et comme la monnaie d'une seule et même planète, qui aurait été rompue, peut-être par une explosion. Rien d'ailleurs, depuis que les belles recherches de M. Schiaparelli ont rattaché à des comètes les essaims périodiques d'étoiles filantes, ne permet d'assurer que les météorites ne viennent pas de parties du ciel encore plus éloignées et situées en dehors de notre système solaire.

Les étoiles filantes nous arrivent par millions à des époques périodiques, et l'on évalue à plusieurs milliards le nombre de celles qui se dirigent vers notre globe dans une seule année. Elles ont une certaine ressemblance avec les météorites par la soudaineté de leur chute dans notre atmosphère et l'excessive rapidité de leur mouvement, mais elles en diffèrent par un caractère important. Les habitants du Midi de la France et de l'Algérie ont pu contempler, le 27 novembre dernier, de cinq heures à onze heures du soir, dans un ciel serein, une averse particulièrement abondante, nouvelle apparition des essaims constatés treize années auparavant, jour pour jour, le 27 novembre 1872 ; le phénomène est dû, selon toute probabilité, à la rencontre de la terre avec un courant de substances qui proviennent de la comète périodique de Biéla et continuent à suivre dans l'espace une route régulière. Cependant une telle invasion de corps cosmiques n'a amené la chute d'aucune météorite à la surface du sol. Les étoiles filantes participent à la nature des comètes, démembrées et comme égrenées par des actions perturbatrices, tandis



que les météorites paraissent avoir un lien de parenté avec les planètes. Entre les unes et les autres il y a la différence qui sépare les gaz et les vapeurs des corps solides.

## II.

On croit quelquefois que, se montrant incandescentes dans notre atmosphère, les météorites y ont subi une fusion complète. Nous avons déjà dit qu'il n'en est rien. Leur chaleur restant tout à fait superficielle, ces corps sont exactement ce qu'ils étaient dans les espaces, et ils nous apprennent quelle est la nature des astres dont ils dérivent. C'est pourquoi nous croyons devoir signaler leur constitution, sauf à entrer dans quelques considérations qui paraîtront peut-être un peu arides.

Un premier fait ressort de centaines d'analyses dues aux chimistes les plus éminents : c'est que les météorites ne nous ont jamais apporté aucun corps simple étranger à notre globe. Ceux qu'on a reconnus avec certitude sont au nombre de vingt-deux, parmi lesquels le fer, le silicium, l'oxygène, le magnésium, le nickel, le soufre, le phosphore et le carbone sont les plus importants.

Quoique revêtues toutes de cette enveloppe noire qui en est comme la livrée, les météorites examinées dans leur cassure offrent, à côté de traits de similitude, des différences considérables. Leurs divers types ont été répartis en quatre groupes, depuis le fer massif jusqu'à des pierres dépourvues de fer.

Les masses composées de ce métal et connues sous le nom de fers météoriques sont celles qui frappent tout d'abord l'attention. Le fer y est toujours allié à du nickel et à quelques autres métaux ; du carbone libre ou combiné leur est associé comme dans nos aciers ; du sulfure et du phosphore de fer y sont très souvent disséminés sous forme de globules et de grains. La structure des fers météoriques offre une particularité qui les fait reconnaître : si, après en avoir poli une surface, on la mouille avec un acide, on y voit immédiatement apparaître un grand nombre de lignes droites, rappelant par leur finesse et leur parallélisme une série de coups de burin et, s'entre-croisant, comme en réseau, selon des configurations géométriquement régulières. Ces dessins, dits figures de Widmanstaetten, du nom du savant qui les a le premier signalées, résultent de ce que le métal n'est pas de constitution homogène. Il se compose de deux alliages de fer et de nickel, à l'état cristallisé : l'un d'eux, sur lequel l'acide ne mord pas, ressort en relief sur l'autre qui est attaqué. Comme les météorites de ce groupe se distinguent de toutes les autres en ce qu'elles sont exemptes de matières pierreuses, elles ont reçu le nom d'*holosidères*, c'est-à-dire *tout fer*. Ces dernières

chutes sont incomparablement plus rares, au moins à l'époque actuelle, que celles de masses pierreuses. Dans un siècle et demi, il n'en a été observé que deux en Europe : une en 1751, à Braunau, en Bohême ; l'autre à Agram, en Croatie, en 1847. En Sibérie, aux États-Unis, au Brésil et ailleurs, on a rencontré à la surface du sol des blocs de fer métallique, auxquels leur isolement, leur constitution, ainsi que leur contraste avec toutes les roches environnantes, autorisent à assigner une origine extra-terrestre, avec autant de certitude que si on les avait vus tomber.

Outre le fer métallique, les météorites renferment le plus ordinairement des substances pierreuses, qui consistent en silicates. On sait que la silice ou acide silicique, à l'état isolé, est représentée dans l'écorce terrestre par le quartz et le silex que nous foulons sans cesse aux pieds, le plus souvent en grains de sable, quelquefois en masses cohérentes. A l'état de combinaison, c'est-à-dire de silicates, la silice forme des espèces, dont plusieurs sont des plus abondantes dans le règne minéral. Il en est deux qui, d'autre part, font partie essentielle des météorites, et qu'il est nécessaire de nommer ici : d'abord le péridot, ayant la magnésie et le protoxyde de fer pour bases ; puis le pyroxène, formé des mêmes élémens, mais avec une proportion d'acide silicique double de celle du péridot. Selon la quantité relative et le mode d'association du métal et des substances pierreuses, on distingue trois autres groupes de météorites qui sont à placer à la suite des fers massifs.

Quelquefois, les deux silicates précités sont en faible proportion et disséminés en grains dans le fer métallique qui fait continuité, d'où leur nom de *syssidères* ; ils sont logés dans les cavités d'une sorte d'éponge métallique. C'est un intermédiaire entre le premier groupe et les deux derniers, dans lesquels se rangent les masses essentiellement pierreuses. Comme exemples, on peut citer celle que le naturaliste Pallas a découverte à Krasnojarsk, en Sibérie, ainsi que de très nombreuses ren, contrées éparses au Chili, dans le désert d'Atacama.

C'est au troisième groupe qu'appartiennent la plupart des météorites. Ici le fer métallique ne se trouve plus qu'en grains isolés et irréguliers, disséminés dans la pâte pierreuse ; cette disposition, inverse de la précédente, est rappelée par le nom de *sporadosidères*. Les parcelles de fer varient de la grosseur d'une noisette à celle de grains à peine visibles, ou même de poussières microscopiques. Quant à la matière pierreuse, en général, elle se compose, comme dans le second groupe, d'un mélange de péridot et de pyroxène, que l'action des acides sépare facilement l'un de l'autre.

Enfin, les météorites, comparativement peu nombreuses, dans lesquelles on ne distingue aucune parcelle de fer métallique, ont

reçu le nom d'*asidères*. Les plus intéressantes d'entre elles, dites charbonneuses, se font remarquer tout d'abord par un noir mat et un aspect rappelant tout à fait un charbon de tourbe compacte ou un lignite. A la substance pierreuse des deux groupes précédens est associé du charbon, non à l'état de liberté, c'est-à-dire de graphite, comme dans les fers météoriques, mais en combinaison avec de l'hydrogène et de l'oxygène, de même que dans certains produits de la décomposition de matières végétales. Cette ressemblance a naturellement conduit à y rechercher des vestiges d'êtres organisés ; mais les observations les plus délicates n'en ont décelé aucune trace. Quoi qu'il en soit de leur origine, la présence de ces matières altérables par la chaleur suffirait pour démontrer que les météorites étaient froides au moment de leur entrée dans l'atmosphère ; leur intérieur a été préservé, lors de l'incandescence qui en a fondu la surface. Quatre chutes de météorites charbonneuses sont représentées dans nos collections ; l'une a eu lieu à Alais (Gard), le 15 mars 1806 ; une autre à Cold-Bokkeweld (cap de Bonne-Espérance), le 13 octobre 1838 ; la troisième, à Kaba, en Hongrie, le 15 avril 1857, et, la dernière à Orgueil, le 14 mai 1864.

Au milieu de la diversité que présentent les échantillons de près de quatre cents chutes, il est fort remarquable de voir que des météorites tombées à des époques fort différentes et dans des pays très éloignés les uns des autres, rentrent non-seulement dans le même type, mais que parfois elles offrent une identité si complète qu'un examen minéralogique attentif ne peut en faire distinguer les fragmens respectifs.

### III.

Rien n'est plus frappant dans la forme extérieure des météorites qu'un aspect général annonçant qu'elles sont des parties d'un corps brisé. Que l'on rapproche les centaines ou même les milliers de pierres d'une même chute, celles de Pultusk, par exemple, on verra qu'elles offrent des formes polyédriques, comme les fragmens de roches concassées ou *macadam*, qui servent à l'empierrement de nos voies publiques, avec cette seule différence toutefois que leurs arêtes sont plus ou moins émoussées. Il est surprenant de trouver ces mêmes configurations fragmentaires et anguleuses dans les fers météoriques eux-mêmes, tels que ceux de Caille et de Charcas : ce dernier rappelle la forme d'un tronc de pyramide triangulaire, tandis que le premier offre des marques évidentes de déchirement. La malléabilité et l'extrême ténacité du métal ne l'ont pas préservé d'une rupture violente.

Longtemps il a paru impossible qu'un tel effet pût résulter de la seule action de l'air, d'autant plus qu'il se produit dans des régions où ce fluide, dans son état normal, est extrêmement raréfié. Mais le problème s'est éclairci depuis que les substances explosives, récemment mises en usage dans l'industrie, nous ont appris quel prodigieux degré de puissance atteint la force des gaz, même en petite quantité, lorsqu'ils sont subitement animés d'une tension considérable. Ainsi, un kilogramme de dynamite brise par son explosion des prismes d'acier, dont une pression d'un million de kilogrammes opérerait à peine la rupture. Or des conditions en tout semblables, un calcul assez simple peut le faire voir, se réalisent dans les couches supérieures de l'atmosphère, quelque faible que soit leur densité, au moment où un bolide, animé de sa vitesse planétaire, vient les frapper : il comprime l'air avec une vitesse trop grande pour que ce gaz puisse dans le même temps transmettre un mouvement égal à ses propres molécules. C'est alors que, dans des détonations successives causées par une rotation obligée, les fers et les corps les plus tenaces éclatent et se fractionnent, comme sous le choc d'un marteau-pilon.

Outre la forme fragmentaire, il est à la surface des météorites un trait non moins caractéristique, qui reste aussi comme un témoin de la violence des actions mécaniques que le refoulement de l'air leur a fait éprouver. Ce sont des cavités arrondies, comparables à l'empreinte plus ou moins profonde que produit la pression du doigt sur une pâte molle ; sans se préoccuper de la différence complète dans les causes, on les a désignées autrefois sous le nom de *coups de ponce*, en allemand *fingerabdrücke*. Parfois, en s'alignant, elles prennent la configuration d'encoches analogues à la bouche qui paraissait surnaturelle dans l'antique pierre de Pessinonte. Ces cavités se rencontrent dans les météorites pierreuses ; elles sont surtout caractérisées dans les fers massifs. Ceux d'Agram et de Braunau, dont les chutes ont été mentionnées plus haut, aussi bien que ceux de Caille (Var), de Charcas et de San-Francisco-del-Mezquital (Mexique), que l'on voit dans la collection du Muséum au milieu de météorites provenant de plus de trois cents chutes, en offrent des exemples remarquables. Ces sortes d'excoriations ont été attribuées longtemps à ce que la météorite aurait éclaté çà et là, sous l'application de la chaleur brusque et intense qu'elle éprouve dans son trajet aérien. Mais des expériences de plusieurs sortes prouvent qu'il n'en est pas ainsi.

Au milieu de l'air qu'il a fortement comprimé et échauffé, le bolide se trouve dans les mêmes conditions que si, étant lui-même au repos, il était soumis au choc de gaz à très haute tension produits par l'explosion de la poudre ou de la dynamite. C'est en

intervertissant ainsi les rôles qu'on a pu aborder expérimentalement le problème.

Les grains de poudre de gros calibre qui tombent souvent de la bouche du canon au moment de l'explosion, et s'éteignent aussitôt qu'ils arrivent à l'air, offrent une surface profondément creusée sous forme de cupules, ressemblant tout à fait à celles des météorites. Dans le tir des pièces d'artillerie, le cylindre d'acier qui sert de canal de mise à feu, lorsqu'il s'y produit des fuites de gaz, subit aussi des excavations qui s'approfondissent rapidement. Comme celles des grains de poudre, elles sont dues à l'action érosive des gaz qui tourbillonnent rapidement, tout en exerçant une forte pression. A l'aide de la dynamite, on obtient sur des pièces de fer, d'acier ou de fonte, des cupules encore bien plus caractérisées, et alors l'action est instantanée, de même que dans le cas des bolides. Les surfaces sphéroïdales qui s'entrecoupent et sont l'empreinte des mouvemens giratoires des gaz rappellent exactement les cupules des météorites. Il y a en effet analogie dans les causes. Lorsque les bolides entrent dans l'atmosphère, animés de leur énorme vitesse, l'avant de ces projectiles refoule l'air, qui, en tourbillonnant sous de telles pressions, pratique un taraudage semblable. Cette action mécanique est, d'ailleurs, accompagnée et renforcée d'une action chimique due à la nature combustible du fer, à ces hautes températures. Les cupules ou *piésoglytes*, c'est-à-dire gravées par la pression, sont donc le stigmatisme caractéristique et durable des tourbillons gazeux qui les ont engendrées : ceux-ci se sont gravés eux-mêmes et en quelque sorte enregistres, à la manière de ce qu'on réalise dans plusieurs expériences démonstratives de physique et de mécanique.

Quoique les cupules se creusent seulement sur la face qui est exposée à la pression directe des gaz, les météorites en présentent sur plusieurs de leurs parties, et souvent même sur leur surface entière. Cela provient de ce que l'astéroïde, dans sa translation à travers l'air, était nécessairement animé d'un mouvement de rotation, ainsi qu'il arrive à tous les projectiles de forme irrégulière ; il a donc mis successivement en avant, c'est-à-dire présenté comme une proue diverses parties de lui-même, qui ont ainsi été poinçonnées plus ou moins complètement par le choc de l'air.

#### IV.

A ces phénomènes mécaniques des bolides se rattache l'arrivée de poussières de provenance céleste.

Avant tout, il faut bien faire la part des poussières ordinaires et tout à fait prédominantes, d'origine terrestre. Les sables, les

limons fins et les matières incohérentes de toutes sortes qui, généralement, constituent l'épiderme du sol, sont facilement entraînés par des courans d'air. Les nuages poudreux que nous voyons à tout instant s'agiter autour de nous ne donnent qu'une faible idée de l'importance qu'acquièrent ces transports, sous l'influence de vents violens et surtout persistans. La cendre de l'incendie de la ville de Chicago est parvenue aux Açores quatre jours après le commencement de la catastrophe, avec une odeur empyreumatique qui faisait supposer qu'elle provenait de l'incendie d'une forêt du continent américain. Les sables du Sahara sont la cause de nuages bien connus dans les îles du Cap-Vert, sous le nom de brume rousse. On en a observé de temps à autre une couche assez épaisse, saupoudrant le pont de vaisseaux qui naviguaient à plus de 1,600 kilomètres de la côte occidentale d'Afrique. Parfois, l'atmosphère en est tellement obscurcie que des navires ne peuvent se diriger dans ces parages et s'y perdent. Dans une partie de la Chine, les habitans sont tout à fait habitués à un semblable trouble de l'atmosphère; il n'y a pas d'année où il ne prenne assez d'intensité pour voiler l'éclat du soleil pendant plusieurs jours et devenir extrêmement incommode pour les personnes. En compensation, ces poussières apporteraient avec elles, d'après d'anciennes traditions, la fertilité au sol.

Sans aller aussi loin, en France, nous pouvons constater l'influence utile et fécondante des poussières atmosphériques. D'après M. Alluard, lorsqu'on séjourne au sommet du Puy de Dôme, on y est souvent frappé par un singulier contraste : à l'est, toute la Limagne apparaît presque constamment à travers un léger brouillard, tandis qu'à l'ouest l'air a une transparence parfaite. La cause en est dans la chaîne des Dômes, avec ses cinquante volcans éteints, leurs coulées de laves et leurs menues déjections volcaniques répandues à profusion. Il a été reconnu, à l'observatoire installé au sommet du Puy de Dôme, qu'à cette altitude de 1,500 mètres l'air est habituellement très agité et que les vents y acquièrent souvent une vitesse de 10 à 24 mètres par seconde. Ces vents presque constans balaient le plateau des Dômes et transportent au loin les poussières les plus fines qui se trouvent sur leur parcours. Or celles-ci renferment des élémens fertilisans par excellence, l'acide phosphorique, la potasse et la chaux; de plus, leur extrême ténuité est des plus favorables à l'assimilation des plantes. Elles contribuent donc, d'une manière permanente, à l'inépuisable richesse de la plaine de la Limagne.

Bien plus que les anciens volcans de l'Auvergne, les volcans actuels sont la source d'abondantes poussières. Leurs éruptions lancent dans l'atmosphère des roches pulvérisées, incorrectement

qualifiées de cendres. De là aussi des transports lointains, dont il serait facile de citer maints exemples. Dans la nuit du 29 au 30 mai 1875, les habitans de la Suède et de la Norvège furent surpris par la chute d'une poussière grise, consistant en pierres ponce pulvérisées qui avaient été rejetées en très grandes quantités par les volcans de l'Islande. On n'a pas oublié que les produits de la catastrophe du détroit de la Sonde, des 27 et 28 août 1883, ont été mis en circulation sur une grande partie du globe.

Rappelons en passant que les poussières de l'air ne sont pas seulement minérales; souvent des corps organisés, animaux et végétaux, tels que des carapaces d'infusoires, des grains de pollen, des sporules, en forment une partie notable, si ce n'est la totalité. Lorsque l'eau atmosphérique rencontre sur son passage des poussières d'une espèce ou d'une autre, elle se les incorpore et produit des pluies boueuses qui ne sont pas rares. Il en est de teinte rouge qui ont autrefois été désignées sous le nom de pluies de sang, comme en décrit le livre des prodiges de Leucosthène.

Mais il est des poussières qui, incontestablement, nous arrivent de régions tout à fait étrangères à notre globe. A ce point de vue, les météorites charbonneuses d'Orgueil nous fournissent un premier document intéressant. Elles sont si friables qu'elles se réduisent en poudre sous la simple pression des doigts et qu'elles se seraient probablement pulvérisées dans leur trajet, si la croûte formée par la chaleur développée à leur entrée dans l'air ne les avait entourées et protégées. De plus, dès que les aérolithes de cette espèce sont mouillés par une faible quantité d'eau, ils se désagrègent complètement et se réduisent en particules extrêmement fines, par suite de la dissolution des sels alcalins qui en formaient comme le ciment. D'après cette propriété, si, le 14 mai 1864, le ciel n'avait pas été tout à fait serein, mais pluvieux, ou si une couche de nuages s'était rencontrée sur le passage des météorites d'Orgueil, celles-ci auraient disparu dans leur trajet, et, au lieu de les recueillir, on n'aurait pu observer à la surface du sol qu'une boue visqueuse et noire.

C'est habituellement dans des circonstances tout autres, et sans l'intervention de l'eau, que l'on saisit l'arrivée de poussières extraterrestres. Dans leur parcours, les bolides à météorites sont suivis d'une traînée d'abord brillante, puis obscure, comme celle qui paraît après la combustion d'une pièce d'artifice. Elle prend et conserve, pendant un temps plus ou moins long, la disposition de la trajectoire en se substituant au sillon lumineux. Cette sorte de queue est due sans doute à des parcelles détachées du bolide, qui restent en suspension dans l'atmosphère et sont peu à peu disper-

sées par les courans aériens. Ces poussières se produisent surtout au moment et comme une conséquence des détonations ; alors elles forment souvent de petits nuages d'un aspect particulier, tels qu'on en vit lors de la chute de L'Aigle, d'après le récit de Biot. De même, le bolide qui apporta les météorites charbonneuses d'Orgueil s'ouvrit en une gerbe d'étincelles, comme un bouquet de fusées ; puis il laissa derrière lui une queue lumineuse qui se transforma bientôt en une nébulosité persistante et en nuages cotonneux d'une durée de huit à dix minutes. Dans ces deux cas, il s'agissait de météorites pierreuses. L'arrivée des masses de fer est accompagnée d'une fumée opaque et noire, non moins abondante. Ainsi au moment de l'apparition de l'holosidère de Hraschina, en Bohême, un nuage prit naissance à la suite d'une explosion et persista, dit-on, pendant trois heures et demie.

Quelle est l'action qui peut s'exercer si énergiquement sur le bolide et lui arracher, avec une telle rapidité, une partie de sa substance à l'état de poussière ou de menus débris ? La réponse se trouve dans les expériences que j'ai faites à l'aide des gaz explosifs, en vue d'imiter les cupules des météorites. Des masses gazeuses, douées d'énormes pressions, provoquent sur les corps solides qu'elles choquent une pulvérisation presque instantanée. C'est ce qui doit arriver aux bolides, pendant qu'ils traversent notre atmosphère. Ajoutons qu'ils contiennent du fer métallique, du nickel, du soufre, du phosphore, quelquefois du charbon : ces corps, après avoir contribué par leur combustion dans l'air, à la chaleur et à l'éclat éblouissant qui ne font jamais défaut, ont aussi une part dans la production du nuage qui ne tarde pas à se montrer. À en juger par la persistance de la fumée et par l'espace qu'elle occupe dans le ciel, on doit conclure que les bolides fournissent à notre atmosphère des quantités très considérables de poussières métalliques et pierreuses.

Beaucoup de bolides, lors même qu'on ne trouve pas de pierres lancées par eux à la surface du sol, se manifestent exactement de la même manière que ceux dont il vient d'être parlé. La distinction que l'on chercherait à établir entre les uns et les autres, à raison de cette circonstance toute fortuite, ne paraît pas fondée. De part et d'autre, même incandescence ; mêmes détonations multiples, à la suite desquelles ils volent en éclats ; même traînée lumineuse et apparition de nuages qui persistent après la disparition du météore, quelquefois pendant plusieurs heures. De là encore des poussières d'origine cosmique, comme celles qu'on a observées le 13 mars 1813 dans le Frioul, en Toscane et en Calabre, en même temps que des météorites tombaient dans ce dernier pays, à Cutro. En novembre 1819. les environs de Montréal et la partie septen-



trionale des États-Unis reçurent une pluie noire, accompagnée d'un obscurcissement extraordinaire du ciel ; des lueurs des plus brillantes paraissaient çà et là et des détonations comparables à celles de pièces d'artillerie se faisaient entendre. On crut d'abord à l'incendie d'une forêt voisine, coïncidant avec un violent orage. Mais l'ensemble des faits et l'examen de la matière ont appris que ces phénomènes étaient dus à l'arrivée dans l'atmosphère de corps étrangers à notre globe. Au reste, les petites météorites, d'un poids de quelques grammes ou quelques décigrammes seulement, recueillies lors de la chute de Hesse, établissent une liaison avec les poussières proprement dites.

D'après ce qui vient d'être exposé, il convient d'être très attentif à la chute des substances pulvérulentes que l'on peut supposer être d'origine cosmique. Ainsi il serait intéressant, à la suite des explosions des bolides, de rechercher dans l'air celles qui peuvent y exister, à l'aide de tous les procédés dont on dispose aujourd'hui ; puis de les examiner, notamment au point de vue de la présence du nickel. C'est ce qu'ont tenté en Angleterre M. Phipson dès 1867, en Suède et sur les bords de la mer Glaciale M. Nordenskiöld, et en France M. Gaston Tissandier.

On ne peut douter que les étoiles filantes, quelle que soit leur ténuité, ne nous apportent aussi des substances pondérables très divisées. L'examen de ces astéroïdes, à l'aide du spectroscope, y a fait reconnaître la présence du sodium, que M. Alexandre Herschel y avait signalé déjà dans l'averse du 10 août 1866, et, en outre, celle du magnésium, du carbone et d'autres corps. Le fait, en outre, est confirmé par la formation, lors de la pluie extraordinaire du 27 novembre dernier, d'une couche de vapeurs qui ne laissait voir que les étoiles des trois premières grandeurs et se dissipa à la suite du phénomène lui-même.

Les espaces ne nous envoient-ils pas d'autres corps étrangers que des fragmens de roches et des poussières solides ? Est-il impossible que notre système solaire, dans son immense parcours, et notre globe en particulier, reçoivent des matières de nature moins grossière, des substances gazeuses et invisibles ? C'est une question à laquelle l'observation ne peut répondre encore.

## V.

Les ressemblances les plus intéressantes et même des identités se révèlent parfois entre les météorites et certaines roches profondes de notre planète ; mais avant de les signaler, quelques explications préalables sont nécessaires.

Le globe terrestre a passé par bien des évolutions avant d'arri-

ver à l'état où nous le voyons aujourd'hui. Pour s'en convaincre, il suffit de jeter un coup d'œil d'ensemble sur la constitution de son écorce. Les roches qui nous supportent dans cette région de la France et s'étendent dans la plus grande partie des continents ont une disposition de nature à fixer les yeux les moins attentifs. Elles sont divisées en grandes plaques parallèles, auxquelles on donne le nom de couches, et quelquefois aussi le nom de bancs, d'assises ou de strates. Cette disposition les a fait nommer « stratifiées. » On peut rigoureusement prouver que les roches en couches ou stratifiées, quelle que soit leur nature, ont été formées par la mer, qui, à des époques extrêmement reculées et pendant de très longues périodes, a séjourné dans des régions fort éloignées de son domaine actuel et aujourd'hui soulevées bien au-dessus de son niveau.

D'abord les roches stratifiées renferment des cailloux ou galets et des sables, semblables pour la forme et la disposition à ceux que la mer dans ses mouvemens produit tous les jours et amasse sur ses bords et dans son bassin : on ne peut douter d'une communauté d'origine. En outre, dans ces mêmes roches en couches, on trouve, et quelquefois avec une prodigieuse abondance, des débris d'animaux marins, surtout des coquilles et des polypiers, débris que l'on comprend sous le nom général de fossiles. Les coquilles entières ou brisées constituent dans certains cas la totalité de la roche; ce fait démontre encore plus clairement l'intervention de la mer, où s'accumulent aujourd'hui de la même manière et de toutes parts les dépouilles solides de ses innombrables habitans. Enfin la disposition en couches très étendues, par rapport à leur épaisseur, complète l'analogie avec les sédimens contemporains qui se superposent dans le cours des siècles, en s'étalant à peu près horizontalement.

La série des roches stratifiées est supportée par d'autres roches d'une toute autre nature. Tout le monde connaît la principale d'entre elles, le granite, que l'on emploie pour border nos trottoirs. Ces dernières ne renferment ni débris arrondis et usés par les eaux, ni restes d'êtres ayant vécu. Leur formation a dû être très différente de celle des roches stratifiées et se produire sous l'influence d'une température élevée. Il importe de remarquer que ces masses granitiques existent partout dans la croûte terrestre, soit à la surface, soit à une certaine profondeur. Dans un lieu quelconque, on serait certain de les atteindre en creusant un puits suffisamment profond; à Paris, il faudrait certainement traverser quelques kilomètres. Le granite forme donc comme le soubassement des terrains stratifiés, leur fondement universel.

En examinant ces derniers terrains, on voit qu'ils se sont empilés

successivement les uns sur les autres, dans la série des âges, les plus modernes reposant sur les plus anciens ; ils enveloppent le globe, comme d'innombrables couches annuelles d'accroissement d'un arbre gigantesque. Il en résulte qu'il y a eu nécessairement une époque excessivement reculée où aucun d'entre eux n'existait. Leur formation correspond à des laps de temps très considérables ; car l'ensemble des couches qui se sont accumulées dans bien des contrées est d'une énorme épaisseur et quelques-unes, consistant en bancs de polypiers et de houille, n'ont pu se former que très lentement et ont, à elles seules, exigé des siècles.

Les volcans apportent chaque jour, outre des quantités prodigieuses de vapeur d'eau et de produits gazeux, des matières pier-reuses fondues et très chaudes, qui s'épanchent sur leurs flancs et sont connues sous le nom de laves. Pendant les anciennes périodes, il a jailli aussi des profondeurs situées au-dessous des masses granitiques des roches d'une nature bien différente de celle des roches stratifiées et offrant de l'analogie avec les laves. A la surface du sol, elles présentent des formes variées, telles que celles de nappes, de cônes ou de massifs irréguliers. Plus bas, elles constituent, dans l'épaisseur des roches encaissantes, des espèces de colonnes, qui se rattachent aux réservoirs très profonds d'où elles sont sorties ; elles ont été en effet poussées çà et là, par suite d'éruptions, au travers des masses superposées, bien loin de leur gisement initial. De même que les laves, elles sont principalement formées de silicates ; le basalte et le trachyte, représentant bien connus des roches éruptives, se montrent dans une foule de points de la France centrale.

On voit tout d'abord que la plupart de nos roches diffèrent considérablement des météorites. Le contraste le plus important consiste en ce que ces dernières ne contiennent rien qui ressemble aux matériaux arénacés ou fossilifères, constitutifs des terrains stratifiés, c'est-à-dire rien qui rappelle l'action et le mouvement d'un océan ou la présence de la vie. Une grande différence se manifeste même si on les compare aux masses sur lesquelles reposent immédiatement les terrains sédimentaires. Jamais, en effet, il ne s'est rencontré dans les météorites ni granite, ni même aucun des minéraux qui lui sont associés.

C'est seulement dans les roches silicatées, originaires des régions profondes et inférieures au granite, qu'il faut aller chercher les analogues des météorites.

Un exemple frappant de cette similitude est fourni par des laves actuelles, formées de l'association de deux silicates, le pyroxène et le feldspath anorthite ; elles correspondent exactement à la mé-

téorite recueillie le 15 juin 1819 à Jonzac (Charente-Inférieure) et à celle qui est tombée à Juvinas dans le département de l'Ardeche le 13 juin 1821.

Le péridot, qui se présente avec une constance si remarquable dans les météorites des types les plus divers, depuis les fers jusqu'aux pierres proprement dites, figure aussi dans les masses éruptives et quelquefois avec abondance. On le trouve non-seulement dans les basaltes, mais également dans d'autres roches signalées d'abord à Lherz, dans les Pyrénées, d'où leur est venu le nom de lherzolite, et découvertes ensuite en massifs importants dans bien d'autres contrées où elles avaient été longtemps méconnues. Or une constitution identique se manifeste dans un aérolithe tombé à Chassigny (Haute-Marne), le 15 juin 1821, et dans la partie pierreuse de la syssidère d'Atacama.

C'est de cette même roche péridotique que se rapprochent tout particulièrement les météorites des types les plus communs, toutefois avec une légère différence qui porte sur le degré d'oxydation du fer. Au lieu d'être en partie à l'état natif, c'est-à-dire isolé et libre de toute combinaison, le métal, dans nos roches, est entièrement combiné à l'oxygène. Mais cette dissemblance n'a qu'une faible valeur; il est d'ailleurs facile de la faire disparaître par une action chimique bien simple, à laquelle on a donné le nom de réduction. Fondue en présence du charbon, la lherzolite donne tout à fait le même produit que la fusion des météorites; la similitude se montre dans les grenailles métalliques, non moins que dans la partie pierreuse.

Observons que l'absence, dans les météorites, de toute la série des roches qui forment une épaisseur si importante du globe terrestre est, quelle qu'en soit la cause, un fait également très remarquable. Elle peut s'expliquer de deux manières: soit que les éclats météoritiques qui nous arrivent ne proviennent que de parties internes de corps planétaires qui seraient constitués comme notre globe, soit que ces corps planétaires manquent de roches silicatées quartzifères, comme le granite, aussi bien que de terrains stratifiés. Dans ce dernier cas, ces astres auraient subi des évolutions moins complètes que la planète que nous habitons, et ils ne porteraient pas de vestiges de la coopération d'un océan, tel que celui auquel la terre a dû, postérieurement à la formation de ses masses internes, péridotiques et autres, l'origine de l'écorce qui les recouvre.

## VI.

Une découverte inattendue et toute récente, faite au Groënland, a rendu plus étroits et plus complets encore les rapprochemens que nous venons d'établir. On en est redevable à l'éminent et savant explorateur des régions polaires, M. Nordenskiöld.

Malgré la profusion avec laquelle le fer est répandu dans toutes les parties de l'écorce terrestre et engagé dans de nombreuses combinaisons, il est digne de remarque que ce métal ne s'y montre pas à l'état natif : quelles que soient la pureté et la richesse des minerais, une opération au moins est nécessaire pour en tirer le métal qu'ils contiennent. Si le fer offre cette différence avec d'autres métaux incomparablement moins répandus, tels que le cuivre, l'argent, l'or ou le platine, il le doit sans doute à sa sensibilité vis-à-vis des agens chimiques, particulièrement de l'oxygène, qui, combiné dans les matières pierreuses constitutives de l'écorce terrestre, en forme environ la moitié comme poids. Une réaction avait, il est vrai, fait supposer la présence de fer natif dans quelques roches basaltiques, mais ce métal n'y était pas reconnaissable, sans doute à cause de son extrême degré de division.

Le célèbre navigateur des régions polaires, John Ross, avait rapporté, en 1818, de son voyage dans la baie de Baffin, quelques couteaux dont le tranchant était formé de morceaux de fer, provenant, au dire des Esquimaux, de blocs détachés et rencontrés non loin du cap York. L'analyse de ce fer ayant indiqué la présence du nickel, on lui attribua une origine météoritique. Il en fut de même pour un échantillon de fer, offrant des caractères semblables, qu'un autre explorateur se procura plus tard dans le nord du pays. Ces échantillons, déposés au Musée de Copenhague, attirèrent l'attention de M. Nordenskiöld et lui inspirèrent le désir d'en découvrir l'origine, lorsqu'en 1870 il fit un voyage dans le Groënland septentrional.

Après plusieurs tentatives infructueuses, sur les indications fournies par les indigènes, et par ses propres recherches, ce savant fut amené à se diriger sur un point du littoral de l'île de Disko, à Blaafjeld ou Ovifak (colline bleue), d'un accès difficile, et y rencontra enfin l'objet de ses investigations. Des blocs de fer gisaient sur le rivage, au pied d'une grande falaise constituée par une série de nappes de basalte, qui alternaient avec des assises de conglomérats de la même roche. Sur un petit espace, on recueillit plus de vingt masses qui ne contenaient pas moins de 21,000 kilogrammes de fer métallique. L'idée qui se présenta tout

naturellement fut qu'elles étaient d'origine météoritique, puisqu'elles contenaient du nickel et qu'elles donnaient les figures considérées jusqu'alors comme exclusivement propres à ces fers. Mais des explorations persévérantes, entreprises malgré des difficultés matérielles de toutes sortes et au milieu de véritables dangers, apprirent qu'il n'en était pas ainsi. M. Steenstrup, jeune savant danois, fut chargé par son gouvernement d'aller étudier avec exactitude toutes les conditions dans lesquelles se trouvaient ces masses de fer, avant qu'elles fussent enlevées et transportées en Suède. Après un premier voyage fait en 1871, puis un séjour de 1876 à 1880, dans des contrées presque désertes et d'un climat inhospitalier, M. Steenstrup, avec un dévouement et une persévérance auxquels il est juste de rendre hommage, parvint à reconnaître sur un point du littoral le fer natif, réellement enchâssé dans des roches basaltiques. Ce n'était pas seulement en parcelles microscopiques, mais en gros grains, et ces derniers présentaient tous les caractères des blocs qui avaient été trouvés à l'état épars.

Pendant l'automne de 1879, M. Steenstrup fit une autre découverte, intéressante à double titre. Après avoir fouillé plusieurs centaines d'anciens tombeaux groënlandais, il trouva dans l'un d'eux, sur les bords du fiord d'Umanak, où il s'était rendu afin d'étudier la marche des grands glaciers de cette région, des couteaux semblables à ceux que, soixante ans auparavant, avait rapportés Ross, ainsi que des outils en pierre, faits de cristal de roche et de calcédoine. A ces produits de l'industrie humaine étaient associés neuf fragmens de basalte contenant du fer métallique, et des morceaux irréguliers de fer tout à fait semblable à celui des couteaux. Ce fait intéressant montrait d'abord avec quels matériaux les Esquimaux fabriquaient les instrumens avant d'avoir reçu du fer des Européens; d'autre part, il confirmait l'origine terrestre du fer mis en œuvre.

La présence, dans des roches éruptives terrestres, d'un fer allié de nickel et semblable à celui des météorites avec la texture cristalline qui naguère paraissait un caractère exclusif de ces dernières, est donc devenue incontestable; aucun doute n'est plus possible. Il importe d'ajouter qu'au Groënland ce métal n'est pas un accident fortuit et isolé, mais qu'il se montre en de nombreuses localités et sur de grandes étendues.

Au point de vue de sa constitution géologique, la partie septentrionale du pays est particulièrement remarquable par le développement de roches éruptives d'un âge relativement très récent. C'est un des plus grands massifs de basalte que l'on connaisse; il commence au 69° degré de latitude et, vers le 76° degré, il disparaît sous

le vaste glacier continental qui empêche toute exploration du sol. On peut supposer avec raison que ces éruptions, exceptionnellement abondantes, ont entraîné du fer métallique avant d'arriver au jour. Elles paraissent attester la présence, dans les profondeurs du globe, de masses de fer volumineuses, dont elles seraient en quelque sorte pour nous les avant-coureurs. C'est un fait dont il faut aussi tenir compte dans la théorie du magnétisme terrestre.

Après avoir fait ressortir, il y a vingt ans, les traits de ressemblance nombreux qui unissent les météorites aux roches terrestres profondes, et avoir montré comment quelques-unes peuvent être imitées par une désoxydation partielle de ces roches, j'ajoutais : « Rien ne prouve qu'au-dessous de ces masses alumineuses, qui ont fourni en Islande, par exemple, des laves si analogues au type des météorites de Juvinas ; qu'au-dessous de nos roches périclétiques, dont se rapproche tellement la météorite de Chassigny, il ne se trouve pas des massifs dans lesquels commence à apparaître le fer natif, c'est-à-dire semblables aux météorites du type commun ; puis, plus bas, des types de plus en plus riches en fer, dont les météorites nous présentent une série de densité croissante, depuis ceux où la quantité de fer représente à peu près la moitié du poids de la roche jusqu'au fer massif. » Cinq années après que ces lignes étaient écrites, les grandes masses de fer natif allié de nickel, dont il vient d'être question, étaient découvertes par M. Nordenskiöld. Les discussions sur leur origine, que l'on hésitait d'abord à reconnaître comme terrestre, suffirent pour faire ressortir les analogies étroites qui les rattachent aux météorites. L'étude de ces derniers corps nous a donc permis de pénétrer par induction dans la constitution interne de notre globe, comme par un regard pratiqué jusqu'à des profondeurs complètement inaccessibles à l'observation directe. Ainsi s'efface la dernière démarcation ; un lien des plus intimes s'établit entre les masses poussées de l'intérieur de notre planète et les corps célestes dont les météorites nous apportent des débris.

## VII.

L'influence extraordinaire que Descartes a exercée sur les progrès de l'esprit humain a été bien souvent appréciée. Chacun sait combien en particulier les mathématiques et la physique lui sont redevables. Cependant, jusque dans ces derniers temps, on n'a pas rendu un assez complet hommage à ce puissant génie.

Il avait reconnu le rôle capital rempli par la chaleur dans la formation du globe terrestre. C'est lui qui, le premier, considéra la terre et les autres planètes, comme des astres refroidis à leur

surface et enveloppés d'une croûte solide. Voici en quels termes, précis et succincts, il les assimile à des soleils éteints : « Feignons que cette terre où nous sommes a été autrefois un astre, en sorte qu'elle ne différerait en rien du soleil, sinon qu'elle était plus petite ; mais que les moins subtiles parties de sa matière, s'attachant peu à peu les unes aux autres, se sont assemblées sur sa superficie et y ont composé des nuages ou autres corps plus épais et obscurs, semblables aux taches qu'on voit continuellement être produites, et peu après dispersées, sur la superficie du soleil. » Si l'on se reporte à l'époque de Descartes, malgré les immortelles découvertes de Copernic, de Kepler et de Galilée, il faut reconnaître que l'idée d'assimiler les astres obscurs, comme la terre, aux astres lumineux, tels que le soleil, était singulièrement hardie. Quarante ans plus tard, l'idée d'une fluidité originelle était adoptée par Newton et lui servait à déduire, au moyen du calcul, l'aplatissement que devait présenter le sphéroïde terrestre, à raison de la vitesse de rotation dont il est animé.

Poursuivant avec méthode et rigueur la pensée qui l'avait guidé dans la conception de l'univers et dans celle de l'origine de notre planète, Descartes voulut aussi considérer, au point de vue de la mécanique, l'histoire du globe, ainsi que l'arrangement et les déplacements de ses différentes parties. Il rattacha les dislocations que présente de toutes parts la « voûte terrestre, » au refroidissement et à la contraction de la masse qui la supporte. En examinant son exposé, et surtout la figure qui l'accompagne (1), on verra qu'il n'était pas possible d'énoncer plus clairement la pensée que l'émersion des continents et la formation de leurs inégalités sont le résultat d'un déplacement relatif des voussoirs de la croûte terrestre. Une telle vue s'était présentée à l'esprit du philosophe français, quoique de son temps l'étude du sol ne fût même pas entrevue et ne lui fournit par conséquent aucune base d'induction. Sa belle théorie sur l'origine des aspérités du globe fut pendant longtemps méconnue, en faveur d'hypothèses auxquelles on n'accorde plus aucun fondement. On fut ramené à cette idée féconde dont il avait doté la science de la terre, à la suite d'observations nombreuses et de bien des luttés. Leibniz lui-même, tout en s'appuyant en partie sur les idées de ce grand homme, avait mieux aimé attribuer la mise à sec des antiques fonds de mer à l'infiltration d'une partie de l'eau dans des abîmes, qu'il supposait dus à d'anciennes boursouffures de la masse primitivement fondue.

Dans une synthèse dont l'esprit humain n'avait pas encore offert

(1) Édition française de 1688, 1<sup>re</sup> partie, § 42, p. 322 et § 44, p. 323.



d'exemple, Descartes, continuant à transporter la mathématique dans des régions entièrement nouvelles, osait le premier considérer tous les phénomènes célestes comme de simples déductions de la mécanique. « Je montre, dit-il, comment la plus grande partie de ce chaos devait, en vertu de ces lois, se disposer et s'arranger d'une certaine façon qui le rendait semblable à nos cieux ; comment quelques-unes de ses parties devaient composer une terre, et quelques-unes des comètes, et quelques autres un soleil et des étoiles fixes. » Ainsi que l'a dit Laplace, c'était substituer aux qualités occultes des péripatéticiens les idées intelligibles de mouvement, d'impulsion et de force centrifuge.

Une des plus hautes conceptions dues au génie de Descartes touche particulièrement au sujet qui nous occupe : c'est que tous les corps de l'univers sont de semblable nature. « Il n'est pas malaisé, dit-il, d'inférer de tout ceci que la terre et les cieux sont faits d'une même matière. » Cette dernière pensée, dont nous pouvons apprécier la profondeur en nous reportant aux notions superficielles qui régnaient de son temps, a trouvé une confirmation aussi complète que possible dans les découvertes modernes. L'analyse spectrale, appliquée au soleil et aux étoiles, a révélé dans ces astres les caractères de divers corps semblables à ceux que nous connaissons dans notre globe.

Mais il est des faits que cette analyse ne peut nous apprendre et que nous dévoile l'étude des météorites. Non-seulement les recherches chimiques les plus approfondies n'y ont fait découvrir aucun élément étranger à notre planète, mais trois corps, le fer, le silicium et l'oxygène, y prédominent, comme dans les roches terrestres. Quant au magnésium, si abondant dans les débris cosmiques, il ne paraît pas l'être moins dans les profondeurs de ces roches. La ressemblance s'étend jusqu'aux diverses sortes de combinaisons dans lesquelles ces élémens sont engagés, c'est-à-dire à leur mode de constitution ; de part et d'autre se trouvent des espèces minéralogiques identiques, possédant les mêmes angles et les mêmes faces dans leurs cristaux, et souvent associées entre elles de la même manière.

Tandis que l'harmonie du plan de l'univers se manifeste par l'unité des lois de la mécanique et de la physique qui en gouvernent les parties les plus reculées, son unité de composition reçoit une éclatante confirmation par ces innombrables débris errans, qui viennent apporter sur notre planète des échantillons des astres dont ils ont été détachés. Aujourd'hui resplendit de plus en plus clairement l'unité qui règne dans la constitution matérielle des mondes. Quel hommage ne mérite pas l'homme qui, parmi nous,

il y a plus de deux siècles, a ouvert un tel horizon! Ses vues intuitives illustrent en quelque sorte l'histoire même des progrès de la pensée humaine, en même temps qu'elles font ressortir la vigueur d'esprit de ce spéculatif audacieux. Comme s'il n'était pas assez de tant d'autres titres qui le recommandent aux siècles futurs, et malgré des erreurs, qui sont de son temps et de l'humanité, Descartes nous apparaît comme un initiateur de ces sciences que nous nommons aujourd'hui cosmologie et géologie. Dans nos jours d'activité fiévreuse, où chacun poursuit ses recherches sans s'inquiéter toujours de ceux qui ont frayé les voies, il paraît équitable et opportun d'exercer une sorte de revendication, en signalant à la reconnaissance de tous l'homme qui sut pénétrer d'un même regard le monde de la matière et celui de l'esprit.

Les analogies que nous avons signalées entre les météorites et les régions profondes de notre globe, témoignent de l'identité des actions chimiques, lors de la formation d'astres bien éloignés les uns des autres. En effet, un minéral rappelle généralement, d'une manière précise, les circonstances qui l'ont fait naître; on peut dire qu'il raconte lui-même son origine, surtout lorsque ce minéral peut être reproduit expérimentalement. Voyons donc comment le raisonnement, assisté de l'expérience, peut nous reporter à la formation même des astres dont nous possédons des parcelles. La silice ou acide silicique est un agent chimique dont l'énergie devient surtout considérable dans les hautes températures; aussi est-il l'élément caractéristique de nombreux produits engendrés dans les foyers de l'industrie, tels que le verre, les scories de forges, les laitiers de hauts fourneaux, comme il est celui des laves des volcans. Tous les silicates artificiels et naturels, dépourvus d'eau ou anhydres, dénotent une température élevée qui a présidé à leur formation.

Supposons que le silicium et les métaux n'aient pas originairement été combinés avec l'oxygène, comme ils le sont aujourd'hui, soit qu'au sein du chaos primordial ces divers corps ne se fussent pas suffisamment rapprochés, soit plutôt que leur température ne fut pas encore assez élevée pour leur permettre d'entrer en combinaison. Dès que l'oxygène parvient à agir, il s'unit d'abord aux élémens pour lesquels il a une affinité prédominante, premièrement au silicium et au magnésium, puis au fer et au nickel, et, si ce gaz n'est pas en excès, il laisse un résidu métallique composé des corps les moins oxydables. Du fer et du nickel doivent donc nécessairement rester à l'état libre, disséminés au milieu des silicates pierreux. Or c'est exactement ce qu'on observe dans les météorites. C'est aussi ce que confirme l'expérience. En me plaçant dans les conditions qui viennent d'être énoncées, j'ai obtenu

une imitation, dans ce qu'elle avait d'essentiel, des météorites du type commun, avec production d'un silicate de magnésie et de protoxyde de fer, ayant exactement la constitution du péridot.

Chaque jour, d'ailleurs, une opération métallurgique des plus connues, la décarburation de la fonte, c'est-à-dire sa transformation en fer malléable ou en acier, donne une réaction analogue et aboutit à un résultat du même genre. Quel que soit le procédé employé, que l'affinage de la fonte ait lieu dans de petits foyers au charbon de bois, comme on le pratiquait dès l'antiquité, qu'il s'exécute dans des fours couverts dits à puddler, ou enfin qu'il se réalise sans addition d'aucun combustible, par le procédé si ingénieux de Bessemer, c'est toujours l'oxygène de l'air qui brûle non-seulement le carbone, mais aussi le silicium de la fonte et une partie du fer. La scorie noire qui se produit alors contient souvent un péridot à base de fer, ayant la même constitution chimique et la même forme cristalline que le péridot magnésien des roches éruptives terrestres et des météorites.

La simple oxydation du silicium développe une quantité de chaleur énorme, bien plus encore que la combustion du carbone; dans les cornues qui servent à l'élaboration de l'acier et du fer, elle suffit même pour opérer l'affinage du métal, sans aucune addition de charbon. Le silicium, qui, dans la nature, est aujourd'hui complètement passé à l'état d'acide silicique, c'est-à-dire brûlé, partout où nous pouvons l'observer, a aussi dû être originairement, au moment où il s'est combiné à l'oxygène, la cause d'un échauffement intense, dans notre globe comme dans les autres astres également formés de silicates. Toutefois, dans ces derniers, dont les météorites sont des fragmens, la température n'était probablement pas aussi élevée que dans les ateliers métallurgiques et les expériences précitées. En effet, il est extrêmement remarquable que, malgré leur grande tendance à cristallisation nette, les combinaisons silicatées qui constituent les météorites y soient seulement à l'état de cristaux très petits et tout à fait confus, comme s'ils n'avaient pas passé par la fusion. S'il était permis de chercher quelque analogie autour de nous, nous dirions qu'au lieu de rappeler les longues aiguilles de glace que l'eau liquide forme en se congelant, la texture à grains fins des météorites ressemble à celle du givre et à celle de la neige, due, comme on le sait, au passage immédiat de la vapeur d'eau atmosphérique à l'état solide.

En résumé, l'extrême tendance de l'espèce péridot à se former lors des oxydations du silicium, dont nos laboratoires et nos usines nous donnent à chaque instant la preuve, s'est manifestée avec non moins d'évidence, d'une part dans les roches profondes de notre

globe, d'autre part dans les astres lointains dont proviennent les météorites. Partout se montrent les effets d'une ancienne et vaste oxydation. Ainsi s'explique simplement et expérimentalement le privilège d'ubiquité du péridot : il est en quelque sorte la scorie universelle.

De même qu'une forêt montre d'un seul coup d'œil la vie végétale à tous ses âges, l'univers nous présente des astres à toutes les phases de leur existence, depuis la chaleur et l'incandescence jusqu'à l'état obscur et au refroidissement avancé. Nous venons de voir, en outre, que quelques-uns sont en démolition et que leurs débris se précipitent sur d'autres, auxquels ils restent annexés. Les chutes si nombreuses constatées sur notre globe nous apprennent que le fait, loin d'être une exception, correspond à une sorte de régime habituel. Selon toute vraisemblance, et comme le pensait Descartes, le soleil nous représente aujourd'hui une phase originelle de notre globe. A l'inverse, ce dernier, par son écorce et les antiques évolutions qui y sont clairement enregistrées, nous annonce l'avenir du soleil et de bien d'autres corps célestes actuellement lumineux. Ces deux termes de comparaison permettent à l'homme d'entrevoir l'enchaînement des transformations des astres. Dans cet ordre de spéculation, la constitution des masses météoritiques nous apprend de plus avec certitude que les corps célestes dont elles émanent, quels qu'ils soient, ont une histoire chimique tout à fait semblable à celle des régions profondes de notre planète, histoire que nous venons de chercher à expliquer.

Ainsi, tandis que l'exploration du ciel nous révèle des millions de mondes au-delà de notre système solaire, notre planète, si petite qu'elle soit, nous offre un exemplaire des changemens subis par les astres et un épisode de l'histoire générale de l'univers. Les météorites forment comme un trait d'union entre la succession des époques de la terre, objet de la géologie, et la constitution du ciel, but de l'astronomie. Ces deux belles parties des connaissances humaines se complètent par les lumières qu'elles reflètent l'une sur l'autre : le tableau des mondes, déjà sublime en lui-même, s'agrandit singulièrement dans ses horizons, lorsque le regard plonge tout à la fois dans les profondeurs des espaces comme dans l'immensité des temps passés et des temps futurs.

A. DAUBRÉE.

---

---

# REVUE MUSICALE

---

Les Chœurs bohémiens de Moscou. — Théâtre de l'Opéra : *le Cid*, opéra en 4 actes et 10 tableaux, paroles de MM. d'Ennery, Gallet et Blau, musique de M. J. Massenet.

Rien ne gêne l'intérêt d'un voyage et n'en diminue le profit comme l'ignorance de la langue parlée dans le pays qu'on visite. Si répandu que soit notre idiome, il n'est pas universel. On parle français dans les hôtels, mais non pas dans les champs ni sur les chemins ; et notre langue, qui partout nous assure bon souper et bon gîte, ne nous assure que cela. Elle suffit pour la vie du corps, mais pour elle seule, et c'est trop peu, si le voyageur veut ne pas vivre uniquement de pain. En Russie, par exemple, les gens bien élevés savent le français, mais non pas les autres ; et par les autres, sans nul dédain, j'entends le peuple, les humbles, les petits, qu'il vaut mieux parfois interroger que les grands ; car la masse est plus originale que l'élite, et la rue plus pittoresque que les salons.

Ce silence qui, loin du pays, se fait autour de nous et au dedans de nous, la musique seule le rompt. Qu'elle chante, et soudain nous ne nous sentons plus aussi étrangers ; des voix que nous n'entendions pas nous parlent. La musique seule nous révèle les derniers secrets de la nature ; elle achève les plus beaux paysages et crée entre l'âme humaine et l'âme des choses une mystérieuse intimité.

Qui n'a souhaité, comme l'héroïne du poète, d'entendre, par une belle nuit,

Un rossignol perdu dans l'ombre et dans la mousse,  
Ou quelque flûte au loin, car la musique est douce,  
Fait l'âme harmonieuse, et, comme un divin chœur,  
Éveille mille voix qui chantent dans le cœur.

Quel voyageur, assis un soir d'été près des flots de Naples, se lèverait avant que le pêcheur qui chante eût tourné le dernier rocher du Paussilippe ? La beauté nocturne de Venise est dans la sonorité de ses lagunes et les canzones lointaines des gondoliers. Les peuples les plus primitifs eux-mêmes sentent bien que la musique fait la nature plus belle, et les rameurs de Philœ ont coutume de n'aborder qu'en chantant aux rivages de leur île charmante.

Ce qui ne peut se dire se chante. L'honneur, et non pas, comme d'aucuns le prétendent, la faiblesse de la musique, est de savoir dire l'ineffable. Pendant un récent séjour à Moscou, c'est elle qui nous redisait le soir ce que nous disait le jour la grande et mélancolique cité, ce que nous auriaient dit les hommes, si nous avions pu les comprendre. Chaque soir, nous aimions à retrouver le charme étrange de ce pays dans ses étranges concerts.

Aussi fameuses que les almées de l'Égypte, les chanteuses de Moscou ne sont pas décevantes comme elles. Les voir, les entendre ne détruit pas leur prestige lointain, et les rêves se réalisent auprès d'elles, au lieu de s'envoler. Hongroises, Suédoises, Russes, Bohémiennes, se partagent la faveur des dilettantes moscovites. Sauf les Suédoises, qui s'étaient attardées à la foire de Nijni, nous les avons toutes entendues, surtout les Hongroises et les Bohémiennes. Hélas ! elles ne chantent pas, comme nous aimions à le croire, dans les rues de la vieille ville. Quel décor pourtant offrirait à leurs fêtes bohêmes la Place-Rouge, dominée par la porte Sacrée, par les murailles et les dômes du Kremlin, surtout par cet amas de coupoles et de clochetons badigeonnés, assemblage de champignons monstrueux et multicolores, qu'on nomme l'église de Vasili-Blagenoï ! C'est là que nous aurions voulu les entendre, ou mieux encore sur une montagne voisine de Moscou, la montagne aux Moineaux, par une après-midi d'automne. Le ciel était sans nuages, et de ce bleu profond où se perd, après les batailles, le regard des héros blessés de Tolstoï. Nous dominions le versant boisé de la colline, et, de l'autre côté de la rivière, qui faisait un coude à nos pieds, Moscou luisait comme une ville d'argent et de pierreries. Derrière un bouquet d'arbres, tintait la cloche d'une église peinte : les filles des bois eussent été les bienvenues ce jour-là sur la clairière.

Mais elles ne vinrent pas. Elles dorment encore à l'heure où le soleil descend, et ne s'éveillent qu'à la tombée du jour. Alors elles se lèvent et gagnent les restaurants de nuit. C'est là qu'il faut les entendre. Le théâtre peut sembler mal assorti au spectacle, et le local manque de poésie. Cependant, ces restaurants sont en dehors de la ville, à la lisière des bois, et, lorsqu'on s'y rend en voiture découverte, au clair de lune, la route ne laisse pas d'être pittoresque. Elle doit l'être encore davantage par les belles nuits d'hiver, quand la

plaine est toute blanche, et que les traîneaux volent sur la neige unie.

Il est sage d'entendre les Hongroises avant les autres ; il est rare qu'on veuille encore les écouter après. Je ne me souviens pas volontiers de ces filles épaisses, affublées de costumes dits nationaux, lourdement plantées sur des jambes voyantes, et menées par une matrone bouffie, qui s'aidait, en marchant, d'une canne retentissante. Soufflant avec bruit, malgré l'ampleur d'un disgracieux caraco, la hideuse compagne s'approcha du piano. Le tabouret grinça le premier, *gemuit sub pondere*, puis le clavier, sur lequel les doigts mous de la vieille essayèrent une ritournelle. Le chœur se mit à chanter. Les voix étaient vulgaires, presque ignobles ; même les plus jeunes avaient une âpreté rauque et comme une crudité d'eau-de-vie grossière. Cette demi-douzaine de vivandières chantaient et dansaient avec des intonations et des gestes de café-concert les aimables valse viennoises. Elles en écrasaient le rythme élégant, elles en profanaient les grâces délicates. Si leste que soit la muse de Strauss, elle répugne à ces allures équivoques : elle n'est pas sœur de Fantine, mais de Bernerette. Ce n'est qu'à Vienne, et par l'orchestre de Strauss, qu'il faut entendre jouer *le Beau Danube bleu* ou *le Joli Mois de mai*. Alors seulement on comprend la fine poésie de la valse autrichienne et toutes les séductions de ce rythme à trois temps, si souple entre les mains légères des compositeurs viennois.

Par bonheur, les Hongroises ne chantèrent pas longtemps. Les Bohémiennes parurent, aussi étranges que les autres étaient vulgaires. Pourtant, nulle bizarrerie de costume n'aidait à l'originalité de leur aspect. Les unes étaient vêtues en ouvrières ; les autres, presque en grandes dames ; des diamans brillaient à plus d'un front. L'une d'elles nous frappa par la singularité de son type et de sa parure. Toute blanche entre ses compagnes brunes, elle semblait étrangère et comme captive au milieu d'elles. Leurs chevelures, aussi sombres que l'aile des corbeaux qui regagnent chaque soir les clochers du Kremlin, faisaient plus doux l'or soyeux de sa tête blonde ; ses lèvres, auprès de leurs lèvres de pourpre, prenaient la pâleur rosée de l'églantine ; ses yeux avaient plus de lumière et les leurs plus de flamme. Elle était très jeune et portait, peut-être par un caprice d'enfant, un costume de fête dont les nuances éteintes s'accordaient avec sa beauté délicate. Au près d'elle, une bonne vieille était assise, presque accroupie. Un châle rouge, qui lui couvrait les épaules et le cou, ne laissait passer que sa petite figure, jaune comme une orange et toute ridée, mais souriante derrière ses rides. Au premier rang se tenait la fameuse Pacha, dont le visage, malgré quelque fatigue, garde les traces récentes d'une beauté qui fut souveraine. Ses yeux fauves brillent d'un feu sombre, ou s'emplissent de vague langueur. Les veines d'azur

courent sous la blancheur nacrée de ses mains; et, lorsqu'elle chante, le balancement de sa tête fine, un léger clignement de ses paupières à demi closes, trahissent le rythme intérieur auquel obéit d'instinct l'harmonieuse créature. C'est pour des filles comme elle que les seigneurs se ruinent, surtout qu'ils se ruinaient autrefois. Les Bohémiennes furent un temps à Moscou la passion, la folie des jeunes gens et la terreur des mères. Elles ne prétendent à rien moins qu'à se faire épouser, et parfois elles y réussissent. Follement désirées, longtemps rebelles, elles finissent non par se livrer, mais par vous prendre, et l'on en cite plus d'une qui n'a donné sa petite main que pour un grand nom. Autant les autres chanteuses de Moscou sont libres, effrontées, autant les Bohémiennes sont, en apparence, réservées et sérieuses. Avides, dit-on, de leurs amours autant que les autres en sont prodigues, on ne leur connaît presque jamais de maîtres ou d'esclaves. De ceux qui ne sont pas de leur sang elles n'acceptent que les alliances légitimes et durables. Les jeunes hommes de leur tribu sont les seuls complices de leurs faiblesses, les seuls élus de leurs caprices.

Les Bohémiens de Moscou habitent en dehors de la ville. Ils gardent à l'écart le secret de leur vie quotidienne et l'éternelle énigme de leur race, race mystérieuse qui parut en Europe vers le xv<sup>e</sup> siècle et qui, depuis quatre cents ans, promène ses tentes vagabondes des sierras d'Espagne et des bruyères d'Écosse aux steppes de Russie. Gypsies, Gitanes, Zigeuner ou Bohémiens, ils étonnent, par leur insouciance et leur fantaisie, notre civilisation de plus en plus sérieuse et uniforme. Un rien les arrête, mais rien ne les attache. Que demain le ciel de Moscou leur paraisse trop sombre, ils attelleront leurs chariots, et, le soir, ils auront disparu derrière le coteau.

De tous les chanteurs étrangers que nous avons jamais entendus, les Bohémiens nous ont fait l'impression la plus forte, les Bohémiennes, devrions-nous dire, car, dans les chœurs de Moscou, les femmes sont en majorité. Trois ou quatre hommes seulement, de leur voix et de leur guitare, soutiennent l'ensemble. D'abord, à peine effleurée et comme frissonnante, une guitare donne le ton et le rythme. Quand le thème est indiqué, les voix se posent toutes ensemble sur l'accompagnement, mais d'abord avec une telle douceur et une telle plénitude à la fois, que l'on croirait entendre le soupir d'une foule. Dès les premières mesures, tous les visages prennent une attitude attentive et grave; les chanteuses, s'écoutant elles-mêmes, ne quittent pas des yeux l'instrument d'où sort la mélodie qui les attire. D'abord, elles ne laissent échapper que des notes longuement tenues; mais peu à peu la guitare bourdonne plus fort, ses cordes vibrent, grincent sous les mains plus nerveuses. Les voix s'animent, le rythme se précipite, et, comme une cavale des steppes, voilà la chanson lancée.



Alors la sensation musicale atteint une intensité extraordinaire. Sur un thème fort simple, banal même, quinze ou vingt voix de femmes amoncellent les plus riches harmonies, les variations les plus folles. Dans cette symphonie vocale, pas une lacune; pas un trou dans cette trame aussi serrée qu'un tissu de soie. Les Bohémiennes ressemblent aux princesses des contes bleus : les perles ruissellent de leurs lèvres. Perles et pierreries, ces fioritures qui pétillent comme des aigrettes, ces gammes qui se nouent et se dénouent comme des colliers. Parfois un cri subit éclate, aussitôt étouffé; un trille de rossignol siffle à des hauteurs prodigieuses et s'achève par un trait qui retombe en pluie d'étoiles. Oh! les Bohémiennes à la bouche d'or! Filles ignorantes, mais inspirées! Aucune ne saurait lire une mesure de musique, et, dans leurs improvisations vertigineuses, pas une ne s'emporte ou ne s'égare. J'observais la petite vieille : elle avait croisé ses deux mains sous son châle écarlate. Elle chantait, le regard perdu, toujours avec son doux sourire. Que voyait-elle au loin? Peut-être le fantôme de son ancienne beauté passait-il devant ses yeux rêveurs! Ou plutôt elle écoutait, ravie, les voix de sa mystérieuse patrie et le mélodieux génie de sa race, devant lequel elle comprenait que des étrangers s'inclinaient en ce moment. Pourtant l'orgueil ne gonflait pas le cœur de la pauvre femme. Nulle fierté mauvaise, nulle rancune haineuse ne se trahissait dans la voix de ce peuple déshérité. Les chansons des Bohémiens n'expriment qu'un sentiment : la mélancolie. « La vraie musique d'un peuple, a dit M. de Vogüé, est faite avec les larmes qu'il a répandues. » C'est ainsi que la tristesse est au fond de toute âme bohémienne. Elle nous envahissait nous-mêmes dans cette salle de fête. Il nous semblait que les fenêtres s'étaient ouvertes et que la lune éclairait les pâles paysages de l'automne russe. Les étangs frissonnaient au vent de la nuit, et nous respirions l'odeur des bouleaux.

Les Bohémiennes chantaient toujours. Elles disaient la morne solitude des plaines, les campemens du soir et la danse, autour des feux, des bayadères farouches. Elles nous découvraient des horizons nouveaux et ces fabuleuses contrées de Bohême, où l'on ne va qu'en songe. *Dahin! dahin! C'est là! c'est là!* chante Mignon, une Bohémienne aussi. Tout le caractère des chants bohémiens est dans ce désir, mêlé de regret. Vague désir, regret indéterminé! Inutiles élans vers une patrie dont le nom même s'est perdu, réminiscences de gloire, amertumes d'exil et de vie errante, soupirs et plaintes d'amour, il y a tout cela dans le chant de ces femmes, ou du moins nous avons cru l'entendre.

Avant de quitter Moscou, nous voulûmes écouter le chœur russe : la veille de notre départ, il chanta. Quelques femmes seulement le composent : humbles créatures, dont l'aspect seul fait pitié. Toutes sont

vêtues en paysannes de là-bas ; elles portent des parures de verroterie, et, dans les cheveux, de pâles fleurs du Nord. Leurs visages sont tristes et leurs yeux sont doux. Sans nous parler, presque sans nous voir, elles semblèrent, au lieu de s'asseoir, se poser comme des oiseaux fatigués. Immobiles, désolées, des vierges de vingt ans et des aïeules octogénaires chantaient ainsi :

« Privé de tout, le sarrau pour tout vêtement, ah ! vis sans regret ; ta mort ne sera pas une perte.

« L'imbécile de riche, avec tout son or, ne saurait dormir ! Le pauvre diable est nu comme un faucon : il chante et s'amuse.

« Il marche en chantant ; le vent lui sert d'accompagnement. Gare, gare à vous, riches, c'est la pauvreté qui est en fête !

« Les épis de blés se dressent des deux côtés du chemin en s'inclinant au passage : siffle, pauvre diable, la verte forêt répondra à tes sifflemens !

« Que tu sois affamé ou rassasié, ne t'abandonne pas au chagrin ; habille-toi, peigne-toi, plaisante et souris !

« Que tu pleures ou que tu ne pleures pas, personne ne verra tes larmes...

« Tu vivras et tu mourras. Ta pauvreté trouvera un refuge. A bon entendeur, salut ! La chanson est finie. »

Par un contraste étrange, ces paroles amères, menaçantes même, se chantaient sur une musique navrante, mais douce. De la poitrine amargée de ces pauvres femmes montait le sanglot de toute une race, une plainte séculaire de misère et de honte. Sans espoir, mais sans haine et sans reproche, tout un peuple semblait jeter vers Dieu le cri de sa détresse et de son délaissement : « Seigneur ! jusqu'à quand le labeur et la peine, jusqu'à quand l'humiliation et l'opprobre ? Seigneur ! Seigneur ! pourquoi nous avez-vous abandonnés ? »

Le lendemain, nous essayâmes de noter les mélodies entendues pendant notre séjour à Moscou ; mais, transcrites pour nos voix et nos instrumens, elles avaient perdu leur beauté : ce n'étaient plus que des fleurs séchées et mortes.

Que les Bohémiennes, les Russes gardent le secret de leurs chansons. La science ne pénétrera pas le divin mystère de leur ignorance. Il faut subir leur charme sans le comprendre. La sagesse de l'Égypte, de cette Égypte qui passa longtemps pour la patrie des Bohémiens, n'a-t-elle pas dit, il y a des milliers d'années : « Consulte l'ignorant comme le savant et ne t'enorgueillis pas de ta science ? »

Un compositeur éminent nous disait un jour : « Nous ne sommes portés que par ceux qui nous écrasent ! » L'expression est étrange, mais l'idée est juste. Les grands poètes ont pour les musiciens d'éter-

nelles et périlleuses séductions : ils les attirent et les perdent parfois. Ils leur promettent, avec l'émulation féconde, une part, une moitié peut-être de leur gloire. Promesses souvent trompeuses ! L'appel est un défi, et le génie, comme le sphinx antique, est fatal à qui l'approche sans être sûr de triompher de lui.

Quelle dangereuse sympathie vient de porter vers le plus tragique de nos poètes le moins tragique de nos compositeurs ? Sans doute une de ces raisons du cœur que la raison ne connaît pas. On ne s'attendait guère à voir M. Massenet écrire le nom du *Cid* en tête d'une partition. Il avait si souvent murmuré des noms de femmes : Ève, Marie-Magdeleine, Hérodiade, Manon ! Il était si bien le voluptueux musicien des rêveries plus que des passions, des langueurs plus que des violences d'amour ! S'il voulait emprunter un sujet au XVII<sup>e</sup> siècle, au lieu de prendre le *Cid* à Corneille, que ne prenait-il à Racine Andromaque ou Bérénice, une héroïne au lieu d'un héros ? Alors, quelles élégies, quelles plaintes le jeune maître nous eût soupirées ! Comme on aurait applaudi une fois encore à sa grâce, à sa poésie !

Il a souhaité faire plus et cru faire mieux. Entraîné par le prestige d'un grand nom et d'un génie puissant, il a rêvé pour lui-même la puissance et la grandeur. Mais, dans l'œuvre de M. Massenet, des pages comme le premier et le troisième finale du *Roi de Lahore* seront toujours des exceptions, et comme des violences à sa nature, une des plus délicates qui soient, nature de musicien plus que d'homme de théâtre, un peu faible parfois pour l'immense cadre de l'Opéra.

Plus que tout autre sujet, *le Cid* voulait un musicien vigoureux : Meyerbeer, par exemple, ou, à son défaut, et, plus près de nous, le pauvre Bizet, auquel la mort arracha l'ouvrage à peine commencé. De lui peut-être la tragédie de Corneille eût reçu une nouvelle gloire, s'il est vrai que les chefs-d'œuvre consacrés aient besoin de ces surcroûts de génie. Si les librettistes et les musiciens peuvent s'inspirer heureusement des poètes étrangers, il est dangereux de porter à l'Opéra français un drame à ce point national et populaire, que le texte même, comme l'action, nous en est familier. Certains dialogues, certains vers du *Cid* ne souffrent ni que la musique les altère, ni qu'elle les reproduise.

M. d'Ennery, Gallet et Blau ont respecté le texte de Corneille, là seulement où le moindre changement eût paru sacrilège. Partout ailleurs ils n'ont gardé que l'allure générale du drame : ingénieux à dégager les situations favorables à la musique, ajoutant des épisodes heureux, par exemple la scène où Chimène cherche le meurtrier de son père. Ils nous ont montré Rodrigue armé par le roi ; ils nous l'ont encore montré sous sa tente, recevant de saint Jacques une promesse de victoire. Cette intervention surnaturelle donne à Rodrigue une

nuançe de mysticisme qui nous surprend un peu, mais qui ne répugne peut-être pas au caractère de l'époque.

Développant les côtés épisodiques de la tragédie, les librettistes en ont un peu amoindri la passion maîtresse : l'amour de Rodrigue et de Chimène. Cet amour ne passe pas dans l'opéra par d'aussi fréquentes alternatives que dans le drame. Cependant ce partage, ce déchirement de l'âme de Chimène faisait pour le musicien la grande originalité du sujet, et sa grande difficulté. Tout livret pouvait offrir à M. Massenet des chœurs de soldats et des ballets espagnols, des chansons de bravoure et des carillons de fête; mais nul autre que *le Cid* ne lui donnait un duo d'amour entre une jeune fille et le meurtrier de son père. Qu'une telle situation fût traitée de main de maître, et le grand duo des *Huguenots* trouvait son égal.

L'amour de Chimène! Ne serait-ce pas là cette raison du cœur, que nous cherchions? Ne serait-ce pas cet amour, plus noble, plus dramatique que les amours par lui déjà chantés, qui tenta M. Massenet, et lui promit, s'il le chantait à son tour, des inspirations plus hautes et de plus purs accens? M. Massenet a peut-être composé *le Cid* pour Chimène, un peu comme M. Gounod a composé *Faust* pour Marguerite.

Venons à l'examen détaillé de l'ouvrage.

Devant le roi et devant Chimène, sous le porche de l'église, au clair soleil d'un jour de fête, Rodrigue paraît, et déjà sa première apparition est moins héroïque qu'élégante. Tout jeune, sa jeunesse et sa grâce se révèlent jusque dans le murmure de la foule. On l'accueille comme un bel adolescent, presque comme une jeune fille. Cette couleur juvénile ne messied pas au personnage; elle sied surtout au musicien, qui l'a cherchée dans toute sa partition. Il la retrouve un peu plus loin, et très heureusement. Après le premier couplet du chant de l'Épée, qui nous paraît un peu vulgaire, Rodrigue murmure une prière aussi douce, presque aussi timide qu'une prière d'enfant. *A saint Jacques de Compostelle j'ai voué ma foi!* Puis, de l'image sainte, ses yeux s'abaissent sur Chimène. Une modulation lumineuse fait de la prière une extase. Au dessus des violoncelles qui soupirent, passe un chant délicieux, à peine un premier frisson d'amour. Voilà bien l'orchestre de M. Massenet, avec les séductions et les caresses accoutumées. Cette phrase charmante, écrite dans un ton velouté, sera le motif, ou mieux, la devise de Chimène. Elle reparait, tout aérienne cette fois, à la fin de l'acte, quand la jeune fille rentre dans le palais. L'effet est joli, un peu trop joli peut-être; il n'est exempt ni de toute recherche, ni de toute mièvrerie. Mais l'idée est si gracieuse, les timbres de l'orchestre, flûtes et harpes, sont d'un si pur cristal, qu'on pardonne ici à M. Massenet un peu de raffinement et d'artifice.

Mainte page de ce premier acte, par exemple le duo de Gormas et

de don Diègue, montrerait comme on se brise au relief du vers, à la concision du dialogue cornélien. Une fois même, le musicien a trahi non seulement les paroles, mais le sentiment du poète : dans l'arioso de don Diègue à Rodrigue, *C'est lui qui m'a frappé*, le mouvement est trop lent, le dessin musical trop mou. Cette joue encore chaude du soufflet, le vieillard devrait la montrer à son fils avec moins de tristesse et plus de colère ; il faudrait, au lieu d'une plainte, une imprecation.

Au second acte, nous sommes devant le palais du comte. Les fameuses stances : *Percé jusques au fond du cœur*, commencent avec solennité par une phrase sombre, dont la cadence est originale, mais elles se poursuivent dans un style trop haché ; surtout elles s'achèvent par un de ces brusques passages du mode mineur au mode majeur dont l'auteur du *Cid* aurait dû se montrer plus sobre. Le duo de la provocation n'est que bien fait ; il manque de chaleur et de rapidité. Au contraire, c'est par trop de rapidité, mais par là seulement, que pécherait plutôt la belle scène qui suit. Du palais où l'on a porté le cadavre, où se chante déjà la prière des morts, Chimène sort égarée. Sans que personne réponde à sa demande farouche, elle arrive devant Rodrigue, devine tout et tombe inanimée. L'effet dramatique est saisissant ; l'effet musical ne l'est pas autant. Il paraît écourté. Une telle situation, il est vrai, ne voulait qu'un grand coup, mais un coup de foudre.

Au tableau suivant, on danse sur la place de Burgos. Tout le ballet est à la fois très franc et très ingénieux. Comme on comprend que M<sup>lle</sup> Mauri s'enlève sur ces rythmes nerveux, qui bondissent et rebondissent avec elle !

Dans *la Castillane* et *l'Aragonaise*, des traits sifflent comme des coups de fouet. *La Navarraise* est précise, le pas de deux endiablé. *L'Andalouse* et le début de *la Madrilène*, deux pages rêveuses, abondent en détails exquis d'harmonie et d'instrumentation ; l'entrée des chœurs excitant la danse de leurs cris, donne au finale une saveur très relevée.

La perle de l'acte est la mélodie de l'infante : une délicieuse sérénade de bienfaisance. Les dons aux malheureux et les vœux aux jeunes mariés se mêlent dans ces aimables couplets. Aumône d'argent, aumône d'amour ! Sa bourse à la main et sa chanson aux lèvres, la douce princesse donne en passant : « Au riche un peu de joie, au malheureux du pain ! » Ce petit *alleluia* est plein de mansuétude et de bonté, et le refrain des moines mêle à sa grâce une nuance de gravité.

Soudain Chimène accourt et demande justice. Nous n'aimons guère ni sa requête, ni la défense de don Diègue ; mais le chœur qui suit, écrit dans le style de Verdi, n'est pas sans puissance.

Avec le troisième acte nous touchons au sommet du drame. Après un bel entr'acte, où le chant désolé d'une clarinette seule est plus émouvant qu'un bruyant final, la plainte de Chimène s'élève dans le silence de la nuit. *Pleurez, pleurez, mes yeux!* Ce simple hémistiche nous a toujours ému plus que bien des pages. M. Massenet en a délicieusement rendu la douce tristesse. Il était fait pour comprendre cet appel à la douleur, cette pleine licence donnée aux souvenirs amers, ce dénûment d'une âme orpheline. Moins tragique que le désespoir d'Arnold ou de dona Anna, l'affliction de Chimène est plus élégiaque. La pauvre enfant ne sanglote pas; mais comme ses beaux yeux pleurent! Que sa cantilène est plaintive! Comme, au second couplet, l'accompagnement des violons exprime le ruissellement des larmes! Ainsi gémissait jadis, au sépulcre de son ami divin, la Marie-Magdeleine de M. Massenet. C'était le même deuil et la même faiblesse de femme! Quel pâle sourire sur le visage de Chimène, au souvenir de son amour et des sermens, hélas! impossibles à garder! La phrase du premier acte revient, rythmée à quatre temps au lieu de trois, mais se couronnant encore par une péroraison passionnée. Puis, Chimène reprend sa plainte et de nouveau elle pleure.

Brusquement Rodrigue paraît. Le duo qui commence alors est, avec l'air qui le précède, la page la plus tendre de la partition, celle où se retrouve le mieux la nature du compositeur. Sans doute, il eût fallu ici un duo surhumain. Les amours de Rodrigue et de Chimène sont héroïques, et M. Massenet ne pouvait que les rendre touchantes. Mais comme il y a réussi! Dans ces phrases languissantes, dans ce murmure de deux âmes blessées, quel charme de mélancolie et de regret! Quel répit aux souvenirs de mort, quelle trêve à la loi de haine! Quel abandon à l'ivresse de vivre et d'aimer! Il serait trop facile à la critique d'écraser le compositeur sous le poète, et d'interdire l'approche du génie à tout autre qu'à ses égaux. Même dans cette scène d'amour, le vieux Corneille reste invaincu, et peut-être à jamais invincible; mais, sous un tel adversaire, ce ne saurait être un déshonneur de plier, surtout de plier avec cette grâce.

Une fois cependant, M. Massenet a trouvé plus que la grâce: dans la prière et la vision de Rodrigue. Cette page, malgré sa simplicité, à cause de sa simplicité même, peut ne pas s'imposer tout d'abord; mais, plus on l'entend, plus on y découvre de grandeur et d'élévation. Elle restera pour nous une des belles inspirations du musicien et l'honneur de sa partition nouvelle. C'est la veille du combat. Bon nombre de soldats de Rodrigue l'ont abandonné. Il est seul dans sa tente. Au loin, de mystérieux clairons annoncent que les sentinelles veillent et que le sang coulera demain. Alors une vague lassitude envahit le cœur de Rodrigue. Il tombe dans une détresse d'âme que ne

connait pas le Cid de Corneille, mais qui nous touche chez le jeune paladin de M. Massenet. Il est détaché de ses rêves d'amour et de gloire, et sa prière exprime l'apaisement et la sérénité. Tout est pur dans cette scène et tout y est sobre. Le chant se pose, après un récit attristé, sur des accords recueillis; il se développe et s'achève avec une noblesse austère. L'entrée du chœur invisible est très heureuse; la déclamation de Rodrigue se termine par un éclat pathétique. Voilà enfin une scène où nous avons senti venir ce frisson que donnent les grandes beautés.

Du quatrième acte on n'a guère à parler. Après un *lamento* un peu banal de don Diègue, pleurant son fils qu'il croit mort, vient un beau trio entre le vieillard, Chimène et l'infante. Il commence par une douloureuse mélodie de Chimène, avec accompagnement de cor anglais; le développement, et surtout la péroraison a de l'élan et de l'éclat. Quant au dernier tableau (le triomphe de Rodrigue et le pardon de Chimène), il n'a d'éclatant que son décor.

*Le Cid* est fort bien interprété. M<sup>me</sup> Fidès-Devriès, dans le rôle de Chimène, est infiniment plus tragique et plus touchante qu'à l'ordinaire. Elle garde bien encore quelque sécheresse, une émission de voix souvent serrée, et certaines notes un peu dures. Mais elle joue avec une sobriété pathétique la scène qui suit la mort du comte. Quant à son grand air: *Pleurez, pleurez, mes yeux!* elle le chante comme elle chanta jadis au Conservatoire certain air de *Don Juan*, avec ce beau style musical que nous n'avons pas oublié, et dont nous sommes heureux qu'elle se souvienne aussi.

Chanteurs de style, MM. Édouard et Jean de Reszké le sont tous les deux. Les deux frères ont des qualités communes: l'intelligence musicale et scénique, et surtout la simplicité. Rien chez eux ne sent l'artifice ni la recherche. Leur chant est naturel comme leur voix. Et de quelle voix vibrante sans chevrottement, avec quelle noblesse d'accent, don Diègue chante-t-il son air du second acte: *Qu'on est digne d'envie!*

A qui trouverait qu'il manque de force, M. Jean de Reszké n'a qu'à répondre: *Mais j'aurai trop de force, ayant assez de cœur!* Il a le cœur, la tendresse, le charme, tout cela sans afféterie, comme il a, croyez-le bien, la force sans violence. On peut devenir un grand artiste quand on chante comme lui la prière du troisième acte, quand on lance ainsi le récit précipité qui la termine.

N'achevons pas sans dire que la voix de M<sup>me</sup> Bosman tinte comme une clochette d'argent dans l'*Alleluia* de l'Infante, que les rôles secondaires sont bien tenus, que M. Melchissédec est consciencieux, que M. Plançon fait des progrès; que l'orchestre joue, et que les chœurs chantent. Quand l'Opéra fera-t-il aux chefs-d'œuvre du répertoire l'honneur de semblables exécutions?

L'audition et l'étude de la nouvelle œuvre de M. Massenet montrent que derrière les grands hommes, ou les grands sujets dont ils s'inspirent, les musiciens se retrouvent toujours eux-mêmes. Dans le poète chéri, parfois imprudemment imité, leur personnalité, à moins qu'elle ne s'y absorbe, ne fait que se refléter; reflets aussi variés que les jeux de la lumière, qui parfois révèlent des points de vue nouveaux, jettent des rayons imprévus, éclairent d'un jour inattendu des perspectives familières. Cette diversité d'aspects, cette inépuisable faculté de métamorphose ou de transfiguration est le privilège des penseurs et des pensers immortels. Les chefs-d'œuvre sont des sources divines : on y puise, on les détourne même, sans les tarir jamais. Les exemples ne manqueraient pas dans la musique moderne, de ces dérivations parfois heureuses. Le *Faust* de M. Gounod, pour n'être pas identique à celui de Goethe, en est-il indigne? M. Massenet lui-même a trouvé jadis pour des sujets, qui sont à tous, une note qui n'est qu'à lui. Dans *Hérodiade*, dans *Ève*, surtout dans *Marie-Magdeleine*, qui reste son chef-d'œuvre, il a jeté sur l'austérité de la Bible et de l'Évangile un charme un peu profane peut-être, mais délicieux. Il a humanisé, j'allais dire féminisé, des figures divines. De cette interprétation, la rigueur de la tradition pourrait s'inquiéter. On incriminerait peut-être l'*exégèse* de M. Massenet comme celle de M. Renan. Oh! le vilain mot, et pour quelles agréables choses! Il faut lire *Marie-Magdeleine*, comme la *Vie de Jésus*. Par la forme exquise, par la couleur, par une grâce malgré tout presque divine, cette musique est sœur de cette poésie.

Aujourd'hui comme autrefois, derrière la tragédie comme derrière l'évangile, M. Massenet est donc resté lui-même, un musicien auquel les sujets tempérés conviendront toujours mieux que les sujets tragiques. Si tenté qu'il soit désormais par des modèles redoutables, qu'il ait le courage de les fuir. Toutes les audaces ne sont pas aussi heureuses que celle de Rodrigue. Comme son héros, M. Massenet peut dire : *Je suis jeune, il est vrai!* Aussi devons-nous encore espérer le chef-d'œuvre de sa maturité. En attendant, nous retiendrons de l'œuvre nouvelle, avec une très belle page, bien des pages charmantes. A défaut de la force et de l'héroïsme, rendre ainsi la jeunesse et la grâce; chanter comme l'a fait M. Massenet, la douleur et la tendresse de Chimène, si ce n'est pas traduire Corneille, ce n'est pas non plus le trahir.



---

# REVUE DRAMATIQUE

---

Vaudeville : *Georgette*, comédie en 4 actes, de M. Victorien Sardou. — Comédie-Française : *Socrate et sa Femme*, comédie en 1 acte, en vers, de M. Théodore de Banville.

*L'Impasse, ou le Pour et le Contre*, c'est le sous-titre qui siérait à la nouvelle comédie de M. Sardou, *Georgette*. Un homme d'honneur épouse-t-il, oui ou non, la fille irréprochable d'une courtisane? Tel est le cas de conscience porté devant le public du Vaudeville par l'auteur d'*Odette*: il l'expose avec la même impartialité dont il fit preuve dans son *Daniel Rochat*.

La question, pour quiconque a suivi, depuis une trentaine d'années, le train du théâtre et du roman, n'est pas imprévue : maint docteur y a répondu par avance plus ou moins expressément. « Parbleu! déclare M. Dumas, votre homme d'honneur épousera cette fille, s'il l'aime. Voyez André de Bardannes : il répare la faute de Denise, qui est personnelle; à plus forte raison pardonnerait-il une honte héréditaire. Et voulez-vous savoir toute ma pensée? Non-seulement votre héros peut épouser votre héroïne, mais il le doit; il acquittera ainsi envers elle une dette de la société dont il est membre; il compensera le tort d'un autre homme dont il est solidaire : voyez Camille Aubray! » M. Albert Delpit, à son tour : « J'ai marié le fils de Coralie; a-t-elle une fille, à présent? Je ne ferai pas plus de difficultés pour l'établir. Épousez, épousez! On prétendra que, chez une fille plus que chez un fils, la mère étant une drôlesse, il est à craindre que les effets de l'hérédité ou d'une éducation peu sincère ne se déclarent un jour : jugement superficiel! Les risques sont les mêmes : si le garçon fut bon à prendre, sa sœur l'est aussi. On objectera qu'un homme a proprement sa valeur sociale, et qu'une fille l'emprunte de son origine :

sophisme ! Une fille, justement à l'heure du mariage, emprunte sa valeur sociale de son mari. Même, à bien regarder les choses, elle a, en ce point, l'avantage sur un garçon : le fils de Coralie, en épousant M<sup>lle</sup> X, reste M. Coralie et fait d'elle M<sup>me</sup> Coralie ; sa fille, en épousant M. Z, devient M<sup>me</sup> Z... Croyez-moi, monsieur Z, épousez, épousez sa fille ! »

D'autre part, le public, à tous ces beaux discours, faisait : « Oh ! oh ! » Il courbait la tête, un moment, sous la poigne forte et prompt de M. Dumas, sous la main violente de M. Delpit ; il l'avait même inclinée sous le geste mélodramatique de Félicien Mallefille, l'inventeur des *Mères repenties* ; mais, ces auteurs une fois passés, il se redressait et prenait sa revanche : « Bon ! s'écriait-il, ce ne sont que jeux d'hommes de lettres, théories à faire passer la soirée ! Mais dans la pratique, et même en droit... » Pour la pratique, dès avant M. de Maupassant et son *Yvette*, vers qui plusieurs se tournaient avec complaisance, on avait su que, si des hommes bien nés s'unissent à des filles mal nées, ce n'est guère en de justes noces ; pour le droit, on maintenait sans hésiter, contre les thèses des écrivains, qu'un homme d'honneur ne transporte le nom de son père, le nom porté par sa mère, qu'à la fille sans reproche d'une mère réputée sans tache.

Survient M. Sardou. Le fils de M<sup>me</sup> Aubray a rencontré la fille de Coralie ; comme Panurge autrefois consulta Pantagruel, de même ce candidat au mariage consulte M. Sardou. « Hé ! hé ! fait l'oracle. — Mais encore ?.. — Hé ! hé ! — Nos personnes se conviennent... — Mariez-vous donc ! — Nos parentés ne se conviennent pas... — Point ne vous mariez ! » Si le premier sous-titre que je proposais plus haut, *l'Impasse*, paraît de mauvais augure, et si *le Pour et le Contre* paraît trop léger, M. Sardou, au moins dans la brochure, peut écrire au-dessous de *Georgette : l'Individu et la Famille* ; il se placera de la sorte parmi les princes de la sociologie, auprès de M. Herbert Spencer, avec d'autant plus d'avantage qu'il n'aura sacrifié ni la famille ni l'individu. Exempt de cette passion logicienne qui emporte les réformateurs, libre aussi de ces préjugés qui enchaînent les bonnes gens, homme d'esprit plus que de foi et de routine, avisé, alerte, il combat des deux mains, il se garde à droite, il se garde à gauche ; il voit les réalités adverses et, comme dit M. Renan, « les deux faces de la vérité. »

Qu'on ne prétende pas, d'ailleurs, qu'il examine et qu'il éclaire l'une avec plus de déférence que l'autre. Sans doute, à la fin de la pièce représentée tous les soirs, son héroïne reste fille, et son héros s'apprête à épouser une tierce personne, une petite cousine, née d'une tante vertueuse ; mais de même et par une exacte compensation, si l'on en croit la renommée, cette héroïne, lors des premières répétitions, épousait au dénouement un fort honnête homme, oncle du héros ; à la dernière répétition encore, où l'auteur prit une grande partie du public à témoin de ses intentions véritables, il indiqua ce mariage

comme aussi probable que celui de Rodrigue et de Chimène ; s'il eut ensuite le courage mélancolique d'en sacrifier l'annonce, il ne faut accuser de ce changement que l'inquiétude de quelques donneurs d'avis : ces gens timides lui firent craindre que trop de spectateurs, ayant payé leur place pour être satisfaits, ne vissent avec déplaisir l'âge mûr de certain comédien et sa corpulence, quel que fût son talent, s'unir aux sveltes appas de sa jeune camarade. N'importe : l'ouvrage demeure tout orienté vers cette fin. Ce n'est pas inutilement que, dès le début, un médecin ordonne le mariage à ce prétendant de réserve ; ce n'est pas pour rien que lui-même, vers le milieu, quand sa sœur lui demande : « Épouseriez-vous cette fille-là ? » répond avec désinvolture : « Moi ? Tout de suite ! » Il peut bien ajouter qu'il est vieux garçon, indépendant, se moque du « qu'en dira-t-on, » et n'a pas de mère à ménager ; ces conditions accidentelles peuvent lui donner, en fait, des facilités que n'a pas son neveu : il est cependant, comme celui-ci, membre solidaire d'une famille, héritier de son honneur, et jusque-là il le perpétue dignement. Lui non plus, il ne peut conclure ce mariage sans préférer à l'intérêt de la famille celui de cette jeune personne et le sien propre. Et pourtant l'auteur, qui défend ce mariage au neveu, le permet manifestement à l'oncle ; ou plutôt il ne défend ni ne permet rien à personne ; il constate que l'un, selon le devoir envers la famille, n'épouse pas ; il constate que l'autre, selon le droit de l'individu, épouse. L'œuvre, au demeurant, est neutre ou plutôt mi-partie : quelqu'un s'en plaint-il ? Autant vaut à peu près se plaindre qu'elle existe : sa raison d'être est justement ce caractère. Pourquoi M. Sardou eût-il repris cette donnée ? Pour la traiter selon la doctrine de M. Dumas et de M. Delpit ? Sans doute il a jugé que l'entreprise était superflue. Selon la doctrine adverse ? Il a pensé apparemment que suivre le contrepied d'autrui serait encore trop peu neuf. Il a donc imaginé cette troisième méthode. Aussi bien, sans malice et de bonne foi, il pouvait s'y arrêter : elle convenait naturellement à son intelligence, qui fait vite le tour d'une question, et à son indifférence de dramaturge, qui anime d'un souffle égal des fables contraires.

S'il est un passage dans cette pièce où l'on reconnaît mieux que dans aucun autre l'agilité d'esprit de M. Sardou servie par sa prestesse de main, et où l'on admire, avec la souplesse de la pensée, la netteté de l'exécution, assurément c'est le résumé que fait l'oncle, au deuxième acte, des débats de sa belle-sœur et de son neveu. Après ces morceaux oratoires, il y a là quelques paroles familières qui procurent à l'auditeur une détente ; elles donnent l'occasion aux partisans de l'une et de l'autre cause, même aux plus émus, de sourire discrètement ; ces paroles contiennent la substance de l'ouvrage, et c'est là que l'originalité en est le plus visible. « Me blâmez-vous ? » demande

M<sup>me</sup> de Chabreuil à son beau-frère, après qu'elle a disputé contre son fils pour le détourner de ce mariage, et qu'il lui a répliqué obstinément. « Vous, ma sœur ? répond ce président improvisé ; Dieu m'en garde ! Vous avez absolument raison. » Et, aussitôt, se tournant vers son neveu, du ton le plus simple, il ajoute : « Lui aussi, du reste ! »

Le tour n'est-il pas joli ? Ce personnage exprime ici la pensée de l'auteur, sa pensée de derrière la tête et qu'il désavouerait vainement ; aussi, pour échapper au soupçon de paradoxe, il prend soin de s'expliquer en termes formels : « Je vous approuve fort, continue-t-il, de fermer votre porte à une mère si compromise ; mais je ne saurais trop le féliciter de l'ouvrir à une fille si chaste et si réservée... Vous défendez la famille, il plaide pour l'humanité ; vous parlez avec votre raison, il réplique avec son cœur... » Voilà bien l'opinion, ou plutôt les opinions de M. Sardou : humainement, ce mariage est bon ; socialement, il est mauvais. Le droit de la personne et celui de la société sont ici face à face, en irréconciliables ennemis. L'un doit-il prévaloir sur l'autre, et lequel ? L'auteur laisse au voisin de droite, au voisin de gauche, le soin de prononcer là-dessus. Il constate une antinomie et ne se charge pas de la résoudre. De vrai, il va de soi que, selon les cas, l'un des adversaires l'emportera sur l'autre, tantôt celui-ci, tantôt celui-là, et, sans doute, la raison du plus fort sera, chaque fois, la meilleure : elle ne saurait, du moins, être mauvaise. Le sens commun, dispensé par son essence même d'étudier la question, la tranche ainsi des deux tranchans de sa bonne hache ; et avec le sens commun, qui semble ici original, parle et agit M. Sardou.

Pendant, cette ambiguïté, qui fait l'originalité de l'ouvrage, le met, par définition, en péril. « Votre conseil, dit Panurge à Pantagruel pour conclure l'entretien, semble à la chanson de Ricochet. Ce ne sont que sarcasmes, moqueries et redictes contradictoires. Les unes détruisent les autres. Je ne sçay ès quelles me tenir. » C'est justement le reproche que M. Sardou encourt du public. S'imagine-t-on qu'il eût risqué davantage à marcher dans le même sens que MM. Dumas et Delpit, ou dans le sens contraire ? Il eût rencontré, en effet, des adversaires sur sa route ; mais ces adversaires, ne fût-ce que pour le combattre, et pour la durée du spectacle au moins, l'auraient suivi. Sur un théâtre, pour s'attacher l'intérêt, il faut aller d'un point à un autre ; de celui-ci à celui-là ou réciproquement, peu importe, à l'heure de la représentation, pourvu que le spectateur soit entraîné. Le drame est le passage d'un état moral des personnages à un état différent : la crise, par laquelle ce mouvement se détermine, voilà ce que doit montrer l'auteur. Place-t-il ses héros dans une impasse, il s'y engage avec eux ; le public s'y fourvoie du même coup, il est déçu, il se récrie. « Mariez-vous !.. Ne vous mariez pas !.. » Je conçois que M. Sardou, selon l'espèce, offre alternativement ces deux conclusions : peut-être eût-il mieux fait de les

offrir en deux comédies que dans une seule. N'a-t-il pas signalé, dans une célèbre farce, avec une plaisante élégance de démonstration, la vanité du divorce? Quelques années plus tard, n'a-t-il pas dénoncé dans *Odette*, avec beaucoup de pathétique, la cruauté du mariage indissoluble? Après *Séraphine*, ce pamphlet contre la dévotion, n'a-t-il pas trouvé bon que *Daniel Rochat* fût tourné comme une machine de guerre contre la libre-pensée? Il a usé, dans ces jeux contraires, de son droit d'auteur dramatique. De même, à la question qu'il pose aujourd'hui, il aurait pu, par des biais divers, présenter deux réponses : en deux pièces, dont les héros eussent différé par le caractère, et surtout par le degré de la passion, il eût fait triompher tour à tour la famille et l'individu. Mais non ! Il prétend donner les deux réponses à la fois, et de la sorte il n'en donne aucune; son interprète lui-même le déclare : « La solution? dit cet arbitre. Il n'y en a pas, comme dans la plupart de ces questions-là. Car enfin, je vous défie bien de dégager de tout ce que nous avons dit une autre moralité que celle-ci : une femme galante ne doit pas faire de sa fille une honnête fille !.. Elle ne vous convient pas?... Trouvez-en une autre !.. » Voilà le mot central de la pièce; on n'accroche pas plus délibérément sur un ouvrage dramatique ce singulier écriteau : Impasse.

Pour rester sur place, pour y laisser le public, M. Sardou a choisi des héros dont il fût sûr, des héros sages, presque immobiles. Sans doute il ne suffisait pas, pour garantir l'équilibre de la comédie, que l'oncle dût épouser, et le neveu point : ils auraient pu, avant de parvenir chacun à son but, avoir de grands espaces à franchir et se croiser en chemin; pour plus de sécurité, chacun, dès le lever du rideau, est à son poste, où finalement il se retrouve; chacun, veux-je dire, demeure dans les mêmes sentimens, ou presque; le plus agité des deux, le jeune homme, s'il a bougé dans l'intervalle, n'a bougé que fort peu. Aussi bien regardez-le, ce héros, et regardez l'héroïne, puisque leur amour est le foyer de la pièce. L'un est campé à droite, l'autre est campée à gauche; ni l'un ni l'autre ne traverse la scène pour aller jusqu'à l'objet de sa passion. Est-ce passion qu'il faut dire? Inclination suffirait. L'un et l'autre peuvent bien s'avancer jusqu'au milieu, vers le trou du souffleur; une fois là, ils se font part de leurs consignes, et puis chacun retourne à sa place. Roméo rentre chez les Montaigu, Juliette chez les Capulet; Rodrigue tire de ce côté pour épouser l'infante, sa cousine, et Chimène s'en va par là, réservée à l'oncle don Sanche. Les deux parties obéissent à des mots d'ordre. Même, pour le dire en passant, l'échange de ces mots d'ordre est encore un des traits où se reconnaît la netteté de M. Sardou. Le jeune homme annonce à la jeune fille que sa mère consent au mariage, pourvu que sa mère, à elle, habite un pays voisin, où ils iront, chaque année, lui tenir compagnie pendant six semaines : « Et si ma mère et

moi, répond à peu près la jeune fille, n'acceptons pas de vivre, à l'ordinaire, séparées?.. — La mienne alors refuse son consentement. — Ne pouvez-vous lui adresser les sommations légales? — Moi! que je manque de respect à ma mère!.. — Vous voyez bien, mon ami, que je ne peux manquer de respect à la mienne. » Et là-dessus, dos à dos, ils se quittent. La rencontre des consignes est ingénieusement préparée, l'opposition en est vivement faite. Hé! qui ne voit que ce sont des consignes? Les conditions de ce mariage, tout de bon, étaient acceptables; bien des familles régulières ne s'unissent pas à meilleur compte: il fallait ici, pour empêcher l'accord, un commandement exprès de l'auteur. Mais, pour que le héros et l'héroïne soient ainsi dociles à ses ordres, ne faut-il pas qu'il leur ait choisi de certaines âmes et permis seulement un certain degré de passion? Oui, sans doute, par son décret et pour son dessein, ils s'aiment faiblement; autant dire, puisqu'il s'agit de personnages de théâtre, qu'ils ne s'aiment pas. Même des amours plus énergiques, sur la scène, pour avoir cédé, nous sont suspects. Ici la loi des sentimens est: « Malheur aux vaincus! » Toute passion qui ne parvient pas à son objet, ou ne périt pas avec le héros qu'elle anime est soupçonnée d'avoir mal combattu ou de n'avoir pas, combattu du tout; s'il n'est, à la fin, mort glorieusement ou victorieux, l'amour est tenu pour déserteur; s'il n'a pas gagné la partie, c'est qu'il n'était pas là. Des amoureux comme ceux-ci courent donc le risque d'être accusés de n'aimer point. Le foyer de l'ouvrage est tiède ou, pour mieux dire, éteint aussitôt qu'allumé. Difficile entreprise, décidément, que celle de M. Sardou!

Mais, s'il n'y a guère d'action entre le héros et l'héroïne, peut-être y en a-t-il une entre chacun d'eux et sa famille; entre l'enfant de l'honnête femme et sa mère, dût la pièce rappeler un peu trop *les Idées de Mme Aubray*, — entre l'enfant de la courtisane et la sienne, dût-on se souvenir trop clairement du *Fils de Coralie*. Ce double danger a-t-il effrayé M. Sardou? Je croirais plutôt que, s'il s'est méfié de l'une et de l'autre lutte, c'est que toutes les deux pouvaient aboutir à d'autres fins que la sienne: le héros n'aurait eu qu'à trop bien convaincre sa mère! La mère de l'héroïne n'aurait eu qu'à se sacrifier! On était, malgré soi, tiré de l'impasse: or il s'agit d'y rester.

Point de drame entre M<sup>me</sup> de Chabreuil et son fils: une simple controverse, au deuxième acte, suffit. A l'instant où ils forment le projet de rechercher pour bru et pour femme M<sup>lle</sup> Paula d'Alberti, fille de la duchesse de Carlington, ils apprennent par leur parent, M. Clavel de Chabreuil, que le comte d'Alberti, prétendu père de la jeune fille, n'a jamais existé; qu'elle est née des amours de Cardillac, un ami de Clavel, un officier mort à l'ennemi, et de Georgette Cural, dite Geogotte, danseuse de genre, chanteuse légère, et légère en tous genres, enrichie, après bien des aventures, par le testament d'un Américain, épousée pour cette

fortune, en premières et dernières noces, par un Anglais ruiné, lord O'Donnor, duc de Carlington. Cela ne fait pas que Paula ne soit une jeune personne accomplie, douée à merveille et parfaitement élevée. Gontran expose toutes les raisons qu'un homme peut avoir d'épouser une telle fille; M<sup>me</sup> de Chabreuil, en regard, développe toutes les raisons que peut avoir une famille de repousser l'alliance d'une telle mère. Gontran s'anime jusqu'à établir un parallèle entre la courtisane qui, en préparant sa fille pour le mariage, a travaillé au salut d'une âme, et l'honnête femme qui, en repoussant cette fille du mariage, travaille à sa perdition : précisément, c'est le plus haut point où sa passion s'exalte. M<sup>me</sup> de Chabreuil répond qu'elle n'admet pas une Geogotte (ou Jojotte, comme l'écrivit M. Sardou), à l'honneur d'être un jour, au même titre qu'elle-même, la grand'mère de ses petits-enfants : parmi les argumens que l'auteur lui attribue, c'est le plus convenable à sa personne et à sa condition, le plus naturel et le plus topique. M. Clavel, comme nous l'avons vu, préside à la discussion et la résume. Après quoi, il n'est plus question de ce débat entre la mère et le fils jusqu'au dernier acte, où le fils vient annoncer qu'il a obtenu à la cantonade, sans doute par un coup de la grâce, le consentement de sa mère. Voilà pour une partie; voici pour l'autre.

Paula, jusqu'au troisième acte, ne se doutait nullement de l'indignité de sa mère. Elle l'apprend alors jusqu'en ses détails; elle l'apprend par un artifice d'une complication extraordinaire, d'une conduite pénible et d'une vraisemblance douteuse : il y faut, avec beaucoup de menus faits, la maladresse et l'imprudence d'une camériste qui devrait être plus rouée, étant depuis un quart de siècle au service de Geogotte; il y faut chez l'héroïne une force et une vitesse d'induction à émerveiller Edgar Poë; et, si rapide que soit chez cette innocente l'intelligence du mal, ce coup de théâtre fait long feu. Mais de quelque façon qu'elle l'ait sue, Paula sait l'infamie de sa naissance : que va-t-elle faire ensuite? Voilà l'important. Eh bien! Paula cache à sa mère la connaissance qu'elle a de ce déplorable secret. Le sentiment est délicat; ce tour, d'autre part, donne quelque nouveauté à la pièce : qui ne voit cependant qu'il étouffe le drame? Au moins il le restreint sévèrement. Geogotte, ignorant que sa fille est éclairée, demeure jusqu'au bout la même; Paula, mettant l'éteignoir sur la lumière, reste isolée : point de reflet d'une âme sur l'autre. Dans ces conditions, si le drame existe, il est borné au cœur de l'héroïne; il se réduit à un monologue : et, en effet, la scène qui suit la révélation, entre Paula et Clavel, n'est proprement, si je puis dire, qu'un monologue à deux voix. Clavel, ici, ne parle pas pour son compte; il prête des paroles à la conscience de la jeune fille, à cette conscience partagée tout d'un coup; il en représente la moitié. Il plaide pour la piété filiale, pour la gratitude, pour l'équité,

pendant que Paula, par ses mots entrecoupés ou par son silence, plaide pour la pudeur, pour la fierté, pour le droit. Peu à peu il la persuade, ou plutôt elle se persuade elle-même; sa douleur se fond en pitié, s'exalte en admiration pour cette mère qui, étant ce qu'elle est, a formé sa vertu, au risque d'être un jour condamnée par elle. Quand elle reparait, cette mère, Paula se jette dans ses bras sans lui rien dire que d'héroïquement insignifiant, et l'étreint avec une émouvante fureur de tendresse. Le geste est décisif, il est net, joli, pathétique; il fait éclater les bravos et jaillir les pleurs. C'est qu'il est le dernier terme d'une série de mouvemens d'âme, la fin d'une action morale que le spectateur a suivie chez Paula : en vérité, c'est la seule de l'ouvrage; aussi est-ce elle qui en détermine le succès. La psychologie qui se laisse voir dans cette scène est suffisamment déliée; le revirement qui s'y fait, s'il est plus hâté que ne le voudrait la nature, a cet avantage de soulager le public, oppressé par le jugement que cette fille suspendait sur sa mère; mais surtout le privilège de ce monologue (une héroïne de tragédie l'eût tenu à elle seule), son caractère particulier dans la pièce et la cause de son efficacité, c'est qu'il est dramatique. Singulier cas cependant que celui d'un ouvrage de théâtre dont la seule partie dramatique est un monologue !

Hors de cette scène, M. Sardou peut montrer de quoi sa psychologie, qui ne s'y dépense pas tout entière, est capable. Il peut ébaucher le caractère de la courtisane parvenue à une grosse fortune et à un grand nom, mère passionnée à la fois et aveuglément égoïste; heureuse d'avoir été « le fumier » d'où sa fille est sortie comme une fleur, incapable de se douter que, pour le bonheur et l'honneur de cette enfant, il faudra un jour l'arracher d'elle-même. Nous n'irons pas, comme pourrait dire certaine douairière, chercher midi à quatorze heures; nous ne reprocherons pas à l'auteur d'avoir esquivé, après l'avoir annoncé en quelques points, le sujet que des mœurs récentes lui ôtraient au moins en qualité d'exception, et d'avoir diminué ainsi la portée possible de sa comédie; d'avoir montré la courtisane déguisée en honnête femme et en grande dame et ne gardant d'elle-même que sa conscience, — au lieu de la prendre toute franche, fidèle à sa condition, sinon à l'exercice de son métier, et prétendant, telle quelle, imposer à une famille, et, par cette famille, au monde le contact de son argent et de son alliance. Le personnage, ainsi hasardé, eût été plus curieux; il eût donné à la société contemporaine l'occasion de mieux déclarer ses complaisances nouvelles, tandis que, travesti comme on nous le donne, il complait, au contraire, aux semblans de préjugés qu'elle garde. Nous l'acceptons néanmoins tel que M. Sardou le présente; nous trouvons même qu'il le pose bien; — il ne peut faire qu'il soit vivace : il n'a pas lieu de le faire agir. A plus forte raison, M<sup>me</sup> de Chabreuil, qui n'a guère de caractère propre, a-t-elle assez d'une seule posture : elle



apparaît, au deuxième acte, en l'attitude que nous savons, et ne reparait pas. Son beau-frère, s'il n'était animé de quelques sentimens modérés, — amitié pour feu Cardillac, père de Paula, camaraderie pour Georgette, affection pour la jeune fille, à qui la Providence le destine comme un pis-aller; et, d'autre part, respect de l'honneur familial et des convenances mondaines, — s'il n'était travaillé par ces germes de sentimens, Clavel de Chabreuil serait un pur raisonneur, un confident, un écho; d'ailleurs, nous avons vu s'il se remue. La petite cousine de Gontran, l'orpheline Aurore, qui, par dépit amoureux, se promet d'entrer au couvent et sera trop heureuse, à la fin, de consoler le héros, cette ingénue calquée sur Balbine Leverdet, de *l'Ami des femmes*, et pesamment calquée, ne fait que sautiller, avec un enfantillage de convention, à côté de la pièce. Pour le héros lui-même et l'héroïne, on me dispensera d'y revenir : on connaît la longueur de la corde qui les attache... Et voilà que j'ai cité tout le monde, sauf des personnages accessoires, qui peuvent grouiller, mais qui n'agissent pas : la camériste, qui n'est qu'un vieux ressort d'intrigue, un valet assez grossier, un médecin spirituel, une femme du monde épaissement cynique et sotté. Dix fois plus nombreux seraient les personnages et tous dessinés avec dix fois plus de soin que le plus curieusement traité de ceux-ci, pourtant ils ne seraient pas vivans, agissans, dramatiques : cela leur est défendu. Prenant, après les inventeurs, cette donnée de drame, M. Sardou a voulu, pour être original, l'accommoder de telle manière qu'il n'y eût plus aucun drame : il a presque gagné la gageure.

C'est ce parti-pris qui a produit *Georgette* : comment regretter qu'il en ait gêné le succès? Et pourtant c'est lui qu'il faut accuser des hésitations de la faveur publique, bien plus que certaines invraisemblances de détail, matérielles ou morales, bien plus même que certaines longueurs et lourdeurs, qui néanmoins surprennent. Cette netteté d'exécution, ce tour de main, ce coup de langue, pour lesquels nous admirions l'auteur de *Fédora*, nous comptions les reconnaître dans cette pièce moderne, pour laquelle, après *Théodora*, M. Sardou avait l'heureuse idée de se rassembler : nous retrouvons ces mérites en plusieurs passages; ailleurs, ils font défaut. Des vulgarités, çà et là, nous déplaisent : quelques-unes sont voulues, comme celle de cette femme du monde qui représente la morale des Philistins; mais ne pouvait-elle les représenter sous des traits à la fois plus vraisemblables et plus rares? Quelques-unes paraissent nécessaires : ainsi le récit que fait Gontran des aventures de Georgette devant deux jeunes filles, sa cousine et sa fiancée. Il fallait que Paula connût cette histoire; mais ne pouvait-elle l'entendre sans qu'elle lui fût adressée? Ne pouvait-elle la tenir d'une autre bouche, de quelque étourdi, par exemple, pilier de club et d'écurie, plutôt que de ce grave jeune homme, digne fils

d'une bonne famille, lieutenant de vaisseau et décoré? D'autres fautes de goût enfin ne sont ni voulues ni apparemment nécessaires. Gontran, pour gagner sa mère à son projet de mariage, étale une érudition saugrenue et peu décente sur les rapports de ses arrière-grands-mères avec les rois de France, depuis Louis XII jusqu'à Louis XV; cependant ses aïeux, à l'en croire, n'auraient rien fait pour l'état, sous aucun règne, que d'accepter le salaire des services déshonnêtes de leurs femmes. M<sup>me</sup> de Chabreuil, d'autre part, cette douairière en cheveux blancs, couvrirait la voix d'un chroniqueur moraliste en dépense d'effets oratoires; elle parle de renvoyer Georgette, « la vieille fille de joie, » et toutes ses pareilles à « leur égout: » sans doute, elle manie facilement le balai. S'indigne-t-elle de la duperie des honnêtes femmes, écoutez comme elle les apostrophe : « Imbéciles! Que ne faites vous comme M<sup>lle</sup> Jojotte?.. On court la pretantaine; on y attrape quelque enfant de hasard... Bonne mère!.. Ma chatte aussi, quand elle a bien couru les toits, elle est très bonne mère! » Enfin, Paula elle-même, cette délicieuse et pudique personne, quand l'ami Clavel exhorte sa piété filiale et met devant ses yeux les bienfaits de sa mère, sachez de quel propos elle l'interrompt, et dites si cette platitude de rédaction ne rend pas l'idée plus fâcheuse : Clavel excuse Georgette par l'emploi qu'elle a fait de sa fortune ; d'un ton mélancolique, mais le plus simple du monde, la jeune fille murmure : « Si mal acquise!.. »

Mais ce n'est rien de tout cela, en vérité, qui empêche *Georgette* de ravir l'auditoire; ce n'est pas non plus la qualité du style, plus traînant néanmoins en divers passages qu'on ne l'attendait de M. Sardou, et çà et là plus impropre; encore une fois, ce qui retient la pièce comme un double poids de plomb, c'est la double solution que l'auteur a voulu y attacher : n'est-ce pas pour elle qu'il l'a faite ? Il a juré, voyant les bateaux de ses confrères qui vont sur l'eau, qui remontent même le courant alors que le préjugé public le descend, il a juré de n'imiter personne; et, comme rien n'est impossible à son talent de constructeur, il a tenu parole : il a fait un bateau qui ne va pas sur l'eau ; ancré par deux amarres, cet ouvrage est un merveilleux ponton.

Oui, certes, il est merveilleux, et pour le construire et pour l'aménager il a fallu bien du talent : sa vue, en somme, n'amuse-t-elle pas le spectateur assez pour qu'il reste sur place, trois heures durant, à le considérer? Un ouvrage de cette sorte! avec les défauts que nous connaissons! N'est-ce pas singulier? Il faut que, par d'autres endroits, le mérite de la facture soit rare : il l'est, en effet. L'exposition, si touffue qu'elle soit, est claire; l'entrée de Georgette, quand la duchesse de Carlington est annoncée, fait ouvrir vivement l'œil au public; les deux grandes scènes où elle obtient de Clavel la promesse d'une discrétion absolue et où il la retire, séparées par la petite scène où il apprend de Paula qu'elle et sa mère connaissent sa belle-sœur, à lui, et

son neveu, tout cet ensemble est lié, distribué avec art. Au deuxième acte, la séance présidée par Clavel, où M<sup>me</sup> de Chabreuil et Gontran disputent sur le mariage, fournit encore une scène bien composée, bien conduite; le résumé des débats, nous l'avons dit, est d'une netteté remarquable. Au troisième, l'entretien de Paula et de Clavel, ce que j'ai appelé un monologue à deux voix, est un excellent morceau de théâtre : le geste qui l'achève est scénique, il est exquis et semble inspiré. Au quatrième, j'ai loué déjà l'échange des consignes; le duo des adieux, au moins pour la partie de Paula, est d'un mouvement presque lyrique; pour qu'il soit beau, il n'y manque rien que le style. Enfin, le dénouement, si critiquable qu'il soit pour le fond, est notable au moins pour la simplicité de la forme; d'un tel auteur surtout, il plaît aux raffinés comme un trait de modestie. Aussi bien il termine congrûment cette pièce, où M. Sardou n'a que peu sacrifié à l'intrigue. Des gens, qui ne s'aiment ni plus ni moins qu'on ne s'aime couramment, se séparent; un maître d'hôtel avertit de se mettre à table : un mariage manqué, un dîner servi, voilà des incidens de la vie ordinaire. M. Zola lui-même, qui naguère, agacé par les fictions de M. Sardou, lui refusait son estime, doit se tenir en ce point pour satisfait.

Ainsi M. Sardou, avec cette donnée, n'a refait ni *les Idées de M<sup>me</sup> Aubray* ni *le Fils de Coralie*, ni un drame adverse; il n'a pas affecté, pour marcher avec eux ni contre eux, la carrure magistrale de M. Dumas ni l'énergie juvénile de M. Delpit. Entre eux et le public, sur place, il a fait sa *Georgette*, qui est bien à lui; il l'a faite telle qu'on pouvait la faire, ou plutôt quoiqu'elle fût impossible : ce n'était pas trop, pour une telle entreprise, de tout son talent.

Ce n'était pas trop non plus, pour la réussite, du talent de M<sup>lle</sup> Brandès, qui s'est déclaré à plein dans le rôle de Paula; elle est bien attachante, cette jeune fille : elle est gracieuse avec gravité, comédienne avec naturel, pathétique sans réminiscences de tragédie ni de mélodrame. M<sup>lle</sup> Tessandier joue le personnage de Georgette non-seulement avec force, mais avec justesse et mesure. M. Adolphe Dupuis prête à Clavel sa bonhomie et sa finesse, sa rondeur et cette tenue parfaite qui est la preuve d'une scrupuleuse intelligence de toute l'œuvre. *Georgette*, au demeurant, n'a pas à se plaindre de la troupe du Vaudeville.

Cette pièce, prêtant à la discussion, m'a retenu longtemps, et voici que je puis à peine en signaler une autre, qui ne demande guère, il est vrai, que d'être écoutée, et qui ménage à l'auditeur un délicat plaisir : *Socrate et sa Femme*, de M. de Banville. J'y reviendrai bientôt, ainsi qu'à différentes nouveautés : puissent-elles m'attendre toutes aussi commodément que celle-là!

---

LES

LIVRES D'ÉTRENNES

---

Ce n'est pas notre faute, mais plutôt celle des éditeurs, peut-être aussi cette fois celle des temps et de la politique, si nous sommes obligé, chaque année, dans cette rapide revue des livres d'étrennes, de passer par les mêmes chemins, de louer presque les mêmes livres de la même manière, et de nous souhaiter à nous-même, pour la prochaine année, de nous moins ressembler. — Nous n'avons pas la prétention de croire que nous ayons contribué à vaincre notre vieille ennemie, la chromolithographie; le fait est cependant, nous le constatons avec plaisir, qu'elle s'est peu montrée cette année, presque timidement. L'impression en couleurs la remplace avantagement, et même quelques éditeurs sont enfin parvenus à enlever au procédé ce qu'il avait naguère encore d'apparence tout industrielle, si je puis ainsi dire, pour lui donner une vraie valeur d'art. Tels sont MM. Boussod et Valadon, dans une fort belle publication : *l'Armée française, types et uniformes*, qui coïncide plutôt avec le temps des étrennes qu'elle n'est vraiment un livre d'étrennes; et dont il n'a paru d'ailleurs que la première livraison (1). Les dessins et les compositions de M. Édouard Detaille, à eux seuls, pour leur élégance unique dans l'exactitude et leur vivacité dans la justesse, mériteraient une longue étude, si le nom de M. Detaille n'y suppléait sans doute. Il y aurait à signaler dans le texte, d'autre part, des renseignemens historiques d'une valeur certaine, que l'on ne trouverait pas ailleurs, que l'on s'étonne d'apprendre ici pour la première fois, tant il semblerait naturel qu'on les connût de tout temps. Mais,

(1) Boussod et Valadon, éditeurs.

peut-être, pour parler du texte et des dessins, vaut-il mieux attendre que la publication soit plus avancée de quelques livraisons, et se contenter de dire que si la suite en répond au commencement, — et nous n'en doutons pas, — *l'Armée française* laissera loin derrière elle tout ce que l'on avait fait ou tenté jusqu'ici en ce genre.

*La Française du siècle* et *le Vicair de Wakefield* sont également illustrés en couleurs. Le précieux auteur de *l'Éventail*, de *l'Ombrelle*, de *Son Altesse la femme*, M. Octave Uzanne, a écrit *la Française du siècle* (1). Comme je n'en donnerais peut-être pas une idée assez claire en disant avec M. Uzanne que ce sont ici « des bulles de savon édulcorées de notions historiques, et très largement additionnées de pansophie à l'eau de rose, » je dirai plus uniment qu'en neuf chapitres, à commencer par les *Merveilleuses* du Directoire pour finir par les *Contemporaines*, c'est l'esquisse d'une piquante histoire des mœurs par la mode. Couplets amusans et galans, anecdotes curieuses, observations intéressantes, citations caractéristiques abondent dans ce volume. M. Albert Lynch en a peint les illustrations à l'aquarelle et M. Eugène Gaujean les a gravées à l'eau-forte en couleurs. Aquarelles et gravure nous ont paru très supérieures à ce qu'elles étaient l'an dernier dans *Son Altesse la femme*. Nous ne regrettons que de ne pas assez nous connaître aux procédés pour pouvoir joindre à celui du peintre l'éloge motivé du graveur.

De quel procédé s'est-on servi pour illustrer *le Vicair de Wakefield* (2), nous ne saurions non plus exactement le dire, et c'est, sans doute, le secret de l'imprimerie Quantin, puisqu'elle seule en a jusqu'ici tiré l'heureux parti que nous voyons. Je pense que l'on me dispensera de parler du texte de Goldsmith : avec tous ses défauts, qui ne sont pas petits, *le Vicair de Wakefield* n'est pas moins de ces œuvres destinées à durer autant ou plus longtemps qu'une langue ; et, pour être d'une autre nature, sa popularité n'est pas moins durable ni moins méritée que celle des *Voyages de Gulliver*. Le même artiste qui avait illustré l'an dernier le chef-d'œuvre de Swift a illustré cette année celui de Goldsmith. Non moins habile, il a été peut-être, en quelques endroits, moins heureux : voyez l'incendie de la page 189.

On nous permettra de rapprocher du *Vicair de Wakefield* quelques autres romans illustrés : le *Redgauntlet* (3) de Walter Scott, traduit par M. Scheffter, illustré de gravures sur bois par M. Godefroy Durand, légères, élégantes, aussi bien « tirées » que spirituellement dessinées et surtout conçues ; — *la Prairie* (4), de Fenimore Cooper, avec illustrations de M. Andriolli. Walter Scott est toujours Walter Scott, encore que miss Braddon, je crois, ait cru devoir l'abrèger, — sans

(1) Quantin, éditeur. — (2) Quantin, éditeur. — (3) Didot, éditeur. — (4) Didot, éditeur.

doute pour que nous ayons plus de temps à donner à ses propres romans, — mais Fenimore Cooper a beaucoup perdu. Mettons encore ici *David Copperfield* (1), avec les gravures de l'édition anglaise, bien anglaises, celles-là, d'un goût bien national, avec leur tendance à la caricature, et, jusque dans la caricature cependant émouvantes. Je n'ai pas laissé passer l'occasion de relire *David Copperfield*, l'un des chefs-d'œuvre de Dickens, pour la vérité des mœurs et l'intensité de l'émotion, et j'ai si agréablement renouvelé connaissance avec David ou Dickens lui-même, Peggotty, M. Mell, l'inoubliable M. Micawber, que je ne conseille à personne de s'en refuser le plaisir.

Tous ces romans sont anglais, et c'est de l'anglais aussi qui nous revient, traduit par M. Albert Dousdebès, un roman japonais : *Tchou-Chin-Goura*, ou *une Vengeance japonaise* (2), l'une des nombreuses versions de la fameuse *Histoire des quarante-sept Ronines*. L'illustration, rigoureusement japonaise, assez heureuse, est un peu « brouillée » dans quelques « images, » mais en cela même, probablement, d'autant plus authentique et intéressante pour les vrais amateurs.

La traduction dont on s'est servi pour nous offrir une édition nouvelle du *Faust* de Goethe (3), est celle de M. Albert Stapfer, la plus ancienne ou l'une des plus anciennes. Dire qu'elle soit la meilleure, il en faudrait trop connaître, — car combien y en a-t-il? — et il suffit qu'elle soit excellente. Nous ne pouvons en dire autant de l'illustration. Des six dessins de M. J.-P. Laurens, le premier et le dernier sont franchement mauvais, et les quatre autres ne sont pas bons. C'est au surplus une question de savoir si *Faust* aujourd'hui n'a pas supporté tout ce qu'il pouvait de traductions, d'adaptations, de transpositions d'art; et si même le temps n'approche pas où il devra déchoir de la haute réputation que bien des circonstances lui ont valu autant que son mérite. L'introduction que M. Paul Stapfer a mise en tête de la traduction ne manque pas d'un certain intérêt.

Nous n'aimons pas beaucoup non plus les dessins de M. Besnard pour le *Jocelyn* (4) de Lamartine. Aurait-on donc perdu, si je puis ainsi dire, le sens de Lamartine, que, dans ce poème admirable et bizarre à la fois, M. Besnard n'ait vu qu'un prétexte à compositions du plus pur goût impressionniste? Nous louerons davantage les dessins de M. Émile Adan pour les *Fables* de La Fontaine, dont quelques-uns sont vraiment jolis : *l'Enfant et le Maître d'école*, *le Paon se plaignant à Junon*, *la Laitière et le Pot au lait*, *les Poissons et le Berger* (5). Il y a eu, il y aura bien des manières encore de comprendre et d'interpréter les *Fables*; celle de M. Émile Adan aurait son prix et son originalité même, — si toutefois ses dessins étaient plus nombreux.

(1) Hachette, éditeur. — (2) Ollendorff, éditeur. — (3) Jouaust, éditeur. — (4) Jouaust, éditeur. — (5) Jouaust, éditeur.

Il nous semble que les livres qui traitent de l'histoire de l'art ont quelquefois été plus nombreux que cette année. M. George Perrot a suspendu, pour peu de temps, nous l'espérons, sa belle *Histoire de l'art dans l'antiquité*. Le *Raphaël* de M. Eugène Müntz n'est qu'une édition nouvelle d'un livre dont nous avons jadis ici même essayé, beaucoup trop brièvement, de dire la très haute valeur (1). Il est vrai toutefois que, pour le texte comme pour l'illustration, les recherches de M. Müntz, ses scrupules d'historien, son goût d'artiste, ont fait de cette édition nouvelle un livre presque entièrement nouveau. Nous y insisterions donc s'il n'y avait intérêt, pour beaucoup de motifs, à réserver ce *Raphaël* pour une autre et prochaine occasion.

Moins facile à lire, beaucoup plus court, d'ailleurs, mais non pas moins complet en son genre, le livre de M. Ch. Perkins : *Ghiberti et son École* (2), fait partie de cette *Bibliothèque internationale de l'art* que dirige précisément M. Müntz. De Ghiberti, bien des lecteurs ne connaissent sans doute que les fameuses portes du baptistère de Florence, et il est vrai que quand on n'en connaîtrait rien d'autre, ce serait assez pour maintenir son nom parmi les plus grands de l'histoire de l'art. Mais il y en a pourtant plus à savoir et plus à dire, comme en témoigne justement le livre de M. Perkins. Rappelons-nous à ce propos que M. Perkins, depuis longtemps, s'est fait un domaine de l'histoire de la sculpture italienne? et, pour recommander son *Ghiberti*, n'est-ce pas assez que ce soit lui qui traite ce sujet?

Nous n'avons pas besoin non plus de recommander à nos lecteurs le livre de M. Émile Michel : *les Musées d'Allemagne, Munich, Cologne, Cassel* (3); ils le connaissent, puisqu'il fut fait pour eux. Disons seulement que si c'est l'œuvre d'un critique d'art, c'est aussi celle d'un peintre, et qu'il n'en faut pas davantage pour donner aux jugemens de M. Michel une autorité particulière. L'artiste, peintre ou musicien, n'est assurément pas le seul « juge » de l'art, mais peut-être en est-il le seul « démonstrateur. » De nombreuses gravures, hors texte ou dans le texte, et quinze fort belles eaux-fortes n'éclaircissent ni ne vivifient, mais accompagnent et justifient le texte de M. Émile Michel, d'après Rubens, d'après Rembrandt, d'après Van-Dyck, d'après Antonio More. Citons à part *les Fumeurs* de Teniers, et un ravissant *Intérieur flamand* de Gonzalès Coques.

Faut-il avouer que le sens de la tapisserie nous manque? le sens de la tapisserie, non celui des tapis, qui n'est pas, comme on sait, le même sens. Cet aveu, toutefois, ne nous empêchera pas de louer selon son mérite le savant livre où M. Jules Guiffrey a résumé l'histoire d'un art que l'on peut, en effet, selon son expression, qualifier d'art vraiment national. Aussi bien, quand à un certain point de vue, tout ce qui

(1) Hachette, éditeur. — (2) Rouam, éditeur. — (3) Rouam, éditeur.

a été ne mériterait pas, pour cette seule raison, d'être recherché, raconté, commenté, l'*Histoire de la tapisserie* (1) toucherait de trop près et par trop de points à l'histoire du grand art. Peut-être eussions-nous désiré que M. Jules Guiffrey traitât son sujet d'une manière plus large, qu'il en fit mieux voir l'intérêt, l'importance même; c'est une étude ici bien savante, et plutôt un recueil de notes historiques qu'un livre. L'exécution matérielle en est d'ailleurs extrêmement soignée, l'illustration plus encore. Dans l'*Histoire de la verrerie et de l'émaillerie* (2), M. Édouard Garnier s'est proposé de nous faire connaître « les origines et l'histoire de deux métiers qui sont devenus des arts. » Ne pourrait-on pas dire avec autant de vérité que ces deux arts, à leur tour, en raison même des progrès de l'industrie, sont en train aujourd'hui de redevenir des métiers? Il n'y a pas de quoi se féliciter. L'histoire de la verrerie se divise en trois grandes époques, faciles à délimiter; la *Verrerie dans l'antiquité*, la *Verrerie au moyen âge* et la *Verrerie dans les temps modernes*. L'histoire de l'émaillerie, plus complexe, comporte plus de divisions. Aussi soigné que le précédent, ce volume est illustré, comme lui, de nombreuses gravures et de plusieurs chromolithographies. C'est ici le véritable emploi du procédé, pour représenter au naturel des verreries, des émaux, des porcelaines et des tapisseries ou encore des miniatures.

De la grande *Histoire des peintres* de Charles Blanc on a extrait un *Album des peintres français* (3), et de sa *Grammaire des arts du dessin*, pour en faire un élégant petit volume, ce qui touchait à la *Peinture*. Si la valeur de l'*Histoire des Peintres* n'était pas depuis longtemps connue, nous aimerions à y insister. Nous nous bornerons à dire à quels maîtres est consacré cet *Album*. Ce sont Poussin, Watteau, Chardin, Boucher, Prudhon, Gros, Gérard, Charlet, Delaroche, Ary Scheffer et Horace Vernet. Il doit sans doute y avoir une raison de ce choix (4).

Peu ou presque point de livres d'histoire, beaucoup moins en tout cas que nous ne voudrions. M. Schliemann, dans son *Ilios* (5), tire des entrailles de la terre d'Asie et des profondeurs obscures de la légende ces Troyens qui n'avaient guère jusqu'ici figuré dans l'histoire que sur le témoignage d'Homère, si tant est qu'Homère ait existé. On connaît l'histoire de M. Schliemann. Lui-même, dans une autobiographie que la traductrice d'*Ilios*, M<sup>me</sup> Egger, n'a eu garde d'omettre, nous raconte comment ce livre a été la pensée de son enfance, comment la vie, pendant de longues années, l'empêcha de réaliser son rêve d'archéologue, comment, en débitant du sucre et de la cannelle, il sut se ménager des loisirs pour s'y mieux préparer, et comment enfin, à l'âge où d'autres songent au repos, il put se mettre à l'œuvre. De plus compétens

(1) Mame, éditeur. — (2) Mame, éditeur. — (3) Loones, éditeur. — (4) Loones, éditeur. — (5) Didot, éditeur.



apprécieront les recherches de M. Schliemann et diront ce que ses découvertes ont apporté à la science d'absolument neuf et inattendu. Mais pour quiconque aime l'antiquité, et dans l'antiquité ces problèmes d'origines qui sont d'autant plus passionnans qu'ils sont plus obscurs, nous ne connaissons pas de lecture plus instructive ou plus intéressante que celle de ce beau livre. Nous avons à peine besoin de dire que les illustrations y abondent.

Franchissons une vingtaine de siècles. Du quatrième et dernier volume des *Chroniqueurs de l'histoire de France* (1) nous redirions volontiers ce que nous avons dit des trois autres. Illustré, comme ses aînés, de grandes planches en chromolithographie, de gravures hors texte, enfin de nombreuses gravures dans le texte, les unes et les autres fidèlement reproduites d'après les monumens et les manuscrits de l'époque, le présent volume ne saurait manquer de réussir comme eux. M<sup>me</sup> de Witt y a mis à contribution nos chroniqueurs depuis Monstrelet jusqu'à Commines : il convient d'ajouter que les dernières luttes de Charles VII contre l'Anglais, celle de Louis XI contre Charles le Téméraire, et enfin la guerre d'Italie sont les principaux épisodes sur lesquels on a attiré et fixé l'attention.

Les livres de géographie sont toujours nombreux. *La Lorraine illustrée* (2) forme un beau volume, très bien imprimé, très bien illustré par des artistes lorrains, trop nombreux pour que nous puissions seulement les nommer, trop divers pour que nous songions à les caractériser, tous du moins assez habiles pour que nous puissions les envelopper dans le même éloge. Le texte en est dû pour la Moselle à M. Lorédan Larchey, pour la Meuse et le Barrois à M. André Theuriet, pour les Vosges à M. Louis Jouve, et enfin pour la Meurthe à M. Edgar Anguin. L'introduction générale est de M. Auguste Prost. « La plupart de nos provinces ont eu leurs publications illustrées, » disaient, en annonçant la leur, les éditeurs de *la Lorraine*. Nous voudrions qu'ils eussent rigoureusement dit vrai. Mais le fait est que beaucoup attendent encore cette description pittoresque d'elles-mêmes, et nous, nous n'y saurions trop pousser les éditeurs.

Est-ce aussi pour les y pousser que l'Académie française a couronné cette année même les deux premiers volumes de l'intéressant ouvrage dont voici le troisième : *le Littoral de la France*, par M. Ch.-F. Aubert. Le premier volume nous avait conduits de *Dunkerque au Mont Saint-Michel* et le deuxième du *Mont Saint-Michel à Lorient*, celui-ci nous mène à son tour de *Lorient à La Rochelle* (3). C'est une des parties les moins connues, la moins connue peut-être du littoral français. Pour un touriste qui visite les plages normandes ou celles de la Méditerranée, combien ont visité Belle-Ile, l'île de Groix, celles de Houat, d'Hœ-

(1) Hachette, éditeur. — (2) Berger-Levrault, éditeur. — (3) Palmé, éditeur.

dic ou même, sans quitter le rivage, combien Plouharnel, Locmariaker et Quiberon? Pourtant la mer, la nature, les hommes mêmes y ont une physionomie qu'ils n'ont nulle part ailleurs, et elle est bien rendue dans ce livre, quoique trop adoucie peut-être.

Sortons de France maintenant, mais non pas sans avoir feuilleté *la Terre à vol d'oiseau* (1), par M. Onésime Reclus. Les Reclus ont évidemment reçu du ciel, — si du moins cette métaphore trouve grâce à leurs yeux, — le don de la géographie. Il éclate, comme toujours, dans le nouveau volume que nous donne cette année M. Élisée Reclus : *l'Afrique septentrionale* (2). Pour être autre, et se manifester autrement, il n'est pas moins visible dans *la Terre à vol d'oiseau*. Ce beau volume ayant d'ailleurs déjà paru sous une autre forme, — c'est-à-dire sans illustrations, — nous n'en avons rien à dire que nous n'ayons dit dans le temps ; et ce n'était certes pas pour en détourner le lecteur.

On a déjà fait plus de vingt fois et plus de vingt fois encore on refera le livre que M. P. Vilars nous donne sous ce titre : *l'Angleterre, l'Écosse et l'Irlande* (3). C'est que la description d'un grand pays peut se faire en vingt manières, et, tout en ressemblant toujours à son original, différer cependant d'elle-même, étant toujours facile de varier les aspects d'un sujet aussi vaste. Le texte de M. P. Vilars est évidemment d'un homme qui connaît bien, fort bien même, l'Angleterre, qui sait voir et très bien rendre ce qu'il a vu, d'une manière originale et vive. Quant aux illustrations, nous ne saurions trop en louer le choix et l'exécution. Puisque ce volume est le premier d'une collection qui ne comprendra pas moins d'une vingtaine d'ouvrages, nous ne pouvons souhaiter aux suivans que de ressembler en tous points à celui qui l'inaugure.

Passons les déserts. Les lecteurs de la *Revue* connaissent déjà quelques parties du livre de M. Moser : *A travers l'Asie centrale* (4). Parti d'Orenbourg, M. Moser a successivement parcouru la steppe Khirgize, le Turkestan russe, la Boukharie, le pays de Khiva, le désert Turcoman et la Perse, pour venir terminer son voyage à Constantinople. Voyageant pour son plaisir, et avec un plaisir évident, il raconte avec bonne humeur, prodigue d'anecdotes, un peu aussi de sa personne, d'ailleurs curieux et spirituel observateur des mœurs, des usages, des modes, des chevaux, de la politique et des femmes : au demeurant, beaucoup plus « auteur » qu'il ne croit l'être lui-même. L'ouvrage est orné de nombreuses gravures, dessinées par M. Van Muyden d'après les photographies de M. Moser.

De l'ancien continent, le livre de M. André Bresson et celui de M. Lucien-N.-B. Wyse nous transportent dans le Nouveau-Monde. Le

(1) Hachette, éditeur. — (2) Hachette, éditeur. — (3) Quantin, éditeur. — (4) Plon, éditeur.

second de ces deux ouvrages : le *Canal de Panama* (1), bien qu'il soit orné lui aussi de gravures, est peut-être moins, à vrai dire, un livre d'étrennes qu'un recueil de documens et de renseignemens géographiques, économiques et diplomatiques. Aux yeux de quelques lecteurs, l'intérêt n'en sera pas diminué pour cela ; mais, ayant quelques mots à dire de tant d'autres livres encore, nous nous contenterons de l'avoir signalé. Il est bien également question du canal de Panama dans le livre de M. Bresson, et les documens, comme dans le précédent, y abondent. Mais on y trouve beaucoup d'autres choses aussi, et principalement les résultats personnels de sept années d'exploration dans l'Amérique australe. L'Équateur, le Pérou, le Chili, l'Araucanie, — le fantastique royaume de M. de Tounens, — et la Patagonie, telles sont les contrées dont nous parle M. Bresson. Mais il a donné, dans son livre, comme l'indique son titre : *Bolivia* (2), une place d'honneur à la Bolivie. Dans cette partie du volume on trouvera d'émouvantes aventures, de très curieux détails — sur le vrai Robinson Crusœ, sur Simon Bolivar, sur le malheureux docteur Crevaux, — des renseignemens instructifs, de fort belles cartes en couleur, et enfin, cela va sans dire au point où nous en sommes de cette revue, de nombreuses illustrations.

Si, comme l'auteur d'un livre récent sur la *Question du latin*, je voyais dans la géographie la science encyclopédique, je montrerais fort bien que le *Monde physique* de M. Amédée Guillemin, *les Nouvelles conquêtes de la science* de M. Louis Figuier, *le Monde avant l'apparition de l'homme* de M. Camille Flammarion, *la Vie au fond des mers* de M. Filhol, *les Hommes phénomènes* de M. Guyot Daubes, et jusqu'aux *Singes anthropoïdes* de M. R. Hartmann relèvent de la géographie, mais, d'ailleurs, je n'en croirais rien, ni le lecteur non plus.

C'est de la *Météorologie* (3) que traite cette année le volume de M. Guillemin. Parmi tant d'écrivains qui se sont proposé de mettre le grand public au courant des dernières découvertes de la science contemporaine, M. Amédée Guillemin est l'un de ceux qui ont le mieux réussi dans une entreprise réellement difficile. Sur l'autorité des hommes compétens, nous pouvons affirmer, encore aujourd'hui, l'exactitude scientifique de sa *Météorologie*, et, d'après notre propre expérience, la parfaite clarté de l'exposition. Le volume de M. Filhol : *la Vie au fond des mers* (4), est un très instructif et très intéressant résumé des voyages du *Travailleur* et du *Talisman* et de leurs explorations. On sait l'importance de ces explorations, les découvertes qui les ont signalées, la lumière qu'elles ont répandue sur certaines parties de la science naturelle, et en particu-

(1) Hachette, éditeur. — (2) Challamel, éditeur. — (3) Hachette, éditeur. — (4) Masson, éditeur.

lier sur la question de la distribution des êtres et de la vie, non plus à la surface du globe, mais dans les profondeurs mêmes de la mer. A 5,000 mètres et plus au-dessous du niveau de la mer, toute une population d'êtres bizarres, dont quelques-uns resplendissent des plus brillantes couleurs, livre sa lutte pour la vie. Et si l'on peut quelque jour saisir la première origine de la vie sur notre planète, on a lieu de croire qu'à défaut du fameux *Bathybius Hæckelii*, c'est quelque glaire ramenée du fond de l'Océan qui nous en livrera le secret.

Ni le temps, ni la politique n'altèrent la sérénité de la maison Hetzel, non plus qu'ils n'arrêtent la régularité de sa production. Voici le dernier récit de Mayne-Reid : *la Terre de Feu*, laissé inachevé par l'auteur, mais habilement complété, pour les amis de l'abondant conteur, par M. André Laurie. Sans doute, un naufrage, des sauvages, des aventures de pêche, de chasse et de guerre, c'est toujours un peu la même chose, mais la réalité se ressemble tant que la fiction est excusable de n'être pas toujours très différente d'elle-même, à la seule condition de plaire; et les récits de Mayne-Reid sont toujours agréables à lire. Le *Mathias Sandorf* de M. Jules Verne est d'un autre genre, d'un genre qui peut-être n'a rien de très littéraire, mais qui ne laisse pas d'avoir son prix et de faire très bien passer une heure ou deux. C'est un de ces romans d'aventures dont les héros sont tous doués, ceux-ci pour le bien et ceux-là pour le mal, de qualités qui dépassent la mesure commune; et le fin de l'art, comme on sait, est de leur faire accomplir d'une manière à peu près probable des exploits invraisemblables. M. Jules Verne a gagné déjà plus d'une fois la gageure. On aurait mauvaise grâce à nier que, comme tant d'autres de ses récits, *Mathias Sandorf*, quoiqu'un peu long, se lise avec un réel intérêt.

Le temps nous a manqué pour parcourir les autres volumes de la collection. Mais *l'Île au trésor*, de R.-L. Stevenson se présentant à nous, en quelque sorte sous le patronage à la fois de M. Gladstone et de M. Edmond Schérer, il nous semble que nous pouvons sans scrupule en recommander la lecture; et puisque c'est Stahl qui s'est lui-même chargé de présenter aux lecteurs français *la Petite Rose, ses Six Tantes et ses Sept cousins*, on peut sans doute se fier à son goût et à sa longue, prudente et aimable expérience. Quant à *Tito le Florentin*, quoique le récit de M. André Laurie continue la série des *Scènes de la vie de collègue dans tous pays*, il nous a semblé qu'il y était question de beaucoup d'autres choses que la vie de collègue en Italie. Mais depuis trois ou quatre ans nous avons pris assez de plaisir aux récits de M. André Laurie pour ne vouloir aucunement donner à cette observation la portée d'une critique. *L'Épave du Cynthia*, de MM. Jules Verne et André Laurie, déjà nommés; *Autour d'un lapin blanc*, de M. F. Alone, petit récit sentimental, si du moins l'illustrateur n'a pas trahi l'écrivain : *le Voyage d'une fillette au pays des étoiles*, entretiens sur l'astronomie, par

M. Gouzy, complètent cette année la collection Hetzel. Il y faut cependant ajouter encore les albums : *Mademoiselle Lili en Suisse, la Découverte de Londres* et les deux volumes obligés du *Magasin d'éducation et de récréation*.

Quand on parle du *Magasin d'éducation et de récréation*, il faut parler aussi du *Journal de la jeunesse*, et à côté de la collection Hetzel il faut placer la collection Hachette. Dans la *Bibliothèque des merveilles*, le *Monde des atomes*, de M. W. de Fonvielle, et la *Navigation aérienne*, de M. Gaston Tissandier, se recommandent assez d'eux-mêmes sur le nom de leurs auteurs ou la seule promesse de leur titre. Ce sont, en effet, deux questions, comme l'on dit, à l'ordre du jour, et la part que M. Gaston Tissandier, depuis bien des années, a lui-même prise aux derniers progrès de l'aérostation donne sans doute à son livre un surcroît singulier de valeur et d'intérêt. Quant au volume de M. Guillaume Capus : *l'OEuf chez les plantes et les animaux*, quoique le sujet assurément soit un peu moins à la mode, et que peut-être il ne convienne pas à toute sorte de lecteurs, il est possible toutefois qu'il n'ait pas une moindre importance dans l'avenir. Les études embryologiques ont renouvelé depuis quelques années la physiologie et l'histoire naturelle.

Signalons maintenant, dans une autre bibliothèque et toujours dans la même maison : *l'Histoire d'un Berrichon*, de M. Girardin, *Hervé Plémeur*, de M<sup>me</sup> Colomb, deux noms justement chers à la clientèle ordinaire du *Journal de la jeunesse*, une cinquième série des *Scènes historiques* de M<sup>me</sup> de Witt : *Notre Dame Guesclin*; et *les Maisons des bêtes* de M<sup>me</sup> G. Demoulin. Tout ingrate que soit une pareille énumération, ce serait faire tort aux lecteurs accoutumés de la *Bibliothèque rose illustrée* que d'omettre de leur dire qu'ils ont, cette année comme les précédentes, leur part aussi dans ces étrennes. M<sup>me</sup> de Stolz, et ses *Deux Tantes*, M<sup>ms</sup> Émilie Carpentier, avec *la Tour du Preux*, M<sup>lle</sup> Zénaïde Fleuriot avec *Gildas l'Intraitable* n'ont pas manqué à une tâche dont il n'est qu'équitable de dire qu'elles s'acquittent régulièrement avec autant de bonheur que de bonne volonté. Un de ces charmans albums de miss Kate Greenaway : *Pour les enfans sages*, achève et complète cette année la collection Hachette.

Albums et livres pour l'enfance et pour la jeunesse, nous en aurions bien d'autres à nommer. A la librairie Garnier, voici les *Aventures de Robinson Crusoé*, avec les illustrations de J.-J. Grandville et des chromolithographies de M. Nehlig; voici chez l'éditeur Henouyer : *les Aventures, du docteur J.-B. Quiès*, récit humoristique, original et amusant, de M. Paul Célières; voici, encore chez Garnier, très heureusement illustrée, pour les jeunes amateurs de musique, une collection de *Nouvelles Rondes et Chansons enfantines* avec accompagnemens de M. J.-B.

Weckerlin : *Bon voyage, monsieur Dumollet; Il pleut, bergère; Mon père m'a donné un mari*; et pour des amateurs déjà plus avancés en âge, à la librairie Armand Colin, voici *les Maîtres de la musique*, avec portraits, notice historique, catalogue sommaire des œuvres, et de chacun d'eux un fragment pour les caractériser. La série commence à Lulli et se termine à Bizet. M. Léopold Dauphin a voulu faire pour la musique ce que l'on a fait tant de fois pour la littérature : un recueil de morceaux choisis, transcrits pour voix d'enfans, — ce point est utile à noter, — et disposés de façon à pouvoir être indifféremment chantés ou exécutés au piano.

N'avons-nous oublié personne? Avons-nous quelque part ou ailleurs mentionné *les Derniers Récits* de M<sup>me</sup> L. Sw.-Belloc, une *Galerie des enfans célèbres*, de M. François Tulou, un choix d'articles de Sainte-Beuve : *Originaux et Beaux Esprits*, un choix aussi de *Lettres de M<sup>me</sup> de Sévigné*, tous ces volumes publiés par la librairie Garnier? Nous ne nous rappelons pas non plus avoir signalé les alphabets, et les très jolis albums, très brillamment coloriés surtout, de la maison Quantin. Mais « ils sont trop, » et le courage nous manque, le temps aussi, la place même, et il faut s'arrêter.

Nous ne saurions cependant nous dispenser de dire quelques mots de trois ou quatre ouvrages, ou qui ne rentrent dans aucune des catégories que nous avons essayé de faire, ou qui nous parviennent trop tard pour que nous ayons pu les signaler en leur lieu. Quel est l'homme d'esprit qui persiste à se cacher sous le pseudonyme de Crafty? Le succès de *Paris à cheval*, il y a deux ou trois ans, n'avait pu l'engager à lever son masque; le lèvera-t-il si *la Province à cheval* (1), comme nous l'espérons, obtient cette année le même franc succès? « Faire voir aux lecteurs les *sportsmen* parisiens en déplacement et les *sportsmen* provinciaux à domicile; le faire assister à leurs réunions, à leurs chasses, à leurs courses, lui faire prendre part en même temps aux *cross country* et aux *rallye-papers* » non sans s'amuser en chemin des uns et des autres, dudit lecteur et de soi-même, tel est le but que s'est proposé l'auteur de *la Province à cheval*. Sa plume et son crayon nous paraissent y avoir également réussi.

*Les Grandes Scènes historiques du XVI<sup>e</sup> siècle* (2) sont un livre d'un autre ordre. Si je disais au lecteur que ce beau volume est la reproduction en *fac-simile* du recueil de Tortorel et Perissin, je ne lui apprendrais sans doute pas grand'chose. Qu'il ne rougisse pas de son ignorance! Il y a vingt-cinq ans, nous dit leur biographe, on ne savait rien de Perissin ni de Tortorel. Du moins connaissait-on leur œuvre, et nous voyons qu'en vente publique, les exemplaires en atteignent

(1) Plon, éditeur. — (2) Fischbacher, éditeur.

aux prix respectables de 1,300, 1,500 et même 2,500 francs. Quant à la valeur historique de leurs estampes, elle est considérable, à en croire les juges compétens. Le *Colloque de Poissy*, le *Massacre de Vassy*, la *Bataille de Dreux*, l'*Exécution de Poltrot de Méré*, la *Bataille de Moncontour*, ce sont en effet des scènes historiques dont on ne saurait être trop curieux de voir comment les contemporains se les sont eux-mêmes représentées. Et si nous ajoutons que chacune de ces gravures est accompagnée d'une notice due à quelques-uns de nos plus savans érudits, MM. Jules Bonnet, Alfred Franklin, Ludovic Lalanne, Michel Nicolas, Albert Réville, C. Dareste, vicomte Delaborde, on considérera sans doute qu'en réimprimant ce recueil, M. Alf. Franklin, qui l'a dirigé, et M. Fischbacher, qui l'a exécuté, ont rendu un éminent service non-seulement aux amateurs d'estampes, mais encore à l'histoire de France.

Nous mettrons enfin terme à cette longue énumération avec le *Cantique des cantiques* (1), illustré par M. Bida. Plus d'une fois déjà nous avons loué les compositions de M. Bida, — pour le livre de *Ruth*, pour le livre de *Tobie*, pour le livre d'*Esther*, — mais nous ne croyons pas nous tromper en disant que celles qu'il a trouvées pour le *Cantique des cantiques* sont encore plus heureuses, d'un sentiment plus juste et d'un accent plus vrai. C'est bien l'idylle biblique dans sa simplicité primitive, telle que M. Renan, dont on a suivi la traduction, l'a jadis dégagée des interprétations mystiques en même temps que des commentaires grossiers de l'école de Voltaire. Point de raffinemens de spiritualité dans les compositions de M. Bida, nulle intention de symbolisme; il me semble inutile d'ajouter : aucun excès de réalisme; mais de la sobriété, de la grâce, une certaine grâce presque sévère, ou à tout le moins agreste, plus de sévérité dans les huit grandes planches, plus de grâce et de distinction dans la composition des seize gravures qui ornent la première lettre des seize divisions du texte. Avec une des publications que nous avons plus haut citées, et que nous ne voulons pas autrement désigner, afin que chaque éditeur ait le droit de croire qu'elle sort de chez lui, le *Cantique des cantiques*, traduit par M. Renan et illustré par M. Bida, est le plus beau livre à gravures de l'année 1885.

F. B.

(1) Hachette, éditeur.

---

## CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

---

14 décembre.

Puisque la France, par le malheur des temps, se trouvait placée dans des conditions où les grandes choses ne lui étaient pas pour le moment permises, on pouvait, du moins, se proposer en son nom, pour son bien et pour son honneur, une politique de raison, de vigilance attentive et de patriotique sincérité. On aurait pu, à défaut de ce que les circonstances défendaient, faire encore des choses sérieuses et utiles, gouverner avec prévoyance, ménager les forces et les ressources publiques, éviter les dissensions meurtrières ou stériles, sauvegarder l'avenir en laissant intacts tous les ressorts de l'organisation française. On pouvait, on devait, en un mot, se dévouer sans mesure, sans vulgaires préoccupations de parti, à cette nation infortunée, mais toujours vivace, toujours généreuse, qui était digne d'être servie pour elle-même, qui ne méritait pas le mal qu'on lui a fait.

C'était un programme de patriotisme pratique que la nature des choses indiquait, et les circonstances n'ont même pas manqué pour en faciliter la réalisation. Les premières années qui ont suivi nos désastres ont bien prouvé que rien n'était impossible avec de la bonne volonté, de la résolution et une activité réparatrice. L'irréparable faute ou le malheur des républicains, depuis qu'ils ont conquis le pouvoir et qu'ils l'ont exercé sans partage, a été de ne comprendre ni cette situation ni le rôle qu'ils avaient à remplir. Ils semblent n'avoir vu dans le succès inespéré de leur cause que la possibilité de satisfaire leurs passions et leurs préjugés, de renouer des traditions surannées de violences révolutionnaires, de substituer une domination de parti à un régime d'équité et d'impartialité. Ils se sont accoutumés bien vite à croire que puisqu'ils avaient la majorité ils n'avaient plus à se gêner, qu'ils pouvaient en user librement avec les finances, avec la paix re-



ligieuse, avec les institutions militaires, avec toutes les garanties civiles et politiques. Ils ont si bien fait qu'en dix années de règne, ils ont tout épuisé, ils ont abusé de tout, et qu'au lieu de fonder un ordre régulier, ils nous ont conduits au point où nous sommes aujourd'hui ; ils ont créé et développé cette situation singulière où toutes les conditions de gouvernement semblent confondues et altérées, où ministère et parlement accumulent à plaisir l'ignorance, la légèreté, les inconséquences, les faiblesses dans les affaires les plus sérieuses du pays. Les républicains, en vérité, finissent par ne plus savoir eux-mêmes où ils vont et ce qu'ils font ; ils se créent à leur usage une sorte de système indéfinissable qui n'est ni le régime conventionnel ni le régime parlementaire, qui n'est qu'un mélange de tous les genres d'anarchie, un résumé de toutes les idées fausses. Ils détruisent ou ils compromettent tout ce qu'ils touchent, et un des plus curieux exemples de cette désorganisation ou de cette confusion universelle est certainement ce qui se passe dans cette malheureuse affaire du Tonkin, où un gouvernement timide et une commission usurpatrice donnent une si édifiante représentation au détriment des intérêts et de la considération de la France. On en est toujours là pour le moment.

La vérité est que cette commission, chargée d'avoir une opinion et de proposer une résolution sur nos affaires de l'Indo-Chine, joue un singulier rôle. Elle a été nommée il y a déjà trois semaines avec un certain appareil ; elle s'est réunie tous les jours, elle a multiplié les délibérations, et qu'a-t-elle fait, en définitive, pour fixer notre politique ? La France quittera-t-elle décidément le Tonkin et l'Annam et peut-être la Cochinchine, sans regarder derrière elle, sans souci du sang versé, de l'honneur du drapeau, des intérêts qu'elle peut laisser en péril ? Continuera-t-elle, au contraire, à occuper ces contrées du Fleuve-Rouge, devenues pour elles une possession diplomatiquement reconnue, et dans quelle mesure ou sous quelle forme les occupera-t-elle, si elle doit y rester ? Ce sont là des questions qui ne sont pas du tout tranchées jusqu'ici, qui ne paraissent même pas bien éclaircies encore ; mais, qu'on se rassure, si la commission fait attendre son opinion sur l'abandon du Tonkin ou sur le maintien de notre occupation, elle n'a pas moins bien employé son temps, elle n'est pas demeurée oisive pendant ces trois semaines. La commission des 33 n'a pas perdu une si belle occasion de se souvenir des comités de la Convention, et elle a voulu, elle aussi, montrer qu'elle était souveraine, omnipotente. Dès qu'elle a été réunie, son premier soin a été de se constituer en comité d'investigation, de prétendre fouiller dans le passé comme dans le présent, de vouloir scruter tous les secrets, lire dans tous les portefeuilles, — de faire comparaître devant elle les généraux et les amiraux, les anciens gouverneurs de l'Indo-Chine et les

diplomates mêlés aux affaires les plus récentes. La commission a voulu tout voir, tout savoir, — on ne lui a rien refusé ; elle a commandé, personne n'a résisté, et ici, il faut le dire, par une suite fatale de l'altération des idées les plus simples, tout le monde a oublié son devoir, ou, si l'on veut, tout le monde est sorti de son rôle, et la commission, et les ministres, et les déposans appelés en consultation ou en témoignage. C'est le gâchis qui a commencé ; il s'est déployé triomphalement depuis trois semaines.

Qu'une commission chargée d'examiner une question des plus sérieuses et de proposer des résolutions qui intéressent l'honneur du pays tienne à être renseignée et instruite, c'est assurément son droit : elle a justement devant elle des ministres qu'elle peut interroger, qui doivent l'éclairer, qui sont responsables et seuls responsables de la politique qui a inspiré, préparé et dirigé une entreprise à la fois diplomatique et militaire. Elle dépasse évidemment toutes les limites de son droit constitutionnel lorsqu'elle appelle à sa barre des fonctionnaires qui ne sont que des subordonnés, qui ont été employés à des missions délicates, qui sont nécessairement toujours dans l'alternative de ne rien dire ou de dire beaucoup trop. Si ces fonctionnaires ne sont que les échos des pensées, des volontés du gouvernement qui les emploie, leur témoignage et leurs discours ne servent à rien ; s'ils se font les juges, les divulgateurs et les censeurs des négociations, des opérations auxquelles ils ont été mêlés, ils violent toutes les règles de la discipline publique, de la subordination, et ceux qui ont provoqué les indiscretions sont eux-mêmes les complices d'un grand désordre. Une commission parlementaire n'est pas faite pour ce rôle ; elle confond tous les pouvoirs lorsque, dans son irresponsabilité, elle se substitue au gouvernement dans ses relations avec ses agens, dans ses droits d'initiative ou de réserve, quand elle prétend disposer de tous les secrets d'état dont elle est bientôt embarrassée et qu'elle se hâte de livrer aux curiosités ironiques du monde entier. C'est l'anarchie pure et simple. Le gouvernement, de son côté, dans ses rapports avec la commission, n'a certainement pas compris ce qu'il se devait à lui-même, ce qu'il devait au pays. Il a manqué par complaisance ou par crainte en se prêtant à tous ces interrogatoires périlleux, à toutes ces communications de dépêches secrètes, de télégrammes plus ou moins tronqués, dont on triomphe aujourd'hui comme si tous les gouvernemens n'avaient pas leurs correspondances réservées et ne devaient pas rester maîtres de ce qu'ils peuvent livrer au public. Avec un peu plus de fermeté, avec un sentiment un peu plus énergique de sa responsabilité et de ses devoirs, le ministère se serait hâté de couper court à toutes ces divulgations qui ne font que compromettre les intérêts publics et troubler toutes les idées des agens de l'état sur leurs

obligations ; il aurait prudemment averti la commission du danger de l'œuvre indiscreète qu'elle entreprenait : il eût surtout détourné ou arrêté au passage un des plus pénibles incidens de cette campagne désordonnée et humiliante poursuivie depuis trois semaines au Palais-Bourbon.

Qu'est-il arrivé en effet ? M. le général Brière de l'Isle, l'ancien commandant en chef du corps expéditionnaire du Tonkin, a été appelé devant la commission et il ne s'est probablement pas rendu à cet appel sans avoir été autorisé par ceux de qui il relève, dont il a reçu les ordres. Il ne s'est pas borné à exprimer son opinion sur nos affaires de l'extrême Orient, sur les avantages ou les inconvéniens de notre conquête, même sur les opérations qui s'exécutent encore et sur les actes de son successeur ; il est allé plus loin, il a tenu à réveiller le souvenir d'un des plus douloureux accidens de guerre, de cette désastreuse retraite de Lang-Son, qui en retentissant en France, a provoqué il y a huit mois la chute d'un cabinet. Il n'a point hésité à mettre directement et rudement en cause devant la commission un de ses subordonnés, l'officier qui eut à prendre le commandement des forces françaises au moment où le général de Négrier fut blessé, M. le colonel Herbinge, et il a même fait peser une assez outrageante accusation sur cet officier. L'ancien chef du corps expéditionnaire du Tonkin ne s'est pas aperçu qu'il soulevait de bien dangereuses questions, qu'il n'était pas là pour rendre compte de ses opérations de guerre, que de plus, selon la juste remarque d'un ancien officier maintenant député, M. de Martimprey, il faisait descendre la responsabilité en ayant l'air de faire d'un de ses subordonnés le bouc émissaire d'une mauvaise aventure. Or cet officier incriminé a été soumis, justement pour ces faits, à un conseil d'enquête et il a été l'objet d'une ordonnance de non-lieu : de sorte que la commission s'est trouvée du premier coup, à l'improviste, en présence des questions les plus épineuses de commandement militaire et, de plus, en face d'un acte judiciaire qu'on paraît traiter comme s'il n'existait pas. Une fois dans cette voie, où s'arrêtera-t-on ? Les divulgations appellent les divulgations. M. le général Brière de l'Isle a parlé, on fait parler après lui un autre officier, M. le colonel Borgnis-Desbordes, dont un rapport tout confidentiel, qui est un document judiciaire, est également publié. Les indiscretions s'enchaînent, et quand elles deviennent trop criantes, on finit par s'apercevoir que tout cela n'est peut-être pas sans danger. On s'indigne alors ! On interpelle le gouvernement qui promet une enquête ! On déclare solennellement que si des faits comme la publication du rapport de M. le colonel Borgnis-Desbordes peuvent se produire impunément, il n'y a plus d'administration, il n'y a plus d'armée ! C'est bien possible ; mais s'il en est ainsi, à qui la faute ? Les

vrais coupables sont ceux qui ont ouvert ou laissé ouvrir cette triste campagne de divulgations indiscrètes, ceux qui depuis trois semaines livrent aux contestations, aux curiosités du monde les médiocres secrets de nos actions, la dignité de nos officiers, l'honneur de notre armée, — laissant en suspens la seule question qui intéresse la France, la question de l'abandon ou de la conservation du Tonkin.

Voilà le point essentiel sur lequel rien n'est encore décidé, et on semble oublier que ce n'est pas tout de chercher les petits papiers dans les archives, d'écouter des discours dans une commission, — que pendant ce temps, le bruit de nos vaines agitations peut arriver, arrive inévitablement jusque dans l'extrême Orient. M. le général de Courcy, par une prévoyance peut-être nécessaire, quoique un peu singulière, qui n'est qu'une anomalie de plus, a cru devoir intercepter les communications de France, et il l'a dit dans une dépêche qui a été publiée comme toutes les autres, bien entendu. C'est une précaution probablement inutile. La vérité n'arrive pas moins. Pendant que nos politiques se perdent en débats stériles, nos soldats peuvent se demander s'ils auront versé leur sang pour rien, s'il est bien nécessaire qu'ils le versent encore pour défendre une terre qu'on ne veut peut-être pas garder. Nos protégés, ceux qui se sont attachés à notre cause, se sentent nécessairement menacés par cette éventualité de la retraite de notre drapeau, et nos ennemis ne peuvent que retrouver leur confiance et leur courage pour tenir la campagne. La Chine peut se dire philosophiquement que ce n'était pas la peine de lui faire la guerre, de lui imposer des traités pour finir par lui donner raison ; mais ce n'est pas seulement dans l'extrême Orient que ces tristes débats, ces tristes œuvres d'une commission présomptueuse et agitée peuvent avoir un effet désastreux, c'est en Europe, dans le monde entier, partout où notre pays est encore un objet d'attention. Ceux qui disposent de nos affaires ne se doutent certainement pas de l'impression étrange qu'ils produisent au loin : ils découragent les plus vieilles sympathies. On finit par se désintéresser de nos médiocrités, de nos misérables querelles, par croire à notre impuissance dans les affaires du monde qui exigent quelque esprit de suite, quelque sûreté de rapports. On s'accoutume trop aisément par malheur à l'idée qu'il n'y a plus guère à compter avec un pays dont les représentants, prompts à tout désorganiser, font si bon marché des secrets de la diplomatie, de l'ordre dans l'armée, — et c'est ainsi que la France souffre dans sa considération extérieure d'une politique qui ne s'est révélée jusqu'ici que par des passions et par des inconsistances, par un goût révolutionnaire et invétéré d'arbitraire.

C'est ainsi effectivement. C'est l'incurable faiblesse de la politique républicaine, telle qu'on l'a faite depuis dix ans, de ne pouvoir se dé-

fendre des violences, des iniquités capricieuses, des abus de domination dans un intérêt exclusif de parti. On a parlé assez souvent de la nécessité d'arriver à fonder la stabilité dans la république; on n'a pas même réussi à avoir des ministères de quelque durée, parce qu'on commence par méconnaître toutes les conditions de gouvernement, parce qu'on prend toujours l'arbitraire de parti pour l'autorité, parce qu'au lieu de chercher à fonder un ordre régulier sur la pacification, on s'est sans cesse occupé à irriter les opinions et les croyances. Assurément, s'il y a un fait caractéristique dans les dernières élections, c'est une sorte de réaction sensible contre ce qu'on appelle la « guerre au cléricalisme, » c'est un besoin impérieux de paix religieuse. M. le président du conseil a semblé lui-même en faire l'aveu dans sa récente déclaration en reconnaissant que la majorité de la nation française ne paraissait pas favorable à cette séparation de l'église et de l'état, qui est un des articles du programme républicain. On ne fera peut-être pas la séparation de l'église et de l'état parce qu'elle serait trop dangereuse pour la république, soit; mais on entend bien prendre sa revanche, donner quelque satisfaction aux républicains, surtout aux républicains vaincus dans les élections, et c'est M. le ministre de l'instruction publique et des cultes qui, en sa qualité de libéral du cabinet, s'est chargé de cette œuvre méritoire. M. le ministre des cultes n'a pas perdu de temps: il a déjà commencé ses exécutions dans les départemens soupçonnés de subir les influences cléricales. De son autorité propre, il a courageusement frappé bon nombre de malheureux desservans de campagne, en leur distribuant libéralement les amendes sous forme de suspension de traitement. Dans le seul département de l'Ariège, il y a trente-cinq prêtres ainsi frappés et la liste des victimes s'accroît tous les jours dans tous les autres départemens. On peut s'attendre à voir d'ici à peu le système s'étendre dans toutes les régions de la France, — probablement pour bien montrer aux populations qu'on respecte leur culte et qu'on veut rétablir la paix religieuse. Or il y a ici une première question.

Où M. le ministre des cultes a-t-il trouvé le droit de procéder avec cette désinvolture d'omnipotence administrative? Il n'a pu certainement le trouver écrit et formulé nulle part. Rien ne lui donne cette faculté autocratique et exorbitante de supprimer ou de suspendre, de sa volonté propre, des traitemens inscrits au budget, régulièrement affectés à un service reconnu par l'état. Il n'a pas plus ce droit à l'égard des fonctionnaires du culte, qu'à l'égard de tous les fonctionnaires civils et administratifs. On pourrait tout au plus découvrir dans quelque loi de finances de la restauration un article autorisant, dans le service des cultes, la suspension de traitement, — mais pour un fait déterminé, pour le défaut de résidence. En dehors des cas prévus par la

loi, tout est discrétionnaire et abusif; les étranges mesures de M. le ministre des cultes ne sont que des oukases, des actes de bon plaisir qui ne se fondent sur aucun fait précis et régulièrement constaté, qui n'ont été précédés d'aucune explication contradictoire, qui ne sont inspirés que par des délations clandestines et irresponsables de parti. Ce qu'il y a de curieux, c'est l'interprétation tout à fait lumineuse et significative qu'a reçue la pensée ministérielle dans un département où les députés conservateurs invalidés vont se présenter de nouveau devant le suffrage universel et où il s'agit justement d'exercer une intimidation salutaire. M. le préfet de Tarn-et-Garonne a écrit à des desservans menacés que si, à une date fixée, ils n'avaient pas réussi à prouver qu'ils s'étaient abstenus de toute ingérence dans la lutte politique, ils perdraient leur traitement. Cet ingénieux préfet a imaginé du premier coup un nouveau principe de droit d'après lequel un simple suspect est tenu de prouver son innocence sous peine d'être condamné sommairement; il a découvert une théorie commode qui est tout à la fois l'aveu naïf de l'arbitraire et un moyen d'intimidation, un procédé de candidature officielle. Voilà où l'on en vient avec une politique qui ne s'inspire que des passions de parti, qui, en dix ans de règne, n'a réussi qu'à troubler la paix religieuse, à confondre toutes les idées, à inquiéter les intérêts, à mettre en doute la grandeur française, et c'est ainsi que la république n'est pas mieux servie dans les affaires intérieures que dans les affaires extérieures.

Cependant le monde marche tout comme si nous ne perdions pas notre temps en vaines querelles, et tandis que nos partis s'épuisent en débats sans honneur pour eux, sans profit pour le pays, il y a bien d'autres questions qui s'agitent de toutes parts. Il y a surtout cette question des Balkans ou d'Orient qui intéresse toutes les puissances, — même la France, — qui change sans cesse de face et qui, provisoirement, paraît être dans une phase assez obscure, assez indécise, où toutes les politiques sont occupées à poursuivre une pacification toujours fuyante. Cette question éternelle, énigmatique, qui passe comme un gros nuage à l'orient de l'Europe, elle n'est pas à Constantinople, où la conférence a attesté son impuissance au moment décisif, un peu par la faute de l'Angleterre, et où la Turquie attend avec philosophie les événements, sans savoir si elle ira ou si elle n'ira pas en Roumélie; elle est tout entière sur la frontière bulgare-serbe, où les armées qui ont été aux prises dans une courte campagne restent en présence, sans se combattre, sans avoir pu néanmoins s'entendre sur les conditions d'une trêve régulière et définitive. Vainement l'Autriche, d'accord sans doute avec l'Allemagne et la Russie, a envoyé en médiateur officieux le comte Khevenhüller, qui est allé récemment au camp serbe et au camp bulgare pour proposer ou imposer une suspension d'hostilités.

L'envoyé de l'empereur François-Joseph n'a pas sans doute absolument réussi à concilier les prétentions opposées des deux états-majors ennemis; il a du moins gagné du temps, il a obtenu la prolongation d'un armistice de fait qui permet de reprendre des négociations plus directes, plus précises, et c'est là ce dont s'occupent les gouvernemens européens, surtout les trois empires, qui ont visiblement le premier rôle, qui semblent se concerter pour le maintien de la paix. Quel sera maintenant le dénouement définitif de cet imbroglio des Balkans? Il est certain que depuis quelques semaines tout a singulièrement changé. Les premiers succès du prince Alexandre ont modifié d'une façon sensible la situation. La Russie, elle-même, qui naguère encore se montrait si sévère pour le jeune prince, a changé tout à coup de langage. A l'heure qu'il est, tout indique que le jour où des négociations s'ouvriraient, le traité de Berlin serait revu et diminué, que l'union plus ou moins effective de la Bulgarie et de la Roumélie serait acceptée par l'Europe. Ce ne serait pas encore une solution, ce ne serait, si l'on veut, qu'une trêve de plus; ce serait déjà beaucoup que la diplomatie réussit pour le moment à clore ce nouveau chapitre des agitations orientales.

Lorsque l'aristocratie anglaise, avec sa vieille courtoisie, a offert tout récemment un banquet d'adieu au comte Munster, qui a longtemps représenté l'Allemagne à Londres et qui vient comme ambassadeur à Paris, le premier ministre de la reine, lord Salisbury, a saisi cette occasion pour faire ses complimens à l'empereur Guillaume et à M. de Bismarck. Il s'est même assez longuement étendu sur les relations d'amitié entre les deux empires d'Allemagne et de la Grande-Bretagne, sur une alliance qui serait, a-t-il assuré, la meilleure garantie de la paix européenne. Lord Salisbury, depuis qu'il est au pouvoir, n'a certainement rien négligé pour se rapprocher de l'Allemagne, pour lier partie avec le cabinet de Berlin, et nul doute que, s'il reste au gouvernement, il ne mette tout son zèle à cultiver cette alliance dont il a parlé dans le banquet offert au comte Munster; mais c'est là précisément la question. La politique anglaise ne se décide pas dans un toast, elle dépend tout entière aujourd'hui de ces élections qui viennent de s'accomplir au milieu d'une animation croissante et de péripéties toujours nouvelles. Les élections anglaises ne ressemblent pas aux élections des autres pays, qui se font le plus souvent en vingt-quatre heures; elles se déroulent comme un vrai drame depuis trois semaines déjà, depuis le 23 novembre. Les bourgs, les districts urbains ont été les premiers à voter; depuis quelques jours c'est le tour des comtés, des districts ruraux. Le scrutin ne sera complet et définitif que le 18. Dès ce moment, cependant, à quelques voix près, on sait à quoi s'en tenir sur les élections du royaume-uni; presqu

tous les résultats sont connus, et ce sont justement ces résultats connus, publiés jour par jour, qui ne promettent peut-être pas un long avenir à la politique et au ministère de lord Salisbury,

Chose assez curieuse ! aux premiers jours des élections, les conservateurs ont paru prendre vivement l'avantage, ils l'ont emporté surtout dans les grandes villes, à Londres, à Liverpool, à Leeds, à Sheffield. Les libéraux ont perdu du premier coup à la bataille deux des membres de l'ancien cabinet, M. Childers et M. Shaw-Lefèvre. M. Charles Dilke n'a passé qu'à une très petite majorité. M. Bright lui-même, malgré sa popularité et son éloquence tribunitienne, a eu quelque peine à vaincre son jeune concurrent, lord Randolph Churchill, qui n'avait pas craint de se mesurer avec le vieil athlète parlementaire. Un instant, le succès des tories a paru presque assuré, tant le mouvement se dessinait en leur faveur dans les villes. M. Gladstone, qui a eu pour sa part son élection triomphale à Édimbourg, M. Gladstone seul ne s'est pas laissé décourager, il a mis jusqu'au bout sa confiance dans les comtés, dans ces électeurs ruraux qu'il a appelés à la vie publique, et c'est en effet par les comtés que tout a changé, que les libéraux ont repris l'avantage, dépassant rapidement les conservateurs. Au demeurant, à ne prendre que les résultats matériels, dans ce nouveau parlement qui se compose de 670 membres, les libéraux comptent un peu plus de 330 voix, les conservateurs ont 250 élus. Les libéraux gardent ou retrouvent encore, au moins en apparence, une majorité sans nul doute. Ils ont cependant perdu des voix, ils reviennent un peu moins nombreux qu'ils ne l'étaient au dernier parlement ; en dépit de leur victoire relative, ils n'ont pas une majorité suffisante pour prendre le gouvernement de haute lutte. Les conservateurs, à leur tour, en restant une minorité, ont pourtant conquis quelques voix, et le vote des villes peut leur donner une certaine force morale qui les soutient encore. Ni les uns ni les autres ne sont par eux-mêmes en mesure de s'imposer ; mais le phénomène le plus nouveau et le plus caractéristique de ces élections, c'est évidemment le succès décidé, presque imprévu, des nationalistes irlandais, qui ont été habilement conduits au combat par leur chef, M. Parnell, et qui vont former au parlement un bataillon serré de 85 soldats marchant d'un même pas, obéissant à un même mot d'ordre. Ainsi, dans cette nouvelle chambre des communes qui vient d'être élue, il y a 330 libéraux, 250 conservateurs, et entre les deux partis il y a 85 Irlandais, qui, par le fait, deviennent les maîtres de la situation en évoluant d'un camp à l'autre. Les Irlandais peuvent aider le ministère tory à vivre ou l'empêcher de mourir s'ils le veulent, s'ils y voient quelque avantage pour leur cause ; ils peuvent aussi, en s'alliant aux libéraux, leur donner une majorité plus que suffisante s'ils y trouvent leur



intérêt. Dans tous les cas, on peut dire, dès ce moment, que tout dépend de ce que fera le bataillon de M. Parnell, du prix qu'il mettra à son appui dans les batailles parlementaires, et c'est là, certes, une situation des plus compliquées qui peut rendre le gouvernement sinon impossible, du moins singulièrement difficile pour les conservateurs aussi bien que pour les libéraux.

Que peuvent faire les conservateurs, qui, en définitive, ne sont qu'une minorité? Ils paraissent jusqu'ici assez disposés à attendre, comme on dit, les événemens, à ne pas quitter le pouvoir, au moins provisoirement jusqu'à l'ouverture de la session, et d'ici là, ils se flattent peut-être de s'assurer une majorité telle quelle avec l'alliance des Irlandais, qui, à la vérité, les ont soutenus contre les libéraux dans les élections. Mais il est bien clair que M. Parnell, qui, avec son bataillon, se sent le maître de la situation, qui tient dans ses mains le sort du ministère tory, ne donnera pas son appui pour rien. M. Gladstone, dans son passage au pouvoir, a prodigué les lois libérales, les concessions à l'Irlande, et il n'a pas moins été abandonné à la première occasion par les Irlandais, qui n'ont point hésité, dans l'intérêt de leur cause, à se faire les alliés momentanés des candidats du torysme. M. Parnell, qui est un habile tacticien et qui vient de le montrer encore une fois, ne continuera certainement aujourd'hui son appui aux conservateurs pour les soutenir au pouvoir qu'à la condition d'obtenir d'eux des concessions nouvelles qui équivaldraient à une sorte de séparation, à une semi-indépendance irlandaise, et ces concessions, les conservateurs ne peuvent les faire sous peine d'irriter profondément l'opinion anglaise: de sorte qu'ils se trouvent dans cette alternative de perdre l'appoint irlandais qui leur est nécessaire s'ils ne vont pas assez loin ou de s'aliéner l'opinion anglaise s'ils vont trop loin. Que peuvent de leur côté espérer les libéraux avec leur majorité relative et insuffisante? En gardant la supériorité numérique, ils se sentent moralement diminués, affaiblis par leurs divisions, par les scissions que les radicaux ont imprudemment provoquées avec leurs programmes, avec toutes ces questions de socialisme, de séparation de l'église et de l'état; ils ont perdu des voix. Ils auraient, eux aussi, à compter avec les Irlandais pour suppléer à ce qui leur manque, et après tout ce qu'ils ont fait, que peuvent-ils faire de plus? Pas plus que les tories, ils ne peuvent dépasser une certaine limite sans soulever l'opinion qui ne leur pardonnerait pas de laisser mettre en doute ce qu'on appelle aujourd'hui en Angleterre l'intégrité de l'empire britannique: de telle façon que, pour le moment, libéraux et conservateurs sont dans le même cas de ne pouvoir ni se suffire à eux-mêmes ni compter sérieusement sur une alliance qu'ils seraient obligés de payer trop cher.

Voilà la question telle qu'elle se dégage de ces dernières élections

anglaises. Elle semble presque insoluble. Il y aurait peut-être encore, il est vrai, un moyen de sortir de cette situation assez inextricable, et ce moyen a été déjà entrevu : ce serait une entente des modérés des deux grands partis anglais. Il est certain qu'une alliance n'est point impossible entre les chefs du torysme modéré et des libéraux comme lord Hartington, M. Goschen, lord Granville, lord Derby. Cette combinaison peut paraître difficile encore aujourd'hui avec les traditions de solidarité qui lient les hommes et les partis ; elle peut être une nécessité demain pour assurer, par une transaction de patriotisme, un gouvernement à l'Angleterre.

CH. DE MAZADE.

---

## LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE.

---

Le manque de titres et l'abondance de l'argent ont caractérisé la liquidation de fin novembre, comme les liquidations précédentes, et mis encore une fois une partie du découvert à la merci de haussiers déterminés à profiter de l'indifférence bien constatée des rentiers à l'égard des événemens et des éventualités politiques. Le déport s'est élevé sur le 3 pour 100 jusqu'à 0 fr. 17. La situation de place a tout dominé, et les vendeurs de faible complexion se résignant à des rachats qu'il leur paraissait trop périlleux d'ajourner, le marché des fonds français a été emporté dans un rapide mouvement de hausse qui ne s'est arrêté que vendredi, non pas sous l'influence de nouvelles politiques moins bonnes, mais par simple épuisement de la force d'impulsion.

Le 3 pour 100 a ainsi atteint 81.17, le 4 1/2 109.22 et l'amortissable 82.80. Au comptant même, on a coté des cours plus élevés. Des réalisations de bénéfices et le ralentissement des achats de l'épargne ont fait reperdre quelques centimes dans les deux dernières journées.

Le tableau suivant fait ressortir l'importance de la plus-value réalisée pendant cette quinzaine, tant sur les rentes françaises que sur les fonds d'état étrangers, non moins favorisés que les nôtres par la situation de place et par la tournure favorable qu'ont prise les événements d'Orient.

	Cours de compensation.	Samedi 12 décembre.	Hausse.
3 pour 100 . . . . .	80.15	80.92	0.77
Amortissable . . . . .	81.80	82.70	0.90
4 1/2 pour 100. . . . .	108.30	109.15	0.85
Italien . . . . .	96.50	97.10	0.60
4 pour 100 hongrois . . . . .	80.30	81.50	1.20
Russe 1877 . . . . .	100.75	101.50	0.75
Turc. . . . .	14.20	14.45	0.25
Extérieure . . . . .	52. » »	53.30	1.30

Les fonds austro-hongrois d'abord, les valeurs ottomanes ensuite, devaient profiter du retour de confiance dans le maintien de la paix générale. La spéculation n'espère pas que toutes les difficultés puissent être immédiatement aplanies. Il lui suffit de voir s'éloigner à l'horizon le danger d'une grande guerre européenne. Notre marché, d'ailleurs, n'a fait que suivre, en ce qui concerne ce groupe de titres, l'impulsion donnée par les places étrangères.

Le 5 pour 100 italien est recherché à la fois par la spéculation et par l'épargne, la conquête du cours rond de 100 francs ne paraissant plus devoir maintenant se faire longtemps attendre. Les avis concernant la situation budgétaire du royaume sont des plus satisfaisants. Les prévisions pour l'exercice prochain comportent une augmentation de recettes de 25 millions et une augmentation de dépenses de 16 millions. L'excédent présumé des recettes sur les dépenses atteint 20 millions environ, et servira, dit le rapport présenté à la chambre par le ministre des finances d'Italie, à diminuer ultérieurement les dettes de l'état ou à remplacer une émission d'obligations ecclésiastiques pour les dépenses extraordinaires du budget de la guerre.

L'Unifiée d'Égypte est sans changement à 325. La situation financière du pays est très bonne, mais les frontières du sud commencent à être sérieusement menacées par les Arabes du Soudan.

La crainte d'insurrections carlistes ou républicaines a précipité l'Extérieure à 52. Le calme, cependant, n'a été jusqu'ici troublé sur aucun point de la Péninsule.

Les capitaux de placement continuent à réserver leur faveur à nos rentes, aux obligations de nos grandes Compagnies de chemins de fer,

de la Ville et du Crédit foncier. La hausse a été générale, depuis le commencement du mois, sur toute cette catégorie de valeurs. L'obligation du Nord a touché le cours de 400 francs. Celles du Lyon, du Midi, de l'Orléans, de l'Ouest, s'approchent peu à peu de 390 francs.

Les actions ont été, de leur côté, l'objet de quelques achats. Le Nord et l'Orléans ont monté de 20 francs; le Midi, de 15 francs.

Les Chemins autrichiens ont remonté de 15 francs sur l'annonce de la mise en paiement en janvier prochain de l'acompte habituel sur le dividende. Le Saragosse ne distribue aucun acompte cette année; aussi a-t-il reculé de près de 20 francs pendant la quinzaine. La baisse a été plus considérable encore, 27 francs sur le Nord de l'Espagne, qui reste à 372 après 400 francs. On estime que le dividende du Saragosse pour 1885 ne dépassera pas 6 à 8 francs, et celui du Nord de l'Espagne, 12 à 14 francs. Ces résultats fâcheux sont dus, on le sait, à une diminution de trafic dont la cause principale, heureusement passagère, a été la rigueur et la durée de l'épidémie cholérique.

On n'a guère à relever, sur le marché des titres des établissemens de crédit que la reprise de 10 francs sur la Banque de Paris et une nouvelle hausse de 7 francs sur le Crédit foncier. Les autres valeurs de ce groupe sont toujours aussi négligées. L'épargne ne manifeste encore aucune disposition à rentrer dans ce genre de placemens. Aussi les cours végètent-ils, immobiliers, et, la plupart du temps, purement nominaux.

La Banque ottomane a monté de 500 à 505 francs. C'est la seule valeur de banque étrangère donnant lieu régulièrement à quelques affaires.

Les valeurs industrielles ont été en général très fermes. Le Gaz a gagné 20 francs à 1,450; l'Omnibus, 15 à 1,035; les Voitures, 5 à 580; le Panama, 5 à 405; le Suez, 21 à 2,116. Les oscillations brusques qui se sont produites sur le marché du cuivre ont provoqué des mouvemens correspondans sur les actions de Rio-Tinto entre 275 et 300 francs; 285 dernier cours.

*Le directeur-gérant : C. BULOZ.*

---

---

# TABLE DES MATIÈRES

DU

---

## SOIXANTE-DOUZIÈME VOLUME

---

TROISIÈME PÉRIODE. — LV<sup>e</sup> ANNÉE.

---

NOVEMBRE — DÉCEMBRE 1885.

---

### Livraison du 1<sup>er</sup> Novembre.

L'AMIE, dernière partie, par M. HENRY RABUSSON. . . . .	5
PROMENADES ARCHÉOLOGIQUES. — ÉNÉE EN SICILE, par M. GASTON BOISSIER, de l'Académie française. . . . .	38
EMMA, REINE DES ILES HAVAI, par M. C. DE VARIGNY. . . . .	77
LA VIE DE SHAKSPEARE ET LE PARADOXE BACONIEN, par M. HENRY COCHIN. . .	106
EN DEÇA ET AU DELA DU DANUBE. — V. — DE BELGRADE A SOPHIA, LA BULGARIE ACTUELLE, par M. ÉMILE DE LAVELEYE.. . . .	144
ALEXANDRE FARNÈSE, PRINCE DE PARME, par M. AUGUSTE LAUGEL . . . . .	174
LA FAMILLE BUCHHOLZ ET LES ÉTUDES DE MŒURS BERLINOISES DE M. JULIUS STINDE, par M. G. VALBERT. . . . .	201
REVUE LITTÉRAIRE. — L'ÉLOQUENCE DE FLÉCHIER, A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. F. BRUNETIÈRE. . . . .	213
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	225
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	236

### Livraison du 15 Novembre.

LES ÉCRIVAINS RUSSES CONTEMPORAINS. — NICOLAS GOGOL, par M. EUGÈNE-MELCHIOR DE VOGÜÉ. . . . .	241
LE DÉBUT DE LYDIA, par M. ALBERT DELPIT. . . . .	280
MELCHIOR GRIMM. — II. — LA CORRESPONDANCE LITTÉRAIRE, par M. EDMOND SCHERER, Sénateur. . . . .	307
LA RENAISSANCE ITALIENNE ET LA PHILOSOPHIE DE L'HISTOIRE. — LA THÉORIE DE JACOB BURCKHARDT, par M. ÉMILE GEBHART. . . . .	342

LE BRIGADIER MUSCAR. — HISTOIRE DU TEMPS DES GUERRES DE LA RÉVOLUTION, par M. ALBERT DURUY. . . . .	380
JEAN-SÉBASTIEN BACH ET SES DERNIERS BIOGRAPHES, par M. RENÉ DE RÉCY. . . . .	405
UN HISTORIEN ROMANTIQUE. — W. HEPPWORTH DIXON, par M. H. BLERZY. . . . .	428
REVUE DRAMATIQUE. — GYMNASE, <i>la Doctoresse</i> ; VAUDEVILLE, <i>l'Age ingrat</i> ; COMÉDIE-FRANÇAISE, <i>Jean Baudry</i> , par M. LOUIS GANDERAX. . . . .	453
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	466
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	478

Livraison du 1<sup>er</sup> Décembre.

SCÈNES DU SIÈGE DE SÉBASTOPOL, par M. le comte LÉON TOLSTOÏ, traduites par UNE RUSSE. . . . .	481
UN AMIRAL DE VINGT-QUATRE ANS, par M. le vice-amiral JURIEU DE LA GRAVIÈRE, de l'Académie des Sciences. . . . .	514
MELCHIOR GRIMM. — III. — M <sup>me</sup> D'ÉPINAY, FRÉDÉRIC II, LA DUCHESSE LOUISE-DOROTHÉE, LA LANDGRAVE CAROLINE, par M. EDMOND SCHERER, Sénateur. . . . .	530
CHARLES IX ET FRANÇOIS CLOUET, par M. A. GRUYER, de l'Institut de France. . . . .	578
ROBERT SCHUMANN, par M. CAMILLE BELLAIGUE. . . . .	621
LA QUESTION DE MADAGASCAR. — HOVAS ET SAKALAVES, par M. TH. HALLEZ. . . . .	649
POÉSIE. — ROMANCIERO. — I. — LE SERREMENT DE MAINS. — II. — LA REVANCHE DE DON DIÈGE. — III. — LE TRIOMPHE DU CID, par M. JOSÉ-MARIA DE HEREDIA. . . . .	673
UN VOYAGE DANS LE GUZERATE, par M. G. VALBERT. . . . .	681
REVUE DRAMATIQUE. — ODÉON, <i>les Jacobites</i> DE M. FRANÇOIS COPPÉE, par M. LOUIS GANDERAX. . . . .	693
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	706
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	717

## Livraison du 15 Décembre.

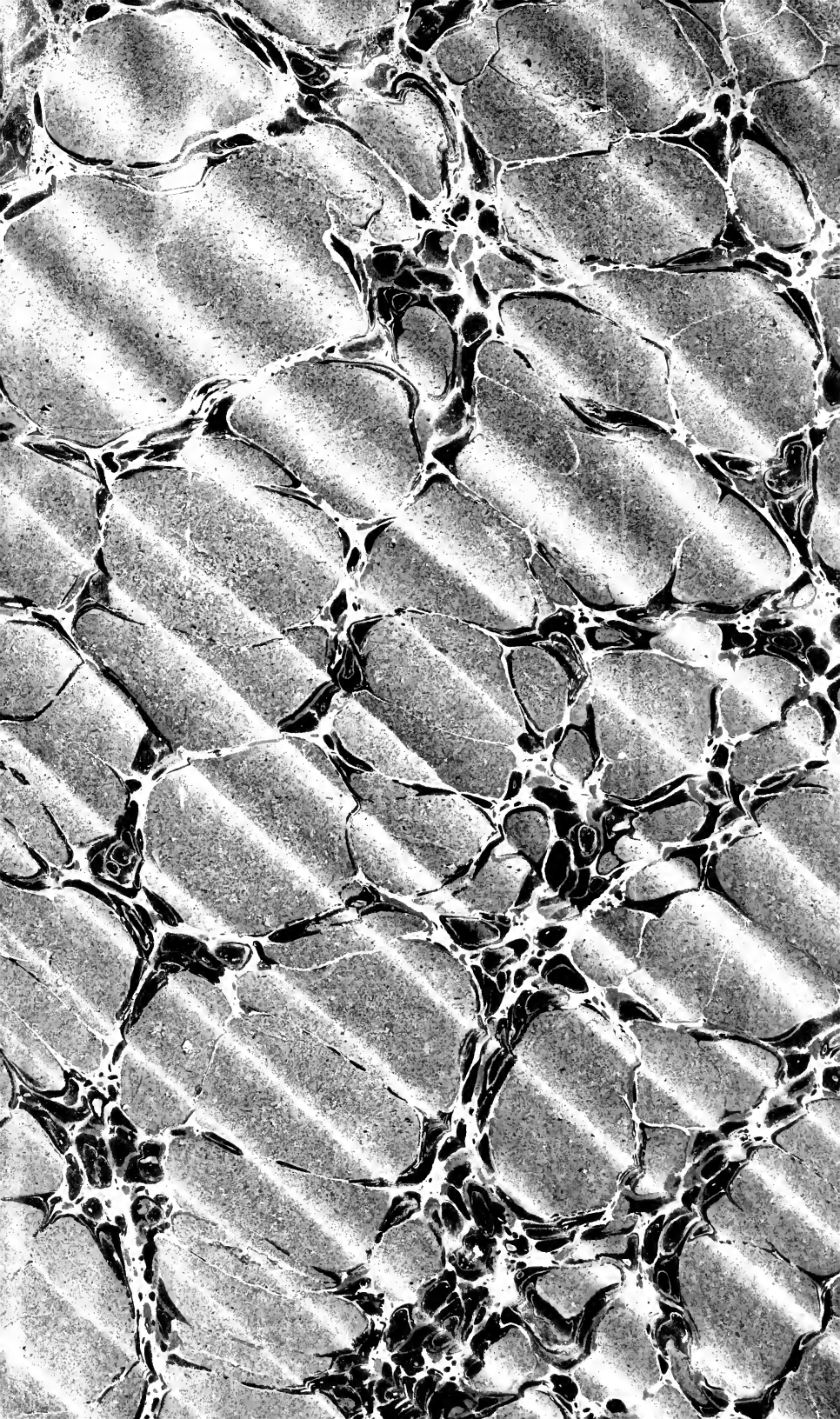
LA MORTE, première partie, par M. OCTAVE FEUILLET, de l'Académie française. . . . .	721
SIX SEMAINES EN OCÉANIE. — I. — L'ÎLE DE NORFOLK ET L'ARCHIPEL FIJI, par M. le baron DE HÜBNER. . . . .	749
ÉTUDES SUR L'HISTOIRE D'ALLEMAGNE. — LA DÉCADENCE MÉROVINGIENNE, par M. ERNEST LAVISSE. . . . .	796
LE COMBAT CONTRE LA MISÈRE. — III. — LA COOPÉRATION ET LA PARTICIPATION AUX BÉNÉFICES, LA CHARITÉ, par M. le comte D'HAUSSONVILLE. . . . .	821
LA QUESTION DU LATIN, A PROPOS D'UN LIVRE RÉCENT, par M. FERDINAND BRUNETIÈRE. . . . .	862
LES MÉTÉORITES ET LA CONSTITUTION DU GLOBE TERRESTRE, par M. A. DAUBRÉE, de l'Académie des Sciences. . . . .	882
REVUE MUSICALE. — LES CHOËURS BOHÉMIENS DE MOSCOU, <i>le Cid</i> DE M. MASSENET A L'OPÉRA, par M. CAMILLE BELLAIGUE. . . . .	911
REVUE DRAMATIQUE. — VAUDEVILLE, <i>Georgette</i> , DE M. VICTORIEN SARDOU, par M. LOUIS GANDERAX. . . . .	923
LES LIVRES D'ÉTRENNES. . . . .	934
CHRONIQUE DE LA QUINZAINE, HISTOIRE POLITIQUE ET LITTÉRAIRE. . . . .	946
LE MOUVEMENT FINANCIER DE LA QUINZAINE. . . . .	956











AP  
20  
R5  
pér.3  
t.72

Revue des deux mondes

PLEASE DO NOT REMOVE  
CARDS OR SLIPS FROM THIS POCKET

---

UNIVERSITY OF TORONTO LIBRARY

---

